



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

Ft 2.6

HARVARD COLLEGE
LIBRARY



FROM THE FUND OF
CHARLES MINOT
CLASS OF 1828

Ft 2.6

HARVARD COLLEGE
LIBRARY



FROM THE FUND OF
CHARLES MINOT
CLASS OF 1828

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE CH. MEYRUEIS

rue Caïas, 43. — 1872

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

BULLETIN

HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE

TOME XXI

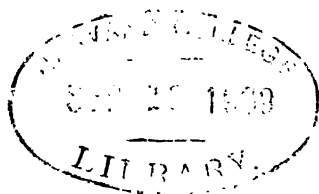
DEUXIÈME SÉRIE. — SEPTIÈME ANNÉE



PARIS
AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ
33, RUE DES SAINTS-PÈRES

1872

Fr 2.6



mint fund

31-190
31-

TABLE DES MATIÈRES

ANNÉE 1872.

	Pages.
Préface. Vingt et unième année.	1
Reconnaissance de la Société comme établissement d'utilité publique	3
Statuts révisés par le Conseil d'Etat.	4
Membres actuels du Comité	7
Assemblée générale de la Société	153
Allocution de M. Ch. Waddington.	154
Procès-verbaux du Comité.	247,437,594
Synode de 1872. Résolution du 22 juin	297
Circulaire du Comité.	488

ÉTUDES HISTORIQUES.

Essai sur les abjurations parmi les réformés de France sous le règne de Louis XIV, par M. Jules Chavannes. 8,57,105,	201,249,300,393
Clément Marot à la cour de Ferrare (1535-1536), par M. Jules Bonnet	159
Chute et relèvement, ou une famille de pasteurs à la révocation de l'Edit de Nantes, par M. Douen	168
L'Amiral de Coligny, par M. L. Anquez.	441
La Réforme au château de Saint-Privat, par M. Jules Bonnet (1 ^{re} et 2 ^e parties)	489,537

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

Politique de la Réforme. Mémoire de Th. de Bèze sur les guerres de religion (1594)	28
Lettres de Louise de Coligny, princesse d'Orange, à sa belle-fille Charlotte Brabantine de Nassau, duchesse de la Trémoille (1598-1620)	37
Viret à Lyon. Quatre lettres des syndics de Genève (1562-1563) .	73

	Pages.
Lettres écrites par divers pasteurs au sujet des Eglises réformées de France, de janvier 1773 à décembre 1775	76
Etat général des ministres résidant dans les divers diocèses de Nîmes, Uzès, Mende, y compris Ganges, en juillet 1568	124
Correspondance de Marie de la Tour, duchesse de la Trémoille, avec le ministre Alexandre Morus, pendant le séjour de ce dernier en Angleterre, de janvier à juin 1662	136, 226, 278
L'Eglise d'Orléans en 1566. Lettre de Th. de Bèze à l'Eglise d'Orléans à propos de du Rozier et de Baron	313
Copie de fragments des registres de l'état civil des protestants détruits par l'incendie du Palais de Justice de Paris, en 1871	218, 262, 318
La Saint-Barthélemy à Orléans, racontée par Joh.-Wilh. de Botzheim, étudiant allemand, témoin oculaire	345
Papiers de M. Pot de Chemault, relatifs à sa mission en Lorraine pour y apaiser les troubles survenus entre les catholiques et les protestants, en 1561 et 1563	417
Lettres de l'amiral de Coligny à Charles IX, à Catherine de Médicis, aux seigneurs de Genève et aux ministres de l'Eglise de Zurich (1566-1572)	451
Liste des réfugiés français à Lausanne. de juin 1547 à décembre 1574	463
Souvenirs de l'Eglise de Vassy. Le massacre de 1562. — L'état civil des protestants de 1670 à 1685	504
Un album bernois de 1672.	513
Une famille huguenote du XVII ^e siècle	553
Révocation de l'Edit de Nantes. Emigration du Bas-Poitou (1689).	558

MÉLANGES ET VARIÉTÉS.

Pièces de vers concernant la mort de Henri, duc de Rohan	91
Mémoire d'Agrippa d'Aubigné à ses filles, touchant les doctes femmes de son siècle	192
Numismatique protestante. Description de quarante et un méreaux de la communion réformée, par M. Ch. Frossard.	236, 286
La Bibliothèque d'un pasteur à la fin du XVI ^e siècle, par M. Puyroche	327
Mort d'Antoine Court	337
Le trois-centième anniversaire de la Saint-Barthélemy, par M. le pasteur Ch. Dardier.	427

	Pages.
Épître à M ^{me} d'Arbaud avec la réponse de M ^{me} d'Arbaud à son cari	478
Canal Coligny au château de Châtillon. Fragment d'une thèse soutenue en Sorbonne, par M. Jules Tessier	522
Les propos d'une nouvelle édition des Tragiques d'Agrippa d'Aubigné, par M. Ch. Read.	563

BIBLIOGRAPHIE.

Les Bibliothèques publiques de Strasbourg incendiées dans la nuit du 24 août 1870. Lettre à M. Paul Meyer, par M. Rodolphe Reuss	97
Les Protestants exilés sous le règne de Louis XIV, ou les réfu- giés huguenots et leurs descendants en Grande-Bretagne et en Irlande, par le Rév. David C.-A. Agniew.	157 187
Le chansonnier huguenot du XVI ^e siècle.	243
Histoire du psautier des Eglises réformées, par Félix Bovet	433
Histoire des Eglises réformées de Bretagne, par B. Vaurigaud	517
L'Aristocratie féodale et les Calvinistes en France, par J.-B. Lout- chitzki	514
L'Eglise réformée de la Rochelle, par L. Delmas	583
Jean Guiton, dernier maire de l'ancienne commune de la Rochelle (1628), par M. Callot	584

CORRESPONDANCE.

Une rectification historique	55
Quelques nouveaux détails sur la mort de Claude Brousson	149
Une découverte historique.	150
Le martyre de Brousson	197
Une révolution dans la chronologie des Synodes nationaux	339
Bibliothèque du Protestantisme français	343
La Bibliothèque du pasteur de Brunes.	485
Le Béarnais Farie à la Bastille	487, 531
La Boisse de Rouen	587
Le refuge de Lausanne	589

NÉCROLOGIE.

M. Louis Oppermann	104
M. Félix de Lafarelle	344

	Pages.
M. le pasteur Vallette	534
M. le professeur Merle d'Aubigné	535

CHRONIQUE.

La Renaissance à la Sorbonne	101
Un nouveau prix académique.	102

ERRATA

Voir les diverses rectifications indiquées p. 104, 300, 348, 440 et 503, et qu'il est superflu de reproduire ici.

P. 78, l. 9 et 10, c'est bien *Salles* (Salle-Mongiscard, à 9 k. d'Orthez) qu'il faut lire, et non *Salies*, comme l'insinue la note 2; p. 246, l. 19, au lieu de *nouveaux*, lisez : *morceaux*; aux registres de l'état civil des protestants, p. 319, l. 8, au lieu de *Moncher*, lisez : *Des Nouhes*; p. 320, l. 26, au lieu de *Langran*, lisez : *Langrach*; p. 324, avant-dernière ligne, au lieu de *Tostard*, lisez : *Tetard*; dans le premier article sur la Réforme au château de Saint-Privat, p. 503, l. 1, lisez : *Madeleine de Mailly*; même article, p. 492, note 1, lisez : *Preuves*, p. 468; et p. 495, note 1, lisez : *Preuves*, p. 267 et suivantes.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

VINGT ET UNIÈME ANNÉE

« Eternel, retourne-toi. Jusques à quand ?
« Réjouis-nous au prix des jours où nous avons
été affligés, et des années pendant lesquelles
nous n'avons eu que des maux. »
(Psaume XC, v. 13, 15.)

La Société de l'Histoire du Protestantisme français, fondée en 1852, voit se clore aujourd'hui une période importante de ses travaux. Vingt ans ! laps considérable dans une vie d'homme, et bien court si l'on songe à la rapidité des années qui s'enfuient emportant avec elles nos projets avortés et nos œuvres éphémères, dont la moins imparfaite répond si peu à l'idéal que nous poursuivons vainement ici-bas. Une seule chose nous console, c'est que notre labeur n'a pas été sans fruits pour l'histoire de nos pères, pour ce monument collectif que d'autres générations continueront après nous avec plus de succès, mais non plus de filial dévouement. Heureux ceux auxquels il sera donné d'en poser la dernière pierre ! C'est assez pour nous d'avoir entrevu, préparé ce jour. En dépit des incertitudes du temps présent, nous aimons à voir un gage de durée dans le décret qui, à la veille de nos malheurs, conférait à notre Société le titre d'établissement d'utilité publique. Nous reproduisons les pièces de ce décret, avec nos statuts révisés en conseil d'Etat. Puissent les protes-

tants français comprendre les devoirs que cette nouvelle situation leur impose, et ne pas laisser nos titres stériles entre nos mains!

RECONNAISSANCE DE LA SOCIÉTÉ

COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE.

MINISTÈRE

PIÈCES OFFICIELLES.

DES LETTRES, SCIENCES
ET BEAUX-ARTS

Paris, le 23 juillet 1870.

A Monsieur le Président de la Société de
l'Histoire du Protestantisme français.

Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint ampliation d'un décret en date du 13 juillet courant, rendu sur mon rapport, et par lequel la Société de l'Histoire du Protestantisme français, dont le siège est à Paris, est reconnue comme établissement d'utilité publique, et ses statuts sont approuvés tels qu'ils sont annexés audit décret.

Je vous prie de m'adresser deux exemplaires des statuts imprimés, afin d'y ajouter les modifications apportées par le conseil d'Etat sur l'exemplaire qui reste joint au décret. Un exemplaire de ces statuts ainsi modifié vous sera immédiatement renvoyé.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le ministre des lettres, sciences et beaux-arts.

MAURICE RICHARD.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale
empereur des Français,

A tous présents et à venir, *salut*.

Sur le rapport de notre ministre, secrétaire d'Etat au département des lettres, sciences et beaux-arts;

Vu la demande formée par la Société de l'Histoire du Protestantisme français, à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique;

Vu la déclaration en autorisation de réunion, conformément à l'article 291 du Code pénal;

Vu les statuts en date du 11 juin 1868;

Vu la liste des membres abonnés au *Bulletin*;

Vu la situation financière;

Notre conseil d'Etat entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}.

La Société de l'Histoire du Protestantisme français, dont le siège est à Paris, est reconnue comme établissement d'utilité publique.

ART. 2.

Les statuts sont approuvés tels qu'ils sont annexés au présent décret. Aucune modification n'y pourra être faite sans notre autorisation.

ART. 3.

Notre ministre secrétaire d'Etat au département des lettres, sciences et beaux-arts, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 13 juillet 1870.

Signé : NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le ministre des lettres, sciences et beaux-arts.

Signé : MAURICE RICHARD.

Par ampliation :

Le conseiller d'Etat, secrétaire général.

J.-J. WEISS.

République française

—
MINISTÈRE

de

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

ET DES CULTES

—
BUREAU

des

TRAVAUX HISTORIQUES

Paris, le 17 septembre 1870.

Monsieur le Président,

Conformément à ma dépêche du 22 juillet dernier, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint ampliation des statuts de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, tels qu'ils ont été approuvés par un décret en date du même jour.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Pour le ministre de l'instruction publique et des cultes :

Le conseiller d'Etat, secrétaire général,

S.-R. TAILLANDIER.

*A Monsieur le Président de la Société de l'Histoire du
Protestantisme français.*

STATUTS

ADOPTÉS AU MOIS D'AVRIL 1852

REVUS DANS LES SÉANCES DU 11 JANVIER 1866 ET DU 11 JUIN 1868
ET RÉVISÉS PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

TITRE I. — BUT DE LA SOCIÉTÉ.

ART. 1^{er}. — La Société de l'Histoire du Protestantisme français a pour but de rechercher et de recueillir, pour les étudier et les faire connaître, tous les documents inédits ou imprimés qui intéressent

l'histoire des Eglises protestantes de langue française. Elle institue des concours et décerne des prix sur ce sujet.

ART. 2. — Ses recherches portent non-seulement sur les affaires intérieures des Eglises, mais sur leurs rapports avec le gouvernement, sur le caractère et la vie des hommes célèbres qu'elles ont produits, sur les travaux de science, de littérature et d'art qui les ont illustrées, en un mot sur tout ce qui concerne l'origine et les développements de la Réforme française aux seizième, dix-septième et dix-huitième siècles.

La Société s'occupe aussi de l'histoire des Eglises d'origine allemande, devenues françaises par annexion de territoire, et des tentatives faites pour introduire la Réforme en Italie et en Espagne.

ART. 3. — Toute discussion qui ne se rattacherait pas directement à l'histoire du protestantisme est interdite.

ART. 4. — La Société entretient des relations suivies avec les sociétés étrangères qui se livrent à des travaux analogues aux siens, particulièrement dans les pays où les protestants français ont trouvé un refuge après la révocation de l'Edit de Nantes.

ART. 5. — La Société fonde une Bibliothèque du Protestantisme français, ouverte au public. Elle s'efforce d'y réunir les manuscrits et les livres anciens ou modernes qui ont trait à notre histoire. Elle accueille avec reconnaissance les communications de documents et les dons de livres qui lui sont faits, et en rend compte dans le Bulletin de ses travaux.

TITRE II. — ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ.

ART. 6. — Le nombre des membres de la Société est indéterminé. Pour en faire partie, il ne faut qu'adresser une demande au trésorier, avec le montant de l'abonnement au Bulletin pour l'année courante.

ART. 7. — Chaque membre recevra, s'il en exprime le désir, un diplôme signé par le président et le secrétaire.

ART. 8. — L'année sociale commence le 1^{er} janvier.

ART. 9. — Chaque année, après Pâques, les membres de la Société sont convoqués en assemblée générale. Le rapport fait au nom du comité, les lectures historiques dont il est suivi, et les communications échangées dans cette séance, sont publiés.

TITRE III. — ORGANISATION DU COMITÉ.

ART. 10. — La direction des travaux et l'administration des fonds appartiennent aux membres du comité fondateur ou à leurs successeurs. Le nombre des membres du comité ne dépassera pas vingt. Ils pourvoient eux-mêmes aux places vacantes et peuvent s'adjoindre des membres associés avec voix consultative.

ART. 11. — Le Comité choisit le président, le vice-président, le secrétaire et le trésorier. Il leur adjoint de trois à cinq membres pris dans son sein, et plus spécialement chargés avec eux de la rédaction du Bulletin.

ART. 12. — Le Comité se réunit au moins une fois par mois. Tout membre du comité qui durant un an n'aura pas assisté à ses séances, sans excuses valables, sera considéré comme démissionnaire.

ART. 13. — Le président convoque l'assemblée générale, approuve les dépenses, préside les séances du Comité, et veille au maintien du règlement. La surveillance de la Bibliothèque, ainsi que la direction des travaux du catalogue, lui sont particulièrement confiés.

ART. 14. — Le secrétaire rédige les procès-verbaux et la correspondance historique, s'occupe particulièrement de la rédaction du Bulletin, et en surveille l'impression, ainsi que celle des autres publications de la Société.

ART. 15. — Le trésorier reçoit les abonnements, est chargé de la correspondance administrative, de l'expédition du Bulletin, ainsi que de la comptabilité de la Société. Les fonds sont déposés entre ses mains.

TITRE IV. — PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ.

ART. 16. — Le Comité publie :

1° Un Bulletin mensuel renfermant des études historiques sur la Réforme, des documents inédits ou peu connus sur le même sujet, une revue bibliographique, ainsi que le compte rendu périodique des travaux de la Société.

2° Des mémoires et pièces diverses dont le Comité vote l'impression.

Les présents STATUTS ont été délibérés et adoptés par le Conseil d'Etat dans sa séance du 22 juin 1870.

*Le Conseiller d'Etat, Secrétaire général
du Conseil d'Etat,*

DE LA NOUE-BILLAUT.

Certifié véritable :

Le Conseiller d'Etat, Secrétaire général,

J.-J. WEISS.

MEMBRES ACTUELS DU COMITÉ :

MM.

FR. GUIZOT, *président honoraire.*

FERNAND SCHICKLER, *président.*

Comte JULES DELABORDE, *vice-président.*

JULES BONNET, *secrétaire.*

ALFRED FRANKLIN, *trésorier.*

MAURICE BLOCK.

HENRI BORDIER.

ATHANASE COQUEREL.

O. DOUEN.

MM.

CHARLES FROSSARD.

M.-J. GAUFRES.

GUILLAUME GUIZOT.

WILLIAM MARTIN.

CHARLES READ.

EDOUARD SAYOUS.

BARON H. DE TRIQUETI.

CHARLES WADDINGTON.

CORNÉLIS DE WITT.

ÉTUDES HISTORIQUES

ESSAI SUR LES ABJURATIONS

PARMI LES RÉFORMÉS DE FRANCE SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XIV

Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé?

INTRODUCTION

Au moment où Louis XIV apposait sa signature à l'acte de révocation de l'édit de Nantes, il pouvait se faire l'illusion que l'unité religieuse du royaume était à peu près accomplie. Ce grand but, que depuis si longtemps on avait eu l'art de proposer à son ambition et d'imposer à sa conscience, lui était présenté comme atteint. Prélats, ministres, intendants des provinces, tous s'accordaient à annoncer l'heureuse fin de cette œuvre à laquelle on travaillait avec une persévérance si soutenue et de tant de manières différentes. De toutes parts on célébrait comme son plus beau titre de gloire, cette résolution qui devait être la tache ineffaçable de son règne et l'acte le plus funeste de sa politique.

On avait, il est vrai, pour fonder ce triomphe, des résultats, hélas ! trop palpables. La noblesse, si digne dans les temps antérieurs, avait successivement et en grande majorité, cédé sous la pression des menaces et de la défaveur calculée du monarque. La caisse de l'apostat Péliisson avait fait merveille. Les dragons avaient achevé en bien des lieux ce que le clergé n'avait pas pu mener à bien. Les galères, en enlevant leurs chefs aux familles protestantes, les avaient forcément soumises. Les roues et les bûchers avaient détruit les résistances les plus énergiques. L'expulsion violente des pas-

teurs avait laissé la population sans guides et sans consolateurs. De toutes parts des conversions en masse étaient signalées; les nouveaux réunis se pressaient en foule dans les églises. Tout semblait consommé; l'acte de révocation, réparant une erreur funeste de Henri IV, ou du moins délivrant la France de ce qui avait pu être une nécessité fâcheuse pour un temps, n'avait plus qu'à constater le fait accompli de l'ordre rétabli dans le royaume. Aussi Bossuet se croyait-il fondé à dire aux nouveaux catholiques de son diocèse: « Je ne m'étonne pas, mes très-chers frères, que vous soyez revenus en foule et avec tant de facilité à l'Eglise, où vos ancêtres ont servi Dieu; le fond même du christianisme et le caractère du baptême vous y appelaient secrètement. » Et Louis XIV, dans le préambule même de l'édit, posait comme un fait la grande erreur dont on l'avait bercé: « Nous voyons présentement, disait-il, avec la juste reconnaissance que nous devons à Dieu, que nos soins ont eu la fin que nous nous sommes proposée, puisque la meilleure et la plus grande partie de nos sujets de la religion prétendue réformée ont embrassé la catholique, et l'exécution de l'édit de Nantes demeure donc inutile. »

Mais sous ces belles apparences, sous cette trompeuse uniformité, source de tant de joie et de tant d'orgueil, qu'y avait-il en réalité? Deux classes d'infortunés, dignes, quoique à des égards différents, d'une pitié profonde.

C'étaient d'une part, des âmes fidèles, des consciences scrupuleuses, qui avaient souffert et étaient prêtes à tout souffrir pour leur foi. Mais celles-là, on en parlait peu; on ne les mentionnait, quand on ne pouvait faire autrement, que comme un petit nombre d'incorrigibles, une fraction minime de rebelles dont on ne tarderait pas à avoir raison; on désignait avec un souverain mépris ces insensés qui, selon l'expression de Louvois, « aspiraient à la sotte gloire d'être les derniers à professer une religion qui déplaisait à Sa Majesté. »

On voyait à côté de ceux-là la grande foule des réunis, de ceux qui avaient abjuré le protestantisme, quelques-uns sans doute avec un degré de bonne foi qu'il serait injuste de méconnaître, d'autres avec une sorte de légèreté dont la faiblesse de leur foi antérieure n'avait pu les garantir, d'autres par pur intérêt matériel, d'autres uniquement par l'effet de la terreur et de la contrainte morale auxquelles ils avaient été soumis.

On s'est souvent occupé des premiers ; on a décrit leurs misères ; on les a suivis avec une respectueuse sympathie dans l'exil, dans les cachots, sur les bûchers ou sur les bancs des galères. A Dieu ne plaise que nous les oublions ou que nous les perdions de vue dans leurs souffrances ! Mais c'est sur les seconds, dont on s'est moins occupé d'une façon spéciale, c'est sur ceux qui ont abjuré leur foi protestante que nous voudrions maintenant attirer plus particulièrement l'attention et l'intérêt de nos lecteurs.

Il y a de sérieuses instructions à recevoir de leur exemple. Soit dans ses causes immédiates, soit dans ses résultats, cette immense déchéance morale, dont ils ont été la manifestation ostensible, porte avec elle de solennels enseignements. En faire entrevoir quelques-uns, en pénétrant avec le flambeau de l'histoire au sein des familles de ceux qu'on appelait les nouveaux catholiques ou les nouveaux réunis, et autant que possible dans l'intérieur de leurs âmes, tel est le but que nous nous sommes proposé. Pour l'atteindre, nous aurons d'abord à nous rendre compte des moyens qu'on a jugé bon d'employer pour amener les réformés à l'adoption et à la profession de la foi catholique. Nous chercherons ensuite à apprécier les résultats auxquels on est parvenu. De là les deux grandes divisions de notre travail.

PREMIÈRE PARTIE.

MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR OPÉRER LES CONVERSIONS

Nous n'entreprendrons pas d'énumérer ici tous les moyens employés pour obtenir des conversions au catholicisme, car ils ont été aussi variés en nombre et en nature qu'a pu être fertile l'imagination des convertisseurs. Nous nous bornerons à en donner une idée générale, en en indiquant quelques-uns et en les classant sous certains chefs principaux. En vain les plus éclairés et les plus pieux d'entre les catholiques avaient-ils espéré ramener les huguenots en usant des voies de douceur, en n'employant que la persuasion, la discussion contradictoire, le bon exemple ; c'est à quoi l'esprit du jansénisme semblait devoir conduire, et l'on put espérer un moment qu'il aurait la prédominance ; mais l'influence contraire des Jésuites l'emporta bientôt, et les moyens violents ne tardèrent pas à être, à peu près seuls, mis en œuvre.

On put s'appuyer à cet égard sur les autorités les plus graves. Bossuet, par exemple, dont les panégyristes s'attachent encore aujourd'hui à vanter la modération, ne craignait pas d'écrire au cruel persécuteur de Basville, qui fut heureux sans doute de pouvoir mettre sa conscience à l'abri sous une telle profession de principes : « Je déclare que je suis et que j'ai toujours été du sentiment, 1^o que les princes peuvent contraindre par des lois pénales tous les hérétiques à se conformer à la profession et aux pratiques de l'Eglise catholique ; 2^o que cette doctrine doit passer pour constante dans l'Eglise, qui, non-seulement a suivi, mais encore a demandé de semblables ordonnances des princes (1). » Il est à propos de prendre note et de se souvenir d'une déclaration aussi nette et aussi précise.

(1) *Œuvres complètes*, t. LII, page 234.

CHAPITRE PREMIER

La contrainte.

En tête des mesures de violence, nous avons à enregistrer en premier lieu la contrainte directe, matérielle, brutale. C'est celle dont faisait usage l'intendant Foucault, lorsqu'il poussait de force les malheureux paysans du Béarn dans les églises, et là, les faisant mettre à genoux à coups de bâton, les contraignait à recevoir des mains d'un évêque l'absolution de leur hérésie, après quoi ils étaient considérés comme bien et dûment catholiques et traités comme relaps à la moindre velléité de retour à leur culte. L'on peut en donner comme autre exemple l'hostie que l'on mettait également de force dans la bouche des infortunés dont on s'était emparé et qui repoussaient avec horreur une aussi odieuse profanation. De véritables guet-apens étaient institués, comme ce fut le cas pour les barons de Maussac et de Montbeton, que des gens apostés s'efforcèrent de faire tomber à genoux au moment où ils entrèrent chez le marquis de Boufflers, afin de leur faire recevoir de l'évêque de Montauban une absolution qu'ils étaient loin de réclamer. La même chose fut tentée en grand à l'égard des protestants de Paris. L'archevêque de Paris et l'évêque de Meaux devaient se transporter avec le lieutenant de police à Charenton, pour y donner l'absolution à toute l'assemblée entourée de soldats. Mais le complot fut déjoué par la prudente sagacité de Claude, et les persécuteurs se dédommagèrent par la démolition du temple.

Ici viennent se ranger ces barbaries atroces, ces cruautés inimaginables, auxquelles furent exposées de la part des soldats et surtout des dragons, les malheureuses victimes des deux sexes et de tout âge, livrées sans réserve à leur discrétion, et même le plus souvent avec excitations de la part de leurs chefs et de la part des prêtres. On sait les violences de tout genre auxquelles le corps d'armée le plus habituellement

employé à ces honteuses exécutions au milieu de populations inoffensives, a eu le triste honneur de laisser le nom trop significatif de *Dragonnades*. La plume se refuse à transcrire ce que les historiens ont eu à consigner sur ce lugubre sujet. Ici c'est un vieillard que l'on parvient à faire succomber en le privant absolument de sommeil, au moyen des tambours, des cris, du tapage, dont retentit sans interruption sa demeure. Un autre est suspendu dans sa cheminée. On approche un troisième du feu de façon à lui brûler les pieds. On usait dans ce même but de pelles rouges. On contraignait une héroïque jeune fille à tenir dans sa main un charbon ardent pendant tout le temps qu'elle mettait à réciter l'Oraison dominicale, et l'expérience était immédiatement renouvelée sur l'autre main. Verser des seaux d'eau froide sur la tête de leurs victimes, leur faire distiller goutte à goutte du suif fondu dans les yeux, et cent autres cruautés pareilles, tels étaient les moyens qui ne réussissaient que trop souvent à réduire les infortunés jouets de la barbarie des soldats, à un état de torpeur, de stupidité, d'hébètement moral dans lequel ils ne savaient plus ce qu'ils faisaient, et donnaient machinalement des signatures que leur cœur et leur bouche désavouaient hautement dès l'instant où ils étaient revenus à eux-mêmes. Mais peu importaient leurs réclamations, leurs rétractations, leurs instances pour retirer une adhésion apparente et mensongère; ils avaient signé, c'est tout ce qu'on voulait. On était même parfois conduit, dans l'impossibilité évidente où l'on était d'obtenir des adhésions sincères, à fermer les yeux sur les protestations dont les victimes de l'oppression accompagnaient leur signature, comme lorsque les habitants de l'Isle-en-Arvert, près Marennes, y ajoutaient sur le registre même ces mots bien significatifs : « *Pour obéir à la volonté du roi ;* » ou lorsqu'une des malheureuses victimes du duc de la Force, la mère de Jean Marteilhe le galérien, écrivait après son nom cette allusion manifeste à celui de son oppresseur : « *La force me le fait faire.* »

On connaît par l'émouvant récit de Blanche Gamond, les tourments odieux auxquels étaient soumis, sous la direction de l'infâme la Rapine, les infortunés précipités dans cet espèce d'enfer, décoré du titre d'Hôpital général de Valence.

Ces horribles moyens de contrainte, qui trop souvent étaient poussés jusqu'au point de causer la mort des victimes, n'avaient pourtant pas ce but, dans l'intention de ceux qui en étaient les instigateurs. Par une sorte de compassion cruelle, on s'arrêtait en général quand on voyait arriver la défaillance, et l'on donnait quelques soins à l'agonisant pour lui faire reprendre ses esprits et lui laisser retrouver quelques forces. On semblait chercher avec une infernale habileté des tourments qui fussent douloureux sans être mortels. Mais les supplices proprement dits, les tortures, les roues, les échafauds, les potences, les bûchers, étaient employés par de soi-disant juges comme moyens d'amener des abjurations. En face de la mort, on extorquait encore des signatures, et bien souvent on proclamait faussement, après le décès du martyr, qu'il avait renié sa foi avant d'expirer. L'intimidation s'exerçait encore au moyen des cadavres de ceux qui étaient morts sans abjurer et qu'on traînait sur la claie dans les rues, avant d'en jeter les débris à la voirie et de les abandonner aux outrages de populations fanatisées par les spectacles horribles qu'on leur donnait.

A ces voies brutales par lesquelles on s'efforçait d'obtenir des adhésions à l'Eglise romaine, nous devons ajouter tous les moyens si variés de contrainte morale qui tendaient au même but. Les terreurs de tout genre dont on cherchait à remplir le cœur d'êtres faibles et sans appui, les menaces dont on les accablait, la vue des vexations odieuses exercées sur les personnes de leurs proches, les enfants dont on martyrisait le père ou la mère en leur présence, les parents qui voyaient tourmenter les fruits de leurs entrailles, les prisonniers auxquels on venait annoncer leur supplice comme décrété sans remise et comme imminent, les mourants qu'on

effrayait par la perspective des odieux traitements qu'allait subir leur cadavre, avec l'alternative constamment posée devant eux, d'un seul mot prononcé par leur bouche, d'une adhésion verbale, d'une signature, faisant cesser à l'instant même l'épouvantable angoisse dans laquelle on les tenait; quelle tentation ! et comment s'étonner que de pareils moyens aient trop souvent été couronnés de succès ! « Durant quatre heures, raconte une infortunée qui, à bout de forces, avait fini par donner sa signature, je fus tourmentée de quinze personnes. Dans ce combat terrible, je criais de toute ma force, ne demandant que la mort et la potence ; je faillis à mourir. Que j'aurais été heureuse ! Je n'eus pas un moment de repos, je ne savais où j'en étais par le grand bruit que l'on faisait. On se servit de ce grand trouble, et voyant bien que si l'on me laissait revenir on ne gagnerait rien, ils rechargèrent plus fortement et me réduisirent dans l'état du monde le plus pitoyable. » Que de circonstances dans lesquelles la chute des réunis n'a été obtenue que par une pareille oppression !

Mais de toutes ces voies de contrainte morale, la plus terrible, celle qui évidemment a produit le plus de résultats désastreux, c'était l'enlèvement des enfants. Qu'on se représente la position de parents fidèles, fermement attachés à leur foi, et se voyant violemment arracher ces êtres chéris qu'ils avaient tendrement nourris jusqu'alors du lait de la Parole divine, dont ils avaient suivi l'éducation avec une constante sollicitude, que leur vigilance attentive avait cherché à préserver jusqu'à ce moment de tout contact avec l'erreur. Quelle détresse, quelles angoisses à la pensée de ce qu'allaient être exposés à voir et à entendre dans ce monde inconnu où ils étaient lancés, dans ces couvents qui vraisemblablement devaient être leur prison, ces âmes naïves, ces esprits confiants, ces cœurs ayant besoin d'affection, livrés sans défense, sans protection, à toutes les impressions nouvelles qu'on cherchait à leur faire recevoir ! Quelle tentation pour ces pauvres pères et mères de dire ce mot qui, on le leur

assurait, allait immédiatement ramener leurs enfants dans leurs bras ! Et quelle prise ne devait pas avoir sur eux, dans une situation pareille, l'illusion que, même après leur abjuration mensongère, ils pourraient continuer secrètement, sous le manteau des formes de dévotion qu'on leur imposait, à élever leur famille dans la vérité évangélique et à la préserver des erreurs romaines ! Ne valait-il pas mieux, si les enfants devaient devenir catholiques, ce qui dans tous les cas était inévitable, qu'ils le devinssent en demeurant sous la tutelle de leur père et de leur mère, plutôt que dans les établissements des Jésuites ou dans les couvents de nonnes ignorantes et fanatiques ? Refuser d'abjurer, c'était se séparer à tout jamais de leurs enfants, en les livrant presque infailliblement à un enseignement déplorable. Céder, c'était, en les retrouvant, conserver du moins une chance de lutter efficacement contre le mal. Est-il surprenant qu'un grand nombre ait cru devoir céder ? Plus on y réfléchit, plus on envisage la gravité d'une position pareille, plus on a lieu d'admirer ceux qui se sont montrés assez fermes pour demeurer fidèles ; une duchesse de la Force, par exemple, qui, retenue elle-même dans un monastère, puis en prison, sentait ses quatre filles dans des couvents et ses trois fils dans un collège de Jésuites, ou cette dame Bachelé de Metz, qui, pendant que son mari était sollicité par d'énormes amendes et par des confiscations à livrer ses enfants au curé, prit le généreux parti de risquer sa propre vie et d'exposer le repos de son mari, pour lui enlever ses enfants et les faire passer sur terre étrangère.

Cette œuvre perfide de soustraction des enfants se pratiquait sur une large échelle. En 1687, par exemple, dans les intendances d'Alençon et de Caen, on enleva tous les enfants des protestants depuis l'âge de sept ans jusqu'à celui de vingt, pour les enfermer dans des cloîtres ou dans des maisons de propagation de la foi. Ceci se liait à l'odieuse législation qui avait statué six ans auparavant que « les sujets de

la religion prétendue réformée, tant mâles que femelles, ayant atteint l'âge de sept ans, étaient reçus à faire abjuration, sans que leurs père et mère et autres parents y pussent donner le moindre empêchement, sous quelque prétexte que ce fût. » C'est en vertu de cette tyrannique décision que Madame de Maintenon fit enlever la fille de son cousin de Villette, pour en faire le noyau de son institution de Saint-Cyr. Cette jeune personne, qui devint plus tard Madame la marquise de Caylus, dit à ce sujet dans ses *Souvenirs* : « Madame de Maintenon vint me chercher et m'emmena seule à Saint-Germain. Je pleurai d'abord beaucoup, mais je trouvai le lendemain la messe du roi si belle, que je consentis à me faire catholique, à condition que je l'entendrais tous les jours et qu'on me garantirait du fouet. C'est là toute la controverse qu'on employa et la seule abjuration que je fis. »

A ce résultat si triste par l'inconcevable légèreté qu'il dénote, non moins chez les convertisseurs que dans l'esprit de l'enfant, nous opposerons avec un sentiment de consolation l'exemple des jeunes filles du marquis de Rochegude, qui, enlevées de même à leurs parents et retenues dans le couvent de Bagnols, où elles furent providentiellement préservées contre l'abjuration, parvinrent à s'enfuir après quelques années et à rejoindre à Vevey leur père et leur mère, qui reconnurent avec une indicible joie et des transports de gratitude envers le Seigneur, que leurs filles bien-aimées n'avaient « ni l'esprit ni le cœur gâtés. » Des cas pareils ont été malheureusement bien rares. Combien souvent au contraire les enfants élevés dans les couvents y ont-ils perdu, avec leur foi, toute affection, toute sympathie pour des parents qu'on leur apprenait à considérer comme de damnables hérétiques !

L'expérience n'a que trop prouvé de quelle habileté faisaient preuve, soit pour s'emparer des enfants, soit pour contraindre les pères à abjurer, ceux qui les séparaient ainsi

avec violence. Cette sorte de contrainte était plus forte encore que les traitements les plus rigoureux.

CHAPITRE DEUXIÈME

La captivité.

La captivité, sous les formes diverses qu'on a eu l'art de lui donner, nous offre une deuxième catégorie de ces moyens de conversion, qui ne sont pas demeurés sans efficace entre les mains de ceux qui avaient le pouvoir d'en user.

1° Les *arrêts domestiques* en étaient le premier degré. Par ce signe de défaveur et de sévérité, par la séquestration qui en était la conséquence, par la gêne qui en résultait pour toutes les relations sociales et civiles, on espérait amener une prompte abjuration de la part de ceux qui étaient ainsi sérieusement avertis.

2° Lorsque cet avis demeurait sans fruit, on avait pour second degré la *relegation* dans quelque lieu écarté, dans quelque petite ville de province, où celui qui était l'objet de cette peine, se trouvait placé sous la surveillance des magistrats et particulièrement sous les soins de quelque prêtre missionnaire ou convertisseur attitré. M. de Rochegude à Viviers, M. Théodore de Bérighen à Vézelay, puis à Beaulne, M. son père à Montargis, où, de surcroît, il était gardé par seize dragons, le pasteur de Chambrun à Romeyer, près de Die, voilà quelques exemples de ces confinations en un lieu déterminé d'où l'on n'avait pas le droit de sortir.

3° Venait enfin la *prison* proprement dite. Les maisons fortes du royaume s'ouvraient dans toutes les provinces pour recevoir des hommes et des femmes qui n'étaient reconnus coupables d'aucun autre crime que de n'avoir pas encore consenti à renoncer à leur foi. Parmi ces lieux de détention, la Bastille à Paris, le château Trompette à Bordeaux, Pierre-Cise à Lyon, la tour de Constance à Aigues-Mortes, ont acquis une triste célébrité dans l'histoire du pro-

testantisme, par les longues souffrances qu'y ont endurées tant de victimes de l'intolérance et d'une fausse dévotion. Loches, Angers, Salins, Angoulême et bien d'autres encore, ont marqué par le nombre des captifs qui ont gémi dans leur sein. Il serait trop long de donner ici des noms et d'énumérer ces témoins fidèles qui ont enduré les liens et la prison pour la sainte cause de l'Evangile. Persécutés par des prêtres, qui avaient à la bouche tout autre chose que des paroles de charité, circonvenus par de faux frères, tentés par des promesses, par des menaces, par de fausses nouvelles au sujet de la persévérance de leurs amis ou des membres de leurs familles, par des vexations de tout genre, par la privation de lumière ou de nourriture, par le manque d'air et d'exercice, jetés parfois dans des cachots infects, les pauvres captifs entendaient sans cesse retentir à leurs oreilles, par la voix de leurs geôliers, comme à leurs cœurs par celle de la souffrance, un appel puissant à l'abjuration.

4° L'incarcération des femmes avait lieu plus ordinairement dans des *couvents* que dans les prisons proprement dites, bien que celles-ci en aient reçu cependant aussi un bon nombre. On les y plaçait du moins tout d'abord. Des ordres en blanc-seing, délivrés à l'avance par l'archevêque de Paris, permettaient au ministre secrétaire d'Etat de faire enfermer, sans autre mesure préalable, dans les maisons religieuses, les infortunées qu'il arrachait à leurs familles pour les contraindre à l'abjuration (1). Si l'apparence avait peut-être quelque chose de moins sévère, le séjour du couvent n'était toutefois guère préférable à celui de la prison. On y habitait en général des cellules où l'on n'avait pas beaucoup plus de liberté que dans celles des châteaux forts. On y recevait plus aisément des visites, mais on ne pouvait pas mieux les rendre,

(1) Une lettre de Louvois à l'archevêque, en date du 2 avril 1686, révèle cette façon d'agir qui rendait la séquestration si facile : « Monsieur, il ne me reste plus que deux ou trois de vos mandements pour faire recevoir des femmes dans des couvents; je vous prie d'avoir pour agréable de m'en envoyer une douzaine. Je suis, etc. »

et les amis qui osaient se présenter, avec lesquels on aurait été heureux de s'épancher librement, on ne pouvait les entretenir sans témoins. Des yeux d'argus et des oreilles subtiles exerçaient une surveillance sans relâche. Et parmi les visites à recevoir, il en était de peu agréables en elles-mêmes, qu'on trouvait bientôt trop fréquentes, et auxquelles il n'y avait pas possibilité de se dérober; c'étaient celles des convertisseurs officiels et officieux, qui venaient vous assaillir d'arguments mille fois réfutés et de sollicitations autant de fois déjà repoussées. Leurs obsessions incessantes devenaient un supplice pour les infortunées auxquelles on ne laissait souvent aucun repos ni jour ni nuit, et qui soupiraient vainement après une heure de solitude et de tranquillité d'esprit pour pouvoir se retremper dans la prière et dans la communion de Dieu.

Le régime intérieur du couvent était peu propre à nourrir des âmes ayant soif de vérité évangélique et d'une saine dévotion. Des femmes pieuses, parvenues à s'y soustraire, ont déclaré que pendant trois années qu'elles avaient dû le subir, on ne leur avait pas fait ouïr une parole de vérité, mais qu'on les entretenait des superstitions les plus grossières, et qu'on les forçait d'assister aux pratiques les plus extravagantes. Rien n'était exagéré dans les folies qu'on attribuait aux nonnes. Et les fables, les mensonges, les faits supposés, les fourberies, les fausses nouvelles, tout était également mis en œuvre pour séduire les captives, les faire tomber dans le piège et leur extorquer une parole de lassitude qui pût passer pour une abjuration. Tout tendait constamment à ce but déplorable. On a vu même de pauvres jeunes filles tourmentées par la faim, par la soif, par les verges, par des apparitions et des voix mystérieuses destinées à les remplir de terreur.

Le système suivi à l'égard des enfants qu'on voulait gagner au catholicisme était pourtant en général bien différent. On cherchait pour l'ordinaire, à les attirer par des procédés affectueux, par des flatteries, par des gâteries de divers genres.

Nous avons sur ce point un témoignage précieux, celui de Madame de Maintenon elle-même qui, étant dans son enfance entre les mains des Ursulines de Niort, chargées de travailler à sa conversion, disait non sans espièglerie, et en appréciant la situation avec beaucoup de perspicacité : « Oh ! je serai bientôt catholique, car on me promet une image. »

Une institution tout particulièrement destinée à favoriser et à opérer un grand nombre de conversions était, comme son titre même l'indiquait, la Maison des *Nouvelles Catholiques*. « C'était, nous dit un auteur de cette communion, une association de filles éclairées, pieuses, bien nées, qui se dévouaient librement et sans intérêt, à l'instruction des jeunes protestantes. Louis XIV protégeait cette maison, la comblait de biens, la remplissait de prosélytes. » Cette dernière condition était, on le comprend, des plus nécessaires, car les pensionnaires n'y seraient assurément pas venues en nombre, si l'on n'avait pris soin de les faire entrer. C'est là qu'on plaçait de préférence les jeunes filles qu'on enlevait à leurs parents, pour les soustraire à l'influence des principes protestants, sous laquelle ces derniers s'efforçaient de les maintenir. Lorsque les pères et mères étaient envoyés en prison ou en exil, on recueillait les enfants dans cet asile où tout était disposé pour que leur passage au catholicisme fût en quelque sorte inévitable. Les femmes sur la conversion desquelles on fondait un espoir plus ou moins assuré, étaient confiées de même au soin des membres de cette communauté. Madame de Béringhen, l'épouse de M. Théodore, après y avoir été retenue l'espace de près d'une année, finit par donner la signature, pendant que son mari était enfermé à la Bastille, ce qui consomma leur douloureuse séparation.

Le grand Bossuet ne se faisait pas faute d'user de son influence pour procurer des élèves à cette institution. Qu'on en juge par les demandes qu'il adressait en mars 1700 à M. de Pontchartain : « Il y aurait quelques demoiselles de condition à mettre aux Nouvelles Catholiques de Paris, comme

Sa Majesté a eu la bonté de me le faire espérer. On pourrait à présent commencer par les demoiselles de Chalendos, demeurantes au château de Chalendos, près de Rebais, chez M. leur frère, bien converti. De quatre sœurs, les deux cadettes sont celles qu'il est le plus nécessaire de renfermer. Il y a aussi trois demoiselles de Neuville, sans père et sans mère, dont le frère est en Angleterre au service du roi Guillaume. Elles n'ont rien, non plus que les demoiselles de Chalendos, et il faudrait enfermer les deux cadettes. Leur demeure est à Cuissy, paroisse d'Ussy, près de la Ferté-sous-Jouarre. Sur la même paroisse d'Ussy, il y a les deux demoiselles de Maulieu, qu'il faudra aussi renfermer avec le temps, mais qui ne sont pas présentement sur les lieux (1). »

On voit clairement, d'après les expressions qu'il emploie, qu'il s'agissait bien aux yeux du grand convertisseur d'une véritable incarcération, et l'on a lieu de se demander comment son principal biographe, le cardinal de Bausset, a pu dire qu'il « l'a toujours trouvé invariable dans l'opinion qu'on ne devait jamais employer que des bienfaits et des moyens d'instruction et de douceur pour la réunion des protestants. » Il n'y a que trop de preuves de la fausseté de cette appréciation.

On s'était efforcé de pourvoir à ce que le régime intérieur de cet établissement de conversion fût aussi acceptable que possible, et que le supérieur en particulier fût à la hauteur de la mission délicate qu'il était appelé à remplir. « Rien n'était plus important, continue l'auteur que nous avons cité plus haut, que de lui donner un chef qui réunît en sa personne et les dons de la science, et les dons plus nécessaires encore de la persuasion ; un chef instruit dans la controverse, sage, indulgent même, capable d'attendre patiemment les moments de la lumière et de la grâce, de gagner les cœurs pour dissiper plus sûrement les nuages de l'esprit ; de rame-

(1) Voir la *Correspondance administrative* de Louis XIV, et le *Bulletin*, t. IX, pages 62 et suivantes.

ner à la soumission, de vaincre l'entêtement, de guérir des préjugés de naissance, sans rien précipiter, sans rien aigrir, mais par la voie de la douceur, des ménagements, de tout ce que permet, de tout ce qu'ordonne une charité modeste et compatissante. » On crut avoir trouvé la réalisation de cet idéal dans la personne de l'abbé de Fénelon, que l'archevêque de Paris, M. de Harlay, plaça à la tête des Nouvelles Catholiques. Ce pieux et habile supérieur s'occupa avec beaucoup d'intérêt de la tâche qui lui était confiée. Il fit pour les institutrices d'excellents règlements ; et quant aux élèves, il « les entretenait souvent, répondait à leurs objections, prenait part à leurs peines, s'efforçait de les consoler, et mettait à les ramener, à les convertir, une suite, une vigilance, une adresse, une simplicité qui les charmait et les préparait à l'abjuration intérieure, solide et réelle de toutes leurs erreurs » (1).

Tel était le plan proposé, telles étaient les espérances qu'un directeur pareil à Fénelon pouvait faire concevoir. Les résultats ont-ils répondu à ce qu'on pensait être en droit d'attendre ? Si nous interrogeons les faits, nous trouverons, hélas ! que la réalité a été bien différente du tableau tracé par les plumes catholiques. Et pour nous borner à un seul exemple, nous en appellerons au témoignage de ce fidèle de Béringhen que nous aurons encore plus d'une fois à entendre. Voici ce qu'il rapporte au sujet d'une infortunée qui avait subi ce régime dont le biographe de Fénelon vient de préconiser la charitable douceur : « Je ne suis pas surpris, écrit-il à M. de Sainte-Hermine, d'apprendre la frayeur et l'étonnement général qu'a causé dans Paris la fin tragique de Mademoiselle Des Forges, qui s'est précipitée du troisième étage par une des fenêtres de sa maison. C'est une suite affreuse de l'égarement d'esprit où elle était tombée depuis quelques mois, dans la communauté qu'on appelle des Nouvelles Catho-

(1) Le Père Querbeuf, *Essai historique sur Fénelon*, t. I, pages 20-22.

liques. Tout le monde sait que c'était une fille de mérite et de raison ; mais les duretés continuelles, l'abstinence forcée et les insomnies qu'elle a souffertes entre les mains de ces impitoyables créatures, lui ont fait perdre en bien peu de temps le jugement et la vie. Comment des personnes nées pour la douceur, peuvent-elles se porter à ces excès d'inhumanité envers leurs semblables (1) ? »

Comment, ajouterons-nous, de pareilles horreurs ont-elles pu s'accomplir, sous le manteau de la religion, dans le temps où Fénelon était chargé de la direction des Nouvelles Catholiques ? Il l'était à cette époque, car ce n'est qu'en 1689 qu'il devint précepteur du duc de Bourgogne. S'il les a ignorées, que penser de cette direction si vantée et de la bonne foi de ses administrés et de ses panégyristes ? S'il les a connues, que dire de sa bonne foi à lui-même ? Estimera-t-on peut-être qu'il a été contraint de subir ce régime de rigueur et de fermer les yeux sur ces faits déplorables ? C'est en effet ce qu'il a dû faire à l'égard des violences militaires dont ont été accompagnées ses œuvres de missions dans le Poitou et la Saintonge, bien qu'il eût si solennellement déclaré à Louis XIV « que le glaive de la parole et la force de la grâce étaient les seules armes que les apôtres eussent employées ; qu'à leur exemple il n'en voulait point d'autres et que, à supposer qu'il eût à courir quelque danger, il aimerait mieux périr par la main des frères errants, que d'en voir un seul exposé aux vexations, aux insultes, aux violences presque inévitables des gens de guerre (2). » Quoi qu'il en soit, les tourments odieux dont les maisons des Nouvelles Catholiques ont été le théâtre secret, donnent la mesure du cas qu'on peut faire des rapports des auteurs papistes sur les œuvres de leur Eglise, et l'on peut apprécier à sa juste valeur l'assertion de celui que nous venons de citer, que, « quelque obscures que fussent les

(1) *Cinquante lettres d'exhortation et de consolation*, par M. D. V. B., page 199.

(2) Querbeuf, pages 26, 27.

fonctions de Fénelon dans cet office, les Nouvelles Catholiques devinrent le théâtre de sa gloire et de sa réputation (1). »

C'est pendant qu'elle était détenue aux Nouvelles Catholiques que Mademoiselle Guichard de Péray, nièce du marquis et de l'abbé de Dangeau, eut avec Bossuet, des conférences, dans lesquelles le célèbre controversiste se faisait gloire de ne puiser ses arguments que dans le livre même sur lequel la jeune personne appuyait sa défense. Ce livre était le *Bouclier de la foi* de Dumoulin. On conçoit que l'habileté du docteur ait pu triompher de l'inexpérience de la néophyte, violemment séparée de sa digne mère, laquelle, prisonnière de son côté dans le couvent des Hospitalières Saint-Gervais, y montrait une constance inébranlable.

Les maisons religieuses d'hommes se sont également ouvertes pour servir de lieux de détention à des vieillards. De nombreux exemples pourraient attester la rigueur du régime auquel ces infortunés y étaient soumis. Nous nous bornerons à en rapporter un seul, celui du vénérable Robert d'Ully, vicomte de Novion, de l'église de Couci, en Picardie, qui, à l'âge de quatre-vingts ans, fut arraché de sa demeure et jeté dans un couvent de l'ordre des Prémontrés. Ce gentilhomme, qui avait été mestre de camp d'un régiment d'infanterie et gouverneur d'une place forte, et dont le corps était couvert des blessures qu'il avait reçues pendant quarante années au service du roi, s'était laissé aller, comme hélas ! tant d'autres, à signer son abjuration, mais il avait eu le courage de rétracter cet acte de faiblesse, non-seulement de vive voix, mais par un écrit signé de sa main. De là les rigueurs qui étaient venues fondre sur lui. A peine entré dans le couvent, l'infortuné vieillard fut assailli par les moines qui le harcelèrent sans relâche et ne lui laissèrent aucun repos jusqu'à son dernier soupir. On peut dire sans exagération qu'ils le

(1) Querbeuf, page 25.

tuèrent par la manière dont ils remplirent la tâche qu'on leur avait donnée de le persécuter, car, à force d'exciter son indignation par leurs discussions incessantes, ils lui firent perdre la voix plusieurs jours avant que s'éteignît sa vie, et il mourut en les éloignant toujours de la main, et en élevant les yeux vers le ciel, prenant silencieusement Dieu à témoin de l'horrible violence qui lui était faite. En sa qualité de relaps, il dut subir après sa mort l'odieuse juridiction alors en vigueur ; son corps, transporté nu sur une charrette jusqu'aux prisons de la ville, et jeté d'abord dans un égout, fut traîné sur la claie dans toutes les rues, ses entrailles furent jetées aux chiens par-dessus les murailles, et les tristes débris du cadavre, abandonnés dans les fossés, y furent encore les jouets d'une populace fanatisée.

Tels étaient les moyens de terreur dont on faisait usage pour maintenir les nouveaux réunis dans cette dénégation de leur foi que trop ordinairement la contrainte seule avait obtenue.

5° Mais c'était presque toujours d'une manière exceptionnelle et provisoire, que les hommes condamnés à la reclusion avaient à la subir dans les couvents. C'était aux *galères* que la plupart étaient conduits. Les galères ! ce seul mot suffit pour retracer à l'imagination, tant les détails en ont été souvent reproduits, l'atroce régime auquel la froide cruauté des législateurs et des juges soumettait les malheureuses victimes de leur intolérance, en les assimilant aux plus vils criminels. On associait sous le poids de la chaîne des forçats et sous le nerf de bœuf des comites, les hommes les plus dignes de respect et les plus vertueux, aux repris de justice, aux meurtriers, aux incendiaires que l'on refoulait au bagne comme le dernier rebut de la société. La chaîne à laquelle ils étaient liés pour être transférés de ville en ville jusqu'aux galères sur lesquels ils devaient servir, était souvent à elle seule un supplice que plusieurs étaient hors d'état de supporter. Ils périsaient misérablement pendant cette marche

forcée, comme cela arriva entre autres à deux respectables vieillards de Vassy en Champagne, MM. Chantguyon et Chemet, condamnés pour avoir tenté de sortir du royaume. Ayant excité l'admiration pour leur constance et leur courage au sein de leurs infirmités dans tous les lieux où ils avaient passé, ils trouvèrent l'un et l'autre, à l'issue de ce funeste trajet, le terme de leur pèlerinage terrestre, en donnant gloire à Dieu et en refusant de renier sa vérité pour obtenir leur délivrance. On lit pareillement dans une lettre écrite de Metz le 5 juillet 1687, au moment du départ d'un convoi qui devait traverser tout le royaume : « Il y avait dans la chaîne le sieur Jean Dozet, arquebusier, âgé de cinquante-cinq ans, sa femme d'autre part ayant été condamnée à entrer dans un couvent. Ce pauvre homme avait la goutte à la main quand il partit. Le procureur général donna ordre au maître de la chaîne de le faire mettre sur une charrette au sortir de la prison, ce qui ne fut point fait, car on le fit marcher au travers de la ville et demi-lieue au delà à grands coups de bâton. Sa fille, qui le conduisait, lui soutenait sa chaîne, et son gendre, avec un de ses parents, le soutenait par-dessous les bras, car il était incapable de porter sa chaîne. Quand il fut à demi-heure de la ville, une faiblesse le prit. Le peuple qui y était l'exhortait à la mort. Le maître de la chaîne fut contraint de le mettre sur la charrette, après l'avoir rançonné; il y passa un quart d'heure, puis il rendit l'esprit au Seigneur, ayant la chaîne cadénassée au cou et aux mains. Un quart d'heure après, il en mourut encore deux ou trois (1). »

JULES CHAVANNES.

(La suite au prochain numéro.)

(1) *Lettres pastorales*, II, page 69.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

POLITIQUE DE LA RÉFORME

MÉMOIRE DE THÉODORE DE BÈZE SUR LES GUERRES DE RELIGION

1594

Un an s'est écoulé depuis l'abjuration de Henri IV. Les conférences de Mantes n'ont rassuré qu'à demi le parti réformé sur les intentions royales. Doit-on se contenter des libertés octroyées par l'édit de Poitiers (1577), et continuer à vivre sous un régime précaire qui n'est ni l'oppression, ni la tolérance? Un synode général va bientôt se réunir à Montauban. Une assemblée politique se prépare à Sainte-Foy. D'importantes questions sur la conduite à tenir sont adressées à Théodore de Bèze. Il y répond en jetant un coup d'œil en arrière sur les origines et les vicissitudes de la Réforme française, dans un des mémoires les plus remarquables qui soit sorti de sa plume. C'est aux belles archives de la famille Tronchin, auxquelles nous devons déjà tant de trésors, qu'est empruntée cette grande page inédite d'histoire.

Sur ce que je suis requis d'écrire à St-Jean-d'Angely, je requiers d'en estre excusé, tant pour ce qu'on me pourroit demander de quoy je me mesle, que d'autant qu'il n'est vraysemblable que mes lettres ayent plus de crédit que n'a eu le synode provincial, joint, qu'à mon advis si cela est ainsi advenu, il eust esté et seroit encore très nécessaire de reprimer par l'ordre de la discipline le mespris du synode, estant chose certaine que si on souffre que chascun se gouverne à son appetit et advis particulier, la dissipation des Eglises s'en ensuivra incontinent. Cependant je di bien quant au faict dont il est question, autant que j'en puis savoir, et sans préjudicier à ceux qui en savent plus que moy, que ce seroit une par trop grande rigueur, et trop préjudiciable à un accusé de quelque crime que ce soit, et quelques présomptions qu'il y eût contre luy de le tenir au rang de celuy qui auroit esté convaincu et jugé, et par conséquent donc il suffisoit d'user de remonstrances convenables à la con-

science de la personne accusée (1), remettant le tout au jugement de Dieu, et à ce qui en pourra ci-apres estre cognu et jugé par ceux auxquels en appartient le jugement.

Quant a celuy qu'on craint qu'il ne soit retiré d'où il est, pour le faire instruire en aultre Religion (2), les parens et alliez doivent faire toute instance pour que cela ne se face, mais que pour le moins on attende que le jeune enfant soit en quelque aage et degré de discrétion pour entendre ce qu'on veut faire de luy, et en déclarer librement son intention. Et si nonobstant telles humbles prières et remonstrances envers S. M., on persiste à l'avoir, alors doivent, ce me semble, les Eglises de la Province, se joindre aux dits parens et alliez, pour remonstrer en toute révérence, mais bien expressément, le tort inexcusable devant Dieu et les hommes, que Sa Majesté commandant ou approuvant telles choses, feroit à soy mesme, à son sang, voire à tout l'estat de son Royaume, et si d'aventure, comme on en fait quelque bruit, on prétend d'envoyer ce tout jeune Prince hors du Royaume, voire mesme de le livrer entre les mains du Pape, pour ostage de la conversion du Roy, outre la plus énorme indignité que recevrait la couronne de France, à quoy doivent bien penser les plus catholiques mesme, il me semble que Sa Majesté doibt estre de bonne heure et bien vivement advertie de bien considérer de près d'où peut procéder ce conseil, et de ce qui peut advenir à sa propre personne de laquelle on se deffie si avant, si la seconde personne à présent du sang de France, est mise entre les mains de telles gens, qui en feront en tel aage tout ce qu'ils voudront. Mais si tout cela ne peut empescher un tel acte, quelque grief et lamentable qu'il soit, si ne vois-je point qu'on puisse passer outre ce que dessus, et pourtant se faudra contenter de cela, pour delivrer sa conscience envers Dieu, et toutes gens de bon jugement, en recommandant le tout à la providence et miséricorde de Dieu.

Quant aux trois autres questions qui m'ont esté proposées, assavoir ce qu'est de faire, premierement en cas qu'on redemande les villes que tiennent aujourd'hui ceux de la Religion, les unes leur

(1) Charlotte de la Trémolle, veuve de Henri, second prince de Condé, et accusée d'avoir empoisonné son mari. Elle était alors confinée à Saint-Jean-d'Angély.

(2) Le jeune Henri II de Bourbon, fils du précédent, et qui fut le père du grand Condé. Voir sur son éducation l'*Histoire des Princes de Condé*, par M. le duc d'Aumale, t. II, p. 237 et suivantes.

ayant esté données pour sureté par le feu Roy, les autres ayant esté conquises sous la conduite du Roy, lors Roy de Navarre; secondement si on refuse d'admettre aux dignités ceux de la Religion; tiercement si on veut remettre la Religion romaine en toutes les villes que tiennent paisiblement ceux de la Religion, et dont ils l'ont bannie.

Je respon premièrement, en général, que je n'ay point encor appris par la parole de Dieu ni par les exemples de toute la vraye Eglise chrestienne depuis le commencement du monde qu'il soit loisible aux sujets en bonne conscience d'extorquer de leur souverain magistrat l'exercice de la vraye religion par la voye des armes, mais qu'en tel cas il faut, en ne laissant de servir à Dieu et le plus prudemment que le temps le pourra porter, combattre et vaincre par chrestienne patience, invincible sous la croix, ne souffrant jamais l'Eternel protecteur de ses enfants que la verge des iniques demeure à toujours sur le dos de ses bien-aimés, ni que l'épreuve surpasse la force qu'il donne aux siens, comme il l'a expressément promis en sa sainte parole, et l'a vérifié par continuelles expériences par l'espace de tous les siècles révolus jusques à présent.

C'est le moyen par lequel les Eglises françoises en la renaissance miraculeuse de l'Evangile en France, depuis l'an 1521, sous le roy François le Grand, jusques à l'Edict de janvier 1561, sous le roy lors mineur Charles neuvième, ont esté dressées et plantées au milieu des plus grands coups, assavoir par le seul glaive spirituel de la parole de Dieu, ayant peu à peu et par tels degres qu'il luy a pleu, modéré les persécutions, comme l'histoire véritable en peut faire foy; et si pendant ceste confusion quelques-uns n'ont esté si sages et si patients qu'ils devoient estre, il se trouvera que l'occasion de quelques désordres n'est procédé de ceux de la religion; que si quelques particuliers ont perdu patience, ça esté par la faute de leurs adversaires contrevenants eux mesmes à tout ordre de justice; et toutes fois tels impatiens ont toujours esté désadvoués et ne s'est-on point opposé par voye de fait à la justice quand elle les a voulu reprimer et chastier.

Et pource que sur cela quelques-uns mal advisés pour colourer leur impatience mettent en avant premierement ce qu'on appelle le tumulte d'Amboise; secondement la prise des armes par feu de très

heureuse mémoire, Monsieur le prince de Condé, l'an 1562, et en troisième lieu, le renouvellement des guerres civiles après tant de pacifications et d'édicts jusques au temps présent, voicy ce qui en est à la pure vérité ; ce que je déduiray sommairement, tant pour monstrer que telles allégations contre nous sont impudentes, que pour obvier à ce que quelques impatiens n'abusent de tels exemples.

Quant au fait d'Amboise, jamais l'intention de ceux qui s'en sont meslés ne fut autre que de présenter au Roy François second la pure confession de foy des Eglises pour l'opposer aux malheureuses calomnies desquelles il avoit les oreilles battues par ceux qui ne cessoient d'ajouter cruauté sur cruauté contre les innocens, espérant ceux qui presentoiēt ceste confession que Sa Majesté mieux informée seroit fleschie à quelque douceur et compassion. Et quant à ce qu'ils y allèrent en armes, force leur estoit de faire ainsi pour y avoir accès, estant chose bien notoire que ceux qui lors estoient à l'entour de la personne du Roy et desquels surtout on se vouloit plaindre, ne luy laissoient que le seul nom du Roy, au grand mécontentement de tous les bons et vrayz François. Et que telle en ait esté l'intention, il en appert clairement par les articles dressés, signés et jurés, jointz aux responses faictes devant les juges par ceux qui furent alors traictés comme il pleut à Dieu de le permettre, au lieu que si Dieu eust deslors fait la grace au Roy et à la Royne sa mère d'ouyr et bien entendre les plaintes qu'on avoit à leur faire, la France vrayseemblablement ne fust tombée en ceste tant horrible désolation qui dure encore aujourd'huy.

Quant à la première prise des armes de l'an 1562, par feu de très illustre mémoire Monsieur le prince de Condé, assisté d'une bien grande partie des grands seigneurs et de la noblesse de France, par quelle raison pourroit-on dire cela avoir esté fait pour extorquer du Roy mineur et de la Royne sa mère et régente quelque édict ou autre avancement de la religion par la force des armes ? Car au contraire, qui peut ignorer combien solennellement l'édict de janvier 1562 fut lors établi que les Eglises (nonobstant que cela fut bien peu de chose au prix de ce qu'on avoit attendu suivant plusieurs réquisitions faites par une bonne et grande partie des Estats d'Orléans) l'avoient accepté très volontiers, se préparant à l'observer

syncèrement, sous l'obeyssance de Sa Majesté? Qui peut ignorer aussi par qui et par quelles menées l'émologation et publication par les parlements fut empeschée ou (delayée)? Comme estant l'édict finalement publié et les Eglises se rangeant très volontairement à l'entière observation d'iceluy, le triumvirat fut dressé? La trompette sonnée avec tant d'horribles massacres, sans espargner sexe ni aage, perpétrés premierement à Vassy, puis après à Sens, contre tout droit divin et humain? Tout le royaume aussitôt esmeu? toute la cour effarouchée? La retraite du Roy et de la Royne sa mère en façon de fuite premierement à Monceaux, puis à Fontainebleau? Les saisissements de leurs personnes par le triumvirat? Les instantes et très humbles supplications faites au Roy en personne pour implorer justice contre telles furies? Et le tout en vain pour n'estre le Roy mesme où la Régente sa mère en seureté de leurs Majestés? Le refuge des pauvres Eglises vers le généreux prince de Condé sollicité mesme par quatre lettres signées de la propre main de la Royne mère du Roy luy recommandant la mère et les enfans? Et qui pourroit icy réciter dignement les horribles calamités qui ont ravagé conséquemment toute la pauvre France depuis un bout jusques à l'autre par l'espace d'un an tout entier? Mais je ne veux entamer plus avant ceste playe tant douloureuse qu'il est plus tost besoin de guérir et de cicatrizer de part et d'autre par une oubliance perpétuelle si faire se peut. Seulement je diray que c'est une calomnie par trop effrontée de bailler le nom d'esmotion et rebellion contre le Roy et le repos public à une si juste et totalement nécessaire défensive contre tels et si horribles violateurs de tout droit divin et humain, osant bien cependant couvrir tout cela de l'autorité d'un Roy mineur, captif entre leurs mains, avec une femme sa mère et des parlemens choisis et pratiqués, après en avoir déchassé tous ceux qui pourroient s'opposer au mal, défensive dis-je, très juste puisqu'il n'y a pays au monde auquel les loix n'arment tous loyaux subjects, voire jusques au plus petit, pour rendre fort le bras de justice contre les ennemis publics qui ne peuvent autrement estre réprimés.

Et pour respondre en un mot aux renouvellemens de tant d'édicts de pacification, je dis le mesme que dessus, pouvant le ciel mesme et la terre tesmoigner qu'autant qu'il y a eu de paix faictes, et no-

notant plusieurs très rudes articles, toujours acceptées par les Eglises et exactement observées, voire mesme après ce tant barbare et du tout abominable massacre général de l'an 1572 expressément désadvoué par le feu Roy Henry troisieme par son édict perpétuel et irrévocable de l'an 1577 ; autant se trouvera il de notoires et du tout inexcusables ruptures d'icelles, et par conséquent autant du costé de ceux de la religion non par d'esmotions, non par de séditions, non par d'entreprises pour avancer leur religion ou forcer la loy et la justice par les armes, mais de plus que justes et très nécessaires défensives contre les violateurs de tout droit divin et humain, n'ayant pas mesme finalement esté espargnée par telles gens la personne mesme du Roy pour parvenir à ce que de si longtemps leurs prédécesseurs avoient entrepris.

Pour conclusion donc, que mon advis est, puisqu'on me l'a demandé, que les Eglises, suivant le mesme chemin, réquièrent à leur vray Roy de France et de Navarre, Henri quatrieme, paisiblement et en toute révérence due à sa royale majesté, un tolérable règlement pour le repos de leur conscience et pour l'exercice de la religion, supportant toutes leurs incommodités particulières et se soumettant du tout à la providence de Dieu qui n'a jamais failly de bénir la patience de ses enfans.

Et pour fondement de cest advis je ne pose pas seulement la raison générale et universelle par laquelle les sages se sont reiglés jusques icy, comme il a esté dit, mais aussi les raisons suivantes. La première parce que le Seigneur a donné à la France un roy doué de beaucoup de singulières graces et specialement qui sait et connoît l'intention syncère des Eglises, et qui a dès son enfance expérimenté en soy-mesme les misères et calamités de ces guerres civiles, il ne faut aucunement douter qu'il ne face, Dieu aidant, syncerement et de tout son pouvoir observer le reiglement raisonnable qui aura esté établi, estant par manière de dire comme impossible qu'il départe tant de clémence et de douceur à ceux qui luy ont esté si opiniatremment rebelles, qu'il oublie nostre bonne et juste cause, les services si fidèlement et si longtemps continués de ses vrayment loyaux et fermes subjects et serviteurs au milieu de ses plus grandes afflictions.

La seconde raison est qu'il est à présupposer que les plus des-

voyés de leurs devoirs revenant maintenant à eux-mêmes, et les plus grands adversaires du repos de leurs povres compatriotes, ayant appris, par tant d'expériences, les horribles désolations que la guerre civile traite nécessairement avec soy, se rangeront d'eux mêmes, sinon tous au moins pour la pluspart, à de plus sages advis et conseils, non seulement utiles, mais entièrement nécessaires, pour garantir la commune mère et patrie d'une entière destruction et ruine toute évidente. Et quant aux incorrigibles, les uns par malice, les autres se laissant encore maistriser par un zèle sans science, le nombre s'en trouvera si petit et si foible, s'il platt à Dieu, au prix des mieux advisés, que leur mauvaise volonté ne sortira son effet; estant aussi Sa Majesté munie de bonne prudence pour prévenir et empescher ce mal, et de force suffisante pour réprimer et chastier les rebelles, et pour nous assurer après Dieu sous sa protection.

La troisième raison est que si au lieu de se contenter de conditions moderées et telles que le malheur de ce temps peut encore porter, et d'espérer mieux ci après, si nos péchés ne nous en rendent indignes, on veult avoir l'exercice de la religion à son aise, et avoir recours à son espée, si on obtient ce qu'on demande, et qui seroit à la vérité bien équitable; se gouverner ainsi ne sera-ce pas vérifier toutes les calomnies des adversaires et montrer qu'on ne cherche pas véritablement et simplement le royaume de Dieu; mais la condition de ses commodités particulières, lesquelles encores trouvera on moins en un renouvellement de guerre qu'en quelque moyen de repos assuré et tel qu'il plaira au Seigneur nous octroyer; nous demourant sauf le principal, qui est de n'estre aucunement forcé à rien croire ni faire, contre nostre droite conscience, et la liberté d'estre enseigné et de servir à Dieu, encore que ce soit avec plusieurs incommodités, laissant à part ceux qui pourroient se trouver au milieu de nous couvrant sous le manteau de pleine et entière liberté de notre religion leurs désirs de vengeance ou autre folle passion.

Finalement, en une telle si déplorable et comme dernière désolation de nostre commune patrie, la religion dont nous faisons profession ne requiert elle pas de nous préparer à souffrir toutes incommodités, voire à rendre le bien pour le mal et à gagner nos

plus grands adversaires par toute bonne et paisible conversation, suivant l'exemple de nostre Sauveur, duquel nous sommes surnommés chrestiens, et de tous les vrais et plus excellents serveurs de Dieu, qui ont esté depuis le commencement du monde jusques à présent, plus tôt que de rallumer directement ou indirectement le feu de la guerre, inséparable d'avec tant de calamités et destructions, afin que les François, s'ensevelissent les uns sur les autres sous les cendres de leur povre patrie ?

Je pense avoir aussi par ce que dessus respondu particulièrement à ce qui concerne les trois dernières questions sur lesquelles on demande mon advis : car quant aux villes de seureté, bien est-ce requis, ce me semble, de remonstrer bien humblement à Sa Maïesté qu'il luy plaise de considerer que si l'octroie de quelque ville de sureté n'a peu empescher la rupture des précédentes pacifications, il est bien plus à craindre que ceux de la religion ne soient maintenant exposés en proie, si on les reduict à une condition encor pire, à quoy il est à présupposer que Sa Maïesté et son bon conseil auront tels esgards que la raison requiert. Mais si cette remonstrance n'a point de lieu, je ne suis toutesfois nullement d'avis qu'on se formalise trop sur cela, estant, comme j'ai dit ci-dessus, très vraysemblable que Sa Maïesté par bon conseil, Dieu aidant, saura pourvoir sans cela à la formation de son édict, et à la seureté de ses plus fidèles sujets et serviteurs.

Et quant au refus qu'on craint, de n'admettre ceux de la religion aux dignités, honneurs et charges publics, il me semble qu'il y est pourveu par l'édict de l'an 1577, article 19^e, et si cela ne suffit, il y faudra ajouster ce qu'on pensera estre expedient pour plus expresse et ferme déclaration.

Finalement, quant à restituer ceux de l'Eglise romaine aux lieux dont ils ont esté déchassés, je ne veois point qu'on ne puisse ni doive en bonne conscience refuser cela au roy le demandant et le commandant, ni que sans cela, une vraye paix puisse estre établie en la France, mais au contraire, il me semble que si on se sait et veult bien gouverner les uns avec les autres es affaires de la vie présente et nous surtout, suivant ce que nostre religion nous commande de garder charitablement envers tous, voire jusques à nos plus grands adversaires, ce sera un moyen de se réunir et lier les

uns avec les autres, nonobstant les différends de la religion contre ceux qui espient de longtemps la couronne de France en entretenant en querelle les François contre les François; et que cela ne soit malaisé, au lieu que quelques-uns le font impossible, il appert par ce qui en a été et est encores practiqué en la plus grande partie du monde, és lieux où il y a bien plus grand nombre de religions contraires, et ce quy en est aujourd'huy heureusement commencé et poursuivi en la province de Daulphiné.

Mais bien adjousteray-je sur ce point que parmi ceste diversité de religion en un même lieu, il se fault très-soigneusement garder de certains esprits fretillants, ambitieux et très pestilentioux qui taschent de dresser nouvelles confessions et disciplines, ou de forger une religion et Eglise mêlées des deux; c'est-à-dire imaginent une chimère composée de deux contraires du tout incompatibles, lesquelles pestes se couvrant d'un saint désir d'accorder toutes choses, sont des plus dangereuses qui puissent glisser aux entrailles d'Eglise desquelles le Seigneur veuille de plus en plus préserver la France à l'advenir, comme par sa sainte grâce toutes les Eglises françaises parmi tant d'assaults, et par dehors et par dedans, sont demourées bien et heureusement unies en un corps pour ne s'estre jamais desvyées de la confession et discipline establies dès le commencement, et tousjours depuis maintenues par l'autorité des synodes. Ceste union inviolable est un trésor, d'une singulière grâce de Dieu, gardée très précieusement, sans lesquels vous vous rendriez principaux auteurs de vostre dissipation et ruine, de laquelle je supplie de tout mon cœur celuy qui vous a si miraculeusement préservé jusques icy, vous vouloir garantir à jamais.

(Minute originale. Lettres de divers à Th. de Bèze.)

LETTRES

DE

LOUISE DE COLLIGNY, PRINCESSE D'ORANGE

A SA BELLE-FILLE

CHARLOTTE-BRABANTINE DE NASSAU

DUCHESSE DE LA TRÉMOILLE

1598-1620

52. — *De La Haye, 2 septembre 1614.*

Madame ma fille, je participe au contentement que vous recevez de tenir cette chère sœur (1) à Paris. Je m'assure qu'elle vous aidera bien à solliciter, à cette heure que vous êtes près de voir l'issue de ce fâcheux procès. Je vous envoie la lettre que vous avez désirée de mons' mon beau-fils (2). Je l'ai fait faire sur les mêmes termes de la vôtre, mais pour ce qu'il me la vient d'envoyer toute fermée, je crains qu'il ne se sera souvenu d'y mettre quelque mot de sa main, comme je lui avois dit que vous le désiriez. Il est tellement occupé à cette heure, qu'il est sur son partement pour aller en campagne, qu'il n'a pas le loisir de faire tout ce qu'il désire. Le marquis de Spinola a pris Aix (3) et autres petites villes qui lui ont ouvert les portes. Il est à cette heure devant Wesel (4), où il n'y a garnison ni forteresse : de façon que je crois qu'elle se rendra incontinent, car votre frère n'y peut être si tôt que lui. Il y a ici un ambassadeur d'Angleterre qui assuroit fort que l'armée de Spinola ne marcheroit point. Cela a amusé Messieurs les Etats, et empêché qu'ils n'ont mis la leur en campagne jusqu'à cette heure, que voilà tout le monde si empêché de ce partement que je n'ai loisir de vous dire autre chose, sinon que je prie Dieu de tout

(1) Madame de Bouillon.

(2) Le prince Maurice.

(3) La ville d'Aix-la-Chapelle avait été mise au ban de l'Empire le 20 février précédent.

(4) Sur le Rhin.

mon cœur qu'il vous donne bonne issue de votre procès, et que vous aimiez toujours votre maman comme parfaitement elle vous aime et vous honore et vous baise un million de fois les mains.

A La Haye, ce 2 septembre.

53. — *De La Haye, 23 avril 1615.*

Je ne sais si je dois croire ce que me rapporte le frère de M. Durant (1), qui est arrivé depuis deux jours, que M^{me} d'Elbeuf n'a point voulu tenir l'accord que vous m'aviez mandé avoir fait ensemble; cela me met en peine, et [je] vous supplie que je sache ce qui en est. Argoulet (2) est arrivé seulement depuis deux jours, qui a demeuré longuement malade en chemin. Je lui rendrai ici tous les bons offices que je pourrai.

Au reste, tout ce que j'ouïs, et par paroles et par écrit, ne chante que tout présage de malheur en ma pauvre patrie, de façon que ce n'est pas pour me faire prendre envie d'y aller; aussi n'en ai-je nulle, mais bien d'user le reste de mes jours ici doucement, à prier Dieu. Nous ne savons encore où nous en sommes pour les affaires de Julliers. On ne veut pas rompre la trêve, aussi n'exécute-t-on rien en l'accord, et prévoit-on que l'on ne veut sinon couler le temps.

J'ai vu le ballet de Madame (3) imprimé, que je trouve parfaitement beau, et regrette que M^{re} de La Trémoille n'en ait été. Il me tarde d'apprendre le retour de M. de La Trémoille. Tout le monde me dit que M^{me} la maréchale de Fervaques va épouser M. de Soubize, mais je ne le crois pas. Nous attendons ici dans peu de temps M. [le prince] et M^{me} la princesse d'Orange. Je vous donne mille bonjours, chère fille.

Ce 23 d'avril.

(1) Jean Durant, conseiller du prince-palatin de Deux-Ponts, frère puiné de Samuel, digne ministre de Charenton et excellent prédicateur.

(2) Laquais de Madame de la Trémoille, ainsi appelé parce qu'il avait servi dans les argoulets ou carabins.

(3) Elisabeth de France, fiancée de Philippe IV, roi d'Espagne.

54. — *De La Haye, vers juillet 1615.*

Madame ma chère fille, j'apprends avec beaucoup de regret que vous êtes toujours à la poursuite de vos procès. Je vous en plains infiniment, car je crois que c'est un des plus fâcheux exercices du monde; encore pourvu qu'il plaise à Dieu que vous en ayez une bonne issue, vos peines ne seront pas tant à plaindre. On m'a dit que l'on vous a, ces jours passés, donné une mauvaise, mais, Dieu merci, fausse nouvelle, de la mort de M. le comte Guillaume (1), et que même vous en avez pris le deuil jusqu'à ce que le comte Jean, votre cousin, a passé à Paris, qui vous l'a fait laisser. Je ne sais qui s'est plu à vous donner cette alarme. Il se porte bien, Dieu merci, comme font vos frères et moi aussi, à ma rate près.

Je désire bien de savoir si M. de La Trémoille est sur son retour, et me fâche d'apprendre par vos lettres que votre petit soit devenu d'humeur si mélancolique. Siest-ce qu'il est bien où il peut avoir de toutes sortes de divertissements pour lui rompre cette humeur, et crois que vous n'y oubliez rien. Pour M^{me} de La Trémoille, je crois que vous pensez à cette heure à la marier, et à mon avis vous ne trouverez pas tant de difficultés que moi à marier votre frère. Je vous assure que cela me travaille bien l'esprit de voir passer les années, et par conséquent la fin de mes jours approcher, sans voir nul acheminement à une chose que je désire passionnément. Je m'assure bien que si vous y pouviez aider que vous n'y plaindriez vos peines non plus qu'à vos procès. Ce ne vous est peu de contentement d'avoir M. de Bouillon auprès de vous, mais il seroit encore plus grand s'il étoit accompagné de M^{me} de Bouillon, que je pense qui, de son côté, s'ennuie bien d'être si longtemps absente (2) et de lui et de sa petite troupe, qu'elle a laissée à Sedan.

On ne nous parle ici que de préparatifs qui se font pour le voyage des mariages (3). Je crois bien que vous ne serez pas

(1) De Nassau.

(2) Elle étoit alors à Turenne.

(3) De Louis XIII et de l'aînée de ses sœurs Elisabeth, auxquels la

de celles qui y accompagneront la Reine. Pour moi, je me trouve si bien en Hollande, que je n'ai point envie d'en partir, si ce n'étoit que je vous puisse rendre du service, car pour cela j'irois au bout du monde, étant toujours la bonne maman.

Je vous demande, Madame ma chère fille, ma foire de Saint-Germain (4); mais savez-vous de quoi? C'est de votre beau portrait. Mais je voudrais bien qu'il fut de la main de Ferdinand (5), car je trouve que c'est lui qui vous fait le mieux ressembler; et qu'il soit, s'il vous plaît, de la grandeur de la ficelle que je vous envoie. La hauteur est toute la ficelle, et le petit nœud c'est la largeur. Tout le monde s'étonne que je ne l'aie point. J'ai bien ce petit vent Boreas, qui fut fait quand vous étiez petite.

55. — *De La Haye, 23 septembre 1615.*

Madame ma fille, je viens de recevoir un paquet de vous et de M^{me} de Sainte-Croix (1) par un courrier qui repart si promptement que je n'ai loisir que de vous dire que je les ai reçues. Je savais bien que vous étiez à Poitiers, mais vous nous eussiez fort obligés, vos frères et moi, de nous mander des nouvelles de messieurs vos enfants, et particulièrement de M. de La Trémoille. J'apprends par cette dépêche l'extrémité de la maladie de M. de Rohan, dont je suis en extrême peine, et me réjouis de ce que Madame se porte beaucoup mieux, à ce que l'on me mande. Pour le mariage dont vous me parlez de la maréchale de Fervaques, jamais rien ne m'a plus étonné; elle achète chèrement sa principauté. Pardonnez-moi si je vous dis que c'est trop faire la femme d'Etat d'être si secrète que, jusqu'à sa mère, ne mander pas un pauvre

bénédictio nuptiale fut donnée en l'église cathédrale de Bordeaux, le 18 octobre à la princesse, et le 24 novembre au roi. Le prince de Condé avait refusé d'être du voyage.

(4) C'est-à-dire un cadeau, comme l'on s'en faisait lors de cette foire.

(5) Ferdinand Elle, de Malines, peintre des belles dames de la cour.

(1) Flandrine de Nassau, abbesse de Sainte-Croix de Poitiers.

mot de nouvelles, même de vos enfants. Je ne puis vous en dire davantage, car ce courrier part.

Ce 23 septembre.

56. — *De La Haye*, 18 mars 1616.

Madame ma fille, j'apprends que vous plaignez que vous n'avez point eu de réponse aux lettres que vous aviez adressées à M. de Langherac (1) pour me faire tenir. Si n'ai-je pas manqué à vous écrire; et faut dire que mes lettres aient été mal adressées. Si les ai-je données à personnes que je sais les avoir portées sûrement jusques à Paris; il faut que ce soit de là qu'elles aient couru fortune. Je m'en vais en écrire à M^{me} de Ricey, car c'est à elle que je les envoyois. Cette-ci sera par M. de Langherac, puisque c'est par lui que j'apprends que vous êtes femme d'Etat, et que vous êtes employée à la conférence de la paix (2), en laquelle la Reine, mère du Roi, a trouvé bon que vous fussiez. Je m'assure bien que si les choses s'y passent par votre souhait, que nous l'aurons. Je me réjouis bien fort de ce que ceux qui en écrivent du bien, même et entr'autres M. de Villeroy (3), mandent que M. de Bouillon y est fort porté; pour moi, c'est chose dont je n'ai jamais douté.

Je ne sais si le bruit aura été jusqu'à vous d'un mariage dont on parle fort pour mon fils, votre frère (4). Nous avons envoyé Beaumont vers M. le prince d'Orange, pour en savoir sa volonté devant que d'en parler plus avant, et attendons d'heure à autre son retour pour soudain après en avertir M. de Bouillon et vous et recevoir vos bons conseils, de façon que jusqu'alors ce que je vous en écris demeurera, s'il vous plaît, à vous. M^{me} l'Electrice, votre bonne sœur, est celle qui

(1) Ambassadeur des Pays-Bas à Paris.

(2) Tenue à Loudun, en Poitou.

(3) Nicolas de Neuville, célèbre et habile ministre depuis le règne de Charles IX.

(4) Avec Anne-Eléonore de Hesse-Darmstadt. Henri de Nassau en fit même part à sa sœur, par lettre du 12 juin suivant; mais ce mariage manqua. et la princesse devint, le 4 septembre 1617, femme de Georges, duc de Brunswick-Lunebourg.

pousse le plus à la roue, de façon que vous pouvez bien juger en quel pays et qui ce peut être. Vous savez còmme le mariage de M^{me} d'Orange est accordé. Nous avons reçu, depuis deux jours, lettres de monsieur son mari qui sera, qui témoigne être fort content. Je vous assure que je la serai bien aussi lorsque je verrai votre frère en même état. Faites-nous la paix bientôt, afin que nous puissions nous assembler, peut-être tous, en Allemagne, comme M. de Bouillon l'a souvent proposé. Sur cette bonne espérance, je vous baise bien humblement les mains, tant de ma part que de celle de vos frères, qui disent qu'ils se réjouissent bien fort d'avoir une sœur qui soit grande femme d'Etat. Permettez-moi mes baise-mains, s'il vous plaît, à MM. et M^{me} de La Trémoille.

A La Haye, ce 18 mars.

57. — *De La Haye, 25 février 1618.*

Madame ma fille, vous êtes de si bon naturel, que je sais bien que vous aurez autant de déplaisir de lire les nouvelles que vous apprendrez par cette lettre, comme j'en ai en vous les écrivant et vous disant que mardi dernier, 20 de ce mois, il a plu à Dieu d'appeler à soi M. le prince d'Orange, votre frère, par un accident si déplorable que c'est ce qui rend encore sa perte plus regrettable. Car, se portant fort bien le lundi matin, il voulut prendre un lavement pour assurer encore davantage sa santé, à cause qu'il vouloit faire un festin. Ce remède lui fut si mal donné (1), que soudain qu'il l'eut pris, il lui vint une telle inflammation dans les boyaux, que la gangrène s'y mit; et quelque remède que l'on y ait pu apporter, il

(1) Voici sur cette mort quelques détails empruntés à l'*Histoire d'Orange*, par J. de la Pise : « Son médecin, Fleurice, lui ordonna lavement. Grégoire, son chirurgien allemand, le lui donne; et voulant logger le canon de la syringe, qui étoit d'argent, il le pousse de telle impétuosité, etc., etc... La douleur tira un grand cri de la bouche du prince avec ces paroles : « *Ah! tu m'as tué!* » Il fut vrai... Le chirurgien esquiva et se sauva, autrement on l'eût mis en pièces... Le médecin s'alla cacher de honte... Jamais Louis XI ne fut plus mal mené par Jacques Coitier que ce prince par Fleurice. »

n'a pas plu à Dieu qu'il ait vécu davantage que jusqu'au lendemain après-midi. Cela est arrivé à Bruxelles, d'où M^{me} la princesse d'Orange nous avertit de ce triste accident. Nous avons, ses frères et moi, d'autant plus de regret qu'il soit [arrivé en] un lieu où nous ne pouvons lui aller rendre ce que nous lui devons (2).

On dit qu'il a fait testament, mais estimé clos et cacheté; nous ne savons encore ce qu'il porte. J'envoie cette lettre à M^{me} de Bouillon pour la vous faire tenir, parce que je crois qu'elle vous sera plus tôt rendue par son moyen que par autre voie. Je vous en envoie une de M. de Hanau (3), que je vous ai gardée longtemps parce que j'attendois toujours votre retour à Paris, ne sachant où vous prendre ailleurs. Je vous baise les mains en toute humilité, et prie Dieu vous avoir en sa très-sainte garde.

A La Haye, ce 25 de février.

58. — *De La Haye, 14 mars 1618.*

Madame ma fille, vous voilà donc de retour à Paris; et [je] vois par vos lettres que la première nouvelle que vous y avez apprise, ç'a été la triste mort de M. le prince d'Orange, votre frère, à la vérité si étrange et si prompte, que je ne puis encore cesser de m'en étonner. Je vous en avois avertie incontinent après que nous l'eûmes entendue, mais j'avois envoyé mes lettres à M^{me} de Bouillon, pour les vous faire tenir, ne vous croyant pas encore à Paris. Vous savez bien, comme je crois, que M^{me} la princesse d'Orange veut fort troubler la succession (1), se voulant servir d'un codicille que l'on fit écrire lorsque monsieur votre frère étoit prêt à rendre le dernier soupir, de façon qu'il ne l'ouït lire ni le signa. Chose qu'il dit notamment en son testament, en trois ou quatre lieux, [c'est] qu'il ne veut point, s'il se trouve quelque codicile, ou autre acte où

(2) A cause de la guerre.

(3) Philippe-Maurice, neveu de Madame de la Trémoille.

(4) Ils n'avaient pas eu d'enfants.

il disposât de son bien, qui ne soit point signé de lui, que cela n'ait nul lien. Il se trouve aussi un testament de feu M^{me} la comtesse de Hohenlohe (2), par où, en cas que mons^r son frère meure sans enfans, qu'elle fait son héritière universelle la fille aînée de M. le prince de Portugal. Voilà comme, de tous côtés, M. le prince d'Orange à présent (3) est attaqué, de façon qu'il s'en va avoir de grandes affaires, et bien lui prend d'avoir la tête bien faite. Et outre ses affaires particulières, il a celles du général, qui sont celles qui le tourmentent le plus; mais j'espère que Dieu, par sa sainte grâce, l'assistera en toutes. Je ne vous m'andé rien de votre jeune frère, car il m'a dit qu'il vous écrirait.

Je viens d'apprendre que le palais de Paris a été brûlé (4). J'ai grand'peur que vous y ayez perdu de vos papiers. C'est une grande perte pour le général et pour beaucoup de particuliers qui y auront eu leurs papiers. Vous aurez su comment ceux d'Orange ont fait le serment de fidélité à mons^r le prince d'à présent.

Je suis, Madame ma fille, votre humble mère à vous faire service.

Je baise les mains, avec votre permission, à M^{me} de la Trémoille.

C'est le 14 de mars.

59. — *De La Haye, 1^{er} juin 1618.*

Madame ma fille, je veux espérer, puisqu'il ne vous restoit plus de votre maladie que la foiblesse, qu'à cette heure, M. de Marquet, que vous connoissez, vous trouvera du tout saine, ce que je désire de tout mon cœur. Ledit S^r de Marquet va trouver le Roi de la part de M. le prince d'Orange, votre frère, pour ses affaires particulières, lesquelles il vous communi-

(2) Sœur germaine du défunt, morte en 1616.

(3) Maurice de Nassau.

(4) Le 7 mars, vers une heure après minuit, par le feu du ciel. L'incendie dura un jour et demi.

quera, et l'état en quoi elles sont entre lui et M^{me} la princesse d'Orange, de quoi je suis extrêmement fâchée. Il vous dira aussi comme il mène avec lui un page qui est à mon fils, qu'il désireroit bien de placer en France en lieu où il pourroit apprendre les exercices, dont il a déjà bon commencement; mais parce que ledit page, étant cadet de sa maison, n'a pas les moyens qu'il faut pour s'entretenir à l'académie (1), vous l'obligeriez beaucoup si vous et mons^r votre fils aviez agréable qu'il se retirât auprès de lui, pour prendre ses repas et le suivre, se rendant seulement sujet aux heures où il se faut trouver pour apprendre. Vous l'obligeriez grandement, Madame ma fille, et votre frère et moi prendrions part à cette obligation. Si c'est donc chose qui se puisse ou non, vous ferez pour lui de lui en parler librement.

Or, remettant toute autre chose audit S^r de Marquet, je vous baiserais les mains humblement, et, par votre permission, à messieurs vos enfans, fils et fille, et je prierai Dieu vous donner, en parfaite santé, heureuse et longue vie.

A La Haye, ce premier jour de juin.

60. — *De La Haye, 12 décembre 1618.*

Madame ma fille, j'ai su par vos lettres, et par ceux qui vous ont accompagnée, le succès de votre voyage jusqu'à Bréda. Je désire bien de savoir si le reste se sera aussi heureusement passé, et comment vous aurez été satisfaite de la cour de Bruxelles. Je vous ai extrêmement plainte du mauvais temps que vous avez eu. Je crois que c'est ce temps qui me fait continuer mon mal de côté, dont je suis au même état que vous m'avez laissée; mais je n'ai plus la douceur de votre compagnie, qui me faisoit porter patiemment tous mes maux. Nous avons eu, peu de jours après votre partement, l'arrivée de de mon neveu de Chatillon, qui est devenu si gros que nous

(1) C'est l'académie-manège établie par le célèbre Antoine de Pluvinet, gentilhomme de la chambre du roi et premier écuyer de la grande écurie, auteur du très-recherché et beau livre *le Manège royal*.

ne le reconnoissons presque pas. Il ne parle que des contentements de mariage (1). Je lui dis qu'il est plus heureux que sage, et lui fais de petits reproches de ce qu'il m'a condamnée sans m'avoir ouïe, et là-dessus Dieu sait s'il s'excuse. Je ne sais si vous aurez su la mort de celui qui devoit épouser votre jeune cousine de Hanau, dont la mère (2) me fait de grands regrets par ses lettres. Votre fils (3) se porte et conduit fort bien, et ne manque pas au commandement que vous lui avez fait de me venir voir tous les jours. Que je sache de vos nouvelles, je vous supplie, et en quels termes vous êtes de votre mariage. Je baise les mains de M^{me} de La Trémoille.

Ce 12 décembre.

61. — *De La Haye, 7 janvier 1619.*

Je viens de recevoir vos lettres par ce porteur, lequel, en même temps, me demande sa réponse. Je me réjouis extrêmement de ce qu'enfin vous avez obtins la permission du Roi pour ce qui étoit tant désiré de tous côtés (1). J'espère que Dieu bénira le succès de ce saint dessein. J'avois appris, par vos précédentes, l'octroi que vous en aviez de Sa Majesté, et le désir que vous aviez que mon fils se trouvât en cette belle union, ce que je lui fis entendre, et il me témoigna le désirer autant que vous sauriez faire. Je lui viens d'envoyer vos lettres, de M^{me} de Bouillon et de vous, par lesquelles je crois que vous lui en faites mention. Il est parti ce matin avec M. le prince d'Orange pour aller à Utrecht, où je crois qu'ils ne demeureront que peu de jours et pourront être de retour lundi prochain. C'est pour vous montrer leur union, car M. le prince d'Orange n'eut pas plus tôt fait dire à son frère qu'il désiroit

(1) Il avoit épousé, le 13 août 1615, la belle et vertueuse Anne de Saint-Germain-Polignac. L'aînée de leurs filles, la comtesse de la Suze, fut une des femmes les plus décriées de la cour et de la ville.

(2) Anne, fille de Frédéric Rhingrave, mariée à Reinhard, comte de Hanau-Leichtenberg.

(3) Frédéric.

(4) Le mariage du duc de la Trémoille avec sa cousine germaine Marie de la Tour.

qu'il allât avec lui, que soudain il s'y est résolu. Enfin, Madame ma chère fille, ils feront toujours mentir tous ceux qui diront qu'ils sont mal ensemble.

M. le comte Guillaume (2) a trouvé bon que votre cadet demeurât ici pendant ce petit voyage; et je crois qu'il est bien à propos, car son précepteur (3) s'étant trouvé mal, il est à craindre que l'incommodité qu'ils auront dans ces petits bateaux lui eût causé davantage de mal et qu'il n'eût pu suivre son maître. Et il n'est pas bon qu'il soit sans lui, car certes et lui et ce gentilhomme que vous y avez laissé en prennent un tel soin qu'il ne se peut davantage.

Pour ma santé, Madame ma chère fille, je vous dirai qu'elle va tous les jours augmentant, grâces à Dieu, ne me restant plus que de la foiblesse à cette mauvaise jambe sur laquelle je tombe, car mon mal de côté diminue de jour en jour. Je me contente de vous dire de mes nouvelles particulières, car pour les générales, vous savez que je ne suis point femme d'Etat, et que je ne m'en mêle point. Je sais bien aussi que [plusieurs] de ceux qui en savent plus que moi n'en laissent rien ignorer au lieu où vous êtes. Je vous baiserais donc bien humblement les mains, et vous supplie d'aimer toujours votre pauvre maman. *La Belle Dame toute d'or* et *la Belle Mizelle* sont toujours en la mémoire et en la bouche de la petite Angélique (4), que chacun trouve qui devient tous les jours plus jolie. Vous l'honorez trop de vous souvenir d'elle.

A La Haye, ce 7 de janvier.

Je voudrais que notre bonne Electrice se trouvât à votre mariage, avec quelque belle et vertueuse princesse allemande, et surtout la fille du prince d'Anhalt, que l'on dit avoir toutes ces deux qualités, et que vous fissiez mariage d'un frère et de

(2) Sous la direction duquel était placé le jeune Frédéric de la Trémoille, dont le caractère devait dépasser ce que Louise de Colligny appelait les opiniâtretés des Nassau.

(3) Ses lettres, très-intéressantes et d'un bon style, sont signées *M. Berthold*.

(4) Probablement la fille de quelque gentilhomme mort à la guerre, et que Louise de Colligny avait recueillie.

vos enfants tout ensemble. Je crois véritablement que M. de Bouillon l'y feroit résoudre.

62. — *De La Haye*, 28 janvier 1619.

Madame ma fille, votre cher enfant m'a avertie de cette occasion, què je ne puis laisser perdre sans vous dire le contentement que m'ont apporté les lettres que Mibaize (1) m'a rendues de votre part, par lesquelles je connois que vous êtes en terme d'avoir bientôt une belle-fille. Que vous êtes heureuse entre les heureuses de voir monsieur votre fils avoir fait une si belle et bonne rencontre, car je crois qu'il sera parfaitement heureux avec une femme si bien née, sage, vertueuse et bien nourrie comme est celle-ci (2)! Si je voyois un tel bonheur préparé pour mon fils, sans mentir, je crois que j'en mourrois de joie, puisque l'on dit que les femmes en peuvent mourir. Le temps du mariage étant si bref, je crois que vous avez bien jugé qu'il seroit impossible que ni mon fils ni moi ne pourrions pas nous y trouver. Nous y serons donc par nos souhaits, puisqu'il ne se peut autrement, à notre regret.

J'ai parlé à l'autre côté de mariage; je change bien de style par cetui-ci, car c'est pour vous parler de la mort de M^{me} la princesse d'Orange (3), que nous venons d'apprendre

(1) Serviteur de Madame de la Trémoille.

(2) Aucune n'était plus digne que Marie de la Tour de devenir duchesse de la Trémoille, et d'avoir pour belle-sœur la pieuse et brave Charlotte, depuis comtesse de Derby, du nom de laquelle Walter Scott a si étrangement abusé dans son roman de *Péveril du Pic*.

(3) Morte au château de Muret, près de Soissons, le 20 janvier 1619, onze mois après son mari.

À la suite du passage dont on a lu un extrait (note 1^{re} de la lettre 57), J. de la Pise a imprimé : « Plusieurs autres choses se passèrent, sur le point de cette mort, qu'il n'est licite de publier.

« D'autres arrivèrent après, en celle de la princesse sa femme, laquelle survécut de fort peu son mari, qu'il n'est bon d'écrire. Le temps et les années en donneront dispense à quelque autre. »

Ailleurs, l'historien d'Orange rapporte le mot de la princesse douairière de Condé (mère de la défunte) : « *Jamais habile femme ne mourut sans héritier.* » Est-ce dans cette citation qu'il faut chercher la cause de la mort de la princesse d'Orange la jeune, sur la fin de laquelle nos historiens ont imité le silence prudent de J. de la Pise, et dont il n'est parlé dans aucunes lettres du chartrier de Thouars autres que

tout à cette heure. Vous l'aurez plus tôt sue que nous, car vous êtes plus près du lieu où elle est morte. On nous avoit mandé que M. de La Trémoille avoit passé par cedit lieu le 12 de ce mois, ce qui me faisoit étonner que par vos lettres vous ne me parliez nullement d'elle. Je vous assure qu'il s'en est bien parlé ici, et à cette heure plus que jamais, sur le sujet de sa mort, ce que je ne veux pas croire, mais bien que c'est médisance. Vous en pouvez savoir la vérité mieux que nous, et je prie Dieu de tout mon cœur qu'elle soit telle que je la désire. Je crains bien que les affaires que monsieur votre frère avoit avec elle ne seront pas mortes avec elle; au contraire, je crois qu'il aura une plus forte partie en M. le Prince. Il faut voir ce que le temps nous apprendra : Dieu conduira tout s'il lui plaît. Je l'en supplie et qu'il vous donne, Madame ma chère fille, tout heur, bénédiction et contentement en votre mariage.

Je suis bien aise [de ce] que les pendans d'oreilles ont été trouvés beaux. Je savois bien que je vous faisois faire un bon marché, et dont vous ne vous repentiriez point.

A La Haye, ce 28 de janvier.

J'écrirai aux nouveaux mariés et à M^{lle} de La Trémoille par Mibaize.

63. — *De La Haye, le 20 février 1619.*

Madame ma fille, je m'imagine que vous avez passé ce jour de carême-prenant (1) avec plus d'allégresse que nous n'avons fait ici, qui n'avons nul sujet de joie; et vous à Sedan êtes pleins d'allégresse, puisque dimanche étoit le jour du mariage de vos chers enfans (2). Dieu veuille bénir cet heureux hyménée, et vous rendre dans neuf mois grand'maman.

celles de Louise de Colligny? La question que j'ai adressée sur ce point dans l'*Intermédiaire*, année 1864, p. 21, est restée sans réponse.

(1) Le mardi gras.

(2) La date du 19 janvier, donnée par le P. Anselme, doit être celle du contrat, puisque cette lettre indique le 18 février pour le mariage.

Ce nom vous sera plus agréable que [celui] de *la Belle Dame toute d'or*. Celle qui vous a baptisée de ce nom est extrêmement malade d'une grande fièvre continue, depuis trois jours. J'en suis en peine parce que j'aurois un extrême regret de la perdre, car c'est tout mon petit plaisir, devenant tous les jours plus jolie. Voilà que l'on me dit que la petite-vérole commence à lui sortir, qui me fait espérer qu'elle pourra réchapper; mais me voilà comme pestiférée en ma maison, car vous savez comme ce mal est à craindre : partant, chauffez bien cette lettre en la lisant. On nous dit que l'on fait courir à Paris force mauvais bruits sur la mort de feue M^{me} la princesse d'Orange, et que le pauvre La Grange (2) en est en peine. Vous qui êtes plus près en pouvez savoir la vérité, et nous obligeriez de nous l'apprendre. Je suis un peu en alarme de cette maladie que j'ai chez moi; qui me fait finir tout court, en baisant les mains en toute humilité à toute votre bonne compagnie.

64. — *De La Haye, 22 février 1619.*

Madame ma fille, je reçus il y a quelques jours un paquet de votre part, où il y avoit seulement un petit mot pour moi. Le reste étoit pour le précepteur de mons' votre fils, qui me dit que c'étoit l'avis que vous lui donniez de la mort de M^{me} la princesse d'Orange, et le commandement que vous lui faisiez d'en prendre le deuil. Auparavant vos lettres nous avions reçu cette nouvelle, et M. le prince d'Orange [avoit] prononcé son arrêt de n'en point prendre le deuil, quelques raisons que je lui pusse dire pour l'y émouvoir. Et outre ce qu'il n'y a rien qu'il haïsse tant que le deuil, vous savez que quand il a mis une opinion en son esprit, il est impossible de [la] lui ôter; ce qui nous fit résoudre, au comte Guillaume et à moi, que votre fils ne le devoit donc pas prendre, parce que cela feroit faire beaucoup de jugemens qui ne seroient pas à propos; ce qui nous a fait, après votre commandement, continuer encore en notre premier avis; et mons' mon beau-fils m'a donné la

(3) Ecuyer du prince de Condé, et probablement fils de François de la Grange, seigneur de Montigny, maréchal de France.

charge de vous en faire les excuses de votre fils, afin que vous ne preniez à désobéissance s'il n'a fait ce que vous lui commandiez.

Mais mon Dieu, chère fille, que dites-vous de cette mort ? On nous dit des choses sur ce sujet que je ne puis ni ne veux croire. Je vous ai déjà suppliée, comme je fais encore, chère fille, de me mander la vérité de cette histoire. Il importe beaucoup à votre aîné de la savoir, et vous l'obligerez grandement de lui faire entendre. Il sait bien l'intérêt que vous avez qu'il ne soit su qu'il en ait appris quelque chose de vous (1), mais vous savez combien il est discret et secret. Ce gentilhomme m'a promis de vous rendre fidèlement cette lettre, c'est pourquoi je vous écris librement, m'assurant qu'autres yeux que les vôtres ne la verront. Je baise vos mains en toute humilité, et prie Dieu de vous donner tout l'heur et prospérité que vous souhaite votre maman.

Je vous rends mille et mille grâces du beau livre (2) que vous m'avez envoyé de M. Du Moulin.

C'est le 22 de février.

65. — *De La Haye, vers avril 1619.*

Madame ma fille, il n'y avoit point d'apparence que vous vissiez arriver M. de Boissise (1) sans recevoir de mes lettres, bien que dans peu de jours je pense vous écrire plus amplement par Waufin, que je renverrai en France, que j'ai été fort étonnée de voir arriver ici sans m'apporter de vos lettres. J'en viens de recevoir une par le S^r de Lambert (2). Je vois bien que vous avez l'esprit aussi agité à Paris que vous l'aviez en Hollande, et certes non sans cause, car c'est un grand mal-

(1) Malgré des demandes aussi pressantes, il est fort douteux que ces renseignements aient été donnés par écrit.

(2) Ce livre du ministre Pierre du Moulin est probablement le *Bouclier de la Foi*, publié en 1618.

1) Jean de Thumery, ambassadeur du roi de France aux Pays-Bas, rappelé au commencement de 1619.

(2) Gaston de L., capitaine des gardes de Henri de Nassau.

heur de voir la France aux termes où elle est. Dieu veuille toucher les cœurs à la paix et non à la guerre.

Pour ce qui se passe ici, vous verrez M. de Boissise, qui vous contera l'état où il nous laisse. J'ai beaucoup de regret de le voir partir avec si peu d'occasion de contentement; toutefois cela ne l'empêchera point d'apporter le bien en tout ce qu'il pourra, car vous connoissez sa prud'homie. Dieu soit loué de ce que la maladie de M. le Prince (3) n'a pas été de longue durée. Beaucoup espèrent sa prompte liberté; j'en prie Dieu de tout mon cœur, et qu'il vous donne toute prospérité. On m'a dit un serviteur qu'a M^{lle} de la Trémoille (4), mais je lui en veux faire la querelle à elle-même, par mes lettres.

66. — *De La Haye, 29 juillet 1619.*

Madame ma fille, vous pouvez penser si ce laquais iroit les mains vides pour vous, l'envoyant trouver votre frère, lequel j'espère qu'il trouvera sur son retour d'Orange (1), et, à mon avis, qui le pourra trouver ou à Châtillon ou à Château-Renard, où il doit passer à son retour. Je désirerois bien que le Roi fût à Fontainebleau ou à Paris, afin que votre frère n'eût point à aller si loin que Tours pour trouver Sa Majesté, qui lui a fait l'honneur, et toute sa cour, de lui faire un si bon accueil à son passage qu'il est bien obligé d'y repasser à son retour. Particulièrement il m'a mandé que mons^r votre fils l'a logé et traité si bien qu'il n'a jamais voulu qu'il prît autre logis que le sien et qu'il l'a grandement obligé. En cela il montre son bon naturel d'aimer tout ce qu'aime Madame sa mère. Ce sera un grand heur pour mon fils s'il peut trouver M^{me} de Bouillon et M^{me} votre belle-fille à Paris, comme j'ai vu par vos lettres que vous l'espérez. Nous sommes étonnés ici d'être si long-

(3) Prisonnier à la Bastille, puis au château de Vincennes, depuis le 1^{er} septembre 1616, il ne fut mis en liberté que le 20 octobre 1619.

(4) Les noms des prétendants à sa main sont restés inconnus. La première condition était d'appartenir à la religion réformée.

(1) Henri de Nassau était venu en France pour prendre, au nom de son frère Maurice, possession de la principauté d'Orange, et faire commencer les fortifications de sa capitale, détruites depuis par Louis XIV.

temps sans avoir des nouvelles de Paris, et moi particulièrement des vôtres. Je n'ai point eu de celles de votre frère depuis Tours, et crois que vous en aurez pu savoir ou de Lyon ou d'Orange. Si cela est, chère fille, je vous supplie m'en faire part et des vôtres, s'il vous plaît, [et] de celles de Mgr le Prince et de Madame la Princesse, que je m'imagine à cette heure devoir être accouchée. Je prie Dieu qu'il lui donne un beau fils (2), et à moi la continuation de votre bonne grâce.

Ce 29 juillet.

Je vous supplie, mandez-moi si vous aurez avisé sur le voyage de Chelandre (3) et de cette autre fille que je vous mandois qui pouvoit venir avec elle. Je vous supplie prendre la peine de faire bailler mes lettres à M^{mes} de Ricey et de Beringhen (4).

67. — *De La Haye, août 1619.*

.....(1) fermer mon paquet. Je la vous enverrai pour lui faire tenir, car je crois que ladite la Ferrandière (2) n'est pas loin de Paris. Souvenez-vous, ma chère fille, de m'écrire incontinent que vous aurez reçu cette lettre, car je vous assure que je suis bien en peine de votre frère, ayant appris que sa blessure est beaucoup plus grande qu'il ne me l'a mandé par ses lettres, et que j'ai une extrême crainte que le chemin l'ait empirée. Mandez-moi aussi, s'il vous plaît, le chemin qu'il aura

(2) Anne-Geneviève de Bourbon, dont la princesse de Condé accoucha, seulement le 27 août, au château de Vincennes, où elle était allée partager la captivité de son mari, fut la belle et audacieuse duchesse de Longueville.

(3) Plusieurs filles et femmes de cette nombreuse famille, illustrée par le guerrier-poète Jean de Schelandre, ont fait partie de la maison de Mesdames de Bouillon et de la Trémoille.

(4) Madelaine Bruneau, femme de Pierre de Beringhen, seigneur d'Armainvilliers et gouverneur d'Etampes. Elle était sœur aînée de la célèbre Madame des Loges.

(1) Il n'a été retrouvé que le dernier feuillet de cette lettre, relative à un accident éprouvé par Henri de Nassau, à son retour d'Orange.

(2) Maison où il avait été transporté.

pris au partir de Paris, car si le Roy est à Poitiers (3), comme on me le mande, c'est bien pour alonger son voyage. Je m'assure que vous n'aurez pas manqué à lui représenter que cette chute lui doit servir d'avertissement pour se bien recommander à Dieu soir et matin. A toutes heures je le supplie qu'il nous ait tous en sa sainte garde. Je vous rends mille grâces du beau livre que vous m'avez envoyé, à quoi je prends un extrême contentement. Que je sache si vous êtes guérie de votre gratelle, car M. Du Maurier (4) m'a dit que vous en étiez encore tourmentée.

68. — *De La Haye, 7 mars 1620.*

Madame ma fille, j'ai appris, par des lettres que M^{me} de Chelandre a écrites à sa fille, que vous étiez à Paris, de quoi je me réjouis bien fort étant en espérance, avec l'aide de Dieu, de vous y voir bientôt, car je n'attends pour partir que de savoir que j'y aie un logis ; car je crois bien que je ne pourrai pas loger en celui de M^{me} de Ricey, parce qu'elle m'a mandé qu'elle étoit contrainte de le vendre. Je serois bien aise d'être logée près de vous. Je mande à celui qui fait mes affaires à Paris qu'il en communique avec vous, et vous supplie, Madame ma fille, de lui en donner votre avis. On m'a dit qu'il y a des gens qui ont loué celui de M. de Bouillon. Si cela n'étoit point, je le supplerois de me le prêter pour quelque trois ou quatre mois que je pourrai être en France. Or je remets le tout sous votre bonne conduite et prie Dieu, Madame ma fille, vous donner heureuse et longue vie.

A la Haye, ce 7 de mars.

(3) Louis XIII arriva à Poitiers le 20 août et en partit le 22, pour Tours.

(4) Aubéry du Maurier, ambassadeur ordinaire de France aux Pays-Bas.

CORRESPONDANCE.

UNE RECTIFICATION HISTORIQUE

Le *Journal des Débats* du 21 décembre dernier contenait les lignes suivantes :

« L'*Indépendant du Tarn* publie une curieuse lettre de Louis XIV, dans laquelle le grand roi approuve et ordonne l'instruction obligatoire. Voici la lettre :

« Monsieur de Ménars, j'ai été informé que plusieurs nouveaux catholiques négligent d'envoyer leurs enfants aux écoles du lieu de leurs demeures, et aux instructions et catéchismes qui se font dans leurs paroisses ; en sorte qu'ils pourraient rester sans être instruits de leur religion, s'il n'y était pourvu ; ce qui m'oblige de vous écrire cette lettre, pour vous dire que mon intention est que vous fassiez savoir à mes sujets nouveaux catholiques que je veux qu'ils envoient leurs enfants aux écoles et aux instructions et catéchismes qui se font dans leurs paroisses ; et qu'en cas qu'ils y manquent, mon intention est que lesdits enfants soient mis, de l'ordonnance des juges des lieux, savoir : les garçons dans les collèges et les filles dans des couvents, et que leur pension soit payée sur les biens de leurs père et mère ; et en cas qu'ils n'aient point de biens, qu'ils soient reçus dans les hôpitaux des lieux, ou les plus prochains : voulant que vous fassiez savoir à tous les juges de votre département mes intentions sur ce sujet, et que vous teniez la main à ce qu'elles soient exécutées. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, Monsieur de Ménars, en sa sainte garde. Écrit à Versailles, le deux May mil six cent quatre-vingt-six. Signé LOUIS, et plus bas, COLBERT. (Paris, 2 mai 1686). »

A la lecture de cette pièce et de la singulière interprétation qui en était donnée par un des organes les plus éclairés de l'opinion, le secrétaire de la Société de l'Histoire du Protestantisme français a cru devoir adresser au *Journal des Débats* la lettre suivante :

Paris, 21 décembre 1871.

« Monsieur le rédacteur,

Ce n'est pas sans étonnement que je lis dans votre *numéro* de ce jour une lettre de Louis XIV déjà citée par l'*Indépendant du Tarn*,

« dans laquelle, dites-vous, le grand roi approuve et ordonne l'instruction gratuite et obligatoire. »

Il ne faut que lire les premières lignes de cette lettre pour se convaincre de l'étrange méprise dont elle est l'objet. Ces nouveaux catholiques « qui refusent d'envoyer leurs enfants aux écoles du « lieu de leurs demeures et aux catéchismes des paroisses, » et que l'on doit y contraindre par de salutaires rigueurs, ce sont nos malheureux ancêtres, qui privés par la révocation de l'édit de Nantes des droits les plus sacrés, ne pouvaient ni prier sans péril, ni fuir sans crime, ni rester à leurs foyers sans avoir à subir le plus cruel des martyres, l'enlèvement de leurs enfants catéchisés de force dans la religion catholique.

Une femme qu'il est de mode aujourd'hui de juger avec faveur, mais dont la mémoire ne sera jamais sympathique à notre pays, Madame de Maintenon eut le triste honneur d'inaugurer un genre de persécutions dont ne s'était point avisé Louvois. Elle en fit l'essai sur sa nièce, qui trouva la messe du roi si belle qu'elle consentit à se convertir, à la condition de l'entendre tous les jours. Mais la jeunesse huguenote était de moins facile composition que Madame de Caylus. Les couvents transformés en cachots, parfois en lieux de tortures, triomphaient des résistances les plus opiniâtres.

Dieu nous garde, Monsieur, des bienfaits de cette instruction *obligatoire* et nullement *gratuite*, qui ruinait les familles en les contraignant de subvenir, à grands frais, à l'éducation catholique de leurs enfants ! Ainsi l'ordonnait le grand roi. Les plaintes s'élevèrent par milliers contre ce régime odieux. Il y en eut de déchirantes. Elles expirèrent sans écho dans le siècle de Bossuet et de Fénelon. *Le cri des mères est monté au ciel !* »

La direction des *Débats* n'a point inséré la lettre ci-dessus ; mais elle a reconnu loyalement son erreur, en déclarant, dans le numéro du 23 décembre, que la lettre à M. de Ménars, bien loin d'offrir le sens qu'on lui attribuait, « se rapporte à l'une des plus tristes pages de notre histoire, à la persécution religieuse qui suivit la révocation de l'édit de Nantes. » Comment a-t-on pu y voir autre chose ? Que d'erreurs accréditées en histoire n'ont pas de plus solide fondement !

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

ESSAI SUR LES ABJURATIONS

Parmi les réformés de France sous le règne de Louis XIV (1)

« Nous avons eu ici depuis peu de jours, écrivait-on de Bordeaux à la même époque, un spectacle nouveau eu égard à d'autres temps, mais qui est à présent ordinaire dans ce royaume, c'est de voir attachés à la chaîne des gens condamnés aux galères pour leur religion. Il y en avait neuf en nombre qu'on fit promener samedi dernier, accompagnés de quinze à vingt malfaiteurs à une même chaîne par toute cette ville et sur la place des Chartreux. De vous dire combien ce spectacle toucha par compassion les uns et servit de moquerie aux autres, cela n'est pas possible. En effet, de voir de vénérables vieillards d'une qualité distinguée, avec les cheveux tout blancs, comme M. le baron de Montbeton, âgé de soixante et dix-sept ans, et trois autres gentilshommes considérables par leur rang et par leur richesse, mépriser tous les avantages mondains, pour porter une grosse chaîne

(1) Voir le *Bulletin* du 15 janvier, p. 8.

au col et au corps, s'étant privés de ce que nous avons de plus cher, qui est la liberté, pour ne point adhérer à un culte qui choque leur conscience, c'est ce qui frappe les sens et préche plus efficacement que tous les prédicateurs du monde.

« On avait fait faire cette promenade exprès pour intimider les nouveaux convertis, afin que cet exemple les empêchât de ne point sortir de France. On a aussi attaché à la chaîne un homme impotent depuis trente ans, qui à peine pouvait remuer son corps avec des bourdes, et avec cela, avait la fièvre continue, parce qu'il a demeuré ferme dans sa religion. Il a fallu qu'il ait marché avec les autres, et on l'a traîné plus mort que vif dans une charrette (1). »

À côté de ces faits qui démontrent à quel point la cruauté des exécuteurs subalternes de ces odieuses iniquités répondait à l'intention réelle de ceux qui les avaient ordonnées, et en admirant le courage héroïque de ces hommes de foi qui ont persévéré dans leur profession au sein de pareilles épreuves, aurait-on lieu de s'étonner qu'un grand nombre d'infortunés aient cédé devant la douleur et aient consenti à abjurer pour se soustraire à de si cruelles souffrances ? C'est bien ce que sentait l'auteur de la lettre que nous venons de citer, lorsqu'il disait à son correspondant : « Vous trouverez deux sujets dans ce récit, l'un de tristesse, l'autre de consolation : de tristesse, parce qu'il paraît avec évidence qu'il n'était pas impossible qu'en souffrant, on surmontât, et cependant tant de monde a fléchi ; de consolation, à voir ces braves athlètes soutenir la gloire de leur maître avec un courage héroïque, pour nous animer par leur exemple à combattre vaillamment contre les ennemis de notre salut, en ferme confiance. Dieu nous en fasse la grâce et nous délivre des gens qui se servent de moyens doux et faciles, comme ceux-ci, pour obliger à la profession de leur foi (2) ! »

Il n'y a rien à ajouter à cette ironie, hélas ! si naturelle,

(1) *Lettres pastorales*, t. II, p. 19.

(2) *Idem*, p. 20.

qui fait si clairement ressortir le contraste entre le but que l'on se proposait d'atteindre, et les voies odieuses au moyen desquelles on s'efforçait d'y parvenir.

Quant au séjour même des galères, terme de ces longs trajets de la chaîne des forçats au travers de la France, les affreux détails en ont été assez souvent retracés soit par les historiens, soit par les victimes elles-mêmes, pour que nous puissions nous dispenser d'en renouveler le déchirant tableau, d'autant plus que nous avons ici bien moins à dépeindre les condamnations définitives prononcées contre les malheureuses victimes de l'intolérance, qu'à arrêter notre attention sur les incarcérations que l'on présentait toujours comme n'étant au fond que des moyens de conversion. Or, les galères ont rarement pu être envisagées sous ce dernier point de vue. Une fois qu'on y était entré, on n'en sortait que difficilement; et les concessions que la violence obtenait de quelques-uns des malheureux liés aux bancs des rameurs, comme lorsqu'ils consentaient à ôter leur bonnet en présence du saint sacrement, n'amélioraient pas leur position. C'était même ordinairement le contraire. Avaient-ils cédé sur un point, on exigeait avec d'autant plus d'insistance qu'ils cédassent sur un autre. L'expérience leur faisait bientôt voir que ceux qui demeuraient fermes avaient en définitive moins de vexations à supporter. Et ceci, œuvre trompeuse du méchant! pouvait servir à maintenir le courage de ceux qui étaient témoins de faits aussi instructifs. Dans la situation à laquelle les avait réduits le fait de leur condamnation, les concessions des galériens ne leur étaient en réalité d'aucun avantage.

6° Un dernier genre de captivité qui inspirait aux victimes de la persécution un degré de terreur supérieur à celui que faisait éprouver la perspective de tous les autres, c'était la *déportation* dans les terres d'Amérique, moyen mis en usage à diverses reprises, pour diminuer le nombre des prisonniers dont les hôpitaux, les couvents et les maisons d'arrêt du royaume étaient encombrés. « Pour vaincre, écrivait-on dans les *Lettres*

pastorales à la date du 1^{er} avril 1687, pour vaincre la constance de ceux qui ont résisté aux prisons, aux galères, aux cachots, à la faim, à la soif, à la vermine, à la pourriture, on s'est avisé dans le conseil des persécuteurs d'un nouveau genre de persécution, c'est d'envoyer nos fidèles dans le Canada. On les conduit en troupes à Marseille et à Casteldy où se doivent faire les embarquements. En un mois de temps on en a tiré un nombre considérable des prisons de Montpellier, d'Aigues-Mortes, de Nismes et de tous les quartiers des Cévennes. Ce genre de supplice a donné plus de terreur que tous les précédents. » Les persécuteurs eux-mêmes y avaient pris peine. On répandait les récits les plus horribles sur le sort de ceux qui devaient faire un tel voyage, sur les mauvais traitements qu'ils avaient à attendre pendant la traversée, sur les privations qu'ils auraient à endurer, sur l'esclavage auquel ils seraient soumis à leur arrivée en ces terres désertes et perdues. La pensée de cet Océan immense qui allait les séparer à toujours de leurs familles, les périls de la navigation, la perspective d'une existence absolument inconnue, tout cela offrait à l'imagination un tableau chargé des plus sombres couleurs. Bientôt des rumeurs vagues d'abord, puis de jour en jour plus détaillées et plus précises, sur un naufrage essuyé près de la Martinique par un navire chargé d'une centaine de confesseurs des deux sexes, dont le plus grand nombre avaient péri misérablement, vinrent se répandre et accroître encore l'épouvante causée par ce supplice d'un nouveau genre. Des bruits sinistres, d'horribles soupçons propagés peut-être à dessein par les persécuteurs eux-mêmes, ne tardèrent pas à pénétrer dans les esprits déjà disposés à la terreur. On ne mit pas en doute parmi les victimes destinées à la déportation, qu'on ne les embarquait que pour les submerger volontairement. On parlait de noyades exécutées en grand à quelques lieues des côtes de la Méditerranée. Nous savons, par le témoignage de Blanche Gamond, combien l'on cherchait à profiter de ce moyen de terreur pour agir sur l'esprit des pauvres

captives détenues avec elle dans l'hôpital général de Valence. « Quand vous serez sur la mer, leur disait-on, au moment où l'on venait les avertir qu'elles eussent à se préparer à partir dans trois jours pour l'Amérique, on vous fera passer sur une planche fort étroite, et ensuite on vous jettera dans la mer, afin de perdre la race des huguenots et de se défaire de vous. » Et tandis que la courageuse et fidèle jeune fille répondait à ces menaces : « Il n'importe que les poissons mangent mon corps ou les vers de la terre; cela m'est une même chose, puisqu'un jour il faut que la mer rende les corps morts; » une de ses compagnes plus émue de cette redoutable perspective, lui disait avec épouvante : « On doit bientôt nous mener en Amérique, et comme nous sommes malades, nous tomberons toujours plus mal, et on nous jettera dans la mer que nous ne serons pas à demi mortes. » Ce fut cette horrible prévision qui les poussa à tenter du haut d'un quatrième étage, cette malheureuse évasion dans l'exécution de laquelle la pauvre Blanche se cassa la cuisse, ce qui fut cause qu'elle retomba aux mains de ses persécuteurs, et se vit réintégrée dans ce soi-disant hôpital où elle avait déjà tant souffert (1).

Ce fait isolé prouvant l'intensité des appréhensions causées par la perspective de la déportation, vient bien à l'appui de cette assertion de l'historien Benoît : « Il est certain, dit-il, que cet expédient fit peur à bien des gens que les autres supplices n'ébranlaient pas. Un grand nombre de personnes qui avaient souffert le pillage de leurs biens, la démolition de leurs maisons, la veille, les coups, les cachots les plus noirs et les plus puants, perdirent courage à la vue des vaisseaux qui les devaient transporter (2). »

Il en a été ici, comme pour ce qui concerne les galères. C'est bien moins le fait de la déportation elle-même que la menace de la transportation et les préliminaires de l'embar-

(1) *Une héroïne protestante*, p. 153.

(2) *Histoire de l'édit de Nantes*, t. III, p. 973.

quement, que les persécuteurs avaient en vue comme moyen puissant d'effrayer les détenus et de les contraindre à abjurer leur foi. Aussi n'aurons-nous pas à tracer le tableau du séjour des infortunés déportés dans les terres désertes du Nouveau-Monde, qui n'offraient pas encore à la conscience religieuse cet asile inviolable que de nobles exilés partis des rives de l'Angleterre travaillaient alors même à lui préparer pour l'avenir. Nous avons d'autant moins à insister que les tentatives de déportation en masse n'ont pas été très-nombreuses. L'insuccès du premier voyage, la réprobation excitée dans l'opinion publique, même chez les plus intolérants, par les décès si multipliés inséparables d'une longue traversée, et par les suites terribles du naufrage qui fit périr le plus grand nombre de ceux que la maladie avait épargnés, sans doute aussi les frais considérables qu'entraînaient de pareilles expéditions maritimes, furent la cause qu'on renonça bientôt à ce moyen, quelque commode qu'il parût, de se débarrasser tout d'un coup d'une quantité notable de prisonniers.

CHAPITRE TROISIÈME

Les faveurs.

Les moyens mis en œuvre dans le but d'attirer les réformés à la profession de l'Eglise romaine ont été, avons-nous dit, de natures bien diverses; aussi n'aura-t-on pas lieu d'être trop surpris si nous entrons maintenant dans l'examen d'une catégorie de voies de conversion qui semblent en opposition formelle avec celles qui viennent de nous occuper. Aux rigueurs cruelles et trop souvent barbares qui ont passé sous nos yeux succéderont maintenant des voies de bienveillance. La contradiction entre ces deux systèmes n'est pas aussi absolue qu'elle peut le paraître au premier abord; leur but commun, celui de vaincre des consciences, les rapproche considérablement, et dans bien des cas, ils ont été successivement

tentés à l'égard des mêmes individus, dans l'espoir que, résistant à l'un, ils céderaient aux influences de l'autre. Ce calcul, hélas ! n'a que trop souvent réussi. On les a vus même employés concurremment à la même heure, lors, par exemple, que, pour entraîner l'adhésion catholique d'un officier protestant, on mettait devant lui d'une part, la perspective d'un régiment qui lui serait donné, de l'autre, celle des galères.

Le marquis de Boufflers, après s'être acquis dans ses expéditions de Guyenne, la réputation d'un des plus ardents persécuteurs, usait largement du moyen qu'offraient ces tristes alternatives. C'est ainsi qu'en entrant dans Metz, il commença par déclarer aux habitants de la Religion, qu'il fit assembler devant lui, que ceux qui feraient leur devoir de bons convertis recevraient de lui toutes sortes de bons offices, mais que ceux qui refuseraient de le faire, devaient s'attendre de sa part à toutes sortes de sévérités. Il n'a que trop bien tenu sa parole à ce dernier égard.

Les faveurs de toute espèce dont le roi avait la disposition, dans une monarchie aussi absolue que l'était celle de France, ont servi bien souvent à gagner des hommes, dont l'énergie se serait peut-être renforcée sous la pression de voies rigoureuses. On en usait avec une habileté savamment calculée, soit comme récompense d'une soumission dont on avait déjà reçu des gages, soit comme prix assuré d'une obéissance qui n'avait plus qu'à se déclarer, soit comme exemple pour faire voir ce que d'autres pouvaient également attendre. Ce moyen d'acheter les consciences était considéré comme tout naturel par les hommes les plus honorables. « A l'époque où fut composé le livre de l'*Exposition*, dit le cardinal de Bausset, le système du gouvernement de Louis XIV se bornait à préparer la réunion de tous ses sujets à l'Eglise romaine, par son attachement bien connu pour la religion qu'il professait, par l'appât des honneurs et des récompenses, et surtout par le secours de l'instruction (1). »

(1) *Vie de Bossuet*, t. I, p. 110.

L'appât des honneurs et des récompenses ! voilà donc ce qu'on ne craignait pas de proclamer comme un moyen parfaitement légitime, parfaitement honorable, de gagner des adhérents au catholicisme ; et cette expression même dont on ne rougissait pas de se servir en pareille matière, prouve à quel point l'aveuglement était porté à cet égard, même chez des dignitaires de l'Eglise, chez ceux qui auraient dû avoir tout particulièrement son honneur à cœur.

On sait ce que fut entre les mains de l'apostat Pélisson, l'administration de cette fameuse caisse des économats qui lui fut confiée dans le but avoué d'acheter des conversions ; on connaît les opérations financières auxquelles ces honteuses transactions donnaient lieu, sa correspondance assidue avec les évêques qui lui envoyaient des certificats d'abjuration et des quittances en due forme pour les valeurs qu'il faisait passer entre leurs mains, et le soin qu'il mettait à se procurer des adhésions au taux le plus bas possible, afin de pouvoir répandre sur un plus grand nombre de nouveaux catholiques « cette rosée, » comme il appelait les bienfaits du roi. D'après le témoignage de l'académicien convertisseur lui-même, le chiffre minimum des subventions, au moyen desquelles on avait gagné dans les vallées de Pragelaz de nombreuses familles était de deux à cinq pistoles. On était autorisé dans certains cas exceptionnels à aller jusqu'à cent francs ; mais il fallait qu'il s'agît de personnes plus relevées et de familles entières. Le résultat était, à l'époque où il écrivait à son correspondant mitré, que, « sans autre distribution que d'environ deux mille écus en tout, envoyés à diverses fois, on avait les listes bien certifiées de sept à huit cents personnes rentrées dans l'Eglise (1). »

On a peine à concevoir qu'on n'eût pas honte d'afficher un pareil trafic de consciences ; et cependant ceux qui auraient dû le plus en rougir ne craignaient pas d'en faire le sujet de leurs spirituelles plaisanteries. Madame de Maintenon elle-

(1) *Lettre de Pélisson à l'évêque de ****, du 12 juin 1677.

même ne se permettait-elle pas d'écrire à Madame de Saint-Géran : « M. Péllisson fait des prodiges : M. Bossuet est plus savant; mais lui il est persuasif! » Quel ton sur un tel sujet(1)!

Le pieux Fénelon ne trouvait pas trop étrange ce genre de conversions fondées sur le plus vil intérêt, lui qui parle des bontés que le roi aura pour les habitants du pays s'ils s'en rendent dignes, » et qui dit que « le blé sera la controverse la plus persuasive » pour les populations que l'on cherche à convertir, sans oublier de leur présenter comme perspective propre à les séduire « la douceur qu'elles éprouveront à rester dans le royaume (2). » N'avons-nous pas, à notre tour, le droit de dire : En tout cela quel rôle donnait-on à la conscience, et quel cas en faisait-on ? Et comment ne sentait-on pas l'immoralité profonde que révélaient soit chez les convertisseurs, soit chez ceux qui se laissaient gagner, de pareils trafics ?

Mais pour être d'un caractère moins grossier, il était bien d'autres transactions tout aussi peu honorables, auxquelles les faveurs du monarque tendaient à pousser ceux d'entre les réformés qui, par leur position sociale se trouvaient plus en évidence. On peut se représenter l'influence que devait exercer l'intervention directe de Louis XIV lui-même, lorsqu'il « daignait parler à quelque seigneur de sa cour pour le convertir (3), » comme il le fit à l'égard du duc de la Force, avant de le faire jeter à la Bastille, ou lorsqu'il faisait briller aux yeux de ses généraux ce bâton de maréchal qu'un seul mot de leur part allait faire tomber entre leurs mains. On sait que plus d'une fois Schomberg, Turenne, d'autres encore, ont noblement résisté à une telle séduction. Mais cette consciencieuse fermeté est loin d'avoir été générale. On n'a malheureusement que trop d'exemples à citer dans lesquels les faveurs du roi l'ont emporté sur une conviction trop faible pour

(1) *Lettres de Madame de Maintenon*, t. VIII, p. 117. Il est juste d'ajouter que l'authenticité de cette lettre a été récemment révoquée en doute. (*Réd.*)

(2) De Baumes, *Vie de Fénelon*, t. I, p. 112-114.

(3) *Mémoires de Dangeau*.

être prête à de nobles sacrifices. « Vers le 12 février 1685, lit-on dans les *Mémoires* de Sourches, le roi donna douze mille livres de pension à M. le comte de Roucy, fils aîné de M. le comte de Roye. En cela, ajoute l'historien avec une évidente approbation, le roi prenait à tâche de faire voir qu'il faisait du bien aux gens de qualité qui abandonnaient la religion prétendue réformée. » Les témoignages de la satisfaction royale suivaient en général d'assez près le consentement à l'abjuration, pour qu'on ne pût pas douter qu'ils n'en fussent la récompense. Lorsque le marquis de Villette eut fortement exhalé son indignation sur ce que Madame de Maintenon lui avait enlevé sa fille pendant son absence pour la convertir, il s'aperçut bientôt que sa religion lui fermerait la carrière qu'il suivait avec quelque distinction. Mettant en balance d'un côté sa conscience, à laquelle il avait paru d'abord résolu à demeurer fidèle, et de l'autre l'épaulette de chef d'escadre qu'on lui faisait entrevoir, il se décida pour cette dernière, et l'on eut une nouvelle abjuration à enregistrer. Douze jours après, Villette recevait son brevet de chef d'escadre. Ce prompt avancement surexcitant son zèle de néophyte, il prit à son tour le rôle de convertisseur, ce qui lui valut bientôt de nouvelles faveurs de la part du monarque, qui le créa en 1689 lieutenant général de ses armées navales.

Cette manière de procéder n'était du reste qu'une continuation fort amplifiée de ce qui s'était fait déjà sous les gouvernements précédents, car on sait que Henri de la Trémoille, le fils du fidèle Claude et de Charlotte Brabantine de Nassau, s'étant laissé gagner par Richelieu à abandonner les nobles traces de son père et de son aïeul le Taciturne, et ayant abjuré en 1628 pendant le siège de la Rochelle, reçut quelques jours plus tard pour prix de son apostasie, les provisions de la charge de mestre de camp de la cavalerie légère. L'exemple du cardinal avait paru bon à imiter sur ce point.

À tous les degrés de la hiérarchie, on se croyait appelé à agir de la même manière; preuve en soit ce rapport fait en

1686 par M. d'Argouges, intendant en la généralité de Moulins : « Depuis que je suis ici, j'ai fait plusieurs voyages à Aubusson, et j'en ai fait emprisonner plusieurs et récompenser des charités du roi ceux que j'ai cru les mieux convertis, espérant que des manières si opposées feraient un bon effet. Cela est arrivé comme je l'avais pensé, car depuis le dernier voyage que j'ai fait au commencement de décembre, prêtres et juges sont édifiés de l'assiduité des nouveaux convertis à bien remplir leurs devoirs (1). »

Quand il s'agissait de gens de condition plus relevée, on obtenait pour eux de la munificence royale des pensions qui facilitaient leur conversion au catholicisme. Les lettres de Fénelon montrent le succès avec lequel il sollicita une pension de deux mille livres en faveur d'une demoiselle anglaise, Miss Ogelthorpe, sœur de Madame de Mézières : « J'espère, écrivait-il à ce sujet au père Le Tellier, que vous n'aurez pas de peine à toucher le cœur du roi. Je crois même que Dieu qui a changé celui d'une demoiselle si prévenue contre la vraie religion, mettra d'abord dans celui de Sa Majesté le désir de faire ce qu'elle a déjà fait tant de fois pour faciliter les conversions. Une pension lèvera toutes les difficultés et mettra cette personne en sûreté pour toute sa vie. Il s'agit du salut d'une âme que je crois chère à Dieu. » Dans le même moment Louis XIV accordait une pension pareille à un érudit allemand, Ludolphe Kuster, qui avait abjuré le luthéranisme à Paris. « Le roi, lit-on dans l'éloge de ce membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, le roi à qui on ne laissait ignorer aucun des progrès de la religion, jugea qu'il était de sa gloire et de notre intérêt particulier, de fixer ici par ses bienfaits le séjour du savant étranger. Sa Majesté lui donna deux mille livres de pensions et lui assigna dans cette académie une place d'associé surnuméraire (2). » Les époux Dacier, les savants hellénistes, reçurent également de la munifi-

(1) *Bulletin de la Société du Protestantisme français*, t. VI, p. 268.

(2) *Histoire de l'Académie des Inscriptions*, t. III.

cence royale une pension de même valeur, en témoignage de la satisfaction causée par leur abjuration.

On pourrait multiplier considérablement de pareils exemples et signaler en particulier un fait qui paraîtra à bon droit bien étrange, savoir que jusqu'en l'année 1791, « une pension de trois cents livres net, était accordée à titre de subsistance et *en considération de sa conversion à la foi catholique*, à une femme née en 1715 et nommée Christine Marguerite Planstrum (1). » Tels étaient les errements transmis par le gouvernement du grand roi à l'administration des deniers publics, à l'entrée de la révolution qui allait détruire l'ancienne monarchie!

Les perspectives d'avancement que nous avons vues mises en jeu à l'égard des militaires, l'étaient également dans les autres sphères de l'Etat. Les charges honorifiques et lucratives dans l'ordre judiciaire, dans l'administration, dans les finances, tout servait à tenter les protestants, et à leur faire embrasser la religion hors de laquelle on était systématiquement exclu de tout emploi. Qui dira combien de places de conseiller au parlement, d'intendant, de commis aux recettes, combien d'offices subalternes dans tous les degrés, ont servi d'appât et ont été donnés comme récompenses à des hommes qui, pour les obtenir, ont fait taire leur conscience! Qui dira combien d'infortunés ont été séduits, en face de la misère qui les menaçait, par le morceau de pain que leur apostasie allait donner à leur famille!

Et dans cet ordre intime, dans celui des relations domestiques, combien l'intervention directe du pouvoir royal n'avait-elle pas encore de prise! C'est par la perspective d'un mariage avantageux qu'on lui promettait, que tel jeune gentilhomme, comme le fils aîné du marquis de Rochegude, était sollicité d'abjurer et de demeurer paisiblement en France, au lieu de s'enfuir avec de grands périls, pour chercher à rejoindre ses

(1) *Bulletin*, t. VII, p. 359.

parents ruinés dans un lieu de refuge. C'est par l'espérance de voir doter richement ses enfants, que tel père était tenté de donner cette signature qui allait changer entièrement les dispositions de la cour à son égard. C'est par l'attrait des fortunes confisquées à leurs parents émigrés, et que l'on s'engageait à faire passer entre leurs mains, que des collatéraux et souvent, hélas ! les enfants mêmes de la famille, étaient entraînés à quitter la profession de cette foi à laquelle les auteurs de leurs jours avaient tout sacrifié. On n'en finirait pas si l'on voulait, en pénétrant dans l'histoire intime des familles protestantes, énumérer tous les genres de tentations dont les faveurs du roi ont été la source trop souvent empoisonnée.

CHAPITRE QUATRIÈME

Les mesures de rigueur quant aux intérêts matériels.

Au sujet que nous venons d'exposer se rattachent, d'une façon étroite, par opposition, toute une catégorie de moyens de conversion, dont les agents du pouvoir ne se faisaient pas faute, d'autant plus qu'ils étaient, par leur nature même, d'un usage moins onéreux.

Les *confiscations* des biens des protestants, auxquelles nous avons fait allusion, et dont la menace était toujours imminente, ont été bien souvent accomplies de façon à causer la ruine entière des familles qui étaient l'objet de cette mesure de rigueur. Le produit, nous l'avons vu, en était fréquemment appliqué à gagner l'adhésion de quelque individu tenant de plus ou moins près à la famille dépouillée. C'était une sorte d'arme à deux tranchants, dont on usait généralement avec une rare habileté. Frapper les uns d'une manière très-sensible, et du même coup récompenser les autres sans faire aucun sacrifice, en inspirant à un grand nombre une salutaire frayeur ; c'était une voie trop commode pour qu'on ne s'y en-

gageât pas aisément, et que les mesures de ce genre ne se multipliasse pas de plus en plus. Aussi se sont-elles étendues sur une fort large échelle, et un grand nombre de familles ont-elles été entièrement dépouillées de leurs biens patrimoniaux.

Mais il était bien d'autres moyens d'oppression de ce genre, par lesquels on parvenait au même but. Tel était, en particulier, le système des *amendes*, dont on mulctait jour par jour ceux qui, pour maintenir leur profession de foi, se refusaient à céder aux injustes exigences de leurs oppresseurs. Dans l'arrondissement de Metz, sous l'administration de M. de Bouffiers, on avait appliqué cette méthode d'une manière fort étendue sur les pères et mères qui ne consentaient pas à envoyer leurs enfants au catéchisme des curés. Ce système, consistant à faire payer journellement de vingt à trente ou même quarante livres d'amende, et à consumer ainsi, peu à peu, les ressources de ceux qui possédaient encore quelque bien, ne réussit malheureusement que trop auprès du plus grand nombre. Il offrait ceci de particulièrement avantageux que, ayant moins de retentissement que les confiscations, il excitait aussi une réprobation moins grande, et certains exemples avaient déjà montré que, avec le temps, on peut être appelé à revenir d'une confiscation, tandis que, à l'égard d'un bien consumé jour à jour par des amendes, il n'y avait plus possibilité de recours. Aussi s'en donnait-on à cœur joie avec les infortunés qu'on réduisait ainsi par la famine.

Le zélé disciple des jésuites, le jeune duc de la Force, comptait bien sur l'efficacité de ce moyen d'action, lorsqu'il demandait que le roi imposât aux principaux habitants de Bergerac et des environs, « quelque amende pécuniaire qui allât toujours en augmentant, » indépendamment de la charge des garnisaires, et lui accordât, en outre, « dans chaque paroisse, deux cents ou trois cents francs de taille, à rejeter sur ceux qui ne faisaient pas leur devoir. » Il avait la naïveté d'ajouter que le moyen serait « d'une grande efficacité, et que le roi

n'y perdrait rien, attendu que, dans le duché, presque tous étaient de la religion (1). »

Les *dénis de justice* de tout genre furent encore un moyen dont on ne se fit pas faute envers les protestants, dans le but de leur rendre la persévérance impossible. Avaient-ils à se présenter devant les tribunaux, leur partie adverse arguait contre eux de ce qu'ils étaient hérétiques, et lorsqu'ils se plaignaient d'une sentence injuste, on ne rougissait pas de leur répondre : « Vous avez le remède entre vos mains; que ne vous faites-vous catholiques? » Les chambres mi-parties des parlements furent naturellement supprimées, et ils perdirent ainsi promptement la garantie d'impartialité qu'elles avaient été destinées à leur donner. On fit des édits tendant à anéantir, à leur égard, la légalité du mariage; on en fit d'autres pour ruiner chez eux toute autorité paternelle, en abaissant graduellement jusqu'à l'âge de sept ans, ainsi que nous l'avons déjà rappelé, pour les enfants des deux sexes, le moment où ils avaient le droit incontestable d'embrasser le catholicisme, nonobstant toute opposition de la part de leurs parents. Tout avancement dans les places qu'ils occupaient fut naturellement interdit, lorsque les emplois mêmes dont ils se trouvaient encore revêtus ne leur étaient pas brutalement enlevés, pour le seul fait de leur hérésie. Tout ceci, on peut bien le comprendre, se faisait dans les années qui précédèrent la révocation de l'édit de Nantes, et n'était que le prélude des épouvantables rigueurs dont l'acte de révocation lui-même allait amener le déchaînement.

L'*interdiction de toutes les carrières*, sans exception, doit enfin être signalée comme étant venue graduellement compléter ce système d'oppression à l'égard des huguenots. Depuis l'an 1676, où nous voyons le pasteur Dubosc révéler avec épouvante à M. de Ruvigny l'acte énorme de l'intendant d'Agnesseau, qui venait de casser à Uzès, en Languedoc, les

(1) *Lettre à Pontchartrain*, du 15 octobre 1699. — *Bulletin*, t. VII, p. 146.

consuls de la religion, pour les remplacer par des catholiques (1), une série non interrompue de mesures de ce genre est venue compléter la position de parias qu'on sut faire aux protestants. C'est à quoi travaillait de tout son pouvoir le sieur Foucault, alors commissaire départi en la généralité de Montauban, dont un mémoire fort significatif tendait à démontrer l'opportunité d'exclure les protestants de toutes les charges politiques, alors même que, comme à Montauban, il était, de son aveu, « difficile de trouver, parmi les catholiques, dix personnes capables de remplir le consulat, la plupart des gentilshommes et principaux bourgeois et marchands de la ville faisant profession de la religion prétendue réformée, et possédant plus des sept huitièmes des fonds de la communauté (2). »

Le principe soutenu par cet habile administrateur fit rapidement son chemin, car il fut bientôt interdit aux huguenots d'être conseillers, juges, assesseurs, trésoriers, consuls, magistrats municipaux. Ils ne purent de même être ni avocats, ni notaires, ni procureurs. Les professions de médecin, d'apothicaire, de libraire, d'imprimeur, et autres pareilles, leur furent également interdites. On peut voir, dans le dramatique tableau tracé par Rabaut Saint-Etienne, de la carrière accidentée du *Vieux Cévenol*, Ambroise Borély, ce que devint en réalité, à la suite des divers édits royaux, la position des protestants devant la législation française. On était parvenu à rendre leur existence impossible. Il est aisé de comprendre que de pareilles mesures de rigueur, se multipliant sous toutes les formes et enlaçant la vie entière, aient amené de trop nombreuses abjurations !

(1) *Vie de Dubosc*, p. 421 : « Ce qui vient d'arriver, disait le fidèle défenseur de l'Eglise réformée, semble nous menacer de la mort. »

(2) *Bulletin*, t. X, p. 392.

JULES CHAVANNES.

(La suite au prochain numéro.)

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

VIRET A LYON

QUATRE LETTRES DES SYNDICS DE GENÈVE

(1562-1563)

Les quatre lettres suivantes, tirées des archives de Genève et dictées sans doute par Calvin, se rapportent au ministère de Viret à Lyon. Il avait quitté Nîmes, le 25 mai 1562, pour se rendre à l'appel des magistrats lyonnais, et déployer sa persuasive éloquence dans la cité de Valdo. Il ne s'en éloigna qu'après la paix d'Amboise, qui rendit la prépondérance au parti catholique. Orange, Orthez, Pau furent les dernières haltes d'une carrière apostolique inaugurée avec tant de succès à Genève et à Lausanne. (Voir le *Bulletin*, t. XVI, p. 317.)

I.

AUX CONSEILLERS DE LYON.

Nobles et très-honorés seigneurs, nous remercions nostre bon Dieu de ce qu'il faict profiter le labeur de nostre fidelle ministre et pasteur, maistre Pierre Viret, en sorte que les pources brebis esgarées soient reduictes au troupeau, ce qui nous faict aussy acquiescer à vostre demande. Car, combien qu'il seroit à désirer qu'il fust icy pour exercer sa charge, toutesfois, voiant la nécessité de vostre ville, nous luy permectons, si sa commodité le porte, de s'arrester là encores pour deux mois, et s'emploier selon la grâce que Dieu luy a donnée, tant à instruire les pources ignorans qu'à confirmer ceux qui sont desjà en bon chemin. Quant nous pourrions en plus grant chose vous ayder à ce que le service de Dieu soit deuement estably entre vous, nous le ferions de bon cueur, comme aussy c'est une des plus grandes joyes que nous puissions avoir en ce monde qu'avec la voisinance nous sommes conjoincts en sainte fraternité, soubz l'obeyssance de Dieu, lequel nous supplions vous

avoir en sa sainte protection, vous faire prospérer en tout bien, après nous estre de bon cueur recommandéz à vous. Donné ce 29^e de juin 1562.

II.

A MONSIEUR DE BLACON (1).

Noble et honoré seigneur, combien que la longue absence de nostre fidelle ministre et pasteur, maistre Pierre Viret, porte dommage à nostre Eglise, en sorte que nous aurions besoing qu'il fust bientost de retour, toutesfois, voiant le fruict qu'il faict à Lion, et la nécessité qui est en une Eglise de telle importance, et laquelle ne faict que naistre, nous avons bien voulu acquiescer à vostre requeste, c'est qu'il puisse là demourer pour deux mois, remectant toutesfois le tout en sa liberté, selon qu'il verra estre bon et utile pour le bien commun, et que sa disposition le portera. Nous désirons en cest endroit et en tous aultres de vous tenir la main tant qu'il nous sera possible à ce que la vraye religion soit estable par delà, et quant Dieu nous donneroit le moien de nous y employer davantage, il n'y auroit point faulte de bon désir.

Sur quoy, noble et honoré seigneur, après nous estre de bon cueur recommandé à vous, nous prions le Père céleste vous avoir en sa garde et vous fortifier en sa vertu invincible. Donné le 29^e de juin 1562.

III.

AUX CONSEILLERS ET ÉCHÉVINS DE LYON.

Nobles et honorés seigneurs, bons amys et voysins, aiant reçu vos lettres par lesquelles vous nous priez de permectre et accorder que nostre bon et loial ministre et pasteur, maistre Pierre Viret, demeure en vostre ville, comme estant du tout desdié et arresté pour servir à vostre Eglise, nous avons communiqué vostre requeste à nos ministres et pasteurs, car nous n'avons pas voulu rompre l'ordre qui doit estre observé en l'Eglise de Dieu; et de

(1) Seigneur du Dauphiné qui joua un rôle important dans les guerres de religion. Il était alors lieutenant de Soubise dans le Lyonnais.

faict ce seroit introduire mauvais exemples de rompre les élections des ministres dont il ne se peult en suivre que confusion. Et oultre ce que la chose seroit de mauuaise conséquence, puisque Dieu nous a faict la grâce d'auoir ung estat moienement réglé, et que les aultres ont l'œil sur nous pour y prendre exemple, nous ne voulons pas mal commencer pour donner occasion de nous ensuyvre. Or là-dessus nos ministres nous ont respondu, combien qu'ils trouuassent une telle procédure estrange, et d'autre part qu'il leur faict bien mal d'estre privés de la compaignie de leur frère et compaignon qui a tellement seruy à Dieu avec eulx, et duquel ils actendent encores à l'advenir grant soulagement, toutesfois qu'ils ne voudroient empescher le bien commung de la chrestienté, quand il sera congnu que le dict maistre Pierre Viret puisse plus advancer le règne de nostre Seigneur Jésus-Christ, estant en vostre ville que icy; par quoy après auoir ouy leur response, d'autant que nous désirons que l'Evangile ait son cours partout, et ne sommes pas tant adonnés à nous mesmes et à nostre bien particulier que nous ne préférions l'édification générale de toute l'Eglise, nous n'auons pas voulu simplement vous refuser vostre requeste. Seulement nous exceptons deux points : le premier est que vous advisiez bien de n'auoir point tel esgard à vous que nous aions dommage ou préjudice; car combien que Dieu nous ait pourueu aujourd'huy, nous craignons bien d'auoir faulte de tels ministres, comme ceste Eglise les requiert, ~~veu~~ qu'une grant partie de la provision de France en est sortie. Le second est que le dict maistre Pierre Viret le trouve bon et congnoisse que son labeur est tellement profitable par delà qu'il y doibt demeurer, car il ne s'est point tellement porté envers nous que nous ses compaignons ne désirions d'estre quictes de luy, sinon que la nécessité requière qu'il soit ailleurs.

Quant à ce que nous auons fourny pour entretenir sa famille, nous n'entendons pas d'en estre remboursés, car nous voudrions beaucoup plus faire pour le soulagement de vostre Eglise et des aultres, et aussy nous luy sommes redevables de beaucoup plus, comme pour l'advenir nous ne luy voudrions espargner rien de ce que Dieu nous aura donné; et pourtant ne vous en mettez pas en peine, cas aduenant qu'il vous demeure. Sur quoy, etc. Donné ce 12^e janvier 1563.

IV.

AUX SEIGNEURS ET CONSEILS DE L'ÉGLISE DE LYON.

Spectables et honorés seigneurs, bons amys et voisins, nous pensons bien que vous verrez la response que nous avons faicte aux nobles seigneurs conseillers-eschevins touchant nostre bon ministre et pasteur maistre Pierre Viret. Vray est que nous avons trouvé estrange que vous aiez oublié toute règle et police d'Eglise. Tant y a qu'ayans ouy la déclaration que nous ont faicte nos ministres et pasteurs, nous avons bien voulu monstrier que nous ayons mieux porter perte et dommaige que de voir la dissipation de vostre Eglise; par quoy si luy estant sur le lieu congnoit que sa présence y soit requise, comme aussy vous le protestez, nous souffrirons qu'il y demeure, combien que ce ne soit pas sans regret. Donné ce 18^e de janvier 1563.

(Archives de Genève. Lettres de la Seigneurie, 1563. Minute.)

LÉTTRES ÉCRITES PAR DIVERS PASTEURS

AU SUJET DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE, DE JANVIER 1773

A DÉCEMBRE 1775 (1).

La dernière lettre de Rabaut Saint-Etienne que nous avons publiée, datée de Nîmes, 25 janvier 1774 (il y a par erreur 1775 dans le texte : on est prié de corriger la faute), renfermait cette phrase : « Un placet à M. de la Vrillière n'aboutit à rien. » Nous avons trouvé ce placet dans nos archives consistoriales, et nous le donnons ci-après. C'est un brouillon raturé de la main de M. Olivier Desmont, et par conséquent de sa composition : son talent de style et son zèle étaient assez connus pour qu'on lui confiât cette tâche délicate.

Les persécutions avaient recommencé en Béarn, au grand étonnement des protestants et de la plupart des catholiques. Les lois de proscription n'avaient pas été rapportées, et il suffisait d'un curé ou

(1) Voir le *Bulletin* de juillet 1869, p. 388, de janvier 1870, p. 33, de février 1870, p. 68.

d'un évêque fanatique pour les faire sortir menaçantes des cartons du ministère. Cette requête, qui fut envoyée au secrétaire d'Etat le 7 janvier 1774, aboutit pourtant à quelque chose : on le verra plus bas dans la lettre de Saint-Etienne du 7 juillet. Mais quelques mois plus tard, le pasteur Journet fut inquiété, et Gebelin eut à s'occuper de cette affaire : on le verra dans une lettre de ce dernier (du 13 novembre 1774) que nous publierons prochainement. Après la mort de M. de la Vrillière, arrivée en 1777, son successeur n'oublia pas, à l'instigation du clergé, les vieilles traditions d'intolérance. Trois ans après la présente requête, l'infatigable agent des Eglises dut intercéder de nouveau à Paris, auprès de M. Silvestre, chef de bureau d'un ministère, auprès du cardinal de Rohan, grand aumônier de France, et auprès de M. Bertin, pour demander qu'on cessât les dragonnades dans cette province (1). L'intolérance devait durer jusqu'en 1787; mais chaque réclamation des pauvres persécutés était comme ces coups de bélier qui, frappant toujours au même endroit, finissent par détruire les forteresses les plus solides.

REQUÊTE DES PROTESTANTS DU BERN AU DUC DE LA VRIILLÈRE.

AU SUJET DES PERSÉCUTIONS.

Le 7 janvier 1774.

Monseigneur,

C'est avec la plus profonde douleur que nous osons porter encore nos plaintes, *nos requêtes et nos supplications* à Votre Grandeur. L'exposition simple et vraie de nos maux suffira, Monseigneur, pour vous intéresser en faveur d'un nombre considérable de bons sujets qui souffrent depuis longtemps des persécutions qu'on leur suscite au sujet de leur religion. Matière sur laquelle il semble que le gouvernement est convenu de laisser vivre en paix tous ceux qui ne troublent point la paix des autres citoyens.

Les persécutions que les Protestants de la province de Bern essuyent ne sont point l'effet de vos ordres, nous en sommes persuadés : mais on fait revivre les anciennes ordonnances pour seconder le zèle amer des curés d'Orthès, Berens, Bellocq, et autres lieux, qui, dans toutes les occasions, font employer les moyens les plus violens pour surprendre et saisir nos pasteurs. De concert avec un seigneur de ces environs qui n'a aucune charge dans la

(1) *Bulletin*, t. II, p. 366 et suiv.; V, p. 412 et suiv.

province, ils font courir jour et nuit des espions, des hommes armés, des brigades de la maréchaussée, dans la seule vue de troubler nos exercices de dévotion, d'épouvanter nos ministres, de les faire fuir ou de les prendre. Voici un fait qui vous convaincra, Monseigneur, de la vérité de nos conjectures et de la justice de nos plaintes. Le 20 décembre dernier, la brigade d'Orthès au nombre de trois hommes, fut à Castetarbe, prit un jurat (1), fouilla les maisons de plusieurs particuliers protestants; de là elle fut à Salles (2), où l'on fit aussi des recherches très-exactes. Partout on demanda le ministre : on nous fait craindre la réunion de plusieurs brigades qui doivent fondre sur nos assemblées dans le dessein de l'arrêter. Vous sentés, Monseigneur, combien toutes ces démarches nous alarment et nous font appréhender de malheurs. Hélas ! nous qui vivons en paix, nous qui sommes bons colons, bons négociants, bons artisans, bons soldats, nous qui nous distinguons par notre exactitude à payer les impôts, nous dont la province a eu la gloire de donner à la France le premier des Bourbons ; nous qui, à tous ces titres, avons de justes droits à la protection du gouvernement, on nous opprime à son insçu, on cherche à nous détacher d'une patrie pour laquelle nous avons le plus vif attachement ; on s'efforce d'aigrir et d'aliéner les esprits et les cœurs des citoyens qu'une saine politique, combinée avec l'intérêt de l'Etat, et aidée des lumières philosophiques, commençait à rapprocher, à unir, et à rendre heureux. Que servent les voyes de rigueur, en matière de religion ? L'expérience du passé ne donne-t-elle pas des leçons pour l'avenir ? Depuis François I^{er} il y a des protestants en France, malgré les proscriptions et les fléaux qui en furent les suites. Daignés donc, Monseigneur, nous protéger et nous défendre contre des oppresseurs qui ne feraient que nuire à l'Etat sans servir leur cause. Nous nous conduisons avec toute la prudence et la circonspection possibles. Nous évitons l'éclat, nous servons Dieu sans ostentation, selon les mouvements de nos cœurs. Nous faisons des vœux pour la sacrée personne de notre Roy, pour son Auguste maison, pour tous ceux que Dieu a élevés en dignité sur nous ; et dans cette occasion, Monseigneur, nous implorons les bénédic-

(1) *Jurat* : c'est le nom qu'on donnait, à Bordeaux, aux consuls ou échevins.

(2) Ne faut-il pas lire Salles ou Salies, petite ville à 16 k. O. d'Orthez ?

tions divines sur vous, sur tout ce qui vous intéresse, espérant de votre cœur bienfaisant la fin de nos infortunes.

Les Protestants de la province de Bearn.

Le janvier 1774.

Le document qui suit nous paraît important. — Comme le dit Olivier Desmont dans une note écrite de sa main, c'est une « lettre écrite de Paris, le 3 juin 1774, sur les ordres donnés à M. de Montmorenci. » Elle est adressée « à Monsieur....., négociant à Bordeaux. » Le nom du destinataire a été enlevé par le cachet : ce ne peut être que le pasteur de Bordeaux. Mais de qui est cette lettre? Il n'y a pas de signature, et, par prudence, Olivier Desmont n'a pas écrit dans sa note le nom de l'auteur. Ce ne peut pas être Court de Gebelin, car ce n'est ni son écriture, ni son style, ni même ses idées : Gebelin voulait que les protestants se montrassent plus fermes, plus hardis dans la manifestation de leur foi que ne semble le conseiller notre document. N'y aurait-ce pas Le Cointe, qui remplissait à cette époque, en même temps que Gebelin, et quelquefois concurremment avec lui, les délicates fonctions d'agent officieux des églises réformées à Paris (1)? Quoi qu'il en soit, l'auteur rend compte des ordres que Montmorenci reçut de Louis XVI, relativement aux protestants, quelques jours après son avènement au trône. Nous assistons, de cette manière, aux séances du conseil royal, et les renseignements intimes qui sont donnés ici nous viennent de bonne source et directement.

A Paris, le 3 juin 1774.

M. le baron de Mommorancy qui commande dans notre province m'envoia chercher il y a quelques jours et me dit, que le système du Roy étant que tout fut dans l'ordre et que toutes les loix fussent en vigueur, qu'il avait donné des ordres pour faire cesser toute assemblée, pour renverser les temples, et pour faire porter tous les enfants qui naitroient, baptiser aux Eglises catholiques, et qu'il ne pouvoit pas s'empêcher de suivre les ordres du Roy, malgré toute la repugnance qu'il avoit à faire de la peine. Sur cela je lui fis toutes les representations possibles sur le mal qu'il alloit causer dans les provinces, et que la majeure partie des protestants s'en iroient dans les pays étrangers si on venoit à persécuter, apres avoir été accoutumés à une tolérance depuis quinze à vingt ans.

(1) *Bulletin*, t. XIV, p. 350 et suiv.

Toutes mes raisons, après avoir causé une heure et demie avec luy, ne purent le convaincre : il resta toujours dans son système qui est d'obeir. Il me pria d'crire aux différentes personnes de ma connaissance afin de les engager à se conduire avec sagesse, et à n'être pas désobeissant aux ordres du Roy, afin de luy éviter les desagremens d'user de violence, ce que je lui promis. Il me dit qu'il avoit esté question de cecy dans le premier conseil.

Je sorty fort inquiet et chagrin de chez luy craignant que le système de notre nouveau monarque ne se montât d'après ce qu'il m'avoit dit. Cependant je voulus avoir des informations plus exactes avant de vous en escrire, que j'ay prises; j'ay seû par un ministre d'Estat qui estoit dans le conseil, et que je ne puis nommer, qu'effectivement il fut question des protestants au premier que l'on tint, voicy pourquoy : c'est qu'il y a eu un ministre qui a voulu faire établir une maison à Auch en Gascogne; que les protestants de cet endroit la, s'y rassemblèrent, et qu'il y prescha.

On en rendit compte à l'archevêque, qui en a rendu compte à la cour (1); on en parla au Roy, et la chose luy fut randüe de façon qu'il prit ce ministre pour un fou, et qu'il en rit et parla d'autre chose. Quelque temps après il revint sur cela, sans cependant que cela parut l'affecter, et demanda à M. le chancelier quelles estoient les loix; le chancelier luy dit qu'elles estoient toujours les mêmes, mais que depuis quelque temps on avoit usé de tolerance. Sur cela le ministre chargé de cette partie dit qu'à la faveur de cette tolérance il s'estoit établi beaucoup de temples et luy demanda ce qu'il falloit faire. Il luy dit sans apuyer sur cela qu'il falloit suivre la loy. D'après cela le ministre sortit pour donner des ordres aux commandans des provinces; mais il ne parolt pas (ce que j'avais craint) que le système de notre monarque soit la persecution, au contraire la personne de qui je tiens cela m'a dit qu'il croioit qu'aussy tot que le gros des affaires qu'il y a au conseil seroient desbrouillées, il y auroit un reglement de fait pour les protestans qui leur seroit favorable.

(1) Ici, et dans un autre passage de la lettre, c'est « le clergé et la gent dévote » qui attisent, comme toujours, le feu des persécutions. Aucun point d'histoire n'est plus solidement établi que celui-là. Les évêques n'épargnent ni circulaires, ni sollicitations, ni suppliques. Comme le dit spirituellement Rabaut Saint-Etienne : « Les courriers sont fatigués du poids de leurs paquets. »

D'après tout ce que je viens de vous dire, mon avis et celui de plusieurs gens sages avec qui j'en ai causé est, que les protestans se conduisent avec prudence et circonspection, vis à vis les ordres que M. de Mommorency envera, de n'être pas récalcitrants et d'avoir l'air d'obéir parce que cela ne durera pas. Il y aura du changement avant qu'il soit peu, et si malheureusement les protestans prennent la mouche et qu'ils ayent l'air de vouloir résister, on ne manqueroit pas de partir de la, le clergé et la gente devotte, pour mander au conseil que les protestans résistent et font des assemblées pour former un party contre le nouveau Roy. Il est de la dernière conséquence qu'ils se conduisent avec toute prudence; cecy ne sera que l'affaire du moment, j'en suis sur, et il y a tout lieu de se flatter que dans quelque temps il y aura une tolérance.

Comme la multiplicité des lettres pourroit nuire, si elles tombaient entre les mains de gens mal intentionnés, je n'escris cecy qu'à vous, et vous aurez la bonté d'en faire part à Mess. de Jarnac, chez Piot, du Louïs et autres endroits, afin que tout le monde en soit averty, pour qu'ils réfléchissent à la façon dont ils se conduiront. Je les exhorte toujours à une grande prudence par les raisons que je vous ay dittes. C'est essentiel.

LETTRE D'OLIVIER DESMONT A COURT DE GEBELIN A PARIS (1).

Bordeaux, le 2 juillet 1774.

Monsieur et très-bon ami,

Hier nous eûmes une conférence avec tous les membres de notre Compagnie sur les affaires intéressantes dont vous avés entretenu notre ami du Bearn. Il a eu soin de nous faire passer une copie de vos lettres; nous y avons vû avec plaisir que les soins que vous vous êtes donné pour faire avorter les desseins de nos ennemis n'ont pas été sans succès. Tous nos associés m'ont expressément chargé de vous témoigner leur gratitude, et la satisfaction qu'ils ont goûtée en apprenant que vous avés pu parer un coup aussi funeste pour nous tous, et qu'on nous portait dans le temps que nous

(1) Brouillon raturé de la main d'Olivier Desmont. Gebelin répond le 27 juillet : voir plus bas cette réponse qui fait honneur au fils d'Antoine Court, mais non aux Eglises réformées de l'époque, surtout à quelques-unes d'entre elles.

nous reposions plus que jamais sous les auspices du gouvernement, et d'un Roi qui donne déjà à sa nation les preuves d'une sagesse digne des plus grands princes. Vous n'avez pas seulement servi cette partie de nos frères sur qui devoient principalement tomber les coups de ce noir complet; vous avez encore rendu un grand service à tout le corps des Protestans, et à la nation elle-même.

Mais devons-nous toujours nous borner à éluder le mal qu'on veut nous faire? Ne devons-nous pas chercher à adoucir le sort de tant d'hommes dont la tranquillité est si utile à l'Etat? Les circonstances actuelles ne sont-elles pas favorables? Quels moyens faut-il employer pour y réussir plus tôt et plus sûrement? Si dans le commencement d'un règne on peut attendre de la part d'un Prince, qui porte sur le trône une âme si bienfaisante, des édits qui assurent le bonheur de ses peuples; d'un autre côté, n'est-ce pas trop tôt l'occuper de nos affaires particulières, et détourner son attention dans un temps où il semble qu'il veut et doit se donner tout entier à la nation? Cependant n'a-t-on pas à craindre, si l'on garde un respectueux silence, que nos ennemis ne cherchent à prévenir contre nous un Roi qui, si on lui parlait en notre faveur, et si on lui faisait sentir par de bonnes raisons, telles que celles qu'on peut lui donner, qu'il est utile à l'Etat, à la prospérité et à la gloire de son règne de nous mettre sous la protection des lois, et d'abroger celles qui nous flétrissent et nous proscrivent, il pourrait peut-être prendre occasion de son avènement au trône pour nous donner des preuves de sa bienveillance et de son amour pour ses peuples? Car, n'en doutons pas, Monsieur et bon ami, nos frères catholiques verraient de bon œil un édit qui nous mettrait au rang de citoyens et validerait nos mariages et nos baptêmes : du moins ceux d'entre eux qui ne sont pas animés d'un faux zèle, et qui dépouillés de tout préjugé et d'esprit de parti, ne pensent qu'à la gloire de leur patrie et au bien de l'humanité : le nombre de ceux-là est plus grand qu'on ne pense.

C'est sur tous ces objets que notre conférence a roulé : tous nos amis se sont réunis à dire qu'il convenait de vous prier de nous faire part de vos idées : et c'est là le but principal de ma lettre. Nous espérons donc, Monsieur et bon ami, que vous voudrés bien nous les communiquer. Le zèle avec lequel vous vous êtes employé dans toutes les occasions, nous est un sûr garant que vous voudrés

nous mettre à même de seconder vos vues, en nous faisant part des moyens qu'il y aurait à prendre pour hâter la tranquillité d'un corps dont vous êtes un des membres les plus estimables. Vous ne devés pas douter que notre zèle ne soit proportionné à l'intérêt de la cause. Mais deux loix font la base de toutes nos démarches. Nous ne nous écartons jamais de l'obéissance que nous devons à nos Rois dans tout ce qui n'est pas directement opposé à notre conscience : et dans tout le reste nous évitons l'éclat, et nous observons les règles de la prudence que nous tâchons de concilier avec les devoirs de notre religion. D'après ces principes vous comprenés que nous avons toute la déference possible pour les opinions de nos frères de l'autre communion, et tout le respect imaginable pour la religion du Prince. Avec ces sentimens nous croyons qu'il nous est permis de faire usage de tous les moyens que la politique, la religion et les circonstances nous offrent pour adoucir la rigueur des loix de l'Etat contre nous. Nous sommes dans l'idée que notre Prince ne trouvera pas mauvais qu'en faisant des vœux pour son Auguste personne, nous implorions sa protection. Mais c'est sur la route qu'il faut tenir qu'il convient de se consulter et de bien réfléchir. Celle que vous avés tenue et qui vous a si heureusement réussi, ne pourrait-on pas la tenir encore? Nous savons que des soins de cette espèce exposent à de grosses dépenses; aussi s'il convenait d'agir nous sommes disposés à contribuer de tout notre pouvoir aux frais nécessaires. Il s'agit seulement de savoir si les circonstances sont telles que nous pouvons les desirer. Les uns le pensent, les autres le nient, tous sont d'avis de peser, de consulter, de sonder, et de ne pas perdre le fruit de la tolérance qui munit en secret. C'est à vous, mon cher Monsieur, à nous aider à fixer nos idées, et la conduite que nous devons tenir. Tous nos amis vous en prient, après vous avoir assuré de leur estime et de leur reconnaissance pour ce que vous avés déjà fait, et pour ce que vous êtes disposé à faire. Je conviens que la multitude de vos occupations savantes ne vous permet guère de penser à nos affaires; mais songés, mon cher Monsieur, qu'il vaut mieux faire des heureux que de composer un livre, et surtout quand il s'agit du bonheur de trois millions d'hommes. D'ailleurs, quelques petits moments de réflexion que nous vous demandons ne nuiront pas à votre objet principal.

Vous connoissés le discours à l'occasion de la mort du feu Roi ; je le crois de Saint-Etienne ; on m'a dit que l'auteur était à Paris ; l'auriés-vous vu ? Il a paru des réflexions politiques sur les mariages des Protestans à l'occasion du procès de la Delle Roubel avec le sr Roux de Nîmes qui fourniraient peut-être de nouvelles idées sur cette matière. Un mémoire dans ces circonstances, dans lequel on prendrait pour introduction le péril que les Protestans de Bearn et tous ceux du Royaume ont couru, depuis peu, l'allarme que ce bruit a répandu parmi eux, les causes pendantes aux différentes cours des provinces dans lesquelles on cherche à nourrir le ridicule préjugé qu'il n'y a plus de Protestans en France depuis l'édit révocatif et à faire déclarer leurs mariages concubinaires, leurs enfans bâtards, et dans lequel aussi on renfermerait en abrégé toutes les raisons décisives qui doivent engager le souverain à remédier par de bonnes loix à de si grands abus, un tel mémoire, dis-je, ne serait-il pas utile, et ne devrait-on pas le présenter au Roi ? Voyés, et veuillés me répondre le plus tôt que vous pourrés. J'ai l'honneur d'être

v. t. h. sr.

On nous saura gré d'entrer ici dans quelques détails sur un procès qui fit grand bruit à Nîmes et dans tout le royaume. Les protestants, en particulier, s'en émurent beaucoup, et non sans raison, car c'était la grosse question de la validité de leurs mariages qui était en jeu.

Le sieur Roux et la demoiselle Roubel s'étaient mariés en 1765 : le contrat civil fut passé le 8 février, et la bénédiction fut donnée par un pasteur du désert ; les deux familles étaient protestantes. Cinq enfans naquirent de ce mariage ; ils en avaient conservé quatre, deux filles et un fils. Durant plusieurs années, paraît-il, la tendresse des deux époux fut vive et réciproque. Mais pendant une maladie longue et grave du mari, la femme tomba dans le désordre, et ses relations adultères ne restèrent pas tellement secrètes que le public n'en sût quelque chose, et enfin le mari. Portée à la coquetterie et curieuse d'aventures, caractère mal équilibré et extravagant, la dame Roux, dans son inconduite, sentait pourtant quelquefois les atteintes du remords ; elle se jetait alors aux genoux de son mari, et lui promettait avec larmes d'effacer sa faute par la conduite la plus régulière. Et le pauvre Roux, qui était bon, faible, et qui aimait toujours sa femme, pardonnait. Mais tout à coup, le 7 décembre 1773, à onze heures du matin, elle disparaît. Et ce n'est qu'après trois jours et trois nuits de recherches, et de mortelles angoisses, que le

sieur Roux apprend que sa femme a été placée dans une communauté religieuse, aux écoles de l'instruction chrétienne, par les soins de Jaccomon, curé de Saint-Castor de Nîmes. Il y avait là un scandale à exploiter : on n'y manqua point; il y avait une âme à sauver... de l'hérésie! La demoiselle Roubel fit donc savoir au sieur Roux, par ministère d'huissier, qu'elle était résolue à abjurer la religion protestante, et elle l'engageait à en faire autant; en outre, elle déclarait qu'elle ne se considérait pas comme unie légalement à lui, attendu que leur mariage n'avait pas été béni par un prêtre. On comprend la réponse du mari à ces étranges sommations. Alors on lui intenta un procès : on voulut le ruiner après l'avoir déshonoré. La demoiselle Roubel réclamait « une affectation d'hypothèque, les intérêts d'une somme de 24,000 livres (c'était sa dot), supposés arragés depuis près de neuf années, les intérêts à courir de cette même somme, la restitution d'une garde-robe précieuse, et une condamnation de 25,000 livres de dommages à raison de l'inexécution d'un contrat, etc. » Le contrat civil, comme tous ceux de l'époque, portait, en effet, cette clause : « A promis de faire bénir son mariage à la face de l'Eglise; » mais c'était une pure formalité qui ne tirait pas à conséquence. La nouvelle convertie, tout en faisant parade de sentiments religieux, ne négligeait pas, on le voit, les intérêts matériels : elle était bien conseillée.

Nous tirons ces détails des quatre brochures suivantes :

Plaidoyer sur la validité d'un mariage protestant, par M^e Troussel, avocat au conseil supérieur. Nîmes, 1774. 40 pages in-8.

Second plaidoyer ou réplique sur la validité d'un mariage protestant, par le même.

Discours de M^e Mazer, avocat du Roi au présidial de Nîmes, dans la cause du sieur et de la dame Roux. Nîmes, 1774. 41 pages in-12.

Le cri de la nature et de la loi, dans la bouche des enfants de M. et Madame Roux, pour servir au jugement de leur procès et à la défense des mariages protestants. A Nîmes, 6 mai 1774. 48 pages in-12.

Les trois premiers discours sont écrits d'après les règles de la rhétorique du temps : ils sont ampoulés; mais ils sont très-sympathiques aux protestants. Ils ne vont pas sans doute jusqu'à demander directement à la cour la reconnaissance de la légitimité des mariages bénis au désert : la loi était contre eux, et ils le savaient très-bien. Mais on voit, en lisant ces chaleureux plaidoyers, que cette loi inique ne tiendra pas longtemps devant le mouvement de l'opinion et des mœurs : un clergé fanatique a seul le triste courage de l'invoquer.

Troussel demande, au nom de Roux, que sa femme soit enfermée dans un couvent, et non dans une communauté religieuse où la liberté

de sortir, quand bon lui semblait, lui était laissée tout entière, et s'engage, du reste, à payer pour elle une pension convenable. — Mazer requiert « qu'avant dire droit, et sans préjudice du droit des Parties, il soit nommé par la cour un curateur pour défendre les intérêts des enfants; lequel curateur sera mis en cause à la diligence de la Partie poursuivante. »

Nous trouvons dans le discours de Mazer quelques pages qui prouvent l'émotion profonde produite sur les protestants par ce malheureux procès. « Déjà, dit-il, le bruit de cette contestation avoit retenti jusques aux rochers des Cevenes; l'allarme étoit dans tous les cœurs; le négociant avoit abandonné ses comptoirs, l'artiste son atelier, l'artisan sa navette, le laboureur sa charrue. Citoyens, rassurez-vous! la cause du sieur Roux n'est pas encore la vôtre; elle ne compromet point encore d'aussi grands intérêts. Nous n'avons point encore à craindre, pour notre foiblesse, la discussion d'une matière dans laquelle on ne peut toucher une raison sans faire gémir un sentiment : *Ne incedamus per ignes!* » .

Nous renvoyons, pour la suite du procès Roux-Roubel, à plusieurs lettres de notre correspondance que nous publierons plus tard, en particulier à celle de Court de Gebelin, du 11 novembre et du 28 décembre 1774, et du 10 avril 1775, et à celle de Pomaret, du 6 novembre 1774. La dame Roux fut conduite à Vienne, en Dauphiné, et enfermée dans un couvent, deux de ses filles aussi. Quant aux avocats de Roux, Mazer et Troussel, ils furent dénoncés à M. le garde des sceaux par *quelques furieux ou fanatiques*, qui écrivirent contre eux *des horreurs*, comme le dit une de nos lettres; ils eurent ordre de se rendre à la suite du conseil, et il fallut que Gebelin employât tout son crédit pour les tirer de ce mauvais pas où les avait jetés leur sympathie pour les protestants persécutés.

RABAUD SAINT-ÉTIENNE A M. DESMOND, A BORDEAUX.

Nîmes, 7 juillet 1774.

Je réponds un peu tard à votre lettre, Monsieur et cher ami; nous apprîmes, par vous et par M. Benezet à-la-fois, les intéressans détails que vous nous y donnez. Depuis, nous avons su que les suites du contre ordre donné par le Roi avoient été des plus heureuses, et que le Béarn étoit tranquille. Les prêtres ne s'y occupe-

ront plus à soudoyer les cavaliers de la maréchaussée, et ils employeront leur tems à quelque chose de plus honnête.

L'ami de M. Broca, dont vous me parlez, est un homme bien en place pour nous rendre service, et je crois bien que vous ne sauriez mieux faire que de l'y exciter. C'est une âme de la première classe, et le meilleur cœur du monde; on me l'a peint ainsi (1). Je doute cependant qu'il connaisse assez les détails de nos affaires, les besoins de notre situation et les vœux des Prot., pour être en état de donner au gouvernement tous les renseignements nécessaires sur les divers objets qui nous concernent. Il fait fort bien de ne songer d'abord qu'à demander la validité des mariages; mais le principe qui le porte à faire ainsi son premier pas doit l'éloigner de parler des batêmes, qui supposent des ministres et tout l'attirail du culte, objet délicat dont il faut parler sans doute, mais avec certaines précautions, et un homme qui ne connaît pas à-la-fois et l'esprit du ministère et nos affaires, ne connaîtra point, certainement, ces précautions-là. On pourrait éviter de parler des batêmes et parler seulement des naissances, c'est-à-dire faire voir au gouvernement que les naissances des enfans des Prot. n'étant constatées par aucun registre public, il doit chercher un moyen pour le faire sans gêner la conscience des Prot., que l'on ne pourra contraindre à porter leurs enfans aux curés sans recommencer de longues et d'inutiles persécutions, et sans forcer les Prot. à tourner les yeux vers des régions plus tranquilles.

Relativement à ces objets, on a conçu dans la capitale, ici, en beaucoup d'endroits, l'idée d'avoir un homme instruit et actif chargé de poursuivre ces justes demandes. On sait, à n'en pouvoir douter, que l'instant est favorable, *des plus favorables*. Je vous renvoie à deux lettres que votre digne collègue a reçues de mon père, la dernière par ce même courrier. L'homme désigné s'entendrait avec l'ami qui fait de gros et savants volumes (2), et le libérateur de

(1) Cet ami de M. Broca, son libérateur, comme Saint-Etienne le désignera tout à l'heure, quel est-il? — Est-ce le chapelain Delabroue? Est-ce M. Meulh? — Nous pencherions vers ce dernier, d'après la lettre de Delabroue à M. Denys (Paul Rabaut), du 27 septembre 1778, citée par Charles Coquerel : *Histoire des Eglises du désert*, t. II, p. 532.

(2) Cet ami qui fait de gros et savants volumes est évidemment Court de Gebelin. Mais le premier dont parle Saint-Etienne, quel est-il? — Ne serait-ce pas le Coïnte? On s'expliquerait ainsi quelques paroles assez vives de Gebelin contre la méfiance de l'Eglise de Nîmes à son égard, et contre son manque de générosité.

M. Broca. Trois têtes, trois forces, trois activités réunies peuvent faire beaucoup, et une sage correspondance entre nous liera les diverses volontés de la vaste et malheureuse famille. Ces misérables persécuteurs s'entendent à merveille, et les courriers sont fatigués du poids de leurs paquets. Les év[êques] se sont écrit des lettres circulaires. Celui de Die sollicitait le commandant de sa province de lui donner des troupes pour courir sur les Prot.; on lui a donné quelques invalides. Il en est peut-être quelqu'un de modéré, et l'on nous assure que celui de Nîmes est de ce nombre. Occupez-vous, je vous prie, de cet objet important et très-pressant. Il y a, dans cet instant, une ouverture unique et qu'il serait indiscret de tracer sur ce papier. Je vous en ferai part sous le sceau du secret, dans une prochaine lettre, et à termes couverts, crainte de curieux.....

Portez-vous bien, mon ami, et donnez-moi de vos nouvelles. Ecrivez-moi les volontés de vos messieurs, qu'il faut échauffer. Je suis toujours tout à vous.

DE S^r ET.

Mon adresse : A Mess. Lapierre frères, p^r M. Brunet

COURT DE GEBELIN A MONSIEUR DESMONT.

Paris, 27 juillet 1774.

Monsieur,

J'ai donné à votre lettre du 2 courant toute l'attention qu'elle mérite, et j'en ai même reçu de quelques autres provinces sur le même sujet. Je vois avec plaisir qu'enfin les Prot. commencent à penser à eux; ils se sont trop endormis, et ils sont trop peu connus à Paris et à la cour; oui, *trop peu connus*, je puis en parler de science certaine : il leur est donc très-important, je l'ai toujours dit, et je le répète, d'avoir ici une personne en état de paroître pour eux dans toutes les occasions, de solliciter pour eux, de parler pour eux, de prévenir en leur faveur les ministres, les chefs de bureau, les personnes en place; d'obtenir tantôt une chose, tantôt une autre; d'être toujours présent, afin d'être connu, aimé, et de pouvoir profiter des circonstances, car, et c'est ce qu'il faut bien se mettre dans l'esprit, les Prot. ne pourront rien emporter d'emblée, ni aujourd'hui ni en aucun tems : il y aura toujours contre eux le préjugé et le clergé.

On parle d'adresser au nouveau Roi des requêtes en leur faveur; c'est, à mon avis, le plus mauvais parti à prendre. Ces requêtes iroient au ministre des affaires de la Rel. ref., et là, elles resteroient, et ce mauvais succès affligeroit trop les Prot. Le ministre lui-même seroit fâché avec raison de ce qu'on n'est pas allé directement à lui dans une affaire majeure de son département. C'est donc une chose à négocier, par là même une affaire longue, et pour laquelle il faut dresser ses batteries de loin. Vous voyez, Monsieur, que je me raproche de ceux dont vous parlez, qui nient que les circonstances soyent aussi favorables qu'on le pense; mais je ne saurois être de leur avis d'attendre les bras croisez *les fruits d'une tolérance qui mûrit en secret*. Je suis, au contraire, très fort d'avis de faciliter la maturité par des moyens aussi naturels, aussi simples, aussi surs. Je ne saurois, dans l'espace d'une lettre et avec aussi peu de tems que m'en laissent mes occupations, détailler toutes les raisons qui me déterminent pour cet avis, et que j'ai énoncé si souvent dans tant de lettres; mais je voudrois fort en pouvoir convaincre tout le corps, comme j'ai eu lieu de m'en convaincre ici par une expérience de onze ans. Les circonstances sont telles qu'on pourra même être très aise que quelqu'un représente ici les Prot.; je connois divers seigneurs qui le désirent, et des ministres même bien disposez pour eux. D'ailleurs, une fois que les Eglises auroient choisi une personne, ou se seroient déterminées à en avoir une, on seroit toujours à même de voir la route qu'elle auroit à suivre, et l'effet que pouroit produire une requête au Roi. On pourroit même la tenir toute prête pour le besoin.

Mais il est un autre préliminaire : les fonds nécessaires pour l'entretien d'une telle personne ici. Les Prot. seroient-ils disposés à les faire? Je connois des Eglises qui contribueroient avec plaisir, mais je ne sais si les plus considérables le voudroient. Cependant, on ne peut subsister ici, aller, venir, faire les voyages nécessaires à la cour et dans tous les lieux où elle va, soutenir une correspondance étendue, avoir un secrétaire, donner des étrennes aux suisses, faire des honnetetés aux chefs de bureau bien intentionnés, etc., sans fonds, à moins qu'un Protestant riche, généreux, éclairé, voulut se consacrer lui et ses biens à cette bonne œuvre. En connoissez-vous quelqu'un? en ce cas, je vous en félicite et j'en félicite les Eglises. Pour moi, je n'ai pas l'avantage d'en connoître aucun.

Quant à moi, Monsieur, je n'ai pas besoin qu'on m'encourage à penser aux Eglises. Chacun sait que je leur ai été voué toute ma vie, que je leur ai tout sacrifié, que je ne me suis jetté dans les recherches immenses dont je m'occupe, que lorsqu'elles m'ont eu abandonné sans que je sache pourquoi; que je ne me suis livré à ces recherches que dans l'espérance de leur en devenir plus utile; que, quoiqu'abandonné d'une manière aussi sensible, je leur ai toujours rendu tous les services qui ont dépendu de moi, et que je n'ai connu les grands, que je n'ai été dans des audiences de ministres, que je n'ai fait aucune sollicitation, que je n'ai mis en œuvre le peu de crédit que je puis avoir que pour elles, et jamais pour moi, mes livres me suffisant pour moi, ces livres auxquels je dois tout, et desquels seuls je puis espérer de recouvrer le peu de bien que m'avoit laissé mon père, et que j'avois consommé ici, par un calcul très simple et qui vous feroit frémir. Chacun sait que je n'ai eu que dix mille livres, qui ne font que 500 livres de rente : avec la plus grande économie, il m'en faut plus de 1,600 par an; j'ai donc pris, toutes les années, le surplus sur ce petit capital : qu'en reste-t-il au bout de onze ans? Aussi n'ai-je pu commencer l'impression de mon ouvrage qu'en empruntant quatre mille livres, que m'ont généreusement prêté des catholiques de cette ville, pour lesquels je n'ai cependant rien fait. Sans cela, j'étois coulé à fond et obligé de me vendre à qui auroit voulu m'acheter. Cependant, toutes les années, je me suis prêté à solliciter pour ces mêmes Eglises dont j'avois si peu à me louer. Vous avez appris même le coup que je viens de parer, et actuellement, je négocie pour la liberté de deux malheureux, malgré le peu de tems que me laisse un ouvrage immense, pour lequel je dois tout à mes souscripteurs, sans lesquels je ne serois rien et entre lesquels, cependant, je compte si peu de Protestants. Je sais, à la vérité, qu'il y en a peu de lettrés parmi eux; mais il y en a quelques-uns de riches, etc. Mais en voilà trop sur un objet que je voudrois pouvoir me dissimuler à moi-même, et dont je ne vous parle que parce que vous m'avez mis sur ce chapitre, et que d'ailleurs vous ignorez toutes ces choses.

Il est étonnant qu'on n'ait point envoyé ici d'exemplaires de ces Mémoires imprimés à Nîmes, sur un objet aussi important; ce sont cependant de ces choses qu'on devroit répandre ici, et distribuer aux gens en place et aux seigneurs bien intentionnés : ce seroit au

corps des Églises à faire de ces sortes de dépenses. Des particuliers sont bien forcés à distribuer ainsi des Mémoires qui les ont pour objet : le peu d'harmonie qu'il y a parmi les Prot. ne leur permettra-t-il jamais de suivre un pareil exemple ?

J'ai parcouru le sermon dont vous me parlez : il n'est pas de M. S^t Etienne, quoiqu'on reconnoisse son style çà et là ; c'est l'ouvrage d'un jeune confrère actuellement sans Église fixe, et qui pense à battre en retraite, ayant une famille qui l'expose à de grandes dépenses. Je ne sais s'il a retiré ses frais ou au delà, n'ayant pas occasion de le voir.

Vous aurés sans doute vu actuellement mon second volume : je souhaite que vous en ayez été aussi content qu'on le parloit ici. Me voilà déjà enfoncé dans le troisième.

Mes respects, je vous prie, à ceux au nom desquels vous m'écrivez, et mes amitiés les plus empressées à votre digne collègue et excellent ami.

Je ne cesserai d'être, avec un attachement inviolable,

Monsieur, votre tres h. et tr. ob. servitr,

GEBEL.

VARIÉTÉS

PIÈCES DE VERS

CONCERNANT LA MORT DE HENRI, DUC DE ROHAN, LE 13 AVRIL 1633,
PAR SUITE DES BLESSURES QU'IL AVAIT REÇUES À LA BATAILLE
DE RHINFELD, LE 28 FÉVRIER PRÉCÉDENT.

Le fragment de cahier qui les contient a été recueilli par M. Dugast-Matifeux, auquel j'en dois la communication.

Il se compose d'un cahier de papier jésus, dans la pâte duquel, au-dessous de la croix et des lettres IHS, on lit le nom du fabricant GATINA VD. Sa hauteur est d'un peu plus de 41 centimètres, et sa largeur de 31.

Plié en deux dans le sens de la hauteur, il forme 4 pages. Sur la première sont écrites les pièces que j'ai numérotées 1, 2 et 3. Le n° 4 commence avec la page 2^e, et il a ses trois dernières strophes copiées au haut de la 4^e. Il n'existe ni chiffre de pagination, ni trace de couture.

Cependant, il est hors de doute que ce feuillet a dû être recouvert d'un autre, dont les deux premières pages étaient écrites et contenaient au moins le commencement de la pièce n° 1^{er}.

L'écriture, mince et arrondie, assez élégante, du reste, est bien celle des scribes du temps où le duc de Rohan mourut; mais le texte est peu correct, et même deux mots ont été omis.

Sauf le *sonnet* n° 3, qu'on ne peut lire sans penser aux récents désastres de notre malheureuse France, et sauf quatre ou cinq strophes des autres pièces, ces poésies, qui paraissent inédites, n'ont guère d'autre valeur littéraire que celle des regrets inspirés par la mort de l'illustre guerrier. Deux d'entre elles le désignent sous le nom de Timandre. La dernière où sa sœur, Anne de Rohan, est, non sans quelque raison, appelée Uranie, semble être l'œuvre d'un ministre protestant, que le surnom d'Aristandre ne contribuera probablement pas à faire connaître.

P. M.

VERS SUR LA MORT DU DUC DE ROHAN.

N° 1^{er}

(Le commencement manque.)

.

Son fils voulut mourir pour l'homme contemptible,
 Bien qu'il soit Dieu très sage et monarque des rois;
 Lui qui peut tout détruire en sa fureur terrible,
 Afin de nous sauver du gouffre très horrible,
 S'abassa de son trône au dessous d'une croix.

Puisqu'il a triomphé des démons indomptables,
 Du monde, de la chair, du péché et du sort,
 Implorons ardemment ses bontés ineffables,
 Attendant avec foi ses bontés secourables
 Et ne craignant l'enfer, le monde ni la mort.

Peu à peu tout finit, toute chair devient cendre,
 Le berger meurt ainsi que les plus puissants rois;
 Les valeureux Césars et le grand Alexandre,
 Henri (1), l'auguste Adolphe (2) et le juste Timandre
 Ont tous souffert la mort et fléchi sous ses lois.

(1) Henri IV.

(2) Gustave-Adolphe, roi de Suède.

Puisque c'est un arrêt du tout irrévocable,
 Que nous serviroit-il de nous en irriter?
 L'innocent aujourd'hui meurt avec le coupable;
 Attendons constamment la parque inexorable,
 Car bien qu'on l'appréhende, on ne peut l'éviter.

N° 2°

ÉPITAPHE.

Henri, duc de Rohan, gît dessous ce tombeau.
 Ce grand prince, vainqueur, par le sort qui nous brave,
 Est frappé comme Achille et meurt comme Gustave,
 Mais son trépas est bien plus heureux et plus beau.

Lui qui fut sans repos, repose dans ce lieu.
 Sa mort prouve qu'il faut que toute chose meure;
 Le ciel s'en réjouit, mais la terre le pleure :
 Il mourut comme un homme et vécut selon Dieu.

N° 3°

SONNET.

France, ne vante plus l'éclat de tes armées,
 Le bruit de tes canons, le bras de tes guerriers;
 Mais plante des cyprès au lieu de tes lauriers :
 Ta fortune finit en victoire Cadmée (1),

Tes trophées enfin s'exhalent en fumée.
 Pour vaincre trop souvent, tu pourras volontiers
 Faire que ton bonheur s'en allât des premiers,
 Et pour frapper trop fort voir ta main désarmée.

L'Espagne; qui sembloit devaller au cercueil,
 Recommence, dit-on, de bouffier (2) d'orgueil,
 Jurant, par sa valeur, que ta perte est certaine;

(1) C'est-à-dire comme celle dans laquelle les soldats de Cadmus s'entretenaient.

(2) Ancienne forme de notre verbe *bouffir*.

Il ne lui faudroit plus qu'un seul de ses combats
 Pour triompher du Laure et le jeter à bas,
 Puisque tu as perdu le parfait capitaine (1).

CONSOLATIONS D'ARISTANDRE A URANIE

SUR LA MORT DE TIMANDRE.

Vous pour qui l'Hélicon tient ses trésors ouverts,
 Princesse des vertus, puissante intelligence,
 Astre dont la douce influence
 M'inrite à composer des vers.

Faites de votre esprit agir tous les ressorts,
 Aux plus cruels malheurs opposez [la constance] (2) ;
 Divine muse de la France,
 Cessez de pleurer pour les morts.

Ceux que vous regrettez sont plus heureux que nous.
 Ne vous attristez plus d'un mal imaginaire ;
 Fâchez-vous de notre misère,
 Pour nos péchés, affligez-vous.

Mais ne soupirez plus pour un si beau trépas,
 Car Timandre est privé de toute inquiétude :
 Il vit dans la béatitude,
 Nous devons marcher sur ses pas.

La mort est le portail du repos éternel.
 Je sais que votre deuil semble être légitime,
 Et que votre belle âme estime
 Que tout plaisir est criminel.

Mais ne vous trompez plus d'un faux raisonnement.
 Ouvrez-moi votre oreille à ce cœur plein de flamme,
 Et vous saurez de moi que l'âme
 N'entre point dans le monument.

(1) Titre du principal ouvrage du duc de Rohan.

(2) Mots omis par le copiste.

Le corps est dans la poudre et l'esprit dans le ciel.
 Vous savez qu'avec Dieu Timandre se repose ;
 Qu'heureux par dessus toute chose,
 Il y vit de manne et de miel.

Qu'il ne relève plus de l'empire du sort,
 Qu'il ne craint plus le fer, la famine et la guerre,
 Ni l'horrible feu du tonnerre,
 Car il triomphe de la mort.

Qu'il voit réellement tout ce que nous croyons,
 Qu'il jouit, dans les cieux, d'un plaisir désirable,
 Qu'il voit le seul Dieu adorable
 Dont les astres sont les rayons,

Qu'il laisse les mortels pour se joindre au vrai Dieu,
 Qu'il est comblé de gloire au milieu des archanges,
 Qu'il se pâme dans le saint lieu,
 Célébrant ses saintes louanges.

Qu'il se voit au dessus du démon des malheurs,
 Qu'il laisse les combats et reçoit la couronne,
 Qu'un laurier son front environne,
 Chargé d'étoiles et de fleurs.

Qu'il triomphe ravi dans l'immortalité ;
 Bref, qu'aucun déplaisir ne peut troubler son âme
 De qui le zèle, tout de flamme,
 Loue Dieu dans l'éternité.

Que n'ignorant plus rien, il sait parfaitement
 Les plus profonds secrets de toute la nature,
 Et qu'il [voit toute] (1) créature
 Et l'univers entièrement.

Qu'il se rit des démons et les met dans les fers,
 Que dessus l'empirée il marche sur les astres,
 Et qu'il triomphe des désastres
 Ainsi que de tous les enfers.

(1) Mots tout à fait détruits.

Qu'il est dessus un trône, au haut point de grandeur,
Que la béatitude est vraiment infinie.

L'enviez vous, sage Uranie,
Regretteriez vous son bonheur ?

Si vous avez regret de ses félicités,
Et si vous ne portez pas à ses plaisirs envie,
Essuyez vos yeux, Uranie ;
Vos pleurs terniront leurs clartés.

Au nom du Tout Puissant, que j'implore à genoux,
Par ce que vous aimez, par tout ce qu'on adore,
Laissez pleurer la seule aurore,
Ayez du moins pitié de vous.

Timandre est dans le ciel où nous devons aller ;
Sa gloire est sans pareille et ses plaisirs extrêmes.
Souhaitons d'y monter nous mêmes ;
C'est de quoi nous devons parler.

Il est au ciel, content de sa félicité.
Regretter son bonheur, c'est lui porter envie :
La mort est le port de la vie
Et celui de l'éternité.

Sur les voûtes du ciel, pour tout cet univers,
De son divin Sauveur il prêche les louanges ;
Il redit vos écrits aux anges
Et devant Dieu chante vos vers (1).

Il déplore nos maux et prise son bonheur ;
Tout le ciel est ravi d'une sainte harmonie.
Consolez vous donc, Uranie,
Et n'affligez point votre cœur.

Avant que d'expirer, il fut victorieux ;
Ses illustres captifs lui rendirent hommage.
Bénissez son heureux naufrage,
Puisqu'il l'a mis dedans les cieux.

(1) On ne connaît qu'un petit nombre des poésies d'Anne de Rohan. Les rechercher dans les recueils imprimés et manuscrits serait rendre un signalé service à l'histoire littéraire du XVII^e siècle.

Par sa rare valeur, ne le soupirez plus;
Changez de ce visage une couleur si blême.

Enfin consolez-vous vous même
Et cessez des pleurs superflus.

Vous le deviez pleurer, mais c'est assez pleuré.
Je sais que Jésus Christ pleura son cher Lazare;
Mais la tombe est sourde et avare :
Le grand Timandre est enterré.

Il n'en reviendra qu'au jour du Jugement.
Dans ce siècle, le ciel ne fait plus de miracles,
[Et l'on ne parle des oracles] (1)
Que par emblèmes seulement.

Enfin vous le pleurez, ne le pouvant r'avoir.
Timandre a satisfait aux lois de la nature.
Il gît bien dans la sépulture,
Mais c'est au ciel qu'on le peut voir.

BIBLIOGRAPHIE

LES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES DE STRASBOURG INCENDIÉES DANS LA NUIT
DU 24 AOÛT 1870. Lettre à M. Paul Meyer, l'un des directeurs de
la *Revue critique d'histoire et de littérature*, par RODOLPHE REUSS.

Navrante brochure, qui fait revivre en traits véridiques, sous la
date doublement néfaste du 24 août, une des plus lamentables
catastrophes de 1870 ! Il appartenait à un jeune érudit qui porte
dignement un beau nom, de retracer ce deuil de l'Alsace et du
monde civilisé, à l'éternelle honte de ses auteurs.

Strasbourg possédait (qui n'aime à s'en souvenir ?) sous les voûtes
d'un ancien couvent de Dominicains, devenu le temple neuf, deux
belles bibliothèques, chères à quiconque sait apprécier les plus
rares trésors du passé offrant une source inépuisable d'études au
temps présent. La première, celle du *séminaire protestant*, contem-
poraine de la Réforme, et due à l'initiative d'un magistrat vénéré,

(1) L'écriture de ce vers est complètement rongée.

Jean Sturm de Sturmeck, s'était accrue dans le cours des âges des collections les plus importantes, où la théologie, le droit, la médecine et la philologie occupaient une place d'honneur. Elle ne comptait pas moins de 100,000 volumes ou manuscrits, souvent consultés par les savants des deux rives du Rhin. La seconde bibliothèque, celle de la ville, de date plus récente, devait son origine au célèbre historien et diplomate du siècle dernier, Jean-Daniel Schœpflin, qui, par acte notarié du 25 mai 1765, fit don au magistrat de Strasbourg de sa bibliothèque particulière, comprenant les livres les plus rares. Ce fut le noyau d'une bibliothèque nouvelle qui, par ses rapides accroissements, égala, surpassa même son aînée, celle du séminaire, qu'elle complétait de la manière la plus heureuse par ses riches collections de littérature et d'histoire. On évaluait à près de 300,000 le nombre de ses volumes, dont le catalogue, œuvre du savant M. Yung, ne formait pas moins de 78 volumes in-folio. Les manuscrits, dont quelques-uns d'une célébrité européenne, étaient au nombre de 1,600. Qui n'a entendu parler de l'*Hortus Deliciarum*, de Herrade de Lansperg, abbesse du couvent de Hohenburg, et non moins remarquable par ses splendides miniatures que par son contenu littéraire? On citait encore, et à bon droit, le *Codex argenteus*, livre de prières du IX^e siècle, en caractères d'or et d'argent sur vélin pourpre, et de nombreux missels où la Renaissance avait prodigué ses merveilleuses arabesques.

L'histoire locale était représentée par la *Grande Chronique allemande et latine*, de Kœnigshoven, publiée par les soins de l'Académie de Munich au moment où éclata la fatale guerre qui devait détruire tant de trésors. Une longue suite de chroniques variées faisait suite à ces premiers récits. Rappelons celle de Pierre Hermann d'Andelo, écrite vers 1400; celle de Materne Berler, de Rutfach, d'une date très-ancienne; celle de Balthazar Kogmann, économiste du chapitre de Saint-Pierre-le-Vieux, rédigée vers 1578, et vingt autres dont il faut se résigner à dire avec le poète : *J'en passe et des meilleurs!* Mentionnons avec un soupir la double collection d'incunables (4,300 du séminaire et près de 5,000 de la ville!) où l'on remarquait le *Ciceronis officia*, de 1482, et la *Bible allemande*, de 1486; évoquons enfin les richesses de la collection spéciale connue sous le nom de la *Bibliothèque grise* et de la *Winkleriana*. « C'était, dit M. Rodolphe Reuss, le joyau le plus précieux du séminaire, au point de vue historique. Figurez-vous environ 500 gros volumes in-4^o, renfermant chacun de trente à quarante pamphlets,

feuilles volantes, actualités, en prose et en vers du XVI^e et du XVII^e siècle ! Quelle riche moisson de faits et de détails oubliés, de traits de mœurs, de couleur locale, à glaner pour le romancier, le peintre et l'historien dans ces innombrables brochures ! C'était comme un monde nouveau qui s'ouvrait au lecteur... Tout cela encore, tout cela irrévocablement perdu, sans qu'il soit même possible de prouver au monde savant combien grandes ont été nos pertes !

« Je ne parlerai pas des autres collections renfermées dans les salles de nos bibliothèques, et qui ont également péri. Les antiquités celtiques, romaines, germaniques, égyptiennes, de Schœpflin ; le musée aléatique d'archéologie, que le dernier bibliothécaire de la ville, M. Saum, venait à peine d'installer ; les beaux vitraux peints de la chartreuse de Molsheim, chef-d'œuvre des frères Laurent et Benoît Linck ; les portraits des magistrats et dignitaires de l'Université qui ornaient les salles de la bibliothèque, tout, jusqu'à notre riche médaillier, a disparu sans laisser de trace ; les pierres les plus massives ont été écrasées par la chute des poutres ou bien effritées par la chaleur de l'incendie. En même temps qu'eux périssaient les souvenirs les plus populaires de notre vieille histoire, notre vieille bannière républicaine du XV^e siècle, le bonnet rouge dont on orna la flèche de la cathédrale pendant la Terreur, et le fameux pot en bronze que les Zurichois amenant en 1576 à Strasbourg, rempli d'une bouillie de mil encore chaude, pour montrer avec quelle rapidité ils volaient au secours de leurs alliés en cas de danger. Ils nous l'ont prouvé, ces braves Suisses, à trois cents ans de distance, en venant, si simplement et avec tant de noblesse, arracher nos femmes et nos enfants à ce bombardement sans relâche, sous la pression duquel le général de Werder espérait briser l'énergie des citoyens de Strasbourg.

« De tous ces 400,000 volumes, de tous ces manuscrits, de tous ces souvenirs en pierre et en bronze qui nous rappelaient le passé, de tout ce monde intellectuel où des centaines de travailleurs venaient chercher la pain quotidien de l'esprit, il ne reste que des débris informes et quelques feuillots noirs que le plus léger souffle fait voler en poussière. De tous ces trésors de l'intelligence on n'a retrouvé qu'un tronçon du sabre de Kléber, comme si le sort avait voulu finir cette lugubre tragédie par un éclat de rire moqueur. Je n'ai pas besoin de vous dire combien ce désastre a rudement frappé tous ceux qui savaient apprécier, à leur juste valeur, et qui contemplaient, non sans orgueil, ces richesses réunies par le zèle

intelligent de nos pères; mais, chose digne de remarque! ce n'est pas aux sphères plus élevées de la société que s'est bornée l'impression d'une sincère et profonde douleur. Je n'oublierai jamais, pour ma part, cet homme du peuple, simple ouvrier en blouse, que je rencontrai le lendemain du 24 août, devant les ruines encore fumantes du temple neuf, et qui, pleurant à chaudes larmes, s'écriait : « O notre pauvre bibliothèque! C'est là ce qu'ils ont fait « de plus indigne! » Je l'avoue, la colère naïve de cet homme, qui peut-être savait à peine lire, pour qui cette bibliothèque n'avait été jusqu'ici qu'une splendide inutilité, et qui pourtant sentait vaguement qu'il venait de se commettre ici un véritable forfait, un crime de lèse-civilisation, m'a profondément touché et je tenais à le rap-peler ici. »

A qui revient la responsabilité de cet effroyable désastre, sans précédent dans les annales des guerres modernes? Il est hors de doute que les précautions les plus élémentaires avaient été négligées, que l'administration municipale a manqué à tous ses devoirs; mais ne peut-elle invoquer comme excuse l'impossibilité de croire à un attentat aussi odieux que celui qui a été froidement prémédité, systématiquement accompli par le général de Werder? Or, sur ce point, nul doute possible. La vaste toiture du temple neuf, visible à tous les yeux, se détachait de quinze mètres au moins au-dessus des toits de la ville. Ce fut un des points de mire choisis : « Les Allemands, dit M. Reuss, avaient des plans détaillés et d'admirables artilleurs à l'habileté desquels nous rendions justice, tout en nous sentant impuissants contre leurs attaques. Ils ont montré une adresse hors ligne, et une précision vraiment stupéfiante dans leur tir. Ils ont choisi, promenant méthodiquement l'incendie à travers la ville entière, les édifices publics les uns après les autres, pour les réduire en cendres, et ils y ont réussi. Le temple neuf avec ses bibliothèques, le Musée de peinture et de sculpture, le Palais de justice, le Gymnase protestant, la nef de la cathédrale, l'arsenal, etc., ont été ainsi tour à tour *cueillis* au milieu de la ville (si l'on peut s'exprimer ainsi) et détruits par les bombes incendiaires qui les atteignaient avec une précision merveilleuse. L'artillerie ennemie s'est montrée beaucoup trop habile pendant la durée du siège, pour pouvoir plaider au sujet de la bibliothèque les circonstances atténuantes de l'incendie par maladresse. L'excuse serait ridicule autant que mensongère, quand on songe qu'au troisième coup une batterie prussienne a réussi à toucher la croix en pierre qui surmonte la flèche de la cathédrale, à une hauteur de cent

quarante mètres, et à la briser; et les artilleurs qui ne manquaient point ce but d'un demi-mètre à peine de surface, auraient été assez maladroits pour cribler de centaines de projectiles un immense édifice qui présentait une surface de centaines de mètres carrés? »

A quoi bon réfuter de vains sophismes que démentent les actes et le langage de l'impitoyable soldat, chargé de prendre Strasbourg à tout prix? Entre Tilly et Louvois il a sa place marquée au pilori de l'histoire. Ses titres sont de ceux qu'on ne discute point. On ne peut que s'associer à l'éloquente conclusion de M. Rodolphe Reuss, lorsque prenant congé de sa chère bibliothèque, « comme d'un mort chéri que l'on quitte à jamais, » et adressant un suprême adieu à tant de trésors froidement anéantis, pour faire triompher un savant système de pression morale, il s'écrie : « Le souvenir de leur destruction suffirait seul pour nourrir dans nos cœurs, à côté de la douleur la plus profonde, le plus inébranlable mépris pour tous ceux qui ont concouru à cette destruction sans nom, pour tous ceux qui l'ont approuvée, pour tous ceux qui, chaque jour encore, essayent de la défendre. »

Il ne manquait à cette rage dévastatrice, dont on peut suivre les traces en tant d'autres lieux, que la prétention, aussi ridicule que naïve, de recomposer avec un ramassis de volumes prélevés partout, la bibliothèque unique, admirable, qui ne saurait plus être désormais qu'un souvenir. Quand le barbare Mummius saccagea la belle Corinthe, il ignorait le prix des tableaux d'Apelle et des statues de Phidias. Il ne s'en douta que lorsqu'il vit le roi de Pergame offrir cent talents d'un tableau : « *Prenez garde*, dit-il aux entrepreneurs chargés de transporter ces chefs-d'œuvre en Italie, *prenez garde de les gâter, vous seriez condamnés à les refaire!* » Une bibliothèque trois fois séculaire ne se refait pas plus qu'un chef-d'œuvre antique. Faut-il le rappeler aux modernes imitateurs d'Omar?

J. B.

CHRONIQUE

La Renaissance à la Sorbonne. — Notre collègue, M. Ch. Waddington, professeur agrégé à la Faculté des lettres de Paris, a ouvert le 8 janvier dernier, un cours sur un sujet de haut intérêt, la philosophie de la Renaissance. La Renaissance touche à la Réforme, et les réformateurs furent des lettrés dans le sens le plus élevé de

ce motif. La philosophie chrétienne lui a dû quelques-unes de ses meilleures pages. L'historien de Rancis n'aura garde de l'oublier, et il a su trouver dans sa première leçon de généreux accents pour caractériser les héros de la foi, par opposition aux beaux esprits à qui leur égoïsme prudent permit de s'éloigner de toute croyance, et de prendre le doute pour oreiller, tandis que d'autres savaient souffrir et mourir pour la vérité. Les conclusions du savant professeur ont été vivement applaudies et méritaient de l'être : « La Renaissance a été dans toute l'Europe une époque de réveil scientifique, politique et religieux. Pour la France en particulier, elle a succédé aux accablants désastres de la guerre de Cent ans; et abouti au siècle le plus brillant de notre histoire nationale. Je tire de là cette conclusion que je crois salutaire autant que vraie, et que je livre en finissant aux patriotiques méditations de mes auditeurs. Partisan convaincu d'une philosophie qui croit à l'âme et au devoir, et qui nie résolument le hasard dans l'histoire comme dans la nature, ce m'est une force et une consolation de pouvoir me dire que s'il y a pour les hommes, individus et nations, des prospérités menteuses, voisines de la décadence, il y a aussi des douleurs qui, virilement acceptées sous le regard de Dieu, sont un moyen de relèvement et de grandeur. »

Un nouveau prix académique. — Dans sa séance du 3 janvier dernier, l'Académie française a décerné à notre illustre président honoraire M. Guizot, le prix biennal de vingt mille francs, pour deux de ses plus récents ouvrages, ses *Mémoires* et son *Histoire de France* destinée à la jeunesse. M. Guizot a répondu à M. Patin, secrétaire perpétuel de l'Académie, par la lettre suivante que nous sommes heureux de reproduire. Inutile d'ajouter que la docte compagnie a reçu cette communication avec le plus sympathique intérêt, et qu'elle a accepté, avec autant d'empressement que de gratitude, l'offre généreuse qui lui était faite, au nom des lettres françaises, par un de ses plus glorieux membres.

Paris, le 5 janvier 1872.

« Monsieur et cher confrère,

« J'ai reçu hier votre lettre du 4 de ce mois par laquelle vous m'informez que l'Académie française et, sur sa proposition, l'Institut

de France tout entier viennent de me faire un bien grand honneur en me décernant le prix biennal de 1871. J'en suis aussi fier que reconnaissant, et je vous prie de vouloir bien être, auprès de la glorieuse compagnie qui depuis si longtemps a daigné m'accueillir dans ses rangs, l'interprète des sentiments dont je suis pénétré en recevant d'elle ce nouveau témoignage de son affectueuse estime.

« Permettez-moi, mon cher confrère, de vous exprimer à vous-même combien je suis touché des termes du rapport qu'au nom de l'Académie française, vous avez fait, dans cette occasion, à l'Institut dans sa séance générale du 3 de ce mois, et qu'il a bien voulu accueillir favorablement. Les lettres ont vraiment des récompenses sans pareilles pour ceux qui, après s'être adonnés à leur culte avec les confiantes ambitions de la jeunesse, viennent, à la fin d'une vie agitée, leur demander un repos digne au sein d'un travail toujours si doux.

« J'ai encore, mon cher confrère, une prière à vous adresser. Veuillez soumettre à l'Académie française l'intention où je suis de consacrer le montant du prix biennal à la fondation d'un prix de 3,000 fr. que l'Académie aurait à décerner, tous les trois ans, au meilleur ouvrage publié dans les trois années précédentes, soit sur l'une des grandes époques de la littérature française depuis sa naissance jusqu'à nos jours, soit sur la vie et les œuvres de l'un des grands écrivains français, prosateurs ou poètes, philosophes, historiens, orateurs ou critiques érudits. J'espère que l'Académie ne refusera pas de s'associer à mon désir d'encourager ainsi l'amour et le respect de notre littérature nationale, et de perpétuer le souvenir de l'honneur qu'elle a daigné m'accorder aujourd'hui.

« Agréez, mon cher confrère, avec mes vifs remerciements, la nouvelle assurance des bien anciens sentiments de sincère amitié et de profonde estime dont je suis pénétré pour vous.

« Guizot. »

Le prix triennal fondé par M. Guizot, et qui portera son nom, sera donc décerné tous les trois ans, aux conditions marquées dans la lettre de l'illustre fondateur, et avec le triple revenu de la somme de 20,000 fr. dont il a fait don à l'Académie.

NÉCROLOGIE

M. LOUIS OPPERMAN.

Le 24 janvier dernier, s'est éteint à Paris, à l'âge de soixante-cinq ans, un homme aussi pieux que distingué, dont le nom demeure cher à tous ceux qui l'ont connu, et appelle un reconnaissant hommage dans ce recueil, M. Louis Oppermann, banquier, membre du Consistoire de la confession d'Augsbourg, et longtemps trésorier de notre Société. Les lecteurs de l'ancien *Bulletin* n'ont pas oublié avec quel zèle, quelle chaleur communicative, il plaidait chaque année la cause de notre œuvre historique. Un simple rapport financier devenait sous sa plume un appel généreux, élevé, qui trouvait un écho dans les cœurs (1). Il ne cessa de nous prêter un fraternel concours, que lorsque sa vue affaiblie et sa santé chancelante lui firent un devoir de se réserver pour la famille et pour l'Eglise auxquelles il dut les meilleures joies et les plus efficaces consolations de ses derniers jours. Il demeura jusqu'au bout sympathique à nos travaux, et son approbation, pour être discrètement exprimée, n'en était pas moins un encouragement, un honneur. En lui nous perdons un ami de la première heure, dont le souvenir se lie à celui de deux collègues bien chers, membres-fondateurs de notre œuvre, Edouard Verny et Christian Bartholmèss.

J. B.

(1) *Bulletin*, t. II-IX. Le rapport de M. Oppermann sur les exercices des deux premières années, 1852-1853 et 1853-1854, est un modèle du genre.

ERRATUM. — Dans le *Mémoire de Théodore de Bèze sur les guerres de religion* (*Bulletin* de janvier, p. 33, l. 7 et 8), il faut lire : non *pas* d'esmotions, non *pas* de séditions, non *pas* d'entreprises pour avancer la religion, etc., au lieu de : non *par*.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

ESSAI SUR LES ABJURATIONS

PAMI LES RÉFORMÉS DE FRANCE SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XIV (1)

CHAPITRE CINQUIÈME

Les voies de persuasion.

Aurait-on réellement lieu d'être surpris que parmi les moyens de persuasion employés, nous n'ayons pas mentionné plus expressément que nous ne l'avons fait, et en toute première ligne, la controverse, la discussion contradictoire ouvertement posée entre les docteurs de l'une et de l'autre communion, ou du moins un enseignement positif donné de bonne foi aux populations qu'on voulait amener au catholicisme ?

La chose se présentait d'une manière si naturelle, qu'il a été en réalité impossible de l'éviter, et les auteurs catholiques n'ont pas manqué de faire grand état de ce qui a été accompli à cet égard. Mais on va voir à quoi s'est réduit le peu dont on fait étalage.

(1) Voir les livraisons de janvier et février, p. 8 et 57.

« Si l'on se transporte, dit M. de Bausset, au temps où vécut Bossuet et Fénelon, si l'on se rappelle l'esprit général du siècle de Louis XIV, on ne sera pas étonné de voir ces deux hommes si célèbres se consacrer avec autant de zèle, de succès et de gloire, à des controverses dont les résultats intéressaient également l'Eglise et l'Etat. On se trouvait alors engagé dans l'exécution du plan formé depuis si longtemps par Louis XIV et son conseil, pour ne laisser subsister en France que l'exercice public du culte catholique. Louis XIV prêt à prononcer la révocation de l'Edit de Nantes, avait voulu faire précéder cette grande mesure politique par tous les moyens d'instruction qui devaient en préparer le succès. En éloignant les pasteurs dont la présence devait naturellement s'opposer au succès de ses desseins pour la réunion de tous ses sujets dans une même religion, il ne pouvait laisser leurs anciens prosélytes sans instruction religieuse et sans principes de morale. Il résolut d'envoyer des missionnaires dans les provinces de son royaume où l'on comptait le plus de protestants, pour confirmer dans la doctrine de l'Eglise catholique ceux qui s'y étaient déjà réunis, et pour y ramener ceux qui se refusaient encore à revenir à la religion de leurs pères (1). »

L'expulsion des pasteurs mentionnée par l'historien avec une si grande naïveté, peut donner une idée de ce qu'ont été ces controverses si « glorieuses » pour les défenseurs de la foi catholique et accompagnées de si remarquables « succès ». On avait trouvé plus avantageux de supprimer les adversaires que d'avoir à répondre à leurs arguments. Mais avant cette expulsion y avait-il eu des controverses sérieuses ?

Osera-t-on citer comme rentrant dans cette catégorie la conférence que l'on essaya de provoquer entre le pasteur Claude et l'archevêque de Paris, à laquelle le premier fut convoqué par une *lettre de cachet*, de même que ce grand nombre d'autres pareilles auxquelles furent appelés après la révoca-

(1) *Vie de Fénelon*, t. I, p. 91 et 94.

tion, de fidèles protestants qui, sous le poids de la volonté formelle du monarque, n'y trouvèrent pour toute liberté que celle d'abjurer entre les mains du dignitaire ecclésiastique qu'on leur avait donné pour partie adverse? Alléguera-t-on avec plus d'apparence la conférence célèbre où se rencontrèrent à l'hôtel de Roye en 1678, le même Claude et Bossuet, comme les représentants respectifs les plus distingués et les plus capables des deux Eglises? On sait à quelle occasion elle eut lieu. Mademoiselle Marie de Duras, dame d'atours de la duchesse d'Orléans, fille de Gui Aldonce de Durfort de Duras, maréchal de camp, et d'Elisabeth de la Tour d'Auvergne, sœur de Turenne, voulant, à l'exemple de cet oncle célèbre et de deux de ses propres frères, les maréchaux de Duras et de Lorges, abjurer le protestantisme, dans lequel elle avait été élevée par sa pieuse mère, tint à honneur de le faire avec éclat. Les deux champions désignés par elle, discutèrent en présence de quelques personnes de l'une et de l'autre religion, sur l'autorité de l'Eglise, et le résultat fut, comme il arrive d'ordinaire, que chacun des deux partis prétendit avoir remporté la victoire. Mademoiselle de Duras se convertit comme elle y était déjà résolue avant la conférence. Aussi Claude sentant la faute qu'il avait commise, se promit bien de ne pas retomber dans un semblable piège, et refusa dans la suite de prendre part à des luttes pareilles, comme on le vit en plusieurs occasions où il fut vainement provoqué, et en particulier au sujet de la marquise d'Houquetot, qui eût vivement désiré de donner à sa propre abjuration le retentissement qu'avait eu celle de Mademoiselle de Duras. Claude et ses collègues furent du reste bientôt, par leur expulsion, mis à l'abri de la tentation de répondre à des provocations si peu sincères.

La controverse a été loin de jouer le rôle qui eût dû lui être assigné en présence du but que l'on affichait hautement, d'amener des conversions réelles. Elle a été promptement dénaturée et n'est bientôt devenue, comme dans les cas que nous venons de signaler, qu'une vaine parade. Elle a été même

moins que cela, ainsi que le démontre le témoignage de Fénelon lui-même, rendant compte au marquis de Seignelay des efforts qu'il avait faits pour convaincre M. de Saint-Hermine. La conversion de ce gentilhomme si ferme dans sa foi, indépendamment du bon effet qui en serait résulté sur tous les protestants du Poitou, aurait été le moyen le plus heureux de plaire à Madame de Maintenon, en secondant les vœux de son zèle religieux pour une famille à laquelle elle était attachée par les liens du sang, de l'amitié et de la reconnaissance (1).

Fénelon eut recours à cette occasion à un expédient assez original. « Ne pouvant trouver de ministre protestant qui consentît à entrer en dispute avec lui, dit son historien en rapportant ce fait, parce que tous ceux qui en avaient pris l'engagement, ou s'étaient convertis, ou avaient disparu (on sait ce qu'avait été cette disparition et à quelle force majeure elle était due), il se chargea lui-même du rôle de ministre protestant, et s'établit en controverse réglée contre l'abbé de Langeron, en plusieurs conférences qui eurent lieu en présence de M. de Saint-Hermine. » Mais écoutons Fénelon lui-même donnant dans sa lettre à Seignelay, du 8 mars 1686 de précieux détails : « J'ai eu sept ou huit longues conversations avec M. de Saint-Hermine, à Rochefort, où j'ai été le chercher ; il entend bien ce qu'on lui dit ; il n'a rien à y répondre, mais il ne prend aucun parti. M. l'abbé de Langeron et moi, nous avons fait devant lui des conférences assez fortes l'un contre l'autre. Je faisais le protestant et je disais tout ce que les ministres peuvent dire de plus spécieux. M. de Saint-Hermine sentait fort bien la faiblesse de mes raisons, quelque tour que je leur donnasse. Celles de M. de Langeron lui paraissaient décisives ; et

(1) Henri-Louis de Saint-Hermine, fils d'Elie de Saint-Hermine, sieur de la Laigne en Aunis, et de Madeleine Le Valois de Villette, était fils d'une cousine germaine de Madame de Maintenon. Cette Madeleine était fille de Benjamin Le Valois, sieur de Villette, et de Louise-Arthémise d'Aubigné, qu'Agrippa appelait *son unique* en faisant douloureusement allusion, par cette expression, aux chagrins amers dont la conduite de son fils Constant avait été la source pour son cœur de père. Louise-Arthémise, grand'mère de Saint-Hermine, était cette dame de Villette de Murçay qui servit de mère à la jeune Françoise d'Aubigné, plus tard Madame de Maintenon.

quelquefois il répondait lui-même ce qu'il fallait contre moi. Après cela j'attendais qu'il serait ébranlé ; mais rien ne s'est remué en lui, au moins au dehors. Je ne sais s'il ne tient point à sa religion par quelque raison secrète de famille. Je serais retourné à Rochefort, pour lui parler encore selon vos ordres, si M. l'intendant ne m'avait mandé qu'il est allé en Poitou. Dès qu'il sera revenu, j'irai à Rochefort, et je vous rendrai compte, Monsieur, de ce que j'aurai fait (1). »

L'homme qui était l'objet de cette charitable sollicitude ne fut pas longtemps libre. Son refus de se laisser convaincre par l'argumentation contradictoire des éloquents abbés missionnaires fut jugé digne de répression. Au mois d'août suivant, nous le trouvons à la Bastille, exposé aux sollicitations de convertisseurs et en particulier à celles de son oncle, le chef d'escadre de Villette qui, ayant cédé lui-même après une longue résistance, sur laquelle on avait cru sans doute pouvoir fonder un meilleur espoir, s'efforçait d'amener l'abjuration des membres de sa famille, en leur adressant des dissertations rédigées par des controversistes en titre et qu'il se plaisait à signer de son nom (2).

N'a-t-on pas lieu d'être confondu d'étonnement en voyant Fénelon, avec une bonhomie dont il n'est pas possible de suspecter la sincérité, prendre part à une aussi ridicule et odieuse comédie que celle dont il n'a pas craint de se faire gloire auprès du ministre, et raconter naïvement comment Saint-Hermine, avec une suprême ironie, dont il n'a pas l'air de se douter, réfutait lui-même dans l'occasion les arguments du pseudo-protestant ?

Et voilà ce qu'on appelait de la controverse, voilà ce qu'on se glorifiait d'avoir fait pour éclairer les hérétiques et pour leur fournir les moyens d'instruction propres à les convaincre et à les amener à une sérieuse conversion ! Quand a-t-on vu les catholiques, qui avaient toujours le pouvoir pour eux, ap-

(1) *Vie de Fénelon*, t. I, p. 116.

(2) *Cinquante lettres*, p. 43.

peler les prétendants à une discussion loyale, sincère, au sujet de laquelle les adversaires fussent réellement placés dans une position égale? Et, l'histoire à la main, ne sommes-nous pas fondés à constater que comme moyen de conversion au catholicisme, la controverse a occupé une place bien chétive et bien inférieure à celle que la loyauté la plus élémentaire eût réclamée pour elle? Ici encore, nous sommes conduits à le reconnaître, c'était, non la conviction, mais la soumission, qu'on voulait obtenir à tout prix (1).

Quelle moralité y avait-il dans ces voies obliques sur lesquelles on ne se refusait pas à s'avancer, sous couleur de rendre plus faciles les adhésions à l'Eglise romaine? Que de fois les convertisseurs de tout genre, ne se sont-ils pas rendus complices et instigateurs de la plus honteuse dissimulation, de la duplicité la plus coupable chez les infortunés qu'ils parvenaient à séduire, en leur persuadant que tout ce qu'on leur demandait, c'était une adhésion purement extérieure? « Ce qu'on exige de vous, disait-on à ceux qu'on n'avait pas la perspective de gagner par la terreur ou par des mobiles intéressés, ce qu'on exige de vous est si peu de chose, une simple formalité, une signature qui n'engage en rien votre foi intérieure. Quand vous vous serez réunis, vous n'en serez pas moins libres de croire et de penser au fond de votre âme ce que vous voudrez. » Puis, lorsque par des conseils affectueux, par des concessions habilement présentées, par des obsessions persévérantes, on avait extorqué un consentement dû à la lassitude, à la contrainte morale, bien plus qu'à une conviction consciencieuse, ceux qui l'avaient donné dans de telles conditions, ne s'en trouvaient pas moins sous le coup de l'épouvantable loi contre les relaps. Cette dissimulation à laquelle on les avait

(1) Le témoignage du maréchal de Villars montre assez naïvement à quoi se réduisaient le plus ordinairement, et de la part des meilleurs esprits, les voies de persuasion: « L'on me flattait, dit-il, que mes discours au peuple faisaient quelque impression. MM. (les évêques) de Nîmes et d'Alais m'ont assuré que je disais précisément ce qui était le plus propre à ramener les esprits. Mais je dois avouer que je réussis mieux à les forcer qu'à les persuader. » *Lettre à M. de Chamillard* du 9 mai 1704; *Vie du maréchal de Villars*, t. I, p. 309.

poussés, on ne la leur permettait pas longtemps, et on les punissait bientôt avec une odieuse sévérité pour le moindre signe de ce protestantisme auquel il semblait qu'on leur avait permis de demeurer secrètement attachés. Toute pratique de leur ancien culte, même au foyer domestique, leur était absolument interdite, et les exposait aux traitements les plus rigoureux.

Il est curieux de rapprocher ici comme contraste et comme inconséquence palpable, ce que Fénelon conseille et approuve dans ses *Lettres sur l'autorité de l'Eglise*. Tandis qu'on exigeait des nouveaux réunis qu'ils ne fissent aucun acte de culte protestant, ni en public ni en secret, et qu'ils pratiquassent le culte catholique, l'émule de Bossuet approuve pleinement que les missionnaires catholiques envoyés en Angleterre, « se travestissent en laïques, pour cacher leur caractère et leur religion. » Parmi les directions qu'il émet à ce sujet, nous citerons en particulier textuellement les deux suivantes qui donneront l'esprit des autres : « Il n'est ni nécessaire, ni prudent de faire dans de telles circonstances (lorsqu'on se trouve en pays schismatique), aucun acte public de la religion catholique. Les anciens fidèles se gardaient bien d'en faire d'ordinaire aux yeux des païens. Nos missionnaires n'en font aucun en Angleterre pour n'exciter point mal à propos une persécution. On peut et on doit imiter ces ménagements. » — « On peut faire ces actes en secret, pour remplir son devoir et pour édifier les personnes de confiance, quoiqu'on prenne des précautions infinies pour les cacher à tous les autres (1). »

Ce contraste si frappant entre les directions données aux missionnaires catholiques pour les engager à dissimuler leur foi, et les lourdes condamnations portées contre toute duplicité de la part des protestants, n'est-il pas pour ces derniers un vrai sujet de gloire ? n'est-il pas un hommage éclatant rendu au caractère hautement moral de la religion protestante ? Ah !

(1) *Œuvres de Fénelon*, t. III, p. 20 à 24.

malgré les douleurs, malgré les souffrances cruelles dont cet hommage involontaire rendu à la vérité a été la source pour les réformés, nous pouvons hautement nous féliciter de ce qu'une coupable dissimulation s'est vue formellement condamnée par ceux-là même qui se permettaient de la favoriser dans leur propre sein !

Ces dissimulations, colorées du caractère de fraudes pieuses, ces sacrifices de la vérité faits dans un but de prosélytisme, combien de fois ne les a-t-on pas mis en usage à l'égard d'infortunés captifs résistant aux voies ordinaires de persuasion, et que l'on tentait d'amener à l'abjuration en leur affirmant que leurs amis, leurs parents, venaient de renier leur foi ? On en citerait aisément de nombreux exemples, et parmi eux des cas trop douloureux, où une fausse nouvelle relative à la prétendue faiblesse de ceux sur la fermeté inébranlable desquels elles avaient le plus compté, a brusquement déterminé la chute des malheureuses victimes d'un odieux et impudent mensonge.

Mais dans bien des cas, la fausseté allait plus loin encore et avait une portée bien plus étendue. On ne se faisait pas faute de dissimuler les erreurs du papisme, de les voiler sous des apparences trompeuses, de les colorer afin de les rendre moins choquantes, ou même de les nier effrontément. Et cela, on le trouve chez les hommes les plus éminents, chez les docteurs les plus vénérés de l'Eglise romaine, chez un Fénelon, chez un Bossuet.

N'a-t-on pas vu le premier, par exemple, non-seulement se permettre, mais se glorifier de laisser dans l'ombre le culte des images et l'invocation des saints, lorsqu'il avait affaire aux protestants qu'il devait amener à la foi catholique, et cela au point qu'il a eu à lutter sur ce sujet avec le tout-puissant confesseur de Louis XIV ? « J'ai reçu, écrivait-il à M. de Seignelay (7 février 1686) une lettre du père de la Chaise, qui me donne des avis fort honnêtes et fort obligeants sur ce qu'il faut dès les premiers jours accoutumer les nouveaux convertis aux

pratiques de l'Eglise pour l'invocation des saints et le culte des images. (Le jésuite y mettait de la justice et de la rondeur.) Je lui avais écrit dès les commencements que nous avions cru devoir différer de quelques jours l'*ave Maria* dans nos sermons, et les autres invocations des saints dans les prières publiques que nous faisons en chaire. Je lui avais rendu ce compte par précaution, quoique nous ne fissions en cela que ce que font tous les jours les curés dans leurs prônes, et les missionnaires dans leurs instructions familières (1). » Quoi de plus manifestement faux et trompeur qu'un système autorisant une telle hypocrisie ? Et comment les panégyristes de Fénelon n'ont-ils pas compris que par leurs aveux à cet égard ils imprimaient une tache sur le front de leur héros ?

Mais la chose était si bien reçue que les convertisseurs ne s'en faisaient aucune honte : « Voici encore un gentilhomme, mon parent, au même degré que M. de Murçay, écrivait Madame de Maintenon à l'abbé Gobelin. (Il s'agissait de M. de Saint-Hermine auprès duquel sa zélée cousine faisait une première tentative.) Je vous le recommande. Mettez-vous bien dans l'esprit son éducation huguenote. Ne lui dites d'abord que le nécessaire sur l'invocation des saints, les indulgences et sur les autres points qui le choquent si fort (2). »

Le grand Bossuet a sanctionné ce système d'une manière plus formelle et plus positive encore, en généralisant l'application dans son fameux livre de l'*Exposition de la foi catholique*, qui devait « offrir la déclaration claire et exacte des principes de l'Eglise sur les questions de controverses agitées depuis le seizième siècle, en les séparant avec une attention scrupuleuse de toutes les opinions particulières des théologiens et de tout ce que la crédulité ou une piété peu éclairée avaient cru pouvoir y ajouter (3). » Bossuet ne se montra jamais plus habile que dans ce livre consacré, dans sa première ébauche,

(1) *Vie de Fénelon*, t. I, p. 10.

(2) *Lettres*, t. II, p. 82.

(3) *Vie de Bossuet*, t. I, p. 107.

à l'instruction du marquis de Dangeau, et de son frère, le marquis de Courcillon, connu plus tard sous le nom d'abbé de Dangeau, petit-fils de Duplessis-Mornay, que Bossuet réussit à arracher à la foi de leur noble aïeul, puis destiné dans sa forme définitive à amener la conversion de Turenne; le livre de l'*Exposition* acquit, surtout de ce dernier succès, un immense crédit. On peut citer un bon nombre de réformés qui, à l'exemple de l'illustre maréchal, s'appuyèrent sur cet ouvrage pour justifier leur changement de religion.

Il serait peut-être permis de croire, avec plusieurs écrivains protestants de l'époque, que soit Turenne, soit ceux qui l'ont suivi dans son abjuration, en exaltant bien haut le livre de Bossuet, et en s'indignant de la fausseté de leurs ministres, qui leur avaient toujours dépeint l'Eglise romaine sous de tout autres couleurs, se seraient vraisemblablement convertis, lors même que ce livre n'eût pas existé. Penchant déjà vers l'abjuration, ils ont été bien aises de trouver ce moyen de se défendre contre l'accusation de légèreté, et de voir certaines choses qui les offusquaient encore, tournées si habilement du côté où ils désiraient qu'elles le fussent. En admirant le talent hors ligne de l'auteur de l'*Exposition*, on est conduit à se demander si son livre était d'une parfaite loyauté, et s'il était réellement propre à produire des convictions sincères et durables. Et pour nous en tenir au point particulier que nous avons mentionné tout à l'heure, que devaient éprouver au bout de peu de temps, ceux qui, s'étant ralliés de bonne foi, sur l'assurance qui leur était donnée par Bossuet que les catholiques ne servent point les images, et qu'ils n'invoquent les saints que comme nous demandons aux fidèles sur la terre de prier Dieu pour nous, voyaient néanmoins que dans toutes les Eglises, on servait les images et on invoquait les saints avec tous les actes externes d'une adoration religieuse? Ne devaient-ils pas trouver là de fortes raisons de dire qu'on les avait sciemment trompés, et de puissants motifs pour retourner au protestantisme pour peu qu'ils fussent sincères? Le résultat le

plus positif de ce livre si habilement rédigé a dû être d'accroître la malheureuse catégorie des relaps.

En induisant en erreur les hérétiques sous couleur de vouloir les éclairer sur la vraie doctrine de l'Eglise romaine, le livre de l'*Exposition* était propre à produire un effet non moins désastreux dans l'esprit des catholiques eux-mêmes. Car, en réduisant comme il le fait, le service des images à rien, l'invocation des saints et la vénération des saintes reliques à très-peu de chose, en parlant très-faiblement des indulgences, en ne disant rien du purgatoire, en exaltant peu les fruits du sacrifice de la messe, il offrait un contraste frappant avec l'enseignement habituellement donné dans les Eglises soit par les pratiques journalières du culte, soit par les instructions des curés. Or ceux, déjà nombreux, qui se trouvaient disposés à quelque degré de scepticisme, n'étaient-ils pas tout naturellement conduits à relever ce contraste et à en tirer des conséquences peu propres à relever ou à affermir la foi dans leurs âmes? on ne peut que se joindre au jugement porté sur ce sujet par un écrivain de la communion romaine : « On a vu de tout temps, écrivait le père Maimbourg, que tous ces prétendus accommodements et ménagements de religion qu'on a voulu faire pour réunir les hérétiques avec les catholiques dans ces prétendues *expositions de la foi* qui suppriment ou qui dissimulent, ou qui n'expriment qu'en termes ambigus ou trop raccourcis, une partie de la doctrine de l'Eglise, ne satisfont ni les uns ni les autres, qui se plaignent également qu'on biaise dans une chose aussi délicate que la foi, où l'on ne peut faillir en un point qu'on ne manque en tous (1). » N'en déplaise à ses nombreux admirateurs, le scepticisme et l'indifférence ont trouvé plus d'un argument dans le livre tant vanté de Bossuet.

Le manque d'une vraie droiture dans les principes qui dirigeaient soit le roi, soit ses conseillers civils et ecclésiastiques,

(1) Maimbourg, *Histoire du Luthéranisme*.

et dans la conduite à suivre pour préparer la réunion des protestants, se révélait encore dans l'arbitraire absolu avec lequel on prononçait dans certaines occasions sur le sort des uns ou des autres. La tolérance dont on usait à l'égard de quelques-uns, et l'excessive sévérité dont d'autres étaient les objets, dans des circonstances qui semblaient absolument analogues, ne reposaient sur aucun système ayant pour bases le respect de la justice et l'amour de la liberté. À l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes, on accordait à certaines notabilités protestantes des facilités pour l'expatriation que telles autres ne purent jamais obtenir. Madame de Maintenon écrivait à ce moment-là à Madame de Saint-Géran : « M. du Quesne n'ira ni en Hollande ni en Angleterre, M. de Schomberg est moins utile et plus opiniâtre (1). » Les motifs secrets de la double décision ici relatée sont assez clairement indiqués. On avait besoin de la présence à Paris du vieil amiral, pour se donner encore l'air d'user de quelque tolérance, tandis que la mâle fermeté du maréchal était une épine dont on était heureux de pouvoir se débarrasser promptement. On se souvenait qu'en 1675, il avait noblement refusé le bâton qu'on lui offrait au prix d'une abjuration, en répondant au roi : « Ma religion m'est plus chère que toutes choses ; si elle m'empêche de monter à ce poste élevé, c'est assez pour m'en consoler, que Votre Majesté m'en ait jugé digne. » On se souvenait également qu'on avait dû néanmoins lui conférer cette haute dignité sans conditions après la mort de Turenne. Mais il avait perdu les bonnes grâces du monarque, son absence était désirée ; aussi put-il se rendre en Portugal, dans le même temps que Ruvigny gagnait l'Angleterre et que bien d'autres étaient jetés dans la Bastille, ou relégués en province, ou détenus dans quelque château fort. Le comte de Roye, Frédéric-Charles de la Rochefoucauld, avait obtenu précédemment la permission de se retirer en Danemark, où le roi le nomma

(1) *Lettres*, t. VIII, p. 123 (du 25 octobre 1685).

grand maréchal de ses armées. Sa famille n'avait pas joui de la même faveur, car deux de ses fils furent placés au collège Louis-le-Grand, et abjurèrent à l'exemple de leur frère aîné, et trois de ses filles enfermées dans le couvent de Notre-Dame de Soissons, en sortirent aussi catholiques. La princesse de Tarente n'avait dû qu'à la considération de ses hautes alliances dans toutes les maisons régnantes, la permission qui lui fut accordée de sortir de France pour s'établir en Allemagne. Madame de Duras, la sœur de Turenne, ne put obtenir le même avantage, malgré son âge avancé et le désir ardent qu'elle avait de suivre ses coreligionnaires dans l'émigration, ce qui, au rapport du marquis de Sourches, contribua à hâter sa fin. Elle avait eu la douleur amère de voir abjurer deux de ses fils, les maréchaux de Duras et de Lorges, et n'eut pas la consolation de rejoindre le troisième, comte de Feversham, qui, demeuré fidèle au protestantisme, avait trouvé à la cour de Londres et dans les armées de Guillaume d'Orange une haute position. Sa fille, Madame de Bourbon-Malauze, ne put pas échapper mieux qu'elle, à la tyrannie de Louis XIV. Retenue en France, elle fut convertie de force, avec sa propre fille, tandis que son second fils, Armand, marquis de Mirremont, allait à l'étranger commencer en faveur des protestants, cette longue série d'entreprises qui, plus tard, ont associé son nom à celui des camisards.

Ces exemples, recueillis à l'aventure, montrent assez la divergence des décisions que ne guidait aucun principe, mais dont le bon plaisir ou l'intérêt du moment étaient les seuls mobiles.

CHAPITRE SIXIÈME

Conséquences morales des moyens mis en œuvre.

De quelque côté qu'on envisage les moyens auxquels on a eu recours pour obtenir des conversions au catholicisme, on aboutit toujours à un affreux système de mensonge, tant de

la part des convertisseurs que de celle des convertis. Les faits que nous avons cités suffisent bien à faire reconnaître à quel point les premiers, dans leur désir de s'abuser eux-mêmes, en venaient à se jouer de la vérité. Leurs sollicitations incessantes, sans être toujours d'une crudité aussi naïve, n'avaient, en général, pas plus de portée morale que cette boutade échappée au dépit de Madame de Maintenon, à propos de la résistance de M. de Villette : « Convertissez-vous comme tant d'autres, convertissez-vous avec Dieu seul, convertissez-vous sur mer, où vous ne serez soupçonné ni de faiblesse ni de complaisance; convertissez-vous comme il vous plaira, mais enfin convertissez-vous (1). » Chaque victoire, dans cette horrible lutte entre l'intérêt et la conscience, aboutissait à un triomphe de l'immoralité. Ceux qui cédaient à l'un ou à l'autre de ces moyens de conversion que nous avons énumérés, étaient bien rarement convaincus. Heureux quand la dissimulation qu'ils s'étaient imposée ne devait pas se prolonger jusqu'à la fin de leur vie, et quand ils se retrouvaient placés par la bonté de la Providence dans des circonstances telles qu'ils pouvaient, comme M. de Mirmand, s'humilier devant leurs frères, en s'appelant eux-mêmes *de malheureux apostats*!

Le mensonge était proclamé de haut et avec une imposante solennité. A l'heure même où les persécutions étaient les plus violentes, lorsque les prisons et les bagnes regorgaient de victimes, tandis qu'on traquait aux frontières des multitudes de fuyards, on ne craignait pas d'affirmer officiellement, de la manière la plus formelle, que l'hérésie était détruite. On faisait frapper des médailles à ce sujet, comme on le faisait pour les grandes victoires des armées royales. Sur l'une d'entre elles, on pouvait voir la Religion, sous la figure d'une femme voilée, foulant aux pieds l'Hérésie, représentée par une espèce de furie tenant un flambeau éteint, et terrassée sur des livres déchirés, avec cette légende : *EXTINCTA HÆRESIS*, et la date

(1) *Lettres*, t. II, p. 242. — Cette lettre est-elle bien authentique? Voir *Bull.*, t. XVIII, p. 155. (*Réd.*)

d'octobre 1685. Sur une autre, on voyait la Religion mettre une couronne sur la tête du roi, tenant un gouvernail sous lequel gisait l'Hérésie renversée, avec cette devise : OB VICIES CENTENA MILLIA CALVINIANORUM AD ECCLESIAM REVOCATA, c'est-à-dire : *Pour avoir ramené au sein de l'Eglise deux millions de calvinistes*. Une troisième médaille de la même époque, frappée en souvenir de la destruction du temple de Charenton, montrait la Religion plantant une croix sur des ruines de bâtiments superbes, pour marquer le triomphe de la vérité sur l'erreur. Les mots de la légende étaient : RELIGIO VICTRIX, et ceux de l'exergue : TEMPLIS CALVINIANORUM EVERSIS (1).

Au même moment, on plaçait à Versailles, dans la salle du Trône, un dessus de porte peint par Vernansal et représentant la révocation de l'Edit de Nantes. Voici l'analyse donnée par Guérin du sujet de cette toile que Louis XIV tenait à pouvoir contempler à loisir : « Pour marquer l'autorité d'où l'ordre est émané, le roi y est sur son trône; il a en vue l'exaltation de la foi catholique qui, par cette raison, est peinte au lieu le plus élevé du tableau, sous la figure d'une femme vénérable portant en main, et comme en triomphe, un symbole eucharistique. A droite du roi est la Religion et la Charité, qui en est l'âme, comme ayant été ses conseillères dans cette action d'où dépendait la paix de l'Eglise, et à gauche la Justice, parce que c'est elle qui en a déterminé l'exécution. La Vérité y paraît vis-à-vis le roi comme son objet principal; elle tient d'une main un soleil et de l'autre le livre des saintes Ecritures, source des vérités catholiques, et est placée sur un nuage obscur sous lequel on voit un groupe de la Fraude, de l'Hypocrisie, montées sur le dos de la Rébellion, et ce groupe avec les livres hérétiques, d'où sortent les Erreurs, sous forme de serpents, est précipité dans un goufre de feu (2). »

A ces monuments domestiques se joignaient des monuments publics destinés pareillement à proclamer en divers points de

(1) *Bull. du prot. français*, t. VIII, p. 109.

(2) *Idem*, p. 360.

la France le triomphe complet remporté par le catholicisme sur la religion prétendue réformée. Tel était le cas par exemple à Poitiers, où une statue du roi, érigée sur la grande place, portait cette inscription : « *L'an XLVI du règne de Louis le Grand, et le III^e de l'extirpation de l'hérésie,* » et cela au centre de ces provinces dans lesquelles Fénelon avait exercé ses fonctions de missionnaire, en y laissant pour résultat de ses efforts tant de conversions qui lui paraissaient plus que douteuses, et où M. Théodore de Bérighen se voyait entouré, lorsqu'il partait pour l'exil, d'un nombre prodigieux de nouveaux réunis qui se désespéraient nuit et jour de l'abjuration qu'on les avait contraints de faire, en protestant par leurs larmes et par les agitations de leur conscience contre cette prétendue extirpation de l'hérésie que l'érection de la statue était destinée à constater officiellement.

On a peine à concevoir l'impudeur du monarque et de ses courtisans qui, en présence de faits si patents dans tout le royaume, osaient leur donner de pareils démentis. Y a-t-il eu un seul instant, à l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes et dans les années qui l'ont suivie, où l'on ait pu se faire l'illusion que l'hérésie protestante était « entièrement détruite, » et où l'on ait pu établir comme un fait que « deux millions de calvinistes avaient été ramenés par le roi dans le sein de l'église romaine ? » Et voilà pourtant ce que Louis XIV a fait graver sur le bronze, et ce que les flatteurs de sa puissance n'ont pas craint d'attester en son nom à la postérité !

A ces audacieuses manifestations du but qu'on s'était efforcé d'atteindre, venaient répondre d'autres déclarations non moins mensongères qui, par la source même dont elles émanaient, revêtaient le caractère le plus grave. Dans le nombre on peut citer en première ligne les félicitations adressées au roi par l'assemblée générale du clergé de France, sur les admirables succès qu'il avait obtenus dans l'extirpation de l'hérésie. Louis XIV était élevé au-dessus des plus grands

princes de l'antiquité chrétienne. Il avait trouvé l'église catholique dans l'accablement et la servitude ; il l'avait relevée par son zèle. Il avait fait abandonner l'hérésie par toutes les personnes raisonnables *sans violence et sans armes* ; il avait dompté les esprits en gagnant les cœurs par ses bienfaits ; il avait ramené des égarés, *qui ne seraient peut-être jamais entrés dans le sein de l'église que par le chemin semé de fleurs qu'il leur avait ouvert.*

Tous les organes les plus distingués de la chaire faisaient à l'envi retentir les voûtes sacrées des mêmes applaudissements. « Touchés de tant de merveilles, s'écriait Bossuet dans ce fameux élan d'enthousiasme déjà tant de fois cité, épanchons nos cœurs sur la piété de Louis. Poussons jusqu'au ciel nos acclamations et disons à ce nouveau Constantin, à ce nouveau Théodose, à ce nouveau Marcien, à ce nouveau Charlemagne, ce que les six cent trente pères dirent autrefois dans le concile de Chalcédoine : « Vous avez affirmé la foi, vous avez exterminé les hérétiques ; c'est le digne ouvrage de votre règne, c'en est le propre caractère. Par vous l'hérésie n'est plus. Dieu seul a pu faire cette merveille. Roi du ciel, conservez le roi de la terre : c'est le vœu des églises, c'est le vœu des évêques (1). »

Fléchier et Massillon tiennent de leur côté le même langage. Les amplifications du dernier prononcées après la mort du monarque, si fort encensé de son vivant, présentent toutefois de remarquables aveux à l'endroit de cette destruction totale de l'hérésie dont on s'était tant glorifié : « Jusqu'où ne portait-il pas son zèle pour l'église, cette vertu des souverains qui n'ont reçu la gloire et la puissance que pour être les appuis des autels et les défenseurs de sa doctrine ? Spécieuse raison d'Etat ! en vain vous opposâtes à Louis les vues timides de la sagesse humaine, le corps de la monarchie affaibli par l'évasion de tant de citoyens, le cours du commerce ralenti, ou par

(1) Bossuet, *Oraison funèbre de Le Tellier.*

la privation de leur industrie, ou par le transport furtif de leurs richesses; les périls fortifient son zèle; l'œuvre de Dieu ne craint point les hommes; il croit même affermir son trône en renversant celui de l'erreur. Les temples profanes sont détruits, les chaires de séduction abattues, les prophètes de mensonge arrachés à leurs troupeaux. L'hérésie tombe au premier coup que Louis lui porte, disparaît et est réduite, ou à se cacher dans les ténèbres d'où elle est sortie, ou à passer les mers et à porter avec ses faux dieux sa rage et son amertume dans les contrées étrangères (1). »

Après les compliments des membres du clergé, il est presque surperflu de mentionner ceux dont les membres de l'Académie française se sont plu à parer leurs pompeuses harangues. Si, d'une part, selon la définition donnée par l'un d'entre eux, un académicien était « un homme consacré à la gloire de Louis le Grand, » de l'autre, l'enflure, caractère habituel des discours académiques, pouvait faire attendre les phrases les plus retentissantes au sujet des victoires remportées par Louis XIV sur l'hérésie. Ce fut un concert dont le président Rose donna le ton, au moment où il venait occuper le fauteuil de Conrart, le vrai fondateur de l'Académie, le dernier protestant qui en fit encore partie. Tous après lui, en appelant aux souvenirs de la fable, ou frisant le blasphème par leurs illusions bibliques, crurent de leur devoir de célébrer en cet endroit la gloire du monarque, triomphant de « l'hydre étouffée, » de « l'hérésie réduite aux derniers abois, » « faisant même rentrer pour jamais le monstre infernal dans l'abîme d'où la malice des novateurs et les mœurs corrompues de nos aïeux l'avaient fait sortir, » « brisant les chaînes d'une erreur héréditaire qui liaient une grande partie de ses sujets, et faisant tomber une rosée de lumière sur ceux qui étaient couchés dans les ténèbres (2). » Il devint impossible de se faire

(1) Massillon, *Oraison funèbre de Louis XIV.*

(2) Voyez les Discours de l'abbé Tallemant le jeune, de La Fontaine, de l'abbé Choisy, de Dacier, etc.

entendre en public, sans emboucher cette trompette qui retentissait si agréablement aux oreilles royales. Et parmi ceux qui durent le faire, les plus zélés, les plus ardents, furent comme il n'est hélas ! que trop aisé de le comprendre, ceux qui, nés protestants et ayant abjuré, tels que les deux Talleman, Dangeau, Dacier, etc., se voyaient poussés à effacer par l'exagération de leurs flatteries, cette tache de leur origine.

La fausseté qui se manifestait encore, ainsi que nous l'avons déjà rappelé, par la négation audacieusement reproduite de l'emploi de toute voie de violence pour amener des conversions, se montrait également dans les moyens dont on faisait ostensiblement usage. Ne suffit-il pas à cet égard de rappeler la dissimulation dont on ne rougissait pas quand dans le domaine de la controverse, on laissait volontairement dans l'ombre les questions des images et des saints, ou le soin affecté que mettait Fénelon entre autres, à faire « répandre avec profusion des Nouveau Testament parmi les protestants du Poitou, afin qu'ils ne fussent pas fondés à objecter, après leurs ministres, que les catholiques ne voulaient pas laisser lire la Bible, de peur qu'on y vit la condamnation de leurs superstitions et de leurs idolâtries (1) ? » Ce système de concessions temporaires, exceptionnelles, toutes de politique, n'est-il pas en lui-même un affreux mensonge, révélant chez ceux qui le mettaient en pratique une conscience absolument faussée ?

Et la précipitation avec laquelle on faisait signer ceux chez lesquels on avait surpris un moment de faiblesse, montre combien peu on s'inquiétait d'avoir à enregistrer des conversions sincères, et à quel point au contraire, on ne tenait qu'à de nombreuses adhésions extérieures, quelque mensongère qu'elles fussent.

Et n'est-ce pas à ce même besoin de dissimuler les vrais motifs de leur conduite et d'excuser celle-ci à leurs propres yeux

(1) Lettre à Seignelay. *Vie de Fénelon*, t. I, p. 114.

que l'on doit le pervertissement des idées morales qui se montre d'une manière si éclatante dans les principaux auteurs de ce grand drame ténébreux ayant pour but l'anéantissement de la religion réformée? Pour n'en citer qu'un seul exemple, qu'étaient devenues les notions de moralité religieuse chez Madame de Maintenon, elle qui en était venue à méconnaître la nature du péché, au point de prétendre qu'elle n'en commettait point, et que dans ses maisons d'éducation de Noisy et de Saint-Cyr, on ne pouvait pas compter « deux péchés mortels par année; » elle qui en parlant de ses dévotions à la Vierge disait qu'elle en usait comme de « distractions » et d'une chose utile, puisque « c'était toujours une heure consacrée à Dieu (1)? » Et n'y aurait-il pas lieu de rappeler ici le pervertissement moral de Louis XIV lui-même et de ses coupables conseillers, qui lui persuadaient que toutes les mesures d'iniquité qu'on lui faisait prendre contre ses sujets protestants pouvaient servir d'expiation pour ses propres désordres?

Le relâchement des liens de famille, que l'on allait si souvent jusqu'à briser entièrement, doit aussi être mis au nombre des conséquences déplorables du régime de rigueur dont nous venons de retracer les principaux traits. Que devenaient ces liens sacrés, quand on était parvenu à exciter des enfants contre leurs pères et leurs mères, en les en séparant avec violence et en soulevant entre eux les plus graves conflits d'intérêts, quand on amenait une femme à faire abjuration de la foi qui était le trésor le plus inestimable de son mari, quand on forçait des époux, des frères et sœurs jusqu'alors tendrement unis, à se séparer pour toujours, à avoir des patries différentes, à s'anathématiser réciproquement?

Quels rapports réels de famille pouvaient exister encore entre le comte de Roze réfugié en Danemark, puis en Irlande, sans avoir fléchi, et son fils de Roucy, gratifié pour son abjuration

(1) *Lettres*, t. II, p. 80 et 157.

d'une pension royale; entre la noble duchesse de la Force retenue dans un couvent pour sa fidélité à l'Evangile et ses fils devenus persécuteurs de la foi de leurs aïeux; entre Madame de Duras sollicitant en vain la licence de s'expatrier et ses enfants devenus catholiques; entre M. de Béringhen exilé en Hollande, après une dure captivité qui n'avait pu le vaincre, et sa faible femme refusant de venir le joindre et de lui amener leur unique enfant dans son lieu de refuge? Quelles relations fraternelles pouvait-il y avoir entre Turenne apostat et ses sœurs Charlotte de Bouillon et Mesdames de la Trémoille, de Roye, de Duras et Goyon d'Amaury, toutes fidèles à la foi de leur père; entre Henri de Béringhen, le premier écuyer et sa sœur Madame Thioult de la Luzerne demeurée fidèle, ainsi que leur tante Madame Desloges qui ne craignit pas de reprocher énergiquement à l'apostat la « révolte » dont il s'était rendu coupable; entre les deux frères courtisans de Dangeau et leur sœur Françoise Hélène, devenue à la Haye, où elle était émigrée, une nouvelle Dorcas, distribuant à ses compagnons d'infortune tous les secours que son industrieuse charité lui suggérait, ou leur autre sœur Catherine, Madame Guichard, marquise de Peray, demeurée inébranlable dans sa foi, tandis que sa fille abjurait aux Nouvelles Catholiques et son fils à la Bastille?

Il est inutile de prolonger ce douloureux parallèle et de le suivre dans toutes les classes de la société, au sein de toutes les familles dont les membres ont marché en face de la persécution, dans des voies opposées. C'en est assez pour constater la funeste influence nécessairement exercée sur les liens domestiques par l'abjuration des uns, en présence de la fidélité des autres, et pour faire ressortir cette triste conséquence des efforts de tout genre tentés par les convertisseurs pour amener les réformés à abjurer leur foi. On aurait pu lire dans un grand nombre de correspondances de famille des paroles analogues à celles que M^{lle} Dabillon de Portneuf, réfugiée en Angleterre, adressaient à leur frère demeuré pro-

priétaire des biens paternels : « Je conçois facilement que votre cœur peu accoutumé à penser à nous, vous ôte l'idée de notre tendre et sincère amitié d'enfance; vingt et cinq années de séparation ne contribuent guère à réchauffer un cœur qui paraît glacé. » « Pour apprécier les torts de ce *cœur glacé*, ajoute à propos de cette expression de M^{me} de Portneuf un écrivain catholique, il faut savoir que les catholiques et les réformés convertis s'étaient enrichis de la confiscation des biens de leurs parents émigrés, et que la plupart, satisfaits de ces avantages, ne demandaient pas mieux que d'en jouir définitivement et de n'entendre plus parler de gens dont les gémissements venaient les troubler comme un remords (1). »

Les effets de ce système démoralisateur n'ont pas été moins sensibles sur les nouveaux réunis que sur ceux mêmes qui le mettaient en œuvre. Les pages qui précèdent n'en ont fourni déjà que trop de preuves. On trouverait, en nombre, des témoignages tirés des réclamations des curés contre le manque de sincérité de ceux qui avaient été les victimes de l'oppression et qu'ils appelaient eux-mêmes des « mal convertis. » Il n'y a qu'à voir combien souvent les persécuteurs ont dû revenir à la charge auprès de populations qui avaient abjuré en masse, mais qui, sans rétracter leur adhésion à l'église romaine, se soustrayaient autant qu'elles le pouvaient à l'accomplissement des devoirs religieux qu'on leur avait imposés. Les innombrables procès-verbaux dressés, à l'instigation du duc de la Force, contre ceux de ses vassaux qui, après avoir abjuré, se refusaient à se faire instruire par les jésuites, montrent quel était l'étal moral de ces soi-disant catholiques chez lesquels ne se trouvaient ni le courage de rétracter ouvertement leur signature, ni la droiture de professer la foi qu'ils avaient publiquement adoptée. Après chacune des listes de noms d'infortunés que le duc et ses acolytes faisaient comparaître devant eux, on peut lire cette formule

(1) Léon Audé, secrétaire général de la préfecture de la Vendée. *Bulletin*, t. IX, p. 218.

jetant un triste jour sur la sincérité des engagements que l'intimidation et la violence parvenaient à extorquer : « Tous lesquels de leur bonne volonté et plein gré, ont déclaré avoir discontinué de faire leurs devoirs de catholiques, apostoliques et romains, et ont promis solennellement de faire le dit devoir de catholiques, apostoliques et romains, régulièrement dans la suite (1). »

Le résultat d'une seconde chute, amenée par le redoublement des persécutions, comme cela eut lieu à Metz sous le commandement du marquis de Boufflers, n'avait rien que de funeste au point de vue moral. Il ne tendait qu'à développer l'hypocrisie. « Bien loin que cela soit capable de les faire changer de cœur, lit-on à ce sujet dans les *Lettres pastorales*, nous savons par eux-mêmes que leur aversion pour la religion romaine est de beaucoup augmentée; mais leur mal n'en est que plus grand (2). » Il n'est que trop vrai, le mal était immense; on préparait ainsi pour les masses cette déplorable indifférence religieuse, plaie profonde, qui a atteint au cœur la nation française et dont les tristes effets ne sont encore que trop sensibles aujourd'hui !

JULES CHAVANNES.

(La suite à un prochain numéro.)

(1) Procès-verbaux envoyés à M. de Pontchartrain, en novembre 1699. *Bulletin*, t. VII, p. 290 et suiv.

(2) *Lettres pastorales*, t. II, p. 257.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

ÉTAT GÉNÉRAL DES MINISTRES

RÉSIDENT DANS LES DIOCÈSES DE NÎMES, UZÈS, MENDE,
Y COMPRIS GANGES, EN JUILLET 1568

(Communication de M. Teissier d'Aulas.)

Dans le rapport présenté à notre dernière Assemblée générale, nous avons déjà signalé l'intérêt exceptionnel du document dont M. Teissier d'Aulas a bien voulu nous transmettre une copie scrupuleusement fidèle. Il fait partie d'un recueil de pièces de provenances diverses, réunies en un seul volume, sur lequel deux mains différentes ont écrit la mention suivante : *Registre important pour l'histoire du règne de Henri III. Religionnaires. Délibérations sur la paix de 1574. Lettres de Montmorency.* Les manuscrits étaient restés enfouis avec les registres des délibérations du chapitre cathédral de Nîmes, dans les archives de l'évêché. M. l'archiviste du Gard l'a découvert en faisant, en 1869, l'inventaire de ces archives pour le joindre à celui du département. Cet état est surtout précieux en ce qu'il fournit les noms de nombreuses églises existant en 1568 ; soixante-douze d'entre elles ne figurent ni sur la liste dressée par MM. Haag, ni sur celles données à plusieurs reprises par le *Bulletin*.

Les mots laissés en blanc (et marqués par des points) sont la reproduction des lacunes du manuscrit original. Les lettres romaines indiquent le chiffre du traitement, et doivent se lire : LX l. tz, *soixante livres tournois*.

F. S.

ESTAT général faict au vray tant des personnes des ministres de toute qualité résidans dans les diocèses de Nysmes, Uzès, Mende, y compris Ganges, du diocèse de Montpellier, que de ce que montent les gages à eux accordés en l'Assemblée générale tenue à Nysmes au mois de janvier 1568, pour estre proportionnellement ordonné et

ÉTAT GÉNÉRAL DES MINISTRES RÉSIDANT DANS LES DIOCÈSES, ETC. 129
*arrêté selon leurs qualités à chacun d'eux, pour chacun quartier
de troys à troys mois.*

VIGUERIE DE NYSMES.

M. Symon Campagnan, ayant femme et quatre enfans, servant à Nysmes. LX l. tz.

M. Jehan Payan, ayant femme et ung enfant aux estudes, servant audit Nysmes. LX l. tz.

M. Claude Formy, ayant femme et six enfans, servant audit Nysmes (changé à Montpellier). LX l. tz. (1).

M. Jehan Bertrand, ayant femme et deux enfans, servant audit Nysmes. LX l. tz. (2).

M. Adrian, ayant femme et..... enfans, servant à la famille du sr de Saint-Roman. LX l. tz. (3).

M. Estienne Corriac, seul, servant aux esglises Dayguesvives et Mus. LX l. tz. (4).

M. Ugues Gaultier, veuf avec ung enfant, servant à..... (Est à Lodève). XL l. tz.

M. Jean Martin, ayant femme et ung enfant, servant à l'esglise de Marcilbargues. LX l. tz.

M. Barthélemy Bolet, ayant femme et cinq enfans, servant aux esglises de Vergèse et Codognan. LX l. tz.

M. Estienne George, ayant femme et ung enfant, servant à Vaulvert. LX l. tz.

M. Guillaume Claveyroles, ayant femme et enfans, servant à Gallargues. LX l. tz.

Vefves.

Mad^{le} François de Montcamp, vefve de M. d'Anduze, ayant deux filles.

Estienne Gaudyme, vefve à feu M. Mezard, sans enfans.

Troys enfans orphelins de feu M. Arnail, demeurans à Sernhac.

(1) Ce que l'on place entre parenthèses est écrit en marge dans le manuscrit. Les annotations marginales ont été ajoutées après que la liste a été faite; quoique écrites de la même main, l'encre n'est pas la même.

(2) Cette ligne a été ajoutée plus tard.

(3) M. de Saint-Roman ou Saint-Romain, gouverneur des églises.

(4) Le bord du papier ayant été enlevé par suite de l'usage ou de l'humidité dont il porte les traces, une partie des chiffres du traitement manque.

Les deux enfans orphelins de M. Jehan Martin, demeurans à Nysmes.

Gentile Martine, vefve à M. Laurent de Fauxas, demeurant à Nysmes (5).

M. Barthelemy (C)ronnelier (6), qui servoyt à Sainte-Croix de Caderles, servant à présent à Calvisson et Congeniès, ayant femme et enfans, luy estant deu depuis le premier aoust. LX l. tz.

M. Barnabé Suffrein, ministre servant à Beauvoysin depuis le premier du moys d'octobre, ayant femme et enfans. LX l. tz.

M. Jehan Dupro, ministre de la parolle de Dieu, ayant femme et enfans, servant à Nysmes au lieu de M. Formy, changé à Montpellier dès le premier octobre. LX l. tz.

VIGUERIE D'ANDUZE.

M. Bertrand (Alphonse), ayant femme et six enfans, servant à l'esglise d'Anduze. LX l. tz.

M. Pasquier Bouet, ayant femme et troys enfans, servant à l'esglise de Gaujac. LX l. tz.

M. Olivier Tardieu, ayant femme et ung enfant, servant à Gardonnenques. LX l. tz. (7).

M. Jacques Tortolon, ayant femme et sept enfans, servant à La Seclé. LX l. tz.

M. Guilh^e Bourguet, ayant femme et..... enfans, servant à Geneargues et Saint-Sébastien. LX l. tz.

M. Guillaume Dugerbille, ayant femme et enfans, servant à Vesenobre. LX. l. tz.

M. Anthoine Ricault, ayant femme et..... enfans, servant à l'esglise de Cassanholes. LX l. tz.

M. Hugues Quentin, marié, sans enfans, servant à Toyras. LX l. tz.

M. Barthélemy Marien, ayant femme et enfans, servant à Sodorgues. LX l. tz.

(5) Cette ligne a été ajoutée plus tard.

(6) Ce renvoi a été écrit après la liste faite, mais peu après. Le nom de Ronnelier est écrit comme à Sainte-Croix de Caderles, seulement, on n'a pas mis le C. On a laissé un espace qui indique qu'il devait être ajouté.

(7) Saint-Jean du Gard et Mialet s'écrivaient, au XVI^e siècle, Gardonnenques ou Saint-Jean de Gardonnenques, et Melet ou Mellet.

M. Mathieu Seguiet (?), ayant femme et enfans, servant à Saint-Pol de la Coste et Sostelle. LX l. tz.

M. Robert Mailhard, servant à l'église de Melet, ayant femme et enfans. LX l. tz.

M. Claude Felgueyrolles, ayant femme et enfans, servant à Cognac. LX l. tz.

M. Guilhaume Bonbillier, ayant femme et enfans, servant à Saint-Martin de Corconac et Saulmana. LX l. tz.

M. Anthoine Delasale, ayant femme et..... enfans, servant à Saint-Marcel de Fontfolhouse. LX l. tz.

M. Barthélemy Cronnellier, ayant femme et enfans, servant à Sainte-Croix de Caderles (à Calvisson et Congeniès depuis le premier septembre). LX l. tz.

M. Mamer, ayant femme et..... enfans, servant à Gabriac. LX l. tz.

M. Pierre de la Jonquière (8).

Les vefves.

La vefve de M. Solas, avec deux enfans, audit Anduze.

La vefve de feu M. Reynaud, avec ung enfant.

BAILLIAGE DE SAULVE.

M. Alain, ayant femme et..... enfans, servant à Saulve. LX l. tz.

M. Jehan de la Place, ayant femme et..... enfans, servant audit Saulve. LX l. tz.

M. Anthoine Pepin, ayant femme et enfans, servant à l'église de Monnoble. LX l. tz.

M. Estienne de Baulx, ayant femme et enfans, servant à Saint-Ypolite. LX l. tz.

M. Jehan d'Ulmo, ayant femme et..... enfans, servant à Durfort et Saint-Félix (changé en l'estat du bas Gévaudan, à l'église de Saint-Julien d'Arpajon, depuis le xii septembre 1574) (9). LX l. tz.

M. de Vignoles, ayant femme et enfans, servant à Saint-Roman (10). LX l. tz.

(8) Ce nom sans indication d'église a été ajouté en même temps que le renvoi ci-dessus et les notes marginales.

(9) Note écrite par celui qui a fait la liste.

(10) Saint-Roman de Codières, aujourd'hui dans le canton de Sumène, quoique dans la consistoriale de Lasalle.

M. Bertrand Roques, ayant femme et..... enfans, servant à Cros. LX l. tz.

M. Léonard Auguscanne, ayant femme et..... enfans, servant à Puechredon et Villefranche. LX l. tz.

M. Malpeau, ayant femme et..... enfans, servant à Pompignan et Conqueyrac. LX l. tz.

Les vefves des pasteurs décédés.

La vefve de M. Manny, mort au service de l'esglise de Nysmes (11).

VIGUERIE DU VIGAN.

M. Christophe de Barjac, dict de Gasques, ayant femme et..... enfans, servant audit Vigan. LX l. tz.

M. François Therond, ayant femme et..... enfans, servant à Meyrueys. LX l. tz.

M. Anthoine Pellissier, marié, ayant trois enfans, servant à Sumene. LX l. tz.

M..... de Bucans, ayant femme et enfans, servant à Aulas. LX l. tz.

M..... Laurens, ayant femme..... et enfans, servant aux esglises de Sobeyras, Madières, Saint-Marcial et Saint-Laurens (12). LX l. tz.

M..... Menyn, ayant femme et..... enfans, servant à Valeraugues. LX l. tz.

M..... Soleil, seul, servant à l'esglise d'Holmessas. LX l. tz.

M. Barnabé Sufrien, ayant femme et..... enfans, servant à Montdardier. LX l. tz.

M. Geilhes, servant à l'esglise de Ganges (13).

M. Brueis, ayant femme et enfans (14).

(Les vefves et orphelins.)

(11) Ligne écrite après, comme les notes marginales.

(12) Sobeyras, aujourd'hui joint à Saint-Laurent-le-Minier, avait alors un pasteur; il existe des registres des baptêmes, etc. — Madières, village dont partie est dans l'Hérault, et partie sur la commune de Rogues (Gard), avait aussi autrefois un pasteur. — Saint-Marcial, ne serait-ce pas Saint-Martial ou Saint-Marsal, canton de Sumène, qui dans le temps formait une église? — Saint-Laurens, c'est Saint-Laurent-le-Minier.

(13) Traitement non indiqué.

(14) Ecrit postérieurement, même après les notes marginales.

DIOCÈSE D'UZÈS.

M. Claude Brunier, ayant femme et..... enfans, servant audit Uzès. LX l. tz.

M. Jean Rigard, ayant femme et..... enfans, servant audit Uzès. LX l. tz.

M. Jean Foronour (?), ayant femme et..... enfans, servant à..... (15). LX l. tz.

M. Chantdoyseau, ayant femme et..... enfans, servant à Montaren. LX l. tz.

M. André Pelade, ayant femme et..... enfans, servant à Castilhon. LX l. tz.

M. Baussan, ayant femme et..... enfans, servant à Saint-Ambroix. LX l. tz.

M. Jaques Berthet, ayant femme et..... enfans, servant à.....

M. Jean Teyssier, servant à Saint-Jean de Marvejols (16).

M..... Du Ranc, ayant femme et..... enfans, servant à B..... (17). LX l. tz.

M. Estienne Meyrueys, ayant femme et..... enfans, servant à..... LX l. tz.

M. Guilhaume Claveyroles, ayant femme et..... enfans, servant aux Vans (changé à Gallargues, diocèse de Nismes). LX l. tz.

M. Belon, servant à Saint-Anduol (18).

M. Ausset, ayant femme et..... enfans, servant à Genoilhac. LX l. tz.

M. Simon Darenès, ayant femme et..... enfans, servant à Saint-Geneyès. LX l. tz.

M. Thomas Gilibert, ayant femme et quatre enfans, servant à Bocoyran. LX l. tz.

M..... Chabanin, ayant femme et..... enfans, servant à Nouanelle. LX l. tz.

M. Nicolas Aliér, ayant femme et..... enfans, servant à..... (19). LX l. tz.

(15) Inachevé.

(16) Traitement non indiqué.

(17) Le reste des mots emporté par l'usure ou le frottement.

(18) Saint-Anduol, aujourd'hui Saint-Andéol de Clerguemont, dans la Lozère.

(19) Inachevé.

M. Jaques Gueyrel, ayant femme et..... enfans, servant à Cornilhon. LX l.

M. Estienne du Guenet (20).

M. Simon Tuffan, ayant femme et enfans, servant à Lussan et Valerargues. LX l. tz.

M. Jean du Champ, dict la Boissière, ayant femme et enfans, servant à Pailhargues (21). LX l. tz.

Vefves et orphelins.

La vefve de M. Arnaldy, ayant huit enfans.

Margueritte Guiraupe, vefve de M. Jeban Reynaud, avec ung enfant de VII ans, demeurant à Saint-Genyey (22).

GEVAULDAN.

M. Boyssier, ayant femme et enfans, servant à Saint-Germain. LX l. tz.

M. Justermond, ayant femme et..... enfans, servant à Saint-Etienne de Vafrancesque. LX l. tz.

M. Crocelin (?), ayant femme et..... enfans, servant à Saint-Roman (23). LX l. tz.

M. Chaumes, ayant femme et..... enfans, ser..... (24).

M. Maurel, servant à Saint-Treyal et Saint-Maurice. LX l. tz.

M. Labat, ayant femme et enfans, servant à Saint-Julhien (changé à Saint-André de Valborgne, en la baronnie d'Anduze) (25). LX l. tz.

M. Jehan de Ulmo, ayant femme et enfans, servant à Saint-Julhien d'Arpajon. LX l. tz. (26).

(20) Sans indication d'église.

(21) Les deux lignes ont été écrites après la liste faite et d'une autre main.

(22) Ecrit après la liste, paraît être de la même main que les notes marginales.

(23) Saint-Roman de Tousque, principal village de l'église de Moissac, consistoriale de Barre (Lozère), résidence du pasteur, a un bureau de poste, un temple, etc.

(24) Inachevé.

(25) Cette ligne est rayée dans l'original, l'annotation en marge ayant été faite par celui qui a écrit la liste.

(26) Ligne intercalée, mais de la même main.

M. Pierre Hostel, ayant femme et enfans, servant à Saint-Martin de Lanouscle (27).

M....., servant à Saint-Michel de Dèze.

M. Flavard, servant à Saint-Martin de Bobaulx.

M. Jehan Fornier, ayant femme et enfans, servant à Saint-Laurens de Trèves (changé à Chamborigau, du diocèse d'Uzès).

M. Jacques Chambrun, ayant femme et enfans (28).

M. Frezoul, servant à Barre.

M. Pierre Finel, marié, ayant femme et enfans, servant au Pompidou (29).

M. Melgoyres, servant à Florac.

M. Moynier, ayant femme et enfans, servant à Marvejols. LX l. tz.

M. Guyot, servant à Peyre (30). LX l. tz.

M. Jehan Charretier, servant à Saint-André de Valborgne (31).

M....., servant au Malzieu.

M. Cristofle de la Bastide, servant à Boyterre de Fornels (32).

M. Aigoyn, servant à Notre-Dame de Valfrancesque.

M. G. Bonnilhard, servant à Saumane et Saint-Martin.

M. Bourgade (33).

M. de Monteil, ayant femme et enfans (34).

M. Guy Morenges, ayant femme et enfans (35).

M. Brones, ayant femme et enfans, servant à Frugières-les-Montberre.

M. Anthoine Rilhan, servant à Saint-Frezal de Ventalon.

(Les veuves et orphelins.)

(27) Traitement non indiqué.

(28) Pas d'église indiquée.

(29) L'original porte la Melouze rayé et au-dessus Pompidou.

(30) Il s'agit de Peyre, entre Marvejols et Malzieu.

(31) Saint-André de Valborgne, Saumane et Saint-Martin, sont situés sur les limites du Gard et de la Lozère, et ont fait partie du Gévaudan, ce qui explique que celui qui a dressé cette liste les y ait portés deux fois.

(32) Fornels ou Fournels (Lozère), est désigné sur les anciens titres Boyterre de Fornels.

(33) Inachevé.

(34) Pas d'autre indication.

(35) Idem.

CORRESPONDANCE
DE
MARIE DE LA TOUR

DUCHESSE DE LA TRÉMOILLE

AVEC LE MINISTRE ALEXANDRE MORUS

PENDANT LE SÉJOUR DE CE DERNIER EN ANGLETERRE, DE JANVIER A JUIN 1662

Les démêlés du ministre Alexandre Morus avec le Consistoire de Charenton sont un des plus affligeants épisodes de l'histoire ecclésiastique au XVII^e siècle. On en peut lire les détails dans la *France protestante* (art. Morus), et *Bull.* VIII, 173 et suivantes. Doué d'une imagination vive et de talents oratoires distingués, Morus était malheureusement dépourvu de cette austérité de caractère et de cette fermeté de principes qui conviennent à un ministre de l'Evangile. Si ses dons brillants excitèrent l'envie, sa conduite inconsidérée donna prise à de justes critiques. Il eut de chauds amis et d'ardents adversaires. Parmi les premiers, il faut ranger les membres de la noble famille de la Trémoille, sous les auspices de laquelle il se rendit en Angleterre pendant que l'on poursuivait sa déposition à Charenton. C'est au séjour de Morus à Londres, peu après la restauration de Charles II, que se rapportent les lettres suivantes tirées du chartrier de Thouars, et annotées par notre ami M. Paul Marchegay avec son zèle, son savoir ordinaires.

Le duc de la Trémoille à madame la comtesse de Derby.

20 décembre 1661.

Madame ma chère sœur, celui que je vous supplie d'assister en toutes les rencontres où votre entremise lui pourra être avantageuse est M. Morus, plus digne d'être considéré par lui-même que par aucune recommandation. Ses dons sont très-grands, et extraordinaires; sa plume et ses louanges n'ont point été seulement retenues et restreintes dans les limites de sa patrie mais ont volé partout, avec un applaudissement universel. Je vous dirai donc que l'ayant toujours aimé, chéri et honoré, je tiendrai tous les bons offices qu'il recevra de vous, toutes les grâces qu'il méritera de votre incomparable monarque, comme si je les avois moi-même

reçues. Je vous conjure d'être persuadée de cette vérité et de la garantir vers tous ceux qui ne la voudroient recevoir, vous protestant d'être toute ma vie.... (1).

Morus à madame la duchesse de la Tremoille.

De Londres, ce 17/27 janvier 1662.

Je n'eusse pas tant tardé à vous donner de mes nouvelles, Madame, et à vous rendre compte de toutes choses, sans que j'ay creu que M. Blaqual et M. Dumas suppleroient à mon défaut. Et d'ailleurs il faut que j'avoue librement à V. A. que la bénédiction qu'il a pleu à Dieu de m'envoyer ici depuis le peu de temps que j'y suis, m'eust fait mépriser la brouillerie et les chicanes qu'on tasche de m'y faire si on n'y eust meslé bien avant vostre nom, et quelques-uns même l'ont expliqué de vostre personne. Je sçai bien qu'ils se sont trompés, mais il m'a esté fascheux que pour les détromper il m'ait falu laisser dans ce mauvais parti de la violence et de l'oppression la personne que j'honore le plus au monde, après vous Madame. Voici ce qu'escrivent mes bons amis de Rouen : *Messieurs (2) et Desforges, mademoiselle de la Tremoille, mademoiselle de la Suze (3) et M. Chartier (c'est vostre advocat si je ne me trompe) feront voir la vérité des accusations.* Si on eust adjousté : *Mais madame de la Trémoille n'en est pas,* cela suffiroit en ce pays cy et partout contre tous ces autres noms; et dans mon esprit vostre seul suffrage a plus de poids que mille comme ces autres là, que je sçai estre intéressés et emportés contre le droit et l'équité et contre Dieu. Je n'en dirai pas davantage parcequ'on y range mademoiselle vostre fille, à qui ce n'est pas grand honneur en ce pays de passer pour une seconde mademoiselle de la Suze; et le sieur Poiré, médecin de Rouen, ajoute que ce qu'il escrit *est sur le pied d'une lettre écrite par mademoiselle de la Suze et de sa propre main,* afin que personne n'en puisse douter. Dans l'estat où je me voi dans cette île, je n'ay rien à craindre des puissances qui dominant à Cha-

(1) Ce fragment provient de la correspondance du duc Henri de la Trémoille, publiée par M. Imbert dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, année 1866.

(2) Nom illisible; probablement *Poiré*, d'après ce qui suit.

(3) Fille de Louis de Champagne, comte de la Suze, et de Charlotte de La Rochefoucauld-Roucy.

renton, et je laisse à part mon intérêt ; mais je ne puis qu'estre sensiblement touché de voir et vostre nom et une si excellente personne qu'est mademoiselle vostre fille, paroistre contre moi en une compagnie de gens que j'estime indigne d'elles, tandis que je publie ses louanges de toute ma force dans les plus hauts lieux et que j'attens réponse d'un seigneur du Parlement sur une affaire qu'on me doit proposer pour elle. Vous me direz que c'est me faire trop de feste, mais il est vray pourtant que je n'ay pas moins parlé ni moins resvé sur ses intérêts que sur les miens depuis mon arrivée. Dieu estant pour moy et madame de la Trémoille n'estant point gaignée par l'hostel dominant, je me consolerais de tout avec un Roy qui vault un monde.

Madame la duchesse de la Trémoille à Morus.

1^{er} février 1662.

Je vous écrivis il y a quelques jours, Monsieur, pour vous demander de vos nouvelles ; et je recommence encore, mais c'est pour me plaindre de ce que vous ne m'en avez fait aucune part depuis tant de temps qu'il y a que vous nous avez quitté. Cela n'empêche pas néanmoins que je m'intéresse comme je dois en tout ce qui vous touche, et particulièrement aux témoignages que l'on m'assure que le Roi vous donne de sa bonne volonté. J'apprends en même temps que cela n'empêchera pas que vos ennemis ne renouvellent leurs persécutions ; mais contre une protection si puissante et si juste j'estime que vous n'avez rien à craindre, et je veux croire que vous n'omettrez rien de tout ce qui peut obliger S. M. à vous la continuer ; et je vous en conjure de tout mon cœur, et de vous souvenir que ce n'est point assez de se confier en son innocence, qu'il faut assurément faire quelque chose de plus. Vous savez, Monsieur, ce qui vous en est arrivé, et comme la négligence de petites choses a donné à vos amis sujet de s'en plaindre et à vos ennemis de s'en prévaloir. Vous n'avez en toutes (choses) qu'à mettre en pratique ce que vous savez enseigner si admirablement aux autres, et à ne laisser à vos ennemis d'autre matière que celle où leur envie et leur jalousie s'attache. Je sais bien quelle est la principale cause de leur haine et le premier motif des traverses qu'ils vous ont fait souff-

frir. Mais Dieu en sera le vengeur et ne peut sans doute laisser impunie une malice si opiniâtre et si invétérée, et qui paroît telle à tous ceux qui ont observé leurs procédures sans préoccupation; car pourquoi, s'ils avoient pu vous accuser sur des vérités, y auroient-ils mêlé tant de faussetés et de calomnies, qui ont disparu aussitôt qu'on a voulu s'en éclaircir. Vous aurez une grande consolation quand vous leur aurez ôté tout sujet de vous attaquer, et que chacun verra qu'ils ne vous en veulent que pour ce que vous avez des dons qui surpassent les leurs. Dieu veuille qu'avec une pleine liberté vous puissiez continuer à les employer à l'édification de son église, et bénir en telle sorte la protection dont le Roi vous honore qu'elle vous soutienne contre tous ceux qui veulent vous faire tomber. C'est une œuvre digne de S. M. et digne de la constance et de la fermeté qui paroît en toute sa conduite. On m'a dit que vous aviez eu l'honneur de prêcher devant lui. Je m'en suis réjouie pour ce que c'est le meilleur plaidoyer que vous puissiez faire pour vous, et que rien n'est si capable de fermer la bouche à vos ennemis que de vous donner moyen d'ouvrir la vôtre. Tout mon regret est que je n'y puisse avoir de part, mais je fais céder mon intérêt aux vôtres et prie Dieu de tout mon cœur de vous faire rencontrer, en quelque lieu que vous soyez, autant de satisfaction que vous en souhaitez
M. D. L. T.

J'adresse encore cette lettre à madame la marquise Dorchester (1), comme j'ai fait ma précédente, en date du 18 janvier.

Morus à madame la duchesse de la Trémoille.

De Londres, ce 22 janvier/2 février 1662.

Il faudroit que je fusse bien insensible, Madame, pour n'estre pas vivement touché de la faveur que vous m'avez fait de m'écrire en des termes si généreux et si obligeans qu'il ne s'y peut rien ajouter. Je n'en trouve point qui soient proportionnés au ressentiment que j'en ay et que j'aymerois mieux vous témoigner par quelque service effectif. Il m'a esté impossible jusqu'ici de voir M^{me} la comtesse Dorchester, mais je viens de voir avec beaucoup de satisfaction

(1) Catherine Stanley, fille de la comtesse de Derby, et par conséquent nièce de Marie de la Tour.

M^{me} la comtesse de Straffort (1), qui parle françois comme une françoise. M^{me} Carteret, qui fronde ici secrètement contre moi, nous est venue interrompre malheureusement, et m'a battu si froid que je me suis retiré pour vous écrire. Demain sans plus tarder je suis résolu de faire le tour de toutes les personnes qui ont l'honneur de vous appartenir, et je vous rendrai compte ensuite de ce que nous aurons dit. Mais M^{me} la comtesse D'Erbi pourquoi n'est-elle pas ici? Si nous l'avions nous serions trop forts. Chacun me plaint, et on me console de son absence (2) comme de l'un de mes malheurs.

J'ay plus d'envie que V. A. n'en sçauroit avoir d'entretenir le commerce qu'elle me fait l'honneur de m'offrir; mais je me trouve empêché pour l'adresse, parceque mylord Saint-Albans s'en va partir au premier jour aussi bien que M. d'Estrade (3), que j'ay eu l'honneur de voir à diverses fois dans de longues conférences, son affliction ne lui permettant de voir que peu de personnes. Il me semble que V. A. pourroit cependant envoyer ses lettres au résident de Hesse, qui loge proche de la Charité et qui est fort à vous, et il les adresseroit ici à M. Brand, résident de Brandebourg, qui loge ici en nostre voysinage, et à qui j'escris tous les ordinaires; et je sçai qu'il prendra cette charge à honneur; et quand mylord Saint-Albans sera de retour, V. A. n'aura qu'à lui faire remettre tout ce qu'il lui plaira de m'envoyer. Il faudroit avoir concerté un chiffre, mais puisque cela n'a pas été fait, quand il sera nécessaire je me servirai de celui cy, qui n'est que pour les voyelles

a e i o u

5 4 3 2 1

M^{lle} de Ls Siss et M^{lle} de Baisillon (4) sont les deux source d'où découlent ici des ruisseaux pleins de fiel et de haine. Ce n'est pas moi qui les mets en jeu, mais chacun en parle

(1) Henriette-Marie Stanley, sœur de la précédente.

(2) Charlotte de la Trémoille, ruinée par la Révolution, écrivait à sa belle-sœur, le 1^{er} avril suivant, du château de Knowsley : « Mes cadets et moi sommes en pitoyable état, et c'est la pure nécessité qui m'a fait sortir de Londres, qui certes est très-grande. J'en suis plus fâchée pour M. Morus que pour toute autre chose; et si Dieu me donne le moyen d'y retourner, je ferai mon possible pour le servir. Outre que je le dois pour l'amour de vous, il faut que je confesse que j'ai un extrême plaisir de l'entendre prêcher. »

(3) Ambassadeur extraordinaire de France en Angleterre.

(4) Charlotte de la Tour, sœur puînée de la duchesse de la Trémoille.

comme je vous écris. Je n'ay point de traverse que de leurs cliens et de leurs adhérens, qui exercent sur moi une rigueur et une inhospitalité qui n'eust jamais sa pareille. S'ils estoient les maîtres partout que ne feroient-ils point, puisque dans les destroits où ils dominant il n'y eust jamais Pape plus tyran qu'eux. Mais je m'emporte sans y penser, et cependant j'ay pris une ferme résolution de ne rendre point outrage pour outrage et de vaincre le mal par le bien.

J'ay aussi appris d'ailleurs les bontés du Roy, desquelles je ne veux tirer d'autre avantage que de recognoître la Providence de Dieu sur moi, qui me soutient à mesure que les hommes, et je ne sçai quel démon qui s'en mesle avec eux, font tout ce qu'ils peuvent pour me perdre. Secondés l'œuvre de Dieu, Madame, et joignés vous à un grand roy, qui est sans dispute, le plus honneste homme de son royaume. Pleust à Dieu estre venu vers lui plus tost : c'est l'une des plus grandes fautes que j'aye fait en ma vie. Quand il vous plaira de m'écrire quelque chose de particulier, vous y pourriés employer la main de M^{me} Gibert, qui est incognue.

Il n'y aura point de rupture entré la France et l'Angleterre, quoiqu'on die; mais elle est à craindre de ce pays avec la Hollande. J'ay vu M. le prince Rupert (1) et l'ay entretenu longtemps. On le tient engagé, mais je ne crois pas que ce soit tout de bon. De comtes et de ducs même on pourroit choisir; il faut bénir mon ennemie malgré qu'elle en ait. Je voudrois que M. Briot fit voir à V. A. les lettres que lui écrit un M. Benoist, homme très judicieux.

Du même à la même.

De Londres, ce 2/12 febvrier 1662.

C'est la troisieme que j'escris à V. A. de cette ville et de cette année. Vous apprendrés d'ailleurs que j'ay presché une seconde fois devant le Roy. M. le comte et M^{me} la comtesse Straffort s'y sont trouvés. Ma première lettre fut une plainte, la seconde un remerciement et celle ci sera une prière qu'il vous plaise, Madame, m'écrire une lettre aussi advantageous à mes affaires que vous

(1) Ou Robert, fils de la reine de Bohême, tante du roi, et l'un des plus intrépides chefs des troupes royales sous Charles I^{er}.

pourrés, sans contraindre votre conscience, et je vous promets qu'il n'y aura que le Roy qui la voye. Sur ce qu'on lui a dit, à l'occasion de certaines lettres qu'on fait lire contre moi, que M^{me} de la Trémoille n'estoit pas de cet advis. *Je voudrois bien que cela parust* (1). Vous le pourrés si bien faire, et avec des expressions si heureuses qu'en faisant mon..... (2) vous ferés le vostre, et je vous dirai après ce qu'on a déjà dit de V. A. en cette cour; mais je vous demande au plus tost cette lettre, et que vous me fassiés l'honneur de me tenir vostre t. r. s.

Madame la duchesse de la Trémoille à M. Morus.

14 fevrier 1662.

Depuis ma dernière, en date du 5 de ce mois, j'ai reçu la vôtre du 22 janvier/2 février, à laquelle je croyois faire une plus ample réponse que je ne ferai, m'étant survenu une affaire qui m'oblige d'y vaquer et de remettre au premier ordinaire à vous écrire avec plus de loisir. Le sieur de Blacal trouvera que je n'en ai pas manqué pour la lettre que je lui écris; et comme vous y avez plus de part que personne, elle suppléera au défaut de celle-ci et vous fera voir que je conserve pour vous les mêmes sentiments que j'ai toujours eus. J'ai été fort édifiée de voir les lettres écrites au sieur Briot, et je la serois encore davantage du récit que l'on me fait de l'action que vous avez faite devant le Roi si je ne la considérois comme une matière à nouvelles jalousies, et vous savez combien jusques ici elles vous ont coûté cher; et en cela j'estime votre malheur sans pareil et irrémédiable, si la main qui vous protège n'a la bonté d'écarter tous ces nuages et [de] vous donner la tranquillité qui vous est souhaitée passionnement de M. D. L. T.

Mandez moi, je vous prie, si vous avez reçu une lettre de monsieur mon mari; il en attend la réponse avec grande impatience.

On dit ici que M. le prince Robert se marie; mandez moi, je vous prie, avec qui.

(1) Ajoutez : *répondit le Roy.*

(2) Mot illisible, probablement *éloge*.

Madame la duchesse de la Trémoille à M. Blacal.

14 febvrier 1662.

Je n'ai reçu qu'aujourd'hui la lettre que vous m'avez écrite, qui est sans date, mais je la ferai aisément remarquer en vous disant qu'elle me fait un récit agréable du prêche que M. Morus a fait dans la chapelle du Roi. Je vous assure que vous ne me pouviez faire un plus grand plaisir qu'en me faisant part de cette nouvelle, qui devoit, selon toutes les apparences du monde, réjouir tous ceux qui s'intéressent comme je fais à ce qui le touche. Mais quand d'un autre côté on considère que jusques ici ses bonnes qualités ont fait son crime, je ne sais si on ne devoit pas plutôt s'affliger de voir qu'il fournit à ses ennemis de nouveaux sujets de le persécuter. Je vous avoue que je ne trouve rien de plus pitoyable que de voir ce qui lui devoit attirer des louanges et de l'approbation soit cause des traverses que l'on lui donne. Il est certain que c'est la jalousie que l'on a contre lui qui fait tout son malheur. Il peut bien avoir manqué en quelque chose en sa conduite et n'y apporter pas toutes les régularités qu'une personne plus artificieuse et moins franche que lui pourroit avoir; mais il y a bien de la malice en ses ennemis, et ils n'ont jamais perdu une occasion de lui tendre des pièges quand ils ont cru le faire tomber. Enfin on n'a que trop vu qu'ils se sont réjouis de ses fautes, et qu'au lieu de souhaiter de voir sa vie et son ministère en édification en cette église on n'a eu pour but que de l'en chasser : les uns pourcequ'il leur faisoit ombre, les autres pour pouvoir mettre en sa place quelque autre personne qui leur seroit plus agréable. Voilà la cause de tous ses maux; et si le bruit qui court est vrai, la contagion en a passé jusques où vous êtes, car on dit que les ministres de l'Eglise françoise ayant craint que l'on [le] leur donnât pour collègue, ils écrivent de tous côtés pour avoir des mémoires contre lui, et sans doute ils n'en manqueront point de vrais ou de faux. Le diable n'oubliera rien pour fermer la bouche à celui qui travaille si efficacement à détruire son règne. En vous écrivant ceci je n'ignore pas la plupart des choses qui se disent contre lui, et je serois la première à lui jeter la pierre si, quand j'ai voulu les approfondir, je n'en avois trouvé la plus grande part évidemment fausse et les autres fort douteuses; et en toutes j'ai remarqué en

ses accusateurs un extrême défaut de charité, et qu'au lieu de s'affliger de ses fautes ils triomphoient lorsqu'ils croyoient les avoir découvertes. Vous m'avouerez que ce ne sont pas procédures de chrétiens; et cependant il ne m'a paru autre chose, et c'est ce qui m'a donné de la compassion et des uns et des autres. Je prie Dieu d'y apporter les remèdes nécessaires, de mettre dans son église nombre de pasteurs doués d'autant de talens qu'il en a, et qu'il lui continue la protection qu'il lui a fait trouver auprès d'un roi vraiment digne de l'admiration de tous ceux qui ont l'honneur de l'approcher. C'est le meilleur souhait que je lui puisse faire et duquel je sais qu'il sera content. Quand il se passera quelque chose de nouveau, vous me ferez plaisir de me l'écrire. Assurez vous aussi de ma bonne volonté. C'est M. D. L. T.

Mandez moi, je vous prie, si Dumas est encore en Angleterre. Il faut que je die encore ce mot que je ne trouve rien si extraordinaire que de voir qu'on ait donné la chaire à M. Hesperien (1) et qu'on l'ait refusée à M. Morus. Tous deux sont accusés, mais il est vrai que contre celui-ci rien n'est justifié et contre l'autre il y a arrêt de mort. Jugez après cela si cette procédure se peut défendre.

Morus à madame la duchesse de la Trémoille.

De Londres, 10/20 février 1662.

Je ne sçaurois, madame, vous remercier dignement de ces belles, judicieuses et charitables lettres qu'il vous a plu d'écrire ici. Elles sont entre les mains du Roy, qui a dit *qu'il en estoit fort ayse, parceque M^{me} de la Trémoille estoit audessus de la mesdizance et avoit esté toujours plus tost austère que licentieuse*. On m'a traduit ainsi son anglois, car ce n'estoit pas à moi qu'il parloit. Autrement cet honneur nous arrive quelquefois, et aujourd'huy même j'ay esté avec lui à la promenade dans son parq une bonne demy heure. Il m'a parlé de mon dernier sermon en des termes qui font que je m'en tiens fort bien recompensé, puis après de M. de Lorraine, duquel on lui a dit qu'après avoir signé le traité avec le Roy (2), le len-

(1) Accusé d'avoir séduit Marie Betoule, fille du pasteur de Soubise, en Saintonge. *La France protestante*, vol. IX, p. 515, dit qu'il se justifia devant deux Synodes provinciaux et devant le dernier Synode national, tenu à Loudun.

(2) D'après l'*Art de vérifier les dates*, c'est le neveu et héritier du duc

demain il avoit protesté au contraire. Il a pris plaisir à ce qu'on a dit là dessus que c'estoit un effect de la constance de ce duc, parcequ'il n'avoit jamais fait autrement. Ensuite nous nous sommes mis sur le chapitre des Jansénistes, et sur la réponse que l'un d'eux a fait au jésuite qui a osé soutenir que le Pape estoit infaillible *même aux choses de fait*; ce qui est inoui jusqu'à present, et on dit que le Nonce même ne l'avoit pas trouvé fort bon. Ce que je ne vous dis, Madame, qu'afin que vous y recognoissiez le génie de ce prince, qui donne à tout et qui ne sçauroit jamais estre assés loué. Si vous nous faisiez sçavoir quelque particularité du Jansénisme et de ce qu'on fait ou dit pour ou contre eux qu'il ne sçeut point d'ailleurs, je lui en ferois un regale de vostre part qui lui seroit très agréable, car je vous advoue qu'il en est fort curieux et qu'il s'y entend à l'égal des maîtres. Nous avons ensuite parlé des choses naturelles, du sinode, de l'amyrauté, des distillations et enfin du chevalier Bori; ce qui m'a donné lieu de dire que j'avois charge de V. A. de m'en informer, mais je n'avois pas trouvé que sa réputation fut aussi grande ici qu'à Paris. Le Roy s'est enquis de vostre mal, et si vous lui aviez envoyé vostre portraict. J'ay dit que non, et que néanmoins vous en aviez esté sollicitée par ceux qui cherchent tous les moyens de restablir vostre santé. Vous ne sçauriez croire avec quelle affectation l'*Hostel* (1) tasche de dominer ici. Je voudrois que vous eussiez vu les Bibles reliées en bleu et les grands rubans de la plus belle largeur pendans à frange d'or [avec les armes] sur la chaire de l'Eglise. Le Roy dit sur ce sujet un jour, parlant de M^{me} de Turenne (2) : *elle est très de nos amies*; et je lui dis qu'il estoit vray, mais qu'elle n'estoit pas seule et que toute la maison de la Trémouille, et particulièrement V. A., lui estoit fort acquise, et que j'en avois vu les preuves à Touars, où j'estois quand on commença d'espérer le rétablissement de S. M. Ce que le Roy témoigna de recevoir très agréablement, car il ne se peut rien voir de plus caressant ne de plus charmant quand il veut obliger, et je vous assure que tous les peintres lui font grand tort. Que ce soit le plus honneste homme de ses royaumes, c'est une vérité qui ne peut estre contestée et

Charles IV qui protesta, le 7 mars, contre le traité signé par son oncle le 6 février, et en vertu duquel, après sa mort, il cédait la Lorraine à la France.

(1) L'hôtel de Bouillon, centre de la cabale contre Morus.

(2) Charlotte de Caumont la Force.

dont ceux la même qui s'en plaignent demeurent d'accord, comme les ambassadeurs de Hollande, chez qui j'étois hier à dîner, en conviennent eux mêmes franchement; mais je trouve que ce n'est pas assés et si j'ay quelque jour occasion d'en parler ailleurs qu'en chaire, où je croi qu'il ne faut louer que Dieu (et je sçai qu'on cite des choses qui lui ont plu de moi); j'en écrirai beaucoup au dessus sans faire aucun tort à la vérité. M^{me} la comtesse D'Erbi me manque ici. Je viens de lui faire écrire par son médecin (1), qui est de mes amis, que je la supplie de se hâter et que je retarderai tant que je pourrai; mais on me menace que je n'y retournerai de longtemps et qu'on a fermé toutes les advenues. C'est ainsi que parlent les lettres de la bonne M^{lle} de la Suze et de ses supposts, mais j'espere que V. A. jointe à M. de Lorme prévaudront sur l'injuste tyrannie des âmes bigottes, qui croient faire service à Dieu en détruisant ses serviteurs.

J'ay trouvé ici M. le prince Rupert, et il n'en a bougé depuis. On le tient engagé avec M^{me} la comtesse de Richmond, mais ceux qui si arrestent le plus ne croient pas qu'il le soit, ou s'il l'est que l'engagement tienne. Je l'ay entretenu longtemps dans sa chambre; il n'est pas fort souvent à la cour. J'avois résolu de parler à son sujet à la Reine sa mère (2), ma bonne et ancienne amie, mais elle n'est pas en estat de cela. La pauvre Reine est si enflée qu'elle ne peut sortir ni faire aucun exercice, et sa teste s'appesantit et je ne vois pas que ses médecins en jugent bien, ce qui m'a fait resoudre d'attendre et voir ce que Dieu en ordonnera. L'intérêt que je prens dans tous ceux de vostre maison et la grande espérance que j'ay de M. le duc de Touars (3), vostre petit fils, m'a fait jeter les yeux de toutes parts pour tascher à decouvrir quelque personne capable d'entreprendre une si importante éducation; et bien que j'en aye tasté divers, je n'en ay point trouvé de plus propre à tout prendre, qu'un escossois nommé M. Makle, qui a l'extérieur fort avantageux et qui sent fort peu l'étranger : sçavant en l'histoire et en la geographie, au droit et en tout ce qu'il faut pour ce dessein. Il se dit estre connu de Mgr le prince de Tarente, mais plus particuliere-

(1) M. de Lorme.

(2) La reine de Bohême.

(3) Charles-Belgique-Hollande de la Trémoille, fils aîné du prince de Tarente et d'Amélie de Hesse-Cassel.

ment de M. le marquis de Jugny, qu'il a conduit dans ses voyages. Cette pensée est venue de moi, et je m'en informerai plus avant sans autre intérêt que celui de vous témoigner que je suis à V. A. dans le dernier respect, v. r. s.

Madame la duchesse de la Trémoille à Morus.

25 febvrier 1662.

Les trois lettres que vous m'avez écrites, Monsieur, m'ont été surement rendues. J'ai répondu aux deux premières, reste à le faire à la dernière en date du 2, vieux style, de ce mois. Celles qui sont venues de Londres en même temps nous ont appris plus particulièrement qu'elle ne fait la seconde action que vous avez faite devant le Roi et combien S. M. en a été satisfaite. Cela, comme vous savez, ne me surprend pas, mais je ne sais si je m'en dois rejouir pour ce que c'est vous amasser de nouveaux charbons sur la tête. Je suis si persuadée que ce sont les dons que Dieu vous a donnés qui font vos crimes, que plus vous les ferez valoir tant plus redoubleriez vous l'envie et la haine de vos persécuteurs. Les personnes qui vous estiment et honorent comme je fais ne peuvent voir cela sans une extreme douleur, et certes on n'y sauroit penser qu'à la honte de notre siècle. On remarque ici visiblement qu'aussitôt qu'on ne vous y entend plus prêcher les esprits mal faits diminuent de l'aigreur qu'ils ont contre vous; mais comme j'apprends qu'ils sont sollicités par leurs semblables de les aider de leurs armes pour vous chasser encore du lieu où vous êtes, cela excite de nouveau leur mauvaise volonté, et ils mettront tous moyens en pratique pour les satisfaire. Quelques uns le font sans doute par un zèle aveugle et par une crédulité que je ne saurois m'empêcher de condamner, ou plutôt un défaut de charité que je trouve inexcusable. Quand j'entends dire que M^{lle} de la Suze est une de celles qui s'efforcent le plus de vous nuire, j'en ai pitié; car je ne trouve pas que ce soit une matière qui lui soit plus convenable que lorsqu'on la faisoit juge de l'opinion des Milenaires, contestée entre MM. Amyraut et de Launay. En verité je ne vous saurois dire combien, parmi les accusations qui se font contre vous, il s'y glisse des choses ridicules et qui se détruisent à la moindre lumière. Mais

posons que la plupart fussent aussi bien vérifiées qu'elles le sont mal, qui est-ce qui me peut nier que la charité voudroit qu'au lieu de la joie que l'on en témoigne on en fit paroître du déplaisir et de la douleur, et qu'avant que divulguer la chose on eut employé tous moyens pour vous ramener doucement de votre égarement. Au lieu de cela il n'y a pièges que l'on n'ait tendu pour vous faire tomber; il n'y a artifice que l'on n'ose inventer pour parvenir au dessein de vous nuire; et cela, Monsieur, pour ce que chacun a ses interets particuliers et regarde la place que vous occupez comme une qu'ils voudroient bien remplir. D'ailleurs beaucoup de gens qui ont été préoccupés à votre désavantage, avant que vous avoiez vu et connu, croient qu'il y va de leur honneur de ne se pas rétracter et estiment à gloire de, poursuivre leur pointe. Enfin vous avez de beaucoup de sortes d'ennemis, et vos amis auroient sujet de craindre pour vous si vous ne mettiez Dieu de votre côté; et c'est ce que je vous conjure de faire, et de si bonne sorte que chacun reconnoisse qu'il vous continue la protection qu'il vous a déjà accordée en mettant au cœur du Roi de vous honorer de la sienne. Vous m'avez avoué des défauts en votre conduite; corrigez les, au nom de Dieu, fermez la bouche à vos ennemis en vivant aussi saintement que vous prêchez purement, afin que les excellens dons que Dieu a mis en vous soient en édification à son eglise et que le Roi en prenne occasion de vous mettre à couvert contre la persécution de vos ennemis; car sans doute s'il vous honore de sa royale protection, elle vous sera une défense impénétrable à leurs traits les plus envenimés. Je crois que vous le pouvez espérer de sa bonté, et je vous trouve bienheureux d'avoir affaire à un roi en qui sont tant de grandes qualités que vous remarquez être en lui, et qui entre toutes a celle de savoir parfaitement discerner toutes choses et de montrer une fermeté admirable dans l'exécution de celles qu'il entreprend. Vous ne sauriez donc être en meilleures mains qu'entre les siennes, et je prie Dieu d'en bénir tous les ouvrages et le combler d'autant de prospérité que S. M. en mérite.

V. s. t., etc., etc.

(La suite au prochain numéro.)

CORRESPONDANCE

QUELQUES NOUVEAUX DÉTAILS SUR LA MORT DE CLAUDE BROUSSON

A Monsieur le Rédacteur du BULLETIN.

Montpellier, août 1871.

Cher Monsieur,

Je vous envoie une note sur les derniers moments de Claude Brousson. Tout ce qui concerne ce martyr est d'un si grand intérêt, qu'il faut considérer comme un devoir de publier les plus petits détails certains que l'on parvient à se procurer sur son compte.

Brousson fut supplicié à Montpellier *sur la place publique*, dit son arrêt de mort.

Mais quelle fut cette place ? Les uns se prononcent pour l'Esplanade, les autres pour le Peyrou. Les partisans de cette dernière opinion sont en grand nombre et rachètent l'absence complète de documents positifs par les produits d'une féconde imagination. A les entendre, le 4 novembre 1698, l'illustre prédicant fut conduit, au milieu d'une double haie de soldats, de la citadelle au Peyrou. Déjà, cette dernière désignation rendrait la description suspecte, l'espace qui sépare ces deux localités étant assez considérable. Montpellier n'avait pas à cette époque, une garnison suffisante pour un tel déploiement de forces. De plus, le lieu d'exécution, à Montpellier, était bien plus rarement le Peyrou que l'Esplanade. C'est là, en effet, que l'échafaud se dressait le plus souvent.

Déjà dans notre *Histoire de l'Eglise réformée de Montpellier*, nous avons rapporté une parole du procureur du roi Demisse qui nous semblait plaider pour l'Esplanade. *Je requiers*, disait-il, *que le dit Brousson soit condamné à être rompu vif sur un eschaffaut qui pour cet effet sera dressé à l'Esplanade*. Il ne nous paraissait pas douteux que l'arrêt qui, pour la peine était conforme au réquisitoire, ne s'en écartait pas quant au lieu de l'exécution. On pourrait même conclure de ce qui vient d'être dit, qu'à cette époque, l'Esplanade était la place de Grève de Montpellier. Notre opinion déjà formée a été confirmée par une découverte faite dans la précieuse collection des manuscrits d'Antoine Court

soigneusement conservés à Genève. On lit au n° 42 (Histoire des Eglises de France), *l'eschaffaux* (de Claude Brousson) *fut dressé à l'Esplanade à deux ou trois cents pas de la citadelle*. Deux bataillons du régiment d'Auvergne étaient sous les armes ; on les avait disposés de telle sorte qu'ils formaient autour de l'échaffaud trois cercles concentriques séparés les uns des autres par une distance de trois pas environ, *afin, est-il ajouté, que personne ne pût approcher*. Le désir d'assister à ce supplice qui, pour les uns n'était qu'un spectacle, mais qui, pour les autres, était le cortège fait au plus respecté des pasteurs au moment de son départ pour les demeures éternelles, avait attiré beaucoup de monde. Les lignes furent forcées et les vides laissés entre les soldats se remplirent presque exclusivement de coreligionnaires de Brousson. Le martyr, accompagné de l'abbé Crouzet qu'on lui avait donné pour le convertir, sortit de la porte de la citadelle escorté par cinquante mousquetaires et s'avança jusqu'au lieu du supplice. Déjà la bouche de Brousson s'était ouverte et il avait commencé à chanter le psaume XXXIV*, dont voici la première strophe :

Jamais ne cesserai
De magnifier le Seigneur ;
En ma bouche aurai son honneur.
Tant que vivant serai
Mon cœur plaisir n'aura
Qu'à voir son Dieu glorifié,
Dont maint bon cœur humilié
L'oyant s'esjouira.

Mais le hoquetton de l'intendant qui marchait à son côté, l'ayant prié de la part de son maître, de ne pas continuer, de peur d'exciter la multitude, Brousson qui ne croyait pas le moins du monde à ce danger, voulut donner, en mourant, un dernier gage d'obéissance. *Je discontinuerai*, dit-il, *en me bornant à prier Dieu*. Ces paroles sont dignes de la circonstance et du martyr qui les prononça.

Agréez,

PH. CORBIÈRE.

UNE DÉCOUVERTE HISTORIQUE

A M. le Président de la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME
FRANÇAIS.

Je dois vous faire part d'une découverte, qui réjouira les nombreux amis de notre histoire. J'ai été assez heureux pour trouver dernière-

ment dans des papiers de famille 506 pièces, qui se décomposent ainsi :

- 149 lettres de Paul Rabaut, de 1752 à 1780;
- 33 lettres de Rabaut Saint-Etienne, son fils aîné, pasteur à Nîmes, de 1759 à 1792 ;
- 9 lettres de Rabaut Pomier, son fils puîné, pasteur à Marseille, puis à Montpellier, de 1770 à 1780;
- 1 lettre de Rabaut Dupuis, son fils cadet, 1769;
- 50 lettres d'Antoine Court, directeur du séminaire de Lausanne, de 1743 à 1760 ;
- 25 lettres de Court de Gébelin, son fils, datées de Lausanne et de Paris, de 1760 à 1777.
- 29 lettres de Chalon, dit Latour, pasteur à Alais, puis à Bordeaux, de 1752 à 1776 ;
- 35 lettres de Pradel, pasteur à Uzès, de 1756 à 1778 ;
- 30 lettres de divers pasteurs de Dauphiné appartenant à la période du Désert, de 1746 à 1776 ;
- 11 lettres de Pierre Durand, pasteur en Vivarais et martyr, à Anne Rouvier, sa femme, réfugiée en Suisse, de 1730 à 1731 ;
- 17 lettres de Marie Durand, sa sœur, prisonnière à la tour de Constance, de 1741 à 1758 ;
- 86 lettres de divers pasteurs et laïques de France et de Suisse, de 1732 à 1778.
- 31 pièces historiques diverses, de 1730 à 1770.

La plupart de ces 506 pièces appartiennent à l'histoire, et j'en ai déjà extrait la valeur de 170 pages in 8°. Ce sont principalement des lettres adressées à Estienne et à Abraham Chiron. Quelques détails sur ces deux personnages sont nécessaires pour l'intelligence de la découverte que j'ai faite, et aussi pour enrichir la *France protestante* d'un nouvel article biographique.

Un *Abram Chiron*, natif de Châteaufort d'Isère, fils de Moïse Chiron, obtint le 6 novembre 1706 des seigneurs syndics et conseil de Genève, la permission de s'établir dans cette dernière ville, où il se maria, le 16 novembre de la même année, avec Marguerite Ducros, sa compatriote. Le 27 janvier 1709 il lui naquit un fils, qu'il appela Etienne, et qui se maria le 22 avril 1731 avec Catherine Chatelan, fille de Paul Chatelan, habitant au Bourg-les-Valence.

Etienne Chiron suivit la même carrière que son père, qui lui céda son fonds de commerce le 1^{er} mars 1735. N'ayant pas prospéré dans ses affaires, il ouvrit en 1742, avec l'agrément de la vénérable compagnie des pasteurs de Genève, une classe de religion, d'histoire et de géogra-

phie, qui eut un certain renom. Etienne était un homme instruit, bien qu'il ne connût pas les langues mortes, judicieux, très-versé dans les questions religieuses du temps et plein de piété. Il eut pour pensionnaires plusieurs jeunes protestants français, notamment les trois fils de Paul Rabaut et le fils de Pradel, pasteur à Uzès, et s'occupa jusqu'à sa mort, survenue en 1780, des intérêts des protestants de France. De là la nombreuse correspondance qu'il a laissée, et où on lui donne quelquefois le surnom de Théodore.

Etienne eut plusieurs fils et filles. Son fils aîné *Jean Abraham Chiron*, après avoir été professeur à Rolle dans le canton de Vaud, reçut l'imposition des mains à Genève en 1768. Il remplit diverses suffragances en Suisse, et accepta le poste de pasteur à Annonay en 1773, où il eut à souffrir de la part des catholiques. De là il passa à l'Eglise de Beaumont en Dauphiné, où on le trouva pendant et après la Révolution. Il occupa même un moment la place de maire dans cette commune. Abraham n'avait pas les moyens de son père; c'était néanmoins un pasteur distingué, laborieux et instruit. Il a laissé de nombreux sermons manuscrits et un excellent catéchisme, devenu fort rare, intitulé: *Nouveau formulaire pour recevoir les catéchumènes à la Sainte Cène*, Valence, J. J. Vitet, l'an VII républicain, 46 pages in-8°. Son père est l'auteur d'un *Cours abrégé de Religion*, 356 pag. in-8°, qui est resté manuscrit.

Cette notice servira à redresser deux erreurs: l'une de Ch. Coquerel (*Hist. des Egl. du Désert*, t. II, p. 600), qui fait de Chiron Etienne, surnommé Théodore, un pasteur proscrit et réfugié à Genève; l'autre des frères Haag (*France protestante*, t. 3. p. 445), qui disent que Chiron, pasteur de Montélimar, banni de France en 1684, « se retira à Genève, où il fonda une école d'où sont sortis quelques hommes distingués. » Cette école est évidemment la classe de religion, d'histoire et de géographie de notre Etienne. Du reste le pasteur de Montélimar s'appelait Pierre et non Théodore. Je n'ai pu malheureusement découvrir si les deux familles étaient parentes.

Désireux, monsieur le président, que cette lettre vous soit agréable, je vous assure de mon dévouement respectueux,

E. ARNAUD, pasteur.

Crest, 3 février 1872.

N. B. — Le défaut d'espace nous oblige à réserver les extraits des procès-verbaux et la bibliographie.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

La Société de l'Histoire du Protestantisme français a tenu sa dix-neuvième séance publique annuelle le 16 avril, à trois heures, dans le temple de l'Oratoire, sous la présidence de M. Ch. Waddington, devant un auditoire attentif et sympathique, dans lequel on remarquait MM. les pasteurs Robin, Matter, Zipperlein, Robineau, Lequeux, Berthe, Abrie, Passa, Montandon, Rouville, Martin-Paschoud, Hofset, etc. Après la prière prononcée par M. le pasteur Dhombres, le président a rappelé avec éloquence le but de la Société et les devoirs que nous impose le souvenir de nos glorieux ancêtres. M. Paul Juillerat a lu d'intéressantes pages de M. Jules Bonnet, absent pour cause de maladie, sur *Clément Marot à la cour de Ferrare*, et M. Douen, un mémoire qui peint au vif les combats et les douleurs que les consciences droites eurent à éprouver lors de la Révocation, pour ne pas céder mollement au torrent.

M. Gaufres a ensuite analysé une des lettres découvertes par M. le pasteur Arnaud, et qui décrit, en termes vifs et touchants, le passage à Yverdon, au siècle dernier, d'une troupe de réfugiés français se rendant en Hollande. Il a rapproché cet épisode de ceux du même genre qui se sont passés en Angleterre et en Amérique, et a fait allusion, en terminant, à la récente hospitalité que nos soldats ont rencontrée en Suisse.

Cette communication a été suivie de quelques mots chaleureux prononcés par M. le pasteur Vallette : « Il faut aimer, a-t-il dit avec une franche et fraternelle originalité, cette Société, parce qu'elle prêche très-bien, c'est-à-dire en retraçant de grands exemples. »

La séance a été terminée par une prière prononcée par M. le pasteur A. Coquerel fils.

ALLOCUTION

DE M. CHARLES WADDINGTON

MEMBRE DU COMITÉ

L'une des meilleures gloires de la France contemporaine sera sans contredit d'avoir eu le goût et le génie de l'histoire. Il semble qu'à travers la série des restaurations que notre siècle a vu se produire, et qui toutes ont eu la prétention de nous rapprendre ce qu'il y a de meilleur dans notre passé, la France ait voulu se reconnaître elle-même et chercher dans ses vieilles annales le secret de ses destinées futures. Jamais tant d'écrivains illustres ne se sont appliqués en même temps à cette noble tâche; jamais tant d'esprits curieux n'ont senti le charme et compris l'utilité des fortes études historiques.

Nous ne pouvions, Messieurs, demeurer en dehors de ce courant. Il y a vingt ans que, sous les auspices de l'un de nos plus éminents historiens, qui a bien voulu accepter le titre de notre Président honoraire, nous fondions cette Société, destinée dans notre pensée à éclairer un côté important et mal connu de notre histoire nationale, à instruire en quelque mesure notre pays et nos églises, à leur faire par là même, s'il était possible, un peu de bien, enfin à créer pour les ouvrages de haute culture intellectuelle un public protestant, c'est-à-dire un public capable d'impartialité, également exempt de la légèreté du bel esprit frivole, des passions d'un socialisme athée et de l'aveugle intolérance de l'ultramontanisme.

L'entreprise était difficile : notre Société demandait à ses amis deux choses qui, je ne sais pourquoi, ne vont pas toujours ensemble, le zèle pour les bonnes œuvres et l'amour des choses de l'esprit. Les encouragements ne lui ont pas manqué cependant. Chaudement patronée par quelques-uns, estimée de tous, adoptée depuis longtemps comme une branche de son œuvre par la Société de l'Histoire de France, elle semblait avoir traversé les jours les plus difficiles de son existence; elle avait enfin obtenu d'être reconnue comme établissement d'utilité publique, lorsqu'une double invasion de barbares est venue plonger notre chère France dans un abîme de malheurs. Je n'ai garde d'insister sur ces désastres inouïs; mais en y pensant, j'ose à peine vous parler de l'interruption de nos séances, de nos publications, de nos concours, de tous nos travaux, et de la diminution inévitable de nos ressources, durant cette année dont les lettres, ainsi que la civilisation chrétienne, porteront longtemps le deuil. Aussi bien, au milieu des douleurs de la patrie, nos propres épreuves nous paraissent moins amères, puisque nous avons souffert avec elle. Avec elle aussi, comme elle et pour elle, nous n'avons pas voulu désespérer, et nous avons repris notre œuvre.

Lorsque, dans l'été de 1871, notre Comité a pu de nouveau se réunir au local ordinaire de ses séances, place Vendôme, lorsqu'il a pu constater par ses propres yeux les dangers qu'avait courus notre précieuse Bibliothèque et la manière vraiment miraculeuse dont elle a été préservée, il a senti qu'il avait des grâces à rendre et que la protection toute spéciale accordée à cette Société était comme un appel à son activité et le gage d'un meilleur avenir.

Le *Bulletin*, sous la direction de notre dévoué secrétaire, M. Jules Bonnet, que sa santé ébranlée retient aujourd'hui loin de nous, a recommencé à publier régulièrement des documents inédits et des mémoires pleins d'intérêt, tels que le beau travail de M. Jules Chavannes sur les abjurations.

Le concours annoncé sur Théodore de Bèze et qui devait être

clos à la fin de 1871, a été prorogé au 31 décembre prochain.

La Bibliothèque s'est ouverte de nouveau à un public studieux : tous les jeudis, Messieurs, vous y pouvez venir puiser comme nous y puisons nous-mêmes tout en faisant notre service bénévole. C'est là, vous le savez, la partie la plus réjouissante de votre œuvre, celle qui a reçu les plus rapides accroissements et qui nous donne le plus d'espoir. Le *Bulletin* vous a tenus au courant des dons et des acquisitions qui chaque année, chaque mois, chaque semaine, ont enrichi notre premier fonds, d'abord si modeste. De nombreuses gravures, un vieux portrait à l'huile du pasteur Ancillon de Metz, quelques manuscrits et plus de 400 volumes imprimés, offerts par 54 donateurs (1), y ont été ajoutés depuis votre dernière Assemblée générale. « Les livres ont aussi leurs destinées, » a dit un poète latin, « *habent sua fata libelli*. » Il y a peu de jours, votre Comité, malgré le mauvais état de ses finances, a voté l'acquisition d'une collection assez considérable de livres et de manuscrits formée naguère par un célèbre écrivain pour son *Histoire de Port-Royal*, et les érudits ne verront peut-être pas sans surprise dans la Bibliothèque du protestantisme français, à côté du fonds Frédéric Monod et du fonds Athanase Coquerel, le fonds Sainte-Beuve. Ne pouvant ni ne voulant vous répéter ce que le *Bulletin* vous a déjà fait connaître, je me bornerai à citer avec gratitude un seul don de livres, celui de Madame la marquise de La Rochefoucauld, qui la première a bien voulu nous mentionner dans son testament. A cette occasion votre Comité m'a chargé de rappeler à tous

(1) MM. les pasteurs Bonhours, Oth. Cuvier, Dégremont, Fossé, Gonin, Martin-Paschoud, Th. Monod, Petit, Saglier. — MM. Block, Franklin, Froment, Halphen, Hoffet, W. Martin, Murray, Schickler, Villaret. — Mesdames la marquise de La Rochefoucauld, F. Schickler, Thuret, Torras. — Les Archives wallonnes de Leyde, la Bibliothèque de Boston, la Bibliothèque de Cambridge, les Facultés de théologie de Montauban et de Strasbourg, le Pius-Verein de Soleure, la Société des Amis de Londres, le Record-Office et les Unitariens de Londres.

Comme auteurs : MM. les pasteurs Agnew de Wigtown, Corbière, Coquerel, Delmas, Dhombres, Goguel, G. Monod, Th. Monod, Osborn de Richmond, de Pressensé, Schaeffer. — MM. Bordier, Durrant-Cooper, de Londres, de l'Épinois, Frossard, Ed. Hughes, de Labouchère, Alp. Lagarde, Lutchituki, de Kiew, Morley, de Londres, Ossokine, de Kazan, B. de Puchesse, Sayous, Turretini, de Genève, M. Vernes. — GRAVURES : MM. Frossard et Rossignol.

les amis de la Société que, depuis le décret du 13 juillet 1870, elle est apte à recevoir des legs et des donations et que, à parler humainement, l'avenir de ses collections est assuré. Ici donc la libéralité chrétienne peut faire quelque chose de durable et élever un monument à la gloire de Dieu, de l'Évangile et de la Réforme française.

La fête de la Réformation, dont notre Société a eu le privilège de prendre l'initiative auprès des églises réformées et qui a été souvent l'occasion de fructueuses collectes en sa faveur n'a pu être célébrée en novembre 1870. Une seule église, celle de Saint-Maixent, s'est souvenue de nous en ces temps douloureux : nous lui en exprimons notre vive reconnaissance. Sur la liste des trente-deux églises (1) qui, en novembre 1871, nous ont envoyé le produit de leurs collectes, nous n'avons pu lire sans une profonde émotion le nom d'une église d'Alsace, celle de Wesserling, fidèle à ses souvenirs, comme nous le serons toujours aux nôtres.

Nos Eglises comprendront mieux chaque jour, nous l'espérons, leur devoir de ne pas laisser périr par leur faute la mémoire de leurs fondateurs et des témoignages qu'elles ont rendus jadis à Dieu et à Jésus-Christ ; et le synode national des églises réformées, qui s'assemblera bientôt à Paris, aura sans doute à cœur de leur recommander cette œuvre historique à laquelle les anciens synodes attachaient à bon droit une si grande importance. Il ne faut pas que les protestants, si mal connus, si souvent calomniés, laissent à des plumes étrangères et parfois hostiles le soin d'écrire leur histoire. Il y aurait témérité à croire que ce seront toujours des écrivains tels que MM. Mignet et Michelet qui voudront bien, avec l'autorité qui leur appartient, raconter à la France dans des pages admirables l'établissement du calvinisme à Genève,

(1) Savoir : Anglès, Athis de l'Orne, Bayonne, Bédarieux, Caveyrac, Cazillac, Cette, Clermont-Ferrand, Fontainebleau, Ganges, Gemozac, La Grand-Combe, Le Havre, Inchy, asile Lambrechts (Paris), Livron, Lyon, Montauban, Montmeyran, Montpellier, Nantes, Niort, Oratoire (Paris), Réalmont, Rouen, Saint-Julien-en-Quint, Saint-Laurent-de-Cros, Saint-Laurent-le-Minier, Sommières, chapelle Taitbout (Paris), Toulouse, Wesserling.

ou mettre en une lumière éclatante la grande figure d'un Coligny. C'est à nous qu'est dévolue la tâche de montrer à notre pays, l'histoire à la main, jusqu'où peuvent aller les souffrances d'un peuple, et comment il peut sortir avec honneur des situations les plus désespérées; c'est à nous de lui dire où il doit regarder pour être sauvé, et, tandis que des empiriques lui proposent de misérables recettes pour réparer ses ruines, c'est à nous de lui parler de la force qui vient d'en haut et de lui redire ce mot qui fortifia l'âme intrépide de Coligny, vaincu, blessé, presque mourant : « Si est-ce que Dieu est très-doux, très-patient et très-secourable; » à nous enfin de prouver à notre chère patrie qu'elle n'a pas d'enfants qui l'aiment plus tendrement que nous, qu'elle n'en a pas qui lui soient plus dévoués, plus prêts à tout offrir pour sa délivrance, à tout faire pour son salut.

ÉTUDES HISTORIQUES

CLÉMENT MAROT

A LA COUR DE FERRARE

1535-1536

L'étranger qui parcourt les rues silencieuses de Ferrare, où croît l'herbe des champs, a peine à se représenter le mouvement qui animait cette ville, sous les princes de la maison d'Este, à l'époque de la Renaissance dont elle fut un des principaux foyers. Son antique université n'est plus qu'un souvenir. La solitaire Giovecca ne retentit plus du bruit des chars se dirigeant vers la Montagnuola. La rue des Angeli n'aboutit qu'aux bastions déserts, où l'œil cherche en vain la trace des bosquets de Belfiore. Le château, avec ses hautes tours, ses balustrades légères, ses fossés profonds où dorment les eaux du canal Pamphili, conserve encore un grand air, et semble attendre le réveil d'un passé disparu sans retour. La salle de l'Aurore garde les peintures de Dosso Dossi, représentant les heures du jour, et les bancs de marbre témoins des dernières fêtes de la cour d'Este. « A présent, dit un chroniqueur du dix-septième siècle, tout cela n'est plus. On ne voit à Ferrare ni ducs ni princesses. Il n'y a plus ni bals, ni sermons, ni concerts. Ainsi passe la gloire du monde ! Ces changements sont peut-être agréables à d'autres, mais non à moi qui suis resté seul en arrière, vieux, infirme et pauvre. Cependant Dieu soit loué ! »

Les premières années du règne d'Hercule II, époux de Renée de France, furent une époque particulièrement brillante pour la cour de Ferrare. Elle vit arriver, presque

simultanément, deux réfugiés célèbres à des titres divers, personnification de l'esprit français, l'un dans sa verve moqueuse et légère, l'autre dans ses austères applications à la science des rapports de l'âme avec Dieu ; c'est assez nommer Clément Marot et Calvin. Le poète précéda de quelques mois le théologien. Fils de ce Jean Marot qui, sous le titre de lecteur de la reine, avait cultivé la poésie, non sans succès, à la cour de Louis XII, Clément devait bientôt effacer son père dans l'art encore nouveau de narrer avec finesse, de médire avec grâce, de varier et d'assouplir les formes de cet élégant badinage dont il demeure un maître accompli. A défaut du génie créateur, apanage d'un petit nombre d'élus, que l'Arioste avait déployé dans *Roland furieux*, et que le Tasse allait porter dans la *Jérusalem délivrée*, Marot avait l'esprit, don charmant, le plus beau, comme on l'a dit, après le génie. « C'est cet esprit formé d'une sensibilité plus douce que profonde, d'une imagination plus enjouée que forte, d'une raison sûre, qui fait vivre les poésies de Marot. Sa tristesse est sans pleurs, sa raillerie sans aigreur, sa gaieté sans ivresse (1). » Dans le genre inauguré par Charles d'Orléans et Villon, il atteint à la perfection du tempéré. Quelquefois même sa muse, élargissant le cadre de l'inspiration, trouve de mélancoliques accents qui éveillent un écho dans tous les âges. Telle cette strophe sur la mort de Louise de Savoie :

D'où vient cela qu'on voit l'herbe séchante
Retourner vive, alors que l'été vient,
Et la personne au tombeau trébuchante,
Tant grande soit, jamais plus ne revient ?

« La Réforme trouva Marot sympathique à ses débuts, car elle n'était pour lui qu'un des aspects de la Renaissance :

La guerre déclarée
Contre ignorance et sa troupe insensée.

(1) Nisard, *Histoire de la littérature française*, t. I.

Dans le cercle de Marguerite, à Paris comme à Blois, il applaudit aux hardiesses des prédicateurs évangéliques, et parut même un de leurs adeptes (1). Ce fut là une des causes de ses disgrâces, non moins que la verve indiscrete d'un talent fait pour plaire ou pour provoquer de redoutables inimitiés. Il s'en aperçut au retour de Pavie, où il avait suivi le duc d'Alençon, et reçu même une honorable blessure, qui ne le protégea pas contre la haine de ses ennemis. Il fut l'objet de poursuites dont le mystère n'a pas été bien éclairci, mais où l'on entrevoit une vengeance féminine, peut-être celle d'une favorite, aussi puissante que funeste, dont l'astre dominait déjà la cour, Diane de Poitiers. Emprisonné à Chartres (1526), il ne recouvra la liberté que pour encourir de nouvelles persécutions. En 1534 on le trouve gravement compromis dans l'affaire des Placards, et son nom figure sur la liste des proscrits entre le receveur des finances, Lyon Jamet, et l'oracle des écoles, Mathurin Cordier (2). Blois n'était plus une suffisante retraite; Marot passa les monts, et ne se justifia qu'à demi dans les vers suivants :

De luthériste ils m'ont donné le nom.
 Qu'à droict ce soit je leur respons que non.
 Luther pour moy des cieux n'est descendu;
 Luther en croix n'a point esté pendu
 Pour mes péchés, et tout bien advisé,
 Au nom de luy ne suis point baptisé.
 Baptisé suis au nom qui tant bien sonne,
 Qu'en iceluy le Père éternel donne
 Ce que l'on quiert; le seul nom sous les cieux
 Pour qui ce monde ingrat et vicieux
 Peut estre sauf; le nom tant fort, puissant,
 Qu'il a rendu tout genouil fleschissant,
 Soit infernal, soit céleste, ou humain;
 Me préservant de ces grands loups rabis
 Qui m'espioient dessous peaux de brebis (3).

Lorsque Marot adressait cette épître au roi, son impuissant

(1) Voir l'Épître de Malingre à Marot. *Bull.*, t. XIX-XX, p. 86.

(2) *Bull.*, t. X, p. 36; t. XI, p. 258.

(3) *Œuvres de Clément Marot*, édit. de la Haye, 1781. 3 vol. in-4.

protecteur, il avait mis prudemment les Alpes entre ses persécuteurs et lui. Le nom de la fille de Louis XII était partout cité avec honneur. On vantait son esprit, sa bonté, et cette tolérance qui semblait plus rare dans une cour d'Italie, vasale du saint-siège. Renée était l'amie de Marguerite, et ces deux belles âmes échangeaient des lettres qui semblaient l'annonce de temps meilleurs (1). Aussi Marot ne put hésiter à prendre le chemin de Ferrare, et à faire choix d'une nouvelle protectrice :

Mes amis, j'ay changé ma dame.
 Une autre a dessus moy puissance;
 Née deux fois de nom et d'âme;
 Enfant de roi par sa naissance;
 Enfant du ciel par congnoissance
 De celui qui la saulvera.
 De sorte, quand l'autre scaura
 Comment je l'ay telle choisie,
 Je suis bien sûr qu'elle en aura
 Plus d'aise que de jalousie.

Avec quel charme ne décrit-il pas son voyage en Lombardie, son arrivée à la cour d'Este ?

Mais quel besoin est-il de m'excuser ?
 Les oiselets des champs en leurs langages
 Vont saluant les buissons et bocages
 Par où ils vont. Quand le navire arrive
 Auprès du havre, il salue la rive...
 Ma muse donc passant ceste cour ci,
 Fait-elle mal saluant toy, princesse,
 Toy à qui rit ce beau pays sans cesse;
 Toy qui de grâce aimes toute vertu,
 Et qui en as le cœur tant bien vestu ?
 Salut à toi doncques très humblement,
 Humble salut par ton humble Clément,
 Par ton Marot, le poète gallique,
 Qui s'en vient voir le país italique !

(1) Quatre lettres inédites de Marguerite de Navarre à Renée de France. *Bull.* t. XV, p. 125.

On aime à recomposer autour du poète, accueilli avec l'empressement le plus flatteur, et bientôt nommé, avec son ami Lyon Jamet, secrétaire de la duchesse, aux gages de 200 livres, la société choisie qui formait pour ainsi dire le cortège de Renée, à l'époque où la peignit le célèbre François Clouet (1). Nommons d'abord Michelle de Saubonne, dame de Soubise, d'un cœur aussi haut que sa race, et déjà secrètement inclinée aux doctrines de la Réforme, dont Jean de Parthenay Larchevêque, son fils, allait devenir un des plus vaillants confesseurs. Madame de Soubise avait accompagné Renée, comme première dame d'honneur en Italie, après avoir veillé sur sa jeunesse à la cour de la reine Claude, avec la plus maternelle sollicitude. Deux filles, Anne de Parthenay, mariée depuis peu de mois à Antoine de Pons, comte de Marennes, et Renée, sa sœur, portaient dans le palais des ducs d'Este, le charme sérieux et l'élégance un peu austère d'une génération formée sur le modèle d'Anne de Bretagne. C'est à Anne de Parthenay que l'illustre critique Lilio Giraldi dédia le second livre de son *Poème des Dieux*. Il y loue son rare savoir dans les lettres grecques et latines, son goût pour la poésie dont elle sait apprécier tous les rythmes, son talent pour la musique, enfin son étonnante érudition qui lui permet de s'entretenir avec les plus graves docteurs sur les mystères de la théologie. C'est dans le portrait qu'en fit un artiste contemporain, Bernardo de Carpi, émule du Garofolo, que se montre à nous, dans sa grâce décente et son aménité sévère, la jeune comtesse de Pons, avec son port majestueux, ses regards à la fois doux et fiers, ses blonds cheveux relevés sous l'or d'un diadème qui laisse étinceler une perle au milieu du front. Telle sans doute elle parut aux yeux de Marot, dans les bosquets du *Belvédère*, quand il traça les vers suivants :

Vous avez droict de dire, sur mon âme,
Que le bosquet ne vous pleust oncq si fort,

(1) *Bull.*, t. XV, p. 387. Dès le mois de septembre 1585, Clément Marot est

Car dès qu'il a senti venir sa dame
 Pour prendre en luy parfum et reconfort,
 D'estre agréable a mis tout son effort.
 Il a vestu sa verte robe, neuve.
 De ce séjour le Pô tout fier se treuve,
 Les rossignols s'en tiennent angéliques,
 Et trouverez pour en faire la preuve,
 Qu'au départir seront mélancoliques.

Moins imposante que sa sœur, Renée de Parthenay, n'exerçait pas moins d'attrait, quand elle se mêlait, gaie ou rêveuse, aux entretiens de la cour. Elle parlait à ravir le français et l'italien, aimait les jeux d'esprit, excellait aux travaux de tapisserie, jouait très-bien de la harpe, et cultivait avec passion la peinture où ses jeunes essais dénotaient un vrai talent (1). C'est à Renée de Parthenay que Marot adressait ces jolis vers :

Quand vous oyez que ma muse résonne,
 En ce bosquet qu'oiseaux font résonner,
 Vous vous plaignez que rien je ne vous donne,
 Et je me plains que je n'ay que donner,
 Sinon un cœur tout prest à s'adonner...
 Mais quel besoin est-il que je vous offre
 Ce que gagner d'un chascun vous savez?

Mais les membres de la famille de Soubise n'étaient pas le seul ornement de la cour alors toute française de Ferrare. Il faut citer Renée de Thunes, gracieuse enfant du pays Blésois, Anne de Beauregard, ravie par une mort prématurée qui inspira quelques vers touchants à Marot, et surtout une suivante de la duchesse dont la figure, entrevue dans le demi-jour de l'histoire et de la poésie, mérite aussi notre attention. Francisca de Bucyron, tel était son nom. Née sous le ciel de Provence, dans les riantes contrées que baignent la Du-

inscrit sur le livre de comptes de la duchesse de Ferrare. On y lit en janvier 1536 :
A M. Clément Marot, poète et secrétaire, 200 livres.

(1) Pingere acu doctas inter doctissima matres,
 Marmoreaque manu vivas animare figuras.

(*Poemata inedita.* (Bibl. de Ferrare.)

rance et le Rhône, elle dut, bien jeune encore, fuir sa patrie, peut-être devant l'arrêt de proscription depuis si longtemps suspendu sur les populations pastorales de Cabrières et de Mérimol. Elle se dirigea vers Strasbourg déjà conquis à la Réforme par Hédion et Bucer. Peu de mois après nous la retrouvons à Ferrare où se retiraient aussi de nombreux proscrits. Renée ne put voir sans intérêt cette jeune sœur que les orages du siècle avaient poussée des pentes du Léberon et des bords du Rhin dans l'hospitalière cité des ducs d'Este. Francisca possédait, il est vrai, tous les dons propres à gagner sa faveur. Noble, belle, enjouée, il lui suffisait pour plaire de se montrer, même aux yeux les plus indifférents. On l'admirait, puis on l'aimait. Son éloge était dans toutes les bouches. C'est ce que nous apprend une poésie de l'historien ferrarais, Cinthio Giraldi, frère de Lilio, et surtout un épithalame de Jean Fichard auquel nous empruntons de précieux détails (1). Après avoir signalé l'illustre origine de la fille des Bucyron, les sollicitudes de ses parents, et les soins qu'elle reçut des maîtres les plus distingués, il continue en ces termes : « Mais comment, ô Francisca, te louer dignement ? Le sang le plus généreux coule dans tes veines. Tu excellas, dès l'enfance, dans tous les arts qui sont l'apapage de ton sexe. La nature y joignit ses dons les plus rares, l'éclat des yeux, la pureté du teint, les roses de la pudeur si touchantes sur un beau visage, enfin ce doux parler qui monte si harmonieusement du cœur aux lèvres. Insouciant de ta toilette, pour toi tout devient ornement, soit que tu nous apparaises vêtue de la cape de Saintonge, ou que tu relèves les boucles de tes cheveux sous la barrette italienne. Oublierai-je les grâces de ton esprit, et cet heureux génie par lequel tu devances tes compagnes, n'ayant rien plus à cœur que les chastes disciplines et les pieuses études dont rien ne peut te distraire, quand il s'agit d'acquérir l'intelligence des saints écrits. »

(1) *Epithalamia diversorum in nuptias Franciscæ Bucyronis gallæ, etc.*, in-4, 1539. (Bibl. de Ferrare.)

Ici vient se placer, sous la plume du poète, une délicate allusion à un mystérieux sentiment qui doit trop tôt enlever Francisca aux hommages dont elle est entourée sur la terre italienne : « Il ne viendra que trop ce fiancé chéri, que tu attends de la patrie française, celui dont ton cœur a fait choix, et qui nous dérobant l'objet de nos chants, doit te ramener au manoir paternel, ne nous laissant en partage que tristesse et regrets ! L'unique consolation de tes amis d'Italie sera de se retracer les aimables qualités de celle qu'ils auront perdue, et de la suivre de leurs vœux. Un autre jouira de tant de perfections, gages d'un bonheur croissant. Nous, tristes et délaissés, nous chercherons longtemps d'autres amours (1).

Les appréhensions du poète ne se réalisèrent point, et Francisca, retenue à la cour de Ferrare, y connut de nouvelles affections qui devaient enchaîner sa vie. Tel était le cercle pur, charmant, au milieu duquel Clément Marot se trouva transporté, dès les derniers mois de 1535, et dont on croit saisir un reflet dans ses vers. L'arrivée de Calvin, sous le nom de Charles d'Espeville, allait bientôt imprimer un cachet plus austère à cette société d'élite, non moins capable de goûter les élégances de l'esprit que les hautes leçons de la foi rajeunie par l'étude des textes sacrés. Moment unique dans la destinée du poète français, flottant pour ainsi dire entre deux mondes qui semblent également l'attirer ! Renée de France demeura pour lui la personnification de ce double attrait. Ce n'est pas impunément qu'il vécut dans l'intimité de la pieuse princesse dont on ne pouvait approcher sans lui emprunter quelques traits de sa physionomie morale. Sainte contagion de la vertu ! mystérieux ascendant d'une âme d'élite sur tout ce qui gravite autour d'elle ! Les plus belles

(1) Dum tibi nil prius est animi moderamine casti,
Et studiis rebusque piis, dum sacra libenter
Scripta legis cupideque intellexisse laboras.....
Alterius sed fructus erit; tua gaudia crescent;
Nos tristes alios deinceps quæramus amores!

(*Ibidem.*)

pages que Marot ait écrites sont datées de Ferrare. Les strophes où il décrit les épreuves domestiques de sa protectrice, sont de celles que l'on n'oublie plus :

Ah ! Marguerite, écoute la souffrance
Du noble cœur de Renée de France ;
Puis, comme sœur, plus fort que d'espérance,
Console la !

Tu sais comment hors son pays alla,
Et que parents et amis laissa là ;
Mais tu ne sais quel traitement elle a
En terre étrangère.

C'est la même corde émue, sympathique, que l'on sent vibrer dans ces vers :

Me souvenant de tes grâces divines,
Suis en douleur, princesse, en ton absence ;
Et je languis quand suis en ta présence,
Voyant ce lys au milieu des épines.

O la douceur des douceurs féminines !
O cœur sans fiel, ô race d'excellence !
O dur mary, rempli de violence,
Qui s'endurcit par les choses bénignes !

Mais il n'est pas dans l'œuvre de Marot de morceau plus véritablement inspiré, et qui sous une forme vive, et même familière, confine de plus près à la haute poésie, que l'épître intitulée : « *Avant la naissance du troisième enfant de Madame la duchesse de Ferrare.* » C'est le thème qui dicta, au déclin de l'ancien monde, l'églogue de Virgile à Pollion, rêve confus, pressentiment sublime, que l'on commentera sans fin. Mais l'intention de Marot n'est point douteuse. C'est moins un enfant de haute lignée (Lucrece d'Este, duchesse d'Urbin) à son entrée dans la vie, qu'une nouvelle ère de l'esprit humain qu'il prétend glorifier ; ou plutôt c'est la Renaissance se glorifiant elle-même avec une franchise d'accent et une hauteur de ton que l'on chercherait vainement ail-

leurs. Il faudrait ici tout citer. Bornons-nous aux traits suivants :

Viens donc petit enfant ;
 Viens voir de terre et de mer le grand tour
 Avec le ciel qui se courbe à l'entour.
 Viens voir, viens voir mainte belle ornatüre
 Que chascun d'eux a receu de nature.
 Viens voir le monde, et les peuples et princes
 Régnañs sur lui en diverses provinces,
 Entre lesquels est le plus apparent
 Le roy François, qui te sera parent,
 Sous et par qui ont esté esclaircis
 Tous les beaux arts par avant obscurcis.
 O siècle d'or ! le plus fin que l'on treuve,
 Dont la bonté sous un tel roy s'espreuve !
 O jours heureux à ceulx qui les congnoissent !
 Et plus heureux ceux qui aujourd'huy naissent !

Je te dirois encor cent mille choses
 Qui sont en terre autour du ciel encloses,
 Belles à l'œil et douces à penser ;
 Mais j'aurois peur de ta mère offenser,
 Et que de voir et de penser tu prises
 Si grand désir qu'avant le terme vinsses.
 Parquoy, enfant, quelque sois, fille ou fils,
 Parfais le temps de tes neuf mois préfix
 Heureusement ; puis sors du royal ventre,
 Et de ce monde en la grand-lumière entre !

Tel était l'hymne de la Renaissance dans la bouche d'un de ses plus glorieux élus. L'austère voix de la Réforme allait à son tour se faire entendre par un de ses organes les plus autorisés. L'auteur de l'*Institution chrétienne*, caché sous un nom d'emprunt, Calvin lui-même venait d'arriver à Ferrare, accompagné de son ami Louis du Tillet, pour saluer la royale fille de Louis XII.

JULES BONNET.

CHUTE ET RELÈVEMENT

OU UNE FAMILLE DE PASTEURS A LA RÉVOCATION

DE L'ÉDIT DE NANTES.

Jacques de Brissac, sieur des Loges (1), professeur de philosophie à l'académie protestante de Saumur en 1625, puis pasteur à Loudun, sans doute témoin de la possession des Ursulines de cette ville et du supplice d'Urbain Grandier, est le chef de la famille dont nous essayons de reconstituer la touchante et douloureuse histoire (2).

Il mourut en 1667, âgé de soixante-quinze ans, et son fils Jean de Brissac, sieur des Loges, d'abord pasteur à Lusignan, puis à Niort, lui succéda dans l'église de Loudun. Il fit preuve de zèle et de courage et faillit être arrêté, ainsi que son collègue Fotras, pour avoir prêché à Thouars malgré la déclaration du 1^{er} février 1669, qui défendait aux pasteurs de célébrer le culte hors du lieu de leur résidence (*France prot.*, art. Brissac). Il soutint ensuite, la plume à la main (3), les droits des églises de son ressort, attaqués à la fois devant les commissaires de l'édit et dans un pamphlet du jésuite Meynier. Un peu plus tard, il quitta l'église de Loudun pour celle de Thouars, dont le temple fut démoli en vertu d'un arrêt du 30 juin 1685. Le même arrêt interdisait la prédication au sieur des Loges, dont l'énergie sembla dès lors anéantie; au lieu

(1) Nous ignorons s'il exista quelque lien de parenté entre sa famille et celle de Charles de Rechignevoisin, sieur des Loges, dont la femme, Marie Bruneau, fut si célèbre comme écrivain dans la première moitié du XVII^e siècle, « la première personne de son sexe, dit Tallemant des Réaux, qui ait écrit des lettres raisonnables. »

(2) Il fut nommé secrétaire du dernier synode national (1659), qui fut tenu à Loudun, sous la présidence de Daillé. (*Bulletin*, t. VIII, p. 151.)

« On a de lui un ouvrage de peu de valeur, intitulé *Response à la lettre de M. A. Naudin, avocat au parlement demeurant à Loudun, sur son changement de religion*, Saumur, 1651, in-8. » (Lièvre, *Hist. des Prot. du Poitou*, t. III, p. 44.)

(3) Il publia un ouvrage dont le titre semble aujourd'hui bien singulier : *Le Tabernacle de Dieu sous la nuée, ou l'exercice de la religion sous la protection des édits.*

de fuir à l'étranger, loin des convertisseurs, il faiblit et succomba, pour ne se relever qu'après avoir contribué à la défection de bon nombre de ses coreligionnaires.

Son frère, Benjamin de Brissac du Vigneau, d'abord pasteur à Châtillon-sur-Indre, exerça le ministère à Châtellerault de 1681 à 1685; c'est le personnage qui joue le principal rôle et le moins triste dans notre récit. Moins faible que des Loges, du Vigneau n'est pas cependant un de ces héros dont l'image ne nous apparaît qu'environnée de l'auréole d'une invincible fidélité. Mais à cette époque si troublée, où les lois de l'humanité étaient si audacieusement foulées aux pieds, les grandes âmes elles-mêmes ne furent point à l'abri de toute faiblesse, et quelques-unes ne triomphèrent qu'après avoir été vaincues un instant, témoin le pasteur de Chambrun (1), le proposant Hudel (2), Gardien Givry, pasteur du Désert et martyr (3), etc.

Un sort plus déplorable, celui de convertisseur salarié, était réservé à un troisième membre de la famille, Marchand, beau-frère de des Loges et de du Vigneau, et pasteur à Loudun en 1685.

A quiconque serait tenté de jeter *ab irato* la première pierre contre ces trois pasteurs du nord-ouest du Poitou, nous devons rappeler brièvement l'état où se trouvait cette malheureuse province, qui, la première entre toutes, avait subi les dragonnades, dont Elie Benoit a tracé un si horrible tableau (4). — Grâce aux atrocités commises par les dragons du marquis de Louvois, sous les yeux et à l'instigation de l'intendant Marillac, toute la population avait abjuré ou s'était enfuie dans les bois ou à l'étranger; quelques-uns avaient perdu la raison, d'autres s'étaient suicidés de désespoir. Dès 1682, la plupart des temples avaient été fermés ou démolis. Mais cette conversion en masse arrachée par la terreur, fut bientôt jugée

(1) Voir les *Larmes de J. Pineton de Chambrun*, in-12, La Haye, 1688; réimprimées et annotées par Ad. Schœffer, Paris 1854, in-12.

(2) Lièvre, *Hist. des Prot. du Poitou*, t. III, p. 124.

(3) *Bulletin*, t. IX, p. 174.

(4) *Hist. de la Révocation de l'édit de Nantes*, t. IV.

si incomplète, si insuffisante, que le 20 août 1685, Niort, Poitiers, Châtelleraut (1), Loudun (2), etc., reçurent de nouveau la terrible visite des missionnaires bottés. Avant la fin de septembre, l'intendant Foucault écrivait à Louvois qu'il ne restait plus que cent familles protestantes dans le haut Poitou. Lorsque la Révocation fut signée, tous les pasteurs de la province quittèrent la France, à l'exception de trois, qui sont précisément des Loges, Marchand et du Vigneau, que Foucault qualifiait de « très-habiles ministres. »

Du Vigneau avait épousé Suzanne Catillon, fille d'un joaillier de Paris; au mois d'octobre 1685, sa famille se composait de six enfants, dont l'aîné n'avait que sept ans, et le plus jeune trois à quatre mois. Qui s'étonnerait de le voir, dans de telles circonstances, hésiter à entreprendre le long voyage de l'exil, au commencement de la saison rigoureuse, d'autant plus qu'un asile lui était ouvert à Paris, où dans sa naïveté, il espérait échapper longtemps aux Argus du lieutenant de la police, la Reynie? Pendant toute l'année 1685, Paris fut le refuge d'une multitude de pasteurs du Nord, de la Normandie, de toutes les provinces, et même du Languedoc. Quelques-uns d'entre eux ayant épuisé toutes leurs ressources, étaient réduits à la dernière misère et, comme s'exprime une note de la police (3), « dans une si grande nécessité et consternation qu'on les prendrait pour des insensés. » Le commissaire Delamarre s'empessa de faire « demander les noms et les adresses des plus pauvres, sous prétexte de les faire assister par des gens de leur religion, pour voir ... s'il ne serait point possible de les faire aborder par quelque endroit pour les convertir en secourant leur misère (4). »

(1) « Au 24 janvier 1686, écrit Foucault, il n'y avait plus à Châtelleraut que quatre personnes professant la religion protestante réformée, que j'ai fait mettre en prison, et huit, absentes, qui ont passé dans les pays étrangers. Il y avait trois ministres très-habiles. » (*Mém. de Foucault*, p. 151. Paris, 1862.)

(2) « Dans la seule nuit du 30 octobre, deux compagnies du régiment d'Asfeld-dragons, envoyées à Loudun, y extorquèrent 1,500 abjurations. » (Lièvre, *Hist. des Prot. du Poitou*, t. II, p. 166.)

(3) Note du 1^{er} avril.

(4) Cette pièce est du mois de mars. Une main étrangère, peut-être même celle

Du Vigneau alla loger chez son beau-père, et très-probablement aussi des Loges et Marchand ; dix jours avant la Révocation, le 5 octobre, la Reynie était averti que le nommé Catillon, protestant et joaillier, sur le quai de l'Horloge, à l'enseigne du *Rubis*, avait donné congé à tous ses locataires, et rempli sa maison de P. R. qui arrivaient de Châtellerault, et qu'il disait ses parents. A peine arrivés, les trois pasteurs poitevins se virent épiés et commencèrent à trembler. Marchand et des Loges furent atterrés et entrèrent aussitôt en conférence avec les convertisseurs, notamment avec Guillaume de la Fontaine, prêtre de la communauté de Saint-Gervais, qui reçut un très-grand nombre d'abjurations. Du Vigneau se laissa conduire à quelques-unes de ces entrevues compromettantes, mais resta sur la défensive et ne prit aucun engagement. — Un grand combat se livrait dans son âme : Fallait-il abandonner sa femme, ses enfants, les laisser sans appui, à la merci des persécuteurs, pour aller mendier à l'étranger le pain si amer de l'exil ? Pendant qu'il hésitait, un événement s'accomplit qui fit pencher la balance du côté du sacrifice.

Le 14 ou le 15 octobre, Madame Dugrenier, sœur de Madame Catillon et tante de Madame du Vigneau (1), s'enfuit, emmenant avec elle son fils l'orfèvre Louis Dugrenier, de la place Dauphine, sa bru Anne Martin, grosse de sept mois, sa nièce Marie Catillon, belle-sœur de du Vigneau, deux enfants de Pierre Catillon, neveux de du Vigneau, Anne Bourdon, fille du célèbre Sébastien Bourdon, peintre du roi, et une servante catholique (2).

de la Reynie, a biffé la phrase soulignée, et l'a remplacée par celle-ci moins grossière, mais tout aussi odieuse : *Afin de les connaître et par quels moyens on les pourrait aborder.*

(1) Dans une liste des personnes sorties du royaume, nous trouvons ce renseignement : « Marguerite du Clou, veuve de Louis du Garnier, peintre, place Dauphine. Elle n'aurait laissé dans sa chambre que pour 200 ou 300 livres de meubles. Son fils, maître orfèvre, a obtenu le don du roi de tous les effets de sa mère. » (*Ms. de la Biblioth. nation., Supplém. fr., Papiers de la Reynie, t. II, p. 317.*)

(2) Les fugitifs allaient atteindre les frontières des Pays-Bas lorsqu'ils furent trahis et livrés par leur guide, Dumont, garde du roi. Le 19 octobre, ils furent

Cet exemple donné par des femmes au ministre de l'Evangile, acheva de vaincre son irrésolution; il quitta tout et se dirigea vers la Suisse. Pourquoi ne continua-t-il pas sa route? Le courage lui manqua-t-il, ou bien fut-il arrêté? Nous l'ignorons; nous savons seulement que, six jours après la Révocation, du Vigneau revenait de Fontainebleau à Paris. Le jour même de son retour, son beau-père l'entraîna chez le commissaire Delamarre, et promit que dès le lendemain, lui Catillon, accompagné de du Vigneau, de des Loges et de Marchand, « irait trouver M. de Meaux en quelque lieu qu'il fût, pour lui demander une seule conférence, et que, comme ils espéraient trouver en lui toutes les lumières nécessaires pour éclaircir leurs difficultés, ils prendraient à leur retour le parti de l'obéissance qu'ils devaient aux ordres du roi, et qu'ils seraient suivis d'un grand nombre de personnes de leur parti » (1).

retenus prisonniers à Condé, vis-à-vis de Mons. Du fond de sa prison, Madame Dugrenier écrivit à sa sœur Madame Catillon, le 6 novembre, la lettre suivante qui est un chef-d'œuvre de sang-froid et de dissimulation :

« Je ne doute point, ma chère sœur, que vous n'ayez été bien surprise quand vous n'aurez plus vu toute notre malheureuse troupe, et que vous aurez appris quelle grande entreprise nous avons tentée sans vous en rien communiquer; mais j'avais cru que je ne pouvais entreprendre le voyage trop secrètement pour le faire réussir; et, de plus, je craignais que vous ne m'en détournassiez, ce que vous n'auriez pas manqué de faire, sachant que *ma pensée a toujours été qu'on ne doit pas s'en aller; mais ma belle-fille étant sur le point d'accoucher, c'est la crainte qu'elle ne fût inquiétée pendant ses couches qui m'a fait prendre cette résolution*, que je n'ai pas prise pourtant *sans me faire de grandes violences*, et ce que je n'aurais jamais entrepris sans l'assurance que notre scélérat de trompeur me donna que je n'avais que faire de craindre, et qu'il nous promettait qu'il nous mettrait en quatre jours et demi sur les terres de Mons; et l'on a bien raison de vous avoir dit que *c'est lui qui a sollicité mon pauvre fils et ma nièce, votre fille, à venir avec nous, car sans sa pressante persuasion ils n'y seraient point du tout venus*, et seraient encore dans leurs maisons et nos deux petits garçons auprès de leur mère; mais le coquin voulait emplit sa chaise et avoir plus de gens à tromper et à voler. Il ne s'est jamais vu une conduite aussi scélérate et aussi trahissante que celle que ce malheureux de Dumont a eue envers nous, qui nous étions entièrement fiés à sa conduite... Dieu lui rende selon ses œuvres. » (*Papiers de la Reynie*, t. VI.)

Quand les prisonniers, ramenés à Paris, eurent obtenu la liberté au prix de l'abjuration, Madame Dugrenier et Anne Bourdon ne s'empressèrent point maladroïtement de se remettre en route; elles laissèrent écouler six à sept mois, et en juillet 1686 elles arrivaient en Angleterre. « Ceux qui restent, écrivait Delamarre, paraissent fort peu convertis... Il serait bon d'engager cette famille à donner quelques sûretés » qui l'empêchassent de prendre la fuite de nouveau. (*Papiers de la Reynie*, t. III, p. 287.) Selon lui, Dugrenier n'attendait qu'une occasion favorable pour partir (26 novembre 1686).

(1) Note de la police, du 21 octobre :

« Le sieur Du Vigneau est de retour de Fontainebleau, et, ce soir, avec son

Une conférence unique avec des hommes dont la frayeur avait paralysé les facultés, et qui se disaient résolus à prendre *le parti de l'obéissance*, ne devait pas paraître bien redoutable à Bossuet (il devait savoir en quoi avait consisté la conférence entre Henri IV et l'évêque du Perron, qui lui facilita le « saut périlleux »); cependant l'aigle de Meaux jugea plus prudent de ne conférer avec les pasteurs qu'après leur avoir fait signer la déclaration suivante, qu'aucun d'eux, nous aimons à le croire, n'aurait eu la lâcheté de coucher par écrit. C'était déjà trop, infiniment trop, d'y apposer sa signature :

« Déclaration donnée et signée par les sieurs du Vigneau, Marchand et des Loges, ministres, à M. l'évêque de Meaux, avant les conférences :

« Nous soussignés, étant dans cette pensée qu'il n'y a point de plus grand mal parmi les chrétiens que d'être désunis les uns des autres, *surtout lorsque la Providence les a tous faits sujets du plus glorieux monarque du monde, comme est le nôtre*, et outrés de douleur d'être obligés de sortir de son royaume, et de nous soumettre à l'autorité des étrangers, que nous ne saurions jamais regarder comme nos princes souverains et légitimes, déclarons que nous pouvons aujourd'hui promettre à M. l'évêque de Meaux que nous assisterons aux sermons et aux vêpres de l'église catholique, donnant par là une preuve sensible de notre union aux archevêques, aux évêques et aux curés de France.

« Nous souhaitons même qu'on nous croie absolument dans les sentiments des puissances supérieures qui, conformément aux libertés de l'église gallicane, donnèrent plusieurs articles,

beau-père, il a été chez le commissaire Delamarre pour lui dire qu'il entre dans les sentiments de la famille; mais que, comme *il ne les connaît que d'aujourd'hui*, il demande quelques jours pour s'éclaircir et se disposer à prendre son parti en connaissance et en sûreté de conscience; et sur ce que le commissaire Delamarre lui a représenté l'intérêt qu'ils avaient à devancer le peu de temps qu'on pourrait leur accorder, ils ont dit, en continuant leur confiance, que, *dès demain*, le sieur du Vigneau, le sieur Des Loges, son frère, ci-devant ministre à Thouars, et leur beau-frère, ci-devant ministre à Loudun, avec Catillon, iraient trouver M. de Meaux, en quelque lieu qu'il soit, etc. »

comme les historiens le rapportent, à MM. les ambassadeurs pour le concile de Trente, et jusqu'à ce qu'ils aient été arrêtés par l'autorité du roi et signés par MM. du clergé de France, dans l'esprit de l'article XII, du dernier édit (l'édit de révocation) vérifié en parlement le 22 de ce mois d'octobre.

« Nous supplierions très-humblement Sa Majesté de nous accorder la liberté de demeurer comme de simples particuliers dans son royaume, *jurant de ne rien faire contre les déclarations et de retenir, au contraire, par notre exemple, les peuples dans l'obéissance fidèle que nous devons tous au roi et à nos supérieurs.* » (*Papiers de la Reynie*, t. VI, p. 236.)

On ne sait ce qui l'emporte ici de l'impudeur adulatrice d'un Bossuet, faisant dire aux persécutés que leur persécuteur est le plus glorieux monarque du monde, ou de la déplorable faiblesse des victimes qui consentent à rendre à César ce qui appartient à Dieu.

L'expiation allait commencer pour l'un des malheureux signataires. Du Vigneau ne devait pas tarder à apprendre que le plus sûr moyen de triompher de tous les périls, est de suivre le droit chemin, en laissant le soin du reste au Tout-Puissant, dont le paternel amour règle nos destinées. Le premier moment de vertige passé, du Vigneau se cramponna aux bords de l'abîme au fond duquel roulèrent des Loges et Marchand, et, d'un vigoureux élan, il parvint à s'élancer hors du gouffre. Si c'est un auguste spectacle, que celui du juste qui marche sans broncher au milieu des écueils, c'est, selon l'Evangile, un spectacle plus humain, et qui éveille plus de joie dans le ciel, que celui du pécheur, meurtri par sa chute, se relevant purifié par le repentir, et fortifié par le divin pardon. Du Vigneau pleurant une heure d'égarement, rétracta hautement sa signature, et fut jeté à la Bastille, le 29 janvier 1686 (1), deux mois après sa quasi-abjuration; tandis que

(1) *Archives nation., Reg. du secrét.* O¹ 30 : Lettre à la Reynie : « Sa Majesté ayant vu le mauvais procédé qu'a tenu du Vigneau, ministre, m'a ordonné d'expédier les ordres que je vous envoie pour le faire mettre à la Bastille. »

son beau-frère touchait une pension de 700 livres (1). Il n'est guère possible de douter que son frère reçût aussi ce honteux salaire (2); toujours est-il que Marchand et des Loges firent tous deux le métier de convertisseur (3).

Jean Catillon avait abjuré le 2 novembre, ainsi que sa femme et huit enfants au nombre desquels figuraient évidemment ceux de du Vigneau. Son fils, Pierre Catillon de Montoron, aussi joaillier sur le quai de l'Horloge, abjura le 21 du même mois, avec sa femme et trois enfants (4), au grand déplaisir de du Vigneau et de sa compagne. Celle-ci résista trois mois et demi aux reproches de ses parents qui nourrissaient sa nombreuse famille, aux obsessions des convertisseurs Marchand et autres, aux menaces et aux tentatives du commissaire Delamarre et de l'agent Desgrez. Elle ne succomba que quand son mari eut été mis à la Bastille (5), et à force de s'entendre répéter qu'elle ne pouvait le sauver qu'en abjurant. La pauvre femme se dévoua par un excès d'amour. Heureux quiconque n'a jamais vu le sentier du devoir s'obscurcir

(1) Lièvre, *Hist. des Prot. du Poitou*, t. III, p. 45.

(2) Nous en avons découvert la preuve depuis que ces lignes sont sous presse.

(3) Le 8 août 1686, l'agent de police Desgrez écrivait que Madame de Villarnoul, protestante opiniâtre, mais plus d'à moitié convertie par les cachots de la Bastille, regrettait que Marchand fût rentré dans son pays (où son exemple, fortifié par la dragonnade, amena la conversion de 1,500 protestants), mais qu'elle reverrait avec plaisir des Loges, qui se rendit bientôt auprès d'elle pour l'encourager à l'abjuration.

La police se trompait sur le compte de Madame de Villarnoul, qui resta ferme et sortit de la Bastille, en 1687, sans avoir abjuré; ses deux filles, qui l'avaient accompagnée dans le terrible donjon, ne fléchirent pas non plus; on les transféra aux Nouvelles Catholiques, et finalement on les expulsa de France avec leur mère.

(4) Voici une note du 30 juin 1686 qui les concerne : « Anne, Marguerite et Marie Catillon, âgées de douze, dix, et sept ans, amenées par ordre du roi aux Nouvelles Catholiques, le 21 novembre 1683. Le père, ayant mal fait ses affaires (1), s'en est allé en Angleterre, il y a déjà du temps; la mère, après avoir fait sa réunion, y est aussi passée, il y a environ six semaines. Les deux aînées demandent à apprendre un métier. » (*Papiers de la Reynie*, t. III, p. 168.) Quant à Marie, la plus jeune des sœurs, la police trouvait encore, le 1^{er} février 1687, qu'elle ne pouvait être sans danger rendue à ses parents; cependant, elle fit plus tard partie du chapitre de la communauté des Nouvelles Catholiques, dont sa sœur Marguerite fut supérieure au moins de 1731 à 1755. (*Archives H 4206.*)

(5) Le 13 février 1686, Delamarre écrivait à la Reynie :

« Mademoiselle du Vigneau, après avoir persisté autant qu'elle a pu à demander du temps, a enfin signé sa soumission; elle fera sa réunion avant huit jours. M. Catillon s'est chargé d'elle et de ses enfants pendant ce temps. J'ai trouvé chez elle un Marchand, ministre converti, auquel elle a beaucoup de confiance, et qui s'est chargé de la voir tous les jours pour l'instruire. M. Fontaine sera aussi prié de venir demain. » (*Papiers de la Reynie*, t. III, p. 77.)

et se perdre dans les ténèbres ! L'amer sacrifice accompli le 12 février par Madame du Vigneau, n'avait plus de raison d'être ; car son mari était déjà hors de la Bastille (1).

« Le plus glorieux monarque du monde », qui ne prévoyait pas le retour d'un grand nombre des pasteurs qu'il avait bannis, ne songeait encore qu'à se débarrasser de ceux qui étaient restés en France. Par son ordre, du Vigneau avait été relâché à condition de sortir immédiatement du royaume, sans même dire un dernier adieu à sa famille, et avait gagné la Suisse. Réfugié à Morges, il adressait, le 22 mars, à Madame Catillon cette lettre empreinte d'une surprenante fermeté de résignation, et dont le style n'a rien de commun avec celui de la piété langoureuse :

« Je ne sais, Madame et très-honorée mère, si tout le temps que j'ai passé chez vous, dans mon dernier voyage de Paris, m'a assez fait connaître, et si vous avez bien pénétré la pensée de mon cœur ; tant y a, Madame et très-bonne mère, qu'en conservant mes sentiments religieux pour Dieu, je n'ai point eu d'autre vue que de vous édifier par mes entretiens et par mes actions. Je vous demande, dans cet endroit, et à M. Catillon, s'il lui plaît, un peu de réflexion tranquille, et j'espère que vous ne me tiendrez pas pour un païen et un infidèle.

« Je sais, Madame et très-honorée mère, que je me suis exposé à de très-rudes épreuves, et que ma condition présente est digne de vos soupirs et de vos larmes ; car enfin, en mille rencontres, vous avez pu remarquer jusqu'à quel point je vous honore, et quelle confiance j'ai en vos avis ; et présentement, me voici pour toujours éloigné de vous, et sans espérance de vous revoir jamais. J'étais avec une femme que Dieu m'avait donnée selon mon cœur, et nous avions des enfants que je ne voyais jamais trop, et dans ce pays de Suisse je suis privé des deux tiers de moi-même, et encore ce troisième est très-in-

(1) Le 11 février, l'ordre avait été donné de « faire saisir à Loudun les biens et effets de du Vigneau, ci-devant ministre et gendre de Catillon, qui s'est absenté, et de charger quelqu'un de ses parents catholiques d'un enfant de sept à huit mois seulement qu'il a laissé à Loudun. » (*Supplém. fr.*, 7044.)

firme. Enfin, j'avais de l'occupation à Châtellerault et nous y étions chez nous ; mais ici, je suis chez les autres et je n'ai point d'espérance d'y exercer mon ministère. — Ce changement, Madame et très-honorée mère, n'est-il pas des plus terribles ? et si, ne pouvant en être touchée, vous vous dites à vous-même que je l'ai bien voulu, au moins je vous supplie de ne me refuser pas cet aveu : que la religion où je suis né et que j'ai enseignée sans reproche, et en public et en particulier, me tient extrêmement au cœur, et que j'espère de la grâce de mon divin maître que, s'il m'appelle encore à de plus rigoureuses souffrances, je les supporterai avec des cantiques d'actions de grâces et de reconnaissance.

« Au reste, Madame et très-honorée mère, ne m'ôtez pas votre précieuse affection et engagez M. Catillon à *me rendre la sienne* ; je présente mon obéissance très-humble à ces deux illustres amies que vous vous êtes si justement choisies, et je vous demande à toutes trois quelques petits moments de votre souvenir ; j'y engagerai aussi quelquefois Messieurs leurs maris que j'honore et que j'estime. Mademoiselle Jeanneton (1) ne sera pas aussi oubliée, mais je vous conjure d'être persuadée, et toute votre famille, qu'il n'y a rien au monde que je souhaite avec tant de passion, que de vous savoir dans le chemin qui vous conserve dans la grâce du Seigneur, et qui vous conduise un jour dans sa gloire. Je suis avec un respect inviolable, Madame et très-honorée mère, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

B. DE BRISSAC.

« Si vous voulez bien quelquefois me faire tenir de vos lettres, vous les adresserez, s'il vous plaît, à Mademoiselle Piorret, la gazetière de Genève, qui me les enverra. (*Papiers de la Reyn.*, t. IV, p. 96.) »

Madame Catillon fit à son gendre une réponse où l'aigreur,

(1) Le silence que du Vigneau garde sur sa femme prouve qu'il lui avait écrit une lettre particulière, qui ne nous a pas été conservée.

l'affection, l'éloquence et la théologie se mêlent étrangement; toutefois on y sent le néophyte, qui se fait violence pour se croire sincèrement converti, pour se cacher qu'il a cédé aux attraits des biens terrestres, et non à la seule puissance de la vérité. Du reste, le catholicisme que Bossuet, Fénelon et tous les habiles, prêchaient aux nouveaux catholiques, n'était pas le véritable, celui du moyen âge et du concile de Trente, mais un catholicisme de circonstance, biblifié, protestantisé, et qui reléguait au dernier plan la Vierge, les saints et toute la dogmatique romaine (1). Toutefois les nouveaux convertis à qui l'hypocrisie pesait, demandaient davantage encore. Un grand nombre de chefs de famille de Paris supplièrent le roi, qu'ils transformaient trop naïvement en pape libéral, de leur accorder la communion sous les deux espèces, l'autorisation de ne pas s'agenouiller devant le saint sacrement, une large interprétation de l'eucharistie, l'abolition du commerce des messes, des indulgences, des pèlerinages, et la célébration du culte en langue vulgaire, au moins dans une église par ville. (*Papiers de la Reynie*, t. VI p. 274.)

Ces détails étaient nécessaires pour mettre dans son vrai jour la lettre de la belle-mère de du Vigneau :

« Votre lettre du 22^{me} du passé m'a été rendue, Monsieur et très-honoré gendre, il y a trois ou quatre jours, et pour répondre à ce que vous me demandez, si dans le temps que vous avez passé chez nous je vous ai assez connu, je vous dirai de bonne foi que je croyais vous connaître un peu ; mais je vois bien que je me suis trompée et que je ne vous connais point du tout. Vous me demandez que je réfléchisse sur vos entretiens et sur vos actions ; c'est en y réfléchissant que je vous avoue de bonne foi que je ne vous connais point ; car, enfin, demeurons d'accord d'une chose : N'est-il pas vrai, Monsieur, que lorsque vous fûtes arrivé ici, vous cherchâtes d'abord l'occasion de

(1) Bossuet avait ouvert cette voie dans l'*Exposition de la doctrine de l'Eglise catholique*, dont la huitième édition parut en 1666, in-18. (Voir nos *Notes sur les altérations catholiques et prot. du Nouveau Testament* dans la *Revue de théologie*, 3^e série, t. VIII, p. 111.)

voir quelqu'un avec qui vous pussiez avoir quelque conférence, pour tâcher de trouver quelque accommodement; et tout le monde sait que vous en avez eu plusieurs dans lesquelles vous ne paraissiez pas *si éloigné de la réunion*; il y a ici plusieurs personnes qui s'en souviennent fort bien, et de plus vos écrits (1) en font foi. Je ne vous célerai point qu'en voyant toutes vos démarches et tous vos entretiens, cela m'avait donné lieu de croire que vous pourriez prendre en conscience le parti que nous avons pris, plutôt que celui d'abandonner une femme et de pauvres enfants, ce qui m'a toujours paru terrible, et je vous l'ai dit à vous-même, Monsieur, que je ne pouvais comprendre la dureté de ces pères qui abandonnent leurs enfants. Dans le temps que je vous disais cela, je vous croyais bien éloigné d'une telle pensée.

« En vérité, plus je réfléchis sur la conversation que nous avons eue ensemble, et sur celle que je vous ai vu avoir avec M. Fontaine (2), et plus je suis étonnée que vous nous ayez ainsi abandonnés pour jamais, une pauvre femme, la meilleure créature qu'il y ait au monde, et vous dites vous-même que Dieu vous l'avait donnée selon votre cœur, ces pauvres enfants que le même Dieu vous avait donnés, un beau-père et une belle-mère qui vous aiment tendrement, et qui, avec plaisir, vous en ont donné toute leur vie des marques en ce qu'ils ont pu, tout cela, dis-je n'a pu vous retenir. Quoi, est-il possible que vous croyiez que ce que vous avez fait soit agréable à Dieu? Que si vous étiez resté ici au milieu de votre famille, pour lui être en édification et consolation dans ses besoins..., je crois que vous auriez pu vous réunir à l'église catholique, comme nous l'avons fait avec tant d'honnêtes gens, qui y servent ensemble le même Dieu, père, fils et Saint-Esprit, avec la même pureté que nous l'avons toujours servi. Nous avons eu la joie d'entendre, tout le carême, des sermons d'une très-grande solidité et fort édifiants. Enfin, par la grâce de Dieu,

(1) Il s'agit de la Déclaration exigée par Bossuet.

(2) Voir page 172.

je trouve tout le contraire de ce que j'avais ouï dire bien des fois, que je n'entendrais parler que de saints et de saintes à qui on adresse des prières ; je vous assure que je suis encore à en entendre parler un seul mot, et que je vais tous les jours à Saint-Barthélemy entendre un Père de l'Oratoire, nommé le P. de la Tour, qui nous prêche l'Evangile admirablement ; nous signifiant parfaitement bien qu'il ne faut rien donner aux créatures, tout étant dû au Créateur ; que nous n'obtenons rien que par le seul mérite de Jésus-Christ, et que nous ne méritons rien que par le précieux sang de notre Sauveur.

« Jugez de là, je vous prie, si nous n'avons pas lieu d'espérer que Dieu accomplira son œuvre, et que nous aurons la joie de voir une véritable et bonne réunion (1) ; pour moi, je la souhaite et l'espère de la miséricorde de notre bon Dieu, et qu'il nous donnera à l'avenir autant de joie et de tranquillité comme nous avons eu d'afflictions et d'amertumes. Vous ne sauriez croire, mon cher Monsieur, combien votre éloignement nous en a donné et nous en donne encore, à mon mari et à moi ; car, outre la joie que nous eussions eue de vous voir rester avec votre pauvre famille et la nôtre, auxquelles vous eussiez, comme je l'ai déjà dit, été en très-grande consolation, je crains que vous n'ayez de la peine à vous accommoder dans un pays étranger, étant délicat comme vous l'êtes, et n'ayant aucune commodité. Enfin, je vous plains extrêmement, et je voudrais de tout mon cœur que, par une bonne inspiration du Saint-Esprit, vous revinssiez au milieu de nous y rapporter la joie au lieu du trouble dans lequel vous nous avez jetés en nous abandonnant (2). » (*Papiers de la Reynie*, t. VI.)

(1) Cette lettre me parut éclairer d'un jour si nouveau les souffrances de toute une époque, que je la copiai, il y a une douzaine d'années, sans savoir par qui elle était écrite, ni quel était le du Vigneau auquel elle était adressée.

(2) On ne s'étonnera point, après cela, que Madame Catillon ait été jugée digne de recevoir dans sa maison une pensionnaire sortie des Nouvelles Catholiques : « S. M. veut que la veuve Charles soit remise entre les mains de la dame Catillon, puisqu'elle veut bien s'en charger. » (Lettre de Seignelay à la Reynie, du 26 avril 1688 ; *Correspond. admin.*, t. IV, p. 355.)

Il s'agit sans doute ici de la sœur du célèbre prédicateur de Châtellerault, Jean Charles, qui avait passé en Allemagne avant la Révocation.

Cette lettre si énergique, si touchante, et au fond si peu catholique de ton et de langage, put bien déchirer de nouveau le cœur du malheureux père, du malheureux époux ; elle ne put ébranler sa résolution, parce qu'elle n'est qu'un long et déplorable sophisme de l'égoïsme ; parce que Madame Catillon semblait ignorer qu'il y a quelque chose de supérieur à ce monde, et à ses affections même les plus légitimes, une puissance capable de sécher toutes les larmes, de tarir tous les désespoirs, c'est-à-dire le sens moral, la voix divine parlant au plus profond de notre être.

Cependant du Vigneau n'avait pas encore épuisé le calice d'amertume : après avoir subsisté quelques semaines en Suisse de l'inépuisable charité de ses coreligionnaires, il se rendit en Hollande où le même sort l'attendait (1). A la fin de l'année 1686, sa situation matérielle ne s'était pas encore améliorée (2) ; mais Dieu lui avait accordé une grande joie : son héroïque compagne l'avait rejoint (3), et s'était solennellement réconciliée avec l'église, qu'elle n'avait feint d'abandonner que par un dévouement excessif. Avait-elle réussi à emmener quelques-uns de leurs enfants ? — Nous savons seulement que Madame Melon, venue à Paris pour en conduire deux en Hollande, fut mise à la Bastille (4), et que les biens de Madame du Vigneau furent confisqués, partagés entre sa sœur Marie, qui était devenue religieuse et avait obtenu une pension de 200 livres (5), et son père, intendant des bâtiments de Monsieur, « en considération de ce qu'il était devenu bon catholique. »

Ce n'est qu'en 1688 que nous trouvons du Vigneau an

(1) Il figure parmi les deux cents pasteurs réfugiés qui assistèrent au synode de Rotterdam, le 24 avril 1686.

(2) Lettre de Delamarre, du 26 novembre.

(3) Elle était encore en France le 17 décembre 1686, mais on craignait son évasion, témoin ces lignes du registre du secrétariat (*Arch. Oⁱ 30*) : Ordre à la demoiselle du Vigneau de se retirer à Loudun ou à Châtellerault avec ses enfants, et de ne point venir à Paris sans permission.

(4) *France prot.*, t. II, p. 196.

(5) Ne pas confondre cette Marie Catillon avec sa nièce, âgée de sept ans, qui se montrait rebelle aux exhortations mêmes de Fénelon.

nombre des trente-huit pasteurs d'Amsterdam, et prêchant près de Kerkstráat (1).

Des Loges paraît avoir rompu, à son tour, les liens de l'hypocrisie, et fait un acte tardif de repentance et d'énergie : une lettre du commissaire Delamarre, en date du 26 novembre 1686, le représente comme étant sur le point de se marier à Londres (2). Marchand aurait-il seul persévéré dans l'impénitence (3)? — Espérons que quelque chercheur plus heureux découvrira des preuves de son retour à la sincérité, sans laquelle nul ne peut marcher tête levée, ni aller à Dieu, dont la souveraine justice et l'insondable miséricorde, n'ont pu offrir aux individus, comme aux nations déchues, qu'un seul moyen de salut : le relèvement des âmes par l'assimilation des principes évangéliques, la régénération de la conscience morale et religieuse par le progrès des lumières et par la liberté.

O. DOURN.

(1, Il y publia, en 1706, deux sermons sous ce titre qui rappelle trop la scolastique protestante de l'époque : *Des différens degrez de l'anéantissement et de l'exaltation de notre Rédempteur, ou sermon sur Philip. II, 7-11, suivi de l'immuabilité de notre grand Dieu et Sauveur Jésus-Christ, ou sermon sur Hébreux XIII, 8, prononcé en 1693.* (Voir l'article Brissac si incomplet de la France prot.)

(2) Pour éviter trop de remaniements dans la composition, nous n'avons fait qu'indiquer plus haut que des Loges avait reçu le salaire de l'abjuration, promis aux ministres convertis; la preuve s'en trouve aux Archives, *Reg. du secr.* Oⁱ 30, à la date du 26 avril 1686 : « Le sieur des Loges et Marchand, cy-devant ministres de la R. P. R., s'étant convertis avec beaucoup d'édification et de sincérité, » ordre de leur payer, etc.

Madame des Loges de Brissac n'avait pas imité la faiblesse de son mari. Le secrétaire d'Etat donnait, le 18 mars, à l'intendant de Bezons, l'ordre de la faire arrêter et mettre dans un couvent : « On a advis qu'elle va de ville en ville, et qu'elle est à présent à Blois, chez Jouan, chirurgien. » Pareil ordre était envoyé à un autre intendant, pour le cas où elle serait allée à Tours.

Pour que des Loges songeât à se remarier à la fin de novembre, il fallait que sa courageuse compagne fût morte; mais le commissaire Delamarre pouvait être exactement renseigné sur ce point.

Des Loges a-t-il persévéré? est-il resté à Londres? — On en peut douter en voyant le secrétaire d'Etat écrire à la Reynie, le 7 février 1687 : « Sa Majesté accordera un arrêt de surséance au sieur des Loges; dites lui, s. v. p., de dresser sa requête conformément au projet que je vous envoie. » (Oⁱ 31.)

Notre ami M. Lièvre n'aurait-il pas confondu Des Loges et Du Vigneau, en annonçant que ce dernier s'établit en Angleterre à la fin du XVII^e siècle?

(3) Deux de ses homonymes, avec lesquels il ne peut être confondu, furent arrêtés à Amiens, en janvier 1687, Pierre Marchand et son fils Girard, Parisien; mais la police jugeait qu'il ne fallait nullement compter sur leur conversion. Girard fut mis au fort l'Evêque. (*Papiers de la Reynie*, t. II, p. 279, et lettres des 8 et 12 février.)

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

LE PROTESTANTISME EN BÉARN

REQUÊTE DES HABITANTS DE LA VILLE D'ORTHEZ

A M. DE POYANNE; 1658

MM. Haag ont donné dans le tome X de leur *France protestante* un résumé des édits, déclarations et arrêts rendus contre les protestants, et l'on peut suivre, en le parcourant, la série des entraves apportées à l'exercice du culte réformé pendant la seconde moitié du XVII^e siècle. Au nombre de ces mesures figure l'interdiction signifiée aux protestants de sonner leurs cloches pendant le temps où celles des catholiques ne devaient pas se faire entendre, c'est-à-dire du jeudi saint au samedi suivant. L'arrêt du conseil cité par MM. Haag, à la date du 5 octobre 1663, avait eu son précédent en Béarn, comme le prouvent les deux pièces suivantes. La première est un fragment d'une histoire du protestantisme en Béarn, due à un catholique dont le nom n'est pas parvenu jusqu'à nous; la seconde est la copie d'une requête présentée, en 1658, par les habitants d'Orthez à M. de Poyanne, lieutenant-général du roi en Béarn. Ces documents proviennent de papiers ayant appartenu à la famille Gassion, dont un de ses membres prit, en 1685, une part active à la conversion des protestants de Salies.

EXTRAIT.

« Le Parlement, dirigé par son premier président aussi zélé qu'il se peut pour la gloire de la religion catholique, s'avisa que pendant que les catholiques estoient en dévotion es trois jours de la semaine sainte, pendant lesquels l'église fait cesser le son des cloches, affin de contribuer en toutes choses à la memoire de la mort de nostre Sauveur et de nostre salut, ceux de la R. P. R. faisoient sonner importunement les leurs et ne se souvenant pas qu'ils ne sont que tollerés aussi bien en Bearn que dans la France,

comme le roi dit par ses lettres patentes servant de reiglement à la presidence des officiers de la cour, ne veulent s'accommoder aucunement à la façon des catholiques; c'est ce qui donna lieu à l'arrest du Parlement du 28 mars 1658, par lequel, à la requisition du procureur general, il est fait deffenses à ceux de la R. P. R. de tout le ressort, de sonner ou faire sonner les cloches pour preches, prieres ou autrement depuis le jeudi saint jusques à l'heure pareille du samedi, à peine de 500 livres d'amende et plus grande, selon la rigueur des edits, et aux jurats de le souffrir à peine de suspension; à cause de quoi feut fait un atroupement de 400 personnes en la ville d'Ortès, dont estoit chef un nommé Maupoey contre lequel le Parlement fit informer, decreta l'interdit par arrest du 20 avril 1658, enjoint aux jurats d'Ortès d'empêcher ces congregations illicites, et enfin juge definitivement par arrest du 26 9^{bre} 1659, par lequel ce nommé Maupoey est condamné en certaine amende pour la reparation du clocher de l'église d'Ortès, avec deffences requises audit Maupoey de plus contrevenir, à telles peines que de droit, depuis quoi ni Maupoey ni aucuns n'a pas contrevenu, le son des cloches a cessé et les catholiques n'ont plus reçu de scandale par ce moyen. »

REQUÊTE.

A Monseigneur le marquis de Poyanne et de Castelnau, conseiller du Roy en ses conseils, lieutenant general pour Sa Majesté et representant sa personne en ses royaume de Navarre et pays de Bearn.

Très humblement vous remonstrent les habitans de la ville d'Ortès faisant profession de la religion pretendue refformée, que sur la nouveauté et trouble à eux fait en la pocation et jouissance de sonner leur cloche pour les prieres ordinaires depuis le judy saint jusqu'au samedi suivant, ils auroient eu recours à V^{re} Grandeur a ce qu'il luy pleut les maintenir en la liberté, pocation et jouissance de faire sonner ladite cloche pour l'usage susdit, et faire cesser tous empeschemens que les habitans catholiques publioit y vouloir apporter. Si que, par ordonnance baillée à la requeste des supplians, inhibitions et deffences auroient esté faites a toute sorte de personnes indifferemment de les troubler ni empescher a peine de desobeissance, laquelle ayant esté monstrée aux Sieurs de Lau-

gar et de Bonnecase, jurats catholiques de ladite ville, par M^e Daniel de Maupoey, notaire public, ils auroient refusé d'obeir en rendant la clef de la tour ou est ladite cloche que ledit S^r de Bonnecase avait emportée, tellement que les suppliants furent obligés de faire ouvrir ladite porte pour faire sonner la cloche et jouir du fruit de ladite ordonnance, conformément aux editz de Sa Majesté, qui maintient les suppliants au libre exercice de leur religion dans l'estendue des clauses desdits edicts, et combien qu'ils n'ayent apporté aucune sorte d'aigreur ny violence d'effect ou de parole, ains que la chose se soit passée dans un grand calme et moderation, neantmoins lesdits S^{rs} jurats qui seuls estoient en faute pour avoir refusé d'obeir aux commandemens de V^{re} Grandeur, ont procédé avec tant de chaleur et de hayne à l'encontre des suppliants que d'avoir dressé des verbals et informations contraires à la vérité, sauf votre révérence, et qui pis est, par un dessein tout a fait incidieux, ils ont rapporté leurs informations les unes par devant V^{re} Grandeur, et les autres par devant la cour de Parlement de Navarre; si que arrest a esté rendu par ladite cour de Parlement, par lequel ledit de Maupoey a esté decreté et interdit en sa charge de notaire, pour ceste seule occasion qu'il a ozé monstrier V^{re} ordonnance auxdits S^{rs} de Laugar et de Bonnecase. Et d'abondant M. de Tisnes conseiller du roi en ladite cour, a esté commis pour informer plus amplement, ce qui a esté fait, en suite de quoy les suppliants sont menacez d'une infinité de decretz. Or d'autant qu'ils se trouvent en ce rencontre dans des perplexitez et estonnements estranges, se voyant attirés en deux diverses juridictions pour un mesme subject, ils ont recours a votre Grandeur, qui est seule competante de cognoistre de ces matieres comme representant la personne de Sa Majesté, à ce qu'il plaise de vos grâces Monseigneur admettre les suppliants a faire leur enqueste sur charge et descharge touchant ladite procédure par un jurat de ladite ville de la religion pretendue refformée, n'estant pas raisonnable, Monseigneur, sous V^{re} respect que leur innocence soit et demeure exposée à l'animosité desdits S^{rs} jurats catholiques qui ont paru leurs parties formelles en ce rencontre, et cependant faire inhibitions et defences à toute personne, de quelle qualité et condition qu'ils soient, de rien entreprendre contre lesdits suppliants et en special contre ledit de Maupoey à telles peines qu'il sera advisé par V^{re} Grandeur jusqu'à ce

qu'il y ait esté plus amplement pourveu par vous, le tout conformement aux edicts et declarations de Sa Majesté. Et les suppliants continueront a prier Dieu pour votre santé et prospérité, et celle de votre illustre famille.

Signé : DELABORDE ARGAN, VISPALIE, pasteur; LAFITE
SOLON, pasteur; DEFARGUES, POEY, BATSALLE,
RIBEAUS, DOMEQ, LAPUIADE, médecin; DECAR-
PASSE, DUCLAVIER, SAINT PAU.

(Communiqué par M. Soulice, bibliothécaire de la ville de Pau.)

BIBLIOGRAPHIE

LES PROTESTANTS EXILÉS DE FRANCE SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XIV, ou les Réfugiés huguenots et leurs descendants en Grande-Bretagne et en Irlande, par le Rév. DAVID C.-A. AGNEW. 2 vol. in-4, Londres et Edimbourg, 1871 (1).

L'ouvrage dont le Révérend Agnew vient de publier une seconde édition revue et considérablement augmentée, rendra d'incontestables services à la science historique et spécialement à l'histoire du Protestantisme français. L'auteur s'est proposé de réunir le plus grand nombre possible de renseignements biographiques, sur les familles ou les personnalités marquantes du Refuge en Angleterre sous le règne de Louis XIV. Ses recherches dans les archives publiques et privées, recherches poursuivies pendant de longues années avec une persévérante et scrupuleuse attention, ont amené des résultats fort intéressants. Les notices biographiques sur des personnages célèbres ont le mérite d'être exactes et complètes : mais il en est d'autres tout à fait nouvelles consacrées à des hommes ou à des familles dont la mémoire, voilée par le temps, méritait d'être remise en lumière et conservée pour la postérité. Ecrivain surtout pour ses compatriotes, le Rév. Agnew s'est attaché avec un grand

(1) Protestant Exiles from France in the Reign of Louis XIV; or, the Huguenot Refugees and their descendants in Great-Britain and Ireland.

soin aux généalogies, et l'on peut suivre jusqu'à nos jours, souvent dans les rangs les plus élevés de l'aristocratie, du clergé, de l'armée ou de la science anglaises, les descendants des huguenots réfugiés. Nous n'insisterons pas sur le mérite de ces indications : il en est qui nous concernent plus directement encore. Dans les listes de réfugiés, dans les reproductions de testaments, contrats et documents du même genre, on relève plus d'un nom qui aide à résoudre des questions restées indécises ou à éclaircir des points demeurés incertains jusqu'ici. Ajoutons que l'exécution typographique de ce livre, donne à l'édition in-folio le droit de figurer plus tard parmi les raretés bibliographiques.

Nous nous réservons de glaner largement pour le Supplément de la France protestante dans le livre de M. Agnew ; mais nous croyons rendre à l'auteur un juste hommage de reconnaissance et en même temps être utile aux lecteurs du Bulletin en analysant ces deux volumes.

Dans l'introduction qui occupe les quatre-vingts premières pages, l'auteur expose les motifs de la persécution qui chassa de France les protestants, l'établissement des réfugiés sous Edouard VI, Elisabeth et Jacques I^{er}, les rapports des réfugiés avec la politique anglaise sous Charles I^{er} et Cromwell, leurs relations avec l'Angleterre sous Charles II, l'accueil fait à l'émigration de 1681, la conduite indécise de Jacques II et celle plus libérale de Guillaume et de Marie, enfin l'origine, le progrès et la décroissance du fonds dit : « *The Royal Bounty*, » destiné au soutien des Exilés pour la Foi. Ce résumé historique est excellent. Il est suivi d'une courte étude sur la Discipline ecclésiastique et le culte des Réformés et sur l'Hospice français de Londres. Le paragraphe VII renferme quatorze listes des « *Personnes nées in partibus transmarinis naturalisées par lettres patentes royales de Westminster*, » du 31 janvier 1681 au 3 juillet 1701. Il est superflu d'insister sur l'utilité de ces longues nomenclatures dont une partie seulement avait déjà paru dans la publication de M. Durrant Cooper (4). Citons encore un court extrait du même genre, des Archives de Dublin 1699 et 1704.

Les bibliographies fort étendues des trois ducs de Schomberg, du

(4) « *Lists of Foreign Protestants and Aliens Resident in England 1618-1688, from Returns in the state Paper Office, edited by Wil. Durrant Cooper, for the Camden Society, 1862.* » Cet important volume, imprimé avec le soin qui caractérise les publications de la Société Camden, a été offert en 1871 à la Bibliothèque du Protestantisme français par M. Durrant Cooper, en même temps que deux notices qu'il a données dans la *Revue archéologique* du Sussex, — l'une sur les Étrangers à Bye, sous Henri VIII, l'autre sur les Réfugiés protestants dans le Sussex.

premier et du second marquis de Ruigny terminent le premier volume : on y trouve beaucoup d'extraits de lettres et de dépêches et les détails les plus circonstanciés sur la carrière anglaise de lord Galway. Le chapitre suivant est consacré à trois membres de cette même famille, Pierre de Ruigny, la marquise de Ruigny et le colonel Ruigny de Cosne : puis viennent Dumont de Bostaquet, Misson, les familles Fontaine et Maury, Benezet, une longue et intéressante notice sur le marquis de Miremont, Jean Cavalier, avec quelques détails peu connus sur ses dernières années, Elie Neau dont la *Narration* est reproduite littéralement d'après l'exemplaire du *British Museum*. Le chapitre X — baron d'Hervart, Robethon, Falaiseau et Abel Tassin d'Allonne — est rempli de renseignements. Le chapitre XI passe en revue les réfugiés qui eurent l'honneur d'être membres de la Société Royale de Londres, Papin, de Moivre, Durand, Désaguliers, des Maizeaux ; le suivant, les sommités du clergé du Refuge, Abbadie, Bertheau, Cappel, Daillon, de Chambrun, de la Mothe, Graverol, Mesnard, Mussard et Rocheblave. Le contrat de mariage de la Mothe est curieux. Un second groupe du clergé se compose de Pierre Allix, Aufrère, Daubuz, de l'Angle, Drelincourt et les Dubourdieu.

Insistons sur un fait que nous n'avions vu mentionné nulle part. Six ministres de la même famille Dubourdieu trouvèrent un asile en Angleterre : Isaac Dubourdieu, son fils Jean, ses petits-fils Pierre, Armand et Jean-Armand et son arrière-petit-fils Jean. Ce patriarche prêchait encore à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, donnant l'exemple à toute sa pieuse descendance. Un septième pasteur du même nom était réfugié en Irlande, mais il n'avait aucun lien de parenté avec les précédents. Plus loin il est question des ministres Jérôme, le Prez, Dallemagne, Pérès, Pégorier, Sartre, Amiand, Ligonier, Pujolas, Lombard, Barbauld et Laval.

Le groupe des industriels réunit les Crommelin, Portal, Courtauld. Le Rév. Agnew a relevé dans les Registres des Brevets les indications suivantes, d'une haute importance, qui prouvent le talent inventif des réfugiés ;

« 2 août 1681. — Jean-Joachim Becher, invention pour dévider la soie.

19 août 1681. — J.-Joachim Becher et Henry Serles, nouvelle manière de faire du goudron.

28 avril 1682. — J.-J. Becher, moulins flottants.

29 juillet 1682. — François Ammonet, Claude Hayes et Daniel du Thais, invention pour la fabrication de bas drapés.

10 août 1682. — Georges Hager, fabrication de papier.

31 juillet 1682. — Jean Duson, fabrication de sel et drainage des salines et des mines.

1^{er} août 1684. — Jacques Delabadie, machine fort utile pour l'embellissement des draps, pannes et autres tissus de laine, par le cotonnage d'iceux. »

Guillaume et Marie, par la grâce de Dieu, à tous présents et à venir, salut. Considérant qu'Anthoine du Vivier, *Esquire*, nous a représenté par son humble pétition, qu'il a par son industrie trouvé et inventé un moyen de faire aller un navire contre vent et marée par une machine très-facile et peu coûteuse, et non encore connue de personne autre, qui sera de grande utilité et service à nos sujets, etc. Westminster, 29 fév. (1692).

2 septembre 1698. — François Pousset, une invention pour faire du crêpe de soie noir et blanc.

12 décembre 1701. — Richard-Laurent de Manoir et Louis-Anne Saint-Marie, une machine pour la fabrication de grandes plaques de verre rugueux et cheminées.

19 novembre 1715. — Pierre Dubison, teinture ou impression des calicots.

5 février 1719. — Jacques-Christophe Le Blon, reproduction de tableaux et dessins avec coloris naturel par impression.

25 juin 1720. — Jean-Théophile Désaguliers et autres, utilisation pour divers emplois de la fumée et de la vapeur des liquides en ébullition.

12 août 1721. — Isaac de la Chaumette, un canon ou une pièce d'artillerie, aussi une machine pour rectifier les cheminées qui fument et plusieurs autres inventions.

20 août 1723. — Néhémie Champion, invention pour produire une beaucoup plus grande quantité de cuivre avec le minerai de cuivre et la calamine, et pour recuire les plats et les chaudières avec du charbon de terre.

1^{er} juin 1727. — Jacques-Christophe Le Blon, fabrication ou tissage de la tapisserie au métier. »

Le chapitre des littérateurs comprend Bouhéreau, Boyer, Brunier, Chardin, Flournoys, Justel, Laroche, Motteux, Rapin-Thoyras. Parmi les nobles nous signalerons les articles sur Frédéric-Guillaume de Roye et les Champagné : nous rencontrons ensuite dans ces notices les noms de Castelfranc, Pyniot de la Largère, de la Cherois, de la Val, Auriol, Montolieu, Puissar, du Quesne, Gas-

tine, Gastigny, de la Force, Layard, Boisragon, Rambouillet, le Coq. L'auteur transcrit le testament de J. de Gastigny, fondateur de l'hospice français de Londres, ainsi que celui de Paul Dufour, trésorier de cet établissement charitable.

La noblesse réfugiée accourut sous les drapeaux de sa patrie d'adoption. Aussi les régiments français forment-ils le sujet d'un intéressant chapitre. Indépendamment des nombreux huguenots qui servirent dans les rangs anglais, trois régiments d'infanterie, un de cavalerie, un de dragons, étaient presque exclusivement composés de réfugiés. Le régiment de cavalerie eut d'abord Schomberg pour colonel, puis Ruvigny : ceux d'infanterie furent commandés par la Melonnière, Cambon, puis Marton, et la Caillemotte auquel succéda Belcastel. Les dragons appartenaient à Miremont. Nous renvoyons au livre de M. Agnew pour les noms d'officiers engagés dans ce corps et dans d'autres constitués à diverses reprises : mentionnons surtout la liste complète des officiers du régiment de Marton au 4 février 1698, et les cadres de la brigade organisée en 1706 en vue d'une descente en France, projet qui fut ensuite abandonné. La biographie des trois de Ligonier est le complément naturel de cet important paragraphe.

Dans un autre le savant auteur a rassemblé beaucoup de renseignements sur des dames, des médecins et des commerçants. Il y donne quatre-vingt-quinze noms français qui figurent parmi les cinq cent quarante-deux marchands de la cité de Londres, signataires d'une adresse de loyauté présentée au roi en 1744, lors des tentatives de Charles Edouard.

La dernière partie de l'ouvrage est un lien qui rattache la Grande-Bretagne d'aujourd'hui à ces huguenots du XVII^e siècle. C'est une étude sur les familles fondées par les réfugiés sur la terre étrangère, les Allix, Aufrère, Boileau, Bosanquet, Chamier, Courtauld, Daubuz, Delacherois, de la Condamine, Dubourdiou, Dury, Esdaile, Fonnereau, Gambier, Gervais, Girardot, Gosset, Harenc, Kenny, Luard, Majendie, Montrésor, Olivier, Petit, Porcher, Portal, Roumieu, Salmond, Tahourdin, Vignoles. Un chapitre est consacré à l'illustre branche des Romilly ; un autre, sous l'appellation collective de groupe Raboteau, aux Chaigneau, Barré, Lefanu, Tardy, Du Bedat. Au moment où se négociait la paix de 1697, Mathieu Du Bedat, ancien avocat au Parlement de Paris, fut chargé de présenter une requête demandant au roi Louis XIV au nom de ses sujets protestants, le rétablissement de la liberté religieuse. Le brouillon de ce document a été conservé dans la famille, et par

l'autorisation du Rév. Tardy, M. Agnew en a pu donner à ses lecteurs une reproduction intégrale.

Nous retrouvons, revêtus des plus hautes dignités de l'Eglise anglicane : les Chénevix, Majendie, Saurin, Letablere, Maturin, Fleury, Beaufort, Jortin, Rouquet, Romaine; dans l'armée ou la marine les Duroure, de Jean, de Vielle, André, de Bernière, Garric, Riou, Gambier, Montrésor et Boileau; dans les rangs de la science, du barreau, de la législature ou de la littérature : les Dol-lond, opticien; Gosset et Béranger, artistes; Bosanquet, du Val, Justanion, Bernard, médecins; Saurin, Bosanquet, Perrin, jurisconsultes; Masères, mathématicien; Barré, Laroche, Mauger, Devaynes et Romilly, membres influents de la Chambre des Communes; Portal, Mangin, Collette, littérateurs, et Vignoles, ingénieur distingué. Enfin parmi les hommes d'Etat et personnages qui ont occupé pendant ces derniers temps des positions élevées, on peut citer les noms des : de Blaquières, baron de Teissier, vicomte de Vismes, conseiller privé Layard et Baronets Amyand, Bayley, Boileau, Borough (où l'on reconnaît difficilement le français Dubourdiou), de Crespigny, Lambert, Larpent et Pechell. On le voit, les Exilés pour la Foi ont continué, sur la terre étrangère, à faire honneur à la patrie d'où Dieu leur avait commandé de sortir.

L'auteur des *« Protestant Exiles from France, »* a su fournir à l'histoire du Refuge des pages entièrement inédites, même après les travaux du regretté M. Southerden Burn, de MM. Baynes, Smiles et Durrant Cooper, auxquels il a plus d'une fois naturellement eu recours. C'est un chercheur éclairé, que dirige un véritable zèle chrétien. Comment n'aurait-il pas réussi ?

F. SCHICKLER.

VARIÉTÉS

MÉMOIRE D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ

A SES FILLES SUR LES FEMMES DOCTES DE SON SIÈCLE (1)

Mes filles, vostre frère vous a porté mon abrégé de logique en François, que M. de Bouillon a nommé la logique des filles, et la-

(1) C'est au *Bulletin*, qui a publié le *Traité sur la douceur des afflictions* et

quelle je vous donne à ceste charge que vous n'en userez qu'en vous mesmes, et non envers les personnes qui vous sont compagnes et supérieures; car l'usage des élenches (1) des femmes envers leurs maris est trop dangereux, et puis je vous recommande la bienséance, d'en céler l'art et les termes comme je l'ay practiqué à cette fin où il s'est peu comme en la distinction des quatre causes principales. Je les ay nommées par ces quatre termes familiers : d'où, de quoy, comment et pourquoi. Au lieu de dire *originale, matérielle, formale* et *finale* : et encore, pour matière et forme, nous avons quelquefois dict *estoffe* et *façon*, pour prædiquer, *approprier*, pour énonciation *propos*, et au lieu d'immédiate sens *entredeus*, et autres termes bien séans. Je ne blâme pas vostre désir d'apprendre avec vos frères : je ne le voudrois destourner ny eschauffer, et encor plustost le premier que le dernier, ce que j'ay appris en la cognoissance de plusieurs femmes savantes, et de leur succez, comme j'en diray mon advis à la fin; et pour ce que vous désirez savoir celles de cette sorte qui sont venues à ma cognoissance, j'en diray un mot brièvement.

Dès le temps du roy François, nous avons eu la royne Marguerite, mariée en Navarre, fille, femme et mère de roy, qui nous a laissé de sa composition la *Marguerite des Marguerites*, et autres tesmougnages de son savoir; bien tost après elle, a escrit Loyse Labbé, Lyonnoise, la Sapho de son temps. L'Italie nous a produit la marquise de Pesquiere, de la maison de Colone, et Isabel Manriquez, quoy que venue d'Hespagne. La marquise nous a laissé d'excellents poëmes, ausquels il est mal aisé de choisir à admirer la doctrine ou la piété. Padoue, Izabella Andrei et Cornelia Miani. Nous avons ce flambeau d'éternelle mémoire qui a reluy en Angleterre, la royne Elizabet, de laquelle un acte seul prouvera à quel poinct de science Dieu avoit eslevé cet esprit : c'est qu'elle respon- dit en un jour à huict ambassadeurs aux langues qui leur estoyent les plus propres; mais le plus louable de cette âme bénitte de Dieu a esté la prattique de sa théorie, ayant si bien employé ses éthiques et politiques, qu'elle a tenu la nef de son royaume en calme qua-

les *Stances sur la mort de Henri IV*, qu'il convient de reproduire le très-curieux mémoire publié pour la première fois par notre regretté ami, M. Th. Heyer, dans son excellente étude sur *Théodore Agrippa d'Aubigné*, à Genève, p. 7 et suiv.

(1) Arguments.

rante ans en une mer fort troublée et en un siècle tempestueux, le nom et la mémoire se béniront à jamais.

Nous avons vu depuis reluire en France cet excellent miroir de vertu, la duchesse de Rohan, de la maison de Soubize, et dans son sein, Anne de Rohan, sa fille : les escrits des deus nous ont fait cacher nos plumes plusieurs fois; en elles deus, les vertus intellectuelles et morales ont eu un doux combat à qui surmontoit. J'ay cogneu puis aprez en Angommois et en Xaintonge Madame de Saint-Surin et Mademoiselle de Belle-Ville, seur du lieutenant de roy au pays; cette dernière me voulut servir d'amanuense (1) à escrire sous moy deus livres qui ont esté perdus. Le premier estoit des moyens de réunir les esprits à une religion, duquel je pourray dire un mot ailleurs, l'autre des commettes qu'elle me contraignit d'escrire sur l'explication d'un distique qui est aux Tragiques :

Ce comette menace, et promet à la terre
Lousche-passe, flambant, peste, famine ou guerre.

Elle donc me pressa d'escrire de ces trois différences par les causes et non par les effects ou exemples desquels presque tous sont contentez. Je choisis aussy dans la Cour pour mettre en ce rang la mareschale de Rez et Mme de Lignerolles. La première desquelles, qui est l'honneur de vostre paranté, m'a communiqué un grand œuvre de sa façon que je voudrois bien arracher du secret au public. Ces deus ont fait preuve de ce qu'elles savoyent plus aux choses qu'aux paroles, dans l'Académie qu'avoit dressée le roy Henry troisiemes, et me souvient qu'un jour entre autres, le problème estoit sur l'excellence des vertus morales et intellectuelles; elles furent antagonistes et se firent admirer. Nous avons eu de mesme temps, à Paris, la dame de Gournay, célébrée par Michel Montagne.

J'ay entre les mains les œuvres d'Olympia Fulvia Morata, fugitive d'Italie en Allemagne pour sa religion : elle a escrit en grec, latin et italien, en prose et vers excellents, et de divers subjects desquels tous elle s'est heureusement acquittée.

Je ne puis oublier en ce rang les deux seurs Morelles de Paris, et les dames des Roches, mère et fille, de Poitiers, desquelles je ne puis louer que l'élégance. Mais je garde pour la fin deux personnes

(1) Secrétaire.

qui m'ont esté plus chères. L'une est Loyse Sarrasin Genevoise, honorée de plusieurs doctes, et qui, ayant passé par tous les degres de science, s'est veue capable, si le sexe luy eust permis, de faire des leçons publiques principalement aux langues, ayant la grecque et l'hébrayque en main comme la françoise. J'estois entièrement destourné de la grecque sans elle; mais elle ayant recogneu en moy quelque aiguillon d'amour en son endroit, se servit de ceste puissance pour me forcer par reproches, par doctes injures ausquelles je prenois plaisir, par la prison qu'elle me donnoit dans son cabinet comme à un enfant de douze à treze ans, à faire les thèmes et les vers grecs qu'elle me donnoit. J'estois nourry et logé en cette maison, qui foisonnoit d'un père et de quatre enfans et d'une seur, qui tous ont esté excellents en diverses professions, et ont produit une race pleine d'honneur; mais la fille, à cause de son sexe, estoit la merveille de sa maison. Je ne puis que je ne vous donne en tesmougnage un épigrame du docte Méliissus (1), qui m'est tombé en main heureusement :

Ad Lodoycam Sarracenam.

Si nostrum, Sarracena, vis videre
Museum, venias licebit ad me
Quandoconque licebit ociosa.
Est vernantibus hinc et inde cinctum,
Pulchre frondibus arborum virentum :
Hac sed lege; tuum mihi vicissim
Ut monstres, simul et tuos libellos
Ostendas, Latiosque, Græculosque,
Quos noctesque diesque perlegendo
Crevisti, teneris studens ab annis
Doctis artibus imbuisse pectus.

Ergo cara veni, et tui coloris
Flores purpureosque, candidosque
Fer tecum, quibus hoc meum venustus
Museum : tibi tot probabo versus,
Quot flores dabis herbulasque suaves.
Quamvis mille dares : tamen receptum
Explebo numerum, licet trecentas

(1) Schedius (Paul Melisse), né en Franconie en 1539, célèbre poète; on l'appelait le *Pindare latin*. Il résida à Orléans pendant les guerres de religion. En 1568, il fut fait deux fois prisonnier. Il fit quelque séjour à Genève, et mourut à Heidelberg en 1602.

Horas terque quaterque duplicatas
His insumere cogar exarandis (1).

J'acheveray en Catherine de l'Estang, vostre grand mère, laquelle son fils qui en escrit n'a jamais veue, et c'est ce qui m'a donné le nom d'Agrippa : mais ouy bien ses livres dans lesquels j'ay estudié, ayant gardé précieusement un saint Bazile grec commenté de sa main.

Je viens à vous dire mon advis de l'utilité que peuvent recevoir les femmes par l'excellence d'un tel savoir : c'est que je l'ay veu presque toujours inutile aux Damoiselles de moyenne condition, comme vous; car les moins heureuses en ont plus tost abusé qu'usé : les autres ont trouvé ce labeur inutile, essayants ce que l'on dit communément que quand le rossignol a des petits qu'il ne chante plus. Je dirai encor qu'une eslevation d'esprit desmesurée, hausse le cœur aussy, dequoy j'ay veu arriver deux maux, le mespris du ménage et de la pauvreté, celui d'un mary qui n'en sait pas tant, et de la dissention. Je conclus ainsy, que je ne voudrois aucunement inviter au labeur des lettres autres que les princesses, qui sont, par leur condition, obligées au soin, à la cognoissance, à la suffisance, aux gestions et auctoritez des hommes, et c'est là où le savoir peut réussir, comme à la royne Elizabet. Voilà ce que vostre curiosité a voulu exiger de vostre père (1).

(1) A Louise Sarraasin. — « Si tu veux voir ma bibliothèque, il t'est permis de venir vers moi quand tu en auras le loisir : une végétation printanière et vigoureuse l'environne de toutes parts. Mais j'y mets une condition, c'est que, à ton tour, tu me montres la tienne, et que je puisse voir les écrits grecs et latins au milieu desquels tu as grandi en t'appliquant jour et nuit, dès tes jeunes années, à puiser dans leur lecture l'amour des bonnes études.

« Viens donc, je te prie, et apporte avec toi les fleurs roses et blanches de ton teint. Autant tu me donneras de fleurs et de petites herbes suaves, autant je t'offrirai de vers; quand tu m'en donnerais mille, je satisferai au nombre reçu, alors même qu'il me faudrait y employer un millier d'heures. »

(1) Il n'est pas sans intérêt de rapprocher les conclusions de d'Aubigné de celles d'un contemporain, Jéhan Bouchet, dans son *Panegyrique du Chevalier sans reproche*, ch. XX, p. 448. (Rééd.)

(Archives Tronchin. Manuscrits de d'Aubigné, II, 193.)

CORRESPONDANCE

MARTYRE DE BROUSSON

Nous recevons de notre zélée correspondante anglaise, Miss Francesca Ingram Ouvry, les lignes suivantes qui confirment les communications de M. le pasteur Corbières :

Londres, East-Acton, 25 mars 1872.

Monsieur,

« Je viens de lire le dernier numéro du *Bulletin* (article Brousson), et je crois vous être agréable en vous annonçant que l'on trouve dans une brochure du temps, intitulée *The Bloody Babylon*, un récit analogue, émanant d'un témoin oculaire. C'est une lettre datée de Montpellier, 4 novembre 1698, et signée de ces deux initiales : B. B.

« L'auteur de cette lettre, après avoir décrit l'opération par laquelle le martyr fut étendu sur le banc de la torture, ajoute que cela se passait dans la citadelle, près d'une place appelée *l'Esplanade*, où s'élevait l'échafaud. « M. Brousson y fut conduit dans son costume ordinaire, « à quatre heures de l'après-midi, sans avoir les mains ni les pieds liés. « Il était accompagné de l'abbé Camarignan. *Je l'ai vu marcher au supplice, priant avec ferveur, et les yeux levés au ciel.* »

« Burns, dans sa *Vie de Claude Brousson*, a fait mention de cette brochure, sans pouvoir en retrouver un seul exemplaire. Je viens de la lire au *British Museum*, et j'ai transcrit avec soin le passage qui doit intéresser vos lecteurs.

« Agréez mes meilleures salutations, »

FRANCESCA INGRAM OUVRY.

P. S. — Je souscris pour un exemplaire de la biographie d'Antoine Court.

SÉANCES DU COMITÉ

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE DU 12 OCTOBRE 1871.

Présidence de M. *Schickler*. — Un appel à *nos amis*, placé sur la troisième page du *Bulletin*, obtient l'approbation du Comité. Il sera expédié comme circulaire à MM. les pasteurs, pour invoquer leur généreux appui à l'occasion de la fête prochaine de la Réformation.

Une lettre à M. le président du Conseil presbytéral de Paris pour le même objet est approuvée.

BIBLIOTHÈQUE. — M. *Schickler* annonce un don très-important, celui des *Calendars* ou papiers d'Etat, 27 volumes in-8°, qui nous ont été libéralement accordés par le Foreign-office. C'est une collection des plus précieuses, contenant les correspondances des règnes d'Henri VIII, Edouard VI, Marie Tudor et Elisabeth, qui offrent les plus utiles renseignements pour l'histoire de la Réforme au XVI^e siècle. Une lettre de remerciement a déjà été adressée par le président à lord de Romilly.

La 2^e édition d'un ouvrage important sur les réfugiés en Angleterre par M. Agnew, nous a été offerte, ainsi qu'une belle édition in-4° des *Mémoires* de Duplessis Mornay, don de Madame Thuret.

Le consistoire de Lyon envoie un subside de 100 francs pour la Bibliothèque avec une lettre des plus sympathiques.

M. le pasteur Rathgeber prie la Société de vouloir bien accepter en dépôt le manuscrit de son *Histoire de la Réforme à Strasbourg*, pour laquelle il a consulté de nombreux manuscrits autrefois conservés à la bibliothèque de cette ville et détruits sans retour.

Le secrétaire signale trois articles sur la Saint-Barthélemy insérés dans le *Journal des Savants* par M. Alfred Maury, directeur des archives, et qui sont loin d'offrir toute l'impartialité désirable. On attendra la fin de ce travail pour y répondre.

SEANCE DU 9 NOVEMBRE.

Présidence de M. *Maurice Block*. — M. *Ch. Frossard* donne d'intéressants détails sur la fête de la Réformation à Lille, son ancienne

Eglise. Les souvenirs historiques y ont occupé une grande place. Sur la demande de ses collègues, il préparera sur ce sujet une note pour le *Bulletin*.

Archives de la Société. — Le secrétaire annonce qu'il a déposé à la Bibliothèque les divers manuscrits, originaux ou copies, qui lui ont été remis en 1865 par notre ancien président, M. Ch. Read. Ces papiers devront être examinés, classés avec soin, pour figurer soit dans nos archives particulières, soit dans la section des manuscrits, qui doit avoir son catalogue, comme celle des imprimés. Nous connaissons de la sorte exactement, pièce par pièce, tout ce que nous possédons, et nous serons à même de répondre aux questions du public.

Le secrétaire a reçu également un très-grand nombre de lettres comme rédacteur du *Bulletin*. Il en fera un triage de manière à réserver toutes celles qui n'ont point un intérêt trop personnel, et notamment celles qui se rapportent à l'établissement de la fête de la Réformation due à l'initiative du Comité.

M. Bordier : Il y a lieu d'établir une distinction entre les papiers relatifs à la Société, qui composent ses archives, et les documents, objet de ses publications ordinaires, qui font partie intégrante de sa Bibliothèque. A la première catégorie se rattachent les lettres adressées soit au président, soit au secrétaire, les procès-verbaux, les actes officiels, tels que le décret d'utilité publique ; à la seconde les documents historiques de toute nature, dont la classification par ordre de date et de matière est de la plus haute importance.

Correspondance. — M. Du Cailar, notaire à Saint-Hyppolite du Gard, demande des renseignements sur la famille du pasteur Henri de Rocheblave émigré en Angleterre après la révocation de l'Edit de Nantes.

M. Eug. de Fouré, de Rennes, en quête de renseignements sur ses ancêtres protestants de Normandie, voudrait pouvoir consulter un livre très-rare : *Les Persécutions de l'Eglise de Rouen* par Legendre (1704) ; M. Martin prendra quelques informations à ce sujet.

M. Lucien Galliard, étudiant à l'Université de Zurich, transmet une intéressante lettre inédite de Sébastien Castalion à François Dryander.

M. Eug. Réaume, éditeur des œuvres de d'Aubigné, exprime ses remerciements pour une note insérée dans le *Bulletin*, qui lui a valu le concours empressé de MM. Paul Marchegay et Gustave Masson. Le premier lui annonce deux lettres inédites tirées du Chartrier de Thouars.

M. Henri Baird, professeur à l'Université de New-York, exprime

les vives sympathies de ses compatriotes pour les protestants français dans les récentes épreuves qu'ils ont eues à traverser. Descendant de réfugiés français, il s'associe aux douleurs de son ancienne patrie.

ÉTAT GÉNÉRAL DES MINISTRES RÉSIDANT DANS LES DIOCÈSES DE NÎMES, UZÈS,
MÉNDE, Y COMPRIS GANGES, EN JUILLET 1868.

ERRATA.

Quelques fautes d'impression s'étant glissées dans la pièce que nous avons récemment publiée, nous nous empressons de les corriger selon le relevé qu'a bien voulu nous adresser M. Teissier, d'Aulas :

Page 129, ligne 15, au lieu de Corriac, *lisez* : Corriad.

Page 130, ligne 4, au lieu de Fauxas, *lisez* : Tauxas.

ligne 13; M. Dupro n'étant à Nîmes que depuis le 1^{er} octobre, son traitement est inférieur aux autres, et l'original porte X l. tz, et non LX l. tz.

ligne 15, au lieu de Bertrand Alphonse, *lisez* : Bertrand A'phone.
Bertrand doit être le prénom.

ligne 17, au lieu de Bonet, *lisez* : Boust; ce pasteur est le fondateur de plusieurs églises.

ligne 22, au lieu de La Seclé, *lisez* : La Sale.

ligne 25, au lieu de Dugerbille, *lisez* : Dagerbille.

Page 131, ligne 2, au lieu de Séguier, *lisez* : Séguyn, et supprimez le point d'interrogation.

ligne 8, au lieu de Bonbillier, *lisez* : Bonbillar.

ligne 15, au lieu de Mamer, *lisez* : Masser.

ligne 25, au lieu de Monnoblét, *lisez* : Mounoblét.

Page 132, ligne 17, au lieu de Bucans, *lisez* : Bucams.

ligne 27, au lieu de Brueis, *lisez* : Bueis.

Page 133, ligne 5, au lieu de Rigard, *lisez* : Rigord.

ligne 30, au lieu de Chabanin, *lisez* : Chabassin.

Page 134, ligne 14, au lieu de Boyssier, *lisez* : Boyssin.

Page 135, ligne 2, au lieu de Hostel, *lisez* : Hostet.

ligne 3, au lieu de Lanouscle, *lisez* : Lansuscle.

ligne 10, au lieu de Finel, *lisez* : Tinel.

ligne 22, au lieu de Morenges, *lisez* : Moranges.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

ESSAI SUR LES ABJURATIONS

PAMI LES RÉFORMÉS DE FRANCE SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XIV (1)

DEUXIÈME PARTIE.

NATURE ET CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES CONVERSIONS OBTENUES.

Après avoir cherché à nous rendre compte des principaux moyens mis en œuvre par les agents de Louis XIV pour amener parmi les protestants de France le plus grand nombre possible d'adhésions au catholicisme, nous avons à apprécier la nature des conversions obtenues et les caractères généraux qu'elles présentaient. Pour cela nous pouvons recourir à diverses sources d'informations, toutes contemporaines de l'état de choses que nous avons à exposer. C'est là une condition dont nous ne devons pas nous départir, car évidemment, c'est en nous en tenant à l'époque elle-même des conversions, et en prenant sur le fait l'état moral et religieux de ceux qui consentirent à abandonner le culte dans lequel ils

(1) Voir le *Bulletin* du 15 mars, p. 105.

avaient été élevés pour adopter celui de l'église romaine, que nous pourrions parvenir à une appréciation fondée et digne d'être historiquement constatée. Les témoignages contemporains fournis, soit par les catholiques, soit par les réformés eux-mêmes, l'examen de ce qu'étaient les nouveaux réunis, tant ceux qui n'avaient cédé qu'en apparence que ceux qui avaient abjuré sans arrière-pensée, puis l'étude spéciale de quelques individualités, tels sont les points sur lesquels vont porter nos recherches, et auxquels nous demanderons les lumières dont nous avons besoin.

CHAPITRE PREMIER

Les témoins à entendre.

Pour nous rendre compte de l'état spirituel de cette foule d'individus des deux sexes, de tout âge et des conditions les plus diverses, que l'on désignait avec emphase comme nouveaux catholiques, nous aurons en toute première ligne à nous enquerir des témoignages contemporains les plus propres à nous éclairer. Deux catégories de témoins nous apportent ici leurs lumières.

En premier lieu nous avons à entendre les catholiques, et parmi eux en particulier ceux qui avaient coopéré en quelque mesure à ces conversions dont ils se félicitaient si hautement.

Nous avons à écouter en second lieu les protestants demeurés fermes dans leur ancienne foi.

Ici, chose remarquable, malgré leur origine si différente, les témoignages ne sont nullement en désaccord, et ils sont pleinement confirmés par ceux que de nombreux nouveaux réunis ont rendus eux-mêmes sur l'état de leur âme.

§ 1. — Témoins catholiques.

Parmi les témoins appartenant à l'église romaine, Madame de Maintenon, si particulièrement intéressée à la chose, et qui devait, plus que bien d'autres, être portée à se faire elle-même les illusions dont elle cherchait à bercer la conscience du roi, fait un aveu bien significatif, lorsqu'elle écrit à Madame de Saint-Géran : « Je crois bien, comme vous, que toutes ces conversions ne sont pas également sincères. Mais Dieu, ajoutelle dans son jésuitisme doucereux, se sert de toutes voies pour ramener les hérétiques. Leurs enfants seront du moins catholiques. Si les pères sont huguenots, leur réunion extérieure les rapproche du moins de la vérité; ils en ont les signes de communs avec les fidèles (1). »

Le maréchal de Villars, lui qui fut appelé à jouer un si grand rôle dans les missions bottées, dit également dans ses *Mémoires* : « Quant aux nouveaux convertis, j'ai su de gens sensés, ecclésiastiques, grands-vicaires et autres, que, sur mille, il n'y en avait peut-être pas deux qui le fussent véritablement (2). »

Madame de Sévigné écrivait à Bussy : « Le père Bourdaloue s'en va, par ordre du roi, prêcher à Montpellier et dans ces provinces où tant de gens se sont convertis sans savoir pourquoi. Le père Bourdaloue le leur apprendra et en fera de bons catholiques. Les dragons ont été de très-bons missionnaires jusqu'ici; les prédicateurs qu'on envoie présentement rendront l'ouvrage parfait (3). »

Pendant sa mission dans le Poitou, Fénelon trace, dans une lettre intime adressée à Bossuet le 8 mars 1686, le tableau le plus triste et le plus significatif de l'état spirituel de ces convertis que lui et ses missionnaires avaient gagnés au catholicisme, non-seulement par les moyens de persuasion

(1) *Lettres*, t. II, p. 153. — Cette pièce est-elle authentique? (*Réd.*)

(2) *Vie du mar. de Villars*, t. I, p. 305.

(3) *Lettres*, t. IX, p. 304. (28 oct. 1685.)

qu'ils avaient eu à cœur d'employer avant tout, mais grâce, comme il ne craint pas de l'avouer, à ce que « l'autorité même du roi remuait toutes les passions pour leur rendre la persuasion plus facile. » « Les huguenots mal convertis, dit-il, sont attachés à leur religion jusqu'aux plus horribles excès d'opiniâtreté; mais dès que la rigueur des peines paraît, toute leur force les abandonne. » Puis il prend occasion de cette déplorable faiblesse pour la mettre en contraste avec la fermeté divine des anciens martyrs. « Au lieu que les martyrs étaient humbles, dociles, intrépides et incapables de dissimulation, ceux-ci sont lâches contre la force, opiniâtres contre la vérité, et prêts à toute sorte d'hypocrisie. Les restes de cette secte vont tomber peu à peu dans une indifférence de religion pour tous les exercices extérieurs, qui doit faire trembler. Si l'on voulait leur faire abjurer le christianisme et suivre l'alcoran, il n'y aurait qu'à leur montrer des dragons : pourvu qu'ils s'assemblent la nuit et qu'ils résistent à toute instruction, ils croient avoir assez fait. C'est un terrible levain dans une nation; ils ont tellement violé, par leurs parjures, les choses les plus saintes, qu'il reste peu de marques auxquelles on puisse reconnaître ceux qui sont sincères dans leur conversion; il n'y a qu'à prier Dieu pour eux et qu'à ne se rebuter point de les instruire. »

« Pendant que nous employons la charité et la douceur des instructions, écrivait encore le même missionnaire convertisseur au marquis de Seignelay, il est important, si je ne me trompe, que les gens qui ont l'autorité, la soutiennent, pour faire mieux sentir aux peuples le bonheur qu'ils ont d'être instruits doucement (!). Il reste encore, à ceux mêmes des nouveaux convertis qui se montrent les plus assidus et les plus dociles, des peines sur la religion. La longue habitude de suivre de faux préjugés revient toujours. » — « Je ne doute pas qu'on voie à Pâques un très-grand nombre de communicants, *peut-être même trop* (1). »

(1) De Bausset. *Vie de Fénelon*, t. I, p. 109, 113, 118.

Quels aveux sur les résultats obtenus dans cette œuvre de missions tant prônée, sur les moyens violents employés à l'appui des voies de persuasion, et quelle condamnation pour ceux qui n'ont pas craint d'en faire usage !

Ajoutons ici un témoignage dont on ne saurait, à coup sûr, contester l'importance, celui du cruel intendant Bâville lui-même, qui, dans un mémoire sur la province du Languedoc, rédigé en 1697, fait les remarquables aveux suivants : « De ceux d'entre les nouveaux convertis qui ne sont point sortis (du royaume), il y en a peu effectivement qui soient catholiques ; ils conservent presque tous dans leur cœur leur première religion. Comme ce n'est que par la crainte des châtimens qu'ils ont été sages, la religion catholique n'a fait aucun progrès dans leurs cœurs. — Il ne faut pas croire que la réunion de ces gens-là soit l'ouvrage d'un jour, et que l'on voie immédiatement après tous les nouveaux convertis courir aux églises. Il n'y a pas d'apparence de voir réussir toutes les visions dont on s'est flatté. » Plus loin il va jusqu'à dire : « Les nouveaux convertis se confesseront et communieront tant que l'on voudra, pour peu qu'ils soient pressés et menacés par la puissance séculière ; mais cela ne produira que des sacrilèges ; il faut attaquer les cœurs, c'est là où la religion réside, et on ne peut l'établir solidement sans les gagner (1). » Quel poids n'ont pas ces dernières paroles, tracées par une telle plume, après une si longue pratique des plus odieuses persécutions !

Enfin, car il faut nous borner, nous pouvons citer encore le respectable évêque de Saint-Pons qui, réclamant contre les ordres donnés aux curés de son diocèse par le commandant des troupes dans le haut Languedoc, sollicite l'emploi de la persuasion de la part des ecclésiastiques, au lieu de la délation et des voies brutales auxquelles on voulait les astreindre, et dit : « C'est à mon sens la seule voie de faire au moins

(1) Fonds Mortemart, n° 100.

quelques bons catholiques de nos nouveaux convertis, n'y ayant pas lieu d'espérer que tous le deviennent.. » Que ne s'est-il rencontré beaucoup de prêtres animés d'un tel esprit!

Les persécuteurs eux-mêmes ont révélé à bien des reprises le peu de confiance que les conversions leur inspiraient. « Il faut, écrivait par exemple le ministre secrétaire d'Etat au sujet de M. de Sainte-Hermine, détenu à la Bastille, que vous l'empêchiez de voir aucun nouveau catholique, hors M. de Sainte-Hermine son frère, étant nécessaire qu'il n'ait commerce qu'avec des anciens catholiques. » 18 septembre 1686.

Un changement apparent, obtenu par contrainte, une adhésion purement extérieure au romanisme, mais pas une conviction sincère, voilà ce que recouvrait ce voile d'uniformité qu'on se flattait d'avoir étendu sur tout le royaume; voilà ce que signifiaient ces chiffres innombrables pompeusement étalés dans les relations officielles que les ministres s'empressaient de mettre sous les yeux du roi. Dans les deux mois de septembre et d'octobre 1685, on avait annoncé que Montauban, Castres, Montpellier, Nîmes, Uzès, Alais, la généralité de Bordeaux, même la Rochelle, cet ancien boulevard du protestantisme, avaient définitivement abjuré entre les mains des missionnaires. De toutes parts on proclamait de semblables succès. Le duc de Noailles parlait de quarante villes converties en quatre jours, en ajoutant que quelques logements ordonnés par lui, n'avaient pas nui à la réduction des plus opiniâtres. Le comte de Tessé racontait ses succès dans la principauté d'Orange. Louvois annonçait tout à la fois soixante mille conversions dans la généralité de Bordeaux et vingt mille dans celle de Montauban. « Le roi se porte bien, écrivait Madame de Maintenon à son confesseur; point de courrier qui ne lui apporte de grands sujets de joie, c'est-à-dire des nouvelles de conversions par milliers. (1) » Des masses de catho-

(1) *Lettres* (du 26 septembre 1684), t. II, p. 87.

liques de nom, c'est là ce qu'on se glorifiait d'avoir obtenu.

§ 2. — Témoins protestants.

Consultons maintenant sur ce sujet nos témoins protestants. En déplorant profondément ces trop nombreux actes de faiblesse qui étaient pour eux une si grande humiliation et un si amer sujet de douleur, ils font mieux connaître quel était le véritable état des choses, qu'ils étaient bien plus intéressés que les catholiques à connaître et à juger selon la vérité. Les malheureuses victimes de la séduction, de la terreur ou de la contrainte, qui avaient consenti à se réunir à l'église romaine, ne tardaient pas à déplorer leur faiblesse. « On apprend de toutes parts, écrivait M. de Bérighen, que ceux qui sont tombés gémissent de leur chute, et qu'ils ne sont rien moins que persuadés de la religion qu'ils ont embrassée par force. » Et ce fidèle confesseur eut bien des occasions de juger de l'état effrayant d'angoisse et de remords dans lequel étaient plongés ceux qui écoutaient la voix de leur conscience. Un jour, pendant sa relégation à Beaune, il fut appelé à voir quatre personnes, membres d'une même famille, qui se trouvaient dans cette déplorable situation. « A peine fus-je entré, écrit-il à ce propos, qu'elles vinrent au-devant de moi en pleurant et s'écriant qu'elles étaient perdues à jamais, si Dieu ne leur faisait miséricorde; qu'elles avaient trahi la vérité et leur conscience, me demandant à mains jointes de prier Dieu pour elles et de les aider dans leurs angoisses; qu'elles avaient l'enfer dans le cœur depuis qu'on les avait forcées de signer et d'aller à la messe; qu'elles voyaient bien que j'étais béni du Seigneur par la grâce qu'il me faisait, et qui vraisemblablement m'envoyait ici pour la consolation des malheureux. Ce fut là précisément ce qu'elles dirent et répétèrent plusieurs fois. Leur discours fut entrecoupé de tant de soupirs et de sanglots, que je n'y puis penser sans ressentir la même émotion dont je fus touché dans ces moments-là. De tous ceux que j'ai vus dans cette province, le seul comte de Blet et un jeune

gentilhomme de vingt-quatre ans, m'ont paru insensibles à leur signature. Ils vont la tête levée à la messe et à vêpres; mais tous les autres gémissent ouvertement et témoignent une douleur si profonde de ce qu'ils ont fait, que les plus honnêtes gens de la communion romaine compatissent à leurs peines. »

Ce fut bien autre chose encore lorsque, deux ans plus tard, dans son transfert du château de Loches à la Rochelle, d'où il devait être expulsé du royaume, il fut constamment suivi sur la route par des troupes nombreuses de ces infortunés bourrelés de remords. « Nous primes, dit-il, la route ordinaire de Châtelleraut et de Poitiers, trouvant partout des nouveaux convertis navrés et consternés de leur signature. On avait pris toutes sortes de soins et de précautions pour empêcher ces pauvres gens de nous aborder sur les chemins; mais ils y vinrent de toutes parts, faisant des lieues entières, les uns à pied, les autres à cheval, à la portière de nos carrosses, afin de pouvoir nous entretenir de leur état et de recevoir quelque consolation dans leur amertume. Plusieurs prenant les devants allaient nous attendre aux hôtelleries; et à peine y étions-nous descendus que, se jetant à genoux et à nos cols, et pleurant à chaudes larmes, ils nous demandaient le secours de nos prières et de nos bénédictions avec des ardeurs que je ne saurais exprimer. Les heures de nos repas et souvent celles de la nuit se passaient à leur rendre ces pieux offices. »

Les mêmes scènes se renouvelèrent avec plus de force encore à la Rochelle. Malgré toutes les précautions, les menaces et les mesures sévères des autorités, on ne put empêcher la foule des nouveaux convertis de se presser autour de ces captifs dont la fermeté et la conduite fidèle au sein des cachots faisaient un si douloureux contraste avec leur propre faiblesse. « Vous êtes, s'écriaient tout haut ces infortunés dans les rues comme dans les maisons, vous êtes les bénis de Dieu. Que vous êtes heureux! et nous, que nous sommes misérables d'avoir si lâchement succombé! Vous jouissez de la tranquil-

lité du paradis en vous-mêmes; et nous, nous croupons dans notre honte et sommes privés de toute consolation. Onos très-honorés frères, priez pour nous; prenez pitié de nos angoisses! Vous emportez le bénédiction de Dieu avec vous hors de ce royaume; priez Dieu qu'elle ne se départe point de nous. » Ces pénitents humiliés suivaient les exilés dans leur chambre, après avoir assisté à leur repas; vingt d'entre eux s'introduisirent dans celle où l'on avait logé M. de Béringhen et M. de Lagny, et « comme ils se connaissaient tous, dès qu'ils se virent en plus grande liberté, ils commencèrent à parler à cœur ouvert. Quelques-uns protestèrent pour la seconde fois qu'ils voulaient hasarder leur sortie et que, quand ils devraient pourrir en prison, ou ramer sur les galères le reste de leur vie, ils ne s'exposeraient pas plus longtemps aux cruels remords de leur conscience, que c'était pour eux un enfer anticipé. »

Le lendemain, comme on conduisait les fidèles confesseurs à la barque prête à les transporter au vaisseau qui les attendait en rade à l'île de Ré, on ne put contenir le peuple qui se pressait en foule dans les rues et jusque sur les digues du port, en répétant les mêmes cris d'angoisse et les mêmes supplications, tellement que le lieutenant du roi, ancien révolté lui-même, cherchant encore, à ce dernier moment, à gagner M. de Béringhen en lui disant qu'il n'avait jamais pu comprendre l'opposition des réformés à se faire catholiques, le captif fut pleinement fondé à lui répondre : « Voyez-la, Monsieur, cette opposition dans la bouche et dans les yeux de tout ce pauvre peuple, qui environne et qui suit votre carrosse. Jugez par leurs larmes et par leurs sanglots, de ce qu'ils pensent de cette religion que vous avez embrassée vous-même sans contrainte et peut-être sans remords. »

Pendant qu'ils étaient encore en vue de l'île de Ré, dix-huit d'entre ces infortunés arrivèrent pendant la nuit sur le navire, en suppliant qu'on voulût bien les accueillir, étant parvenus à s'échapper, pour aller rejoindre ceux d'entre les leurs

qui avaient déjà trouvé un refuge en Hollande, et en particulier leurs pasteurs dont ils avaient été violemment privés. Grâce à l'intervention bienveillante des exilés dont l'exemple les avait déterminés à tout quitter pour retrouver la paix de leur âme, le capitaine consentit à les recevoir à fond de cale, et à les emmener avec lui, de même que trois autres qu'il alla secrètement encore chercher la veille du départ. Les persécutions nouvelles qui suivirent le passage des exilés de la Rochelle, les sévérités redoublées dont on dut user envers les nouveaux convertis pour les faire aller à la messe, prouvèrent bien à quel point ils abhorraient ce faux culte auquel ils avaient eu la faiblesse d'adhérer.

Voilà donc ce qu'étaient ces fameuses conversions des villes entières dont les Noailles, les Tessé, les Louvois se glorifiaient si pompeusement devant Louis XIV.

Ajoutons encore ici comme un exemple individuel ce que rapporte dans l'intéressant volume de Mémoires intitulé : *Les Larmes de Jacques Pineton de Chambrun*, cet ancien pasteur d'Orange si cruellement persécuté, au sujet d'un nouveau réuni, qu'il ne désigne que comme un homme de mérite, qui, ému de pitié pour les souffrances qu'il endurait, vint le visiter à Valence, et après lui avoir exprimé sa sympathie, s'ouvrit à lui, en faisant un portrait si hideux de l'état de son âme, depuis sa chute, que le captif lui-même en était rempli de terreur. Dépeignant les tourments qu'il souffrait, lorsqu'il était obligé d'assister à la messe, et les horreurs de son esprit à la vue de l'idolâtrie qu'on y commet, il demandait au pauvre Chambrun des consolations que ce dernier, honteux de sa propre chute, était incapable de lui donner (1).

(1) *Les Larmes*, p. 155.

CHAPITRE DEUXIÈME

Les nouveaux réunis papistes en apparence seulement.

Dans ces foules innombrables de nouveaux réunis qui avaient abandonné la profession de la foi réformée, se distinguaient bientôt deux classes de personnes d'un état spirituel bien différent, les uns demeurés protestants dans leur for intérieur, ne se conformant au catholicisme que d'une manière tout extérieure et matérielle, et les autres adoptant purement et simplement la foi romaine, sauf les réserves qu'on les autorisait plus ou moins à faire en secret, quant aux images et au culte des saints.

Occupons-nous d'abord de ceux qui n'étaient devenus papistes qu'en apparence. Nous remarquerons aisément parmi eux deux catégories bien distinctes.

§ 1. — Ames sincères repentantes.

La première et la plus intéressante de ces catégories est celle des âmes droites et sincères, qui, après avoir succombé dans une heure de faiblesse, en éprouvaient une telle repentance, qu'elles étaient impérieusement poussées à renier et à rétracter leur signature, afin de sortir de cet affreux état dans lequel leur chute les avait plongées. On a vu de ces infortunés bourrelés de remords, aller se dénoncer eux-mêmes, réclamer leur part dans les souffrances de ceux qui étaient persécutés pour être demeurés fermes dans la profession de leur foi; on en a vu se faire lier à la chaîne des galériens, et s'élancer même sur les bûchers pour partager le sort des victimes dont la fidélité leur infligeait à eux-mêmes une si grande honte, et pour réparer ainsi publiquement le scandale qu'ils avaient causé.

Tous n'allaient pas jusque-là sans doute, mais un bon nombre affrontaient les périls de la fuite, périls qui, avec la

terrible législation relative aux relaps, étaient des plus redoutables. Et lorsque, abandonnant derrière eux, biens, familles, patrie, ils parvenaient à gagner la terre étrangère, leur premier soin, le besoin pressant de leur conscience était de faire une amende honorable solennelle, une rétractation publique et formelle de leur apostasie, en demandant à être relevés par les intercessions, par le pardon et la charité fraternelle des membres de l'Eglise. C'est à un touchant spectacle de ce genre qu'assistèrent, le lendemain de leur arrivée en Hollande, M. de Bérighen et ses compagnons d'exil, lorsque les vingt-un nouveaux réunis, qui s'étaient échappés de l'île de Ré, et que, à leur sollicitation, on avait accueillis sur leur navire, firent cet acte solennel d'humiliation et de repentance entre les mains de leurs anciens pasteurs, MM. Barbault père et fils, qu'ils avaient la joie de retrouver à Harlingue. On n'aura pas de peine à se représenter de quelle émotion l'assistance entière fut pénétrée « à la vue de ces pauvres gens qui, prosternés en terre et baignés de pleurs, chantèrent à genoux le psaume cinquante unième, et qui, après la bénédiction du pasteur, s'embrassèrent les uns les autres, en s'entre-demandant pardon du scandale qu'ils s'étaient donné réciproquement par leur apostasie (1) :

Bien d'autres scènes analogues eurent lieu dans les divers pays de refuge, où des âmes non moins angoissées eurent le bonheur de pouvoir se retirer. C'est ainsi que le 24 avril 1688, quatre ministres récemment arrivés à Lausanne, se présentent devant la direction des réfugiés pour déclarer avec une profonde humiliation que, « étant malheureusement tombés dans l'apostasie par la violence de la persécution qu'on a exercée contre eux dans le royaume, ils ont eu une si grande horreur d'un crime si énorme et si scandaleux, qu'ils n'ont pu goûter aucun repos jusqu'à ce que, par un effet admirable de la providence du Seigneur, ils sont sortis d'un pays où ils avaient

(1) *Cinquante lettres*, p. 277.

silâchement abandonné le saint ministère. » Ils ajoutent « qu'ils n'ont pas voulu différer plus longtemps de se présenter à la compagnie pour lui faire une humble confession de leur malheureuse chute, la suppliant humblement de leur donner la consolation dont ils ont besoin, et des avis salutaires sur la conduite qu'ils doivent garder pour réparer autant qu'il se pourra, le scandale qu'ils ont donné à toute l'Eglise. » En leur représentant la grandeur du crime dont ils s'étaient rendus coupables, la compagnie les exhorta à pleurer incessamment leur péché et à donner des marques d'une repentance sincère et persévérante; condition absolue, aux termes de la discipline, pour qu'ils pussent un jour être rétablis à l'honneur du saint ministère (1).

La même direction des pauvres réfugiés à Lausanne, fut fréquemment appelée à recevoir des confessions de gens qui, ayant cédé à la terreur ou à la contrainte, avaient fait acte de catholicisme, et venaient s'humilier en sollicitant leur réhabilitation. L'un par exemple, nommé Matthieu, retourné clandestinement en France, avouait d'être allé assister à la messe, pour avoir rencontré un garde de M. le comte du Roure, qui l'avait effrayé, et demandait avec instances d'être admis à la paix de l'Eglise, sollicitant cette grâce avec tous les signes de repentance sincère, pour donner le repos à sa conscience bourrelée. Un autre, le sieur François Cormod, venant de France, où il était pareillement retourné pour affaire d'intérêt, « se présente à la compagnie, témoignant un regret sensible, d'avoir été obligé par la prison et pour en sortir, de faire abjuration de notre sainte religion, et a demandé par grâce d'être remis à la paix de l'Eglise. » Comme pour le précédent, on l'exhorte et on le renvoie au moment où il aura donné des preuves véritables de son repentir (2).

Ceux qui avaient succombé de cette manière n'éprouvaient pas tous sans doute au même degré, ce besoin de confession

(1) *Direction française de Lausanne*, 24 avril 1688; 15 nov. 1698; 18 juin 1700.

(2) *Lettres pastorales*, t. 1, p. 406-408.

publique de leur faute, plusieurs se contentaient de s'en humilier en secret, ou peut-être même s'aveuglaient-ils en se croyant relevés par le seul fait qu'ils étaient sortis du royaume. « Je tremble, écrivait à ce sujet l'auteur des *Lettres pastorales*, pour des personnes dont la piété s'était fort distinguée, et qui cependant comptent quasi pour rien la faute qu'ils ont commise de se dérober par une lâcheté à l'honneur où Dieu les appelait de s'offrir pour son nom. Quelle honte ou quelle diminution de gloire n'apportent point à nos glorieux confesseurs ces faibles qui comptent pour rien leur chute ! C'est-à-dire que nos martyrs selon eux, sont des fous et des entêtés, qui souffrent pour peu de chose, pour un seing qu'on leur demande ; après quoi ils se pourraient sauver du royaume. Hélas ! si c'était une faute si légère que cette faute, pourquoi ces saints athlètes de Dieu souffriraient-ils tant de maux pour l'éviter ? Est-ce l'Esprit de Dieu qui leur inspire ce courage ? Si c'est Dieu qui fait cette persévérance, à quel esprit devons-nous attribuer cette lâcheté de refuser à Jésus-Christ son corps pour glorifier son nom et pour faire honneur à sa vérité ? »

Mais à côté de ces consciences peu scrupuleuses, il y en avait d'autres qui ne pouvaient s'humilier assez profondément ni se condamner elles-mêmes avec assez de rigueur. Malgré les consolations que leurs frères s'efforçaient de faire pénétrer dans leurs cœurs brisés, malgré les assurances que les témoins de leur repentir leur donnaient du pardon divin dont ce repentir même était un gage incontestable, leur faute était toujours à leurs yeux si énorme, que rien ne pouvait parvenir à soulager la douleur dont ils étaient accablés. L'un des exemples les plus saisissants est celui du pasteur Jean Molines qui, ayant eu la faiblesse d'abjurer en face de l'échafaud, sur lequel il vit mourir héroïquement son collègue Bénézet, demeura inconsolable jusqu'à son dernier soupir. Quoique réintégré dans la commission des fidèles, après avoir donné les preuves d'une sincère repentance, il ne put se pardonner à

lui-même. Pendant les trente années qui suivirent l'époque de sa chute, on put le voir en Hollande, le visage sillonné de rides, l'air défait, avec toute l'empreinte du désespoir. Son regard éteint par les larmes, dit un témoin oculaire, attestait tout ce que son âme avait souffert; on ne pouvait le rencontrer sans se sentir ému de pitié; son attitude exprimait l'affaissement; sa tête retombait de tout son poids sur sa poitrine, et ses mains pendantes annonçaient un découragement profond; il semblait être devenu insensible aux choses extérieures et ne plus se compter au nombre des vivants. Le souvenir de la mort de Bénézet le suivait constamment comme un reproche; il regrettait cette couronne du martyr que son ami avait conquise, et que lui-même avait perdue par sa lâcheté. Une seule fois on le vit reprendre son énergie, lorsque, pour répondre à l'un de ses vœux ardents, l'un des pasteurs d'Amsterdam lui permit de faire dans le pavillon de son jardin, une prédication, qui devait être une nouvelle confession publique de sa faute, et par laquelle, en s'appliquant à lui-même le récit de la chute et du relèvement de saint Pierre, il émut profondément son auditoire. C'est sur son lit de mort seulement que Molines retrouva le sentiment du pardon (1).

On ne lit pas sans émotion le récit fait avec une si profonde humilité, par l'infortuné Pineton de Chambrun, de la manière dont il succomba lui aussi, étant en proie aux souffrances les plus cruelles, sous la pression fatale de l'évêque de Valence, en laissant échapper ces seuls mots: « Eh bien ! jeme réunirai. » Poursuivi par cette malheureuse parole, bien que jamais il n'ait consenti à la confirmer, ni par sa signature qu'on fit tout au monde pour lui extorquer, ni par aucun acte quelconque d'adhésion à la foi romaine, Chambrun se reprocha toute sa vie la faiblesse qu'il avait eue de la prononcer. Il sentit le besoin de consigner lui-même les douleurs et les angoisses de son âme, de rendre compte de ses tristes

(1) Voyez *Feuille religieuse* de 1840, p. 613.

expériences, de « publier ses soupirs et ses larmes, afin que si sa faute avait scandalisé l'Eglise de Dieu, les larmes de sa repentance puissent lui donner quelque édification (1). »

C'est dans le même esprit qu'un jeune ministre de Strasbourg, qui avait eu la faiblesse de donner sa signature, mais était courageusement revenu en arrière, confessait sa faute devant le public dans des circonstances qui rendaient sa confession tout particulièrement touchante. Saisi après le retrait de son abjuration, incarcéré, jugé, il fut condamné à avoir la langue percée, puis à être transféré aux galères pour la vie. Pendant qu'il traversait la ville de Metz, où il devait joindre la chaîne des forçats, l'infortuné faisait entendre à haute voix les psaumes de la pénitence, en implorant la miséricorde de Dieu, et en témoignant par ses aveux, par ses regrets et par ses larmes, la profondeur et la sincérité de son repentir (2).

Et nous pouvons joindre encore ici la lettre déchirante d'une femme, épouse d'un illustre confesseur, qui, ayant imité pendant plus d'une année le courage de son mari, avait succombé sous le poids d'une persécution exercée contre elle pendant quatre heures par quinze personnes qui l'obsédaient sans relâche: « Hélas! mon cher Monsieur, écrivait-elle dans sa détresse au pasteur qui avait sa confiance, ne me blâmez pas si je ne vous ai point appris l'état malheureux où je suis, j'ai tant de confusion de ma chute que je n'ai pas la hardiesse de la publier moi-même; il est impossible de vous exprimer ma douleur; elle est telle que je ne crois pas lui pouvoir résister. Je suis accablée, si bien que je ne puis ni vivre, ni mourir. Il n'y avait personne au monde qui pût croire un si funeste coup. J'étais si contente de mon épreuve, et si résignée à la volonté de Dieu, que j'eusse souffert la mort de bon cœur, s'il m'y eût appelée. J'étais en bonne odeur à tout le monde, et je jouissais d'un grand repos. Dieu me faisait des grâces

(1) *Les Larmes*, p. 190.

(2) *Lettres pastorales*, t. II, p. 68.

que je ne méritais pas, je n'y ai point répondu, je présumais trop de moi sans pourtant le vouloir. Hélas ! que j'éprouve bien que l'esprit est prompt et que la chair est faible, et qu'il est terrible de tomber entre les mains de Dieu offensé ! Que mes péchés sont grands, puisque le châtement en est si épouvantable ! Je vous pardonne à tous de crier contre moi dans les premiers mouvements, et de juger que c'est le monde, le bien, l'aise, enfin tout ce qu'il vous plaira. Je ne me justifierai jamais, je n'ai point d'excuse. Dans mon malheureux état, j'ai néanmoins cette parfaite confiance en la miséricorde de mon grand Dieu, qu'il me relèvera et que je le glorifierai soit en ma vie, soit dans ma mort, et que mon Christ me sera toujours gain à vivre et à mourir. Il ne veut pas la mort du pécheur, mais sa conversion et sa vie. Je vous supplie de faire prier Dieu pour moi, et ne pensez pas que je sois attachée au monde ; j'en suis plus éloignée que jamais. Il me semble que ma maison est un tombeau, je ne voudrais jamais voir personne, tout ce que je vois me fait des reproches. Compatissez à ma douleur, je vous prie, je suis digne de pitié, et veuille ce grand Dieu nous pardonner et nous délivrer bientôt des tourments que nous sentons (1) ! »

Tel était l'état de ces âmes que la douleur de leur chute plongeait dans une amertume voisine du désespoir. Si elles figuraient dans le nombre de ceux que les convertisseurs se glorifiaient d'avoir amenés au catholicisme, on peut voir à quel titre ils avaient droit de les compter comme ayant vraiment embrassé le culte romain.

(1) *Lettres pastorales*, t. I, p. 402.

JULES CHAVANNES.

(La suite à un prochain numéro.)

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

COPIE DE FRAGMENTS DES REGISTRES

DE L'ÉTAT CIVIL DES PROTESTANTS

DÉTRUITS PAR L'INCENDIE DU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS,
EN 1871

*A Monsieur Jules Bonnet, secrétaire de la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.*

Mon cher ami,

Il y a peu de temps encore, le greffe du tribunal de première instance de la Seine contenait, dans une section spéciale, les registres des actes de baptêmes, mariages et décès dressés par les pasteurs de l'Eglise réformée de Paris, à dater de 1594 jusqu'à une époque voisine de celle de la révocation de l'Edit de Nantes. L'attention des lecteurs du *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français* a déjà été appelée sur cette collection, dont la valeur a pu être appréciée au moyen de diverses citations empruntées à la série des seuls actes de décès. (Voir *Bulletin*, 12^e année, p. 274 à 284, de 367 à 374, et 13^e année, p. 224 à 230.) Je m'étais dernièrement fait un devoir de lire soigneusement, d'un bout à l'autre, chacun des registres dont il s'agit, et d'en extraire tous les actes qui me paraîtraient utiles à un point quelconque de l'histoire du protestantisme, lorsqu'un épouvantable désastre est venu brutalement interrompre le cours de mes investigations : l'incendie du Palais de Justice a dévoré le dépôt des actes de l'état civil que renfermait le greffe du tribunal, et la précieuse collection de documents que j'explorais avec une ardeur inspirée si naturellement par le culte des pieux souvenirs. Vous comprendrez ma douleur, mon cher ami, si je vous dis que des registres de l'Eglise réformée de Paris ci-dessus mentionnés, il ne subsiste plus aujourd'hui que les simples fragments que je vous adresse. Le cœur se serre à la pensée de la perte immense que la frénésie d'une horde de sauvages fit subir, il y a bientôt un an, à l'histoire du protestantisme français. Ai-je besoin d'ajouter qu'un intérêt

profondément sympathique s'attachera aux nobles débris d'un ensemble de renseignements émanés d'hommes tels que Montigny, Durant, Dumoulin, Mestrezat, Drelincourt!!

Votre bien affectionné,

C^{te} JULES DELABORDE.

1^{er} REGISTRE.

Relié en parchemin, petit in-folio de soixante et onze folios, y compris ceux de la table alphabétique.

Il commence en 1594 et finit en décembre 1608.

Le premier feuillet a pour titre :

« Registres des baptêmes faitz en l'Eglise réformée de Paris, « depuis le mois d'août 1594 jusqu'en Décembre 1608. »

F^o 1. Recto. — ANNÉE 1594.

Le x^{me} aoust fut baptisé Esaïe fils de M^e thomas Petit advocat au parlement et Marie Picherel sa femme, et fut présenté au baptême par M^r paul Le Maistre cons. et médecin ordinaire du Roy et marye de La Rougeraye veufve de feu M^r Benoist Perin en son vivant cons. et secrettaire du Roy.

F^o 1. R^o. — Le xi novembre fut baptisée Louyse, fille de messire Georges de Clermont marquis de Galande, et de dame marie Clautin sa femme présentée au bapt^{me} par messire henry S^r de Rohan et dame Louyse de Colligny veufve de feu monsieur le prince d'Orange.

F^o 1. V^o. — Le ix décembre (1594) fut baptisée Suzanne fille de Baudoin Bacles marchand lapidaire et de Catherine foucault sa femme présentée par Lafoua secrettaire du Roy et de madame, et Marye perrin femme de m^r Isaac Arnauld Advocat en parlement.

F^o 1. V^o. — ANNÉE 1595.

Le ix mars fut baptisée Jehanne fille de françois Disper et de Genevieve Perot présentée par pierre Mouzot serviteur domestique du s^r de Cloie et Suzanne..... femme d'anthoine Bude receveur de claye.

Ledit ix^e jour de mars fut baptisé Jehan fils de Laurent du Coudray et de Catherine Orvuet présenté au baptême par Jehan Anjorant escuyer s^r de et Nicollas Perier.

Le XIII septembre fut baptisée marye fille de M^r *Isaac Arnauld* advocat en la cour de parlement, et de damoiselle marye perrin présentée au baptesme par M^r *claudé Arnauld* et dame marye de La Rougeraye.

Ledict jour fut baptisé Isaac filz de Jehan Martin maistre menuysier et de Judith fleche, présenté par M^r *Isaac Arnauld* ad^t et damoyselle marye *Arnauld*.

F^o 1. V^o. — ANNÉE 1596.

F^o 2. R^o. — Le 28 juillet fut baptisée marye, fille de Jehan Anjorant et damoiselle pidoyné turquau présentée par m^r françois de *Loberay* ministre de la parolle de Dieu et damoyselle marye de La porte.

F^o 2. R^o. — Le 27 novembre fut baptisée Anne, fille de m^r *Isaac Arnauld* et dam^{elle} Marye Perrin présentée par m^r René Le Cointe ad^t et damoiselle Marye Arnaud.

F^o 2. R^o. — Led. j^r fut baptisé René filz de m^r René Le Cointe et damoiselle Rachel de La Rougeraye pntée par m^e *Isaac Arnaud* et dame marye de La Rougeraye veufve de feu m^r Benoist perrin.

F^o 2. V^o. — ANNÉE 1597.

Le 26 avril fut baptisé Maurice filz de françois de Loberau et dam^{le} judith de La Rougeraye présenté par Liénin *Calvart*, *ambassadeur des Estatz du pais bas* et dame Loyse de Vienne veufve du s^r baron *Dispech*.

F^o 3. R^o. — Le 24 juin fut baptisé Christofle, filz de Christofle Rochard, advocat en parlement et dame Jeanne des forges présenté par m^e *Isaac Arnaud* aussy advocat en la cour et damoyselle Anne d'Anthony.

F^o 3. V^o. — Le 29 (novembre) fut baptisée Jeanne fille de Jean de Lambreville tailleur de madame et de Rachel Dardy pntée par *Benjamin de Rohan* s^r de *Soubize* et *Catherine de Bourbon* sœur unique du Roy.

F^o 4. R^o. — ANNÉE 1598.

F^o 4. R^o. — Le 7 (janvier) dudit mois fut baptisée Jeanne fille de noble homme jaques chabot et de damoiselle Marye Grenizes pré-

sentée par *m^r Guy comte de Laval et Madame* sœur unique du Roy.

F^o 5. R^o. — Le 21 septembre fut baptisé Isaac fils de maistre Arnaud ad^t en la cour de parlement et de damoiselle marye perrin présenté par Loys Arnaud et dame marye de Rougeraye veufve de feu *m^r Benoist perrin*.

Le 25 dudit mois (octobre) fut baptisé Jean, filz de jean baptiste de Gueribalde et de damoiselle Ester de Chaumont pnté par Bizot con^{er} général des gabelles de france et damoiselle Ester Arnaud.

Le 28 (id.) fut baptisé Abdias fils de Jean Erard ingénieur du roy et de damoiselle Barbe..... présenté par Daniel *tilenus* et Jean baptiste de Gueribalde.

Le xvi nov^{bre} nasquit henry filz de *m^r françois Mouche* et de marye Le Gueux, présenté au bap^{me} le xviii dudit mois par *m^{re} henry comte de Nassau* et damoiselle..... *de Rohan*.

Le 28 décembre fut baptisée marye, fille de françois de Loberau et de Judit de La Rougeraye présenté par *Isaac Arnaud* advocat en parlem^t et damoiselle marye de La Porte veufve de feu *m^r thomas Turquen* con^{er} du roy et général de ses monnoyes.

F^o 6. R^o. — ANNÉE 1599.

F^o 6. — Le 21 janvier fut baptisée magdelaine fille de martin turgis et jeanne Petit, pntée par *m^e Isaac Arnaud* advocat en parlement et magdelaine chouart..

F^o 6. — Le 24 a esté baptisée Anne fille de Gilles Denot et Charlotte Besnard, pntée par René de Rochefort s^r de Pueilly et damoiselle *anne de Rohan*.

F^o 6. — Le 3 mars nasquit et le 4^e fut baptisé jonatas filz de maistre thomas Petit ad^t en parlement et de marye..... sa femme pnté par..... Berangier S^r de Richebourg et damoiselle Ester Arnaud.

F^o 6. — Le 30 avril fut baptisé Pierre filz de Jean Robineau s^r de Croissy et damoiselle marye Toussart pnté par Pierre *Parantone* secretaire de mon^r le prince *de Condé* et damoiselle Suzanne turquas.

F^o 6. — Le jour de fut baptisé filz de jean Le templier et de jaquette présenté par *m^r de Calignon* chanc^{er} de Navarre et..... dam^{lle} de Lorme.

F^o 6. — Le 16 may fut baptisée charlotte fille de Nicolas Gamaud escuier de cuisine de monseigneur le prince de *Condé* et de jeanne holdauzel sa femme pnté par messire Nicolas *Daumale* s^r de hautcourt et damoiselle théodore *hoteman*.

F^o 7. — Le 20 juin fut baptisé Elye filz de Jean Bedé sieur de la Gourmendièrre et de damoysselle marie Dallibour, pnté par messire Joachin *du Bouchet* s^r de *Villiers Charlemaigne* et damoiselle marguerite Mesnager veufve du sieur *Dallibour premier médecin du roy*.

F^o 7. — Le 8 (août) dud. mois fut baptisée Cécille fille de Leconte adv^t en parlement et dam^{lle} de La Rougeraye pntée par M^e *Isaac Arnaud* et Sarra de La Rougeraie.

F^o 8. — 26 septembre. — item Ester fille de Isaac Valette et de marye fielsedoc pnté par Jean de Lambreville et dam^{lle} Ester Arnaud.

F^o 9. — Le 24 (octobre) dudit mois fut baptisée Ester fille de m^e Isaac Arnaud et dam^{lle} marie perin pntée par mathieu de la Rougeraie et dam^{lle} Ester Arnaud.

F^o 9. V^o. — ANNÉE 1600.

Le 9 janvier fut baptisée Marthe fille de M^r thomas de Lorme s^r des Bordes et de damoiselle Uranie Lejeay pntée par Geoffroy *de Callignon* chan^{er} de navarre et dam^{lle} marye Le Roy.

F^o 10. — Item (23 janvier 1600) jacques filz de sébastien Le Gros s^r de la Ronce et de catherine de La Vigne présentée par *Jacques du Cerceau* architecte du Roy et Magd^{ne} Legras.

F^o 10. — Item ledict jour Nicollas Obeisse aagé d'environ vingt-cinq ans, natif du pays-bas, anabap^{te} de secte lequel après avoir rendu raison de sa foy fut baptisé et présenté par Béliat orfèvre.

F^o 11. V^o. (16 avril) item jacques filz de pierre Carré suisse de nation et de gabrielle Brelle pnté par jaques *Nompar de Caumont La force* et dame *Loyse de Colligny* princesse d'Orenge.

F^o 11. V^o. — le 7 may fut baptisé pierre filz de m^r Pierre *du Molin* ministre de la parole de Dieu *en ceste église* et de damoysselle marye Cotignon pnté par m^r *Isaac Arnaud* ad^t en parlement et anne de heriot femme de M^r de Bafon.

F^o 11. V^o. — Le 14 jour dudict mois (may) fut baptisée Urannie fille de M^e *Geoffroy de Callignon* Con^{er} d'estat et chan^{er} de Navarre

et de marthe du Vache pntée au baptesme par m^r jean palot secretaire du roy et dam^{le} Urannie du jay femme du s^r de lorme.

Fo 15. Vo. — Anne fille de m^r *Isaac Casaubon* professeur du roy en langues et dam^{le} *florence Estienne*, nasquit le 2 novembre pntée au baptesme le 3 décembre par josias mercier s^r des bordes et d^{lle} *Camille* de Morel.

Fo 15. — 24 décembre. — d^{lle} *Ester Arnaud*..... marraine.

Fo 16. — Le 6 dudit mois (décembre) nasquit marye, fille de M^r françois de *Loberau*, ministre de la parolle de Dieu en ceste Eglise et dam^{le} Judit de la Rougeraie et fut baptisée ledit jour dernier de décembre pntée par m^r *anthoine de La faye* aussy ministre de la parole de Dieu en ceste Eglise, et dame marye de la Rougeraie V^{re} de feu m^r Benoist perrin vivant ad^t au privé conseil du roy.

Fo 16. Vo. — ANNÉE 1601.

Fo 18. Vo. — Marye fille de auguste galland ad^t en parlement et dam^{le} marye de Lorme nasquit le 27 avril et fut pntée au baptesme par m^{re} *Geoffroy de Calignon* chancelier de navarre et damoiselle Uranye Lejay femme de M^r de Lorme.

Fol. 19. — marraine dam^{le} marye perrin femme de m^e *Isaac Arnaud* ad^t en parlement.

Fo 19. Ro. — Jeanne, fille de pierre de Beringhen premier valet de chambre du roy et de damoiselle Magdelaine Bruneau née le dernier février et baptisé le x juing pntée par *anthoine de Loménie*, secrétaire du cabinet du roy et dame *Loyse de Coligny* princesse D'orange.

Fo 20. Vo. — Charles, filz de m^e *Isaac Arnaud* ad^t en parlement et de dam^{le} marie perin nasquit le 12 aoust et fut baptisée le 24 dud. mois, pnté par *Pierre Arnaud* et damoysselle marie Arnaud femme de m^r *Lhoste*.

Fo 22. Ro. — Judicq, fille de françois de Loberau, ministre de la parole de Dieu en ceste Eglise et damoiselle Judit de la Rogeraie, nasquit le mardi xi décembre et fut pntée au baptesme le xii dudit mois par mathieur de la Rogeraie et damoysselle marie perrin femme de m^e *Isaac Arnaud* ad^t en parlement.

F^o 22. V^o. — ANNÉE 1602.

F^o 22. V^o. — Catherine fille de Cosme Saloty et Philippe de S^t-Orne, valet et femme de chambre de madame sœur unique du roy nasquit le 5^e jour de janvier et fut pⁿtée au baptesme par mes^{re} *henry de Rohan* s^r dudit lieu et dame Catherine de *Parthenay* douairière de Rohan le xiii^e j. dudict mois de janvier.

F^o 22. V^o. — marraine marye Perrin femme de m^r *Isaac Arnaud* con^{eur} général des restes.

F^o 22. V^o. — ledit jour fut baptisé hillaire filz de m^r hillaire Lhoste secrétaire du roy et marye *Arnaud* né le xvii janvier et fut pⁿté au baptesme par Claude *Arnaud* trésorier général de france et dam^{le} marye *Arnaud*.

F^o 22. V^o. — ledit jour fut baptisée Anne fille de Jean de Lambreuille concierge du logis de madame et damoiselle Rachel Dardier née le xx dud. mois et pⁿtée au baptesme par M^r *anthoine de La faye* ministre de la parole de Dieu en cette *Eglise* et dam^{le} anne de La Grange sa femme.

F^o 23. V^o. — théodore filz de m^r Simon Le *tourneur* secrétaire de monsieur le prince de *Condé* et marie Picherel, fut présenté au baptesme le Dimanche 3^e jour de mars par théodore de Maienne dit turquet *médecin ordinaire* du roy et marye Clutin femme de m^r George de Clermont marquis de Sarlende.

F^o 24. R^o. — Anne fille de Josias Mercier s^r des bordes et dam^{le} Anne Leprince nasquit le samedy xvi de mars et fut pⁿtée au baptesme le Dimanche xxiii^e dud. mois par Gabriel *polignac* s^r de S^t Germain et de Mouray et par dam^{le} Camille de Morel.

F^o 24. V^o. — pⁿté au baptesme par *Pierre Arnaud* et mad^{elle} fontaine femme de m^r de *Ruvigny*.

F^o 25. R^o. — Joachim filz de m^r *pierre du Moulin* ministre de la parole de Dieu et de marye Colignon nasquit le 22^e avril et fut pⁿté au baptesme le Dimanche 12^e de may par M^r de *Montigni* m^{re} de la parole de Dieu et.....

F^o 25. V^o. — ... pⁿté par M^e *Isaac Arnaud* ad en parlement et marie Guereau femme de M^r de *Brederodes*.

ibid. ... marraine m^{elle} *Ester Arnaud*.

ibid. — pⁿté par m^r jerosme Dasnières pr^t. en parl^t. assisté

de melle du moulin femme de m^r du moulin ministre en ceste église de Paris.

Fo 26. Vo. — ... pnté par m^r anthoine de La faye ministre de la parole de Dieu et veuve Jouin.

Fo 26. Vo. — Guy filz de Jehan Magdalem s^r de Montatère et Judiq de Chanoigné nasquit le 17 octobre 1601 et fut pnté au bap^{me} le 4 aoust 1602 par m^r Guy comte de Laval et Elizabeth de Pas.

Fo 27. Ro. — ... pnté par Benjamin aubry S^r du Meurier et judiq du temps.

Fo 27. Ro. — Magdelaine et Anne, filles de monsr de Massicaud S^r de Beaumont com^{re} ordin^{re} de l'artillerie et de damoiselle Geneviesve Cailles sa femme nasquirent d'une mesme couche le der^{er} j. de juillet 1602 et furent baptisées le Dimanche x^e jour dudict mois d'aoust et pntées assavoir Magdeleine aînée par m^r Damours et Melle de Ruvigni, et Anne, la jeune, par M^r le baron de Monge et M^r de La faye par adjonction et mademelle de Bautelleu.

Fo 28. Vo. — Loyse fille de m^{re} Maximilien de Bétune marquis de Rosny et de Rachel Cocheffilet sa femme nasquit le 16 de juing audit an 1602 fut baptisée le xxix^e septembre ensuivant et présentée par m^r gabriel de poulignac s^r de S^t Germain assisté de dame Loyse de Coligny princesse d'Orenge.

Fo 28. Vo. — Isaac filz de Nicolas Le Bas et de Charlotte Ganin sa femme fut pnté au baptesme par Diogenes de Chanuillard m^e d'hostel de madame la princesse d'Orenge assisté de m^{me} Bunel femme de m^r Bunel peintre du Roy le xvi^e dud. mois d'octobre.

Fo 30. Ro. — ANNÉE 1603.

Fo 31. Vo. — parrain M^r Arnaud secrétaire de la chambre du roi.

Fo 32. Ro. — Abram Ariel cy-devant juif a esté baptisé ce xvi^e de juillet auquel a esté imposé le nom d'Abraham.

Fo 32. Vo. — Rachel fille de Daniel de Massy escuier sieur de Ruvigny et de Magdelaine de Pinot fut présentée au baptesme le d'aoust par Maximilien de Béthune assisté de dame Rachel de Cocheffilet marquise de Rosny.

Fo 32. Vo. — Maximilien filz de M^{re} Isaac Arnault con^{eur} général des Restes et de dam^{le} marye perin nasquit..... et fut baptisé le 18^e aoust présenté par Maximilien de Béthune filz de M^r de Rosny assisté de dam^{le} Jehanne du Prat de Nathaillet.

F^o 33. R^o — parrain *maistre Anthoine de La fayè ministre de la parole de Dieu en l'Eglise de paris* assisté de..... *anthoinette Guibert*.

F^o 34. V^o. — Jehan filz de Jehan Perisse procureur en parlement et de Marye Guilemot *né de conjonction illicite* le xvi^{me} novembre et pnté au baptesme le dernier jour par Jehan Molart m^d tisserend et Perete..... femme de Claude Salomon march^d bonnetier.

F^o 35. R^o. — Ce mesme jour fut présenté au bap^{me} ung enfant par m^r Molart lequel il nomma Jehan.

F^o 35. R^o. — Henry filz de messire pierre de Beringhen con^{sr} du roy et son premier valet de chambre et dame Magd^{me} Bruneau nasquit le 20^e octobre 1603 et pnté au bap^{me} le xv décembre ensuyvant par m^r de la force capp^{me} des gardes *pour et au nom du Roy* assisté de mad^{me} de Brezolles *pour et au nom de madame la Duchesse de Bar sœur unique du roy*.

(Suite.)

CORRESPONDANCE

DE

MARIE DE LA TOUR

DUCHESSE DE LA TRÉMOILLE

AVEC LE MINISTRE ALEXANDRE MORUS

PENDANT LE SÉJOUR DE CE DERNIER EN ANGLETERRE, DE JANVIER

A JUIN 1662 (1)

M^{de} la duchesse de la Trémoille à Morus.

5 mars 1662.

Depuis ma dernière, en date du 25 du mois passé, j'ai reçu la vôtre du 10/20; je m'étonne qu'elle ne m'ait point appris que vous en eussiez reçu une du 14 jointe à une autre que j'écrivois au s^r de

(1) Voir la première partie de cette correspondance.

Bull. de mars, p. 136.

Blacal, où vous aviez plus de part que lui-même. J'eus hier un grand entretien de vous avec mon frère (1); je voudrais que tous ceux qui l'approchent fussent aussi modérés qu'il l'est sur votre sujet. Ce n'est pas que les personnes que vous connoissez ne lui aient persuadé autant qu'elles ont pu tout ce qui s'est dit contre vous, mais je lui ait fait avouer que, quand tout seroit aussi vrai que je le crois faux, la charité nous doit plutôt porter à desirer et procurer votre amendement qu'à vous pousser dans une ruine totale, qui ne peut arriver sans un extrême scandale et sans la perte des fruits que peuvent produire les excellens dons que Dieu vous a départis. Mais, Monsieur, pour revenir à la principale cause qui fait vos malheurs, et que vous portez inévitablement avec vous, puisque ce sont ces mêmes dons qui excitent tous ces orages qui grondent sur votre tête, ne sauroit on tirer MM. Brevin et Duret du nombre de ceux à qui ils font ombrage? Car aussitôt que vous les auriez mis de votre côté, vous y verriez ranger ceux que vous savez ici qui vous sont les plus contraires. Ils ont une grande joie à l'hôtel de Turenne de l'avantage que M. Brevin rencontre par un mariage; et pour M. Gasche qui en estime, comme vous savez, grandement le lien, il en est ravi. Cette nouvelle liaison avec M^{me} Carteret le fortifiera encore dans ses sentiments contre vous, et M^{le} de La Suze s'en saura bien servir au dessein formé qu'elle a de vous nuire. Non qu'en son cœur elle n'aime fort de vous oûir prêcher, mais elle veut un ministre en votre place qu'elle manie plus aisément que vous, car elle aime fort de dominer dans les consistoires, et cela fait qu'elle est nommée parmi vos confrères une *Coquette de ministre*.

Il y a pensé avoir bien du bruit ici pour les Jansénistes. Les Jésuites se sont avisés de publier une nouvelle thèse confirmative de la première sur l'Infaillibilité du Pape. La Sorbonne l'ayant appris s'étoit assemblée pour la condamner; mais une lettre de cachet leur fut apportée, leur faisant défense de passer outre, et la chose en est demeurée là que les Jansénistes seulement y ont fait une réponse que l'on estime fort et que je ne doute point que quelque curieux n'envoie où vous êtes. Je ne m'en remettois point sur d'autres si je ne craignois point de grossir trop mes paquets; et la même raison m'empêche de vous envoyer copie des protestations

(1) L'illustre vicomte de Turenne.

que les pairs de France, MM. de Vendôme et de Courtenay, ont faites contre le traité de la Lorraine, où enfin le Roi a trouvé un tempérament qui fait cesser la plupart des plaintes, en sorte qu'elles sont plus à cette heure en la bouche des nouveaux princes du sang que des autres, pour ce qu'ils voient bien que le terme que l'on prend pour les mettre en possession des choses promises est un peu long. Il faut que je vous dise un mot du chevalier Borix (1). J'en ai eu une réponse qui m'a assez contentée et que les médecins d'ici ont trouvée solide et judicieuse. J'en attends encore quelque petit éclaircissement, après quoi je suis résolue de suivre ce qu'il m'ordonne, mais surtout de demander à Dieu qu'il y épande sa bénédiction et que, s'il veut encore prolonger ma vie de quelques jours, il le fasse pour sa gloire et mon salut.

Vous m'avez extrêmement obligée de parler au Roi comme vous avez fait du respect qu'a toute notre maison pour S. M. En vérité vous n'en sauriez trop dire, car il est certain qu'il ne se peut rien ajouter au zèle que nous avons pour son service; et en cela je trouve que nous nous faisons honneur, pour ce qu'il me semble qu'il y a plaisir d'avoir quelque attachement que ce soit à une personne dont la naissance est encore relevée par les grandes qualités que vous y remarquez. Ma fille en parloit il y a deux jours à Madame (2), qui témoigna y prendre un extrême plaisir et fit bien paroître qu'elle aimoit chèrement ce frère, et qu'elle ne souhaitoit sinon que toute la terre fut aussi persuadée qu'elle l'étoit de l'estime et de la vénération qu'on doit avoir pour S. M. On a reçu ici avec déplaisir la mort de la reine de Bohême, plainte généralement de tous ceux qui avoient l'honneur d'être connus d'elle. Si vous croyez, Monsieur, que les sentiments que j'en ai dûssent être sûs de ceux qui nous sont proches (3), rendez moi ce plaisir de les en assurer et croyez que ce ne sera pas la moindre obligation que vous aura M. D. L. T.

La nouvelle du mariage de M. de Bouillon.

(1) Alchimiste milanais. Voir à la fin de la lettre du 12/22 mai 1662.

(2) Henriette-Anne d'Angleterre, sœur du roi Charles II, et femme de Philippe de France, duc d'Orléans, frère de Louis XIV.

(3) Le roi de Bohême, dont elle était veuve depuis 1632, était cousin germain de Madame de la Trémoille.

Morus à madame la duchesse de la Trémoille.

De Londres, ce 6 mars/26 febvrier 1662.

Je dois reponse, Madame, à deux de vos lettres, dont la dernière est du 5 mars, l'une et l'autre très belles et dignes de la main qui les a écrites et de la teste qui les a dictées, et je vous advoue qu'il me semble que vous vous y surmontés vous même. Je n'ay pas accusé la reception de celle que vous avés ecrite à mon sujet a M. Blaqual parce que je présupposois qu'il vous y feroit réponse lui meme. On s'en fut servi sans doute avec un grand effet s'il n'y eust eu certains mots et certains endroits qui pouvoient estre tournés à mon préjudice par des gens qui ont les intentions aussi basses et malines que vous les avés nobles et pures. Le même se rencontre dans votre dernière, qui est admirable d'ailleurs, et dans la pénultieme, où il y a une exhortation très digne de vous, et dont j'advoue que j'ay besoin, mais je sçai bien qu'on en abuseroit au contraire de vostre dessein. Cela nous empechera de les mettre entre les mains du Roy, qui pourroit les faire voir à d'autres mal disposés; et il faudra lui en reciter le contenu, car dès qu'il les voit il veut les avoir et il les prend en la main pour les lire lui même, ce qu'il ne fait pas d'ordinaire, soit que ce soit la beauté de vostre caractère ou d'autres raisons qui l'attirent à la lecture. Je pense vous avoir déjà écrit que je vous suppliois de mettre dans un papier à part ce que vous m'écririez de particulier et tous les avis qu'il vous plairoit me donner, que je prendrai toujours en très bonne part. Je m'informerai de ce que vous désirés sçavoir de M. Dumas. Je pense qu'au temps dont vous parlés je l'ay veu avec l'ambassadeur de Gènes qui s'en est retourné, si bien que M. Dumas est à présent sans emploi, et je le vis au presche dimanche passé. Pour la poudre de M. Stoup, je lui en ay parlé et nous vous en eussions envoyé, mais il m'a dit que mons^r son frère vous en donneroit autant qu'il vous plairoit, et qu'il lui en écriroit. Je né faudrai point à faire les compliments de V. A. à M. le prince Palatin. Nous avons beaucoup perdu, et même pour vos intérêts, en cette bonne Reine (de Bohême), qui eust fait ce qu'on eust voulu, et j'ai appris quelque circonstance depuis sa mort qui m'afflige encore d'avantage. Je suis ravi que vous

ayez remis dans le chemin de l'équité M. de Turenne. Vous sçavés en quels termes je vous ay toujours parlé de lui personnellement, et si jamais j'ai l'honneur de l'approcher j'ose vous promettre après tout qu'il ne me regardera pas de si mauvais œil ; cependant on m'accable ici par l'autorité de votre frère, et tout le fagotage de M^{lle} de La Suze avec toutes les menues intrigues de nos cabalistes passent pour des ordres de ce général. Je sçai bien ce qu'il en faut croire et combien cette grande âme est élevée au dessus des bassesses et des pédanteries de nos gens, mais on a l'impudence de l'y mesler. Pourtant le Roy s'en va au premier jour à sa maison de Hoptancourt (1) et ensuite au devant de la Reine (2), qui doit partir le 1^{er} de mars. Tout se prépare ici à de grandes réjouissances. Il seroit bon que Mademoiselle vit plus souvent qu'elle ne fait non seulement Madame mais la Reine-mère d'Angleterre parcequ'elle viendra bientôt ici et parcequ'on m'a dit qu'elle avoit des desseins que je ne puis vous écrire, qui se rencontreroient bien avec les nostres. Asseurez vous, Madame, que tout ce que j'aurai jamais de crédit, d'amis, de force de parler et d'agir sera tout à fait dédié à votre service. Vos dernières faveurs, qui ont comblé les premières, m'y obligent trop estreitement pour avoir besoin de vous en faire de plus amples protestations. Il n'y a que vous proprement, Madame, qui m'ayés consolé dans mon affliction et prêté du secours dans cette cour. Dieu vous en sera rémunérateur un jour, et moi toute ma vie très redevable et très reconnaissant si je ne veux estre un monstre d'ingratitude.

Madame la duchesse de la Trémoille à Morus.

15 mars 1662.

J'ai reçu, Monsieur, votre lettre du 14 du mois passé. J'y aurois répondu plus tôt sans une nouvelle indisposition dont je ne suis pas encore trop bien remise ; et de plus j'avois bien envie de ne m'en acquitter qu'après avoir pu entretenir M. de Lorme. Je l'avois convié à venir céans ; il me l'avoit accordé et néanmoins je suis encore à

(1) Hamptoncourt, comté de Middlesex, dont le palais est bien connu de toutes les personnes qui ont visité l'Angleterre.

(2) L'infante Catherine, fille de Jean IV, roi de Portugal.

l'attendre sans pouvoir deviner la cause de ce retardement. J'avois à lui dire le détail d'un long entretien que j'ai eu avec ma sœur, duquel je suis sortie satisfaite parce qu'elle me fit paroître des sentiments assez raisonnables sur votre sujet, qui aboutissent à ceci que bien que M^{me} de Turenne et elle n'aient que trop de preuves de ce qui se publie contre vous, néanmoins elles seroient les premières à vous tendre les bras si vous leur donniez sujet d'être persuadées de votre repentance, mais que ce n'est pas en donner des marques que de faire voir que toutes vos pensées ne vont qu'à recevoir les applaudissements qui ont accoutumé de suivre vos sermons ; et elles trouvent que ce n'est pas la le chemin que vous devez prendre, et que quand on ne pourroit vous accuser que d'une conduite où toute la prudence n'avoit pas été apportée, et qui auroit scandalisé toute cette église, vous devriez apporter autant de temps à la réparer et à en faire paroître votre déplaisir. Mais on n'en demeure pas là, car on sait qu'il y a des informations faites contre vous qui vous chargent furieusement. Que si vous pouvez vous en défendre, et en bonne conscience, vous pouvez revenir hardiment : Dieu sera le protecteur de votre innocence et vos amis ne vous manqueront point ; mais si vous sentez ne le pouvoir pas faire, donnez gloire à Dieu, rendez vos amis témoins de votre repentance, prenez un train de vie qui édifie cette église, et après que, par l'espace de quelque temps, vous serez confirmé dans un si bon chemin, ne doutez point que Dieu n'étende sa bénédiction et sur votre personne et sur votre ministère. Mais, Monsieur, pour en venir là, il faut renoncer à tous préjugés, ne rechercher votre gloire mais celle de Dieu, agir en toutes vos actions vous le représentant toujours scrutateur de votre cœur et comme un Dieu qui ne peut être moqué ni trompé. Prenez, je vous supplie, cette bonne résolution, ne vous fiez ni en votre capacité ni en votre adresse : ce sont des armes trop foibles pour résister à Dieu ; mais faites qu'en vous retournant à lui il se retourne à vous et lors vous serez assez fort. Il vous donnera la victoire et contre vous même et contre tous ceux qui vous sont ennemis injustement, et donnera à vos amis la joie de vous revoir au milieu d'eux, et à cette église celle de profiter de vos bons enseignements et des fruits de vos excellents dons. Je me trouve bien hardie, Monsieur, de vous écrire avec tant de liberté, mais vous l'avez voulu. Vous jugez bien que je n'ai pas la folie de croire que j'étois en état de vous pouvoir

jamais rien apprendre. Je connois trop bien mon ignorance pour aller à un si grand excès, mais je me crois propre à vous exhorter à l'humilité et à la charité, et à prier Dieu de vous remplir tellement de son esprit que dorénavant vous n'ayez autre but que sa gloire et l'édification de son église. Ce sont les souhaits très-ardents que fait pour vous et de tout son cœur, M. D. L. T.

Morus à madame la duchesse de la Trémoille.

De Londres, ce 10/20 mars 1663.

Vostre dernière lettre, Madame, aussi bien que les précédentes, est très digne de vous et pour les conceptions et pour le style et pour le jugement qui y règne partout. Ce que j'en ay fait voir à la cour y a esté extrêmement bien receu. Tout le monde cria, sur l'affaire des Jansénistes, que la cour de France ne comprenoit pas trop bien ses intérêts et qu'on pouvoit bien se passer de ceste lettre de cachet. On ne sçavoit point du tout le mariage de M. de Bouillon (1), et M. de Blancfort s'en informe de moi comme en estant surpris, mais quelques uns disent pourtant que cinq cens mille escus avec la bien-séance du gouvernement ne laissent pas d'estre considerables. Le Roy est fort satisfait des 30 pièces de vin dont M. le prince de Condé l'a regalé; il s'en va demain en sa maison de Hoptancourt où M. le comte de Saint-Albens le doit traiter. Les Holandois ne sont pas fort bien ici et leurs ambassadeurs se plaignent fort. Le Parlement a establi un grand revenu pour le Roy sur chasque cheminée; il en avoit grand besoin. C'est après les avoir harangüés par un discours qui est imprimé, où il dit que son malheur l'a fait passer pour papiste autrefois, et qu'à présent on l'accuse d'estre presbyterien, mais qu'il fera toujours voir combien il est attaché au service de l'Eglise Anglicane. La mémoire du Cardinal est ici détestée; la Reine-mère y sera fort bien. On croit que la nouvelle Reine est déjà sur la mer. Elle a de l'aversion pour les François, fort raisonnable au reste; tout se prépare à la recevoir.

Pour ce qui me regarde, bien que je sois cruellement traité de messrs. Brevins et Duret et de M^{me} Carteret autant qu'assuré de la

(1) Avec Marie-Anne Mancini, nièce du cardinal Mazarin.

bonne volonté du Roy, qui paroitra dans l'occasion, je seray patient, et me remets à la Providence de Dieu et à vos sages conseils que je suivrai toujours avec beaucoup de confiance. Dieu veuille conserver V. A. et tous les siens.

Le même à la même.

De Londres, ce 21/31 mars 1662.

Je ne sçaurois vous exprimer, Madame, combien vostre dernière bien qu'elle ait ses aiguillons, et fort piquans, m'a pleu et me plaist. Je ne cesse de la relire et toujours, ce me semble, avec un nouveau profit. Il seroit bien malheureux si je rejetois de si bons et de si salutaires conseils. En effet je conviens que c'est là qu'il faut venir, et ne doute point que Dieu ne reconcilie nos ennemis avec nous, quand nous nous serons bien reconciliés avec luy. J'ay une resolution entiere de suivre ce beau chemin que Dieu vous a inspiré de me monstrar, à moi qui le devois monstrar aux autres. Mais hélas ! il n'est que trop vray que les applaudissemens, ou des grands ou du peuple, ne sont pas le principal fruict que nous debvrions chercher dans nos actions ; et bien que je tiennne qu'il m'est necessaire d'évangéliser, et pour l'honneur de mon ministère et pour ma propre consolation, j'advoue qu'il le faut faire tout autrement que j'en'ay fait jusques icy, et je m'y prépare. Faites seulement, Madame, s'il se peut, qu'on ne m'oste point les moyens de donner gloire à Dieu par une nouvelle predication aussi bien que par une nouvelle vie. Je suis très persuadé que si ceux qui me sont le plus contraires voyoient ma disposition présente, au lieu de me precipiter, comme ils me semblent qu'ils s'en vont faire, ils me tendroient la main. Je ne doute point que ce que ces bonnes âmes vous ont dit ne parte d'un bon principe, et je ne puis que le prendre en très bonne part et comme une ouverture du ciel, non pas pour me mettre en repos, a quoy je vous proteste que je ne pense point, mais pour éviter les dangereux éclats dont je prévoi que je serai l'occasion, et Dieu me fait la grace de ne désirer point de triompher de mes ennemis a ce prix. Je sçay bien qu'ils ne sauroient me convaincre. Je sçai bien que parmi quelques vérités dont je tomberai d'accord, ils s'imaginent fortement et peut être avec assurance des choses qui néanmoins ne sont pas. Je sçai

bien qu'ils souffrent, excusent et laissent passer en d'autres des choses qu'ils criminalisent en moi seul. Je sçai bien qu'en implorant contre leur inique procédé, tout a fait inoui, la justice du ciel et de la terre, il se pourra faire que l'un et l'autre me répondra; et je ne vois pas que je puisse craindre d'un synode provincial, a tout rompre autre chose que ce que le synode a fait. Lisez, je vous supplie, Madame, l'article que fut dressé a mon sujet. Alors je le trouvois dur et intolérable, a present je confesse qu'il est équitable et juste. Je dirai bien davantage, mais à V. A. seulement, puis que nous en sommes sur la confession, qu'il n'est que trop vray que j'ay contrevenu aux graves et serieuses exhortations qui m'ont esté faites, et qu'à cet égard je mérite une furieuse censure; mais ne voyez vous pas, Madame, que si certains esprits voyoient cet endroit de cette lettre ils en tireroient de quoy m'insulter et fletrir mon ministère, dont je dois avoir l'honneur pour mon unique but et faire litière de tout le reste. Quelques avantages que je puisse me promettre dans la chicane, je veux les perdre tous. Je veux moi meme donner des preuves contre moy pour me mortifier et m'humilier sous la main de Dieu, pourvu que je voye quelque soin à me rendre plus utile a son Eglise que je n'ay esté jusqu'ici, suivant la résolution très entiere qu'il m'en a mise au cœur, et quelque disposition (qui se trouve) dans les autres que vous cognoissez, approchantes de celles de ces bonnes âmes qui disent qu'elles seront les premières a me donner la main lorsqu'elles me verront humilié. Je les prends au mot. Vous vous souvenez de ce que je vous ai confessé, devant mademoiselle vostre fille, à l'égard de ma conduite. Je suis prest à en recognoistre beaucoup d'avantage et très fermement resolu de suivre le contenu de vostre dernière si vous (m'en) marquez le temps, le lieu, les moyens. Au nom de Dieu qu'on ne fasse point de démarche qui en traverse l'exécution.

Recommandé à M. Beck

à l'Hostel de la Trémoille.

Le même à la même.

De Londres, ce 28 mars/9 avril 1662.

Je suis ravi, Madame, de vous avoir répondu au sujet de vostre dernière comme j'ay fait lorsque je ne pouvois pas même soup-

conner la disgrâce de Monsieur de Lorme, car autrement on eust attribué ce style soubsmis que j'employe à l'estonnement que ce coup fatal devoit produire. Je l'ay senti d'effect et plus pour l'amour de luy que pour l'amour de moi même, bien qu'il semble que c'estoit de lui seul que dépendoient toutes mes affaires. Mais Dieu, qui est magnifique en moyens, quelquefois même sans moyens, n'a pas besoin du bras de la chair quand il veut délivrer les siens. Et si le période de nostre espreuve n'est pas encore terminé, toujours on dira que c'est un pur malheur, et que c'est par le défaut de cet unique et nécessaire affaire que mon droit n'aura pas esté reconnu. J'ay veu depuis fort peu de jours ce que V. A. a escrit il y a longtemps à M^{me} la marquise Dorchester à mon subject ; écrit d'une autre main, mais vostre style vous fait assés cognoistre et sans qu'on me l'ait dit, car c'est une comtesse de ses amies qui a fait tomber cette coppie entre mes mains. J'ay bien tost deviné que ce ne pouvoit estre que vous, Madame. C'est une lettre de vieille date, mais c'est une nouvelle obligation que je vous ay et qui cède néantmoins à la faveur de vostre dernière, qui contenoit une si vive et si touchante exhortation. Je ne sçai comme vous aura contenté ma réponse, car je ne m'y suis pas contenté moi même, et je n'ay plus pensé et donné à penser que je vous ay écrit parce que les lettres sont sujettes à se perdre. Je ne sçai si V. A. a receu celle où je lui parlois d'un Ecossois pour M. le duc de Touars (1).

(Suite.)

(1) Voir page 146.

MÉLANGES

NUMISMATIQUE PROTESTANTE

DESCRIPTION

DE QUARANTE ET UN MÉREAUX DE LA COMMUNION RÉFORMÉE

PAR CH.-L. FROSSARD, PASTEUR

DÉFINITION. — Le méreau est une sorte de jeton usité dans les églises réformées. Il était distribué avant chaque communion, par un ancien, aux fidèles autorisés à prendre la Cène, et remis par ceux-ci à un ancien en s'approchant de la sainte table. Le méreau est le plus souvent en plomb.

SYNONYMIE. — Le mot *méreau*, employé par les numismates et les lexicographes actuels, se rencontre dans les mémoires de du Plessis-Mornay, mais il n'a été que très-peu en usage parmi les protestants; il est remplacé par les termes suivants :

Marreau. — Voyez : Confession de foi des Eglises réformées de 1559, Eglises de la Guyenne; Eglises du pays de Gex; Registres de la V. Compagnie de Genève, 1605; Registres du Consistoire d'Aujargues (bas Languedoc), 1633; Registres du Consistoire de Melle (Poitou), 1672; Synode de Fontenay (Poitou), 1683, etc.

Merreau. — Eglise de la Tremblade (Saintonge).

Marron. — Registres du Consistoire de Nîmes; Eglise de Chez-Piet, près Jarnac (Angoumois).

Marque. — Eglises du Poitou (le mot est employé au masculin dans ce pays : *un marque*); Registres du Consistoire de Nègrepelisse (Quercy), 1626.

BIBLIOGRAPHIE. — Le premier, mon respectable ami, M. le pasteur J. Nogaret, de Bayonne, appela l'attention du public sur les méreaux protestants, en publiant la description et l'image du plus beau, celui de l'église des Brians (Lot-et-Garonne), dans un article intitulé : *Une Médaille des Eglises du Désert*, qui parut dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, 1^{re} année, page 139.

Le même *Bulletin* renferme des notes de MM. G. Goguel, O. Cuvier, Eug. Guérin, G. Calas, J. Labbé, H. Marchand, Maillard, J. Bornand, Roufineau, Brustlein, Laurens, Gauffrès, A. Hermand, Griemard, Th. Claparède, tome I, pages 139, 236, 237, 342-345, 423-427; tome II, pages 13-15.

La *Revue de Numismatique*, 1854, page 67, contient un article de M. de Petigny sur « les méreaux calvinistes. »

Etudes numismatiques, par Benjamin Fillon. Paris, Charvet, 1856 (tiré à 160 exemplaires). Pages 121-130. L'auteur de ces *Etudes* avait représenté, dans un travail antérieur, *Lettre à M. Dugast-Matifeux*, trois méreaux protestants qu'il attribuait au clergé catholique; mieux éclairé par les recherches de M. le pasteur Lièvre, il restitue ces méreaux à nos églises du Poitou et en figure sept autres. M. Fillon décrit ou cite en tout vingt et un méreaux poitevins.

Les *Mémoires de la Société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille*, année 1860, renferme une notice sur un méreau en plomb de l'église wallonne d'Amsterdam, par Ch.-L. Frossard. Cette pièce est représentée par une gravure sur bois.

Histoire des Protestants et des Eglises réformées du Poitou, par A. Lièvre, pasteur. Poitiers, 1860. Tome III, page 362 et suivantes, M. Lièvre décrit et figure trois méreaux du Poitou et en cite vingt et un.

Le Méreau, ou Médaille des Eglises du Désert. Notes historiques sur son origine et son emploi, par M. J. de Clervaux. Saintes, P. Orliaguet, 1870. Ce travail figure douze méreaux en deux planches.

Chronique protestante de l'Angoumois, XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, par Victor Bujeaud. Angoulême, 1860. Page 219.

Nous devons à l'obligeance de MM. Fréd. Monnier, P. Schmidt, P. Lafon d'Etaule et Ch. Pradel de Vabre, la communication de plusieurs méreaux intéressants; qu'ils en reçoivent ici nos remerciements.

EMPLOI DES MÉREAUX. — Nous ne reproduirons pas les curieux détails consignés dans le *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme* et dans les autres écrits, dont nous venons de dresser la liste; nous ne ferons pas non plus la critique de quelques erreurs qui les déparent; qu'il nous soit permis cependant de redire que l'usage des méreaux de communion était général parmi les réformés, qu'il a duré pendant plus de deux siècles, et qu'il était justifié par la situation que la persécution faisait à nos pères. Les églises wallonnes de la Hollande les ont employés jusqu'à nos jours; la vénérable compagnie des pasteurs de Genève en approuvait l'emploi en 1605. L'emploi des méreaux, moyen-commode de discipline, n'a cessé qu'avec le relâchement de la foi et des règles disciplinaires dans les églises. On a pu constater l'usage des méreaux pour la

communión aux environs de Jarnac, à Saverdun, jusqu'en 1825; à Amsterdam, en 1828; à Altweiler, en 1850; à Lesay, jusqu'à nos jours. Ajoutons quelques citations importantes sur les méreaux; la dernière est entièrement inédite :

V. Compagnie de Genève, 1605. *Il serait très-bon que, selon l'usage des églises de France, nous eussions des marreaux.* — 1613 *Il serait expédient d'avoir des marreaux en la ville et es églises des champs.*

Consistoire de Nègrepelisse, 21 avril 1626. *Le S^r Moulet fournira pain et vin; le S^r Palot baillera la coupe à M. Vedère, pasteur; le S^r Soulier tiendra le plat pour recevoir l'argent des pauvres; le S^r Labrueys tiendra le plat des marques; le S^r Féral tiendra la tasse à la porte, et les S^{rs} Foly et Valette auront soin de faire venir le peuple en bon ordre. Et ainsi avant chaque communion.*

Consistoire d'Aujargues (bas Languedoc), 23 décembre 1633. *La Compagnie, après l'invocation du nom de Dieu, a nommé M^e Reboul pour servir à la table, M^e Benezet pour distribuer les marreaux, M^e Reilhan pour demander pour les pauvres.*

Consistoire de Melle (Poitou). *Dudit jour troisième d'avril 1672 après les prières publiques.*

Le Consistoire, considérant les grands arrerages ou cette eglise se trouve pour l'entretien du ministère; a arrêté, comme autrefois, qu'il sera leu dimanche prochain, apres le prêche publiquement, un billet pourtant une exhortation à tous ceux qui voudront faire la Cène désormais de se pourvoir de bonne heure de marreaux et de n'en plus venir prendre le dimanche à la table, pour obvier aux désordres qui en arrivent; avec deffences aus anciens de donner des marreaux qu'à ceux de leur quartier et qui feront leur devoir, afin d'arrester les arrerages qui se font journellement, qui jetteroient enfin l'église dans la dernière confusion.

Signé : COLIN, ancien secrétaire.

FABRICATION ET ART DES MÉREAUX. — Les méreaux de communion étaient le plus souvent fabriqués par les anciens de l'église, ce qui explique leur infériorité au point de vue de l'art numismatique. La gaucherie des inscriptions, qui, fréquemment, portent des lettres ou des chiffres retournés ou renversés, sont le fait de personnes peu exercées à graver un moule. La forme souvent étrange, fautive parfois, des coupes eucharistiques et autres détails symboliques qui ornent ces jetons, est le fait de ces artistes improvisés. La face et le revers sont disposés, l'un par rapport à l'autre, sans règle constante, tantôt comme les médailles, tantôt comme les monnaies, tantôt au hasard. Certaines

pièces sont frappées, d'autres fondues. Généralement, les ornements et les légendes sont en relief, quelquefois en creux.

Parmi ces jetons dépourvus d'art, quelques-uns ne sont pas sans caractère et sans élégance; nous pouvons même en signaler un, le plus ancien probablement, qui rappelle le goût charmant de la Renaissance. Nous le plaçons en tête de notre catalogue.

On connaît plusieurs moules à méreaux qui ont été conservés avec soin : l'Eglise de la Tremblade a celui du méreau n° 2 de notre catalogue; la Société des antiquaires de l'Ouest possède un moule en pierre lithographique, de l'église de Saint-Sauvant, n° 36; enfin M. Clément, cité par M. Fillon, possédait celui de l'église de la Mothe.

CATALOGUE.

N° 1. —

Un berger en costume du XVI^e siècle, debout, tête nue, sonnant d'une trompe ou cornet qu'il tient de la main gauche; appuyé de la main droite sur une houlette au milieu d'une prairie bordée à gauche d'un arbre qui semble abriter le berger, à droite, d'un bouquet d'arbres sur un tertre lointain. Six brebis paissent à droite deux à deux. Dans le ciel apparaît une croix de forme grêle, couchée, à laquelle pend un oriflamme flottant.

Revers. — Une Bible ouverte qui occupe tout le champ, surmontée d'un soleil rayonnant. Sur la Bible est écrit en capitales :

NE	S ^r
CRAINS	LUC
POINT	C ^r XII
PETIT	V ^r
TROUP ^r	32

Bordure à la face en fine moulure;

Plomb; diamètre : 0,029 m.

Ce modèle, le plus élégant, provient des églises du Lot-et-Garonne. Timbré en creux d'un B sur la face, et en alliage de plomb et étain, il vient de l'église des Brians; timbré d'un S, de Sainte-Foy. On en rencontre dans l'église de Royan avec la seule variante de 82 pour 32.

Figuré dans le *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme*, t. I, p. 139.

N° 2. —

Un berger en costume du XVI^e siècle, debout, tête nue, sonnant d'une trompe qu'il tient de la main gauche, appuyé de la main droite

sur une houlette décorée ou fleurdelysée, au milieu d'une prairie bordée à droite et à gauche d'arbres, dans laquelle paît un troupeau figuré par six brebis à droite. Dans le ciel apparaît une croix grecque à laquelle pend un oriflamme flottant.

Revers. — Une Bible ouverte qui occupe tout le champ, surmontée d'un soleil rayonnant. Sur la Bible est écrit en capitales :

NE	S ^r
CRAINS	LUC
POINT	C ^r XII
PETIT	V ^r
TROUP ^e	82

Plomb; diamètre : 0,030^m.

Ce modèle, moins élégant que le premier, diffère de lui en ce que les détails en sont moins corrects. La trompe moins recourbée, le torse du berger moins robuste, les jambes plus roides, les brebis plus petites et moins bien dessinées. L'arbre de gauche coupé maladroitement à la hauteur de l'horizon; pas de bordure à l'avvers. L'inscription du revers porte une petite capitale à Luc, et la faute verset 82 pour 32.

Le moule de ce méreau existe à la Tremblade; on en a trouvé des exemplaires dans les églises de Saintonge, la Tremblade, avec la lettre T; ailleurs avec le nombre 261 frappé en creux (de Clervaux), à Saintes, Barbezieux, Puylaurens, dans le Lot-et-Garonne, à Marseille.

N° 3. —

Un berger en costume du XVIII^e siècle, debout, coiffé d'un chapeau à larges bords relevés, sonnante d'une trompe qu'il tient de la main gauche, appuyé de la main droite sur une houlette à crosse recourbée en dedans; à droite et à gauche du berger, des arbres en bordure; à ses pieds, cinq brebis éparses.

Revers. — Une Bible ouverte surmontée d'un soleil rayonnant et de six étoiles à six pointes. Sur la Bible est écrit en capitales :

MES	MA
BREBIS	VOIX
ENTEN	ET ME
DENT	SUIV
	ENT

Sur les deux faces bordure de perles.

Plomb; diamètre : 0,032^m.

Modèle rustique de Courcelle-Chaussy (Moselle); on l'a rencontré aussi dans les églises suivantes : Les Vans (Ardèche), avec la marque D. G., Castelmoron (Lot-et-Garonne), avec C. T.

N° 4. —

Un berger en costume du XVIII^e siècle, coiffé d'un chapeau rabattu par derrière, cheveux longs, vêtements à plis, chaussé de forts souliers, debout, les jambes écartées, sonnante d'une trompe qu'il tient de la main gauche, appuyé de la main droite sur une houlette à crosse recourbée en dedans; à droite et à gauche des arbres debout, mais déracinés; dans le champ et sous ses pieds, neuf brebis en désarroi et dans des positions étranges. Dans le ciel plane un gros oiseau de proie.

Revers. — Une Bible ouverte surmontée d'un soleil à face humaine rayonnant, et de six étoiles à cinq pointes. Sur la Bible est écrit en capitales :

	.NE	PET	
	CRA	IT	
E	INS	TRO	D
	POI	VPE	
	NT	AV	

Bordure perlée à la face et au revers.

Plomb; diamètre : 0,034^m.

Eglises du Lot-et-Garonne.

N° 5. —

Inscription en caractères inégaux et grossiers :

NE
CRAINS
POINT
PETIT

Revers. — En haut, un fleuron, et dans le champ l'inscription :

TROVPEAV

En exergue, une petite coupe eucharistique, entre les lettres :

E. S.

Bordure perlée en creux, à la face.

Plomb; diamètre : 0,030^m.

Eglise de Saverdun (Ariège).

N° 6. —

Une petite croix fleuronnée en creux au milieu du champ, avec les lettres :

S + C

Revers. — Néant.

Plomb; diamètre : 0,021^m.

Ce méreau, dont la légende peut se lire : *Sainte Cène*, est de provenance inconnue; il appartient à la Société de l'Histoire du Protestantisme.

N° 7. —

Dans le champ, deux grandes capitales :

E A

Revers. — Inscription dans le champ :

E A D

Plomb; diamètre : 0,022^m.

Les lettres du revers sont interverties et doivent se lire : *Eglise de Aigonney*.

Eglise d'Aigonney (Poitou); méreau figuré par M. de Clervaux.

N° 8. —

Une coupe eucharistique, forme de chenet, ancien relief extrêmement grossier, accostée des lettres :

A E

Revers. — Trois disques saillants posés en triangle équilatéral, séparés par les lettres :

E D V

Bordure en dents de loup, pointes en dedans, à l'avvers et au revers.

Plomb; diamètre : 0,022^m.

Les lettres doivent se lire à l'avvers E A, et au revers E D A, c'est-à-dire *Eglise de Aigonney*.

Eglise d'Aigonney (Poitou).

Suite.

BIBLIOGRAPHIE

LE CHANSONNIER HUGUENOT DU XVI^e SIÈCLE

En 1866 parut sous le titre de *Recueil de poésies calvinistes*, un lourd factum élaboré à Reims, et tendant à prouver que la réforme française du XVI^e siècle ne fut qu'une école de sédition et d'assassinat. C'est là ce que certains auteurs appellent reviser l'histoire, en substituant partout leurs rancunes et leurs passions au jugement impartial du passé, en jetant le plus outrageant défi à la vérité historique. Ce prétendu recueil de poésies calvinistes qui n'est qu'un ramassis de pamphlets de toute provenance, dirigés contre les membres d'une famille détestée, celle des Lorrains, trouva un juste appréciateur dans notre collègue, M. Henri Bordier. Il n'eut pas de peine à montrer qu'il n'y a rien de commun entre ce déluge de sonnets, plaintes et chansons auquel donna lieu l'assassinat du duc de Guise par le fanatique Poltrot, et la poésie calviniste du XVI^e siècle, ou ce que l'on peut appeler de ce nom, bien que Calvin y soit demeuré complètement étranger : « Le vrai chansonnier de nos pères, dit avec une haute raison M. Bordier, est le psautier et les poésies composées sur ce modèle. » (*Bull.* XVII, 249.)

Toute révolution religieuse a son contre-coup littéraire et son ébranlement poétique au fond des âmes. Née avec la réforme, dont elle n'est que la manifestation populaire par le rythme et l'harmonie, la poésie calviniste éclôt à la fois dans les villes et dans les campagnes, à la cour et dans les provinces. Mise à la mode par Clément Marot, dont les psaumes eurent un succès prodigieux, elle console les persécutés et fournit une frivole distraction aux persécuteurs. Tandis que le roi-chevalier, tout couvert de sang des Vaudois de Provence, chantonne quelques-uns de ces poèmes à son lit de mort; que le roi-grand-chasseur, Henri II, aime à fredonner, entre deux bûchers, comme un cerf altéré brame, etc... les pieuses populations de Saintonge demandent à ces rimes un plus noble délassement. « Vous eussiez vu le dimanche, dit un témoin, les compagnons du métier se promener par les prairies, bocages et autres lieux plai-

sants, chantant par troupes, psaumes, cantiques et chansons spirituelles, lisant et s'instruisant l'un l'autre. Vous eussiez vu les vierges et filles, assises dans les jardins, qui se délectaient ensemble à chanter toutes choses saintes. »

Comme contraste à ces évangéliques idylles du grand artiste saintongeais, il faut évoquer les tragiques scènes du martyr qui donnent à la poésie nouvelle sa plus haute consécration. C'est aux persécutés, dit M. Bordier, que ces chants servaient surtout. Tout le monde pouvait trouver plaisir à répéter en chœur de nobles paroles. Mais personne ne pouvait chanter aussi sincèrement et pieusement que les malheureux tombés entre les mains des juges et du bourreau : « Il fut mené au lieu du supplice, rendant à Dieu par tout le chemin ses actions de grâces ; puis chanta un psaume, et le continua jusqu'à ce que, surpris du feu, il rendit son âme bienheureuse au Seigneur. » Tel est le récit le plus ordinaire du martyrologe protestant. Aussi, lorsque du milieu des flammes on entendit s'élever ces mots entrecoupés par la douleur : *Mon Dieu, prête-moi l'oreille !* ou bien : *A toi, mon Dieu, mon cœur monte !* l'effet ne manquait jamais d'aller profondément aux âmes dans la foule ondulante autour de l'échafaud. Bien des cœurs s'allumaient au contact des poèmes accompagnés d'une pareille mise en scène. »

Les premières chansons sont antérieures de quinze ans aux psaumes de Marot. M. Bordier en a recueilli un très-curieux échantillon où l'on ne s'attendrait guère à le trouver, dans les registres du Parlement de Paris, du 29 décembre 1525, et ce n'est pas sans peine qu'il a remis sur pied ces vers disloqués sur le lit de torture des interrogatoires. Au commencement de 1533 paraît un premier recueil, sorti des presses de Neuchâtel et bien vite épuisé, sous ce titre : *Chansons nouvelles démontrant plusieurs erreurs et faussetés*. Pierre Malingre, Saunier, Eustorg de Beaulieu, sont les rhapsodes d'un genre nouveau qui obtient une immense popularité ; une chose remarquable, c'est le soin tout chrétien d'accommoder ces simples chansons aux airs à la mode. L'esprit tout moral de la réforme est bien là, transformant tout ce qu'il touche. On atteignait ainsi un double but : substituer dans la mémoire publique des paroles d'édification à des vers licencieux, et la popularité de l'air servait à propager la bonne semence. Ainsi au lieu de :

Ma chère dame, ayez de moy mercy,

Eustorg de Beaulieu dira le plus aisément du monde :

Mon Créateur, ayez de moy mercy,
Et regardez mon cœur.

Une trop jolie strophe de Clément Marot est déguisée par nos poètes huguenots de la manière suivante :

Puisque de vous je n'ay autre visage,
Rendre m'en vay à Dieu que je dessers,
Pour le prier que si chascun se perd
A son estient, je n'en souffre dommage.
Adieu la chair, adieu mondain servage;
Adieu, vous dy, monde pernicieux.
Je n'ay pas eu de vous grand avantage.
Du Seigneur Dieu j'espère beaucoup mieux (1).

Les chansons huguenotes vont se multipliant vers le milieu du XVI^e siècle. Elles sont réunies en un premier recueil général, l'an 1555, et souvent réimprimées depuis. M. Bordier a retrouvé neuf ou dix exemplaires de ces éditions successives, vénérables reliques du protestantisme français dispersées un peu partout. Ils ne contiennent pas moins de six cent cinquante pièces que l'on ne pouvait songer à reproduire indistinctement. Un choix heureux nous a valu le charmant recueil en deux volumes, sorti des presses de Perrin, où sont réunies les pièces qui ont paru au savant éditeur « les mieux réussies comme œuvre poétique ou les plus colorées comme documents d'histoire. »

Il y aurait beaucoup à glaner dans cette anthologie protestante où la polémique se mêle à l'édification et le chant de guerre à l'hymne du martyre. Parmi les pièces d'un intérêt historique, citons la chanson d'Anne Dubourg, celle du massacre de Vassy et des batailles de Saint-Denis et de Saint-Gilles. La controverse est représentée par des morceaux exquis. Il y a sur les pèlerinages des stances vives et légères comme un chant d'oiseau :

Brunette joliette,
Qu'allez-vous tant courir
A Rome n'à Lorette
Pour de vos maux garir?

(1) Marot avait dit avec une grâce qui n'a pas toujours passé dans ses psaumes :

Adieu, ce teint, adieu ces rians yeux.
Je n'ay pas eu de vous grand avantage;
Ung moins aimant aura peut-être mieux.

Dans un autre genre, quoi de plus expressif que ce morceau :

Douce mort, heureuse mort,
Par toi nous avons la vie !

Et cet autre qui touche à la sublimité :

O combien sont saintes les larmes !
O Dieu combien valent les pleurs !
Au plus espais de tes fureurs
Ils t'osent arracher les armes.

Mais il vaut mieux laisser au lecteur qui fait ses premiers pas dans le champ si bien exploré par M. Bordier l'imprévu des rencontres et le charme des surprises qui là, comme ailleurs, fait oublier la fatigue. Il ne saurait trouver de guide plus sûr à travers les mille détours d'une étude rétrospective qui ne sera ni sans fruit ni sans agrément. Une docte préface, pleine d'ingénieuses observations, l'introduira au cœur du sujet. Une table alphabétique très-bien faite lui fournira l'indication de toutes les pièces dont on a pu constater l'existence. Celles qui font partie du présent recueil sont désignées dans ce tableau par des caractères italiques. Tandis que les recueils antérieurs donnaient les nouveaux à peu près pêle-mêle, sans date ni explications, celui de M. Bordier nous les présente en quatre groupes dont chacun personnifie une idée : la *foi*, la *polémique*, la *guerre*, le *martyre*, avec tous les éclaircissements désirables. Enfin, une description par ordre chronologique des chansons et chansonniers publiés par les protestants de l'Eglise française depuis les origines de la réformation, imprime un dernier cachet d'exactitude et de précision à ce travail qui montre si heureusement unis le sens de l'historien et la sagacité du critique. Que faut-il de plus pour assurer à M. Bordier la reconnaissance de tous les amis de notre vieille poésie huguenote ? Ces deux volumes, imprimés avec tant de goût, deviennent inséparables des recueils de de Bèze et de Marot dans toute bibliothèque réformée.

J. B.

SÉANCES DU COMITÉ

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE DU 9 JANVIER 1872.

Présidence de M. *Schickler*. — M. le comte Jules Delaborde remercie le Comité d'avoir bien voulu mettre à l'ordre du jour la question de la translation de ses séances du second jeudi au second mardi du mois. Il regrette vivement que ses devoirs de magistrat ne lui permettent pas d'assister aux séances ordinaires du jeudi.

Après une discussion dans laquelle le Comité s'efforce de concilier les convenances de chacun de ses membres, il est décidé que l'on se réunira provisoirement le second mardi de chaque mois, à trois heures.

Sur la proposition de M. Ch. Waddington, la séance publique de la Bibliothèque est reportée du vendredi au jeudi. Cette décision sera exécutoire à partir du 1^{er} février.

BIBLIOTHÈQUE. — Dons reçus : de M. Agnew, *les Plaintes de la France désolée*, de Claude, édition anglaise de 1686; des extraits d'un *Album amicorum*; de M. Ch. Frossard; une précieuse collection de six cents portraits de pasteurs de l'Eglise d'Augsbourg, depuis 1524. Le président lui exprime les remerciements du Comité.

M. Ch. Read annonce un lot de livres de Boston, qui avait été adressé d'abord par erreur à la Bibliothèque de l'Hôtel-de-Ville.

Correspondance. — M. Louis Audiat, bibliothécaire de Saintes, annonce au Comité l'incendie qui a détruit la bibliothèque de cette ville, bien riche en manuscrits précieux et en collections d'histoire locale. Il sollicite le don du *Bulletin* et l'échange des doubles. Le secrétaire appuie vivement cette demande. Il est décidé qu'on enverra un certain nombre de volumes qui seront offerts, sur la motion de M. Read, en mémoire de Bernard Palissy.

Abonnements gratuits. — M. Franklin donne lecture d'une liste de noms qui ne semblent pas bien justifier cette faveur. Quelques-uns sont rayés.

SÉANCE DU 13 FÉVRIER 1872.

Présidence de M. *Schickler*. — Le secrétaire rend hommage à la mémoire de M. Louis Oppermann, qui, comme trésorier, a rendu d'éminents services à la Société, pendant les premières années de son existence.

A propos d'un travail dont il est occupé, M. *Douen* demande à quelle époque commençait l'année à Anvers, en 1541. On répond qu'elle devait, là comme ailleurs, commencer à Pâques. M. *Sayous* indique l'*Histoire des Pays-Bas*, de Metteren, comme utile à consulter au point de vue chronologique.

BIBLIOTHÈQUE. — Dons de Madame Thuret et de Madame la marquise de La Rochefoucauld (Bible de Bunsen). Le président donne quelques détails sur la vente Delprat, à Amsterdam. Inutiles efforts pour acquérir le manuscrit du réfugié Jean Morin, vendu 800 fr. On espère en obtenir une copie.

Séance annuelle. — M. *Schickler* demande à quelle époque elle doit être fixée. La Société biblique ayant annoncé sa réunion pour le troisième mercredi après Pâques, la séance de notre Société devrait avoir lieu le mardi. Le secrétaire fait observer que rien n'a été encore résolu pour l'anniversaire des sociétés religieuses. D'autres préoccupations absorbent les esprits. Toutefois, si notre Société doit avoir son assemblée annuelle, il faut préparer des lectures. Il tient à la disposition du Comité quelques pages sur Clément Marot à la cour de Ferrare. Un mémoire de M. *Douen*, sur une famille protestante du temps de la Révocation, a été déjà proposé. Ces deux morceaux seront communiqués au bureau pour en prendre connaissance avant la lecture publique.

M. *Schickler* regrette de ne pouvoir, cette année, présider la séance. Il serait heureux d'être remplacé par le vice-président, M. le comte Delaborde. On reviendra sur ce sujet.

Par une erreur regrettable, les noms de MM. Jules Bonnet et L. Ehrlen, de Colmar, ont été omis dans la liste des donateurs de la Bibliothèque pendant l'exercice 1870-72. (Voir page 156.)

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

ESSAI SUR LES ABJURATIONS

Parmi les RÉFORMÉS DE FRANCE SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XIV (1)

§ 2. — Ames trop faibles pour confesser leur chute.

Parmi les réunis qui ne l'étaient que d'une manière extérieure, nous avons à signaler ceux qui souffrant également de la contrainte qu'ils avaient subie, gémissaient secrètement humiliés, mais sans avoir le courage de le dire. Les âmes de cette catégorie, moins intéressante que la précédente, mais hélas ! bien plus nombreuse, continuaient à s'affaïsser sous le poids de cette chaîne dont elles s'étaient laissé charger, et par des chutes progressives et chaque jour renouvelées, s'accoutumaient peu à peu à l'état funeste dans lequel leur faiblesse les avait plongées, en telle sorte que, à la longue, elles cessaient même d'en gémir. C'est parmi ces gens qu'ont pu s'entretenir ce grand nombre d'illusions dont ils se sont bercés, et qui ont eu pour effet de les aveugler eux-mêmes sur la fausseté de leur position et sur le danger extrême de l'état où ils se com-

(1) Voir le *Bulletin* du 15 mai, p. 201, et les cahiers précédents.

plaisaient. Les uns se persuadaient que assister aux services de prédication dans les églises catholiques, ce n'était pas prendre part à la messe; qu'il valait mieux entendre les prônes des curés que d'être privé de la parole de Dieu, et de vivre sans aucun exercice de religion. D'autres pensaient pouvoir se flatter que le degré de condescendance dont ils faisaient preuve à l'égard des catholiques aurait pour effet d'amener ceux-ci à quelques réformes importantes dans l'Eglise, et qu'on obtiendrait ainsi pour le bien général ce qu'on ne pouvait aucunement penser à acquérir autrement. Quelques-uns s'attachaient évidemment à l'espoir que l'opposition sous laquelle gémissaient les réformés ne serait pas de longue durée, qu'elle ferait sans doute bientôt place à un meilleur ordre de choses, et ils en concluaient qu'il était opportun de ployer momentanément sous l'orage, afin de ne pas en provoquer le redoublement et en prolonger la durée par une opposition irritante. On se croyait assez fort, assez fermement établi dans la foi pour ne courir aucun risque de se laisser atteindre par les superstitions papistes, ou ébranler par la participation au culte, par la vue des cérémonies ou par l'exposé des doctrines romaines. Un trop grand nombre faisaient profession de croire qu'il suffisait bien de protester intérieurement contre les choses auxquelles on était contraint de prendre part et de s'humilier en secret, pour cette dissimulation qui ne touchait qu'aux choses extérieures.

C'est de ces gens aveuglés par les séductions de leur cœur, que le fidèle Béringhen disait dans son zèle pour les éclairer et les ramener à des sentiments plus dignes: « Jusques à quand clocheront-ils ainsi des deux côtés? Jusques à quand paraîtront-ils des chrétiens réformés aux yeux de Dieu, et des catholiques romains aux yeux des hommes? Comment penser qu'une repentance domestique et privée, que des pleurs répandus de fois à autre, dans le secret de sa maison, soient une réparation suffisante et proportionnée à une faute aussi grande que celle de l'abjuration? Ah! ne serait-ce pas plutôt

un effet et une suite de la première timidité, qui conduira insensiblement à une seconde défaillance ? »

L'expérience ne l'a que trop prouvé ! Il en est bien peu d'entre ces timides qui ne soient pas tombés tout à fait, victimes d'illusions qui n'étaient pas entièrement involontaires. C'est parmi eux que les séductions et les paroles astucieuses des prêtres ont trouvé le plus de prise. C'est à eux qu'on osait dire : « Ce qu'on vous demande est si peu de chose que vous auriez réellement bien mauvaise grâce à refuser. Donnez votre adhésion à l'Eglise, conformez-vous extérieurement au culte catholique, et vous demeurerez parfaitement libres de penser au fond comme vous voudrez. » Les infortunés écoutant avec trop de complaisance ces docteurs habiles à leur parler selon leurs propres désirs, se laissaient bien aisément gagner à imiter l'exemple du grand nombre, à suivre cette voie commode de la paix, de la tranquillité extérieure, qu'on leur ouvrait toute large, et qui les faisait échapper aux sacrifices, aux douleurs de tout genre, partage inévitable de tous ceux qui refusaient de faire profession du catholicisme (1). Aussi le résultat fut-il, conformément à la nature des choses, l'anéantissement total de la foi réformée dans leurs cœurs. S'accoutumant à étouffer journellement la voix de leur conscience, ils ont fini par ne plus l'entendre; ils n'ont plus songé à maintenir dans leurs maisons ces traditions protestantes, ces doctrines évangéliques qu'ils s'étaient flattés de pouvoir allier avec la pratique extérieure du culte romain, et ils ont tristement réalisé cette parole quasi prophétique que nous avons déjà citée. « Si les pères sont hypocrites, leurs enfants du moins seront catholiques. »

Leurs enfants ! Ah ! voilà bien les points sur lesquels leurs

(1) A l'époque de la révocation, on pouvait déjà signaler comme exemple effrayant et hautement instructif ce qui s'était passé dans des circonstances analogues au sein des Pays-Bas espagnols, contrée peuplée naguère d'un si grand nombre de protestants. « La race en est presque éteinte, écrivait-on, et ceux qui y restent sont dans une froideur lamentable; ils ne sont ni papistes, ni réformés; ils vont à la messe et la méprisent; ils connaissent la vérité et n'ont pas de zèle pour elle. » *Lettres pastorales*, t. II, p. 884.

illusions ont été les plus funestes. Ils s'étaient figuré que, ne prenant part aux cérémonies et au culte papiste que d'une manière extérieure, ils pourraient maintenir au sein de leurs familles, à l'abri du foyer domestique, cette ancienne foi qu'ils avaient reçue de leurs pères, cette vérité selon l'Evangile, de laquelle ils s'étaient flattés de ne jamais se départir. Ils s'étaient bien promis de nourrir constamment leurs enfants du lait pur de la Parole sainte, et de les prémunir ainsi contre les erreurs de l'enseignement romain. Mais hélas ! la triste réalité a bientôt fait voir combien ces espérances étaient illusoires. Les pratiques extérieures, les chapelets, le culte de la Vierge n'ont que trop promptement relégué à l'arrière-plan, la lecture et la méditation de l'Evangile et pris la place du culte en esprit et en vérité. La Bible, si elle n'a pas été violemment enlevée de leurs mains, et arrachée de leurs demeures, comme cela s'est fait si souvent, a été mise peu à peu à l'écart, de façon à ne pas occuper dans le culte domestique, une place si différente de celle qui lui est assignée dans les services publics de l'église. Oui, leurs enfants sont devenus catholiques, et tandis que les fidèles qui, au prix de cruels sacrifices, étaient parvenus à préserver leurs familles de cette déplorable chute, pouvaient se réjouir en s'appliquant ces bienheureuses paroles : « *Me voici, Seigneur ! moi et les enfants que tu m'as donnés ;* » ces infortunés, par un douloureux contraste, étaient réduits à se dire que, par leur faute, ils avaient induit les leurs à renier la foi véritable, et qu'il y avait ainsi entre eux et ces objets de leur affection une séparation profonde. Quels remords pour ceux qui devaient se dire que c'étaient eux-mêmes qui avaient livré leurs enfants à l'erreur, dans l'unique but de ménager leurs intérêts terrestres !

Une autre illusion à laquelle bien des gens se laissaient aller, était de croire que la foi est au fond d'une bien moindre importance qu'une vie religieuse. « Il ne faut pas s'imaginer, objectaient-ils à ceux qui les encourageaient à l'émigration, que l'Angleterre et la Hollande soient l'unique chemin du

ciel ; on le trouve à Paris et en France ; en vivant bien, on se sauvera dans l'Eglise romaine, comme ailleurs, encore que ce ne soit pas la meilleure. » L'auteur des *Lettres pastorales* qui rapporte cette opinion de ces « malheureux tièdes, » est bien fondé à demander ce qu'on peut penser du salut des gens qui, à supposer qu'on puisse se sauver dans l'Eglise romaine, y sont « de mauvaise foi, et ne travaillent à s'y accommoder que par intérêt. » Car quel est le mobile qui les a amenés à cette opinion dans laquelle ils se plaisent ? A quel moment l'ont-ils adoptée, sinon quand ils se sont vus à la veille de perdre leurs biens et leur repos ? Et comment pourront-ils s'excuser devant Dieu, si, même au tribunal de l'honneur mondain, c'est une lâcheté d'abandonner par intérêt et en vue d'avantages tout terrestres, la religion qu'on croit la meilleure, pour en embrasser une qu'on sait insuffisante sur les points les plus importants ?

Il y aurait lieu de mentionner encore ici ces esprits légers, sans convictions sérieuses, qui passaient sans trouble d'une profession à l'autre, en profitant des facilités que l'indifférence des convertisseurs et le peu de cas même qu'on faisait d'eux, leur fournissaient. Telle fut par exemple cette Madame Du Noyer, qui n'a pas craint de raconter sans aucune espèce de honte, comment elle a quitté deux fois le protestantisme, avec une légèreté excusée peut-être dans son propre esprit par celle que les prêtres avaient mise à accepter son abjuration, au moment de son mariage, en se contentant, dit-elle, « d'un seul oui pour toutes les deux choses. »

Comment ces infortunés qui faisaient pourtant profession de demeurer attachés au fond de leur cœur à la Parole sainte, et d'y garder la vérité évangélique, pouvaient-ils songer sans frémir, à cette affirmation de l'Apôtre : « L'amour du monde est une inimitié contre Dieu, » et à ces paroles solennelles du Christ déclarant qu'il « reniera devant son Père ceux qui l'auront renié devant les hommes ? »

CHAPITRE TROISIÈME

Les nouveaux réunis ayant réellement abjuré.

Nous avons maintenant à porter nos pensées sur ceux qui, ayant fait ce que Henri IV appelait le « saut périlleux, » étaient devenus par là purement et simplement catholiques, en abandonnant la religion de leur enfance, sans aucun de ces faux-fuyants, de ces compromis de conscience, dont étaient conduits à faire usage ceux qui viennent de nous occuper. Il y a aussi parmi eux des distinctions à faire.

§ 1. — Nouveaux réunis tolérants.

Il en était qui, pensant avoir agi de bonne foi, étaient disposés à admettre la même droiture de cœur chez ceux qui, ne partageant pas leurs vues, croyaient devoir demeurer fermement et inviolablement attachés à la foi protestante. Ils avaient pour leurs anciens coreligionnaires une vraie tolérance. Bien loin de les persécuter eux-mêmes, ou de favoriser l'oppression à laquelle ils les voyaient exposés, ils se montraient bienveillants à leur égard, ne pouvant s'empêcher souvent d'admirer le courage, le renoncement et la fidélité que déployaient, en face des plus rudes épreuves, ceux qu'ils voyaient prêts à tout souffrir plutôt que de renier la profession de leur foi. On a vu de ces nouveaux réunis s'occuper avec un intérêt affectueux des victimes de la persécution, s'efforcer de les gagner à leurs vues par les arguments qui pouvaient leur sembler propres à les convaincre, plaider leur cause auprès des hommes du pouvoir, prendre soin de leurs affaires, même favoriser leur évasion et leur établissement en pays étranger.

Les lettres de M. de Bérighen nous font connaître plusieurs hommes de ce caractère. Soit pendant qu'il était en prison; soit dans son voyage d'exil, il a soutenu avec eux des relations dont il n'a eu qu'à se louer. Tel fut par exemple, le lieutenant-

général de la Rochelle, M. Beraudin qui, dans l'office même de sa charge, lui témoigna qu'il compatissait sincèrement à ses peines, et qui ne s'irrita point des appels sérieux à sa conscience que le captif prit la hardiesse de lui faire entendre, en l'engageant à réfléchir à tout ce qui se passait sous ses yeux, au trouble, à l'agitation de tous ces nouveaux réunis, qu'il avait cru peut-être véritablement gagnés à l'Eglise romaine, et dont il voyait maintenant les profondes angoisses, ainsi qu'à ce grand nombre de fidèles réformés, qui sortaient de toutes parts, pour aller mettre leur conscience en repos dans les pays étrangers. Sans nier la gravité de ces manifestations, le magistrat cherchait à justifier son point de vue en soutenant qu'à ses yeux, il n'y avait pas autant d'éloignement qu'on se le figurait, entre les deux croyances; que quelques abus introduits par la superstition des moines et faciles à corriger, ne devaient pas causer tant d'agitation et tant de frayeur dans l'esprit des réformés. Il ajoutait que, au reste, bien loin d'approuver la conduite rigoureuse qu'on tenait à leur égard, il s'y était toujours opposé en ce qu'il avait pu, sachant par son expérience que les réformés étaient de très-fidèles sujets du roi et de la patrie.

Il en était pareillement de ce M. D. C. auquel le même fidèle adressait de Hollande le récit de son voyage et de son établissement en ce lieu de refuge. « Que ne vous dois-je point, lui disait-il dans l'effusion de sa reconnaissance affectueuse, pour tant de peines que vous avez prises pour moi depuis la dispersion de ma famille ? Dieu vous le rende au centuple, et vous donne de trouver miséricorde devant le Seigneur, en vous préservant des suites funestes de votre défection ! »

Les rapports soutenus entre des hommes honorables marchant dans des voies si divergentes, sont bien propres à nous faire pénétrer dans la vérité de la situation, aussi bien pour les uns que pour les autres. Nous pouvons en particulier, par l'exemple de M. D. C. nous rendre compte de la marche progressive par laquelle les nouveaux réunis arrivaient à aban-

donner toutes ces réserves qui leur avaient paru d'abord si naturelles et si fondées. Il n'y avait guère plus de deux ans qu'il avait abjuré. En donnant sa signature, il ne songeait à rien moins, disait-il, qu'à changer de croyance, car il écrivait à son neveu « qu'il ne devait pas s'imaginer, ni lui faire ce tort de croire qu'il allât adorer la créature à l'église, tandis qu'il y référait tout son culte et sa dévotion au Créateur. » Et maintenant il se prosternait devant l'hostie, il assistait régulièrement à la messe et à vêpres, il suivait même, un cierge à la main, la procession de la Fête-Dieu, dans une paroisse de campagne. Au commencement, en entrant dans les églises papistes, il éprouvait des angoisses, un sérieux malaise, à la vue des cérémonies, des pratiques extérieures qui constituent la dévotion romaine. Aujourd'hui, il les accomplissait sans trouble et sans remords.

L'expérience de cet homme honorable est bien instructive pour faire toucher au doigt le péril extrême que couraient les âmes qui, renonçant non sans légèreté à la foi réformée, embrassaient le catholicisme sans une conviction réelle, et s'imaginaient pouvoir allier des choses extraordinaires, semblables à ces nations assyriennes qui, transportées dans le pays d'Israël, pensaient pouvoir adorer l'Eternel et servir en même temps leurs faux dieux (2 Rois XVII, 33). Ces hommes aveuglés mettaient en pratique cette théorie de la direction d'intention, si formellement condamnée dans le Désert, et dont les Pères Jésuites avaient si habilement renouvelé l'usage. Ayant commencé par vouloir maintenir dans leurs cœurs la vérité évangélique sous les formes extérieures du papisme, ils en sont bientôt venus à être dominés par ces formes, et ils ont déchu de la foi.

Si, comme nous venons de le dire, et comme il est juste de le rappeler, plusieurs d'entre ces nouveaux catholiques se sont montrés bienveillants à l'égard de leurs anciens frères réformés, il est à propos de remarquer aussi que la position de quelques-uns n'était pas sans offrir de sérieuses difficultés.

C'était le cas en particulier pour ceux qu'on avait jugés dignes d'être revêtus de quelque emploi. M. de Chatellallion par exemple, le lieutenant du roi à la Rochelle, chargé de recevoir les exilés sortant des diverses prisons du royaume, pour procéder à leur embarquement, se montrait sévère à l'égard des nouveaux convertis, et cela par la raison que, étant nouveau catholique lui-même, il était obligé, dans l'exercice de ses fonctions, à une plus grande exactitude et à plus de vigilance que ce n'aurait été le cas pour un ancien papiste.

§ 2. — Nouveaux réunis convertisseurs.

Ce qui précède immédiatement nous conduit à une seconde catégorie parmi les nouveaux réunis, ou, comme les réformés se croyaient en droit de les appeler, parmi les « révoltés. » Ce sont ceux qui, non contents d'avoir abjuré le protestantisme, s'estimaient appelés à le faire abjurer aux autres, et se montraient dignes de ce titre de « convertisseurs » bizarrement forgé à leur intention. On en a vu un assez grand nombre, et il en est qui se sont acquis par leur ardeur dans cette œuvre une triste célébrité.

S'ils avaient agi, poussés par une conviction sincère de l'excellence de la religion catholique et de sa supériorité sur celle qu'ils avaient abandonnée, si les moyens dont ils faisaient usage avaient été inspirés par un véritable amour pour les âmes, imprégnés d'une tendre charité et d'un vrai zèle pour la gloire de Dieu, conformes enfin à une saine morale, il y aurait lieu d'admirer l'activité dont ils ont fait preuve. Mais l'expérience ne permet pas une telle illusion. Même à l'égard des meilleurs, on est fondé à déplorer la voie qu'ils ont suivie, l'entraînement auquel ils ont malheureusement cédé, et à leur appliquer cette parole de Christ : « Vous ne savez de quel esprit vous êtes animés. »

Pour un bon nombre de ceux que nous pouvons connaître, nous sommes autorisés par les faits et souvent par leur propre témoignage, à le dire, sans manquer à la charité à leur égard,

les mobiles qui les poussaient à engager leurs anciens frères à passer comme eux à l'Eglise romaine, n'étaient rien moins qu'évangéliques. Plusieurs étaient conduits à le faire, par un principe secret de honte au sujet de leur propre abjuration. Le malaise qu'ils éprouvaient en présence de ceux qui demeuraient fidèles à leur foi, en face des privations, des douleurs, des souffrances de tout genre auxquelles leur fermeté les exposait, les poussait à chercher autant que possible à accroître le nombre des complices de leur faiblesse et à diminuer celui de ces témoins importuns dont la fidélité les condamnait. Ils espéraient ainsi pouvoir se perdre dans la foule, et étouffer cette voix accusatrice que la vue de ceux qui se refusaient à abjurer réveillait constamment malgré eux dans leur conscience. De là leur ardeur à presser les membres de leurs familles, leurs amis, leurs voisins, leurs subordonnés, tous ceux sur lesquels ils s'imaginaient avoir quelque influence, d'adhérer à cette religion qui, d'après la volonté bien arrêtée du monarque, devait seule être tolérée dans le royaume.

N'est-ce pas à des motifs secrets de cette nature que l'on doit attribuer l'éclat que M. et M^{me} Dacier ont tenu à donner à leur abjuration au sein de la ville de Castres? C'est du moins ce que l'on est conduit à faire par le contenu d'une lettre que Dacier lui-même écrivait à un ami et que l'on a quelque lieu d'être surpris de rencontrer dans le *Mercur galant*, d'octobre 1685 : « Ma femme et moi, sommes très-bons catholiques. Nous le serions il y a plus de quatre mois, si nous n'eussions ménagé les choses, pour rendre notre conversion plus agréable à Dieu et au roi et plus utile à notre pays. Cela nous a heureusement réussi. En nous déclarant, nous avons obligé la plus grande partie de la ville à nous suivre. Jeudi dernier, nous leur fîmes signer une délibération très-conforme à la volonté du roi. Cela entraîne tout le reste, et tout Castres sera catholique dans quatre jours. L'on a sujet d'espérer que ce bon exemple servira d'instruction aux villes voisines et peut-être même à tout le Languedoc. » Il est difficile de révéler

d'une façon plus naïve le calcul fait pour plaire au roi et pour diminuer le nombre de ceux dont la fidélité aurait pu être un constant reproche.

Chez quelques-uns des nouveaux catholiques, on pouvait discerner sous leur zèle convertisseur, des mobiles moins avouables encore que ceux que nous venons de mentionner, tels qu'un sentiment réel de jalousie contre ceux qui, se montrant plus fermes qu'eux, persévéraient dans leur foi avec un noble courage et préféreraient l'exil ou les souffrances aux avantages matériels que l'abjuration leur aurait immédiatement procurés. Cette jalousie dégénérât aisément en haine à l'égard de ceux qui résistaient à leurs tentatives et refusaient de se laisser persuader. Un secret dépit venait s'y joindre après quelques essais infructueux, et ceux qui l'éprouvaient étaient bien près d'être tentés d'employer pour atteindre leur but, quelques moyens plus énergiques.

Il en était absolument de même, comme nous venons déjà de le faire entendre, pour les gens en place, pour les hommes que leur qualité de nouveaux convertis exposait tout naturellement à être surveillés de très-près, et tout particulièrement dans ce qui touchait à leurs rapports avec ceux dont ils avaient été les coreligionnaires. Leur façon d'agir à l'égard de ceux-ci servait de critère pour la réalité de leur propre conversion, pour la sincérité de leur adhésion à l'Eglise romaine. Ce qui, chez d'autres, aurait pu passer pour un support charitable, pour une modération digne d'éloges, pouvait aisément être taxé de faiblesse, de connivence coupable, de la part d'un fonctionnaire ayant appartenu à l'Eglise réformée. Il fallait donc que celui-ci s'observât d'une manière rigoureuse, pour ne pas donner prise à de fâcheuses suspensions. C'eût été pour lui une accusation terrible que celle de n'avoir pas rompu d'une façon absolue avec son ancienne foi. Il était donc conduit par la nécessité de sa position à se montrer sévère envers tous ceux qui faisaient profession de la foi réformée, et la meilleure note qu'il pût obtenir était d'en amener un grand nombre au

catholicisme. Le rôle de convertisseur lui était imposé par la force des choses.

De là à des voies quelque peu violentes, lorsque les moyens de persuasion faisaient défaut, il n'y avait qu'un pas, et ce pas, grâce aux allures du pouvoir, par le vent de rigueur qui régnait, était malheureusement trop aisé à franchir, tellement que, poussés sur une pente en quelque sorte fatale, les convertisseurs devenaient bientôt persécuteurs. On leur en donnait l'exemple de haut. Aussi est-ce dans les classes les plus élevées, dans celles qui approchaient le plus près du trône, que l'on trouve le plus grand nombre de ces hommes qui, pour faire leur cour à Louis XIV et à ses ministres, et dans le but de se concilier leur faveur, usaient des vexations les plus diverses pour obtenir des abjurations. Les noms les plus glorieux de l'histoire du protestantisme français figurent, hélas! dans cette triste catégorie.

C'est avec douleur que nous avons à signaler par exemple, un duc de la Force, rejeton de cette noble maison qui a compté de si fermes défenseurs de la foi, fils de parents soumis à de longues épreuves et en particulier d'une mère héroïque dont aucune vexation ne put vaincre l'inébranlable fermeté. Converti au collège de Louis le Grand par l'influence des Jésuites, ce malheureux, foulant aux pieds la foi à laquelle les auteurs de ses jours rendaient témoignage dans les prisons et dans les couvents, acquit une déplorable célébrité par les persécutions qu'il exerça au moyen de ses dragons dans la Saintonge et dans toute la Guyenne, par ses cruautés révoltantes et en particulier par sa fureur contre les nouveaux réunis de Bergerac. L'historien Larrey, en le mentionnant, se refuse à raconter les barbaries dont il se rendit coupable.

Puis vient un duc de la Trémoille, Louis-Maurice comte de Laval, frère du prince de Tarente, qui, après avoir suivi la carrière des armes pendant quelques années, non-seulement se convertit au catholicisme, mais entra dans les ordres, et devint

un des persécuteurs les plus acharnés de ceux dont il avait abandonné la foi.

Puis un maréchal de Duras, cousin germain du précédent, neveu, comme lui, du grand Turenne, et qui, ayant, à l'exemple de ce dernier, abjuré la foi de ses pères, se laissa entraîner avec bien d'autres apostats, à souiller sa gloire militaire, en jouant en 1685 le rôle de convertisseur armé à Duras et à Nérac, de telle sorte, rapporte le *Mercure galant*, « qu'il fit connaître si clairement que l'Eglise catholique est la véritable Eglise, que ce fut dans ces contrées une conversion presque générale. »

Nous avons à nommer encore parmi les convertisseurs persécuteurs, un d'Aubigné, petit-fils de Théodore Agrippa, qui montrait dans son gouvernement du Berry, une telle ardeur pour amener des abjurations, que sa sœur, M^{me} de Maintenon, se crut appelée à intervenir. Dans un temps où, se laissant aller aux impulsions de son cœur, elle ne croyait pas encore sa conscience intéressée à employer des moyens violents pour obtenir des conversions à tout prix, elle se sentait poussée à le modérer dans son zèle, en en appelant aux souvenirs de leur ancienne profession du protestantisme. Elle lui écrivait à ce sujet : « On m'a porté sur votre compte des plaintes qui ne vous font pas honneur. Vous maltraitez les huguenots, vous en cherchez les moyens, vous en faites naître les occasions. Cela n'est pas d'un homme de qualité. Ayez pitié de gens plus malheureux que coupables ; ils sont dans des erreurs où nous avons été nous-mêmes, et d'où la violence ne nous aurait jamais tirés (1). » Remarquable aveu, condamnant bien haut à l'avance, toute la part prise par cette femme à la désolation de l'Eglise de ses pères.

Mais c'en est assez sans doute sur ces prédicateurs à main armée, dont la liste serait bien longue encore, si nous entreprenions de les énumérer et de raconter les hauts faits par lesquels ils ont voulu confirmer et attester leur apostasie.

(1) *Lettres*, t. I, p. 76.

Comment les nommer tous ? Il y aurait trop de choses tristes à dire sur ces gens qui, foulant aux pieds la gloire la plus pure de leurs ancêtres, ne prenaient point à honte de se constituer les persécuteurs volontaires de cette sainte cause de la liberté de conscience, que leurs pères avaient toujours été prêts à défendre au prix des plus grands sacrifices, en donnant joyeusement pour elle leurs biens, leur sang et leur vie. On ne peut que s'écrier ici :

Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé !

JULES CHAVANNES.

(La suite au prochain numéro.)

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

COPIE DE FRAGMENTS DES REGISTRES

DE L'ÉTAT CIVIL DES PROTESTANTS

DÉTRUITS PAR L'INCENDIE DU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS,

EN 1871 (1)

ANNÉE 1604.

fo 36. Vo. parrain m^e jacques *Audrouet* architecte du roy et.....

fo 36. Vo. françois filz de maistre françois de *Lauberen*, *ministre de la parole de Dieu en l'Eglise réformée de paris* et damoiselle Judiq de la Rougeraie, nasquit le 16 dudit mois de febvrier, et pnté au bap^{me} le XXI par noble homme hilaire Lhoste con^{er} du roy et commis au contrôle général des finances et damoiselle Sara de la Rougeraye.

fo 37 Vo et 38. Ro. = David filz de Daniel de Launay con^{er} du roy et damoiselle marguerite philipiaux fut pnté au bap^{me} le 14 dudit mois (de mai) par noble S^r *Benjamin Aubry s^r du morier* et secre-

(1) Voir le *Bulletin* de mai, p. 218.

taire de la chambre du Roy et damoiselle Catherine de Launay femme de *m^r* du Candal con^{re} notaire et secrétaire du roy.

fo 38. Ro. — Isaac filz de pierre Baudry m^d peignier et de Anne, nasquit *de conjunction illicite* et pnté au bap^{me} le 23 dud. mois par thomas Pelletier maistre enlumineur et jaquette du bois.

fo 39. Vo. parrain et marraine m^e *arnault* con^{re} et secrétaire des finances et d^{lle} Ester *Arnault*.

fo 39. Vo. fleurance fille de Jehan Bachelier passementier et de Bertrande ferrée née le vii aoust et pntée au bap^{me} le xix par jacob *Bunel*, peintre du Roy et damoiselle fleurance *Estienne*, femme de m^{re} de *Casaubon*.

fo 39. Vo. hugues filz de pierre martin, *comme affirme* Jehanne Crasseur mère dud. enfant *né de conjunction illicite* le 21 dud. mois et présenté au bap^{me} le 22 par hugues felix et Elizabeth omurlen.

fo 39. Vo. parrain gabriel *polignac* S^r de s^t germain.

fo 41. Ro. Jehan fils de Jehan Sibonin rubanier et de marguerite venetz *né de conjunction illicite* le 2 octobre et pnté au bap^{me} le 17 par Jehan Roquin rubannier et Jehanne.

fo 41. Vo. parrain monseigneur le *Duc de Rohan*.

fo 41. Vo et 42. Ro. — Le 26 décembre fut pnté au bap^{me} par monseigr de *Rosny* ung personnage aagé de 40 ans ou environ ayant esté instruit en erreurs de Mahomet lesquelles il a destestées et abjurées en l'*Eglise réformée de paris recueillie à Ablon*, promis vivre et mourir en la foy et religion chrestienne delaquelle font confession toutes les églises réformées de france et dont il a faict confession en la face de ladicte Eglise de paris audict lieu d'*Ablon* où il a esté baptisé et luy a esté par ledict S^r de *Rosny* imposé le nom de maximilien.

ANNÉE 1605.

fo 42. vo. parrain et marraine m^r *anthoine de La faye* ministre de la parole de Dieu et dam^{le} Ester *Arnault*.

fo 44. Ro... pnté au bap^{me} par m^r l'ambassadeur d'angleterre et madame femme de m^r de *La Noue*.

fo 44. vo..... marraine dam^{lle} marie magd^{ne} femme de m^r du *maurier*.

fo 45. Ro.... — parrain françois de *Lomenye* secrétaire du cabinet du roy.

fo 46. R^o. Loys filz de m^e pierre *du Moulin* ministre de la parole de Dieu en l'église réformée de paris et de marie Colignon né le 25 octobre et pnté au bap^{me} le 2 de novembre par monsieur. de Monceaux et damoiselle femme de mons^r de *Lestoille*.

fo 46. R^o. marraine dam^{elle} marye malepert femme de mons^r du Cerceau.

ANNÉE 1606.

fo 48. v^o. parrain, m^e *Isaac Arnault* con^{er} du roy en son conseil et intendant de ses finances.

ANNÉE 1607.

fo 51. r^o. parrain et marraine monsieur Bruneau et madame de *Chastilon*.

fo 52. v^o. parrain le 25 mars 1607 m^r de *Loménie* con^{er} du Roy.

fo 54. v^o. parrain m^r jaques *Audrouet s^r du Cerceau*.

fo 55. R^o. 4 aoust, deux fils jumeaux baptisés ensemble.

fo 56. V^o. marraine d^{elle} femme de m^r *du Cerceau*.

ANNÉE 1608.

fo 58. R^o. claudé filz de m^e françois *pena médecin* du roy et damoiselle michelle coupe nasquit et fut baptisé le 26 janvier 1608 par m^r matelet, gentilhomme ordinaire de la chambre du roy et madame de *La trimouille*.

fo 58. V^o. magdelaine fille de m^e pierre *Marbault* secrétaire du roy et de dam^{le} Blanche magdelaine née le 17^{me} février 1608 et pntée au bap^{me} le dud. mois par m^e *Benjamin Aubry s^r du Morrier* conseiller et secrétaire du roy et dam^{le} marye *Marbault* femme de mons^r Le Coq con^{er} en parlement.

fo 58. V^o. gédéon filz de gédéon de Sevre du pradel s^r de s^t mou-tau advocat au conseil privé du roy et de damoiselle abigaïl Baudoin nasquit le vi février 1608 et pnté au baptesme le 20 dudit mois par m^{re} *Guy pape s^r de s^t auban* et dam^{le} femme de m^{re} *charles de crox député général des églises de france*.

fo 59. R^o. — Le 3^e de mars 1608 nasquirent ung filz et une fille à françois fontayne, secrétaire de la maison et couronne de navarre et dam^{le} françoise bonnier et ont esté présentez au bap^{me} le 15^e du-

dict mois, le filz par m^r du *Couldray* conseiller en parlement et damoiselle judicq de courcelles femme de m^r de Lozeray lequel ilz ont nommé Andronique, et la fille par Isaac poupart con^{er} et secrétaire de feu madame sœur du Roy et dam^{elle} marye collignon femme de m^r du Moulin m. du s^r E. laquelle a esté nommée Loyse.

fo 59. Vo. — marraine marg^{te} Bahuche femme de m^r *Bunel* peintre du roy.

fo 61. Vo... femme de m^r *Bunel* peintre du roy.

fo 62. Ro. — Cirus filz de Daniel de *massy s^r de Rubigny* et de dam^{le} magdelaine Pinot né le 28 de juin et pnté au bap^{me} le du dict mois par m^{re} Cirus de *Béthune* et damoiselle *Anne de Rohan*.

fo 63. Ro. — parrain et marraine m^{re} *Samuel Durant* ministre de la parolle de Dieu et madame de *Beringhen*.

fo 63. Ro. — pierre filz de m^{re} macé Estiennebin *principal du collège de s^{te} marthe à poitiers* et de marye le pelletier nasquit le 17^e et pnté au bap^{me} le 4^e de septembre par m^{re} pierre Mogin con^{er} du roy et dam^{le} Jehanne Leroux fille de feu m^{re} olivier Le Roux vivant tré^{er} de feu madame la Duchesse de Bouillon.

fo 65. Ro. — Benjamin filz de Guillaume Verdier et de Jehanne le Vieux né le 18^e j^r d'octobre et pnté au bap^{me} le 11^e de décembre par noble homme Benjamin de Valloys s^r de Vilette et dame marguerite de *pequigni comtesse de Colligny et dame de chastillon*.

Ici finit ce 1^{er} registre sans aucune signature pour le clore; il est suivi d'une table alphabétique des noms.

SECOND REGISTRE

relié en parchemin, format in-4^o contenant 74 folios et de plus, sur cinq feuilles une table alphabétique des noms. — il va de 1609 à 1615 y compris.

Il est ainsi intitulé sur le 1^{er} folio :

Reg^{re} des Baptistaires et noms des enfans baptisez en l'église reformede de paris recueillie par permission du Roy à Charanton s^t maurice lez paris.

année mil vi^e neuf.

ANNÉE 1609.

fo 2. — du xi janvier 1609. — Zacharie filz de paul forez et de sacer herault nasquit le sept^{bre} dudict mois et dict jour fut pnté au baptesme par Zacharie herault et Ester herault *flamands*.

du xviii^e dud. mois.

fo 2. Barthélemy filz de Jehan de La Croix, *archer des gardes du corps* du roy et de marie cassonne nasquit le xiii dud. mois ce d. jour fut pnté au baptesme par Barthélemy commy et Elizabeth Brosse.

Item Ysaac filz de nicolas Daussy et d'anne Laurent nasquit le xiii dud. moys. led. jour fut pnté au baptesme par Ysaac d'allemaigne m^e *Cirurgien* à paris et Ysabeau Leclerc.

du xxii dud. mois.

marie fille de mons^r françois nor^e s de ced. jour fut pntée au baptesme par mons^r Richebourg et madam^{elle} du pradel.

.....

du xxii febvrier aud. an.

Moïse filz de Jehan Guerin m^e menuisier nasquit le dernier jour de janvier. Led. jour fut pnté au baptesme par m^r moïse Carré *docteur en médecine* s de magdelaine Joly femme de monsieur Marchant m^e orfaivre.

fo 3.

Du xxii dud. mois.

..... fille de Jehan Maurice et de marie maurice nasquit le xviii dud. mois led. jour fut pntée au baptesme par le m^{re} d'hostel de madame *de la trimouille* et madame du fresnay.

Item Leônard filz de Léonard Gilbert et de Judith hoppy nasquit le xxvi janvier. Ced. jour fut pnté au baptesme par m^e auguste galland *ad^{at} au parlement* et dam^{le} marie Berge fille de monsieur Lebas con^{er} en lad. cour.

du xv jour de mars.

marie fille de m^e claud Ozanne et de Sara de Cenanne nasquit le huit^{me} dudit mois. Ced. jour fut présentée au baptesme par

m^e charles de La Louette *avocat en parlement* et marie Ozanne
femme de nicolas gaultier *proposant en l'église de Sédan.*

du xxii dud. mois.

Judith fille de m^r Jehan pallot con^{er} et sec^{re} du roy et de dam^{elle}
Loise de hurault nasquit le xi dud. mois. Ced. jour fut p^{ntée} au
baptême par m^r Daniel pallot et damoiselle Judith de hurault.

fo 6. vo. — Elisabeth fille de pierre *Marbault* et de Blanche mag-
delaine sa femme naquit le 15^e jour d'avril mil six cent neuf et fut
p^{ntée} au bap^{me} le 19 dud. mois par m^e de Launay *trésorier-général*
de france à tours et madame de *villarnoul, marte de Mornay.*

ibid. Lydie fille de Richard faulcou et de genevievre parissot née
le xxv jour *de may 1609* et fut p^{ntée} au baptême le vii^e de juing
par noble homme Adrian de Lozeray ^{sr} de Rochefort et damoiselle
marie Le Jays femme de m^e tardif, *avocat au parlement.*

fo 8. vo. — pierre fils de nicolas pintorie m^e brodeur et de P. La
Roche, né le xxviii d'octobre et p^{nté} au baptême le 1^{er} jour de
novembre par m^r *pierre du Moulin l'un des pasteurs de l'Eglise de*
paris et damoiselle susanne *du moulin* femme de m^e Le Vasseur
v.. de m^r *de Bouillon.*

fo 8. — pierre filz de noble paul Le Goux con^{er} not^{re} et sec^{re} de la
maison et couronne de france et de navarre et de damoiselle marie
coignart né le octobre et p^{nté} au baptême le 1^{er} jour de no-
vembre par noble pro^r *marbault* con^{er} not^{re} et sec^{re} de Sa majesté et
damoiselle marie magdelaine femme de mons^r *du maurier.*

fo 8. — pierre fils de m^e Simon Richar con^{er} du roy et général
de la court des monnoyes et de magd^{ne} hucher né le décembre
et p^{nté} au baptême le xx^e dud. mois par m^e *pierre du moulin mi-*
nistre de la parole de Dieu en l'Eglise de paris et damoiselle marie
Laqueux femme de mons^r l'Escuyer.

fo 8. — Samuel filz de m^e Lecointe, *avocat au parlement* et de
damoiselle Rachel de La Rougeraye né le iii décembre et p^{nté} au
baptême le vi dud. mois par m^e *Samuel Durant ministre de la pa-*
role de Dieu en l'église réformée de paris et damoiselle/ .

fo 8 — Isaac filz de m^e herault adv^t en p^t et de d^e Suzanne Léger
né le iii décembre 1609 et baptisé le Dimanche suivant ayant été
présenté par m^e *casaubon* et m^{me} Ache.

f° 9. — ANNÉE 1610.

f° 10. henry fils d'adrian de Lozeray sr de Rochefort sur la charrente et de dame Judith de pourcelles né le xxvii febvrier,.... par *monseigneur henry Duc de Rohan pair de france* et damoiselle *henriette de Rohan*.

f° 11. marie fille de Jaques de Corard marchand et de pierronne targer né le x^e de may et présenté au baptesme le xx^e dud. mois par m^r *Samuel Durant ministre de la parolē de Dieu* et dam^{le} marie Rochart yefve de feu m^r de Croissi.

f° 12. v^o. — parrain *Samuel Durant ministre de la parole de Dieu*.

f° 12. v^o. Henry fils de *Monseigneur maximilien de Béthune Duc de Sully* et de dame anne de Cocheilet fut né le ... de et pntē au baptesme le premier jour d'aoust par *monseigneur de La tour Duc de Bouillon et mareschal de france* et madame de *La trimouille, Duchesse de Thouart*.

f° 13. R^o. Maximilian fils de Jehan de Beaugrand sec^e de la chambre et *escrivain du Roy*, né le xxiii^e d'aoust et présenté au baptesme le xxix dud. mois par monsieur *maximilien de Béthune, marquis de Rosny* et madame françoise de *Cresquy* femme dud. sieur.

f° 16. R^o. — ANNÉE 1611.

f° 16. R^o. Gaspard fils de Claude Loyson et de Paule Salle nasquit le viii^e janver et présenté au baptesme le 10^e par m^r Cattier pour et au nom de messire *gaspard de Coligny, sr de Chastillon* et de damoiselle de *Cerisy*.

f° 17. v^o. marie fille de m^r de pas de nets et de dam^{elle} Caterine Le Conte fut présentée au baptesme le iii^e juin par mons^r *du maurier* not^e et secretaire du roy et dam^{le} marie *marbaut* femme de m^e le coq cer en parl^e.

f° 18. R^o. — thomas fils de Daniel Barguette tailleur d'habits et de Elisabeth paly, né le iii^e aoust et fut pntē au baptesme le vii par messire thomas Edmond *ambassadeur pour le roy d'angleterre* et dame *Louyse de Colligny princesse douairière d'Orange*.

f° 18. R^o. — Le mesme jour vii d'aoust fut baptisé théodore Der-nits natif de Satileduegue en turquie aagé de vingt huit ans ou en-

viron pendant lequel temps il a vescu en l'erreur exécrable des *mahométans* dont il a fait ce jourd'huy en face de l'église abjuration, protesté de vivre et modrir en la vraye religion chrestienne selon la reformation des Eglises de france dont il a fait confession publique et a reçu le s^t baptesme et luy a esté imposé le nom théodore par adrian nuit et christofle negele *allemands*.

fo 18. Ro. — Jacob filz de m^r george Barguenon sec^{re} de monseigneur le prince de Condé et de damoiselle théodore *Hottman* né le 11^e juillet et p^{nté} au baptesme le xxxi^e dud. mois par noble jacob Aujorant s^r de Juilly et damoiselle Susanne *Hottman*.

fo 18. vo on voit la signature *Durant*.

ibid. Sont après mentionnés trois baptesmes desquels il est dit : « ces trois baptesmes faits par un *ministre estranger* qui a fait le « presche au lieu de monsieur *Mestrezat*.

fo 20. Ro. (encore année 1611) il est dit au bas de ce folio : « Ces « susdits baptesmes ont esté administrez par messieurs de *Montigny* et du *Moulin*, ministres de la parole de Dieu. »

fo 20. Vo. — Le 25^e jour de septembre mil six cent et onze a esté par monsieur *Durant*, ministre de la parole de Dieu baptisé, après l'exhortation, charles fils de treys tapissier et de Ester Hecherut, nasquit le xx^e dud. mois, présenté au baptesme par paul frecour aussi tapissier et peronne pape, tous *flamands* de nation.

fo 20. Vo. plusieurs baptesmes.

philippes fils de pierre Cœlia et de Jehanne né le 27 sept^{bre} et présenté au baptesme le xxix par philippe *Durant* m^e escrivain et Elizabeth chilpault, et ces baptesmes administrez par m^e *Durant* qui a fait l'exhortation led. jour xxix 1611.

Signé de *Montigny*.

fo 20. Vo. Suivent 2 baptesmes avec cette mention :

« baptisés par mons^r de *montigny* qui a fait l'exhortation.

(signé) du *Moulin*

fo 21. ro. deux baptêmes et signature du *Moulin*.

id. quatre baptêmes et signature *Durant*.

fo 21. Vo. deux signatures *Durant* et de *Montigny*.

fo 22. ro. henry fils de nicolas moilon, peintre, et de marie gil-

bert né le 13 novembre et présenté au baptême le 20 dud. mois
par thomas Brouard *argentier* de madame la *princesse d'Orange* et
la femme de mons^r froment apoticaire de m^r de Bouillon.

tous baptisez par m^r *Durant pasteur*

(signé) *de montigny.*

fo 22. Vo. signature *du moulin*

fo 23 Ro. signature *du moulin*

fo 23. Vo. — ANNÉE 1612.

Signatures *Durant et Du Moulin.*

fo 24. Ro. sig^{re} *Durant* et au vo *Durant*

fo 25. Ro. Catherine fille de Didier henrion et de Jehanne Vilain
née le xviii may pntée au baptême le xxv par mons^r *du maurier* et
mad^e *marbaut.*

Signature *De Montigny.*

fo 25. Vo. Signatures de *Montigny, du Moulin.*

fo 26. Ro. charlotte fille de m^{re} Vrye Millet et dam^e Jehanne Les-
trieux née le xix avril pntée au baptême le xxv par m^{re} *charles de*
Nonpar de Caumont et dame *charlotte de Larochevoucaut.*

(signé) *du Moulin.*

fo 26. vo. signature *de montigny.*

fo 27 ro. signature *de montigny.*

fo 27. vo. signature *Durant.*

fo 28 Ro. signature *Durant.*

fo 28. vo. sig^{res} *Durant et de Montigny.*

fo 29. Ro. sig^{res} *De Montigny, du Moulin, Durant.*

fo 29. Vo sig^{re} *Du Moulin.*

fo 31. — Elisabeth fille de paul fresne et de Sara Enault né le
xiii jour de septembre 1612 et fut pntée au baptême le mesme
jour par l.... le pape et Lydie Enault, baptisée par monsieur
massin, ministre de l'église de Sesanne en Brie ayant fait le presche
au lieu de mons^r *de montigny.*

fo 34. Ro. marguerite fille de jaques de Monceaux et de marie
fournier née le m^{re} décembre 1612 et fut pntée au baptême le ix
par *Benjamin aubry s^r du maurier* et mademoiselle de Launay.

fo 34. R°. Daniel filz de *Benjamin aubry sr du maurier* et de dam^{le} marie magdeleine né le IX décembre et fut présenté au baptesme le xiii par m^e Isaac du Caudal et damoiselle Blanche Magdeleine.

fo 35. — ANNÉE 1613.

Sign^{res} *Dumoulin — Durant, de Montigny*

fo 36. sig^{res} *Dumoulin, Durant, de Montigny*

fo 37 Louise fille de charles couchin Voysin sr des Landes et de damoiselle marie de Bruneau née le xiii^e febvrier 1613 et fut pntée au baptesme le xxiii^e par monsieur des marets et *madame la princesse d'Orange*.

sign^{res} *Durant, du Moulin.*

fo 38. sig^{res} *Durant, de montigny, du moulin*

fo 39. r°. ... pnté au baptesme par m^e *Briole* ministre de la parole de Dieu en l'église de houdan et dame anne peteau femme de m^e Briot graveur général des monnoies de france.

sig^{res} *Durant Du moulin de montigny*

fo 40. parrain et marraine m^e tardif avocat au parl^t et *madame de chastillon*.

fo 43. R°. = Robert Vander, homme aagé de 27 ans ou environ et Josse Vander son frère aagé de 26 ans, tous deux charpentiers de leur mestier, natifs de la ville de harlem en hollande et enfans de Josse Vander vivant aussi charpentier, et de françoise boldeuz, iceux Robert et Josse son frère ayant esté instruits et vescu jusqu'à maintenant en l'erreur et opinion des anabaptistes, et Dieu leur ayant fait cognoistre par sa parole la meschanceté et perversité de ceste secte et de leur doctrine et par mesme moyen la vraye et pure vérité de la religion preschée et enseignée aux églises réformées de france de laquelle ils ont faict profession publique à la face de l'église de paris recueillie à charenton et protesté de vivre et mourir en ceste sainte résolution abjurans et renonçans à ceste doctrine erronée laquelle ilz ont suivie par cy devant comme aussi à toute autre hérésie et doctrine contraire à la parole de Dieu, après ceste protestation et confession publique de leur foy et créance chrestienne contenues au symbole des apostres, ont esté à leur requeste receuz en l'Eglise et leur a esté conféré le s^t sacrement de baptesme, et l'aisné pnté par monsieur de *Beringhene* premier valet de chambre du roy a esté

nommé Robert et l'autre pnté par m^e hinter marchand lapidaire a esté nommé Josse, baptisez par monsieur du Moulin le xviii^e d'aoust 1613.

Du Moulin.

fo 46. Ro. Louise henry fille de m^e Rene Coustart et de Louise hubert née le jour d'octobre 1613 et pntée au baptesme le 1^{er} de novembre par monsieur de *Chastillon* et madame *La princesse d'Orange*, baptisez par monsieur du moulin.

fo 48. — ANNÉE 1614.

fo 50. v^o. — marraine madame de *Chastillon*

fo 55. Ro. Jaques fils de m^e Isaac du Caudal con^{er} et secrétaire du roy et de damoiselle catherine de Launay né le dernier jour de may 1614 et pnté au baptesme le 1^{er} de juin par Jaques de *Joncourt s^r de Rouvray député gnāl des Eglises* et damoiselle Roberte Mougue vefve de feu m^r du *Chesne* ministre de la parole de Dieu.

fo 55. v^o. parrain *Audrouet du Cerceau*.

fo 57. v^o. = Le 15^e jour d'aoust 1614 furent pntez au baptesme deux enfans gемеaux le père desquels s'appelle Claude perot et la mère marie gassot, lesquels nasquirent le 27 juillet dernier. La fille qui est l'aisnée a esté nommée Susanne par Estienne gouffe et anne tifaine, le fils a esté nommé abraham par paulin Lobare et charlotte de Lahue, tous de villiers-lebel.

fo 58 R. — plusieurs baptêmes après lesquels signature de *Mes-trezat*.

fo 58. v^o. Louise fille de Jaques de Monceaux secrétaire de la chambre du roy et de dame marie fournier née le 16 septembre 1614 et pntée le 21^e dud. mois par Jehan Baptiste gillot aussi secrétaire de la chambre du roy et de son artillerye et dam^{elle} Rachel de s^t aubin pour et au lieu de damoiselle *Louise de Béthune* fille de monseigneur le Duc de sully.

(signé Durant)

fo 59. Ro. = paul, cy devant nommé abraham Mahomet, homme aagé de vingt huit ans ou environ natif de termissen en Barbarie, a dès sa jeunesse esté instruit et a vécu jusqu'à présent en l'erreur abominable de Mahomet dont il a regret et desplaisir et en a fait ce

jourd'hui abjuration en la face de l'église réformée de paris recueillie à charenton, a protesté de vouloir vivre et mourir en la vraie doctrine chrestienne comme elle est enseignée aux Eglises réformées de ce royaume, et dont il a fait en présence de ladite église publique confession de sa foy et croyance chrestienne; à cause de quoy il a esté reçu au s^t sacrement de baptesme auquel il a esté présenté par m^e Eustache Sallut ancien de ceste Eglise, lequel luy a imposé nom paul le ^{xxi}^{me} de septembre 1614.

(signé *Mestrezat.*

fo 59. V^o. marie fille de m^e chapuzeau baptisée par m^r de *Laune preschant* au lieu de m^r *Durant*

fo 59. v^o. maximilian de Cuotilz fils de Christophle Cuotilz sieur de grainoillier et de dame marque de thoigni ses père et mère pnté par messire *Maximilian de Béthune marquis de Rosny* grand-maistre de l'artillerie et mad^{elle}. *Anne de Rohan* le jeudi 9^e octobre 1614.

(signé Durand.

fo 61. R^o. baptisé par m^r *Durant* au catéchisme le 2 dud. mois et an.

fo 61. R^o. autre baptisé par m^r de *La Lageois* au lieu de m^r *Mestrezat.*

fo 61. R. autre par m^r de *La Lageois* au lieu de m^r *mestrezat.*

(signé *mestrezat.*

fo 61. V^o. Charlotte fille de m^e René Constant et de Loyse hubert pntée le 9^e novembre 1614 par mons^r *Laugraut* ambassadeur de mess^{rs} les Estats des pais-Bas et par madamoyselle de *la trimouille* par m^r de montigny.

(signé de montigny.

fo 62. V^o. — Daniel fils d'Estienne chaisneau faiseur de tallons de bois demeurant rue du jardin rompu pnté par Daniel Rochefort cuisinier de mad^e de *La trimouille* et Esther meusnier demeurant chez lad. dame le 28 dud. mois de décembre 1614.

fo 62. v^o. — ANNÉE 1615.

fo 64. R^o. — Jean fils de Jacques Conrard bourgeois de paris a esté baptisé chez m^r l'ambassadeur d'angleterre par m^r de *la Lageois*

pasteur le 25 febr^r nasquit le 21 dud. mois pnté par le cap^{ne} La-planche et par mad^{lle} suzanne malapert veufve de m^r Louis de Labisbade en son vivant bourgeois de midellbourg en Zeelande, l'an 1615.

fo 64. vo. — le 14 de febvrier 1615 *Maximilian françois de Béthune* filz de *Maximilian de Béthune* marquis de Rosny grand maistre de l'artillerie de france et de dame françoise de *Créqui* a esté présenté pour recepvoir le sacrement du bāptesme par Jean du puy sieur de *Montbrun* et *charlotte de Nassau* dame de *La trimouille*.

fo 65. Ro. — Estienne filz de Daniel Joieux né le 12 mars 1615 et pnté le 15 par claudé michel *ancien de l'Eglise de paris* et par une des filles de chambre de mad^e de *Rohan*.

fo 65. Ro. — Anne fille de claudé picard et de marguerite gode-lun née le 6 mars 1615 et pntée le 22 dud. mois et an par m^r *Durant* pasteur de cette Eglise et par madamoyselle *anne de Rohan*.

fo 65. vo., parrain m^r claudé michel *ancien de l'Eglise*.

fo 66. vo. marraine et parrain. — claudé herouard conseiller du Roy et trésorier g^{al} de france et dam^{lle} *charlotte de La Rochefoucault*.

fo 73. Vo. — maurice filz de messire charles de Réchinvoisin chev^r sieur des loges et de dame marie de Bruneau présenté par messire Gédéon de Bodtselles et Aspecham baron de *Lauguerac* ambassad^r ordinaire en france pour messieurs les Estats et par dam^{le} *Loyse de Clermont d'amboise* le 20 décembre 1615.

(fin de ce registre)

TROISIÈME REGISTRE.

Un vol. petit in-folio relié en parchemin, de 57 feuillets, plus une table alphabétique.

il ne porte d'autre titre que celui qui est sur sa couverture :

« Baptêmes faits au temple de charenton pendant les années 1616, 1617, 1618, 1619 et jusqu'au 23 février 1620.

fo 2. — ANNÉE 1616.

fo 6. Vo. — *charlotte* fille de philippe de Meufolle secrétaire de mad^e la Duchesse de *la trimouille* et dame Vaustel nasquit le

24 juin 1616 et fut pntée le 17 juillet par monsieur le Duc de *La trimouille et de thouars* et dam^{le} *Louyse de Clermont*.

(sig. mestrezat.

fo 9. Ro. parrain et marraine. — noble m^r Edmond *ambassadeur du roy de la grande Bretagne* et dam^{le} *henriette de Rohan*.

(signé mestrezat.

fo XI. — ANNÉE 1617.

fo 12. — fille de pierre Jouard et de Radegonde de Cily nasquit le 18 février 1617 et fut pntée le 26 par joseph Ballarcher et thomasse Diroit.

(on lit en marge) :

par arrest donné en parlement en la chambre de l'Edit le 22 avril 1617 a esté ordonné que le présent registre seroit réformé, et mis ces mots : *filie prétendue naturelle* dud. Jouard.

fo 13. ro. — parrain et marraine : M^r Desmaretz et madame la marquise *de Rosny*.

fo 13 ro. parrain et marraine m^r Loys Arnault et mad^{lle} *Anne de Rohan*.

fo 13. Vo. Amaulry jeune homme de l'aage d'environ 18 à 19 ans du pais de l'amérique de la couste dite tapouy après avoir esté instruit en la religion réformée chrestienne, et d'icelle faire confession publique devant l'assemblée, fut pnté au baptesme par mons^r et madame les marquis et marquise de La Moussaje ses maistre et maistresse qui luy ont donné le nom d'amaulry.

(signé Mestrezat.

fo 13. Vo. parrain et marraine m^r de montglat et mad^{le} la marquise *de Rosny*.

fo 15 Samuel fils de Laurent Oubert et de marie du Viniet nasquit le 20 mai 1617 et fut pnté le 21 par m^r guillaume halle con^{re} et secrétaire de feue mad^{le} la *Duchesse de Bar* et catherine Le Bon fille demeurante avec mad^{le} *de Rohan*.

fo 16. vo. — parrain et marraine : Christophle Justel, conseiller et secrétaire de mons^r le Duc *de Bouillon* et damoiselle anne de

Brosse fille de *Salomon de Brosse* architecte et intendant des bâtimens du roy et de la royne mère.

fo 17. Vo. — Le mercredi 16 aoust 1617 nasquit le fils de Jacques de Laiger conseiller et secrétaire du Roy et de marguerite de Xestz, ses père et mère, présenté au baptême le Dimanche 26 aoust par monsieur gilles de *Meaupou* conseiller du Roy en son conseil d'Etat, intendant et contrôleur général de ses finances et dame *Charlotte de Nassau* princesse en Orenge, Duchesse de *La trimouille*, et a esté nommé Jehan.

fo 18. Vo. — Le vendredy 22^e jour de septembre 1617 gaspard masclarry filz de gaspard masclarry conseiller et secrétaire du roy et de anne Deschamps sa femme nay à paris le 8 dud. mois a esté pnté pour recevoir le sacrement du baptême par pierre masclarry gentilhomme ordinaire de la chambre du roy et dame anne stample femme de mons^r jacques Deschamps secrétaire de la chambre du Roy et receveur des tailles en l'élection de chasteaudun parrain et marraine. Et a esté baptisé à *paris* par monsieur *mermet* ministre du s^t Evangile en l'Eglise recueillie en la maison de monsieur le Duc de Rohan.

fo 19. Ro. — le 1^{er} jour d'octobre 1617 Elie Vaudorneu fils de J. Vaudorneu et de Jeanne le martir sa femme a esté présenté pour recevoir le sacrement de baptême par le s^r Elie Uriac et dame Jehanne Vaudorbrac femme de gaspard Vauderbrac et baptisé à Charenton par m^r *Capel s^r du tilloy* pasteur de l'église de sédan.

ibid. fo 19 Ro. deux autres baptêmes faits par le s^r du tilloy.

fo 19. Vo. — 2 baptêmes par m^r *Mestrezat* l'un des pasteurs de l'église réformée de paris.

fo 19. Vo. le 18 octobre 1617..... baptisé à charenton par m^r *mermet* pasteur de l'église recueillie en la maison de m^r le Duc de Rohan.

ibid. fo 19. vo. — le même jour autre baptême fait par m^r *marmez*.

le 12 (ibid.) baptême par m^r *mestrezat*.

fo 20. Ro. = Jehanne de Berry fille de macé de Berry et Anne Lejeune a esté présentée au s^t baptême en l'église réformée de Charenton le Dimanche après midy, yssue du catéchisme, 15 octobre 1617 par m^s pierre cousté demeurant rue de Beaubourg au cul de sac et catherine de france demeurant rue s^t martin à la croix de fer, parrain et marraine.

mestrezat.

ibid... baptisé par m^r de *montigny*.

ibid. id. par m^r *Du moulin*

fo. v^o. — baptisé par m^r *Durant* le 29 octobre 1617 .

fo 21. r^o. baptême par m^r *mermet* ministre de m^r de Rohan
(12 novembre 1617)

fo 21. r^o. — Du mesme jour (12 novembre 1617) l'enfant de Daniel Anay maistre masson à paris et de jacqueline Lefeu fust présenté au s^t baptême par mons^r le *Duc de Rohan* et damoyselle henriette sa sœur et fust nommée henriette. aussy par m^r *mermet*.

ibid. fo 21 r^o. baptême par m^r *Dumoulin*

fo 22. r^o. — Du Dimanche 3 décembre 1617 le fils de *Jehan Drelincourt* et de catherine crau fust présenté au s^t baptême par *Charles Drelincourt* et damoyselle charlotte Baudoin et a esté nommé charles. baptisé par mons^r *Durant*.

fo 22. r^o. ... présenté au baptême le *Dimanche* 8 décembre 1617, à l'issue du catéchisme lors faict par maistre pierre du moulin pasteur.

fo 22. V^o. — baptême fait par le ministre de chateaudun

ibid... fo 23 autres baptêmes faits par le même ministre.

fo 23. r^o. — baptême par m^r mestrezat

fo 23. r^o. Le jour de Noël 25 décembre 1617 nasquit..... baptisé par mons^r *Rambour*

= autre baptême par mons^r *Rambour*

fo 23. r^o. du jeudi 27 décembre.. autre... baptisé par mons^r *Rambour*, ministre de m^r de Bouillon

fo 23. v^o. — baptisé par le ministre de chateaudun.

fo 23. v^o. — ANNÉE 1618.

fo 23. v^o. Du dimanche 7^e janvier 1618 la fille de Jehan de Luna et de marguerite Rouchau fut présentée pour recevoir le s^t sacrement de baptême par m^r le c^{te} d'Orval et mademoiselle Anne de Rohan. Elle nasquit le 1^{er} jour de janvier et fut nommée Anne. baptisée par m^r *Durant*.

fo 24. R.... baptême par mons^r *mermet*, (à charenton) ministre ordinaire de mons^r de Rohan (14 janvier 1618).

autres bapt. par m^r *mermet*.

autres par m^r mestrezat.

fo 24. r^o. — Du jeudi 28 janvier 1618 le filz de Robert de La

louette escuyer sieur de Vauloy avocat en parlement et de damoy-selle flourence de Guillon sa femme a esté présenté au s^t baptesme par monsr^r *gaspard comte de Colligny, seigneur de chastillon* et dame anne de Polignac sa femme et a esté nommé *gaspard*. baptisé par m^r *mestrezat*.

baptesmes par mm. *Dumoulin et Durand*.

CORRESPONDANCE

DE

MARIE DE LA TOUR

DUCHESSE DE LA TRÉMOILLE

AVEC LE MINISTRE ALEXANDRE MORUS

PENDANT LE SÉJOUR DE CE DERNIER EN ANGLETERRE, DE JANVIER

A JUIN 1662 (1)

Madame la duchesse de la Trémoille à Morus.

16 avril 1662.

Vous n'auriez point été, Monsieur, sans recevoir de mes lettres si je n'avois été empêchée de vous écrire par un grand mal de tête qui m'en défendoit l'usage; j'en suis un peu mieux, mais non si bien que je puisse vous entretenir aussi longtemps que je le devois. Il est vrai que j'ai perdu sans regret quelques ordinaires, pour ce que j'eusse été marrie que mes lettres eussent été les premières a vous apprendre la fâcheuse disgrâce de M. de Lorme. Chacun dit qu'il n'a rien à craindre, mais que n'ayant pas répondu à ce que l'on attendoit de lui contre une personne qu'il avoit sujet de vouloir perdre, on s'est résolu à ce qui s'est fait; et ainsi je trouve que ses amis sont plus à plaindre que lui, et entre eux et vous et moi en savons bien que dire. Il est vrai que pour vous ce fâcheux rencontre ne

(1) Voir le *Bulletin* de mars et mai derniers, p. 186, 226.

pouvoit arriver plus mal à propos, car il étoit au plus fort de votre affaire et y agissoit avec tant d'affection et tant de jugement qu'il y avoit à espérer que Dieu y béniroit ses soins et son entreprise. Le bonhomme M. de Conrart (1) continue à y travailler sur la même piste. Présentement il n'a pour but que d'empêcher qu'on ne fasse aucune démarche qui puisse faire tort au dessein et de vous et de vos amis ; et si cela se peut faire et que le synode se passe sans rien dire, il y a espérance que Dieu fera le reste. J'en entretins encore hier M. de Ruvigny (2), qui me parut être dans ce même sentiment, et je le fais glisser le plus que je puis dans l'esprit de tous ceux qui je crois peuvent servir à notre dessein, lequel je ne doute point que Dieu ne bénisse si vous vous fortifiez de plus en plus dans votre bonne et sainte résolution. Vous ne sauriez croire, Monsieur, la joie que j'ai ressentie de la manière dont vous avez reçu ma lettre du 15 ; car après cela je ne puis pas douter que vous ne soyez fermement persuadé de la sincérité des sentiments que j'ai pour vous. Ce qui me reste à souhaiter, c'est qu'ils ne vous soient pas inutiles. Mais après vous avoir dit le préjudice que vous apporte la détention de M. de Lorme, il faut que je vous die un mot de celui que j'en reçois. Nous sommes ici en quelque proposition de mariage d'un prince de la maison de Saxe avec ma fille (3), et dans cette négociation personne n'y pouvoit plus contribuer que lui, et malheureusement pour moi dans cette conjoncture il vient à me manquer. Jugez donc, Monsieur, si j'ai raison de me joindre à vous dans le sentiment de ce malheur, où je ne vois personne qui ne le plaigne.

M^{me} la comtesse de Derby ne m'écrit point qu'elle ne me mande son déplaisir de n'être point à Londres pour vous y servir comme elle le souhaiteroit. Monsieur mon mari vous faisoit l'adresse pour elle, avec celle qu'il vous écrivoit, qui étoit toute pleine des témoignages d'estime qu'il a pour vous. Le paquet enfin fut donné à Catillon, qui assure l'avoir mis en vos mains propres. Il fera grand plaisir à monsieur mon mari de lui en dire quelque chose (4).

(1) Le vénérable pasteur protestant qui avait été le vrai fondateur de l'Académie française.

(2) Henri de Massue, marquis de Ruvigny, député général des églises protestantes.

(3) Par contrat du 19 juillet 1662, Marie-Charlotte de la Trémoille épousa, à Paris, Bernard, duc de Saxe. Deux années auparavant, on avait beaucoup parlé de son mariage avec le roi d'Angleterre.

(4) Tout ce qui suit est seulement un résumé, fait par Madame de la Trémoille elle-même, du reste de sa lettre à M. Morus.

Je lui demande des nouvelles du marquis de Blanquefort, et pour-quoi il revient.

Si on lui avoit fait espérer quelque emploi.

Celui qui lui a dit des nouvelles de D. lui a célé un voyage qu'il a fait en France au mois de février. Qu'il s'en enquière.

M. de Bouillon sera marié jeudi. La dot de sa femme.

Il ne se parle que de balet et du carrousel; de la grossesse de la Reine et de la santé de Madame.

Le traité d'Hollande raccroché sur le 15^e.

Morus à Madame la duchesse de la Trémoille.

De Londres, ce 17/27 avril 1662.

Si vous sçaviés, Madame, combien vos lettres et me font de bien et vous acquièrent de reputation, vous escririés incessamment. Il n'y a pas encore quatre jours passés que le Roy a dit devant plusieurs, où estoit le duc d'York et le duc d'Ormont entre autres, qu'il n'en voyoit point de meilleures, et qu'il déferoit plus a leur témoignage, cognoissant vostre mérite et vostre vertu, qu'a tous les discours du monde; ce qu'il disoit de son propre mouvement sans que personne l'eust mis en chemin et sans qu'il eust veu vos dernieres, parcequ'il y a toujours je ne sçai quoy qui m'empêche de les monstrier non-obstant la priere que je vous ay fait de mettre dans un billet a part ce que vous m'escrivés de particulier. Certes il est grand dommage que V. A. prenne la peine d'escrire tant de bonnes choses pour moi seul, et que je ne puisse les faire passer sous les yeux d'un prince qui s'y cognoist si bien; car au reste il n'est pas possible de lui en faire voir une partie: il demande toujours à les lire lui-même et il lit les vostres de bout en bout. Je me doutois bien que la dé-tention de M. de Lorme vous toucheroit comme elle a fait, bien que je ne sçeusse pas qu'il vous servit en une si bonne affaire qu'est celle dont vous m'écrites. Le prince Rupert se plaist fort dans l'en-tretien de M^{me} de Richmont. Un nommé Plainville, capitaine de la Jamaïque, assure ici que le prince Maurice, son frère, qu'on croyoit noyé dans la mer, est dans l'Inquisition d'Espagne. Il donne de si bonnes enseignes et marque tant de circonstances qu'on commence à le croire. Il est vray que j'ay reçu, mais fort tard et d'assés mau-

vaise grace pour l'adresse, une lettre de Mgr le duc votre mari pour M^{me} D'Erbi la plus obligeante et la plus tendre qu'on puisse voir. J'attendois, pour l'en remercier, car il y a fort peu de temps que je l'ay receue, que Mgr le prince de Tarente fut arrivé, s'il est vray, ce que M. Blaqual et d'autres disent, qu'il a dessein de passer en cette isle.

M. de Blancfort a une compagnie en Hirlande, comme vous l'aurez appris de lui même. Je prie Dieu incessamment pour vous et pour toute la maison.

Le même à la même.

De Londres, ce 12/22 may 1662.

Si j'avois, Madame, à vous rendre nouvelle pour nouvelle, je vous dirois qu'à mesure que je vous écris toutes les cloches sonnent, et que l'artillerie s'y joint, pour l'arrivée de nostre Reine à Porismouth, où le Roy va lundi. Il a donné advis aujourd'huy au Parlement qu'il y iroit lundi matin et partiroit au sortir de là pour estre de retour le samedi suivant en sa maison d'Hoptancourt. Je pense que j'attendrai de voir là LL. MM. et que je ne ferai point le voyage pour éviter le tumulte et l'embarras, bien que j'y fusse destiné. Je me contenterai d'aller mercredi prochain, le jour que le Roy sera marié, à *Aiguet* (1), où les plus qualifiés de la cour, qui restent ici, doivent se réjouir de cet hymenée, auquel je suis bien assuré qu'ils ne seront point fâchés que je mesle celuy qui donne à tous vos serviteurs, et à moi très particulièrement, un si juste sujet de joye; et je ne manquerai point de voir M^{me} D'Orchester ce même jour, car elle est en ce beau lieu qu'on appelle *Aiguet*. Loué soit Dieu, Madame, qui a fait enfin ce que plusieurs tenoient impossible (2) à cause de vostre rang et de vostre religion. Je n'ay nulle peine à croire que Mademoiselle s'est résolue à suivre son destin sans répugnance. J'ay toujours tiré ce pronnostique de son humeur et de son esprit que ce seroit la meilleure des femmes, et celui qui la posséderoit le plus heureux des hommes. Je ne m'en desdis point; mais puisqu'il a pleu à Dieu d'exaucer l'un de mes plus grands vœux, vous ne doutés pas, Madame, que je ne continue toute ma vie ceux que je dois pour la

(1) Nom douteux.

(2) Voir page 186.

bénédiction de cette glorieuse alliance. J'en féliciteray monseigneur votre mari par une seconde lettre, car il y a assez longtemps que je lui ay fait la réponse que je lui devois par un nommé Chandor, qui est à lui et qui se chargea de la faire tenir par Saumur. Je serois bien malheureux si elle ne lui avoit pas esté rendue, car je tiens fort précieux le souvenir de toutes ses bontés, qu'il lui a pleu de combler par la plus tendre et la plus obligeante lettre du monde qu'il a écrite en ma faveur à M^{me} la comtesse D'Erbi (1), dont l'absence m'a fait un cruel préjudice et au delà de tout ce que vous pourriez imaginer. Cependant je ne sçai si elle se hastera de venir jusqu'à ce que nous ayons un Prince de Galles, qui ne sçauroit estre mieux qu'entre ses mains. Quelque bien que vous disiez de votre prince, tous ceux qui cognoissent ici la maison et la personne en disent beaucoup d'avantage, et laissés dire à l'envie ce qu'elle voudra. Je ne vois point de vrais amis de votre maison qui ne se réjouisse de ce succès. Le gentilhomme de la Chambre qui est de semaine, et qui ne sera relevé désormais que par la Reine, couchant tous les soirs auprès du Roi, a voulu avoir votre lettre qu'il m'a promis de remettre entre les mains de S. M. qui la lira très volontiers, je le sçai bien, et je lui en parlerai ensuite. Je m'estonnerois d'effect, surtout lorsque je lui parlai la première fois de la grande joye que j'avois veu éclater à Touars pour son heureux rétablissement, qu'il n'eust point témoigné d'avoir receu de vous ni de Monseigneur aucune lettre sur ce sujet, car de l'humeur obligeante que nous lui cognoissons il n'eust pas omis d'en parler; et je suis bien fâché contre la négligence du pauvre M. D'Ouvrier, surtout ne doutant point que ces lettres ne fussent admirablement bien reçues. Il y a quelque temps que le Roy me parla encore de votre chevalier Boris, et il y a des gens qui taschent de le lui mettre dans l'esprit. Je lui dis ce que vous m'en aviez écrit et il se resouvint de l'avoir leu, mais il ajouta que ce qu'on estimoit le plus en lui n'estoit pas la médecine d'effect. On a présenté au Roy une topaze très belle, qu'il se vante d'avoir faite, et des perles et un diamant qu'il a donné à un gentilhomme qui ne l'avoit obligé en rien. On ne sçait d'où peut provenir tant d'opulence à un homme qui ne reçoit rien des souverains. Pour ce qui me regarde, Madame, je ne vous mentirai point

(1) C'est-à-dire un brillant mariage pour sa fille Marie-Charlotte.

si je vous dis que Dieu se sert de V. A. pour me soustenir. C'est en son nom que je vous conjure de ne vous lasser point dans aucune de ces bourrasques. Je sçai et je sens que Dieu ne m'abandonne point; et si Satan n'y met obstacle, j'ose espérer qu'on verra en moi un exemple non commun de ce que peut sa grace. Il est certain que le Roy ne change point et qu'on s'estonne de sa fermeté, car on n'a rien oublié pour me rendre de mauvais offices auprès de lui, mais ce n'est pas a ces messieurs qui sont nommés dans vostre billet qu'il faut s'en prendre. Si vous pouviés, et l'occasion (ne) fut jamais plus belle, puisque je me figure qu'on prend la part qu'on doit en vostre joye, faire en sorte que l'Hostel de T. (1) m'escoutast, Dieu m'a mis au cœur de si bonnes résolutions, et qui sont si évidemment de lui, que je croi qu'on me tendroit la main, du moins pour me donner le temps d'en faire voir l'effect. V. A. m'avoit écrit une fois je ne sçai quoy sur ce sujet, qui n'a point eu de suite. Ne désespérons jamais, Dieu est tout puissant et tout bon. Je suis en sa main.

Le même à la même.

De Londres, ce 29/19 may 1662.

J'escrivis amplement à V. A. la sepmaine passée, mais elle me permettra d'ajouter ce mot pour lui dire que j'ay esté aujourd'huy dans la plus illustre assemblée où je fus jamais : c'est au Parlement, le Roy estant en habit royal, la couronne à la teste, où il a parlé longtemps admirablement bien. Mais ce qui vous touche est qu'on y a passé, avec grand applaudissement, un acte en faveur de M. le comte Strafford, qui efface toute la tache qu'on avoit voulu mettre sur sa maison et qui le remet en tous ses droits avec beaucoup de gloire. Il est vray qu'on a refusé un autre acte où M. le comte D'Erby estoit interessé, mais M. le chancelier, dans sa harangue, en a fait des excuses, donné de grands éloges à cette maison et pour son origine et pour sa vertu et ses souffrances pour le Roy; lequel il a assuré n'avoir refusé cet acte que pour y pourvoir d'une autre manière plus avantageuse à cette maison. Le Roy a reçu vostre lettre en ses mains et a dit qu'il la vouloit lire à loisir et qu'il la garderoit pour le voyage. Le prince Rupert en ayant oui lire une partie a dit que vostre prince estoit très bien fait, et a témoigné quelque sur-

(1) Turenne.

prise de l'affaire, je ne sçai pourquoi. J'ay dit adieu au Roy à ce matin, qui m'a dit beaucoup de bonnes choses; et comme je m'estois déjà retiré, il a crié tout haut : « *N'oubliez pas mes recommandations à M^{me} de La Trémoille et à M^{lle} de La Trémoille, et que je prens beaucoup de part à ce qui les regarde.* » Ce sont ses motz. Pour mon particulier, je ne puis éviter de partir d'ici avec mylord St-Albans, mais je vous supplie de n'en dire encore rien à personne qu'à M. Dumas, que j'ose vous prier d'envoyer quérir pour cet effect quand vous le jugerés à propos; et vous jugerés bien avec lui qu'il n'est pas bon de divulguer positivement mon départ jusqu'à ce qu'on s'en formalise. Alors il faudra dire que si je viens, c'est pour m'en retourner avec le même mylord et cependant pourvoir à mes affaires et me mettre en état de donner une entière et absolue satisfaction aux plus contraires et de suivre en tout et partout le conseil de mes amis. Que puis-je faire d'avantage? Mes intentions sont bonnes et sincères, j'en prens Dieu à témoin et je conjure V. A. au nom de ce même Dieu, de ne m'abandonner point; pourveu qu'en attendant que je soie present Dieu me fasse la grace de faire voir ce que je sens de lui en moi. Je suis à vous avec un inviolable respect.

Le même à la même.

A Paris, ce mardi au soir, 13 juin 1662.

Je n'eusse pas esté un moment sans vous aller rendre ce que je vous doibs, Madame, par tant de raisons, si je n'eusse esté contraint de garder et la chambre et le lict depuis mon arrivée, par les incommodités que m'ont donné le soleil et la poudre et les fatigues du voyage, quoy qu'adoucies autant qu'il se pouvoit par l'excellente compagnie. Jamais V. A. n'eust une reponse si prompte que celle que je m'en vai lui faire à sa lettre du 10 de ce mois. Des deux premiers cachets il ne faut point s'en estonner, c'est qu'au sortir du Parlement, qui fut fort tard, je fus retenu à souper chez une personne de qualité, à qui je demandai permission d'écrire à V. A. chés lui, et fus obligé de me servir de son cachet pour n'avoir point le mien sur moi. Mais pour le troisieme, je vous avoue que j'ay esté surpris de le voir si mal plastré que je ne doute point que la lettre n'ait esté ouverte par quelque curieux; mais M. Brand qui l'envoyoit, et M. Becker qui la recevoit ici, estant deux ministres publics respec-

tueux envers V. A. je n'oserois soupçonner ni l'un ni l'autre. Je suis parti sans dire adieu en forme qu'au Roy et à la parenté de V. A. dont je suis très satisfait. Il me tarde de vous faire la relation de la joye unanime qu'ils ont témoignée de sçavoir Mademoiselle en l'estat où elle est avec un prince dont on dit partout mille biens. Qu'elle bénisse Dieu non seulement d'en avoir rencontré un tel, mais d'en avoir échappé tant d'autres qui l'eussent rendue malheureuse infailliblement. Ne nous fâchons jamais, Madame, quand Dieu ne nous prend pas au mot. Il sçait mieux ce qu'il fait que nous ne sçavons ce que nous voulons. Dans l'estat où je suis, qui est déplorable selon l'homme, je ne lui demande rien que sa grâce. Avec celle là on se peut fort bien passer de tout le reste. Je la voi s'affermir en moi par la violence de la tentation, et les vents qui l'agitent si rudement lui font prendre des racines qu'elle n'avoit pas. J'ay eu plus de joye antresfois, mais je ne me suis jamais senti plus de force. Si je ne puis pas m'appliquer justement ce que dit le prophète : *Vostre joye sera vostre force*, je puis dire avec vérité que ma force fait toute ma joye. La tristesse qui m'accable et m'abbat ne me dévore et ne m'engloutit pas; et pourveu que mon intérieur aille comme il va, je l'estimerai bien achepté au prix des biens de la fortune, de la santé du corps et de l'honneur du monde. Il est certain qu'il me reste fort peu de tous ces dehors, mais l'endroit où je me suis retranché ne court point de risque. Vos lettres m'affermissent dans mon dessein, et je n'en reçois point de V. A. qui ne soit toute imbue d'une solide piété. Je ne sçai si Monsgr vostre mari aura maintenant receu ma réponse, que je donnaï au sr Champdor; et si je sçavois qu'elle eust esté retardée ou égarée je lui écrirois encore, n'y ayant rien au dessus des obligations que je lui ay ni rien d'égal à celles que j'ay à V. A. Les Dames dont vous m'écrivés ne vivront pas aussi longtemps que je le souhaite, bien que je souhaite que vous les surpassiés autant en longueur de jours qu'en talens du ciel, et surtout au plus grand et au plus rare de tous, qui est la charité.

Le même à la même.

Paris, ce vendredi matin, 30 juin 1663.

Vous debvés bien vous estonner, Madame, qu'estant si proche de vous je n'aye pas plus souvent l'honneur que vous me permettés de

vous entretenir que si j'étois encore delà la mer. Mais je ne suis pas sans affaires, comme V. A. le sçait bien, et je tiens le lit depuis deux jours, par un dévoyement extraordinaire qui m'est ordinaire toutes les fois que j'arrive à Paris, ce qui n'empêchera pas que dimanche, s'il plaist à Dieu, nous ne commençons à traiter d'affaires. Je suis très persuadé que nos amis, et surtout V. A. sera bien satisfaite de ma manière et de mon procédé, parceque je m'y vaincrai moi même contre l'attente de ceux qui, ne me cognoissant pas bien, me croyent tout à fait destitué du principe qui est seul capable de produire cet effect en nous, et particulièrement dans un naturel et un tempérament pareil au mien. Cependant V. A. a tellement édifié M^{me} de Rohan par le discours qu'elle lui a tenu de moi que je vous en dois des remerciemens tout particuliers. On me veut faire croire que M^{lle} de La Suze se rend, et, ce que je croirois plus facilement, que M^{me} de La Force a quelque bonté pour moi. V. A. ne pourroit elle point agir sur l'esprit de M. de Ruigny. Un homme comme lui pourroit aller au devant des désordres inévitables, et il est appelé à cela; mes amis plustost que moi sont mal satisfaits de lui jusqu'ici. Je souhaite le bonjour à V. A. avec le comble des bénédictions du ciel.

MÉLANGES

NUMISMATIQUE PROTESTANTE

DESCRIPTION

DE QUARANTE ET UN MÉREAUX DE LA COMMUNION RÉFORMÉE

PAR CH.-L. FROSSARD, PASTEUR (1)

N° 9. —

Une coupe eucharistique, calice de forme profonde, avec un cercle au milieu, une rondelle à la tige, pied plat un peu concave, accostée de quatre copeaux de pain surmontés d'un gros point; en exergue le signe ☩.

(1) Voir le *Bulletin* dernier, p. 226.

Revers. — Un point au centre d'un petit cercle ; en bas, un grillage en demi-cercle ; en haut, les signes :

·B S·.

Bordure. — Un cercle grossier à l'avvers et au revers.

Plomb ; diamètre : 0,023^m.

Eglise de Beaussais (Poitou).

N° 10. —

Une coupe eucharistique, calice de grande proportion, une rondelle épaisse à la tige, petit pied, accosté d'un grand anneau et d'un morceau de pain de communion ; au-dessous de la coupe, une ligne horizontale.

Revers. — Un petit cercle avec un point au centre ; en légende, les lettres E D B S séparées par de gros points.

Plomb ; diamètre : 0,017^m.

Eglise de Beaussais (Poitou).

N° 11. —

Une coupe eucharistique, calice de forme évasée, deux rondelles à la tige, pied plat, accostée de deux morceaux de pain de communion.

Revers. — Au centre, un espace circulaire pointillé en creux, entouré des lettres :

E. D. C. LE.

Bordure. — Cordon de grosses perles et cercle à l'avvers ; cercle au revers.

Plomb ; diamètre : 0,024^m.

Les lettres doivent se comprendre E. D. C — LE ou *Eglise de Celle*.

Eglise de Celles (Poitou).

N° 12. —

Une coupe eucharistique, calice de forme élégante, tige avec boule et rondelle, pied bas et large, accostée de deux morceaux de pain de communion de grande dimension, avec les signes :

2 < < 1

Revers. — Inscription en capitales :

E. D
C H A Y

Bordure. — Deux cercles à l'avvers ; un cercle au revers.

Plomb ; diamètre : 0,019^m.

Les signes de la face sont la date 1772 renversée.

Eglise de Chey (Poitou), anciennement Chay.

N° 13. —

Une coupe eucharistique de forme élégante, calice à bords évasés, tige en balustre, pied presque plat, accostée de la date 1772, de deux points et de deux morceaux de pain de communion de grande dimension.

Revers. — Inscription :

E · D
—
C H E
N A Y

Bordure. — Un cercle au revers.

Plomb; diamètre : 0,021^m.

L'inscription se lit : *Eglise de Chenay*.

Eglise de Chenay (Poitou).

N° 14. —

Une coupe eucharistique, calice en forme de cornet, deux boules à la tige, pied plat, accostée de la date de 1772.

Revers. — Inscription en caractères grossiers :

E. D.
C H E
N V I

Bordure. — Deux cercles à l'avant et au revers.

Plomb; diamètre : 0,021^m.

L'inscription doit se lire : *Eglise de Chenai*.

Eglise de Chenay (Poitou).

N° 15. —

Une coupe eucharistique figurée en perspective fausse, calice ciselé, tige courte avec une boule épineuse, pied haut de forme et à rebord godronné, accostée de la date 1821, et de deux morceaux de pain levé de communion.

Revers. — Un point au centre d'un cercle autour duquel est écrit :

EGLISE · DE · CHENAY

Bordure. — A l'avant et au revers un cercle saillant.

Plomb; diamètre : 0,024^m.

Eglise de Chenay (Poitou).

N° 16. —

Une coupe eucharistique dont le contour seul est en saillie, en forme de pommeau, sur un pied évasé; dans le champ, les lettres E P surmontées chacune d'un petit cœur.

Revers. — Les signes :

C
1779

Bordure. — Cordée à l'avvers; un cercle épais au revers.

Plomb; diamètre : 0,024^m

Les signes du revers doivent se lire *Cherveux*, 1745. Les deux derniers chiffres sont retournés et renversés.

Eglise de Cherveux (Poitou).

N° 17. —

Une coupe eucharistique dont le contour seul est en saillie, figurant un cercle coupé en haut d'une barre horizontale, pied court marqué d'un C : en haut, quatre points; à gauche, un fleuron de trois épis et la lettre E.; à droite, un fleuron à deux épis et la lettre P.

Revers. — En haut, un C entre deux fleurons; au milieu, la date 1745; en bas, un grand fleuron étalé.

Bordure. — Cordée à l'avvers et au revers.

Plomb; diamètre : 0,025^m.

Les lettres de ce méreau doivent se lire : *Eglise protestante de Cherveux*. Il semble avoir été fait d'après un procédé différent des autres.

Eglise de Cherveux (Poitou).

N° 18. —

Une coupe eucharistique de forme élégante, avec une boule au milieu de la tige, les bords du pied légèrement relevés, accostée de deux morceaux de pain de communion de forme mince et allongée.

Revers. — Au centre, un ombilic large et peu saillant entouré des lettres :

A : P : D : F : D : L : B :

Bordure. — Deux cercles minces à la face et au revers.

Plomb; diamètre : 0,021^m.

Les lettres doivent se lire, selon nous : *Assemblée protestante des fidèles de la Brossardière*.

Eglise de la Brossardière (La Châteigneraye), près Mouilleron (Poitou).

N° 19. —

Une coupe eucharistique, calice figuré par un triangle saillant, tige légèrement renflée au milieu, pied plat, accostée de deux morceaux de pain de communion de forme mince.

Revers. — Un point au centre d'un petit cercle entouré de lettres :

A : P. G. F. G : L B :

Bordure. — Un cercle à l'avant; deux cercles au revers.

Plomb; diamètre : 0,021^m.

La légende, dont deux lettres sont retournées, a le même sens que celle du n° 18.

Eglise de la Brossardière (Poitou).

N° 20. —

Une coupe eucharistique, calice de forme triangulaire avec une boucle en bas, tige droite, pied plat, accostée de deux morceaux de pain de communion de forme allongée.

Revers. — Un gros point au centre, entouré des lettres inégalement saillantes :

A . P D F D . L . B .

Bordure. — Un cercle uni à la face et au revers; celui de la face est mal centré.

Plomb; diamètre : 0,021^m.

La légende doit se lire comme les deux précédentes.

Eglise de la Brossardière (Poitou).

N° 21. —

Une coupe eucharistique en forme de chandelier, une rondelle à la tige, pied massif, accostée à gauche, verticalement, du mot DIEU, et à droite du mot PRIEZ.

Revers. — Au centre, un point entouré d'un cercle dans un segment duquel se lit la date de 1813; autour est l'inscription :

ÉGLISE DE LA MOTH

Plomb; diamètre : 0,019^m.

La légende, disposée en cercle, fait servir l'E initial de église pour l'E final de La Mothe.

Eglise de La Mothe (Poitou).

N° 22. —

Une coupe eucharistique en forme de chandelier; calice très-rebordé, deux rondelles à la tige, pied concave; en dessous, à droite, un morceau de pain de communion surmonté d'un petit relief indéterminé; à gauche, un morceau de pain de communion surmonté de trois points.

Revers. — Un cercle avec un point au centre, entouré des lettres :

E . D . T . W

Bordure. — Deux cercles à l'avant et au revers.

Plomb; diamètre : 0,020^m.

La légende, dont deux lettres sont retournées, doit se lire *Eglise de La Mothe*.

Eglise de La Mothe (Poitou).

N° 23. —

Une coupe eucharistique en forme de chandelier, accostée de deux morceaux de pain de communion surmontés d'un anneau; en exergue, un anneau.

Revers. — Un cercle avec un point au centre, entouré des lettres :

E. D. L. M.

Bordure. — Un cercle à l'avvers et au revers.

Plomb; diamètre : 0,022.

La légende doit se lire : *Eglise de La Mothe.*

Eglise de La Mothe (Poitou).

N° 24. —

Une coupe eucharistique de forme lourde et grossière, une rondelle à la tige, pied plat; le champ laisse voir trois cercles concentriques un peu saillants; la coupe est accostée de dix étoiles à cinq pointes, cinq d'une part, et cinq de l'autre.

Revers. — Au centre, un gros point saillant, au centre de deux cercles concentriques, sur lesquels se lit en caractères mal faits :

EGLISE

DE

LEZAY

En exergue, trois étoiles à cinq pointes.

Alliage plomb et étain; diamètre : 0,025^m.

Eglise de Lezay (Poitou).

N° 25. —

Une coupe eucharistique de forme grossière, une rondelle à la tige, pied massif, accostée de deux morceaux de pain de communion; en légende, à gauche, PRIEZ; à droite, DIEU.

Revers. — Un cercle avec une croix inscrite; aux quatre quartiers un point; en légende:

EGLISE · DE · LEZAY ·

Plomb; diamètre : 0,021^m.

Eglise de Lezay (Poitou).

N° 26. —

Une coupe eucharistique; le contour seul est en saillie, formé de coquetier; à gauche, la lettre E, et au-dessous un petit chevron double, la pointe en bas; à droite, la lettre L; en exergue, une fleur de lis.

Revers. — Une roue à six raies ; à gauche, la lettre P. ; à droite, . E ; au-dessous, la date 1762, et un double chevron, la pointe en bas.

Bordure. — Un cercle de feuilles lancéolées, pointes en dedans, à l'avant ; un cercle quadrillé au revers.

Plomb ; diamètre : 0,022^m.

La lettre L de la face était primitivement un E ; au lieu de refaire le moule, qui était fautif, on s'est contenté de mutiler la lettre après coup.

Eglise de Lusignan (Poitou).

N° 27. —

Une coupe eucharistique dont le contour seul est en saillie ; forme de coquetier, etc., pareil au précédent, sauf que les lettres de la face sont :

L E

En faisant ce nouveau moule, il a été fait une nouvelle faute ; il fallait E L, c'est-à-dire *Eglise de Lusignan*.

Eglise de Lusignan (Poitou).

N° 28. —

Une coupe eucharistique, calice de forme évasée, deux rondelles saillantes à la tige, pied plat, accostée de deux morceaux de pain de communion surmontés d'un anneau.

Revers. — Un cercle avec un point au centre, entouré des lettres :

E. D. M L E.

Bordure. — Un cercle uni à l'avant et au revers.

Plomb ; diamètre : 0,024.

La légende doit se lire : *Eglise de Melle*.

Eglise de Melle (Poitou).

N° 29. —

Une coupe eucharistique, calice svelte, tige en balustre, pied ordinaire, accostée de la date 1776 et de deux fragments du pain de communion.

Revers. — Un point entouré d'un cercle ; en légende :

EGLISE . DE . MOVCH .

en capitales grossières.

Un dessin à la plume, quatre fois grand comme nature, en a été trouvé chez M. Bailly du Pont, à la Châtaigneraye, par M. B. Fillon, et figuré par lui dans ses études numismatiques.

Eglise de Mouchamps (Vendée).

N° 30. —

Quatre cercles concentriques.

Revers. — En capitales barbares au centre, et surmontés d'un point :

E M

En exergue, un T ou croix pattée.

Bordure. — Un cercle au revers.

Plomb; diamètre : 0,023^m.

Eglise de Mougon (Poitou).

N° 31. —

Une coupe eucharistique dont le contour seul est en saillie, calice hémisphérique, tige droite avec un renflement, pied à rebord relevé, accostée des lettres :

E . . P

Revers. — Inscription en caractères barbares :

PAMPR

1761

En exergue, un fleuron informe.

Bordure de feuilles lancéolées, pointes en dedans, à la face et au revers.

Plomb; diamètre : 0,023^m.

Eglise de Pamproux (Poitou).

N° 32. —

Une coupe eucharistique dont le contour seul est en saillie, en forme de pommeau sur un pied évasé; le calice circulaire a au milieu un point et une barre horizontale, la tige de même, accostée des lettres E P surmontées d'un double chevron la pointe en bas.

Revers. — Inscription en caractères barbares :

. P

1761

En exergue, un fleuron informe.

Bordure de feuilles lancéolées, pointes en dedans, à la face et au revers.

Plomb; diamètre : 0,023^m.

Eglise de Pamproux (Poitou).

N° 33. —

Une forme eucharistique, en forme de chandelier, deux rondelles à la tige, pied plat, accostée de deux morceaux de pain de communion.

Revers. — Un cercle avec un point au centre, entouré des lettres :

E — D. P.

Bordure. — Deux cercles à l'avvers et au revers.

Eglise de Prailles (Poitou).

N° 34. —

Une coupe eucharistique, calice de forme conoïde; une petite rondelle à la tige, pied plat, accostée de deux morceaux de pain de communion de forme mince, et de quatre points.

Revers. — Un point au centre d'un cercle, entouré de la légende :

E. D. S. E. 1765.

Plomb; diamètre : 0,020^m.

Eglise de Sainte-Eanne (Poitou).

N° 35. —

Une coupe eucharistique, calice de forme hémisphérique, tige mince avec deux rondelles, pied lenticulaire; dans le champ, en capitales grossières :

R G
A D

Revers. — Un grand cercle avec festons arrondis à l'intérieur; au centre, une fleur à quatre pétales; en haut, un treillis, et en légende les signes barbares et retournés :

ENGEB  DAES°

Plomb; diamètre : 0,026^m.

Nous lisons les lettres de l'avvers : *Rendez grâces à Dieu*, et la légende du revers : *Dieu règne : Sainte-Eanne*.

Eglise de Sainte-Eanne (Poitou).

N° 36. —

Deux larges cercles concentriques.

Revers. — Un fleuron indéterminé, et en capitales mal formées et mal assemblées, les lettres :

S H

Bordure. — Deux cercles au revers.

Plomb; diamètre : 0,023^m.

Eglise de Sainte-Hermine (Poitou).

N° 37. —

Une coupe eucharistique, calice de forme svelte, tige droite avec une boule et une rondelle, petit pied, accostée de deux morceaux de pain de communion posés verticalement; entre deux cercles concentriques, en capitales, on lit :

S. S. R. G. A. DIEV

Une fleur de lis sert de point final.

Revers. — Au centre d'un cercle, une fleur à cinq pétales, et en légende :

S L F I C H T V A P

Bordure. — Dentelée en dehors et à l'avvers ; un double cercle au revers.

Diamètre : 0,024^m.

Ce méreau existe à l'état de moule en pierre lithographique conservé au musée de la Société des Antiquaires de l'Ouest. La légende de l'avvers doit se lire *Saint-Sauvant, Rendez grâces à Dieu* ; celle du revers m'est encore inconnue.

N° 38. —

Une coupe eucharistique, calice à bords évasés, tige avec boule au milieu, pied plat, accostée de deux morceaux de pain de communion plus haut que large ; au-dessus, les lettres A P en belles capitales.

Revers. — Un cercle entouré des lettres :

S. T. S. V

En exergue, un ornement formé de segments de cercles avec un point.

Bordure. — Un cercle au revers.

Plomb ; diamètre : 0,021^m.

La légende doit se lire : *Saint-Sauvant.*

Saint-Sauvant (Poitou).

N° 39. —

Une coupe eucharistique figurée par un demi-cercle fixé sur une tige garnie d'un gros point, pied élevé ; l'ensemble a la forme d'un ancien chenet, accostée des lettres :

A P

Revers. — Un disque saillant au centre, trois disques pareils autour, séparés par les lettres :

E D A

Bordure. — Feuilles lancéolées, pointes en dedans, à la face et au revers.

Plomb ; diamètre : 0,020^m.

La dernière lettre est renversée ; on doit lire : *Assemblée protestante. Eglise de Vançais.*

Eglise de Vançais (Poitou).

N° 40. —

L'emblème de l'église wallonne d'Amsterdam ; deux bras sortant des

nues se serrent les mains sur une ancre; à gauche, en exergue, la date 1586.

Revers. — Les armes de la ville d'Amsterdam sur un écusson allongé, entourées d'une couronne de feuillage ornée de quatre fleurs.

Bordure. — Un cercle en avers et au revers.

Plomb; diamètre : 0,015^m sans les bavures; cette pièce est frappée.

Eglise wallonne d'Amsterdam, où ce petit méreau servait encore en 1828.

N° 41. —

L'emblème de l'église wallonne d'Amsterdam; deux bras vêtus, celui de gauche sortant d'un plant de lis fleuri au feuillage enlacé, celui de droite muni d'une paire d'ailes battant, se serrent les mains sur une ancre et un jeune arbre en sautoir; en exergue à gauche, la date 1586.

Revers. — Les armes de la ville d'Amsterdam sur un écusson allongé, entourées d'une couronne de feuillage.

Bordure. — Un cercle à l'avvers et au revers.

Plomb; diamètre : 0,013^m.

Eglise d'Amsterdam.

Tous les méreaux que nous venons de décrire, et dont il n'avait été fait jusqu'ici aucun catalogue, existent dans notre collection, à l'exception des nos 6 (Bibliothèque du Protestantisme), 7 et 33 (M. de Clervaux), 29 et 37 (M. B. Fillon). Nous demandons communication des méreaux, inédits.

CH.-L. FROSSARD, *pasteur*.

P. S. — Nous regrettons de ne pouvoir insérer, faute d'espace, une importante lettre de M. le pasteur Eug. Arnaud sur un premier synode national qui aurait été tenu à Poitiers, en 1557, deux ans avant le synode constituant de Paris. Nous reviendrons sur ce sujet.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

SYNODE DE 1872

RÉSOLUTION DU 22 JUIN

C'est avec un sentiment de vive gratitude que nous insérons l'extrait suivant des procès-verbaux du Synode général des Eglises réformées de France, réuni le 6 juin dernier à Paris. Le vote qu'il a émis, à l'unanimité de ses membres, est un titre d'honneur pour le *Bulletin*, un puissant encouragement pour la continuation de l'œuvre historique qui fait revivre un glorieux passé, héritage commun de tous. « *Jérusalem, si jamais je t'oublie, que ma droite s'oublie elle-même!* »

M. le pasteur *Bastie*, modérateur, donne lecture d'une résolution qu'un certain nombre de membres du Synode proposent à l'adoption de l'assemblée.

M. de *Richemond* a la parole pour appuyer cette proposition. Il s'exprime en ces termes :

Messieurs,

Nous avons été tous profondément émus en recevant les cordiales salutations des délégués des Eglises étrangères nées de la Réformation, et revendiquant leur commune origine, leur solidarité.

La cause de la *Société de l'Histoire du Protestantisme français* n'a pas besoin d'avocats auprès du Synode. C'est la puissante voix des confesseurs, des martyrs, du Refuge; c'est l'héroïsme chrétien des synodes du Désert qui se résume dans cette double affirmation : le

relèvement moral de notre chère patrie sera produit par les fortes convictions chrétiennes et l'intensité de la vie religieuse. L'activité sanctifiée par la prière : *Orenus et laboremus* ! tel est le cri que jetait le rédacteur du *Bulletin* dans la première livraison qui parut après nos désastres sous ce titre si vrai : Nos DEUILS. Nous sommes heureux d'exprimer publiquement notre reconnaissance aux membres du Comité de cette Société, et notamment à son Président, M. Fernand Schickler, à son Secrétaire, M. Jules Bonnet.

Avec la tradition constante de nos synodes, avec notre grand Bernard Palissy, tous nous applaudissons aux efforts des hommes éminents qui siègent sur tous les bancs de cette assemblée, et qui, après s'être unis, en 1859, pour célébrer d'un commun accord l'anniversaire de la consécration de la Réforme française par le Synode national réuni en 1559, à la lueur des bûchers, ont fait revivre les héros du protestantisme et les forçats pour la foi dans des pages émues et impérissables.

Les investigations savantes de MM. Haag, qui ont élevé cet immortel monument appelé la *France protestante*, ont reçu le plus honorable témoignage de l'unanimité des Eglises protestantes, dans cette souscription offerte par la gratitude du protestantisme aux auteurs du *Livre d'or* de la Réforme française.

La Société de l'Histoire du Protestantisme a entrepris la continuation de cette œuvre, et il suffit de nommer M. Henri Bordier pour constater avec quelle autorité ce beau travail sera terminé.

Les autres publications de la Société sont dans la mémoire de tous nos frères et dans les bibliothèques de toutes nos églises. Il serait superflu de les énumérer. Nous connaissons, tous, les doctes écrivains qui collaborent au *Bulletin historique*, et nous avons tous apprécié cette mine inépuisable de documents inédits réunis dans cette riche collection historique.

Toutes nos Eglises y retrouvent leurs annales ; toutes nos familles y saluent avec respect la mémoire de leurs ancêtres ; tous nos frères sont réchauffés et fortifiés par ces grands exemples et ces salutaires enseignements.

C'est l'affirmation du caractère chrétien de nos pères ; c'est le témoignage de leur influence dans le monde ; c'est à la fois une œuvre de réhabilitation et un hommage du cœur. C'est la grande voix du passé qui nous crie : « Soyez fidèles, soyez chrétiens ! »

C'est le levier qui a soulevé l'ancienne société : « l'Evangile et la liberté. » Mais pourquoi affaiblir ce puissant sentiment qui déborde de nos cœurs, en essayant une pâle et insuffisante traduction ?

La Société de l'Histoire du Protestantisme français a été reconnue établissement d'utilité publique par décret du 13 juillet 1870 ; elle a ouvert, place Vendôme, une bibliothèque que les incendies de la Commune ont respectée ; elle tient haut et ferme le drapeau de la Réformation, à une heure solennelle entre toutes où le protestantisme doit s'affirmer aux yeux du monde, en face d'un catholicisme impuissant et d'un matérialisme envahissant.

Les soussignés ont donc l'honneur de proposer au Synode l'adoption de la proposition suivante :

Le Synode des Eglises réformées de France réuni à Paris, s'inspirant des exemples de nos pères, qui, dans les anciens synodes, ont toujours encouragé « l'œuvre historique, » témoigne sa vive sympathie à la Société de l'Histoire du protestantisme français pour l'œuvre de restauration filiale qu'elle poursuit depuis vingt ans, et qui lui donne de si justes titres à la reconnaissance des Eglises de notre patrie.

Signé : L. DE RICHEMOND, R. DE CAZENOVE, P. GAUFRÈS, J. COUDERG, E. FROSSARD, A. VIGUIÉ, etc.
En tout, 32 signatures.

M. *Cambefort* estime que ce témoignage tout platonique n'est pas suffisant, et demande que le Synode provoque des souscriptions en faveur de la Société.

Plusieurs voix : L'un n'empêchera pas l'autre !

M. le *modérateur* fait observer que le seul but des auteurs de la proposition était de donner à la Société de l'Histoire du Protestantisme un témoignage solennel de reconnaissance et de sympathie, et que l'impression de ce témoignage serait indubitablement fertile en conséquences pour l'avenir, et le développement de l'œuvre historique entreprise par la Société.

La résolution est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

ÉTUDES HISTORIQUES

ESSAI SUR LES ABJURATIONS

Parmi les RÉFORMÉS DE FRANCE SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XIV (1)

CHAPITRE QUATRIÈME

Lumières fournies par quelques exemples particuliers.

Après ce coup d'œil général porté sur les nouveaux réunis de diverses catégories, il y aura quelque intérêt à chercher à nous rendre compte de ce que pouvait être dans les rangs les plus élevés de la société, la position faite à quelques-uns de ceux qui y ont joué un rôle important. Parmi ceux-ci se rencontrent en particulier deux femmes de caractères et d'esprits bien différents, qui ont tenu de bien près à Louis XIV lui-même, l'une qui a manifestement poussé à la persécution de ses-anciens coreligionnaires, l'autre qui n'a pas eu le crédit de rien empêcher de ce qu'on tramait contre eux. On comprend que nous voulons parler de Madame de Maintenon et de la duchesse d'Orléans. Disons d'abord quelques mots sur cette dernière.

§ 1. — Madame la duchesse d'Orléans, princesse palatine.

Elisabeth-Charlotte, fille de Charles-Louis de Bavière Simmeran, électeur palatin du Rhin, que, dans des vues toutes politiques, Louis XIV fit épouser à son frère, après la mort d'Henriette d'Angleterre, sa première femme, dut renoncer, en vue de ce brillant mariage, à la religion de son enfance. Arrière-petite-fille, par son père, de Louise Julienne,

(1) Voir les cahiers précédents.

et par sa mère, de Catherine Belgica, filles l'une et l'autre de Guillaume d'Orange, le Taciturne, elle avait sucé avec le lait ces sains principes du protestantisme, au maintien desquels son grand aïeul s'était constamment dévoué. Bien qu'éloignée de bonne heure de la maison paternelle, à la suite de la désunion survenue entre son père et Charlotte de Hesse-Cassel, sa mère, elle n'en fut pas moins élevée dans la religion de sa famille par les soins de sa tante Sophie, sœur de son père, épouse de l'électeur Ernest-Auguste de Brunswick-Hanovre, qui fut pour elle une véritable mère, à laquelle elle demeura toujours tendrement attachée. Elle la perdit en 1714. « C'était, dit Saint-Simon, une princesse d'un grand mérite, qui avait élevé Madame, laquelle était fille de son frère, et avait conservé un extrême attachement pour elle; toute sa vie elle lui écrivit deux fois la semaine, de vingt à vingt-cinq pages par ordinaire. C'était à elle qu'elle écrivait ces lettres si étranges que le roi vit, et qui la pensèrent perdre à la mort de Monsieur. Elle fut affligée au dernier point de la mort de cette tante (1). »

Devenue catholique, non par suite d'aucune conviction favorable au papisme, mais par simple obéissance à cette raison d'Etat, à laquelle les princes ont toujours soumis sans scrupules leurs consciences, la jeune duchesse adopta sa religion nouvelle, à peu près dans la même mesure où elle sut se plier à cette lourde étiquette de la cour et à cette cuisine française, contre lesquelles elle se révolta toujours intérieurement. « J'étais trop âgée quand je vins en France pour changer de caractère, écrivait-elle à l'une de ses sœurs; la base était jetée, il n'y a rien là de surprenant. » Aussi tout le monde ne crut pas à la réalité de son changement de religion. « Le lendemain qu'elle fut arrivée à Metz, dit Mademoiselle de Montpensier, elle abjura son hérésie entre les mains de l'évêque.

(1) La princesse palatine Sophie, électrice de Hanovre, mourut à quatre-vingts ans. Elle était fille d'Elisabeth, sœur de Charles I^{er}, ce qui, après la mort de la reine Anne, amena son fils Georges I^{er} sur le trône d'Angleterre, à l'exclusion de tous les collatéraux catholiques descendant comme elle des Stuarts.

Au sortir de là et de sa première confession, elle fut mariée. Il sembla à beaucoup de gens qu'elle avait beaucoup fait en un jour (1). » Ce qu'elle dit de son caractère était en effet tout aussi vrai, bien qu'il ne lui fût pas possible de l'exprimer autrement que par cette réticence, au sujet de sa religion qu'elle ne changea que d'une façon toute extérieure. Sa correspondance intime prouve avec la dernière évidence que, jusqu'à la fin de sa vie, elle est demeurée, au point de vue religieux, ce qu'elle était à dix-neuf ans, à son arrivée à Versailles. « Quant à la colère de mon frère contre moi, parce que je suis devenue catholique, écrivait-elle en 1682, je ne m'en inquiète pas; je suis sûre que si je pouvais le revoir une seule fois, nous serions bons amis, et je suis persuadée qu'il m'aime encore malgré lui (2). »

Les formes extérieures du catholicisme, pour autant que l'exigeaient sa haute position à la cour et ses rapports quotidiens avec son royal beau-frère, voilà ce qu'elle alliait avec une liberté d'allures et une indépendance de pensées qu'elle ne se soumit jamais à dissimuler sous le voile d'une dévotion hypocrite. Il y avait eu au reste, pour elle, d'une manière plus ou moins tacite, au sujet des pratiques religieuses, des « accommodements » particuliers auxquels on avait dû consentir. « Quand je vins en France, écrivait-elle en 1719, il était défendu à tout le monde, si ce n'est à moi, de lire la Bible. Depuis une couple d'années, c'était permis, mais la constitution au sujet de laquelle on fait tant de bruit, l'a de rechef défendu (3). Il est vrai qu'on ne veut pas s'y soumettre. Moi, j'ai dit en riant, que j'étais toute disposée à obéir à la constitution, et à m'engager à ne lire aucune Bible française. De fait je n'ouvre que mes Bibles allemandes. »

La lecture de la Bible était une chose à laquelle la duchesse

(1) *Mémoires de Mademoiselle de Montpensier*, t. VI, p. 384.

(2) Charles de Bavière Simmaran succéda, en 1680, à Charles-Louis son père. Il mourut en 1685 sans postérité. L'électorat palatin du Rhin passa après lui à la maison de Neubourg.

(3) La *Constitution* ou *Bulle Unigenitus* par laquelle le pape condamna cent une propositions contenues dans les *Réflexions morales* du Père Quesnel.

d'Orléans tenait beaucoup, et une pratique qu'elle n'a jamais abandonnée. Elle y revient souvent dans sa correspondance avec les siens. « Je ne manque jamais de lire la Bible; hier, je lus les psaumes 54 et 55, les chapitres 14 et 15 de saint Matthieu, et 3 et 4 de saint Jean. » (18 avril 1705.) — « Je ne sais pas s'il y a en anglais des livres de piété plus attrayants que ceux qui sont écrits en français et en allemand; je les trouve tous extrêmement ennuyeux, excepté la Bible, dont je ne me lasse jamais. » (14 avril 1707.) — « La Bible est une bonne et saine nourriture et, de plus, fort agréable. J'ai trois belles Bibles : celle de Merian, que ma tante l'abbesse de Maubuisson (1) m'a laissée; une édition de Lunebourg, qui est fort belle, et une autre que la princesse d'Oldenbourg (2), fille de la princesse de Tarente, m'a envoyée l'an passé. Elle est comme ma personne, petite et grosse; mais ni l'impression, ni les gravures ne sont aussi belles que chez les deux autres. » (27 avril 1719).

Cette saine nourriture de la parole révélée contribua plus que toute autre chose à entretenir dans son cœur ces principes de vérité et de tolérance qu'elle a toujours conservés, malgré l'influence contraire du milieu dans lequel elle était condamnée à vivre. « Il est déplorable, écrivait-elle en 1697, que les prêtres fassent que les chrétiens soient tellement divisés entre eux. Les trois religions chrétiennes n'en formeraient qu'une seule si l'on suivait mon avis; on ne s'informerait pas de ce que croient les gens, mais s'ils vivent conformément à l'Evangile, et on prêcherait contre ceux qui mènent une mauvaise conduite. On laisserait les chrétiens se marier entre eux et aller à l'église où ils voudraient, sans y trouver à redire; il y aurait alors plus d'harmonie qu'il n'y en a à présent. » (22 janvier 1697.)

(1) Louise, sœur, comme Sophie de Hanovre, de l'électeur palatin Charles-Louis, avait embrassé le catholicisme en France et devint, en 1664, abbesse de Maubuisson. Elle mourut en 1709.

(2) Elisabeth de la Trémoille, mariée au comte d'Oldenbourg, était fille d'Amélie de Hesse-Cassel, et par conséquent cousine germaine de Madame. Elle se montra, ainsi que sa mère, sincèrement attachée au protestantisme.

Il n'est pas difficile de se figurer l'état de gêne et de compression dans lequel était cette âme ardente, ce cœur expansif, cet esprit naturellement ouvert. Forcée de se contraindre à l'égard de toute manifestation extérieure, entourée de gens sur l'affection desquels elle était loin de pouvoir compter, obligée de s'observer, de se surveiller sans cesse, elle ne pouvait pas même s'exprimer à cœur ouvert dans sa correspondance avec les membres de sa famille, car elle savait fort bien que toutes les lettres qu'elle écrivait étaient ouvertes avant de partir pour leur destination, et qu'il en était de même de celles qu'elle recevait de sa chère Allemagne (1). A peine osa-t-elle une fois ou deux exprimer à sa sœur un regret, un sentiment de compassion au sujet de l'affreuse dévastation du Palatinat. Quant à la question des persécutions, il est bien évident qu'elle lui était absolument interdite. Une fois pourtant, en 1705, au temps des exécutions militaires dans les Cévennes, elle s'aventura à dire : « Je n'ai nullement approuvé qu'on maltraitât ici les réformés; mais l'on voit bien qu'il ne faut s'en prendre qu'à la politique; ce sont d'ailleurs des sujets qu'on peut traiter en tête-à-tête, mais qu'il ne faut pas aborder par la voie de la poste. » (18 avril 1705.) Hélas ! où étaient pour la pauvre femme ces tête-à-tête où elle eût pu s'exprimer librement et vider son cœur oppressé ? Une autre fois encore, après la prise de Barcelone, déplorant le sang répandu pour un prince peu digne de l'affection de ses peuples, elle se permet d'ajouter : « Les maudits moines craignaient de ne pas pouvoir vivre autant à leur guise sous le roi de France, et de ne pas être aussi respectés qu'ils l'étaient, aussi ont-ils prêché dans toutes les rues qu'il ne fallait pas se rendre; si l'on suivait mon avis, on mettrait ces coquins aux galères, au lieu des pauvres réformés qui y pâtissent. » (14 octobre 1714.) Plus tard, sous la régence de son fils, se sentant pro-

(1) « Du temps de M. Louvois, on lisait toutes les lettres, aussi bien qu'à présent, mais on les remettait du moins en temps convenable; maintenant que ce crapaud de Torcy a la direction de la poste, les lettres se font attendre un temps infini. » (19 février 1705.)

blement un peu plus libre, elle se permit d'exprimer ce qu'elle pensait au sujet du rôle de Madame de Maintenon dans la question des persécutions. « Si elle était morte il y a trente ans, écrivait-elle en 1719, tous les pauvres réformés seraient encore en France, et leur temple de Charenton n'aurait pas été rasé. La vieille sorcière a été, avec le jésuite le père La Chaise, la cause de tout cela; à eux deux ils ont produit tout le mal. » (13 mai 1719.) — « Elle et les jésuites ont persuadé au roi que s'il persécutait les réformés, il effacerait ainsi devant Dieu et devant le monde le scandale de ses adultères; c'est ainsi qu'il a été trompé. » (6 juillet 1719.)

Apart ces essors quasi involontaires de sentiments constamment refoulés, Madame la duchesse d'Orléans a gardé sur le sujet si délicat du sort des réformés un silence forcé que le gouvernement de son fils l'obligea à maintenir encore. Conséquence de la fausse position où son abjuration non consciencieuse l'avait mise, cette obligation constante de réprimer les mouvements de son cœur et de dissimuler ses impressions, en fut le châtiment quotidien. Ses principes de tolérance, qu'elle met en avant dans toutes les occasions, les allusions qu'elle fait au catéchisme de Heidelberg dont s'était nourrie son enfance, ses réflexions sur les catholiques français, sur les ecclésiastiques, sur la dévotion qui s'affichait au sein d'une cour si profondément corrompue, sur la rareté de la foi chrétienne, sur les vices qui n'inspiraient plus aucune honte, tout, jusqu'au soufflet retentissant qu'elle appliqua sur la joue de son fils, dans la galerie de Versailles, au moment de la décision de son mariage avec Mademoiselle de Blois, fille adultérine du roi, révèle ces principes de vraie moralité et de sereine religion qu'elle avait sucés avec le lait protestant. Et si, en l'entendant exprimer à plusieurs reprises ses préférences pour le célibat, on est naturellement conduit à trouver dans ses paroles une révélation douloureuse sur les amertumes de son intérieur domestique, si, en exprimant le regret que ses petites-filles ne soient pas mortes en bas âge,

elle révèle assez clairement ses sentiments intimes sur l'immoralité des membres de sa famille, ne serait-il pas permis de chercher à discerner sa vraie pensée, lorsqu'elle dit combien « un bon plat de choucroute et des saucissons fumés, une soupe aux choux et au lard, une bonne soupe à la bière, » lui paraîtraient un régal royal et feraient bien mieux son affaire que toutes les délicatesses des tables de Versailles ou de Marly? Sous cette apparence grossière, la pauvre âme n'aspirait-elle pas à une autre nourriture que celle que lui offrait le milieu dans lequel elle était condamnée à vivre; ne retournait-elle pas avec un profond sentiment de regret à ces beaux jours de son adolescence, où la religion pure de l'Evangile l'enveloppait de sa vivifiante atmosphère?

Et n'est-ce pas ce qu'on peut conclure de l'habitude qu'elle avait conservée de s'édifier secrètement en répétant les chants religieux qu'elle avait appris dans son enfance, habitude qui donna lieu à une touchante aventure dont elle avait conservé un doux souvenir. « Vous auriez tort de croire, écrivait-elle à sa sœur, que je ne chante jamais les psaumes ou les cantiques luthériens; je les chante souvent et je les trouve fort consolants. Il faut que je vous raconte ce qui m'est arrivé à ce sujet il y a plus de vingt-cinq ans. Je ne savais pas que M. Rousseau qui a peint l'orangerie de Versailles était un réformé; il était à travailler sur un échafaudage et moi, me croyant seule dans la galerie, je me mis à chanter le sixième psaume. J'avais à peine achevé le premier verset, que je vois quelqu'un descendre en toute hâte de l'échafaudage, et tomber à mes pieds : c'était Rousseau; je crus qu'il était devenu fou. « Bon Dieu ! lui dis-je, qu'avez-vous, Rousseau ? » Il me répondit : « Est-il possible, Madame, que vous vous souveniez encore de nos psaumes et que vous les chantiez ? » « Que le bon Dieu vous bénisse, et vous maintienne dans ces bons sentiments ! » Il avait les larmes aux yeux. Il partit quelques jours après; je ne sais ce qu'il est devenu; mais en quelque lieu qu'il se trouve, je lui souhaite toute sorte de pro-

périté; c'est un homme très-estimable, et un excellent peintre à fresque. » Plus tard la princesse se souvenait encore de lui, car elle écrivait : « J'ai appris que ce Rousseau, dont je vous ai parlé et qui m'avait entendu chanter des psaumes dans l'orangerie, est mort en Hollande; cela m'a fait de la peine. »

Des souvenirs constants vers le passé, voilà ce qui dénote les sentiments profonds qu'elle avait conservés et qu'elle nourrissait sans cesse, et qui furent la base de ce noble caractère, auquel ont rendu justice des hommes d'un jugement sévère et peu disposés à la flatterie. « Madame, écrivait entre autres le duc de Saint-Simon, était forte, courageuse, franche, droite, bonne, bienfaisante, noble et grande en toute manière; capable d'une amitié tendre et inviolable. Elle ne manquait pas d'esprit, et ce qu'elle voyait, elle le voyait bien. »

« Une noble franchise, tel est également le témoignage que lui a rendu Massillon, si ignorée dans les cours, et qui sied si bien aux grands, la rendit toujours respectable au roi. Il trouvait en elle, ce que les rois ne trouvent guère ailleurs, la vérité. Plus éloignée encore par l'élévation de son caractère, que par celle de sa naissance, d'une basse adulation, elle n'employa jamais pour plaire que sa droiture et sa candeur » (1).

A quelle source remontent en réalité toutes les douleurs, toutes les amertumes d'Elisabeth-Charlotte de Bavière, et à quoi doit-on attribuer ce qui lui a manqué en fait de développement religieux et moral, sinon à cette déplorable abjuration qui a flétri son existence? Le jour où la naïve et généreuse princesse palatine vint, en qualité de duchesse d'Orléans, s'asseoir sur le premier degré du trône de France, tout fut changé dans les conditions de son existence morale, aussi bien que de sa vie extérieure. La première messe que ses oreilles entendirent dans la chapelle de Versailles, riva sur elle une chaîne dont elle ne put plus se défaire et dont elle eut à porter

(1) *Oraison funèbre de Madame duchesse d'Orléans*, p. 195.

le poids jusqu'à la fin de ses jours. Triste exemple de cet esclavage spirituel auquel Louis XIV voulut astreindre toutes les consciences de son royaume, et qu'il allait avoir habituellement sous ses yeux dans le sein de sa propre famille!

§ 2. — Madame de Maintenon.

Ce fut bien plus près de lui encore que le puissant monarque eut un autre spécimen de ces nouveaux catholiques auxquels leurs antécédents imposaient de toute nécessité un rôle bien délicat. On sait la haute influence que parvint à exercer sur lui et sur toutes les affaires religieuses du royaume, Madame de Maintenon, cette femme qui, introduite à la cour et dans l'entourage immédiat du roi, en qualité de gouvernante des enfants de Madame de Montespan, y occupa bientôt une place si importante et si équivoque.

Nous n'avons pas à retracer ici l'histoire de la célèbre petite-fille d'Agrippa d'Aubigné, depuis les années pénibles de sa jeunesse, jusqu'à l'époque où, conformément à l'un de ses vœux enfantins, elle fut en réalité, quoique sans en porter le titre, « reine de France et de Navarre. » Portée aux nues par ses admirateurs, envisagée par eux comme une sainte, elle est jugée, en revanche, avec une extrême sévérité, par ceux qui ne voient en elle qu'astuce et hypocrisie, ambition désordonnée et besoin ardent de domination. Pour nous, c'est sa qualité de nouvelle catholique, qui, seule, doit maintenant être l'objet de notre étude.

Issue d'un aïeul qui avait joué un grand rôle dans le parti réformé au temps des guerres religieuses, la jeune Françoise d'Aubigné avait dû être élevée dans le calvinisme, et l'avait été en effet, non par sa mère qui était catholique, mais par sa tante, sœur de son père, Madame de Villette. Par une conséquence des malheurs de sa famille, elle fut remise en d'autres mains et confiée par une parente de sa mère, Madame de Neullant, aux Ursulines de Niort, qui ne réussirent à

la convaincre ni par leurs raisonnements, ni par leurs caresses. Les Ursulines de la rue Saint-Jacques à Paris, chez lesquelles elle fut placée plus tard, eurent plus de succès, et c'est dans l'église de leur couvent qu'elle fit sa première communion. Elle accepta, paraît-il, tous les dogmes de l'église romaine, sauf celui de la damnation éternelle de tous les hérétiques. « Il fallut absolument, dit à ce sujet l'un de ses biographes, quand elle entra dans la vraie religion, qu'on lui permit de se réserver quelques places dans le ciel, pour ceux de ses parents ou de ses amis, qui étaient dans la fausse. On savait, ajoute-t-il avec une ironie assez peu dissimulée, qu'elle ne serait pas longtemps dans l'église romaine, sans acquérir ce zèle charitable qui hait sans réserve l'erreur, et damne peut-être sans pitié, l'hérétique » (1).

L'événement semble bien avoir réalisé la prévision malveillante et irrespectueuse de l'esprit fort, car le zèle ardent manifesté par Madame de Maintenon pour la conversion des réformés, et en particulier de ceux qui appartenaient à sa propre famille, prouve le progrès de ses convictions intimes dans le sens de cette prévision. On a cité souvent le passage de ses lettres de différentes époques, démontrant comment, sous l'influence du Père La Chaise et des autres directeurs attitrés de la conscience du roi, elle est arrivée progressivement, non pas seulement à subir comme inévitables, mais à approuver et à provoquer des rigueurs dont antérieurement elle aurait repoussé la seule idée avec indignation. Après avoir écrit à son frère pour lui recommander de n'employer dans ses œuvres de conversion que la douceur et la charité, elle en venait peu à peu à des sollicitations plus pressantes. « Madame d'Aubigné devrait bien convertir quelqu'un de nos jeunes parents. Je crois qu'il ne demeurera de huguenots en Poitou que nos parents; il me paraît que tout le peuple se convertit; bientôt, il sera ridicule d'être de cette religion-

(1) La Baumelle, *Mémoires*, t. I, p. 111.

là. » Puis, pour joindre l'exemple au précepte, elle faisait enlever la jeune fille de son cousin, le marquis de Villette, pour la conduire à Saint-Germain et l'éblouir par la magnificence de la messe royale. A propos de la dépopulation du Poitou, bien loin d'être touchée des malheurs de ses anciens coreligionnaires et de ses amis d'autrefois, elle ne craint pas d'écrire à son frère, tant elle s'était déjà accoutumée aux persécutions violentes : « Je vous prie, employez utilement l'argent que vous allez avoir. Les terres en Poitou se donnent pour rien ; la désolation des huguenots en fera encore vendre. Vous pouvez aisément vous établir grandement en Poitou. »

On peut juger, par quelques-unes de ses lettres, de la part qu'a eue Madame de Maintenon dans tout ce qui s'est fait à la triste époque de la Révocation. « Le roi, écrivait-elle en 1681, commence à penser sérieusement à son salut et à celui de ses sujets ; si Dieu nous le conserve, il n'y aura plus qu'une religion dans son royaume. C'est le sentiment de M. de Louvois, et je le crois là-dessus plus volontiers que M. Colbert, qui ne pense qu'à ses finances et presque jamais à la religion. » (24 août.) Deux ans plus tard, elle écrivait à la même personne, Madame de Saint-Géran : « Chacun songe à ses affaires, et moi à mon salut. On est fort content du Père de La Chaise ; il inspire au roi de grandes choses. Bientôt, tous ses sujets serviront Dieu en esprit et en vérité. » Puis elle indique ce projet de l'institution de Saint-Cyr, qu'elle rêvait comme un puissant moyen de conversion. « Vous savez mon dessein d'élever, avec la petite de Murçay, quelques demoiselles de parents huguenots et pauvres : ce sera une bonne œuvre. » (20 décembre 1683.) « Je veux contribuer de mon côté au grand ouvrage de la conversion de nos frères égarés : ces pauvres filles m'en auront une obligation infinie et en ce monde et en l'autre. » (14 juin 1684.) « Le roi, écrivait-elle encore en 1684, a dessein de travailler à la conversion des hérétiques. Il a souvent des conférences là-dessus avec M. Le Tellier et M. de Châteauneuf, où l'on voudrait

me persuader que je ne serais pas de trop. (Quelle modestie et quel aveu caché sous l'ambiguïté du langage!) M. de Châteauneuf a proposé des moyens qui ne conviennent pas; il ne faut pas précipiter les choses : il faut convertir et non pas persécuter. (Qu'avait-on fait jusqu'alors?) M. de Louvois voudrait la douceur, ce qui ne s'accorde point avec son naturel et son empressement de vouloir finir les choses (1) : le roi est prêt à faire tout ce qui sera jugé le plus utile au bien de la religion. Cette entreprise le couvrira de gloire devant Dieu et devant les hommes : il aura fait rentrer tous ses sujets dans le sein de l'Eglise, et il aura détruit l'hérésie, que tous ses prédécesseurs n'ont pu vaincre. » (13 août 1684.) Enfin, après cet acte de révocation dont on attendait tant de succès, et dont on espérait tant de gloire, elle écrit encore à la même confidente : « M. Le Tellier est à l'extrémité : depuis qu'il avait signé l'édit, il se portait mieux; la fièvre l'a repris avec beaucoup de violence : on n'en espère plus. Le roi est fort content d'avoir mis la dernière main au grand ouvrage de la réunion des hérétiques à l'Eglise. Le Père de La Chaise a promis qu'il n'en coûterait pas une goutte de sang, et M. de Louvois dit la même chose. (On voit de quelles illusions volontaires on se plaisait à se bercer, combien on cherchait à aveugler le roi et à lui fermer les yeux sur ce qui s'était déjà passé, sur les horreurs des dragonnades et sur tout ce qui se prévoyait encore.) « Je suis bien aise que ceux de Paris aient entendu raison; Claude était un séditieux qui les confirmait dans leurs erreurs; depuis qu'ils ne l'ont plus, ils sont dociles. » (En effet, ils ont laissé démolir leur temple de Charenton.) « Je crois bien comme vous (ici, la conscience semble reprendre ses droits en quelque mesure), que toutes ces conversions ne sont pas également sincères; mais Dieu se sert de

(1) En effet, c'était Louvois qui, en mars 1681, avait envoyé dans le Poitou un régiment de cavalerie, en recommandant à l'intendant Marillac, de la part du roi, de continuer à donner ses soins aux conversions. L'expérience lui avait, paraît-il, laissé quelques doutes sur l'opportunité de ce moyen de prosélytisme. Mais il ne tarda pas beaucoup à y revenir.

toutes voies pour ramener les hérétiques. Leurs enfants seront du moins catholiques. Si les pères sont hypocrites, leur réunion extérieure les approche du moins de la vérité; ils en ont les signes de communs avec les fidèles. Priez Dieu qu'il les éclaire tous; le roi n'a rien plus à cœur. » (25 octobre 1685.) (1).

Nous avons rappelé déjà l'enlèvement de la jeune de Villette et l'incarcération de M. de Sainte-Hermine. Ajoutons encore ici, comme preuve directe de la participation de Madame de Maintenon à l'œuvre des conversions forcées, la lettre suivante adressée, le 15 avril 1686, par Louvois à l'archevêque de Paris : « Monsieur, ce billet est pour vous donner avis que j'envoie à M. de la Reynie les ordres du roi pour faire arrêter Madame d'Haucourt et la conduire à l'abbaye de Port-Royal. C'est Madame de Maintenon qui l'a demandé au roi. Je suis, etc. »

Il n'est pas difficile de reconnaître dans toute la conduite de Madame de Maintenon, et dans l'attitude qu'elle se vit contrainte de prendre à l'égard de la question des conversions, l'influence prédominante de sa position d'ancienne hérétique. Elle en fait elle-même l'aveu direct à diverses fois. Un jour qu'elle s'était laissée aller, paraît-il, à exprimer quelque répugnance au sujet des violents moyens qu'on pensait à mettre en œuvre, et que l'on discutait dans un de ces conseils royaux, où l'on voulait bien lui persuader qu'elle n'était pas de trop, le roi lui dit : « Je crains, Madame, que le ménagement que vous voudriez qu'on eût pour les huguenots ne vienne de quelque reste de prévention pour votre ancienne religion. » Elle n'eut sans doute pas besoin d'en entendre davantage. La condition du maintien de sa faveur lui était nettement posée. Et le souvenir que les réformés eux-mêmes avaient de son origine protestante, et les espérances que quelques-uns d'entre eux avaient peut-être conçues à son su-

(1) *Lettres*, t. II, p. 134, 119, 147, 149, 152.

jet lui traçaient aussi son chemin. Ce n'est pas sans un profond dépit qu'elle disait : « M. de Ruigny veut encore que je sois calviniste dans le fond du cœur ; il est aussi entêté de sa religion qu'un ministre. » (26 août 1681.) Ailleurs, elle disait encore au sujet de ce fidèle député général des Eglises : « Ruigny est intraitable ; il a dit au roi que j'étais née calviniste, et que je l'avais été jusqu'à mon entrée à la cour. Ceci m'engage à approuver des choses tout opposées à mes sentiments. » En faudrait-il plus que cet aveu pour faire toucher au doigt ce qu'avait de faux, de funeste, de profondément immoral, au point de vue de la conscience, la position de cette femme, qui devait à tout prix protester contre son ancienne religion, et abolir tous les vestiges compromettants qui pouvaient en être demeurés en elle ? Elle n'a que trop réussi à démontrer aux huguenots qu'elle n'avait plus rien de commun avec eux !

JULES CHAVANNES.

(La fin prochainement.)

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

L'ÉGLISE D'ORLÉANS EN 1566

LETTRE DE THÉODORE DE BÈZE A L'ÉGLISE D'ORLÉANS

A PROPOS DE DU ROZIER ET DE BARON

Lettre sans date, mais évidemment écrite peu de temps après le second synode de Paris (25 décembre 1565), où furent condamnées les opinions de Jean Morély, qui, dans son *Traité de la discipline et police chrétienne*, revendiquait pour l'assemblée entière des fidèles le droit de juger en dernier ressort les questions de doctrine et de mœurs. Morély comptait, à ce qu'il paraît, des partisans dans l'Eglise d'Orléans. Deux ministres, Sureau Du Rozier, qui devint plus tard tristement célèbre par son apostasie, et Baron, partageaient ses sentiments. L'Eglise était

troublée. Tel fut le motif de l'intervention de Th. de Bèze. A défaut de Calvin, nul ne pouvait rappeler mieux que lui les liens qui unissaient l'Eglise de Genève à celle d'Orléans, alors placée sous la sage direction de Nicolas Des Gallars, ancien secrétaire et collègue du réformateur. Voir sur les opinions de Morély, et sur le jugement qu'en portaient Jeanne d'Albret et Coligny, le *Bulletin*, t. XVI, p. 64 et 65.

Messieurs et très chers frères, il y a longtemps que nous n'avons eu occasion et désir de vous écrire, ne nous ayant esté possible de n'estre bien forts esmeus en nous mesmes, après avoir entendu non seulement la division que le père de discorde a semé entre vous, mais aussy par quels moyens un tel mal est advenu, tels et si estranges qu'il ne s'est peu ni deu faire que nostre tristesse n'en soit redoublée. Toutefois l'espérance que nous avons que ceulx là qui avoient fait la playe vous ayderoient d'eux mesmes à la guérir, et puis aussy la crainte que nous avons qu'en poursuivant cest affaire on n'estimast que nous fussions poussés de quelque affection particulière, nous ont gardés jusques à présent non seulement d'envoyer pardelà, comme nous en avons esté tout prests quelquefois, mais qui plus est de vous en écrire un seul mot jusques à maintenant qu'il nous a esté impossible de nous contenir davantage. Il a esté un temps duquel la mémoire est encores si récente que ceulx auxquels nous nous adressons ne le scauroient avoir oublié quand ils le voudroyent, qu'en choses de moindre conséquences beaucoup, ceste pauvre église qui vous a engendrez au Seigneur par la grâce, soit qu'on le reconnoisse ou non, avoit quelque autorité maternelle envers vous, et si les Eglises relevoient quelque droict sur ceulx qu'elles envoient de par le Seigneur, ce que toutefois nous ne disons, nous en pourrions user en bonne conscience à l'endroit de ceulx desquels nous nous pleignons devant Dieu, devant vous et devant eux mesmes. Depuis ce temps la ceste Eglise n'a point changé, grâces à Dieu, de doctrine ny de discipline, ny d'affection, combien qu'elle ait fait une grande perte en la personne de celui lequel nous estimons aujourd'huy bien heureux entre autres raisons d'autant qu'il ne voit et n'oit point ce qu'il nous fault veoir et ouir maintenant (1).

(1) Allusion à la mort de Calvin, *allé à Dieu*, selon l'expression du registre genevois, le 27 mai 1564.

Sans user de plus grands circuits, s'est de vous monsieur du Rozier et de vous monsieur Baron, desquels nous nous plaignons devant la compagnie de laquelle vous estes membres de par Dieu et toutesfois par nostre moyen, puisqu'il lui a pleu. Nostre complainte est générale d'un costé et particuliere de l'autre. Le général est qu'estans membres d'une mesme et seule Eglise de Jesus Christ avec vous, il ne se peult ny doit faire que la playe que vous avez faite par delà ne nous tousehe jusques au vif. Vous savez que si nous n'eussions estimé que vous deussiez entièrement et de poinct en poinct cheminer d'un pied avec vos frères et les nostres, nous n'en eussions jamais enveyé. Mais force nous est maintenant de crier devant Dieu qu'en cela vous nous avez trompés. Nous ne doutons point aussy qu'entrant en vostre ministère vous n'ayez promis ce que vous impugnez maintenant. Considerer au nom de Dieu jusques où vostre faulte s'estend. Vous n'ignorez que là est l'autorité des Synodes légitimes, et comme Dieu en est le garent; pensez y bien pour l'honneur de Dieu, car vous ne mesprisez pas seulement le Synode auquel vous avez esté présenté et auquel vous savez que la sentence fut promulguée en pleine prédication a vostre seu, comme vous l'avez entendu par ceux qui y estoient, mais aussi plusieurs autres et généraux et particuliers auxquels vous ne sauriez reprocher en bonne conscience ny tyrannie, ny ignorance, ny négligence. Si avec cela nous vous alléguons la sentence donnée en ceste Eglise tant contre le livre que contre la personne dont il est question, il y en aura peut estre qui diront que nous voulons conformer l'opinion de ceux qui mettent en avant (et loué soit Dieu que c'est contre vérité) que nous voulons nous faire nouveaux papes. Mais cela ne nous gardera point de vous remonstrer à tous deux que plus vous mespriserez la bonne conscience, le savoir et l'advis sincère et entier de ce grand serviteur de Dieu sans lequel rien n'a esté faict en cest affaire, et le tout avec bonne cognoissance de cause, plus vous vous monstrez dignes d'estre vous mesmes mesprisés en l'Eglise de Dieu. Si vous alléguez vostre conscience, estimez vous que tant de serviteurs de Dieu l'ayent moins droite que vous, et si chacun vouloit suivre son advis, comme vous faites le vostre, où seroit l'Eglise du Seigneur? S'il est question du zèle, en avez vous plus grande mesure que tous les autres? Etes-vous plus clairvoyans que ceux desquels Dieu s'est servy pour vous ouvrir les yeux?

Nous ne savons si vous le pensez, combien que vous donniez occasion par vostre procédure de penser qu'il soit ainsi, mais si vous vous estes oubliés jusques là, force nous est de vous dire au nom de Dieu qu'il faudra qu'en brief vous sentiez que vault ceste sentence tant de fois réitérée en l'escriture que Dieu résiste aux orgueilleux. Et defaict nous en voyons déjà, à notre grand regret, un témoignage trop évident, d'autant qu'il n'est possible que vous ayiez aucunement adhéré à un si sot et impertinent, si malheureux et seditieux livre, que Dieu n'ait retiré de vous une bonne partie de l'esprit qu'il vous avoit donné.

Quant au particulier, il fault que nous nous adressions à vous monsieur Du Rozier, pour vous dire que la révérence que devez à ceste ville, esglise et escole, et la cognoissance que devez avoir de nostre conscience et conversation, devoient bien avoir le credit envers vous de ne prester point l'oreille à un tel détracteur et calumnieux qu'estoit Morely lorsque vous avez esté son intime et familier amy. Nous disons davantage (et vostre conscience peult rendre temoignage si nous disons vérité ou non) que quand la cause de Morely eust esté au reste bonne et sincère (ce que ne sauriez ny devez dire à bon droict) si est ce que ses erreurs es matières de telle consequence, ses entreprises contre la restitution des Synodes, son outrecuidance contre ses pasteurs, son hypocrisie en toute sa procédure, ses détractions et calumnies tant énormes contre tels personnages, le vous devoient bien faire cognoistre et fuyr pour tel qu'il estoit, Dieu vueille que maintenant il soit si bien changé qu'il ne le soit plus. Cependant nous ne pouvons vous dissimuler qu'il nous semble qu'en c'est endroit vous ne vous estes assez souvenu de ce qu'un enfant non ingrat doit à ses pères, le vray frère à ses frères, et pour la fin ce qu'une bonne conscience doit à Dieu. Car encore que nous présumions par charité que vous n'avez adhéré à telles et si grandes faultes, si ne debviez vous au desceu de vos frères avoir telle participation de tous conseils avec un tel esprit. Et ses escrits montrent assez jusques où vous luy avez contrarié.

Si ces choses vous semblent bien rudes, cognoissez par là combien est grande la tristesse que vous donnez, non point proprement pour nostre respect, qui sommes, graces à Dieu, accoustumés de cheminer au travers de bonne et mauvaise renommée, mais pour le dommage qu'en reçoit l'Eglise, et pour le tort que vous vous faictes

à vous mesmes, après avoir esté nouvellement honoré du Seigneur jusques à souffrir pour son saint nom. Or, messieurs et très chers frères, toute ceste complainte ne tend nullement à reproches, ny a croistre le mal qui n'est desja que trop grand, mais seulement à deux pointcs : Le premier à ce que vous vous conjoingnez avec nous pour amener nos deux frères susdicts au chemin duquel ils se sont detraqués, ce qui nous sera une nouvelle aussy joyeuse et agréable comme il nous a esté et est encore bien grief d'entendre que tel inconvenient soit advenu. Bref, très chers frères, nous faisons comme une mère qui vous avoit envoyé deux de ses fils enfans qu'elle craint d'avoir esgarés, lesquels maintenant elle vous redemande avec plaintes et gémissemens, estimant qu'ils lui seront restitués quand ils seront bien rejoincts avec vous.

Le second pointc est pour vous advertir qu'au nom de Dieu qui vous a faict tant de graces, vous soyez mieux unis et conjoincts en un mesme esprit, ayant tousjours devant les yeulx et la doctrine et la discipline par lesquelles vous avez esté engendres, nourris et si heureusement entretenus jusques en l'aage où vous estes, vous gardant bien de tout esprit d'orgueil et de légèreté dont procèdent les divisions, et enfin les ruines des Eglises. Qu'il vous souvienné aussy de qui vous avez receu ces choses dès le commencement, non pas pour vous assujettir aux hommes, mais d'autant que Dieu a tellement scellé en vous et en nous la vocation de tels personnages que vous ne pouvez douter qu'ils n'ayent esté vrayes organes du Seigneur, et ce sera le moyen de vous garder de tous esprits legers et volages qui sous ombre d'une vaine apparence ont accoustumé de seduire ceux qui ne se repentent jamais que trop tard de les avoir suivis.

Et vous mes frères, desquels nous nous sommes pleincts cy dessus à nostre très grand regret, nous vous exhortons comme serviteurs de Dieu avec nous, et prions comme freres bien aimés, par la compassion que Jesus Christ nostre Seigneur nous porte, que vous donniez lieu à nos admonitions procédantes d'une vraye et sincere charité envers vous, et qu'autant que vous nous avez contristés en vous estant ainsi divisés d'avec nous, vous nous resjouissiez maintenant par une vraye déclaration du désir que nous vous souhaitons d'estre desormais plus soigneux de n'avoir point d'yeulx ni de pieds à part, mais de veoir et cheminer d'un commun accord avec le reste de vos frères, jusques à ce que nous soyons arrivez à ce vray repos

auquel même nous avons charge d'amener et attirer ceux qui nous sont commis.

Messieurs et très chers frères, la présente vous servira, s'il vous plaist, d'un certain temoignage de nostre cœur et de l'affection que nous vous portons, qui fera, comme nous espérons, que vous excuseriez toute l'aspreté et rudesse qu'aucuns y pourroyent trouver, qui sera l'endroit où nous prions nostre bon Dieu et père qu'en rompant tous les desseings et complots de Sathan et nous fortifiât par son Saint Esprit, il nous conserve et par dedans et par dehors, et parachève son œuvre au milieu de nous à son honneur et gloire et au salut de tous ses pauvres enfans.

TH. DE B.

(Minute originale. Bibl. de Genève, vol. 117.)

COPIE DE FRAGMENTS DES REGISTRES

DE L'ÉTAT CIVIL DES PROTESTANTS

DÉTRUITS PAR L'INCENDIE DU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS,

EN 1871 (1)

ANNÉE 1618.

fo 23. ro. — 4 février 1618... baptisé par m^r Durant, au *presche du matin*.

fo 25. ro. 4 février 1618... baptisé par m^r Dumoulin, au catéchisme.

fo 26. ro. — du Dimanche 23 febvrier 1618 Pierre Coru fit présenter un sien filz au s^t baptesme par Jehan de la Soulay, *intendant de la maison de mons^r de Chastillon*, et dame Louise du Virdun, et fut nommé Louis, aussy par m^r Durant.

fo 26. vo.... présenté au bapt^{me} par Philippe de Monfues, *secrétaire de madame de La Trémouille* (le 17 fevrier 1618).

fo 27. ro. — baptisé par m^r Rivet, *ministre de Touars*.

fo 27. vo. id. par m^r Rivet, *ministre à Touars*.

(1) Voir le *Bulletin* de juin, p. 262.

fo 28. v^o. baptême par m^r *Blondel*, ministre de Meaulx.

fo 28. v^o. le 8 may. baptisé par m^r *Blondel*.

fo 29. r^o. — le 10^e may 1618 il est né un filz à Pierre *Marbault* secrétaire du roy et damoysele Blanche, Magdelaine sa femme, lequel a esté présenté au s^t baptesme le Dimanche xiii^e dud. moy^s et nommé Pierre par messire de Launay sieur de Lamotte contrerolleur ordinaire des guerres et provincial en Picardie et dame *Anne de Mornay* femme de messire Jacques de Moncher sieur de la *Tabarriere*. aussi baptisé par m^r *Du Moulin*.

fo 29. v^o. — 20 mai 1618 baptême par m^r *Viguer* ministre de Blois. ibid. autres bapt^{mes} par m^r *Viguer*.

fo 30. v^o. 17 juin 1618 bapt. par le ministre d'Amboise.

fo 31. r^o... parrain m^r *Du Moulin* pasteur de l'Eglise réformée recueillie audit lieu de Charenton. — baptisé par m^r *Durand*.

fo 31. v^o. — bapteme par m^r *Lhomme*, ministre de Gergeau-sur-Loire.

fo 32. r^o. — 4 août 1618 baptême par m^r *Imbert*, ministre d'Orléans.

fo 34. r^o. du 14 septembre 1618 fut présentée au s^t baptesme Rachel de La Lande fille de Louys de La Lande et de damoysele Marie Boudon, ses père et mère, par messire *Gaspar de Colligny* sieur de Chastillon et madame de *Sully*, parrain et marraine, baptisée par mons^r *Durant*.

(signé Durant):

fo 35. r^o = Du vendredy 24 aoust 1618, Marie de Bullion, fille de mons^r m^e Pierre de Bullion sieur de Laye conseiller d'Estat en la court de parlement et de damoiselle Marie Hatte est née le jeudy 23 de ce mois et a été baptizée ce jourdhuy en la ville de Paris au logis dudict sieur de Bullion par monsieur *Du Moulin* pasteur de l'Eglise, député par le consistoire à cette fin suivant la permission de monsieur le lieutenant civil apposée au bas d'une requeste dudict sieur de Bullion. Le parrain a esté Hiérosme Groslet escuyer s^r de l'Isle, et damoiselle Françoise de Bullion femme de mons^r Hatte s^r de S^t Marc; conseiller du Roy en ladict cour, a esté marraine.

le fo 36 au bas porte les 4 signature conjointes.

18 octobre
1618.

De Montigny,
Durant,
Mestrezat.

Du Moulin;

fo 36. V°. — François de La Moussaye filz de monsieur le marquis de La Moussaye nasquit le mardi 16 octobre 1618 entre onze heures et minuict et fut présenté pour estre baptizé le 18^e dudit mois par messire François de Roye comte de Roussy et dame Marie de Lanoue dame de Chambret. baptizé par m^r Durant au logis dudit seigneur marquis par l'ordonnance du consistoire après avoir veu la permission de m^r le lieutenant civil.

(signé) Durant

fo 36 bis. r°. — 28 octobre 1618..... baptizé par m^r Durant au presche de relevée ou d'après disné.

fo 37. v°. — Gaspar de Champagne filz de hault et puissant seigneur messire Louys de Champagne comte de la Suze et de haulte et puissante dame Charlotte de Roye de Laroche foucauld son espouse est né le cinquiesme novembre 1618 et a esté présenté au s^t baptesme en l'Eglise réformée establee à Charenton par hault et puissant seigneur mons^r de Chastillon nommé Gaspar de Colligny et haulte et puissante dame Catherine de Champagne marquise de La Moussaye le xxiii dudit mois. baptizé par m^r Du Moulin.

fo 39. V°. — Le mardi 16 octobre 1618 est né Maurice de Colligny filz de hault et puissant seigneur messire Gaspard de Colligny seigneur de Chastillon conseiller du Roy en ses conseils d'Estat et privé, gouverneur des villes de Montpellier et Aigues-Mortes, colonnel général de l'infanterie françoise entretenue par le roy ez provinces-Unies des Pays-Bas et de dame Anne de Pollignac sa femme, présenté au s^t baptesme en l'Eglise réformée de Charenton par mons^r le Baron de Langran ambassadeur ordinaire de messeigneurs les Estats et mons^r le baron de Briquemault pour et au nom de monseigneur le prince d'Orange et madame Marguerite d'Ailly vefve de deffunct hault et puissant seigneur messire François comte de Colligny s^r de Chastillon admiral de Guyenne le Dimanche xxv novembre l'an mil six cent dix huit, baptizé par m^r Dumoulin.

(Signé Du Moulin.

fo 38. V°. — baptême par m^r Viguer ministre de l'Eglise de Blois.

fo 38. v°. — le 19 X^{bre} 1618, Antoine Provost fils de Jehan Provost fut baptizé au logis de m^r Lecoq son grand père, à cause de son

indisposition, par m^r Pelot, *ministre de Vendosme*, présenté par m^r Coursault et m^{lle} Bazin.

fo 39. v°. — ANNÉE 1619.

6 janvier 1619. fo 39. v° — fut baptisé le Dimanche 6^e du dit mois par mons^r *Mestrezat pour ce que m^r Du Moulin qui faisoit le presche ledict jour tenoit un enfant.*

fo 40. R°. — Théophile Tardif fils de m^r Jacques Tardif advocat à la cour de parlement et de damoiselle Marie Le Ray, ses père et mère, fut présenté au s^t sacrement du baptesme le dimanche 6^e janvier 1619 par mons^r *Du Moulin* l'un des pasteurs de cette église et damoiselle de Lozerau, et fut baptisé par m^r *Mestrezat pour ce que mons^r Du Moulin*, encore qu'il fist le presche ne le baptisa pas, luy estant parrain.

fo 42. r°. — La sepmaine de mons^r *Mestrezat* le 10^e février 1619. Suivent plusieurs baptêmes faits par Mestrezat et il signe après le dernier.

fo 42. v°. La sepmaine de m^r *Du Moulin*, le dimanche 17 février 1619.

fo 43. r°. La sepmaine de m^r *Durant* le dimanche 24 février.

fo 43. v°. La sepmaine de m^r *Mestrezat* le 3^e mars.

fo 43. v°. La sepmaine de m^r *Dumoulin*, le 10 mars.

fo 44. r°. — La sepmaine de m^r *Durant* le 17 mars 1619.

fo 46. v° — baptême par le pasteur *d'Angers*.

fo 47. r° — le 29 mai 1619. — baptisé par mons^r *Du Chat* qui prescha ce jour-la.

Autres baptêmes par Du Chat.

V°. — Suivent partout les indications des pasteurs pour chaque semaine jusqu'à la fin de l'exercice.

fo 55. v°. — ANNÉE 1620.

fo 57. r°. — baptême administré par mons^r *Dumoulin* à l'issue de la prédication le 16 dud. mois.

Indication des semaines.

Ce registre s'arrête au 1^{er} mars 1620.

QUATRIÈME REGISTRE

petit in-folio en peau de truie. — 68 feuillets de texte, et une table alphabétique des noms, il va de 1620 à fin 1625.

Ce registre n'est qu'une copie du registre original qui manque. — L'écriture de ce registre copié est une belle écriture lisible de fin du 17^e ou début du 18^e siècle.

Il porte un titre sur le dos. — Voici ce titre :

Baptêmes au temple de Charenton depuis 1620 jusques compris 1625 — Copie.

N^o = j'ai retrouvé l'original, il est intitulé :

Registre ordinaire des Baptêmes quy ce font et administrent en l'Eglise Réformée de Paris recueillie à Charanton S^t Maurice; commenceant le mercredy premier jour de Janvier mil six cens et vingt, iceluy registre contenant quatre vingts dix-huit feuillets dattéz cetuy compris dressé de l'ordonnance du Consistoire de la dite Eglise pour estre continue et servir ou il appartiendra.

signé Durant

Bigot.

f^o 2 — ANNÉE 1620.

f^o 9 — Jusqu'au 17 mai il n'y a pas d'autres noms et signatures de pasteurs en fonctions que ceux de *Durand*, *Mestrezat* et *Dumoulin*.

au folio 9. r^o apparaît pour la première fois le nom de *Drelincourt* à la date du 17 mai, en ces mots :

(f^o 9. r^o) « Du xvii may 1620. mons^r

a Drelincourt

« Chastophe George, baptisé par mons^r *Drelincourt*.
autres baptêmes par *Drelincourt* et il signe

Drelincourt

f^o 9. v^o. baptisé par m^r *Maurice* pasteur de l'Eglise Daiguières en Provence.

f^o 14. — baptême par m^r *Blondel*, ministre de l'Eglise de Houdan.

La sepmaine de mons^r *Drelincourt*.

fo 21 — ANNÉE 1621 commence

fo 30. Ro. baptême par m^r Babinot ministre de l'église de Passavant.

fo 33 del^{le} J. Leblanc femme d'Estienne de Courcelles pasteur de l'église de Fontainebleau.

fo 33 v^o. — le 11 juillet mons^r Cameron prescha pour m^r Durant.

fo 34 ... et a été baptisé au logis de mons^r l'ambassadeur des Etats des Pays-Bas.

fo 35. ro. p^{te} au bapt^{me} le 8 7^{bre} 1621 par noble homme *Jehan Androuet du Cerceau conseiller et architecte du roy.*

fo 38 — COMMENCE L'ANNÉE 1622.

fo 41. — registre des baptêmes faits et célébrés à Charanton St Maurice à commencer du jeudy nov^{bis} cjvi xxii (1622) qui fut le jour du rétablissement de l'exercice de l'église réformée de Paris recueillie audit lieu.

fo 41. v^o. COMMENCE L'ANNÉE 1623.

fo 42. ro. Jean fils advoué de Jean Desfosses bourgeois de Paris et de Claude Pièques fut pnté par etc:

fo 42. v^o. — Charles fils de Gilbert Vogtin m^e passamentier à Paris et de Jeanne Cousin sa femme nasquit le 8 février 1623 et fut pnté au s^t baptême par m^r *Charles Drelincourt* ministre du s^t Evan-gile en l'église de Paris et Marguerite Bosleduc *fancée* dud. sieur Drelincourt.

fo 49 — COMMENCE L'ANNÉE 1624.

fo 51. v^o. baptisé par m^r Estienne de Courcelles ministre servant cy devant en l'église d'Amiens et étant de présent à Paris.

Ibid. baptême par le pasteur de l'ambassadeur des Etats.

fo 52. ro. — baptisé par le pasteur de m^r *De La Force* au lieu de m^r *Durand*.

fo 52. ro. — marraine M^{me} Lepin *sœur de monsieur Drelincourt* et fut baptisé par ledit s^r Drelincourt.

fo 53. r^e. — baptisé par un pasteur de dehors au lieu de m^r Drelincourt.

fo 58 baptisé par un ministre étranger au lieu de m^r Drelincourt.

fo 59. R°. — COMMENCE L'ANNÉE 1625.

fo 60. vo. = Hector fils de Hector Valre sieur de Meronville et de dam^{lle} Suzanne Bigot sa femme nasquit le 23 février 1625 et fut baptisé le jedy 27 ensuyvant par le sieur Merlin l'un des pasteurs du conte de Carly ambassadeur extraordinaire du roy de la grande Bretagne et fut pnté en l'*hostel* du S^r Conte par Toussaint de l'Orme s^r Desbordes et dame Marie Garrault femme de m^r Bigot sieur de la Houville.

fo 62. Vo. — le jour de l'ascension de n^{re} Seig. Jésus Christ jedy 8 de may 1625 à 6 h^{res} 1/2 du matin dam^{lle} Elizabeth des Champs, femme de M. Abel Brunier, conseiller et médecin ordinaire du roy et de monseigneur son frere accoucha à Paris en la rue S^t Thomas du Louvre d'un fils lequel fut pnté au baptesme le Dimanche après disnée jour de la Pentecoste xviii de ce mesme mois par messire Jacques d'Ay conte de Carlille ambassadeur extraordinaire du roy de la grande Bretagne vers le roy très chrétien de France et de Navarre Louis XIII et dame Anne de *Poullignac* espouze de messire Gaspard de *Colligny* seigneur de Chastillon sur Loing mareschal de France et nommé Jacques par mons^r Durand.

fo 64. Vo... baptisé par mons^r Daillé (en octobre 1625) lors ministre du S^t Evangile en l'église de Saumur.

Registre, petit in fo relié en parchemin, 35 folios plus une table, intitulé:

Rég^{re} des Baptesmes qui se font et administrent en l'Eglise réformée de Paris recueillie à Charenton S^t Maurice en et durant l'année mil six cent vingt six, iceluy reg^{re} contenant 45 feuillets, cottez, cestuy compris dressé de l'ordonnance du Consistoire de lad. Eglise pour estre continué et servir ou il appartiendra.

Cresse.

ANNÉE 1626.

fo 5. vo... fut baptisée par m^r Tostard ministre de m^r de la Trémoille en la place de m^r Drelincourt le 12 février 1626.

fo 6. ro. — Charles Mestrezat fils de m^r Jean Mestrezat l'un des pasteurs de ceste Eglise de Paris recueillie à Charenton S^t Maurice et de damoiselle Catherine Malapert sa femme nasquit le samedy 25^e jour de febvrier 1626 et a esté baptisé à Charenton S^t Maurice par monsieur *Pereau* ministre de l'église de Lisy en la place dud. s^r Mestrezat. Son parrain m^r Charles Drelincourt aussy pasteur de cette église, sa marraine damoyselle Marie de Malapert femme de m^r de Courcelles.

fo 15. ro. baptisé par m^r ministre de mons^r de *La Force* en la place de mons^r Drelincourt.

fo 17. vo. — baptêmes par Daillé.

fo 18. id. par id.

fo 19. — 30 août sepmaine de m^r Daillé.

fo 21. ro. 20 7^{bre} 1626... baptisé à Charenton S^t Maurice par m^r *Jacobé* pasteur de l'église de Claye appelé pour faire la prédication à cause de l'indisposition de m^r *Drelincourt*.

fo 24. vo. Du dimanche 18 octobre 1626, commençant la sepmaine de monsieur *Drelincourt*, mons^r *Perreau*, ministre de l'Eglise de Lisy ayant presché à sa place.

Suivent des baptêmes par m^r Peronel.

fo 34. Ro. du vendredy 25 j^r de décembre 1626. jour de Noël.

Isaac Bazin fils de Jehan Bazin s^r de Linaville con^{re} du Roy secretaire et contrôleur général de la cavallerie legère et de damoiselle Henriette de *Louvigny*, sa femme nasquit à Paris le septième jour de décembre 1626, et fut baptisé le vendredi 25^e jour dud. mois de décembre aud. Charenton S^t Maurice par M. Drelincourt. son parrain *Isaac Bazin* s^r de Chenay député général des Eglises réformées de France, sa marraine damoiselle Elisabeth Venel femme de Théodore Bazin s^r de Beaulieu con^{re} notaire et secretaire du roy.

Drelincourt.

Regre des baptêmes, qui se font et administrent en l'Eglise réformée de Paris recueillie à Charenton S^t Maurice en et durant l'année mil six cent vingt sept, icelluy registre contenant 46 feuillets cottez cestuy compris, dressé de l'ordonnance du consistoire de lad.

Eglise pour estre continué et servir où il appartiendra avec le cinquième qui est marqué doublement.

Oresse.

fo 5. Vo Jean Estienne Le Blanc fils de Pierre Leblanc escuyer sieur de Beaulieu avocat en parlement et de damoiselle Magdeleine Brosse sa femme né le dernier jour de janvier 1627 à esté baptisé le onzième jour de février..... à Charenton S^t Maurice par mond. sieur Daillé et présenté au baptesme par Estienne Le Blanc, *escuyer sieur de Beaulieu pasteur en l'église de Senlis* et damoiselle Louyse de Prouville sa femme.

fo 8. vo. baptême par mons^r Dumesnille, ministre de l'église de Caen, au lieu de monsieur Drelincourt.

fo XI. en mars 1627, baptesme par m^r *De Langle*, ministre de l'église réformée de Rouen en la place de mons^r Daillé.

fo 12. vo. — baptême par m^r *Charles* ministre de Bevan en la place de M. Mestrezat.

fo 13. Vo. — Du mardy 30^e jour de mars 1627, au logis de mons^r l'ambassadeur de Hollande.

Jacques Degoriz fils de m^r Degoriz con^r du roy et contrôleur général de la marine de ponant et des fortifications de Normandie et de damoiselle Bernardine de Lorme sa femme nasquit le lundij 29^e j^r de mars 1627 et fut baptisé le mardy 30^e j^r dud. mois de mars aud. an, ensuyvant, au logis de mons^r l'ambassadeur de Hollande etc. marraine la femme de m^r de Montigny ministre de la parole de Dieu.

(signé) Mestrezat.

fo 14. vo. — parrain Jean Androuet du Cerceau architecte du roy.

fo 17 baptême par le ministre de *M. de la Force* en la place de mond. s^r Mestrezat.

fo 17. ... M. *Herault*, ministre de l'église de..... en la place de m^r Mestrezat.

fo 17. — M. de Vuiloux ministre de Rouen.

fo 19. — Du samedi 29 may 1627, jour de catéchisme.

Armand Fauvreau fils de Michel Fauvreau, *papiste*, cocher de m^r Blondeau et de Judith Regnault faisant profession de la religion réformée, sa femme, nasquit le 24^e j^r d'avril 1627 et fut baptisé le samedi 29^e jour de may aud^e au ensuyvant après le catéchisme à

Charenton St Maurice par m^r Daillé, son parrain monsieur le marquis de *La Force*, sa marraine mademoiselle de *Castelnau* pour mademoiselle de *la Force* fille dud. s^r marquis présente.

fo 49. vo. — Marraine d^{lle} Anne *Androuet du Cerceau* fille de défunt m^r du Cerceau, architecte du roy.

ANNÉE 1628.

Registre des baptêmes qui se font et administrent en l'église réformée de Paris recueillie à Charenton St Maurice en et durant l'année 1628, iceluy registre contenant 44 feuillets cestuy compris, dressé de l'ordonnance du consistoire de ladite église pour être continué et servir comme il appartiendra.

Cresse.

fo 18. baptême par m^r ministre de mons^r le mareschal de *La Force* en la place de mons^r Drelincourt.

VARIÉTÉS

LA BIBLIOTHÈQUE D'UN PASTEUR

A LA FIN DU XVI^e SIÈCLE

Cum veteribus amicis, id est, cum libris nostris.
CICÉRON.

Il en est un peu des livres comme des amis. De leur choix, on peut facilement conclure à ce que vous êtes.

Pénétrez dans la bibliothèque d'un inconnu. A sa composition, à l'ordre qui y préside, à la place qui y occupe chaque écrivain, vous pourrez, presque à coup sûr, dire les goûts, les études, l'esprit du maître de la maison.

Il est vrai qu'il y a des bibliothèques qui ne sont que pour la décoration. Mais ces membres de parade ont quelque chose de froid, de faux, de mort qui ne donne pas longtemps le change. Ah ! comme la bibliothèque composée avec amour, peu à peu, au prix de vrais sacrifices, gardée avec un soin jaloux, connue, fouillée jusque dans ses derniers recoins, a un autre air ! Comme tout y est

vivant et vous parle de celui qui l'a faite ! Il y a bien encore, et jusque dans ces bibliothèques de bon aloi, la mise en scène dont il faut se défier. Il y a tel livre dont on tire vanité comme de certains amis, et que l'on met à la place d'honneur. Tenez-vous en garde contre ces petites ruses de l'ordonnateur, et avant de juger, regardez un peu partout, jusqu'aux rayons les moins en vue, à ces volumes surtout dont la reliure ternie et le dos fatigué témoignent d'un fréquent usage.

Et alors quelles révélations vous réserve cet examen attentif ! Que ne vous disent pas ces livres silencieusement alignés sur les étagères qui vous entourent ! Quelle surprise quand vous rencontrez tel ouvrage qui ne vous semble pas en accord avec ce que vous saviez ou pensiez de son propriétaire ! Quel plaisir quand vous reconnaissez votre auteur favori, et surtout si vous apercevez certain volume peu connu, mais de vous beaucoup apprécié. Vous voilà lié avec le maître de céans, avant même de lui avoir parlé.

Les livres, en effet, d'un bibliophile, mieux encore que ses écrits, vous le livrent tout entier. Dans ses propres ouvrages, c'est l'homme public qui paraît. Les mémoires, les portraits ne nous le font connaître aussi qu'en partie. La pose étouffe le naturel. Mais sa bibliothèque nous le révèle dans l'intimité, avec ses goûts divers, ses caprices, ses contrastes, ses faiblesses (1).

Aussi que je vous dise l'un de mes vœux. Ce serait de pénétrer dans le cabinet religieusement conservé de quelque écrivain des siècles précédents (pour laisser de côté les vivants qui pourraient se tenir en garde contre une indiscrete curiosité), ou mieux encore dans la bibliothèque d'un de nos huguenots du XVI^e siècle, d'un Calvin, d'un du Plessis-Mornay. Comme il me semble qu'en pareil lieu nous pourrions les voir de plus près, les comprendre, les surprendre mieux qu'ailleurs.

Est-ce ce rêve impossible à satisfaire qui me fait exagérer l'importance d'un document que j'ai en ce moment sous les yeux, ou cette pièce curieuse contient-elle, en effet, sur la vie intime et personnelle des hommes du passé, quelques-unes de ces indications authentiques dont notre siècle est si friand ? Voilà de quoi je veux vous faire juge.

Et d'abord quelques mots sur le document dont je viens de vous parler.

(1) Je me rappelle le mot de M. Schérer en face de la bibliothèque de Sainte-Beuve, quelque temps après la mort du grand critique : « On y sent sa place encore chaude. »

C'est le catalogue manuscrit de la bibliothèque d'un pasteur mort en 1604, et nommé Jean de Brunes. Ce catalogue fut probablement dressé au moment de sa mort par ses héritiers, en vue d'une vente de ses livres au consistoire de l'Eglise de Lyon. Les livres ont disparu; le catalogue seul, composé pour cette circonstance passagère, a survécu. Il appartient aujourd'hui à la bibliothèque du Palais des Arts, à Lyon (1). Mais si modeste qu'il soit, en comparaison de la précieuse collection dont il nous rappelle seul l'existence, il me semble avoir encore son importance.

Il en a une très-grande, en tout cas, au point de vue bibliographique, en nous conservant le nom d'une foule de livres de cette époque, avec leur titre exact et complet, le nom de leur auteur, celui de la ville où ils ont été imprimés, souvent celui de l'imprimeur, toujours la date et le format de l'édition, enfin, détail curieux et presque comique, le prix auquel chaque ouvrage avait été évalué pour la vente au consistoire.

N'y a-t-il pas là de quoi allécher la curiosité des connaisseurs, et je suis sûr que plus d'un savant, d'un J.-C. Brunet, d'un Haag, d'un Reuss ferait jaillir de ces détails bibliographiques des lumières inattendues sur l'histoire littéraire du XVI^e siècle. Mais je suis incompetent en ces études techniques; mon ambition, d'ailleurs, est plus modeste.

C'est l'homme, c'est le pasteur du XVI^e siècle que je voudrais retrouver, en examinant ses instruments de travail. C'est la trace de ses méditations, de sa vie intellectuelle que j'aurais la prétention de ressaisir.

Sans ce document, nous ne connaîtrions presque rien du possesseur de cette bibliothèque considérable.

Nous savions seulement qu'étudiant en théologie à Genève en 1592 (*Livre du Recteur*, p. 45), pasteur à Russin, village genevois, prêté par la vénérable compagnie à l'Eglise d'Arnay-le-Duc (Côte-d'Or), puis à celle de Lyon en 1601, Jean de Brunes (Joannes Brunæus) mourut dans cette dernière ville en 1604 (2).

Voilà tout ce que de patientes recherches avaient pu faire découvrir jusqu'ici sur ce serviteur de Dieu, mort jeune, du reste, si

(1) Il fait partie d'un recueil composé de pièces manuscrites fort diverses, et portant en titre : *Mélanges sur Lyon*, tom. 2, tabl. 2, n° 81.

(2) Son ministère, à Lyon, est ainsi apprécié dans une lettre du consistoire de cette Eglise à la vénérable compagnie (4 septembre 1604) : « Nous croyons qu'il a été donné par la divine Providence pour faire en cette sienne patrie luire le flambeau de la Parole sainte. Nous vous remercions très-affectueusement de ce bienfait. » (Bibliothèque de Genève, portefeuille n° 5.)

nous rapprochons la date de ses études (1592) de celle de sa fin (1604). Mais une circonstance, le catalogue que voici nous le fait connaître, nous le rend, pour ainsi dire, comme un de ces débris fossiles (*si parva licet componere magnis!*) découverts dans les roches profondes sous les eaux de nos lacs, fait revivre à nos yeux, jusque dans les détails de leur vie intime, ces peuples dont le nom même n'est pas venu jusqu'à nous.

Pénétrons donc dans la bibliothèque de notre inconnu, son catalogue à la main. Il nous manquera, j'en conviens, ce je ne sais quoi qui nous parle dans l'arrangement des livres, dans l'aspect de chacun d'eux, dans sa reliure plus ou moins usée, et qui nous met sur la voie des préférences et des travaux de leur propriétaire. Mais, d'un autre côté, il n'y aura pas non plus ce trompe-l'œil du placement, qui met en vue certains ouvrages et qui en cache certains autres. On jugera mieux d'après l'ensemble. Rien, en effet, ne nous échappe dans cet inventaire général.

D'abord, n'êtes-vous pas frappé de l'étendue de cette bibliothèque? Elle ne renferme pas moins de 549 ouvrages, et parmi eux il en est de considérables; il y en a de 8 et de 10 volumes. Aussi renferme-t-elle, si j'ai bien compté, 662 volumes. Puis ce sont des livres comme les presses patientes et les lecteurs infatigables de cette époque les aimaient, d'énormes in-folio, d'épais in-4°. Les in-8° y sont en minorité. Quant aux petits volumes que préfèrent les lecteurs affairés de nos jours, je n'en aperçois qu'un fort petit nombre.

Cette collection, considérable en tout temps, l'était surtout à cette époque où l'imprimerie, d'invention récente, n'avait pas encore constitué ces fonds de livres vieux qui augmentent si facilement, presque sans frais comme sans grand profit, les bibliothèques même les mieux composées de nos jours.

A la former, le pasteur de Brunes avait dû employer des sommes considérables. Il ne faut pas, en effet, juger de ce qu'elle a coûté par le prix auquel, après sa mort, elle a été cédée au consistoire de Lyon. Celui-ci l'a payée 413 livres tournois, 2 sols et 3 deniers.

Nous savons quelle dépréciation la plupart des livres subissent toujours dans une vente de ce genre, et une circonstance nous permet ici de nous en rendre compte exactement.

A la suite de cet inventaire se trouve transcrite la note d'un libraire que de Brunes, surpris par la mort, n'avait pas eu le temps de payer, et qui demeura au compte des héritiers de sa bibliothèque. Or, les livres qui y figurent y sont cotés à leur prix de li-

brairie, et se retrouvent dans l'inventaire général au prix de la seconde estimation. La différence est significative.

Voici, par exemple, un *Catalogus testium Veritatis* acheté au prix de 5 l. 16 s., revendu 1 l.

Une *Histoire des Martyrs*, f. basane : sur la note du libraire, coté 7 l. 10 s., sur l'inventaire, 3 l. 10 s., etc.

La dépréciation va donc, en moyenne, de la moitié à un cinquième du prix d'achat. Par conséquent, la valeur totale de la bibliothèque doit donc être relevée de 413 l. 2 s. 3 d., à 1,000 ou 1,500 l.

Tenez compte, en second lieu, de la valeur infiniment plus forte de l'argent à cette époque d'extrême pénurie, et vous arriverez à cette conclusion que cette somme représente, en monnaie de nos jours, un chiffre peut-être dix fois plus élevé, quelque chose comme 10 à 15,000 fr.

10 à 15,000 francs ! c'est là, il faut en convenir, pour la bibliothèque d'un pasteur jeune encore, aux modestes appointements, une dépense assez considérable. Elle dénote chez celui qui l'a faite un goût peu ordinaire pour les livres.

Ici, une question se présente. Ce goût, d'où pouvait-il provenir ? Était-ce ce qu'on appelle de nos jours la manie des livres, ou bien était-ce la passion de l'étude qui l'avait inspiré ? Avons-nous affaire à un pur collectionneur ou bien à un vrai savant ?

Nous n'hésitons pas à nous prononcer pour ce dernier caractère. Notre pasteur lyonnais était, à coup sûr, un de ces laborieux et empressés *dévoreurs* de livres dont parle quelque part Sainte-Beuve.

En effet, dans sa bibliothèque, on ne retrouve rien qui indique un de ces bibliomanes courant après les livres rares, les éditions princeps, les exemplaires de choix, les reliures de luxe. Elle ne ressemble nullement à celle de cet autre Lyonnais de la même époque, célèbre pour ses volumes encore si recherchés de nos jours, à celle de Jean Grollier.

De Brunes possède tout au plus deux exemplaires de quelques-uns de ses auteurs de prédilection, et encore ce double s'explique-t-il presque toujours, comme nous le verrons, par une raison d'usage.

Ce n'est qu'à propos de la Bible que je trouve les traces d'une sorte de collection. J'en compte jusqu'à 12 exemplaires complets, sans parler ni des Nouveaux Testaments, ni des Psautiers. Il y a 3 Bibles en hébreu, dont 2 sans points voyelles, 1 hébreu et latin, une vieille Bible en latin (Lyon, 1521), la Bible avec les annotations de Vatable (1557), une autre de 1545, celle de Castellion (Basle,

1551), la Bible en français (1 vol. in-8, Genève 1588), une autre latin-français (1568), fort fripée, est-il dit, enfin la Bible en allemand (Luther) de deux exemplaires, l'un de 1585, l'autre de 1589.

Notre fidèle et savant ministre s'entoure des meilleurs instruments pour son étude de la Parole de Dieu ; certes nous ne verrons pas là les traces d'une simple manie d'amateur.

D'ailleurs, il n'est point à l'affût des curiosités littéraires ou typographiques. Les ouvrages sont chez lui pour le bon motif, c'est-à-dire pour être lus et pour l'instruire. Il ne dédaigne pas toutefois les livres bien imprimés. Il note, par exemple, parmi les ouvrages qu'il possède, ceux qui sortent des presses des Estienne, ou encore de celles de Sébastien Gryphe, l'illustre imprimeur lyonnais. Mais il n'a ni aldes, déjà fort recherchés de son temps, ni elzévir, qui commençaient aussi à l'être.

Quant à la reliure, il n'y attache qu'une médiocre importance. Le parchemin, le carton, la modeste basane (*allude*), le cuir solide, voilà l'uniforme de ses in-folio et des in-4°. Il y a bien un ou deux volumes à reliure de velours, mais velours râpé, flétri, dit l'inventaire. Ils sont là sans doute par occasion, et comme perdus au milieu de cette assemblée plébéienne.

C'est au dedans de ses livres que notre pasteur du XVI^e siècle aimait à regarder, et c'est pour leur contenu qu'il en faisait achat, sans reculer devant de grands sacrifices ni devant l'encombrement.

Faisons comme lui et ouvrons un peu les livres de sa bibliothèque.

La théologie y occupe naturellement une place importante. Cependant, elle n'y règne pas sans partage. La moitié seulement des ouvrages lui appartient. Les autres traitent d'autres matières. C'est là un fait significatif sur lequel nous reviendrons. Pour le moment, arrêtons-nous devant cette partie théologique de la collection.

Dans les ouvrages de cette catégorie, les Pères de l'Eglise figurent au grand complet, et chacun en sa langue originale. Notre théologien, évidemment, lisait le grec, le latin, l'hébreu sans difficulté. Nous verrons plus loin que ses connaissances linguistiques ne s'arrêtaient pas là. Les énormes in-folio des saint Augustin, des Chrysostôme, des saint Thomas, etc., leur savoir un peu suranné, leurs dissertations à perdre haleine n'effrayaient pas l'ardeur insatiable de notre patient érudit.

A côté d'eux, je remarque presque tous les réformateurs : Calvin, Luther, Zwingli, de Bèze, Bucer, Œcolampade, Fabricius, Gualterus, etc., et quelques-uns des principaux controversistes catho-

liques : Bellarmin, Alphonse de Castro. Je suis frappé de ce fait que les travaux de polémique, les petits écrits de circonstance y sont rares. Parmi les œuvres de Calvin, ce sont à peu près les seuls qui y fassent défaut. Ne serait-ce pas là un indice des goûts de J. de Brunes ? Aimant avant tout la science impartiale et sérieuse, il fait peu de cas de ces écrits où la passion l'emporte souvent sur le savoir. Il fuit cette poussière et ce bruit des querelles confessionnelles pour s'élever à ces hauteurs sereines où nous conduit l'étude et où se complait son caractère. A cette époque de luttes acharnées, c'est là une disposition assez rare pour être signalée et appréciée.

Mais un autre fait attire surtout notre attention. C'est la place dominante qu'occupent parmi les ouvrages théologiques ceux qui traitent de l'exégèse. A eux seuls, ils comptent pour la moitié. C'était évidemment l'étude de prédilection, la partie forte de notre pasteur.

D'ailleurs, cette préférence donnée à l'examen même du texte des Livres saints est en accord aussi bien avec les principes d'une bonne science théologique qu'avec les habitudes de nos réformateurs. Ces derniers ont toujours placé au premier rang la méditation et l'interprétation de l'Écriture sainte. Ainsi, quand Calvin organisa à Genève l'enseignement pastoral, il n'établit que deux chaires de théologie proprement dite ; dans l'une, le professeur devait étudier la dogmatique (les lois communes), et l'autre était consacrée exclusivement à l'interprétation des *textes* (1).

C'est sur ce même plan que furent fondées toutes les académies protestantes de langue française.

De Brunes, élève de la Faculté de Genève, s'était donc inspiré des mêmes principes dans la continuation de ses études, et s'était entouré de tous les livres qui pouvaient l'aider et l'éclairer dans ce travail. Il a des commentaires sur l'ensemble de la Bible ; il en a de distincts sur chacun de ses livres, et sur quelques-uns de ses livres il s'en trouve plusieurs. Ainsi je compte onze commentaires sur les Psaumes, sans parler de sept autres volumes contenant le texte du même livre, en hébreu, en grec, en latin, en allemand.

Le psautier romain s'y trouve également. Seule la traduction française mise en vers par C. Marot et par Th. de Bèze, et en musique par Goudimel, y fait défaut (2).

Pour ses travaux exégétiques, de Brunes s'était aussi entouré de

(1) Et encore pourrait-on à cette étude de l'Écriture rapporter les deux chaires de grec et d'hébreu.

(2) Sur cette singulière lacune, on pourrait hasarder la conjecture suivante : le psautier français, livre de piété plutôt que d'étude, livre en quelque sorte personnel et intime, avait été retenu par la famille ou légué à quelque ami.

dictionnaires et de grammaires (1), de concordances de la Bible et d'harmonies des évangiles; enfin d'autres ouvrages spéciaux, comme de récits de voyage en Terre sainte, et d'études sur les mœurs et les lois des peuples anciens. C'est un savant consciencieux, intrépide. Il étudie, compare, approfondit, juge; il veut épuiser son sujet. C'est un exégète consommé.

Mais c'est mieux encore. Sa bibliothèque, en effet, comme nous l'avons déjà dit, est loin d'être exclusivement théologique. La moitié des ouvrages qui la composent se rapporte à de tout autres sujets, et rien de plus varié, rien de plus curieux que le contenu de cette seconde partie. A peu près toutes les connaissances humaines alors en honneur y sont représentées. Les belles-lettres comme les sciences, l'histoire comme la politique, la littérature ancienne comme la littérature contemporaine, française, italienne, espagnole même, y ont apporté leur contingent.

Les belles-lettres surtout y occupent une place considérable. Tous les classiques grecs et latins, prosateurs et poètes, philosophes et historiens y figurent à leur rang, et chacun en sa langue. Quelques-uns y sont en plusieurs éditions, mais avec des différences de format qui nous aident à comprendre cette présence à double. Voici, par exemple, deux exemplaires des œuvres d'Homère, mais l'un est un pesant in-folio, l'autre est un petit in-16, en ce format commode et portatif choisi sans doute pour accompagner notre littérateur dans ses promenades ou ses voyages.

Virgile est l'objet de la même attention. A côté d'un Virgile in-folio se trouve un Virgile in-24, relié avec un Tércence même format. N'aime-t-on pas à se représenter notre huguenot, cet austère pasteur du XVI^e siècle, se reposant des travaux fatigants du cabinet sur les in-folio des Pères de l'Eglise et des réformateurs, par une promenade dont il occupait encore et charmait les instants par la lecture des grands poètes de l'antiquité?

Mais ce n'était point en amateur seulement qu'il les lisait. Il les étudiait aussi à l'occasion. Voici en effet dans sa bibliothèque, à côté des écrivains de la Grèce et de Rome, des ouvrages d'écrivains plus modernes qui s'y rapportent : travaux d'interprétation ou de critique, essais de traduction de grec en latin. De plus, il s'est en-

(1) Comme spécimen, citons : *Lexicon caldaicum*, Eliæ Levitæ, f° 1541, Isnaë, paroh. — *Thesaurus linguæ hebraicæ*, Pagnini, f° Vincent, 1575. — *Glossaria* Henric. Stephani, f° 1568. — *Grammatica hebraica*, Bertrandi, 1574, 4° Genève. — *Grammatica hebr.*, Munsteri, 1534; Basle, 8° cuir. — *Lexico græco-latino Scapulae*, f° Basle, 1559, paroh. cart. — *Schindleri Grammatica hebraica*, 1572. — *Rudimenta hebr. cavallerii*, 4° Genève, 1592, paroh.

touré de traités spéciaux pour l'étude des langues anciennes, lexiques, grammaires, dissertations sur le sens des mots, etc. On sent qu'il veut connaître à fond la langue des classiques, afin de pouvoir pénétrer plus avant dans leur pensée, et de goûter toutes les délicatesses de leur style.

Mais il ne s'en tient pas à l'antiquité dans ses goûts littéraires. Voici l'*Orlando furioso* et à côté une *Grammaire italienne-française* pour l'initier à la langue de l'Arioste. Notons ici que de Brunes devait également connaître l'allemand, car sa bibliothèque renferme non pas les œuvres des littérateurs d'outre-Rhin, fort peu connues alors au dehors de leur patrie, mais quelques-uns des ouvrages de piété publiés en leur langue, la Bible de Luther et plusieurs éditions du livre des psaumes.

Enfin l'étude des anciens, la connaissance des Italiens et des Allemands ne lui font pas dédaigner ni délaisser ses contemporains et ses compatriotes. Les œuvres de nos vieux auteurs, qui étaient les *nouveautés du jour*, se trouvaient aussi sur les rayons de sa bibliothèque. Les poètes d'abord : Ronsard, Dubartas, Desportes, etc. Par une exception que je ne sais cette fois comment expliquer, j'y cherche, sans l'y découvrir, le plus célèbre de tous, Clément Marot. Montaigne y figure avec ses *Essais*, Bodin avec sa *République*. Citons aussi nos chroniqueurs : Froissard, Commines, l'historiographe Du Hailland, enfin les plus récentes publications sur les événements d'alors, le I^{er} volume de *la Ligue*, le III^e volume des *Mémoires de France*, quelques petits écrits de circonstance, de polémique pour la plupart, trop actuels, trop importants pour ne pas l'avoir occupé quelques instants, malgré son goût peu prononcé pour les ouvrages de ce genre.

Voilà pour la littérature. Voyons maintenant les sciences. C'est là surtout que notre étonnement touche à son comble. Quelles n'étaient pas l'étendue et la variété des lectures et des connaissances de Jean de Brunes ! En dehors de tous les sujets d'étude que nous avons déjà relevés, il nous faut encore signaler la jurisprudence, la pédagogie, la géographie ancienne et moderne, la cosmographie, l'astronomie, l'histoire naturelle, la médecine, etc. Il y a de tout, jusqu'à un traité sur le mouvement des horloges.

Et sur quelques-unes de ces sciences, il y a des ouvrages nombreux et fort étendus, par exemple sur l'histoire. Sans parler de l'histoire ancienne et de l'histoire sacrée, il y a des ouvrages spéciaux sur presque tous les peuples qui avaient alors quelque importance politique, sur l'Italie (entre autres deux exemplaires de Gui-

chardin, l'un en français, l'autre en latin), sur l'Angleterre, l'Allemagne, la Pologne, la république des Suisses, les Turcs.

A côté des traités de géographie générale, il y a des récits de voyage, à Jérusalem, à Constantinople, une histoire de la découverte de l'Amérique, un volume sur les mœurs des Turcs, des écrits sur les oiseaux, sur les quadrupèdes, etc.

N'est-on pas confondu quand on voit l'universalité des lectures de notre pasteur lyonnais, surtout si l'on se rappelle que nous sommes en présence d'un homme dont le nom n'a laissé aucune trace, qui ne fut ni professeur, ni écrivain, et qui de plus est, selon toute probabilité, mort jeune, après avoir passé la majeure partie de sa vie dans de petites églises de campagne.

Mais qui sait, dira quelqu'un, si votre collectionneur ne s'occupait pas davantage à composer sa bibliothèque qu'à s'en servir. Combien d'ouvrages, peut-être, qui furent moins lus qu'essayés?

Juger ainsi, ce serait reporter à ce siècle sérieux et travailleur les habitudes de notre vie présente. La vie d'alors, moins envahie par le dehors, conservait pour l'étude des forces et un temps que nous gaspillons sans but et sans profit. Ne sommes-nous pas confondus quand nous regardons l'existence d'autrefois?

Observons, par exemple, dans les *Ephémérides* de Casaubon, ce qu'était au XVI^e siècle la journée d'un savant. En comptant les ouvrages qu'a publiés un Calvin, en y ajoutant les sermons inédits et les lettres connues ou égarées qui sont sortis par milliers de sa plume infatigable. Puis, d'après ces exemples, ne nous étonnons point de ce qu'un de leurs semblables, qui s'en tenait à la lecture, a pu embrasser.

D'ailleurs, cette variété, cette universalité d'études et de connaissances étaient dans les principes pédagogiques de nos huguenots. De leur correspondance, comme des règlements qu'ils tracèrent aux études de la jeunesse (1), ressort toute l'importance qu'ils attachaient à ce que l'instruction, surtout celle des pasteurs, reposât sur une base de connaissances générales, aussi largement que solidement établie, « afin, dit l'un d'entre eux, que les ministres ne

(1) Voir dans le *Bulletin*, vol. II, p. 548 et suiv., une lettre de Guillaume Tuffan, principal de l'Académie de Nîmes, dont M. Borrel a donné une analyse dans sa Notice sur l'Académie de cette ville. — Voir aussi, vol. IV, *Histoire abrégée de l'Académie de Genève*, par M. J.-E. Cellérier, en particulier p. 19 et suiv. — Rappelons aussi celle de l'université protestante de Montauban, esquissée à grands traits par M. le professeur Nicolas dans son intéressant discours de rentrée de la Faculté. Quel programme étendu aurait embrassé l'enseignement de cette Académie, si les circonstances lui avaient permis de le rédiger comme il avait été fixé!

deviennent pas ignorants comme l'avaient été précédemment les prêtres. »

Aussi, observez à ce point de vue l'organisation de l'enseignement dans les académies protestantes. Tandis que la théologie proprement dite n'y possède que deux professeurs, il y a à côté des chaires pour toutes les autres sciences alors cultivées : belles-lettres, philosophie, mathématiques, physique, et les « écoliers » qui se destinaient au ministère devaient donner sur tous ces points la preuve de connaissances suffisantes.

On voulait, pour mettre à la tête des Eglises, des directeurs spirituels dont l'intelligence fût ouverte à tout ce qui peut intéresser l'esprit humain, des hommes qui ne séparassent pas la foi de la science, et qui sussent assurer dans tous les domaines, à la religion chrétienne, la place et l'influence auxquelles elle a droit.

Hélas ! n'avons-nous pas laissé déchoir cette grande et légitime ambition ? Qui redonnera des Jean de Brunes à nos Eglises ?

PUYROCHE.

MORT D'ANTOINE COURT

Nous sommes heureux d'annoncer le bel ouvrage de M. Edmond Hugues, Antoine Court, *Histoire de la Restauration du protestantisme en France au XVIII^e siècle*, 2 vol. in-8, imprimés avec le plus grand soin et auxquels de riches appendices puisés dans les collections de Paris et de Genève donnent un nouveau prix. En attendant de consacrer à cet ouvrage l'examen qui lui est dû, nous en reproduirons un fragment consacré à la mort du restaurateur des Eglises du Désert.

Trois vieillards, Duplan, Bombonnoux et Corteiz, voilà tous les acteurs qui restaient du grand drame ! Court était le quatrième. La jeune génération pouvait contempler une dernière fois ces athlètes. Ils allaient bientôt l'un après l'autre disparaître.

On approchait de l'automne 1759. Antoine Court sentait chaque jour ses forces diminuer. Bientôt, pendant l'hiver qui suivit, le mal s'aggrava ; ses jambes enflèrent, l'oppression s'accrut, et sa faiblesse devint telle qu'il fut hors d'état de sortir. Cependant ses enfants rivalisaient autour de lui de dévouement. Son fils voulut lui donner une dernière joie. Il le fit consentir à publier l'histoire des Camisards. L'impression en fut hâtée, et bientôt il put lui offrir les pre-

nières pages de son livre. Mais déjà il n'était plus en état de goûter un sentiment quelconque de bonheur. « Toutes les affaires du monde lui étaient indifférentes. »

La catastrophe arrivait rapidement. Vers la fin du mois de mai 1760, la faiblesse augmenta, l'enflure gagna le ventre, et l'oppression fut si forte qu'il ne put prendre un moment de repos sur son lit.

Tout espoir était perdu.

Le 8 juin, Court de Gébelin écrivait : « Ma sœur et moi, nous nous voyons à la veille de perdre le meilleur et le plus tendre des pères, qui ne vivait que pour nous, qui nous aimait plus que lui-même, qui ne soupirait que pour notre bonheur, et qui était notre soutien..... Jusqu'à hier, nous nous étions flattés que sa maladie ne serait pas mortelle; à présent, nous n'en pouvons plus douter, et il nous semble toujours qu'il doit revenir à la vie. »

Il ne s'était pas trompé. Quelques jours après, l'agonie commençait, une agonie calme, douce.

Le vieux prédicant avait conservé toute sa présence d'esprit, sa sérénité, sa douceur, sa patience. Pendant trois jours, il se vit mourir.

Mais tandis que le froid de la tombe gagnait lentement ses membres, et que la nuit éternelle l'enveloppait de ses ombres, sans doute il entrevit le lumineux avenir. Lui, qui n'avait vécu que pour ses enfants et pour ses frères, il ne pouvait quitter ce monde sans emporter l'assurance du bonheur des uns et de la prospérité des autres. Il dut voir la gloire de son fils et son nom réhabilité par lui; il vit Voltaire; il vit l'essor de la France; — et c'est au milieu de la splendide vision qu'il rendit le dernier soupir.

Le 15 juin 1760, il était mort.

Quels furent, à cette douloureuse nouvelle, les sentiments des Eglises de France? Comment les protestants apprirent-ils ce funèbre dénouement? Quels amis survirent le prédicant à sa dernière demeure? Quelles paroles émues laissèrent échapper tant de malheureux qu'il avait secourus et tant d'hommes qui le chérissaient? On ne sait. — Mais lui-même avait depuis longtemps écrit son oraison funèbre, lorsqu'un jour, plein de l'idée de la mort, il avait laissé, dans une lettre à Corteiz, s'épancher de son âme les sentiments qui en débordaient :

« S'il a plu à Dieu de se servir de nous comme de vils instruments pour amener plusieurs à la justice, que nous puissions reluire un jour, selon ses divines promesses, comme les étoiles du firmament ! — Nous devons le bénir tous les jours avec un nouveau zèle de ce qu'il a daigné se servir de notre ministère pour ranimer la foi presque éteinte dans notre chère patrie, et y conserver une religion pour laquelle nous avons tant de fois, et pendant tant d'années, sacrifié notre vie. Plus je médite sur la grâce que Dieu nous a faite à cet égard, et plus je trouve que nous avons lieu de le louer de nous avoir choisis pour une œuvre aussi belle et si consolante. A quoi aurions-nous pu employer plus dignement notre vie ? Et quelles sources plus abondantes de consolations pour nous, que celles qui nous fournissent le fruit dont il a plu à Dieu d'accompagner les faibles efforts de notre ministère : de savoir que notre travail n'a pas été vain dans l'œuvre du Seigneur, et de nous voir succéder dans cette œuvre si sainte une troupe d'ouvriers pleins de zèle qui ne respirent que d'étendre les conquêtes de notre divin Maître ! »

Il ne faut rien ajouter à ces lignes. On ne pouvait plus dignement et avec plus de simplicité apprécier l'œuvre et la vie de celui qui fut au XVIII^e siècle le restaurateur du protestantisme en France.

CORRESPONDANCE.

UNE RÉVOLUTION DANS LA CHRONOLOGIE

DES SYNODES NATIONAUX (1)

Monsieur le Rédacteur,

Je viens de faire une découverte de la plus haute importance pour l'histoire des Eglises réformées de France au XVI^e siècle : c'est un Recueil in-8. manuscrit fort mêlé qui renferme des pièces de différentes

(1) Nous nous bornons à reproduire la très-intéressante lettre de M. le pasteur Arnaud, en attendant que la publication par lui annoncée nous permette de juger, pièces en main, si ce titre est suffisamment justifié. La réunion préparatoire de Poitiers, dont parle de Bèze (*Hist. Eccl.*, t. I, p. 173, 178), fut-elle un vrai synode ? Tout est là. (*Réd.*)

dates et de diverses mains, et paraît avoir appartenu à un pasteur du Dauphiné du commencement du XVII^e siècle. Ces pièces, dont les unes sont en français et les autres en latin, vont me permettre d'établir que le synode national de Paris, de 1559, ne doit pas être considéré comme le premier. Mais avant d'aborder ce point délicat, permettez-moi de vous donner la liste des pièces du Recueil en question.

PIÈCES FRANÇAISES.

1. La forme de dresser un consistoire (40 articles, dont les 24 derniers concernent les diacres).
2. Priere ordinaire de M. Calvin au commencement de ses presches.
3. Pour le mercredy et dimanche.
4. Apres le presche tous les jours, excepté le mercredy et le dimanche.
5. Monsieur Viret. (Prière.)
6. Monsieur Merlin. (Idem.)
7. Apres le presche.
8. Monsieur Cop.
9. De Monsieur de Beze.
10. Pour le mercredy et dimanche.
11. Repentance de l'Evesque de Troyes d'avoir abusé de la religion (adressée « aux saints pasteurs, diacres et autres de l'Eglise de Dieu qui est à Orléans. »)
12. S'en suit une certaine epistre envoyée des terres neuves.
13. Epitaphe de Poltrot executeur du vouloir de Dieu sur le Pharaon françois. (24 vers.)
14. Préambule sur la mort du Roy de Navarre. (14 vers.)
15. Advertissement de Nostradamus au susdit Roy de Navarre. (12 vers.)
16. Ministres de quelles matieres cognoistront. (11 pages.)
17. L'Apocalypse, c'est à dire la Revelation de nostre Seigneur Jes. Ch. faite à son serviteur Jean en l'Eglise de Padme pour le tesmoignage de l'Evangile. (Pièce de vers de 10 pages.)
18. Sur la premiere epistre catholique de l'apostre saint Jean, chapitre deuxiesme verset septiesme.... (8 paraphrases formant 47 pages.)
19. Articles de la discipline ecclesiastique reveus et augmentez au synode tenu à Paris dans le mois de mars 1562. (13 pages, dont les 4 dernières sont consacrées aux « Faicts particuliers decidez au dit lieu. »)
20. Actes du synode provincial tenu à Lyon le xiii Avr. 1561 apres Pasques estans assemblez la province de Dauphiné et Lyonnais.

21. Articles proposez et arrestez en l'assemblée et synode des Eglises du Dauphine au chasteau de Peraut le 8 septembre 1561.

22. Articles arrestez au synode tenu à Lyon le xxv novembre 1561, auquel M^r d'Anduze a assisté.

23. Articles polytiques pour l'Eglise réformée selon le s. Evangile fait à Poitiers 1557. (Preface, 2 articles; des ministres, 4 articles; des diacres, 6 articles; des Anciens, 2 articles; charge commune, 5 articles; Articles polytiques, 23 art.; en tout 11 pages.)

24. S'ensuyvent les articles de la discipline ecclésiastique arrestez au synode assemblé à Paris le xxix may 1559 en l'an xiii de Henry II de ce nostre Roy de France. (A la place de ces articles le copiste a inséré les lignes suivantes) :

« Nulle Eglise ne pourra prendre principauté ny domination.

« **Advertissement au lecteur.**

« Tous les articles contenus au présent synode de Paris du xxix may 1559 sont insérez tout au long aux précédens articles du synode tenu à Paris le mois de mars en l'année 1562 (1), mais d'autant que cestuy cy de l'année 1559 a esté tenu le premier, combien qu'il ne soit pas mis au présent livre par ordre, on peut répéter au précédent de l'année 1562 (qui est toutesfois dernier au vray ordre) les articles du précédent de l'année 1559 et y ajouter pour le surplus ce qui se peut veoir au dit synode précédent estre contenu, selon qu'il a pleu à l'Esprit de Dieu leur donner la grâce pour le bien, profit et utilité de son Eglise; auquel lieu, à sçavoir au commencement de l'escriture des synodes contenus au présent papier, je renvoye le lecteur. »

25. L'ordre du synode de Languedoc convoqué à Nysmes le 1 fevr. 1562.

26. La forme et articles du synode tenu au Montelymard le vendredi 6 jour mars 1561 à l'Incarnation (ou bien 1562 à Noël).

27. L'assemblée de la noblesse et commun estat du pais de Dauphiné faite et tenue en la ville de Valence... le xxvii^e jour du mois de janvier 1563 à Noël et autres jours en suyvant et consécutifs...

28. Confession de foy de toutes les Eglises de France. (21 pages.)

29. Extraicts des actes du synode national tenu à Gap l'an 1603. (4 extraits.)

30. La discipline ecclésiastique. (104 pages.)

31. Actes proposés au synode provincial tenu à Dye en Dauphiné le dernier juillet 1561 par les ministres de Dauph. et Lyon.

(1) Voy. n^o 19.

PIÈCES LATINES.

32. Præcatio qua uti solebat Joannes Calvinus initio suarum prælectionum.

33. Alia qua utitur Th. Beza.

34. Ratio studii theologici a d. Th. Beza instituta.

35. Brevis concionandi methodus ab eodem Beza instituta.

36. Domini Textoris epitaphium in monachos. (12 vers.)

37. In Nostradamum. (2 vers.)

38. Collatio Domini Calvini cum piis patribus novæ tempestatis. (14 vers.)

39. De trium Rêgum infelici exitu persequentium pios. (8 vers.)

40. Summa epistolæ ad Hebræos cum methodica ejus distributione breviter comprehensa ex prælectione Th. Bezæ.

41. Antonius, vota Alexandro Guyottino.

42. Responsum, Alexander Guyottinus Antonio vota salutem in Domino.

43. Joannes Valerius gratianopolitanus cartusianam religionem professus in Lutherum.

44. Harenga habita in monasterio cluniacensi die quinta mensis Aprilis M. D. LXVI ad D. Reverendiss. et illustriss. cardinalem de Lotharingia... per devotum fratrem Vincentium Justinianum Genoiensem generalem ordinis fratrum Prædicatorum... Venundantur Rhemis in Campania. M. D. LXVI. (Pièce de vers de 22 pages sur 2 colonnes.) (1).

La pièce la plus importante de ce Recueil est sans contredit le n° 23, qui contient les actes d'un synode tenu à Poitiers en *quinze cent cinquante-sept*. Jusqu'à ce jour, on ne connaissait d'autre synode de Poitiers que celui du 10 mars 1561. Il y a plus, on n'en connaissait aucun avant celui de Paris, 1559, qui passe pour le premier. Bien que ces nouveaux actes ne ressemblent en rien à ceux des synodes de Poitiers, 1561, et Paris, 1559, nous avons certains scrupules sur leur antériorité, quand un article des plus explicites du synode provincial de Dauphiné, tenu à Montélimar le 6 mars 1562 (n° 26) les a complètement levés. « Que la discipline, y est-il dit, et ordre des Eglises réformées de « France ordonnée aux synodes généraux tenus à Poitiers en l'an 1557 « et à Paris en l'an 1559, aussi depuis adjousté au synode tenu à Poitiers « en l'an 1561, desquels la lecture a esté faite en la présente assemblée, « sont approuvez et seront observez et que chacune des Eglises en aura

(1) Copie d'un opuscule rare. Voy. Brunet, *Manuel du Libraire*, au mot JUSTINIANI (*Vincent*).

« une copie. » L'article, on le voit, distingue très-nettement deux synodes tenus à Poitiers, et place le synode de Paris au second rang. Du reste, la publication des actes du synode de 1557 montrera qu'ils ont un cachet d'ancienneté plus grand que ceux du synode de 1559, qui nous ont toujours paru dénués des caractères d'un premier synode général constituant.

La pièce n° 19 a également une grande importance. Elle contient les actes d'un autre synode général, qui ressemblent en plusieurs points à ceux de Poitiers, 1561, mais qui en diffèrent sous d'autres rapports. Nous n'osons pas encore conclure que nous avons ici un second synode national inédit, mais d'ores et déjà nous pouvons dire que le Recueil d'Aymon ou le nôtre se trompe. Nous éluciderons la question lorsque nous publierons ces deux précieux documents.

Une autre observation. Il ressort de la pièce n° 24 que le synode de Paris, 1559, s'est encore tenu le 29 mai. La grande et belle médaille, frappée à l'occasion de notre dernier jubilé, porterait donc à tort sur sa face la date « 26-28 may M. D. LIX. » Il faudrait ajouter un jour.

Daignez agréer, Monsieur le Rédacteur, la nouvelle assurance de mon dévouement.

E. ARNAUD, pasteur.

Crest, 22 mai 1872.

BIBLIOTHÈQUE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

Tonneins, le 20 mars 1872.

Monsieur,

Je vous prie de vouloir bien recevoir, pour la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français,

1° Un exemplaire des *Recherches historiques sur Tonneins*, par M. Louis-Florimond Lagarde, mon père, précédées d'une notice biographique sur l'auteur. Ce travail consciencieux, fait à l'aide de pièces authentiques, se rattache, par plusieurs côtés, à l'histoire de la Réformation religieuse;

2° Un exemplaire de ma *Chronique sur les Eglises réformées de l'Agenais*.

Agréez, Monsieur, l'expression de mes sentiments dévoués.

ALPHONSE LAGARDE (1).

(1) Nos remerciements à M. Lagarde pour le bon exemple qu'il donne à tout écrivain protestant. (Réd.)

NÉCROLOGIE

M. FÉLIX DE LAFARELLE

C'est un privilège triste et doux, pour le secrétaire de la Société, que de rendre un dernier hommage à ceux de ses membres qu'un lien de sympathie ou d'active collaboration rattachait plus spécialement à son œuvre historique. De ce nombre était le vénérable pasteur Jaquier, de Clairac, décédé le 5 mai dernier, dans la 84^e année de son âge et la 50^e de son ministère. On trouvera des preuves de l'intérêt et de la part qu'il prenait à nos travaux. (*Bull.*, XIV, p. 88, 89.) Sans s'y associer d'une manière aussi directe, M. Félix de Lafarelle était un de ces lecteurs attentifs et éclairés dont l'approbation est la meilleure des récompenses. Ancien magistrat et membre de la Chambre des députés, correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques, sa belle intelligence s'exerça de bonne heure sur ces graves questions d'économie sociale, qui sont le douloureux problème de notre temps. Il prit ainsi rang dans cette phalange d'esprits généreux qui ne craignent pas de sonder les plaies de notre époque pour y porter les vrais remèdes. L'Académie française, par l'organe de M. Villemain, loua « le sage publiciste des classes populaires, qui, parcourant sans cesse les lieux où elles s'instruisent, où elles souffrent, où elles travaillent, recherche tout ce qui peut les éclairer sans exalter leur orgueil, et veut améliorer à la fois leurs sentiments et leur état social. » (*Rapport du prix Montyon*, 1840.) De savantes études sur le consulat et les institutions municipales de Nîmes montrèrent sous un nouvel aspect l'esprit investigateur et les talents distingués de M. de Lafarelle. Mais il a mis particulièrement son âme dans le bel essai de *Spiritualisme chrétien* destiné à ses enfants. C'est à cette source élevée qu'il puisa la sérénité du sage qui survit au naufrage de ses espérances politiques, et les consolations du chrétien qui ne voit dans les défaillances du corps que la préparation à une vie meilleure. Il s'est éteint le 19 février dernier, dans la 72^e année de son âge, léguant aux siens l'exemple d'une foi aussi douce que ferme, et à ceux qui l'ont connu dans l'intimité un de ces souvenirs qui sont à la fois le charme et l'honneur de la vie. Le protestantisme français n'a pas eu de nos jours de représentant plus intègre, plus modéré, plus dévoué que lui.

J. B.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

LA SAINT-BARTHÉLEMY A ORLÉANS

RACONTÉE PAR JOH.-WILH. DE BOTZHEIM, ÉTUDIANT ALLEMAND

TÉMOIN OCULAIRE

1572

« Or, quand il me souvient des discours que
« j'en ai ouï faire à ceux qui estoient lors
« audit Orléans, il faut que les cheveux me
« dressent en tête.... »

(*Mém. de l'Etat de France sous Charles IX*,
3 vol. in-8, 1578, t. I, p. 542.)

Un livre a paru tout dernièrement à Leipzig, qui renferme des documents inédits sur l'histoire de France sous Charles IX, documents tirés des archives saxonnes et publiés par l'archiviste, M. le Dr Frédéric W. Ebeling (1), auteur d'une *Histoire de France* dont la première partie a déjà paru.

Parmi ces documents, qui sont au nombre de vingt-cinq, il en est un d'une étendue et d'un intérêt tout à fait exceptionnels. C'est le récit très-détaillé de la Saint-Barthélemy à Orléans, par un étudiant qui faisait alors son droit à l'Université de cette ville, et qui, non-seulement fut témoin oculaire des massacres, mais vit lui-même la mort de très-près et faillit vingt fois, aussi bien que plusieurs de ses camarades et compatriotes, partager le sort des malheureux huguenots. Ce récit n'occupe pas moins de 61 pages; il est en latin; certains mots, certaines phrases caractéristiques s'y trouvent çà et là rapportés en français. On y apprend (*in fine*) que l'auteur avait quitté Orléans le 16 septembre 1572, et qu'il écrivait six mois environ après les événements, c'est-à-dire vers la fin de mars 1573, mais avec les souvenirs les plus présents et les plus fidèles. On sait qu'il devint plus tard juge à Spire, puis conseiller impérial dans le Palatinat. Le texte qu'a découvert et publié M. Ebeling n'est malheureusement pas l'original; c'est une copie, portant à la marge des notes écrites vers 1590, et fort difficile à déchiffrer, à cause de ses abréviations nombreuses et insolites. Les fautes de lecture ou d'impression, les noms propres suspects abondent. La phrase latine, parfois fort enchevêtrée ou incomplète, manquant de ponctuation

(1) *Archivalische Beiträge zur Geschichte Frankreichs unter Carl IX, mit anmerkungen herausgegeben von Dr Friedrich W. Ebeling, Herzogl. Saechs. Archivrath*. Leipzig, 1872; in-8 de 260 p.

ou en ayant une très-défectueuse, est souvent fort malaisée à comprendre grammaticalement; mais elle se laisse deviner à peu près. Cette relation n'en a pas moins une importance historique incontestable.

Aussi, le Comité de notre Société, dès qu'il a pu avoir connaissance de la publication de M. Ebeling, a jugé qu'il y avait lieu de donner dans ce *Bulletin* une translation intégrale de ce document, et il lui a paru désirable de l'insérer dans la livraison du présent mois d'août 1872. *trois centième mois anniversaire* de la fatale époque où « l'amiral Coligny fut assassiné, *n'ayant dans le cœur que la gloire de l'Etat*, — comme l'a dit si bien Montesquieu, — et où, *la grande levrière ayant été lâchée par les Guises* (c'est là leur noble langage), on vit un roi de France faire égorger l'élite de ses sujets dans toutes les bonnes villes de son royaume!... »

Une double objection rendait la chose difficile : 1° La longueur considérable du morceau à traduire... et à élucider; 2° le peu de temps (quelques jours à peine) qui restait disponible pour ce travail. — On l'a tenté, on en est venu à bout; mais on réclame ici pour le traducteur une indulgence sur laquelle il a dû compter.

CHARLES READ.

LE MASSACRE FAIT A ORLÉANS AU MOIS D'AOUT 1572.

DUQUEL FUT TÉMOIN, ET FAILLIT LUI-MÊME ÊTRE VICTIME,

JOH.-WILH. VON BOTZHEIM, AUTEUR DE LA RELATION QU'ON VA LIRE.

Le ciel et la terre passeront, mais la Parole du Seigneur demeure éternellement.

Nostradamus avait dit : *Pris en dormant* (Capti in dormiēdo).
Et ainsi il advint effectivement.

J'ai rapporté tout ce que j'avais pu recueillir, étant à Paris, sur le massacre accompli en cette ville, d'après les informations des hommes les plus dignes de foi. J'en viens à cette autre infernale boucherie d'Orléans, que je peindrai de plus près et, pour ainsi dire, d'après nature, puisque j'y ai moi-même assisté.

La nouvelle parvient à Orléans que l'amiral a été blessé d'un coup d'arquebuse. Les réformés la reçurent le douzième dimanche après la Trinité, tombant le 24 août, alors qu'ils revenaient du préche. Comme la dépêche portait que le roi était très-ému de ce fait et voulait venger le crime, on reçut la nouvelle avec plus de calme. Sur ces entrefaites, arrive le soir un messager, qui demande à voir tout de suite le prévôt de la ville, M. L'Arinier (1), auquel il remet

(1) Ce nom paraît estropié. On lit dans l'*Hist. des Martyrs* de Crespin, édit. de 1597, p. 712 : « M. de la Renie, président de Dijon, envoyé à Orléans pour pourvoir aux désordres, meurtres et saccagements antérieurs, etc. » Ce récit est, dit le *Martyrologe*, dû à « un chanoine de Sainte-Croix (d'Orléans), homme paisible et détestant les cruautés de ceux de sa religion. »

On trouve dans les *Mémoires de l'Etat de France sous Charles IX* (3 vol. in-8, 1578) une autre relation à laquelle nous avons emprunté l'épigraphe ci-dessus, qui n'est que trop justifiée. Cette même relation a été reproduite dans

un paquet de lettres revêtues du seing royal. Ces lettres contenaient le récit de ce qui était advenu à l'amiral et aux autres huguenots de Paris, et, en outre, l'ordre de traiter de même tous les huguenots et de les exterminer, en ayant soin de ne rien laisser transpirer et de les surprendre tous par une habile dissimulation. Comme le prévôt était un homme prudent et avisé, ces nouvelles lui parurent invraisemblables, d'autant plus qu'il avait été nommé par le roi à Orléans afin d'apaiser tous les soulèvements que pourrait tenter le peuple remuant de la dite ville, et d'y faire revivre, en donnant droit à chacun, la justice, qui n'existait plus par suite de la perversité des juges, et avec mission de ne point souffrir que les huguenots fussent molestés. Et encore bien qu'il n'ignorât pas la défaveur en laquelle avaient été jusqu'alors auprès du roi ceux qui étaient de la religion réformée, et le châtement qu'il avait infligé aux violeurs de la paix à (1), il ne pouvait s'expliquer de tels ordres, en ce moment surtout où le mariage de la sœur du roi était l'occasion d'une paix éternelle avec les huguenots, et se rappelant ce qu'on venait d'apprendre touchant la blessure de l'amiral et les intentions du roi d'en faire bonne justice. Le prévôt, livré à ces réflexions et à d'autres du même genre, ne voulut toutefois rien révéler aux huguenots, mais considérant ces nouvelles comme suspectes et pensant qu'elles pouvaient avoir été forgées par les Guises et imaginées à cette fin d'exciter quelque tumulte, il donna ordre de retenir en prison le messager et, en même temps, fit monter à cheval deux capitaines et les fit partir à franc étrier, pour aller s'enquérir de la vérité des choses. Ceux-ci marchèrent nuit et jour, si bien qu'ils furent de retour le lundi, et ils confirmèrent les nouvelles reçues antérieurement; ils les aggravèrent même et les grossirent singulièrement en faisant au prévôt le récit des massacres qui n'avaient point encore cessé. Cependant le prévôt, avant qu'ils revinssent, avait fait occuper par les papistes les portes et les remparts. Ceci avait été fait le lundi, à cinq heures du matin, afin que, le cas échéant, les papistes prévinsent les huguenots, et ne fussent point prévenus par eux, comme cela était arrivé dans les troubles antérieurs. Aussitôt que la nouvelle de cette mesure se fut répandue parmi les papistes, six cents archers se réunirent, le lundi au matin, devant une porte de la ville, dans la pensée, non-seulement

les Archives curieuses de l'Hist. de Fr., de Cimber et Danjou. Paris, 1835, in-8, 1^{re} série, t. VII, p. 393.

(1) « Quo supplicio *Ruani* violatores pacis affecerit. » Ce texte est-il correct? Qu'est-ce que ce *Ruani*? Il semble, d'après un autre document de la même main, que ce mot désigne *Roten*, dont le nom latin est *Rotomagus* ou *Rudanum*.

de se rendre maîtres de la ville, mais aussi d'exterminer en une fois tous les huguenots, ce que le prévôt mit toute sa diligence à empêcher, en ayant été averti à temps, de sorte que l'on se borna à occuper les portes. Bref, cette prise de possession des portes ne disait rien de bon, et dès lors les huguenots se trouvèrent surpris. Chaque jour les rumeurs allaient grossissant et la confirmation des nouvelles de Paris enflammait de plus en plus le peuple.

Obrecht m'avertit, dès l'aube, que la ville est occupée. C'était chose nouvelle pour moi et que je n'avais jamais vue. En approchant de la maison, je vois les papistes circuler en armes. La maîtresse du logis, mon hôtesse, qui était catholique, me dit de n'avoir aucune crainte, que tout ira bien, les papistes y mettant bon ordre, aujourd'hui qu'ils ne sont pas prévenus comme ils l'avaient été trop souvent. Entre temps, mon frère (1) s'en va avec M. Barbin, pour voir si toutes les portes sont occupées. Il s'assure qu'elles le sont, et même les coins des rues : il est averti par un capitaine d'avoir à ne pas sortir de son logis : ce n'est pas, lui dit-on, le moment de se promener. Si quelques huguenots sortaient de chez eux, ils se voyaient dépouillés de leurs vêtements et de leurs chapeaux. On sentait, de proche en proche, que la sédition était sur le point d'éclater. Comme les Allemands, mes compatriotes, étaient pour la plupart logés chez des huguenots, ils se réunirent tous, le lundi, après dîner, dans mon logis, pensant y être plus en sûreté. Les uns amoindrissaient, les autres grossissaient le tumulte. Je vis accourir ainsi chez moi Peplitz, Obrecht, Geiger, Metzler, Rhelinger, mon frère Bernhard et le valet de Crecwiz. Peplitz, qui était alors le procureur de la nation allemande, me remit en garde les livres et les obligations de la nation. Mon frère, qui devait changer de logis, prend congé de son hôte M. Saint-Thomas, et lui recommande de se précautionner en ces temps de troubles et de veiller sur lui-même. A quoi celui-ci lui répond : « *Il faut aucune fois mourir* » (2). Lesquelles paroles, comme on le verra plus avant, ne furent pas articulées en vain par lui.

L'après-dîner de ce jour, on publie un édit enjoignant à chacun de rester en sa maison, de n'exciter aucune émotion et de laisser la ville à la garde des catholiques. Tous les Allemands restent avec moi et je les héberge, à l'exception de Peplitz qui voulait demeurer avec son compatriote Charles Horneck.

(1) Jean-Bernhard de Botzheim.

(2) Ces mots étant cités en français, l'auteur les explique ainsi dans son latin : *Hoc est : moriendum est aliquando.*

Après souper, nous apprenons que Frédéric de Holoch est arrivé de Blois, et qu'il s'est dirigé vers *le Saumon*, auberge des Allemands. Comme je savais quelle était la condition de cette hôtellerie, et combien il pouvait y avoir de danger à se trouver dans ces sortes d'auberges en un pareil moment, je lui offris mon domicile et le suppliai d'y venir avec son précepteur et son valet, afin d'y être plus en sûreté. Il arriva avec son précepteur et nous fit part des difficultés que lui avaient suscitées les gardiens des portes, et du moyen par lequel il s'en était tiré. Nous nous casons comme nous pouvons dans les chambres, non sans nous trouver assez resserrés, et nous passons la nuit, non sans crainte assurément, car nous entendions des clameurs et des cris de toute sorte sur les places.

Tous les coins de rues étaient munis de sentinelles et la garde de toute la ville avait été confiée à dix capitaines, dont chacun avait sous ses ordres des soldats désignés. Voici les noms de quelques-uns de ces capitaines : cap. de La Tour, cap. Rigault, cap. Le Roy, cap. Gaillard, cap. L'Arnon, cap., cap. Batte.

Le mardi matin diverses nouvelles nous parviennent sur ce qui était arrivé durant la nuit : on disait qu'il y avait eu des saccagements et des pillages et que ça et là les portes et les fenêtres des huguenots avaient été forcées. Des bandes de voleurs s'étaient, en effet, formées et avaient parcouru la ville en pillant. Ils avaient ainsi pénétré cette nuit chez l'avocat Claude de la Croix, qui demeurait près des Ecoles, et l'avait cherché partout. Ne le trouvant pas, ils avaient voulu tuer notre ami Birkheimer, Autrichien, avec son commensal. Ayant à la fin pu forcer son cabinet, ils lui ont pris tout ce qu'il possédait. Il eût perdu aussi sa chaîne avec soixante couronnes, si le jour précédent il ne se fût avisé de les cacher sous son bahut. Après lui avoir tout enlevé, ces brigands l'accusent de huguenerie, ce qu'il dénie énergiquement (il pouvait le faire en restant dans la vérité) et prend Dieu à témoin, comme il nous l'a rapporté, qu'il avait le jour même assisté à la messe. Ils refusent de le croire, le repoussent dans un coin avec une épée toute sanglante ; enfin on le laisse là après lui avoir fait jurer qu'il est catholique, et grâce à l'intervention d'un étudiant français qui avait entendu ses cris, alors qu'il rôdait lui-même par les places en quête de quelque butin.

Cette même nuit, fut tué misérablement le conseiller Vaillant, homme de grande sagesse et sexagénaire, à l'instant où, de sa maison, il voulait se rendre dans une autre, pour plus de sûreté. Ce furent les gardiens de la ville eux-mêmes qui l'assaillirent et l'assommèrent à coups de haches et de halberdes.

Cette même nuit, on nous annonce que Jean Mertzenich, de Juliers, avait été assassiné.

Ces nouvelles et d'autres semblables nous donnaient de l'effroi; aussi bien, les épreuves et les misères augmentaient d'heure en heure. Nous délibérâmes donc sur le parti à prendre. On reconnut que, d'une part, nous étions très à l'étroit dans mon logis, et que, d'autre part il y avait à craindre qu'il n'advînt malheur à tant d'Allemands, si l'on venait à découvrir qu'ils étaient tous réunis dans une même maison, où ils pouvaient paraître rassemblés pour conspirer, ce qui pouvait devenir un prétexte pour incendier cette maison (comme on l'avait d'ailleurs déjà fait une fois pour une autre maison dite *des Quatre Coins*, et où quatre-vingts huguenots, qui y étaient réunis, avaient été brûlés). Il fut donc résolu de nous séparer.

En conséquence ce mardi, après dîner, le comte de Holloch, avec son précepteur et son valet, Obrecht, Chelius, Milichius, s'en allèrent de l'hôtellerie de M. de la Noue, mon voisin, qui avait épousé la sœur de mon hôtesse. Metzler, malade de la fièvre quarte, ainsi que Rhelinger, resta avec moi. Les huguenots se cachaient par tous les moyens, se voyant surpris et connaissant la violence et la cruauté du peuple d'Orléans. Tous les maux à la fois : il fallait songer à sauver son bien, à sauver sa vie. Partout les papistes commençaient, non-seulement à piller, mais encore à massacrer. Les jours précédents, ils s'étaient surtout livrés au pillage et aux déprédations. Ils extorquaient d'abord de leurs victimes tout ce qu'ils pouvaient en fait d'argent, en leur promettant la vie sauve; puis, quand ils avaient tout pris, ils leur ôtaient encore la vie.

Les jours précédents, les massacres ne s'étaient pas ralentis dans le milieu de la ville, et l'on avait fouillé surtout tous les coins que l'on savait remplis de huguenots; l'on recherchait surtout ceux qui s'appelaient *les anciens de l'Eglise*. Je sais que plusieurs furent égorgés misérablement. Les ordres portaient de se défaire d'abord de tous les principaux d'entre les réformés, après quoi l'on viendrait plus aisément à bout du reste. On recherchait cependant les conseillers de la ville, les notables, les avocats et tous les hommes distingués soit par leur autorité, soit par leur intelligence, jaloux de suivre en cela l'exemple de Paris. Les huguenots se hâtaient de livrer une partie de leurs biens aux catholiques avec lesquels ils avaient eu auparavant quelques rapports d'amitié ou de familiarité. Bien des gens apportaient chez nous quantité d'objets qui pouvaient être cachés dans des coffrets que l'on donnait à garder à notre hôtesse, particulièrement à madame Floccard et à madame de la

Chaise, nos voisines. D'autres jetaient les leurs dans les latrines, d'autres dans les puits, d'autres enfouissaient quelques objets plus précieux, ou les déposaient dans des cachettes pratiquées dans les murailles ou dans des endroits plus secrets.

Nous avions encore 30 couronnes, que nous plaçâmes dans la partie haute du plafond de notre cabinet d'études, dans la fente d'une poutre. Nous cachâmes les livres évangéliques entre les tuiles et les traverses du toit. Notre hôtesse avait encore 400 francs qu'elle avait mis de côté pour solder le prix d'un champ qu'elle venait d'acquérir quelques jours auparavant, et 60 couronnes qu'elle avait enfouies dans son jardin. Bien que cette dame fût catholique, elle craignait (comme on pouvait s'attendre à tout de la part de ces coquins), que le pillage des huguenots une fois accompli, l'on en vînt à la piller elle-même, alors surtout qu'il était au su et au vu de tous que son père, qui vivait avec elle et chez elle, était de la religion réformée. Cela l'exposait à perdre tous ses biens, d'autant plus qu'il avait été publié que les papistes recélaient des huguenots courraient les mêmes risques et périls qu'eux.

Le libraire Eloy Giber vint, en ces conjonctures, se réfugier dans notre maison : Antoine Conti l'avait chassé de la sienne, ne voulant pas se trouver compromis. Ces deux vieillards, le père de mon hôtesse et Eloy Giber, se consultèrent pour savoir où ils se cacheraient. Giber demanda en suppliant à notre hôtesse de lui montrer un endroit du logis où il fût à l'abri des recherches, et cette dame, bien qu'elle eût pu mettre en avant le même motif de refus que Conti, se sentit touchée de pitié, l'accueillit et le cacha dans une retraite (où elle avait sauvé, dans les troubles antérieurs, bien des choses, tandis que le reste de la maison avait été pillé) et où il devait être difficile de le découvrir. — Cependant Gambon avait été tué par une balle à l'église Sainte-Croix, et son corps était resté tout le jour abandonné sur la place. Le bruit courut qu'il avait avant sa mort prononcé ces mots : « Vous avez bien fait, car si vous n'eussiez pas fait cela, nous vous eussions fait davantage. » On veut donner à entendre par ces paroles, qui sont peut-être une invention de ses assassins, qu'il était au courant d'un prétendu complot. Il avait été trouvé chez un prêtre, dans la demeure duquel il avait cru se pouvoir cacher en toute sûreté, mais il fut découvert par la trahison des voisins. Un libraire notre voisin fut mis à mort dans son logis ; on le traîna dans la rue, on pilla sa maison, on tira de sa cave ses tonneaux de vin que put enlever, tout pleins qu'ils étaient, quiconque en eut envie ; la majeure partie en fut répandue dans la rue.

On se porte chez Pierre Pillier, fondeur de cloches : des barres de fer défendent l'accès de sa maison ; on l'entoure, on veut en forcer l'entrée. Lui, ne voyant aucun espoir d'échapper, jette aux assaillants son argent par une croisée, et au moment où ils se mettent à le ramasser, il verse sur ces misérables du plomb fondu et bouillant ; puis il met le feu à la maison et y périt dans les flammes avec sa femme et ses enfants. Cet acte de désespoir eut pour effet d'en exaspérer quelques-uns, mais aussi de faire redouter, à d'autres que les huguenots ne fissent ailleurs des tentatives semblables et n'incendiassent la ville. Ordre est aussitôt donné que chacun ait à se munir d'un tonneau rempli d'eau, afin que le feu puisse être éteint si le mal se propageait. On obéit sur-le-champ.

Nous apprenons peu après qu'un Allemand a été tué et que Birkheimer, Botzen (?) et Mecken ont été pillés. Nous demandons à notre hôtesse de se rendre seule (puisque la sédition ne nous permet pas de l'accompagner) auprès du prévôt, M. L'Arinier, pour lui exposer qui nous sommes, quelle est notre condition, et pour solliciter la sauvegarde de sa maison. Elle parvient jusqu'à lui, quoique le prévôt fût assez empêché par la fureur du peuple, et elle reçoit de lui une réponse assez tiède, à savoir qu'il admirait qu'elle osât lui adresser une telle demande, alors que pas même lui n'était en sûreté dans sa maison ; qu'il nous conseillait toutefois de nous tenir clos en notre logis, car nous n'étions pas de ceux dont le roi entendait se défaire. Cet homme s'était trouvé d'abord dans un grand embarras, car il ne voulait pas que les huguenots fussent traités avec tant de cruauté et de barbarie, mais les exigences et l'acharnement des capitaines et du peuple le contraignirent de se soumettre à leurs volontés. Les capitaines demandèrent qu'il fît à son de trompe enjoindre par toute la ville à tous et à chacun des papistes d'avoir à égorger tous les huguenots sans exception. Et comme il se refusait à donner cet ordre, ils le menacèrent (et cela au moment même où notre hôtesse intercédait en notre faveur) de lui couper la tête. Sa résistance le rendit odieux au peuple et, par suite de cette opposition de sa part, aucuns crurent qu'il était huguenot. Il fut donc forcé, pour se soustraire à la rage du peuple, de se réfugier dans la citadelle, la partie la plus forte de la ville, et de se pourvoir d'une garde personnelle. Il n'en sortit que quand le maréchal de Cossé arriva à Orléans, et alors même ne quitta-t-il jamais ses côtés en allant par la ville.

La justice ayant donc été suspendue durant trois jours entiers jusqu'au quatrième, la rage du peuple se donna partout carrière,

et chacun eut pleine liberté de piller à son aise, de voler, tuer et massacrer les huguenots. Nombre de cruautés, de barbaries et d'actes sauvages furent commis en ces jours-là. On n'entendait parler que de massacres, extorsions, spoliations de tout genre.

Il s'introduisit dans la ville plus de quatre cents paysans et cultivateurs, qui y étaient venus dans le but de piller et de voler, pour se dédommager des pertes qu'ils avaient subies dans les troubles antérieurs. Ceux-là égorgèrent et massacraient les malheureux huguenots sans nulle miséricorde.

Afin de garantir d'autant la sécurité de ses biens, et aussi de diminuer d'autant nos chances de péril, notre hôtesse se décida à confier son père à notre voisin, le capitaine Bon-Cœur; ce qu'elle sembla pourtant faire presque malgré elle, en ce que c'était, pour ainsi dire, le remettre entre les mains des brigands. Mais, en ces conjonctures, on tente toutes les voies, puisqu'il n'y a pas d'autre remède. Ce capitaine reçut dix huguenots en sa maison, desquels il extorqua une considérable somme d'argent, et il les cacha dans son grenier. Entre ceux-ci était même un porte-enseigne de l'amiral.

Notre hôtesse nous donna avis que si nous voulions ne point paraître huguenots, nous devions chacun mettre une croix blanche à notre chapeau, car c'était là le signe de reconnaissance de tous les catholiques. C'était sans doute une chose à considérer, attendu que les évangéliques se distinguaient des catholiques par l'absence de ce signe. Metzler et Rhelinger se mirent une croix sans hésiter, disant qu'ils la portaient volontiers, si elle devait leur sauver la vie. En même temps, nous songeâmes à nos effets et à nos livres, que, dans notre grand effroi, nous avions délaissés dans une autre maison, espérant que cette sédition s'apaiserait plutôt qu'elle ne s'aggraverait. Grâce aux soins diligents de M. Barbin (qui, dans ces jours de troubles, nous a montré beaucoup d'intérêt, et nous a informés de ce que l'on machinait contre les Allemands), nous pouvons faire transporter les principaux de ces objets, auxquels se trouvent joints le *Corpus juris civilis* avec quelques autres livres. Nous demandons, en outre, que les coffrets déposés entre nos mains par Crecwiz, Logaw et Rodtkirch nous fussent remis. Mais au lieu de ces coffrets, la maîtresse de la maison envoya divers effets et livres de son mari. Pepliz avait eu la précaution d'ouvrir les coffres, d'en tirer les dagues damasquinées d'argent, et de les cacher dans des tas de bois.

S'étant acquitté de notre commission, M. Barbin, qui, avec d'au-

tres étudiants, parcourait çà et là les rues et revenait des pillages, nous avertit qu'il entendait proférer partout diverses menaces contre les Allemands, et que divers bruits étaient répandus sur notre compte, non pas seulement par le peuple, mais même par des étudiants. Nous étions, disait-on, des huguenots; nous étions allés aux prêches, et nous méritions la même punition que les autres. Il nous conseillait d'imiter l'exemple d'autres étudiants et de déclarer nos noms au capitaine de notre domicile, après quoi nous irions, exempts de crainte, piller de côté et d'autres avec les catholiques, ou tout au moins nous resterions toujours armés dans notre maison, ayant des épées toutes prêtes ainsi que des pistolets sous la main. Notre hôtesse nous en dissuada, objectant que nous nous exposerions à un grand danger si nous allions dans les rues, étant surtout si bien connus du peuple. Elle nous conseilla donc de nous en tenir à la recommandation du prévôt, et de rester au logis; il pouvait arriver, en effet, qu'étant trouvés tout armés, nous fussions tués d'autant plus vite.

Nous avions de nombreux et très-graves motifs de craindre pour notre vie.

D'abord, personne n'ignorait à quelle religion nous appartenions; tout le monde savait que nous étions huguenots, tout le monde nous avait vus entrer au préche et en sortir, et il était notoire que presque tous les Allemands demeuraient chez des huguenots, et mangeaient avec eux de la viande en carême. Aussi bien disait-on couramment et en manière de vérité reçue : « C'est un Allemand, partant, c'est un huguenot. » Nous nous rappelions aussi les mauvais propos des bourgeois et du peuple, qui, avant le commencement des troubles, ne cessaient de nous menacer, entre autres, d'attaquer plusieurs Allemands à leur retour du préche, et de leur enlever les chaînes d'or que quelques-uns portaient au cou, attendu qu'il n'y avait pas de préche auquel n'assistassent quelques Allemands. Ils voulaient en venir à faire interdire aux Allemands nominativement d'aller aux prêches. Ils s'appuyaient sur cette singulière interprétation de l'édit de pacification, qui distingue entre les sujets du roi et les étrangers, lesquels devaient exercer leur religion prétendue dans leur propre pays, et ne point venir renforcer par leur présence la criminelle hérésie des huguenots, laquelle seule ils étaient contraints de tolérer, parce que telle était la volonté du roi et la loi. Nous nous rappelions ces clameurs et d'autres encore, que soit nos partisans et certains habitants d'Orléans, soit nous-mêmes en traversant le pont, au retour du préche, nous

avions entendues, et nous avions à craindre qu'une si bonne occasion ne fût mise à profit par nos ennemis.

Nous nous souvenions aussi de cette discussion que nous avions tous les ans avec les Picards, les Champenois et les Normands, lesquels, sans droit aucun, prétendaient, et ils l'ont bien souvent déclaré, nous chasser de la place qui nous était due, et surtout nous n'ignorions pas les embûches qu'ils nous avaient tendues, lorsque vingt-quatre d'entre eux armés attendaient notre procureur à la sortie du collège Dd — (?), ni les querelles qui s'étaient élevées dans le collège Dd — (?) entre les procureurs, surtout quand la nation française eut pris parti pour eux et eut offert à quelques capitaines son concours pour nous expulser. Comme nous savions que ces mêmes individus parcouraient les rues de côté et d'autre, saccageant les maisons, assassinant les personnes, nous avions grand'peur qu'ils ne vinssent assouvir leur vengeance, dès longtemps préméditée, étant surtout excités alors par le peuple à profiter de l'occasion pour se défaire des Allemands, à exterminer ces chiens de huguenots, afin de s'emparer, nous n'étant plus là, de nos biens, selon le cri que souvent on leur avait entendu pousser : « Allons piller les Allemands, Mort-Dieu ! ils ont de beaux reistres, belles dagues, etc. (1). »

M. Barbin et M. du Bois, qui avaient été parfois pris à partie par eux, nous firent songer à tout cela. Ajoutez que certains habitants de la ville avaient dit aux étudiants : « Mort-Dieu ! frottez dessus et nous achèverons le jeu ! » Ces discours émurent quelques étudiants, qui, entendant le bruit qui se faisait du pillage des Allemands, voulurent sauver, en les transportant ailleurs, tous les effets de M. Jacquot, parent du président, qui était à Paris, afin que ses effets ne fussent pas perdus avec les nôtres ; mais notre hôtesse ne voulut point les leur livrer, disant que, si cela arrivait, il fallait que les uns fussent pillés avec les autres, et que tous eussent le même sort, quel qu'il fût.

Outre ces menaces et ces clameurs, on en forgeait d'autres qui concernaient certains Allemands et certains bourgeois. On excitait à prendre les armes le chef des gardes (qu'on appelle chevalier du guet et lieutenant du guet). Il avait juré qu'il se vengerait, en temps opportun, d'une injure que lui avaient faite certains Allemands. Il y avait encore la haine que notre voisin, le capitaine Bon-Cœur, avait conçue envers mon frère, parce que, dans un procès entre lui et l'ap-

(1) Ces mots sont donnés en français, et ainsi expliqués en latin : *Hoc est : Eamus nunc ut spoliemus etiam ipsos Germanos, habent hercule pulcherrima vestimenta, etc.*

pariteur général mon frère, cité par le juge comme témoin à charge contre le capitaine, avait déclaré fidèlement ce qu'il avait vu et entendu; et en revanche, l'autre avait juré par tous les dieux (moi et Pepliz étant présents), que s'il le rencontrait dans la rue, il lui fendrait la tête. Or, il était homme à réaliser ses menaces, et tout Orléans le savait aussi. Les huguenots, qui avaient voulu le déferer à la justice du roi, avaient en lui un persécuteur aussi acharné que redoutable. La rage intense de ce personnage était à craindre, à un moment où tant d'hommes, et des plus distingués, étaient expédiés à la turque, et où la justice était comme morte elle-même. En même temps, nous avions appris par des lettres de Paris que le comte de Hanaw avait été tué (ce que nous pensions être arrivé par la volonté du roi); mais dans notre ville même, M. de Merzenich avait été égorgé, et quelques-uns des Allemands, M. Botzen, M. Meck, M. Birkheimer avaient été pillés et s'étaient trouvés dans le plus grand péril; or, nous étions très-bien connus, ayant séjourné à Orléans depuis quinze mois, et étant par cela même l'objet d'une haine d'autant plus forte; sans compter qu'aucun édit n'avait été publié (comme on l'avait fait à Paris) pour défendre de molester les étrangers en un pareil moment, et que ce qui n'était pas défendu semblait permis à un peuple en furie. Nous ne pouvions non plus nous empêcher d'observer que notre maison se trouvait environnée de maisons huguenotes, dont nous pouvions voir de nos yeux quelques-uns des habitants pillés et massacrés, et voilà que nous-mêmes nous passions pour nous cacher comme des huguenots timides et craintifs, puisque nous n'avions donné nos noms à aucun capitaine. Ce qui augmentait encore nos appréhensions et nos craintes, c'est que nous savions que deux huguenots, vieillards septuagénaires, tous deux notables et chefs de leur Eglise, et M. Jean Gyot, procureur, parent de notre hôtesse, habitaient la maison, et que l'un d'eux y demeurerait caché, ce qui pouvait être cause, si l'on les cherchait et si l'on venait à les y trouver, qu'on nous tuât nous-mêmes aussi dans le premier accès de fureur. Tel était l'excès de nos angoisses que nous ne pouvions ni prendre d'aliments, ni songer à nous cacher. C'eût été un signe de faiblesse ou de mauvaise conscience; c'eût été imiter l'exemple des huguenots que les caves et les réduits les plus obscurs ne pouvaient préserver de la mort. Sur ces entrefaites, la nuit arrivait, où il était enjoint à tout catholique de placer des lanternes ou des torches au devant de leurs maisons. En proie aux réflexions que les circonstances faisaient naître, on ne donna pas un seul instant au sommeil; on entendit toute la nuit toutes

sortes de lamentations, de plaintes, de clameurs, d'invasions de maisons, de pillages, principalement au domicile de madame de la Chaise, notre voisine. Deux bandes voulaient s'emparer de sa demeure, et c'était à qui s'y établirait par la force, et toutes deux, dans cette lutte, s'accablaient de coups. Toute la nuit, on y fit bombance, ayant là (car c'était une maison riche) des provisions excellentes et à discrétion.

Le capitaine Bon-Cœur, notre voisin, avait sous ses ordres des hommes qui, toute la nuit, allèrent emportant chez eux des objets de toute espèce qu'ils s'étaient procurés en rançonnant et en pillant; lui-même faisait aussi son métier, et je puis affirmer que cet individu qui, avant les troubles, ne possédait pas un sou vaillant, à tel point qu'il en était réduit à démolir sa maison pour avoir du bois à mettre au feu, se trouva avoir gagné de côté et d'autre, dans ces troubles une somme de 4,000 couronnes. Lorsque des huguenots voulaient s'échapper, ceux qui occupaient tous les coins de rue leur criaient : *Qui va là ?* (le mot du guet) et ceux qui ne pouvaient répondre étaient mis à mort.

C'est ce qui explique comment maître Ouvert Morieau, appariteur général, en faveur de qui mon frère avait déposé dans le procès en injures contre le capitaine Bon-Cœur, fut, au moment où il gagnait un endroit plus sûr, reconnu par une sentinelle et blessé d'un coup de hallebarde; et, comme il ne voyait aucun moyen de salut, mais au contraire une mort inévitable à coups de dagues, il se précipita dans le puits de Ligniers et s'y noya. Nous entendîmes le bruit de sa chute. Des voisins tirèrent chez nous de l'eau de ce puits qui était rouge de sang.

Cette nuit, à notre insu, notre hôtesse avait recueilli un autre huguenot, le fils de notre voisine, madame de la Chaise, qui, au petit jour, changea de demeure.

Le conseiller Morieau, homme de grande sagesse, est aussi tué dans son lit.

Est tué de même chez lui le conseiller J. V. D. (sic), M. Charpentier, homme d'un esprit supérieur.

Plusieurs demoiselles et honnêtes dames furent violées par les capitaines et par ces bandits, qui leur promettaient la vie sauve si elles consentaient à se livrer à eux. C'est pourquoi les filles de madame Floccard ne quittèrent pas leur mère qui s'était cachée chez madame Fabre. Et cette nuit, deux demoiselles qui étaient obligées de franchir le mur du comte de Hohenlohe, pour se sauver, furent outragées par ces misérables dans son logis, en face de l'écurie.

Après cet acte odieux, ils entrent dans l'écurie et y volent le cheval du comte de Hohenlohe, un superbe animal qu'il n'eût pas donné pour 80 couronnes de Blois. Mais ce cheval était assez difficile, et comme ils ne savaient pas le mener, il tua l'un d'eux, ainsi que nous l'a rapporté le capitaine Rigault.

Le mercredi au matin, notre voisin Fermeineau, tonnelier, envahit notre maison à main armée avec un autre brigand, pour tuer Jean Gyot, le père de notre hôtesse. Il demanda à celle-ci où elle avait caché son père et jura par tous les dieux que s'il le trouvait « il lui passerait le fil de son épée dans le ventre. » La pauvre femme fut forcée d'ouvrir toutes les chambres; moi-même, j'ouvris mon cabinet qu'il voulut voir. Il ne voulait pas d'ailleurs nous faire de mal, disant : « Ce ne sont pas ceux-là que je cherche. » Mais il ne put le trouver dans la maison. Eloy Giber était tout abattu et très-troublé, car il chercha dans la chambre même où il s'était caché.

Fermeineau se vantait d'avoir tué de sa propre main cinquante personnes. Plus chacun avait commis de meurtres, plus il s'en faisait honneur et gloire.

En ce qui concerne M. François Taillebois, vieillard sexagénaire, ayant rendu de grands services à l'école d'Orléans, non-seulement plein de piété, mais de science et particulièrement instruit dans les matières de la religion, qui était alors professeur à Orléans et était mon très-cher et honoré maître, voici ce qui advint. Ces brigands, ces bourreaux, le rânçonnèrent le mardi soir, et comme on le jugeait digne du même sort que les autres, ils lui firent grâce de la vie, pourvu qu'il se rachetât par une belle rançon. Il les conduisit dans son cabinet, leur offre tout ce qu'il a d'argent, savoir 120 couronnes, et fait apporter du vin : après quoi il les congédie. Ceux-ci qui venaient de le rânçonner le racontèrent à d'autres qui, le mercredi matin à neuf heures, envahirent son domicile; ayant été dépouillé de tout son argent, il leur demande s'il leur plaît de partager son déjeuner et de goûter son vin. Ils l'entraînent hors de chez lui, lui répondant qu'on en trouverait de meilleur *au Saumon*. Après l'avoir conduit *au Saumon*, ils prétendent que le vin n'y est pas bon non plus. Ils entreprennent donc de le mener jusqu'au pont (*au Portereau*) et là, ils le percent de coups et le jettent du haut du pont dans la rivière de Loire, en disant : « Nous te baignerons assez à boire, meschant ! » On rapporte, et je l'ai appris d'autres étudiants français, qu'il est mort avec une grande fermeté d'âme, et l'on m'a assuré que des étudiants mêmes lui avaient porté

des coups. Lorsqu'on l'arracha de chez lui, il avait donné la clef de sa bibliothèque qui était bien garnie, qui passa aux mains de M. Barbin, avec quelques-uns de ses livres. Sa dernière leçon qu'il fit le lundi à neuf heures, roula de *publ. jud.*, § *Lex Cornelia*, dont il fit la démonstration par le sacrifice de sa propre vie. On pillà, encore le même jour les livres de Treperel et d'Eloy Gibet, libraires d'Orléans, et on les dispersa par les rues. Ce Treperel, se croyant en sûreté après le pillage de sa maison, entra dans une église pour y abjurer, mais par suite de la haine extrême que le peuple lui portait, il fut entraîné hors de l'église, misérablement percé de coups et tué devant cette église même. On lui coupa la tête qui demeura trois jours en cet endroit. Ce fait m'a été rapporté par Jean Fabre, qui avait quitté Orléans après les troubles. Sa sœur périt également. Après Treperel, d'autres furent aussi mis à mort, ainsi que me l'a raconté un bourgeois d'Orléans.

Conti avait envoyé ses fils pour qu'ils se fissent donner des livres de droit, et je les ai vus souvent revenir chargés de butin. Comme ils n'avaient pas de boutique, ils étaient obligés d'exposer aux coins des rues..... (?) Conti avait aussi recueilli des livres de madame de la Chaise, dont le mari était docteur en droit et avocat, il eut tous ces livres par le pillage et enrichit ainsi sa bibliothèque des ouvrages des commentateurs. Tels furent les exploits de ce Conti.

Laurent Godefroid, professeur de Pandectes, enrichit sa bibliothèque par les mêmes moyens. Il recueillit tous les livres de George Obrecht, qui avait, dans la maison de madame Coursière, un cabinet formé par lui-même pendant son séjour à Orléans et rempli de toute espèce d'ouvrages. C'est à ce Godefroid que sont allés mes œuvres du *Speculator* (1), mon *Alciat*, mon *Mysinger*, et autres livres que j'avais prêtés à Obrecht.

Notre voisin, le Dr Beaupied, professeur de droit canon, recueillit aussi tous les livres de mon frère Bernhard, par suite du pillage de la maison de Saint-Thomas, son hôte ; il prit aussi sa garde-robe et ses chemises. La moitié de ce que possédait Pepliz passa chez le capitaine Bon-Cœur, et l'autre moitié chez le même Beaupied. Le capitaine prit le *Corpus juris civilis* qu'il donna au procureur de Picardie.

Jean Metzlér perdit aussi tous ses livres, ses Corps du droit civil et canon, son Bartole, son Jason, ses Feudistes et tous ses autres livres Dd (?) et aussi sa garde-robe. Tout cela s'en fut chez le susdit

(1) Par *Speculator*, il entend sans doute Vincent de Beauvais, l'auteur de divers ouvrages fameux qui portent tous le titre de *Speculum* (Miroir).

M. Beaupied. Il n'en a rien recouvré. C'est encore chez lui que furent portés les coffrets de Crecwiz et de Martin Winters. Le Dr Fournier et Robert, professeurs d'Orléans, n'osaient pas sortir de chez eux. Bien qu'ils fussent catholiques, comme ils avaient autrefois suivi le parti des huguenots, ils craignaient (comme beaucoup d'autres) qu'après s'être défaits des huguenots on ne songeât à se défaire de ceux qui l'avaient été antérieurement. On rechercha le fils de M. Robert dans sa maison. On ne sait s'il fut découvert. Il y avait même des papistes qui étaient tremblants. Ainsi, M. Bojuin, qui avait épousé une sœur demon hôtesse, n'osa pas sortir de chez lui.

M. du Bois, la nuit du mercredi, défendit la maison de M. Fournier. Il disait qu'il devait sûrement mourir cette nuit-là, ayant pendant la journée, préservé le logis et les biens d'une veuve qui l'avait supplié de prendre la défense de sa maison. Il aurait pu s'emparer d'une masse de vases d'argent, mais il laissa le tout à un moine nommé de l'Espine. Il eût certainement sauvé la vie aux maîtres qui étaient huguenots et qu'il voulait conduire à la citadelle ; mais ceux-ci ne voulurent pas se fier à lui et préférèrent recourir à la corruption ; au milieu de la rue (*au Martereau*), ils furent tous taillés et tués avant d'arriver au rempart.

François Gayard, vieillard sexagénaire, affligé de la goutte, fut trouvé dans son lit et sur le point d'expirer : les misérables n'en font pas moins feu sur lui, le blessent à la tête, et l'égorgent : pour peu qu'ils eussent tardé à venir, ils auraient trouvé un mort.

Ils atteignent aussi d'une balle un fondeur de métaux, qui se tenait sur sa porte, et demeurait tout près de la maison de M. Gayard.

Un pauvre savetier qui demeurait dans la même rue, près des *Bonnes-Nouvelles*, s'était caché sous la cloche de son église détruite, il y fut découvert et mis à mort.

Dans le même voisinage était un boulanger, gros et ventru, qu'ils trouvèrent dans sa maison. Il leur demanda avec supplications de lui laisser la vie, alléguant qu'il avait connaissance de secrets importants pour le salut du royaume, et touchant la vraie origine des troubles. On le pressa de dire quels étaient ces secrets ; il répondit qu'il ne pouvait les révéler qu'au roi et au roi de Navarre : car c'était chose de grande conséquence, et qui ne pouvait être confiée à aucun autre. Les brigands ripostèrent qu'ils représentaient le roi, puisque ces exécutions étaient faites en son nom, et comme ils le sommaient avec violence, en piquant son gros ventre avec leurs pointes, il s'écria qu'il allait parler. Mais comme ils le virent changer

tout aussitôt de langage, et chercher des faux-fuyants, ils l'accablèrent de coups et l'égorgèrent.

Dans la même rue demeurait M. Pepliz, qui vit aussi égorger diverses personnes de son voisinage, entre autres un brave artisan, qu'il vit percer à coups de dague et frapper, et faire encore plus de trente pas avant de tomber. Il vit aussi, près de la maison d'un boucher, trois hommes que l'on fit sortir des maisons voisines, et qui furent massacrés par la foule. On tirait d'abord sur eux; puis, après qu'ils étaient tombés, les assistants les accablaient de coups; il y avait là surtout, dit-il, un certain paysan qui d'un coup de son épée, traversa le corps d'un homme déjà blessé, de part en part et avec tant de violence que la lame y demeura engagée et que la poignée lui resta à la main, et comme un de ces malheureux remuait encore la main, on la lui détacha d'un coup. On abandonna les trois cadavres au milieu de la rue devant la maison de Pepliz. Il a vu aussi des voitures, passant par là, rouler sur les corps. M. Tilmann a aussi entendu les cris de ces infortunés qui habitaient à côté de chez lui.

Un cinquantenier, qui gardait la maison de M. de Hohenlohe, profita de l'occasion pour tuer son voisin contre lequel il avait conçu de la haine. Il avait une épée large de trois doigts; lorsqu'il se fut saisi de son voisin, celui-ci lui demanda de lui faire la grâce de lui trancher la tête d'un coup; et il se mit en posture pour cela. L'autre répondit qu'il pouvait y compter et qu'il ne lui restait qu'à dire son *confiteor* (selon leur langage), et comme il allait le dire, il lui fendit la tête, d'un coup furieux, au beau milieu. C'est de ce bourreau même que je tiens ce récit, car il se plaisait à nous raconter son exploit. Il donnait à son épée le nom de *canif* (ung canivet) et disait qu'il en avait endommagé la lame dans le crâne de ce huguenot, ce crâne étant plus dur que du fer.

Un armurier qui demeurait près du Bourdon blanc, assailli par ces gueux se défendit bravement et avec vigueur et tua plusieurs catholiques. Voyant enfin qu'il n'y a plus moyen d'échapper, il met le feu à son lit et se brûle avec sa paillasse.

Le capitaine Sevin avait deux frères qui étaient de la religion réformée; il les aimait extrêmement et voulut les sauver. Les autres capitaines s'en étant aperçus, insistèrent d'autant plus pour qu'il les remit tous deux entre leurs mains, ce à quoi il se refusa absolument. Comme ils le menaçaient de mort, et quoiqu'il remplît les fonctions de capitaine (la fureur du peuple ne lui laissait aucun espoir), il promit de faire selon leur volonté, à cette condition qu'on accorderait du moins à ses frères un délai d'une heure, car il pouvait

se faire qu'ils se ravisassent d'ici là et fissent retour à l'Eglise romaine. Mais ils ne voulurent pas même accorder cette heure, se ruèrent dans la maison et, en présence du capitaine Sevin, demandèrent à l'un de ses frères s'il voulait rentrer dans le giron de l'Eglise : celui-ci refusa constamment. Les misérables le frappèrent de mille coups. Ils demandent alors à l'autre, qui vient de voir le traitement qu'a valu à son frère son opiniâtreté dans sa foi, s'il entend persister aussi. Il répond qu'il n'a pas besoin de paroles, et qu'il partage les sentiments de son frère. On l'égorge aussi en la présence du capitaine Sevin, son corps n'est bientôt qu'une plaie. Un troisième frère M. Javer, autrefois mon camarade, était à cette époque, heureusement pour lui, en Angleterre, où Pierre Bentrychius le vit et lui parla.

La cruauté et la sauvagerie de tous ces misérables en venait souvent à cette extrémité de ne se point contenter d'un, de deux, de trois coups, mais de cribler leurs victimes de blessures sans nombre. Chacun des assistants voulait en effet montrer sa vaillance en prenant sa part du massacre et en faisant quelques plaies.

Dans la maison du comte Hohenlohe, et à l'insu du maître, deux huguenots étaient aussi cachés, le fils de madame Bodewein, qui s'était réfugié dans le grenier, et l'hôte *du Saumon* qui, pendant trois jours, avait été caché dans le puits de madame de la Noue. Lorsque celui-ci entendait entrer quelqu'un dans la maison, il faisait un plongeon et se mettait la tête sous l'eau. Lorsqu'à la fin il pensa n'être plus en sûreté là (car les voisins étaient dans le secret), il voulut se réfugier ailleurs, et fut dans la rue même percé d'une balle. L'hôtesse *du Saumon*, sa femme, se tira d'affaire au moyen d'une rançon. Elle va, dit-on, se remarier à un Suisse.

Notre savetier, qui habitait près des Ecoles, se cacha dans la maison de madame Commisà (†), sous l'escalier, là où l'on mettait les chiens. Il n'avait pas encore été tué, quand nous sommes partis ainsi que nous l'a dit sa femme, qui était grosse.

Les deux fils de madame Masseau périrent misérablement : c'était deux hommes braves et vigoureux ; l'un d'eux fut tué sous le toit de la maison. Cretwitz et Logaw habitaient avec eux. Notre domestique les a vus tous deux gisant dans la rue. Madame Masseau fut cachée entre deux murailles, la sienne et celle de Martin le savetier, où elle subsista durant plusieurs jours, à ce que nous a rapporté Martin.

Au milieu de ces épouvantables événements, j'ai surtout fait deux remarques qui méritent d'être ici consignées. L'une est relative aux

pillages et au moyen de préservation auquel on avait recours ; l'autre, aux massacres. Pour échapper au pillage, certaines personnes employaient cette ruse : elles corrompaient les appariteurs de la ville, qui, au nom de créanciers, saisissaient leurs biens ou les emportaient ; ou elles subornaient, par quelque libéralité, des catholiques qui, simulant un pillage en règle, enlevaient tout dans l'intérêt du propriétaire. Notre voisine, madame Floccard, se servit de cet expédient et feignit de se répandre en larmes et en lamentations, lorsqu'on envahit son domicile, d'accord avec elle. La même ruse réussit à madame Bailli Pierre, ainsi que je l'ai su d'elle-même.

Pour éviter le massacre, voici le moyen que l'on imaginait : comme tous les huguenots étaient inscrits sur une liste, afin de savoir ceux qui avaient été tués et ceux qui étaient encore vivants, on suborna des gens qui répandaient par toute la ville le bruit qu'ils avaient vu tel ou tel étendu mort dans la rue ; auquel bruit on ajoutait souvent foi, de façon que ceux qu'il concernait n'étaient plus recherchés. Ce stratagème fut mis à profit par mon hôtesse, qui amena, par des largesses, monsieur de Argeri (?) et un domestique du capitaine Bon-Cœur à colporter et proclamer sans relâche la nouvelle que son père avait été tué. En même temps la dame n'oublia pas son rôle et feignit de pleurer et de gémir sans relâche.

Comme les meurtres continuaient et qu'il semblait ne devoir pas y avoir de fin au carnage, jusqu'à ce qu'on ne pût signaler aucun huguenot survivant, et comme les périls croissaient avec la fureur du peuple, notre hôtesse ne voulut plus garder plus longtemps le vieux Eloy Gibert. Elle donnait de son refus les raisons que voici : 1^o c'était compromettre ses pensionnaires allemands et leur faire courir un grand danger ; 2^o c'était ajouter encore aux chances de perte, déjà si grandes, pour ses biens, si l'on venait à trouver dans sa maison une personne cachée, alors que les papistes donnant asile à des huguenots étaient assimilés à ceux-ci ; 3^o elle ne pouvait garder un étranger, alors qu'elle avait, à cause de nous, renvoyé son propre père ; que dire de plus ? Cependant Eloy Gibert ne voulait point s'en aller ; suppliant, embrassant ses genoux, il lui offrait tout son argent, c'est-à-dire une somme de 2,000 francs, qu'il avait sur lui. Elle le pressait de sortir, ne se laissant toucher ni par ses prières, ni par ses pleurs, ni par ses offres. En effet le danger devenait de plus en plus grand. Ne pouvant obtenir qu'il partît volontairement, elle allait le faire partir de force. Ce que voyant, et malgré lui, on le faisant céder soit à nos menaces, soit à nos prières, nous parvîmes à le conduire dans la maison de madame Floccard, con-

tigué à la nôtre et que les appariteurs de la ville avaient pillée (ce qui rendait le danger moindre) et nous lui trouvâmes une cachette sous le toit. Elle ne lui parut pas assez bonne et il ne s'en contenta pas, mais nous le laissâmes enfermé dans la maison. Plus tard réfléchissant qu'il pourrait se précipiter dans le puits, nous revînmes en lui apportant quelques aliments, mais nous eûmes beau le chercher partout, l'appeler, le prier de répondre, il nous fut impossible de le trouver en aucun endroit, soit aux latrines, soit dans le puits, que vainement nous visitâmes avec des chandelles. Nous n'avons pas même bien compris par la suite où il s'était réfugié.

Ceux qui habitaient dans les faubourgs, au delà du pont, voulurent aussi faire irruption dans la ville pour y piller et y voler ; mais les portes étaient fermées, et ceux de la ville refusèrent de les laisser entrer. Ils se rassemblent donc à l'Isle, qui est à un mille d'Orléans, où le bailli d'Orléans (1), qui fut tué à Paris, avait sa résidence, et où se tenaient tous les prêches ; ils s'emparent du château, y pillent, y enlèvent tout, et y massacrent impitoyablement tous ceux qu'ils y rencontrent. Ils mettent en mille pièces la chaire à prêcher. Ils ne trouvèrent pas M. Beaumont, le pasteur (aujourd'hui superintendant à Neustadt) ; il était parti peu auparavant pour aller avec sa femme à Montargis, auprès de la duchesse de Ferrare. Mais ils trouvèrent dans son cabinet des lettres de la main d'Hotman, desquelles lettres on voudrait faire ressortir la preuve qu'Hotman et le pasteur étaient complices d'un prétendu complot. On y lit cette phrase : « Je me réjouis de ce qu'avant peu de temps, l'Evangile sera annoncé dans toute la France. » C'est M. Nourrisson, juge à Orléans, qui m'a fait connaître ce détail.

Quelques courriers arrivèrent de Paris à Orléans, porteurs de dépêches munies de la signature et du sceau du roi : ils se dirigèrent, les uns vers telle province du royaume, les autres vers telle autre. M. de Sose porta un ordre royal d'avoir à se défaire de tous les huguenots de Bordeaux. Le duc d'Anjou avait aussi envoyé son courrier, qui avait passé par Orléans, pour que les mêmes exécutions eussent lieu dans son gouvernement. On dit que les messagers étaient partis de Paris au nombre de vingt-quatre, pour aller remettre les ordres du roi de côté et d'autre.

Comme c'était jour de foire à Saint-Benoît (sur la Loire, à la distance d'un jour d'Orléans), où l'on était sûr que devaient se trouver des huguenots orléanais, on y envoya quelques bandits pour les mas-

(1) Jérôme Grosiot, seigneur de Lisle, etc. Sa maison de ville est aujourd'hui l'hôtel-de-ville d'Orléans.

sacrer tous. On a su que Bailli Pierre avait été tué de la sorte.

Je reviens aux nôtres. Lorsque M. de Hohenlohé était, avec tant d'autres, spectateur de tant de tragédies et de misères, deux brigands font irruption dans sa maison avec leurs épées ensanglantées pour chercher deux Allemands qu'ils connaissaient comme ayant fréquenté les prêches. Ils montent dans la partie haute de la maison, mais ne trouvent aucun de ceux qu'ils cherchaient. Le comte de Hohenlohe les congédie enfin, non sans les avoir fort bien régelés. Il est très-vraisemblable que c'était nous deux que l'on cherchait, comme étant plus connus que les autres.

Cependant ils ne vinrent pas dans notre logis, quoiqu'il fût resté ouvert comme ceux de tous les catholiques et que les premiers brigands venus fussent libres d'y entrer et d'en sortir. Toutefois diverses menaces étaient répandues çà et là au sujet de la mise à mort des Allemands, principalement par le procureur de Picardie, M. Bordier, qui se glorifia d'avoir de sa propre main égorgé quarante personnes, ayant rapporté ces nouvelles à Pepliz, en revenant à plusieurs reprises du massacre, tout couvert et tout souillé de sang. Ce Bordier fut du nombre des étudiants qui ne pillèrent et ne tuèrent pas moins que les autres, et il était toujours accompagné de Nicolas Harlay, porte-enseigne. Après le dîner, vers une heure, ce jour-là, qui fut néfaste et fatal entre tous, et où la fureur du peuple et les massacres furent le plus terribles, on publie à son de trompe un édit enjoignant à tous les étrangers qui n'avaient pas été inscrits à la Maison-de-Ville de vider la place dans l'espace de deux heures, sous peine de la vie et de confiscation de tous leurs biens. Lorsque cet ordre nous fut annoncé par quelques personnes, il mit nos esprits dans un tel trouble et une telle confusion, que nous fûmes incapables de comprendre et de résoudre ce qu'il y avait à faire. M. Metzler se mit à pleurer, bien qu'il fût d'ailleurs courageux et ferme. Nous pensions bien que cet édit avait pour but d'empêcher les Allemands de former aucun complot dans la ville, mais il était fort à craindre qu'une fois sortis des maisons où ils se cachaient, ils ne fussent tués dans la rue, ou qu'en franchissant les portes, ils ne fussent précipités dans les fossés, ou, en admettant que nous pussions nous échapper sains et saufs à travers la ville, au milieu de tels troubles, nous n'avions guère d'espoir de gagner de là les champs, alors que tout était rempli de brigandages et de meurtres, à la campagne aussi bien qu'à la ville. Quelque court que fût le délai accordé, nous étions tous prêts, sous l'empire des circonstances, à braver ces périls. Le comte n'avait pas d'autre désir.

Quant à Metzler, il avait peu de chance d'aller loin, ayant une forte fièvre quarte. Chacun se disposa à partir, et notre hôte nous recommanda entre autres choses, si nous parvenions à quitter la ville sains et saufs, de suivre le cours de la Loire, parce que nous nous trouverions plus en sécurité dans ces endroits où habitaient principalement les huguenots. Tout en faisant ainsi nos préparatifs, nous décidons, avant de partir, la maîtresse du logis et M. de la Noue à s'enquérir d'abord avec soin de la teneur et du dispositif de l'édit en se renseignant auprès de ceux-là même qui l'avaient rendu et à qui il appartenait de l'expliquer. Ils vont donc trouver les échevins et les chefs de la cité et leur demandent si l'édit comprenait les Allemands et si le terme d'étrangers s'appliquait à eux. Les échevins leur répondirent que l'édit n'a pas eu en vue les étudiants, mais les paysans et les cultivateurs qui étaient dans la ville, y ayant pénétré au nombre de plus de quatre cents, et qui ne pouvaient se rassasier de pillages et de déprédations, de telle sorte qu'il était à craindre qu'après avoir dévasté les demeures des huguenots, ils ne se ruassent aussi sur celles des catholiques. A ce même moment, on avait fait monter à cheval environ trente hommes de cavalerie, que commandait M. de Lingerolle, le procureur du roi, chargé de l'exécution de tous les mandements, pour chasser de force les paysans.

Cependant, il n'y avait toujours pas de fin aux menaces contre les Allemands. Quoique nous eussions été éclairés sur le mandement du président, M. Arinier (?), néanmoins, pour prévenir la fureur de ce peuple en démençe, et afin que ses menaces n'en vinssent pas à porter leurs fruits, nous représentâmes, par l'intermédiaire de M. de la Noue, au procureur du roi, M. de Lingerolle, la persistance de ces menaces et des bruits qu'on répandait çà et là à notre sujet. Nous lui demandions humblement de détourner de nous ce péril et d'enjoindre notamment aux capitaines de la ville de nous couvrir de leur protection. Nous le priâmes aussi de comprendre dans cette même mesure les échevins, les dizéniers et les chefs de la cité, demandant qu'ils nous servissent de sauvegarde contre la fureur du peuple.

Entre quatre et cinq heures du soir, quarante hommes se concertent dans un carrefour près de Sainte-Croix, pour piller et massacrer le reste des Allemands. Ce complot avait surtout pour but, ainsi que me l'ont appris des habitants de ce quartier, de se débarrasser de Charles Horneck et de Wilhelm Peplitz. Tandis que le procureur du roi était occupé à donner la chasse aux paysans et aux campagnards, et parcourait à cet effet presque

toutes les rues, avec trente hommes à cheval et quelques soldats et archers, il parvient dans notre voisinage, s'enquiert des pensions des Allemands et s'arrête, avec son escorte, devant la maison du comte ; il fait appeler les Allemands, ainsi que leurs interprètes. On vient me chercher pour lui parler, et je lui fais, au nom du comte et de nous tous, une humble requête tendant à ce qu'il nous prenne sous sa protection et nous garantisse de la fureur croissante du peuple, qui continue à menacer les Allemands et à vouloir les mettre à mort. J'ajoute que nous lui serions éternellement reconnaissants d'un tel bienfait. Il demande d'abord si nous sommes tous de la religion romaine, et Jacob Milichius s'empresse de répondre que nous sommes tous très-bons catholiques. Moi, je déclare que nous sommes des étudiants venus pour cultiver les lettres et apprendre la langue, et parfaitement incapables d'avoir porté les armes contre le roi, d'avoir fait du mal aux catholiques, d'avoir dévasté les églises, enfin d'avoir causé à personne le moindre dommage ou d'avoir prémédité quoi que ce soit de fâcheux contre le bien commun et la paix publique ; c'est pourquoi je le supplie de nous accorder sa protection. Il nous promet son aide et assistance, tant à cause de M. Jacquot, parent du président et qui était mon commensal, qu'à cause de la très-honorable Madame Gallier, et dit qu'il ferait en sorte qu'il ne nous arrivât pas de mal et que nous ne devions pas douter de ses dispositions à notre égard.

Pour plus de sécurité encore, M. Charles Horneck, qui avait rempli la charge de procureur, avait, dans ces extrémités, au nom de toute la nation allemande, écrit à M. Mourrisson, juge d'Orléans, qui semblait de tous le plus favorablement disposé à l'égard des Allemands ; il lui avait écrit une lettre courte, mais habile, dans laquelle il exposait notre situation, le danger où nous plaçait le déchainement du peuple, représentant que, tout occupés de nos études, nous n'avions absolument rien à faire avec les armes, qu'on ne nous avait vus nous en servir ni contre le roi ni contre aucun de ses sujets, que nous demandions en conséquence à être protégés contre ses emportements, ses cruautés, ses barbaries.

Lorsqu'il eut reçu cette lettre accompagnée d'un sauf-conduit impérial, valable, au nom de Sa Majesté l'empereur, pour tous pays, il montra le tout aux échevins de la ville, qui jugèrent que notre demande était assez juste, surtout en se reportant à cette règle d'équité, savoir la réciprocité du droit (*quod quisque juris in alterum, etc.*) Ils craignaient en effet que, si nous étions maltraités, les marchands français ne le fussent à leur tour dans notre patrie. Pour maintenir

l'alliance entre nous, ils enjoignirent donc à M. Nourrisson de nous signifier que la volonté expresse des chefs de la cité était de protéger les Allemands. C'est ce qu'il fit, et au même instant il convoqua chez moi Charles Horneck, Wilhelm Peplitz et moi-même, après s'être adjoint Harlay et le procureur de Picardie M. Bordier, pour nous notifier la volonté expresse des chefs de la Cité. Il nous recommanda de nous tranquilliser, car il allait veiller à ce qu'il ne nous fût fait aucun mal et obliger les capitaines à nous prendre sous leur garde. Nous avons éprouvé les dispositions favorables et spontanément bienveillantes de ce personnage à notre égard; en effet, lorsqu'il fut informé de ce rassemblement des quarante hommes dont j'ai parlé ci-dessus, il sut le disperser en allant habilement au-devant, il enjoignit aux procureurs de Picardie et de Normandie d'intervenir, si quelque débat s'élevait entre les nations allemande et picarde, afin que, dans des conjonctures aussi critiques, elles n'entreprissent pas de lutte à force ouverte, mais qu'elles eussent recours aux voies et moyens juridiques pour vider les questions.

Après avoir été ainsi informés de ces résolutions du président, des échevins et des dizéniers de la ville, et aussi du procureur du roi et du juge, nous fûmes un peu plus rassurés. Mais cette joie fut de courte durée, car elle fut troublée par les invectives et les fureurs des massacreurs; la populace soulevée persistait dans ses desseins hostiles et ne cessait de nous menacer.

Bien plus, le capitaine Galliar lui-même, qui devait prendre notre défense, envahit cette nuit avec fureur la maison de madame Roanière, pension de M. Horneck, et en se moquant de la volonté du magistrat, il s'écria que, nonobstant son interdit et celui du gouverneur, et quand le diable lui-même s'y opposerait, il traiterait à sa guise, dès le lendemain, ces huguenots d'Allemands, ceux qui avaient imploré l'assistance du magistrat, et qu'ils le verraient bien!

Vers le soir, et le lendemain matin, les troubles augmentèrent dans notre quartier et se rapprochèrent de l'Université, tandis que, les jours précédents, les forcenés avaient été plus occupés de massacrer dans le cœur de la ville. C'est alors que furent pillées la plupart des maisons de ceux de nos voisins qui étaient de la religion réformée, et que la plupart de ces mêmes voisins qui purent être trouvés dans notre rue furent massacrés. J'en mentionnerai ici plusieurs :

Liste de nos voisins tués. — Un forgeron. Un tourneur. Trois tisserands. L'appariteur général, qui s'est jeté dans un puits. Un libraire. Bailli Pierre, avocat. M. Prevost, docteur en droit. M. Saint-Thomas. Un des fils de M. Bodewein. Un savetier. Un autre étranger qui s'était

caché dans notre voisinage et que j'ai vu massacrer dans la rue.

Maisons pillées dans notre voisinage.—Madame Floccard. Madame Coursière. Madame de la Chaise. Madame Charle. Noble dame Brouel, près de la maison de l'appariteur. Un petit savetier. Un charpentier.

Maisons voisines préservées du pillage. — Jean Guyot, procureur. Un des fils de madame Bodewein. Un charpentier. Maistre Germain Blaacket (?).

Hôtes des Allemands tués.—M. Cancier. Saint-Thomas. Les deux fils de madame Masseau. M. Prevost. J.U.D., hôte de Chelius et d'Obrecht, fut, grâce à des rançons considérables, gardé chez des étudiants. On eût épargné ses jours, s'il avait consenti à redevenir catholique, mais ayant préféré mourir plutôt que d'aller à la messe, il fut cruellement mis à mort. Il offrit cent couronnes pour avoir la permission de s'entretenir une dernière fois avec sa femme, mais il ne put l'obtenir.

Madame Charle, notre voisine, était absente d'Orléans ainsi que toute sa famille, quand les troubles commencèrent, et elle ne put absolument rien sauver de ses biens. Je vis plus de deux cents hommes et femmes se ruer dans sa maison et en emporter jusqu'aux moindres choses; ils n'y laissèrent pas même une épingle. Fermeineau força la porte d'entrée et brûla dans notre rue, en présence de Conte, notre voisin, des coffres qu'il n'avait pu forcer. Ce que l'on fit dans cette maison fut fait aussi dans les autres. C'était un bien lamentable spectacle de voir des personnes très-riches tout d'un coup réduites à une telle pauvreté.

Madame Grison, qui était connue pour avoir beaucoup d'argent, en fut réduite, après les troubles, à recevoir à titre gratuit de notre hôtesse son pain et celui des siens. Son mari fut tenu enfermé pendant quatre jours par des brigands qui lui avaient extorqué tout son argent, et ils l'égorgeaient misérablement dans sa propre maison, sous les yeux de sa femme et de ses enfants.

Treperel, charpentier, fut trouvé chez lui. Pour sauver sa vie, il offrit d'abord de rentrer dans le giron de l'Eglise catholique romaine et de chanter la palinodie, puis il promit de relever à ses frais et de reconstruire l'église de la Conception que, dans les troubles antérieurs, les huguenots avaient démolie, quand ils étaient maîtres de la ville. Après cette promesse, il fut conduit à la citadelle.

On rechercha la femme de M. Cancier pour la tuer; on ne sait si elle fut trouvée. H. Favre m'a dit qu'elle avait pu se sauver.

M. Saint-Thomas, vieillard de 70 ans et plein de piété, frère de mon hôte, se tint renfermé pendant trois jours entiers dans le logis

de son voisin M. Guerier. Mais, comme le jeudi il y eut menace de grand danger, il fut renvoyé de la maison, et obligé de se réfugier dans son propre logis, à ce que j'ai appris de M. Mertzénich qui s'y cacha pareillement. Lorsque le capitaine Gaillard y arriva, ayant été averti par des voisins (car c'est ainsi qu'un voisin en dénonçait un autre et le faisait massacrer), il pénétra aussitôt dans la maison avec les bourreaux qui l'accompagnaient et il fit feu sur le pauvre Saint-Thomas qu'il perça d'une balle. En se relevant il fut frappé de mille coups, ainsi que me l'a rapporté M. Barbin qui était présent. Il avait sous les aisselles soixante couronnes, qui devinrent la proie de celui qui le dépouilla de ses vêtements,

Lorsqu'il fut atteint de cette balle, il n'expira pas sur-le-champ, mais il demanda à grands cris à son voisin Guerier de lui épargner les souffrances en lui tirant un seul coup de feu dans la poitrine, et Guerier lui rendit ce service. Sa femme, qui était dans la maison à côté, entendit ses plaintes et ses cris, reconnaissant la voix de son mari, et elle voulait, ainsi qu'elle me l'a dit depuis, supplier qu'on la tuât elle et sa fille, en même temps que lui; les habitants de la maison eurent de la peine à la retenir. Je lui ai demandé plus tard, après la fin des troubles, si elle demeurerait dorénavant dans sa maison; elle m'a répondu qu'elle n'avait encore rien décidé à cet égard, n'ayant plus aucuns biens et ne trouvant plus rien en cette maison que le sang de son infortuné mari, dans la chambre d'en bas. Les assassins le traînèrent ensuite par les rues et le jetèrent dans la Loire. A son sujet, on lit ceci dans le Calendrier des Martyrs donné à Genève : « Le mercredi un maistre d'école, de Saint-Thomas, fort affectionné à la religion, ayant esté tiré de son logis et montrant une grande constance et ardeur à prier Dieu en se disposant à la mort, commença à dire aux meurdriers (*sic*) : « Eh bien, pensez-vous à me estonner par vos blasphèmes et cruautés? » Il n'est pas en votre puissance de m'oster l'assurance de la grâce de Dieu. Frappez tant que vous voulez, je ne crains pas vos coups. » Mais au lieu d'amollir la dureté de ces tygres, ils entrèrent en si grande-furie que tout à l'instant l'un d'eux luy donna un coup de pistolle en la teste, les autres le dépouillèrent et l'achevèrent à coups de dagues, ne se pouvant calculer d'infinies playes qu'ils luy firent recevoir, etc. »

Mon frère perdit tout ce qu'il avait laissé en son logis, ainsi que M. Metzler et tous ceux qui avaient fait des dépôts chez eux. M. Metzler, qui avait une très-belle bibliothèque, n'a pas récupéré un seul de ses livres.

Comme on savait que le capitaine Bon-Cœur détenait prisonniers plusieurs huguenots, il fut pour cela mandé à la citadelle et accusé, maltraité même par aucuns. On le contraignit à livrer aux brigands le porte-enseigne de l'amiral, et comme on le menait dans la rue, il reçut une balle dans la tête et fut tué roide. Dans la même maison était caché M. Gyot, père de mon hôtesse, vieillard septuagénaire, qui n'étant plus là en sûreté (au dire de la femme du capitaine Bon-Cœur) fut ramené dans notre demeure. Nous lui prêtâmes secours autant qu'il nous fut possible en lui faisant, à nous trois, franchir les murs qui séparaient la maison du capitaine de la nôtre. Je ne saurais dire avec quelle promptitude ce pauvre vieillard passa par-dessus ces murs, quoique fort élevés. Nous le mîmes dans la cahotte où déjà un autre était blotti.

Sur ces entrefaites, notre hôtesse va chercher dans son jardin le trésor qu'elle y avait enfoui à cause de ces troubles, consistant en 400 francs et 60 couronnes. Mais elle ne peut le retrouver à l'endroit où elle l'avait mis. Voilà donc que le bruit se répand dans la maison qu'on lui a volé son argent, et aux craintes antérieures succède parmi nous une nouvelle frayeur. Elle portait ses soupçons sur une servante, laquelle niait énergiquement ; sa maltresse, afin de tirer d'elle un aveu, la menaçait de la prison et des gens de police qu'elle allait quérir. Nous tremblions d'être pris par la même occasion et d'être tout aussitôt tués, si quelques-uns nous reconnaissaient. Mais la fille de la maison, en cherchant avec plus de soin, découvrit le trésor qui avait été caché en un autre endroit. Il se pouvait que la servante eût dérobé le trésor, et que s'étant ensuite repentie, elle eût été amenée à le remettre ailleurs.

Au milieu de cette succession d'anxiétés douloureuses et de calamités, de cette complication de maux et de dangers, attendant, pour ainsi dire, la mort à tout instant, assistant au pillage de nos voisins tout autour de nous, calculant en nous-mêmes toutes les chances de mort que nous avions contre nous, ainsi que je l'ai dit, en y comprenant les menaces du peuple furieux, qui devaient nous faire appréhender à chaque moment de la part de ces forcenés : envahissements, violences, irruptions, pillages, attentats de toute sorte, — il arriva que le jeudi matin, vers huit heures, Nicolas de Harlay, fils du président au Parlement de Paris, qui était en course avec d'autres garnements, pillant et tuant çà et là, vint nous trouver et nous apporter des consolations et des conseils. Il nous dit que les brigands avaient planté leur tente dans notre voisinage et qu'il était à craindre qu'ils ne fissent d'un instant à l'autre irruption dans

nos maisons, mais que nous devions, avec trois ou quatre couronnes, nous rendre un peu plus favorable l'esprit du capitaine de nos rues qui pourrait, dans le péril extrême où nous nous trouvions, nous prêter quelque assistance et détourner la furie de la populace. J'objectai que ce n'était pas quatre couronnes qui pourraient arrêter la fureur du peuple et que si sa frénésie le poussait à nous vouloir piller et massacrer, il ne se laisserait pas calmer par ces quatre couronnes ; que j'avais plus de confiance dans l'appui des magistrats qui avaient exprimé leur volonté de nous défendre contre ces brigandages et ces déprédations. Voyant qu'il n'obtenait rien, il nous offrit néanmoins ses services et assura qu'il s'appliquerait à empêcher qu'il nous arrivât malheur, qu'enfin il exposerait pour nous ses biens et sa vie. Mais lorsque plus tard il eut occasion de nous venir en aide, ce mauvais drôle employa les artifices d'un Sinon (1), je veux dire qu'il montra cette légèreté de caractère et cette déloyauté qui sont naturelles aux Français (2). Il était de connivence avec les capitaines, et il fut cause que les bandits et les bourreaux vinrent dans nos maisons. Voici comment : connaissant la haine que nous avait vouée le procureur de Picardie, à cause du procès que nous avions avec les Picards et les Normands, et aussi la rancune du procureur de Picardie et de M. Roullier, il en profita pour exciter d'autant plus ces misérables contre nous.

Lors donc que le capitaine Gaillard, qui était le plus méchant et le plus féroce de tous, eut tué cruellement dans notre rue M. Saint-Thomas (cet excellent homme, frère de mon hôte), tout échauffé de ce meurtre, furieux et tout sanglant, il marcha droit sur notre maison avec une cinquantaine de voleurs et d'assassins qui avaient, les uns des armes à feu, les autres des épées nues, teintes et dégouttantes de sang. Il commence par se jeter dans une pièce du rez-de-chaussée qui servait à nos repas. Nous étions dispersés çà et là dans la maison, pleins de tristesse et d'appréhensions, et d'abord nous n'avions pas entendu le bruit de cette irruption. Rhelinger était seul dans cette pièce, mon frère dans une autre chambre, Metzler dans le cabinet d'étude. Moi j'étais à me promener dans le jardin. Le capitaine demande donc à la maîtresse de la maison quels sont les hommes qu'elle a chez elle. Elle se plaint de la violence dont on use, de l'audace avec laquelle on pénètre ainsi de force dans la demeure des catholiques ; dit que, quant à nous, nous

(1) Allusion au perfide Sinon (*Enéide*, liv. II).

(2) « Gallica inquam levi innataque inconstantia atque proditiome. »

sommes des Allemands, des étudiants étrangers, occupés des sciences (et elle ajoute, en me nommant, que j'ai suivi un convoi catholique lors des obsèques du procureur de Picardie, ce qu'elle donne comme preuve que nous étions en communauté de sentiments avec les catholiques), que nous sommes, d'ailleurs, de bon lieu et d'anciennes familles, et que le magistrat avait donné ordre de nous protéger. L'autre écoute en souriant. Il interpelle Rbelinger qui seul s'était trouvé là, et celui-ci répète comme elle que nous sommes des étrangers, des étudiants allemands, n'ayant jamais offensé ni de fait ni d'intention aucun Orléanais. L'autre ne fait qu'en tirer. Il demande combien nous sommes et veut qu'on nous fasse tous venir. J'entrai dans la chambre et je dissimulai ma terreur, faisant semblant d'être fort rassuré. C'était chose importante, afin que la pâleur, la précipitation, le trouble d'esprit, ne semblassent pas des marques d'une mauvaise conscience. Metzler survient à son tour. Il veut voir le quatrième, mon frère, et en le voyant, il dit : « Le voici. » D'après cela je pensais d'abord qu'il allait nous promettre sa sauvegarde, au nom du magistrat et nous l'annoncer au nom des chefs de la cité. Mais je me trompais bien ! Il commande de nous mettre en rang pour nous mieux inspecter. Il nous regarda chacun d'un air furieux et féroce, il ajusta son pistolet, qui était chargé, prêt à tirer, et ouvrant le bassinet, abaissant la pierre à fusil, il nous coucha en joue, et, comme sur le point de tirer, cria : « Sortez d'icy ! » Ce qu'entendant nous crûmes que cette fois c'en était fait de nous. Nous voulons courir à la porte de la chambre, bien que les soldats dussent être un obstacle à notre fuite ; ils ferment la porte et se mettent en travers. Notre mort était donc plus que certaine, tout nous l'annonçait infailliblement. La dame de la maison, son fils, sa fille, toute la famille était en larmes. Notre hôtesse arrive, conseille à ce brigand de s'arrêter, car elle sait non-seulement que nous sommes catholiques, mais de très-bonne naissance, et elle l'avertit que s'il s'avise de nous toucher, ce forfait, avant qu'il soit peu (car ces troubles ne peuvent durer longtemps) sera vengé soit par le magistrat soit par les nôtres. Le capitaine, furieux, va vers notre hôtesse et lui dit : « Taisez-vous ! » et la visant avec son arquebuse : « Qui est-ce qui m'empêchera à cette heure que je ne vous tue point ? Ne vous entremettez pas ! » Cette apostrophe rendit notre hôtesse moins assurée et plus timide, car elle craignait la démente de ce furieux, qui était hors de lui et à qui tout semblait alors possible et permis. Nous, cependant, nous ne cessâmes de nous récrier, pâles et suppliants, insistant sur tout

ce qui pouvait servir à nous blanchir et à nous tirer d'affaire. Mais il ricanait toujours à tout ce que nous disions, répétant : « Ho ! ho ! on vous cognoit bien ! » voulant par là nous convaincre de huguenoterie. Il avait le parler bref. Au milieu de ce désordre extrême et de toutes ces altercations, allant des uns aux autres, voilà que dans notre chambre, parmi ces bandits et ces assassins, se précipitent tout à coup trois étudiants français qui revenaient des massacres : c'étaient Harlay, Bordier, procureur de Picardie, et Roullier, tous trois très-échauffés et les armes en main : « Par là mort ! par la chair Dieu ! qu'est cecy ?... Mort Dieu ! monsieur le capitaine, si vous leur faites quelque chose, vous le ferez à nous-mêmes, car nous ne sommes qu'un même corps, nous sommes escoliers, » et proférant encore ces jurons : « Par la mort Dieu ! nous mourrons plus tost ensemble devant que de souffrir cela !... etc. » Pendant ce temps, nous tâchions de nous abriter derrière les trois Français, surtout Metzler qui, tremblant, se couvrait de l'un d'eux et se mettait sous sa protection pour être moins exposé à recevoir une balle. Je poussais moi aussi des cris et suppliais Harlay de me sauver la vie, promettant d'être éternellement reconnaissant d'un tel bienfait. Je tenais le même langage au procureur de Picardie, qui faisait semblant de se dire notre ami, pour ne pas nous abandonner dans le danger où nous étions. Le capitaine était comme un sourd, ne faisant nulle attention à leurs discours, disant : « Par la mort Dieu ! il faut qu'il soit (que cela soit). » Eux s'indignaient de le voir résister au mandement du président, du magistrat, et surtout du juge, M. Nourrisson, comme s'ils avaient réellement voulu notre salut. Le capitaine leur répondait : « Il n'y a ny Dieu, ny diable, ny juge qui me puisse commander. Votre vie est en ma puissance, il faut mourir ! » Et il ajoutait : « Baillez-moy mon espée, je tuerai l'ung après l'autre, je ne saurois tuer trestous à la fois avec la pistolle. » Les autres bandits et massacreurs, voyant dans ces paroles un ordre, firent quelques pas en avant, avec leurs dagues toutes rouges de sang (car ils venaient de leurs boucheries) et voulurent se précipiter sur nous pour nous accabler de coups, suivant leur coutume. Harlay leur opposa sa hallebarde, disant : « Par la chair Dieu ! ne faites rien devant que votre capitaine le commande ! » Le capitaine dit encore : « Retirez-vous, nous n'avons rien à faire avec vous ! » Et, ce disant, il ne sembla plus y avoir pour nous aucune chance de salut, aucun refuge quelconque, et l'obstiné capitaine ne voulant entendre rien allait tirer (je l'ai su ensuite de Rhelinger qui ne perdait pas des yeux le mouvement de son doigt et s'attendait à

voir partir le coup). A ce moment, comme je vis la mort immédiate et préparé à la subir, quoiqu'à ce genre de fin me parût horrible, avec l'accompagnement de mille et mille coups de la part de tant de misérables et leurs raffinements de cruauté, je prononçai ces paroles : « Je remets mon esprit entre tes mains, tu m'as racheté, Dieu de vérité », et l'âme sereine et calme, plein de cette pensée qu'il était beau et glorieux de mourir innocent pour la religion et la vérité, je m'offris pour ainsi dire aux coups des massacreurs, attendant de face que le capitaine tirât et séparât mon âme de mon corps. Metzler, bien qu'en proie à un violent accès de fièvre quarte, pensait toujours plus à son salut qu'à la mort, et il s'était tapi dans un coin, derrière les Français, demandant avec supplications qu'on lui sauvât la vie.

A ce moment, Harlay m'entoura de ses deux bras et dit au capitaine : « Nous ferons une honneste composition. » Et, au milieu de ces brigands, il m'entraîne vers l'escalier, jurant qu'il mourra ainsi avec moi, en me tenant embrassé, plutôt que de souffrir qu'on me fasse aucun mal. Le capitaine Gaillard, d'autre part, me suit dans le jardin, me serre de près, m'applique le canon de son pistolet au flanc gauche, disant : « Tu n'eschapperas pas ! » Je m'écriai que je donnerais tout mon argent pour le rachat de ma vie. Ce disant et montant, ou plutôt escaladant, l'escalier, je me précipitai (toujours avec Harlay) dans une chambre, où, au début des troubles, nous avions, pour plus de sécurité, caché dans la fente d'une poutre ce qui nous restait d'argent, savoir 30 couronnes environ. Comme l'excès de la frayeur m'empêchait de les retrouver, je demandai à Rhelinger de monter de suite et de tirer cet argent du trou à l'aide de son poignard. Cependant, ils demandaient alors 100 couronnes pour notre rançon. Ils avaient, en bas, terrifié Metzler, ils l'avaient poussé violemment jusque dans la cuisine, et dirigeant sur lui de tous côtés leurs dagues ensanglantées et leurs pistolets, ils exigèrent ce qui lui restait d'argent dans sa bourse, soit environ quatre ducats, qu'il leur abandonna. D'autres survinrent qui lui en demandent autant, disant : « Vous baillez votre argent au capitaine, vous ne serez pas quitte encore ! » Il retourne sa bourse et la leur présente vide. Comme notre argent ne semblait pas devoir suffire pour notre rançon, Harlay offre de nous en prêter du sien. Je fus d'avis de tâcher de les amener à se contenter de ce que nous avions. Harlay leur offrait de l'argent et disait que nous leur en donnerions volontiers davantage si nos biens nous le permettaient, mais qu'il ne nous restait plus que nos corps. En attendant, j'étais partagé

entre la crainte et l'espérance, et je réfléchissais en moi-même que l'argent une fois reçu (comme cela s'était fait ailleurs) il allait nous tuer, et j'attendais en haut tout tremblant; mais je ne sais quelle bonne inspiration lui vint, et s'il fut touché des raisons que nous faisions valoir, il reçut nos espèces, compta avec satisfaction les pièces qui se trouvaient être de choix, des doubles ducats, de bon poids et de bonne miné. Tout en faisant son compte, il enjoignit à ses spadassins, qui avaient mis le temps à profit pour nous enlever nos armes, d'évacuer la maison, lui-même devant les suivre aussitôt. Après cela, Metzler se prit à songer à part lui à ce qui venait de lui arriver, qu'il ne nous restait pas une seule obole, et que nous allions avoir grandement besoin d'argent dans notre désastre, d'autant plus que nous devions notre pension à notre hôtesse, et que lui-même était malade de la fièvre quarte, qu'il avait pourtant un bien long voyage à faire, et il déplorait son dénuement. Pour moi, le départ de ces coquins ne m'avait pas rendu plus dispos ni plus tranquille, mais plutôt plus triste encore et plus agité. Dans ma profonde affliction, je me disais à moi-même qu'un péril plus grand encore nous menaçait, puisque nous avions à craindre à tout moment l'invasion de nouveaux coquins (tant leurs bandes étaient nombreuses !) nous apportant la violence et la mort, lesquels n'auraient sans doute aucune pitié de nous lorsqu'ils verraient que nous étions sans aucun argent et qu'il ne nous restait pas de quoi racheter notre vie. Evidemment, ils nous tueraient sans plus de discussion. Notre hôtesse proposait de tirer du capitaine une reconnaissance de l'argent reçu par lui, afin que nous pussions l'exhiber en cas de nouvelle invasion. Je lui demandai, privés de tout argent et de tout bien comme nous l'étions, de ne pas nous abandonner dans ce danger de mort, mais qu'elle consentît à nous faire plutôt des avances sur son trésor, que je savais caché dans le jardin, pour pouvoir gratifier les autres bourreaux qui viendraient nous assaillir et sauver ainsi nos jours. Elle voulut bien. Tandis que nous gémissions ainsi sur notre sort et sur nos misères, quelques étudiants français entrent dans la maison et trouvent fort mauvais que l'on nous ait ainsi violentés. C'est qu'alors une quarantaine d'étudiants français se rassemblaient dans notre voisinage pour aviser à leur propre salut. Car ils voyaient qu'on en venait à faire violence même aux étudiants qui, ailleurs, étaient couverts par des privilèges spéciaux. D'aucuns voulaient envoyer leurs livres à M. Jacquet qui était à Paris, afin qu'ils ne fussent pas perdus avec nos biens, tant ils savaient que le peuple était alors monté et excité contre les Allemands.

Parmi ceux qui vinrent nous trouver, il y avait un M. du Bois, qui était bien connu de tous les capitaines et d'autres bourgeois, comme un garçon plein de cœur. Il nous promit solennellement (et nous avons pu constater sa fidélité à ses promesses) qu'il ferait en sorte qu'il ne nous fût désormais fait aucun mal, et que, pour cela, il exposerait plutôt ses jours. Je le suppliai (car il pouvait beaucoup auprès des capitaines, ayant sur eux crédit et influence), je le suppliai de nous sauver la vie et de détourner la fureur du peuple. Il nous assura qu'il le ferait et insista pour que nous n'eussions pas de doute sur son bon vouloir envers nous. Je lui fais passer en revue les périls qui étaient alors à craindre, les assauts des coquins qui pouvaient recommencer à tout instant : nous n'avions plus le sou ; serait-il assez fort pour dominer cette folie furieuse du populaire ? Il examina attentivement en lui-même toutes ces circonstances et ne crut pas en effet devoir compter entièrement sur lui seul pour parer aux éventualités. Il se proposa donc d'aller, en notre nom, trouver les échevins de la cité et M. Nourrisson, le juge d'Orléans, et de leur exposer quels traitements nous avions subis, au mépris de la volonté du magistrat, et, en laissant de côté la question d'argent, de leur représenter à quels périls nous étions toujours exposés ; de leur demander enfin, puisque l'intention formelle du magistrat était que nous fussions sauvegardés, de nous faire conduire, soit à la demeure du juge, soit même à la maison de ville, pour y être mis en sûreté, à l'abri des attaques de la populace. J'approuvai tout cela comme très-opportun.

Cependant d'autres coquins et bourreaux s'étaient introduits dans la maison du comte de Hohenlohe, sous la direction du voisin Fermineau, se démenant partout et brandissant leurs épées rouges de sang, armant leurs pistolets et en menaçant les habitants, de façon à leur promener pour ainsi dire la mort sous les yeux. Plus mauvais que tous les autres, Fermineau enleva leurs dagues à M. Chelius et à M. Wolfgang Spelt, précepteur du comte, et les appliquant contre leurs poitrines, il faisait mine de les percer de ces mêmes dagues ; mais, grâce à l'intervention des étudiants, qui étaient venus chez nous et nous avaient été en aide, ils s'apaisèrent et, avec de l'argent, on acheta leur départ. Lorsque M. de la Noue, l'hôte du comte, eut appris cela, il alla droit trouver les gardes de ville pour se plaindre de cet attentat commis contre la volonté du magistrat et requérir leur protection contre de tels excès. Grâce à un don d'argent, tous les gardes le suivent.

M. du Bois ne nous avait pas oubliés, et il nous rendit aussi le service de parler au capitaine Rigault, au nom du magistrat, afin qu'il nous prît sous sa sauvegarde. En ces conjonctures, l'autorité de ces hommes-là faisait plus auprès du peuple que les édits ou mandements du magistrat ou du juge, dont on demandait le secours. Le capitaine Rigault arrive donc avec ses soldats dans notre rue, où viennent aussi les gardes de ville, avec leur chef, M. d'Andrillon, qui avait le commandement desdits gardes, au nombre de 200. Ce capitaine et M. d'Andrillon nous font donc sortir de la maison et nous prennent sous leur escorte. Chacun de nous marchait dans la rue, quelqu'un l'accompagnant; et en tête le comte de Hohenlohe, auprès duquel était Harlay. Mon compagnon était M. du Bois. Voici les noms des Allemands ainsi conduits : Noble comte Frédéric de Hohenlohe ; — Wolfgang Spelt, son précepteur ; — Philippe Chelius, de Strasbourg ; — George Obrecht, de Strasbourg ; — Jacques Milichlus, de Phalsbourg ; — Jean Metzler, de Langsbourg ; — Jechonias (?) Rhelinger, d'Augsbourg ; — Jean-Wilhelm de Botzheim, de Strasbourg ; — Jean-Bernhard de Botzheim, mon frère ; — Daniel Kuchorst, de Clèves ; — Jean-Martin Schenk de Winterstetten ; — un valet du comte, (logé ?) au *Saumon*.

On nous exhortait à paraître satisfaits et à montrer de l'entrain, puisque nous avions échappé au danger et que nos jours ne couraient plus de risques. Mais nous étions hors d'état de pouvoir calmer notre agitation, et il nous semblait toujours que notre mort était imminente et inévitable. Et, en effet, on nous conduisait par les mêmes rues que l'on faisait traverser à ceux que l'on voulait jeter à la rivière. Derrière nous, nu et attaché avec des cordes, on traînait M. Saint-Thomas, l'hôte de mon frère, qu'on allait jeter dans la Loire : horrible cruauté de ces barbares. Toutefois, ceux qui nous conduisaient ne cessaient point leurs bonnes paroles. Elles nous avaient tout l'air de compliments français, c'est-à-dire de caresses et de flatteries qui s'arrêteraient quand nous serions arrivés au bord de l'eau. Sur notre passage, bien des femmes, même des catholiques, manifestaient de la pitié en nous voyant dirigés vers la rivière. « C'est grand dommage, disaient-elles, de voir ôter la vie à ces jeunes gens, surtout alors qu'ils n'ont fait de mal à personne et n'ont pas porté les armes contre le roi. » De là le bruit qui se propagea par la ville, bruit qui gagna Paris, puis fut répandu par les Allemands jusqu'en Allemagne, que tous les Allemands qui se trouvaient à Orléans avaient été

tués. Et, de fait, les habitants de cette ville n'en surent pas davantage. Cela fut d'ailleurs nécessaire. La fureur du peuple, si exaltée contre les Allemands, se trouva quelque peu apaisée par cette fausse nouvelle.

Madame Coursière, qui, par une lucarne, nous avait vus passer dans sa rue, m'a elle-même avoué depuis qu'elle avait été convaincue que ses pensionnaires Obrecht, Chelius et Milichius, étaient menés au supplice.

Madame Floecard, qui était cachée dans la maison de madame Fabre, m'a de même raconté que, lorsqu'elle nous avait vus par la croisée passer dans sa rue ainsi conduits, elle s'était jetée à genoux avec ses filles, en disant : « Mes filles, recommandons nos âmes à Dieu ! » Il semblait bien effectivement que c'en était fait de nous, quoiqu'on n'eût de grief contre aucun des nôtres.

Cependant, cette rivière où tous étaient jetés, nous en approchions ; déjà nous pouvions l'apercevoir : nous n'en étions guère à plus de 30 pas. A cette vue, nous nous dîmes les uns aux autres : « Nous voyons maintenant de nos yeux et touchons de nos mains cette prison où l'on nous menait : c'est ce gouffre que voici, où tant d'autres ont été déjà plongés. » Il faut ajouter ici que les Français nous persuadaient que nos craintes étaient sans fondement ; mais ils avaient beau y mettre une singulière insistance, ils ne nous inspiraient que de la méfiance. Or, la maison où nous devions être enfermés et sauvés était tout près de la rivière, et c'était celle du frère du capitaine, celle de celui-ci n'étant pas assez grande pour nous recevoir. On nous y conduisit tous et l'on nous recommanda à notre nouvel hôte au nom du magistrat, particulièrement M. le comte de Hohenlohe, que nous présentions comme parent du rhingrave qui avait rendu au roi de si grands et si nombreux services. On lui laissa quatre soldats pour nous garder. Le capitaine s'engagea à nous défendre au prix de ses biens et de sa vie et nous dit de nous tranquilliser et de reprendre notre bonne humeur, car il ne pouvait désormais nous rien arriver de fâcheux. Il nous recommanda lui-même à son frère et retourna à sa besogne de massacreur. On nous avait donc conduits en cet endroit : 1^o afin que le bruit se répandît par toute la ville que l'on s'était défait de nous ; 2^o afin d'être aussi mieux gardés par eux. Ce quartier était rempli de bouchers que leur cruauté faisait redouter de tous, et nous nous trouvions confiés à leur garde. Mais les circonstances nous faisaient un devoir de manger et de boire avec nos gardiens, lesquels se félicitaient de nous avoir pour

hôtes, et il nous fallait leur montrer bon visage et bonne humeur et ne pas ménager l'argent, quoique nous n'en eussions point. Car, pour n'être pas traités à la française par ces spadassins, et pour qu'ils ne nous fissent pas faux bond, il était indispensable de leur mettre de l'argent aux doigts ; c'était le seul moyen de les empêcher d'ourdir quelque complot contre nous. Il importait en outre d'avoir table bien garnie, de toutes sortes de victuailles appétissantes, sans cesse renouvelées.

Aussi étions-nous assiégés de pensées diverses et plus sombres encore qu'auparavant. De ce que nous avions été donnés en garde au capitaine, nous ne pouvions conclure que tout péril eût disparu, et les uns et les autres prévoyaient diverses espèces de maux à venir, qui allaient naître de nouvelles complications. Aucuns pensaient que nous n'avions pas été sans motif confiés à la garde du capitaine, mais que c'était afin que l'on nous contraignît à dépouiller et à égorger des huguenots, à la façon des autres bourreaux, et à prouver ainsi que nous n'étions pas huguenots. Notre conscience ne pouvait certes, admettre l'infâme participation qu'on avait exigée de nous à ces affreux forfaits de cruauté et de barbarie, dignes des Turcs. D'autres craignaient qu'on ne soumit notre foi à une inquisition et que l'on ne nous retînt prisonnier jusqu'à ce que des moines et des prêtres nous eussent fait rendre compte de notre croyance ; enfin qu'on laissât la vie à ceux qui consentiraient à abjurer et à rentrer dans l'Eglise romaine, tandis que l'on égorgerait ceux qui voudraient demeurer fidèles à leur religion. D'autres pensaient que nous serions détenus jusqu'à ce que d'autres Allemands fussent venus en France au secours des huguenots, et qu'on nous gardait pour servir d'otages et subir le sort qu'ils nous infligeraient eux-mêmes, selon l'occurrence.

Effectivement, dans notre opinion à tous, il était impossible que les Allemands, s'ils apprenaient les événements épouvantables par lesquels la religion évangélique semblait devoir être extirpée tout d'une fois, n'accourussent en France, pour venir en aide aux malheureuses victimes. Quelques-uns voyaient donc dans cette probabilité la cause de notre incarcération par les chefs de la Cité, et, selon eux, elle continuerait jusqu'à ce qu'ils fussent informés de la volonté du roi à notre égard, ou qu'ils eussent décidé si nous serions mis en liberté ou suppliciés, ou afin qu'ils eussent appris si les Allemands avaient été tués à Paris et s'ils devaient en faire autant de nous. D'autres s'attendaient que l'on exigerait de nous une grosse rançon, etc. En réalité, nous n'avions pas fondé sur notre

capitaine et sur ses soldats d'autre espoir que celui-là, mais d'autres repoussaient cette idée pour se faire illusion, espérant que nous avions chance d'échapper, puisque notre supplice avait été ajourné, et que nos bourreaux avaient la perspective d'obtenir de nous une forte rançon. D'autres encore craignaient que nous ne fussions massacrés par le peuple, s'il venait à découvrir qu'un capitaine prenait notre défense et si le peuple l'emportait en force sur ceux qui nous gardaient; et ceux-là n'étaient pas loin de la vérité, puisque, dans le temps même où nous étions dans cette maison, deux complots furent ourdis contre nous, dont le but était de nous immoler dans notre retraite, lesquels complots furent découverts au milieu de nous. Ces deux complots furent prévenus tant par la vigilance de ceux qui nous gardaient, que par celle du capitaine.

Une bande de sbires, venant en second le vendredi, à trois heures après minuit, frappa à la porte, en disant : « *Louys!* » C'était le nom d'un de ceux qui nous gardaient et qui nous avaient à prix d'argent garanti toute sécurité. Il descendit avec quelques soldats et on lui fit cette question : « *Est-ce fait?* » c'est-à-dire, sont-ils tués? D'où l'on voit qu'une autre bande avait, cette même nuit, comploté de nous égorger. Il répondit que non-seulement nous n'étions pas tués, mais que l'hôte, les gardes, M. du Bois et lui, avaient résolu d'exposer leur vie pour notre salut. Nous avions entendu frapper à la porte et, soupçonnant la vérité, nous pensâmes cette fois encore que nous allions mourir. Du Bois, qui avait déclaré qu'il recevrait le premier coup à nous destiné, était dans les trances. Car il était sans cesse avec nous dans la maison et ne quittait pas nos côtés, ainsi que M. Barbin, qui pourtant était moins ferme, et rapportait tout ce qui se faisait dans la ville et se colportait contre nous.

En un mot, tandis que nous fûmes avec le capitaine, il n'y eut ni fin ni trêve aux frayeurs et aux alertes, etc. Notre sensibilité semblait s'émousser, à force d'être mise à l'épreuve : c'était une soif incessante, qui ne pouvait être ni éteinte ni calmée. Chacun nous mettait la mort sous les yeux, et nous étions tous bien déterminés, si l'on venait à nous interroger sur notre croyance, à la professer ouvertement et à mourir dans la ferme confession du Christ. A cette occasion, Obrecht avait composé huit vers par lesquels il exprimait sa volonté bien arrêtée de persévérer dans sa foi jusqu'à la mort. Je me décidai aussi à écrire à mes parents une lettre que je serais parvenu à mon hôtesse, pour leur faire connaître, le cas échéant, comment et en quel lieu nous avions péri. Le comte de

Hohenlohe ne parlait guère; il n'avait ouvert la bouche que pour demander si nous pensions qu'il y avait quelque espoir de salut. Seul, Jacques Milichius commençait à être ébranlé, chancelant dans sa foi; lui qui jusque-là avait toujours été de la religion réformée, il voyait comment étaient traités ceux qui en faisaient profession, il se tourna tout entier du côté de l'Eglise romaine, entendit chaque jour des messes et assista à toutes les processions. Malgré tout, il fallait, au milieu de tous ces tourments, avoir l'air dégagé et heureux, dissimuler ses craintes et sa religion, entendre calomnier et diffâmer par des mensonges et blasphèmes la parole de Dieu, rire même à tous ces horribles faits et gestes. Il en résultait que tous ceux qui étaient dans la maison nous considéraient comme des catholiques romains, et M. du Bois lui-même ne fut éclairé sur ce point que quand il arriva en Allemagne. L'hôtesse de cette maison, la femme de ce boucher, avait proféré cette parole, qui, si elle pouvait savoir que l'un de nous professât la religion des huguenots, elle lui couperait la gorge de ses propres mains avec le couteau qu'elle tenait, absolument comme elle faisait à ses moutons. Le capitaine qui nous gardait, en recevant de nous, tandis qu'il était à table dînant, une plainte au sujet d'un outrage qu'on nous avait fait, murmura à l'oreille de son voisin : « Quoi d'étonnant qu'on chante à un étranger les *vêpres de Sicile* ? » Tout cela aggravait le trouble de nos esprits. Autre incident : Après le dîner, le cinquantenier qui nous gardait se vanta d'être un habile sauteur et demanda à mon frère de lui tenir une hallebarde sur laquelle il sauterait à pieds joints. En sautant le voilà qui tombe et qui se fait, à la tête et au crâne, trois grands trous très-dangereux. Et nous de trembler, de peur qu'il ne rejetât la faute sur nous et ne songeât, pour se venger, à prendre avec lui quelques bourreaux et à nous massacrer tous.

Lorsque tout était ainsi craintes et dangers, j'avais, au nom de nous tous, écrit à M. Nourrisson, le juge, une lettre où je me plaignais du mal qui nous avait été fait, contre la volonté du magistrat et contre la promesse que nous avions reçue de lui. J'ajoutais que nous subirions ce mal avec patience, si du moins nous pouvions être garantis contre tout nouvel attentat. Je lui demandais donc, au nom de tous et à raison de mes fonctions de procureur, de nous recommander à tous les capitaines, spécialement à notre hôte, et de nous protéger contre la fureur du peuple. Mais je ne pus recevoir de lui aucune réponse. Navré par le spectacle de toutes les cruautés qui se commettaient, il était tombé malade le jeudi. Ces

massacres avaient aussi plongé plusieurs catholiques dans un tel état de marasme qu'ils en moururent au bout de quelques jours. De ce nombre fut M. Boillevin, conseiller.

Pour en revenir au refuge où nous étions établis, il fallait au milieu de ces brigands, de ces assassins, de ces bourreaux, être encore avec eux gais, libertins, licencieux. Il fallait rire au dîner et au souper, quand chacun racontait ses exploits; il fallait se montrer satisfait, en voyant passer près de la maison ceux que l'on entraînait à la rivière, et faire comme si l'on prenait quelque plaisir à cette boucherie, à ce massacre. J'ai vu, tandis que j'étais là, un frère ayant servi de recors pour conduire son frère au supplice et le précipiter dans la Loire. On lui avait porté trois coups avant de le mener à l'eau. On tuait de la sorte sans ombre de pitié, avec la dernière barbarie, et c'est ainsi que l'on procédait en général. D'abord d'un coup de pistolet, on vous perçait d'une balle; puis, libre à tous les assistants de frapper avec leurs glaives ensanglantés et de massacrer à leur guise; cela fait, on allait vous précipiter dans la rivière. Forcé de contempler de tels spectacles et d'avoir l'air d'applaudir aux méchancetés et aux déportements de ces bandits, nous nous attendions à toute heure à avoir notre tour.

Nous avions notre table toujours servie et bien approvisionnée, et nous faisons accueil à tous ces bourreaux, soit qu'ils fussent amenés par le capitaine, soit qu'ils vinssent d'eux-mêmes, en sorte que la maison n'était jamais vide de soldats et qu'il n'y avait pas de souper, pas de dîner où il n'y eût à table au moins 12 ou 14 massacreurs, aux belles actions desquels il fallait applaudir, à mesure qu'ils en faisaient parade. Celui-ci disait connaître encore des retraites où certains huguenots se tenaient cachés, et il irait les égorger après dîner; celui-là se targuait d'en avoir tué tant et tant le jour même; un autre racontait en détail comment tels et tels avaient été occis et coupés en deux.

Et il ne fallait pas seulement manger et boire avec ces gueux et veiller à ce que la table fût bien pourvue; nous devions encore les égayer par de la musique, en jouant de la guitare, du luth, et les divertir par des danses. Il venait aussi des femmes, au milieu de la nuit, quand nos gens étaient au lit (pas tous, car il y en avait deux qui étaient obligés de coucher par terre), et l'on se mettait à chanter des chansons obscènes; et il n'y avait point de fin à cette vie de débauche. Une joie effrénée s'était emparée d'eux, par suite de cette victoire sur les huguenots; tous se félicitaient, se réjouissaient d'avoir enrichi leurs demeures des biens des huguenots, et de les

avoir en outre occis presque tous. Pour adoucir leur disposition, nous graissions la main aux gardes, et le comte fit cadeau à notre capitaine d'un cheval qu'il n'eût pas donné pour 80 couronnes. Le voleur de ce cheval était à table avec nous et, c'était M. de Loge qui en avait fait l'aveu au capitaine. Le capitaine demanda que le contrat de donation fût passé par-devant notaire, etc. Le capitaine se figurait qu'il aurait à rendre ce cheval au comte, mais plus tard il le garda pour lui. En reconnaissance de ce cadeau il donna au comte une dague damasquinée d'or, et il lui en faisait don, afin, dit-il, qu'il s'en servît pour percer les huguenots et les luthériens en Allemagne. Pour satisfaire notre hôte, j'empruntai à Othon Kemper, qui, dans ces circonstances critiques nous avait déjà obligés. Le samedi, après midi, un édit avait été publié interdisant tous pillages et meurtres (après que les huguenots étaient presque tous tués), sous peine de la vie et de la perte des biens. Le port d'armes était également défendu. On dressa aussi dans presque toutes les rues des potences où seraient pendus ceux qui contreviendraient à l'édit, mais comme on n'en pendit pas un seul, les meurtres continuèrent; même, dans les derniers jours avant notre départ, quelques marchands furent encore tués.

Peu de temps après un autre édit avait été rendu public, ordonnant que tout ce que l'on avait pillé fût restitué aux véritables propriétaires, du moins tout ce qui pouvait se retrouver en nature. C'était afin que ceux qui seraient tentés de réclamer leurs biens et de sortir ainsi de leurs retraites fussent aisément pris et expédiés. Mais il ne se rencontra personne pour réclamer le bénéfice de ces édits. On flaira le serpent sous l'herbe.

Plus tard les papistes refusèrent de restituer les objets que les huguenots avaient de bonne foi déposés chez eux dans les moments de crise. Les huguenots n'osèrent pas les poursuivre en justice, ne pouvant espérer de réussir; c'est une perfidie, une inhumanité inouïe envers le prochain.

On fit courir le bruit que M. du Bois avait mérité la potence pour avoir fréquenté et défendu ces maudits huguenots d'Allemands. On était aussi très-monté contre M. Barbin qui nous voyait familièrement et s'entretenait toujours avec nous. Il était le commensal de M. Beaupied, qui, pour cela, le renvoya de chez lui, faisant le sacrifice de sa pension, et le dépouilla de ses livres, lesquels livres ledit Barbin avait ramassés dans les pillages. Ce docteur l'appela huguenot, parce qu'il s'était donné beaucoup de mal pour défendre les huguenots. Enfin, le docteur l'ayant accusé de huguenoterie

et lui, ayant appelé en témoignage un prêtre qui l'avait confessé vers la fin du carême, intenta contre le docteur une action en diffamation et l'amena à chanter le palinodie et à se rétracter.

Le dimanche, toutes les églises furent remplies d'hommes. Des milliers de veuves et d'orphelines, d'enfants et de petits enfants, qui avaient coutume d'aller aux prêches, entendirent la messe. On se présenta surtout en foule au sacrifice. Toutes ces malheureuses furent obligées d'abjurer : on leur imposa une formule d'abjuration. Ces abjurations sont pour elles d'horribles tortures. M. Favre m'en a fait le récit.

Les dames veuves de notre voisinage, mesdames de la Chaise, Flocard, Coursière, Grison, en ont toutes passé par là ; j'avais espéré d'elles qu'elles auraient préféré exposer leur vie pour leur religion. Madame Coursière, qui avait coutume de détester, d'exéquer la messe et de la maudire, Obrecht lui ayant recommandé de ne rien faire contre sa conscience, fondit en larmes et se rejeta sur la faiblesse et la fragilité de son sexe. On répandit le bruit que celles des femmes qui ne renonceraient pas à leur croyance seraient mises à mort, et qu'on n'en avait pas tué plus de 40 pendant les troubles d'Orléans. On rebaptisa aussi les enfants de 6, 7 et 8 ans, en leur laissant la vie. Les ordres du roi commandaient de tuer tous les autres enfants qui avaient plus de 12 et 13 ans.

Ce jour-là, nouvelle alerte. Ceux qui faisaient avec nous vie commune, nous croyant attachés à la religion catholique, voulurent s'en féliciter en même temps que nous, en nous menant à la messe. Pour détourner dans une certaine mesure les soupçons, nous y envoyâmes nos valets ; le comte simula un mal de pied ; Metzler avait la fièvre quarte ; aucuns dirent qu'ils avaient besoin de se reposer, ayant veillé toute la semaine, sans relâche ; nous nous prétextâmes qu'il nous fallait rester auprès du comte, puisqu'il ne savait pas le français et que nous devions lui servir d'interprète. En outre, il n'était pas sûr de se promener par les rues. A d'autres, venant après, nous répondîmes que nous étions de retour de la messe. Pendant que nous étions avec le capitaine, madame de la Noue, hôtesse du comte de Hohenlohe, sachant que nous avions des Bibles, des Nouveaux Testaments et des livres évangéliques, fut prise de peur et les jeta au feu. Il y avait dans le nombre des livres de droit, mais les croyant tous évangéliques, elle brûla le tout ensemble.

Après dîner nous réglâmes nos comptes avec notre hôte, quoiqu'il eût souhaité nous garder plus longtemps, et le capitaine nous

reconduisit, avec ses soldats, chacun dans notre ancienne habitation. Ils nous promirent eux-mêmes toute sécurité et nous laissèrent à cet effet un cinquantenier pour nous défendre, lequel a demeuré plus de quatorze jours avec nous. Tout ce temps-là, le comte n'eut qu'une pensée, entretenir les bonnes dispositions par des repas et des festoiments continuels. Il convia donc à des festins répétés et les capitaines, et les soldats (c'est-à-dire les bourreaux), et le magistrat, et les docteurs et professeurs d'Orléans (qui nous avaient recommandés au corps de Ville et au maréchal de Cossé), ainsi que les femmes des magistrats et des juges, jusqu'à ce que le moment du départ approchât, car nous avions soin de toujours cacher ce départ, de peur qu'on ne machinât quelque chose contre nous en manière d'adieu. J'eus le tort de m'exposer à avoir une autre mauvaise affaire, en reprochant à mots couverts à Harlay d'avoir, en arrière de nous, été cause qu'on nous eût rançonnés. La mauvaise conscience lui fit prendre pour lui ce que je disais de ceux qui, dans le malheur, font semblant d'être nos meilleurs amis et qui sont souvent nos plus dangereux ennemis. A raison de ce propos, tenu par moi, il me menaça devant des témoins, me demandant dans quelle intention je m'étais ainsi exprimé, sans tenir compte du véritable motif qui l'avait inspiré. Mon frère craignait en outre que notre voisin le capitaine Bon-Cœur ne lui envoyât une balle, s'il sortait de la maison, car il avait ainsi l'habitude de tirer par les fenêtres nuit et jour. Ce fut pour lui un motif de demeurer à la maison jusqu'au départ. Mais ce dimanche-là, tous les papistes se montrèrent gais et contents, ils firent bonne chère toute la journée et se partagèrent les dépouilles de leurs victimes. Et aux approches de l'heure où les huguenots se rendaient ordinairement au préche et où des sentinelles étaient placées aux portes pour les protéger, ils s'écrièrent tous : « Où sont ces huguenots ? ô les pauvres huguenots ! ils s'en vont à cette heure au préche, et il n'y a point des gardes à la porte pour les conduire ! Mort dieu, ils s'en aillent au diable ! » et autres choses semblables.

Comme il n'y avait plus rien en ville que l'on pût piller, 300 hommes à cheval environ en sortirent pour aller dévaster et voler tout ce qu'ils pourraient trouver dans les campagnes et les propriétés suburbaines des huguenots.

Leurs biens immeubles furent confisqués au nom du roi. Pour tout ce qui avait été enlevé, il y eut force de fait accompli. Je voulus, moi, en vertu de l'édit susmentionné, revendiquer le *Corpus* de Crocwiz et je citai M. Calliopé (?) par huissier devant le juge,

mais je ne pus rien obtenir et m'exposai à de nouveaux périls et à de nouvelles haines. Le juge déclara que, quoique je me prévalusse de mon privilège d'étudiant, il ne pouvait rien statuer dans la cause, dès lors que les déprédations avaient eu lieu même sous les yeux du roi, qui les avait approuvées, voire même y avait pris plaisir. Puis après, le même docteur fut accusé, devant le recteur Conti, d'avoir en sa possession les livres de Rhelinger, et il fut contraint, par sentence du recteur, d'en opérer la restitution. Nous le menaçâmes de la venue du frère du maréchal de Cossé, qui arrivait, les troubles ayant pris fin. On annonçait qu'il allait, au nom du roi, remettre toutes choses en ordre.

Je crois devoir donner ici en appendice les noms des Allemands qui, tandis qu'ils étaient recueillis chez le capitaine, furent volés de ce qu'ils possédaient :

Georges Obrecht, de Strasbourg, qui perdit, dans la maison de madame Coursière, 120 couronnes et sa bibliothèque, laquelle était très-belle, ainsi que sa garde-robe et ses chemises.

Christophe Brickheimer, de Vienne en Autriche, perdit 20 couronnes.

Wilhelm Peplitz, de Silésie, 60 couronnes.

Melchior Botz, de Carinthie, N. M... des Durlach...

Jean Mertzenich, de Juliers, fut volé de 100 couronnes.

Jean Metzler, de Langenburg, perdit tout ce qu'il avait et fut obligé de quitter Orléans sans habits.

Jechonias Rhelinger fit aussi diverses pertes.

Jean-Wilhelm de Botzheim.

Jean-Bernhard de Botzheim.

Tous ceux-là étaient restés à Orléans et n'étaient pas partis pour Paris avec les autres. — Daniel Kachorst était à Orléans, mais il fut volé de tout ce qu'il possédait. — Ceux dont les noms suivent étaient partis pour Paris et furent cependant pillés de tout ce qu'ils avaient :

Matthieu Logaw et Martin Winter, tous deux de Silésie, logés dans la maison Saint-Thomas.

Pierre Behterich et Reinhard Berlinger, de Montbéliard, et Melchior de Rechenberg, de Silésie, logés dans la maison Coursière.

Jean-Conrad Uhelein, Jean-Frédéric Welser, Antoine Rhem, Jean Scheurlein, d'Augsbourg, logés dans la maison Cancier.

Georges-Wilhelm de Pappenheim, maréchal héréditaire du Saint-Empire romain, logé dans la maison Cancier.

Pancrace Stibar et Georges-Henri Stibar, de Franconie, logés dans la maison Cancier.

Frédéric de Krekwitz, de Silésie, logé dans la maison Saint-Thomas.

En outre, M. du Bois, quoique Français, fut pillé de tout ce qu'il possédait, pour nous avoir été secourable.

Maitre Etienne, hôte de Jean Schwertzel et de Georges Pappenheim, Hessois, nia avoir reçu d'eux un dépôt, mais fut enfin contraint à restitution.

Le comte Frédéric de Hohenlohe racheta sa vie par une rançon.

Charles Horneck et Wilhelm Pepliz, Silésiens, eurent la vie sauve au prix de 50 couronnes. Ces deux-là coururent les plus grands dangers, mais je n'en dis rien, afin d'abréger. La mort leur paraissait inévitable; ils avaient disposé entre eux de leurs biens; ils furent sauvés, grâce à l'intervention d'un capitaine et d'un notaire.

Jean Mertenich, de Juliers, que d'abord l'on disait avoir été tué, avait été sauvé comme par miracle, grâce à une femme qui l'aïda à revêtir le costume des capitaines, portant la croix blanche. Il fut en butte aux attaques des gueux et courut le plus grand péril, parce qu'il avait célébré la cène du Seigneur avec les huguenots. Il avait fait son testament et écrit dans son pays pour faire connaître sa mort.

Voici les noms de ceux qui furent obligés de racheter leur vie par des rançons :

Wolfgang Spelt, précepteur du comte de Hohenlohe; — Georges Obrecht et Philippe Chelius, de Strasbourg; — Jacob Milichius, de Phalsbourg; — Jean Metzler, de Langenburg; — Jechonias Rhelinger, d'Augsbourg; — François-Philippe Faust; — Jean-Laurent Faust; — Jean-Martin Shenk; — de Winterstetten; — Adam Schiller, Bavaois; — Bonaventure Bodecker, Prussien; — Octavien in Hoff, d'Augsbourg; — Just de Donap; — Tilemann Erhbrochausen; — Conrad Cruel, Westphalien; — Michel Varron, de Genève; — Jean Wilhelm de Botzheim; Jean-Bernhard de Botzheim.

On avait recherché, à l'auberge de *la Folie*, Jérôme Witzendorff, Pierre de Weyhe, Georges de Dettaw, pour les tuer, mais on ne les y avait pas rencontrés; ils étaient partis pour Paris. On voit que ceux qu'on appelle étudiants se trouvèrent alors destitués de tous leurs privilèges et immunités, et il n'y eut pas moyen de faire sortir ses effets à cette constitution de l'empereur Frédéric: « *Ne filius pro patre, etc.* »

Il est à remarquer que tous les susdits étaient partis ensemble, à l'exception de Othon Kemper, Henri Standius et Hermann Cromberg, qui, après Standius, fut élu procureur, de Jacques d'Elz, de Milichius, malheureux apostat, et des deux Faust, qui vont à la messe et se sont entièrement livrés à l'Eglise catholique romaine.

Il faut remarquer encore qu'au nombre des morts se sont trouvés plusieurs étudiants français que les papistes avaient tués, ainsi que quelques catholiques, tués, soit par ceux qui défendaient leur vie, soit par suite d'erreurs, comme cela arriva devant la maison de M. Boivin. On tua aussi un bourgeois d'Orléans qui, après avoir été toute sa vie catholique, avait quitté sa religion le dimanche précédent et qui ne put échapper aux assassins. Il en est aussi quelques-uns qui moururent, les uns de frayeur, les autres de faim, étant restés cachés durant cinq jours entiers ; je tiens ces détails de Madame Lingerolles.

Comme on demandait plus tard à M. du Bois ce qu'il avait jugé le plus digne d'être noté au milieu de ces troubles, il répondit que ce qu'il l'avait étonné par-dessus tout, c'était la chose suivante, qu'il n'avait jamais ouï dire être arrivée. Dans le moment où les gueux nous assaillirent, lorsqu'il était allé chercher la garde et ramenait un archer, qui était le valet du gouverneur, cet homme, d'un seul coup de sa petite arquebuse, fit sauter la tête d'un pauvre huguenot qu'il savait caché en un certain lieu, de telle sorte que cette tête roula d'un côté et le corps de l'autre. L'arquebuse éclata de ce coup et l'archer en eut les phalanges des doigts enlevées. Il disait qu'il ne regretterait pas sa main perdue, s'il lui était donné de faire encore un coup aussi heureux sur la tête d'un autre huguenot.

Pour ce qui est du nombre des huguenots tués, il faut compter que très-peu ont pu s'échapper. 24 environ furent conduits à la citadelle. Parmi ceux-là, maistre Germain, noble M. de Rouville, qui par la suite fit abjuration. Deux docteurs en médecine, M. Haslineau et M. de la Grenouillère. Ils ne voulurent pas tuer ces deux-ci, étant complètement dépourvus de médecins et y ayant grand nombre de malades. Il est à craindre qu'ils aient tous péri à l'heure qu'il est. Je sais en effet que M. Haslineau aimait mieux mourir que de renoncer à sa foi. Pourtant Fabre m'a dit que ce médecin avait abjuré publiquement.

Peu de personnes purent se sauver, car on les recherchait partout avec le plus grand soin, même en s'éclairant de chandelles pour fouiller les puits, les caves, les latrines.

Le mercredi au soir, au cimetière, on en mit 350 dans une seule

fosse, au nombre desquels étaient 10 septuagénaires; on trouva, en dépouillant les cadavres, beaucoup d'argent caché çà et là.

Pour augmenter encore l'effroi et, par la crainte de semblables châtimens, frapper à jamais les esprits d'une plus grande horreur pour la religion des huguenots, tous ceux qu'on avait tués étaient trainés par les rues avec des cordes et jetés à la rivière. Quelques-uns y furent conduits vivants et jetés dans la Loire, après avoir été d'abord poignardés. Un cinquantenier nous a avoué qu'il en avait précipité trente, et il se plaisait à nous décrire ces scènes à table. La majeure partie fut jetée à l'eau comme à Paris. Maître Jean Be..., l'hôte des *Quatre Degrés* en porta à l'eau dans son chariot, jusqu'à la Loire.

M. du Bois, après la fin des troubles, alla se promener avec le capitaine Arnou, pour visiter le cours du fleuve. Il déclara qu'il avait vu, près d'Orléans, plus de 500 cadavres nus, que le courant avait déposés sur les rives. On craint la peste pour cet hiver, à cause de la puanteur. On ne veut plus de barbillons ni autres poissons : ils répugnent, comme s'étant nourris de chair humaine. On entend dire aux Orléanistes : « Je ne mange point de barbillons, » et encore, par allusion au massacre des huguenots : « Il le faut couper si menu comme la chair de pasté. »

Le chiffre des morts est douteux. D'aucuns le portent à 2,000. S'il faut abaisser le chiffre et s'en tenir à une moindre estimation, toujours est-il que le calcul, au plus bas, doit être de 1,500 tués. Eu égard à la population de la ville et au nombre des morts dans une aussi grande cité que Paris, ce chiffre de 1,500 n'est pas peu de chose.

Le dimanche suivant, un noble de la religion réformée fut écartelé ; c'était la première exécution faite par la main du bourreau. Le bruit courut ensuite que M. Purnier, excellent avocat, allait être pendu, mais son supplice fut ajourné. Il ne pourra se sauver, car il a attiré sur lui la haine de tout le peuple depuis le jour où, les huguenots étant maîtres de la ville, il fit pendre un abbé.

Le dimanche d'ensuite, la nouvelle se répandit partout qu'un ministre (qui avait été trouvé près des *Quatre Degrés*) allait faire abjuration, et la foule se porta à l'église des Cordeliers, mais il n'osa pas paraître, à cause de la fureur du peuple, qui fit craindre qu'on ne le massacrât à l'issue du sermon.

Ce qui retarda notre départ, c'est que nous ne pûmes partir sans un sauf-conduit du roi.

Avant notre départ et depuis notre arrivée dans notre ancien logis, il nous arriva deux choses assez graves. D'abord, un huguenot, le fils de madame Bodowin, qui s'était tenu caché pendant quatorze jours dans un grenier, fut, sans doute sur la dénonciation des voisins, découvert par ces affreux brigands, qui avaient pénétré à main armée chez le comte de Hohenlohe, et emmené en prison. Sa présence était pourtant ignorée de tous ceux qui étaient dans la maison, à l'exception de M. de la Noue. Le comte se trouva en ce moment dans un grand péril. Trente archers, qui s'étaient postés dans les maisons voisines, avaient comploté de massacrer tous les Allemands, pour peu qu'ils eussent fait résistance à leur entrée. Cela leur souriait de piller les Allemands. Ce complot nous fut dévoilé par M. du Bois et M. Barbin. Il y eut encore cet autre danger que le comte, lorsqu'il les vit entrer le fer à la main, se persuada que c'était aux Allemands qu'ils en voulaient. Il se réfugia donc dans mon domicile avec son précepteur, sans chapeau et sans habits. Or, à la porte par où il s'échappa, se tenait un des brigands, l'épée à la main, pour se saisir de celui qui tenterait une évasion, en sorte que s'il n'avait pas reconnu le comte, il l'eût tué sur le seuil même. C'est dans cette même maison que s'était caché le fils de M. de la Chaise, qui a échappé miraculeusement.

Le second accident fut commun à tous. Le jour où nous quittâmes Orléans (le 16 septembre), nous nous étions préparés à partir de bon matin, afin de n'être pas reconnus de beaucoup de monde; voilà qu'on ne voulut pas nous laisser passer librement. Quoique nous eussions un sauf-conduit du roi, on n'en tint nul compte, prétextant que le roi faisait bien des choses sans examen suffisant. Les capitaines se consultèrent sur le point de savoir s'il fallait nous laisser partir. Ils finirent par exiger que nous eussions un sauf-conduit du maréchal de Cossé, qui serait libellé et signé le jour même. Il nous fallut nous y résigner et attendre plus d'une heure entière que les scribes du maréchal eussent confectionné le sauf-conduit. Pendant ce temps, il nous vint une autre crainte. Nous appréhendions que, par suite de ce retard, on ne nous préparât quelque méchant adieu et que des coquins ne s'assemblassent devant la porte pour nous faire un mauvais parti. La veille encore, des marins demeurant au Portereau, près du pont, avaient, ainsi que je l'ai su par une lettre de M. Tillemann, proféré des menaces contre nous, parce qu'ils avaient appris (contrairement à un autre bruit répandu) que tous ces Allemands qu'ils voyaient si souvent

passer le pont au retour du prêche n'avaient pas encore été tués. Informés que nous nous disposions à partir, nous laisseraient-ils sortir ainsi impunément ? Nous avons donc peur que l'audace de ces vauriens ne les portât à faire un rassemblement ; mais enfin, par les soins des capitaines Rigault et Arnou, qui nous accompagnèrent jusqu'à la porte, — et grâce à la bonté du Dieu tout puissant, à qui soient louange, honneur et gloire, — nous sortîmes sains et saufs.

Après l'apaisement des troubles, le roi décréta une triple pénalité pécuniaire contre les huguenots fugitifs. La première, applicable au roi, pour s'être séparé de l'Eglise romaine ; la seconde, consistant en une somme d'argent considérable, et selon la condition des personnes, pour contribuer à la reconstruction des églises détruites ; la troisième, applicable aux pauvres. On dit que M. d'Entragues a une part dans le tiers dévolu au roi.

Il est venu ces jours-ci à Strasbourg un bourgeois d'Orléans qui dit avoir abjuré et avoir réussi ensuite à se sauver miraculeusement. C'est l'apothicaire Claude Chrestien, lequel m'a rapporté que plus de mille femmes avaient fait abjuration à Orléans. Le nombre des huguenots de cette ville a toujours été considéré comme étant de 2,000. Il dit que ceux qui ont abjuré ont été dépouillés de leurs armes et tracassés d'une manière inouïe, et qu'il y a lieu de craindre que, comme on ne fait guère de fond sur eux et qu'évidemment ils font tout par contrainte, on ne les tue, après les avoir rançonnés et pillés, si de nouveaux troubles recommencent. Il a aussi été défendu à ceux qui ont abjuré d'avoir entre eux des réunions. Enfin, après que ceux qui se sont enfermés dans la Rochelle eurent fait une sortie et tué plusieurs officiers dans le camp du roi (on cite entre autres le duc d'Aumale, le chevalier, bâtard du roi Henri, le capitaine Biron, M. Chavigny et d'autres), et que la nouvelle en eut été apportée à Orléans et à Rouen, on massacra impitoyablement tous les huguenots qui avaient survécu et avaient abjuré. Il y en avait 500 à Orléans qui s'étaient tirés d'affaires aux derniers troubles. Telle fut la fin de ces tragédies. Ces derniers renseignements m'ont été donnés par une lettre de Michel Gisius, qui séjourne maintenant à Paris : elle est datée du 13 mars de l'an 1573.

Voilà tout ce que je puis dire sur ce tumulte d'Orléans, digne de faire envie même à un Néron :

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

ESSAI SUR LES ABJURATIONS

Parmi les RÉFORMÉS DE FRANCE SOUS LE RÈGNE DE LOUIS XIV (1)

§ 3. — Les maréchaux de Bouillon et de Turenne.

Parmi les abjurations d'hommes marquants qu'il peut y avoir intérêt à rappeler en appréciant leur vrai caractère, on doit signaler en particulier celles des deux frères de Bouillon et de Turenne, comme propres à donner une idée de ce que furent, à deux points de vue différents, la plupart des conversions opérées dans le sein de la noblesse de France, à cette triste époque d'affaissement moral et religieux. Celle de Turenne appelle tout spécialement notre attention, vu la haute importance qu'elle eut aux yeux de l'un et de l'autre parti. Ce fut en réalité un événement. La manière dont en parlent plusieurs des contemporains montre à quel point l'adhésion du maréchal a été un triomphe pour les convertisseurs, aux efforts desquels il était demeuré si longtemps rebelle. « Sa conversion si sincère nous a paru comme un baptême, » écri-

(1) Voir les cahiers précédents, p. 8, 57, 105, 201, 249.

vait Madame de Sévigné, cette femme spirituelle demeurée pour les générations qui l'ont suivie un si précieux organe de l'opinion publique, au sein de la société à laquelle elle appartenait (1). Voici en quels termes en parlait le Père de la Rue, dans son éloge funèbre du maréchal : « Un homme alors au-dessus de la fortune, et toute sa vie au-dessus de l'intérêt, attaché par le sang et par l'alliance à ce qu'il y avait de plus grand dans le parti protestant; un sage respecté pour la solidité de son génie et la probité de son cœur; un guerrier renommé par tant de glorieux travaux; qui ne pouvait monter plus haut, ni dans la confiance de son roi, ni dans l'affection de sa patrie, ni dans l'estime des nations étrangères; un homme qui faisait honneur à l'homme (2), Turenne devint le disciple de Bossuet (3). »

Frédéric-Maurice, duc de Bouillon, et Henri, vicomte de Turenne, célèbres l'un et l'autre par leur valeur guerrière, étaient fils de Henri de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, et d'Elisabeth de Nassau, fille de Guillaume d'Orange. Ils appartenaient ainsi, comme la duchesse d'Orléans et comme les de la Trémoille, à cette nombreuse descendance du Taciturne qui, promptement éteinte dans la ligne directe masculine par la mort de Guillaume III d'Angleterre, subsiste encore aujourd'hui et s'est étendue par les femmes dans presque toutes les maisons régnantes. C'est à cette parenté, si considérable à cette époque déjà, que faisait allusion Madame de Sévigné, quand elle écrivait à sa fille : « La princesse de Tarente est en deuil de son beau-frère, l'électeur palatin; il faudrait que tout l'Europe se portât fort bien, pour qu'elle ne fût pas sujette à perdre de ses parents (4). »

Le premier des deux frères (1605-1652), après avoir fait ses

(1) Lettre du 16 août 1675.

(2) Paroles de son loyal adversaire, le général de Montecuculli.

(3) Voyez de Bausset, *Vie de Bossuet*, t. I, page 112.

(4) Lettre du 29 septembre 1680. Il y aurait eu lieu à faire quelques pénibles rapprochements sur cette question de parenté, si l'on s'était souvenu que Turenne était cousin germain de Frédéric V, roi de Bohême, père de cet électeur Charles-Louis dont il mettait les Etats à feu et à sang dans les affreuses dévastations du Palatinat.

études sous la direction du savant Pierre Du Moulin, dans l'académie fondée à Sedan par son père, avait été envoyé en Hollande pour s'y former au métier des armes sous son oncle Maurice, prince d'Orange. Connu par de brillants exploits et par la part active qu'il prit à la Fronde, il ne rentre pas d'une manière directe dans le champ de notre étude, attendu que sa renonciation à la foi protestante est antérieure au règne de Louis XIV. Il abjura en 1637, sous l'influence des faveurs accordées à ceux qui n'appartenaient pas à l'hérésie, et sans doute aussi à l'instigation de sa femme, Eléonore de Berghes, dont il avait fait la connaissance à Bruxelles, et qu'il avait épousée contre le vœu de sa mère et de son oncle. Il ne se montra pas convertisseur ardent, comme cela fut de mode plus tard, car, après son abjuration, les protestants de sa principauté n'eurent pas à se plaindre de son intolérance.

Turenne nous occupera davantage. Son changement de religion ne fut pas aussi aisé, et donne lieu à de plus sérieuses réflexions. Commencée de la même manière que celle de son frère, sa carrière militaire fut plus brillante. Il s'éleva à la hauteur des plus grands capitaines; mais ce ne sont pas ses exploits guerriers que nous allons célébrer ici. A l'inverse de ce que nous venons de voir chez le duc de Bouillon, c'est à sa pieuse compagne, Charlotte de Caumont La Force, qu'il dut d'être gardé longtemps contre les séductions de divers genres auxquelles il fut exposé. On peut même dire avec une sorte de certitude que si elle lui eût survécu, il n'aurait pas donné le triste spectacle de son abjuration, et n'aurait pas renié les principes qu'on lui avait vu soutenir dans maintes circonstances avec une inébranlable fermeté.

Cette digne épouse, dont la piété sincère exerça sur son âme une influence bénie, était fille unique d'Armand de Caumont, duc de La Force, maréchal de France, et chef vénéré de cette noble maison protestante. Les relations d'estime et d'affection nouées sur le champ de bataille entre le maréchal de La Force et Turenne, qui, après avoir fait en Hollande ses

premières armes, débutait sous lui à la tête d'un régiment français, amenèrent plus tard cette union si bien assortie. Elevée par ses respectables parents dans cette atmosphère de piété que respirait leur château de La Boulaye, si bien apprécié de toute la société réformée du temps, et que Dubosc appelait une maison d'oraison, Madame de Turenne avait reçu par leurs soins l'éducation la plus distinguée. Les qualités supérieures de son esprit et de son cœur l'avaient mise en état d'en profiter. Elle possédait les langues savantes et avait acquis des connaissances fort au-dessus de celles qui étaient l'apanage ordinaire des femmes de l'époque. Cette supériorité intellectuelle et morale, jointe à une modestie réelle et à une simplicité de manières pleine de réserve et de dignité, fruits de sa piété sincère, lui avait concilié le respect et l'affection de tous ceux qui l'approchaient.

Les lettres que son mari lui écrivait témoignent hautement des sentiments d'estime et d'affection respectueuse qu'il lui avait voués. Même au milieu des graves préoccupations que lui causaient les campagnes dont la haute direction reposait sur lui seul, et le commandement de ses armées, il trouvait toujours le temps de communiquer avec la compagne de sa vie, et de lui témoigner le bonheur qu'il éprouvait à lui ouvrir son cœur et à lui faire part de ses impressions. C'était avec cette âme sincèrement religieuse qu'il était heureux de pouvoir échanger ses propres sentiments de piété. « Nous allons commencer la campagne, écrivait-il en juin 1656; j'ai bien prié Dieu ce matin qu'il me fasse la grâce de la passer en sa crainte, ne connaissant point de plus grand bien que d'avoir la conscience en repos, autant que notre fragilité le peut permettre. » — « J'ai rendu grâces à Dieu de tout mon cœur de ce que cette affaire, dont je souhaitais si fort le succès, m'a si bien réussi. (Août 1654.) » — « Je suis toujours dans les mêmes sentiments, priant Dieu qu'il me donne la continuation de sa grâce, et qu'il me rende plus homme de bien que je ne le suis. (1^{er} janvier 1660.) » On citerait un bon nombre de

communications intimes de ce genre, montrant bien la confiance que lui inspirait la piété profonde de celle à laquelle il les adressait, et le besoin qu'il éprouvait d'être, sur ce point si important, toujours en harmonie avec elle.

Mais à côté de cette douce et salutaire influence, Turenne fut exposé à bien des séductions de nature à l'ébranler. Entouré de nombreux exemples des faveurs ostensiblement accordées aux hommes haut placés qui, soit dans l'armée, soit dans la magistrature, embrassaient la religion du monarque, témoin des dénis de justice dont étaient frappés, en revanche, ceux qui demeuraient fermes dans leur foi, il fut tenté directement déjà par Mazarin, qui lui faisait entrevoir la perspective de devenir gouverneur du dauphin, s'il voulait abjurer le calvinisme. Il le fut plus tard par Louis XIV lui-même, de la manière la plus sensible dont un guerrier tel que lui pouvait l'être. En recevant, en 1660, son serment de maréchal-général, dignité qui n'avait pu être refusée à ses éclatantes victoires, le roi lui dit : « Il ne tient qu'à vous que ce soit d'avantage, » lui donnant bien clairement à entendre par ces paroles que l'épée de connétable lui était offerte à la seule condition d'une abjuration. Le guerrier eut honte de vendre ainsi sa conscience, et opposa à cette ouverture un refus si noblement exprimé que le roi ne s'en offensa nullement, tandis que ses coreligionnaires en furent comblés de joie, au point qu'ils rendirent des actions de grâces publiques dans le temple de Charenton au sujet de la persévérance qu'il montrait.

Mais huit ans plus tard, il n'en fut malheureusement pas de même; il se laissa entraîner à suivre l'exemple de tant d'autres qui avaient cédé avant lui, et renonça à cette foi qu'il avait professée jusqu'alors avec une si noble fidélité. Le motif apparent de son adhésion au romanisme fut la conviction produite en lui par les arguments de Bossuet dans son *Exposition de la foi catholique*. « Dans une nation comme la nôtre, où l'honneur personnel est le seul principe des mœurs publiques, fait observer à ce sujet l'historien Rulhière, cet honneur exi-

geant qu'on ne parût céder qu'à la persuasion et à sa propre conscience, c'étaient les prédications, les bons livres, les disputes de controverse, qui avaient seuls toute la gloire des conversions (1). » Cette remarque indique trop bien que les véritables mobiles qui poussaient la noblesse à se ranger à la croyance du prince, doivent être cherchés dans les intérêts matériel bien plus que dans des sentiments de conscience. Il en fut du grand Turenne, à cet égard, comme de la plupart de ceux qui l'avaient devancé dans cet acte de faiblesse. La crainte d'une disgrâce mit fin à ses irrésolutions, et le livre de Bossuet vint bien à propos couvrir sa nouvelle profession de foi d'un voile honorable.

L'harmonie qui ne cessa jamais entre les dignes époux sous le rapport de la piété, fut cependant troublée au point de vue de la controverse, lorsque Turenne commença à manifester un certain penchant vers le catholicisme, à l'occasion de quelques écrits jansénistes. Des discussions assez fréquentes eurent lieu à ce sujet et les lettres de Turenne à sa femme en ont conservé des traces positives. « J'ai lu ce matin, lui écrivait-

un jour, un livre que je trouvai hier chez M. Duplessis, secrétaire d'Etat. C'est un recueil en français fait au Port-Royal, de ce que les Pères des premiers siècles ont dit de l'Eucharistie. Il y a les passages entiers avec les discours qui les précèdent et ceux qui suivent et rien de l'auteur du livre. Si cela n'est pas vrai, on peut le contredire. Mais je vous assure que ce n'est pas ce que nous disons (2) ».

Ces discussions domestiques roulant sur des questions soulevées par les écrits de l'époque étaient soutenues contre Turenne non-seulement par sa femme, dont les convictions protestantes n'ont jamais fléchi, mais aussi par sa sœur Charlotte de la Tour d'Auvergne, qui, de son côté, ne goûtait pas plus les livres de Port-Royal que ceux de l'école des jésuites. La demeure du maréchal, qui, grâce à la piété sincère de ces deux

(1) *Eclaircissements historiques*, t. I, p. 59.

(2) De Bausset, *Vie de Bossuet*, t. I, p. 149.

dames, ressemblait plus à une maison de retraite qu'à une maison du monde, était un centre où se maintenaient fidèlement toutes les traditions protestantes auxquelles se rattachaient également les autres sœurs de Turenne, et en particulier Mesdames de la Trémoille et de Duras. On s'efforçait, dans ce centre pieux, de lutter contre les tendances nouvelles qui menaçaient d'envahir l'esprit et le cœur du chef vénéré de la maison, et ce fut à la suite de l'influence exercée sur lui, au sujet de la transsubstantiation, par le livre de Nicole sur *la Perpétuité de la foi*, que Madame de Turenne demanda au pasteur Claude de composer un traité dans le but de réfuter cet écrit. Cette réfutation, qui courut longtemps manuscrite, avant que d'être imprimée avec la réplique de l'auteur à la réponse que lui fit le célèbre solitaire du Port-Royal, obtint un très-grand succès, même parmi les catholiques, non-seulement en vertu de son mérite réel, mais aussi à cause des traits que Claude n'épargna pas aux jansénistes. L'effet produit sur l'esprit de celui qu'on avait eu particulièrement à cœur de raffermir dans la foi protestante, ne fut pas aussi complet qu'on avait cru pouvoir l'espérer. Turenne continua à affliger par ses doutes et par ses incertitudes le cœur de celle qui eût été si heureuse de le voir revenir sans arrière-pensée à cette foi qui avait été longtemps commune entre eux.

Un homme fort dévoué à Turenne, qui écrivit une notice sur sa vie, demeurée manuscrite, Nicolas Frémont d'Ablancourt, n'était pas éloigné d'attribuer aux objections faites par le maréchal aux opinions franchement protestantes de sa sœur et de sa femme, et à l'habitude qu'il avait prise de les combattre dans leurs entretiens intimes, une grande part dans le penchant qui l'a porté vers l'Eglise romaine. Mademoiselle de la Tour étant morte en 1662, et la vicomtesse l'ayant laissé veuf quatre ans plus tard, « il s'abandonna plus que jamais à la lecture des livres de Port-Royal, et comme, dans ce temps-là, l'évêque de Condom (Bossuet), apportait de grands tempéraments pour passer d'une religion à l'autre, il en conférait avec

lui et quelquefois avec l'évêque de Tournay (Gilbert de Choiseul) dont la probité jointe au savoir, le charmaient. On peut ajouter à cela qu'on lui faisait espérer qu'on se relâcherait en sa faveur de quelque chose ». Frémont d'Ablancourt fait observer à ce dernier égard que pourtant « on ne le fit pas (1). »

Turenne n'en suivit pas moins les convictions auxquelles son esprit s'était graduellement accoutumé, et une fois sa résolution prise, ce qui eut lieu deux ans après le décès de sa femme, il se rendit auprès de Louis XIV, pour lui annoncer qu'il était maintenant disposé à changer de religion. Le roi lui en témoigna toute sa satisfaction.

Cette abjuration, qui réjouit fort les catholiques, fut envisagée, on le comprend, d'un tout autre œil par les anciens coreligionnaires du maréchal. Ils ne purent que juger avec sévérité un acte propre à les affliger si profondément ; aussi peut-on comprendre que le fidèle Dubosc, lui que d'anciens liens de respect et d'affection unissaient à la maison du maréchal de la Force, et qui avait professé en particulier une profonde vénération pour Madame de Turenne, se soit laissé aller à quelques paroles satiriques au sujet des mobiles auxquels avait pu céder le mari de celle-ci, dont le souvenir eût dû lui demeurer sacré sous tant de rapports. Dans des vers composés à l'occasion de ce triste événement, le pasteur de Caen, donnant essor à la douleur que ressentaient avec lui tous les réformés de France, si longtemps fiers de la fidélité de leur héros, exprima la pénible conviction qu'une femme n'a pas été étrangère à la résolution de Turenne :

Est-il vrai qu'en faveur d'une amoureuse flamme,
Tu quittes lâchement de Christ les étendarts,
Et que le favori de Bellone et de Mars
Veuille être à soixante ans la dupe d'une femme ?

Ceci nous conduit à toucher un point délicat, mais sur lequel les témoignages sont trop précis pour permettre même

(1) De Bausset, *Vie de Bossuet*, t. I, p. 117.

le doute, c'est celui de l'influence que les femmes ont exercée sur notre héros. Dans sa jeunesse, l'amour que lui avait inspiré la fameuse duchesse de Longueville fut le motif qui le fit se lancer dans la Fronde, et sur ses vieux jours, c'est encore au sentiment qu'il éprouva pour Madame de Coetquen, que fut due la grave indiscretion qui laissa une tache sur sa vie (1). Madame la duchesse d'Orléans, fort bien renseignée sur tout ce qui s'était passé à ce sujet, en fait le narré suivant, à l'occasion d'un dialogue des morts dans lequel on avait fait figurer Turenne et Mademoiselle de la Vallière : « Si, à la place de Madame de la Vallière, on avait mis Madame de Coetquen, on aurait pu raconter toute l'histoire du traité que Madame (Henriette d'Angleterre) avait négocié entre son frère, le roi d'Angleterre et le feu roi (Louis XIV), secret qui fut divulgué par l'indiscrétion de Turenne. Malgré son âge, il était éperdument épris de Madame de Coetquen, qui était toujours auprès de Madame, et très-fort dans ses bonnes grâces, quoiqu'elle n'en fût pas digne, puisqu'elle aimait le chevalier de Lorraine (2), qui était l'ennemi le plus acharné de Madame, et qui, pour pénétrer ses secrets, souffrait que sa maîtresse flattât son vieil adorateur. Ils n'avaient pu tirer de Madame le secret du traité, mais Turenne était trop amoureux de Madame de Coetquen pour lui rien cacher, il lui révéla le secret; elle en fit part au chevalier, et celui-ci à Monsieur, qui fut très-irrité contre sa femme et contre le roi (3). »

Ajoutons ici à l'honneur de la droiture de Turenne que, comme l'indignation de Louis XIV était prête à tomber sur

(1) Madame de Coetquen, de la maison de Rohan, était, dit l'annotateur de Dangeau, « sœur cadette de Madame de Soubise, belle, encore plus agréable et de grande mine, avec de l'esprit, et fort faite pour la cour et le grand monde, où elle figura longtemps. Son aventure avec M. de Turenne lui donna beaucoup de relief. » Elle mourut dans un couvent de Rennes en 1730.

Madame de Sévigné a fait plus d'une allusion aux rapports de Turenne avec cette dame. (Voyez Lettres du 19 août 1671 et du 4 septembre 1675.) « Elle n'aimait, nous dit M. Walkenaër, ni Coetquen, gouverneur de Saint-Malo, ni sa femme, parce que celle-ci, coquette dépravée, avait trahi l'amour et la confiance de Turenne, et livré ses secrets au chevalier de Lorraine. » (Walkenaër, t. V, p. 334.)

(2) Philippe, dit le chevalier de Lorraine (1643-1709), était fils de Henri de Lorraine, duc d'Elbeuf, comte de Harcourt, Armagnac, etc., et frère de Louis d'Armagnac, grand écuyer.

(3) *Nouvelles lettres de la duchesse d'Orléans*, p. 239.

Louvois, qu'il soupçonnait d'avoir imprudemment parlé, le coupable vint franchement s'accuser lui-même. Le besoin qu'on avait de lui, et sans doute aussi la nature, de l'excuse qu'il présentait dans la passion que lui avait inspirée la dangereuse sirène à laquelle il avait cédé, le sauvèrent auprès du roi. Mais ces circonstances le poussèrent peut-être plus qu'il ne s'en rendit clairement compte à lui-même, à chercher les moyens d'effacer de pénibles impressions, et de recouvrer la plénitude d'une faveur qui pouvait avoir subi des atteintes.

Quoi qu'il en soit de l'influence que toute cette aventure ait pu exercer sur l'état de son âme, et quels qu'aient pu être les motifs de divers genres qui l'ont déterminé à fléchir, sa manière d'agir après sa conversion ne permet pas de suspecter la sincérité de son adhésion à l'Eglise romaine. Dès le moment de son abjuration, le nouveau converti se montra aussi zélé pour le catholicisme que son royal maître pouvait le désirer. Il ne craignit pas même de jeter le trouble dans l'Eglise qu'il venait d'abandonner, en couvrant de l'autorité de son nom, le fameux projet de réunion tant de fois remis sur le tapis depuis Richelieu, en faisant recueillir des signatures parmi les ministres des diverses provinces et en proposant des moyens plus ou moins honorables pour faire entrer ses coreligionnaires de la veille dans le giron de l'Eglise à laquelle il venait de se rallier.

Mais un moyen plus efficace encore par lequel il se comptait à témoigner son zèle fut l'intérêt qu'il porta à l'institution des Nouvelles-Catholiques. On a peine à comprendre que le souvenir de sa femme et de sa sœur lui ait permis de favoriser précisément ce genre de prosélytisme, dirigé en tout premier lieu contre des personnes de leur caractère. Cette communauté, qui nous a déjà occupé, fondée en 1634 par l'archevêque de Paris, de Gondy, avait eu son premier établissement dans la rue des Fossoyeurs, près Saint-Sulpice. « Mais, rapporte à ce sujet le cardinal de Bausset, lorsque le maréchal de Turenne eut abjuré le calvinisme, il chercha à favoriser une institution

destinée à procurer à ceux dont il avait partagé les erreurs, le bonheur qu'il avait retrouvé lui-même en revenant à la religion de ses pères. Il accorda une protection particulière à la communauté des Nouvelles-Catholiques, et acquit pour elle une maison plus spacieuse et plus commode dans la rue Sainte-Anne. Il se servit même de son crédit auprès du roi, pour le porter à étendre ses bienfaits sur un établissement si conforme aux vues de ce prince (1). » Nous avons vu de quel esprit étaient animées ces convertisseuses en titre, auxquelles la protection ouverte de M. de Turenne contribua plus que toute autre chose à donner un si grand crédit, et cela sous la direction de cet abbé de Fénelon jugé « digne de justifier les vues et les espérances d'un roi tel que Louis XIV et d'un homme tel que M. de Turenne. »

§ 4. — Divers.

Aux exemples que nous venons de signaler, il serait aisé d'ajouter toute une série de ces personnages qui, poussés par des motifs plus ou moins avouables, ont tenu à honneur de ne pas rester les derniers sectateurs d'une religion qui avait le malheur de « déplaire à Sa Majesté. » Si l'on considère avec quelque attention ce qu'ont été la plupart d'entre eux après leur soi-disant conversion, on ne pourra qu'être frappé de l'absence de vie religieuse, de convictions chrétiennes, et de sentiment vraiment pieux que dénotent soit leur conduite, soit leurs écrits. On en pourrait nommer plusieurs qui ont compté dans le monde des lettres, et dont les ouvrages permettent de constater ce qu'ils étaient en réalité au point de vue religieux.

Tel a été en particulier ce malheureux *Pélisson*, dont le nom est demeuré si honteusement lié à celui de la caisse des économats, au moyen de laquelle il parvint à acheter un trop grand nombre de consciences. Si l'on compare ses écrits rela-

(1) De Bausset, *Vie de Fénelon*, t. I, p. 52.

tifs à cette administration avec plusieurs de ses lettres antérieures, en particulier avec celles qu'il écrivait au célèbre prédicateur Dubosc pour l'engager à répondre à l'appel que lui adressait l'Eglise de Paris, on verra quelle différence il y avait dans la manière dont il s'exprimait sur les choses religieuses avant et après son abjuration. Bien que sa piété n'ait jamais paru très-vive, il y avait pourtant dans ce qu'il écrivait comme protestant un sérieux qui ne se retrouva plus dans les derniers produits de sa plume. Ce qui décida son abjuration pendant son séjour à la Bastille, où il avait été jeté comme partisan dévoué de Fouquet, ce fut, au témoignage de son propre neveu, Rapin-Thoyras, le désir de recouvrer la bienveillance de Louis XIV. « Le roi, dit cet historien, souhaita qu'il se rendît digne de ses grâces en changeant de religion. Mon père, qui connaissait parfaitement M. Péliisson, son beau-frère, ne doutait nullement que ce témoignage de la bienveillance du roi ne fût la principale cause du changement de M. Péliisson. Dès lors, il commença à étudier fort exactement les controverses, mais certainement avec un désir secret de trouver cause à se satisfaire dans la religion romaine. — Quant à la religion, ajoute l'écrivain, il aurait fallu avoir des yeux bien perçants pour démêler ses sentiments secrets parmi ses actions extérieures, par lesquelles il affectait sans cesse de témoigner une persuasion très-sincère de son attachement à la religion romaine (1). »

Dans quelles dispositions Péliisson est-il mort? C'est une question qu'on a agitée de part et d'autre, sans pouvoir la résoudre d'une façon positive. M. de Riancourt, dans son *Histoire de Louis XIV*, rapporte qu'à « l'heure de son décès, Péliisson ne professa aucune religion ouvertement, car il ne voulut point participer aux sacrements de l'Eglise romaine, ni n'osa se dire huguenot, mais persista jusqu'à la fin dans un silence profond, dont il n'y a que Dieu qui sache les

(1) *Lettre de Rapin-Thoyras à Le Duchat. Mai 1722.*

auses. » Rapin-Thoyras, que son affection pour son oncle poussait à connaître la vérité sur ce point, ne put pas parvenir à s'éclairer d'une manière satisfaisante. Le mourant a-t-il refusé la communion que voulait lui donner l'évêque de Meaux, ou a-t-il simplement différé en sorte qu'il a été prévenu par la mort? C'est ce qu'on n'a pas eu la possibilité de déterminer. « Je trouvai à Paris, dit encore l'historien, un de ses valets de chambre, qui avait quelque emploi à la cour, mais il me parut si réservé quand je voulus lui toucher cette corde, qu'il me fit soupçonner qu'il y avait quelque chose qu'il n'était pas à propos de découvrir. » Rapin La Fare, frère de l'auteur que nous venons de citer, lui écrit sur ce point qu'on lui mande de Paris que « le curé de la paroisse s'étant présenté chez Pélisson pour le confesser, en fut si mal reçu qu'en sortant il alarma tout le quartier, soutenant qu'il était mort huguenot; de laquelle imprudence il a été fort blâmé par la cour. » Il était opportun, en effet, que ce bruit, fondé ou non, fût promptement étouffé, et que le grand convertisseur, à prix d'argent, ne pût pas être considéré comme s'étant déjugé lui-même à l'heure de la mort.

Nous avons à mentionner aussi les deux frères *de Dangeau*, arrière-petits-fils de Duplessis-Mornay, qui abjurèrent sous l'influence de leurs intérêts mondains, la religion qu'avait si noblement professée et défendue leur illustre aïeul. Philippe, le marquis, ce type du courtisan habile et dévoué, que l'on a trop justement appelé le « plat valet » de Louis XIV, s'étant bientôt aperçu, au milieu de ses intrigues, que sa religion serait un obstacle à sa fortune, eut soin de s'ouvrir, par l'abjuration, le chemin des honneurs. Nommé colonel du régiment du roi, puis gouverneur de la Touraine et plus tard encore de l'Anjou, membre de l'Académie française, aide de camp de Louis XIV, envoyé extraordinaire auprès de l'électeur de Trèves et de l'électeur palatin, menin du dauphin, chevalier d'honneur de la duchesse de Bourgogne, conseiller d'Etat en service ordinaire, chevalier de l'ordre du Saint-Esprit, grand-

maître de l'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, il paya toutes les faveurs dont il fut successivement comblé par un dévouement à toute épreuve dont chaque page des Mémoires qu'il a laissés est un frappant témoignage. Cœur sec et égoïste, il s'est plu à consigner jour par jour, pendant cinquante années, les nouvelles de la cour et les détails les plus minutieux sur la vie et l'état de santé du roi, sans qu'il se soit rencontré sous sa plume un seul mot de commisération sur le sort funeste de ses anciens coreligionnaires, au sein des horribles persécutions que ses propres sœurs et d'autres membres de sa famille partagèrent avec la masse des réformés demeurés fidèles. Il est douloureux de constater la manière dont il rend compte des événements relatifs à la révocation de l'Edit de Nantes. Au milieu des faits les plus insignifiants, tels que les chasses du roi et des princes, il enregistre les succès des dragons d'Asfeld dans le Poitou, de Saint-Ruth et de la Trousse en Dauphiné, de Bouffiers en Béarn, en Guyenne et en Saintonge; puis les conversions qui s'opèrent en masses dans certains lieux, « sans pourtant que les dragons y aient été; » puis les pensions accordées aux nouveaux convertis, aux époux Dacier par exemple; l'ordre donné aux ministres de sortir du royaume en quinze jours; la démolition des temples; les mesures qu'il faut prendre à l'égard des mauvais convertis, etc.; et tout cela sur un ton d'approbation sans réserve. Et pourtant il était mieux à même que bien d'autres d'apprécier la profonde immoralité des machinations hypocrites de ceux qui circonvenaient l'esprit du monarque; et il ne pouvait se faire que quelques souvenirs de son enfance ne vinssent pas parfois lui rappeler que cette foi persécutée avait été celle de sa digne mère et de ses nobles aïeux.

Louis, connu sous le nom d'abbé de Dangeau, ayant embrassé l'état ecclésiastique, n'eut pas une carrière aussi brillante que celle du marquis son aîné. D'Alembert, dans ses *Eloges des membres de l'Académie française*, jette un jour

assez défavorable sur les motifs de l'abjuration de Dangeau en disant, non sans ironie, qu'il « se sentit très-soulagé de n'avoir plus à craindre de déplaire ou à son Dieu ou à son souverain. » Revêtu de la charge de lecteur du roi, et pourvu de quelques riches abbayes, il consacra sa vie aux lettres, et en particulier à la philologie et à la grammaire, pour lesquelles il avait un goût tout spécial. La question religieuse paraît l'avoir fort peu occupé, et rien n'indique qu'il ait sympathisé, même secrètement, aux souffrances infligées avec tant de rigueur à ceux dont il avait renié la foi.

Un autre personnage qui se présente à nous est *Brueys* le faiseur d'opéras, qui, avant de se livrer à cette carrière poétique, avait paru disposé à une vie tout autrement sérieuse. Voué d'abord à la jurisprudence, puis à l'étude de la théologie et des belles-lettres, il s'était acquis une place éminente parmi les écrivains polémiques en réfutant avec un succès incontestable le célèbre livre de l'*Exposition de la foi catholique* de Bossuet. Ce travail, digne d'être mieux connu qu'il ne l'est, contient dans sa première partie un examen et une réfutation générale de l'œuvre du fameux controversiste, œuvre qui, selon l'auteur, est le plus éclatant témoignage en faveur de la vérité de la religion protestante. En effet, en convenant, d'une part, que les réformés retiennent les points fondamentaux de la foi chrétienne, l'évêque de Condom est contraint, d'autre part, de désavouer l'interprétation ordinaire des dogmes et des rites de son Eglise, en les dissimulant sous une enveloppe évangélique incompatible avec les sentiments et le culte de l'Eglise romaine. C'est ce que Brueys démontre en faisant l'application de son assertion aux quatre points principaux de controverse, le culte, la justification par la foi, les sacrements et l'autorité de l'Eglise. Bossuet, frappé du mérite de cet ouvrage, désira se mettre en relation avec l'auteur et parvint à le faire venir à Paris. On a peine à concevoir comment celui-ci, après avoir écrit une réfutation aussi solide, put se laisser convaincre par son adversaire,

mais le fait est que le malheureux Brueys abjura bientôt entre les mains épiscopales, et devint dès ce moment ennemi acharné de la foi qu'il avait défendue par des arguments aussi solides. Il y a là un problème intellectuel difficile à résoudre.

Quoi qu'il en soit, le nouveau réuni, étant entré dans les ordres, après la mort de sa femme, se mit à écrire avec ardeur contre les protestants de nombreux ouvrages de controverse. Il publia en particulier sous le titre d'*Histoire du fanatisme de notre temps*, à l'occasion des troubles des Cévennes, un vrai pamphlet en trois volumes, plein d'exagération, de partialité et de mauvaise foi. Mais ce genre d'ouvrages, auquel le désir de plaire au roi et à ses protecteurs du clergé, l'avait fait s'appliquer, ne fut pas longtemps de son goût. Il l'abandonna pour se livrer aux compositions dramatiques, qui ont fait sa réputation dans le monde des lettres, où son nom demeura uni à celui de son collaborateur Palaprat. La farce de l'*Avocat patelin* se trouve en définitive le beau titre de gloire de Brueys.

Dans ce monde littéraire où nous venons de pénétrer, nous rencontrons encore quelques noms de nouveaux réunis, et entre autres, trois appartenant à la même famille, *Gédéon Tallemant*, dit *des Réaux*, l'auteur des *Historiettes* ou *Mémoires anecdotiques et satiriques*, publiés par M. de Monmerqué; *François Tallemant*, son frère, abbé, prieur, aumônier du roi et de Madame la Dauphine, et membre de l'Académie française, et *Paul Tallemant*, fils d'un cousin germain des premiers, prieur comme le précédent et membre aussi de l'Académie française. Tous trois nés protestants, d'une ancienne famille calviniste de la Rochelle, ont abjuré la religion de leur enfance. Le second se fit connaître par une traduction des *Vies de Plutarque*, à l'occasion de laquelle le malin Boileau le désigne comme

Sec traducteur du français d'Amyot.

Le dernier fut honoré, à cause de son éloquence, de la charge

d'intendant des devises et inscriptions des édifices royaux, et fut l'orateur de prédilection de l'Académie pour prononcer des panégyriques et des discours de circonstance. Il profita de ce privilège pour célébrer la victoire remportée par Louis XIV sur l'hérésie, que dans son éloquence ampoulée il comparait à l'hydre étouffée de la fable. C'est lui, ancien réformé, qui osa s'écrier en 1687, à l'occasion de la démolition du temple de Charenton, dont il glorifiait le souvenir : « Heureuses ruines, qui sont le plus beau trophée que la France ait jamais vu ! »

Nous signalerons encore, dans une autre sphère, *Philippe le Valois*, marquis de *Villette*, ce parent de Madame de Maintenon, dont le nom s'est déjà rencontré sous notre plume. Longtemps rebelle aux instigations de son habile cousine, et ayant donné par sa fermeté, à ses coreligionnaires, l'espoir qu'il demeurerait fidèle jusqu'à la fin, il succomba au moment où l'on devait le moins s'y attendre, et cela pour se montrer immédiatement courtisan outré, avec une apparence de rudesse marine qui ne faisait que mieux ressortir son habileté calculée. Comme Louis XIV le félicitait sur cette abjuration si longtemps disputée, le futur chef d'escadre ne craignit pas de lui répondre : « C'est le premier acte de ma vie où je n'ai pas eu pour but de plaire à Votre Majesté. » Et dès ce moment, pour compléter la satisfaction du monarque, Villette devint ardent convertisseur, comme nous l'avons rappelé déjà au sujet de son neveu de Saint-Hermine.

Mais il est temps de clore cette triste nomenclature, que nous pourrions prolonger beaucoup encore, si nous n'étions arrêtés par sa monotonie. Parmi ces personnages que leur abjuration a soustraits aux rigueurs du gouvernement royal, on aurait peine à découvrir une figure intéressante, sur laquelle il soit doux de porter sa pensée, une conscience scrupuleuse, demeurée digne de respect dans son changement de religion, une conviction purement religieuse et supérieure à toute vue ecclésiastique, un cœur vraiment charita-

ble respirant l'amour et la sympathie pour des frères errants et cruellement opprimés. Ceux mêmes qui ont accentué leur réunion à l'Eglise romaine de la manière la plus positive, en se faisant prêtres et défenseurs officiels de leur foi, sont loin de faire exception à cet égard. Tous se sont formés sur le type de leurs convertisseurs de longue et de courte robe, tous se sont moulés à leur image, en devenant comme eux, intolérants, cruels, impitoyables, envers ceux qui avaient assez de conscience pour demeurer dans leur profession religieuse, aussi longtemps qu'ils n'avaient pas pu être convaincus d'erreur. Les meilleurs, hélas ! ont eu honte d'eux-mêmes, ont cherché à se dissimuler, à se perdre dans la foule de ceux dont ils avaient partagé la faiblesse, trop heureux s'ils parvenaient à s'y faire oublier. A part un bien petit nombre d'exceptions, exceptions en quelque sorte accidentelles et momentanées, auxquelles nous avons cherché à rendre justice, en rappelant la tolérance de quelques nouveaux réunis à l'égard de leurs amis ou de leurs proches, aucun n'a su, ou du moins n'a pu, tout en arborant franchement sa foi nouvelle, en rendre la profession vraiment honorable, en se montrant humblement pieux, ferme sans fanatisme, sincère sans roideur, bienveillant sans affectation, charitable sans faiblesse, heureux et en paix dans son âme, manifestant par sa bonne conduite et par ses œuvres, la sagesse pleine de douceur que recommande l'apôtre. Ce témoignage négatif n'atteste que trop et d'une manière bien formelle, le caractère de profonde immoralité dont était entachée cette entreprise de conversions forcées qu'on avait eu l'art d'imposer à la conscience de Louis XIV, et confirme pleinement le jugement général auquel l'ensemble de notre étude nous conduit.

CONCLUSION.

Les conséquences défavorables du système qui a amené un si grand nombre d'abjurations parmi les protestants de

France, ressortent assez évidemment de l'exposé que nous venons de faire de cet affreux système, pour que nous n'ayons maintenant qu'à les résumer brièvement.

Le mensonge qui se trouvait à la base de la plupart des transactions que les nouveaux réunis avaient été conduits à faire avec leur conscience, ne pouvait que porter ses tristes fruits, et ceux-ci étaient de nature à ne pas se faire longtemps attendre. Si nous pénétrons, comme tant d'aveux humiliants, comme tant de révélations authentiques nous permettent de le faire, dans quelqu'une de ces familles dont les chefs avaient cédé à l'oppression, qu'y verrons-nous, sinon, d'une part, des parents ne professant le catholicisme que par hypocrisie, et de l'autre, des enfants élevés ostensiblement dans le romanisme, mais voyant bien à toute heure quel était le manque de sincérité des premiers. Quel effet devaient produire sur de jeunes cœurs les habitudes de dissimulation dont l'exemple leur était donné par ceux qu'ils avaient à considérer comme leurs guides naturels dans le chemin de la vie? Quelle funeste influence ne devaient pas exercer sur eux les efforts constants de leurs parents pour endormir leur propre conscience, pour annihiler l'importance des pratiques du culte, pour enlever à celui-ci tout caractère spirituel, toute portée morale, pour le réduire à de pures formes? Quelle vie religieuse pouvait subsister dans un tel milieu? Quelle atmosphère morale y respirait-on? Et que pouvaient devenir au point de vue de la foi, de la sincérité et de la droiture de cœur, des populations formées de telles familles?

Serait-il bien téméraire d'énoncer la pensée que l'état d'incrédulité si général en France, peut être attribué pour une part sérieuse, comme à l'une de ses sources les plus déplorables et les plus réellement actives, à cette dissimulation que l'abjuration a introduite dans les familles des nouveaux réunis? Cette source est loin sans doute d'avoir été universelle, mais elle a concouru presque partout, avec les autres causes qui ont amené ce funeste état de choses, à la déchéance

de la foi religieuse, car lors même que les réformés n'ont jamais été qu'une faible minorité dans le royaume, il est bien peu de parties de celui-ci, au sein desquelles la persécution n'ait pas sévi contre eux en quelque degré. Toutes les provinces ont subi, en une plus ou moins grande mesure, le contre-coup des violences, des scènes d'oppression dont les populations étaient appelées à être spectatrices, et auxquelles trop souvent elles étaient incitées à prendre une part active. Le passage au travers de toute la France des nombreuses chaînes de forçats que l'on conduisait aux galères, et dans lesquelles les malheureux protestants étaient toujours ostensiblement signalés, les captifs que l'on traînait dans les diverses prisons disséminées sur tout le territoire, ou que l'on envoyait en exil; toutes les frontières soigneusement surveillées, pour empêcher le départ de ceux qui cherchaient à gagner les pays étrangers, les promesses faites aux délateurs, les récompenses données aux traîtres, les occupations militaires, la guerre des Camisards, la démolition des temples, les bûchers et les gibets dressés en tant de lieux; même les monuments pompeusement érigés pour proclamer la destruction de l'hérésie, tous ces détails de la persécution dont les huguenots étaient victimes ont fait de la question religieuse, et par conséquent de celle de la conversion obligatoire des réformés, une question nationale à laquelle aucune portion du royaume n'a pu demeurer étrangère. Le sort et le caractère de la minorité, victime de l'oppression la plus épouvantable, ont nécessairement réagi sur l'ensemble de la population.

Quelle est en effet aujourd'hui l'attitude qu'ont prise et que maintiennent de génération en génération à l'égard de la religion, un si grand nombre de chefs de famille, sinon précisément celle que le fait d'une abjuration forcée imposait aux malheureux qui cédaient à l'oppression? Qu'on prenne à ce point de vue les classes lettrées ou les classes ouvrières, qu'on pénètre même au sein des populations des campagnes, on trouvera trop généralement les pères ne croyant guère au ca-

tholicisme, le pratiquant le moins possible pour ce qui les concerne, y laissant participer leurs femmes, y faisant participer leurs enfants dans la mesure voulue, mais attendant bien pour ceux-ci un avenir semblable à ce qu'est actuellement leur propre vie spirituelle, et n'épargnant rien ni par leurs propos ni par leur exemple, pour amener un aussi triste résultat. Au fond, une profonde indifférence, un vrai néant religieux, au dehors une honteuse dissimulation, une lâche hypocrisie calculée en vue d'intérêts tout matériels ou de convenances tout humaines; voilà ce qu'on ne peut méconnaître chez le grand nombre de ceux qui portent en France le nom de catholiques, et qui, en tant que chefs de famille, à l'égard de leur propre maison, ont reçu d'en haut charge d'âmes. Qui dira pour combien d'entre eux ce déplorable état spirituel est le funeste héritage d'une abjuration, dont un de leurs ancêtres s'est rendu coupable, et dont le premier résultat a été de refouler la voix d'une conscience?

Le même état d'indifférence en matière religieuse se retrouve, hélas! chez un grand nombre de familles protestantes de nom. Là aussi le triste fait de l'abjuration a passé, car parmi celles qui sont demeurées dans la croyance, il en est bien peu qui aient traversé toute la période de la persécution sans avoir fléchi. Nous avons vu que la chose était à peu près impossible. On a cédé avec dissimulation, on s'est conformé autant que cela était nécessaire, aux pratiques du culte imposé par la violence; on a combattu secrètement auprès des enfants l'influence que l'enseignement des prêtres pouvait exercer sur eux, puis, lorsque le moment a paru favorable, lorsque le système d'oppression a faibli, on est revenu au protestantisme avec aussi peu de franchise qu'on en avait mis à en abandonner la profession. Quel devait être encore ici pour la génération nouvelle, le résultat d'une pareille façon d'agir, sinon de la pousser à l'indifférence religieuse en lui faisant envisager comme bien peu sérieux le passage d'une profession à l'autre?

La chose sera d'autant plus frappante, si l'on met en regard de ces familles celles, hélas ! en bien moins grand nombre, où l'on aura pu voir, après une malheureuse abjuration, quelqu'un de ces grands actes solennels de contrition, d'humiliation, de repentance, dont nous avons signalé quelques exemples. Quelle différence quant aux impressions produites sur le cœur des enfants, quant au sérieux maintenu dans la maison, quant au respect pour les choses saintes, là où l'on a pu voir un père, une mère, déplorant à haute voix avec larmes un acte d'infidélité commis dans un moment de faiblesse, criant à Dieu pour implorer pardon et miséricorde, éprouvant le besoin de se relever ostensiblement au prix de toutes les douleurs, de tous les sacrifices qu'ils avaient en perspective, et cela d'une manière bien autrement grave et certaine qu'à l'heure où ils avaient cédé devant les menaces qui les ont fait succomber. Ah ! combien cette voix de la conscience était propre à avoir prise sur de jeunes cœurs ! combien les témoins de ces scènes douloureuses devaient être rendus sérieux ! quel profond respect pour une conviction sincère devait être imprimé ineffaçablement dans leur propre conscience ! Et à quelle hauteur ne s'élevait pas pour eux ce Dieu saint et juste dont la crainte inspirait une telle repentance, ce Dieu miséricordieux et charitable, à l'amour duquel on recourait avec tant de foi ! Mais de tels exemples ont été rares, et la violence a bientôt dispersé les familles au sein desquelles on a pu les constater. Ce n'est pas la société française qui a recueilli le bénéfice des saintes impressions qui devaient en être le fruit.

On ne peut malheureusement pas se le dissimuler, les anciennes familles des réformés de France, ou bien sont devenues purement et simplement catholiques, à la manière de la majorité de leurs concitoyens, ou bien sont revenues à la foi protestante après un temps d'adhésion extérieure au romanisme, sans que rien ait marqué dans leur retour à la profession de leurs pères, un acte sérieux rappelant la voix sainte

de la conscience. Celles qui sont vraiment demeurées fidèles, c'est à l'étranger qu'on est réduit à les chercher.

Et ces contrées étrangères qui ont servi d'asile aux victimes échappées à la persécution, ne peuvent-elles pas être appelées, bien que d'une manière indirecte et en quelque sorte par contraste, en témoignage à l'appui des tristes conséquences que nous sommes conduits à signaler comme découlant de l'abjuration? Sans vouloir surfaire l'état religieux et moral des peuples protestants, que l'on veuille comparer avec la France, sous le point de vue qui nous occupe maintenant, savoir celui de la sincérité de la profession religieuse, les nations au sein desquelles les réfugiés chassés par la persécution ont été accueillis avec une générosité si large et si bienveillante. Que l'on jette un coup d'œil sur ce qu'a été, pendant le dix-huitième siècle en particulier, l'état religieux de la Hollande, de l'Angleterre, du Brandebourg, des populations réformées de l'Allemagne et de la Suisse, de Neuchâtel, de Genève, à côté de ce qu'on a pu voir dans le royaume qui avait rejeté hors de son sein tant de cœurs pieux, tant de consciences droites et sincères. Les habitants de ces divers Etats n'ont-ils pas été, sous la bénédiction de Dieu, comme retrempés moralement par l'adjonction de tant d'émigrés fidèles, ayant tout quitté, biens, famille et patrie, pour conserver leur foi, et apportant à leurs nouveaux frères le pur exemple de leur renoncement et de leurs sacrifices, pendant que la France, déchirant elle-même son propre sein, et rejetant les meilleurs de ses fils, gardait une foule de renégats donnant à leurs concitoyens le triste spectacle de leur faiblesse et de leur dissimulation.

Les conséquences ne sont que trop manifestes, et nous n'avons pas le courage d'y insister au lendemain des catastrophes qui ont dissipé tant d'illusions, mis à nu tant de plaies. Puisse le tableau que nous avons tracé, par les contrastes qu'il présente, pousser les descendants des protestants français à se retremper à cette seule source pure de l'Evan-

gile, qui a été la force de ceux de leurs aïeux qui sont demeurés fidèles ! C'est là le vœu sincère auquel nous conduit, pour une Eglise qui nous est chère, dans ses prospérités comme dans ses épreuves, le douloureux souvenir des innombrables chutes sur lesquelles nous avons dû porter nos regards. Et nous terminerons en rappelant ce jugement d'un philosophe chrétien de nos jours : « Ce qui a fait la force du calvinisme c'est la puissance de renoncement et d'abnégation de ses premiers sectateurs. L'histoire ne présente pas d'âmes plus fortement trempées. Aussi a-t-il lassé les attaques les plus formidables et l'énergie des plus violents persécuteurs. La consécration de tout son être à Dieu, accompagnée de la certitude d'être sauvé, d'être du nombre des élus, peut seule expliquer ces miracles de constance (1). »

(1) Th. Roget, *Pensées genevoises*.

JULES CHAVANNES.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

PAPIERS DE M. POT DE CHEMAULT

RELATIFS A SA MISSION EN TOURAINE POUR Y APAISER LES
TROUBLES SURVENUS ENTRE LES CATHOLIQUES ET LES PRO-
TESTANTS, EN 1561 ET 1563.

Lorsque M. le baron de Girardot, amateur aussi éclairé qu'infatigable de toutes les recherches historiques, était secrétaire général de la préfecture du Cher, il en étudia les précieuses archives avec le plus grand soin. Il y reconnut une immense quantité de pièces de la plus haute importance, et comme il n'était pas guidé seulement par un sentiment de vaine curiosité, il prit des notes sur un grand nombre de ces documents.

Le fonds provenant du château de Menetou attira si spécialement son attention par une grande quantité de pièces intéressantes, qu'il prit la peine de faire l'analyse de chacune d'elles.

En tête du volume qui contient ces analyses, on lit la note suivante :

« Le fonds de Menetou est un des plus riches en documents historiques, parmi ceux qui composent les archives du département du Cher. Ce fonds a été transporté à Bourges lors de la confiscation de la terre de Menetou sur la comtesse de Lauragais, et contient les papiers de la famille Pot. »

M. de Girardot fait ensuite un historique intéressant de l'illustre famille Pot (article inséré dans l'*Art en province*, journal qui pourrait être utile à consulter), puis il fait l'analyse de toutes les pièces concernant M. Pot de Chemault, ambassadeur sous les rois François I^{er}, Henri II, Charles IX, auprès des rois Charles-Quint, Edouard VI et le pape Paul III.

Il fut spécialement chargé de négocier à Madrid la délivrance des fils de François I^{er}, laissés en otage après la captivité du roi.

En 1561-1563, il fut envoyé en Touraine et dans le Maine pour réprimer les troubles, châtier les rebelles des deux partis et faire exécuter l'édit de pacification.

Une imprudence impardonnable donne aujourd'hui une grande va-

leur au travail de M. de Girardot. Les plus précieuses pièces des archives du Cher, séparées de leurs dossiers par une de ces fantaisies qui passent par la tête d'un archiviste vaniteux et détruisent l'ordre régulier des collections, furent placées en évidence dans une armoire spéciale adossée à une cheminée. On eût voulu leur perte qu'on n'eût pas agi autrement. Un matin, on trouva que le feu s'était communiqué à l'armoire et que les trésors étaient anéantis.

C'est un malheur irréparable. Il ne reste entre autres, des papiers de M. de Chemault, que les analyses faites par M. de Girardot.

Son amitié pour moi m'a autorisé à lui demander la permission d'en extraire, et publier au besoin, tout ce qui m'y paraîtrait intéresser l'histoire du protestantisme, et je me suis empressé de profiter de la permission accordée pour en extraire ce qui suit

Malgré la concision des analyses, qui laisse place à tant de regrets, j'ai pensé qu'elles seraient intéressantes pour nos archives. J'ai copié avec soin et respect tout ce qui concernait la mission de M. de Chemault en Touraine, persuadé que les moindres documents, s'éclairant les uns par les autres, pouvaient apporter de nouvelles lumières, que rien de ce qui est vrai ne doit être dédaigné; enfin, que dans les recherches si difficiles à suivre de nos guerres de religion, le *Bulletin* de l'Histoire du Protestantisme trouverait à donner place à ces regrettables sommaires.

Je les ai fait précéder du curieux extrait des instructions données à M. de Chemault par le roi Henri II, lorsque le négociateur fut envoyé à Rome auprès du pape Paul III. C'est un de ces morceaux historiques qui dépassent tous les commentaires, et un précieux chapitre de l'art de ne point payer ses dettes.

Il a autrefois été publié dans un journal de la province, avant que la pièce originale n'ait péri dans l'incendie de l'armoire des archives de Bourges. Il n'est donc pas possible d'élever le moindre doute sur son authenticité.

Si l'on trouve, comme il me le semble, que ces pièces peuvent figurer dans le *Bulletin*, nous sommes autorisés à les y faire imprimer. Si elles ne semblent pas avoir assez d'importance, elles peuvent être conservées dans la Bibliothèque à titre de renseignements.

B^{on} DE TRIQUETTI.

20 mai 1872.

M. Pot de Chemault, envoyé en ambassade par le roi Henri II auprès du pape Paul III, en 1547-1548, reçut des instructions au-

jourd'hui conservées dans les archives de Bourges (fonds Mene-tou); on y lit le passage suivant :

« Le feu Roy dernier décédé estoit obligé envers le feu Roy d'Angleterre, à lui payer la vie durant d'icelluy Roy d'Angleterre, cent mil escuz soleil de pension par chacun an; dont sont deubs de reste quelques termes et payemens.

« Il estoit aussi tenu lui payer Quinze mil muys de sel prins en Brouage, ou dix mil escuz soleil au lieu du dit sel par chacun an, dont aussi sont deubs quelques termes.

« Item, aussi estoit obligé lui paier par chacun an après la mort du dict Roy d'Angleterre cinquante mil escuz soleil de pension.

« Item, estoit obligé par traicté passé en l'an V^e XXV lui paier deux millions d'or, en vingt années dont restent encore quelques termes et paiemens à faire.

« Il est certain que les dites obligations sont maintenant nulles et de nul effect, parceque le feu Roy d'Angleterre a esté piéça par nostre saint Pere déclaré Hérétique, et tel publié par ses lettres patentes et que tous Fidelles de disposition de droict sont quittes et Absoulz de toutes obligations qu'ils pourroient avoir passées à personnes hérétiques, encore qu'il y eüst serment. Et davantaige les Enffans des Hérétiques de droict ne succèdent point à leurs pères.

« Partant donc, sera supplié à nostre saint Pere de la part du Roy, qu'il lui plaira déclarer par ses lettres Patentes,

« Tant le feu Roy dernier deceddé son pere, que luy, estre quictes et absoulz du paiement de toutes les dictes sommes, tant pour le passé que pour l'advenir, et ce tant envers le feu Roy d'Angleterre, que son fils à présent détenant le Royaume d'Angleterre, et aultres ses Enffans, et en tant que besoin sera, casser et annuler les dictes obligations, déclarant Le Roy et ses succeurs n'estre tenus des dicts Contractz et Obligations. »

CHARLES IX.

(8 octobre 1561.)

Mémoires et instruction pour M^r de Chemault dépesché pour aller à Bloys et à Tours.

Arrivé à Bloys réunir les Bailly, Gouverneur, Juges, Officiers et Echevins de la ville, leur recommander une répression vigoureuse des désordres.

Si les réformés occupent encore l'église de S^{te} Solesme, mander les principaux, et les engager à retourner chez eux, jusqu'à la conclusion du colloque de Poissy.

Les menaçant de châtement s'ils n'obéissent, d'autant que le Roy et son conseil, s'occupent dans le colloque des intérêts de leur conscience, etc.

Renvoyer les estrangers de Tours, Amboyse, Orléans, etc.

Si l'église de S^{te} Solesme étoit déjà délaissée par eux, il leur fera néanmoins les remontrances ci-dessus.

De même pour Tours où les protestants ont envahi l'église des Cordeliers.

S Germain en Laye.

(5 pages in-folio.)

M^r de Chemault au Roy.

(15 octobre 1561.)

Compte rendu de sa mission à Bloys.

(3 pages in-folio.)

M^r de Chemault à Catherine.

(15 octobre 1561.)

Il attend pour aller à Tours qu'il ait entièrement terminé l'affaire de Blois.

De Bloys.

M^r de Chemault au connestable.

(15 octobre 1561.)

Il verra ce qu'il a fait à Bloys, mais si ceux de la nouvelle religion ont été si lents à obéyr, c'est qu'ils s'étaient enhardis par l'exemple d'autres villes dont la désobéissance n'est pas réprimée, etc.

M^r de Chemault au Roy.

(18 octobre 1561.)

Ce matin ceux de la nouvelle religion lui ont remis les clefs de l'église de S^{te} Solayne. Il a fait visiter la dite église par le S^r Cronnier, etc., et les marguilliers ainsi que ceux de la nouvelle religion

appelés pour éviter des troubles, et a fait dereschef publier les Edicts du Roy. Il a fait planter quelques potences, pour tenir ceux des deux religions en respect, et a ordonné au Prévost de parcourir les places, etc.

M^r de Chemault à la Reine Mere.

(8 octobre 1561.)

Longs détails sur ses rapports avec les Protestants de Bloys.

(3 pages in-folio.)

Lettre de M^r de Chemault au Bailly de Bloys.

(21 octobre 1561.)

Il a reçu diverses lettres de la cour, où le Bailly verra que ceux de la nouvelle religion à Bloys ont bien fait pour eux de s'avancer à la restitution de l'église de S^{te} Solemme.

Il se félicite des dispositions pacifiques des protestants de Tours, etc., etc.

Lettre écrite au Roy.

(23 octobre 1561.)

Sur les dégats faits à S^{te} Solesme de Bloys et aux cordeliers de Tours par les Protestants.

Lettre de M^r de Chemault à la Reyne mere.

(23 octobre 1561.)

Sur ce qu'il a fait à Bloys et à Tours.

De Bloys.

M^r de Chemault.

(28 octobre 1561.)

Il a terminé à Bloys. S^{te} Solesme est rendue sans démolitions apparentes. Il a pris des précautions pour éviter toute sédition.

Voyant le Roy obéi dans cette ville, il va partir.

Il croit qu'il seroit expédient d'y envoyer quelque personnage avec des forces pour y procéder au désarmement de part et d'autre.

Plainte des Protestants de Tours.

Mémoire baillé à M. de Chemault par ceux de la nouvelle Religion de Tours.

Plaintes de ceux de la nouvelle Religion de la ville d'Angers,

Au Roy et à son Conseil.

Ceux de la Réforme du Mans à M^r de Chemault.

(6 janvier 1563.)

Instance pour qu'il arrive, sa présence devant tout pacifier dans la province.

Du Mans.

M^r de Chemault aux Officiers de justice, maire et Eschevins de la ville de Bloys.

(22 janvier 1563.)

Il leur adresse la réponse du Roy aux articles qu'ils ont adressés à Sa Majesté pour qu'il fasse observer les ordres : Désarmer tous les officiers de Sa Majesté, Trésoriers, Grainetiers, etc., non nobles. Nonobstant les permissions antérieures.

De Tours.

M^r de Chemault au Roy.

(7 février 1563.)

A Tours il a réduit les officiers et Eschevins au nombre ancien. Cassé les surnuméraires sans troubles.

Sur la Requête de ceux de la Religion Prétendue Réformée il leur a donné pour lieu d'exercice de leur culte dans le Bailliage de Touraine la ville de Langest, à 4 ou 5 lieues de Tours. Il n'a pu donner un des faubourgs de Tours, pour le repos de la ville, et parce que les faubourgs sont de la justice des gens d'Eglise.

Il a fait désarmer les habitants sans résistance.

Il a laissé un commandant et vingt soldats.

Il croit prudent de rappeler le maire de la ville pour éviter une sédition populaire.

A Amboise il a laissé des troupes, à cause des meubles du Roy, de son artillerie et de la poudre.

Charles IX à M^r de Chemault.

(14 février 1563.)

Ordre de remettre les châteaux dans l'état où ils étoient avant les troubles, et de laisser six arquebusiers à celui de Bloys.

Catherine à M^r de Chemault.

(14 février 1563.)

Ordre de laisser six hommes à Amboyse, Loches et Chinon.

De Fontainebleau.

Chavigny à M^r de Chemault.

(14 février 1563.)

Il a reçu l'ordre de laisser six soldats dans chacun des châteaux de Loches, Chinon et Amboyse, aux frais de ces villes.

Il demande que si on licencie sa garde on la paie.

Qu'on laisse six hommes au chateau du Mans.

Charles IX à M^r de Chemault.

(28 février 1563.)

Il l'informe des troubles survenus à Bloys et lui enjoint de s'y rendre avec les Commissaires et Prévots et d'y châtier les coupables avec la rigueur des Edicts, etc.

De Fontainebleau.

Catherine à M^r de Chemault.

(28 février 1563.)

Le Roy a appris les troubles arrivés à Bloys. Châtier rigoureusement les rebelles; autrement ce serait toujours à recommencer, etc.

De Fontainebleau.

*Le Duc de Montpensier aux maire et Eschevins de Bloys,
et Juges et M^{rs} du Présidial.*

(28 février 1563.)

Ordres du Roy pour la caption des séditieux de la ville.

Leur recommande de punir tous ceux qui contreviendront aux Edicts et ordonnances de Sa Majesté.

De Fontainebleau.

Les officiers du Roy et Eschevins de la ville de Bloys,

(1^{er} mars 1563.)

A M^r de Ch.

A M^r de Chemault.

Sur l'avis qui est donné au Roy de troubles survenus dans leur ville, ils ont reçu des ordres et supplient M^r de Chemault de se rendre auprès d'eux pour les mettre à même de les exécuter.

M^r de Chemault à M^r de Chavigny.

(5 mars 1563.)

Il a reçu l'ordre du Roy de se rendre à Bloys pour chatier les séditieux de cette ville. Il est ordonné à M^r de Chavigny d'y envoyer les argoulets de la garde, etc.

Disposition des troupes.

Du Mans.

Les Commissaires au Roy.

(11 mars 1563.)

Arrivé du Mans à Bloys sur l'ordre du Roy, M^r de Chemault a trouvé trois des principaux accusés non jugés parce qu'ils ont refusé pour causes admissibles les Prévôts de Bloys et d'Orléans, et que les commissions de ceux-ci interdisent aux juges de la ville de connaître de ces matières, etc., etc.

Ils ont assemblé des juges et avocats, etc., et ont fait commencer le jugement.....

Avertis qu'il se préparoit de l'opposition, ils ont fait venir des archers.....

Ils ne peuvent tirer des Suisses d'Orléans à cause des troubles et demandent les compagnies de M^r de Montpensier.

Ils demandent le pouvoir de faire exécuter leurs jugements de mort nonobstant appel ou opposition.

De Bloys.

M^r de Chemault au Connestable.

(11 mars 1563.)

Il s'est rendu à Bloys sur les ordres du Roy, avec les commissaires; mais il leur est impossible de se faire obéir, sans des secours, qu'ils réclament.

De Bloys.

M^r de Chemault à M^r d'Andigny.

(11 mars 1563.)

Demande d'arquebuses.

De Bloys.

M^r de Chemault.

(12 mars 1563.)

Mesures pour le payement des Argoulets.

De Bloys.

(15 mars 1563.)

Liste de ceux qui ont séjourné à Bloys pour le service du Roy
du 13 au 21 mars 1563.

M^r de Chemault à M^r d'Andigny.

(17 mars 1563.)

Pour le paiement des Argoulets.

De Bloys.

M^r de Chemault à M^r de Lignon.

Il lui faut de l'argent pour payer les Argoulets; sans cela ils l'abandonneront, et il lui sera impossible d'exécuter les ordres du Roy.

De Bloys.

M^r de Chemault à M^r d'Andigny.

(18 mars 1563.)

Deux séditeux ont été condamnés à être pendus et estranglés, et
un d'eux à avoir le poing coupé, etc.

Ce qui a été exécuté.

Il y a assez de troupes à Bloys.

De Bloys.

(19 mars 1563.)

Liste des Archers du Prévost du Mayne qui sont restés à Bloys du
9 mars 1563 au 19 dudit mois.

M^r de Chemault à M^r de.....

(19 mars 1563.)

Il n'a pas besoin de la compagnie, ayant pacifié Bloys, et le prie
de l'envoyer à Tours.

De Bloys.

Liste des témoins nommés dans l'affaire du jugement des séditions de Bloys.

ACTE DE LA LIGUE.

M^r de Chemault au Connestable.

(Sans date.)

Après être resté à Tours 3 semaines et ôté les officiers de justice de la nouvelle religion sans aucune émotion, etc.

Il a recommandé qu'on maintint tout le monde dans l'ordre sans distinction de religion.

Le désarmement a été opéré en présence de bourgeois des deux religions.

M^r de Chemault à Catherine.

(Sans date.)

Arrivant à Saumur il lui annonce qu'il a tout pacifié à Tours.

M^{lle} de Rohan à M^r de Chemault.

Elle le prie de persuader à M^r le duc de Montpensier qu'il n'a point été fait de prêche chez elle depuis un an et demi.

Noms des personnes des deux Religions composant l'assemblée à Tours.

CHARLES IX.

(15 décembre 1563.)

Instructions pour M^r de Chemault allant faire exécuter les Edicts de pacification et de majorité du Roy en Touraine, Anjou et Mayne.

Il ira trouver le Duc de Montpensier à Tours : lui dira les plaintes que reçoit continuellement le Roy contre l'inexécution des Edicts.

Il ira visiter les villes accompagné des Commissaires et Prévôts pour la punition des rebelles.

S'enquerrera auprès des officiers des villes.

Fera déposer les armes : cesser les guets, patrouilles, etc., désarmer les châteaux, excepté les 20 hommes du château d'Angers.

Rétablira les Officiers, Eschevins, etc., des dites villes absents pour cause de troubles.

Etablira les lieux consacrés à l'exercice du culte prétendu réformé, et fera jouir les Ecclésiastiques de leurs bénéfices, dixmes, etc.

Ouïra les plaintes de part et d'autre pour y satisfaire sommairement.

M^r de Montpensier lui donnera pour cela des Argoulets qu'il cassera après.

Paris.

M^r de Chemault à M^r de Glatigny, Prévost de la Connestablie de France.

(15 décembre 1563.)

Instruction pour le voyage à Bloys, où il compte être le 22 du mois.

Le Duc de Montpensier à M^r de Chemault.

(29 décembre 1568.)

Il voulait aller à Tours, mais obligé d'accompagner le Roy en Lorraine, il ne le pourra.

Il compte sur lui pour faire bien pour le service du Roy et le contentement des habitants.

De Champigny.

VARIÉTÉS

LE TROIS-CENTIÈME ANNIVERSAIRE

DE LA SAINT-BARTHÉLEMY (1).

Excidat illa dies, s'écriait avec le poète Stace le premier président de Thou, en pensant à ce jour, de sanglante mémoire, qui vit commencer le massacre des huguenots à Paris et dans tout le royaume.

(1) Nous sommes heureux d'emprunter au *Journal de Genève*, du 24 août 1872, la lettre suivante de notre collaborateur, M. le pasteur Ch. Dardier.

Je répète volontiers cette imprécation, et je l'étendrais même au jour où fut signé l'édit révocatoire de celui de Nantes, bien que la plume avec laquelle Louis XIV y apposa son nom ait fait en réalité plus de mal que l'arquebuse dont se servit Charles IX. Oui, nous voulons oublier le mal fait à nos Eglises réformées de France par la Saint-Barthélemy, et par les persécutions, deux fois séculaires, qui ont été inspirées et poursuivies par le même esprit de cruauté et de fanatisme. Mais nous ne pouvons oublier le mal qu'elles ont fait à la France elle-même. Nous devons nous en souvenir, au contraire, non certes pour souffler la discorde entre des concitoyens et des frères (rien n'est plus loin de ma pensée), mais pour recevoir instruction. Malheur aux peuples qui ne chercheraient pas dans les événements du passé de quoi éclairer et assurer l'avenir !

Or, ici, l'histoire est assez instructive. Et pour recueillir les leçons qu'elle donne, il n'est pas besoin de s'élever à des considérations abstraites, il suffit d'ouvrir les yeux ; les faits parlent assez haut pour que chacun de nous puisse en tirer sans effort les enseignements qu'ils renferment.

Quel a été, en effet, le résultat net de ces meurtres et de ces proscriptions ? La France n'est-elle devenue plus grande, plus prospère ? A-t-elle joué un plus beau rôle dans le monde et son influence a-t-elle été plus considérable et mieux acceptée ? — Non, assurément.

On ne peut donc pas même invoquer, en faveur du crime, le bénéfice de l'odieux principe : « La fin justifie les moyens. » Car la fin n'a pas été du tout celle qu'on attendait. Ce prétendu succès dont le pape Grégoire XIII et Philippe II avaient félicité Catherine de Médicis, a été plutôt une faute, une ruine. Et il est heureux, pour la moralité publique, que l'histoire, en déroulant jour après jour et jusqu'à ces derniers temps toutes les conséquences d'un fait, montre avec évidence que, suivant la déclaration de notre vieille Ecriture, *le méchant fait une œuvre qui le trompe*. Sans cela, que deviendrait la foi au Dieu de justice et de sainteté ?

Que voulait Catherine, en ourdissant dans l'ombre, avec l'ambitieux prince lorrain, Henri de Guise, avec le duc d'Anjou, avec l'italien Gondi, l'exécrable complot dans lequel on réussit, au dernier moment, à entraîner le faible Charles IX, et qui coûta la vie à cent mille Français, dont six à sept mille à Paris ?

Ce qu'elle voulait ? Les trois fameuses fresques du Vatican qui représentent trois scènes de la Saint-Barthélemy, et qui décorent la salle Royale, dont les murs sont consacrés à rappeler les victoires de l'Eglise romaine sur ses ennemis, le disent clairement. Et la médaille, non moins fameuse, que le souverain pontife fit frapper à son effigie, avec cette devise : *Ugonottorum strages*, le dit plus clairement encore, si c'est possible. Faut-il rappeler aussi la messe d'actions de grâces dite par le cardinal de Lorraine, à Saint-Louis-des-Français, en présence du pape ? Et la Rose d'or envoyée à Charles IX par Sa Sainteté ? Et la procession ordonnée, le mercredi 27 août, pour le dimanche suivant, par le chapitre métropolitain de Notre-Dame de Paris, afin de remercier Dieu « de l'extermination heureusement commencée ? » Et les approbations enthousiastes d'une foule de membres du clergé : cardinaux, évêques, prêtres et moines ? — Ces irrécusables témoignages ne laissent aucun doute sur les intentions des assassins couronnés.

Que voulait Louis XIV en révoquant l'édit protecteur qu'il avait pourtant juré de maintenir ? — Il voulait aussi détruire l'hérésie ; et l'on sait avec quelle ardeur de zèle il s'est employé à cette œuvre, le clergé aidant, excitant, applaudissant, Bossuet en tête.

Le but a-t-il été atteint ? — Nullement. Charles IX voulait qu'on tuât tous les huguenots « afin, disait-il, qu'il n'en demeurât pas un qui lui pût reprocher après. » Le préambule de l'édit révocatoire déclarait qu'il n'y avait *plus de protestants* dans le royaume. — Et pourtant, il y a encore, grâce à Dieu, des protestants en France.

Permettez-moi de rappeler à ce sujet deux faits assez curieux. Voici le premier.

L'église de Saint-Thomas-du-Roule dans laquelle, un mois après la Saint-Barthélemy, le prédicateur Panigarola, évêque d'Asti, félicitait Catherine, Charles IX et Henri, roi de Pologne, d'avoir « purgé d'hérésie tout ce qui habite entre la Garonne et les Alpes, entre le Rhône et le Rhin, » cette église restaurée sous le nom de Saint-Louis est devenue, au commencement de ce siècle, le principal temple à Paris (l'Oratoire) de ces mêmes protestants dont on s'était flatté d'éteindre la race. Voici le second fait. La statue équestre élevée, sur l'une des places de Montpellier, à la gloire de Louis XIV, *destructeur de l'hérésie*, fut abattue à la Révolution de 1789 ; les débris en furent vendus à vil prix ; or, l'une des plaques de marbre qui

servait de revêtement au piédestal fut achetée, lors de la réorganisation des cultes, par le président du Consistoire, M. le pasteur Michel, pour servir de table de communion dans le temple réformé.
Et nunc erudimini !

Oui, il y a encore des protestants en France, et il faut même convenir qu'ils y occupent une place assez distinguée, dans la littérature, les beaux-arts, les sciences, l'industrie, le commerce, la politique. N'a-t-on pas remarqué qu'il y a soixante et seize députés protestants à l'Assemblée de Versailles, c'est-à-dire le dixième, alors que, proportion gardée, il ne devrait y en avoir que le soixantième ?

Mais si le but visé par les meurtriers et les proscripteurs n'a pas été atteint ; si Dieu n'a pas voulu qu'ils pussent détruire une œuvre qui venait de Lui ; s'ils n'ont pu ainsi faire tout le mal qu'ils avaient rêvé, ils en ont fait assez, malheureusement, pour que la France ait énormément souffert dans sa grandeur, sa prospérité et sa gloire.

On connaît le mot du maréchal de Tavannes, criant dans les rues, le jour de la Saint-Barthélemy : « Saignez, saignez ! la saignée est bonne en août comme en mai. » Et, en effet, la pauvre France a été tant et si bien saignée, qu'elle a risqué maintes fois d'en périr, de périr d'épuisement ou dans les convulsions ; sa robuste constitution a été du moins fortement atteinte, son tempérament s'est vicié, si bien qu'à cette heure plusieurs désespéreraient de lui voir jamais reprendre sa native vigueur.

Je suis loin de partager ces craintes. La France ne périra point. Elle aura, espérons-le, assez d'intelligence pour voir d'où le mal lui est venu, et assez de courage pour y apporter le remède nécessaire.

Mais combien ses destinées eussent été différentes, et combien plus glorieuses et plus profitables à la civilisation générale du monde, si, dès l'origine, elle se fût tournée vers la Réforme, ou si seulement elle n'eût pas rejeté de son sein les hommes de foi et de moralité, qui, formés à l'austère discipline de l'Evangile, seraient devenus comme un levain actif et bienfaisant qui aurait fait lever toute la pâte.

L'histoire n'aurait eu à enregistrer dans ses annales ni les guerres de religion dans le XVI^e siècle, ni les désastres de la fin du règne de Louis XIV, ni les horreurs de 1793.

Le cataclysme social aurait été inutile, par la simple raison que le progrès politique et religieux se serait accompli peu à peu : il y

aurait eu des évolutions successives, comme chez la plupart des nations protestantes, et non des révolutions, car la France aurait eu en elle des éléments d'ordre et de liberté, de moralité et de foi qui lui ont fait complètement défaut au suprême moment.

L'œuvre de Dieu s'est pourtant accomplie, car il ne peut pas se faire qu'il n'ait raison de la folie des hommes. Seulement elle s'est accomplie malgré la France, en dehors d'elle et à son détriment.

Et c'est une chose merveilleuse que ce rapide développement des villes et des nations qui ont eu la charité, dirai-je, ou l'habileté de faire accueil à ces nobles martyrs qui étaient violemment expulsés de leur patrie.

Qu'était votre Genève avant la Réformation? — Bien peu de chose. Et comment a-t-elle pris, en quelques années, cet accroissement et cette importance dont le spectacle est si intéressant à contempler?

L'histoire se charge d'expliquer ce phénomène extraordinaire.

Après la Saint-Barthélemy, plus de deux mille fugitifs français, avec leurs femmes et leurs enfants, arrivèrent dans la ville hospitalière. Déjà sous François I^{er} et Henri II, plus de dix mille, dont quinze cents se fixèrent dans ses murs, y avaient trouvé un asile. Et après la Révocation et jusqu'au premier tiers du XVIII^e siècle, plus de soixante mille proscrits traversèrent le pays romand ou s'y établirent; et Genève, dont la population était d'un peu plus de seize mille âmes en 1685, la vit tout à coup augmenter d'un quart environ. Ces milliers et milliers de réfugiés n'apportaient, en général, avec eux aucune fortune personnelle, cela est vrai; mais, tout dépouillés qu'ils étaient, ils formèrent bientôt, par leur austérité, leur industrie, leur dévouement absolu à la cause de l'Évangile, leur attachement profond à leur nouvelle patrie, ce noyau résistant qui permit à Calvin et à ses successeurs de faire de cette petite ville une héroïque cité de Dieu, une école de martyrs, dont le nom est si grand dans l'histoire.

Je pourrais en dire autant de toutes les villes de la Suisse française qui embrassèrent la Réforme, et qui accueillirent toujours nos proscrits avec un sympathique empressement. Elles s'enrichirent rapidement de tout ce dont s'appauvissait la France.

Je pourrais aussi vous parler des États-Unis dont les vastes déserts, peuplés à l'origine de nobles proscrits fuyant les persécutions religieuses, sont devenus le siège d'une civilisation qui doit toute sa

force et toute son originalité à la liberté politique complétée par la liberté religieuse. Lorsqu'on voit aujourd'hui les jésuites frappés par le bras séculier, chercher un refuge et un asile sûr chez les descendants de leurs anciennes victimes, il est impossible de ne pas reconnaître dans un tel fait quelque chose de plus qu'une simple coïncidence historique. C'est l'application sous sa forme la plus saisissante de cette haute maxime morale : Chacun récolte selon qu'il a semé !

L'histoire dit aussi d'où est venu à l'Angleterre, à la Hollande, à l'Allemagne et aux autres nations protestantes cet accroissement inouï de puissance et de prospérité, qui devait un jour être si fatal à la France.

Qu'était la Prusse, par exemple, avant la Révocation de l'édit de Nantes ? — Elle n'existait même pas : elle était un simple Electorat. Et quelques années après, l'électeur de Brandebourg était proclamé roi ; — nous savons ce qu'ont été ses successeurs, et surtout ce qu'ils sont aujourd'hui. Bien aveugles seraient ceux qui ne verraient pas que les réfugiés français, accueillis, attirés, retenus de toute manière par ces princes habiles y ont largement contribué. Ah ! je comprends qu'à la paix de Ryswick qui fut imposée à Louis XIV par l'Europe protestante, ce soient les vainqueurs eux-mêmes qui n'aient pas voulu exiger du vaincu la rentrée de ces réfugiés dans leur patrie : ils voulaient garder pour eux ces éléments de prospérité dont ils savaient apprécier l'importance. Je comprends aussi le mot du grand Frédéric à l'ambassadeur français qui lui avait demandé ce qu'il pourrait bien désirer de son maître : « Une autre Révocation, » avait répondu le monarque prussien.

Mais je m'arrête, laissant à vos lecteurs le soin de tirer la conclusion. Un mot seulement pour terminer.

Deux principes, deux systèmes sont en lutte, qui ont eu au seizième siècle, au moins pour les pays de race latine, deux illustres représentants : Ignace de Loyola et Calvin. A qui sera la victoire ? D'après le premier principe, hors de l'Eglise, hors du *Syllabus*, hors de la soumission passive et absolue, point de salut, ni pour les individus, ni pour les peuples. L'histoire des trois derniers siècles, au contraire, montre avec évidence que le salut se trouve dans l'émancipation de la conscience religieuse vis-à-vis de toute autorité humaine, dans la Réforme avec l'Evangile pour base, et dans toutes

les libertés politiques, civiles et sociales, que l'esprit protestant a conquises ou affermiées dans le monde. Qui pourrait douter que cette leçon de Dieu dans l'histoire ne doive être remarquée par les peuples, les uns pour qu'ils soient reconnaissants, les autres pour qu'ils avisent ?

C. D.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE DU PSAUTIER DES EGLISES RÉFORMÉES, par FÉLIX BOVET. —
1 vol. in-8°. Paris, 1872. Chez Grassart.

Nous venons de lire ce volume avec une grande satisfaction, — satisfaction d'autant plus grande (nos lecteurs le comprendront) que nous trouvons dans cet excellent ouvrage un des fruits qu'a portés la première série des travaux de notre Société, autrement dit une réponse à ces appels réitérés que, dès le début, nous fîmes, dans ce *Bulletin*, aux amis de notre histoire, notamment en ce qui concernait notre vieux psautier huguenot. Nous voyons que M. Bovet se plaît à citer ces appels, relevés par lui : *Bull.* I, 93, 143, etc. Nous lui témoignons, à notre tour, toute notre reconnaissance pour le beau livre si complet qu'il nous donne aujourd'hui, après l'avoir si consciencieusement, nous devons dire si *amoureusement*, élaboré. Il est difficile en effet de rencontrer une étude où des recherches plus longues, plus diverses, plus attentives, plus minutieuses, aient été mises à profit, soit pour la partie historique, *biographique*, en quelque sorte du *Psautier*, soit pour la partie bibliographique, qui se subdivise elle-même en deux, et n'occupe pas moins de 492 mentions, détaillées en 93 pages. Encore ne comptons-nous pas ici les numéros doublés ou triplés par des *a*, *b*, *c*.

L'auteur s'occupe d'abord de l'origine du psautier des Eglises réformées. « La réformation, en retranchant du culte les pratiques superstitieuses ou idolâtres que le moyen âge y avait introduites, porta la cognée assez près de la racine de l'arbre et put sembler un moment avoir détruit le culte lui-même. On mit de côté les vénérables liturgies, les admirables hymnes inspirées aux Pères et aux docteurs de l'Eglise, de saint Hilaire et de saint Ambroise jusqu'à saint Thomas, et dont quelques-unes, il est vrai, ont été plus

tard introduites dans notre culte (le *Te Deum*, imité par Pictet ; le cantique de saint Bernard : *Salve, caput*, etc.). Les psaumes seuls conservèrent leur place, ou du moins ne tardèrent pas à la reprendre. Les antiques chants du roi-prophète ne parurent jamais plus jeunes qu'alors. On les chantait depuis longtemps en latin, ils allaient être mis en langue vulgaire et se mêler à la vie de tous, bien plus encore qu'auparavant... Dieu avait préparé pour cela le plus habile poète de l'époque, CLÉMENT MAROT!... »

L'appréciation littéraire des psaumes de Marot et de Bèze ; l'accueil fait à ces psaumes lors de leur publication ; la musique qui y est adaptée par les compositeurs contemporains, L. Bourgeois, G. Franc, Goudimel ; le chant à quatre parties et les orgues, forment l'objet des trois chapitres suivants. Puis nous passons en revue les traductions du psautier en diverses langues. Le chapitre VI montre la popularité des psaumes français dans le XVI^e siècle et après l'édit de Nantes. Le tableau des traductions catholiques et luthériennes, ainsi que de toutes les autres traductions des psaumes huguenots en dix-huit langues diverses, est soigneusement tracé. Nous les voyons survivre à l'édit de Nantes et consoler, dans le Refuge ou au Désert, les fidèles qu'a frappés la Révocation. La révision des psaumes par Conrart et l'histoire de cette révision, l'examen des autres révisions, indépendantes de celles de Conrard, remplissent deux chapitres. Enfin nous assistons au déclin du psautier réformé, et nous le voyons successivement remplacé par divers recueils.

Dans un appendice sont réunies plusieurs notes instructives : 1^o Sur l'usage exclusif des psaumes dans le culte public ; 2^o sur les psaumes de Calvin ; 3^o sur l'édition des psaumes de Davantès, dont s'occupa autrefois notre *Bulletin* ; 4^o sur la question de savoir si la traduction de Marot est fidèle ; 5^o sur la préface de Guillaume Franc ; 6^o sur le chant des psaumes à Zurich ; 7^o sur les psaumes de Speth et de Van Aelhuysen ; 8^o sur les arrêts contre le chant des psaumes ; 9^o sur les récits relatifs à la révision des psaumes.

Le volume est terminé par cette riche bibliographie que nous avons déjà signalée et qui est la base du travail de M. Bovet, comme elle en est aussi le couronnement.

On voit à quel point cet édifice est remarquable, et pourtant l'auteur nous déclare lui-même que « l'histoire de notre psautier ne pourra se faire d'une manière complète que lorsqu'on en aura toutes les diverses éditions et traductions réunies en une seule bibliothèque, comme elles le seront un jour, il l'espère, dans la *Bibliothèque du protestantisme français*, récemment fondée à Paris. » Il a

appris à ses dépens combien la dissémination des livres, surtout des livres rares et rarissimes, comme le sont certaines éditions de nos vieux psaumes, présente au chercheur, au collectionneur, de difficultés, disons mieux, d'impossibilités ! C'est en vain qu'il a visité tant de cabinets de nos amateurs parisiens, qu'il a exploré les grands dépôts publics de la rue Richelieu, de l'Arsenal, de Genève et de Zurich, de Bâle et de Neuchâtel, de Lausanne et de Berne, de Tübingue et de Heidelberg, de Francfort et d'Amsterdam, etc. C'est en vain qu'il a joui des trésors — aujourd'hui, hélas ! anéantis — de notre admirable bibliothèque de Strasbourg, et de ceux de la magnifique collection de Lork, conservée à Stuttgart, la plus riche du monde, paraît-il, en bibles et en psautiers protestants. Il sait que s'il a érigé son monument (*monumentum exegit*), il y a fatalement quelques pierres qui lui ont échappé, quelques *desiderata* qu'il sera peut-être donné à d'autres de rencontrer et d'apporter à son œuvre. Mais ceux-là n'oublieront pas qu'à M. Bovet incomba la peine de ce grand travail qu'il a accompli le premier et qu'à lui en revient le grand honneur.

A ce point de vue — puisque aussi bien l'auteur a conscience de ces quelques lacunes, de ces quelques erreurs, dues sans doute aux causes qu'il indique — il est sans doute à regretter qu'il n'ait pu se mettre en communication avec M. Douen qu'il a su, mais tardivement peut-être, occupé d'un travail analogue (la musique du psautier), et qui aurait pu ajouter quelques données précieuses à la masse de ses propres informations.

Nous regrettons aussi pour nous-même d'avoir manqué la visite de M. Bovet, lorsqu'il vint nous voir, il y a deux ou trois ans, porteur (il nous en souvient) d'une lettre amicale de M. le pasteur GrandPierre, qui nous faisait connaître l'objet de ses recherches et de sa démarche auprès de nous. Nous eussions été heureux de lui fournir les renseignements spéciaux que nous pouvions avoir par devers nous, et de mettre entre ses mains, notamment, la rarissime édition de 1543 (s. l.) que nous avons citée dans ce *Bulletin* (II, 418) et qu'il a eu l'ennui de ne connaître que par cette citation, n'ayant pu découvrir ce que l'exemplaire signalé par nous (et qui appartenait alors à M. le pasteur Frédéric Monod) était devenu depuis sa mort (n° 6 de la Bibliogr., p. 251 du vol.). Il n'a donc pas vu la belle bibliothèque de M. A. André, où l'on nous assure que ce précieux exemplaire a passé ? Quant à nous, nous en avons trouvé depuis un autre, un peu mutilé, que nous avons collationné avec celui de Fréd. M. et dont nous voulons faire hommage à la

bibliothèque de notre Société.— Nous aurions aimé aussi à lui faire connaître un autre petit volume des

PSAUMES

DE DAVID MIS EN

RIME FRANCOISE

PAR

Clement Marot, et Théodore de Besze.



Par Matthieu de la Roche

1558

petit in-32 (non paginé, dont la dernière signature typographique est Xiiii), réglé et contenant les CXI psaumes, puis les deux cantiques et les commandements, avec la musique, et en outre, les prières ecclésiastiques, le tout en caractères elzéviens très-fins et très-nets. Le titre, transcrit ci-dessus en *fac-simile* a pour vignette un roc ou plutôt *une roche* (Matthieu de la Roche), avec la légende : « Le Seigneur est mon Roc et ma forteresse, et mon libérateur, mon Dieu, ma Roche, ps. 18. » Ce petit volume eût ajouté un article, après son n° 36, et fourni une édition à l'année 1558, qui n'en comptait pas.

Enfin, nous aurions eu grand plaisir à montrer encore à M. Bovet un bien curieux psautier *allemand* de Nuremberg, 1542, et un autre petit psautier calviniste en italien que nous possédons, mais que nous n'avons pas en ce moment sous les yeux.

En résumé, ce volume est un grand service rendu à notre littérature et à notre histoire, comme l'écrivait, il y a quelques semaines, celui qui, avec M. Bovet, est sans doute le plus compétent en cette matière, puisqu'il l'a aussi étudiée à fond, M. Douen. Vienne maintenant l'histoire de la musique du psautier, à laquelle ce dernier a surtout consacré ses recherches, et nous aurons lieu de nous féliciter doublement.

CHARLES READ.

SÉANCES DU COMITÉ

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE DU 12 MARS 1872.

Présidence de M. *Schickler*. — M. *Jules Bonnet*, retenu par une grave indisposition, et sur le point de quitter Paris, regrette de ne pouvoir assister à la séance; mais il continuera de veiller à la publication régulière du *Bulletin*, M. *Douen* veut bien le remplacer pour la rédaction du procès-verbal.

La commission chargée d'étudier la question des membres associés n'est pas encore en mesure de formuler une proposition. On reviendra sur ce sujet.

La conversation s'engage sur la convenance d'élire quelques membres nouveaux du comité. M. *Block* exprime le vœu qu'on ne fasse qu'une élection chaque fois, en tenant compte des aptitudes historiques. Un membre fait observer que les aptitudes administratives ont aussi leur prix, et qu'il est juste d'en tenir compte. La question est ajournée.

M. le comte *Jules Delaborde* s'excuse de ne pouvoir présider la prochaine assemblée générale, et se joint au secrétaire pour demander s'il n'y a pas lieu d'ajourner cette assemblée à l'époque de la réunion du prochain Synode.

M. *Coquerel* estime que la séance doit avoir lieu à sa date ordinaire. Les membres du Synode seront trop occupés pour avoir du temps à dépenser en dehors de leurs réunions. MM. *Bordier* et *Schickler* font observer que le Synode ne peut manquer d'attirer d'assez nombreuses personnes à Paris. Ce serait une bonne occasion de les intéresser à nos travaux.

Sur la proposition de M. *Douen*, il est décidé que la séance annuelle aura lieu, comme à l'ordinaire, le mardi de la troisième semaine après Pâques. M. *Ch. Waddington* veut bien se charger de la présider, en réponse au vœu unanime de ses collègues.

Bibliothèque. — M. *Schickler* annonce l'acquisition de plusieurs manuscrits concernant les Synodes à la vente Delprat d'Amsterdam.

M. *Bordier* verrait avec plaisir la Bibliothèque s'enrichir de la collection de manuscrits réunis par Sainte-Beuve pour son *Histoire de Port-Royal*. Elle se compose de vingt articles formant une trentaine de volumes, sans parler de nombreux imprimés, au prix de 2,000 fr. M. *Théodore Vernes* serait disposé à faciliter cette acquisition, qui donnerait du relief à la Bibliothèque. Quelques objections sont exprimées, tirées surtout de l'état financier de la Société. M. *Coquerel* appuie la proposition de M. *Bordier*, qui prendra quelques renseignements et présentera un rapport au comité.

Correspondance. — M. L. Audiat, bibliothécaire à Saintes, remercie le comité de l'envoi de divers ouvrages.

M. Edm. Hugues offre des documents pour le *Bulletin*, et demande l'annonce de la souscription à son ouvrage sur Antoine Court. Accordé.

M. le pasteur Eug. Arnaud donne des renseignements sur une découverte, faite par lui, de lettres du XVIII^e siècle, et transmet une liste de forçats protestants plus complète que celles déjà connues.

M. Liebig envoie une notice sur Roudilh, poète languedocien, pour le supplément de la *France protestante*.

M. *Bordier* n'éprouve pas peu d'embarras en face du nombre toujours croissant des noms à insérer dans ce *Supplément*. Il compte sur la collaboration de M. *Ch. Read* et sur le concours de ses collègues.

SÉANCE DU 9 AVRIL 1872.

Présidence de M. *Schickler*. — En l'absence du secrétaire et de M. *Douen*, M. *Read* veut bien se charger de rédiger le procès-verbal.

Les deux mémoires présentés par MM. *Jules Bonnet* et *Douen* pour la séance annuelle sont acceptés.

Collection Sainte-Beuve. — M. *Bordier* adresse au comité un rapport écrit sur les livres et papiers formant cette collection, dont il peut mieux apprécier aujourd'hui toute l'importance.

Le chiffre des volumes s'élève à cinq cents, et il en est de très-rares. Le légataire universel consent à diviser le prix d'achat en deux termes, 1,000 fr. comptant, et 1,000 fr. dans un an.

M. le comte *Delaborde* émet quelques objections. Les livres de Port-Royal ne sont pas si rares, et ils n'intéressent pas directement une bibliothèque protestante. Quant aux manuscrits, l'historien de Port-Royal en a extrait tout ce qu'ils peuvent contenir de précieux.

MM. *Coquerel* et *Martin* insistent sur l'importance d'un tel noyau formé par le grand critique contemporain, et sur le lustre qui doit en

résulter pour notre Bibliothèque. Ils comptent sur des dons exceptionnels pour faciliter cette acquisition. Elle est votée par le comité.

Correspondance. — M. Othon Cuvier, ancien pasteur à Metz, aujourd'hui pasteur à Nancy, fait hommage à la Société d'un petit portrait de M. Ancillon que le conseil de son ancienne Eglise lui a permis, au moment de son départ, d'emporter pour le déposer dans nos archives.

M. Ed. Gaullieur, archiviste à Bordeaux, envoie le prospectus d'un volume qu'il se propose de publier sur l'ancien collège de Guyenne, qui compta au nombre de ses maîtres Mathurin Cordier. On souscrit pour un exemplaire.

Les membres de la commission de la nouvelle Bibliothèque de Strasbourg envoient l'appel-circulaire qu'ils ont adressé à tous ceux dont ils sollicitent le fraternel concours. On fera pour eux ce qu'on a fait pour la Bibliothèque de la ville de Saintes.

M. Loutchisky, auteur d'un ouvrage en russe sur *le calvinisme et la féodalité*, donne une analyse de son ouvrage qui en rendra le compte rendu plus facile.

M. le président offre à la Bibliothèque l'*Anti-Choppinus* d'Hotman-Villiers.

SÉANCE DU 14 MAI 1872.

Présidence de M. *Schickler*. — En l'absence du secrétaire, le président fait connaître le contenu du *Bulletin* qui est prêt à paraître.

Bibliothèque. — Grâce aux soins de M. Martin, la Bibliothèque a été l'objet d'un rangement entièrement nouveau qui donne de la place aux nouvelles collections. Entre autres dons récemment offerts, on remarque vingt volumes de M. *Read* : les poésies de Vatable, un des premiers écrits de Brentzius (1529), un ouvrage de Clément Chrestien, des sermons de Daillé, Charles, Vernède, ainsi que le règlement de l'ancien hospice français de Londres, etc. On a reçu deux exemplaires du *Psautier* de M. Félix Bovet.

M. *Ch. Frossard* demande si l'on ne devrait pas former un dossier de tout ce qui a paru ou paraîtra relativement au prochain Synode. Il offre un certain nombre de pièces au comité, qui le remercie, en le priant de vouloir bien donner suite à sa proposition.

M. *Read* rappelle que l'ancien *Bulletin* n'a pas négligé les rapports des Synodes avec l'œuvre historique.

L'ancien pasteur de Nîmes, M. Kruger, signale des documents pour servir à l'histoire de France sous Charles IX, publiés par le Dr Ebeling, de Leipsick. Il propose de les traduire aux frais du comité. M. le prési-

dent a écrit au Dr Ebeling, qui s'est empressé de faire don de son livre, dont on pourra tirer profit, sans accepter l'offre de traduction. On y trouve une nouvelle relation du massacre de Vassy, deux lettres de Coligny à l'électeur de Saxe, ainsi que deux Mémoires très-importants sur la Saint-Barthélemy.

SÉANCE DU 11 JUIN 1872.

Présidence de M. *Schickler*. — Le secrétaire remercie ses collègues, MM. *Read* et *Douen*, d'avoir bien voulu le remplacer pour la rédaction des procès-verbaux en son absence, et rend compte des recherches qu'il a faites sur l'histoire de la Réforme au château de Saint-Privat du Gard.

Archives de Lambeth. — Dans un récent voyage à Londres, M. *Henri Bordier* a pu explorer les collections du palais Lambeth, relatives aux réfugiés et aux galériens protestants. Il a découvert quatre volumes de pièces, contenant des milliers de noms nouveaux à utiliser pour le supplément à l'ouvrage de MM. Haag. Il a aussi visité les archives de l'église de Saint-Martin la Grande, et en a rapporté de précieux opuscules. Des remerciements sont votés à M. Bordier.

Correspondance. — M. Agniew demande des renseignements sur Jean de Ferrière, vidame de Chartres.

M. le pasteur Puyroche fait hommage du catalogue de la bibliothèque du pasteur lyonnais Jean de Brunes.

M. Eug. Arnaud attire l'attention du Comité sur un premier Synode national qui aurait été tenu à Poitiers en 1557, et dont il se propose de publier les actes. (Voir sa lettre, *Bull.* du 15 juillet, p. 339.)

ERRATA. — C'est moins pour nous conformer au désir de l'auteur, que pour réparer un tort involontaire à son égard, que nous relevons les erreurs suivantes commises au numéro du 15 juillet, dans l'article intitulé : *Bibliothèque d'un Pasteur au XVI^e siècle*. Ainsi, p. 239, l. 15, au lieu de presque comique, il faut lire : presque unique ; p. 333, l. 22, au lieu de lois communes, il faut lire loci communes ; enfin, p. 336, en note, l. 8, lisez réaliser au lieu de rédiger.

Dans le même numéro, p. 299, l. 30, M. le modérateur du Synode a dit : que l'expression de ce témoignage serait indubitablement fertile en conséquences, etc., et non l'impression.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

L'AMIRAL DE COLIGNY

On a souvent raconté la vie de l'amiral de Coligny, et il ne nous est pas venu dans l'esprit de refaire sa biographie. Mais après avoir lu les pages où dans sa belle *Histoire des princes de Condé*, si bien jugée ici même (1), M. le duc d'Aumale a parlé de ce personnage, il ne semble pas superflu de dire ce qu'il a été comme Français, comme chef de parti, comme homme.

Avant tout Coligny fut, suivant une expression de M. Michelet, le héros du devoir. D'après le conseil intéressé des Guises, Henri II venait de rompre la trêve qu'il avait conclue avec Charles-Quint, à Vaucelles. Bien qu'il eût blâmé cette résolution, l'amiral pensa qu'il ne pouvait refuser de servir; et comme, selon le témoignage d'un contemporain, « il s'alloit pourmener ordinairement là où il y avoit des coups et de l'honneur à donner (2), » il s'enferma, nouveau Bayard, dans Saint-Quentin que l'ennemi avait investi. Il ménagea ainsi au

(1) *Bulletin* du 15 septembre 1869, t. XIX, p. 436 et suivantes.

(2) Brantôme, *l'Admiral de Chastillon*, p. 316.

roi le temps de rassembler un corps d'armée. Puis, lorsque la défaite du connétable de Montmorency lui eut enlevé tout espoir d'être secouru, il prolongea la résistance pendant dix-sept jours encore; il avait pourtant, comme il l'a raconté sans être contredit, à combattre « aussi bien les amis que les ennemis. » Ces dix-sept jours furent le salut de la France. Désormais un coup de main contre Paris n'était plus possible; bientôt même le roi d'Espagne ramenait ses troupes, harassées et décimées, en Flandre. Mais Coligny était prisonnier.

Sans sa captivité il aurait eu charge de réduire Calais. Ce fut du moins, on l'ignore trop, suivant un plan qu'il avait dressé et sur des mémoires qu'il avait faits (1), que le duc de Guise attaqua la place, en plein hiver, et s'en empara.

Sorti de la cour de France catholique, Coligny y rentra protestant : il avait profité du temps où il était au pouvoir des Espagnols, pour s'instruire dans la nouvelle doctrine que ses frères, Odet de Châtillon et d'Andelot, avaient déjà embrassée. D'ailleurs par l'indépendance de son esprit et le sérieux de son caractère, il était préparé à recevoir les semences du calvinisme. Enfin on traquait, on proscrivait, on brûlait les huguenots; il sentit son cœur enrôlé, et la pitié acheva une conversion qu'avait commencée la lecture raisonnée des saints livres (2).

De grands devoirs étaient dès lors imposés à Coligny, dans les conseils et dans les camps. Quoiqu'il n'ait été durant les guerres de religion que lieutenant du prince de Condé, Coligny fut le chef réel du parti réformé à cause de ses talents militaires et de son aptitude spéciale pour l'organisation des armées. Mais quelque éclatante que fût cette situation, elle ne

(1) Brantôme, *M. de Guise*, p. 214.

(2) De cette époque (1558) date, en effet, sa correspondance avec Calvin, et l'on sent la ferveur de ses convictions nouvelles dans la conclusion du *Discours* composé durant sa captivité : « Tout le reconfort que j'ay esté celuy qu'il me semble que tous les chrestiens doivent prendre, que tels mystères ne se jouent point sans la permission et volonté de Dieu, laquelle est tousjours bonne, sainte et raisonnable, dont toutefois je ne suis pas la cause, et dont aussi peu je me dois enquérir, mais plustost m'humilier devant lui en me conformant à sa volonté. »

l'avait point tenté. Et en effet, il avait d'abord refusé d'employer la force pour venger l'horrible massacre de Vassy. Si vieux capitaine qu'il fût, il trouvait « le passage de ce Rubicon » trop dangereux. « Mettez la main sur votre sein, répondait-il à sa femme, Charlotte de Laval, qui le pressait d'agir pour prévenir de nouvelles catastrophes ; sondez à bon escient votre constance, si elle pourra digérer les desroutes générales, les opprobres de vos ennemis et ceux de vos partisans... les trahisons des vôtres, la fuite, l'exil en pays estrange... Tassez encor si vous pouvez supporter vostre mort par un bourreau, après avoir veu vostre mari traîné et exposé à l'ignominie du vulgaire. Et pour fin, vos enfants infâmes... (1). Je vous donne trois semaines pour vous esprouver. » Mais elle : « Ne mettez point sur vostre teste les morts de trois semaines, je vous somme au nom de Dieu de ne nous frauder plus, ou je serai tesmoin contre vous en son jugement. »

L'hésitation qu'il avait montrée en 1562, Coligny la fit encore voir en 1567. Malgré les cruels traitements que les huguenots avaient à souffrir, « il vouloit endurer toutes extrémités, dit d'Aubigné (2), et se confier en l'innocence. » Cette fois, ce fut d'Anelot qui triompha de ses incertitudes, en lui représentant que s'il différerait de monter à cheval, les calvinistes seraient bientôt « le gibier de la populace et le passe-colère des grands. » Du reste, dès qu'il était redevenu général Coligny discernait avec sagacité ce qu'il fallait faire pour que la guerre fût décisive. C'est ainsi qu'il conseilla en 1567 l'enlèvement du roi ; il ne dépendit pas de lui que ce coup de main ne réussît. Plus tard, il proposa la conquête de Saumur qui en donnant aux réformés le libre passage de la Loire, leur aurait permis de s'approcher de Paris pour dicter leurs conditions à la cour. Enfin, à la suite de la défaite de Moncontour,

(1) Si, par une fin prématurée, Charlotte de Laval fut soustraite à tant d'humiliations et d'angoisses, la seconde femme de l'amiral, Jacqueline d'Entremont, les a éprouvées. M. le comte J. Delaborde a retracé dans le *Bulletin* (t. XVI, p. 320) la touchante destinée de cette autre *Martia di Calo*.

(2) *Hist. univ.*, l. IV, c. VII.

il adopta un plan dont l'exécution fit perdre aux catholiques presque tous les résultats de leurs victoires passées. Que de fautes aussi eussent été évitées, si l'amiral avait toujours été obéi ! Par exemple, on n'aurait pas en 1567 marché sur Paris ni entrepris en 1569 le siège de Poitiers. Puis, après une bonne guerre, Coligny voulait une paix sûre. Et c'est parce qu'il ne jugeait pas que les clauses d'Amboise et de Longjumeau garantissent bien, à l'avenir, la sécurité de ses coreligionnaires, qu'il a blâmé le traité de 1563 et celui de 1568. Il suffit ici de rappeler les faits pour montrer combien la conduite de l'amiral fut franche et son langage raisonnable. Les restrictions arbitraires apportées à l'édit de janvier ne l'autorisaient que trop à dire que « l'on avait fait la part à Dieu. » Grâce à la précipitation de Condé, succombant à de vulgaires séductions, il pouvait ajouter que « par un trait de plume on avait ruiné plus d'églises que les forces ennemies n'eussent pu en abattre en dix ans ! »

A la vérité, Catherine de Médicis avait promis à Condé d'interpréter les articles de 1563, de manière à satisfaire les huguenots les plus exigeants. Mais devait-on se fier à l'astucieuse Italienne, pour qui la politique n'était que l'art de tromper ? Si elle était sincère quand elle prenait cet engagement, elle fut impuissante lorsqu'il s'agit de le tenir. Sans parler des réserves que plusieurs parlements insérèrent dans l'acte d'enregistrement, et des clauses restrictives de l'édit de Roussillon (1564), on signalera le refus de permettre le prêche dans les villes que les protestants avaient occupées autrement que par force. En Languedoc, quelque évident que fût leur droit, le culte réformé ne put être célébré, si le seigneur du lieu s'y opposait. Il y a plus : dans l'espace de quatre années, plus de trois mille calvinistes furent tués par des catholiques sans que les auteurs de ces meurtres fussent poursuivis. « Le pis estoit qu'on rioit au nez de ceux qui demandoyent justice pour les violements de l'édict (1). » Condé lui-même ne fut pas écouté

(1) D'Aubigné, *Hist. univ.*, l. IV, c. vi.

lorsqu'il réclama l'exécution de la foi jurée. Poussé à bout par ce procédé méprisant, il fut le premier aux champs dès qu'éclata la seconde guerre civile, mais aussi il fut le premier à prêter l'oreille aux ouvertures que fit Catherine, quand l'armée protestante eut investi Chartres, l'un des greniers de Paris. Vainement l'amiral représenta que la reine mère ne proposait la paix que pour sauver Chartres, et puis, ajouta-t-il, « pour assommer séparés ceux qu'on ne pouvoit vaincre unis ; » le traité de Lonjumeau fut conclu : il renouvelait celui d'Amboise.

En réalité, les hostilités furent suspendues pendant quelques mois seulement. Puis catholiques et protestants reprirent les armes ; ils ne les ont déposées qu'après une lutte de deux ans, marquée par les plus grands désastres qu'eût encore subis le parti huguenot, et pourtant terminée par la paix la plus avantageuse que, jusque-là, il eût signée. C'est que depuis la mort de Condé, Coligny seul dirigeait les négociations pour un accommodement comme les opérations de guerre. Il ne voulut s'accorder qu'aux conditions suivantes : le préche est permis dans tous les lieux où il existait le 1^{er} août 1570 et en outre dans deux villes par bailliage ; les protestants ont un droit égal d'admission aux charges publiques et peuvent récuser six juges dans chaque tribunal ; enfin ils garderont, pendant deux ans, la Rochelle, Cognac, la Charité et Montauban, à titre d'otages.

Dans son testament écrit en 1569, Coligny a éloquentement exprimé son horreur de la guerre civile, et les motifs qui l'y avaient poussé malgré lui. Il s'accuse de n'avoir pas assez vivement « ressenti les injustices et meurtres que l'on faisoit de ses frères. » En même temps il se rend ce témoignage dont on ne peut suspecter la sincérité : « Je dis aussi devant Dieu que j'ay essayé par tous les moyens que j'ay pu de pacifier toutes choses le plus longuement, ne craignant rien tant que les troubles et les guerres civiles. » C'est là l'inspiration des patriotiques projets qui remplissent désormais sa vie. Une ère

nouvelle semble s'ouvrir pour la France aspirant à se relever de ses ruines; il l'espère du moins, et c'est dans une guerre utile, glorieuse au dehors, qu'il cherche une diversion aux discordes qui ont si longtemps déchiré la patrie : « Plutôt que de retomber dans ces confusions, j'aimerais mieux, dit-il, « mourir de mille morts et être traîné dans les rues de Paris. » La vue des drapeaux protestants suspendus aux voûtes de l'église Notre-Dame le ramène à ses pensées favorites et lui inspire cette noble parole : *On en mettra de meilleurs!*

Le plan qu'il soumit à Charles IX était vaste : la France aurait étendu sa frontière jusqu'à l'embouchure de l'Escaut et son patronage jusqu'à l'embouchure de l'Ems; le Brabant et les provinces du Nord auraient été indépendants sous le protectorat des Nassau. Il voulait aussi que la France assaillît l'Espagne dans les Indes. Dans la pensée d'ouvrir un vaste champ à l'activité de ses coreligionnaires, et aussi peut-être avec le pressentiment de ce qui devait contribuer surtout à la grandeur des Etats dans les temps modernes, il avait, dès 1555, favorisé l'essai de colonisation du Brésil par Villegagnon, et envoyé, en 1562, Jean Ribaud, et en 1564, Laudonnière en Floride. Telle était l'ardeur avec laquelle il poursuivait son projet d'abaisser l'Espagne, dessein que reprendra plus tard Henri IV, ce disciple couronné de Coligny, qu'il était devenu insensible à ses propres périls. Lorsque tout annonçait les *no-ces vermeilles*, il s'obstina à rester à Paris : il avait compris que seul il avait assez d'empire sur Charles IX pour le décider à secourir les protestants des Pays-Bas qui, sur un signe de sa main, venaient de se compromettre en envahissant Mons et Valenciennes. Cette fois encore, Coligny fut le héros du devoir. Il en fut aussi le martyr ; le 24 août 1572, il périssait, mais absorbé jusque dans la mort même par la pensée des grands desseins dans lesquels il avait mis toute son âme et qui réalisés, auraient fait, cinquante ans avant Richelieu, la grandeur de son pays.

A la nouvelle du meurtre de Coligny, un cri de joie reten-

tit à Madrid : « Ne faut point doubter si le roy d'Espagne en fust bien ayse, fait remarquer Brantôme (1), car au monde n'avoit-il pires ennemys que M. l'amiral et ses partisans... » La correspondance de Granvelle et des ambassadeurs vénitiens confirme ce témoignage. « L'amiral de Coligny fut assassiné, a dit à son tour Montesquieu, n'ayant dans le cœur que la gloire de l'Etat. » Cette gloire, il la voulait aux dépens non-seulement de l'Espagne, mais aussi de l'Angleterre, bien que celle-ci fût l'alliée naturelle des protestants de France. Si naguère il s'était opposé à ce que son parti cédât, contre l'octroi d'un secours, Calais à Elisabeth Tudor, rachetant ainsi, autant qu'il était en lui, une grande faute, la cession temporaire du Havre, il laissa, en mourant, des mémoires dans lesquels il prémunissait Charles IX contre l'ambition de la reine d'Angleterre. « Savez-vous, disait Catherine de Médicis à l'ambassadeur d'Angleterre qui s'indignait du meurtre de Coligny, savez-vous ce que l'amiral recommandait à mon fils, comme une chose de la dernière importance, de tenir bas votre maîtresse autant qu'il lui serait possible. — Il est vrai, répliqua l'ambassadeur, il était mauvais Anglais, mais fort bon Français. »

Coligny était un homme de guerre de premier ordre. Egalement propre à commander l'infanterie et la cavalerie, il savait pourvoir à tous les besoins, à tous les services d'une armée. Dans l'action, sa bravoure était incomparable. Comme d'autres généraux protestants venus après lui, Guillaume d'Orange et Turenne, il excellait surtout dans les situations difficiles. Lui-même a dit : « Il est un point sur lequel je puis me tenir supérieur à Alexandre, à Scipion, à César. Ils ont gagné, il est vrai, de grandes batailles. Moi j'en ai perdu quatre grandes, et cependant je présente à l'ennemi un front plus formidable que jamais. » Doué d'une indomptable fermeté de caractère, il unissait la prudence à la résolution. « Là où il ne pouvoit faire venir la peau du lion, il y appli-

(1) *L'Admiral de Chastillon*, p. 304.

quoit très-bien celle du renard (1). » Aussi le nom de Coligny remplissait le monde entier, tellement qu'on parlait en tous lieux de l'amiral, et que le sultan des Turcs le consultait « comme un oracle d'Apollo (2). »

Non-seulement Coligny s'est subordonné dans son parti les natures les plus rebelles au joug, mais encore il a conquis les volontés de ses ennemis eux-mêmes. C'est qu'à l'éclat de la gloire, il unissait une profonde connaissance des hommes.

Exempt d'ambition personnelle, il mettait les armes bas et du même coup renonçait au rang de chef de parti, dès que la liberté du culte avait été accordée. On le vit aussi rendre, avant l'époque fixée par le traité de Saint-Germain, les places que la couronne avait cédées, comme gage, aux calvinistes, car, disait-il, ceux-ci ne devaient rien prétendre au delà de l'exercice de leur religion. En 1559, il n'avait pas voulu que l'assemblée de Vendôme manifestât de l'hostilité contre les Guises, auxquels la direction des affaires avait été confiée, parce que le roi, étant majeur, avait le droit de choisir ses ministres. Ce fait donne à penser qu'il ne participa point à la conspiration d'Amboise, où il y avait, d'après un mot du temps, « plus de malcontentement que de huguenerie. » De sorte que nul ne s'inscrira en faux contre cette déclaration de l'amiral : « Que si j'ay pris les armes, ce n'a point esté contre le roy, mais contre ceulx qui, tyranniquement, ont contraint ceulx de la religion réformée de les prendre pour garantir leurs vies. »

Coligny, que ne séduisait pas la perspective de tenir la royauté en échec, connut-il l'envie à l'égard de celui avec lequel il a, pendant sept ans, partagé le commandement de l'armée protestante ? Sans doute il a quelquefois différé d'avis avec Condé, mais la divergence des opinions s'explique assez d'elle-même entre deux natures si différentes. Lorsqu'il désapprouvait les traités conclus trop à la hâte, il n'obéissait pas à

(1) Brantôme, *l'Admiral de Chastillon*, p. 319.

(2) *Id.*, p. 307.

un sentiment de rivalité personnelle, mais à l'avance il exprimait le jugement de l'histoire sur ces conventions signées avec autant d'imprévoyance que de précipitation. D'ailleurs, on ne saurait oublier qu'après avoir formé Condé pour les grandes choses qu'il a faites, il l'a servi même au risque de sa liberté ou de sa vie. Quand Condé, venu à Orléans, eut été condamné à la peine capitale, Coligny protesta hautement contre ce sanglant arrêt. Plus tard il prévenait par une vigoureuse démonstration un coup de main que la reine mère avait médité contre le chef des huguenots, attiré dans la conférence de Talcy. Enfin c'est par Coligny qu'à Jazeneuil Condé, égaré au milieu des ennemis, fut arraché à une perte presque certaine. Qu'à Jarnac Coligny ait donné « un dangereux avis (1), » en appelant le prince à lui, on ne le contestera point ; mais a-t-il commis cette faute, dont la conséquence fut si funeste, uniquement pour s'éviter un échec partiel ? Une pareille hypothèse n'est pas admissible, quand on voit l'amiral, dès qu'il a perdu l'espoir de vaincre, envoyer un messenger à Condé pour le supplier de ne pas tenter un effort inutile. Au lieu d'opposer, ainsi qu'on l'a fait, Coligny à Condé, ou comme on le pourrait faire, Condé à Coligny, n'est-il pas plus conforme à la vérité de les montrer concourant tous deux à la même œuvre, avec des talents divers, assurément, mais avec une abnégation égale ? Brantôme l'a dit (2) : « Et ainsi luy (Condé) et M. l'admiral, se sont faictz craindre, et ont planté l'Évangile qui bourgeoonne et verdoye aujourd'huy encores, et sans lesquelz elle seroit seiche et de couleur de feuille morte. »

De quelque côté que l'on considère Coligny, le jugement que d'Aubigné a porté sur lui, en tant que général, est juste : « Il excedoit son siècle (3). » A une époque où l'on ne tenait aucun compte de la vie humaine, et où Jacques Bonhomme était également pillé par les vainqueurs et les vaincus, Coli-

(1) D'Aubigné, *Hist. univ.*, l. V, c. viii.

(2) *Le prince de Condé*, p. 360.

(3) *Hist. univ.*, l. V, c. xxxiii.

guy, colonel général de l'infanterie française, a publié des ordonnances sévères pour protéger les pauvres gens contre les excès des bandes. Brantôme estime que par là il a sauvé plus d'un million d'hommes. A ce titre seul, son nom mérite d'être immortalisé par l'histoire.

Mais le plus beau titre de gloire de Coligny, c'est d'avoir revendiqué, avant les politiques, avant Henri IV, la plus sainte des libertés, la liberté de conscience. Au début du règne de François II, il sollicitait déjà un édit par lequel il fût permis à chacun de la religion de vivre en sûreté, en attendant un libre concile. Bientôt il osait présenter aux Notables, réunis à Fontainebleau, une requête portant cette inscription : « Supplication de ceux qui, en diverses provinces, invoquent le nom de Dieu suivant la règle de la piété, » et demandait pour eux la faculté de s'assembler en plein jour pour le prêche. On sait comment cette requête, qui aurait épargné tant de maux à notre pays, fut écartée par l'influence sinistre des Guises. Toujours fidèle à cette grande cause, au milieu des péripéties de la troisième guerre civile, il se déclarait résolu à souffrir mille morts plutôt que de sacrifier les droits de ses frères. Seulement il avait compris que ces droits ne seraient pas suffisamment garantis, si le roi seul les avait reconnus : aussi souhaitait-il que les députés de la France, solennellement réunis, fussent appelés à les sanctionner. De là, l'insistance avec laquelle il a sollicité des états généraux : il les avait demandés dès 1560, quand le sang n'avait pas encore touché le sang ; au plus fort de la lutte il les réclamait encore comme une suprême garantie pour les opprimés. On le voit : deux siècles avant la Révolution française, qui a proclamé la liberté des cultes et associé la nation au gouvernement, Coligny voulut la tolérance religieuse et l'intervention du pays dans le règlement de ses destinées. Il fut donc par ses idées un homme des temps nouveaux, comme par ses vertus il était « une âme frappée à l'antique marque. »

L. ANQUEZ.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

LETTRES DE L'AMIRAL DE COLIGNY

A CHARLES IX, A CATHERINE DE MÉDICIS, AUX SEIGNEURS DE
GENÈVE ET AUX MINISTRES DE L'ÉGLISE DE ZURICH.

1566 — 1572

Les pages qui précèdent sont la meilleure introduction aux lettres qu'on va lire, et qui sont empruntées aux collections inédites de Paris et de la Suisse. Elles montrent ce que fut, pendant les dernières années de sa vie, dans ses rapports avec la cour, avec de grandes Eglises étrangères, l'illustre chef du protestantisme français, le martyr prédestiné du 24 août 1572. Il se peint tout entier dans ces pages hautes et fermes, où l'on sent tour à tour l'adversaire résolu des Guises, le sujet fidèle au roi qu'il a combattu, le patriote gémissant des maux de son pays, le héros, le croyant, prêt au suprême sacrifice. Avec la touchante lettre à Jacqueline d'Entremont, que nous avons publiée (*Bull.*, t. I, p. 369), le *post-scriptum* de la lettre aux ministres de Zurich est comme les *novissima verba* de la grande victime.

I.

AU ROI.

Au Roy mon souverain Seigneur.

Réponse aux rapports mensongers de ses ennemis, qui se plaisent à incriminer ses moindres démarches. — Détails sur ce qui s'est passé à Bresle. — Personnes qu'il y a vues. — Il est prêt à rendre compte de sa conduite au roi en toute occasion.

Paris, 17 août 1566.

Sire, hier soir assez tard, après que la depesche que je vous avoyz faicte fut partye, je receus par un homme que Mons^r le Cardinal de

Chastillon m'envoya, la lettre de Votre Maïesté qui me fut portée à Bresle depuis que j'en suis party, comme aussy estoient les aultres qui y estoient venues, tellement que pour faire départir ceste compagnie, il n'estoit point besoing d'employer les lettres et le commandement de Vostre Ma^{te}. Et pource que par mes précédentes j'ay satisfaict à partie du contenu des icelles, je ne vous ennuyeraï de reditte. Mais sur ce qui reste à respondre, je vous diray, Sire, que en la dicte compagnie n'estoient aultres personnages de qualité que ceulx que jay déclaré par mes précédentes. Par quoy je vous puis bien dire que ce que l'on a rapporté que Mons^r le prince de Portian, les S^{rs} d'Estrenay et de Bouvry y estoient, est faulx : Dont je m'esbahis que gens qui débvroient bien regarder et scavoir comment ils parlent et asseurent les choses, soyent si légers premiere-ment à les croyre, puis à les faire entendre à Vostre Ma^{te}, faisant par ce moien de très mauvais offices et envers icelle, et à l'endroit de vos meilleurs et plus fidèles serviteurs, taschant à vous les rendre aultant suspects, comme vous y devez avoir de fiance.

Et pour esclarcir maintenant Vostre Ma^{te} de l'occasion de la dicte assemblée, je vous diray, Sire, que quant à Mons^r de Senarpont, c'est ung de mes plus anciens amys, dont nous desirions bien de nous veoir cependant que nous n'estions pas gueres esloigné l'ung de l'autre, et en un lieu où il se pouvoit asseurer d'estre le bienvenu. Aussy quant à Mons^r de Morviller, il est de mes vieilles congnoissances tellement que sa maison n'estant qu'à six ou sept lieues de Bresle, il voulut bien prendre ceste commodité de venir faire ung office de visitation convenable à la congnoissance et amy-tié que nous avons pieça ensemble (1).

Vela (voilà), Sire, ce que je vous puy dire de l'occasion de leur venue; ainsy il ne me reste que à vous faire entendre à quoy ceste compaignie s'est employée, qui n'a esté pour mettre aulcung en souspeçon ou défiance, car le plus de nostre exercice estant là, ce a esté d'aller à la chasse, et voler le perdreau; combien qu'aussy parmi ce passe temps nous avons fait un bon effet, c'est l'accord de deux gentilshommes, l'un de la maison de Boufflair, l'autre des

(1) Jean de Morvillier, évêque d'Orléans, et successeur du chancelier l'Hôpital, semble avoir été bien peu digne de l'amitié de Coligny, qu'il osa contre toute évidence, et contre sa propre persuasion, accuser, au lendemain de la Saint-Barthélemy, de conspiration contre l'Etat.

Hercules, lesquels estans en querelle, et ayant moien l'ang et l'autre d'assembler gens et s'accompagner, eussent pu mettre quelque trouble au pais, si leur querelle fust venue plus avant. En tout ce que dessus, Sire, vous pouvez veoir qu'il n'y a rien dont Vostre Ma^{te} puisse avoir sinon contentement et satisfaction. Et pouvez vous tenir assuré que je n'entreprendray jamais chose au contraire. Et quant aux autres particularités qui vous ont esté dictes, je ne puis pas penser quelles elles sont, mais bien ay-je opinion que n'y a non plus de vérité que en la plus part de ce que m'escrivez avoir esté rapporté a Vostre Ma^{te}. Et toutesfois, Sire, si c'est vostre plaisir de me les déclarer, je mettray peine de vous y satisfaire aussy. Et à tant je supplie le créateur,

Sire, que donne à Vostre Ma^{te} très longue vie en parfaite santé et continuel accroissement de prospérité.

Vostre très humble et très obéissant subject et serviteur.

CHASTILLON.

De Paris, ce 17^{me} d'aoust 1566.

(Bibl. nat. Béthune, 8762, f^o 60. Orig. Signature autographe.)

II. .

AU ROI.

Au Roy monseigneur souverain.

Désordres commis en divers lieux du royaume. — Insolences de la garnison d'Auxerre envers plusieurs de ses gens et de ceux de M. d'Andelot. — Enlèvement de 50,000 francs destinés à payer les reîtres et lansquenets du duc Casimir. — L'amiral demande justice au roi, et lui renouvelle les assurances de sa fidélité.

Châtillon, 12 mai 1568.

Sire, il y a quelque temps qu'estant à Tanlay je vous feis entendre par le sieur de Moulvet le mauvais gouvernement de ceulx de la ville d'Auxerre, et depuis je vous en ay encores adverty naguères par ung mien secrétayre que j'ay envoyé devers Votre Majesté, et combien de désordres et insolences se commectent en divers

endroits de vostre royaume qui ne peuvent enfin qu'admenner un grant mescontentement et trouble entre vos subjects. Et pource qu'il est advenu une chose depuis deux jours, qui confirme bien tout ce que j'avoys mandé à Vostre Majesté auparavant, je n'ay pu faillir de vous envoyer ce gentilhomme présent porteur pour vous supplier très humblement d'y vouloir pourvoir. Et oultre ce que vous en pourrez entendre de ce dit gentilhomme, je n'ay voulu faillir encores de vous en toucher ce mot par escript, c'est que M^r le Prince de Condé m'avoit icy envoyé celluy qui, durant ces troubles, avoit commencé de faire le payement des reistres et lansquenets pour achever de leur faire payer quelque reste qui leur estoit encores deu, et les cinquante mille francs qui debvoient estre payéz par nous de la religion réformée, suyvant l'accord qui en fut fait en la présence de Mons^r Verdun à Orléans. Ce que mond^t S^r le prince en avoit fait s'estoit que lors il pensoit aller en Picardie pour y faire quelque séjour, et que je serois icy plus près et commodément pour recueillir les deniers, et les envoyer où seroit le duc Casimir. Il y a quelque temps que j'avoys fait porter les deniers de ce qui restoit à fournir du moys que nous avions commencé de payer, et avant hier je l'avois fait partir pour aller porter le payement des cinquante mille francs, craignant que pour ce deffault le dict Duc Casimir avec ses troupes ne voulsissent différer de sortir de vostre royaume, et que cependant vos subjects eussent à en pastir; et encores que l'on nous empesche le passage de tous costés, pour ne pouvoir recueillir des deniers, suivant la permission qu'il vous a pleu de nous en donner, si est-ce que mond^t S^r le prince et quelques uns de ceulx de la religion avoient, avec grans incommodités, recueilli les deniers pour faire ledit payement pour éviter la foule de vostre pauvre peuple; et à ceste cause j'avoys dépesché avant hier celuy qui portoit ledit payement, lequel estoit allé coucher à ung lieu nommé Chevennes près Auxerre, où la nuit fut assailly par ceulx de la garnison du dict Auxerre, lesquels le forcèrent en son logis, pillèrent et volèrent les deniers et tout ce qu'il avoit en sa compagnie, tant de hardes que de chevaulx. Il y avoit quelques gens de Mons^r d'Andelot mon frère, et des miens

(1) Cette lettre ne doit pas être séparée de l'admirable message adressé par d'Andelot à Catherine de Médicis, à la veille de la troisième guerre civile. (*Bulletin*, IV, 328.)

que j'avois baillés pour la conduicte des dicts deniers, lesquels ont esté tous amenés prisonniers, liés et garrotéz, au dict Auxerre. Il y en a eu de tuéz et de blesséz, mais pour ce que je n'en scay pas bien la vérité je m'en tairay.

Sire, il vous plaira considérer que s'il vient faulte pour le d^t payement, que cela ne nous doibt point estre imputé, ayant satisfaict à ce que nous debvions, et d'autre part que c'est bien loing de pourveoir et remédier aux désordres, quand ceulx que l'on envoie pour y pourveoir les font et commettent encores plus grands. Il plaira aussy à Vostre Ma^{te} de considérer l'outrage qui est faict à M. d'Andelot mon frère et à moy, d'avoir aussy vilainement assailly nos gens et honteusement amenéz prisonniers. Et me semble bien que nos personnes méritent d'estre aultrement traictéz et respectéz que nous ne l'avon esté depuis ung temps en ça, et monstre-t'on bien que l'on seroit bien aise de nous faire faire ou entreprendre quelque chose de quoy l'on eust occasion puis après de nous taxer (1). Mais Dieu nous fera la grâce de ne nous oublier point tant que nous faisons jamais aultres choses que ce que gens de bien et d'honneur doivent faire, et bons et fidelles subjects de Vostre Ma^{te}. Et pourtant Sire, je vous supplie très humblement nous vouloir à ce coup faire faire raison et justice, laquelle vous nous devez, et de croire que j'estime plus mon honneur que ma vie. Remettant le surplus sur ce présent porteur, je prieray nostre Seigneur,

Sire, donner à Votre Ma^{te} en très parfaicte santé et prospérité, très heureuse et très longue vie.

Vostre très humble et très obeissant subject.

CHASTILLON.

De Chastillon, le 12^{me} jour de may 1568.

(Bibl. nat. Béthune, 8702, f^o 29. Signature autographe.)

(1) C'est le même sentiment qu'exprime avec une éloquente franchise d'Andelot, dans sa lettre à la reine mère : « Il faut oultre ce que je vous ay pu dire, que je vous escrive ce mot : c'est que l'on congnoist assez que tout ce qui se fait aujourd'hui n'est que pour tant provoquer et offenser ceux de la religion que l'on leur face perdre patience, et delà prendre occasion de leur courir sus pour les exterminer. » (Lettre du 8 juillet 1568.)

III.

A LA REINE (1).

A la Royne mère du Roy.

Négociations avec la cour. — Mesures à prendre pour le licenciement des troupes. — Il est résolu à tous les sacrifices pour le rétablissement de la paix et le repos du royaume. — Il ne demande en retour que la confiance de la reine, qu'il n'a jamais démeritée. — Noble expression de ses sentiments de fidélité au roi, conformes à la profession chrétienne qu'il veut faire jusqu'à la mort.

De Neufwy, 29 juillet 1570.

Madame, oultre ce que le Controleur Jouy présent porteur a dit à Messieurs les Princes de la part de Vostre Majesté, il m'a aussi dict ce que particulièrement vous luy aviez commandé de me dire. En ce qui touche le malcontentement que le Roy eust peu prendre si ceste armée se fut acheminée du Comté de Gastinois, et oultre que Vostre Majesté aura pu estre satisfaicte sur ce faict par le retour de Monsieur de Theligny, si luy diray je encores qu'après avoir entendu une partie des mêmes raisons par Monsieur le Maréchal de Cossé, je ne fus pas d'avis que ceste armée s'avansast davantage, et le feré maintenant encore moins après avoir entendu ce qu'il a pleu à Vostre Majesté me mander, combien que cela ne se puisse faire qu'avecques beaucoup d'incommodités pour ceste armée, et plus encores pour mon particulier, d'autant que je n'ay villages où il n'en y aye de logés de ceulx de ceste dicte armée ; mais je faicts si peu de conte de ce qui touche mon particulier au prix du general que Vostre Majesté jugera clairement que je désire tant avancer la paix et de veoir le royaume en repos que je n'obmettré chose que y puisse servir.

Au demeurant, Madame, je supplie Vostre Majesté m'excuser si je use de la franchise dont j'avois accoustumé de faire, soit a luy parler ou escrire, car il me semble que la saison et occasion m'y convient, c'est que j'ay entendu que Vostre Majesté a quelque deffiance

(1) Lettre écrite dix jours avant la conclusion définitive de la paix signée à Saint-Germain, le 8 août 1570.

de moy ; mais je la supplieray très humblement de croire quelle n'en a nulle occasion, car d'une part, j'ay la crainte de Dieu qui me deffend telle chose, et de l'autre, estant mère de mon Roy, comme vous estes, je ne pourroys rien faire ni entreprendre contre Vostre Majesté quand bien mesme j'en aurois la puissance, que je ne fisse contre mon honneur et contre mon devoir, et j'estime tant l'un et l'autre que tous les biens et honneurs du monde ne me scauroient rien faire contre cela.

Davantage, Madame, si depuis quelque temps vous avez eu quelque mauvaïse oppinion de moy, et que à la sollicitation de mes ennemys qui ont occupé ordinairement vos aureilles, vous m'avez porté quelque mauvaïse voulunté, je n'en suis pas fort esbay, mais aussy j'ose dire que quand Vostre Majesté espluchera toutes mes actions, depuis le temps qu'il y a qu'elle me congnoist jusques à présent, qu'elle confessera que je suis tout aultre que l'on ne m'a voulu dé-pindre. Il y a davantage, car quand il me souvient d'avoir receu beaucoup de faveurs de Vostre Majesté et demonstrations de bonne voulunté, j'oublie très volontiers tout le mal que l'on m'auroit voulu procurer en vostre endroit, pour me ressouvenir du bien ; et pour conclusion, je vous supply, Madame, croire que vous n'avez point de plus affectionné serviteur que j'ay esté et veulx estre, que je suis homme de bien, et que le plus sûr gage que vous puissiez recevoir, c'est d'avoir la parolle d'un homme qui veult faire la profession que je veulx faire jusques à la mort, avecques l'aide de Dieu ; et pour recompense de cela je ne demande que vostre bonne grace, à laquelle je présente mes plusque très humbles recomman-dations, et pry nostre Seigneur, donner à Vostre Majesté,

Madame, en parfaite santé très heureuse et très longue vie.

Vostre très humble et très obéissant subject et serviteur

CHASTILLON.

De Neufwy, ce 29 de juillet 1570.

(Bibl. nat. Béthune, 8702, f° 41. Autographe.)

IV.

AUX SEIGNEURS DE GENÈVE.

*A magnifiques Seigneurs Messieurs les Scindics et Conseils
de Genesve.*

Il se félicite avec eux du rétablissement de la paix, fait des vœux pour sa durée, et en espère d'heureux résultats pour le redressement des Eglises.

De Saint-Gaultier, 5 octobre 1570.

Magnifiques Seigneurs, sachant combien personnes zélateurs et affectionnés à la gloire de Dieu, et au bien et repos des fidelles comme vous, auront à plaisir et contentement la paix qu'il a pleu à Dieu nous donner en ce royaume, j'ay bien voulu avec la commodité de ce porteur s'en allant par delà, vous faire ce mot pour me resjouyr et congratuler avecques vous de ce qu'il a pleu finalement à ce bon Dieu convertir les peynes et travaux où nous avons esté, en une paix et tranquillité pour la durée et continuation de laquelle je m'asseure que vous nous ayderez à le prier qu'il la nous veuille maintenir et nous en faire longuement jouyr, à ce que puissions avoir tant meilleur moyeu de redresser les Eglises si esparses et dissipées, comme elles estoient à l'occasion de ces guerres, et que ne serez moins aises de la prospérité et accroissement d'icelles que nous mesmes.

Sur quoy me remettant au demeurant sur ce dit porteur à vous dire de mes nouvelles, Je feray fin par mes bien affectionnées à vos bonnes graces, après avoir supplié le créateur vous donner, magnifiques Seigneurs, vous donner en santé augmentation des siennes très saintes.

Vostre entièrement bon et bien affectionné amy

CHASTILLON.

De Saint-Gaultier, ce 5^{me} jour d'octobre 1570.

(Arch. de Genève. Original autographe.)

V.

AUX SEIGNEURS DE GENÈVE.

A magnifiques Scindics et Seigneurs de Genesve.

Restauration de l'Eglise d'Orange. — Prière à Messieurs de Genève de prêter pour quelque temps Th. de Bèze pour l'accomplissement de cette belle mission.

La Rochelle, 28 juin 1571.

Magnifiques Seigneurs, Je crois que vous estes bien advertis comme le Roy a remis entre les mains de Monsieur le Prince d'Orange la principauté. Mais doubtant que vous ne sachez combien la belle Eglise que Dieu avoit recueillie en ceste ville là, a esté mal traitée, je veux bien vous dire que la ruïne et dissipation y a esté telle à l'occasion des massacres, excès et violences qu'on y a commis, quelle sera fort mal aysée à remettre et redresser si ce n'est par le moyen de quelque excellent personnage qui y soit employé (1). Ce que congnoissant, Monsieur le Comte Ludovic qui est icy, et que pour cest effect il n'y en falloit point de moindre que Monsieur de Besse, il a bien voulu pour le grand zelle qu'il a à l'avancement de la gloire de Dieu, et au restablissement de son service, principalement en la dite Eglise, Vous prier, comme il faict de ma part, le plus affectueusement que je puis, magnifiques Seigneurs, de luy vouloir prester pour quelque temps le dict sieur de Besse pour l'effect que dessus, et outre que les Seigneurs qui vous font ceste prière se sont si bien employés pour le maintien des Eglises, qu'ils méritent bien d'estre gratifiés en cest endroit, vous serez cause de la restauration d'une fort belle Eglise, qui aultrement ne peult attendre qu'une extrême désolation; ce que m'assurant que ne vous tourneroit à moindre regret et desplaisir qu'à nous, et que à ceste cause vous consentirez volontiers à la prière que nous vous en faisons, je ne m'estendray à vous en faire plus grande instance, mais pour la fin, après m'estre bien affectueusement recommandé à vos

(1) On peut lire dans l'*Hist. ecc.* de Th. de Bèze, t. III, l. XII, les tristes détails de la dissipation de l'Eglise d'Orange en 1562, pendant la première guerre civile.

bonnes graces, supplieray Dieu, magnifiques Seigneurs, qu'il vous donne saincte augmentation des siennes.

Vostre entièrement bon et bien affectionné amy

CHASTILLON.

De la Rochelle, ce 28^{me} jour de juin 1571.

(Arch. de Genève. Orig. Signat. autographe.)

VI.

AU ROI.

Démonstrations hostiles des Guises. — Ferme résolution de l'amiral de ne répondre à leurs provocations, et de tenir les promesses qu'il a faites au roi, pourvu que ce ne soit ni à sa honte, ni à sa défaveur. — Mission de Telligny à la cour. — Prière de lui donner congé bientôt, « comme à un nouveau ménager. »

Châtillon, 13 décembre 1571.

Sire, encores que j'ay respondu à Vostre Majesté, a la lettre qu'il luy a pleu m'escripre par le Sr de Roches son premier escuier, je ne lerré de faire mention en ceste cy du contenu en la dite lettre, et vous envoyer, Monsieur de Thelligny, mon fils, suyvant ce qu'il vous a pleu me mander, et ce que j'avois résolu de faire avant l'arrivée du dit Sr de Roches. Sire, Vostre Majesté sera donques advertie que tout s'en fault que je me soys esmeu pour les assemblées qu'ont faictes ceulx de Guize, que hors environ vint et cinq harqbusiers que j'ay mis pour la garde de ma porte, je n'ay point eu pour ung coup douze gentilhommes d'extraordinaire ; mais bien ay je adverti mes amys pour se tenir prests, comme je l'ay faict entendre à Vostre Majesté par le capitaine Antrichaux. Et n'eust esté, Sire, la promesse que j'avois faicte à Vostre Majesté, quand je partis de Blois, j'avois bien moien de relever de peine ceulx qui disoient qu'ils me venoyent assiéger en ma maison, et de faire la moitié du chemin au devant d'eulx, et si ne les eusse ny bravés ni menassés. Mais, Sire, je craincts tant de desplaire et desobéir à Vostre Majesté, et d'autre part je désire tant entretenir la paix et le repos en vostre royaume, que je scais luy estre tant nécessaire, que je préféreré toujours le

public et le service de Vostre Majesté à mon particulier, comme en peult rendre bon tesmoignage le langage que je luy en tins dernièrement à Blois, en présence de la royne vostre mère et de Monseigneur vostre frère, et lequel j'eusse faict difficulté de tenir de crainte qu'on n'eust imputé cela à quelque peur et timidité, n'eust esté que Dieu m'a faict ceste grace de me faire congnoistre entre les hommes.

Sire, Monsieur le Maréchal de Cossé a icy envoyé le Sr de Quincay suyvant ce qu'il vous avoit pleu luy mander, et m'a samblé qu'il estoit meilleur qu'il allast trouver Vostre Majesté laquelle je remercie très humblement du soing qu'elle a de moy et de ce qu'elle veust que je sois conservé par ses forces, lesquelles j'ayme et estime beaucoup plus que les miennes, car avecques cela je ne craindré gueres les aultres. Et si davanture, Sire, j'ay eu oppinion que l'assemblée et préparatifs que faisoient ceux de Guise estoient contre moy, il me semble que j'en avoys bonne occasion; veu les bruiets qu'eulx et leurs serviteurs faisoient courir, et la mauvaise vouldté que je scay qu'ils me portent, et si je trouvois lors bien estrange qu'ils osassent entreprendre telle chose, après leur avoir mandé ce que Vostre Majesté avoit faict pour (par) le Sr de Puiguillon, je le trouve encores davantage qu'ils se veillent opposer à vostre vouldté, s'esforçant de rompre le mariage de Madame vostre Seur, et ne scay, Sire, quelle aultre chose ils n'oseront entreprendre, s'ils s'attaquent à Vostre Majesté. Et pource que si j'en disois davantage, on pourroit dire que j'en parlerois comme partie ou par pation, j'ayme mieulx m'en taire, et supplier très humblement Vostre Majesté d'estre assurée que je ne donneray ny plaisir ny advantage à mes ennemys pour prendre les armes. Car si je le faicts, ce ne sera que par vostre commandement, et pour vous faire ung si bon service qu'ils en auront plus de desplaisir que de contantement; et puy, Sire, qu'il plaist à Vostre Majesté que je me contienne chez moy je le feré pour luy obeir, mais je la supply aussy très humblement que ce ne soit ny à ma honte ny à ma desfaveur, et faire différence entre ceulx qui font bien ou mal.

Sire, pour n'ennuyer point Vostre Majesté, j'ay prié Monsieur de Thelligny, mon fils, luy dire de bouche ce que je craindrois lui estre ennuyeulx par une trop longue lettre, et pour ce que je scay aussy qu'il a necessairement affaire chez soy comme ung nou-

veau mesnager (1), qu'il plaise à Vostre Majesté lui donner bien tost congé, et sur ce je priroy nostre Seigneur,

Sire, luy donner en très parfaicte santé, très heureuse et très longue vie.

Vostre très humble et très obeissant subject et serviteur

CHASTILLON.

De Chastillon, ce xiii^e de décembre 1571.

(Bibl. nat. Béthune, 8703, f^o 25. Autographe.)

VII.

AUX MINISTRES DE L'ÉGLISE DE ZURICH.

Satisfaction qu'il éprouve de l'accord établi entre les Eglises réformées de France et l'Eglise de Zurich. — Il se recommande à leurs prières. — Mélancoliques prévisions.

Châtillon, 13 janvier 1572.

Messieurs, ayant entendu l'accord de vostre Eglise avec la nostre (2), je ne puis que je ne m'en resjouisse avecques vous, congnoissant combien cela peult prouffiter à l'avancement de la gloire de Dieu, en laquelle m'assurant que vous estes fort zélés et affectionnés, je ne doute point que n'ayez bien bonne volonté de tenir à la conservation du dit accord; et néanmoins pour l'affection que nous y devons tous avoir, je ne laisseray vous en prier bien fort de ma part, et pareillement à l'alliance que j'entends que Sa Majesté veult faire dresser par delà, comme chose que vous pavez aussi penser qui peult revenir à ung grand bien pour toutes les Eglises réformées, eten général pour tous les gens de bien. Et si en recongnoissant, vous voyez que je puisse faire quelque chose pour vous, soit en général ou en particulier, assurez vous que je my employeray de très bon cueur, duquel me recommandant à vos

(1) Il avait épousé, le 26 mai précédent, à la Rochelle, Louise de Coligny.

(2) Cet accord était relatif à la question du sacrement de la Cène, tant controversée entre luthériens et réformés. Voir sur ce point délicat le bel ouvrage de notre collègue M. Ch. Waddington : *Ramus, sa vie, ses écrits et ses opinions*, p. 242, 245, ainsi que les lettres de Ramus à Bullinger, citées dans l'Appendice.

bonnes graces et prieres, je supplieray sur ce le Créateur vous continuer et augmenter, Messieurs, en santé les siennes.

Ce qui suit de la main de l'Amiral :

Je vous pry, Messieurs, que comme vous voyez que le Diable ne dort pas pour mal faire, que de vostre part aussy vous veillies pour rompre ses dessaincts et pratiques, et avoir mémoire de moy en vos bonnes prières

Vostre entièrement bon amy

CHASTILLON.

De Chastillon, ce 18^{me} de janvier 1572.

(Arch. de Zurich. Colloq. Gest. VI, 107. Originale.)

LISTE DE RÉFUGIÉS FRANÇAIS A LAUSANNE

DE JUIN 1547 A DÉCEMBRE 1574

. Laborde (Lausanne), 25 mai 1872.

Monsieur,

Ayant eu l'occasion de faire quelques recherches dans les archives de la ville de Lausanne, j'ai relevé les noms de plusieurs protestants français établis ou réfugiés dans cette ville pour cause de religion. Cette liste ne dépasse pas le XVI^e siècle, époque à laquelle se sont limitées mes recherches. Elle ne comprend que les personnes dont la provenance française est certaine; plusieurs personnes évidemment originaires de France ont été omises, parce que leur nationalité n'est pas indiquée. Les dates sont celles où la permission d'habiter est accordée par le Conseil de Lausanne et enregistrée dans ses manaux.

J'ai pensé que cette simple nomenclature, malgré sa sécheresse, pourrait offrir quelque intérêt aux lecteurs du *Bulletin*, dont quelques-uns retrouveront peut-être des noms de famille connus parmi ces obscures victimes de l'intolérance religieuse (1).

E. CHAVANNES.

1547, 7 juin. Claudius *Le Lièvre* de Lyverdon juxta Nansy (2)
(Nancy) olim canonicus.

(1) Notre correspondant ne s'est pas trompé. Dans la très-intéressante liste qu'il nous soumet, on remarquera le nombreux courant de réfugiés rentrant en France après la paix de Saint-Germain, l'illustre Ramus en tête! (*Réd.*)

(2) On a conservé l'orthographe des manuscrits du Conseil de Lausanne.

- Augustinus *Macluet* de Bourg-le-Duc.
- 1548, 19 juin. Guillaume *Germain* de Cahors.
- 1550, 3 juillet. Jehan *Goddyn* de Rhymy en Champagne.
- 1551, 15 janvier. Noble et vénérable Heustace *du Quesnoy*, natif de Lisle en Flandre, dyocèse de Tournay, docteur et lecteur en médecine.
- 1552, 14 janvier. Loys *Chabel* de Anonay, diocèse de Vienne.
- 1553-1554. Martin *Marra* de Carpentras.
 Paul *du Chasne* de Rains (Reims) en Champagne.
 Jehan *Davion* de Milluz, diocèse de Sens.
 Benoit *Villard* de Byones en Delphiné.
 Maistre Jehan *Budin* de la diocèse de Berris.
 Charles de *Brichanteaux*, appelé Monsieur de Saint Laurent.
 Noble Guillaulme *Prévoz* de Paris.
- 1555, 14 mars. Pierre *de Blairville*, de Chaulmont, libraire.
- 2 juillet. Clément *Cochot*, feseur d'arquebuttes de Saint-Etienne en forest (Forez).
- 27 août. Henry d'*Aulbe*, natif de Mets, bourgeois demeurant à Saint Nicolas du Port en Lorraine.
- 1557, 5 janvier. Bonaventure *Goulard* de Trois (Troyes) en Champagne.
- 13 avril. Claude *Sansonet*, de Saint Myel en Lorraine.
- 1558, 8 février. Pierre *Acton*, de Rossillion en Provence.
- 10 mars. Barthélemy *Graves*, de Caux en Carcy (Quercy), ministre en l'église de laz Rossinière en Gruyère.
- 3 mai. Maistre Johan *Bruslé*, licentié en droit, natif de Dôle, conseiller par cy-devant et advocatz à Metz.
- 5 juillet. François *Acton*, de Bauregard, mandement de Romans au pays du Daulphyné.
- 7 juillet. Etienne *Chamot*, de Metz en Lorraine.
- 19 juillet. Jehan *Planchese*, de Baulfort du pays d'Anjou.
- 7 oct. Noble Yves *Bergerin*, d'Aubigny, diocèse de Bourges, prévost de camp au Piedmont pour le Roy.
- 11 oct. Noble Claude de *Bourgeroules* (un autre registre

- dit : *Bordeveux*) de Lanye (Lagny) auprès de Paris.
- 1 nov. Domenge *Gave*, d'Espinoux en Lorraine.
- 1559, 7 sept. Noble Anthoine de *Saussure*, seigneur de Domp-martin en Lorraine.
- 30 oct. Pierre *Noé*, de S^t Mainen en Tertenois, bolen-gier.
- 1560, 12 sept. Maistre Vincent *Remond*, du Daulphiné.
- 31 oct. Mestre Glaude de la *Canissyère*, musicien, natif de Paris.
- Anne *Combe*, de Marmandes près de Bordeau.
- Estienne *Batereaux* du pays d'Angin?
- 1561, 7 avril. Blaise *Las Roschiz*, de Saint Myel en Lorrenne.
- Girard *Poirat*, de laz montagnye deys bo, dio-cèse de Belay, cordonnier.
- 6 oct. Jacques de *Loche* de Annissye.
- Léonard *Quérisson*, potier d'estain, du pays de Flandres.
- Jacques *Bris*, filz de Reymond Bris de la ville d'Uzès.
- 18 nov. Noble Sébastienne de *Veillie*, de Clérieux en Daulphiné, dyocese de Vienne, femme de Mestre Bartholomye *Caffer* professeur en esbreuz à Lausanne.
- 1562, 10 mars. Mestre Loys *Françoys*, tondeur, a prins congié pour soyt retirer en France, voyant le florisse-ment de l'évangile.
- 13 juillet. Guy *Droyn*, pelletier françoys.
- 13 oct. Pierre *Bernard*, de Molin en Borbonex.
- 1563, 19 avril. Messy Jerosme *Bolsec* docteur en medecine et sirurgien (recommandé par les baillis de Tho-non et d'Orbe). Il prend congé le 2 décembre.
- Claude *Cossonay*, près de Chalon en Champa-gnie.
- Benoit *Porret*, du pays de Forest (Forez).
- 10 juin. Anthoine de *Preghat*, natif d'Issoire en Auver-nie.
- 15 nov. Jehan *Dalichent*, de Joinville en Champagne.

- Jehan *Musy*, mynusier de Mont Tyraudel près de Joinville en Champagne.
- Maistre Pierre *Raymond*, de Provence.
- Denys *Mercier*, cordonier, de Vandosme.
- Anthoine *Viret*, d'Ennissie (Annecy) costellier.
- 30 nov. Anthoine *Rossignol*, escholier aveugle, natifz de Saint Flour en Auvernie.
- 1564, 20 nov. Etienne *Lanfrey*, apothicaire, natifz de la Coste Saint André en Daulphiné.
- 1565, 5 avril. Noble Anthoine de *Vexodes* prend congé pour retourner à Lyon, après avoir vécu 15 ans à Lausanne « jouxte laz réformation évangélique. »
- 13 sept. Geoffrey de *Froisyeulz* de Vallère en Daulphiné.
- 1566, 28 février. Nicolas *Saunier*, cousturier, de Ursinville, auprès de Vaudemont en Lorreine.
- 24 déc. Maistre Gilles *Joli*, natifz de Paris.
- 1567, 18 mars. François *Jaquemet*, fils de feu Amied Jaquemet, de Bauge, diocèse de Belley.
- 23 oct. (Collecte ordonnée par le Conseil pour les Français réfugiés).
- 18 déc. Charles de *Vandosme* jardinier.
- 1568, 6 janvier. Dominique *Jussens*, natifz de Lourques au diocèse d'Ast près Bayonne.
- 27 juillet. Jaques *Langlois*, autrefois ministre à Lausanne et maintenant à Lyon.
- François *Grilliet*, orfèvre, de Lyon ; aussi certain aultre escholier qui a des coffres de livres.
- Monseigneur de *Calde*, ainsi que certain ministre (voy. au 23 décembre).
- 28 juillet. (Arrêté d'écrire à nos tres redoubtés princes de Berne pour les informer de plusieurs seigneurs françois, tant de bonnes maisons que aultres, lesquieulx se viennent retirer à Lausanne, causant les grandes perséquutions que journellement, tant à Lion qu'en tout le royaume de France se font.
- 11 août. On reçoit mandement de Berne pour recevoir

humainement, gracieusement et chestienne-
ment les pources estrangers françois affligés
et persécutés pour laz parolle de Dieu, et
tant riches que povres de quelle qualité qu'il
soint, et aussi d'autres nations les recevoir bé-
nignement. Conclud d'observer le dit mande-
ment de nostre pouvoir.

- 24 août.** Johan François *Salluard*, ministre de Lyon avec sa femme.
Johan *Henry*, de Lyon, avec sa femme et deux enfans.
- 7 sept.** Pierre *Du Four*, de Bourgongne, faiseur de bon-
netz et couvreur de chapeaux.
Claude *Coursonnet*, de Chalons en Champagne.
- 19 sept.** Jehan *Gillet*, estranger françois.
- 23 sept.** Pierre *Guillion*, de Troyes en Champagne, patis-
sier.
- 6 oct.** Noble Anthoine de *Constance*, d'Aurenges
(Orange).
- 7 oct.** Maistre Robert *Prévost* dit Regnaud, de Gre-
noble.
- 11 oct.** Jehan *Durant*, libraire, de France.
Sire François *Busch* de Quiers en Piedmont qu'il
demeuroit à Lyon.
Jerome *Greppo*, de S^t Germain près de Gayette
(Gaëte) au roiaulme de Naples, marchand.
Michel *Forres*, de Marseille, serrurier et faiseur
d'arquebus.
Gratian *Yssorault*, de Marseille, mercier.
Monsieur maistre Pierre *Frize*, docteur es droict,
de S^t Anthoenne en Dauphiné.
- 19 oct.** Pierre *Manjat*, boulanger, de Chaalons en Cham-
paigne.
Nicolas *Colin*, drapier, de Chaalons en Cham-
paigne.
- 25 oct.** Monsieur Jaques *Massot* de Beaulne lieutenant
royal des cours de baillage et chancellerie
du dit Beaune au duché de Bourgongne.

- Jehan *Massot*, son frère, grénétier.
 Pierre *Massot* son fils avec la femme du dit Sr
 lieutenant et deux enfans.
- 28 oct. François de *Courselle*, d'Amian en Picardie avec
 aultres jeunes gentilhommes, présentés par
 M. Alexandre de Ribus chevalcheur et maistre
 de poste en ceste ville.
- 11 nov. Claude *Forneret*, marchand drapier de Baulne.
- 23 déc. Monsieur de *Carde*, homme de grande maison et
 madame sa femme fille du Conte de Tende,
 avec train de gentilhommes et damoiselle
 s'estant icy retiré à cause des pays envahis par
 les papistes au pays de Provence et Languedoc.
- 1569, 20 janvier. Philibert de *Jaulx*, escuyer, seigneur de Dracy
 au duché de Bourgongne, quitte Lausanne.
- 15 février. Esperit *Bernard*, de Carpentras au côté d'Avi-
 gnon, passementier.
- 1569, 22 février. François *Picard*, natifz de Grenoble, advocat de
 la cour de parlement du Daulphiné.
 Ennemont *Perrin* et François *Salvat*, ministres
 françoys, prennent congé.
- 23 mars. Le maistre d'hostel de Madame de *Carde* prend
 « honneste congie. »
- 14 avril. Maistre Philibert le *Banet*, auditeur du roy en sa
 chambre des comptes à Dijon, meurt.
 Maistre Jehan *Bellin*, advocat, de la ville de
 Beaulne.
- 10 mai. Jehan *Henry*, de Lyon et François *Ponthus* pren-
 nent congé.
- 24 mai. Monsieur *Massot* et maistre Jehan *Chira*, garde
 des registres et papiers de la chambre des
 comptes du roy à Dijon, prennent congé.
- 14 juin. François *Courtois*, orfèvre, de Picardie.
 Jehan *Cugnet*, escripvain, de Lyon, avec sa
 femme et sa fille.
 Ebrar *Degu*, de Montélimar, escripvain.
- 21 juin. Jehan *Poncet*, de Mascon, cordonnier, avec
 femme et enfant.

- 22 juin.** Monsieur Pierre de *Pillovier*, de Provence.
 Pierre *Fraymont*, de Digne, du dict Provence.
 Claude *Darmis*, du dict lieu.
- 5 juillet.** Jehan *Compaignon*, natifz de Modigny en l'archevesché de Reins-les-Champagne.
- 26 juillet.** François de *Corselles* ayant charge et gouvernement de Anne du *Broulat*, baron de Montjay, Samuel du *Broulat*, Charles d'*Anthonis*, Camille de la *Haye* et François *Coignet* tous petitiz gentilzhommes françoys.
 Maistres Pierre *Mercatel*, Jehan de *Campdonnert* et Anthoenne *Clément*, ministres de la parolle de Dieu.
 Jehan *Robineau*, chirurgien juré, de Lyon.
 Gabriel *Ribaltas*, escolier estudiant en la faculté de théologie.
 Julien *Perier*, chantre de Lyon, avec 18 escoliers qui sont soubz sa charge, avec le pédagogue.
 Jehan *Gravier*, pouvre homme, mercier, fugitifz de la religion.
- 2 août.** Jehan *Puget*, advocat du roy, à Aix en Provence.
 Monsieur François *Guérin*, lieutenant du roy.
 Monsieur Lazardin de *Auria*, escuyer et eschevin de Marseille.
 Claude de *Fornerel*, de Picardie.
 Monsieur Christofle *Godon*, advocat, de Lyon.
 Jehan et Frederich de *Guent*, du pays de Gueldres.
 Jehan de *Vuyberc* et Guillaume de Hucquelon du dict pays.
 Lyonnard *Merault*, marchand, de Lyon.
 Estienne *Perrinet*, marchand de Roman, et joueur d'instruments et musicien.
 Robert *Resselin*, de Lyon.
- 1569, 12 août.** Pernis en charité chrestienne et hospitalité à plusieurs estrangiers de France, déchassés pour la parolle de Dieu, habiter en ceste ville...
 quels sont cy après nommés :

- François *Lendaz*, sa femme, une servante.
 Arnould de *la Comme*, sa femme, sa fille.
 Jehan *Falliat*. Jehan *Gachet*. André *Faiole*.
 Anthoenne *Fournet*. Jaque de *Bulstrat*, sa femme et une servante. Les S^{rs} Anthoenne *Charneria*, Etienne de *Nemanse*, Symon *Sagert*, Benoict *Tronchet*, avec leurs femmes, enfans et chambrières. Loys *Claquemin*, sa femme, deux enfans, une nourrice, deux servantes. Jehan *du Tour* et sa femme. François *Guillers*, sa belle-mère, sa femme, deux enfans, une servante. Adam *Boybast*, sa femme, sa fillie. Estienne *Archambault*, sa femme, son frère et ung enfant. Baptiste de *Morta*, genevoys. Venance *Bartholame* et ung serviteur. Jaques *Blachon*, sa femme, ung enfant. Pierre *Ribault*, sa femme et ung serviteur. Jehan *Michaille*, sa femme, trois filz, une fillie. Bartholomé *Jeoffrette*, son gendre, 4 enfans, une chambrière. Jaques *Darbily*, sa femme. Noble Pierre *Trufel*, S^r de la Ruyère et N. Claude *Trufel*, son frère et ung serviteur. Jehan *Magueron*, sa femme, une servante, ung filz. Pierre *Dumex*, son frère, deux femmes, ung filz, la cousine dudit *Demex*. Loys *Guérin*. Jehan *Fordet*. Nicolas *Seguin*, sa femme. Noble Claude *Frisepain*, S^r de la Gojonnière, ung serviteur. François *Quillard*. Spectable. Anthouenne *Barnaud*, avocat. Pierre *Pievre*, sa femme, 3 fillies, une servante.
- 1569, 18 août. Philibert *Gauthier* et sa famille, de S^t Trinis en Bresse, demeurant à Chalon.
- 30 août. S^r Charles *Diodalte*, de Luques.
 Philibert *Reynaud*, de Clugny, juge du dict lieu.
 Thomas *Buret* ? de Paris, ministre.
 Jehan *Thévenin*, ministre de S^t Dizier d'auprès de Trois (Troyes).
 Lautens *Labeu*, ministre, sans famille.

- Pierre *Runis*, de Gisors en Normandie, nepveurs de M^e Jaques Langloys.
- Catherine de S^t *Aubin*, de Troye.
- 8 sept. Claude *Bazin*, officier du roy, Léon *Gaffert* marchand drappier; Denys *Leve*, de Troye; Marye, femme de Estienne *Margin*, de Troye; Michel *Fonbonne*, de Lyon, mercier; Ysaac *Cojon*, cousturier; Jehan *Froment*, de Lyon, mercier; Jehan *Dussin*, de Lyon, velutier, Laurent *Cellier*, de Lyon, ayans aulcungs deulx des femmes enceintes.
- 16 sept. Spectable André *Pena*, conseiller à Aix en Provence.
- Zacharie le *Masson*, sa femme et ses enfans, de Paris, ayant esté employé au ministère.
- Estienne *Rose*, de Lyon, mercier, sa femme; Fleurie *Mutin* sa belle-mère et sa fille Jehanne *Musnier* d'Orléans.
- 29 sept. Monsieur *Rebut* (ou *Revut*) et Monsieur Symbert *Regnaud*, advocatz, estaîns de Daulphiné.
- 1 déc. Jehan *Lardenois*, de Mons en Hainault en Flandres, orfèvre.
- 6 déc. Maistre François de *Courcelles*, françoys, ayant en garde certains petitz gentilhommes françoys, prend congé.
- 15 déc. Monsieur Lazardin de *Auria*, de Marseille et Monsieur l'advocat du roy à Aix en Provence, prennent congé.
- 22 déc. Monsieur de la *Rivière* et Monsieur de *Pise* prennent congé.
- 1570, 16 may. Pierre *Pélisson*, ayant esté officier du roy.
- 25 août. Monsieur *Prévoist*; maistre Jehan *Chira*, garde de la chambre des comptes; maistre Balthazar *Charnuaut*; monsieur maistre Jehan *Le Belin*, advocat du roy, maistre Philibert *Gauthier*, Claude *Groselier*, Barthélemy *Navetier*, Aymé *Doyn* prennent congé.
- 31 août. Monsieur Juvenal *Vacher* de Daulphiné, et plu-

sieurs aultres du Daulphiné estans venus en ceste ville, et permis par charité y habiter à cause des troubles de France, et pour ce qu'à présent Dieu leur a permis la paix en France, désirans eulx retirer, prennent congïé.

1570, 5 sept.

Plusieurs seigneurs de France se sont présentés... pour autant ilz ont entendu publication de la paix avoir esté partout en France faicte, se veuillans retirer en leurs maisons; Prenans, causant ce, congïe. Desquels sont icy escriptz : assavoir

Monsieur maistre Pierre de *la Ramée*, lecteur du roy à Paris, appellé monsieur Ramus.

Monsieur maistre François *Moissonnier*, advocat, de Mascon.

Jaques *Pellisson*, de Laval en Bretagne.

Anthoine *Rambert*, de Cusset en Bourbonnois.

Jaques *Dormeaulez* d'Amboise en Touraine.

Clément *Gauthier*, marchand et bourgeois de Lyon.

Alexandre *Gossier*, de Picardie.

Paul du *Bousquet*, eschollier, de Bagnolz en Languedoc.

Monsieur Jehan *Massot*, grenetier, de Baune.

Monsieur maistre Jaques *Massot*, lieutenant général du dict lieu.

Pierre *Massot*, filz du dict Sr grenetier.

Olivier *Dagoneau*, receveur du royen Masconnoys.

Josept *Niguevard*, de Chalon.

Monsieur Maistre Nicolas *Dines* ministre de la parolle de Dieu au dict Chalon, ayant esté régent de la 1^{re} classe du colliège de ceste ville.

Noble Anthoenne *Viro*t, seigneur de Failly.

Aldenago *Legoux*, du dict Beaune; Anthoine *Fournel*; Jehan *Fournel*; André *Melinn* et Gilbert *Mengrifz*, escolliers escossois; monsieur *Saygert*, de Troye en Champaigne.

- 12 sept. Les suivans prennent encore congé :
 Monsieur Honoré, seigneur de *Castellar*, conseiller du roy en la cour de parlement de Provence.
 Monsieur Anthoenne *Barnoud*, avocat de Lyon,
 Jehan *Pouchon*, marchand, de Lyon.
 Simphorien *Pouchon*, chaussetier.
Barrin, marchan, de Beaurepaire.
 Ferrier *Ferin*, de Romans en Daulphiné, cor-
 doannier.
 Claude *Ganière*, de Grenoble, chaussetier.
 1570, 12 sept. Amyod *Carquay*, chaussetier, de Grenoble.
 Monsieur Hugues *Solier*, docteur médecin,
 citoien de Grenoble.
 Gilles *Solier*, son nepveu.
 Monsieur Jaques *Faure*, docteur médecin de
 Vallence.
 Guillaume de *Saint-Ferriol*, natifz de Roignac,
 en Daulphiné, ministre.
 André *Fayole*, docteur en droictz, de Crest en
 Daulphiné.
 Ennemont de Charbonneau, escuier, de Cha-
 breul ? près Valence en Daulphiné.
 Maistre Claude *Bosyn*, receveur pour le roy à
 Troye.
 Léon *Caffey*, marchand, du dict Troys, ont tous
 prins congié.
 5 oct. Claude du *Bays* dict Daulbenas, marchand, de
 Grenoble, prend congé.
 17 oct. Noble François *Pisard*, docteur en droitz, advo-
 cat de la court de parlement de Daulphiné,
 séant à Grenoble, prend congé.
 9 nov. Monsieur *Chassagnie*, ministre à Troye, estant
 de Monistrol en Vellée (Velay ?) prend congé.
 13 nov. *Emard*, peletier, du Daulphiné, permis d'habiter.
 1571, 15 janvier. Pierre *Mangeard*, de Vitry en Parthois.
 Jean *Garnier*, cousturier, du lieu appellé du
 Beul en Terre neufzve, près de Nice.

- 30 janvier. Monsieur Estienne *Mermier*, de Orjellet de la conté de Bourgongne, ministre.
- 8 mars. Jehan *Penon*, de Maulx en Brie, tisseur de sarges.
- 12 avril. Gervais *de la Cour*, natifz de Soissons en Picardie.
- 17 avril. Jehan *Gentil*, orfèvre, de Moson sus Meuse, frontière de Champagne.
- 24 avril. Mathurin du *Treuil*, de Dijon, prend congé.
- 30 avril. Jehan *Lardenois*, de Mons en Haynault, orfèvre. Paul *Duchesne*, de Retelle, près Champagne. Anthoine *Larmandes*, marchand drapier, de Viviers en Vivarès.
- 30 août. Daniel *Mayeur*, de Besançon, contrepointier, prend congé.
- 11 oct. Nicolas *Goneret*, françoys de nation, prend congé.
- 20 nov. Monsieur Jaques *Aulbert*, vandomois, docteur médecin.
- 1572, 6 mai. François *Cortois*, de Picardie, et Nicolas *de Brie* prennent congé.
- 16 sept. Maistre Honoré *de Collombie*, ministre, de France.
- 14 oct. Pernôt *Moussot* et Estienne *Odot*, natifz de Besançon.
- 1572, 16 oct. Sire François *Roy* façonnier de drap, françois. Mathurin du *Trueil*, quinquallier, filz de Jehan de Trueil, de Grenade près de Toulouse. Claude *Gerruyer*, pelletier, françois.
- 31 oct. Paul du *Chesne* natifz de Baulmont de la conté du prince Portien, diocèze de Reins en Champagne au Royaulme de France, filz de Jehan du Chesne ayant esté jadis receu bourgeois et s'étant absenté longtemps est de nouveau reçu bourgeois.
- Girard *Colin*, libraire, natifz de Dijon, filz de feu Jehan Colin.
- Simon *le Clerc*, de Chaalons en Champagne, orfèvre.
- Spectable Pierre *Nostey*, disant avoir esté ministre du Chasteau Garnier.

- Jehan *Poplier*, esguilliettier, de Rems en Champagne.
- Paul *Borillon* et Mathurin *Javelle*, de Vitry en Parthois, merciers et quinquailliers.
- 7 nov. Hugues *Badevol*, marchand de mercerie, Hilaire de *Quinches*, marchand de drap, Nicolas *Sivilion*, cordoannier, tous trois de Bezanson à cause des persecutions pour l'évangile.
- 20 nov. Jaques *Fasquoy*, cordoannier, de Bar le duc en Lorraine.
- Pierre *Maistre d'hôtel*, de Besanczon.
- Pierre du *Jorat*, de Besanczon.
- 1573, 15 janvier. Spectable Jehan *Tellusson*, ministre, ci-devant de Lyon.
- Honn. Marcial *Rubet*, marchand, de Tours.
- 19 janvier. Nicolas *Ramel*, régent au collège de Lausanne, natif de Mugnaulx, paroisse de Plancherine qu'est de la paroisse de Verrens, en la conté de Tournon, en Savoye.
- Spectable et docte messr Estienne *Mermyer*, docteur, natifz d'Orgelet, en la Franche conté de Bourgongne.
- Fussien *Lesieur*, cousturier, natifz de Saint-Quentin en Picardie.
- 20 janvier. Damoiselle Janne de *Bonacre* s'étant retirée à cause des massacres de France.
- Mathieu *Petit*, de Nantes en Bretagne, mercier.
- 22 janvier. Maistre Jehan *Ricaud* dict Londres, de Dines en Provence, cy devant ministre de l'Eglise de Lyon.
- 27 janvier. Noble Loys *Silve*, seigneur de Fiancés de Livron en Daulphiné, et sires Balthazar *Saulgin*, marchand, de Montelymart et Mathurin *Maridal*, marchand, de Romans.
- 1573, 17 mars. Michel *Noir*, d'Anbignye en Berry et Estienne de *Faulx*, natifz de Merry, tous deux ministres.
- 20 avril. Germain *Le Billiat*, mercier, natifz de Soulangue près Noyers en la duché de Bourgongne.

- 4 juin. Merault *Lambert*, de Vienne, changeur.
Philibert de *Montbarban*, de Grenoble, pelletier.
- 9 juin. Octellin *Donay*, gentilhomme, de Bernay en Nivernois.
Jaques Guilliot, de Romans, en Daulphiné.
- 16 juillet. Pierre *Pieuvre*, marchand, de Lyon.
- 20 août. Noble Anthouenne *Virot*, seigneur de Tailly en Bourgongne.
- 25 août. Nicolas de *Moyson*, de Chaumont, faiseur de drap, ayant sa femme et ung enfant.
- 27 août. Pierre *Munyer*, de Victry, pelutier.
- 10 sept. Claude *Angey*, de Saint Florentin, diocèse de Sens, au pays de France.
Anthoyne *Valter*, de Lindressy, bolangier.
Nicolas *Combas*, de Provence.
- 13 oct. Simon *Girard*, natifz de Bourges, licentié es loix.
- 9 nov. Nicolas *Sivilliat*, de Lissieu, pres Besanczon, cordoannier.
Droin *Riguet*, de Metz en Lorraine, cordoannier.
Paul *Boquillion*, d'Amiens, boulangier.
- 1574, 11 janvier. Les françoys et estrangiers s'estant par deça retirés à cause des massacres et persécutions pour la religion chrestienne, sont supportés par permission d'habitation en la ville jusqu'à pasques, ceux seront bienvenans sans composition.
- 25 février. Bernardin *Tronchet*, de Mascon, ayant sa femme et ung grand filz, cordoannier et affeyteur.
- 15 avril. Guillermette *Charle*, de Corbeil près Paris, ayantz deux petitz enfans.
- 20 avril. Aymé *Menestrey*, de Grenoble, cordoannier.
- 3 may. Monsieur *Pollier*, secrétaire du roy.
Monsieur *Pellisson*.
Estienne *Falconnet*, armurier.
Claude *Moreau*, de Nevers, mareschal.

- Honn. Jehan du *Moulin*, de Lyon, jadis contre-rolleur.
 Jacques *Guilliot*, marchand, de Romans.
 Léonard *Roux*, de Lyon.
 Aymé *Joly*, cousturier, de Dijon.
 Pierre *Aljoran*, changeur, de Bezancson.
Archambaud, de Montélimar.
 Claude *Aubery*, vinaigrier.
 Perrenot *Moussot*, dit Pontot, pelletier et ferratier, natif de Bezancson.
- 4 mai. Spectable Anthoenne *Duc*, piedmontois, ministre.
 Marie *Breulard*, de Saulieu auprès de Troye.
 Bartholomie de *Jaufz*, mercière, de Marseille.
 Guillaume *Bedellot*, de Montagnie près de Liège, corroyeur.
 François *Orlandin*, de Lyon.
 Estienne *Oddot*, de Besanczon, orfèvre.
 Jaques *Tasquoy*, de Nancy, cordoannier.
 Jehan *Garny*, cousturier de (illisible).
 Anthoenne *Vuatel*, de Cursychasteau en Picardie, boulengier.
 Oddo *Constancy*, de Faye près de Langres.
 Pierre *Jehan*, de Lyon, jadis prévost du dict lieu.
 Franciscus Moscherinus, italien de es terres de Venize cy-devant imprimeur à Mylan, sans composition, pour avoir souffert à cause de la religion et Paul Emile *Citrolinus* son gendre.
 Claude *Malley*, de Dijon, marchand drappier.
 Bernardin *Truchet*, de Mascon, cordoannier et Rebecca sa fille.
 Pierre *Robin*, de Mioncie.
- 13 mai. Jehan de *Geoffreys*, de Marseille, ayant femme et une petite fillie.
- 24 juin. Mons^r Claude de *Pleys*, de Tours, cy devant mayre audict lieu.
- 15 juillet. Claude *Gillesquint*, de Sourcy en Lorrenne.
 Humbert *Cognon*, de Fresne en Voelle pelletier.

- 15 nov. Pierre Costeau, de Bourg en Bresse, feseur d'arbalestes.
 9 déc. Pierre Canet, bourgeois de Paris, meurt.
-

MÉLANGES

Les deux pièces suivantes communiquées par M. Jules Chavannes, et retrouvées par lui parmi des papiers de famille du siècle dernier, correspondent-elles à une situation fictive ou réelle? Le *Mercure*, cité par Haag (*France protestante*), nous apprend que M. d'Arbaud, gentilhomme nimois et membre de l'académie d'Arles, abjura le protestantisme en 1684, au grand applaudissement de la cour et de la province. Sa femme se montra plus constante, et pour se dérober aux obsessions dont elle était l'objet, elle prit un parti extrême, et s'enfuit avec ses enfants en Suisse, à l'exception de sa fille aînée qui abjura solennellement l'hérésie entre les mains de l'archevêque d'Arles. Un tel événement ne pouvait s'accomplir sans émouvoir les esprits, et sans donner naissance à des controverses locales où la conduite de Madame d'Arbaud était diversement jugée. L'épître en vers des deux époux, œuvre de quelque bel esprit du temps, n'en est pas moins digne d'attention, et nous n'hésitons pas à la reproduire ici, comme spécimen d'une de ces douloureuses situations qui devaient se renouveler trop souvent dans l'histoire des familles après la révocation de l'Edit de Nantes.

ÉLÉGIE.

A MADAME D'ARBAUD.

Que vous avais-je fait pour me vouloir quitter?
 Quand de votre amitié je me sentais flatter,
 Qui vous a pu donner un conseil si barbare?
 Est-ce bien pour toujours que le sort nous sépare?
 Et malgré le sujet qui fait notre malheur,
 Pouvez-vous d'un œil sec penser à ma douleur?
 Non, quelque fermeté que vous fassiez paraître,
 L'esprit ne peut toujours du cœur demeurer maître,
 Et quelque passion qui nous pousse aux erreurs,

La nature s'éveille et reprend ses ardeurs.
Fuyez de lieux en lieux, parcourez les campagnes,
Traversez les coteaux, gravissez les montagnes,
Passez, si vous voulez, jusqu'aux pays glacés,
La nature dira quelque jour : « C'est assez. »
En vain votre dépit, ou plutôt votre haine,
Rend votre âme aujourd'hui dure et presque inhumaine,
En vain vous êtes sourde à mes tristes accents;
Abandonnez mes biens, enlevez mes enfants,
Et d'un zèle indiscret exécutant la rage,
Vous flattez de passer pour femme de courage.
Le temps vous fera voir qu'on n'est pas sans retour,
Et que d'un désespoir l'on revient quelque jour.
Contre l'ordre du ciel quelle est la créature
Qui, comme vous, s'échappe et s'expose au murmure ?
Contre les lois de Dieu faut-il se déclarer ?
Ce qu'il a résolu doit-il pas arriver ?
Si, malgré nos malheurs, si, malgré la tempête,
Un cheveu ne saurait tomber de notre tête
Sans qu'il l'ait ordonné, sans son consentement,
De quel droit pouvez-vous blâmer son jugement ?
De quel droit pouvez-vous, sans être criminelle,
Mépriser ses décrets quand sa grâce m'appelle,
Et qui vous a donné ce grand discernement
Pour voir si c'est lumière ou bien aveuglement
Qui vous fait condamner tous mes sacrés mystères ?
Mon culte n'est-il pas le culte de mes pères ?
Voyez ces bâtiments superbement construits,
Ceux qui restent et ceux que la guerre a détruits;
Ces temples vous diront par leur muet silence
Que nous n'avions pour lors qu'une même croyance,
Qu'une foi, qu'une loi, et que pour prier Dieu
Les peuples en concours allaient au même lieu.
Une profonde paix régnait dans son Eglise;
Elle ne voyait point ce qui la scandalise.
Le schisme, le désordre et l'animosité
Ne venaient point troubler cette sainte cité.
On a beau raisonner sur toutes ces matières;

Ceux à qui Dieu n'a point accordé ses lumières,
 Ceux à qui Dieu n'a pas encor touché le cœur,
 Comme vous sont à plaindre et plongés dans l'erreur.
 Mais pour qu'il vous éclaire et vous donne ses grâces,
 Revenez à vous-même et craignez ses menaces;
 Craignez les châtimens d'un Dieu trop irrité,
 Lorsque vous abusez de toute sa bonté.
 D'un mari malheureux hâtez les funérailles,
 D'un père infortuné déchirez les entrailles,
 Précipitez ma mort et terminez mes jours,
 Attendez sur ma vie et rompez-en le cours,
 Et sans avoir horreur d'un départ si funeste,
 N'examinez plus rien, faites ce qu'il vous reste
 Pour achever de perdre un homme désolé.
 Puisqu'à votre rigueur vous m'avez immolé,
 Les remords qui viendront remplir votre mémoire,
 Du plus tragique sort que peut marquer l'histoire,
 Ces remords dans mes maux pourront me soulager;
 Au fond de votre cœur ils sauront me venger.
 Ils vous diront, hélas! ce que je ne puis dire,
 Qu'on ne peut exprimer, lorsque le cœur soupire;
 Une vive douleur, un grand accablement,
 N'est pas un simple essor d'un premier mouvement,
 Et votre procédé que tout le monde blâme,
 D'un reproche éternel affligera mon âme.
 On verra votre trouble et rougir votre front
 De l'extrême regret d'un si sensible affront,
 Puisque, pour soutenir l'ardeur qui vous anime,
 Votre fuite n'a point d'excuse légitime.

RÉPONSE

DE MADAME D'ARBAUD

A SON MARI.

Pouvez-vous ignorer le sujet de ma fuite ?
 Malgré notre tendresse, il est vrai, je vous quitte :

Mais puis-je faire mieux que de vous imiter ?
Vous quittiez le Sauveur, je devais vous quitter.
Ce n'est pas qu'entre nous la chose soit égale ;
Infidèle à Jésus, pour une déloyale,
Vous suivez un objet qui vous fera périr :
Moi, pour suivre un Epoux qu'on ne peut trop chérir,
Qui me promet pour dot une vie éternelle,
N'ai-je pas droit, d'Arbaud, de vous être infidèle ?
Vous pouviez avec moi le suivre comme moi ;
Mais pouvais-je, sans Lui, vivre sous votre loi ?
Appelez mon départ dureté, barbarie,
Rage, zèle indiscret, désespoir ou manie ;
Dites que de l'hymen j'ai brisé les liens,
Enlevé vos enfants, abandonné vos biens,
Dans le ressentiment d'une si grande injure,
Prenez-vous-en au sort, insultez la nature,
Flattez-vous qu'elle peut inspirer du retour,
Et que mon cœur enfin pourra changer un jour ;
Pour détourner mes yeux vers l'infâme Sodome,
Séduisez, s'il se peut, ce cœur d'un vain fantôme,
Vos reproches sanglants ne m'ébranleront pas,
Et d'un si vain espoir je ferai peu de cas.
Non que sur vos regrets mon âme soit tranquille,
Puis-je voir, du port même où je trouve un asile,
Mon époux exposé dans le dernier malheur,
Sans en avoir le cœur pénétré de douleur ?
Quand vous fîtes, hélas ! ce funeste naufrage,
Je me mis, je l'avoue, à couvert de l'orage ;
Mais qu'il m'en coûta cher ! Mon triste cœur, depuis,
N'a cessé de flotter dans la mer des ennuis.
Je sauvai mes enfants de ce désastre extrême,
Mais je ne sauvai pas la moitié de moi-même.
N'en pussé-je accuser que l'absence et la mort,
Je pourrais supporter un si tragique sort ;
Mais quand j'aurais franchi mille et mille montagnes,
Quand j'aurais entre nous mis toutes ces campagnes
Qu'on voit l'astre du jour, par son rapide cours,
Parcourir sans relâche et les nuits et les jours,

Ce trajet n'est qu'un point lorsque je le compare
 A l'espace infini, d'Arbaud, qui nous sépare.
 Nous sommes condamnés à d'éternels adieux,
 Sans que j'ose espérer de vous revoir aux cieux.
 O douleur ! Mais en vain je m'échappe au murmure.
 C'est trop, grand Dieu ! c'est trop donner à la nature ;
 Je m'abats devant Toi, j'adore tes décrets,
 L'ingrat dont je me plains ne vaut pas mes regrets.
 Si Dieu le hait, mon cœur doit le haïr de même,
 Et malgré son penchant n'aimer que ceux qu'il aime.
 Ne m'accusez donc plus de combattre ses lois,
 Je subis ses arrêts, j'obéis à sa voix :
 C'est elle qui m'a dit : « Sors de la Babylone
 Dont l'empire s'étend sur le Tibre et la Saône ;
 N'écoute ni le sang, ni l'éclat des faux biens,
 Et romps sans murmurer ces malheureux liens.
 C'est moi qui suis ton bien, c'est moi qui te fais vivre ;
 Si tu veux être heureuse, il faut, il faut me suivre,
 Et sans craindre la mort, l'exil, la pauvreté,
 Marcher d'un ferme pas droit à l'éternité. »
 A ces commandements me montré-je rebelle ?
 Quitter tout pour Jésus, est-ce être criminelle ?
 Lui qui lit dans les cœurs sera juge entre nous.
 Quel de nous deux se rend l'objet de son courroux,
 Quel de nous deux l'adore avec un cœur sincère,
 Quel d'un cœur pur et net s'efforce de lui plaire,
 Quel de nous deux, enfin, est dans l'aveuglement,
 Et quel de son Esprit a le discernement ?
 Criez comme les Juifs jusqu'à trois fois : « Le Temple ! »
 Que faites-vous que suivre un malheureux exemple.
 En vain comme eux encor vous tirez vanité
 De votre ridicule et fausse antiquité.
 Nos pères, il est vrai, célébraient les mystères
 Du vrai culte divin ; mais savez-vous quels pères ?
 Ce ne furent pas ceux par qui ces bâtiments
 Devinrent de Baal les pompeux monuments,
 Dont les sacrés autels par un culte frivole
 Devinrent des autels dévoués à l'idole.

Ces peuples en concours allaient au même lieu,
Mais adorer pour Dieu ce qui n'était point Dieu.
Ils jouissaient vraiment d'une ombre de bonace,
Mais Dieu de leurs erreurs tolérait l'efficace;
Malheureuse unité, triste et funeste accord,
Qui les précipitait dans l'éternelle mort.
Mais remontez plus haut, vers des sources plus pures,
Vous y découvrirez des vérités plus sûres :
Vous ne trouverez pas ce calme dangereux,
Aveugle préjugé de vos cultes affreux.
De notre grand Jésus la nacelle flottante
Des secousses des vents ne fut jamais exempte.
La tourmente, en tout temps, est son tragique sort,
Jusques à ce qu'au ciel elle ait trouvé le port.
Et si parfois le calme a régné dans l'Eglise,
Si l'on a vu cesser ce qui la scandalise,
C'est lorsque l'antechrist, l'enfer et ses suppôts
Ont donné quelque trêve à ses rudes travaux.
Au sein de son Epoux, cette épouse paisible
Reposerait toujours si la haine terrible
De ses fiers ennemis, lassés de son bonheur,
N'y venait déployer le carnage et l'horreur.
Mais lorsque nous goûtions cette paix salubre
A l'abri des édits, que nous n'avions la guerre
Qu'avec les ennemis de notre auguste Roi,
Que ses justes désirs nous tenaient lieu de loi,
Nous sommes devenus les funestes victimes
D'une fureur barbare. Eh quels sont donc nos crimes?
C'est d'avoir préféré les lois d'un Dieu jaloux
Aux sacrilèges lois d'un mortel comme nous.
Jamais avec tant d'art les tyrans en furie
Ne joignirent la rage avec la perfidie;
Les fers, les feux, la mort, les plus terribles maux
N'ont pas assez d'horreurs au gré de nos bourreaux.
Epargne-toi, ma muse, un détail si tragique;
Notre misère, hélas! n'est-elle pas publique?
Quels peuples aujourd'hui n'en sont importunés?
Jusqu'aux plus endurcis, tous en sont étonnés.

Mais de schisme et d'erreur supposez-nous coupables,
Quels sont plus criminels, quels sont plus détestables,
Des timides agneaux patients et soumis,
Ou des loups ravissants, leurs cruels ennemis?
Je le suppose encor, ces brebis sont malsaines;
Faut-il pour les guérir les accabler de peines?
N'en frémissiez-vous point? Bon Dieu! quels médecins!
Des loups envenimés, des dragons inhumains!
O triste aveuglement! O honte de la France!
Nous sommes ces agneaux, mais remplis d'innocence.
Dans ce troupeau de loups de leur sang altérés,
Ouvrez les yeux, voyez l'Eglise où vous entrez.
J'en fais juge vos sens, faute d'autres lumières,
Pour vous rendre éclairé sur toutes ces matières.
Mais un nuage épais vient d'aveugler vos yeux;
Ils ne peuvent plus voir la lumière des cieux.
D'un Dieu trop irrité le courroux se déploie;
D'un esprit abuseur vous devenez la proie.
La croix vous a fait peur; une ombre de repos
A ce divin Sauveur vous fit tourner le dos.
C'est toute la douleur dont mon âme est atteinte.
En vain d'autres remords vous m'inspirez la crainte;
Dans ce tranquille port je savoure à longs traits
Les avant-goûts exquis de la céleste paix.
Ici, loin des dragons, à l'abri de leur rage,
Nous rendons à Dieu seul un souverain hommage.
L'on ne nous y fait pas des procès criminels,
Lorsque nous l'adorons au pied de ses autels.
Pour célébrer son nom tous les peuples s'unissent;
De nos hymnes sacrés tous les airs retentissent,
Les temples, les maisons, et la ville et les champs.
De criminels arrêts n'y troublent pas nos chants.
Avec tant d'abondance, et d'amour et de grâces,
Pauvres gens aveuglés, craindrais-je vos menaces?
Si, d'un culte aussi pur le ciel est irrité,
Idolâtres profès qu'aurez-vous mérité?
Ne m'imputez donc plus, cruel, votre misère;
Vous seul, vous attirez la divine colère.

Plutôt revenez-en ; implorez le secours
D'un Dieu plein de douceur et qui revient toujours.
Ah ! si vous recherchiez en lui le seul remède
A vos soucis pressants, au mal qui vous possède,
Mon triste éloignement, celui de vos enfants,
Ne vous causeraient plus des ennuis si cuisants.
Loin de plus m'accuser d'une injustice extrême,
Vous loueriez ce grand Dieu qui me garde et qui m'aime ;
Vous enviriez mon sort, et pour le partager,
Vous ne connaîtriez rien qui soit à ménager.

CORRESPONDANCE

LA BIBLIOTHÈQUE DU PASTEUR DE BRUNES

A Monsieur le Directeur du BULLETIN.

Cher Monsieur,

Vous m'accorderez bien, j'en suis sûr, une petite place à l'occasion de l'intéressante communication de M. Puyroche sur la bibliothèque et la personne du pasteur de Brunes. J'ai entre les mains un inventaire, soit catalogue, de ladite bibliothèque, pareil à celui qu'on a conservé à Lyon, et de plus quelques pièces y relatives, telles que l'acte de la vente faite aux anciens de l'Eglise réformée et les quittances constatant le payement opéré par ces derniers, et je m'étais proposé de vous adresser une analyse de ces documents. J'ai été devancé par M. Puyroche, et il y a lieu d'en féliciter vos lecteurs ; aussi me serais-je abstenu de vous entretenir de nouveau de ce sujet, si je n'avais pas un petit nombre de renseignements propres à être ajoutés à ceux que vous venez de publier.

Et d'abord, quant au possesseur de l'importante collection de livres dont il s'agit, on peut noter que Jean de Brunes, dont la courte carrière s'est terminée à Lyon en 1603 (et non en 1604), était fils d'un honorable marchand, bourgeois de Genève, nommé Claude de Brunes, et de Marie, née Dorieux. Il avait un frère, Jérémie, marchand comme son père, qui dut intervenir dans la vente de la bibliothèque, au nom de la mère veuve, désignée comme héritière universelle du fils défunt.

L'acte de vente de la bibliothèque, stipulé le 28 janvier 1604 par Benoît Corſan, « notaire, tabellion royal et gardenotes héréditaire, citoyen de Lyon, » présente comme « acheteurs, » au nom de l'Eglise réformée de Lyon, les anciens Barthélemy Vincent, Jean Vymart, Bernardin Stoppa, Jean-Antoine Huguetan, et Jean Graz. Le prix d'estimation porté sur l'inventaire, et s'élevant à 413 livres, 2 sols, 3 deniers, fut, contrairement à ce qui se passe d'ordinaire en pareil cas, jugé trop minime par les parties contractantes, et la vente fut faite au prix de 640 livres tournois, dont 40 avaient été déjà livrées par les anciens pour le compte de l'hoirie de spectacle feu Jean de Brunes. Un solde de 600 livres restait dû par les acquéreurs, et fut payé au bout d'une année, le 1^{er} février 1605, ce dont fait foi une quittance sous seing privé donnée à Genève par Madame Marie Dorieux, au bas de l'acte de vente. Une autre quittance notariée fut instrumentée à Genève, le 20 mai 1605, par le notaire Demonthoux, avec la réserve expresse que les deux ne serviraient que pour une seule.

Par une clause formelle de l'acte de vente, le vendeur se réservait le droit de rentrer en possession de la bibliothèque au bout de six ans, moyennant le remboursement des 640 livres, prix d'achat. Les acquéreurs, en prolongeant encore de deux années le terme de ce droit de résiliation, prévoyaient le cas où, à la suite de quelque trouble politique dans la ville de Lyon, les livres auraient été pillés et violemment enlevés, et il était bien entendu qu'après telle occurrence, ils ne pourraient en aucune façon être tenus de représenter les livres sur la demande du vendeur.

Les originaux des titres relatifs à cette négociation étaient primitivement entre les mains de M. Antoine Thezé, l'un des anciens de l'Eglise, et une copie de l'inventaire demeura dans celles de M. Jean-Antoine Huguetan, l'un des acquéreurs, pour lui servir de décharge.

Une note de ce dernier indique que dans l'année 1620 ou 1621, un autre inventaire de la bibliothèque, augmentée de plusieurs livres, fut rédigé par les soins de son fils l'avocat, et confié à la garde de M. Esaïe Baille, alors pasteur de l'Eglise de Lyon.

Le seul renseignement que nous rencontrions encore est la mention faite, en 1649, du « Catalogue des livres de la bibliothèque de ceux de la Religion, au bas duquel est un reçu que fit M. Roux, pasteur, par lequel il s'en est chargé. » (Le nom de ce pasteur s'écrit également *Rouph* et *Roux*.)

Ces quelques jalons pourront-ils servir pour leur part à reconstituer l'histoire de la bibliothèque de M. de Brunes ? Je ne sais : je me permets cependant de vous les adresser, en les soumettant à M. Puyroche

et à ceux de vos lecteurs qui seraient en mesure d'y ajouter le fruit de leurs investigations.

JULES CHAVANNES.

Vevey, 22 juillet 1872.

LE BÉARNAIS FARIE A LA BASTILLE (1)

Pau, le 24 août 1872.

Monsieur,

Je vous serais très-reconnaissant si vous vouliez bien donner place dans le *Bulletin* à la petite note ci-jointe et aux réponses qui pourraient y être faites. Le nom de Farie n'est pas cité dans la *France protestante*, et l'ouvrage dont il est question dans les « Remarques sur la Bastille » m'est inconnu. Un de vos lecteurs sera, je l'espère, mieux renseigné que moi.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

LOUIS SOULIGE,

Bibliothécaire de la ville de Pau.

On lit à la page 47 des *Remarques historiques sur la Bastille, sa démolition en juillet 1789, avec un grand nombre d'anecdotes intéressantes et peu connues*, Londres, 1789, in-8, le passage suivant :

« Qu'on lise l'histoire de M. Farie de Gartin, en Béarn, qui, dans le temps des persécutions pour la religion réformée, fut détenu onze ans dans une des chambres appelées *calottes*, et qui, après avoir usé et pourri le peu de vêtement et la seule chemise qu'il avait sur le corps, fut réduit à se couvrir uniquement d'une mauvaise courte-pointe qui était sur son lit. »

Quelle est cette *Histoire de M. Farie*? Où pourrait-on la consulter, et trouver des renseignements sur ce personnage au sujet duquel les biographies sont muettes?

Prière aux lecteurs du *Bulletin* de vouloir bien faire connaître le résultat de leurs recherches.

(1) Nous nous empressons de reproduire la lettre suivante, ne fût-ce que pour rappeler à nos lecteurs que le chapitre des *questions et réponses* demeure toujours ouvert dans le *Bulletin*. (Red.)

CIRCULAIRE

Paris, le 8 octobre 1872.

Le 22 juin dernier, les délégués au Synode général de Paris ont adopté à l'unanimité les résolutions suivantes :

« Le Synode des Eglises réformées de France réuni à Paris, s'inspirant de l'exemple de nos pères, qui, dans les anciens Synodes, ont toujours encouragé « l'œuvre historique, » témoigne sa vive sympathie à la Société de l'Histoire du Protestantisme français pour l'œuvre filiale qu'elle poursuit depuis vingt ans, et qui lui donne de si justes titres à la reconnaissance des Eglises de notre patrie. »

Ce vote est pour notre Société plus qu'un titre d'honneur. Il lui crée un devoir, l'obligation sacrée de remplir toujours mieux sa belle mission.

De grandes publications historiques, distinctes du *Bulletin*, d'utiles initiatives au profit de tous, sollicitent notre zèle. Nous en attendons les moyens de la libéralité de nos frères qui se préparent à célébrer la fête de la Réformation.

Que l'année ne s'achève pas sans inaugurer la réimpression d'un de ces recueils qui, comme la Chronique de Bèze et le Martyrologe de Crespin, sont la pierre angulaire de notre histoire. Que l'anniversaire tri-séculaire de la Saint-Barthélemy soit ainsi la date d'une activité plus large et plus féconde pour les membres de la Société vouée à ces pieux labeurs.

Au nom du Comité :

Le président : FERNAND SCHICKLER.

Le secrétaire : JULES BONNET.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LA RÉFORME AU CHATEAU DE SAINT-PRIVAT (1)

A quelques lieues de Nîmes, l'antique *Nemausus*, à l'entrée d'une vallée qui rappelle les plus beaux sites de la Grèce, s'élève, entre deux monts, l'aqueduc à trois rangs d'arches superposées, merveille du génie romain, si célèbre sous le nom de Pont du Gard. Un mille plus loin, en remontant le cours du Gardon, on distingue les vieilles tours sarrasines du château de Saint-Privat, à demi noyé dans de frais ombrages. Sides hauteurs voisines du château, laissant errer vos regards sur le pays que vous venez de parcourir, vous contemplez la vallée qui s'étend à vos pieds, le fleuve qui l'arrose, et l'aqueduc qui la termine, éclairés d'un rayon de soleil couchant, vous ne pourrez contenir un cri d'admiration. La nature et l'antiquité réunies offrent peu de sites comparables à celui qui se déroule à vos yeux dans la splendeur d'un beau soir. Le

(1) En évoquant ici quelques souvenirs du château de Saint-Privat, je ne puis oublier ce que je dois à la noble hospitalité de M. Théoph. Calderon, propriétaire de ce beau domaine, qui m'en a si libéralement ouvert les archives, et à l'amitié de M. Charles Sagnier, qui s'est associé si obligeamment à mes recherches.

mont Ventoux, avec sa coupole de neige, n'apparaît à l'horizon que pour donner plus d'ampleur et de solennité au paysage.

Au-dessus du château de Saint-Privat, la vallée revêt un caractère nouveau sans rien perdre de sa romantique beauté. Le pittoresque village de Collias, qui reçoit le tribut de la fontaine d'Eure, se dresse à l'entrée des gorges qui emprisonnent le cours du Gardon, et offrent, durant plusieurs lieues, une succession de sites gracieux ou sévères. Tantôt les roches éboulées des hautes cimes semblent fermer l'accès d'un monde inconnu ; tantôt des bois charmants vous invitent à y entrer, et vous réservent mille surprises. C'est une véritable thébaïde retentissant du bruit des eaux, du chant des rossignols. Elle prend à *la Baume* un aspect saisissant de grandeur et de tristesse. Ces grottes taillées dans le rocher furent, aux premiers âges du christianisme, l'asile de nombreux solitaires cherchant, loin du monde, la paix du désert et la communion non interrompue avec Dieu. Là vécut Giles, l'apôtre de la vallée du Rhône, et ce pieux Vérédème que les instances des fidèles arrachèrent, tout en pleurs, de sa sauvage retraite pour le transporter sur le siège épiscopal d'Avignon vacant par la mort d'Agricol (1). Les ruines d'un prieuré voisin du pont de Saint-Nicolas, évoquent, dans un cadre enchanteur, tout un monde de foi et de prière antérieur à la décadence des institutions monastiques (2).

Le XVI^e siècle fut une ère de rénovation, et la renaissance des lettres prépara la réforme de la foi. Comme l'Eglise primitive, l'Eglise nouvelle eut ses confesseurs, ses martyrs. Nîmes fut un des foyers de l'esprit nouveau qui rayonnait de Wittemberg, Zurich, Genève. Du fond d'un couvent d'augustins s'élève, comme à Erfurt, la première voix évangélique qui trouve de nombreux échos au dehors (3). Cinq ans sont

(1) Germain, *Hist. de l'Eglise de Nîmes*, t. I, p. 74 et suiv. — Nouguiér, *Hist. chron. de l'Eglise d'Avignon*, p. 15, 16, 27.

(2) Germer-Durand, *le Prieuré et le pont de Saint-Nicolas de Campagnac*.

(3) A. Viguié, *les Origines de la Réformation à Nîmes*.

à peine écoulés (1532-1537). Déjà la persécution déploie ses rigueurs, et c'est Calvin, c'est l'éloquent auteur de l'*Institution chrétienne*, qui plaide la cause de ces chrétiens obscurs dont l'histoire ne nous a pas transmis le nom. Sa lettre demeure une date en même temps qu'un titre d'honneur pour l'Eglise naissante : « Nîmes, ville célèbre du Languedoc, a vu se ranimer tout à coup, lorsqu'on n'attendait rien de pareil, la persécution contre les fidèles qui vivent dispersés dans cette contrée. Deux de nos frères ont été brûlés, dont la constance au milieu des flammes vous sera certifiée par un témoin. D'autres sont plongés dans les cachots et menacés du même sort, si l'on ne parvient à arrêter la fureur de ceux qui, enivrés du sang des saints, n'aspirent qu'à de nouvelles exécutions. Nous ne savons si les captifs montreront la même magnanimité au sein des supplices. Mais prenons garde de mépriser le sang des martyrs, qui est d'un si grand prix devant Dieu. Secourir nos frères opprimés, c'est répondre à l'appel du Christ qui nous presse de leur venir en aide ; les abandonner c'est le laisser lui-même dans l'abandon ! (1) Cet éloquent message émut les ministres de Bâle, et peut-être les cantons suisses, sans rendre efficace leur intervention auprès de François I^{er}, que n'avaient pu fléchir les prières du comte Guillaume de Furstenberg (2).

L'histoire de l'Eglise réformée de Nîmes, à ses débuts, n'est qu'un martyrologe dont les registres de l'ancien parlement de Toulouse gardent le secret (3). Ces obscurités se dissipent en 1543, et laissent arriver jusqu'à nous de sinistres lueurs. La nouvelle doctrine prêchée hors de la ville a trouvé des adhérents à Beaucaire. Plusieurs habitants de cette localité sont poursuivis et condamnés comme hérétiques. Sur neuf accusés

(1) « Nemaus, non incelebri, linguæ, ut nunc vocant, occitanæ oppido, nova nuper impiorum sævitia in miseros fratres qui illic dispersi agunt, efferbuit... Duo combusti fuerunt... » *Calvinus ministris Basiliensibus*, 13 nov. 1537.

(2) C'est Calvin lui-même qui nous l'apprend dans la lettre aux ministres de Bâle que nous venons de citer.

(3) Plusieurs édits de François I^{er}, datés de 1530, 1532 et 1538, signalent les progrès de l'hérésie luthérienne dans la sénéchaussée de Beaucaire, et enjoignent aux magistrats de la poursuivre avec une extrême rigueur. Par lettre du 14 juin 1541, les *Grands Jours* sont convoqués à Nîmes pour le même objet. (Dom Vaissette, *Histoire du Languedoc*, édition de 1844, t. VIII ; Preuves, p. 542.)

deux sont brûlés en personne, Armand et Sabatier; cinq autres en effigie, Sauvet, Ferrand, Serviel, Verdet et Blancard. Les deux derniers, Castagnier et Caladon, font amende honorable dans l'église, pieds nus et la torche au poing, acte de faiblesse qui ne les empêcha point d'être « fouettés jusqu'au sang et de finir leur vie aux galères (1). » Les juges toulousains avaient espéré comprimer l'élan des esprits par la terreur. Un tableau de la sainte Vierge, brisé dans la cathédrale de Nîmes, en 1545, prouve les progrès de la nouvelle croyance, et l'audace cette fois impunie de ses sectateurs.

Un intérêt particulier s'attache aux martyrs qui se succèdent avec un courage stoïque et une admirable douceur sur le bûcher. Tel fut Maurice Sécenat, natif de Saint-Saturnin, et qui brûlé à Nîmes en 1551, « en édifia plusieurs par sa grande constance (2). L'historien salue en lui les prémices des longues immolations qui devaient attrister les Cévennes, sa patrie. Après lui vient Pierre Delavau, qui ne pouvant contenir le divin message, le prêchait en pleine rue avec un zèle apostolique. Il fut étranglé, puis brûlé sur la place de la Salamandre. Ses cendres jetées au vent n'abolirent pas sa mémoire, et son supplice enfanta de nouveaux témoins. De ce nombre fut le prieur des dominicains, François Deyron, renommé pour son savoir et son éloquence. Déjà gagné, dans le secret de son cœur, aux doctrines prosrites, il avait été délégué pour accompagner Delavau à la mort, et reconquérir l'âme du patient à la foi catholique. Mais l'héroïsme a sa contagion comme la faiblesse : Deyron ne put voir la sérénité du martyr sans se sentir vaincu par cet apostolat de l'abnégation et du sacrifice. Il ne fit entendre au condamné que les consolations du pur Evangile, dont il devint lui-même un des plus fervents propagateurs sur la terre étrangère. Il fut suivi à Genève par Claude Baduel, le plus docte professeur du col-

(1) A. Germain, ouvrage déjà cité, t. II, p. 40. L'arrêt de condamnation figure dans Ménard, *Histoire de la ville de Nîmes*, t. IV; Preuves, 168.

(2) Th. de Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 74.

lège des Arts, institué en 1539 par François I^{er}, pour la restauration des études dans la cité nîmoise. Les principaux collègues de Baduel, Imbert Pacolet et Guillaume Cavart partageaient ses sentiments. Ainsi la Réforme trouvait des adhérents dans les rangs de l'Université et du clergé, jusque parmi les représentants de l'ordre fondé par Dominique, le farouche apôtre de l'Inquisition, pour la répression de l'hérésie.

C'était aussi un enfant de Nîmes que ce licencié ès lois, ce pieux Jean Trigalet, qui s'en allait mourir sur un bûcher à Chambéry, « voyant les cieux ouverts, » comme un autre Étienne (1). Un cordelier d'Alais, Claude Roini, ou Rozier, ne se montrait pas moins constant. Son histoire est retracée en quelques mots expressifs dans un ancien registre : « Le dimanche, 22^{me} jour du mois d'aoust (1557), frère Claude Rozier, Cordelier de la ville d'Allèz, ayant presché le carême passé en la presente ville d'Anduze, et descouvert les abus de la papauté, l'official de Nîmes fit enquerir contre luy, où il se retira à Genève et se maria. Estant venu de par deçà, fut prins et condamné par messires de Malras et Dalsen, estant en ce pais, à faire amende honorable, la langue coupée, et brulé à petit feu, au devant de la fontaine, et mourut en vray martyr, soustenant toujours la religion (2). » On s'étonne moins des progrès de la Réforme dans le Midi, en voyant tout le généreux sang qui féconda le sol destiné à ses luttes et à ses victoires. Heure bénie où la cause de l'Évangile renaissant demeurait pure de tout excès, où ses disciples, pareils à ceux des premiers âges, se contentaient pour vaincre de souffrir et de mourir !

Après les martyrs, les pasteurs chargés de recueillir la moisson préparée par ces sanglantes semailles. L'église de Nîmes se constitue rapidement; aux prédications furtives de la Tour-Magne, succède le prêche dans les faubourgs et l'intérieur de la ville (1559). La connivence des consuls lui ouvre bientôt

(1) *Lettres françaises* de Calvin, t. II, p. 77, en note.

(2) Registre du notaire Estienne de Cantalupa, cité par Vignier, *Notice sur Anduze*, p. 89.

des édifices consacrés à l'ancien culte. Grande est l'émotion lorsque, le 29 septembre 1560, la parole évangélique retentit dans l'église paroissiale de Saint-Etienne du Capitole. La même année, trois prédicants arrivent de Genève. Guillaume Mauget les anime et les inspire. C'est le véritable fondateur de l'Eglise nîmoise, qui lui devra son organisation définitive (1561). En lui se réunissent les traits les plus divers, zèle, prudence, infatigable ardeur; don de parler au peuple et de s'en faire suivre. Il y a du tribun dans le prêcheur, et du conquérant dans le missionnaire qui semble uniquement occupé de l'édification des âmes. Les épreuves ne lui manquent pas. Ecoutons-le lui-même : « Bien est vray qu'on nous livre beaucoup d'assaux et fort difficiles, et principalement en ceste ville de Nismes. Car non seulement les magistrats nous assailent et le peuple nous menace; mais aussy (qui est la plus grande fascherie que nous ayons) nos propres entrailles, c'est à dire quelque partie de ceux de nostre Consistoire s'eslève à l'encontre de nous contre tout ordre et discipline (1). » Mauget résiste aux ennemis du dedans et du dehors, prêche en temps et hors de temps, se multiplie partout, et trouve au besoin dans les graves admonestations de Calvin, dans la persuasive éloquence de Viret, un appui pour l'accomplissement de son orageux apostolat.

Il dut pourtant s'éloigner, dans les derniers mois de 1560, lorsque le comte de Villars, lieutenant du connétable de Montmorency en Languedoc, parcourut les Cévennes, semant partout la terreur, et fit son entrée à Nîmes, ne proférant que menaces contre les fauteurs d'hérésie. Il alla fonder l'Eglise de Montpellier, en attendant que le cours des événements le ramenât dans la cité qu'il avait reconquise à la « Parole du Christ. » On annonçait la mort du jeune roi François II, qui, sous l'influence des Guises, avait encore aggravé les sévères édits de son père et de son aïeul contre les réformés. L'avé-

(1) *Lettres françaises* de Calvin, t. II, p. 408, en note.

nement de Charles IX, guidé par le chancelier l'Hôpital, semblait inaugurer une ère d'apaisement et de tolérance. De nombreux exilés rentrèrent à Nîmes, Mauget en tête. Le 23 mars 1561, le Consistoire s'organise avec ses diacres, ses surveillants, ses dix quartiers formant comme un monde à part, sur le modèle de Genève. Déjà les magistrats de la ville, tous plus ou moins imprégnés de l'esprit nouveau, avaient osé adresser au roi de libres remontrances, avec un plan de réforme pour ramener la religion à sa pureté primitive. On y demandait en particulier que la prédication se bornât à l'exposé de la Parole sainte, et que les prières fussent prononcées en langue vulgaire (1).

Les progrès de la Réforme à Nîmes sont étroitement liés à sa dissémination dans le diocèse d'Uzès. La doctrine évangélique, de bonne heure répandue dans la sénéchaussée de Beaucaire, ne tarda pas à prendre racine dans les vallées de la Cèze et du Gardon. Elle trouva dans le château de Saint-Privat un de ses principaux asiles. Le moment est venu de parler de la noble famille qui habitait alors l'antique manoir, construit dans une gorge solitaire, sur les ruines d'une villa romaine et d'une abbaye. Dans les vicissitudes des temps, Saint-Privat fut d'abord la propriété des évêques d'Uzès; puis il passa en des mains séculières. Au commencement du XVI^e siècle nous le trouvons partagé entre les comtes d'Uzès, investis du droit de suzeraineté, et la famille Faret, originaire d'Asti, mentionnée en ces termes dans la chronique de César Nostredamus, fils du célèbre astrologue : « Les Fallet, sortis de Piedmont, et vrais gentilshommes, comme le timbre posé sur le portail de leur antique maison tesmoigne assez, avec la devise : AUTANT ET PLUS, portent d'azur à trois bandes d'argent (2). »

De ces seigneurs subalpins transplantés en France, Jacques

(1) Ménard, *Hist. de Nîmes*, t. IV; Preuves, p. 265 et suiv.

(2) On ne peut que renvoyer ici à l'excellente Notice de M. G. Charvet, *le Château de Saint-Privat du Gard*, où toutes les questions domaniales et généalogiques sont parfaitement élucidées à l'aide des actes conservés dans les archives de Saint-Privat et de Remoulins.

Faret est le premier établi à Saint-Privat, en vertu d'une donation du 13 mars 1451, qui lui concéda la moitié du fief, à la condition qu'il y ferait sa résidence, et qu'il aurait pour le donateur, Jean-Henry de Bayeux, « tous les égards et les soins qu'un fils doit à son père. » Il transmet son héritage à son fils Pierre Faret, qui, devenu veuf, épousa, en 1506, Simonne Blanchon, fille d'un bourgeois d'Uzès. De ce mariage, tardivement contracté, naquirent deux fils qui devaient l'un et l'autre marquer dans l'histoire locale. Jacques hérita, en vertu du droit d'aînesse, de l'universalité des biens paternels, tandis que son cadet Honorat ne reçut pour sa part que la somme de 300 florins; mais une clause du testament, contenant les dernières volontés de Pierre Faret, semble avoir eu pour but de réparer cette inégale répartition, en stipulant que si Honorat montrait du goût pour l'étude et voulait suivre les écoles, son frère devrait l'y entretenir, selon son rang, *le nourrir et le vêtir*, jusqu'à ce qu'il fût pourvu d'un bénéfice qui assurât honorablement son existence (1).

Ce vœu d'un père mourant devait être religieusement respecté. Honorat trouva un second père dans son tuteur et oncle, Jean Blanchon, jurisconsulte d'Uzès, qui pourvut à son éducation. Deux grandes Universités florissaient alors dans le Midi, Montpellier et Toulouse, et de savants professeurs y dispensaient l'enseignement du droit, de la médecine et des lettres. Honorat se dirigea sans doute vers l'une et l'autre de ces métropoles du Languedoc, et il n'y trouva pas seulement de doctes leçons, il y respira l'air du siècle. La Renaissance ouvrait ses magiques perspectives; un souffle nouveau pénétrait dans les écoles, et l'étude des textes librement commentés amenait des résultats inattendus pour la science et pour la foi. Dès 1530, l'ex-moine tourangeau, qui sera Rabelais, le futur auteur de *Gargantua*, s'inscrit sur le

(1) « Ipsum debeat intertenere in scholis, nutrire, vestire et alimentare honeste juxta statum personæ suæ, etc... » Testament de Pierre Faret (1511), cité par M. Charvet, p. 18.

Livre du recteur à l'Université de Montpellier, et un prélat suspect de favoriser les doctrines nouvelles, un des beaux esprits du siècle, Guillaume Pellicier va bientôt présider à l'administration du diocèse (1). Déjà Toulouse compte un martyr, et l'héroïsme du licencié Jean de Caturce, sa mort sainte sur le bûcher, ont fait une vive impression sur les esprits (2). Honorat Faret fut-il témoin de ce supplice, qui inaugurerait une ère néfaste dans la cité toulousaine ? On l'ignore. Mais en rentrant, après plusieurs années d'absence, sous le toit de ses pères, il y rapportait la croyance proscrire, dont il devait être le propagateur à Saint-Privat, et dans la bourgade voisine, Remoulins, où son enfance s'était écoulée.

Il y trouva un homme jeune comme lui, comme lui plein d'ardeur pour la propagation de la foi nouvelle, le notaire Loys Colet, auquel l'unit bientôt une étroite amitié. Leurs efforts réunis ne contribuèrent pas peu aux progrès de la doctrine évangélique, qui compta bientôt de nombreux adhérents à Remoulins et dans le pays limitrophe. Faut-il croire avec un récent historien que, dès 1538, le parti réformé fut assez puissant pour tenter d'occuper par la force l'église paroissiale de Notre-Dame, et d'y installer un de ses prédicateurs ? On ne saurait l'admettre sans invraisemblance. A cette date en effet, Honorat, revenu depuis peu des études, ne pouvait jouer le rôle important qu'on lui attribue. A Nîmes, et ailleurs, la Réforme était à ses premiers débuts, à sa période latente et obscure. Elle comptait à peine quelques disciples protégés par leur obscurité, ou déjà prêts pour le martyre, mais trop faibles pour les actes d'agression dont ils ne surent pas s'abstenir plus tard. Ce n'est que lentement qu'une secte opprimée passe des réunions clandestines aux assemblées publiques, du régime de la proscription aux tentatives de domination plus ou moins avouée. Les hérétiques de Remoulins n'en étaient pas là en 1538 (3).

(1) A. Germain, *la Renaissance à Montpellier*, in-4, 1871.

(2) Bèze, *Hist. eccl.*, livre I^{er}. Ad ann. 1532.

(3) Je suis ici en flagrant désaccord avec l'auteur de la Notice que j'ai déjà

A défaut des édifices consacrés à l'ancien culte dans la paroisse de Remoulins, le culte nouveau trouva un abri dans le manoir de Saint-Privat. Les témoignages contemporains les plus authentiques attestent en effet que le seigneur dudit lieu, Jacques Faret, ne tarda point à partager les sentiments de son frère. Sibylle de Forli, son épouse, suivit son exemple, et leur demeure fut dès lors ouverte à la prédication du libre Evangile (1). Une des salles du château porta longtemps le nom de *Salle des prophètes* (2). C'était là que se réunissaient les membres de l'Eglise naissante pour entendre les ministres venus d'Uzès et de Nîmes. Ce furent d'abord les serviteurs de la famille de Faret, et les tenanciers des fermes disséminées sur son vaste domaine ; puis les fugitifs des paroisses voisines chassés par la rigueur des édits royaux. Le nombre des auditeurs croissant, on passa d'une simple salle du château dans la chapelle qui contenait les sépultures de ses anciens seigneurs. Ainsi fut consommé le schisme au sein d'une famille que son origine italienne et ses traditions héréditaires semblaient devoir préserver du contact de l'hérésie. Durant bien

citée, M. Charvet, qui, dans ses *Ephémérides* de Remoulins, à la date du 23 octobre 1538, s'exprime ainsi : « Jean de Saint-Gelais, évêque d'Uzès, réconcilie l'église paroissiale de Notre-Dame de Bethléem et son cimetière, à la suite des meurtres commis dans le cimetière et dans l'église par les protestants ayant à leur tête Honorat Faret, seigneur de Saint-Privat. » Je souligne à dessein ces mots que rien ne me semble justifier. L'acte original de la réconciliation a disparu ; mais il en existe une traduction, du siècle suivant, conservée aux archives de Remoulins, série G. G., n° 7. Or, voici en quels termes y est motivée la nouvelle consécration de l'église : *A raison de certain excès et maléfice y commis au cimetière*. Pas la moindre allusion, comme on voit, à Faret et aux protestants. La conclusion de l'acte est surtout à méditer. La voici : « A quelles fins... a défendu à tous et chacun justicier, officiers de justice, et autres sergents, de quelle qualité et condition qu'ils soient, de ne violer le privilège, immunité et franchise concédés à ladite église. » Plus je lis ces lignes, plus il me paraît évident qu'elles se rapportent, non à un acte d'agression, alors impossible de la part des réformés, mais à la violation de quelqu'un de ces privilèges ecclésiastiques dont le clergé s'est montré de tout temps si jaloux.

M. Charvet, auquel j'ai fait part de mon doute, invoque à l'appui de son opinion un petit registre ou recueil, dont il est possesseur, d'actes relatifs à l'église de Remoulins. Mais il y a tout lieu de croire que ce mot ajouté en marge : *Par ceux de la nouvelle religion*, est de date moderne.

(1) On lit dans les registres de l'enquête à laquelle donna lieu la déplorable journée de la Michelade (30 septembre 1567) la déposition suivante : « Le nommé Simon Delon de Ledenon dit qu'il y a plus de vingt ans que le sieur de Saint-Privat, sa femme et tous ses domestiques, sont de la nouvelle religion. » Plusieurs autres témoins confirment cette déposition. (Archives départementales du Gard, série G., 441, n° 11.)

(2) Acte de 1690, dans les archives de Saint-Privat.

des années, avant les troubles qui ensanglantèrent la province, Saint-Privat fut en communication avec la cité dont le génie de Calvin avait fait la capitale de la nouvelle opinion pour les pays de langue française. « Tous ceux, dit un témoin, qui venoient de Genève ou y alloient, avoient leur retraite au chasteau de Saint-Privat, *parce que c'est un lieu solitaire et esgaré* (1). »

On ignore le nom de la plupart de ces messagers de la bonne nouvelle venant, au péril de leur vie, prêcher la justification par la foi, non loin de *la Baume*, au pied des ermitages consacrés par les macérations de la pénitence. L'ardente parole d'un Mauget, d'un Mutonis, dut ébranler plus d'une fois l'édifice laborieusement construit des mérites humains, pour y substituer la pure grâce du Christ, reçue comme un don, et source d'une vie nouvelle. Mutonis, sorti d'un cloître pour annoncer la Réforme à Uzès, avait vu de près le mal, et y portait l'énergique remède d'une conviction passionnée qui ne devait pas faiblir devant le bourreau (2). Mauget avait en partage l'éloquence populaire ; mais il savait s'effacer au besoin devant les collègues doués « des vertus dont il plaît à Dieu d'orner ses serviteurs... Nous sçavons, ajoutait-il, qu'il y a beaucoup de grâces qui sont en eux, excellentes. Non sans cause, Hierosme appelait saint Paul le fleuve d'éloquence, et Eusèbe en son III^e livre, chap. xxiv, dit qu'il estoit fort bien parlant et haut en sentences, de manière qu'on ne doit trouver estrange si les auditeurs ont le désir d'avoir tels personnages auxquels le Seigneur ait si abondamment desparti ses dons (3). »

Ces talents parurent réunis dans l'ancien compagnon d'œuvre de Calvin, le doux réformateur Viret, dont le corps frêle, la santé languissante, faisaient ressortir la logique ser-

(1) Déposition de Lerys Barnides. Archives du Gard, document déjà cité.

(2) Voir le témoignage que lui rendent les membres de l'Eglise d'Uzès (*Bull.*, t. XVII, p. 482, 483.) Un moment opposé à Mauget par une fraction de l'Eglise nîmoise, Mutonis fut bientôt rendu à son apostolat qu'il devait clore par le martyre.

(3) Lettre à l'Eglise de Genève, du 30 août 1561. *Bull.*, t. XVII, p. 486.

rée et la diction persuasive : « Le Seigneur, disait-il, m'a tiré de l'Eglise en laquelle j'avois bien occasion de m'aimer, comme s'il m'avoit empoigné par la main pour me mener tout tremblant de foiblesse et à demi-mort jusques à vous. » En le voyant monter en chaire plus d'un s'écriait : « Qu'est venu faire ce pauvre homme en ce pays ? N'y est-il venu que pour y mourir (1) ? » Mais il retrouvait comme une jeunesse nouvelle dans la prédication de l'Evangile qu'il avait annoncé avec tant d'éclat sur les bords du Léman. Il n'obtint pas moins de succès à Lyon, à Montpellier et à Nîmes. Le ministre qui avait tenu tout un peuple suspendu à ses lèvres dans de vastes cathédrales, ne dédaigna pas de se faire entendre dans le modeste oratoire de Saint-Privat, où sa parole ne fut sans doute pas sans fruit (2).

Moins pure, moins digne nous apparaît la figure d'un prélat qui ne sut ni demeurer fidèle à l'ancienne croyance, ni persévérer dans la nouvelle. Jean de Saint-Gelais appartenait à cette famille de poètes courtisans auxquels François I^{er} prodigua les faveurs et les dignités ecclésiastiques. Il succéda en 1531 à son oncle Jacques de Saint-Gelais comme évêque d'Uzès (3). Esprit éclairé, il ne tarda pas à reconnaître les abus et les désordres de l'Eglise dont il était dignitaire. Comme plusieurs de ses collègues du Midi, Marillac, évêque de Vienne, Montluc, évêque de Valence, et Saint-Romain, évêque d'Aix, il se montra favorable aux idées de réforme qui trouvaient un écho jusque dans les cloîtres. Il alla plus loin, et désireux de mettre d'accord ses opinions et ses actes, il abandonna ouvertement la foi catholique, avec plusieurs de ses chanoines, par délibération capitulaire de 1546. Le prévôt du chapitre, Gabriel Froment, osa seul lui tenir tête. Mais

(1) *Instruction chrétienne*. Epltre dédicatoire de Viret aux fidèles de Nîmes.

(2) Le dimanche, 17 mai 1562, le ministre Viret part de Montpellier pour aller coucher à Nîmes. Il y prêche le vendredi 22 et le dimanche 24, « et le mesme jour fut faict la cène. Le lendemain, 25 dudit mois, environ six heures du matin, de Nîmes s'en alla à Saint-Privat, et d'illec prit son chemin pour aller à Lyon. » (*Journal de Jean Deyron*, cité par Ménard, t. IV ; Preuves, p. 61.)

(3) *La première maison d'Uzès*, par G. Charvet, in-4, p. 47 et suivantes.

Jean de Saint-Gelais n'était pas homme à supporter les sacrifices que, dans les jours de crise religieuse, impose la profession d'une foi nouvelle. Il prétendit demeurer évêque tout en se mariant (1), et il chercha dans la protection de Charles IX un abri contre les foudres pontificales qui allaient l'atteindre. Déposé à plusieurs reprises, il vécut durant plusieurs années du revenu d'un moulin sur la fontaine d'Eure, seul débris de sa splendeur passée. Ainsi fut justifié le dicton populaire : *D'évêque on devient quelquefois meunier*. Jean de Saint-Gelais se ravisa en vieillissant. Il mourut en 1574, réconcilié avec l'Eglise catholique, dans la maison abbatiale de Saint-Maixent, dite l'*Hort de Poitiers*, dont il était titulaire.

La défection du pasteur préposé à l'administration du diocèse dut singulièrement favoriser les progrès du parti réformé dans les régions voisines d'Uzès. Il comptait déjà des chefs dans le manoir seigneurial de Saint-Privat. Il allait bientôt trouver un appui dans une famille puissante dont l'origine remontait aux premiers siècles de la monarchie. On a déjà nommé la maison d'Uzès, alors représentée par Antoine de Crussol, et Jacques Beaudiné, ou d'Acier, son frère, qui devaient alternativement, et à des degrés divers, figurer parmi les chefs politiques du protestantisme français. C'est auprès de leur pieuse mère, Jeanne de Genouillac, retirée au château de Charmes, en Vivarais, que ces deux seigneurs avaient puisé les premières semences de la foi protestante. Antoine épousa Louise de Clermont, comtesse de Tonnerre, et dame d'honneur de Catherine de Médicis, qui joignait à beaucoup d'esprit une humeur vive et prompte à la repartie. Un trait suffit à la peindre : témoin, à l'ouverture du colloque de Poissy, d'un entretien entre Théodore de Bèze et le cardinal de Lorraine qui se confondait en belles protestations de tolérance, elle s'écria : « Bon homme ce soir, mais demain, quoi ? » L'avenir ne justifia que trop la justesse de ses prévisions !

(1) « Uxorem duxit abbatissam, etc. » *Gallia Christiana*, édit. de 1568, t. IV, p. 1148.

Ainsi que plusieurs femmes de très-haut rang, Eléonore de Mailly, Jacqueline de Rohan et la comtesse de Senninghen, Madame de Crussol goûtait la croyance évangélique, et la soutenait de son crédit à la cour. Calvin, toujours attentif aux intérêts de la Réforme en France, lui écrivait : « Je n'oublierai point à prier Dieu qu'il luy plaise faire prospérer vostre voyage, et quelque part que vous soyez, vous guider par son saint esprit en telle prudence que le monde ne vous soit pas plus que luy. Je sçay qu'il a tiré par cy devant de bons services de vous ; mais vous ne sçauriez en toute vostre vie faire la centiesme partie de ce que vous luy devez en un jour. Parquoy, Madame, advisez de paier vos arreraiges, pour monstrier par effect que c'est sans feintise que nous protestons de nous vouloir separer de toutes pollutions et ordures pour nous desdier purement à nostre Seigneur Jésus-Christ lequel est mort et résuscité afin que nous vivions et mourrions en son obeyssance (1). »

L'austère réformateur ne porte pas moins de franchise dans ses rapports avec l'époux de Louise de Clermont, cet Antoine de Crussol qui parut aussi fidèle serviteur du roi que zélé partisan de la liberté de conscience. Il le prémunait contre les écueils qu'il ne peut manquer de rencontrer à la cour, et contre les actes de faiblesse décorés parfois du nom de devoir. « Vous demandez, monseigneur, si aiant fait protestation toute notoire de vostre chrestienté, il vous sera licite d'accompagner la roine tant en quelques processions qu'en autres actes d'idolatrie. Sur quoy vous avez à regarder deux choses : premièrement de ne point contrister les enfants de Dieu ne leur estre en scandale, ou dégouter les infirmes ou ignorants. Pour le second de ne point donner occasion aux ennemis de la vérité de lever leurs crestes et faire leurs triomphes, mesme de ne point leur ouvrir la bouche pour blasphesmer le nom de Dieu et se moquer de la vraie religion. »

(1) Lettre du 8 mai 1563. *Lettres françaises*, t. II, p. 503.

Dans une autre circonstance, au lendemain d'une paix qui ne sera qu'une trêve entre les partis, le langage du réformateur n'est pas moins énergique. « Quant à l'état de France, je le vois si confus de tous costés que je crains que ce ne soit à recommencer plus que jamais. Non pas que le remède ne fust aisé et prompt quand on y voudroit entendre. Mais vous voiez où nous en sommes... Cependant il nous faut employer plus vertueusement que jamais, car Dieu veut esprouver les siens à ce coup, leur proposant d'une part de grandes difficultés, et de rechef leur donnant occasion de s'emploier à bon escient à son service. Ainsi, Monsieur, je vous prie de prendre courage, et comme vous voyez que Dieu vous a faict cet honneur de vous mettre en exemple et miroir, que vous n'y espargniez rien (1). » Telles étaient les hautes exhortations adressées par Calvin au fils de ce Charles de Crussol qui, comme lieutenant du roi en Languedoc, avait été le premier exécuteur des sanglantes ordonnances de François I^{er} contre l'hérésie.

JULES BONNET.

(La suite au prochain numéro.)

(1) A M. de Crussol. *Lettres françaises*, t. II, p. 503 et 524.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

SOUVENIRS DE L'ÉGLISE DE VASSY

LE MASSACRE DE 1562. — L'ÉTAT CIVIL DES PROTESTANTS
DE 1670 A 1685

M. le pasteur L.-Fréd. Galland, de Congénies (Gard), qui a exercé le ministère à Vassy pendant trois ans et demi, y a recueilli des documents d'histoire locale qu'il a bien voulu nous communiquer, en les accompagnant de la note que voici :

WASSY-SUR-BLAISE, ou WASSY (1), ville et chef-lieu d'arrondissement de la Haute-Marne, fut autrefois plus importante que de nos jours ; elle comptait environ 4,000 habitants avant la révocation de l'Edit de Nantes, tandis qu'elle n'en a guère aujourd'hui que 2,500.

On prétend que *Vassy* fut bâtie sur l'emplacement d'une ancienne cité des *Vadicasses* (*Vadicasses*), brûlée par l'empereur Caracalla, en 231. Elle est désignée dans quelques vieux documents sous le nom de *Vuasciacus*, *Waysseyum*, *Wasseium*, *Vuassy*. En 451, l'armée du redoutable Attila la réduisit en cendres. Au VII^e siècle, Vassy était un domaine royal, *fiscus regis*, désigné en ces termes dans une charte de 670 : *Vassiacus locus in Gallia satis notus*. Deux ans après, Childéric II accorda à saint Berchaire du terrain dans le finage de Wassy (*Vuassiacens*).

Sous la grande division territoriale de l'ancienne France, Vassy (*Vassiacum*) était de la généralité de Châlons, de l'élection de Joinville et du bailliage de Chaumont ; elle avait aussi une prévôté et un prieuré. Enfin, elle fit partie du douaire de Marie Stuart qui prenait le titre de *dame de Wassy*.

En 1544, les deux tiers de la ville furent brûlés par les soldats de Charles-Quint. Mais ce qui rendit surtout *Vassy* tristement célè-

(1) L'administration exige, depuis l'année dernière, qu'on écrive *Vassy* avec un seul V, quoique la vraie orthographe paraisse dériver de *Vuassy*, ou *Wassy*. L'autorité le nie, et elle s'appuie sur le fait que, Vassy étant d'origine romaine, la lettre W était inconnue aux Romains.

bre, ce fut le massacre de 1562, si étrangement travesti dans un des documents qu'on va lire. A cette époque, la population protestante y était de 1,200 âmes environ, et, comme le constate l'état civil, dont on va lire des extraits, les protestants comptaient parmi eux des personnages de distinction et de haut rang.

Prise et saccagée par les ligueurs, en 1591, elle fut presque dépeuplée par la révocation de l'Edit de Nantes, en 1685.

Aujourd'hui, c'est une petite ville peu animée, peuplée essentiellement d'agriculteurs, presque tous catholiques romains. Les quelques protestants qui s'y trouvent sont des ouvriers, venus pour la plupart de l'Alsace. Ils sont régulièrement évangélisés, deux fois par mois, tour à tour par les pasteurs de Joinville et de Saint-Dizier. Je considérerai toujours comme un honneur d'avoir été appelé de Dieu, durant mon ministère, à porter sa parole, pendant trois ans et demi, dans ces lieux arrosés du sang des martyrs. Je passais rarement près de la *grange* célèbre, sans éprouver une profonde émotion. Mon âme s'élevait vers Dieu pour le bénir de la liberté dont nous jouissons ; et, en pensant à *nos pères*, je murmurais ces mots dans le secret de mon cœur : « Ils étaient là, ô mon Dieu ! tes fidèles adorateurs ; ils étaient là, pieusement rassemblés pour t'offrir leurs prières et leurs vœux, quand ils furent lâchement assaillis par leurs ennemis, qui étaient les tiens ! »

Il ne faut pas croire que les souvenirs protestants soient complètement effacés au sein de cette ville, presque entièrement catholique. Il y a deux ans, à l'occasion du changement de nom de quelques rues, quelqu'un exprima le désir que l'on donnât à l'une d'elles le nom de : *rue Isaac Jacquelot*, parce que là se voit encore la maison du pieux pasteur de ce nom qui habitait Vassy, en 1683 (1). Cette suggestion fut sans résultat, mais on donna le nom de *rue du Temple*, à celle qui aboutit à la fameuse *grange* dont l'angle porte cette inscription : PASSAGE DU PRECHE. GRANGE OU EUT LIEU LE MASSACRE, LE 1^{er} MARS 1562.

Ces mots ont été gravés sur la pierre bien longtemps après l'événement, comme pour stigmatiser les cruels persécuteurs et les aveugles partisans de l'intolérance religieuse. — La *grange du Presche* (ou *le Temple*) a été incendiée accidentellement, il y a

(1) Elle sert actuellement de salle d'asile catholique.

environ quarante-cinq ans, et la grange d'à présent n'a que peu de ressemblance avec la grange primitive. — La brochure de M. le pasteur H. Goujon (en vente chez M. Schreyer, libraire-relieur à Vassy), sur le *Massacre*, donne une image fidèle de l'événement et de ladite grange, dans deux gravurés qui se trouvent, l'une au commencement, l'autre à la fin de l'ouvrage (1). L.-F. G.

HISTOIRES MÉMORABLES ET REMARQUABLES

L'an 1544, fut la ville de Vuassy brulée et mise en cendres par les gens du camp de l'Empereur Charles-Quint étant campés deuant Saint-Dizier et y sejournerent l'espace de six semaines Lesquels se nommaient les Bourguignons. Et ne demeura entier en laditte ville de Wassy que l'Eglise et les murailles Et tout le reste fut mis en poudre et en cendres. Le Prince d'Orange fut tué deuant la Ville de Saint-Dizier d'un coup de fauconneau tiré par vne fenestre du clocher de lad^e Ville. Les Chefs de L'armée Etoient L'Empereur Charlesquint, La Reine de Hongrie, le Prince d'Orange et le Duc de Brandebourg.

RELATION CATHOLIQUE DE 1562.

(COPIE CERTIFIÉE, EN 1762, PAR VAILLANT.)

L'an 1562, les huguenots heretiques de Jean Caluin étoient germés et multipliez en cette ville de Vuassy en grand nombre, tellement qu'ils se rendirent les maîtres et les plus forts, et faisoient de grandes cruautés en l'Eglise catholique apostolique et romaine, tuant et massacrant les pretres, pillant les Eglises, les croix, calices, tous autres vaisseaux d'argent dediés et consacrés a Dieu, Rompant les images d'icelles Eglises, Venant par chacun dimanche chasser les catholiques de laditte Eglise à coups de ferremens, battons, coups de poingts et de poignards, en telle sorte que les pauvres catholiques se enfuyaient deuant eux comme les Brebis et Agneaux se enfuyent deuant les chiens (2), En ce tems il y auoit honnestes et

(1) Voir quelques renseignements dans l'*Evangeliste*, n° 43, année 1868.

(2) Nous avons longtemps hésité à reproduire ce fragment si grossièrement mensonger, qui transforme les victimes en bourreaux, et dont l'authenticité se réfute d'elle-même à la simple lecture.

Illustres personnages M^e De Septfontaine prieur en Leglise, M^r Le Seing preuost pour le Roy.

VAILLANT. (1762.)

L'an 1591. Le trentième jour du mois d'aoust a été la ville de Vuassy et les faubourgs Brullés, Pillés, Ruinés et mis en Gendres, memement LEglise, pillée. Les Vaisseaux sacrés profannés et emportés, cinq grosses cloches et les vitres de lad^e Eglise emportés a S^t Dizier, le Cloché brullé, toutes les Voutes djcelle Eglise abbatues et mises par terre, qui est chose du tout contre Dieu et son Eglise, Et toute cette ruine et rauage par le commandement d'un nommé le capitaine Conté, Exécuteur de cette tirrannie sous la rage de madame Joannes pour lors gouvernante à S^t Dizier, Chose grandement déplorable et cruelle. La cause et sujet de cette ruine et rauage a été la diuision d'aucuns mauvais habitants, qui pensant toujours venir à bout de leur entreprise firent venir Mons^r le Baron de S^t Amant en ce Lieu de Vuassy, auec de mauvais garnemens pour tenir garnison, et y Etant en grand nombre, allerent piller les bons Bourg de ce pays, aménant les hommes et femmes à rançon et les faire prisonniers, comme de fait Ils furent piller l'Eglise et Abbaye de Montierender. Ils furent piller à Sommevoire, a Eclaron et autres lieues amenants les cheuaux et proyes des besttes; puis se les vendoient les uns aux autres a son de tambour, de sorte que tout le pays cryoit Barabas contre la pauvre ville de Vuassy, tellement que l'on envoya camper des gensdarmes pour la prendre; en faisant les approches M^r de Berme fut tué; il étoit fils de Madame de Joannes qui indignée et courroucée de la mort de son fils chercha les moyens les plus pernicieux quelle se pouuoit imaginer. Voila pourquoi ce désastre et ruine a été faite au détriment de la pauvre Ville de Vuassy.

Signé : VAILLANT.

ÉTAT CIVIL DES PROTESTANTS DE VASSY

DE 1670 A 1685

Actes les plus remarquables, par le nom des personnages qui y figurent.

Année 1670. — Dans ce registre, aucun ministre n'est nommé ; mais, le 30 mars 1670, le pasteur JACQUELOT *fils* est parrain ; néanmoins, *ni le père ni le fils ne signent* soit comme ministre, soit comme parrains. Damoiselle ANNE DE JUIGNÉ est souvent marraine. Ce registre est aux archives de l'Hôtel-de-Ville ; d'après la mention qui le termine, c'est une copie de l'original, demeuré entre les mains du soussigné : JACQUELOT. Il a reçu d'ailleurs un autre caractère d'authenticité par le visa et le paraphe de M. de Renusson, *conseiller du Roy, président, Prévost et juge ordre en la ville et la prévosté de Wassy.*

Année 1672. — Registre coté et paraphé comme le précédent ; on y commence à dire, dans les baptêmes et les mariages, qu'ils sont faits alternativement par : M. Jacquelot père, M. Jacquelot fils, M. Jacquelot aîné, M. Jacquelot jeune, lesquels oublient souvent de signer leurs actes. Ils sont parrains de temps en temps. Ce registre est terminé par une attestation de MM. *Abraham et Isaac JACQUELOT* , qui est conforme à la minute, demeurée entre les mains de DAVID MAUCLERC, gardien des registres baptistaires. La famille *Mauclerc* , dont le chef était M^e apothicaire, était une des plus importantes et des plus nombreuses de Wassy et *bienfaitrice de l'hôpital* (1). Les Mauclerc devaient être lettrés. Un Mauclerc a été l'un des administrateurs de l'hôpital.

Année 1673. — JEAN DIDIER le jeune, M^e chirurgien est souvent parrain, et M^{lle} de Juigné (déjà nommée) souvent marraine. Les actes sont presque tous signés par *Jacquelot père* ou *Jacquelot fils* . On trouve, dans un acte, M. BERTHELEMY DE MAROLLES et la susdite *Damoiselle de Juigné* , parrain et marraine. A la fin, attestation de la conformité par les ministres JACQUELOT.

Année 1674. — *Jacquelot père* et *fils* signent comme parrains soit

(1) Aujourd'hui (1870), l'hospice exploite une ferme appelée *ferme de Mauclerc* .

comme ministres. On trouve aussi comme parrain M^e JACQUES REMY, *notaire royal*.

Année 1675. — 27 décembre. Décès de MARIE JACQUELOT, femme du sieur *Jacques de Marolles*, âgée de 36 ans.

Année 1676. — Fin de 1676 et année 1677. 31 décembre 1676 : Marraine : MARG^{te} JACQUELOT, fille d'Abraham *ministre*, avec JEAN ROGER bourgeois, parrain. — 16 juin 1677. Baptême de MARIE CONTENOT ; parrain, sieur *Berthélemy de Marolles* (déjà nommé), *gentilhomme de la grande fauconnerie du Roy*. Marraine D^{lle} Marie de Juigné. — 9 octobre : Les mêmes au baptême de BARTHÉLEMY HERMENT. — 25 novembre : Baptême de MARIE CHOPPIN, de *Louvemont* (village près de Wassy).

Année 1678. — 22 janvier : Marraine, MARGUERITE JACQUELOT, fille du noble ABRAHAM JACQUELOT. — 14 août : BARTHELEMY MARETTE. Parrain : *de Marolles*, gentilhomme ; marraine : *Marie de Juigné*. — 29 mai : *Isaac Jacquetot*, ministre et D^{lle} *Marie de Juigné*, parrain et marraine de MARIE AUBERT (baptisée par Jacquetot père). — 11 novembre : Transport de M. Isaac Jacquetot ministre, à Bar-sur-Aube, pour baptiser ISAAC LE NOIR, fils de PIERRE LE NOIR, *receveur et directeur général des aydes de l'Election de Bar-sur-Aube*, après requête au prévost dudit Bar. Parrain : *Jacquetot* ; marraine : MARIE LE NOIR, femme de HENRY PICQUENON, *receveur des formules de la Généralité de Champagne, à Troyes*. Même jour, même lieu, baptême à ANNE CHEVALLIER, de *Spoix*.

N. B. — Manquent les registres de 1679, 1680, 1681 et 1682.

Année 1683. — 7 juin : née et baptisée, MARG^{te} JACQUELOT, fille de M^e *Isaac Jacquetot*, min. de la R. P. R. et de D^{lle} ANNE-MARIE ROGER. Parrain : honorable homme *Jean Roger* (déjà nommé), marchand, *bourgeois de Paris* ; marraine : MARG^{te} CARRÉ, veuve de M^e *Abraham Jacquetot*, vivant aussi, ministre de ladite R. P. R. (1). — 22 août : Les soussignés de la R. P. R. dem^t à *Orges*, viennent déclarer l'inhumation d'un enf. de 10 mois, à *Orges*, deux signatures illisibles. — 9 octobre : Naissance de

(1) Ecrit probablement par une main catholique, car le nom de *Jacquetot* n'est pas avec la même orthographe. — M. *Abraham Jacquetot* n'est pas mort à Vassy. L.-F. G.

PHILIPPE DE ROUSSEL, né à Prez-sur-Marne, de PAUL DE ROUSSEL, *escuyer* et de Damoiselle RACHEL SAGUEZ. Parrain : PHILIPPE SAGUEZ *escuyer*, fils de PHILIPPE SAGUEZ, *escuyer*, et de damoiselle ANNE BEZANÇON, demeurant à *Villers aux Corneilles*; marraine Delle ANNE SAGUEZ, de *Chaalons*. — 27, octobre : *Mis en terre* MARIE DE VILLERME, *fe* de maître Jacques Remy, l'aîné (déjà nommé), ci-devant *notaire royal*; âgée de 63 ans. — 29 novembre : *Mis en terre* (ledit) M^e Jacques Remy l'aîné; 84 ans.

N. B. — Manque l'année 1684.

Année 1685. — 14 janvier : Mariage d'honoré Seigneur CHARLES DE BÉGAS, *Ecuyer, seigneur des Aires* (en partie); fils de défunt Honoré S^r CH. DE BÉG., *E^r, seigneur des Aires et de Chalette* (en partie) et de Delle FRANÇOISE D'ANNEAU; ses père et mère demeurant audit *Chalette*, et Delle MARG^{te} JACQUELOT (déjà nommée), fille de défunt M^e Abraham Jaquelot ministre à W. et de Delle Marg^{te} Carré. Présence d'Honoré seigneur SAMUEL D'ORIGNY, *Ecuyer, Seign. du Front et de Chalette*, y dem^h cousin germain de l'époux; de noble SAMUEL ROYER, à *Vitry*, ami de l'époux; de M^e Isaac Jaquelot, aussi ministre à W.; du S^r Berthelemy de Marolles, frère et neveu de ladite Delle Jaquelot. — 28 mars : Baptême de MARIE MADELEINE DE SERVAL. Marraine : Delle MARIE JACOB, veuve de M^e JÉRÉMIE OURIER, *vivant ministre de la R. P. R. à Chaalons*. — 13 juin : Naissance de MARIE-ANNE JACQUELOT, fille de M^e Isaac Jaquelot, *ministre de la R. P. R. à W.* et de Delle Anne-Marie Roger; baptisée le 14; parrain : le S^r Barthelemy de Marolles, fils de noble Jacques de Marolles et de feu Delle Marie Jaquelot; marraine : Delle MARG^{te} ROGER, femme de M^e PIERRE ALLIX, *ministre de la R. P. R. à Paris*.

(C'est le dernier acte de 1685.)

PROCÈS-VERBAL DU TEMPLE DE LA R. P. R.

(BIBLIOTHÈQUE DE VASSY, n° 1598.)

Cejourd'huy dernier jour de septambre mil six cents quatreuingt et trois, enuiron Lheure de huit du matin, pardevant Nous Antoine

de Renusson, conser du Roy president preuost Juge ord^{re} com^{re} Eng^{ter} et examinateur en la ville et preuosté de Vuassy, en pres. du Receueur et greffier ord^{re} est comparu en no. hostel et domicile le Procureur du Roy en cette preuosté, Leqⁱ nous a dit qⁱ a receu par Lordre de Monseigneur le procureur g^{ral} de la cour du parlement du mois de juillet derr, une desclaration du Roy portant que dans les temples de ceux de la Religion pretendue Reformée il y aura un lieu marqué où pourront se mettre les catholiques qui voudront aller audit temple pour entendre les presches qui s'y font et qu'ils y soient receus, laquelle desclaration du vingt deux du mois de may dernier signée par le Roy, Collebert et scellé du grand sceau de cirre jeaune registre^d en lad^e cour et parlem^t, Le dixième du mois de juillet ledit Procureur du Roy auroit f^t publier, lire et enregistrer aux audiances du jeudy cinq aoust suiuant et ordonné quelles seroient leues et proclamees au son du tambourg en la place public^q a la manière accoutumée, ce qui auroit esté fait par le clerc Le vingt huit du mesme mois affin de la randre publique et notoire a tous les h^{ab} de lad^e Religion pretandue Reformée, en conseq^{ce} de quoy et pour paruenir a lex^{tion} de lad^e desclaration ledit procur du Roy a f^t avertir a cedit iourd'huy heure de dix du matin les h^{ab} de lad^e Religion aux personnes de Mr Isaac Jacquelot leur ministres et de Samuel Laurent (*mot illisible*), Claude Maucier et Samuel Cappitain leurs anciens, affin de faire ouuerture de leurdit temple, et estre lad^e desclaration ex^{te} selon la forme et teneur, et auec une marque le lieu ou sera situé le siege dans leqⁱ les catholiques se peuvent placer lors ded. presches, qui sera d'une construction honneste et commode et de longueur de douze pieds, en sorte qⁱ puisse contenir aisem^t six a huit personnes au moins. Requeroit led. procur du Roy vouloir Nous transporter auec n. dit greffier aud. temple à lad. heure, sur quoi veue lad^e desclaration les diligences du procur. du Roy, Nous Nous sommes transportez au temple ou estant arrivez auec lesd. procu. du Roy et Greffier, accompagnez de Mr Jean Thomas P^{re} curé dud. Vuassy, Nous avons trouue la porte diceluy ouuerte, les d. ministres et anciens disposez a recepuoir les volonte de sa Majesté portee en lad. desclaration de laquelle leur a esté fait encor lecture (*deux mots illisibles* ont desclaré qu'ils conçoivent l'intention d'Icelle et pour y satisf^{re} a esté marqué en pres. dud. s^r Thomas appellé a cet

effet et avec lesd. ministres et anciens, Le ban qui est audessous de la fenestre à main gauche en entrant au temple, de longueur de dix à douze pieds, en sorte qu'il peut contenir huit personnes et qui est distingué des autres par un dossier plus élevé et n'a été reçu qu'autant que les personnes qui pourroient l'occuper se trouveroient incommodées de celui qui est au pied, il y sera remédié ainsi qu'il sera jugé à propos, et afin que ledit ban ne soit rempli à l'avenir par aucuns de ceux de lad. Religion P. Ref. qui pourroient s'y placer pour faire Insulte aux catholiques, sera tenu ledit Ministre de déclarer à son presche de dimanche prochain qu'il est destiné et marqué pour les catholiques, pour au cas de contravention être procédé contre les entrepreneurs, ainsi qu'il appartiendra, et ont lesd. S^{rs} Thomas, curé, les ministres et anciens comparus signé : *Thomas ; Jacquelot ; Cappitain*, anciens ; *De Maumont*, ancien ; *Claude Maucler*, ancien ; *Joseph Coutenot*, ancien ; *De Marolles*, ancien.

N. B. Le susdit procès-verbal, est contresigné, après un visa illisible, de l'autorité gouvernementale, par les noms suivants : *De Renusson, J. Rayet, Giraud*.

M. le pasteur Galland a dû la connaissance de ces documents à l'obligeance de M. le maire de Vassy (dont les ancêtres maternels furent protestants), et à celle de M. Martin, secrétaire de la mairie. Il mentionne encore un « Mémorial de la ville de Vassy, dressé par le conseil municipal le 15 pluviôse an XII, » et contenant des détails sur le massacre de 1562, sur la révocation de l'Edit de Nantes et l'émigration des protestants, mais dont il n'a pu encore se procurer un extrait.

Cette communication, dont nous remercions M. Galland, sera pour nous une occasion de revenir sur ce fait historique si douloureux et si important du massacre de Vassy, en publiant un document contemporain qui mérite d'être remis en lumière. C. R.

UN ALBUM BERNOIS DE 1672

Genève, 20 janvier 1872.

A Monsieur le Rédacteur du BULLETIN.

Monsieur,

A plus d'une reprise, le *Bulletin* a fait ressortir l'intérêt que peuvent offrir les livres de souvenirs en usage aux XVI^e et XVII^e siècles, et désignés sous les noms d'*Album amicorum*, *Stammbuch*, etc. Sans doute les personnages qui ont écrit sur les pages de ces petits volumes ne sont point tous célèbres; les sentences dont ils accompagnent leur signature n'offrent souvent rien de remarquable, et les éloges qu'ils décernent au propriétaire de l'*Album* paraissent généralement inspirés par la politesse ou par une indulgente amitié. Toutefois, sans exagérer leur valeur, je crois qu'il importe de recueillir et d'exposer avec soin ces modestes monuments des siècles écoulés. Alors même qu'ils n'offriraient aucun autographe précieux, la simple reproduction par ordre chronologique des signatures, avec la mention des dates et des localités, fournit aux études biographiques, de plus en plus minutieuses à notre époque, d'utiles renseignements, et peut même aboutir à des aperçus historiques dignes d'intérêt. Pour n'en citer qu'un seul exemple, j'ai eu l'occasion d'appliquer cette méthode à un *Album* du XVII^e siècle, qui m'avait été obligeamment communiqué par un de mes compatriotes, M. Charles Rigaud, auquel il appartient actuellement. Son possesseur originaire, centre des souvenirs qui s'y trouvent consignés, était un candidat en théologie du canton de Berne, nommé Jean-Gaspard Seelmatter. Il paraît être mort jeune, car le catalogue imprimé des pasteurs bernois, qui enregistre les noms de plusieurs membres de sa famille, ne mentionne point le sien, et son *Album* ne présente aucune inscription postérieure à 1674. Mais, d'autre part, il nous permet de suivre Seelmatter dans sa courte carrière: il nous le montre faisant ses études à Genève et à Berne, et entreprenant, il y a précisément deux siècles, un voyage théologique et religieux au travers de la France. Durant les années 1672 et 1673, il visite les diverses Académies réformées, ainsi que plusieurs des Eglises les plus importantes. Il recueille sur ses tablettes les témoignages d'amitié de professeurs, de pasteurs, de laïques influents, et de ceux de ses compatriotes qu'il rencontre sur la terre étrangère. La liste des noms correspondant aux années 1672 et 1673 revêt dès lors le caractère d'une page empruntée à l'annuaire officiel du protestantisme français: elle réveille le souvenir de plusieurs des hom-

mes qui, durant la période précédant immédiatement la révocation de l'Edit de Nantes, ont déployé dans les Eglises de France le plus d'activité scientifique et de zèle religieux. C'est à ce titre, et sous l'impression de la coïncidence des années, que je prends la liberté de vous transmettre ces courts fragments de l'*Album* du jeune Bernois : ils sont peut-être de nature à trouver place dans une des livraisons de 1872.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments dévoués.

CH. LE FORT.

PUYLAURENS.

- 1672, mars, 21. Joh. Bertrandus (amicus amicitiaë).
 vere ineunte. Andreas Martellus, verbi minister et S. Theol.
 professor.
 ingrediente si- Gommarcus J. Christi minister et S. Theol.
 gnum arietis professor.
 sole. « Ornatissimo et supra ætatem literaria imprimis
 Theologica supellectile instructo D. Seel-
 mattero, commensali ad tempus meo, longe
 suavissimo, post septimestre arctæ necessi-
 tudinis commercium abiturienti et ad ube-
 riorem adhuc messem colligendam prospe-
 ranti, non sine dolore at ex amore tamen
 nulla temporum aut locorum intercapedine
 labefactando, ponebam Podiolorum Vauro-
 rum in Gallia ingrediente signum sole
 A° Christi 1672. »
 sub finem Joh. Bonafassius, Verbi divini præco.
 Martii.
 pridie kal. Antonius Personus e senatu Academico.
 apriles.
 avril, 3. Elias Ramondus V. D. M. et prof. philos.
 avril, 4. Jo. Bon, doctor medicus, philosophiæ profes-
 sor nec non gymnasiarcha.
 avril, 18. Daniel Amyanus.
 decimo kal. B. Balaguierius.
 maii.
 kal. maii. J. Tersonus, philosophiæ alumnus.

mai, 30. Jo. Colerius Juris doctor consiliarius regius et
locum tenens Academici consilii præses.

PUYLAURENS.

1672, sub finem maii. Viguerius Regiomontanus apud Albios in Oc-
citania.
octob., 3. Aaron Testatius.

MONTAUBAN.

1672, juni, 4. Jacobus Garrissonus.
8. G. Clavellus, eccl. helv.
1672, juni, 8. J.-F. d'Oges, SS. Theol. stud. Viviaco. Helve-
tius.
Id. S. Mistralis, Laus. Helv.
7. Johannes Carolus in ecclesia montalbanensi
Verbi divini minister.
Id. Petrus Ysarnus ecclesiastes montalbanensis.
9. Isaacus Brassardus, pastor in urbe patria.

BORDEAUX.

1672, juni, 14. Jo. Bertrandus. (Renovatum Burdigalæ 14 junii
ejusdem anni).

SAUMUR.

1672, sept., 17. Leonhardus Engelerus, H. Tig.
1673, mars, 27. Pet. Villemandinus, Verbi divini minister et
philosophiæ ac professor.
mars, 27. Joh. Druetus, phil. professor.
mars, 27. J. Solanus, S. Theol. professor et gymnasiar-
cha.
6^o kal. apriles. Jacobus Cappellus, linguæ sanctæ professor.
S. d. Isaacus Dhuissens, salmuriensis.
S. d. Step. Gaussenus, Theol. professor.

ORLÉANS.

1673, avril, 3. N. Peneverius, Laus. Helv.
4. Claudius Pajo, aurelianensis ecclesiæ pastor.

« Ingressus verborum tuorum illuminat, rudioribus dat intelligentiam. » Ps. 119, 130.
Beatus qui legit. Apoc. I, 3.

PARIS.

- 1673, cal. maii. B. Balaguierius. (Renovatum bonis artibus Parisiis calendis maii 1673).
juillet, 31, Dan. Amyanus. (Quæ Pedilauri Scripsi Parisiis labente anno renovavi 31 die julii 1673).
Id. Joannes Claudius, Paris. Eccl. Ref. minister.
« E cœlis intuetur Jehova, videt omnes filios hominum. Ps. 33.
Id. Joannes Grunerus, SS. Th. stud.
pridie cal. aug. Joh.-Rod. Rodolph, SS. M. C.
pridie cal. aug. Jacobus Burckhardus, J. V. D. Rauracus.
août, 2. D. Triboletus, SS. Th. st.

SEDAN.

- 1673, mai, 31. Ludovicus de Beaulieu le Blanc, pastor et theologiæ professor ac p. t. sedanensis Academiae rector.
« Tantum es quantum es in oculis Dei et nihil amplius. »
juin, 2. P. Jurieu, SS. Theologiæ et linguæ sanctæ professor et V. D. minister.
S. d. Marie du Moulin.
1674, juin, 6. Jacobus Didier, medicinæ doctor et aquarum mineralium aquensium superintendens.
quinto idus junii. Jacobus Burckhardus J. V. D. et in Academia sedanensi ejusdem juris professor ordinarius.

BIBLIOGRAPHIE

ESSAI SUR L'HISTOIRE DES EGLISES RÉFORMÉES DE BRETAGNE
(1535-1808), par B. VAURIGAUD.

Il y a vingt et un ans, M. le pasteur Vaurigaud publiait le précieux manuscrit de Philippe Lenoir, sieur de Crevain, sur l'histoire ecclésiastique de Bretagne depuis la réformation jusqu'à l'Edit de Nantes. Il annonçait en même temps l'intention de continuer ce travail jusqu'à nos jours. Il a fait mieux que de tenir cette promesse. Il vient de nous donner en trois grands volumes in-8°, une œuvre originale et approfondie, qui remonte aux origines, n'embrasse pas moins de trois siècles, et atteste les recherches les plus patientes, le labeur le plus persévérant appliqué à l'histoire religieuse d'une province où la Réforme, sans y avoir jeté des racines aussi profondes qu'en d'autres contrées, a suscité d'importantes Eglises et produit de grands caractères. N'est-ce pas un honneur pour le protestantisme breton d'avoir eu pour ainsi dire pour premier apôtre ce François de Châtillon, seigneur d'Anelot, en qui revêcut l'héroïsme chevaleresque de Bayard, et d'avoir enrôlé sous sa bannière cette famille de Rohan dont on connaît la fière devise si bien justifiée par son histoire !

L'œuvre entreprise par M. Vaurigaud offrait d'autant plus de difficultés que la narration de Crevain s'arrête en 1611, et que l'on doit y suppléer par des indications puisées un peu partout, dans les archives locales ou dans des bibliothèques étrangères d'un accès peu commode. De riches appendices ajoutés à chaque volume montrent combien l'auteur a eu la main heureuse dans cette partie de sa tâche. Les archives de Nantes minutieusement explorées lui ont fourni d'importantes pièces, complétées par le précieux tribut des collections de Paris et même de Leyde. Le chartrier de Thouars, non moins inépuisable que la libéralité de M. le duc de la Trémoille et la rare obligeance de notre ami M. Paul Marchegay, tenait aussi en réserve bien des trésors qui n'attendaient qu'un judicieux emploi. Enfin les papiers provenant du château de La Forêt-sur-Sèvres, ont complété, sur bien des points, les indications fournies par les mémoires

de Du Plessis-Mornay. L'auteur n'a donc rien négligé de ce qui devait rendre son travail complet, et à ces recherches dignes d'un bénédictin il a su joindre cet esprit de justice et d'impartialité qui n'est l'apanage d'aucune Eglise. Peut-être a-t-il trop préféré les allures de la chronique à celles de l'histoire et sa narration gagnerait-elle parfois à être dégagée de certains détails qui semblent mieux placés en notes. Mais ce défaut devient presque un mérite dans un livre où tout est donné à l'exactitude, à la vérité, et qui doit être compté au nombre des monuments les plus importants consacrés à l'histoire d'une de nos anciennes provinces. L'Académie des inscriptions et belles-lettres a des médailles pour ces œuvres ignorées des lecteurs frivoles, mais qui ajoutent au trésor de nos antiquités nationales. La Réforme elle-même n'est qu'une antiquité de plus sur le vieux sol celtique d'où n'ont pu l'extirper trois siècles de persécutions.

Le premier volume comprend la période des origines, la formation des diverses Eglises réformées et leur histoire jusqu'à l'entrée de Henri IV à Paris (1594). C'est le récit de Crevain refait, élargi et habilement rattaché à l'histoire générale. Nantes, où s'est formée la conjuration d'Amboise, verra naître l'édit réparateur qui porte son nom. On peut dire aussi des cités : *Habent sua fata!* La Bretagne a de bonne heure ses martyrs dont le sang ne coule pas en vain, et le premier de tous, ce Nicolas Valetton, receveur à Nantes, qui endura la mort avec une singulière constance, place du Trahoir, rue Saint-Honoré (1535). Les ministres continuent dignement l'œuvre des martyrs : citons Gaspar Cormel, Loiseleur de Villiers ; après eux Dufossé-Bonneau, Mathurin L'Houmeau du Coudray. L'Evangile est prêché à Nantes et à Blain. L'Eglise de Rennes grandit avec ses trois annexes, le Bordage, la Magnane et la Corbonnaye. L'Eglise de Vitré n'a pas moins d'importance. Un premier Synode provincial est tenu à Châteaubriant, le 10 septembre 1561. Les Eglises de Nantes, Rennes, Vitré, La Roche-Bernard, Ploermel, Bain et Nort y sont représentées. Celle du Croisic appelle un ministre après l'édit de janvier. Ici nous touchons aux guerres de religion dont la Bretagne ressentit le terrible contre-coup. Le patriotisme éclairé des magistrats de Nantes lui épargna les horreurs de la Saint-Barthélemy, mais la Ligue en fit un de ses principaux foyers.

C'est dans les luttes religieuses de cette province, au siège de Lamballe, que fut grièvement blessé le brave Lanoue dont un témoin nous raconte la fin en ces termes expressifs : « Le quinzième jour après midy, il eut une paralysie sur la langue et avait peine à

parler ; reposa quelque peu cette nuit. Le lendemain de bon matin (4 août 1591), le dit sieur Montmartin l'alla trouver, qui reconnut bien qu'il n'y avoit plus d'espérance en sa vie. Mgr le prince de Dombes avoit envoyé M. Du Perrien pour le visiter, le sieur de Chaballan y estoit aussi ; il commença à prier Dieu ardemment, et avec les yeux élevés au ciel, sanglots et soupirs, attirait la miséricorde de Dieu. La parole et congnoissance lui continuèrent jusques un bon quart d'heure devant la mort, bien qu'il y eût peine à l'entendre ; et peu devant mourir pleura, et avec le doigt proche du petit essuyoit ses larmes, et du reste de la main les couvroit. Alors luy commencèrent les convulsions et les agonies de la mort le pressèrent, et le dit sieur de Montmartin luy dit en luy tenant la main : Souvenez-vous, monsieur, du passage de Job, qui dit : « Je scay que mon rédempteur vit et qu'il se tiendra le dernier sur la terre, et que mes yeux et ma chair verront mon Dieu en sa face ; » et en le pinçant sur la main luy dit : « Monsieur, vos os et votre chair le verront, ne le croyez-vous pas ? » Alors il leva la main au ciel, et la tint longtemps en l'air, alongeant le maître doigt, et nous regardant du mesme œil qu'il nous menoit à la guerre, et aussitôt rendit l'esprit. » Ainsi mouraient en leur lit, comme sur un autre champ d'honneur, les compagnons de Condé, de Coligny, les héroïques survivants de tant de champs de batailles. Les derniers jours du ministre Merlin, le pieux pasteur de Vitré, celui qui assista l'amiral dans la nuit du 24 août, ne sont pas moins touchants, et M. Vaurigaud n'a garde d'omettre ces tableaux où brille sans ombre le pur esprit de la Réforme.

C'est un curieux chapitre que celui des négociations de Henri IV pour l'extinction de la Ligue en Bretagne. Là comme ailleurs la réconciliation des ligueurs avec la royauté nouvelle se fit au détriment des réformés. Le dernier acte du duc de Mercœur fut la boucherie de la Chataigneraye qui rappela le massacre de Vassy. Les princes lorrains se montraient dignes d'eux-mêmes. A cette école se forment des âmes cruelles, atroces, M. Vaurigaud cite le trait suivant qu'on a peine à croire : Un gentilhomme poitevin nommé Laspoy, fut livré captif à un sien cousin, La Roche-Boisseau, qui le haïssait à mort, et qui pour le faire languir plus longtemps s'avisait d'un tourment inouï. Par une froide nuit d'hiver Laspoy fut exposé nu dans la rue ; puis au matin, tout roidi de froid, présenté devant un grand feu et tourné *comme du rôti*. Il survécut trois ans à cet affreux supplice, « avec des maux incroyables qui ne finirent que par sa mort. » De tels traits font mieux comprendre le triste

état de notre pays et la mission réparatrice de Henri IV. Ses bonnes dispositions eurent cependant besoin d'être aidées par l'attitude énergique de l'assemblée de Châtellerault et le zèle de Mornay. Si l'édit demeuré si justement célèbre, conférait aux réformés le droit d'exister légalement et de parvenir aux emplois publics, il ne leur accordait cependant qu'une liberté limitée, car ils ne pouvaient exercer leur culte qu'à une distance de trois lieues de Nantes et des principales villes de la province. Ce n'était pas moins un immense bienfait, après quarante ans de guerres civiles. Henri IV manqua trop tôt à l'œuvre si grande, si nécessaire de la pacification des esprits.

Sa mort prématurée remit tout en question, et l'histoire de la Bretagne, comme celle des autres provinces du royaume, n'est que le tableau des efforts de la minorité réformée pour maintenir les droits dont l'exercice (celui de quelques-uns du moins) n'était pas sans péril pour l'Etat. C'était un effet du malheur des temps, et du long antagonisme des partis, que la liberté religieuse ne pût être garantie que par des concessions empruntées à l'ordre politique, et qui faisaient de la Réforme une république au sein de la monarchie absolue. Sortis du droit commun par l'Edit de Nantes, les réformés devaient y être violemment ramenés par la suppression de leurs assemblées politiques, et par l'abolition de tous les privilèges qui étaient peut-être l'indispensable garantie du libre exercice de leur culte. Ce fut l'œuvre de Richelieu. Mais la minorité religieuse ainsi désarmée, demeurait à la merci du plus fort, et les maximes intolérantes dont le clergé catholique n'avait pas cessé de cultiver la tradition, devaient tôt ou tard porter leur fruit. Richelieu prépara ainsi, sans le vouloir peut-être, l'œuvre de Louis XIV, et la chute de la Rochelle fut le prélude de la Révocation. L'inviolable fidélité des réformés pendant les troubles de la Fronde, et l'activité si utile qu'ils déployaient dans toutes les branches du commerce et de l'industrie, ne leur servirent de rien, le jour où prévalurent dans les conseils de la monarchie les vieilles maximes si funestes à notre pays. Dès le milieu du XVII^e siècle on voit se dessiner de plus en plus la politique qui doit abroger, article après article, le glorieux édit, monument de la sagesse de Henri IV. M. Vaurigaud a dressé pour ainsi dire le procès-verbal de cette lente destruction en suivant de lieu en lieu les violations chaque jour plus manifestes de l'édit, en recueillant les justes plaintes des Synodes. Cette voix importune allait bientôt être supprimée, et à partir de 1659 toute résistance légale devient impossible. Sur vingt-neuf Synodes na-

tionaux, la Bretagne en avait eu deux tenus à Vitré en 1583 et en 1617. A la veille des grandes catastrophes, en 1668, elle comptait environ vingt Eglises, avec leurs annexes déjà plus ou moins retranchées du tronc. La démolition des temples de Blain, de Vitré, de Vieilleigne, présageait le sort réservé aux autres édifices religieux de la province.

La fatale année 1685 vient de sonner. « Enfin, dit M. Vaurigaud, la haine triomphe. Sa demande si longtemps présentée sans succès, ou du moins sans succès qui le satisfasse, lui est accordée tout entière. L'édit sera révoqué, les temples abattus, les ministres exilés, le culte interdit; il n'y aura plus de réformés. Le clergé n'aura plus qu'à entonner des cantiques d'actions de grâces et à exalter l'équité, la sagesse et le zèle du monarque qu'il compare à Constantin, et qui vient, dit-il, par la révocation de l'Edit, de mettre le sceau à sa gloire. A ce brillant tableau il y a des ombres, les souffrances inexprimables de tout un peuple de près de deux millions d'âmes qui prend Dieu et les hommes à témoin de l'injustice de ses maux et de sa fidélité. » Le troisième volume de l'ouvrage de M. Vaurigaud est comme l'inventaire de ces douleurs dans la province la plus catholique de la monarchie. Si l'on y rencontre de tristes défaillances, il y a aussi des résistances courageuses, comme celle de cette veuve Sconouve, de laquelle on écrit *qu'il n'y a rien à espérer pour sa conversion*. Ceux même qui faiblissent ne peuvent se séparer de leur vieille Bible. Etranges convertis que ceux qui ne veulent d'autre misel que l'Evangile ! La veuve de Charles de la Trémoille, Emilie de Hesse, princesse de Tarente, donne l'exemple d'une pieuse constance. Elle ne quitte Vitré, avec les domestiques de sa religion, que pour passer en Allemagne, et devenir la protectrice des pauvres réfugiés de Francfort. C'est elle que Madame de Sévigné appelle la *bonne princesse*. En assistant à son départ en 1685, et à tant d'autres émigrations qui déchiraient un monde de familles, elle aurait pu dire avec moins de légèreté qu'en 1675 : « Je compris la sainte opiniâtreté du martyr » L'esprit qui suffit à tout ne suffit à rien quand il s'agit des saintes luttes de la conscience.

Nous n'essayerons pas d'analyser un volume qui par la multiplicité des faits et l'étendue des informations se refuse à toute analyse. On remarquera dans l'appendice une liste de réfugiés emprisonnés, expulsés, mis aux galères ou trainés sur la claie, de 1700 à 1715, ainsi que l'indication des pasteurs qui ont exercé leur ministère en Bretagne durant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Enfin une table alphabétique de tous les noms des personnes de la religion réformée,

mentionnées dans l'ouvrage. Ainsi se termine dignement le grand travail de M. Vaurigaud, qui en mettant la dernière main à son œuvre, au milieu des deuils de la patrie et de ses épreuves privées, n'a pas du moins à répéter le mélancolique aveu de tant d'autres : *pendent opera interrupta* ! Il a pu clore par les actes réparateurs qui ont marqué le commencement de ce siècle la série des actes iniques dont il déroule durant trois cents ans l'affligeante histoire. Chose remarquable, après trois siècles de luttes ou de proscriptions, et trois ans après le mémorable édit qui rendait aux protestants leurs droits civils, tout en interdisant parmi eux le titre de ministre, le nom d'un pasteur de l'Eglise réformée, Jacques Barre, est inscrit en 1790 sur le monument érigé à Louis XVI par la municipalité de Nantes ; monument plus légitime et plus glorieux que tant de statues et médailles destinées à perpétuer le souvenir d'une des plus criantes iniquités du Grand Roi.

J. B.

MÉLANGES

L'AMIRAL COLIGNY A CHATILLON

FRAGMENT D'UNE THÈSE SOUTENUE EN SORBONNE PAR M. JULES TESSIER.

Il y a vingt-cinq ans la Faculté des lettres de Paris accueillait avec faveur une apologie hautement avouée du cardinal de Lorraine. On aime à voir un signe des temps dans le pacifique débat qui s'ouvrait, le 5 novembre dernier, dans la vieille Sorbonne, sur un personnage plus grand et plus pur, à propos d'une thèse de doctorat présentée par M. Jules Tessier, professeur d'histoire à Poitiers, et consacrée à l'amiral Coligny.

M. Tessier a étudié Coligny avec amour, et de l'aveu de ses juges, ce sentiment l'a bien inspiré. Il comptait, il est vrai, d'illustres précurseurs dans cette voie réparatrice : Ranke, Michelet, Henri Martin. Son œuvre n'en porte pas moins un cachet très-personnel : « Peu d'hommes, dit-il, se sont fait du devoir une plus haute idée que l'amiral Coligny, mais il n'est pas toujours facile, même à l'homme le plus honnête, de bien discerner quel est le devoir. Il est, en effet, des époques agitées, où les cœurs les plus purs se troublent, où les

esprits les plus droits s'égarent, où la conscience humaine cherche inquiète, incertaine, sans le découvrir jamais, d'une vue nette et claire, le vrai chemin de l'honneur.

« Coligny vécut à l'une de ces époques terribles. De là les hésitations, les doutes, les douleurs de cet honnête homme, qui, toute sa vie, s'efforça de concilier tous ses devoirs, de rester en même temps fidèle à son roi, à son pays et à son Dieu. De là dans son âme une de ces luttes mystérieuses qui ne sont pas sans intérêt, même à côté des luttes retentissantes engagées alors sur les champs de bataille de France. »

C'est cette histoire tout intime que M. Tessier a voulu retracer et dont il a soumis les conclusions au docte aréopage que présidait un de nos maîtres vénérés, M. Wallon, assisté de MM. Egger, Himly et Lacroix. Si le débat, trop circonscrit dans des questions de détail, n'a peut-être pas entièrement répondu à l'attente du public, la discussion n'en a pas moins offert un vif intérêt, et les applaudissements du public ont répondu à M. Tessier quand il fournissait à l'un de ses juges, trop épris des Lorrains, les preuves de la grandeur de l'amiral. M. Himly s'est chargé d'achever la démonstration en rendant un éloquent hommage au grand huguenot, au grand patriote. Mais nous croirions manquer aux convenances en anticipant sur la publication du compte rendu officiel de la soutenance, qui nous fournira l'occasion de revenir sur ce grave sujet. Remerciements, en attendant, M. Tessier d'un écrit qui est aussi un témoignage, et lui assure de justes titres à la reconnaissance des amis de la vérité historique. Les pages qui suivent ont été particulièrement remarquées dans une thèse qui se recommande d'elle-même à tous nos lecteurs.

J. B.

Transportons-nous donc par la pensée sur les bords du Loing, et gravissant les trois étages de terrasses superposées que domine le château de l'Amiral, pénétrons dans cette demeure imposante à la fois et gracieuse, chère aux artistes italiens et français, qui l'ont peuplée de leurs chefs-d'œuvre. C'est là que, la paix conclue, l'Amiral s'est retiré, au commencement d'avril 1563. Là, au milieu de « tout son petit mesnage (1), » il tâche d'oublier les terribles émotions de la guerre civile,

(1) Lettre de Coligny à la duchesse de Ferrare, dernier may 1563. B. N. Mss. f. 3256, f. 114.

et regarde, avec les derniers jours tristes de l'hiver, s'enfuir peu à peu le souvenir des maux passés.

Autour de Charlotte de Laval, sa noble et courageuse compagne, se pressent de nombreux enfants, bénédiction que Dieu a envoyée au héros : ses trois fils, Gaspard, François, Odet, dont l'ainé à peine remis de la terrible maladie qui a failli l'emporter à Orléans ; puis les deux petites filles, Louise et Renée, cette dernière encore à la mamelle. Tout ce petit monde emplit la maison de joie et de bruit ; car l'homme grave aime que les enfants s'amuse, fassent « une belle vye en s'esbattant tous ensemble joyeusement (1). »

Mais l'ainé des fils a déjà neuf ans ; il faut songer au travail, à l'étude. Coligny a choisi un digne maître, Le Gresle, qui sera dans cette noble maison entouré du respect, de l'affection de tous ; l'Amiral sait combien c'est chose sainte d'élever la jeunesse, et il ne cessera de recommander à ses enfants d'aimer, d'honorer comme un second père ce maître qu'il leur a donné, de lui obéir comme à lui-même. Sans cesse aussi il leur recommande l'étude, non celle qui remplit la tête de mots vides, de phrases creuses, mais celle qui élève l'âme, qui développe en elle le germe des généreuses pensées, des bons sentiments : « pendant que vous estes en âge, employez vostre temps en l'étude des bonnes lettres qui vous mettent dans le chemin de la vertu (2). »

Et ce n'est pas seulement l'instruction de ses enfants à lui qui le préoccupe. Il a coutume de dire que l'instruction générale « est un singulier bienfait de dieu... que l'ignorance des lettres avoit apporté à la république... aussy à l'Eglise d'épaisses ténèbres. » Convaincu que les collèges doivent être « un séminaire de l'Eglise et un apprentissage de piété (3), » il en fait construire un à ses frais, dans sa ville de Châtillon. A ses frais, il y appelle et entretient un assez grand nombre d'écoliers ; et pour que cette jeunesse y puisse vivre et croître à l'abri, il a eu soin que l'endroit choisi fût dans le meilleur air et le plus sain possible. De doctes professeurs y enseignent aussi l'hébreu, le grec et le latin.

Mais plus haut que les leçons parlent les bons exemples ; il le sait, et le meilleur des maîtres c'est lui-même, bien plus vénérable encore au milieu de sa maison que dans l'exercice de ses charges. On sait quelle religieuse règle de vie il avait établie parmi les siens : prières en commun matin et soir ; avant le dîner prêche ou chant des psaumes, lui toujours présent, vrai modèle de recueillement et de piété, de cette

(1) Lettre de Henri de Condé à l'Amiral, citée dans *l'Histoire des princes de la maison de Condé*, t. II, p. 415.

(2) Lettre de Coligny à ses fils, citée dans la *Vie de Coligny*. D. L. H., p. 76, 77.

(3) *Portrait de Coligny*, à la suite de la *Vie* précédemment citée.

piété éclairée, intelligente, qui veut des actes, non des formules, et qui met en pratique les admirables préceptes de la fraternité, de la charité chrétienne.

Aimez-vous les uns les autres, a dit Christ à ses disciples : aussi, dans cette pieuse et sainte demeure, quand une querelle s'élève, le maître fait venir les serviteurs désunis ; et alors de cette voix un peu tardive et lente qui pénètre les cœurs, il leur rappelle qu'il doit compte à Dieu non-seulement de sa conduite, mais de la leur ; et, au nom du Dieu de paix, il les adjure de se réconcilier. Heureux de voir régner autour de lui, et de mettre dans sa maison cette bonne harmonie qu'il voudrait au royaume de France tout entier.

Aimez-vous les uns les autres, aimez les malheureux ! Et l'infortune ne frappe jamais en vain à cette hospitalière demeure. Les lettres de l'Amiral, celles de sa femme, écrites en faveur de pauvres gens sans places ou sans ressources, confirment ici les révélations des biographes contemporains ; elles nous prouvent la charité, la bonté des maîtres de Châtillon (1).

Est-ce donc un fauteur de guerres civiles l'homme qui fait ce noble usage de sa fortune, qui la consacre au soulagement des pauvres, à l'éducation de la jeunesse ? Il ne manquait pourtant pas de gens pour le dire, pour le croire peut-être. Mais, de cette haine aveugle ou passionnée de ses adversaires, il devait être amplement dédommagé par les bénédictions des malheureux, par l'estime, par l'affection dévouée des meilleurs, des plus honnêtes personnages de son temps. Il est en correspondance continuelle avec le maréchal de Montmorency, avec la duchesse de Ferrare, et au ton de cette correspondance, on sent quelle étroite sympathie unit les uns aux autres ces nobles esprits, ennemis déclarés de toute violence, zélés partisans de la tolérance religieuse.

Coligny l'était dans le sens le plus large du mot. Ne voulant ni faire « la loi aux catholiques, ni la recevoir d'eux, » il est aussi prêt à repousser la suprématie genevoise que la suprématie papale : « ... ne blâmant rien, écrit-il un jour à de Bèze, à propos de Morelly, rien de ce qu'il me fist entendre de l'Eglise de Genève, sinon la prééminence et prérogative qu'il disoit qu'elle vouloit usurper sur les autres églises, de quoy outre que je n'y ay jamais adjouté foy, moins encore ay je pensé a vous en imputer quelque chose... (2) »

S'élevait-il donc au-dessus des querelles qui divisaient entre eux les protestants ? Nous pouvons presque l'affirmer ; nous savons du moins

(1) V. *Pièces just.*, L.

(2) Lettre du 29 janvier 1567, tirée de la biblioth. de Genève et communiquée par M. J. Bonnet.

que son amitié pour de Bèze ne l'empêchait pas d'être en fort bons termes avec Ramus (1); car cet homme de bien, et c'est ce qui nous paraît constituer sa vraie supériorité, se plaisait à considérer surtout le côté moral de la Réforme qu'il avait embrassée. Véritable chef de l'Eglise réformée de France depuis la mort de Calvin, il ne pouvait sans doute rester indifférent aux discussions dogmatiques inséparables des questions religieuses. Il se plaisait même à suivre, à provoquer les discussions de ce genre, étant, comme tous les hommes d'une raison supérieure, naturellement porté à s'exagérer l'influence du raisonnement, la puissance de la raison. En 1561, il avait cru à l'efficacité possible du colloque de Poissy; en 1566, c'est lui qui préside et dirige en quelque sorte les curieux débats de l'hôtel de Nevers, où, sur la demande du duc de Montpensier, les deux docteurs catholiques Vigor et de Saintes disputent aux deux ministres Spina et Rosier l'âme de la duchesse de Bouillon, fille dudit duc, récemment converti à la Réforme. Sans la présence et les efforts de l'Amiral, ces débats, qui se prolongèrent pendant un mois, du 9 juillet au 7 août, auraient été clos dès le premier jour (2).

S'ils nous prouvent donc le zèle religieux de Coligny, ils nous prouvent bien mieux encore combien est grande sa modération, combien est sincère le désir de conciliation qui l'anime. Son ardeur de prosélytisme, pour être si vive, n'a rien de farouche et d'intempérant. En fait de conversions, il croit même pour les obtenir beaucoup plus à l'efficacité des bons exemples qu'à la rigueur des arguments théologiques. Dans les lettres nombreuses qu'il écrit aux ministres, il ne cesse de leur dire que le meilleur moyen de convertir les autres est d'avoir soi-même une vie sans reproche; que s'ils sont véritablement réformés, « ils ne doivent pas se contenter de porter ce nom, mais faire voir qu'ils le sont effectivement. » Et il les adjure, en outre, de bien vivre les uns avec les autres, même avec les catholiques romains (3).

Ces derniers renseignements nous sont fournis, il est vrai, par une biographie qui ne nous inspire qu'une très-médiocre confiance; mais, sur ce point du moins, elle n'a pu nous induire en erreur. Coligny a dû certes tenir un pareil langage, car nulle part les catholiques n'étaient plus tolérés, mieux respectés qu'à Châtillon: « encores qu'il ne fust amateur de messes, si pouvoit-il dire avecques vérité qu'il n'y avoit lieu en France auquel les prebstres véussent en plus grande sûreté qu'ils faisoient dans sa ville. » Il ajoutait toutefois, avec sa fran-

(1) C'est ce qu'on peut du moins conjecturer de deux courts passages de lettres de Ramus, citées par M. Waddington, p. 442, 488.

(2) Fontanieu, 312, juillet-août 1566.

(3) *Vie de Coligny*, Marteau, Cologne.

chise habituelle non exempte d'une malicieuse bonhomie, « que ce n'étoit pas pour plaisir qu'il y prinst mais pour obéir aux édicts du roy (1). »

Obéir aux édits, c'est-à-dire garder la paix du royaume, prévenir le retour des guerres civiles ! Aussi Coligny ne cesse-t-il de réclamer, de recommander à tous cette obéissance, mettant comme toujours sa conduite d'accord avec ses paroles, et prêchant d'exemple. Malheureusement il y avait trop de haines des deux parts, trop d'impatience pour qu'un tel exemple fût suivi.

Supérieur à ces haines, étranger à ces impatiences, l'Amiral, à partir de 1564, se fait en quelque sorte le grand justicier de France ; toutes les contraventions, toutes les violences commises, il les signale d'où qu'elles viennent pour en presser la répression, au nom du repos public troublé, et dans le seul intérêt de la paix générale compromise :

« Madame, écrit-il à Catherine le 26 février 1564, une grande inhumanité et cruauté s'est faite depuys peu de temps en la ville de Bloys par aucuns séditieux contre beaucoup des meilleurs et des plus paisibles et modestes habitans de la dicte ville, et afin, madame, que vostre dicte majesté soit mieulx informée du fait et comme tout cela est passé, je luy envoie une lettre d'un myen secrétaire lequel m'en a escript, et lequel je la puis asseurer estre fort homme de bien et sans aucune passion... (2). »

Quels sont ces séditieux ? Des réformés ou des catholiques ? L'Amiral ne le dit pas. Il semble que pour lui comme pour l'Hospital, il n'y ait plus dans le royaume ni huguenots ni papistes, mais des chrétiens sujets du roi, tous égaux, tous ayant au même titre droit à la protection et à la faveur royale.

La cour paraît, de son côté, décidée à faire bonne et prompte justice à tous. C'est la reine-mère elle-même qui a prié Coligny de l'avertir incontinent là où il connaîtrait « personnes qui voulussent altérer les édicts et ordonnances du roy et empescher le repos publicq (3). » N'a-t-elle pas, lors de la déclaration de majorité, fait affirmer très-nettement par le jeune roi sa volonté expresse d'être obéi ? N'a-t-elle pas même donné au parti huguenot, aux Châtillons, des preuves si peu équivoques de sa bienveillance que les cours catholiques en ont conçu les plus sérieuses inquiétudes et le plus vif dépit (4) ? N'a-t-elle pas pris en main contre le pape la cause des cardinaux hérétiques et les inté-

(1) *Pièces sur l'Hist. de France*, t. VIII, *Discours du voyage fait par l'Amiral à Paris*.

(2) B. N. Mss. f. f. 15542, f. 191.

(3) B. N. Mss. f. f. 15542, f. 191 déjà cité.

(4) Granvelle, t. VII, p. 301.

réts menacés de la reine de Navarre? Enfin, au commencement même de cette année 1564, ne vient-elle pas de montrer aussi peu d'empressement que possible à écouter les plaintes des Guises, et à publier les décrets du concile de Trente?

Oui, mais l'Amiral n'ose plus croire en la reine-mère; car c'est là encore un des tristes fruits de la guerre civile que cette déplorable tendance à douter de tout et de tous. Bien des faits analogues à ceux dont il se plaint se sont passés déjà, sont restés impunis. Comment ne pas suspecter la sincérité de la cour?

«... Madame, je vous supply me pardonner sy je vous dicts que la trop grande impunité est cause de toutes ses grandes cruaultes et désordres, car il semble que ceulx qui les font, les font sous ombre qu'on leur souffre (1). »

Paroles graves, blessantes même : aussi par une délicatesse de sentiments qui l'honore, Coligny ne les a pas dictées comme le reste à l'un de ses secrétaires; il les a écrites de sa main, comme s'il eût voulu garder entre la reine et lui le secret de ce doute qui pouvait paraître injurieux. Sa meilleure excuse est d'ailleurs dans l'intention qui l'anime, et Catherine ne s'y put méprendre à ces derniers mots partis du cœur qui terminent la lettre :

«... Je vous supply, madame, au nom de Dieu, y vouloir pourveoir, et vous seres cause que le roy sera bien servi et obéy. »

Quelques jours après, la cour commençait son fameux voyage à travers la France; et les fêtes de Bar-le-Duc, les avances de Catherine aux luthériens d'Allemagne, ses intrigues auprès de Condé, surtout les ordonnances restrictives de juin et d'août, n'étaient certes pas de nature à endormir les défiances de Coligny. L'Espagne était rassurée, le cardinal de Lorraine triomphant (2).

Le procès des Châtillons et des Lorrains est toujours pendant. Les trois années ne sont pas encore écoulées, à l'expiration desquelles le roi s'est réservé de prononcer le jugement définitif. Mais il devance ce terme fixé par l'arrêt de janvier 1564, et convoque à Moulins pour le mois de janvier 1566 les Lorrains et les Châtillons.

L'Amiral est à peine arrivé (3), que défense est publiée de faire aucun exercice de religion. Il l'annonce à la duchesse de Ferrare, sans plaintes, sans récriminations; un mot amer dit seulement ses défiances : « Je ne vous puy dire si la court fera ici long séjour... quant

(1) B. N. Mss. f. f. 15542, f. 191.

(2) Granvelle, t. VII, p. 461, 467, 511.

(3) Une lettre de Moulins du 2 janvier 1566, citée *Hist. des princes de la maison de Condé*, t. I, p. 529, dit : « L'Amiral est arrivé lundi..... »

l'on dict que l'on fera ung long séjour en ung lieu, c'est alors que l'on desloge plus tost.... (1). »

N'importe, il est prêt à s'en rapporter au jugement de cette cour dont il se défie; il en signe l'engagement le 12. Dans l'intérêt de la paix, il tentera l'épreuve de cette réconciliation de commande imposée à ses adversaires. Charlotte de Laval, la calviniste ardente qui l'a poussé à la guerre civile, écrit, le 24, à la duchesse de Ferrare, et par la lettre de cette noble femme, on peut juger des sentiments de cette noble famille :

« Il n'est autre bruit que de l'appoinctement... je prie à dieu vouloir le tout bien conduyre tellement qu'après sa gloire, ce soit le repos de tous les gens de bien..... (2). »

L'appoinctement n'eut lieu que le 29. Le 30, l'Amiral annonce à la duchesse de Ferrare que son innocence est reconnue et proclamée; mais à l'extrême froideur et réserve de la lettre, on sent qu'il ne se fait aucune illusion (3). Au sortir de la séance, le jeune Henri de Guise a refusé de presser la main qu'il lui tendait, et Claude s'est écrié : « Ne suis participant en tout ceci, je te défie toi et les tiens. » Quelque temps après, ils tâcheront de le faire assassiner. Seul, le cardinal de Lorraine a fait bon visage; mais il semble que sa haine pour les huguenots n'en soit devenue que plus ardente. Il n'a embrassé le chef que pour mieux étouffer le parti. Heureusement l'Hospital est resté à Moulins, qui lui tiendra tête.

Devant ces insultes, ces menaces, cette intolérance fanatique des Lorrains, la cour doit reconnaître enfin de quel côté sont les perturbateurs du royaume, les promoteurs de guerre civile. Aussi, les tardives réclamations de Charles IX à propos de la Floride, l'approbation donnée aux projets du jeune Monluc, semblent attester l'ascendant qu'exerce sur le jeune roi la loyauté de l'Amiral.

Il est vrai que les moindres circonstances, exploitées avec une habileté perfide, suffisent d'un jour à l'autre pour le rendre suspect. Vers le milieu d'août, il chassait à Bresle en nombreuse compagnie. Le roi s'alarme : une première lettre demande à Coligny la liste de ses hôtes; une seconde lui ordonne presque aussitôt de les congédier, lui reprochant de ne les avoir pas nommés tous. Coligny venait de prévenir cet ordre du roi : ses amis étaient partis; lui-même venait de quitter Bresle. Bien que le doute injurieux fait de sa parole ne puisse manquer de le blesser vivement, il ne songe pas à en rendre le roi responsable; il ré-

(1) Lettre du 6 janvier 1566, B. N. Mss. f. f. 3239, f. 121.

(2) B. N. Mss. f. f. 3214, f. 63.

(3) Fontanieu, 812, 30 janvier 1566.

serve son mépris ou sa colère pour les auteurs des rapports mensongers qui ont égaré Sa Majesté. « Sire, lui écrit-il le 17 août, je mesbahis que gens qui debveroient bien regarder et sçavoir comment ils parlent et asseurent les choses, soyent si légers premièrement à les croire, puy à les faire entendre à Vostre Majesté, faisans par ce moien de très mauvais offices et envers icelle et à l'endroit de voz meilleurs et plus fidelles serviteurs taschant à les vous rendre aultant suspectz comme vous y debvez avoir de fiance... (1). »

Cette lettre, si remarquable en elle-même, l'est encore et plus peut-être à un autre titre. Elle montre que l'Amiral commence à faire grand cas du jeune roi, et comprend qu'il faut compter avec lui, malgré la tutelle déguisée où le tient la reine-mère. Il a vu de près Charles IX ; il l'a entendu affirmer sa volonté d'être obéi, de voir ses édits respectés ; et au ton dont cette volonté est affirmée, il a reconnu non une leçon apprise, mais une idée personnelle très-nette, très-arrêtée. Il mettra désormais son espérance en lui, comme il l'a mise naguère en la régente.

Il ne se contente pas d'espérer en Charles IX ; il semble qu'il soit attiré vers lui, vers cet enfant qu'on a voulu jadis lui donner pour élève, et qui devait un jour l'appeler son père ; il l'aime sans doute pour ces élans généreux, que l'éducation la plus mauvaise n'a pu complètement comprimer ; pour ces lueurs d'enthousiasme qu'il a surprises dans son regard, sombre et farouche d'ordinaire ; pour cette brusquerie sauvage qui, tout en révélant l'état maladif de son âme, atteste du moins sa sincérité, et qui forme un si frappant contraste avec les allures souples, ondoyantes et rampantes de Catherine. Coligny se connaissait en hommes, et il a cru certainement Charles IX capable de grandes et nobles choses. Il l'était en effet. Ne suffit-il pas qu'un jour la muse de Ronsard l'effleurât de son aile pour qu'il exhalât en sublimes accents de sublimes sentiments ? De même, à deux ou trois reprises, il a suffi du souffle puissant de Coligny pour l'entraîner dans les sphères élevées d'une politique honnête et généreuse. Mais hélas ! abandonné à lui-même, aux influences malsaines qui l'entourent, Charles IX retombe vite, et les instincts mauvais de sa nature inquiète, soupçonneuse, reprennent le dessus.

(1) Lettre de l'Amiral au roi, du 17 août 1566. V. *Pièces just.*, M.

CORRESPONDANCE

LE BÉARNAIS FARIE A LA BASTILLE

La question posée dans le dernier numéro du *Bulletin*, p. 487, n'est pas demeurée sans réponse. Nous avons reçu presque en même temps quelques indications sommaires de M. le pasteur Roufineau, de Saintes, et d'un zélé correspondant rouennais la lettre suivante :

Rouen, 1^{er} novembre 1872.

En réponse à la demande insérée dans le dernier numéro du Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, j'ai l'honneur de vous communiquer quelques renseignements sur Farie ; je les trouve dans l'ouvrage *l'Inquisition française, ou l'Histoire de la Bastille*, par M. Constantin de Renneville ; Amsterdam et Leyde, 1734, 5 vol. in-12.

En voici la copie textuelle, pages 131 et 134, tome I^{er} :

« M^r de Falourdet resta deux ans à la Bastille avec quantité de compagnons infortunés qui y étoient pour la même affaire que la sienne (1), et plusieurs autres qui y étoient pour d'autres sujets ; et quoiqu'il ait toujours été seul, il n'a pas laissé d'avoir communication avec plusieurs de ces Messieurs, entre autres avec S. A. M., le prince de Riccia, arrêté pour avoir pris le parti de l'empereur dans l'affaire de Naples, au commencement de 1702, ainsi qu'avec le nommé Farie de Garlin (2), en Béarn, qui étoit prisonnier depuis onze ans lorsqu'il lui parla, pour n'avoir pas voulu abjurer sa religion, qui étoit la Réformée ; ce pauvre homme étoit tout nud sans chemise, et dans une calotte où il avoit pour tout meuble une couverture dans laquelle il s'envelopoit ; il jouissoit, malgré toutes les rigueurs dont on l'accabloit, d'une santé parfaite ; il étoit gros et gras et d'une fermeté inébranlable dans sa résignation aux ordres de la Providence. J'ai vu quantité de ses écrits, qu'il avoit donnés à M^r Falourdet, pour faire tenir à son épouse et à ses enfants, fort édi-

(1) Jean-Baptiste de l'Ormeau, seigneur de Falourdet, qui est une terre noble dans la paroisse de Pougy, bourg à quatre lieues de Troyes, en Champagne, fut enfermé à la Bastille pour port illégal de titre de noblesse. Dans les contrats de mariage de ses ancêtres manquait celui de son bisaleul. Pour ce fait, on prétendait le dégrader de son titre.

(2) Garlin, chef-lieu de canton. (Basses-Pyrénées.) On a écrit par erreur Gartin dans le dernier cahier du *Bulletin*, p. 487.

fians; où, quoiqu'on vit bien qu'il n'avoit pas d'étude, la piété étoit soutenue d'une éloquence naturelle et solide; la manière dont ils se communiquoient est assez singulière. M^r Falourdet avoit une planche sur laquelle il écrivoit avec du charbon, en gros caractères, un mot, puis il approchoit la planche de sa fenêtre, et quand Farie l'avoit lû, l'autre l'effaçoit et en écrivoit un autre, et toujours de suite, ce que Farie transcrivait sur du papier gris qu'on leur donnoit pour leurs nécessitez; car il avoit fait des plumes avec des os, et de l'encre avec du noir de fumée. Farie faisoit une ample réponse à M^r Falourdet sur du papier gris; et comme je l'ai déjà dit, que Farie étoit dans une calotte, je dois dire encore que M^r Falourdet étoit dans un premier étage, où il avoit été mis pour être plus à portée de le soigner, parce qu'il avoit été malade et avoit pensé mourir, et où il avoit même la liberté de se promener dans un petit jardin qui donnoit au pied de la tour où étoit enfermé Farie, qui laissoit tomber son papier dans lequel il enveloppoit un os pour lui donner plus de poids; l'autre le ramassoit, le mettoit dans sa poche et le lisoit tout à loisir, quand il étoit enfermé dans sa chambre. Lorsque M^r Falourdet fut entièrement guéri, on ne lui donna plus la liberté de se promener dans le jardin; mais comme la fenêtre étoit au niveau de ce jardin, il s'avisa d'apprendre à une chienne qu'avoit Barneville (1) à lui rapporter un peloton de papier, qu'il lui jettoit de sa fenêtre dans le jardin, et qu'elle lui raportoit du jardin sur sa fenêtre; pour la paier de sa peine, il lui gardoit une partie de sa viande, qu'il lui donnoit. Après qu'il l'eut bien exercée à ce badinage, il en avertit Farie en lui écrivant sur sa planche, et ils convinrent à un certain signal, qui marqueroit à Farie que la chienne étoit dans le jardin, parce qu'il ne l'y pouvoit voir du lieu où il étoit, qu'il laisseroit tomber son papier avec une petite pierre enveloppée dedans : ils essaierent premierement avec du papier sans écriture; la chienne l'aporta fidèlement à M^r Falourdet; il en envoya d'écrit qui eut le même succès; ainsi la chienne leur servit de messenger pendant un très long-temps. Mais enfin ils furent, si non découverts, mais du moins soupçonnez; heureusement pour eux, il ny avoit dans le papier que des raisins secs que Farie envoioit à son ami, sans écriture. Dans l'instant que la chienne l'aportoit à M^r Falourdet, Barneville entra, à qui elle le présenta; il y trouva des raisins; il n'en dit mot, et quoique Farie priât le porteclefs, quand il lui porta à souper, de lui rendre ses raisins, qu'il disoit avoir mis à sécher sur le bord de sa fenêtre, et qui étoient tombez dans le jardin, on ne laissa pas de mettre des palissades devant la fenêtre de M^r Falourdet, pour empêcher la chienne d'en approcher. Farie commu-

(1) Gouverneur de la Bastille.

niqua cependant toujours avec lui, jusqu'au dernier jour de la sortie de M^r Falourdet, car il démonta sa table, sur une des planches de laquelle il écrivoit en gros caractères, et faisoit lire son écriture à son cher ami, qui respectivement lui répondoit de la même manière.

« Depuis (c'est encore Renneville aussi détenu à la Bastille, qui parle), j'ai vu à La Haye une lettre écrite de Pau, en Béarn, en datte du 21 décembre 1714, par un ami, à M^r de La Forcade, ministre du saint Evangile, qui lui donnoit avis que M^r Farie avoit été mis en liberté en faveur de la paix générale, le mois de décembre précédent, après vingt-quatre années de prison, et qu'il avoit vu une lettre du dit sieur Farie, qu'il écrivoit de la Bastille à un de ses amis, en datte du même mois de novembre, pour lui donner avis de sa délivrance, et le prier d'avertir sa femme et ses enfants qu'il auroit la consolation de les embrasser bientôt. Le dit sieur Farie avoit été arrêté en 1691, à Paris, en sortant de la boutique d'un apoticaire, et enfermé dans Vincennes, d'où il fut transféré à la Bastille en 1707, lorsque Barneville succéda à M^r de Joncas. Dieu lui fasse la grâce de faire un bon usage de sa liberté, et d'en jouir longtemps. »

Ces renseignements ne sont pas aussi complets qu'on pourrait le désirer, mais ils peuvent servir à faire voir ce qu'avaient d'odieus les persécutions dirigées contre les protestants à la suite de la révocation de l'Edit de Nantes.

Agréez l'assurance de mes sentiments les plus dévoués,

ÉMILE LESENS,

Membre de la Société rouennaise des Bibliophiles.

Aux renseignements qui précèdent M. Lesens a joint le don de beaux ouvrages à la Bibliothèque du protestantisme français, ainsi que de précieuses notes destinées au Supplément de l'ouvrage de MM. Haag. Grâce à lui, la bibliographie normande recevra d'utiles additions, et le nom de Soler, premier apôtre de la réforme dans la Manche, ne sera pas oublié. Qu'il reçoive ici l'expression de nos remerciements.

NÉCROLOGIE

M. LE PASTEUR LOUIS VALLETTE

A la dernière assemblée générale de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, une voix s'éleva pour dire avec une spirituelle aménité : « Il faut aimer cette Société parce qu'elle prêche très-bien, c'est-à-dire en retraçant de grands exemples. » Cette voix était celle du vénéré pasteur dont l'Eglise de la confession d'Augsbourg de Paris pleure la perte. Né le 24 mai 1800 à Chênes, près de Genève, Louis Vallette montra de bonne heure un esprit vif, un caractère sérieux, et dès l'âge de dix-huit ans, il joignit aux études théologiques les devoirs du préceptorat dans une famille distinguée, où il eut pour élève celle qui fut plus tard Madame la comtesse Agénor de Gasparin. En 1827, il alla remplacer à Naples Adolphe Monod comme pasteur de l'Eglise française et aumônier des régiments suisses. L'invasion du choléra fit éclater son admirable dévouement, et dans certains quartiers de Naples, on se souvient encore de celui que la reconnaissance populaire avait appelé : *Santo Valletto*. En 1841, nous le retrouvons pasteur à Paris, dans cette église des Billettes qui a été sa paroisse chérie et comme sa famille durant trente-deux ans. D'autres ont dit l'activité, le zèle, en même temps que la rare intelligence qu'il déploya dans un ministère qui n'a fini qu'avec sa vie. Il nous est doux de rappeler que cet éminent pasteur fut le constant ami de notre œuvre historique. Il a rendu son âme à Dieu le 20 octobre dernier, et ses obsèques ont été célébrées au milieu d'un concours immense où tous les rangs, toutes les conditions étaient confondus dans un même sentiment d'affection et de douleur. MM. Lods, Vernes et de Pressensé ont dignement exprimé, au nom de leurs congrégations respectives, le deuil commun à toutes les fractions du protestantisme parisien. J'ai vu sur sa couche funèbre, ornée de verdure et de fleurs, le pasteur, l'ami dont l'absence se fera longtemps sentir au milieu de nous. Ses traits si caractérisés avaient quelque chose d'imposant et de doux dans la mort. Ses mains reposaient sur le saint livre entr'ouvert comme sur le fondement de sa foi et de ses espérances. Sa bouche semblait dire : *J'ai cru, c'est pourquoi j'ai parlé!* Que cet exemple ne soit pas perdu, et que le souvenir de ce juste, au cœur si

large et si bon, soit un encouragement pour ceux qui restent, en ces jours également douloureux pour l'Eglise et pour la patrie !

J. B.

M. LE PROFESSEUR MERLE D'AUBIGNÉ (1)

Genève, le 28 octobre 1872.

Monsieur le Rédacteur,

Les journaux vous auront apporté déjà la nouvelle du deuil dans lequel notre ville a été subitement plongée par la mort d'un homme qui était l'une de ses plus pures gloires, M. Merle d'Aubigné.

Cet illustre historien, ce fidèle serviteur du Christ s'est éteint à Genève, le lundi 21 octobre, d'une façon fort inattendue, succombant à une apoplexie pulmonaire. En attendant que votre *Bulletin* consacre à cet homme éminent la notice qui lui est due, vous accueillerez quelques détails recueillis à la hâte sur le douloureux événement, qui sera surtout vivement ressenti, car le nom de M. Merle d'Aubigné était justement populaire, et sa belle histoire, traduite dans toutes les langues, avait obtenu un égal succès dans l'ancien et le nouveau monde.

Tandis que beaucoup d'hommes distingués voient leurs facultés faiblir, et leur corps s'affaïsser sous le poids des années ou des infirmités, l'épreuve du déclin a été épargnée à celui que nous pleurons. Il est mort à soixante et dix-neuf ans, en pleine vigueur intellectuelle, justifiant ce mot du sage : *Laboremus* ! Ainsi qu'on l'a dit, il est tombé tout entier comme un chêne, ou pour parler le langage des saintes Ecritures : « Il ne parut plus, parce que Dieu le prit. » (Genèse V, 24.) Image frappante de son départ !

Si jamais la comparaison établie entre la mort du chrétien et le soir d'un beau jour fut vraie, c'est bien dans le glorieux délogement de l'historien genevois. Le samedi matin, 19 octobre, il avait donné sa leçon ordinaire à l'école de théologie de l'Oratoire. Se sentant fatigué, il sortit pour prendre l'air devant la porte de sa maison. Il serra la main à un ami et lui dit : « Je touche au moment solennel, l'excommunication des Libertins par Calvin. » Et il discuta la question avec une parfaite lucidité. Puis il ajouta : « Je retourne au travail ; adieu. Je compte non pas les minutes, mais les secondes ! »

(1) Nous accueillons avec une vive gratitude une lettre qui est un premier hommage rendu à l'illustre historien dont la perte est un deuil pour tous, et particulièrement pour la Société de l'Histoire du Protestantisme français. (*Réd.*)

Le lendemain, dimanche, M. Merle d'Aubigné prit la cène à la chapelle de la Pélisserie, sortit avant les allocutions d'usage, et passa le reste de la journée dans une douce sérénité. Le soir venu, il présida au culte de famille, et insista sur le prix infini de la grâce en Christ. Il rédigea ensuite un appel en faveur de la mission de Syrie, puis il se retira, vers onze heures, pour se livrer au repos, sans qu'aucun malaise vint faire pressentir sa fin prochaine. Le lendemain, il ne se réveilla pas !

Une seule considération peut adoucir les regrets d'une telle perte. L'œuvre de l'historien ne demeure point interrompue. Deux volumes, presque entièrement rédigés, conduisent jusqu'à la mort de Luther, qu'il considérait comme le terme de son grand travail.

Le mercredi, 23 octobre, les restes mortels de notre illustre concitoyen ont été transportés au cimetière de Cognny. Dans un service célébré à la maison mortuaire, sous la présidence de M. le professeur de la Harpe, M. le pasteur Duchemin, gendre du défunt, prit la parole, au nom de la famille affligée, pour bénir Dieu de ce beau et paisible départ; MM. Dupraz, Pronier et Bost prononcèrent des allocutions émues. Au cimetière, après le chant du cantique de M. Merle : *L'Éternel est ma part*, M. le pasteur Descombaz énuméra quelques-uns des titres du glorieux défunt aux regrets de tous; M. Bieler ajouta quelques mots au nom des étudiants, qui composaient pour ainsi dire sa seconde famille, et cette touchante cérémonie s'acheva par une prière de M. le pasteur Ferrier.

Voilà, Monsieur, quelques lignes écrites bien à la hâte pour les lecteurs d'un recueil qui compta au nombre de ses collaborateurs notre grand historien genevois. Ce n'est qu'un faible hommage rendu à celui dont la place restera longtemps vide dans l'Eglise et dans l'école, parmi les serviteurs de la science et de la religion.

Agréez l'expression de mes sentiments tout dévoués,

EUG. DE BUDÉ.

P. S. — Une courte notice insérée dans les *Débats* du 24 octobre dernier, nous apprend que les amis de M. Merle d'Aubigné lui avaient offert, quinze jours avant sa mort, une médaille frappée en son honneur, et portant une triple inscription de Luther, Calvin et Knox. Rien ne pouvait mieux attester l'importance et l'universalité de sa belle histoire.

(Réd.)

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LA RÉFORME AU CHATEAU DE SAINT-PRIVAT (1)

L'an 1561 signalé par l'avènement du chancelier de l'Hôpital et par les premiers essais de tolérance qui doivent aboutir à l'édit de janvier 1562, marque l'apogée de la Réforme française. De tous les points du royaume on écrit à Genève pour demander des ministres, et la Compagnie ne peut suffire à tant d'appels. « C'est une chose incroyable, écrit Calvin, avec quelle impétuosité nos frères s'élancent en avant. De toutes parts on demande des pasteurs. On sollicite ce titre avec autant d'avidité qu'on en met à obtenir des bénéfices dans l'Eglise romaine. On assiège ma porte comme celle d'un roi. On se dispute les postes vacants comme si le règne du Christ était paisiblement établi en France. Tout notre désir est de satisfaire aux vœux des fidèles. Mais nos ressources sont épuisées. Nous sommes réduits à chercher partout, jusque dans l'échoppe des artisans, des hommes qui aient quelque teinture de doctrine et de piété pour en faire

(1) V. le *Bulletin* du 15 novembre, p. 489.

des ministres (1). » C'est dans le midi de la France, dans la vieille Occitanie, que cet élan se prononce avec le plus d'ardeur : « Le pauvre peuple crie de tous côtés à la faim, et ne se trouve point qui leur coupe le pain céleste... j'ay entendu de gens dignes de foy que si pour le jourdhuy se trouvaient *quatre, voire six mille ministres du Seigneur*, ils seraient employés. Louange soit rendue à l'Eternel ! (2) »

Une telle situation n'était pas sans danger pour une minorité longtemps proscrite, dont les membres exaltés par la persécution pouvaient se laisser entraîner à des actes imprudents, à des résolutions extrêmes. Une grave question se pose tout d'abord dans les congrégations éparses, aspirant à s'unir entre elles, à s'organiser au grand jour. Où se réunir pour prier ? Longtemps on a vécu dans l'ombre, et ces mots d'une vieille relation manuscrite ont été justifiés : « Nous avons esté longtemps cachés en nos maisons privées, aux bois, aux cavernes, et nous a souvent la nuit couverts aux cachettes. » Mais une ère nouvelle semble s'ouvrir pour la Réforme. Elle compte des adhérents partout, dans le peuple comme dans les rangs de la bourgeoisie et de la noblesse. Des princes même s'intéressent à sa cause et sont prêts à tirer l'épée pour elle. Il ne lui manque que des temples : n'est-il pas loisible d'occuper des édifices de la foi catholique, lorsque la population semble partagée entre les deux cultes ? Cette question posée à Valence, à Nîmes, à Montpellier, en cent autres lieux, obtient invariablement la même réponse de Calvin : « De s'esgafer beaucoup et occuper les temples, vous scavez que ce n'a jamais esté nostre advis, sinon par congé. Quand on l'a fait, ça esté en nous mesprisant. Si on continue nous laisserons les événements en la crainte de Dieu. Mais nous craignons que ceste chaleur ne soit refroidie de quelque dur orage (3). »

(1) Calvinus Bullingeri, lettre du 21 mai 1561. Msc. de Genève.

(2) Lettre de Beaulieu à Faret du 3 octobre 1561. Msc. de Neuchâtel. *Bull.*, t. XIV, p. 319.

(3) Aux ministres de l'Eglise de Paris, 26 février 1561. Mêmes conseils à ceux de Valence et de Montpellier. *Lettres*, t. II, p. 330, 331 et 448.

Les craintes du réformateur ne furent que trop justifiées par les sanglantes répressions de Lamothe-Gondrin, lieutenant du duc de Guise, à Valence. Dans la petite ville de Sauve, aux portes des Cévennes, la population excitée par le ministre Tartas, s'empare de l'église catholique et se livre à de coupables excès. La voix de Calvin s'élève aussitôt, triste et sévère, pour réprover de tels actes, et réclamer la déposition du téméraire ministre qui les a provoqués : « Jamais Dieu, écrit-il, n'a commandé d'abattre les idoles, sinon à chacun en sa maison, et en public à ceux qu'il arme d'autorité... Ainsi que ce boutefeu nous monstre à quel titre il est seigneur de la terre où il a fait son exécution de brusler. Or d'autant que Dieu ne l'a point autorisé à ce faire, sa bonne conscience qu'il appelle, n'est aultre chose que la bonne intention des papistes. En parlant ainsi nous ne sommes pas devenus advocats des idoles, et plust à Dieu que le tout fust exterminé du monde quand il nous debvroit couster la vie ! Mais puisque obeyssance vaut mieus que tous sacrifices, nous avons à regarder ce qui nous est licite et nous tenir entre nos bornes, car c'est faire du cheval eschappé d'attenter plus que ne porte nostre vocation (1). »

Les désordres commis à Sauve demeurèrent impunis. A Nîmes la question avait été de bonne heure tranchée par un de ces actes révolutionnaires qui provoquent de tristes retours. Après l'occupation de l'église de Saint-Etienne du Capitole, près de la Maison-Carrée, vient celle de l'église des Observantins, puis celle de Sainte-Eugénie, et l'élan populaire ne s'arrête plus. « C'est, dit un éloquent orateur, le temps de la première effervescence, où le peuple sans plus s'inquiéter du droit ancien qu'il considère comme périmé, se précipite vers ce qui lui paraît désirable et juste, où le zèle et la vie qui débordent nous confondent par le spectacle d'une admirable sainteté et par le spectacle d'un effroyable désordre. C'est le

(1) A l'Eglise de Sauve. *Ibid.*, p. 407.

torrent qui féconde, mais qui détruit ; qui détruit, mais qui féconde (1). » Triomphe éphémère d'ailleurs, parce qu'il est trop rapide. Le jour solennel entre tous (4 janvier 1562) où Mauget, assisté de Viret, donna la cène à près de huit mille communicants sous les voûtes de la cathédrale, on put prévoir les inévitables excès qu'allait engendrer l'antagonisme des deux cultes, dont le plus ancien pouvait à bon droit se dire opprimé. La présence des consuls, en chaperons et en robes rouges, ne suffisait point à justifier un acte de spoliation qui ne trouva que trop d'imitateurs dans la contrée !

On a vu l'exercice du culte réformé s'établir à Saint-Privat, sous la protection des seigneurs du lieu, et sous l'active impulsion de Genève. Anatole Frontin semble avoir été le premier ministre de la congrégation nouvelle. Moins heureux que ceux de Saint-Privat, les protestants de Remoulins, malgré leur nombre croissant, n'avaient point encore de publiques assemblées. L'exemple de leurs voisins dut être pour eux un encouragement. En 1561 ils appelèrent un ministre, Gélibert Blauzat, originaire de Chantelle le Château, en Bourbonnais, que d'intimes liaisons unirent bientôt à Mauget (2). Mais il y avait surtout deux hommes que leurs opinions bien connues, leur caractère entreprenant, et l'influence incontestée que donnent le rang et une instruction supérieure, devaient porter aux résolutions hardies. L'attitude d'Honorat Faret et de Loys Colet était d'une importance capitale à Remoulins. L'exemple de ce qui se passait à Nîmes et ailleurs, n'était pas de nature à refroidir leurs sentiments. Vers la fin de l'année 1561, ils jugèrent le moment opportun pour tenter une entreprise dont tout semblait garantir le succès.

C'est, en effet, à la date du 15 novembre 1561 que vient se

(1) A. Vignié, *Sermon de dédicace de l'oratoire de Nîmes*. Bull., t. XVI, p. 32.

(2) C'est Mauget qui, le 22 juin 1563, bénit le mariage de Gélibert Blauzat avec Louise Granier, fille d'un cultivateur de Nîmes. Anatole Frontin, ministre de Saint-Privat, et Jean de Chaudescane ou Chaudesaigues, ministre de Montfrin, sont désignés dans cet acte. (Document Charvet.)

placer, au milieu des circonstances les plus propices, l'acte d'agression dont on ne saurait admettre la possibilité vingt-trois ans auparavant. L'histoire s'appuie ici sur un document irrécusable où les faits sont consignés avec la plus naïve précision. On croirait lire une page de l'insurrection communale du XII^e siècle; seulement l'obscur bourgade où va se produire le conflit des deux croyances, n'offre plus l'unanime élan qui avait assuré le triomphe de la bourgeoisie des villes sur les évêques et les seigneurs féodaux. La cause de la liberté religieuse se confond avec celle du schisme qui renverse les vieilles maximes d'unité sous la tutelle monarchique pour y substituer un droit nouveau qui ne peut s'établir sans lutte. La minorité réformée de Remoulins répudie d'abord toute apparence agressive, et ne veut devoir son succès qu'à une pacifique transaction entre les deux cultes rivaux. Le dimanche, 16 novembre, les religionnaires ayant à leur tête Honorat Faret et Loys Colet, se présentent devant l'église paroissiale, située à l'extrémité du bourg, et requièrent les consuls en charge, Michel Jaume et Claude Valhen, de leur faire ouvrir les portes. Alors s'engage un dialogue curieux, significatif : « Nous ne voulons, disent les pétitionnaires, que faire prêcher la parole de Dieu pour une heure, sans empêcher les catholiques de dire leurs messes ni de célébrer leurs offices. » Les consuls répondent : — « Vous ne sauriez que porter préjudice à nos personnes et biens, ainsi qu'à la publique église. » — Les réformés promettent de respecter les images, de payer tous dommages-intérêts en cas de désordres. Les consuls n'y veulent entendre, et pour dernier argument, ils demandent à Honorat, non sans un peu d'ironie : « Si c'est la volonté du roi de faire prêcher les ministres de la nouvelle religion en leur église paroissiale. » Ils protestent contre toute innovation, et sont prêts à donner acte de ce refus par-devant notaire (1).

(1) Je ne fais qu'analyser ici un très-curieux document dont je dois copie à l'obligeance de M. Charvet. C'est l'acte de protestation des consuls de Remoulins.

A ce pacifique dialogue succèdent bientôt des manifestations d'une autre nature. Désespérant d'obtenir du libre consentement de leurs concitoyens l'usage de l'édifice paroissial de Notre-Dame de Bethléem, les réformés recourent à une attaque de vive force. Les catholiques retranchés dans l'église et le cimetière voisin leur opposent une énergique résistance ; le sang coule, et le prêche est violemment installé dans le sanctuaire jusqu'alors réservé à la célébration du plus auguste sacrement de la foi catholique. Combien dura cette usurpation ? Peu de temps sans doute. Mais si courte qu'en ait été la durée, elle divisa Remoulins en deux camps ennemis, et laissa des sentiments très-amers dans le cœur de ceux qui s'étaient vus privés, par un acte de spoliation sacrilège, du temple de leurs aïeux. On retrouve la trace de ces sentiments dans une double requête adressée à Antoine de Crussol, et à Damville, maréchal de Montmorency, par les catholiques de Remoulins. Ils accusent Honorat Faret, Loys Colet et leurs adhérents, qu'ils ne veulent nommer, de poursuivre par tous les moyens possibles, l'assujettissement du pays à la nouvelle religion. Ils déclarent qu'ils ont été contraints « par menaces terribles et violences » de laisser prêcher les ministres dans leur église envahie, saccagée, dépouillée de ses ornements les plus précieux, et ils invoquent la justice du roi pour le rétablissement de la paix dans le pays (1).

L'édit de janvier 1562, en accordant aux réformés le droit de se réunir hors des villes pour la célébration de leur culte, stipulait que les édifices religieux dont ils étaient détenteurs seraient restitués aux catholiques. Malgré quelques résistances locales, cet article fut presque partout ponctuellement exécuté. Remoulins ne put faire exception à la loi générale. Antoine de Crussol, chargé de pacifier le Languedoc, se di-

lins, du 16 novembre 1561, qui se trouve annexé à deux suppliques dont il sera parlé plus loin.

(1) Suppliques des consuls de Remoulins à Antoine de Crussol et au maréchal de Montmorency. La première est du mois de janvier 1562, et la seconde de novembre 1562. Faut-il en conclure que les réformés occupaient encore à cette date l'église de Remoulins ? Nous ne le pensons pas.

riges vers le midi, porteur des ordres de la cour. Il reçut les magistrats nîmois à Donzère, et eut avec eux plusieurs conférences. Il exigea la restitution des églises occupées par les réformés. Le Consistoire obéit *promptement et alaiement* (1). Dans une lettre aux Consuls, Crussol déclara ne vouloir « que le bien et repos de tous (2). » Déjà secrètement gagné à la cause de la Réforme, il s'attachait à tenir la balance égale entre les partis. Il se souvenait sans doute des belles paroles de l'Hôpital quand il interdit aux citoyens de s'injurier les uns les autres, par l'emploi de ces mots odieux de papiste et de huguenot (3). Six bourgeois catholiques, coupables d'avoir proféré des propos séditieux, furent incarcérés par son ordre au château royal, et Crussol put croire la paix rétablie, lorsqu'il parcourut le pays accompagné du ministre Viret, qui se montra digne de seconder ses desseins, en faisant entendre partout des paroles de conciliation.

Mais ce triomphe de la sagesse fut court comme l'essai de tolérance tenté par un grand citoyen, l'illustre Michel de l'Hôpital. Il rêvait l'accord des partis par de mutuelles concessions, et le paisible ascendant de l'autorité monarchique fondé sur le respect des droits de la conscience. Il disait aux uns : « Les maladies de l'esprit ne se guérissent comme celles du corps, l'opinion se mue par oraison à Dieu, parole et raison persuasive. » Il disait aux autres : « La paix est l'office des chrétiens... Ceux qui veulent planter la religion avec armes, espées et pistolets, font bien contre leur profession, qui est de souffrir la force, non faire (4). » Il recommandait à tous l'attente d'un saint Concile, dont il préparait l'œuvre par de sages ordonnances. Mais il avait compté sans les passions surexcitées, sans le fanatisme des Lorrains, sans l'astuce de Catherine de Médicis, pour qui la politique n'était que l'art de dominer les partis en les trompant. La forma-

(1) Registres du Consistoire. A. Germain, t. II, p. 89.

(2) Ménard, *Hist. de Nîmes*, t. IV; Preuves, p. 300.

(3) *Ibidem*, p. 301.

(4) *Œuvres de l'Hôpital*, édit. de 1824, t. I, p. 324, 304, etc.

tion du Triumvirat suivit la proclamation de l'édit de janvier; le massacre de Vassy donna le signal de la guerre civile. Le midi de la France fut un de ses théâtres les plus disputés et les plus sanglants. La présence de Montluc contint le Bas-Languedoc; mais Nîmes, Uzès, Aigues-Mortes, Anduze, Sauve, Bagnols et le Pont-Saint-Esprit, se déclarèrent pour le prince de Condé. Son lieutenant, Jacques de Crussol, sieur de Beaudiné, prit pour enseigne une hydre, dont toutes les têtes étaient coiffées en évêques, en moines et en prêtres, exterminés sous la massue d'un nouvel Hercule. Antoine de Crussol, son frère, plus lent à se résoudre, éprouva sans doute les patriotiques angoisses qu'avait ressenties Coligny avant de tirer l'épée des guerres civiles. Il s'était d'abord renfermé dans son château de Charmes, au fond du Vivarais. Il n'en sortit que pour protester contre les horribles excès commis par les bandes italiennes et espagnoles aux ordres de Joyeuse. Le protestantisme reprit le dessus à Nîmes, orageuse cité, aussi prompte à passer de l'agitation au repos, que du repos aux émotions de luttes nouvelles. Les Etats réunis dans cette ville, le 2 novembre 1562, offrirent le titre de protecteur et le commandement suprême à Antoine de Crussol. Il accepta moins en chef de parti qu'en patriote attristé des malheurs de son pays, à la suite d'un conseil tenu dans le château d'Uzès, et auquel assistèrent l'évêque Jean de Saint-Gelais, le cardinal de Châtillon, ainsi que plusieurs députés de la province (1).

Sa lettre à Catherine de Médicis, du 14 novembre 1562, est l'éloquente apologie de sa conduite. Insensible aux injures personnelles, il ne peut demeurer indifférent aux maux qui désolent son pays natal : « Connaissant ce mal m'estre totalement procuré contre la volonté du roy et la vostre; n'ayant jamais, Madame, que très franchement exposé ma vie et biens pour le service de vostre majesté, je commençay dès lors à estimer que les cruautés et massacres commis en

(1) Dom Vaissète, *Hist. du Languedoc*, t. VIII, p. 569.

ceste province, tels et si estranges qu'il n'y a cœur si barbare qui n'en eust compassion, ne dépendaient aucunement du motif et autorité de vostre majesté. Je n'ay pu plus longtemps esconduire les larmes et requêtes de ce pauvre désolé peuple, voir bruler et saccager vos villes, piller et s'armer vos sujets, commettre infinis meurtres, forcemens de femmes et autres indignités, tout ordre divin et humain perverti, sans discrétion d'âge ni de sexe. J'ay donc pris le XI de ce mois les armes à la main, non pour en abuser a aulcune vengeance particulière, mais pour le service du roy et le vostre, et pour la conservation de ce pays sous vostre obeyssance (1). »

On n'a pas à retracer ici, même sur un théâtre restreint, le triste tableau de la guerre civile, dont les événements décisifs, la prise de Rouen, la bataille de Dreux, bientôt suivie de la mort du duc de Guise, s'accomplirent sur un théâtre éloigné. Comment énumérer d'ailleurs les mille combats qui de l'Ardèche au Gardon, des Cévennes à la mer, firent éclater l'acharnement des partis se disputant villes et bourgades, et ne laissant que des ruines sur leur passage? Toute la région voisine de Saint-Privat, Orange, le Pont-Saint-Esprit, Bagnols et Montfrin, vit passer et repasser les bandes de des Adrets, le farouche émule de Montluc, qui, combattant tour à tour pour deux causes, devait également déshonorer deux drapeaux. Orange, mis à sac par les milices italiennes de Serbelloni, reçut Crussol en libérateur. La victoire de Saint-Gilles, remportée le 27 septembre 1562 par le capitaine Grille, lieutenant de Beaudiné, sur les troupes réunies des comtes de Suze et de Sommerive, eut un grand retentissement dans le Midi, et fut célébrée par des chants populaires longtemps répétés par les bandes huguenotes :

A Sant Gilles ero pietat
Vèser nostre camp escartat.
En luego de donnar batailho
Fugero jusqu'à Trinquetailho.

(1) *Ibidem*; Preuves, p. 573.

May tous non escaperon pas;
 N'y aguet may de cinq cens negas,
 Et d'autres mors tant descuberto
 Que la terro n'ero cuberto (1).

La paix d'Amboise, signée le 19 mars 1563, suspendit pour un temps les horreurs de la guerre, sans désarmer les cœurs voués à d'implacables ressentiments. Crussol refusa de traiter avec Joyeuse son ennemi personnel, mais il remit au comte de Caylus les places occupées par les religionnaires, et fit savoir à la reine qu'il n'attendait que l'arrivée du maréchal de Vieilleville, loyal soldat estimé de tous les partis, pour se démettre entre ses mains de toutes les charges qu'il avait remplies « non par ambition ou cupidité, » mais pour le service du roi. Il se sentait pressé de rentrer dans le devoir. « — Je vous supplie, écrivit-il à la reine, me faire ce bien d'aller baiser les mains de vos majestés pour leur rendre raison des choses que j'ay administrées, espérant que si j'ay esté tant pourchassé d'envies, depuis mon absence, que toutes mes actions n'ayant cessé d'estre calomniées envers vous, je feray si bonne preuve de la sincérité que j'ay en icelles cheminé que le roy et vous congnoistrez n'avoir pas de plus fidele sujet et devot serviteur (2). »

Le maréchal de Vieilleville, désigné pour le gouvernement du Languedoc, semble avoir hésité devant ce lourd fardeau. Il ne franchit pas les limites de la Provence, et Damville, second fils du connétable de Montmorency, fut désigné pour le remplacer. Ce futur chef du parti des politiques, entouré dans sa cour de Beaucaire de femmes débordées, se montra d'une partialité extrême dans l'interprétation de l'édit qui apportait déjà de si graves restrictions à l'exercice de la liberté de conscience. Non content de restituer aux catholiques, partout où

(1) « A Saint-Gilles, c'était pitié — de voir notre camp dispersé. — Au lieu de donner bataille, — ils (les catholiques) fuirent jusqu'à Trinquetaille. — Il y en eut cinq cens de noyés, — et d'autres morts tels abatis, — que la terre en était couverte. » *Le Chansonnier huguenot du XVI^e siècle*, t. II, p. 166.

(2) Lettre écrite de Montpellier, le 4^e juin 1563. Dom Vaissète, t. IX; Preuves, p. 500.

ils avaient été injustement lésés, la plénitude de leurs droits, il supprima en divers lieux, notamment à Remoulins, l'exercice du culte réformé. Il afficha, en toutes circonstances, son aversion pour les religionnaires, et son peu de respect pour les garanties qui pouvaient seules assurer le maintien de la paix entre les deux cultes. Des plaintes s'élevèrent de toutes parts : un ministre courageux, Jean Mutonis, osa s'en rendre l'organe auprès de Damville. Cette noble hardiesse lui coûta la vie. Il se dirigeait vers la Provence, quand il fut arrêté à deux lieues du Pont-Saint-Esprit par les émissaires du consul languedocien, et pendu sans autre forme de procès, entre Villeneuve et Bagnols, le 14 février 1564. Tel est le bref récit du martyrologe (1). Quelques notes de Tannegui Guillaume, chirurgien nîmois, complètent ce tragique épisode. La dame de Montfrin y joue le rôle d'une autre Hérodiade. Grâce à la complicité de Damville, dont elle avait le sceau, elle se vengea sur le ministre d'Uzès de ses constants efforts pour évangéliser Montfrin. Elle ne jouit pas longtemps de son triomphe. « Mutonis en mourant adjura la dite dame devant Dieu. Elle se nommait alors Madame de Lers, laquelle passant à Nîmes quelque temps après, la foudre la tua dans le logis de la Pomme (2). »

La fin de cette même année 1564 fut marquée par un événement important, le voyage de la cour dans le Midi. Charles IX avait atteint l'âge fixé pour la majorité de nos rois ; il entra dans sa quinzième année. Pour mieux assurer l'observation de ses édits, et rendre durables les bienfaits de la paix, l'Hôpital lui donna le conseil de visiter les provinces du royaume ravagées par la guerre. Il parcourut ainsi la Champagne, la Bourgogne, le Dauphiné, la Provence et le Languedoc, avant de s'acheminer vers Bordeaux et Bayonne. Jaloux de tirer une leçon de nos malheurs, et de mêler à la pompe des fêtes de graves pensées, le chancelier

(1) *Histoire des Martyrs*, édit. de 1597, p. 622.

(2) Ménard, t. IV ; *Preuves*, p. 18.

montrait au jeune roi les traces récentes de la guerre civile, les villages brûlés, les pauvres habitants errants ou dépouillés sur le champ qui ne les nourrissait plus. Il excitait ainsi la pitié dans son âme (1). Celle de Charles IX n'était pas au-dessous de telles leçons. Malgré la déplorable éducation qu'il avait reçue de sa mère, le germe des sentiments généreux et des ambitions magnanimes n'était pas éteint en lui. Il y avait l'étoffe d'un roi dans cet adolescent que semblaient se disputer deux génies opposés, dont l'un le sollicitait à la gloire, et l'autre à l'infamie, demeurée l'inséparable lot de son nom ; heureux s'il eût eu pour maître un Coligny, un l'Hôpital ; s'il n'eût obéi qu'aux nobles inspirations qui dictèrent ces vers à Ronsard :

L'art de faire des vers, dût-on s'en indigner,
N'est pas de moindre prix que celui de régner.
Tous deux également nous portons des couronnes ;
Mais roi, je la reçois ; poète, tu la donnes.

Après un séjour prolongé à Lyon, la cour reprit lentement sa marche vers le Midi. Le 24 septembre, Charles IX fit son entrée solennelle à Avignon, la cité pontificale, où le vice-légat, entouré des bandes féroces de Serbelloni, occupait le palais abandonné des vicaires de Jésus-Christ ; puis, se dirigeant à petites journées vers la mer, il visita Hyères, Toulon, Marseille, où trente et un ans auparavant avait abordé le navire qui portait la nièce de Clément VII, la néfaste fiancée d'Henri II. Un débordement du Rhône le retint vingt et un jours dans la cité gréco-romaine d'Arles, dont il admira les poétiques ruines. Le 11 décembre, il passa le fleuve à Tarascon, traversa Beaucaire, et alla coucher à Sernhac. S'il faut en croire une tradition locale, le monarque ne trouvant aucun logis à sa convenance, passa la nuit en voiture, dans une cour d'auberge, entouré de ses gardes sommeillant à la belle étoile. Une fastueuse hospitalité l'attendait au château

(1) Villemain, *Vie de l'Hôpital*, t. III des *Mélanges*, p. 74.

de Saint-Privat. Le 12 décembre, il visita le célèbre aqueduc, dont les arcades aériennes, respectées par les siècles, ont vu passer tant de grandeurs évanouies. Dans le royal cortège on remarquait le duc d'Anjou, plus tard Henri III, et celui qui, dans les tragiques vicissitudes de l'époque, devait être successivement son ennemi, son allié, puis son héritier, Henri de Navarre. Les cardinaux de Bourbon et de Guise, le duc de Longueville, le vieux connétable de Montmorency, enfin le chancelier avec ce grand air, cette noble démarche que lui prête Brantôme, suivaient le monarque qu'entourait d'un flot ondoyant l'escadron d'honneur de la reine. Le comte de Crussol, seigneur suzerain du domaine de Saint-Privat (1), et ayant, à ce titre, droit de préséance sur la famille de Faret, rendit hommage au roi qui prit place, avec sa suite, au banquet préparé dans cette antique demeure. Le journée ne s'acheva pas sans une de ces surprises alors fort à la mode, et en rapport avec l'esprit du temps. Par les soins du comte de Crussol, une magnifique collation de fruits confits et de sucreries avait été préparée pour le retour. Elle fut servie au roi par des jeunes filles du pays, en costume de nymphes, qui sortirent tout à coup des grottes voisines du pont du Gard, scène d'apparat qui dérida de graves témoins, idylle passagère jetée entre deux actes du sombre drame des guerres de religion (2)!

Quelques semaines avant le passage de Charles IX, une princesse distinguée dont le nom demeure glorieusement uni aux souvenirs de la Renaissance et de la Réforme en Italie, Renée de France, duchesse de Ferrare, avait parcouru ce même pays, marquant pour ainsi dire chacun de ses pas par de pieuses libéralités. Partie, au mois de juin précédent, du château de Montargis, sa résidence ordinaire, pour accompa-

(1) Par acte du 23 juin 1555, Antoine de Crussol avait cédé à Jacques Faret, pour mille écus d'or au soleil, la moitié du château et domaine de Saint-Privat dont il était propriétaire, avec moyenne et basse juridiction, ne gardant que le droit de suzeraineté. (Archives de Remoulins et de Saint-Privat.)

(2) Abel Jouan, *Recueil et Discours du voyage du roi Charles IX.*

guer la cour à Lyon, la veuve du duc Hercule d'Este, la fille de Louis XII et d'Anne de Bretagne, s'était bien vite détachée du cortège royal pour visiter les églises qui professaient la doctrine évangélique. Instruite par Calvin lui-même dans les principes de la religion réformée, au temps de sa jeunesse, elle consacrait ses dernières années à l'appui d'une cause que des épreuves accumulées lui avaient rendue plus chère. A mesure que l'âge lui faisait davantage sentir son poids, elle goûtait mieux ces paroles de Calvin : « Comme ceulx qui sont par les chemins, se hastent tant plus quand ils voyent la nuit approcher, ainsi l'âge vous doit advertir de vous efforcer tant à laisser bon témoignage en ce monde qu'à le porter aussy devant Dieu et ses anges... Nostre héritage et repos éternel n'est point icy bas, et Jésus Christ vatt bien de vous faire oublier tant France que Ferrare (1). »

Nul ne pouvait mieux comprendre ce langage que la princesse au cœur généreux et compatissant, qui fit, selon la belle expression de Calvin, de son château de Montargis « l'hôtel-Dieu des pauvres persécutés. » Belle-mère du duc de Guise, elle blâma l'arrestation de Condé, et n'apprit qu'avec horreur le massacre de Vassy. Tante du roi Charles IX, elle déplorait la tyrannie qui ne s'exerce pas seulement « sur les corps et les biens, mais sur les âmes qui ne sont qu'à Dieu seul. » Assiégée dans son propre château par les troupes catholiques, elle refusa d'en ouvrir les portes, et déclara qu'elle irait plutôt à la brèche « pour monstrier ce que c'est qu'une Fille de France. » Elle pleura la mort de son gendre, assassiné par le fanatique Poltrot de Méré, sans jamais cesser de vénérer Coligny que d'indignes calomnies, habilement entretenues par la cour, rendaient complice de cet assassinat. De Montargis à Châtillon circulaient sans cesse les messages qui unissaient ces deux nobles cœurs si bien faits pour se comprendre et s'estimer. Charlotte de Laval,

(1) *Lettres françaises*, t. II, p. 370 et 340.

l'austère compagne de Coligny, était l'amie de Renée. Elles ne différaient point dans leur passion pour la gloire de la France, dans leur ardent désir de voir la paix rétablie et l'Evangile honoré, dans la pratique des œuvres charitables qui n'ont que Dieu pour témoin. Le livre de comptes de la duchesse de Ferrare nous permet de suivre jusque près de Saint-Privat l'auguste voyageuse, la pieuse donatrice dont l'itinéraire n'est marqué que par des bienfaits (1).

Les anciennes annales de Nîmes n'ont gardé nulle trace du passage de la duchesse de Ferrare (octobre 1564). Charles IX y fit son entrée le 12 décembre suivant, escorté des mêmes personnages qui l'avaient accompagné au château de Saint-Privat. Au milieu des fêtes qui lui furent prodiguées, il ne prêta qu'une attention distraite aux plaintes des réformés contre le nouveau gouverneur du Languedoc, qui lui furent présentées, au nom du Synode provincial, par le conseiller Clausonne, et Ferrières, gentilhomme de Castres. Il laissa cependant espérer aux protestants nîmois la permission, qui leur fut concédée quelques mois après, de construire un temple dans le voisinage de la Maison-Carrée (2). Il avait hâte d'arriver à Toulouse, et de se diriger par Bordeaux vers les Pyrénées, où l'attendait la cour d'Espagne : » Charles IX et sa mère s'avançaient, dit l'historien de l'Hôpital, à ce funeste rendez-vous, en prodiguant sur la route les promesses de paix et de clémence, et le temps qu'ils passèrent dans Bayonne fut en apparence tout occupé

(1) En voici quelques extraits :

Aux diacres et aux anciens de l'Eglise d'Orange.	10 livres.
Aux mesmes pour aucuns pauvres recommandés à M ^{re}	24 l.
Au ministre de Valence pour luy aider à s'en retourner d'Orange.	14 l.
Aux pauvres de la religion réformée de Cerignac.	5 l.
A Gilbert Blasac et Bernard du Luc, ministres.	20 l.
Aux pauvres de la religion réformée de Nismes.	15 l.
A la femme d'un pauvre ministre du dit lieu.	5 l.

Il ne faut pas oublier que la monnaie avait alors une valeur décuple de celle qu'elle a de nos jours. — (Compte de Messire Jehan du Pays. Document inédit. Année 1564.)

(2) Ménard, t. IV, p. 401, 402 et 403.

par les fêtes, les carrousels, et tous les jeux d'une cour galante...

« Catherine de Médicis était logée dans le palais épiscopal, à côté duquel on avait élevé, pour la reine d'Espagne, une espèce de tente élégamment ornée, qui communiquait avec les appartements de la reine, et permettait aux deux princesses de se voir à toute heure et sans témoins. Le duc d'Albe était l'âme de ces entretiens. Il y représentait Philippe II. Il devait bientôt passer dans les Pays-Bas pour y dompter le protestantisme, et la férocité qu'il porta dans cette expédition, les échafauds innombrables dont il ensanglanta la Hollande, cette fureur de tuer par les mains du bourreau plus d'hommes que sur le champ de bataille, attestent assez les conseils qu'il pouvait donner à Médicis. Aussi les écrivains du temps, qui ont cru pénétrer le secret de ces conférences de Bayonne, rapportent que le duc d'Albe y déclara qu'il fallait prendre pour modèle les vêpres siciliennes et massacrer tous les protestants à la fois. Un autre mot qu'on lui imputa, annonçait de sa part une politique différente, quoique toujours atroce : « Il fallait, disait-il, ne pas s'amuser inutilement à prendre les grenouilles et pêcher les gros poissons (1). »

Quoi qu'il en soit du détail de ces entretiens, et d'une entrevue dont le mystère ne sera jamais entièrement dissipé, on peut affirmer que l'esprit de Catherine de Médicis fut dès lors ouvert à tous les projets de violence et de sang. La disgrâce de l'Hôpital allait en fournir un indice prochain. Pré-méditée ou non, la Saint-Barthélemy était en germe dans les conférences de Bayonne.

(1) Villemain, *Vie de l'Hôpital*, p. 76-78.

JULES BONNET.

(La suite prochainement.)

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

UNE FAMILLE HUGUENOTE DU XVII^e SIÈCLE

Issu de la famille noble des S^t Julien, paroisse de la viguerie du Vigan, Jean de S^t Julien S^r de l'Olivier, était fils de Georges S^r de l'Olivier, et de d^{lle} françoise de Cambons. Il épousa en l'année 1607 d^{lle} Anne de Coursac fille de Guilhaume de Coursac, S^r de Pelet et de Grémian, famille protestante des environs de Montpellier, et habita, avec son épouse, le château de l'Olivier, dans la paroisse de Beaucels, située entre Ganges et S^t Hippolyte.

C'est d'un livre de mémoires de ce seigneur, et qui servit aussi à ses descendants, que nous avons tiré la plus grande partie des notes suivantes :

Nostre aide soit au nom de Dieu qui a fait le ciel et la terre. *Amen.*

Mémoire du tempz de mes enfans.

Et premièrement est né à l'honneur de Dieu Jean de S^t Julien, nostre premier enfant le 14^{ème} juing 1608, et la teneu a baptesme noble Georges de S^t Julien mon père et d^{lle} anne de Malcourant ma belle mère, et a esté baptisé par M^r Olivier, ministre de Ganges, dans nostre maison le 26 du d^r mois et an que desseus.

Le 24 janvier 1610, et un jour de dimanche au soir, est né Jacques de S^t Julien n^e Segond fils et l'a teneu a baptesme monsieur Jacques de Grémian, son oncle, et ma sœur, et l'a baptisé dans nostre maison M^r Olivier ministre de Ganges, le 25^{ème} février an que desseus.

L'an 1612, et le 28^{ème} juing, un jeudy environ les six heures du matin est née Suzanne de S^t Julien, n^e fille, et l'a baptisée M^r Olivier, ministre de Ganges, le 30^{ème} aoust, an que desseus ; M^r de S^t Martin mon oncle l'a tenue avec ma belle sœur de Grémian, dans nostre maison.

L'an 1614 et le 4^{ème} mars est né mon troisieme fils, et se nome Georges; mon cousin l'aisné, Jean de S^t Julien est son parin et ma cousine de Rouvérolys, sa marine. Il a esté baptizé par M^r Sarran, nostre pasteur, dahs nostre maison, le dernier juing an que desseus.

L'an 1616, et le 29^{ème} septembre, un jour de mercredy, sur les dix heures du matin, est né Henry de S^t Julien, mon quatriesme fils; M^r de Pradines, mon cousin fut son parin et mademoiselle de Ginestous, sa marine; M^r Surville ministre de S^t Hippolyte et nostre pasteur, l'a baptisé dans nostre maison environ six semaines après.

Le 25^{ème} juing 1619 et un jour de mardy au soir est né mon cinquiesme fils et se nome Anthoine. M^r de S^t Julien mon cousin le jeusne l'a tenu a baptesme avec mademoiselle de Labeaume, ma sœur. M^r Surville, nostre pasteur et ministre de S^t Hippolyte l'a baptisé.

L'an 1620 et la veille de S^t Jean est né à l'honneur de Dieu n^e sixiesme fils, et se nome Phylippe. M^r le cadet de Bossugues est son parin et mademoiselle d'Assas sa marine l'a tenu a cause de maladie quelques semaines après sa naissance; monsieur Surville l'a baptisé.

Mémoire que le 10 du mois de septembre 1623, est née françoise de S^t Julien ma fille, et l'a tenu a baptesme M^r Du Fraisse et ma niepce de Villaret.

C'est le quinziemesme du mois d'apvril l'an mil six cén^e vint six que j'ay fait la plus grande perté que j'eusses jamais faict, puis qu'il a pleu a Dieu retirer a soi ce jour cy-desseus feue ma très chère moitié. Je prie a Dieu de tout mon cœur que en ceste très grande affliction Il me veuille envoyer sa consolation, et me garder en sa presence ainsi que son enfant et sa créature, et parellement la famille qu'il lui a pleu nous donner, nous fésant la grasse que nous puissions imiter vivans et mourans, l'un sa très chère moitié, et les autres leur très bonne mère, et que nous puissions un jour nous revoir tous en paradis pour nous recognoistre et jouir tous ensemble de la présence de nostre Dieu tout bon, ce qui nous fera la plus grande joie et contantement qui se sauroit jamais imaginer.

Nôtre seigneur Jésus Christ soit nostre intercesseur et advocat pour obtenir pour nous toutes ses choses, ce qu'il fera puisqu'il lui a plu espâcher son précieux sang pour nous sauver.

Ainsi soit-il... Le 23 du mois et an que desseus:

Seigneur donne-moi patience constance et persévérance de la foy en ceste tres grande et tres amere affliction qui a tant alteré et affligé mon corps. Fais mon pere que avec ton secours je ne me puisse forvoyer ny arrêter, et que tous les effortz ny assaulz du malin ne puissent rien cōtre moi ton enfant, qui ay resseu tant de grasses que nostre Seigneur Jesus Christ a prins mort et passion pour moi, et que je porte ton image et semblance; Donc Seigneur fay moi misericorde et a toute ma famille et nous donne de vivre en ta crainte pour mourir en ta grasse et ressusciter en ta gloire... Amen.

C'est moi qui ay écrit ce desseus l'an et jour susdit.

LOLIVIER.

Par son testament en date du 14 avril 1626, Anne de Coursac avait institué son mari héritier universel, ainsi que sa belle-mère. Celui-ci nomma, de concert avec sa belle-mère, son héritier universel Jean de S^t Julien. Celle-ci étant morte dans le courant de l'année, il resta seul chargé des intérêts de ses enfants. Avec les soins matériels, il ne négligea point leur éducation, comme le prouve la page 80 du livre de mémoire cité :

« Mémoire que l'an 1617, quelques jours avant la S^t Hilaire ay
« Loys Jourdan de montagnac pour apprendre nos enfans et lui
« donne pour toute l'année 36 l^{res} (A reseu ledit Jourdan en deduc-
« tion de se desseus sis l. le 16 feuvrier an que desseus, Plus
« 1 l. 7 sols pour une chemise de toile rousse. »

Et encore un peu plus loin : Le 8^{me} jour de feuvrier 1627 ay
laysé monsieur de Sartoris a lolivier pour instruire les enfans aux
sciences morales en presence de ma mère; lui donne le mois vint
solz, et lui doit trois m^{is}.

A reseu M^r de Sartoris un cart d'escu que son filz auroit reseu,
et 2 livres 10 soulz deuz jours avant la madeleine an susdit.

Voyant qu'il se devait entièrement aux soins de ses enfans, il

demanda et obtint sa décharge complète de gouverneur des maisons fortifiées de Serres et de Camprieu (1).

Le second jour de juin 1628, elle lui fut envoyée, et il s'empressa de la communiquer à M. de Montméjard, premier consul et syndic de la viguerie du Vigan.

En voici la teneur :

DESCHARGE POUR LE S^r DE LOLIVIER DE LA GARDE
DE LA MAISON DE CAMRIEU.

Henry Duc de Rohan, Pair de France, Prince de Léon, chef et Général des Eglises réformées es provinces du Languedoc, Guienne, Sévennes, Gévaudan et Vivarez, A tous ceulz qu'il appartiendra Salut. Sur la requeste à nous présentée par le s^r de l'olivier, contenant que par nostre Commission du Onziesme d'octobre dernier nous lui aurions commis la garde des maisons de Serres et de Camrieu, de l'une desquelles savoir de celle de Serres, Il auroit été cy-devant deschargé par nous, lui demeurant encore celle de Camrieu. A la garde de laquelle il ne peut plus vacquer, moins satisfaire à la défense qu'il convient y faire, à cause de quoy il nous requiert de l'en vouloir présentement descharger. Nous de l'advis de nostre Conseil, Avons ordonné et ordonnons qu'il sera pourveu par la viguerie du Vigan précisément dans trois jours après la signification des présentes à la garde et conservation de la maison de Camrieu, Autrement a faute de ce faire, que le sieur de l'olivier en demeurera valablement deschargé sans préjudice de la demande par lui faite contre la dicte viguerie pour l'entretennement de la dicte garnizon. Entémoin de quoy nous avons signé les présentes de nôe main. A Icelleu fait apposer le sceau de nos armes, et contre signer par nostre Secrétaire ordinaire, Donnée au vigan, le second jour du mois de juin mil six cens vingt huit.

HENRY DE ROHAN.

Par monseigneur,

LAGET.

La viguerie du Vigan ne tint aucun compte de cette lettre, et il

(1) A cette époque, la route qui passait à Serres et Camrien était une des plus fréquentées pour se rendre dans la Lozère ou le Rouergue.

fallut l'intervention directe du duc. Voici la lettre qu'il lui écrivit à ce sujet :

*A Messieurs Les scindics Consuls et députés
de la viguerie du vigan.*

Messieurs, je vous fais cession en faveur du s^r de l'olivier, je vous prie de luy donner satisfaction p^r les services qu'il a rendu a vostre viguerie p^r la garde de quelque maison que j'ay depuis faict razer. Je m'aseure que vous y aurez égard, de sa part, Il s'accordera selon la nécessité présente. Mais il est bien raisonnable qu'il aye quelque contantement effectif.

M'aseurant que n'y manquerez

je demeure,

Messieurs,

Vostre bien aff^{né} amy,

HENRY DE ROHAN.

de ganges ce 5 fevrier 1629.

La prière que le S^r de l'Olivier avait faite pour lui et ses enfants, lors de la mort de sa femme, fut exaucée. Sa famille persévéra dans la foi, et à l'époque de la révocation, un de ses petits-enfants, le sieur de Toumeyrolles, mourut martyr dans la ville du Vigan. Encore actuellement il existe de ses descendants qui professent les vérités évangéliques. Heureuses les familles qui possèdent de tels chefs, dont l'exemple se transmet comme une vertu aux plus lointaines générations !

ALPH. FALGUIÈRE D'AVÈZE (1).

24 août 1872.

(1) Nous avons reçu de notre pieux correspondant cévenol quelques pièces relatives à l'ancienne église réformée de Montdardier, qui seront prochainement insérées dans le *Bulletin*. (Réd.)

RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

ÉMIGRANTS DU BAS-POITOU

(1689)

Plusieurs des faits que contient l'arrêt suivant ont été relatés par M. le pasteur Auguste Lièvre, dans son excellente *Histoire des protestants et des Eglises réformées du Poitou*, tome III. Toutefois, l'importance de ce document est telle que nous ne devons pas hésiter à proposer l'impression d'une copie faite sur l'expédition originale en parchemin, conservée dans une des branches de la famille Des Nouhes. Les noms des émigrants sont connus des lecteurs du *Bulletin* comme des protestants de la Vendée.

P. M.

ARRÊT RENDU AU PARLEMENT DE ROUEN, EN 1689, POUR LE FAIT
DE LA RELIGION PRÉTENDUE RÉFORMÉE.

Louis par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces lettres (verront) salut.

Savoir faisons que vû par la chambre par nous ordonnée au temps des vacations le procès extraordinairement fait par le bailli de Cotentin ou son lieutenant criminel au siège de Coutances, requête du substitut de notre procureur général audit siège contre :

1^o Paul de la Fontenelle, sieur de la Viollière, évêché de Luçon, province de Poitou ;

2^o Damoiselle Antoinette Durcot, sa femme ;

3^o Marie Berrenger, fille de Pierre Berrenger, fille suivante de ladite damoiselle de la Viollière ;

4^o Damoiselle Bénigne de la Varenne, femme d'Alexandre Jodouin, sieur de Marmande, de la paroisse de Fougère, dudit évêché de Luçon ;

5^o Marie Gastineau, fille de défunt Pierre Gastineau, vivant marchand, de la paroisse de Saint-Maurice, évêché de la Rochelle, fille suivante de ladite damoiselle de Marmande ;

6^o Damoiselle Marie Chabot, femme de Louis Kerveno, sieur de la Barbouinière (1) de la paroisse du Bourg sur la Roche, dudit évêché de Luçon,

(1) Sic pour l'Aubouinière ou l'Auboinière.

Se disant tous avoir fait abjuration de la Religion Prétendue Réformée ;

7^e Pierre Marchegay, fils d'André Marchegay, sieur des Davières, de la paroisse de Saint-Denis de la Chevasse, aussi dudit évêché de Luçon, faisant profession de la Religion Protestante ;

8^e Pierre et François Lamy, fils de Théophile Lamy, laboureur, demeurant en la paroisse de Saint-Denis le Vestu, et autres complices ; lesdits Lamy, et deux autres de la compagnie desdits sus-nommés, absens ; fugitifs et contumax.

Lesdits de la Fontenelle, Durcot, Berrenger, de la Varenne, Gastineau et Chabot appellants de toutes sentences rendues audit siège, où ils prétendent leur avoir esté fait grief : savoir celle du vingt-troisième de mars dernier par laquelle la contumace a esté déclarée bien instruite contre lesdits Lamy et contre les deux autres fugitifs, dont l'un étoit vestu d'un juste au corps gris blanc et l'autre d'un gris brun, ayant un chapeau gris, pour le profit de laquelle contumace ils auroient été déclarés duement atteints et convaincus d'avoir tué et homicidé à coup d'armes à feu, Robert Burnouf l'un des assistans de (), Geoffroy, sergent, dans la pièce du clos Barbou, lors de l'arrêt de prison des dits Relligionnaires et de s'estre absentés de leur pays et assemblés, avec les autres Relligionnaires, en la maison desdits Lamy, en la paroisse de Saint Denis le Vestu, pour sortir du royaume ;

Lesdits Lamy d'avoir donné retraite et couché en leur maison tous lesdits Relligionnaires, avec leurs hardes et chevaux, pour faciliter et favoriser leur sortie du royaume ;

Pour punition et réparation desquels crimes, et pour autres, mentionnés audit procès, ils auroient été condamnés par ladite sentence à faire amende honorable, tête et pieds nus, la corde au col et en chemise, conduits par l'exécuteur des sentences criminelles, tenant en leur main chacun une torche ardente du poix de deux livres, tant à l'audience que devant le principal portail de l'église cathédrale dudit lieu de Coutances ; et à l'un et à l'autre endroit, à genoux, demander pardon à Dieu, au roy et à justice, et ensuite au marché à bled du même lieu, pour y estre pendus et étranglés à une potence, qui pour cet effet y seroit dressée ; et après leurs corps y avoir posé vingt-quatre heures, estres portés au lieu patibulaire, pour y rester jusques à entière consommation ;

leurs biens à nous desclarés acquis et confisqués, ou à qui il appartiendrait; sur iceux préalablement pris quatre cents livres d'intérêts vers lesdits héritiers Burnouf, dont il en seroit employé deux cents livres en rente pour faire une fondation pour prier Dieu pour la grâce de l'âme dudit Burnouf en l'église de Saint Nicollas dudit Coutances;

Lesdits sieur et damoiselle de la Viollière, Marie Berrenger, ladite damoiselle de Marmande, ladite Gastineau, ladite damoiselle Chabot et ledit Pierre Marchegay de s'être fuis et absentés de leur pays de dessein prémédité, pour sortir du royaume, et de s'être assemblés et retirés chez lesdits Lamy exprès, avec lesdits autres Religionnaires fugitifs, et de rébellion à l'arrest de prison de leurs personnes lorsque ledit Burnouf fut tué dans ledit Clos Barbou.

Et encore ledit sieur de la Viollière d'être relaps.

Pour punition et réparation desquels crimes, vû le grand âge dudit sieur de la Viollière, icelui sieur de la Viollière condamné demeurer dans une prison perpétuelle le reste de ses jours,

Et ledit Marchegay à servir Sa Majesté sur ses galères à perpétuité;

Lesdites Chabot, Kerveno et de la Viollière, femmes, et lesdites Berrenger et Gastineau, leurs filles suivantes, d'être rasées et renfermées dans une Religion (1), pour leur tenir lieu de prison, dans ledit évêché de Luçon à perpétuité; leurs biens à nous acquis et confisqués ou à quoy il apartiendrait, sur iceux préalablement pris mille livres d'amende, et déclarés prenables solidairement des intérêts adjugés aux héritiers dudit Burnouf jusques à la somme de cinq cents livres;

Et à l'égard de ladite damoiselle de Marcande. seroit nostre édict exécuté.

Et d'autant que ladite sentence ne pouvoit être exécutée contre les contumaces, à cause de leur fuite, ordonne qu'elle le seroit en effigie en la manière ordinaire, avec les causes de leur condamnation.

Et faisant droit sur la demande incidente contre ledit Godefroy, sergent, et conclusions dudit substitut pour le recelement et sous-

(1) C'est-à-dire communauté religieuse.

traction prétendus de l'or et argent trouvé dans les poches et bourses de plusieurs desdits Religionnaires, en plus outre que ce qui est contenu dans le procès-verbal dudit Godefroy, ledit Godefroy envoyé hors de nostre dite cour ;

Le nommé Quinette, dit Huterel, [condamné] à rapporter et déposer au greffe dudit Coutances trente-neuf écus par luy pris à ladite damoiselle de Marmande, l'autre moitié à luy adjudgée comme dénonciateur ;

Nicollas Amy quatre escus blanc, par luy obéis (1) ;

Trois jours après la publication de la présente, autrement y seroit contraint.

Et faisant droit sur les requêtes des nommés Lescuyer et Dubosc, des sept et neuf dudit mois, ordonné que la sentence du vingt septième octobre précédent seroit exécutée.

Ce faisant, que le fils et la fille desdits sieur et damoiselle de la Viollière seroient conduits en la province de Poitou, pour y être mis en religion ou en pension en un lieu le quel seroit indiqué par le sieur évesque de Luçon, ainsi qu'il le jugeroit à propos, aux frais et dépens dudit sieur de la Viollière, et que la pension desdites trois filles, l'une du sieur de la Viollière et les deux autres de la damoiselle de Marmande, seroit payée sur le pied de six vingt livres par an pour chacune : la somme de cent cinquante livres à raison de quatre mois et demy pour lesdites damoiselles de Marmande, et de six mois pour la damoiselle de la Viollière, sur le pied de quarante écus par an, la somme de soixante livres, les dites sommes à prendre sur celles qui seroient déposées au greffe de Coutances, conformément à ladite sentence, ainsi que sur les autres effets étant déposés audit greffe a la quelle fin en seroit procédé à la vendue (1), préférence à tous autres, chacun sur ce qui leur appartiendroit avec dépens adjudgés auxdits Lescuyer et Dubosc par préférence sur lesdits deniers.

Et faisant droit sur l'instance du sieur de la Greslerie Boudier, pour être payé de la somme de cent livres pour intérêts, dépence et nourriture par lui fournis [tant] auxdits Religionnaires qu'à leur cheval, réclamé par le nommé Marchegay, lesdits Relligionnaires

(1) Sic.

(2) Sic.

déchargés de ladite demande. Ce faisant ordonne que le cheval sequestré es mains de M^e Legrand, procureur, sera par lui représenté pour être vendu, et les deniers de ladite vente employés pour payer tout ou partie de la taxe faite audit Godefroy, sergent.

Le surplus dudit procès consistant en cahiers d'information, interrogatoires desdits accusés, arrêtés, recellemens, confrontations, exploits de perquisition, défauts . . . contre lesdits fugitifs, conclusions du substitut de nostre procureur général et tout ce qui fait a esté audit procès ;

Lesdits Marchegay, de la Fontenelle, Durcot, Chabot, Berrenger et Gastineau entendus sur la sellette en leurs confessions et néances.

Iceux retirés, ouy le rapport du sieur voisin de Saint Paoul, conseiller commissaire.

Tout considéré,

Notre dite chambre, par son jugement et arrest, a mis et met l'appellation et ce dont est appelé au néant.

Réformant, veu ce qui résulte du procès, ordonne que ledit de la Fontenelle, Marchegay, lesdits Durcot, Chabot, Marie Berrenger et Gastineau seront incessamment conduits en la ville de Luçon, province de Poitou, sous bonne et sûre garde, pour être enfermés dans des maisons religieuses, communautés ou autres lieux qui seront réglés et indiqués par le sieur évêque de Luçon, pour y rester tant qu'il nous plaira.

Que les fils et filles dudit sieur de la Viollière seront aussi conduits dans ladite ville de Luçon, pour y être élevés dans une maison religieuse, ou autre lieu qui sera aussi indiqué et réglé par le sieur évêque de Luçon ;

A ordonné et ordonne que les pensions qui sont dues à ceux qui ont retiré les enfans dudit de la Viollière au pays de Coutances, ensemble les deux enfans de la nommée de Marmande, seront payés et des frais et dépens par eux faits en privilège sur les effets qui sont au greffe de Coutances et aux mains des particuliers ;

A privé le nommé Godefroy, sergent, d'avoir aucune taxe sur les effets et biens desdits la Fontenelle, Durcot, Chabot, Marchegay, Berrenger et Gastineau ;

A condamné ledit Quinette Huterel a rapporter les soixante et dix-huit escus entiers par lui pris à ladite de Marmande, sans qu'il

y puisse prendre aucune part en qualité de dénonciateur ou autrement.

Rapportera ledit Nicollas Lamy les quatre écus par luy obéis.

Ordonne que la sentence qui leur permet de reprendre leurs effets es mains de ceux qui en sont saisis sera exécutée, ledit de la Greslerie évincé de sa demande.

A confirmé la contumace et condamnation jugés contre les deux Lamy frères et les deux fugitifs,

Seront les intherests adjugés par ladite sentence aux héritiers Burnouf payés sur les biens desdits Lamy et fugitifs.

Si donnons en mandement au premier des huissiers de notre cour de Parlement, ou autre, notre huissier ou sergent sur ce requis, mettre le présent arrest à due et entière exécution ; De ce faire te donnons pouvoir.

Donné à Rouen, en notre dite chambre des vacations, le dixieme jour de novembre l'an de grace mil six cent quatre vingt neuf, et notre règne le quarante septième.

Par la chambre des Vacations.

DUFOUR.

MÉLANGES

AVANT-PROPOS

D'UNE NOUVELLE ÉDITION DES *TRAGIQUES*

D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ

Si jamais l'on pouvait en idée personnifier un siècle dans un individu, d'Aubigné serait à lui seul, le type vivant, l'image abrégée du sien,

(*SAINT-REUVRE.*)

I

Même avant de voir le jour, certains livres ont leur destin : *habent sua fata...* Celui-ci est, pour sa part, un des témoins, une

des victimes de la funeste année 1870-71, de notre guerre étrangère et de notre guerre civile. La première l'a arrêté au début de l'impression et a sans doute avancé la mort de l'éminent écrivain qui devait être le parrain de cette édition des *Tragiques*. La seconde l'a menacé dans son achèvement même ; car les désastreux incendies qui, en découronnant Paris, ont rendu la Commune à jamais exécration, ont anéanti le cabinet et les travaux posthumes de ce premier éditeur ; et ils n'ont pas épargné non plus celui qui écrit ces lignes : en un mot, peu s'en est fallu que tout ce qui devait permettre la continuation de l'œuvre ne fût englouti en même temps.

Né dans de telles conjonctures, notre volume peut, en quelque sorte, se faire à lui-même l'application de certains vers de l'auteur des *Tragiques*, et dire avec lui :

J'ai vu. la France affolée . . .
 Voicy le reistre noir foudroyer au travers
 Les masures de France. . . Et de doctes brigands. . .
 Et le furieux vice
 Et le meurtre public sous le nom de justice. . .
 Les temples, hospitaux, pillés et outragés,
 Les collèges détruits par la main ennemie
 Des citoyens esmus.

Il peut dire, hélas ! qu'il a vu, lui aussi,

. Eschauffer la bestise civile
 A fouler sous les pieds tout l'honneur de la ville. . .
 Piper les foibles cœurs du nom de liberté. . .
 Courir la multitude aux brutes cruautés. . .
 Moins propre à guerroyer qu'à la fureur civile. . .

Qu'il a été, une fois de plus, appelé

A juger quelle beste est un peuple sans bride. . .

Et il peut s'écrier avec une amère douleur :

O France désolée ! ô France sanguinaire !
 Non pas terre, mais cendre !
 Tu donnes aux forains (*à l'étranger*) ton avoir qui s'esgare !

Comment se défendrait-on aujourd'hui de tels rapprochements ?

Car nos yeux sont tesmoins du subject de nos vers.

Est-ce, en effet, pour son temps seulement que d'Aubigné semble avoir écrit :

Vous ne semez que vent en stériles sillons,
 Vous n'y moissonnerez que volants tourbillons,
 Qui, à vos yeux pleurants, folle et vaine canaille,
 Feront pirouetter les esprits et la paille !

Et n'a-t-il pas été plus prophète, en vérité, qu'il ne voulait l'être, lorsque, maudissant Catherine de Médicis et sa fastueuse création des Tuileries, il prédisait ces sombres destinées :

..... des os et des charbons,
 Restes de ton palais et de ton marbre en cendre,

· associant encore ici, comme par une sorte de pronostication fatidique, le fatal *reistre noir* à ces prodigieuses catastrophes, qui n'étaient que trop réellement réservées à nos jours ?

Enfin, peut-on lire sans une impression de rage et de honte rétrospective des vers tels que ceux-ci, qui semblent dater d'hier :

Après se vient enfler une puissante armée,
 Remarquable de fer, de feux et de fumée,
 Où les reistres, couverts de noir et de fureurs,
 Départent des Français les tragiques erreurs (1). . .

II

M. Prosper Mérimée et M. Ludovic Lalanne, en publiant leurs éditions nouvelles des *Aventures du baron de Fæneste* (1855) et des *Tragiques* (1857), regrettèrent de n'avoir pu obtenir communication des manuscrits de d'Aubigné, conservés chez M. le colonel Tronchin, près de Genève. En effet, M. Tronchin, plein d'obligeance d'ailleurs, ne se souciait guère, à cette époque, de mettre ses précieuses archives à la disposition des chercheurs, dont il appréhendait quelque peu la curiosité indiscrete, surtout en ce qui touchait les papiers de d'Aubigné et ceux du célèbre docteur Tronchin, l'ami de Voltaire, parfois sujets à caution (2).

Toujours est-il que, quelques années après, en 1863, je fus plus

(1) Voir pour tous ces vers, *passim*, p. 62, 43, 144, 38, 224, 208, 224, 218, 236, 24, 51, 42, 300, 297, 216.

(2) C'est ce que nous avait affirmé M. Sayous, qui d'ailleurs connaissait ces papiers, ayant été exceptionnellement admis à les consulter.

heureux. Je reçus à Bessinges, près Genève, dans cette belle propriété du colonel Tronchin où sont soigneusement gardées ses archives de famille, et le meilleur accueil et la plus complète communication des papiers de d'Aubigné. Dès lors, il me fut permis de publier pour la première fois un inventaire exact de ces documents (*Bull. de la Soc. d'Hist. du Prot. franç.*, XII, 468).

Lorsque, en 1869, M. Mérimée et M. Jouaust eurent formé le projet de donner une nouvelle édition des *Tragiques*, je fus prié par eux de voir, dans un voyage que je faisais alors à Genève, s'il me serait possible de leur procurer une révision du texte imprimé, faite sur le manuscrit de Bessinges. L'autorisation me fut gracieusement accordée et, comme je n'avais pas le loisir d'en profiter moi-même, M. Theremin voulut bien, avec une rare obligeance, se charger d'accomplir cette tâche longue et minutieuse. Il s'en est acquitté avec un soin et une promptitude dont nous ne saurions assez le remercier.

Dès le mois d'avril 1870 on put mettre sous presse, et M. Mérimée, qui réservait ses annotations pour la fin, avait déjà reçu de M. Jouaust les cinquante-six premières pages du présent volume, lorsque le fléau d'une guerre insensée vint tout à coup précipiter notre pays dans l'abîme des barbaries et des calamités. C'en était donc fait pour longtemps de semblables travaux. *Cedat toga armis!*... M. Mérimée, déjà bien malade, quitta Paris le 11 septembre, pour gagner Cannes, où sa santé l'obligeait à chercher chaque hiver un refuge. Ses jours étaient comptés, et il ne se faisait aucune illusion. Il succomba en arrivant, le 23 septembre, et le siège de Paris, qui avait commencé le 19, ne nous permit d'apprendre sa mort que trois mois après, par un de ces journaux de Londres qui nous parvenaient irrégulièrement et longtemps après leur date.

Heureux ceux à qui il a été donné de terminer leurs jours à temps pour ne pas assister à ce spectacle navrant de nos misères! Comme si ce n'eût pas été assez des douleurs et des humiliations que nous avait infligées ce lugubre siège de notre capitale, — siège conduit Dieu sait comme! et avec quelle funeste infatuation! — il fallut y ajouter les hontes et les épouvantements d'une autre guerre, — *plus quam civile*, — d'un second siège, dont l'histoire serait, certes, une page digne de la plume vengeresse de l'auteur des *Tragiques!*...

III

Pacis artes colere inter Martis incendia : chose malaisée ! comme le dit d'Aubigné lui-même au début de ses *Mémoires* (p. 10). Si pourtant un ouvrage se trouvait approprié à de pareilles circonstances, c'était bien celui dont les tableaux portaient ces titres d'une sinistre actualité : *Misères*, — *Princes*, — *Chambre dorée*, — *Feux*, — *Fers*, — *Vengeances*, — *Jugement* ! N'étaient-ce pas là, en effet, comme les rubriques du cycle infernal que nous venions de traverser ?

J'en fus frappé lorsque M. Jouaust, voulant reprendre le travail interrompu, me demanda de donner mes soins à cette édition. Ainsi que je l'ai déjà dit plus haut, la maison de la rue de Lille où demeurait M. Mérimée n'était plus, le 26 mai 1871, qu'un monceau de cendres : sa belle bibliothèque d'érudit et fin connaisseur, qu'il avait léguée à l'Institut, ses riches collections, ses manuscrits, ses correspondances inédites de Victor Jacquemont et de Stendhal, tout était anéanti ! Les matériaux qu'il avait préparés pour l'annotation des *Tragiques*, et auxquels j'avais moi-même apporté ma petite part, avaient eu le même sort. De mon côté, avec l'Hôtel de ville, entièrement dévoré par les flammes, j'avais vu disparaître, non-seulement tous les services si précieux que j'avais à diriger : — Travaux historiques, — Archives, — Etat civil, — Bibliothèque, — Collections de toutes sortes, destinées au musée municipal de l'Hôtel Carnavalet, — mais aussi mon propre cabinet, situé au coin de l'avenue Victoria, et tout ce qu'il renfermait de livres, d'objets, de papiers m'appartenant, parmi lesquels se trouvaient bien des notes bibliographiques et philologiques, relatives à d'Aubigné, qui me font faute aujourd'hui !...

Le principal restait, mais restait seul : c'est-à-dire la copie de notre volume qui, par bonheur, était demeurée à l'imprimerie, et dont sept demi-feuilles (soit 56 pages) se trouvaient déjà tirées. C'est donc là que j'ai commencé ma tâche de réviseur, en suivant les errements qui avaient été adoptés par M. Mérimée et M. Jouaust. Chemin faisant, j'ai examiné de près les antécédents des *Tragiques*, recherché les éclaircissements et les améliorations que comportait notre édition nouvelle.

IV

D'Aubigné avait son poème « depuis trente-six ans et plus » sur le métier, et il ne l'avait pas, tant s'en faut, tenu secret, lorsqu'il se

décida en 1616 à le publier, sous le voile d'un anonyme transparent et avec l'aide d'une petite ruse littéraire qui ne devait tromper personne. Il supposa un abus de confiance d'un sien serviteur, « le larron Prométhée, » lequel expose, dans un Avis aux Lecteurs, que s'il a dérobé son maître, c'est afin de faire bénéficier le public de son larcin, en ôtant les *Tragiques* de dessous le boisseau où ledit maître les tenait depuis trop longtemps. Cette première édition est petit in-4, et il est probable qu'elle fut faite à Maillé, comme celle de l'*Histoire universelle*. En voici le titre :

LES

T R A G I Q V E S

DONNEZ AV PVBLIC PAR

le larcin de Prométhée.

AV DEZERT,

PAR L. B. D. D.

M. DC. XVI.

Je ne vois nulle part que l'on ait remarqué et expliqué ces quatre initiales L. B. D. D., derrière lesquelles notre auteur se cache... *et se cupit ante videri*. L'explication que j'en ai trouvée me semble d'autant plus incontestable qu'elle m'a été fournie par d'Aubigné lui-même. C'est lui, en effet, qui nous dit dans ses *Mémoires* (à l'année 1590) qu'à l'assemblée de Chatellerault « toutes les aigreurs et duretez lui furent imputées, et qu'on l'appela le *Bouc du Dezert*, parce que tous deschargeoient leurs haines sur lui. » *Le Bouc Du Dezert*, tel est le surnom sous lequel il se désigne

encore ici lui-même, et que confirme d'ailleurs le nom de lieu supposé : *Au Dezert* (1).

La préface de cette première édition en promettait dès lors une seconde avec des compléments. L'auteur la donna quelques années après, petit in-8, mais sans date ni lieu d'impression, et il y mit son nom :

LES

TRAGIQUES

CI-DEVANT

DONNEZ AU PUBLIC

par le larcin de PROMETHÉE.

Et depuis

AVOUEZ ET ENRICHIS

par le S^r D'AUBIGNÉ.

★

Cette édition, devenue beaucoup plus rare que la première, est comme elle en caractères italiques. Elle a 333 pages et 16 feuillets non paginés, qui contiennent, outre l'*Avis aux lecteurs* et la *Préface* en vers, trois sonnets et un remplissage final en prose. Il y a environ 400 vers nouveaux intercalés çà et là dans les sept livres, et le poëme compte ainsi 9,274 vers (2).

(1) Curieuse annotation qu'on lit dans le *Manuel du Libraire*, à propos de cette première édition, en tête de son article sur d'Aubigné : « Cet ouvrage satirique en vers est écrit avec chaleur, mais sans correction. » — M. Prud'homme eût-il mieux dit !

(2) M. Lalanne en a compté 8,972 (y compris les 414 de la préface en vers) ; mais d'après le décompte qu'il fait des sept Livres, il y aurait erreur pour le Livre III, lequel a 1,089 et non 890 vers. — Voici les chiffres, d'après notre manuscrit : I. *Misères*, 1,380. — II. *Princes*, 1,530. — III. *Chambre dorée*, 1,044. IV. *Les Feux*, 1,416. — V. *Les Fers*, 1,564. — VI. *Vengeances*, 1,122. — VII. *Jugement*, 1,318. — Total : 9,274. (V. aux *Notes*, p. 339.)

V

On ne connaît que ces deux éditions. Cependant la *Bibliotheca exotica* de George Draud, publiée à Francfort en 1623, mentionne une : SECONDE ÉDITION, avec augmentation d'une quarte part, remplacement des lacunes de la précédente et plusieurs pièces notables adjoussées. A Genève, chez les héritiers et vefve de Pierre de la Rovière, 1623. La *Bibliotheca exotica* est une compilation des catalogues de librairie des foires de Francfort.

On s'est demandé si ce ne serait pas là une troisième édition, ou si ce titre, pris sur un prospectus ou catalogue de librairie de 1623, ne désignerait pas tout bonnement la seconde édition, celle (sans date) qui vient d'être indiquée. Cela ne nous paraît pas faire doute : ce n'est point le relevé d'un titre, c'est une simple annonce de librairie, qui se rapporte à l'édition sans date, et qui nous apprend (ce que son titre nous laissait ignorer) : le lieu d'impression (Genève), le libraire (Pierre de la Rovère), et l'année (1623).

Qui sait, après tout, si l'on ne découvrira pas quelque jour un exemplaire inconnu de cette même seconde édition, portant exactement le titre libellé ci-dessus? En d'autres termes, qui sait si la seconde édition n'a pas eu deux titres : 1^o celui (sans date) que portent les exemplaires jusqu'ici connus ; 2^o celui qui aurait été porté tel quel au catalogue transcrit par George Draud (1623) ? Voici un fait qui peut autoriser cette conjecture.

On ne connaissait jusqu'ici qu'une édition des *Petites Œuvres meslées* de d'Aubigné ; on n'en avait du moins signalé que des exemplaires de 1630. Or, je viens de constater de visu qu'il y a eu de cette même édition un premier tirage, ou du moins une première émission d'exemplaires, avec un titre différent et portant la date de 1629. Cette première émission aura eu lieu avant la mort de d'Aubigné ; puis le titre aura été modifié l'année suivante. L'exemplaire de ce premier tirage qui nous permet de faire cette constatation instructive appartient à la Bibliothèque de Zurich : en existe-t-il d'autre ? Ce qu'il y a de plus singulier encore, c'est que le titre porte : *Second Recueil | des | PETITES | ŒUVRES | du | S^r d'Aubigné. | A Genève, | chez Pierre Aubert, | Imprimeur Ordinaire de la Républi | que et Académie. | M. DC. XXIX. — Second recueil !* tandis qu'il n'en avait pas paru de premier. C'est encore là une de ces surprises familières à d'Aubigné, et peut-être est-ce à cause de cela qu'on jugea à propos de substituer à ce titre

celui-ci, qui était seul connu : *Petites Œuvres | Meslées | du | sieur d'Aubigné. | Le contenu desquelles se void es pages sui | vantes la Préface. | A Genève | Chez Pierre Aubert. | Imprimeur Ordinaire de la Républi- | que et Académie. | M. DC. XXX. | Avec permission et privilege.*

Cette constatation explique enfin l'article du troisième inventaire dressé après la mort de d'Aubigné, où les *Petites Œuvres* sont désignées sous le titre de *Second Recueil du Sr d'Aubigné*, qui n'avait pu être compris jusqu'ici, et prouve en outre que le volume fut imprimé du vivant de d'Aubigné, et non par les soins des héritiers, comme on le croyait. (V. Sayous, II, 236, et Heyer, p. 42 et 49.)

Quant à une certaine lettre de Guy-Patin demandant, le 10 mars 1654, qu'on lui envoie « les *Tragiques* de M. d'Aubigné, depuis peu réimprimés à Genève, in-8, » il me paraît hors de doute qu'il s'agit encore ici de cette même *seconde* édition, qui, étant sans date, a pu fourvoyer plus d'une fois et pendant assez longtemps les amateurs. Ce qui est sûr, c'est que cette soi-disant réimpression n'a jamais été signalée (1).

VI

Un point moins facile à éclaircir, au premier abord, c'est celui de savoir si d'Aubigné eut ou n'eut pas la pensée de donner une *troisième* édition, et si le manuscrit transmis à ses héritiers, et que nous publions, eut ou non cette destination. On remarquera d'abord qu'il porte à la première page cette mention que l'on a pris soin de reproduire sur notre titre : *Donné à l'imprimeur le 5 aoust*, qui, si elle était complète, devrait trancher la question. Mais à quelle année la rapporter, et, partant, de quelle édition s'agirait-il ? A-t-elle vu le jour ? L'état du manuscrit ne laisse pas supposer qu'il ait passé par les mains des compositeurs d'imprimerie. Enfin l'examen du texte même exclut l'idée qu'il ait pu servir à imprimer soit une *troisième*, soit la *seconde* édition ; car on verra que, s'il renferme des additions et des variantes, au fond c'est la *leçon primitive*, le premier jet de l'auteur qui subsiste, tel que dans l'édition de 1616. D'où il faut conclure, ou qu'il y serait revenu en détail, en préparant sa troisième édition, — ce qui n'est guère

(1) La *Bibliothèque historique* de Lelong et Fontette fourmille d'erreurs dans ses articles sur d'Aubigné. Elle compte, sans y regarder, cinq éditions des *Tragiques*.

admissible, — ou qu'il avait écrit la susdite mention à titre de simple *memento* sur son manuscrit, tandis qu'il envoyait une copie différente de ce manuscrit à son imprimeur, soit pour la première, soit pour la *seconde* édition. Ce qui rend cette dernière hypothèse assez plausible à nos yeux, c'est qu'une feuille volante, qui s'y trouve jointe et qui contient des *errata* et *addenda*, renvoie aux pages de l'édition de 1616, et que ces *errata* et *addenda* ont effectivement servi pour l'édition de 1623.

Toujours est-il qu'on lit dans le testament olographe de d'Aubigné, en date du 24 avril 1630 : «..... Je recommande à mes amis... la réimpression de mes *Tragiques* et autres (manuscripts), s'ils le trouvent à propos. Et, quant aux mille exemplaires qui sont à Rolle, je désire qu'ils soient vendus, et leur prix mis à ma succession, hormis deux cents desquels je fais don par moitié à M. Tronchin et à La Fosse (son fils Nathan), à chacun cent. » Ainsi, il n'avait point fait, mais il souhaitait que ses amis fissent, à l'aide de notre manuscrit, une réimpression de ses *Tragiques*. Ils ne jugèrent pas à propos de réaliser ce vœu (1)...

VII

La *troisième* édition (*magno proxima intervallo*) est donc bien celle que M. Lud. Lalanne a donnée en 1857 dans la *Bibliothèque Elzevirienne* de Jannet, après avoir consacré près de deux années à établir son texte sur les deux éditions publiées du vivant de l'auteur, et à l'accompagner de notes historiques et philologiques. C'était là un travail ardu, considérable, et dont l'accomplissement fut un grand service rendu à notre littérature, au public, et aux futurs éditeurs des *Tragiques*. Car la difficulté extrême que l'on avait à se procurer ce poème et celle que l'on éprouvait à sa lecture en faisaient, pour ainsi dire, une lettre morte; et c'était certes grand dommage, puisque d'Aubigné mérite d'être placé, comme le dit M. Lalanne, au premier rang parmi les prédécesseurs des grands écrivains du XVII^e siècle.

(1) Le 28 mai 1630, les commissaires chargés de « visiter les escripts de feu M. d'Aubigné rapportent... qu'ils n'ont point trouvé ce qu'il a augmenté de ses *Tragiques*, et Madame sa vefve leur a dit qu'elle les avoit, et que le défunct les luy avoit donnés pour les envoyer à son frère à Londres. » (Philippe Burlamachi, établi en Angleterre.) — (Heyer, *d'Aubigné à Genève*, notice et documents inédits. Genève, 1870. In-8, p. 49).

Cet envoi a-t-il été fait? Oui, puisque le volume est conservé au British Museum. (Voir aux *Notes*, p. 339, les renseignements que nous donnons à ce sujet.)

VIII

Ainsi, l'édition que nous avons entrepris de mettre sur pied est la *quatrième*. Elle donnera satisfaction aux connaisseurs, pour qui l'existence d'un manuscrit laissé par l'auteur, et encore inexploré, était un *desideratum* fâcheux ; car ce n'est pas pour eux qu'a été fait le dicton : *Ignoti nulla cupido*. — Non que ce manuscrit ait apporté à notre texte des changements d'une grande importance, mais il nous a fourni, en bien des cas, une lecture meilleure, et par conséquent un éclaircissement naturel de certains mots mal déchiffrés et estropiés dans les éditions antérieures. Parfois aussi, il faut bien le dire, il risquait de nous induire en erreur, si nous n'avions pris garde, car c'était l'imprimé qui avait raison contre le manuscrit. Tant la correction était et est chose chanceuse avec un auteur tel que celui des *Tragiques* ! Tant l'écriture et l'orthographe étaient chez lui également fantasques ! Son *Histoire universelle* est là pour montrer quels furent les fruits habituels de cette incurable irrégularité.

Je n'ai pas cru devoir recommencer le labeur d'annotation de M. Lalanne : en venant après lui, on est désormais et nécessairement son tributaire. Je me suis attaché de préférence à rectifier quelques erreurs, à commenter quelques passages non expliqués, à compléter certains rapprochements. Le système adopté de notes renvoyées à la fin du volume ne se prêtait pas d'ailleurs, comme celui des notes au bas des pages, à un commentaire courant et à beaucoup de détails. Or, avec un auteur comme d'Aubigné, il faut se retenir pour ne pas annoter à outrance.

Ce poème étrange des *Tragiques*, si plein de vie et de grandeur, a, pour la postérité surtout, un double inconvénient : c'est, d'une part, un certain manque de clarté, qui est dans le dessein de l'auteur ; d'autre part, une forme tout à fait personnelle, énigmatique, tantôt à force de surabondance et de prolixité, tantôt à force de concision.

J'évite d'être long, et je deviens obscur.

CH. READ (1).

(1) Il est superflu d'insister sur l'importance d'une publication qui nous donnera le texte définitif de l'œuvre la plus éclatante de d'Aubigné. Il ne nous reste qu'à lui souhaiter, après de si fâcheux contre-temps, un accueil digne du zèle et du savoir de son nouvel éditeur : *Grata superveniet quæ non sperabitur hora!*
(Red.)

BIBLIOGRAPHIE

L'ARISTOCRATIE FÉODALE ET LES CALVINISTES EN FRANCE. — Tome premier par J.-B. LOUTCHITZKI. — Kief, 1874, un volume (en russe) grand in-8 de 562 pages, plus un appendice de documents français de 70 pages.

Un jeune et savant étranger, Russe de patrie, grec de religion, M. Loutchitzki, vient de publier, pour l'obtention du grade de « maître » à l'université de Kief, le premier tome d'une étude sur la *Réaction féodale en France pendant le XVI^e et le XVII^e siècle*. Cet ouvrage mérite de notre part une mention toute spéciale. Déjà, lors de son concours pour la licence, M. Loutchitzki s'était occupé incidemment du protestantisme, en prenant pour l'un des sujets de sa thèse Michel de l'Hôpital et le rôle qu'il joua à l'époque de la Saint-Barthélemy. Aujourd'hui, c'est à notre histoire même qu'il se consacre avec une infatigable ardeur. L'aristocratie féodale et le calvinisme, tel est le vaste sujet qu'il étudie jusque dans ses replis les plus intimes, cherchant à travers les faits à découvrir et à coordonner les idées, décrivant avec un soin minutieux les éléments complexes de ces partis religieux et politiques auxquels la France fut livrée pendant les guerres qui suivirent la Saint-Barthélemy.

C'est au côté politique qu'il s'attache de préférence. L'analyse des institutions discutées dans les assemblées protestantes, les vingt-cinq pages sur le caractère et les écrits d'Hotman, sont une preuve, entre beaucoup d'autres, du sérieux avec lequel l'auteur a traité des questions qui sont loin d'avoir encore été suffisamment mises en lumière.

Il ne s'est pas contenté de mettre à profit, avec une connaissance que l'on rencontre rarement à ce point, même au milieu de nous, toutes les sources imprimées anciennes ou modernes qu'il soit possible de consulter sur cette importante époque : il a de plus su puiser dans les trésors inédits des archives impériales de Saint-Petersbourg, et en a même inséré comme appendice plusieurs documents. Nous citerons, entre autres, des lettres de Montmorency, Damville, Nemours (1574-1575), et la requête présentée au roi par la noblesse du Forez.

Ce n'est pas la première fois que la science russe s'intéresse à notre

histoire. Un autre savant, M. Ossokine, de Kazan, s'est depuis de longues années voué aux Albigeois et à leur douloureux martyrologe. Félicitons-nous de ces incursions sur notre domaine, et trouvons-y un puissant motif d'émulation.

Il nous a semblé intéressant de prier M. Loutchitzki d'exposer lui-même à nos lecteurs le plan et les idées principales de son premier volume. En reproduisant cette analyse dans le *Bulletin*, nous entendons laisser à l'auteur l'entière responsabilité des opinions qu'il énonce, sauf à revenir plus tard sur quelques-unes de ses assertions.

Raconter l'histoire de la dernière lutte soutenue pendant près d'un siècle contre l'autorité royale par les éléments réactionnaires, les communes, des provinces entières et la féodalité minée et presque mourante; étudier les phases successives et le développement graduel de cette lutte; expliquer les causes qui amenèrent la décadence de l'indépendance locale et empêchèrent la réalisation des projets qui tendaient à constituer en France une sorte de république fédérative; montrer enfin pourquoi la réaction échoua dans sa révolte contre la centralisation, tel est en termes généraux le but de l'ouvrage.

Il formera trois volumes. Dans le premier j'étudie les commencements de la lutte et je m'efforce de montrer par quelles vicissitudes le mouvement purement religieux, au début, s'est transformé en un mouvement qui n'avait plus au fond qu'une tendance politique.

Dans son principe il n'avait aucun rapport avec le mécontentement politique et social du peuple. Il provenait de causes exclusivement morales, l'état de corruption du clergé, par exemple, et il ne se propageait que parmi les paisibles populations des villes du centre. Au midi, le protestantisme n'a compté à l'origine qu'un nombre restreint d'adhérents (1).

Il n'était pas maître de la situation. L'organisation, l'unité des doctrines, la discipline, en un mot tout ce qu'on trouve dans les années suivantes, lui faisait encore défaut, il ne pouvait se soutenir que par la protection de la cour. Mais le gouvernement n'avait pas, comme il l'eut en Angleterre et en Allemagne, un intérêt particulier à adopter les doctrines nouvelles. En sorte que lorsque la persécution eut éclaté et que les réformateurs eurent perdu le soutien de la cour, le protestantisme français se trouva exposé aux plus

(1) Voir p. 53 à 65, et surtout p. 64.

grands périls. Rien n'indiquait qu'il fût en état de supporter l'orage ; on pouvait même craindre son extinction complète (1).

Le moment était critique. Il fallait chercher une route nouvelle ou périr. La Réforme ne pouvait se sauver qu'en unissant sa cause à celle du peuple et en créant une organisation inflexible, où toutes les forces seraient dirigées vers un seul but, sans respecter la liberté de l'individu.

Cette route nouvelle fut trouvée. Déjà dans Farel on observe une tendance marquée vers l'organisation sévère. Mais celui qui donna une impulsion décisive au mouvement, ce fut Calvin, esprit condensateur par excellence (2). Dès qu'il se fut définitivement établi à Genève, toutes les imperfections qui affaiblissaient le protestantisme français disparurent. Un système tout à fait complet fut introduit parmi les protestants. Ils commencèrent à ne former qu'une seule société ; la diversité des opinions fut supprimée ; une discipline sévère jusqu'à l'intolérance régla la conduite des membres de l'Eglise. Instruits à Genève, à l'école rigide de Calvin, sous sa surveillance personnelle, les ministres, hommes inflexibles autant qu'intrépides, s'introduisaient en France et reprenaient hardiment la tâche que les premiers réformateurs ne pouvaient achever eux-mêmes (3). Ils y réussirent : la constitution d'un corps animé d'un même esprit écarta le danger de l'anéantissement.

Ce ne fut pas là cependant la seule cause du salut et des succès du calvinisme. Tandis qu'il travaillait à créer une organisation et à élaborer une discipline, un mouvement d'un autre genre, mouvement purement politique et social, commençait à gagner les rangs de la noblesse et à se propager parmi les habitants des villes.

La centralisation, avec les conséquences inévitables qu'elle entraîne, pesait de plus en plus lourdement sur les populations qui conservaient le souvenir de leurs anciennes libertés, de leurs privilèges et de leurs droits. Dans les communes du sud, telles que la Rochelle, Montauban, Nîmes, l'esprit d'opposition couvait toujours : quoique le parti des royalistes y conservât un grand nombre d'adhérents, celui du peuple n'y était pas insignifiant. Ce dernier ne vivait pas en bonne harmonie avec l'autorité souveraine : l'esprit et l'amour des franchises locales l'emportaient sur son attachement au roi. D'autre part le gouvernement avait pris depuis longtemps la résolution de supprimer les privilèges et les libertés des com-

(1) Voir p. 65, 69, 70.

(2) P. 70 à 89 : *Activité de Calvin à Genève, ses théories, son individualité.*

(3) P. 90, 93, 94, 98.

munes. De là une lutte acharnée entre lui et le parti des *zélés*, défenseurs de ces libertés (1).

C'est parmi eux que le calvinisme trouva ses plus ardents auxiliaires (2). Plus le mécontentement s'étendait parmi les habitants des villes et plus s'augmentait le nombre des réformés. (La plupart des églises furent fondées de 1559 à 1563) (3). Là ne se bornèrent pas les conquêtes du protestantisme. Le mouvement qui avait éclaté parmi les gens des communes trouvait un écho dans les rangs des seigneurs. Les mêmes causes, le même mécontentement, les mêmes souvenirs poussaient à la révolte la noblesse et les citadins (4). Pour la religion nouvelle il y avait là un appui des plus solides, l'appui des talents militaires, de la haute position sociale, des égards que la noblesse obtenait de l'autorité royale elle-même. (Henri II qui fit brûler des hommes appartenant aux classes moyennes, n'osa pas traiter de même les gentilshommes.)

Peuple et noblesse, le calvinisme pouvait satisfaire aux aspirations de l'une et de l'autre classe. Tandis que son fondateur proclamait hautement son attachement à l'aristocratie, un grand nombre de pasteurs, prêchant dans les villes et les campagnes, se posaient en défenseurs de la démocratie (5). Implacable dans ses dogmes, sévère dans sa discipline morale, le calvinisme ne l'était pas dans ses opinions politiques. Il laissait le chemin ouvert à toute espèce de théories. Désireux de gagner le plus grand nombre d'adhérents, il s'adaptait aux circonstances (c'était d'ailleurs une habitude chez tous les réformateurs du XVI^e siècle).

En outre la rigidité de la discipline attirait les sympathies des deux partis : des nobles, mus par les passions qui sont toujours en force pendant les bouleversements politiques et sociaux ; du peuple indigné de la dépravation de la cour (6).

Deux des éléments qui venaient constituer le calvinisme, la noblesse et les communes manquaient également des capacités propres à la direction des affaires. Ils n'avaient pu encore former ni un plan d'action général, ni des institutions assez fortes pour les unir. Ils ne savaient quel parti prendre, de quel côté se tourner ils hésitaient à entrer en lutte ouverte avec le gouvernement (voir la

(1) P. 36-41. Cf. p. 308 et sq. *Histoire de la Rochelle et de ses relations avec l'autorité royale.*

(2) P. 102-105. Voir p. 215 : Comment le mécontentement politique accrut le nombre des calvinistes.

(3) P. 103.

(4) P. 20 à 36, 100 à 102.

(5) P. 82-85, 103, 104.

(6) P. 34, 35, 95.

conduite de Coligny) (1); dans leurs pamphlets ils s'efforçaient d'exprimer leur attachement pour le roi.

Ce fut donc au troisième élément, aux ministres à se poser en chefs du mouvement. Eux étaient préparés à commencer la lutte. Leur but était nettement défini; marchant en avant d'un pas ferme ils espéraient écraser l'abomination de l'idolâtrie. Rien ne pouvait les arrêter; la paix conclue par Condé rencontra de leur part une opposition acharnée (2). La constitution des Eglises était admirablement disposée pour leur faciliter l'exécution des projets, la récolte de l'argent, le soulèvement des masses sans que le gouvernement en pût concevoir le moindre soupçon (3). C'est ce qui explique, entre autres causes, l'influence sans bornes que les ministres exercèrent sur le peuple et l'attachement des fidèles pour leurs pasteurs (4). De là aussi l'empreinte purement religieuse de ces premières guerres (*bella sacra*) (5). Cette influence exercée par les ministres fut des plus salutaires. La direction qu'ils donnèrent aux passions, les guerres qu'ils provoquèrent, contribuèrent dans une grande mesure au développement des calvinistes. Ces guerres étaient pour eux une école excellente où ils pouvaient, en s'habituant à la lutte, élaborer leurs théories politiques et fonder leurs institutions (6).

Plus l'anarchie croissait et plus le gouvernement se montrait faible: plus aussi les éléments politiques du parti huguenot se préparaient à défendre par leurs propres forces leurs droits et leurs libertés (7). Il devait en résulter bientôt inévitablement l'affaiblissement de l'influence et de l'autorité des pasteurs et la prépondérance de jour en jour plus marquée des intérêts politiques sur les intérêts religieux.

En effet, dorénavant il y aura deux fractions dans le camp calviniste, l'une politique, l'autre que nous appellerons consistoriale. Les relations deviendront de plus en plus tendues, les plaintes des ministres contre la dépravation des mœurs plus virulentes et plus multipliées; l'animosité, qui se fait jour chez eux contre la noblesse est une preuve palpable de cette division.

Dès la troisième guerre les causes du soulèvement sont plus politiques que religieuses, et une autre question surgit alors: quel

(1) P. 109 à 112.

(2) P. 121-122.

(3) P. 106.

(4) P. 107, 109.

(5) P. 118 à 120.

(6) V. *Histoire de Montauban*, p. 128 à 126.

(7) P. 129 à 130, 134.

sera dans le parti l'élément prépondérant, la démocratie représentée par les villes ou l'aristocratie personnifiée dans la noblesse ?

Ce fut la Saint-Barthélemy qui apporta la solution (1). Les huguenots furent persuadés que le massacre avait eu pour but l'anéantissement de la noblesse. En présence du péril qui le menaçait, c'était à elle qu'il appartenait d'engager le combat et de sauver à la fois l'Etat et la liberté.

L'impression produite par la nouvelle de la Saint-Barthélemy fut des plus formidables, mais c'est surtout dans l'intérieur des villes appartenant aux huguenots que la consternation fut à son comble (2). Elle amena un résultat des plus graves, la recrudescence du parti des royalistes composé principalement des hommes riches et aisés, des gros bourgeois, des gens de robe longue. Pendant les années qui précédèrent la Saint-Barthélemy les royalistes avaient succombé dans leur lutte contre les zélés. Maintenant ils relevèrent la tête. La bourgeoisie trouvait le moment favorable pour se poser en maîtresse des affaires et chercher un appui parmi ces calvinistes modérés qui n'avaient d'autre but, d'autres intérêts que ceux de la religion. Elle leur représenta que désormais la guerre était devenue impossible, que les forces faisaient défaut aux réformés, que la noblesse ne s'ébranlerait pas, et ses raisonnements produisaient une profonde impression sur des esprits que le récent massacre avait prédisposés à la crainte. Dans plusieurs villes les modérés s'allièrent aux royalistes et leur acquirent, par cette fusion, une prépondérance marquée : on peut en constater le développement dans les rapports qui s'établirent entre les villes et la cour (3). Le parti des royalistes ne tendait qu'à rendre les villes au gouvernement ; quand les événements leur étaient défavorables, ils ne reculaient pas devant la trahison pour atteindre ce but (4). En vain les zélés multipliaient-ils leurs efforts pour changer la direction des affaires ; on les écoutait à peine et tout au plus leur opposition retardait-elle de quelques instants la soumission à laquelle inclinaient tous les esprits.

Telle est la position que prit dans les villes la démocratie calviniste. Elle s'était scindée ; elle se fusionnait avec les royalistes : elle compromit sa cause et laissa échapper toute possibilité de se placer à la tête du mouvement.

(1) Le massacre est décrit au chapitre I^{er}, mais exclusivement d'après les relations huguenotes, en vue de montrer l'impression qu'il a produite.

(2) P. 139 à 145.

(3) P. 149 à 156 : Lutte des partis à Montauban et à Nîmes.

(4) P. 168-208 : Conduite des bourgeois de Sancerre.

La noblesse s'était posée bien autrement. Tandis que les villes perdaient, dans leurs dissensions intestines, un temps précieux, elle, au contraire, rassemblait toutes ses forces pour recommencer la lutte. C'était contre elle que le massacre avait été dirigé. Dans ses écrits elle n'hésitait plus à flétrir le gouvernement. Elle proclamait hautement que ses obligations envers le roi son suzerain, avaient été violemment rompues : une trahison inouïe lui donnait désormais le droit de résistance armée (1). A l'extérieur les nobles qui s'étaient réfugiés en Angleterre et en Allemagne consacraient tous leurs efforts à y recruter des auxiliaires. A l'intérieur ils donnaient le signal de la révolte. Soutenus par les zélés, ils parvenaient à vaincre, dans les villes du sud, l'opposition des royalistes et à s'installer à Montauban, à Milhau (2). Les conquêtes se succédaient facilitées par la faiblesse du gouvernement qui n'avait point préparé les moyens d'étouffer la rébellion (3). Les institutions politiques s'organisaient. Les assemblées de Saint-Anthonin, de Milhau et de Peyresgade, dirigées par la noblesse, nommaient de leur autorité privée les gouverneurs des villes et des provinces : tous étaient choisis dans ses rangs (4).

L'infatigable activité et les succès de la noblesse entraînèrent les habitants de Nîmes et des contrées environnantes. A Nîmes les zélés triomphèrent de l'opposition des royalistes et parvinrent à gagner les modérés que le soulèvement général des gentilshommes commençait à rassurer (5). Les provinces de l'est suivirent la même marche que celle de l'ouest; seulement les institutions politiques de l'assemblée de Nîmes portaient une empreinte plus démocratique : les gouverneurs des villes furent choisis indistinctement dans l'une et l'autre classe (6). En Dauphiné ce fut presque exclusivement dans les rangs de la noblesse que la révolte trouva des partisans dévoués (7). L'assemblée de Réalmont confirme les résolutions des réunions précédentes et dans les provinces de l'ouest le droit de commandement sur les villes fut définitivement acquis à la noblesse.

Une ville néanmoins, une seule, essaya de résister à cet ascendant et d'obtenir la direction du mouvement pour le faire tourner

(1) P. 159 à 162.

(2) P. 164 à 174 : D'après des documents inédits.

(3) P. 181-184 : D'après des documents inédits.

(4) P. 174 à 176.

(5) P. 185 à 193.

(6) P. 194.

(7) P. 197.

en faveur de la démocratie. Ce fut la Rochelle (1). Mais elle n'avait aucune chance de succès. Les ministres, poussés par leur haine contre l'élément aristocratique, s'unirent aux zélés et changèrent la ville en un véritable champ de bataille. La lutte fut acharnée. La noblesse céda et s'éloigna : elle se sentait atteinte par le soufflet qu'avait reçu La Noue. Le triomphe de la démocratie fut pourtant de courte durée. L'éloignement des nobles rendait force et courage aux royalistes et aux modérés. Leurs instances réitérées et les calamités inséparables d'un siège contraignirent enfin les zélés eux-mêmes à conclure avec le gouvernement une paix des plus misérables. Cette paix fut repoussée par les protestants du sud et par la noblesse huguenote tout entière dont la défaite de la Rochelle, son plus redoutable adversaire, ne pouvait que grandir l'influence.

La prépondérance de la noblesse était donc un fait accompli. Nous en trouvons les preuves : 1^o dans la littérature politique des huguenots ; 2^o dans les institutions fondées par les assemblées politiques pendant la seconde moitié de l'année 1573. C'est à ces deux points que je consacre le sixième chapitre de mon étude.

Je m'efforce d'abord de démontrer qu'il existe une différence immense entre la littérature huguenote qui précède et celle qui suit la Saint-Barthélemy, et que la cause en est l'affaiblissement de l'influence des ministres et l'accroissement des forces du parti politique ; en second lieu, que cette littérature est presque exclusivement consacrée à soutenir les droits de la noblesse, ce qui la distingue profondément de celle du temps de la Ligue (2).

Après avoir relevé les conseils pratiques donnés par les auteurs de ces pamphlets (tels que France-Turquie, etc.) (3), j'expose les théories gouvernementales formulées par les huguenots (voir les écrits insérés dans l'Etat de France sous Charles IX) (4), et pour mieux mettre en lumière les relations qui s'établirent entre les écrivains protestants et les nobles, je présente l'individualité si caractéristique d'Hotman et sa théorie politique, expression importante des tendances et des vœux de son parti (5).

Dans la seconde moitié du chapitre, j'ai essayé de décrire le développement des institutions politiques des huguenots aux assemblées de Montauban et de Milhau (6), la noblesse s'emparant par

(1) Voir, chapitre IV, la lutte des partis dans la Rochelle, p. 221 à 262.

(2) P. 323 à 325.

(3) P. 315 à 317.

(4) P. 318 à 328.

(5) P. 328 à 351.

(6) P. 351 à 372.

degrés de l'autorité (1); les institutions démocratiques de l'assemblée de Nîmes (1572) remplacées par celles des provinces du sud-ouest où les gentilshommes avaient la direction des affaires. Enfin, j'ai aussi cherché à prouver que c'est partout où ceux-ci étaient en majorité que l'esprit d'insubordination et de révolte s'est affirmé avec le plus d'éclat (comparez la requête rédigée à Nîmes avec celle de Montauban du 24 août 1573) (2).

Tandis que le parti huguenot se préparait ainsi à une lutte nouvelle et décisive, déclarant que son but était la réforme de l'Etat et le rétablissement de l'ancien régime, le gouvernement accumulait faute sur faute et par ses actes exaspérait les passions hostiles. S'il se trouvait encore parmi les huguenots des timides et des irrésolus, le gouvernement les poussait dans les rangs des zélés. Ils avaient commencé à ne voir dans la paix qu'un piège : le complot que la cour dirigea contre la Rochelle, quoiqu'il eût été provoqué par les royalistes, ouvrit les yeux des réformés et amena l'explosion (3).

De plus la diplomatie erronée de Catherine de Médicis leur préparait un accroissement de forces, par la création d'un parti nouveau, celui dit des *politiques* (4). Il ne tendait lui aussi qu'au rétablissement de l'ancien régime, qu'à la réaction. Ajoutons un gouvernement sans forces, des finances délabrées et le mécontentement du peuple qui grandissait tous les jours.

Les chapitres septième et huitième retracent les péripéties des hostilités qui s'engagèrent entre le gouvernement d'une part, et de l'autre les politiques et les huguenots. Il serait superflu de les résumer ici. J'ai tâché de démontrer que l'union entre le parti des politiques et celui des huguenots amena deux résultats : elle fortifia la fraction politique du parti huguenot, transformant ainsi la lutte, religieuse au début, en une querelle qui n'avait presque plus de rapports avec la religion : elle affermit en même temps la prépondérance de l'aristocratie dans la question de la Rochelle. Nous en trouvons le témoignage dans le conflit entre les fractions politique et consistoriale au sujet de l'alliance avec le parti des politiques et la défaite de l'opinion consistoriale (5); puis dans les pro-

(1) Voir, p. 368, les *assemblées de généralité*, sorte de ministère de la guerre composé exclusivement par les nobles.

(2) P. 357 à 361.

(3) Voir, p. 372 à 378, l'état du parti après la paix de juillet, et le complot contre la Rochelle.

(4) Voir, au chapitre VII, l'histoire de la cour au XVI^e siècle, son influence et le développement des *politiques* (p. 411 à 431), ainsi que la faute commise par Catherine en négligeant le plus sûr moyen d'asservir la noblesse, c'est-à-dire l'influence de la cour. (P. 411 à 431.)

(5) P. 510-511.

testations des gentilshommes affirmant que la guerre engagée n'avait d'autre but que les intérêts de la liberté; enfin dans les articles de Ruffec (1).

L'union des huguenots et des politiques et l'arrivée des auxiliaires allemands portèrent le dernier coup au gouvernement; il dut céder et conclure avec les protestants la paix la plus avantageuse qu'ils aient jamais obtenue (2). Mais la victoire de la noblesse amena naturellement après elle une réaction populaire. La renaissance de la féodalité entraînait celle de ses abus. Le peuple du Poitou et de plusieurs autres provinces ne dissimulait pas sa haine pour l'aristocratie (3). La lutte entre la noblesse et l'autorité royale devait nécessairement se transformer en une lutte entre la noblesse et le peuple.

LOUTCHITZKI.

L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE LA ROCHELLE; 1 vol. in-12, par L. DELMAS.

C'est avec une vive satisfaction que nous voyons se multiplier les monographies d'églises particulières, qui sont comme les assises d'une histoire générale du protestantisme français. M. le pasteur Vaurigaud a retracé ses destinées dans une province de l'ancienne monarchie, renommée entre toutes pour son attachement à la foi catholique. M. le pasteur Delmas a pris pour cadre de ses études une ville qui fut, il est vrai, le foyer le plus actif, et presque le cœur de la réforme française dans la période la plus agitée de son histoire. « Nous venons, dit-il, raconter les péripéties du règne de Dieu dans la ville célèbre qui fut le dernier boulevard du protestantisme français, sans exciter les passions ni rallumer les haines. Nous écrivons non dans un esprit de parti ou dans un intérêt de secte, mais dans un esprit de paix et d'indépendance chrétienne. » Le pieux auteur a justifié cette promesse dans une étude qu'il a su rendre animée, populaire, sans déroger aux règles du savoir et de l'impartialité historique. Il a utilisé les papiers légués par le docteur Bouhereau à l'Eglise de la Rochelle, et longtemps oubliés dans une bibliothèque de Dublin. Des notes manuscrites lui ont été communiquées par le savant bibliothécaire rochelais, M. Delayant, et le soin avec lequel il intercale les textes originaux dans sa narra-

(1) P. 547.

(2) P. 535 à 540.

(3) P. 581.

tion est la meilleure garantie de la parfaite véracité du narrateur.

L'histoire de l'Eglise de la Rochelle, comme celle de presque toutes les congrégations réformées, s'ouvre par le martyre. C'est le nom d'une femme, Marie Bélandelle, qui ouvre la liste de ces glorieux témoins. L'Eglise se constitue en 1558, sous le ministère de Pierre Richier, un des compagnons de Villegagnon en Floride, et grandit rapidement. Elle donne asile à l'illustre Palissy, aux princes protestants, et devient le siège du synode, mémorable entre tous, qui imprime à la confession de foi des Eglises réformées françaises sa forme définitive. Nous touchons au premier siège de la Rochelle (1573), qui ne fut surpassé en héroïque grandeur que par le second (1628). La victoire de Richelieu ne fut pas seulement un coup fatal porté à la prospérité de la vieille cité maritime. Elle fut le prélude d'un système de vexations persévéramment suivi dans la province, et qui trouva un digne instrument dans l'avocat du roi Pierre Bomier, « un des plus furieux persécuteurs qui se soient jamais élevés contre la religion, » dit Elie Benoit. On peut dire que l'heure néfaste de la Révocation de l'Edit de Nantes sonna plus tôt à la Rochelle qu'ailleurs.

C'est un intéressant chapitre que celui que M. le pasteur Delmas a consacré à l'instruction publique et à ses diverses branches : collège, bibliothèque, imprimerie. On y voit l'intime alliance établie de bonne heure entre la Réforme et l'instruction populaire, si tristement négligée depuis. Qui peut dire combien les destinées de la France eussent été différentes, si cette salutaire union eût prévalu. Ce n'est pas la seule leçon qui ressort du livre de M. Delmas, dont nous recommandons la lecture à tous ceux qui aiment nos vieilles annales heureusement rajeunies par un souffle généreux du temps présent.

J. B.

JEAN GUITON, dernier maire de l'ancienne commune de la Rochelle (1628). — Sa famille. — Sa naissance. — Ses actions comme citoyen et comme amiral rochelais. — Sa mairie pendant le siège de la Rochelle. — Ce qu'il devint après la reddition de la ville. — Sa mort. — Ses descendants, par M. P.-S. CALLOT, ancien maire de la Rochelle. — Deuxième édition. — 1872. — In-8 de 146 pages.

En 1838, M. Massiou publiait une *Histoire politique, civile et religieuse de la Saintonge et de l'Aunis*, justement estimée. Il assure,

dans cet ouvrage, que Jean Guiton était originaire de la paroisse d'Argouges, près Saint-James, dans l'ancien évêché d'Avranches, en Normandie. S'appuyant sur un manuscrit d'un prétendu petit-neveu de Jean Guiton, un sieur de Clinchamps, il s'écrie : « Voilà désormais la filiation du maire de la Rochelle invariablement établie ! »

M. Tamizey de Larroque est loin de partager la conviction qui éclate dans cette exclamation. Il fait remarquer que M. Massiou a attaché beaucoup trop d'importance au manuscrit de M. de Clinchamps, tout en y relevant lui-même de grosses erreurs, notamment celle qui met à la charge du cardinal de Richelieu l'enlèvement et la disparition tout à fait imaginaires de Jean Guiton. Il s'étonne de l'opinion de MM. Haag qui, dans leur article sur Guiton (*France protestante*), disent avec une grande assurance : « Un seul point, à notre avis, est hors de doute aujourd'hui, c'est l'origine normande de la famille Guiton. »

Les assertions de MM. Massiou et Haag ne sauraient subsister à la lecture d'un travail fort érudit intitulé : *Jean Guiton, dernier maire de l'ancienne commune de la Rochelle*, par M. P.-S. Callot, ex-maire de la même ville. Dans cette belle étude, pour emprunter l'appréciation qui en a été si bien faite par M. A. de Quatre-fages, notre éminent coreligionnaire, « l'auteur a reconstruit, à l'aide des pièces originales conservées à la Rochelle, l'histoire entière de Guiton et de sa famille avant et après le siège de 1628, histoire qui était complètement oubliée. »

Après avoir écarté les fables relatives aux ancêtres de Jean Guiton, M. P.-S. Callot a ramené dans les limites de la vérité le récit de quelques-uns des événements qui marquèrent son existence. Au Guiton théâtral et emphatique de la tradition, il a substitué, l'histoire authentique à la main, un homme agissant et parlant avec simplicité, négociant armateur, rude et honnête nature de marin, d'une noble et grave physionomie, qui, amiral de la flotte rochelaise, a toujours dignement commandé et vaillamment combattu. A la place d'un personnage de fantaisie, M. Callot nous peint le maire déployant pour défendre la Rochelle une admirable énergie, « l'homme de bronze incapable de peur et de pitié, » comme l'appelle M. Henri Martin. Au lieu du Guiton de contrebande, qui, le jour où un conseiller du présidial ose parler trop tôt de la nécessité de la reddition de la ville, lui donne, en pleine assemblée, un vigoureux soufflet en disant que c'était là la seule réponse qui convint à un pareil discours, puis échange de rudes gourmades avec

un ami de la victime, M. Callot nous montre l'homme qui fait sortir lui-même de prison son ennemi personnel, le jour où sa délivrance est utile au salut de la Rochelle.

Après avoir soulevé le voile qui couvrait les premières années de Guiton, M. Callot a dissipé les nuages qui enveloppaient les dernières, écoulées de 1628 au 15 mars 1634, date de sa mort. Le bannissement de Guiton ne fut pas de longue durée. De retour à la Rochelle, il servit en qualité de capitaine dans cette même marine royale qui avait appris à l'estimer en le combattant. La fin du grand marin ne fut donc point troublée par les tristesses de l'exil, et il fut enseveli dans cette terre natale qui, suivant la belle parole de Bossuet, semble plus bénigne et plus légère aux os de celui qu'elle recouvre. Le tombeau de Guiton fut placé en vue de la mer, à l'endroit précisément où s'élevaient naguère ces murailles qui n'auraient pas arrêté longtemps les quarante mille hommes de Richelieu, si l'intrépide maire n'avait fait de son héroïsme un bien plus puissant rempart à la Rochelle !

Depuis 1847, date de la publication de ses premières recherches sur Jean Guiton, et grâce aux heureuses investigations de son neveu M. E. Jourdan, le patient auteur des *Ephémérides historiques de la Rochelle*, M. Callot a eu connaissance de plusieurs actes qui lui ont permis de remonter jusqu'au XIV^e siècle et d'établir la filiation réelle de Jacques Guyton, maire de 1575, qu'à tort, dans la première édition, il avait enté sur une famille de la Valade. Ces rectifications, en confirmant l'antiquité rochelaise des Guiton et l'origine toute municipale du maire de 1628, sont la raison d'être de cette seconde édition, qui satisfait l'amour de la vérité des critiques les plus exigeants et complète les recherches de M. Callot sur cet homme célèbre.

Les registres des délibérations municipales, les minutes des notaires des XVI^e et XVII^e siècles, les vieux registres de l'état civil protestant, les annalistes contemporains François Baudoyne, échevin ; le pasteur Jacques Merlin ; Jean Bergier, pair ; Raphaël Collin, membre du Présidial ; Pierre Mervault, tous gens témoins oculaires, et quelques autres documents soigneusement mentionnés dans des notes marginales, sont les sources respectables de cette grave monographie.

M. Callot a ainsi élevé un monument durable à la mémoire de son illustre devancier. La légende a fait désormais place à l'histoire. Jean Guiton est la plus éclatante personnification d'une époque héroïque, mais n'est plus que *primus inter pares* ; il re-

trouve une glorieuse pléiade d'émules : Colomiez, de Fos, Philippe Vincent, et tant d'autres grands citoyens anoblis par leurs vertus. Ils traitent un instant presque d'égal à égal avec des ministres et des souverains, puis ils redeviennent avocat, prédicateur, sans rien renier de leur passé, mais sans paraître s'en souvenir.

Scrupuleux biographe, M. Callot pousse la fidélité et la sobriété jusqu'à l'extrême concision; il tient à exposer les faits bien et dûment contrôlés dans toute leur sécheresse, dans la crainte d'altérer le récit en le dramatisant. Il respectait trop son héros pour songer à orner cette noble vie dont il s'est fait en quelque sorte le photographe. En évoquant la grande figure du négociant actif, du marin intrépide, du maire énergique, M. Callot a préparé le jour de réhabilitation où la statue de Guiton se dressera dans cet hôtel de ville restauré qu'il remplit de son souvenir.

Sans appartenir à notre Eglise, M. Callot a consacré à l'histoire de la Réformation à la Rochelle une publication très-conscieusement intitulée : « *La Rochelle protestante, recherches politiques et religieuses.* » La période qui s'écoule entre la révocation de l'Edit de Nantes et l'édit de tolérance est notamment exposée de main de maître. En la lisant, on oublie volontiers quelques dissensions dans les appréciations des origines du protestantisme, et des causes qui ont favorisé son établissement et ses progrès dans la cité qui fut son dernier boulevard en France.

L. DE RICHEMOND.

CORRESPONDANCE.

LA BOISE DE ROUEN

Rouen, 23 mai 1872.

Monsieur,

Le *Bulletin* de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, 6^e année, page 207, a publié un ouvrage intitulé :

Dialogue entre deux drapiers de Saint-Nicaize sur les controverses prêchées par le P. Veron en l'église de Notre-Dame de Rouen, le tout en langage de la Boise (1628).

M. A. Réville, en le communiquant au *Bulletin*, regrette de ne pou-

voir donner de renseignements sur la *Boise*, dont il est parlé dans le titre de cet ouvrage, découvert par M. J.-P. Hugues dans la bibliothèque de l'Eglise remontrante de Rotterdam.

Je suis à même de vous donner l'explication de ce mot. Le pays de la *Boise* est tout simplement la paroisse de Saint-Nicaise de Rouen, habitée au XVII^e siècle, ainsi que celle de Saint-Vivien, paroisse voisine, par les *purins*, nom que l'on donnait aux ouvriers de la draperie, *fai-seurs de gadins, tisserens, tondeux et épluqueux*.

La paroisse de Saint-Nicaise possédait une poutre immense dont, au dire de l'éminent historien normand Floquet, Gargantua eût voulu faire le sommier de la plus grande salle de son palais : c'est ce qu'on appelait la *Boise* de Saint-Nicaise. Les pauvres habitants de cette paroisse avaient de l'affection pour elle, car ils l'avaient scellée dans le cimetière, près de l'église, avec des barres de fer. C'était sur cette *Boise* que les doyens du métier venaient siéger. Là, on se rendait près d'eux pour leur soumettre les différends sur la draperie.

En 1632, cette *Boise* fut enlevée nuitamment par des jeunes gens de la paroisse aristocratique de Saint-Godard, et brûlée au grand désespoir des habitants de Saint-Nicaise, qui la révéraient comme une relique. La tradition prétend qu'elle opérait des miracles. Ainsi la *Boise* avait horreur du mensonge, et si quelqu'un, assis sur elle, venait à en hasarder un, n'y pouvant plus tenir, elle s'entr'ouvrait aussitôt pour ne se refermer qu'après le départ du menteur.

La pièce de vers, *Dialogue entre deux drapiers*, est écrite en patois normand encore en usage dans la campagne du pays de Caux. Ce langage était, au XVII^e siècle, celui des ouvriers de Saint-Nicaise de Rouen.

Nous possédons plusieurs ouvrages en vers écrits dans ce même patois : la *Muse normande*, les *Evretins*, de David Ferrand, la *Muse normande*, de Louis Petit, le *Coup d'œil purin*, de Gervais, et quelques écrits en prose de moindre importance; mais le *Dialogue entre deux drapiers* n'en conserve pas moins tout son intérêt, tant au point de vue philologique que comme œuvre de controverse.

Agréez, etc.

E. LESENS,

Membre de la Société rouennaise des bibliophiles.

LE REFUGE DE LAUSANNE

Paris, 12 novembre 1872.

Monsieur,

Je me hasarde à vous envoyer pour le musée de l'Histoire du Protestantisme français une médaille de notre grand Calvin. Elle doit être connue sans doute ; mais peut-être ne sera-t-elle point déplacée, même à côté d'exemplaires de la même médaille que vous posséderiez déjà. De toutes manières, recevez-la comme une faible marque de l'intérêt que je prends au développement d'une œuvre aussi excellente.

Je joins à ce modeste envoi la copie d'un manuscrit assez curieux, touchant témoignage de la reconnaissance des émigrés de la révocation. L'original est entre les mains d'un des descendants de celui qui le composa, et qui m'a permis d'en faire prendre une copie. L'intérêt de ces quelques pages a d'autant plus de prix qu'elles sont de Pifard, pasteur de Saint-Paul-Trois-Châteaux en Dauphiné, la paroisse de l'héroïque Blanche Gamond. Quelques mots seulement sur ce manuscrit original. Le pasteur Pifard, voulant marquer sa reconnaissance et celle des réfugiés de sa paroisse aux seigneurs de Lausanne, composa l'adresse dont je vous envoie la copie, et la fit transcrire sur un vaste parchemin par un des plus habiles calligraphes de ce temps, Chapelié, qui ne craint pas de mettre au-dessous de son œuvre *excudit et pinxit*. Au centre de ce parchemin se trouve l'adresse, écrite avec autant de soin que de goût, mais dont malheureusement certaines parties sont effacées. Sur les bords, dans un encadrement ingénieux, les différentes vues de Lausanne à la plume, exécutées non sans finesse et sans habileté. Il a employé dans cette œuvre toute la finesse et toute l'habileté de son art. « J'ose croire, ajoute Pifard, qu'il ne se voit rien de plus achevé dans ce genre, et qu'il ne se trouvera point ailleurs un ouvrage de cette sorte, à moins qu'il ne parte de la même plume. »

C'était là, Monsieur, l'humble mais touchante marque d'une reconnaissance pour des bienfaits sans prix. A ce titre, ce document mérite d'être conservé. Malheureusement l'original, peut-être unique en son espèce, est parti pour l'Angleterre.

Agréé l'assurance de mon entier dévouement.

FRANCK PUAUX.

AUX TRÈS HONORÉS SEIGNEURS,
LES SEIGNEURS BOURGMAISTRE, BOURSIEURS, BANDERETS
ET CONSEILL^{rs} DE LA VILLE DE LAUSANNE.

Très Honorés Seigneurs,

Il y a déjà longtemps que je souhaitais de vous témoigner, aussi bien qu'à quelques-uns de nos Illustres Bienfaiteurs, quelle est notre reconnaissance pour les obligations que nous vous avons. Je suis un des moins considérables de ceux que vous avez protégé, mais je suis persuadé que l'on m'avouera, et que mes chers frères de souffrance souscriront à ce que je vay dire. Ouy, Nobles et Puissants Seigneurs, il n'est point de ceux qui passent ou qui restent vous qui ne se fassent un devoir de publier que vous êtes de ces amis tendres et généreux que la Providence nous a suscité dans nos mauvais jours, pour essuier nos larmes et nous faire oublier notre ingrate Patrie. Votre Ville est comme une porte qui nous fait sortir de la servitude, et qui nous introduit dans une douce liberté. Quand on y est une fois, on s'y oublie agréablement, et l'accueil compatissant qu'on nous y fait adoucit et soulage nos maux. Nous y respirons une vaste et belle campagne qui, par la diversité de ses objets, suspend ou dissipe nos chagrins. Mais ce que nous estimons incomparablement davantage, c'est que nous y trouvons une pâture de vie après laquelle nous soupirons; elle nous y est distribuée par d'excellents serviteurs de Dieu qui prêchent et qui vivent bien, et qui nous traitent comme leurs enfants ou comme leurs frères. Que nous sommes heureux lorsque, confondant nos voix et nos louanges avec les vôtres, nous faisons retentir ces voutes superbes qu'une salutaire réformation a consacrées au vrai culte de Dieu : et que nous disons de bon cœur, Amen, à ces actions de grace que vous rendez à Dieu, comme à l'unique autheur de tous les biens dont vous jouissés. Lorsqu'une fois nous connaissons la manière dont vous ménagés l'intérêt public, nous sommes convaincus que vous le préférés au votre : vous êtes très assidus à l'exercice de vos charges, vous n'y recevés que d'honnêtes gens, et bien qu'elles soient plus honorables que lucratives, vous vous y attachés beaucoup plus qu'à vos propres affaires : on n'a point de peine à vous aborder, et les veuves, les orphelins et les étrangers vous considèrent comme leur appuy. Vous savés rendre à Dieu et à César ce qui leur est dû, je veux dire que vous joignés la piété à la fidélité que l'on doit avoir pour les souverains. Vous êtes les meilleurs voisins qui furent jamais, et après vous avoir veu courre avec une ardeur incroyable pour éteindre feu qui, d'une ville, n'a presque fait qu'un monceau de cen-

dres, vous avés ouvert vos cœurs et vos bourses pour consoler un très grand nombre de malheureux. Mais, Très Honorés Seigneurs, quel soin n'avés-vous pas des membres de Jésus Christ et des confesseurs de sa vérité, vous leur distribués les biens du public après leur avoir prodigué les vôtres. Combien de pauvres avés vous nourri? combien d'indigents avés-vous vêtu? et qui pourrait compter le nombre de malades à qui vous avés donné du secours? Vous nous permettés de quetter pour. vous les logés dans les endroits les plus commodes, et quand la santé et leurs affaires les sollicitent d'aller ailleurs, vous les y faites porter à grands frais, et jamais. On ne peut assurément pas avoir plus de charité ni la porter plus loin que vous faites, et ce qui mérite nos louanges est que vous ne vous lassés point. Dieu veuille, Très Honorés Seigneurs, vous fournir toujours de quoi donner, et vous faire recueillir au ciel l'intérêt des bienfaits que vous répandés sur la terre. J'ay. un moyen de vous témoigner notre gratitude d'une façon assés singulière, je ne devais pas le négliger : sitôt que j'en ay fait la proposition à l'ouvrier dont vous verrés. il s'en est fait un plaisir sensible ; il a desployé toute la finesse et toute l'habileté de son art. J'ose croire qu'il ne se voit rien de plus achevé dans ce genre, et qu'il ne se trouvera point ailleurs un ouvrage de cette sorte, à moins qu'il ne parte de la même plume. C'est, Très Honorés Seigneurs, ce qui me fait espérer que ce petit monument. le recevrés comme un témoignage de la reconnaissance qu'a tout le corps des Réfugiés et de celle de l'homme du monde.

Très Honorés Seigneurs,

Votre très Humble et Obéissant serviteur,

PIFFARD,

Ministre de Saint-Paul-Trois-Châteaux en la province du Dauphiné.

Lausannis pridie Idus augusti anno M. DC. LXXXVIII.

Chapelié. pinxit.

SÉANCES DU COMITÉ

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE DU 8 OCTOBRE 1872.

Présidence de M. le comte *Jules Delaborde*. — Le président exprime le vif intérêt avec lequel il a lu le mémoire sur la Saint-Barthélemy à

Orléans, si bien traduit par M. Read. Il croit, d'après quelques mots de cette relation, que l'auteur était Strasbourgeois.

Bibliothèque. — Livres remis : la nouvelle édition des *Mémoires d'une Famille huguenote*, par Ann Maury ; un *Journal du Siège de la Rochelle*, édité par M. L. de Richemond ; le *Psalterium* de Sébastien Castalion, édition de 1549, offerte par M. Read ; enfin divers ouvrages de M. le pasteur Rabaud.

M. Franklin signale dans la dernière livraison du *Cabinet historique* d'utiles indications de manuscrits relatifs au protestantisme. M. Coquerel annonce la présence à Paris du célèbre sénateur américain, M. Ch. Sumner, et son désir de visiter la Bibliothèque du protestantisme français.

Correspondance. — M. Théod. Schott, pasteur à Berg, près de Stuttgart, envoie plusieurs lettres de Coligny tirées des archives de cette ville. Le secrétaire l'en a remercié, en lui demandant un rapport sur les documents historiques d'un intérêt protestant conservés aux archives du Wurtemberg.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1872.

Présidence de M. Schickler. — Après la lecture du procès-verbal, le secrétaire dit quelques mots d'une thèse sur l'amiral Coligny, soutenue avec grand honneur devant la Faculté des lettres de Paris par M. Jules Tessier. C'est un hommage rendu à l'illustre chef du protestantisme français, qui, malgré des préjugés encore persistants, s'impose toujours plus à l'admiration, au respect. M. Tessier a obtenu les applaudissements du public quand il a énuméré les titres de la grandeur de Coligny.

Bibliothèque. — Elle reçut la visite de deux étrangers distingués, le Rév. Stanley, doyen de Westminster, occupé de recherches sur les Camisards, et M. Ch. Sumner, qui a examiné nos collections avec le goût le plus éclairé. Le registre des galères a particulièrement attiré son attention. Un bel exemplaire de l'*Institution chrétienne* lui a fourni l'occasion de rendre hommage au génie de Calvin, dont le nom est très-populaire aux Etats-Unis. D'autres volumes ont provoqué d'intéressantes réflexions, et des jugements aussi justes qu'élevés sur Henri IV et Richelieu. M. Sumner ne s'est retiré qu'après avoir exprimé sa vive sympathie pour la Société de l'Histoire du Protestantisme français, dont il se souviendra dans sa patrie.

ERRATA. — M. Ch. Lefort nous signale dans l'article intitulé : *Un Album bernois de 1672*, quelques erreurs que nous nous empressons de corriger : Page 513, ligne 9, au lieu de exposer, lisez explorer ; ligne 28, lisez 1672 et 1673 ; page 514, ligne 11 du texte latin, au lieu de prosperantis, lisez properantis ; ligne 17, au lieu de Bonafassius, lisez Bonafossius ; ligne 18, au lieu de Personus, lisez Tersonus ; page 515, au lieu de Colerius, lisez Celerius ; ligne 28, ôtez ac.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE CH. MEYRUEIS
rue Cujas, 42. — 1873

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

BULLETIN

HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE

TOME XXII

DEUXIÈME SÉRIE. — HUITIÈME ANNÉE



PARIS
AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ
33, RUE DE SEINE

1873

TABLE DES MATIÈRES

ANNÉE 1873.

	Pages.
Préface. Vingt-deuxième année.	1
Assemblée générale de la Société.	193
Rapport de M. le comte Jules Delaborde.	194
Procès-verbaux du Comité.	95, 143, 431, 583

ÉTUDES HISTORIQUES.

Une page de l'histoire du Collège de Guyenne au XVI ^e siècle, par M. Ed. Gaullieur.	4
La Réforme à Castres. Trois époques du protestantisme dans l'Albigeois et le Lauragais, par M. Camille Rabaud. . . .	49
La Réforme au château de Saint-Privat (dernière partie), par M. Jules Bonnet.	97
Le Procès du prince de Condé (septembre et décembre 1560) par M. le comte Jules Delaborde.	145, 241
L'établissement de la Réforme en Hongrie, par M. Ed. Sayous. . .	207
Un Martyr vénitien, par M. Jules Bonnet.	289
Jean Sleidan, par M. Jules Rathgeber.	337
Les Protestants à la cour de Saint-Germain lors du colloque de Poissy, par M. le comte Jules Delaborde.	385, 481, 529
Lambert de Beauregard, une victime des Dragonnades, par M. Fernand Schickler.	433

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

La charité des Eglises du Désert. Lettre d'exhortation d'Antoine Court pour l'établissement d'une bourse destinée au soula- gement des pauvres, des confesseurs, et à l'entretien du saint ministère.	19
L'ancienne Eglise réformée de Montdardier (1576-1583). . . .	68, 188
Mémoires de Montbonnoux ou Bonbonnoux, brigadier des Carbi- sards, dans la troupe de Cavalier.	72, 118

	Pages.
Révolution des Pays-Bas. Deux lettres de Théod. de Bèze au ministre Taffin (1566).	113
Finances des Académies et Collèges.	221
Extraits du Journal d'une visite épiscopale en 1674 et 1677.	225
Quatrième guerre de religion (1572-1573). Lettres extraites des manuscrits de la Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg, par M. Loutchitzki	252, 299, 352
Cinquième guerre de religion (1574). Lettres extraites des manuscrits de la Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg, par le même.	401
Relation de ce qui a été fait souffrir à moy Pierre Lambert Beauregard pour la religion en la 69 ^{me} année de mon âge.	452
Collection des procès-verbaux des assemblées politiques des réformés de France pendant le XVI ^e siècle	506, 546
Le Refuge helvétique. Lettre écrite par un ministre de Genève en novembre 1685	559

MÉLANGES ET VARIÉTÉS.

Géographie du protestantisme français.	40, 331
Quel fut l'auteur des Placards?	87
Barbe Hollande, martyre de Valenciennes, par M. Arthur Diniaux.	171
Jacques Ausiliargues, ou vingt-cinq ans de la vie d'un pasteur inconnu, par M. Ph. Corbière.	177
Un descendant des réfugiés français en Amérique.	190
Un portrait d'Aonio Paleario.	220
Les Collèges protestants. I. Collège de Genève. II. Leur situation en France, par M. J. Gaufres.	269, 413
Catalogue de documents concernant l'histoire de la Réforme française, conservés aux archives de Stuttgart, par M. Franck Puaux.	312
Un nouveau récit de la Saint-Barthélemy, par un bourgeois de Strasbourg.	374
Erasmus et le Saint-Office	423
La préméditation de la Saint-Barthélemy.	427
Les Registres des baptêmes, mariages et décès des Protestants de Montauban, du 17 décembre 1564 à la fin de 1793.	564
Découverte des sépultures de Claude de la Trémoille, Marie de la Tour-d'Auvergne et Isabelle de la Trémoille.	571

BIBLIOGRAPHIE.

	Pages.
Histoire des Albigeois, par M. Napoléon Peyrat.	32
L'intolérance de Fénelon, par M. O. Douen.	37
La Saint-Barthélemy devant le Sénat de Venise. Relations des ambassadeurs Giovanni Michiel et Sigismondo Cavalli, tra- duites et annotées par M. W. Martin.	84
Histoire de l'Académie protestante de Die en Dauphiné au XVII ^e siècle, par M. Eug. Arnaud.	86
La vie militaire et religieuse au moyen âge, par le bibliophile Jacob.	133
Isabeau Menet prisonnière à la tour de Constance.	134
Documents inédits protestants. Le Synode général de Poitiers en 1557.	184
Johannis Calvini opera. Tome X.	236
Origine et progrès de la Réformation à la Rochelle.	283
Lettres de Flandrine de Nassau, abbesse de Sainte-Croix de Poi- tiers, à sa sœur, Charlotte-Brabantine de Nassau, duchesse de la Trémoille.	284
Le comte Pelet de la Lozère. Pensées morales et politiques précé- dées d'une notice par E. Dhombres.	332
Procès de Baudichon de la Maisonneuve, accusé d'hérésie à Lyon (1534).	471
Les Tragiques d'Agrippa d'Aubigné.	516
Chronique de la Bibliothèque.	523
Vie de François Turretini, théologien genevois, par E. de Budé.	581

CORRESPONDANCE.

De l'authenticité du testament de l'amiral Coligny.	44
Un livre de David Ancillon.	47
Protestantisme et féodalité au XVI ^e siècle.	91
La religion du père de Malherbe.	93
Editions du Psautier.	140,334,528
Géographie protestante. Questions et réponses.	141
Le Béarnais Farie.	188
La famille de Botzheim.	287
Le pasteur Jacques Ausiliargues.	288,477
Livres condamnés en 1682.	335
Un village français dans la Forêt-Noire.	381

	Pages.
Isabeau Menet.	384
La préméditation de la Saint-Barthélemy.	474
Les Archives béarnaises.	478

NÉCROLOGIE.

MM. G. de Clausonne et P.-A. Labouchère.	192
M. le pasteur Martin Paschoud	336
M. L. Tréneux. M. A. Maury.	479
La famille Heurteleu.	582

CHRONIQUE.

Une leçon d'histoire à la Faculté des Lettres de Bordeaux . . .	142
Monument de Knox.	335
Mission française.	336

ERRATA

Voir les rectifications indiquées p. 340. Dans le 3^e article sur la Réforme au château de Saint-Privat, p. 99, l. 23, lisez : chasser les *Guises*; p. 321, l. 10, lisez : M. *Teissier* d'Aulas; dans le 1^{er} article sur les Protestants à la cour de Saint-Germain, p. 393, l. 8, lisez : *Raucour* au lieu de *Raucout*; p. 400, note 2, l. 4 et 5, lisez : *to visit him*, et *he would have done the office himself*.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

VINGT-DEUXIÈME ANNÉE

« Je me suis mis à considérer toutes les injustices qui se font sous le soleil : voilà, les opprimés pleurent, et il n'y a personne qui les console, parce que la force est du côté des oppresseurs... » (*L'Eccl. IV.*)

« L'orgueil marche devant la ruine, mais l'humilité précède la gloire. » (*Prov. XVIII.*)

L'année qui vient de s'écouler a eu pour nous moins de joies que de douleurs. Elle a vu se réunir le 6 juin, à Paris, après une interruption séculaire, le Synode général de l'Eglise réformée de France, appelé à délibérer sur ses intérêts les plus chers, en un temps de crise également difficile pour la religion et la patrie. Un des premiers actes de cette assemblée, qui comptait dans son sein l'élite du protestantisme français, a été un témoignage unanime de reconnaissance et de sympathie à la Société qui renoue la chaîne des traditions révérees, en faisant revivre l'exemple des pères aux yeux des enfants.

Jamais de telles leçons ne furent plus nécessaires qu'à l'heure présente, si pleine de trouble et d'anxiété pour tous. C'est au lendemain des grandes épreuves qu'il faut chercher

dans l'histoire le secret des grandes délivrances et la condition des grands relèvements. Ces épreuves, dont nous sentons doublement le poids, comme protestants et comme Français, ont été en quelque sorte renouvelées par le navrant spectacle que les derniers jours de septembre dernier ont déroulé aux yeux de la France et du monde civilisé, l'exode de tout un peuple fuyant, comme aux jours de l'antique barbarie, devant un Nabuchodonosor ou un Tamerlan. Écoutez ici la voix d'un de ces exilés qui ne veulent point être consolés de leur deuil : « Ceux qui ont eu la douleur d'assister à ces longs défilés d'hommes et de chars traversant les cols de nos Vosges ; ceux qui ont vu ces trains interminables de conscrits alsaciens et lorrains fuyant l'horrible obligation de servir sous un drapeau étranger, en garderont une impression qui ne s'effacera jamais. Mais ce qui est mille fois plus triste, nous l'attestons ici, ce qui serre et navre le cœur, c'est l'accablement de ceux qui sont forcés de rester, de subir le contact incessant et la dure loi du vainqueur. Ah ! comme on apprend dans ces jours néfastes à détester les jeux sanglants de la force, et cet abominable droit de conquête qui engendre de telles calamités ! On les flétrit avec une sorte de haine rétrospective, dans tous les âges et sous tous les cieux, et s'élevant plus haut, des effets prochains et saisissables aux causes lointaines et cachées, on comprend combien Dieu doit haïr le mal par le trouble qu'il jette dans l'économie du monde (1). »

Qui mieux que nous, fils de ces huguenots dont l'histoire est un martyrologe, doit ressentir ce déchirement de deux provinces qui tiennent à nos cœurs par les plus indestructibles liens de la foi et du sang ! La patrie des Ferry et des Ancillon, la cité qu'évangélisa Farel, nous a été violemment arrachée ! La terre consacrée par le touchant apostolat d'Oberlin n'est plus française ! Ah ! comme nous avons besoin de répé-

(1) *La Rançon de l'Alsace*, sermon prononcé à l'église de la Rédemption, à Paris, le 6 octobre 1872, par F. Lichtenberger, ancien professeur à la Faculté de théologie de Strasbourg.

ter le pieux serment des exilés devant ce monstrueux abus de la force : « Frères malheureux qui attendez là-bas en gémissant sous le joug, ne craignez pas que nous vous oublions jamais ! Si pour exciter notre zèle, l'intérêt personnel, le devoir, le sentiment religieux même ne suffisent point, vos souffrances, votre résignation, votre martyre feront le reste. Chaque foyer alsacien élevé dans l'exil, au sein de la patrie, parlera de toi bien haut, ô terre verdoyante où ont été les berceaux de nos enfants, et où sont les tombes de nos parents. Ils seront là, ces proscrits volontaires, comme une vivante protestation contre le droit que s'arroe la conquête, comme un incessant *memento* au relèvement de la France, condition de ton propre rachat, ô Alsace, ô ma terre natale, qui sera toujours, toujours, la terre de mes amours ! (1) »

Que pourrions-nous ajouter à de telles paroles où vibre ce qu'il y a de plus fort et de plus doux dans le cœur humain, l'inviolable attachement à l'essence même de toute vie morale, à cette triple religion du berceau, du foyer et de la tombe, qu'on ne viole pas impunément ? Malheur à ceux qui méconnaissent ces puissances sacrées, et qui se flattent de posséder les âmes parce qu'ils foulent le sol et détiennent les corps sous un joug abhorré ! Il n'y a pas de droit contre le droit. L'histoire de nos pères nous le dit à toutes ses pages, et l'Evangile, remis en honneur par la Réforme, a d'avance stigmatisé tous les abus de la force dans cette parole du Christ aux puissants de la terre et aux transgresseurs de l'éternelle justice : « Que servirait à un homme de gagner le monde, s'il venait à perdre son âme ! » J. B.

(1) *La Rançon de l'Alsace*, etc.

ÉTUDES HISTORIQUES

UNE PAGE DE L'HISTOIRE DU COLLÈGE DE GUYENNE

AU XVI^e SIÈCLE

Le morceau qui suit est un fragment d'une *Histoire du Collège de Guyenne*, qui compta au nombre de ses maîtres Mathurin Cordier, et parmi ses élèves des hommes tels que Montaigne et Scaliger. C'est à des sources pour la plupart inédites que l'auteur, M. Ernest Gaullieur, archiviste à Bordeaux, a puisé les éléments d'un travail aussi neuf qu'intéressant où la Réforme n'est pas oubliée. Aussi n'hésitons-nous pas à recommander son livre à tous nos lecteurs (1).

Quelques mots d'introduction sont ici nécessaires. Au commencement de l'année 1556, les jurats de Bordeaux avaient élu Principal du collège de Guyenne Elie Vinet, qui semblait le plus digne successeur du savant Gelida. Il venait de prêter serment en cette qualité, quand on vit arriver de Paris un protégé du cardinal de Lorraine et du connétable de Montmorency, le Basque Nicolas Hirigaray, plus connu sous le nom de Mongelos, son lieu natal, docteur en théologie, et nommé Principal par lettres-patentes du roi Henri II. C'était une violation des privilèges des jurats, fondateurs du collège. Aussi le nouveau Principal rencontra-t-il une vive opposition, qui ne céda que vers 1560, après avoir également agité le collège et la ville, où se dessinaient déjà deux partis religieux. Ici commence le récit de M. Gaullieur :

Si la discorde régnait au collège de Guyenne, elle n'existait pas moins dans la ville de Bordeaux, où catholiques et huguenots étaient chaque jour sur le point d'en venir aux mains. Parmi les moyens d'attaque dont les deux partis firent l'un et l'autre un fréquent usage, il faut mettre en première

(1) L'ouvrage, imprimé en caractères elzéviens, formera un beau vol. in-8 de 500 pages, au prix de 8 fr. pour les souscripteurs. S'adresser à l'auteur, rue du Jardin-Public, 67, à Bordeaux.

ligne les comédies satiriques, qui, montrant à l'œil la représentation matérielle des vices qu'on veut flageller, avaient sur les masses une action beaucoup plus directe que les pamphlets et les écrits les mieux aiguisés.

Les clercs de la Basoche et les écoliers possédaient, en vertu de traditions fort anciennes, le monopole des représentations théâtrales aux jours de processions et de fêtes publiques. Depuis longtemps les uns et les autres avaient coutume de mettre en scène des *moralités* et des farces où ils tournaient en ridicule les vices du clergé ; mais à l'apparition de la Réforme, ces jeux prirent un caractère de gravité qui les rendit fort dangereux, en ce qu'ils amenèrent sur différents points de la France des conflits regrettables où le sang coula plus d'une fois.

Dès les premières années de la Réformation, en 1533, les écoliers du collège de Navarre imaginèrent, à l'instigation du clergé, de donner une représentation dans laquelle la sœur du roi, Marguerite d'Alençon, dont l'amitié pour les novateurs apparaissait chaque jour davantage, était représentée sous les traits d'une furie. François I^{er}, courroucé de cette audace qui s'attaquait à ce qu'il avait de plus cher, crut devoir sévir avec rigueur. Il le fit de manière à ôter aux plaisants l'envie de recommencer (1).

A Bordeaux, les choses se passaient à peu près de la même manière qu'à Paris : l'amour des spectacles est plus particulièrement développé chez les races méridionales, et l'on se souvient que lors de l'entrée de François I^{er} dans cette ville en 1529, un théâtre fut dressé sur la place de Lombrière et qu'on y donna au jeune monarque, dont la captivité était enfin terminée, le divertissement d'une comédie allégorique, dans laquelle l'un des acteurs représentait le roi lui-même. On comprend dès lors combien ces pièces pouvaient devenir dan-

(1) Voyez Merle d'Aubigné, *Histoire de la Réformation au temps de Calvin*, t. II, p. 251, 259, et G. de Félice, *Histoire des Protestants de France*. Paris, 1850, p. 43.

gereuses, puisqu'elles n'étaient soumises à aucune espèce de censure ; aussi voit-on de bonne heure le Parlement de Guyenne se préoccuper d'en établir une.

Le 16 janvier 1545, il cite à sa barre le roi de la Basoche, maître Jehan Pachabelier, lui interdit certaines pièces qui venaient d'être jouées dans quelques maisons particulières, et lui défend de donner à l'avenir aucune représentation qui n'ait préalablement été approuvée par la cour (1).

Voilà donc le Parlement de Bordeaux qui, à l'exemple de celui de Paris (2), s'arroge, de sa propre autorité, le droit de censure.

Au Collège de Guyenne, le théâtre faisait en quelque sorte partie de l'éducation. Dès sa fondation, en 1533, on voit M. de Tartas exiger des premiers professeurs venus avec lui de Paris, qu'ils sachent « *composer et prononcer oraisons, harangues, dialogues et comédies*, » et nous constatons en effet qu'à cette époque on organisait déjà des représentations qui ne réussissaient pas toujours, comme le prouve une lettre de Britannus (3).

Gouvéa attachait une grande importance aux représentations théâtrales : pendant sa direction le collège de Guyenne acquit sous ce rapport une véritable réputation et parvint — c'est Montaigne qui l'affirme — à un degré de perfection très-remarquable. Ce dernier, comme chacun sait, y obtint lui-même à l'âge de onze ans des éloges auxquels il attachait beaucoup de prix.

« Mettray-je en compte cette faculté de mon enfance ? une assurance de visage et suppléance de voix et de geste à m'appliquer aux rôles que j'entreprends : car avant l'âge :

Alter ab undecimo tum me vix ceperat annus,

(1) Bibliothèque de la ville de Bordeaux. Ms. 367 ; extrait des *Registres secrets* du Parlement.

(2) En 1538, le Parlement de Paris avait fait aux clercs de la Basoche une défense analogue.

(3) Roberti Britannii *epistolæ*. Lib. III, f° 96, r°.

j'ay soustenu les premiers personnages ez tragédies latines de Buchanan, de Guerente et de Muret, qui se représentèrent en nostre collège de Guienne avecques dignité : en cela, Andreas Goveanus, nostre Principal, comme en toutes aultres parties de sa charge, feust sans comparaison le plus grand Principal de France et m'en tenoit-on maistre ouvrier (1).

Buchanan composa quatre tragédies pendant son séjour à Bordeaux (2) : *Jephthé ou le Vœu*, *Baptiste ou la Calomnie*, et de plus une traduction latine de la *Médée* et de l'*Alceste* d'Euripide ; mais de ces quatre pièces celle qui eut le plus de succès, c'est la première, qui fut plus tard transportée dans notre langue par Florent Chrestien et jouée dans un grand nombre de villes (3). Quant à Muret, il avait écrit, pendant son séjour au collège d'Auch, une tragédie intitulée *Jules César*, qui selon toutes probabilités fut jouée au collège de Guyenne (4).

Le théâtre, compris de cette façon, avait pour but principal de familiariser les élèves avec la poésie latine ; c'était en quelque sorte le complément des études classiques, et le collège de Bordeaux ne pouvait pas s'attendre à posséder constamment des poètes latins de la valeur de Buchanan ou de Muret.

Aussi la tragédie ne tarda-t-elle pas à céder la place aux farces et aux allégories, qui, par leurs vives allures et leurs allusions satiriques, répondaient véritablement à l'esprit du XVI^e siècle, époque d'agitations et de luttes, et surtout à l'esprit gascon, qui se complait aux railleries et les décoche avec tant de facilité.

Les progrès que faisaient à Bordeaux les idées de la Réformation devaient enhardir les compositeurs de pièces de

(1) *Essais*, liv. I, ch. xxv.

(2) Voyez la *Vie de Buchanan par lui-même*, en tête de ses œuvres poétiques. (Edit. elzévirienne de 1628.)

(3) *Jephthé ou le Vœu*, tragédie tirée du latin de Georges Buchanan, prince des poètes de notre siècle, par Florent Chrestien. Orléans, Loys Rabier, 1567, in-4 de 82 ff. Florent Chrestien fut le précepteur et le bibliothécaire du roi de Navarre.

(4) Voyez ce qu'en dit M. Dezelimeris dans son discours : *De la Renaissance des lettres à Bordeaux*, p. 27.

théâtre, auxquels les vices du clergé et les ridicules de certaines pratiques religieuses fournissaient tout naturellement un sujet de railleries ; aussi le Parlement, qui s'était donné la mission de faire respecter les dogmes établis par l'Eglise romaine, rendit un arrêt, au mois d'avril 1556, pour défendre à tous bateleurs, enfants sans-souci et autres joueurs de farces, de représenter aucunes pièces « concernant la religion ou foi chrétienne, la vénération des saints et les saintes institutions de l'Eglise (1). »

C'était l'époque où Mongelos venait d'arriver à Bordeaux et d'y prendre la direction du collège, malgré les efforts des jurats pour l'en empêcher ; quelques régents, désireux de faire leur cour au Principal, imaginèrent, en 1558, de composer et de mettre en scène une pièce dans laquelle les magistrats municipaux étaient tournés en ridicule. Ceux-ci se plaignirent au Parlement « des parolles diffamatoires » dirigées contre eux. La Cour, enchantée du prétexte que lui fournissaient les jurats eux-mêmes, pour étendre au collège la censure qu'elle n'exerçait précédemment que sur les œuvres composées hors de cette institution, décida qu'à l'avenir on n'y représenterait aucune pièce qui ne lui eût été soumise.

Dès l'année suivante (1559) nous voyons en effet le Parlement intervenir dans les représentations théâtrales pour les interdire, à cause de l'épidémie qui sévissait alors ; puis, revenant sur sa première décision, à la suite des explications fournies par Mongelos et les jurats, il recommande au Principal de veiller à ce que les écoliers ne se servent que de la langue latine (2).

En 1560, sur le rapport du conseiller Etienne de la Boétie, que l'amitié de Montaigne a rendu célèbre, la Cour autorise la représentation de trois pièces composées par ce même Jehan Deniset, régent des *primani*, dont il a déjà été ques-

(1) Lire à ce sujet les notes intéressantes de M. Brives-Cazes, dans le t. III des *Archives historiques du département de la Gironde*, p. 466.

(2) Bibliothèque de la ville de Bordeaux. Ms. 367 ; extrait des *Registres secrets* du Parlement.

tion dans ce chapitre. C'est d'abord une comédie allégorique intitulée : *Regnorum integritas concordia retinetur*, écrite dans un esprit fort louable et dans laquelle, tout naturellement, la Paix remplissait le rôle principal; une moralité, pièce philosophique dont il est facile de deviner le sujet par le nom des personnages (1); enfin une farce, d'allures toutes gauloises, et qui, pour la distribution des rôles, nous paraît avoir beaucoup de rapport avec les vaudevilles qu'on jouait en France il y a cinquante ans. Ce petit acte, qu'on gardait pour la fin du spectacle, était destiné à faire diversion à la gravité des deux premières pièces (2).

Pour bien comprendre ce qui se passa l'année suivante, lors des représentations données au collège, il est indispensable de dire en quelques mots combien la situation était tendue. Malgré les rigueurs du Parlement, la Réformation semblait triompher à Bordeaux, où la rage des catholiques dépassait tout ce que l'on peut imaginer. On comptait dans la ville plus de sept mille protestants, dont le nombre augmentait tous les jours, grâce aux prédications incessantes de deux pasteurs envoyés de Suisse. Le gouverneur M. de Burie, homme de conciliation, était accusé de favoriser l'hérésie; ses relations avec le Parlement devenaient de plus en plus difficiles. Les jurats cherchaient à maintenir l'ordre, mais leur autorité était souvent méconnue. Quelques-uns d'entre eux, comme M. de Salignac, penchaient secrètement pour la Réforme.

Les clercs de la Basoche, sous les ordres d'un roi nommé Charles Amussat (3), qui devint plus tard un excellent pro-

(1) Timon, Jupiter, Mercure, Plutus, Ponvreté, le Parasite, le Flatteur, l'Escornifleur, Traficte philosophe.

(2) Six personnages étaient en scène : Robinet, Jehanot, son fils, le Vicaire, le Buliste, Roguelant, son cuisinier, et Jacquette. (*Arch. historiques de la Gironde*, t. III, p. 466.)

(3) En vertu d'une coutume fort ancienne, les clercs résidant au Palais, appelés *Bazochiens*, payaient à leur roi une redevance annuelle de 15 sols, « savoir 5 sols au mois de novembre, 5 sols aux Rois et 5 au mois de mai. » Ils n'étaient pas toujours très-disposés à s'exécuter, et quelquefois il fallut un arrêt du Parlement pour les y contraindre. (Voyez B. Parlement, min. des arrêts. Portef.

cureur, suivaient l'exemple du Parlement et tenaient pour l'Eglise romaine ; ils ne sortaient que par bandes, fort bien armés, faisaient de grandes dépenses, affichaient un luxe insolent dans leurs spectacles en plein vent, imités de la comédie italienne, persiflaient et tournaient en ridicule les présidents ou les conseillers qui, à tort ou à raison, étaient accusés de favoriser le mouvement calviniste (1). Ils ne parlaient de rien moins que de châtier les écoliers du collège, dont les tendances n'étaient plus un mystère pour personne.

En réponse à ces menaces, les écoliers depuis deux ans s'étaient divisés en quatre nations : *Gascogne, France, Navarre et Provence* (2). Chacune d'elles avait procédé à l'élection d'un capitaine, ce qui avait donné lieu à des repas de corps et par suite à de nombreuses querelles (3).

Le Parlement se hâta d'interdire les assemblées aux écoliers du Collège de Guyenne et leur défendit de porter des armes ; l'arrêt du Parlement, après avoir été signifié aux jurats, fut affiché à la porte du collège.

Le 8 mai 1860, la grand'chambre et la chambre de la Tournelle étant assemblées, le président Fauguerolles crut devoir avertir la Cour que la veille, Jacques d'Escars, baron de Mer ville, grand sénéchal de Guyenne, auquel le roi avait confié le commandement du château du Hâ, l'avait fait prier de passer chez lui, pour lui communiquer quelques affaires d'importance ; ce gentilhomme ne lui avait pas caché que le roi de Navarre serait très-irrité de l'arrêt qui défendait aux écoliers du Collège de Guyenne de s'assembler, et qu'il s'attendait à ce qu'après en avoir eu connaissance, ce prince lui enjoignît « d'arracher l'ordonnance de la Cour du lieu où elle avait été affichée » et de la remplacer par une autorisation aux éco-

n° 43. Arrêt du 12 mai 1551.) Leurs fêtes, qui duraient pendant deux semaines, commençaient huit jours avant la Saint-Yves.

(1) Archives du château de Labrède, à M. le baron de Montesquieu : Ms. Chronique inédite de M. de Gaufreteau, conseiller au Parlement.

(2) « De republica scholastica hæc sunt accipienda quæ in quatuor quas dicebant nationes, secta erat, Vasconicam, Francicam, Navarram, Provincialelem. » (Arnoldi Fabricii *epistolæ*, epist. I, note marginale.)

(3) Archives de la ville, BB. *Delib. des jurats* ; fragments du registre de 1559.

liers de se réunir, autorisation que le roi de Navarre, comme gouverneur de la Guyenne, avait le droit de leur accorder (1).

Le baron de Merville était un homme d'une fermeté remarquable et d'une droiture qui donnait à sa parole une grande autorité; l'avis qu'il communiquait au président Fauguerolles fit une vive impression sur le Parlement, qui se hâta d'écrire au roi de Navarre pour lui expliquer les faits.

Les assemblées continuèrent, et la rivalité qui existait entre les clercs de la Basoche et les écoliers ne fit que s'accroître.

Le 5 février 1561, Jacques Martin, régent de dialectique au Collège de Guyenne, qui professait très-bouvertement le calvinisme, se rendit à l'hôtel de ville, accompagné de M^r Antoine Nénin, régent des *primari*; Jacques Martin, doué d'une remarquable facilité de parole, apprit aux jurats que le dimanche suivant ils comptaient donner au collège une représentation composée, de « *tragédies, moralités, farces et comédies, tant en latin que françois, pour l'exercisse des escolliers et réjouissance du peuple*; » que ces différentes pièces de leur composition avaient été communiquées au Parlement, qui les avait approuvées, et qu'ils seraient heureux de voir Messieurs les jurats honorer ce spectacle de leur présence (2).

Ceux-ci, après avoir pris connaissance des œuvres dramatiques qui devaient être mises en scène, acceptèrent l'invitation. L'affluence des spectateurs fut considérable, la représentation réussit à merveille et pendant quelques jours il ne fut pas question d'autre chose dans la ville. Les protestants triomphaient.

Ce succès ne manqua pas d'exciter la jalousie des Basochiens. Prompts à la riposte, ils composèrent quelques « *farces et moralités*, » dans lesquelles les écoliers étaient tournés en ridicule, et le 14 février, en signe de provocation, ils annoncèrent leur spectacle dans les rues de Bordeaux. Un écrit,

(1) Bibliothèque de la ville; extrait des *Registres secrets* du Parlement : Ms. n° 367, f° 107, r°.

(2) Archives de la ville, BB. *Délib. des jurats*; fragments du registre de 1561.

placardé le même jour à la porte du collège par une main officieuse, avertit les élèves de ce qui se passait (1).

L'irritation fut grande parmi ceux-ci, les quatre nations se réunirent sous le commandement de leurs capitaines, et après une délibération prise par ces derniers, il fut décidé qu'on empêcherait la représentation et que les divisions supérieures s'y porteraient en armes.

Les deux mêmes professeurs que nous avons vus peu de jours auparavant venir inviter les jurats, se rendirent de nouveau auprès d'eux le 15 février, leur représentèrent que l'irritation était grande au Collège de Guyenne, que les écoliers avaient résolu de s'armer pour empêcher les Basochiens de mettre leur projet à exécution et que de graves désordres pouvaient en résulter (2).

Au sortir de l'hôtel de ville, Jacques Martin et son collègue Antoine Nénin coururent en toute hâte au palais de Lombrière, afin de prévenir le Parlement de ce qui se passait. Pendant ce temps, à l'appel de leur roi Charles Amussat, les Basochiens couraient aux armes avec l'intention de forcer les portes du collège ; tandis que les écoliers, prévenus du péril qui les menaçaient, montaient au beffroi et sonnaient le tocsin pour appeler aux armes leurs coreligionnaires. Il fallut toute la prudence et toute la fermeté des jurats, qu'escortaient le capitaine du guet et ses archers, pour empêcher une collision sanglante et pour obtenir des écoliers exaspérés qu'ils regagnassent le Collège de Guyenne.

Cinq jours après, le 20 février, toutes les chambres étant réunies en audience solennelle, le Parlement rendit l'arrêt suivant : « La Cour ..., advertie des assemblées, port d'armes, « tocsain et autres excès commis par aucuns escoliers du Collège de Guienne de ceste ville et par les clerqs et Bazochiens, « a commis les sieurs de Lachassaigne et Rouffignac, prési-

(1) Archives de la ville de Bordeaux, BB. *Délib. des jurats*; fragments du registre de 1561.

(2) Idem.

« dents, et quatre les plus antiens conseillers pour aller demain
« matin au dit collège et illec faire les remonstrances aux
« régens et escoliers que la Cour a ordonné leur estre faictes.
« Au surplus, la Cour fait inhibitions, sur peine de mil livres,
« à Charles Amussat de soy dire *Roy de basoche*, et à tous
« clerks des avocats et procureurs de ne créer aucun roy de
« basoche pour l'advenir, qu'autrement n'en soit ordonné (1). »

Ainsi s'écroula cette vieille royauté, que le Parlement lui-même devait ressusciter quelques années après.

Les derniers faits que nous venons de raconter se passaient, avons-nous dit, en 1561. C'était le moment où la Réforme se croyait triomphante ; pour me servir de l'expression de Belleforest, les nouveaux évangelistes dressaient leurs cornes par tout le royaume et à Bordeaux plus que partout ailleurs. Les écoliers sûrs de l'appui du dehors redoublaient d'audace ; quelques élèves des classes supérieures, sérieux avant l'âge, et plus particulièrement les dialecticiens qu'exhortait chaque jour leur professeur Jacques Martin, comprenaient la portée du mouvement religieux qui remuait le monde et arrachait des milliers d'âmes à la Rome papale. Quelques-uns sans doute avaient été réellement gagnés à l'Evangile, mais la masse des élèves faisait de l'opposition pour le plaisir d'en faire ou cédait à l'attrait de la nouveauté.

Chaque jour, à l'heure de la récréation, ils se réunissaient dans la grande cour du collège et entonnaient en chœur les psaumes de Clément Marot, en dépit d'un arrêt du Parlement qui en interdisait le chant. Les gens du dehors se groupaient dans la rue, tout contre la porte d'entrée, pour écouter ces voix enfantines qui chantaient la gloire de Dieu, non point en latin d'Eglise, mais dans cette jeune et magnifique langue française, qui depuis un demi-siècle à peine commençait à se débarrasser des vieilles formes qui l'entravaient. Les protestants, accourus de tous les points de la ville, ne tardèrent

(1) Bibliothèque de la ville de Bordeaux ; extrait des *Registres secrets* du Parlement. Ms., n° 367, f° 113.

pas à faire chœur, et un beau jour, le 14 avril, les portes cédèrent à la pression de la foule, quatre ou cinq cents huguenots pénétrant dans la cour se réunirent aux écoliers, et tous en chœur, animés d'un enthousiasme que les persécutions et les supplices expliquent assez, entonnèrent les louanges du Seigneur. Le chanoine Mongelos, dont il est facile de s'imaginer le trouble et la colère, courut au Parlement pour l'informer de ce qui se passait, dans le but de faire constater son impuissance à réprimer ces désordres (1).

Il n'était pas le seul à désespérer : on ne saurait mieux comparer les progrès que faisait à cette époque la Réformation, dans toutes les classes de la société, qu'à un vaste incendie renaissant sur dix points différents, alors qu'avec des efforts considérables on est parvenu à l'éteindre sur un seul. Les convents étaient en pleine fermentation : les Augustins et les religieuses de l'Annonciade avaient depuis longtemps donné leur adhésion au mouvement religieux ; les Franciscains au contraire se proclamaient plus que jamais fidèles aux dogmes enseignés par l'Eglise romaine ; ils prenaient part à toutes les disputes théologiques, et, dans leur zèle controversiste avaient ouvert des colloques dans leur propre couvent ; grâce à l'habileté d'un religieux de leur ordre, le père Masentin, rompu à ces luttes oratoires, ils défiaient les calvinistes.

M. de Burie, lieutenant du roi, ayant dû s'absenter de Bordeaux dans les premiers jours du mois de juin 1561, un médecin de Libourne et deux professeurs du Collège de Guyenne, tous trois huguenots, impatientés par les clameurs des Franciscains, qui se vantaient de triompher de leurs adversaires, se présentèrent pour les combattre. L'un était ce même Jacques Martin, professeur de dialectique dont il a été ques-

(1) L'un des manuscrits conservés à la bibliothèque de la ville contient la phrase suivante : « Le 14 avril 1561, plainte du Principal du Collège de Guienne, de ce que les escolliers et *mariniers*, accompagnés de 400 à 500 personnes, chantoient les psaumes dans la cour du dit collège, à quoy il ne pouvoit pourvoir. » (Extrait des *Registres secrets* du Parlement, registre de 1556 à 1566, f^o 487, r^o.) Nous pensons qu'il y a là une erreur de copiste, et qu'il faut lire : *Escolliers et martinets* (externes).

tion ; le second, désigné par ces mots : *un jeune régent*, était, selon toutes probabilités, son collègue Antoine Nénin. Ce fut ce dernier qui commença la discussion : il attaqua l'institution de la messe et mit les Franciscains au défi de lui prouver qu'elle fût d'institution divine. Le médecin libournais parla dans le même sens. Après quoi le père Masentin et quelques autres religieux prirent la parole pour les combattre, Jacques Martin parla le dernier : il le fit avec une véritable éloquence et, démolissant l'un après l'autre les arguments échafaudés par les moines, il « les réduisit au silence. »

A peine de retour, M. de Burie se vit sollicité par les Franciscains, dont le zèle pour la controverse s'était refroidi, de mettre fin aux disputes théologiques ; ce qu'il fit avec empressement, heureux de supprimer une cause de désordres. C'était agir sagement ; mais le Parlement qui luttait contre son autorité et l'accusait de pencher vers la Réforme, députa vers le gouverneur les présidents de Rouffignac et d'Alesme, accompagnés du procureur général, pour s'enquérir des causes de cette prohibition (1).

M. de Rouffignac, que son fanatisme aveuglait en toutes circonstances, dut lui parler sans doute avec peu de modération, car M. de Burie, très-calme d'ordinaire, s'emporta vivement. Il apprit aux commissaires du Parlement que s'il avait interdit les colloques, c'était sur la demande des pères Cordeliers eux-mêmes, qui, honteux d'avoir eu le dessous dans ces luttes provoquées par eux, lui avaient député l'un des jurats, M. de Salignac, pour le prier d'y mettre fin ; mais que, puisqu'ils désiraient continuer les colloques, « il le vouloit aussi » et qu'il donnerait l'ordre à MM. Dubois et Salignac de s'y rendre « avec cinquante hommes en armes, » pour empêcher qu'il n'arrivât quelque scandale.

Le Parlement, qui connaissait les sentiments de ce dernier et le savait très-bien disposé pour les religionnaires, décida

(1) Bibliothèque de la ville de Bordeaux ; extrait des *Registres secrets* du Parlement. Ms. n° 367, f° 117, v°.

que le président de Rouffignac, le conseiller de Mabrun et le greffier-criminel Jacques de Pontac, catholiques sans modération, assisteraient aux discussions théologiques, avec pleins pouvoirs pour mettre fin aux désordres s'il en survenait (1). On ne pouvait dans l'intérêt de la paix et de la concorde faire un choix plus malheureux.

L'époque des vacances étant arrivée, Mongelos en profita pour renvoyer le professeur de dialectique Jacques Martin, que les Cordeliers virent partir sans regrets ; il fut remplacé, à la rentrée des classes, par le prêtre Augarra Gobin, qui fut chargé de la deuxième année de philosophie. Cette nomination fut la cause des plus grands désordres.

Les écoliers mécontents de l'enseignement de leur nouveau professeur et bien plus encore du départ de son prédécesseur, Jacques Martin, qu'ils regrettaient vivement, adressèrent une requête au Parlement pour faire constater l'insuffisance et l'incapacité du prêtre Gobin (2).

Une commission de deux présidents et de cinq conseillers au Parlement fut chargée d'examiner le professeur. Elle se composait de messires Christophe de Rouffignac et Fronton de Béraud, présidents, et des conseillers Antoine de Gaultier (3), Léonard Alesme et François de Baulon. Ce dernier, comme nous le verrons, eut, quelques années plus tard, le privilège d'attirer les jésuites à Bordeaux.

Le résultat ne pouvait être douteux : la Cour, par arrêt du 1^{er} décembre 1561, constata l'érudition du prêtre Augarra Gobin, le déclara capable de faire au collège le cours de dialectique et enjoignit aux écoliers d'aller l'entendre et de lui obéir (4).

(1) Bibliothèque de la ville de Bordeaux ; extrait des *Registres secrets* du Parlement. Ms. n° 367, f° 117, v°.

(2) Bibliothèque de la ville de Bordeaux. Ms. 337 ; extrait des *Registres secrets*.

(3) D'après Pierre de Brach, Antoine de Gaultier était l'un des membres les plus savants du Parlement de Bordeaux. Il avait rempli les fonctions de sous-maire de la ville en 1540.

(4) Archives départementales de la Gironde, B. Parlement : *Minutes des arrêts*. Portef. 156.

Elle recommande en même temps à Mongelos de « *tenir l'œil à ce que audit colliege ne soient leuz livres reprouvés et contenir les escolliers en la religion* (1). » Statuant enfin sur une réclamation de ces derniers, qui se plaignaient qu'on eût laissé perdre le capital légué à l'école bordelaise par le conseiller Briand de Vallée, le Parlement arrête : « *Que le procureur general du Roy fera appeler les héritiers de feu M^e Briand de Valée, en son vivant conseiller en la dicte Court, pour estre contrains à payer audit colliege la somme de douze escuz par an, pour une lecture, chacun premier dimanche du mois des epistres de Saint Pol, et arreraiges escheuz puyz le decès du dict feu, et enjoinct au dit Mongeloux (sic) faire continuer la dicte lecture suyvant la voulonté du testateur.* »

Cette concession fut loin de satisfaire les écoliers, qui ne pouvaient se consoler du départ de Jacques Martin et ne voulaient à aucun prix de son successeur. Une grande fermentation régnait au collège et dans la ville les 2 et 3 décembre ; une foule de protestants exaltés, auxquels se joignaient sans doute quelques-uns de ces hommes qui n'ont d'autre but que d'exciter au désordre et qui sont la honte de tous les partis, n'attendait qu'un signal des élèves pour faire irruption dans la cour du gymnase. Ils cédèrent enfin à ce fâcheux mouvement, et quelques lignes nous font supposer qu'un simulacre de culte, suivant le rite de la nouvelle Eglise réformée, fut célébré dans l'intérieur du collège.

Le Parlement dont l'exaspération était au comble, rendit, le 5 décembre, un arrêt qui défendait sous peine de mort « à tous artisans et autres » personnes, quelle que fût leur condition, de pénétrer au Collège de Guyenne, sans l'autorisation du Principal ; interdiction était faite aux régents et aux écoliers de les y introduire, sous peine d'être pendus. Enfin les mêmes menaces étaient répétées contre tous les

(1) Archives départementales de la Gironde, B. Parlement : *Minutes des arrêts*. Portef. 156.

professeurs ou élèves qui « faisaient ou faisaient faire *presches* ou *prières* au dit collège, » autrement que d'après les rites de la religion catholique (1). Il ne fallait rien moins que ces terribles menaces, pour calmer un peu l'effervescence des écoliers.

Mongelos, dont la position était devenue très-difficile, résista pendant quelques mois encore au mauvais vouloir et à la haine de ces derniers et de quelques-uns de leurs régents; nous avons dit qu'il était chanoine de la primatiale Saint-André; il l'était en outre de la cathédrale de Bayonne: prenant pour prétexte que l'évêque de cette ville le sommait d'y faire sa résidence, il sollicita des jurats l'autorisation de s'y rendre, au mois de février 1562. Ceux-ci refusèrent, et comme il insistait, le Parlement d'une part et de l'autre le gouverneur, M. de Burie, lui défendirent de quitter Bordeaux (2). Il en profita, le 1^{er} juillet, pour prier les jurats de pourvoir à son remplacement. Le 17 du même mois, ceux-ci acceptèrent la démission du chanoine, et lui défendirent expressément de se mêler à l'avenir des affaires du collège, comme Principal, ou à quel titre que ce fût. Il va sans dire qu'une fois libre, Mongelos ne songea plus à se rendre à Bayonne.

ERNEST GAULLIENR.

(1) Archives départementales de la Gironde, B. Parlement : *Minutes des arrêts*. Portef. n° 156.

(2) Ordre à M. de Mongelos : « de faire résidence continuelle au dit collège pour y faire tenir l'ordre et règle y nécessaire, et éviter tous troubles ou scandales qui y pourroient survenir, à cause de la diversité des opinions qui sont de présent en la dite ville à cause de la Religion. » (Archives départementales de la Gironde, E. Notaires : Minutes de Destivals, 192 — 5.)

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

LA CHARITÉ DES ÉGLISES DU DÉSERT

LETTRE D'EXHORTATION D'ANTOINE COURT
POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UNE BOURSE DESTINÉE
AU SOULAGEMENT DES PAUVRES, DES CONFESSEURS,
ET A L'ENTRETIEN DU SAINT MINISTÈRE.

Sans date : 1725. C'est dans le savant ouvrage de M. Edm. Hugues t. I, p. 293 et *passim*) qu'il faut chercher la date et les circonstances au milieu desquelles ce mémoire fut composé. C'était une réponse au vœu exprimé par divers synodes, notamment celui de mai 1725, mais ajourné par la rigueur des temps. L'auteur y fait allusion par ces mots du début : « Il y a déjà un assez long temps qu'une compagnie auguste et vénérable a pris des délibérations sur l'établissement d'une bourse publique, et qu'elle a donné l'ordre à l'un de ses membres de dresser là-dessus une lettre circulaire pour vous exhorter à une contribution si sainte, etc... » On ne reproduit ici de cette circulaire, dont la minute laisse fort à désirer, que la partie qui offre un intérêt historique.

Vers cette époque s'était formée à Genève une *association de secours pour les fidèles affligés*, qui se réunissait dans la maison du professeur Antoine Maurice, et comptait parmi ses membres Vial, Turretin, auxquels s'adjoignirent plus tard Ami Lullin et M. de Végobre. Ce comité fort secret avait des correspondants à Lausanne, où venait de s'ouvrir le séminaire dont Court devint le directeur peu d'années après.

Par les confesseurs nous n'entendons pas seulement ces fidèles qui sont sur les galères ; mais encore ceux qui sont prisonniers ou exilés pour la profession de la vérité. Leur nombre n'est pas médiocre. La fureur de ceux qui ne nous aiment point a su depuis longtemps trouver l'art ingénieux et cruel de ne l'amoindrir pas. Il y

a longtems que les prisons et les galères regorgent de ces martyrs vivans. Que ces objets sont propres à exciter notre pitié, à émouvoir nos entrailles à nous porter à les secourir ! Entre tous les motifs qui doivent nous obliger à la pratique d'un devoir si chrétien, deux me paroissent bien puissans, c'est l'état de leur misère et la cause de leur souffrance.

Vous la représenterai-je cette misère ? mais avec quelles expressions pourrais-je vous la depeindre ? Quels termes suffisent-ils à nous donner une idée du séjour affreux des prisons de ces regions maudites, où il ne tombe ni pluies ni rosées ; où se perdent les espérances de la fortune, les consolations de l'amitié et les commodités de la vie ; où tirés du sein de nos familles, et livrés à la merci d'un étranger qui s'accoutumant à nous voir souffrir et devenant impitoyable, soit par prévention contre nous, soit par des maximes impures d'une religion cruelle, soit enfin à force de voir des objets de pitié, ne nous donne le pain et l'eau qui doit soutenir une vie toujours mourante, qu'étroitement et par mesure ; ou peut être nous le refusant profite de notre affliction, et s'engraisse de la faim et de la soif qui nous presse : où privés enfin de l'air et de la lumière, livrés à l'infection et à la pourriture, et où le corps courbé sous le poids de nos chaînes se trouve rongé par les playes qui s'y forment, ou par les maladies qui s'y contractent.

Avec quelle douleur pourrais-je mieux vous depeindre, M. C. F., l'état triste et déplorable de nos forçats ? figurez les vous sur leurs prisons flotantes chargés de fers et de chaînes, et gémissant sous les coups d'un comite barbare : figurez les vous au milieu de la société la plus maudite et en quelque sorte au milieu des démons mêmes, où leurs chastes oreilles se trouvent actuellement blessées de paroles sales et impures, et où leurs saintes prières sont malgré eux interrompues par des discours blasphématoires, dont les scelerats qui les environnent fendent et obscurcissent continuellement les airs. Quel supplice ! Quel état ! Qu'il est propre à émouvoir les entrailles du chrétien ! hé ! que ne seroit-il pas si je vous parlois de ces rudes et accablantes bastonnades qu'ils essayèrent au commencement du siècle ; bastonnades qui firent trembler la nature et frémir les démons mêmes ? Elles ont été suspendues ; mais qui sait si elles le seront pour toujours ? Qu'il faudroit être dur si à un état si touchant le cœur demûroit insensible, et si ne pouvant arra-

cher ces captifs de leurs fers, on n'étoit prest du moins à soulager leur misere (1).

Mais j'ai un autre motif, un motif plus pressant encore pour vous porter à la pratique de ce devoir, c'est la cause pour laquelle ces confesseurs souffrent tant de miseres. Quelle est belle cette cause ! c'est la cause de Dieu même, c'est pour sa gloire, pour la profession de sa verité, pour le témoignage de son Evangile !

Mes tres chers frères, je ne viens point plaider aujourd'hui pour des criminels qui souffrent pour leurs crimes. Je ne viens point solliciter vos charitez pour des scelerats qui ont troublé la société par des vols, par des meurtres et par des sacrilèges ; qui n'ont été condamnés que pour avoir commis des crimes que les lois divines et humaines condamnent, ou pour avoir consumé leur patrimoine au jeu, au luxe et à la débauche. Quand je le ferois, je ne ferois rien qui ne dût vous attendrir et exciter votre pitié, puisqu'il suffit d'être malheureux pour devenir les objets de la charité et de la misericorde. Mais je viens plaider pour des innocens ; je viens solliciter vos charités pour des confesseurs de J.-C., pour des gens qui portent en leurs corps les flétrissures du seigneur Jésus ; qui ne portent de chaînes que pour avoir prié Dieu en leur maniere, que pour avoir servi et adoré le Dieu qui les a faits, ainsi qu'il le commande ; ou pour n'avoir pas voulu faire des actes contraires aux lumieres et aux mouvemens d'une conscience conduite par la grâce. Je viens solliciter vos charitez pour des gens qui sont la gloire de l'Eglise, l'ornement de Sion, les defenseurs de la foy, les temoins de l'Evangile ; pour des gens qui pénétrés de l'amour divin et remplis d'un saint zele, ont resolu de mourir sous les coups et dans les fers plutôt que de faire faillite à la Religion à laquelle vous avez l'honneur d'appartenir. Si ces motifs ne vous touchent pas, que pourrions-nous vous dire davantage, M. C. F., qui fut capable de le faire ? Mais oserons-nous esperer que des motifs si pressans auront des succès plus heureux ? oserons nous nous flatter que pénétrés de la maniere la plus tendre vous vous porterez avec plaisir à communiquer de vos biens à des gens pour qui le ciel n'a rien de trop rare, et qui méritent avec tant de justice les soins les plus empressés et les charités les plus abondantes.

(1) Pour avoir une idée des souffrances de nos confesseurs, voyez l'histoire de M. Lefèvre, surtout les pages 199, 200, 201, 202, 206. (Note du msc.)

La troisième raison qui fonde la nécessité de la hourse pour laquelle j'ai ordre d'écrire, sont certains événements qui arrivent à l'occasion des assemblées : tels sont, lorsqu'une assemblée est découverte et qu'on a fait des prisonniers, les razements de maisons, la confiscation de biens, les amendes auxquelles on est condamné, les frais qu'il faut paier aux cours subalternes ou supérieures, et les autres frais qu'on est obligé de faire soit dans le voyage soit dans l'exil. Et sans parcourir un million d'exemples qu'on a sur cet article, on n'a qu'à jeter la vue sur ce qui s'est passé et qui se passe actuellement. Nombre de mes frères pris et arrêtés, transportés d'une cour à l'autre, exposés aux revers les plus bizarres, 4 condamnés en premier lieu par une cour inférieure aux galères, relâchés de cette peine par une cour souveraine, mais condamnés à une abstention de trois ans hors de leur baillage, libérés et repris actuellement dans une citadelle, condamnés à paier une somme exorbitante : Tous ces événements, M. C. F., n'intéressent pas seulement notre compassion et nos larmes; ils demandent encore que nous contribuions aux frais et aux sommes auxquelles nos frères sont condamnés, et que nous fassions des efforts sincères pour y contribuer autant qu'il dépend de nous. C'est ce que nous ne saurions refuser si nous estimons être les membres les uns des autres, et si nous nous regardons comme des frères.

Je n'ignore pas que cet article n'intéresse pas également tous les protestans, c'est-à-dire que tous les protestans ne s'y intéressent pas également, puis qu'il y en a d'entre eux qui ne sont pas seulement assez lâches que de refuser d'assister aux saintes assemblées, mais qui sont encore assez malheureux que de les combattre; et qui bien loin de compatir aux miseres et aux peines de ceux qui sont arrêtés pour y avoir assisté, les blament et les condamnent, et n'ont pas même honte de dire qu'ils ne souffrent rien qu'ils n'aient bien mérité; malheureux qui entassent crime sur crime, blament les choses qui sont non seulement louables, mais utiles et nécessaires, et sans le moien desquelles l'âme ne saurait vivre, ou suivant l'économie évangélique, ne sauroit être sauvée. Gens qui joignent à une excessive lâcheté une dureté sacrilège; gens sans pitié, sans zèle, la honte de la Reformation, l'infamie de leurs ancêtres, et les indignes possesseurs du nom Reformé.

Mais, M. C. F., moins ces âmes lâches, ces âmes dures s'intéres-

sent aux malheurs de nos freres et plus nous devons nous mêmes nous y intéresser ; moins il y a de gens qui veulent contribuer aux sommes qu'il faut qu'ils payent, et plus nous devons faire des efforts nous mêmes pour y contribuer. Plus les gens qui ont de la charité sont rares, et plus ceux qui en ont doivent l'augmenter et la porter dans un degré éminent. Ces raisons sont sensibles ; mais il y en a une qui doit être efficace par dessus toutes les autres, c'est d'agir avec nos frères comme nous voudrions qu'on en agit avec nous. Nous courons les mêmes périls, les mêmes risques, les mêmes dangers. Si nous voions aujourd'hui la maison de notre voisin rasée et nous apprenons qu'un de nos frères a été arrêté, si on vient nous dire que les ennemis se sont absolument acharnés contre un des membres de l'Eglise ; si un arrest fulminant, une sentence injuste a condamné un de nos amis au bannissement, à l'exil, à l'amende ; si en vertu de cet arrest on le dépouille de ses biens, on le réduit à la misere, on expose sa famille à la mendicité, souvenons-nous qu'il en pend autant sur nos têtes ; que peut-être aujourd'hui ou demain la Providence nous appellera aux mêmes épreuves. Comme nous voudrions alors que nos freres eussent compassion de notre état, qu'ils fussent touchés de notre misere et qu'ils contribuassent, autant qu'il seroit en leur pouvoir, aux sommes auxquelles nous serions condamnés. Faisons en de même pour ceux qui sont déjà dans ce cas. Il n'y a rien de si naturel, rien de si juste, rien de si chrétien qu'une pareille conduite. En user autrement ce n'est pas seulement abjurer le christianisme, ce seroit encore abjurer l'humanité ; ce seroit être injuste, cruel, ingrat, indigne de tout secours dans le besoin, plus propre pour les forets que pour aucune autre société humaine. Je n'en excepte pas même une société composée de sauvages.

Venons au dernier article c'est l'entretien du ministère. M. C. F., si l'honneur de l'Eglise vous touche, si la dignité du ministère vous est connue, si le salut des âmes vous est cher ; je puis me flatter avoir trouvé votre endroit sensible et j'ai tout à espérer de votre charité. Mais quand je parle d'Eglise ne vous allez pas figurer, M. C. F., que j'aie en vue des monceaux de pierres, et que vous exhortant à contribuer à son honneur et à son édification, je vous demande votre or et votre argent pour des veaux de fonte et pour des ornements inutiles. L'Eglise dont je parle c'est la société des fideles, c'est cette

société qui nous fait devenir les domestiques de Dieu et les bourgeois de la Jerusalem celeste ; cette société qui est bâtie sur les fondements des prophètes et des apôtres, et dont J. C. est la maîtresse pierre du coin, cette société dans le sein de laquelle vous avez goûté les dons célestes et les puissances du siècle avenir : où les ministres du Seigneur Jésus vous ont distribué le pain de vie et les trésors de sagesse, et la miséricorde de notre Dieu et Pere, et les bontés inefables de notre glorieux sauveur son bien heureux fils ; cette société qui fait la joie des anges, les delices de Dieu, l'ornement du monde, le soutien de l'univers, et dont le rachat a coûté le sang d'un homme Dieu. La contribution que je vous demande n'est point pour des choses vaines et superstitieuses ; c'est pour la propagation de la foy, pour l'avancement de la religion pour la gloire de J. C., pour l'instruction des ignorants, pour le rachat de tant d'âmes qui périssent, faute de secours spirituels. Hé ! ne me dites point que l'or et l'argent ne sauroient produire des effets de cette nature. Un moment et je vous le ferai voir ; mais si je puis parvenir à vous en convaincre, quel crime ne seroit pas le votre si vous refusiez ensuite les contributions qui peuvent les produire ! Que s'il reste tant soit peu de foy dans l'esprit, tant soit peu de religion dans le cœur, nous devons espérer des choses tout autrement justes de votre zele et de votre pitié.

Personne n'ignore sans doute que nous avons fait tous nos efforts pour avoir des ministres du païs étranger, et que les ministres sont d'une nécessité absolue dans la religion, puisque J. C. les a établis dans son Eglise *pour l'assemblage des Saints*, pour travailler à *l'œuvre du ministère* et à la construction de son corps mystique qui est l'Eglise (Eph. IV) ; mais nos efforts aiant été jusques icy inutiles et infructueux, qui ne voit, qu'il ne nous reste d'autre ressource que de choisir au milieu de nous certains sujets propres pour l'étude, et de les envoyer ensuite dans les Eglises étrangères pour y acquérir les lumières et les talens necessaires à l'instruction des âmes et à la conduite de l'Eglise ? Mais qui ne voit encore que pour remplir des desseins de cette sorte, il faut avoir de quoi les entretenir : ce de quoy ne sauroit se trouver dans l'état présent des affaires que dans les liberalités et les contributions que nous vous demandons. Elles ne sauroient mieux être employées, M. C. F., ces liberalités, que dans le sujet en question. Ce secours ne sera point dépensé pour

l'entretien d'une funeste oisiveté ; ce sera pour acquérir les richesses spirituelles et pour ensuite les distribuer avec abondance dans l'Eglise ; ce sera louer au père de famille des ouvriers Evangeliques pour la culture de sa vigne ; pour l'extinction des vices, pour la propagation de la vertu ; nous verrons par ce moien tant de terres incultes, defrichées, une partie des ronces et des epines qui deshonorrent le champ du Seigneur, enlevées, tant de lieux où les tenèbres de l'ignorance reignent, éclairés de la lumière de l'Evangile ; tant d'âmes qui soupirent après le pain de la parole, et qui se meurent parce que personne ne leur en donne, rassasiées et rappelées à la vie ; c'est ainsi que nos aumônes contribueront à l'avancement de la religion et à la gloire de notre Divin Epoux. Des raisons de cette force doivent émouvoir les âmes les plus fermes et les moins portées à la charité.

Mais quoi que ce que je viens de dire dût suffire au but que je me propose, je vai faire un nouvel effort pour ébranler s'il est possible, ces âmes fières qui font gloire d'être insensibles aux sujets les plus émouvants. Je n'ai qu'à les prier de jeter la vue sur la dignité de notre âme, et que de considérer avec quelque attention combien en doit être important le salut. Si on considère son origine elle est sortie des mains de Dieu ; si on considère sa nature elle est une substance spirituelle, invisible, immortelle. Si on regarde la fin pour laquelle elle a été formée, elle est le fruit des souffrances de J. C. et le prix de son sang ; elle est l'ouvrage de Dieu ; qu'on juge de l'effet par sa cause : elle est faite pour aimer Dieu ; qu'on juge de sa dignité par son employ ; elle est le prix du sang et de la mort d'un Dieu ; qu'on juge de ce quelle vaut par ce quelle coûte, rien n'est plus noble dit l'éloquent prélat que j'ai déjà cité (1), et rien pourtant n'est plus négligé que les devoirs à l'égard des âmes. On les séduit par les erreurs, on les empoisonne par la flatterie, on les blesse par les scandales, on les tue par des mauvais exemples, on les livre à leur fantaisie ; on les entretient dans leur malice, on les abandonne à leur ignorance, on croit être bien charitable quand on a pleuré pour le corps dont l'âme s'est retirée, et l'on ne pleure pas sur une âme qui s'est séparée de Dieu. Le sang et la nature ont plus de pouvoir sur nous que la religion et la foy.

(1) Fléchier, *Sermons*, 3^e série. — *Exhort. pour la bourse Cléric. de Saint-Nicolas-de-Chard.*, p. 420.

Hé ! qui pourroit conter le grand nombre d'âmes qui périssent faute d'instruction ; combien de personnes à la ville et à la campagne qui ne sont de la religion que par hasard, et parce que leurs parents en ont été, mais qui n'ont aucune certitude morale sur un si important article ? Combien de brebis errantes et dispersées, qu'un pasteur par ses instructions rameneroit dans le bercail, mais qui, manque de secours, sont enfin dévorées par les loups et les lions qui rodent incessamment autour d'elles ? Combien de paralitiques languissent et meurent sur le bord de la Piscine, faute d'un homme qui les y jette, lorsque l'ange du Seigneur remue leur conscience !

Qui pourroit égaler le prix d'une âme rachetée par le sang d'un Dieu ; des richesses amoncellées des trésors inépuisables n'en approchent pas ! Quel ne sera donc pas le compte que vous aurez à rendre à Dieu, âmes dures, et insensibles, qui par votre avarice laisserez peut être perdre plusieurs de ces âmes, qui pour le refus d'une simple aumône en laisserez croupir plusieurs dans l'ignorance ? Je ne vois pas qui pourra expier un crime aussi volontaire, et en même tems, si grand et si épouvantable.

Mais vous vous tromperiez, mes freres, si quand je parle de l'entretien du ministère vous prétendiez que je vinsse mandier vos aumones ; c'est un acte de justice que je vous propose et non une contribution de grace ; c'est un espèce de tribut que J.-C. lève sur vous et non une grace qu'il vous demande. Qui doute que ce ne soit un devoir indispensable d'assister un ministre de l'Evangile ? qui dit un ministre, dit un homme choisy de Dieu, un homme que le ciel a destiné pour être le heraut de la paix entre Dieu et les hommes, pour la reconciliation des hommes avec les anges, pour être le dispensateur des plus rares et des plus augustes mystères de la religion, pour être l'interprète des volontés divines, la lumière des aveugles, le guide des errans ; pour conduire les hommes au chemin du salut en les retirant des erreurs et des vices ou le monde, le péché, et Satan les ont malheureusement plongés. Qui dit un ministre dit un homme consacré aux emplois les plus sublimes ; à la perfection du chef d'œuvre des mains de Dieu, à l'avancement du regne de J.-C., à l'extinction des vices et à la propagation de la foy, un tel homme merite t'il moins qu'un entretien honorable ! Quoi ! les ambassadeurs des princes, seront ils comblés de présens, entretenus dans un état splendide, honorés de ce qu'il y a de plus beau et de plus riche

dans une cour somptueuse et magnifique? et les ambassadeurs du Roi des Rois seront méprisés, oubliés et destitués même du nécessaire? il est vray le règne de leur maître n'est pas de ce monde : aussi ne demandent-ils pas les trésors et les richesses de la terre, mais un entretien convenable à leur caractère, le nécessaire *doit-il leur être dénié ?...*

J'omettrois un article essentiel à cette Lettre, et qui ne contribue pas peu à établir la nécessité d'un fond public, si je ne parlois de l'entretien de certains députés que nous avons besoin d'avoir auprès des puissances Protestantes, pour leur demander leurs puissantes sollicitations auprès de Notre Monarque, afin d'obtenir de sa Majesté quelque adoucissement à nos peines, ou la précieuse liberté après laquelle nous soupirons tous depuis tant d'années. De ces Députés nous en avons déjà un dans le pais Etranger, qui véritablement jusques-icy n'a pas beaucoup coûté aux Eglises, et qui est d'ailleurs dans une forte inclination de les servir gratis, ou du moins de n'accepter aucun secours qu'à la dernière extrémité (1). Mais outre qu'il ne serait pas très honorable à nos Eglises qu'un de ses membres prodiguât à son service tout son patrimoine, qui ne voit que ce patrimoine seroit fini, ou il faudroit que ce membre cessât de travailler pour les Eglises, ou que les Eglises lui fournissent les secours nécessaires ; mais où les prendre ces secours si on n'a pas un fonds public?

Recapitulons sur ce que nous venons de dire. L'indigence de nos pauvres, celle de nos captifs, certains évènements qui arrivent quelques fois, et qui peuvent arriver tous les jours au sujet des Assemblées, l'entretien du Ministère, celui des Députés, sont les raisons capitales qui établissent la nécessité d'un fonds. L'exemple de l'Eglise apostolique, celui des Eglises étrangères, celui de nos Eglises d'autrefois, celui des Papistes même, l'influence que notre charité a sur notre destinée, la misère de nos captifs, l'excellence de la cause pour laquelle ils souffrent, la maxime de faire aux autres ce que nous voudrions qu'il nous fut fait à nous, le besoin pressant que nous avons des Pasteurs, le salut des âmes, la propagation de la foy, la gloire de Dieu l'avancement de la Religion, sont les motifs

(1) Allusion à Benjamin Duplan, gentilhomme d'Alais, qui, durant bien des années, de 1731 à 1745, fut l'infatigable avocat et collecteur des Eglises de France auprès des puissances étrangères.

les plus pressans qui nous engagent tous en général et chacun en particulier, de contribuer à ce fonds.

Pour réüssir avec plus de facilité à cet ouvrage on fera trois collectes dans l'année chacune de 4 en 4 mois.

Et quoi qu'il ne soit pas possible de donner aucune règle seure sur ce que chacun doit contribuer à ce fonds, nous allons voir pourtant en gros, en divisant les familles et les personnes en certaines classes, ce que chacune pourroit contribuer avec facilité.

1^o Il y a des familles qui sont pauvres et qui ont besoin qu'on les assiste; celles-ci ne sauroient rien contribuer. 2^o Il y a d'autres familles qui sont assez à l'étroit, mais pourtant qui n'ont besoin d'aucun secours; nous croions que celles-ci pourroient contribuer au moins quinze sols l'année, c'est à dire 5 sols par collecte. Il faut être bien pauvre si de 4 en 4 mois, on ne peut pas donner 5 sols sans s'incommoder. 3^o ensuite viennent les familles qui ne sont pas riches, mais qui vivent commodement; celles-ci pourroient bien contribuer sans se fatiguer un Ecu l'année, 20 sols par collecte. 4^o Il y a ensuite des familles soit entre les artisans soit entre les menagers, qui sont très commodés, et qui pourroient facilement contribuer au moins 6 l. par année, 40 sols par collecte.

Je ne parlerai plus que d'une classe de familles dans lesquelles je renferme les marchands, les bons bourgeois, les gentilhommes. Il n'y a point de ces familles qui ne puissent au moins fournir 12 ou 15 l. par année, 4 ou 5 l. par collecte. Et y a telles familles de celles là qui seroient mieux en état de contribuer, sans s'incommoder, un Louis d'or chaque collecte, que les familles dont j'ai parlé ci-dessus cinq sols.

Il y a encore trois sortes de personnes qui peuvent contribuer. 1^o Les domestiques; 2^o les garçons de boutiques, 3^o les mourans. Une servante qui gagne dix écus par année peut sans beaucoup s'incommoder ni diminuer ses gages en consacrer 15 sols par année, 5 sols par collecte. Un valet qui gagne 20 écus en peut par la même règle consacrer le double 30 sols par année, 10 sols par collecte. Un garçon artisan qui gagne 6 sols par jour, c'est-à-dire 80 l., l'année, peut consacrer au moins 40 sols, une pièce de 13 sols 4 d. par collecte. Un garçon marchand qui a 100 l. ou 50 Ecus d'appointemens doit par la même règle au moins consacrer 4 l. par année, une p^{ce} de 26 sols 8 deniers par collecte. A l'égard des mou-

rans on ne peut rien dire sur leur compte ; on doit leur donner seulement quelques avis. Le 1^{er} qu'un legz étant par les lois du Prince dans le Registre du Notre une chose inutile pour notre fonds, il doit appeler à son lit de mort une personne de confiance et déclarer à ses héritiers en la présence de cette personne l'intention qu'il a de donner telle somme pour le fonds public, et charger sur le champ sond. heritier de compter à cette personne de confiance lad. somme tel tems qu'il lui plaira marquer après sa mort ; ou pour couper plus court, il doit remettre à cette personne de confiance ce qu'il veut donner en se réservant en cas de survivance le droit de retirer la somme qu'il auroit remise, pour en disposer à ses volontez. Le 2^e qu'on doit leur donner, c'est que si jamais on a dû être liberal de son bien, c'est, sans point de doute, lorsque ce bien est prêt à nous échapper, et que nous sommes prêts de descendre dans le tombeau où seulement notre bien ne sauroit nous suivre. Le 3^e auis, c'est qu'il n'y a jamais de temps où l'on doive être mieux disposé à faire des aumones que lors qu'on est sur le point de comparoitre devant le Tribunal de J.-C. pour y rendre le compte exact de toute sa conduite. Il est certain que si les mourans faisoient quelque attention à des raisons si sensibles, nous verrions des legs considérables. Il y a sur tout une sorte de mourans qui pourroient faire de grandes charitez, ce sont ces gens riches qui n'ont point des enfans ni de parens pauvres, mais qui sont du gout assez extravagant et si deraisonnable qu'ils aiment mieux donner leurs biens à des gens qui n'en ont pas besoin, qu'en faire des fondations pieuses. S'il y avoit dans chaque Eglise seulement dix de chacune de ces familles ou de ces personnes dont j'ai parlé, on feroit bientôt un fonds considerable.

La 1 ^{re} Classe ne fournit rien.	
La 2 ^e Classe feroit par année	7 l. 10 s.
La 3 ^e feroit	30 —
La 4 ^e feroit	60 —
La 5 ^e Classe à prendre la moindre	
somme	144 —
Et à 15 l. 180.	— —
	241 l. 10 s.

Report. 241 l. 10 s.

Al'égard des personnes 10 de la 1 ^{re} Classe	
feroient par année	7 10
2 ^e Classe	15 —
3 ^e Classe	20 —
4 ^e Classe	40 —
Ainsi 10 familles de chaque Classe et 10 personnes des autres classes sans compter les legs des mourans, fe- roient par année et par eglise	

 303 l. —

On n'ignore pas que chaque Eglise n'a pas les familles, et les mêmes nombres de personnes dont nous parlons; mais on voit aussi qu'il y a des Eglises, où ces familles et ces personnes sont plus en nombre que nous n'en mettons icy. Nous l'avons insinué. La règle que nous venons de donner n'est pas aussi précise qu'on ne puisse s'en écarter le moins du monde, sans consequence. On n'a pas à craindre icy ni les sergens, ni les copies, ni des saizies, ni des emprisonnemens. Mais on doit pourtant bien considerer 1^o que plus on contribuera à la subvention des pauvres, à l'entretien du ministère, au salut des âmes, à l'avancement de la gloire de Dieu, à l'honneur de la religion, et plus on sera agréable au Seigneur. 2^o Qu'on ne sauroit mieux placer son argent qu'en des fondations pieuses, 3^o Qu'en consacrant ainsi une portion à Dieu et au service de son Eglise, c'est le moien de faire prosperer toute la masse, 4^e Qu'en usant de cette maniere on a par avance son éloge ou son épitaphe toute prete faite, non point par la main des hommes flatteurs et sujets à tromper, mais par la main même du Saint-Esprit, tracée non dans le marbre ou dans les plaques d'airain que le tems vieillit et réduit à néant; mais dans les plaques éternelles des saintes Ecritures et si je l'ose dire dans le sein de Dieu même : *il a donné, il a répandu, Sa justice demeure Eternellement.*

Quelle gloire en général pour les Eglizes ! Quelle consolation pour le fidèle en particulier. Si on pouvoit se mettre en Etat par ses contributions de soulager la misère de nos pauvres captifs et d'avancer la religion : Que si l'on pouvoit parvenir à faire un certain fonds,

on feroit ensuite une pension à chacun de nos freres prisonniers ou galériens proportionnée à leur besoin, ou à la valeur du fonds qui se trouvera. Quelle joie pour ces chers confesseurs de voir les Eglises non seulement attentives à leurs besoins, mais empressées pour les secourir ; rien apres la justice de leur cause ne contribueroit plus à leur faire supporter avec patience les épreuves auxquelles la Providence les appelle.

On doit d'autant mieux contribuer à ce fonds, que la direction en sera prudemment économisée. Il y aura des collecteurs et des collectrices qui en feront la levée, et qui écriront dans un mémoire les sommes qu'on leur donnera ; ensuite on remettra lesd. sommes entre les mains des trésoriers, hommes de probité et de confiance à ce sujet nommés, et d'autres hommes qu'on nommera greffiers, ou comme on l'entendra, enregistreront dans un volume les Mémoires des collecteurs et des collectrices, ou la valeur des sommes qui seront remises aux trésoriers ; on écrira ensuite dans autre Livre les deniers qu'on distribuera, et l'usage pour lequel on les distribue. Ces trésoriers et ces greffiers rendront, toutes les années, leurs comptes à une assemblée de gens choisis, principaux membres des Eglises. Ces comptes pourront être vus et examinés par toutes les personnes qui marqueront en avoir quelque désir. Ainsi une telle conduite doit être exempte de tous soupçons, et nous doit tous engager à donner avec confiance et avec une entière liberté.

Que me reste-t-il à présent, mes chers frères qu'à prier Dieu, qu'il benisse cet ouvrage, qu'il ouvre tous nos cœurs, qu'il nous inspire à tous le desir d'avancer sa gloire ; qu'il fasse abonder de plus en plus le revenu de votre justice ; et qu'à vous assurer que je suis avec une cordiale affection et une sollicitude vraiment pastorale,

Messieurs, mes très-chers Frères,

Votre très humble et très Obéissant Serviteur et frère en J.-C.
N. S. et fidèle pasteur.

(Signé) COURT.

(Collection Court. N° 7, t. II, p. 405.)

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE DES ALBIGEOIS : Les Albigeois et l'Inquisition, par NAPO-LÉON PEYRAT. Paris, librairie Internationale, 3 vol. in-8°, 1870-1872.

Après l'héroïque Genève, l'héroïque Languedoc est celui des pays de langue française qui a le plus pensé et vécu pour la cause de la Réforme, c'est-à-dire pour la cause de la Bible et de la conscience chrétienne. Si Genève a été la citadelle intellectuelle et morale, la direction, l'apostolat, le Languedoc a été la terre vaillante et patiente, arrosée du sang des martyrs. Aussi, rien de ce qui s'est passé dans les Cévennes ne peut-il nous être indifférent, à plus forte raison lorsqu'il s'agit, même avant notre glorieuse Réformation, de sentiment religieux et de liberté religieuse. A ce titre, un ouvrage tel que celui de M. Peyrat s'imposerait à notre attention, même si le nom de l'auteur nous était moins sympathique.

Le livre est intitulé : *Histoire des Albigeois*, et, le sous-titre : *Les Albigeois et l'Inquisition* est bien nécessaire, car on pourrait croire, en voyant ces trois beaux volumes, qu'ils renferment l'histoire complète, et même assez détaillée, de toute la croisade du Nord contre le Midi. Loin de là, l'ouvrage commence au moment où l'opinion vulgaire regarde la guerre albigeoise comme presque terminée, après la mort de Simon de Montfort, et même les années qui s'écoulent depuis là jusqu'à la mort de Louis VIII (1226), sont assez brièvement racontées. Nous sommes donc en face d'un sujet plus limité qu'on ne le croirait au premier abord : les efforts inutiles de Ramon VII, du comte de Foix et du vicomte de Carcassonne contre Blanche de Castille et l'Inquisition (livres I, II, III) ; le refuge du catharisme, de la religion des parfaits sur le rocher de Montségur (livres IV-X) ; les derniers troubadours et prédicateurs patriotes (livres XI-XV) ; nous arrivons ainsi jusqu'au règne de Philippe le Bel et jusqu'à la soumission complète du Midi.

Disons-le tout d'abord, ce livre est beau ; nos lecteurs estimeront que par le temps qui court, l'éloge n'a rien de banal. Nous n'avons pas vu depuis plusieurs années un auteur sentir à ce point la gran-

deur morale et la poésie de son sujet. Il exprime un patriotisme méridional dont les regrets religieux et même politiques n'ont rien d'hostile à l'unité moderne de la France : « Je vais raconter à ma grande patrie française l'agonie de ma douce et noble patrie romane. » Mais il ne faut pas nous borner à quelques lignes isolées : « Je suis entré pieusement dans le ténébreux labyrinthe des sépulcres aquitains. Je me suis établi avec amour, pendant de longs jours, de longues nuits, dans cette nécropole dévastée du Paraclet. J'ai interrogé ces morts avec un respect ému, avec une tendresse éplorée, comme on consulte des aïeux. J'ai ranimé dans ma pensée ces guerres, ces supplices, tous ces lugubres drames. J'ai recueilli les témoignages des champs de bataille, la plainte des ruines, le soupir des grottes, l'effroi des sépulcres, et de toutes ces voix du passé, de ces gémissements, de ces affreux silences, est sorti ce long et douloureux martyrologe. Bien des fois, en m'entretenant avec ces morts, il me semblait entendre des voix qui me disaient comme l'ombre d'Anchise au guerrier troyen : « Te voilà donc enfin, ô mon fils ! Ta piété a vaincu l'horrible chemin ! Nous t'avons attendu bien longtemps. — Oui, me voici, ô mes pères vénérés ! ma tendresse filiale vient consoler vos mémoires saintes ! Mais quel amour peut élever un monument égal à votre martyre ? »

On le voit, M. Peyrat ne croit pas que l'albigisme soit une Babel de croyances confuses, sans autre unité qu'un patriotisme de langue et de race ; à côté d'une question politique et littéraire très-importante, il démêle une vraie question religieuse longtemps obscurcie ou embrouillée par les calomnies des croisés triomphants. Des travaux théologiques, tels que ceux de M. Schmidt, ont fait revenir de cette vieille erreur. M. Peyrat expose, dans son second volume, un peu tard pour l'édification du lecteur, les croyances de Guillabert de Castres et du synode cathare tenu à Montségur : c'est toute une doctrine chrétienne procédant essentiellement de saint Jean, tandis que les vaudois et le protestantisme ont procédé essentiellement de saint Paul ; c'est avant tout la religion de l'amour divin, l'élan mystique de l'âme vers le Christ, la foi dans le Paraclet, dans l'Esprit consolateur et purificateur.

Et quelles existences que celles de ces purs ! quelle poésie sombre et haute ! quelle harmonie avec la nature ! « L'Aveyron est comme une émeraude liquide qui roule en écumant entre deux montagnes de fer. Sur leurs pitons, des manoirs chevaleresques se dressent dans les nuées ; d'innombrables cavernes creusent leurs falaises comme des colombers sauvages. Les barons habitent les

donjons sur les cimes nues; leurs mères, leurs sœurs vivent recluses dans les grottes suspendues sur les déclivités boisées, aux abords du torrent. Les cathares, qui détestaient les monastères, pratiquent le monachisme et le cénobitisme des rochers. Là vivait une population de vierges et de veuves : elles filaient, tissaient, cousaient des vêtements; elles récoltaient des fruits agrestes, distillaient des liqueurs cordiales, exerçaient la médecine du corps et de l'âme, lisaient et prêchaient l'Évangile. » O désert de nos pères, n'étaient-ce pas là tes précurseurs ?

Mais le vrai sanctuaire, le rocher auquel revient toujours l'historien, j'allais dire le poète, c'est Montségur. Nous ne pouvons résister au plaisir de glaner un peu dans les trois volumes de larges citations, car Montségur est la véritable unité de l'ouvrage : « (Aude-sous de Mazamet) la terre était rouge d'asphodèles; le vent agitait leur moisson funèbre; on eût dit la floraison sanglante d'un champ de bataille. De cette hauteur suprême nous découvrîmes, par delà les murailles et les tours ébréchées de Carcassonne, les neiges du Canigou, du Bugarach et du Thabor, d'où se détachait le spectre à peine perceptible des ruines de Montségur. » — « Ce séminaire si étonnant par ses maîtres, son site sauvage et son enseignement dans les bois, n'était pas moins extraordinaire par ses élèves, doux à la fois et farouches, errants et proscrits; véritable gymnase du martyr. Un rocher était la chaire du docteur johannite; des pierres revêtues de mousse, les sièges des disciples. Des adolescents fugitifs de leurs cabanes ou de leurs châteaux s'y mêlaient à de vieux guerriers sortis mutilés de vingt ans de batailles. » — « C'est là que dort depuis six siècles Guillabert de Castres. Son mausolée est une montagne. Moïse a le mont Nébo, Guillabert a le Thabor pyrénéen. » Ici, il y a évidemment excès; nous ne pouvons accepter un rapprochement pareil. Nous aimons mieux une autre comparaison, déjà bien ambitieuse : « Montségur fut pendant trente-cinq ans une oasis d'indépendance, le champ d'asile du Midi, le Capitole des proscrits pyrénéens. Ce sommet désert a défilé deux des plus hautes cimes du monde, le Louvre et le Vatican. » Nos lecteurs peuvent surprendre au milieu de ces beaux passages le défaut de M. Peyrat, l'excès de l'imagination.

Revenons pourtant à Montségur, car l'auteur nous a comme ensorcelé de sa montagne favorite, et c'est plaisir de méditer sur ces augustes ruines : « Nous perdîmes de vue Montségur caché par le rideau des bois. Notre pèlerinage nous semblait un songe. Nous descendions ces landes désertes, entrecoupant de longs soupirs et de longs

silences nos derniers entretiens. Un son lointain de cornemuse venait des villages comme une plainte expirante du passé, et comme la voix éplorée des aïeux qui nous disaient : « Souvenez-vous ! » Oui, nous nous souviendrons, ô héros ! ô martyrs ! ô ruines de Montségur !

« Ainsi nous parlions en descendant les solitaires pentes du Thabor. Revenus à Lavelanet, nous nous retournâmes pour jeter un regard encore sur Montségur. A travers la bleue et limpide transparence de la nuit, nous aperçûmes une dernière fois son fantôme. La lune brillait sur ses ruines comme une lampe funéraire sur le sépulcre d'un monde évanoui, et comme un phare sur la route obscure des temps, jusqu'à la nouvelle aurore. » C'est par ces mots que se termine le grand ouvrage.

On peut dire aussi que c'est le dernier mot de l'auteur sur la question qu'il a étudiée et traitée avec tant d'amour. A ses yeux l'albigisme n'est pas simplement un grand épisode de l'histoire du christianisme coïncidant avec un grand épisode de la lutte des races et des civilisations ; c'est un des événements essentiels de l'histoire ; on n'exagérerait pas beaucoup la pensée de l'auteur en disant que c'est l'événement capital de l'histoire depuis la venue du Christ. Non-seulement les cathares sont la vraie descendance spirituelle de saint Jean et la branche la plus sainte de l'arbre chrétien ; non-seulement ils ont eu le mérite d'entrer en lutte au nom de la conscience et de l'Evangile contre la théocratie romaine, contre le césarisme pontifical ; mais ils sont l'origine de tout ce qu'il y a eu d'excellent dans l'histoire littéraire ou politique de la France et dans le christianisme tout entier, voire même dans le catholicisme. Si nous comptons les grands hommes et les grandes choses qui, d'après M. Peyrat, procèdent de l'albigisme par la race ou par les idées, nous trouvons (en cherchant, il est vrai, un peu malicieusement dans les trois volumes) : Dante, Jean Huss, Luther, Port-Royal, surtout Saint-Cyran et les Arnaud, Descartes, Voltaire, Philippe le Bel et ses ministres, Beccaria, Manzoni, l'auteur de *Robinson Cruscé*, la Hire et Xaintrailles, Henri IV, Fénelon, Montesquieu, la Gironde et Mirabeau, Napoléon, M. Guizot, M. Gambetta et M. Thiers ! Eh bien, non, les Albigeois ne reconnaîtraient pas tous ces enfants comme légitimes ; c'est une tendance facile à comprendre des historiens d'élargir leur cadre, et cette tendance vaut peut-être mieux que l'érudition microscopique indifférente à tout ce qui sort d'un petit cercle déterminé ; mais en définitive la vérité souffre de cette largeur encore plus que de l'étroitesse. Les tempéraments d'historien aussi riche que celui de M. Peyrat, intéressent,

enthousiasment par grâce d'état et presque sans efforts; leur devoir, surtout lorsque leur science est aussi profonde que leur ardeur, comme cela est visible dans *l'Histoire des Albigeois*, est de se contenir eux-mêmes et de ne pas se laisser déborder.

Mais, ces réserves faites, nous partageons l'opinion de l'auteur sur l'immense importance de la guerre albigeoise dans le développement historique du catholicisme. Cette croisade hideuse a été le fait caractéristique du pontificat d'Innocent III, terrible légiste romain qui « s'interrogea lui-même et crut à son droit (Michelet), » et qui, peut-être même avec des moments de pitié pour les victimes, n'en a pas moins donné le signal de la terreur religieuse bientôt éternisée dans l'Inquisition. Dès lors l'Eglise romaine qui, depuis sa puissante organisation sous Grégoire le Grand, avait, malgré les scandales de Marosie et les violences de Grégoire VII, rendu d'éclatants services à l'Europe civilisée, l'Eglise romaine confondit sa cause avec celle de tous les despotismes religieux, politiques, intellectuels, et s'enfonça avec une inexorable logique dans le système d'autorité à outrance dont nous avons vu naguère le bizarre et prodigieux épanouissement.

Il est temps d'examiner *l'Histoire des Albigeois* au point de vue politique : l'absorption du Midi par la France du nord et par la royauté capétienne. M. Peyrat montre plus de calme dans ce genre d'étude et d'appréciation. Il donne en quelques mots un excellent résumé de la destinée des Montfort : « Aventuriers d'audace et de génie, ils cherchèrent fortune en Aquitaine, en Italie, en Angleterre, en Hongrie, en Grèce, en Palestine. Ils combattirent selon les lieux et les temps, tantôt pour les papes, tantôt pour les princes, tantôt pour les peuples, toujours pour eux-même, poussant leur cheval de bataille dans toutes les révolutions pour y saisir des empires dont le fantôme leur échappa constamment. » Mais pourquoi dire que « Simon était sceptique au fond et contraint à l'hypocrisie par son ambitieuse scélératesse ? » Ne noircissons pas encore ces figures déjà bien sombres : rien ne prouve que Simon de Montfort n'ait pas été sincère dans son fanatisme ; n'avait-il pas, au siège de Zara, soutenu courageusement les rares partisans du pape contre tous les chefs de la quatrième croisade ? On peut trouver aussi que M. Peyrat se fait un peu légèrement l'écho des chansons parisiennes et des malins écoliers sur Blanche de Castille et le légat Romano ; mais il dessine à merveille le portrait politique de cette grande reine, de ce prélat dominateur. Tout le récit du voyage de Ramon VII, du piège où le fait tomber la politique romaine et capétienne, des humiliations de

ce prince, est écrit d'une main puissante. Philippe-Auguste n'est pas moins bien apprécié, « ce rusé, calculateur et méticuleux monarque, mélange du renard et du lion. »

Dans la dernière période dominant trois figures : celle d'un troubadour patriote, celle du « tribun mystique et populaire » Bernard Délicios, celle de Philippe le Bel : « Le grand troubadour de cette époque fut Pierre Cardinal. Il était né au Puy en Velai, ville de granit, assise sur un plateau glacial et tempétueux, au centre d'un cercle de vieux volcans : le mont Corneille était le siège d'un tribunal d'amour célèbre dans tout le Midi. Mais le jeune Pierre dédaigna les ingénieuses fictions mystiques et les grâces sentimentales déplacées à l'heure des suprêmes dangers et des batailles mortelles. Il se fit chantre populaire et poussa le cri de guerre contre la France. » M. Peyrat fait comprendre l'attitude de Philippe le Bel dans cette question du Midi : s'il voyait avec faveur tous les ennemis de la cour de Rome, s'il avait pour conseillers des légistes méridionaux furieux adversaires de Boniface VIII, s'il vint tenir à Toulouse, pour l'ouverture du Parlement, une séance mémorable aux acclamations des habitants, le roi Philippe le Bel combattait sans merci tout ce qui pouvait compromettre le résultat politique de la croisade albigeoise, et c'est depuis son règne que l'union du Midi avec le Nord n'a plus été mise en question.

Tel est le grand ouvrage de M. Peyrat; malgré certains défauts et certains excès que nous avons dû signaler, nous croyons qu'aucun livre n'offrira plus d'attrait et plus d'instruction à nos lecteurs protestants : si les cathares albigeois ne sont pas précisément pour nous des ancêtres, ils sont au moins des parents, et leurs souvenirs, leurs indestructibles restes ont préparé dans notre Midi la prédication de cette Réforme qui devait jeter de plus profondes racines dans le sol arrosé de leur généreux sang.

EDOUARD SAYOUS.

L'INTOLÉRANCE DE FÉNELON, études historiques d'après des documents pour la plupart inédits, par O. DOUEN. Paris, Sandoz et Fischbacher, 1872, in-12 de 313 et xxiii pages.

Il y a vingt ans, le titre du nouveau livre de notre collègue M. Douen aurait, à lui seul, provoqué la surprise de tous les lec-

teurs. On s'est accoutumé à personnifier certaines vertus comme certains vices dans quelques grandes figures historiques. Il est des noms qu'il suffit de prononcer pour évoquer à l'esprit un de ces types bien déterminés, et c'est ainsi que les protestants étaient heureux de s'unir à leurs frères catholiques, et de placer à côté de la charité d'un Vincent de Paul la tolérance d'un Fénelon. Mais l'histoire ne saurait accepter ces réputations d'outre-tombe que sous bénéfice d'inventaire. Elle exige d'autres preuves que les paroles flatteuses d'un biographe complaisant : elle fouille dans les archives, elle compulse les documents que le temps a respectés, et trop souvent elle trouve, tracé par avance de la main même de celui dont elle s'occupe, le démenti de ces éloges que la postérité se plaisait à décerner à sa mémoire.

Le *Bulletin* peut revendiquer sa part de ces rectifications nécessaires. Il y a longtemps déjà qu'il a montré, pièces en main, ce qu'il fallait penser de cette *charité pour les protestants* que le cardinal de Beausset avait attribuée à Bossuet. Ce n'était là, il est vrai, qu'une confirmation de l'opinion généralement reçue. On connaissait trop l'inflexible raideur, la passion autoritaire de l'évêque de Meaux. Mais l'auréole de la tolérance ne semblait-elle pas définitivement attachée à l'image du doux et élégant auteur de *Télémaque*?

M. Douen ne l'a pas cru. En 1860, dans un savant essai historique sur les Eglises réformées de l'Aisne, il émettait un doute, fortifié bientôt par des témoignages irrécusables, transformé enfin en certitude. Fénelon a malheureusement été, comme Bossuet, et de son Eglise et de son temps. Déjà ses ouvrages théologiques en font foi : ils ont fourni à l'un de ses glorificateurs ultramontains, M. de Boulogne, mort évêque de Troyes, cette déclaration qui, du moins, a le mérite de la franchise : « De quelque côté que je l'envisage, je ne vois en lui que l'antipode de ce que l'on appelle philosophie et tolérance. » Mais il y a plus. Avant de devenir précepteur du duc de Bourgogne, le futur archevêque de Cambrai avait été d'abord supérieur des Nouvelles-Catholiques et ensuite missionnaire en Aunis et en Saintonge. Il s'est donc occupé directement des conversions. Ne serait-il pas surprenant que dans des fonctions semblables il eût mérité le surnom d'apôtre de la tolérance? M. Douen, en effet, nous montre qu'il n'en est rien.

Dans la double étude consacrée au supérieur et au missionnaire, si Fénelon n'est pas toujours au premier rang, on le sent constamment derrière la scène. C'est la mère Garnier et non lui qui signe les lettres relatives à l'incarcération dans les citadelles des Nou-

velles-Catholiques dont il n'a pas réussi la conversion; mais le gouvernement de la maison dépend entièrement de lui, et c'est lui qui prend soin, avec un zèle infatigable, de ses intérêts spirituels et pécuniaires. Quant à sa mission, s'il parle bien haut d'un ministère de paix et de charité, il n'hésitera pas cependant à recommander à Seignelay la garde des passages par où les religionnaires pourraient s'enfuir, et nous trouvons dans sa correspondance des phrases non moins significatives que celles-ci : « *Il me semble que l'autorité du roi ne doit se relâcher en rien. — L'autorité doit être inflexible pour contenir ces esprits que la moindre mollesse rend insolents. — L'arrivée de l'intendant sera très-utile, car il se fait craindre et aimer tout ensemble.* » Il est vrai que ces fragments compromettants ont été soigneusement supprimés par son biographe dans la publication des lettres qui les contenaient : ils n'en demeurent pas moins pour nous montrer que la modération apparente du prélat était doublée de beaucoup de diplomatie. Son grand secret pour convertir les âmes est de donner au clergé le rôle de la douceur, et de l'appuyer par l'autorité séculière, à laquelle il réserve l'emploi et l'odieux de la force. — « *Il ne faut point leur faire du mal,* » dira-t-il encore, « *mais ils ont besoin de sentir une main toujours levée pour leur en faire s'ils résistent. — Si on joint toujours exactement à ces secours des gardes pour empêcher les désertions et la rigueur des peines contre les déserteurs, il ne restera plus que de faire trouver aux peuples autant de douceur à demeurer dans le royaume que de péril à en sortir.* »

Nous renvoyons nos lecteurs au livre même de M. Douen. Ils y trouveront non-seulement la peinture consciencieuse du rôle véritable qu'a joué Fénelon, mais un coup d'œil frappant sur les missions qui précédèrent et suivirent la révocation de l'Edit de Nantes, et surtout une étude sur un sujet trop peu connu jusqu'ici, l'institution des Nouvelles-Catholiques. Empruntons quelques lignes à l'auteur :

« *Les personnes disposées à se convertir, suivant l'expression du cardinal de Beausset, n'entraient dans cet asile de la charité, dans cette retraite qui leur était ménagée « contre les persécutions du siècle,* » qu'en vertu de lettres de cachet, et grâce au zèle des prêtres, des magistrats et des agents de la police, qui, pour être bien notés et obtenir de l'avancement, faisaient une rude chasse à l'enfant hérétique. Voici l'un des billets, d'un laconisme suspect, écrits par le marquis de Seignelay au lieutenant général de police (Voir *Archives, Reg. du secrétariat*, 0¹,20, 0¹,30) : « *Sa Majesté*

veut que vous envoyiez prendre à Charenton Magdeleine Risoul et que vous la fassiez mettre aux Nouvelles-Catholiques. »

Malgré les soins éclairés de Fénelon, malgré l'emploi de moyens de persuasion de toutes sortes, depuis les menaces suivies d'effets jusqu'aux promesses de dots ou de pensions, malgré une séquestration presque absolue, une interdiction de visites et de correspondances suspectes, le succès ne couronna pas toujours les efforts des convertisseurs. Il est des natures *récalcitrantes* qui ont résisté pendant neuf années; il en est qui sont devenues folles, d'autres qu'on a punies de leur opiniâtreté en les envoyant dans les citadelles et en les soumettant au régime des criminels d'Etat. Quel martyrologe à joindre à tant d'autres ! En 1686 il y eut deux cent vingt-quatre protestantes détenues dans les maisons de Paris et de Charenton, les succursales de provinces non comprises, et l'établissement de Paris ne disparut que dans la tourmente révolutionnaire de 1792.

On verra dans les appendices une liste de cent vingt-cinq jeunes filles ou femmes envoyées aux Nouvelles-Catholiques de Paris, de 1685 à 1687. Elle est bien tristement instructive. Soixante sont désignées comme *opiniâtres*, quarante-quatre « semblent avoir pris à tâche de lasser par leur patience le zèle de leurs persécuteurs. »

Cette sainte patience n'offre-t-elle pas un grand et salutaire enseignement ? Transportons sur ces pauvres et humbles victimes l'admiration qu'inspirait jadis celui qu'on leur donna pour directeur et pour geôlier. « On ne sait la vérité que par morceaux, » a dit Fénelon lui-même. Désormais ceux qui voudront le connaître pleinement sous son caractère de convertisseur seront tenus de lire l'intéressant volume de M. Douen.

F. SCHICKLER.

MÉLANGES

GÉOGRAPHIE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

C'est au nom de la géographie protestante que nous nous adressons à tous les amis de notre œuvre historique. Depuis longtemps préoccupé de combler une lacune signalée déjà dans les premières années du *Bulletin*, nous avons essayé de réunir les éléments d'une

série de cartes avec texte explicatif, au moyen desquelles il deviendrait possible de se rendre compte de la situation du protestantisme en France au XVI^e, au XVII^e et au XVIII^e siècle (1). Mais plus nos recherches s'étendent, plus nous nous efforçons d'en grouper les résultats, et plus aussi nous sommes contraint de reconnaître les difficultés de la tâche; ces difficultés, nous n'hésitons pas à les déclarer insurmontables sans le concours de collaborateurs dévoués.

Les savants auteurs de *la France protestante* avaient songé à une carte de ce genre. Mais lorsqu'ils voulurent donner dans les pièces justificatives la liste des Eglises existant en 1562, « c'est à peine, » pour emprunter leurs propres paroles, « s'ils retrouvèrent la dixième partie de ces Eglises. » Quand plus tard ils reproduisirent le rôle général présenté au synode de Gap (1603), ils insistèrent avec raison sur « le travail de Sisyphe que leur avait imposé la révision des fautes qui s'étaient glissées dans les noms propres d'Aymon. » M. Claparède a lutté contre les mêmes obstacles pour la liste de 1660 qu'il a communiquée au *Bulletin* (*Bull.*, XV).

En effet, dans Théodore de Bèze où nous cherchons d'abord les traces de ces premières Eglises, dans Crespin, dans Aymon, dans les précieux documents des bibliothèques publiques, dans ceux qu'on veut bien nous transmettre et que nous accueillons avec une vive gratitude, partout en un mot nous sommes arrêté pour ainsi dire à chaque ligne. Tantôt l'orthographe donnée au nom l'a rendu complètement inintelligible : tantôt le nom que n'accompagne aucune désignation spéciale est porté en France par cinq, dix, vingt localités différentes, sans que rien indique à laquelle nous devons l'attribuer de préférence.

On entrevoit aussitôt les immenses services que nos correspondants sont appelés à nous rendre. Eux seuls, familiers avec les traditions protestantes qui les entourent, peuvent certifier que tel nom s'applique à la localité d'un département plutôt qu'à celle d'un autre, puisqu'il s'y est conservé le témoignage ou le souvenir d'une Eglise : eux seuls sont au courant des appellations locales qui souvent, dans le cas d'Eglises de fief par exemple, aideront à éclaircir un point devenu d'autant plus obscur que le lieu même a disparu.

L'ensemble des problèmes à résoudre est si considérable qu'il nous faut nous borner ici à en indiquer quelques-uns. Que sera-ce

(1) Rappelons ici la carte *moderne* dressée, en 1853, par les soins éclairés de M. Charles Read, et dont une nouvelle édition, conduite jusqu'à l'heure présente, sera le complément naturel de notre Atlas du Protestantisme français.

si nous étendons notre cadre, si nous cherchons, suivant l'exemple que M. Lièvre nous a donné pour le Poitou, à distinguer les Eglises *d'exercice public* des Eglises *de fief*; si nous voulons rattacher les Eglises aux colloques dont elles dépendent et dont les subdivisions ecclésiastiques sont loin de concorder toujours avec les anciennes divisions administratives, — et quel champ plus vaste encore si nous admettons tous les endroits où fut célébré notre culte sans que toujours une Eglise y ait été régulièrement constituée; quelle difficulté pour découvrir si le lieu de réunion n'a été que provisoire ou s'il est devenu définitif, et quelle alors en a été la durée!

D'importants travaux, tels que ceux de MM. Corbière, Douen, Hugues, Lagarde, Lièvre, Rossier, Vaurigaud, d'intéressantes monographies d'Eglises particulières nous ont déjà été d'un véritable secours; mais en comparaison de ce qu'il reste à faire on peut affirmer sans exagération, que pour la plus grande partie de la France le sujet est à peine effleuré. Nous adressons donc un pressant appel à tous ceux qui voudront nous aider de leurs lumières. Il serait superflu d'ajouter qu'en dehors des réponses directes à nos questions, nous serons heureux et reconnaissant de tous les détails statistiques, de toutes les listes de pasteurs, de tous les renseignements géographiques qu'on voudra bien mettre à notre disposition. Rappelons seulement qu'avant d'enregistrer un nom comme celui d'une *Eglise positivement constituée*, nous avons besoin de nous appuyer sur des données certaines.

Nous n'insisterons pas sur l'utilité de la géographie du protestantisme. N'est-elle pas l'indispensable corollaire de son histoire? Nulle part peut-être, plus que dans la foi réformée, il n'a été donné aux Eglises de garder leur individualité distincte et marquée: nulle part plus qu'en France elles n'ont eu chacune, à côté de leur vie commune soumise aux vicissitudes générales du calvinisme dans la patrie, une existence propre sur laquelle ont influé, d'une manière souvent fort différente, les questions de personnes et de milieux géographiques ou intellectuels. Elles ne sont pas nées le même jour; malgré les dates officielles c'est à des heures différentes qu'elles sont mortes... elles ne sont pas toutes ressuscitées. Parmi ces Eglises les unes datent des lueurs naissantes de la Réforme, et de celles-là il en est dont nous retrouvons avec joie les noms sur la carte de M. Read. D'autres ont succombé dès les premières luttes; d'autres ont persévéré malgré de fréquentes suspensions arbitraires et ont conquis l'établissement définitif. Quelques-unes, interdites dans un lieu, se sont transplantées dans un autre, et tandis qu'un grand nom-

bre a résisté jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes, alors encore il en est qui ont cherché à revivre en dehors de la patrie. D'autres enfin, flambeaux qu'aucune tempête n'a pu éteindre, ont gagné par leur héroïque constance le glorieux surnom d'Eglise sous la croix. Ne méritent-elles pas toutes au moins une mention, et autant que possible une notice succincte mais précise ?

Nous ouvrons donc avec confiance un chapitre de géographie protestante dans nos Questions et Réponses, avec l'intention d'exposer et nos doutes et les solutions qui nous paraissent être les vraies mais pour lesquelles nous manquons de témoignages concluants. Nous commencerons aujourd'hui même, en prenant au hasard dans la liste déjà longue de nos *desiderata* quelques noms du XVI^e siècle qui donneront l'exemple de nos incertitudes ou de nos hésitations, et nous frapperons constamment aux portes dans l'espoir d'être entendu quelquefois.

FERNAND SCHÜCKLER.

QUESTIONS DE GÉOGRAPHIE PROTESTANTE.

1. — *Bresolles* (ministre Matthieu Hartault réfugié à Londres après la Saint-Barthélemy), est-ce celui de l'Ain ou celui de l'Allier ?

2. — *Brionne*, Eglise citée par Th. de Bèze, est-ce Brionne dans l'Eure ou Briosne dans la Sarthe ?

3. — *Véhan*, cité par Th. de Bèze (vol. III, p. 104), qu'est-ce ?

4. — *Térieux*, en Languedoc, Eglise mentionnée dans le X^e Synode (1579), qu'est-ce ? Aymon dit *Férieux* : dans une copie manuscrite le nom est écrit *Térins*, dans une autre *Mérues*.

5. — *Puech de Gotan*, Eglise desservie vers 1568 par le ministre Dothée (Bibl. de Genève, *Bull.* IX), est-ce le *Puech* ou *Puechabon* Hérault, *Puech-Auriol*, Tarn, ou *Puech-Mignon*, Tarn-et-Garonne ?

6. — *Neuvy* (ministre Chênevert réfugié à la Rochelle après la Saint-Barthélemy). On en compte dix-neuf, dont trois dans le Cher, deux en Eure-et-Loir, deux dans l'Indre, les autres dans l'Allier, l'Indre-et-Loire, le Loiret, le Maine-et-Loire, la Marne, la Nièvre, l'Orne, Saône-et-Loire, la Sarthe, les Deux-Sèvres et l'Yonne. Lequel est-ce ?

CORRESPONDANCE

DE L'AUTHENTICITÉ DU TESTAMENT

DE L'AMIRAL COLIGNY

Poitiers, le 20 décembre 1872.

*A Monsieur le secrétaire de la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.*

Monsieur,

Puisque vous avez bien voulu recommander aux lecteurs du *Bulletin* mon *Etude sur l'Amiral Coligny*, permettez-moi d'appeler votre attention sur une question grave qui se trouve incidemment soulevée dans cette *Etude* (1) : Faut-il croire à l'authenticité du testament olographe, daté d'Archiac, juin 1569, signé *Colligny*, et reproduit en *fac-simile*, d'après les manuscrits de la Bibliothèque nationale, par la *Société de l'Histoire du Protestantisme français* (2) ?

Comment se fait-il que ce testament soit signé *Colligny* et non *Chastillon*, signature habituelle de l'amiral, le nom sous lequel il est désigné par tous ses contemporains, le nom français que les pamphlets guisards du temps lui reprochent d'avoir pris en délaissant le nom étranger de Coligny (3) ?

Il est vrai que l'amiral, dans cette circonstance tout exceptionnelle, a pu, contrairement à ses habitudes, tenir à signer du premier nom de ses ancêtres. Je n'attache donc pas à ce mince détail plus d'importance qu'il ne convient, et je reconnais même volontiers qu'une raison pareille serait insuffisante à rendre suspect un document si remarquable, qui semble présenter d'autre part tant de garanties d'authenticité.

L'écriture est bien en effet cette belle écriture, si nette, si ferme, si lisible de l'amiral, et il faudrait être plus expert que je ne le suis en calligraphie pour noter une différence quelconque. Peut-être cependant doit-on s'étonner que l'amiral ait écrit le nom de son futur gendre

(1) *L'Amiral Coligny*, p. 174.

(2) Décembre 1852.

(3) *Lettre d'un gentilhomme champenois*.

Teligny, et non *Thelligny*, comme il l'écrivait d'ordinaire, ainsi que ses lettres manuscrites en font foi.

Quant au style, bien qu'il me paraisse, en certains passages, plus rapide que le style habituel de l'amiral, je n'oserais rien en conclure, laissant à de plus habiles le soin de juger en dernier ressort sur un point si délicat (1).

Il est certain du moins que le ton général est tel qu'on devait s'y attendre, et à part la confession quelque peu étrange de n'avoir pas « asses ressenti les injustices et meurtres que lon faisoit » de ses frères, et de ne s'être décidé à prendre les armes que pour protéger sa propre vie, il n'est pas une idée exprimée qui ne convienne admirablement à ce grand honnête homme. La pièce tout entière est même d'une si haute inspiration qu'il répugne certes de la croire l'œuvre d'un faussaire, et l'on comprend que la *Société de l'Histoire du Protestantisme français* n'ait pas hésité à en admettre la parfaite authenticité.

Je n'aurais pas, pour ma part, je l'avoue, conçu le moindre doute, si mon sujet ne m'avait amené à rechercher, à contrôler d'une façon spéciale tout ce qui concerne les enfants de l'amiral.

Or, voici ce que je lis dans ledit testament : « je veux que mon filz aîné porte le nom de Chastillon Gaspard mon second filz Dandelot et Charles le troisièsme de la Bretesche. » Et plus loin : « je prie a madame Dandelot ma belle seur de vouloir nourrir aveques et pres de soy mes deulx filles. »

Il ressortirait donc de ce double passage qu'en juin 1569, date de la rédaction du testament, l'amiral avait deux filles et trois garçons dont l'un nommé Gaspard.

Or ce Gaspard était mort dès 1568, s'il faut en croire l'extrait d'un livre où étaient « écrites de la main de M. l'admiral les naissances de ses enfants, » extrait cité par du Bouchet et reproduit par le *Bulletin* (2).

Admettons toutefois et pour un instant que du Bouchet se soit trompé, que le livre cité par lui soit apocryphe ; alors, Gaspard vivant encore en 1569, il restera à l'amiral quatre fils et non trois ; car il paraît hors de doute qu'à cette époque l'amiral avait trois garçons portant les noms de *François*, *Odet* et *Charles*.

La *France protestante* de MM. Haag, qui, entre parenthèses, ne fait nulle mention de *Gaspard* après 1568, mentionne le rôle de *François*, d'*Odet*, de *Charles* après la Saint-Barthélemy (3).

(1) Voir en particulier l'alinéa où l'amiral recommande ses filles à Madame d'Andelot.

(2) Décembre 1852.

(3) Sixième partie, p. 404.

Le *Bulletin* a publié des lettres de *François* et de *Charles* datées de 1573 (1).

Il en existe deux autres, signées *François* et *Oddet*, datées de 1571, et dont l'une, celle de *François*, se trouve citée dans mon *Etude* (2).

Ainsi, tandis que l'existence de *Gaspard* en 1569 est très-problématique, celle de *François*, d'*Odet*, de *Charles* paraît indiscutable. Comment dès lors expliquer l'étrange omission du testament? Constatons de plus que *Gaspard* en 1569 eût été, non pas le second des fils survivants, comme le testament l'indique, mais bien l'ainé, comme le prouvent les notes du Livre d'heures de Louise de Coligny, citées par le *Bulletin* (3).

Le passage relatif aux deux filles n'est pas moins suspect.

L'ainée, Louise, est bien connue, mais sur la plus jeune, Renée, les renseignements sont presque complètement défaut. L'extrait du livre cité par du Bouchet nous apprend seulement qu'elle mourut à la Rochelle, sans indiquer la date; et la *France protestante* ne fait que reproduire cet extrait, sans préciser davantage. Les *Négociations de la France et de la Toscane* permettent de combler cette lacune et confirment en les complétant les renseignements fournis par du Bouchet. Une lettre du commandeur Petrucci, en date du 8 novembre 1568, annonce la mort d'une fille de l'amiral à la Rochelle (4).

En 1569, il ne restait donc plus deux filles à l'amiral, mais une seule, Louise de Coligny.

Ne sont-ce pas là, Monsieur, de graves présomptions contre l'authenticité du testament? D'autre part, je le répète, cette authenticité semble si bien établie par tant de raisons que l'on hésite à se prononcer. S'il y a eu falsification, comme on est en droit de le croire, le falsificateur a-t-il eu entre les mains des fragments d'un testament vrai? C'est l'opinion qui me paraîtrait la plus admissible, car il est vraiment peu croyable qu'un si admirable document puisse être en son entier l'œuvre d'un faussaire.

Le falsificateur ne serait-il pas par hasard le sieur Martin, conseiller au présidial d'Orléans, lequel en 1698 envoya le susdit testament au marquis de Menars, grand collectionneur d'alors, dont il désirait se concilier les bonnes grâces. Ceci, bien entendu, soit dit sous toutes réserves, et sans porter aucune atteinte à l'honorabilité du sieur Martin,

(1) Janvier et février 1853.

(2) *L'Amiral Coligny*, p. 180.

(3) Mai-juin 1853.

(4) « Nella Rochelle è morta di peste una figlia dell' Ammiraglio. » *Négociations*, t. III, p. 580.

qui après tout n'a pu être lui-même que la dupe et non l'auteur de la falsification.

Voilà, Monsieur, ce que j'avais à soumettre à la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*, et je connais assez son ardent amour de la vérité historique pour être certain qu'elle ne me saura nul mauvais gré d'avoir soulevé une pareille question.

Permettez-moi d'ailleurs, en terminant, de rendre à Coligny ce qui appartient à Coligny. Le *Bulletin* (4^e année, p. 328) contient une admirable lettre tirée des Archives de Berne, adressée à la reine mère et datée de Tanlay, le 8 juillet 1568. Il était tout naturel qu'on l'attribuât à d'Andelot dont Tanlay était la résidence habituelle. Le ton général cependant, ce ton de « prophète et de prescheur » convenait peut-être moins à l'héroïque d'Andelot qu'à l'austère Coligny. Or, la lettre se trouve aux manuscrits de la Bibliothèque nationale, signée *Chastillon*, et elle est en entier de l'écriture de l'amiral (1). Bien que ce ne soit pas toujours, nous venons de le voir, une garantie suffisante d'authenticité, je crois devoir néanmoins revendiquer ici pour l'amiral l'honneur d'avoir écrit cette lettre, l'une des plus belles à coup sûr qui soient jamais sorties de sa plume.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre bien dévoué

J. TESSIER.

UN LIVRE DE DAVID ANCILLON

A Monsieur le Rédacteur du BULLETIN.

Leiné (Aisne), 23 novembre 1872.

Cher Monsieur,

Dans le *Bulletin* de septembre dernier, page 439, j'ai lu que M. le pasteur O. Cuvier a fait hommage à la Société de l'Histoire du Protestantisme français d'un petit portrait de M. *Ancillon*. Ce nom vénéré dans l'Eglise de Metz et le soin pieux que le Conseil de cette Eglise a pris de faire déposer dans les archives de la Société le petit portrait de ce digne pasteur, me donne la liberté de vous faire un aveu et une prière : Lorsque la ville de Metz était assiégée, j'avais pris la résolution, dès qu'elle serait délivrée (car je comptais sur sa délivrance), de joindre mes actions de grâces aux actions de grâces de M. le pasteur O. Cuvier et de lui offrir à cette occasion, soit pour sa bibliothèque personnelle, soit

(1) Bibl. nat. Mss. Vc. Colbert, 24, f. 161.

pour la bibliothèque ou les archives de son Eglise, un ouvrage que David Ancillon avait dédié le 14 novembre 1657 « à MM. les ministres, anciens, et diacres du consistoire de Metz et à tous ceux de la même ville, qui sont de leur communion. »

Voici le titre de cet ouvrage : « Relation Fidelle, de ce qui s'est passé dans la conférence d'entre M. Bedacier Euesque d'Auguste, suffragant et vicaire General de l'Euesché de Metz, et David Ancillon l'un des Ministres en ladite Ville, a Laquelle est aiovée la response aux Reflexions dont on a accompagné l'Impression de la conférence, et à quelques Escrits qui l'ont précédé. A Sedan, Par François Chayer près la Maison de Ville. M.DC.LVII. » 1 vol. petit in 4° de 154 pages.

Si la Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme français ne possède pas ce volume, je vous prie de bien vouloir demander au Comité qu'il me permette de le déposer près du portrait d'Ancillon. d'autant que si le portrait fait connaître la figure de cet éminent serviteur de Jésus-Christ, les lignes suivantes, tirées de l'Epître dédicatoire, font connaître son cœur : « Ici, Messieurs, vous ne verrez ni sanglantes inuectives, ni satyres enuennimées, s'il y a des gens qui en vsent, nous n'aons pas vne telle coutume, ni aussi les Eglises de Dieu, les inuectives, et les satyres ne sont ni seantes, ni permises aux Chrestiens, les colombes n'ont point de fiel, elles n'ont pas accoutumé ni d'égratigner, ni de mordre : Et quoi que les roses les plus douces ayent des espines, nous nous deffendons sans piquer personne, nous baïssons l'erreur sans en vouloir à ceux qui errent..... »

Si le Comité daigne accepter ce dépôt, comme je l'en supplie, je ne formerai qu'un vœu, savoir : que Dieu admirable en conseil et magnifique en moyens (Esaie 28) hâte le moment béni où le portrait et le livre d'Ancillon rentreront dans les archives de l'Eglise réformée française de Metz (Moselle), consistoire de Nancy.

En attendant votre bonne réponse, agréez, Monsieur, la parfaite assurance de mon dévouement en Christ.

P. PETIT.

Le Comité a entendu avec une vive sympathie la lecture de la lettre de M. le pasteur Petit, dans sa séance du 10 décembre dernier. Il accepte le dépôt du livre de David Ancillon, en attendant de meilleurs jours!

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LA RÉFORME A CASTRES

TROIS ÉPOQUES DE *L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME*
DANS L'ALBIGEOIS ET LE LAURAGUAIS (1).

I

Des trois diocèses qui se partageaient le sol de l'Albigeois et du Lauraguais, celui de Castres était de beaucoup le plus important. Ses évêques figuraient parmi les plus considérés du royaume. Quarante-deux prélats se sont succédé sur son siège épiscopal, que plusieurs honorèrent de leur savoir et de leurs vertus, mais dans le nombre desquels il faut malheureusement compter un monstre, César Borgia. Ce seul nom fait

(1) Les trois fragments qui suivent sont empruntés à un ouvrage important, fruit de vingt ans d'études, que va publier prochainement M. le pasteur Camille Rabaud. L'ouvrage, qui s'étend de la période des origines à la révocation de l'Edit de Nantes, formera un grand volume in-8° de 500 pages environ, dont le prix est fixé à 6 fr. pour les souscripteurs. On souscrit à la librairie Sandoz et Fischbacher, 33, rue de Seine, à Paris, et chez Huc, libraire à Castres (Tarn).

Nous recommandons d'autant plus volontiers cet ouvrage qu'il avait déjà obtenu une mention très-honorable dans le concours ouvert par la Société en 1867.

(Réd.)

comprendre que Castres soit devenu le principal foyer de la Réforme et de tous les mouvements qui s'y rattachèrent, dans le Haut-Languedoc.

La Réforme n'y parut point aussitôt qu'à Toulouse ; c'est à grand'peine qu'on en déchiffre les premières pages. Nous n'avons rien pu connaître d'antérieur à la prédication du cordelier Marcii, qui, d'après Th. de Bèze, « quelques années après Flavien et Nuptiis (qui avaient évangélisé Toulouse en 1532), fit merveilles de prêcher à Castres d'Albigeois et en Rouergue, et depuis fut mené prisonnier à Toulouse, où il scella de son sang la doctrine de la vérité. » S'il « fit merveilles, » c'est qu'il dut avoir de nombreux auditeurs sympathiques. Et l'on peut affirmer que, dès ce jour, fut formé le parti des idées nouvelles. La preuve en est, du reste, dans la liste toute sèche et même incomplète, inexacte, que Pierre Borel donne des pasteurs de Castres, avec la date de leur ministère. Le premier aurait été, d'après lui, N. de Manna ; puis, Jean de Bosque, 1542 ; de Mapaïs, 1543 ; Raphaël Ségur et Jacques de Sernan, 1545 ; Marquet, Hiérosme, Vaverme, 1546 ; Barthe, 1547 ; Albus, 1549 ; Martini et de Bosque jeune, 1551 ; Geoffroy Brun et de la Vallée, 1559 ; Lostau, Pierre Barthe, Fleury de la Rivoire, 1561 ; Jean de Bosque, 1567 ; Marsan, 1574 ; Salvart, 1582 ; Gaspard Olaxe, 1592 ; Lambert Daneau, 1593-1595 ; Benoît, Balaran, 1593 ; de Rotan, 1596-1598 ; Jean Josian, 1598.

Evidemment, ces pasteurs ne se succédaient pas à Castres, en un tel nombre et avec une telle régularité, sans que la Réforme n'eût des racines et des adhérents. La présence continue du berger révèle celle du troupeau. C'est donc par erreur que tous les historiens de l'Albigeois et, avec eux, les savants frères Haag, ne font remonter la Réforme dans Castres qu'à 1560, et signalent Geoffroi-Brun comme son premier pasteur (1).

J'ai d'ailleurs, indépendamment de cette liste significative,

(1) *France protestante*, IX, p. 191.

à invoquer comme symptômes du mouvement religieux antérieur à 1560, — trois supplices qui révèlent une foi ferme et résolue : les supplices, racontés au chapitre précédent, de Jean Jocry d'Albi, 1551, et de Jacques Caire de Brassac, 1555 ; — puis, le supplice du jacobin Martini, que Faurin, dans son *Journal*, place en 1554, et Gâches, dans ses *Mémoires*, au 25 avril 1555.

N'écoutant que son ardente foi, Martini, dans l'église même de Burlats, a la hardiesse de parler contre le purgatoire. Saisi par l'Inquisition, condamné au bûcher, il est conduit à Castres où il subit le dernier supplice à la porte de l'Albinque. Du haut de son bûcher, il invoque avec ardeur la miséricorde de Dieu : « Père céleste, s'écrie-t-il à plusieurs reprises, ayez pitié de moi ! » Pendant que la foule assiste à ce spectacle, muette et consternée, une voix retentissante profère ce chrétien et sincère encouragement : « Martini, lève les yeux au ciel et te fie en la grâce de Dieu, qui te recevra aujourd'hui en son royaume. » C'était le bourgeois Olivier Trémouille, dont le nom mérite d'être conservé et qui ne s'exposait à rien moins qu'à la mort. Il ne fut pourtant pas poursuivi, soit qu'on ne l'eût point reconnu, soit qu'on redoutât le prosélytisme d'un nouvel auto-da-fé.

Gâches, bien plus circonstancié que Faurin, place ce drame au frontispice de ses précieux *Mémoires*, et il fait observer qu'*antérieurement* à 1550, la foi nouvelle comptait « une grande multitude » de sectateurs. Il ajoute qu'intimidés sous les règnes de François I^{er} et de Henri II, par les persécutions qui accablaient de préférence certaines villes au nombre desquelles doit être citée Castres, — ils n'avaient pu en faire profession publique. « On peut l'apprendre, dit-il, par l'histoire ; » de cette histoire, alors très-documentée, il ne reste maintenant que le supplice de Marcii, la liste de Borel et les martyres de Martini, de Jocry, de J. Caire, de Madaule ! D'autres exécutions durent avoir lieu, sans doute ; et, à leur manière, elles firent briller la puissance de l'Évangile.

Le supplice de Martini, en particulier, produisit une agitation salubre. Son émouvante mort porta les esprits à réfléchir au dogme du purgatoire, hautement rejeté par l'intrépide jacobin ; on désira naturellement les livres traitant la matière, surtout la Bible. L'Inquisition la faisant confisquer, on s'en procura à Genève, à Lausanne, à Neuchâtel, trois villes, bénies soient-elles ! qui, de tout temps, furent pour nous un refuge et un foyer de lumière. Ces livres, portés entre autres par François Raymond et L. Maréchal, et distribués à Castres et dans le voisinage, propagent activement l'Évangile. Les nouveaux disciples, fraternellement unis par les mêmes convictions et par la perspective de communs dangers, se réunissent nuitamment dans des maisons particulières, honnis des hommes, mais réconfortés par la présence de Dieu. Ils s'affermissent mutuellement par la prière et par l'exhortation ; ils lisent et méditent simplement, mais avec le cœur, la Parole de Dieu. Ils s'abstiennent de chanter des cantiques, de peur de donner l'éveil à leurs persécuteurs ; et, la joie dans l'âme, quoique menacés de mort, ils se donnent, chaque soir, rendez-vous pour la nuit suivante.

II

LA PRISE DE CASTRES

PAR LES RELIGIONNAIRES, EN 1562

« Il y avait quarante ans qu'on épuisait sur eux la sévérité des plus cruels supplices, qu'on les brûlait à petit feu, et qu'ils ne s'étaient pas même permis de simples murmures. »

(*L'Accord parfait*, II, 207.)

Ayant conscience de la force que leur donnaient et leur droit et leur nombre, les protestants exaspérés par tant de mauvaise foi et de carnages ; — soutenus par des chefs éminents : le prince de Condé, l'amiral Coligny, d'Andelot ; — les

de mourir et de se plaindre en vain, — formèrent, sous Charles IX, un parti résolu et puissant.

Le prince de Condé vise à un double but : mettre le calvinisme sur un pied d'égalité avec l'ancien culte et reconquérir auprès du trône sa place légitime. En conséquence, il recrute et organise les forces du parti réformé; il s'entoure d'une armée nombreuse et disciplinée, livre aux Guises plusieurs batailles rangées, soutient des sièges, s'empare de quelques villes importantes, entre autres de Montpellier, Nîmes, Saint-Pons, Montauban, Rouen, Orléans, dont il projette de faire le boulevard du protestantisme. Ses émissaires parcourent les provinces et y répandent son mot d'ordre : Se rendre maître des forts, des villes partout où faire se pourra.

Il débute en Languedoc. En son nom, Jacques de Crussol, seigneur de Beaudiné, prend le titre de *Général des compagnies des gens de guerre levées en Languedoc pour soutenir la religion et la délivrance du Roi, de la Reine et de M. d'Orléans*. A son instigation, et d'ailleurs pour ne pas devenir comme tant d'autres victimes d'un massacre, les protestants de Castres par un hardi coup de main, se rendent maîtres de la ville, mai 1562. Leurs coreligionnaires de Roquecourbe, Vabres, Brassac, Castelnau, Viane, Lacaune, Saint-Amans, Anglis, Lacabarède, Mazamet, secrètement prévenus, se rendent de nuit sous les remparts de Castres. Les gentilshommes les plus zélés accourent aussi : Guillaume de Guillot, seigneur de Ferrières; Antoine de Peyrusse, seigneur de Boissezon; François de Villettes, seigneur de Montlédier, etc. Les consuls de Castres, tous protestants, leur ouvrent les portes de la ville. Les assaillants se précipitent, marchent droit à la place, y laissent une bonne troupe et puis, de ce centre, rayonnent en tous sens. Ils se saisissent des portes, des remparts, de l'évêché, des couvents. Ils publient, pour éviter une rencontre meurtrière, la défense de sortir des maisons et ne versent pas une goutte de sang ! Mémorable exemple dans ces temps calamiteux, où l'on faisait si bon marché de la vie humaine !

Seulement, sur les instructions de Beaudiné, des otages sont pris, afin d'obtenir l'élargissement de plusieurs religionnaires prisonniers.

On crée une espèce de *Conseil exécutif*, un *Conseil militaire* et un *Conseil politique*.

Le premier conseil est composé de Guillot de Ferrières, gouverneur de la ville, homme d'âge et d'expérience; de Peyrusse de Boissezon, « homme vraiment craignant Dieu, » dit Bèze, qui guerroya à Montauban, dans le Rouergue et aux troisièmes troubles, fut nommé gouverneur de Castres; de J.-J. de Voisins, baron d'Ambres, qui se distingua dans cette première guerre de religion, prit et démolit le château de Lacaze, s'empara de Vénéze et mena sa garnison à Castres où elle fut mise à mort, se saisit par escalade de Puy-laurens le 18 décembre, ravitailla Montauban, tailla en pièces un secours de Viviers à Laïx, et fut nommé gouverneur de Castres à la seconde guerre de religion.

Le second conseil fut chargé de tous les soins de la guerre. Pour solder les troupes, il convertit en monnaie l'argenterie des églises. La seule châsse de saint Vincent pesait quatre-vingts marcs d'argent. Afin de la sauvegarder, la tradition menaçait d'une mort soudaine le téméraire qui l'ouvrirait. Les téméraires ne manquèrent pas alors; mais aucun, paraît-il, n'en reçut « la moindre incommodité. » Le conseil militaire fondit les cloches dont il fit cinquante pièces d'artillerie et une coulevrine appelée *Cassemesse*, pesant cinquante quintaux et portant jusqu'à Saint-Jean de Lérins, au delà de Viviers. Il répara les murailles qu'on garnit de nouveaux canons. Il leva trois compagnies de cavalerie, commandées par Peyrusse, d'Ambres et de Montlédier; et trois compagnies d'infanterie, sous les ordres des capitaines Jacques de Bernes, Goffre et Franc. Ces troupes devaient voler au secours de Condé à Orléans, tombée entre ses mains; la moitié de la France en fit autant, c'est-à-dire, se rangea sous l'autorité de Condé et le secourut.

Quant au conseil politique, il se composa de Bouffard-Lagarrigue, Benejean, François et Antoine Raymond. Il devait, de concert avec les consuls, s'occuper des affaires générales, de la direction politique proprement dite.

Enfin, pour la direction des choses religieuses, un consistoire est organisé dans lequel entrent des personnes notables par leur piété et leur position. Les trois pasteurs de Castres sont alors : de Bosque, Larivoire, Savin.

La ville prise, le culte est transféré de l'Ecole-Visille dans les églises catholiques, en particulier dans celle de la Platté, la plus grande, dont les images sont recouvertes « avec des linceuls pour éviter le désordre. » A Pâques, la cène y est célébrée, au milieu d'une énorme affluence. On multiplie les prédications ; les foules s'y pressent. C'était « merveille de voir la réformation qui était dans ce temps-là et le zèle que chacun avait d'avancer l'honneur et la gloire de Dieu. » Plus de jeux, de danses, de mascarades, de débauches, d'orgueilleux étalages, de jurements et de blasphèmes. Une inflexible censure sévissait contre les coupables. C'est que l'hérésie ne tendait pas moins à la réformation de la vie qu'à celle de la doctrine et du culte.

Ainsi organisés sous le triple rapport de l'administration, de la guerre et de l'Eglise, — les protestants de Castres songent à étendre au loin leur action. Ils déburent par la prise du château de la Caze, propriété de l'évêque, manoir redoutable et redouté, qui servait de cachot. Le baron d'Ambres le détruisit.

Malgré plusieurs échecs, les catholiques caressent l'espoir de reprendre Castres. François de Voisins (frère de J.-Jacques de Voisins), chef du parti catholique dans le diocèse de Lavaur, et nommé gouverneur de Castres par Charles IX, essaye divers assauts, mais en vain, contre les remparts. Il lève le siège, malgré le secours que lui préparait le capitaine Grépiac qui campait à Vénéz avec trois cents fantassins. Les troupes de Castres et Roquecourbe en ayant eu vent, marchent contre

lui, tuent une partie de ses hommes et emmènent une soixantaine de prisonniers, 8 juillet 1562.

Un conseil de guerre s'assemble et deux avis sont émis : les uns opinent pour la rançon, les autres pour la mort ; les premiers s'appuient sur le devoir chrétien du pardon et de la charité, malgré les récents massacres de Toulouse ; les seconds sur le droit de guerre autorisant la mort de quiconque est pris à discrétion et sur la nécessité de châtier les meurtriers de leurs frères, pour donner une leçon qui serve d'éclatant exemple. Ce dernier avis, après un violent démêlé, l'emporte malheureusement ; et trois soldats remplissant l'office de bourreaux, décapitent tous les prisonniers près du puits des Jacobins qui reçut ensuite leurs cadavres. « Cela fut condamné et trouvé fort mauvais, observe le chroniqueur Gâches, n'y ayant pas de raison d'imiter le mauvais exemple des ennemis. La religion nous instruisait à pardonner puisqu'ils étaient à notre discrétion et à laisser la vengeance à Dieu des maux que les ennemis nous font par leurs massacres et manquement de foi. »

Le châtiment de cet acte odieux ne se fit pas attendre : quelques compagnies de la garnison de Castres étant sorties pour s'approvisionner de blé à Frégeville, — François de Voisins les surprend et leur tue quatre-vingts hommes, au nombre desquels le consul Capduras.

Cet échec n'empêcha cependant pas les Castrais d'envoyer à Montauban un secours de douze cents hommes qui vont rejoindre le baron d'Arpajon, près de Rabastens. En outre, le capitaine Lamothe, avec quelques troupes castraises, fait une tentative contre Labruyère ; mais, parvenu à la porte du Pont, il est mortellement blessé et ses soldats battent en retraite. Les calvinistes de Puylaurens sont plus heureux ; dirigés par le capitaine Goffre, dit la Mane, et soutenus par un petit renfort de Castres, ils rentrent en vainqueurs dans leur ville, d'où la perfidie les avait chassés. Ils y rétablissent immédiatement l'exercice de leur culte, 28 décembre 1562. Depuis

lors, ils purent toujours conserver cette place importante qui rendit de grands services pendant la durée des guerres religieuses et même après.

Vers la même époque que la prise de Puylaurens, se livrait dans le Nord entre les forces réunies des deux partis, la sanglante bataille de Dreux, qui n'eut d'autre effet que d'envenimer encore les esprits. Surexcitées par cet événement, les troupes de Castres emportent d'escalade Cuq d'Albigeois, 31 janvier 1563. Puis, elles vont assiéger Saix, sous les ordres de Boissezon, dispersent huit cents hommes qui accourent au secours de la place, et, finalement, sont forcées de lever le siège, 5 février. Cet échec ouvre les yeux sur le danger de ces forteresses voisines qui se dressent contre Castres comme une perpétuelle menace; aussi démolissent-ils entièrement le château de la Caze, dont il restait encore quelque chose, et le couvent des Jacobins, situé au centre de la ville et la dominant, 9 février.

Sur ces entrefaites, la paix si nécessaire à la France est signée le 19 mars, et publiée à Castres par le sénéchal de Carcassonne. Cet édit de pacification, appelé édit d'Amboise, autorise le culte réformé dans les faubourgs des villes et lui défend l'usage des églises catholiques; il assigne une ville, dans chaque bailliage ou sénéchaussée, dans le faubourg de laquelle le culte sera célébré; et dans les campagnes, il restreint le culte aux terres des seigneurs protestants haut-justiciers, qui ne le célébraient que dans leurs maisons avec leurs vassaux. L'édit ordonne la sortie du royaume de tous les soldats étrangers, la restitution des villes détenues par les religionnaires et un échange mutuel de prisonniers. On comprend le mot de Coligny sur la convention d'Amboise : « Voilà un trait de plume qui renverse plus d'Eglises que les forces ennemies n'en auraient pu détruire en dix ans. »

A la calamité de la guerre, non sérieusement terminée, succéda dans Castres la calamité de la peste. Originnaire d'Orient et si souvent déchaînée sur l'Europe, du VI^e au XVIII^e siècle,

elle fut alors importée de Toulouse à Castres par un malade, dont le passe-port était faussement daté de Narbonne. C'était le 17 août 1563. Comme un souffle de mort, elle envahit la ville entière; une foule de familles furent épouvantées. Ceux qui restent, tombent chaque jour par centaines, victimes du fléau; les cimetières ne suffisant plus, on porte les cadavres à Saint-Roch, dans de profondes fosses communes : terrible fraternité de la mort subie comme une nécessité et que l'Eglise catholique, même de nos jours, répudie partout comme une profanation ! Et pourtant, ces huguenots maudits se signalent, entre tous, par leur zèle infatigable auprès des pestiférés et par le chrétien sacrifice de leur vie. Les consuls, tous protestants, demeurent fidèlement à leur poste, à l'exception d'un seul; les ministres ne discontinuent pas un instant leurs prédications; ils visitent les hôpitaux, les maisons particulières; on les voit partout où quelque victime leur est signalée.

Dominant tous ces généreux dévouements, François de Bouffard et sa digne compagne Guillemette de la Garde de Arotopoly, dont Gâches fait un si complet éloge, se mettent, eux et leur fortune, au service de la population désespérée. Sans souci pour eux-mêmes, ils visitent les quartiers les plus ravagés, les infects réduits des pauvres, en prennent même quelques-uns dans leur propre domicile et leur servent tout à la fois de médecins, de bienfaiteurs et d'amis. Exténués de fatigue, empoisonnés par les miasmes aspirés au chevet des mourants, ils succombent à leur tour. Ils meurent l'un et l'autre glorieusement, sur la brèche, laissant à leur cité le noble héritage d'un dévouement sublime et montrant de quels miracles d'amour est capable la foi nouvelle,

Castres peut compter parmi ses illustrations de plus grands esprits; mais, à coup sûr, il ne compte pas de plus beaux caractères. Et si, aux yeux des hommes, l'élévation de l'âme et les chrétiens exemples méritaient ces statues dont on est si prodigue pour la gloire humaine, — nuls n'en seraient plus dignes que François de Bouffard et sa noble compagne; couple

d'élite, un dans sa charité et dans son martyre. « De pareilles âmes, dit un historien catholique, de quelque religion qu'elles soient, sont dignes de notre admiration (1). »

La peste sévit jusqu'à la fin d'octobre, avec une si effrayante intensité que, soit par la fuite, soit par la mort, la ville devint comme déserte et l'herbe poussa dans les rues. Gâches évaluée à quatre mille le nombre des victimes ; dom Vaissette, qui ne parle que de mille quatre cents, paraît être bien au-dessous de la réalité.

III

LA VIE INTÉRIEURE DES ÉGLISES

AUX APPROCHES DE LA RÉVOCATION.

Vos pères, où sont-ils ?

(ZACH. I, 5.)

Dans l'intervalle des synodes, les Eglises vivaient de leur vie propre, comme leurs registres en font foi. Sous ce rapport les registres de l'Eglise de Viane offrent un vif intérêt. A part l'intérêt des détails, la réception officielle des anciens, la conversion au protestantisme de Jeanne Castries en assemblée publique (19 avril 1675), le baptême d'un enfant tenu par Jeanne Péliissoz et Antonin de Rotolph, avocat en Parlement, etc. ; nous surprenons dans leur action les rouages intérieurs des Eglises. Il est en particulier curieux d'assister à la séance où sont délibérées les mesures pour la célébration des fêtes et des communions. « Dans le temple de Viane, à l'issue du prêche, le Consistoire assemblé, a été procédé aux charges et censures pour les Cènes de Pâques. Donnera la coupe : Jean Rabaud, sieur de Rieucapel ; donneront les marques (les mar-

(1) Magloire Nayral, IV, 242.

reaux) les frères Dufour et Ramond ; pourvoiera à la table, les frères Barthe. Pour faire contenir le peuple, sont désignés les frères Matset et Pujol ; pour demandes extraordinaires en faveur des pauvres, les frères Lapoire et Foubonne. » On peut ainsi voir avec quelle sagesse, quel ordre, quelle ferme autorité on procédait.

Si grâce aux registres très-circonstanciés et très-curieux de Viane, on peut se représenter le mouvement intérieur des Eglises réformées aux approches de 1685, on peut d'un autre côté, par la biographie d'un chrétien vivant, heureusement retrouvée, se représenter aussi la piété fervente, active et dévouée qui caractérisait les hommes de cette génération tourmentée. Ce chrétien, c'est Jean Bonnafous, une des rares personnalités marquantes, échappées à la merveilleuse sagacité des frères Haag.

Né à Castelnau, il se prépara au ministère, comme c'était alors d'usage et de nécessité, dans la maison même et par l'enseignement du célèbre prédicateur de Montpellier, Michel le Faucheur. Consacré ministre à Brassac, il passa cinq années dans cette Eglise ; puis, il fut nommé à Puylaurens et il y demeura quarante-cinq années, malgré les appels que lui adressèrent d'importantes Eglises et quoiqu'il eût à supporter seul, sans augmentation de traitement, le fardeau d'une Eglise qui, depuis la Réformation, avait eu habituellement deux pasteurs. Fils de père et de mère craignant Dieu, élevé lui-même dans cette crainte, il donna dans sa longue carrière le spectacle d'une profonde piété, qui lui valut au près et au loin une vénération universelle. Doué d'un grand savoir, d'une éloquence pénétrante, plein de hardiesse contre le vice, il lançait des éclairs par ses yeux et la foudre parfois semblait sortir de sa bouche. Il excellait en particulier dans les services d'imposition des mains ; aussi fut-il appelé à consacrer au ministère Causse de Sorèze, Damalry de Nègrepelisse, Bonnafous de Saint-Amans, son neveu, et autres. Il publia divers écrits, notamment une prière pour le martyre, à l'occasion de son

condisciple Bastide, appelé à sceller sa foi de son sang.

Il était célibataire par choix, par principe ; il refusa de se marier « avec la fille d'un grand homme qui avait 100,000 livres de dot. » Toujours par choix et par principe, il vivait dans une grande pauvreté. Il refusait tout don en argent ou en nature, estimant sa position comme providentielle, pour mieux le détacher de la terre, dans son Eglise surtout, où tant de gens y sont extrêmement attachés. En parlant d'argent, il disait qu'il fallait « se garder de manier ces épines de peur de s'ensanglanter ». Et il poussa le désintéressement jusqu'à refuser d'être l'héritier de son propre père, qu'il conjura de léguer son bien à son frère, celui qui mourut pasteur à Castres.

L'estime dont il jouissait lui valut l'honneur de présider plusieurs synodes, entre autres ceux de Réalmont, 1658, et de Caussade, 1659. Ces synodes, très-orageux à cause d'une grave affaire (celle d'Arbussy ?), divisèrent les provinces et mirent dans tout leur jour sa sagesse et sa modération. Ce débat fut porté au Synode national de Loudun, présidé par le pieux et savant Daillé ; là, dans une des séances, le ministre de Caussade s'étant permis une parole peu bienveillante à l'adresse de Bonnafous : « Ne parlez pas de Bonnafous, lui dit le modérateur en l'interrompant, sa vie et sa conduite sont en exemple et en vénération à toutes nos Eglises. »

Bonnafous, qui priait beaucoup, agissait beaucoup aussi. Il avait surtout l'habitude, après ses prédications du dimanche et du jeudi, de visiter tous ses malades, voulant, par un culte privé, les dédommager du culte public auquel ils n'assistaient pas. On l'aimait si généralement, si vivement, que sa mort fut un deuil universel. Martel, ministre et professeur à Puy-laurens, l'ayant chargé de prêcher pour lui, pendant une courte absence, il fut saisi d'un mal subit et violent ; mais il n'en persista pas moins à remplir ses fonctions, disant « qu'un pasteur doit mourir debout, comme un empereur ou comme un bon pilote, le gouvernail à la main. » Les symptômes du mal

redoublant, on le crut atteint du choléra-morbus ; au milieu de ses douleurs, il ne cessait de prier, surtout pour l'Eglise et pour l'académie de Puylaurens.

Le 22 septembre 1676, il reçoit la visite des consuls et des anciens. On mande auprès de lui ses quatre neveux, ministres de Castelnau, de Brassac, de Saint-Amans, de Nègrepelisse. Il les bénit solennellement, ainsi que ses quatre sœurs. Le 27, nouvelle visite des consuls, des anciens, des professeurs, des fidèles. Arbussy l'exhorta et lui demanda sa bénédiction. Il la lui donne ; puis, il émet un vœu, mais d'une manière voilée, à demi-mot. Et comme Arbussy, n'ayant pas saisi sa pensée, le priait de la répéter, un des assistants fit observer qu'il s'en était ouvert à d'autres, qu'il désirait qu'on nommât son filleul (D. Amalry, depuis seize ans à Nègrepelisse) « pour son successeur dans cette Eglise. » Appelant à part son filleul, Bonnafous lui dit : « Tu sais quelle est la passion que j'ai toujours eue que tu fusses mon successeur. J'en ai parlé à ces Messieurs ; promets d'accepter vocation, si elle t'est offerte. » Quand D. Amalry lui eut promis d'accepter le cas échéant, il fut tranquille et la sérénité ne le quitta plus. De toute part lui arrivaient mille témoignages d'affection ; les proposants s'offrirent pour le veiller ; des personnes notables, des collègues, des professeurs répètent auprès de lui leurs visites, — de ce nombre Perez, ministre et professeur de théologie pour les langues orientales ; Loquet, ministre de Cuq et professeur d'éloquence. Chaque fois qu'on venait le voir, il demandait la prière. Son âme vivait tellement avec Dieu, il faisait un tel cas de ses grâces que prier tout seul ne lui suffisait pas ; — il voulait encore qu'on priât avec lui et pour lui. Il demanda qu'on priât sans cesse pour lui en public. La prière, on le voit, était bien la respiration de son âme si profondément chrétienne. Un dimanche, pendant le culte, pouvant de son lit entendre le chant, « C'est le psaume 38, dit-il, un des sept psaumes pénitentiels ; » et apprenant que la prédication est faite par M. Ramondou, ministre et professeur de philosophie : « Dieu veuille

le bénir, dit-il, et aussi le culte pour qu'il tourne à sa gloire. »

Il n'y eut pas jusqu'au curé qui ne lui fit de fréquentes visites, témoignage d'autant plus significatif qu'il est plus rare ; et ce qui paraîtra plus significatif encore, c'est que ce digne prêtre, avec une largeur peu catholique, mais très-chrétienne, recommanda plusieurs fois le ministre aux prières de son Eglise et même, à deux reprises au prône, parla de lui avec éloge « comme d'un grand homme de bien, d'une piété et d'une vertu exemplaires. » « Le seul mal, ajoutait-il naïvement, c'est qu'il est de sa religion, » — à quoi Bonnafous répondait simplement que « ce mal était un grand bien. »

Enfin, le 4 octobre 1676, il mourut en prières. C'était bien mourir en pilote, le gouvernail à la main, selon son désir. Il avait soixante-quinze ans d'âge et cinquante années de ministère, dont quarante-cinq passées à Puy-laurens. Le même jour, au culte de deux heures, Martel parla de sa mort avec une éloquence saisissante. Et le jour de l'enterrement, quoique ce fût marché, les boutiques de tout culte se fermèrent spontanément ; ce fut un émoi général dans la ville et dans les campagnes ; on l'accompagna tête découverte à sa dernière demeure ; les larmes coulaient de tous les yeux ; l'air retentit de cris et de sanglots ; car, en le perdant, on perdait plus qu'un ami, qu'un père, on perdait une de ces sources vives d'où jaillissent les bienfaisantes eaux de la vie divine la plus pure. En voyant un tel homme recueilli dans le repos de son Dieu et laissant après lui des traces bénies dont le parfum restaure encore l'âme, — qui ne se prend à répéter le vœu antique : « O Dieu, que je meure de la mort des justes et que ma fin soit semblable à la leur ! » (Nombres XXIII, 10.)

Quelques années avant sa mort et en pleine santé, il avait fait son testament, par la raison qu'il convient, comme il l'a écrit lui-même, « de ne pas attendre d'être couché dans un lit de mort. » Après avoir, en tête de son testament, béni Dieu d'être chrétien et chrétien réformé, il fait abandon à l'Eglise de Puy-laurens, où il espère finir ses jours, « des arrérages qui lui

sont dus depuis tant d'années jusqu'à sa mort. Il lui donne encore 100 livres pour l'entretien du ministère, et 100 livres pour les pauvres protestants. Il donne à Brassac 50 livres pour le ministère, et 50 livres pour les pauvres protestants. Il donne à l'Eglise de Castelnau 50 livres pour l'entretien du ministère, et 50 livres pour les pauvres protestants. »

Il fait divers legs à ses sœurs. Il donne à David Amalry, son filleul, 3 volumes in-folio de Bellarmin, les œuvres de Chamier et 5 volumes in-folio, 100 sermons manuscrits et son portrait. Il donne à Jean Cabibel, son neveu, pasteur à Roquecourbe, 100 sermons manuscrits ; à Abel Bonnafous, proposant, son neveu, 200 sermons manuscrits « pour lui faire aider dans le commencement du ministère » ; à Etienne Bonnafous, pasteur à Cuq, 100 sermons manuscrits ; et ceux qui restent à l'héritier qui les transmettra à Jean France, proposant « logé près de moi, secrétaire du testament, dicté et signé par moi, à chaque page. »

Il institue héritier universel Jean Bonnafous, son neveu et filleul, fils aîné de feu David Bonnafous, pasteur à Castres, « mon cher frère. » Il lui lègue sa bibliothèque, le charge d'hériter de ses fonctions de parrain, auprès de ses divers autres filleuls, « pour les élever en la vraie et pure religion. » Ce testament est contre-signé par Jean de Gommar, ministre et professeur en théologie à l'académie de Puylaurens, par Elie Ramondou, ministre et professeur de philosophie, et par divers bourgeois. Il fut ouvert le 7 octobre 1676.

CAMILLE RABAUD.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

L'ANCIENNE ÉGLISE RÉFORMÉE DE MONTDARDIER

(1576-1583)

Avèze, ce 29 juin 1872.

Monsieur le Président,

J'ai pensé qu'il ne serait pas sans intérêt de faire connaître le passé de l'Eglise réformée de Montdardier, aujourd'hui simple annexe de l'Eglise d'Avèze, et ne comptant plus que quelques familles protestantes ; mais avant la révocation, elle était une des plus florissantes de la viguerie du Vigan. Si vous le jugez à propos, Monsieur le Président, je passerai rapidement en revue ce que le sujet a de plus important, en le disposant en plusieurs articles.

Agréez, Monsieur le Président, les salutations respectueuses de votre dévoué,

ALPH. FALGUIÈRE.

Premier article. — *Affirmation des croyances religieuses et témoignage de foi donné par le colloque de Sauve (1576.)*

Le tres^{esme} avril mil cinq cens septante six, nous le consistoire de Mondardier estant assemblés avec plusieurs personnes dudit lieu, notamment le s^r de Mondardier y assistant, avons fait lecture, tant des articles de la discipline ecclésiastique arrestée en ce royaume que aussi la confession de foy acceptée et conclue. Laquelle discipline et confession de foy avons approuvé et approuvons en tous leurs chefz, promestant tous ensemble tant ceux que ne savent signer que les autres, de nous employer a maintenir la susdite discipline et de vouloir vivre et mourir en la foy de la susdite confession, la soustenant jusques a la derniere goutte de nostre sang moienant l'aide de Dieu, En foy de quoy nous sommes signés.

Ont signé :

M^{rs} VATILLEN jehan ministre de montdardier.

GINESTOUS (Gisard de) sr de montdardier consul.

D'OLIVET pierre écuyer, Ancien.

SALZE Anthoine, Ancien.

MAISTRE pierre, Ancien.

BARRAL Anthoine, diacre.

Pierre MARCIAL, notaire de montdardier.

MARTIZ pierre qui marquait par un petit carré long (ancien).

*Copie de lettre missive du colloque tenu en Anduze
le 7^m^e Jour d'aoust 1578.*

Salut par nostre Seigneur Jésus Christ,

Nous du colloque de Sauve estant assemblez en Anduze, pour tenir le colloque, aiant vetü vostre juste requeste par laquelle demandé estre pourvus de monsieur Vatilien ministre de la parolle de Dieu pour vous administrer icelle parolle tant au lieu de Montdardier que St Laurens.

Nous par le consentement du Synode estant ainsi assemblé au dit lieu, aiant entendu vostre bonne affection que vous avez à la gloire de Dieu, le vous avons octroïé, combien que vissions bien le moyen de l'employer ailleurs. Vous priant que comme nous assurons qu'il vous adoncera purement la doctrine de Jésus Christ que aussi de vostre part vous la receviez et rendiez saintement dignes d'icelle, et que le recognoissiez comme vous estant envoyé de Dieu par nostre moien lui administrant toutes choses nécessaires pour bien exercer sa charge. Et ce faisant Dieu vous bénira lequel nous prions, messieurs et frères vous tenir en sa grace nous recomman-
dant a la vostre.

D'Anduze, ce 5^m^e aoust 1578.

Vos bien humbles frères les ministres et anciens du colloque de Sauve, Et en leur nom.

TEREZ, conduisant l'action.

NOTA. — Le Pasteur Vatilien leur avait été donné pour essai et avait commencé son ministère à Montdardier le 47 décembre 1575. Il y était encore en 1578.

Les fragments qui précèdent ont montré l'Eglise réformée de Montdardier adhérant solennellement à la discipline ecclésiastique et à la confession de foi des Eglises réformées de France.

L'on n'en sera pas surpris, car cette Eglise, constituée en 1561, eut pour premiers conducteurs spirituels des hommes marquants, tels que le célèbre Michel Béraud, et m^e Christople de Barjac, s^r de Gasques (1).

En 1568, possédant pour elle seule le Pasteur m^e Barnabé Sufrien, elle étendit sur les paroisses environnantes son active propagande, et lorsque le colloque de Sauve leur envoya, en 1575, le pasteur m^r Vatilien, cette Eglise continua l'œuvre évangélique dont nous nous proposons de donner ici un aperçu.

Instruction religieuse des adultes.

Le huigièmes avril 1576, a esté aresté en concistoire que la cène de Jésus Christ, se célébrera le dimanche de Pasques, qui sera d'aujourd'huy en quinze jours, et que pour ce faire, a esté élu m^e Anthoine Barral et m^e Anthoine Salze pour appeller ceux que la voudront fère pour catéquiser mardi prochain, et Pierre Maître ceulx du chasteau.

Le 25^{ème} décembre 1577, a esté arresté en concistoire que dorénavant, on ne balhiera marques à ausquns de l'Eglise de Sobéras (2) et celle de St Lorens, qu'ils n'aient estés au moins catéquisés une fois en l'année, en cette Eglise.

Distribution du sixain des bénéfices Ecclésiastiques (3).

Le 27^{ème} feuvrier 1576, et en la présence de mons. Vatilien ministre, le noble Gissard de Genestous consul de montdardier, m^e Anthoine Barral diacre de ladite Eglise de Mondardier, m^e An-

(1) Sa fille, demoiselle Madeleine, épousa un gentilhomme protestant de cette localité, le s^r Pierre d'Olivet, écuyer, dont la postérité nombreuse était encore représentée à la révocation par Fulcrand d'Olivet, s^r d'Hombres, zélé protestant.

(2) Sobéras, c'est l'Escoutet, à dix kilomètres de Montdardier.

(3) Par suite de la grande quantité de pauvres que les guerres civiles avaient faits, l'assemblée politique qui eut lieu à Nîmes (janvier 1575) délibéra d'affecter le sixième des biens ecclésiastiques aux pauvres, et que là où il n'y aurait point de chapitres ou vicaires pour en faire la distribution, elle serait faite par les pasteurs et consistoires, de concert avec les consuls. La requête, présentée par l'avocat des pauvres de la sénéchaussée de Beaucaire et Nîmes à Damville, gouverneur du Languedoc, fut acceptée.

thoine Salze, Sire Jehan Olivet bailhe, m^e Pierre Maistre, mestre Estienne de La Combe, anciens de la d^e Eglise; Sire Gabriel Calvas, Sire Loys Arnail, consul et député de Rogues, et au dit jour a esté fait rolle des notâment pauvres du dt lieu et paroisse de Rogues, suivant le mandement et puissance à nous donnée, et réquisition de m^e Anthoine Salze procureur des dts pauvres.

Le 7^{ème} mars, an que dessus, a esté distribué en la paroisse que desseus aux pauvres du dt Rogues, comme de ce a esté par le rolle fait et expédié, par le procureur des dts pauvres, ce montant la somme de soixante sept livres que se monte le sixain du prieuré et bénéfice du dit Roques (1).

Le premier avril, an que desseus, arrêté que mons^r Anthoine Salze escrira à monsieur d'Assas pour le prier de faire rolle de ceux de Blandas (2) pour faire aux dits pauvres la distribution du sixain du bénéfice de leur prieuré.

Le 8^{ème} du dt arrêté en concistoire que m^e Salze, m^e Estienne de La Combe, et m^e Anthoine Barral, iront à Avèze (3), fère la distribution, avec l'assistance de monsieur de Beaufort, aux pauvres de la d^e paroisse, suivant le mandement du dt sieur de Beaufort, du sixain de leur bénéfice ce montant 41 livres 13 sols 4 deniers (4).

Discipline exercée à l'occasion du mariage.

Le 4^{ème} d'octobre 1577, le concistoire ayant entendu que le bruit couroit que Segondy de Madières (5) estoit soussonné d'avoir trompé Jeanne de Bordin de St Laurans, a arrêté que le susdit ne seroit reseau à la célébration de son mariage que premièrement il ne soit comparu en Concistoire.

Le douzieme janvier 1578, Jean Valat de Rogues, en présence de m^e Pierre Martial, de Sire Jean Olivet, m^e anthoine Barral, m^e Anthoine Salze, m^e Pierre Maistre, et m^e Estienne de La Combe, anciens, a asseuré, que sa fille, laquelle il veut donner a mariage a Estienne Arnail, à onze ans accomplis, ce qu'il assure en levant la

(1) Situé à sept kilomètres de Montdardier.

(2) Situé à huit kilomètres de Montdardier.

(3) Situé à sept kilomètres de Montdardier.

(4) A part les paroisses sus-désignées, cette Eglise fit la distribution du sixain des bénéfices des paroisses de Saint-Laurent et Pamiers, que nous n'avons pas reproduit pour abrégér.

(5) Partie du diocèse de Montpellier, partie de celui de Lodève.

main à Dieu que cela contien vérité, et promet de relever de tout damage qu'il se en pourroit en suivre quant il ne seroit ainsi. — Faïct au lieu que se dict le presche, après Iceluy dict, eu foy de quoy me suis signé au nom de la compagnie.

F. MAISTRE.

L'an 1578 et le 4^{esme} jour de juing, le concistoire estant assemblé extraordinairement au chemin près de la maison de m^r le bailhe, desoubz son estable, a savoir sir Jean olivet, m^e anthoine Salze, m^e Jean Bonhome, m^e Estienne de La Combe, Pierre maistre, Pierre Gros antiens de la présente Eglise réformée de mondardier, ayant veu la attestatoire des annonces du mariage de Raimon Bodun et de Julianne Besse de la Vaquerie (1), laquelle nous semble un peu maigrement couchée selon l'article de la discipline ecclésiastique, toutefois pour certaines raisons, avons ordonné que leur mariage seroit célébré en l'église, selon la fason ordinaire et accoutumée. En foy de quoy ceux qui se scavent signé, nous sommes signés.

Discipline Ecclésiastique au sujet du jeu.

Le 29 may 1578, le Concistoire étant assemblé, a arrêté que m^e Ant-Salze appelleroit Pierre Teulon de Rogues pour la seconde foy pour ce qu'il n'estoit venu, ayant esté apellé par m^e Jean Bonhome et par monsieur le ministre, et lui avoit promys de venir, et ensemble le subzdit Salze appellera Bernard Faissat de Rogues.

Le Concistoire ayant entendu le sus dit Teulon lui a remontré sa faulte, et a ordonné qu'il en demanderoit à Dieu pardon et prometroy de ny retourner plus, ce qu'il a fait, et lui a esté intimé que la première foy qu'il seroit convaincu d'avoir joué aux cartes, il seroit privé de la cène, pour se qu'il en avoit montré un trop grand inesprys, quant il avoit joué toute la journée après l'avoir reseue, comme il l'a confessé cy-deseus.

MAISTRE.

Formule de baptêmes d'enfants appartenant à des familles distinguées.

Le 17^{esme} avril 1583, a esté baptisé au chasteau d'Assas (2) d^{lle} Jeanne d'Assas, fille d'Anthoine et de Jeanne Raousse, laquelle

(1) Paroisse située à plus de vingt-cinq kilomètres de Montdardier, qui faisait partie du diocèse de Lodève.

(2) Le château d'Assas est situé dans la paroisse de Blandas, et la famille

a esté présentée au baptême par Pierre de Raoux et Marie de St Julien.

Le dimanche 4^{esme} juhet 1583, au chasteau de noble Estienne de Peyran, sr de la Pomarède, à St Maurice (1), a esté baptisé Anthoine Peyran fils du dt sieur, et de damoiselle Thoraine de Sobeyras mariés, présenté par noble Anthoine de St Julien sr de St Julien et par d^{lle} Gabrielle Guirade, femme de Jean de Sobeyras, sr de Planque, de St Hippolyte.

Le 5^{esme} jour du mois de décembre 1584, dans l'Eglise de nostre Seignepr Jésus du lieu de Mondardier a esté baptisé une fille de Pierre Teulon de Rogues, et d'Isabelle Osselle, sa fame, présentée par noble Foerant d'Assas et damoiselle Aly sa fame.

Baptêmes et mariages des familles protestantes des paroisses environnantes de Montdardier, administrés par le pasteur de cette Eglise (1580-1583.)

Rogues. — 30 Novemb 1580, baptisé Jean Faissat fils de Louis et de Françoise Aguze.

Rogues. — Idem, baptisé André Faissat fils de Anthoine et Jeanne Rovière.

La Jura de Blandas. — 30 Nov, baptisé Jean Olivet fils de Jean et Jeanne Perière.

Rogues. — 19 mars 1581, baptisé Jean Valat, fils de Marc et Toraine Gounelle.

Madierès. — 7 mai, baptisé marthe Focat fille de Francois et Florelle Benoit.

Rogues. — 13 aout, baptisé marguerite Faissat, fille de François, et Marguerite.

Rogues. — 7 juillet, baptisé, marguerite Faissat, fille de Claude et Marguerite Faissat.

(2) St Guilhem, le désert. — 20 Sept, baptisé Gabrielle Bonhourc fille de Marc, et Marguerite Bénézet.

d'Assas, propriétaire de ce château, était celle d'où sortit plus tard le célèbre chevalier de ce nom.

(1) La paroisse de Saint-Maurice est située à vingt kilomètres de Montdardier, et ne possède actuellement que fort peu de protestants. Elle faisait alors partie du diocèse de Lodeve.

(2) Cette paroisse, située à trente-cinq kilomètres de Montdardier, possédait une abbaye célèbre. Elle faisait partie du diocèse de Montpellier.

Rogues. — 10 janv, 1582, baptisé Jeanne fille d'Anthoine Arnail et de d^{lle} Valat,

Madières. — 18 aout, marié Guilhem Roques et Julianne Gay des Nages.

Blandas. — 10 sept, baptisé anne Borier, fille de Pierre, et Pasquale Martin.

Rogues. — 22 octob, baptisé Jean Vidal, fils de Bernard et Marguerite Bertrand.

Rogues. — 5 décemb, baptisé, marie Teulon fille à Pierre, et Isabelle Osselle.

Rogues. — 6 Février, baptisé anne fille d'Euzière et Madeleine Roque.

La Vaquerie. — 25 mars, baptisé Etienne Euzy présenté par Forcand Olivet.

Leclaux-Rogues. — 22 octobre, baptisé Pierre Faissat fils à Nadal et francéze Martin.

Chateau d'Assas-Blandas. — 1583, 16 avril, baptisé Jeanne d'Assas, fille d'Anthoine et Jeanne Raousse.

Espinasse. — 15 mai, baptisé Pierre Oriol, fils de Guilhem Oriol, et Catherine Baumie.

Rangnes. — 22 mai, baptisé Jacques Faissat fils de Claude, et de Marguerite Faissat.

Le Claux. — Idem, baptisé Suzanne Gout, fille de Anthoine, et de Clare Martin.

St Laurent. — 17 juillet, baptisé Louise Du Puy, fille de Louis et Louise Aguze.

St Maurice. — 4 juilhet, baptisé Etienne de Peyran, fille d'Anthoine et de Toraine de Sobeyras.

NOTA. — Les baptêmes et mariages des familles protestantes des paroisses de Saint-Laurent, et Sobeyras (Escoutet), formaient un registre à part.

MÉMOIRES DE MONTBONNOUX OU BONBONNOUX

BRIGADIER DES CAMISARDS DANS LA TROUPE DE CAVALIER

Sous ce titre : *Les aventures d'un chef Camisard*, on a déjà inséré dans le *Bulletin*, t. XVII, p. 420, 433, un fragment des *Mémoires* de Montbonnoux emprunté à l'intéressante publication de M. Frosterus : *les Insurgés protestants sous Louis XIV*. Une obligeante communication de M. Edmond Hugues met à notre disposition la première partie de ces *Mémoires* demeurée inédite. Elle présente un tableau si naïf et si animé de la vie d'un de ces volontaires du Désert qui fournirent à Cavalier ses plus énergiques lieutenants, et ne déposèrent pas les armes avec lui, que nous n'hésitons pas à la reproduire, comme le complément du curieux journal de Tobie Rocayrol. (*Bull.* t. XVI, p. 273, 321).

Montbonnoux fut un des derniers acteurs survivants de cette tragique époque. On ignore la date précise de sa mort ; mais on sait que retiré, vers 1730, en Suisse, il y trainait encore sa pénible existence, vieux et accablé d'infirmités, en 1754. Quarante ans auparavant il avait rencontré pour la première fois au Désert le futur restaurateur des Eglises, Antoine Court, à la demande duquel il composa, sur la terre d'exil, la relation qu'on va lire :

Monsieur,

Si j'ai différé de vous donner la relation que vous avez eu la bonté de me demander tant de fois des dangers auxquels j'ai été exposé depuis l'année 1703, ma principale raison a été la crainte que plusieurs ne m'accusassent de vanité. Mais enfin la providence m'ayant heureusement conduit en Suisse, j'ai pris la résolution de vous satisfaire, je vous prie d'excuser le deffaut de ma plume.

Je suis né à Bracassargues, dans le Diocese de Nimes, en Languedoc. Je suis fils à Jacques Bonbonnoux et de Anne Durand du lieu de Fressac dans le Diocese d'Alaix. On me fit apprendre, de ma tendre jeunesse, le mestier de facturier en laine ; pour cela je fus mis en apprentissage chez M. Martin de Canaule. Dans ce temps là on été fort exact à faire assister la jeunesse réformée à la doctrine et à la messe. Un jour que mon maitre m'avait envoyé chez le prêtre du lieu pour y gribler du blé, je pris occasion de prier le prêtre de me dispenser d'assister à la messe et de venir à la doctrine ;

je lui allegai pour raison que presque tous les samedis j'étois obligé d'aller chez moi, ou pour y chercher de l'essence, ou pour y changer du linge. Mais le prêtre m'ayant demandé si lorsque j'étois à mon païs, j'allois à la messe, je lui répondis que oui, en quoy je faisais un péché pour en éviter un autre, car je disois un mensonge, ayant en abomination la messe. Et cela est si vrai que je fus condamné moi seul à paier la moitié de la taxe qu'on avait imposé à notre communauté pour la garde d'Orange, seulement parce que je n'allois point à la messe.

Je dois dire cependant que, quelque horreur que j'eusse pour la Messe, on n'en doit pas attribuer la cause aux grandes connoissances que j'eusse sur la religion, car j'ai atteint l'âge de 36 années ou plus avant que de connoître seulement la première lettre de l'alphabet ABC.

Mais quelque horreur que j'eusse pour la Messe, hélas ! j'eus le malheur de me précipiter dans le péché, je veux dire d'aller à la Messe pour accomplir mon mariage. Que mon crime est grand ! O Dieu, tu le sais, pardonne le moi et tous les autres que j'ai eu le malheur de commettre !

Ayant perdu avant la fin de la première année de mon mariage une épouse que j'aimois avec tendresse, je fus dans une affliction extrême. Les réflexions que je faisais continuellement sur le péché que j'avois eu le malheur de commettre en me prosternant devant ce Dieu de pête qu'adore le catholique, augmentoit infiniment ma peine ; je ne pouvois ni travailler, ni manger, ni dormir. Mon crime m'effraioit continuellement ; je me disois sans cesse que mon épouse et moi, nous l'avions commis contre nos propres lumières.

Je me représentois surtout mon épouse extrêmement coupable, car elle avoit fréquenté les saintes assemblées ; elle avoit été faite prisonnière dans une assemblée convoquée aux environs d'Anduze. Elle avoit soutenu avec fermeté sa prison dans la fameuse tour de Constance où elle avoit été enfermée. Elle s'étoit tenue cachée chez ses parents, après être sortie de sa prison, pour ne point aller à la Messe. Plus elle me paroissoit courageuse dans tout cela et plus je la trouvois criminelle d'avoir succombé à la tentation avec moi d'aller à la Messe pour accomplir notre mariage. Je me représentois encore la fermeté de la mère de mon épouse, et celle de deux de ses sœurs qui plus attachées à leurs devoirs qu'à leur patrie,

aimèrent mieux être transplantées dans un nouveau monde où elles ont terminé glorieusement leur carrière que de renoncer à leur religion.

Je me représentois enfin la fermeté de ma propre mère qui avoit soutenu courageusement la prison pour avoir fréquenté les saintes assemblées, et me reprochant de n'avoir pas suivi un exemple qui étoit si digne de nous servir de modèle, j'en étois si abbatu et si accablé que je n'ai point de larmes pour vous le représenter.

Cette grande affliction produisit un heureux effet sur moi, elle me détacha d'une manière particulière du monde et m'inspira le pieux dessein de servir Dieu dans les assemblées de ses fidèles, quoi qu'il pût m'en arriver. Dans ce dessein je me rendis dans une de ces assemblées qu'on avoit convoqué près de Cernaule, dans une église de catholiques que les Camisards avoient déjà brûlée. Je fus fort édifié de la prédication qu'un jeune homme âgé d'environ trente années nommé Coutelle (il étoit de St-Donizi en Vau-nage) (1) nous fit, et quoi qu'il y eut une fausse alarme que les ennemis venoient fondre sur nous, je ne renonçai point au dessein que j'avois formé de continuer d'assister aux saintes assemblées.

Environ trois semaines après, je résolus d'aller joindre une troupe des camisards qu'il y avoit dans les Cévennes, et d'examiner par moi-même leur conduite, et si j'en étois édifié, de demeurer avec eux, ou s'il en étoit autrement, de m'en retourner chez moi. Je ne communiquai cette résolution à personne, afin que si par la raison que je viens de dire j'étois obligé de m'en retourner chez moi, je pus le faire sans danger.

Mais comme la conduite des camisards a été fort blâmée, et qu'on a accusé le plus grand nombre de ne s'être jeté parmi eux que pour des mauvaises affaires, il est important pour moi que je vous déclare ici, devant Dieu, que je ne pris ce parti que pour des raisons qui selon moi intéressaient également et la gloire de Dieu et mon salut. Je n'avois point de mauvaises affaires. J'étois aimé, chéri parmi mes compatriotes. Si j'avois contracté quelques dettes qui étoient en général peu de chose, je les acquitai toutes avant de partir. Je rendis la dot que j'avois tiré de mon épouse, et après avoir tout acquité, j'abandonnai encore 7 louis d'or en pièce, avec quelques

(1) Tout ce que l'on met entre parenthèses se trouve en marge dans le manuscrit.

argent monoié, entre les mains d'un de mes parents dont je n'ai jamais reçu la valeur; j'abandonnai meubles, linges, et autres choses qu'il faut dans un petit ménage; j'abandonnai les laines et estanes? que j'avois encore dans ma petite boutique; j'abandonnai enfin le Novales (*sic*), que j'avois deffrichées et semées, qui valoient plus de deux cent cinquantes livres, et que j'avois tout gagné à la sueur de mon visage, n'ayant encore rien eu de l'héritage de mes parents. Je puis vous protester même, Monsieur, en toute vérité, que je renonçai à tout avec la même disposition que si je ne l'avois jamais possédé. Ce n'est donc ni par depit, ni par fénéantise, ni par des mauvaises affaires, que je pris parti parmi les camisards, mais uniquement dans la vue de glorifier Dieu et de travailler à mon salut.

Mais il est tems que je vous fasse brièvement le détail de tout ce dont je pourrai me souvenir, et qui m'est arrivé dans l'espace de 27 années et environ 7 mois que j'ai vécu dans le désert.

Je partis donc de chez moi un soir après soupé, au commencement de l'année mil sept cent trois. J'étois accompagné de quelques jeunes gens dont l'un desquels, Pierre Claris, avoit été déjà parmi les camisards. Nous fîmes environ deux lieues cette nuit et nous allames loger dans une maison de campagne (le Montaud) audessus de Durfort, où un honnête homme (Olivier) eut la bonté de nous donner à manger pendant un jour que nous y sejourname. Des là nous fumes dans un petit hameau (Ponçot) proche de Mialet en Cévennes. Je me souviens qu'avant que d'arriver à ce hameau, nous nous mîmes plus d'une fois à genoux pour prier Dieu qu'il nous garantit des ambuscades des ennemis, y ayant beaucoup à craindre de donner dans quelqu'une, surtout au pont de Salendre par où nous devons passer, mais heureusement nos vœux furent exaucés.

Nous demeurames quelques jours dans notre hameau, pendant lesquels nous priames Dieu et le jour et la nuit, nous chantames des psaumes, nous lumes l'Ecriture sainte, et un jeune garçon, Pierre Cabanis, du lieu de Quissac, agé d'environ dix-sept années, nous adressoit une exhortation ou un espèce de sermon tiré de passages de l'Ecriture sainte, et qu'il accompagnoit de ses reflexions; en un mot, notre devotion étoit telle que j'étois ravi en admiration, et j'avois bien lieu de m'écrier avec un célèbre patriarche : C'est ici la Maison de Dieu et je n'en savois rien.

De notre hameau retrogradant sur nos pas nous tirames vers Manoblet, et nous logeames dans une maison (Verdeihie) d'où nous eumes la douleur d'entendre les coups de fuzils qu'on tiroit sur nos frères, à Pompignand, où ils furent fort mal traités. Le soir de cette fatale journée, changeant d'asile, nous trouvames sur nos pas quelques uns des réchapés qui avoient trouvé leur salut dans la fuite. Nous fumes tous ensemble dans un village (Les Montezers) où Daniel Gui, le plus distingué du triste débris, récita, après s'être pansé une blessure qu'il avoit reçue dans le combat, avec tant de zèle la prière qu'on trouve à la fin de la Pratique Chrétienne pour un troupeau desolé, que je fus comme ravi en extase. Cette prière finie, il fut resolu entre les chefs de cette petite troupe sans qu'on me le communiquat, que pour apprendre aux ennemis que tous les Camisards n'avoient pas été tués à la bataille de Pompignand, nous irions bruler l'église de Durfort. C'est ce qu'il fut executé de la nuit même.

Après cette exécution nous fumes joindre Cavalier aux maiteries de Cardet où il avoit eu la rougeole, maladie qui l'avoit empêché d'être au combat de Pompignand.

De Cardet nous passames le Gardon sous la conduite de Cavalier. Alors cette rivière étoit extrêmement forte. Quelque fois elle nous a servi de barrière, mais d'autres fois elle nous a exposé à d'éminents dangers pour la guaier. Je me souviens qu'un jour cinq de nos cavaliers (Cavalier, Francezet de Beauvoisin, Jacques de Lussan, tous trois précicateurs, Deleuze de Pierredon près d'Auduze dont le cheval fin... et lui n'échappa qu'à la nage, et un autre dont j'ai oublié le nom, en ayant voulu sonder le gué, furent emportés par la rapidité de l'eau, et s'ils en sortirent, ce n'en fut qu'après bien des perils et des efforts.

Un jour ayant été avertis par je ne sai pas qu'elle voie, qu'un gros détachement des troupes devoit passer le long du grand chemin au dessous de Vezénobre, nous nous mimes en devoir de lui livrer le combat. C'est ici le premier ou je me sois trouvé. Avant que de paroître devant les troupes le Sr Daire, jeune prédicateur, agé d'environ trente ans, nous exhorta avec beaucoup de zèle au combat et à la mort. Dès que nous parumes les soldats temoignerent beaucoup de plaisir; je me souviens que j'en vis sauter de joie. Elle ne dura pas longtemps; au chant du psaume LII^e, entonné par

le nommé Adan (il étoit âgé d'environ 60 ans, cordonnier de sa vocation, du lieu de S^t Maurice), nous fonçames sur eux; ils prirent la fuite sans tirer même sur la place un coup de fusil. Nous les poursuivîmes; en chemin faisant un de mes camarades, Souton de Quissac, qui étoit devant moi, lève un fusil et me le remet; je n'en avois encore point porté; à quelque pas de là j'en trouve un moi-même, je m'en saisis (c'est le fusil dont je me suis toujours servi, et quoique j'en ai trouvé de plus beau, je n'ai point changé) et je remets l'autre à qui me l'avoit donné. Un peu plus loin je vis tomber à ma gauche le frère aîné du fameux Ravel, le seul de nos gens tué dans ce combat et expédié par quelques soldats retranchés derrière la muraille d'un jardin. Ce tragique événement, le seul que j'eusse encore vû de cette nature, fit si peu d'impression sur moi, que je ne laissais pas une seconde de m'éloigner de plus de deux cents pas de nôtre troupe en poursuivant les fuyards. Mon zèle à les poursuivre étoit si grand qu'il me sembloit que nous devions les prendre par les cheveux et en voir la fin, et ce ne fut que la rivière des Gardons que les fuyards passèrent précipitamment, en desordre et fort mal à leur aise, qui arrêta ma pointe. Etant encore au bord de la rivière, je me vis salué par quelque coup de fusils tirés par les soldats qui étoient à l'autre bord, et à qui les esprits commençoient de revenir. Mais ne jugeant pas à propos de me roidir contre les balles de petits globes que j'entendois siffler mais que je ne voyois pas, je crus devoir m'en mettre à couvert en me jettant ventre à terre. C'est ce que je fis, et les soldats croiant sans doute que ma chute venoit d'une autre cause, se retirèrent; c'est ainsi que se termina le premier combat où je me sois trouvé.

Les exercices de piété étoient fréquens parmi nous : nous avions des lecteurs entre autres, M^e Ama de Cevennes et de Navacelle qui portoit le nom de Navacelle; des chantres, entre autres Picard, du lieu de Blausac, Braullet de Sommière etc., et surtout des prédicateurs, Cavalier, le plus renommé de tous; Moïse d'Uzès, François de Beauvoisin, proche Nîmes, Jalaguier de Cassagnolles, Jacques de Lussan, Mathieu de Cruvier, Ré..... de Gallargues, Daire de Vaunage, Pierot de Vaunage; ces deux derniers furent arrêtés du côté de la Guienne, et exécutés. Il y avoit encore quelques prédicateurs dont j'ai oublié le nom, qui entroient tour à tour

en fonctions. Le peuple venoit de toute part pour les entendre. Bien souvent nous avions deux exhortations ou prédications par jour.

Nos courses étoient continuelles, rarement nous séjournions deux jours dans un même endroit. Les Réformés des lieux circonvoisins où nous campions, nous apportoit des vivres : Les uns une chose et les autres une autre ; celui-ci du pain, celui-là du vin, ce troisième de la viande. Lors qu'ils étoient avertis de notre arrivée un peu à l'avance, ils nous préparoient de la soupe qui étoit pour l'ordinaire de légumes, fèves, poids chiches, qu'on nous apportoit quelque fois dans des vaissaux de bois qu'on appelle en terme de pais semaux ou cornue. Notre troupe étoit divisée par brigades ; chaque brigade avoit environ quarante hommes et deux brigadiers à la tête. Dès que les vivres qu'on nous devoit apporter étoient arrivés, on les assembloit tous dans un même endroit et on les remettoit entre les mains de deux ou trois distributeurs généraux qu'il y avoit dans la troupe, Jonquet de St Chaptès, Clary de Quissac, Daniel Gui de Nîmes ; ceux-ci les remettoient entre les mains des brigadiers de chaque brigade, après en avoir fait des portions aussi égales qu'il leur étoit possible ; ces brigadiers faisoient assoir leur brigade, et distribuoient à chacun une portion de ces vivre, autant égale encore qu'ils le pouvoient. A l'égard de la soupe, comme pour l'ordinaire il n'y en avoit pas pour tous, on la distribuoit aujourd'hui à une ou deux brigades, suivant qu'il y en avoit et demain à deux ou trois autres, ou à autant que la quantité le pouvoit permettre.

Le second combat où je me sois trouvé fut à Lussan à trois lieues d'Uzès. Nous étions campés au devant d'un logis qui est précisément au dessous de Lussan, lorsque nous aperçûmes les troupes paroître à une hauteur qui est le long du chemin du Lussan à Uzès, et lorsque nous étions fort piqués contre les gens de Lussan, qui, bien loin de nous fournir quelques vivres que notre commandant leur demandoit pour sa troupe, eurent l'insolance de tirer sur deux de nos gens que Cavalier leur avait envoyés pour cela et dont l'un desquels (Le nommé La Grandeur) fut blessé au bras. Dès que nous nous fumes aperçus des troupes, nous nous avançâmes vers elles, et à notre ordinaire nous nous mîmes à chanter un psaume. Les troupes ne s'intimidant pas, et faisant de leur part autant de chemin,

nous fumes bientôt les uns des autres à la portée des fusils. Nous ne tardâmes pas à nous saluer. Mais bientôt les troupes furent en déroute. Nous nous mimes après elles. S'étant dispersées, nous fîmes trois pelotons de nos gens et poursuivîmes de si près les soldats que je vis Catinat les prendre par les cheveux. Mais emportés inconsidérément dans une hauteur où il y avoit beaucoup de murailles, et étant peu en nombre, les soldats se camperent derriere et firent feu sur nous, en sorte que je voyois tomber devant nous des branches de chênes blancs que le balles fracassoient. Nous fumes obligés de reculer, et nous perdîmes quelque bagage que nous avions pris sur eux. Nous campâmes de nouveau sur le champ de bataille, et tous nos gens s'y étant rassemblés, nous y restâmes assez longtemps pour voir s'il ne prendroit pas envie à l'ennemi de sortir de ses retranchements et d'en venir encore une fois aux mains. Mais trop contents de ce qu'ils venoient d'essuyer, ils n'eurent pas le courage d'abandonner leurs murailles. Ainsi n'y ayant plus rien à faire nous nous retirâmes en bon ordre, apres avoir bien battu l'ennemi, sans avoir perdu et un de blessé. Nous fumes nous rafraichir à une lieue de là, à Seyne, où nous trouvâmes un tonneau de vin qui appartenoit à un Prêtre et qui tomba entre nos mains fort à propos, n'ayant encore ni bu ni mangé ce jour là.

Ne m'étant pas proposé de vous indiquer les dates des événemens que je vous raconte (ne me les rappelant pas) je vous dirai que quelques tems après le combat dont je viens de vous parler, il fut résolu que nous irions dans les Cévennes. Peut-être même que Cavalier avoit quelque dessein de mener sa troupe en Vivarès; quoi qu'il en soit, nous partîmes du côté de S^t Hipolite de Cazou pour nous rendre au Colet de Dèze en Cévennes, traversant des pais tous catholiques; quelque uns de nos gens s'écartèrent de la troupe, et se mirent en devoir de se saisir des armes qu'ils pourroient trouver chemin faisant. Mais malheureusement étant tombés dans quelque endroit où quelques catholiques s'étoient retranchés, ils virent périr a leur cotéz un de nos meilleurs soldats, le nommé Res-siaire qu'ils transporterent à la troupe sur un cheval ou sur un mulet. Ce triste accident nous toucha tous, mais en particulier notre commandant en fut très-affligé. Apres ce facheux evenement Cavalier nous fit marcher en ordre au son du tambour, nous avions

alors, si je m'en souviens bien, six ou sept caisses, ayant à notre tête tous ceux de nos gens qui étoient vêtus des habits de soldats tués au combat de Lussan où à d'autres qui l'avoient précédé. Nous n'étions pas alors éloignés d'un village appelé la Salle, à une ou deux lieues au dessus d'Alais, proche de Brenoux.

Le son de nos tambours produisit deux effets contraires sur les habitants de ce lieu : d'abord ils nous prirent pour des camisards et en eurent une chaude allarme ; mais ayant observé que ceux de notre tête étoient en habit uniforme, ils passèrent soudainement dans un état contraire et nous prenant pour des troupes qui prece-
doient la marche du maréchal de Montrevert qui, selon le bruit d'alors, devoit monter dans les Cevennes, en eurent une véritable joie, et quelques uns s'avancèrent pour nous la témoigner. Mais quelle ne fut pas leur surprise de se voir arrêtés prisonniers, exhortés à la mort et expédiés peu de moments après. L'aragème (*sic*) découvert, ceux des paisans qui n'avoient pas été si prompts à nous venir temoigner leur joye, s'en retournerent dans leur village où nous ne jugeames pas à propos de le suivre. Nous continuames notre marche, et eux de leur coté sans doute alèrent porter à tous leurs environs des nouvelles de la triste aventure qui venoit d'arriver à quelques uns de leur compatriotes.

C'est qui nous procura vraisemblablement, dès la nuit même, une visite à laquelle nous ne nous attendions pas et de laquelle nous serions fort bien passés. Car étant campés hors du Colet de Déze ; nous fumes surpris subitement par des gens qui faisoient feu sur nous et nous éveillèrent en sursaut par les balles qui siffoient sur nos têtes. Notre allarme fut si chaude que loin de nous mettre en état de deffence, nous primes la fuite, et notre fuite fut si precipitée que tenant mon fusil à travers de mon corps, ceux qui étoient autour de moi se pressant contre m'emportèrent plus de six pas. Notre dispersion fut grande, et nous perdîmes sur la place et nos tambours et nos chevaux. Le lendemain nous nous rassemblâmes sur une haute montagne, au nombre d'environ cent ou cent cinquante. Accablés de fatigue, pressés du froid ou de la faim, n'ayant rien mangé le jour précédent j'achetai un carteron de chataignes, d'une pièce de trente sols que je me trouvai d'argent, et je les distribuai à ceux de ma brigade qui les trouvèrent excellentes quoique crues. Une heure après, notre commandant qui s'étoit réfugié avec

le gros de la troupe dans un village, nous envoya chercher. Nous fumes le joindre, et les paisans ayant apporté de tout côtés de vivre, nous donnèrent à diner.

Quelques jours après, retournant à peu près sur nos pas, nous fûmes logés à St Paul la Coste : Pendant la nuit nous entendîmes tirer sur nos sentinelles : Nous nous mîmes sous les armes, mais n'entendant plus rien après avoir redoublé nos sentinelles, nous nous tranquillîmes jusqu'à la crespule (*sic*) du matin que nous debusquâmes pour nous rendre dans une colline appelée Mallebouise, où il fut fait trois publications ce jour là, et où il s'étoit rendu je ne sais quel nombre de personnes qui étoient accourues de tous cotés pour assister à nos exercices religieux. Mais je dois dire ici une aventure particulière et dont le dénouement ma fait toujours craindre qu'il n'eût attiré la colère du Ciel sur nous et qu'il ne feut la cause de notre deffaitte la nuit suivante, ainsi que je vas vous l'apprendre dans un moment. Comme nous partîmes de St Paul la Coste pour nous rendre dans notre colline, quelques uns de nos gens ayant quitté le gros de la troupe pour visiter quelques maisons écartées, ils trouverent dans une de ces maisons trois paisans armés qui pour être les bien venus dans cette maison qui étoit protestante, où peut être pour quelqu'autre sujet s'étoient dit être de notre troupe, et s'étoient mis à table où ils étoient mangeant et buvant lors que nos gens entrèrent. Surpris de la venue des gens qu'ils n'attendoient point, ils n'eurent rien à répondre à la question qu'on leur fit, d'où êtes-vous? qui êtes-vous? Leur ruse découverte et soupçonnés avec raison d'être de ceux qui pendant la nuit avoient tiré sur nos sentinelles, ils furent amenés prisonniers à notre troupe où après les avoir gardé pendant tout l'exercice, ils furent expédiés sur le soir. Mais cette expédition, quoique peut être bien meritée, arrivée un jour de Dimanche, après avoir été tout le jour occupé de l'exercice divin, me fit une peine infinie, et je n'ai pu m'empêcher de croire quelle n'eut attiré la colere de Dieu sur nous, et quelle ne feut l'occasion de la deffaitte que je vas vous raconter présentement.

L'exercice de piété fini, le soleil près de son couchant, nous quittâmes notre colline pour nous rendre dans une maison déserte appelée la tour de Bellot située au milieu d'un champ sur le chemin d'Alaix à Anduze, et à une lieue de l'une et de l'autre de ces deux

villes (1). Nous arrivâmes à cette maison à une heure de nuit, tant pour nous y reposer que pour prendre quelques rafraîchissements que les paisans des environs devoient nous y apporter. Après avoir formé notre corps de garde, qui étoit d'environ soixante hommes ce soir là, avec leurs brigadiers, qui étoient le nommé Boulidou, du lieu de la Cadure, et moi, nos gens se couchèrent et s'endormirent. Quelques temps après, dans la nuit, nous entendîmes quelque bruit, je fus pour reconnoître ce que c'étoit. Il y a apparence qu'on avoit surpris et tué nos sentinelles ; du moins nous n'en entendîmes plus parler ; je n'eus pas de peine à découvrir, par la clarté de la lune qu'il faisoit alors, que c'étoient nos ennemis qui venoient à nous. A cet aspect je tire sur l'ennemi, mais je ne fus secondé que par un autre ; je crois que ce fut mon collègue. Alors l'ennemi tira sur nous en s'avancant, et dans ce moment tous ceux qui étoient autour de moi prennent la fuite. J'ai beau crier : *arrêtez-vous* : personne ne m'écoute. Un esprit d'étourdissement semble s'être repandu sur tous ceux qui sont dans la maison et différent d'en sortir ; l'ennemi profitant de la fuite de ceux du dehors et de la paresse de ceux du dedans se saisit de la porte. Je fais tout ce qu'il depend de moi pour rallier quelques uns des fuyards. A peine en rassemblé-je d'abord une douzaine. Je les exhorte à prendre courage et à faire ferme contre l'ennemi pour dégager ceux de nos gens qui étoient dans la maison ; mais trop peu en nombre, nos coups ne firent que blanchir. Quelques uns de ceux qui étoient dans la maison prenant courage, tentèrent de s'ouvrir un passage à travers l'ennemi ; la muraille qui enfermoit la cour de la maison s'éboule sur leurs pieds ; la brèche les favorise ; quelques uns échappent, d'autres sont écharpés. Ceux qui n'osent pas sortir tirent toujours sur l'ennemi et se défendent avec plus de bravoure que ne le laisse penser le peu de fermeté qu'ils témoignèrent à suivre l'exemple de ceux qui au péril de leur vie s'ouvrent un passage pour sortir d'une maison qui va desormais être mortelle pour tous ceux qui n'en sortiront pas. L'ennemi recevant de moment en moment du secours, en devient toujours plus furieux et plus acharné. Notre peloton grossit aussi ; Cavalier vient se joindre à nous ; il nous trouva retranchés derrière un petit rideau formé par

(1) Voir sur cet épisode de la guerre des camisards (29 avril 1703), l'*Histoire des Pasteurs du Désert*, par Nap. Peyrat, t. I, p. 447-451.

un espèce de vallon d'où nous avions fait quelques décharges. Mais l'ennemi renforcé toujours par des nouveaux secours, le jour s'approchant, craignant d'être investis par des nouvelles troupes, notre commandant nous dit : *Enfans retirons-nous*. C'est ce que nous faisons, laissant de part et d'autre des morts sur la place, et ce qu'il y avoit de plus fâcheux encore de nos gens enfermés dans la maison qu'on massacra ou qu'on brula lorsqu'ils eurent fini leur munition. C'est ainsi que se passa cette fatale nuit, où nous ne fumes point ces soldats braves et courageux que nous avons été dans tant d'autres occasions. Notre troupe demeura après en échec, longtemps fort petite ; ce n'est pas que tous ceux qui nous manquoient eussent péri, mais la plupart découragés par cet événement se retirèrent dans leurs maisons.

Quelques tans après nous étions campés dans un vaste enfoncement qu'il y a tout près de Nage, lorsqu'on nous vint dire que les troupes étoient déjà dans ce village. Nous courûmes vers eux pour les garantir des mains de soldats. Mais passant dans une rue, les soldats qui s'étoient saisi d'une maison me couchèrent en joue ; heureusement leur fusil fit fauxfeu, car sans cela je perdois la vie, sans combattre, ni sans avoir vu l'ennemi, me tirant à bout touchant. Retournant sur nos pas, on nous aprit que les Dragons venoient fondre sur nous. Nous gagnâmes la hauteur, et ici une fille, Lucrette la Vivarde, assise sur le penchant de la montagne, criait : *Courage, vive l'Epée de l'Eternel!* Nous fonçâmes sur les dragons, nous en renversâmes un par terre, et nous mîmes en fuite les autres.

Un jour étant parti d'un bois appelé prime-combe qui est entre Fontanes et Vic nous allâmes bruler le couvent de Sommiere ; Mais comme j'étois en sentinelle, on me tira de si près que je vis une balle s'appliquer devant moi à la muraille ; je risquai beaucoup ; Mais heureusement Dieu voulut que le coup passa à coté de moi sans me toucher. Les soldats ayant fait une sortie, nous les repoussâmes. Le couvent brûlé nous nous retirâmes au bruit de quelques pieces qu'on nous tira du Château de la ville.

Un gros détachement de Miquelets passant le long du chemin d'Anduze a Durfort rencontrèrent un de nos gens dans quelque maison qui étoit sur leur chemin, le tuèrent et decouvrant nos sentinelles, car nous n'étions pas campés fort loin de là dans un bois,

lieu appelé les Roques proche de Tornac, ils vinrent à nous ; mais ils furent si bien reçus et si bien poursuivis qu'ils ne furent pas long temps à condamner sans doute leur entreprise. Quelques uns restèrent dans la fuite, et les autres eurent heureusement pour asile le Château de Vibrac qu'on ne leur ouvrit qu'avec peine, ceux de dedans craignant quelque surprise.

(*La suite au prochain numéro.*)

BIBLIOGRAPHIE

LA SAINT-BARTHÉLEMY DEVANT LE SÉNAT DE VENISE. — Relations des ambassadeurs Michiel et Sigismondo Cavalli, traduites et annotées par W. MARTIN.

Les relations des ambassadeurs vénitiens ont acquis de nos jours une grande autorité. L'usage qu'en fit Léopold Ranke dans son bel ouvrage sur la papauté, attira l'attention sur ces précieux documents que les publications de Tommaseo en France, d'Eugenio Alberi en Italie, mirent à la disposition du public savant. L'ingénieux explorateur des archives de Venise, M. Armand Baschet, ramena, par deux ouvrages remarquables, l'attention sur ces monuments de sagesse et de pénétration politique trop longtemps ignorés. L'histoire moderne s'éclaire d'un nouveau jour à la lumière de ces documents révélateurs. On apprend à mieux connaître les causes des événements les plus controversés, les mobiles secrets de leurs acteurs, dont la figure revit dans quelques-uns de ces merveilleux portraits qui rappellent, sous la plume d'un Giovanni Correr ou d'un Navagero, l'art du Tintoret et du Titien.

Le triste anniversaire du 24 août 1572 a offert à M. W. Martin l'occasion naturelle de traduire deux de ces documents qui offrent un intérêt spécial et l'on peut dire tout-puissant, pour l'étude du plus tragique épisode de notre histoire. Les relations de Giovanni Michiel et de Sigismondo Cavalli ne sont pas seulement d'admirables pages. Elles nous livrent, pour ainsi dire, la trame logique de la Saint-Barthélemy, dans la succession des pensées et des incidents qui devaient aboutir à cette effroyable conclusion : « Que voyons-

nous en effet, dit M. W. Martin, dans ces deux relations ? Un jeune roi, Charles IX, passionné pour les exercices du corps, désireux de s'illustrer par la guerre, plein d'éloignement pour les affaires, à la fois faible et violent ; la reine mère, l'astucieuse Catherine de Médicis, qui n'a qu'une passion, celle de dominer (*un affetto potentissimo di signoreggiare*) et aucun scrupule ; le duc d'Anjou, le futur Henri III, son œil droit, son âme (*l'occhio destro e l'anima della madre*) et son digne élève. Voilà les personnages ; examinons les situations.

« Pendant une absence de Catherine, Coligny, le chef des huguenots, rentré en grâce, décide le roi à entreprendre une guerre qui doit, si elle est bien conduite, l'illustrer et lui donner la domination sur la Flandre, en détournant vers l'étranger, par la même occasion, l'ardeur turbulente des Français et des partis. La reine mère apprend que son fils, qui n'a jamais osé prendre sans elle aucune détermination, si peu importante qu'elle fût, vient de se laisser entraîner à une décision de la dernière gravité ; elle va donc perdre ce pouvoir qui est tout pour elle. Coligny s'est déjà trouvé sur son chemin, et elle avait déjà pensé à se défaire de lui ; ces anciennes pensées reviennent plus vives, et cette fois elle ne résiste plus.

« A peine le mariage de Marguerite avec le jeune roi de Navarre est-il accompli, que Catherine et Anjou apostent un assassin qui va les débarrasser de l'amiral. Celui-ci n'est que blessé et les huguenots crient vengeance ; ils vont peut-être reprendre les armes ; leur destruction totale est donc résolue. Les circonstances sont favorables ; leurs chefs sont réunis à Paris dont le peuple est à la dévotion de la cour ; mais on n'ose procéder à l'exécution sans le consentement du roi. La reine mère et le duc d'Anjou vont le trouver, s'enferment avec lui, le pressent par tous les moyens possibles. Il résiste pendant une heure et demie à tous les arguments, à toutes les supplications. Il faut frapper un coup décisif. Catherine alors demande la permission de se retirer dans quelque terre, loin de la cour ; le roi est vaincu et donne l'ordre du massacre qui est exécuté comme l'on sait. Voilà ce que les deux relations mettent en pleine lumière. »

M. W. Martin ne s'est pas borné à donner de ces deux relations une traduction exacte, élégante. Il y a joint des notes qui attestent une érudition précise et approfondie sur les hommes et les choses du temps. C'est la meilleure garantie de l'excellence du travail qu'il prépare sur la Saint-Barthélemy elle-même, et qui sera le dossier complet et définitif de ce lugubre événement, reproduit d'après la

narration du véridique de Thou, et accompagné de tous les témoignages contemporains. J. B.

HISTOIRE DE L'ACADÉMIE PROTESTANTE DE DIE, EN DAUPHINÉ, AU XVII^e SIÈCLE, par E. ARNAUD, pasteur. In-8, 1872. Grassart.

M. le pasteur Eug. Arnaud vient de publier, sur le protestantisme en Dauphiné, quelques brochures qui ne paraissent être que les préludes d'un important ouvrage sur le même sujet (1). Celle qu'il a consacrée à l'académie protestante de Die est d'un intérêt un peu spécial peut-être, mais sérieux. La question sans doute n'était pas absolument neuve. Les lecteurs du *Bulletin* ne peuvent avoir oublié ni le travail de M. Michel Nicolas sur les académies protestantes en général et celle de Die en particulier, ni les notes et éclaircissements qui y ont été ajoutés par M. A. Rochas (2). Mais M. Arnaud a eu la bonne fortune de mettre la main sur un grand nombre de documents inédits. La bibliothèque de Grenoble, les archives du département de la Drôme, sans parler de quelques publications importantes sur l'histoire du Dauphiné, lui ont ouvert d'abondantes sources de renseignements, et notamment la série presque entière des délibérations du corps professoral de l'académie de Die. Nous aurions même voulu que ces documents fussent plus complètement utilisés et que la crainte de multiplier les détails techniques n'eût point conseillé à M. Arnaud une réserve à notre avis excessive. Les questions relatives à l'enseignement ont toujours de l'attrait pour le public, et de nos jours plus que jamais. Tel qu'il est ce livre fait revivre sous nos yeux les mœurs scolaires de nos ancêtres et nous initie à leur manière d'entendre et de pratiquer l'éducation. Il nous montre, autrement que par des phrases générales, l'amour des Synodes, nationaux et provinciaux, pour les bonnes études; leurs soins et leurs démarches pour faire venir à l'étranger quand il le fallait des professeurs capables (Die en avait un d'Ecosse, un autre de Milan); le prix qu'attachaient les villes protestantes à la possession d'une académie, source pour elles d'honneur et de prospé-

(1) Mentionnons deux notices sur *les imprimeurs de l'académie de Die et sur les controverses religieuses dans le Dauphiné* sous le régime de l'Edit de Nantes, qui attestent le rare mouvement des esprits dans cette province, et le *Synode général de Poitiers*, en 1557, qui, sans justifier son titre, mérite une attention toute particulière. Nous y reviendrons prochainement. (Réd.)

(2) Voir *Bulletin*, t. III et V.

rité, objet parfois d'ardentes compétitions, comme ce fut le cas entre Die et Montélimar; enfin l'organisation même de l'enseignement, qui réunissait d'ordinaire dans la même institution le degré secondaire et le degré supérieur, et faisait d'une académie, à la fois, une faculté de théologie et un collège : l'une ayant constamment un professeur de théologie, deux de philosophie, un d'hébreu; l'autre, sept régents, à la tête d'autant de classes, dont les élèves se livraient à ces fréquentes compositions latines et même grecques, un peu trop suspectes peut-être à quelques-uns des chefs actuels de l'Université. Il n'y avait pas d'internat dans les académies protestantes; mais les professeurs exerçaient une surveillance attentive sur les étudiants et les élèves étrangers, reçus dans certaines familles recommandées. A Die même, on leur faisait défense de sortir la nuit, à partir de cinq heures, sous peine d'exclusion pour ceux de la haute école, du fouet pour les autres. Cette surveillance leur laissait d'ailleurs une liberté dont ils eurent plus d'une occasion d'abuser, et même gravement. Mais ces abus retentissants paraissent sans doute moins graves à nos pères que ceux plus dissimulés des vastes internats des jésuites. Une bibliothèque ouverte dans l'établissement offrait d'utiles ressources aux écoliers laborieux, et des prix de savoir, et même de piété, chose plus surprenante, récompensaient leurs progrès à la fin des années scolaires.

Nous nous bornons à ces indications, suffisantes, ce nous semble, pour donner une idée du livre de M. Arnaud, et nous réservons pour une autre occasion, que nous espérons prochaine, une étude synthétique sur les académies protestantes au XVII^e siècle, leurs analogies et leurs différences avec les autres établissements du même ordre durant la même période.

M.-J. GAUFFRÉS.

VARIÉTÉS

QUEL FUT L'AUTEUR DES PLACARDS?

Un jeune candidat en théologie qui porte dignement un nom aimé des lecteurs du *Bulletin*, M. Henri Heyer, est sur le point de soutenir devant la Faculté de Genève, pour l'obtention du grade de licencié, une

thèse dont le titre offre déjà un vif intérêt : *Guillaume Farel, essai sur le développement de ses idées théologiques*. On a trop souvent répété que Farel ne fut point théologien, et la gloire du missionnaire a trop effacé celle du docteur qui écrivit le *Sommaire*, c'est-à-dire le premier traité populaire de dogmatique réformée en langue française. Rechercher ce que Farel dut à lui-même, à son développement intime et personnel, et ce qu'il dut plus tard à l'influence de Calvin dans l'expression de ses doctrines théologiques, est donc une étude qui mérite au plus haut point l'attention de l'historien de la Réforme. L'histoire est ici le prologue obligé de la théologie, et M. Henri Heyer, puisant aux meilleures sources, a su tracer une biographie animée, vivante de son héros, avant de nous initier à la formation de ses doctrines dans la double période qui précède et qui suit ses rapports avec Calvin. Chemin faisant, il rencontre l'épisode des Placards, et il restitue à qui de droit ce malencontreux factum qui coûta si cher à la Réforme française. Nous sommes heureux de céder ici la parole au jeune auteur qui nous doit une histoire de Farel, dont nous aimons à saluer les prémices dans ce premier et docte essai sorti de sa plume :

L'Evangile faisait alors en France des progrès toujours plus marqués : la tolérance du roi qui ne se montrait pas hostile à la vérité, la protection de la reine de Navarre, l'adhésion d'une grande partie de la noblesse remplissaient d'ardeur les prédicateurs réformés, qui n'en tournaient pas moins constamment leurs regards vers Farel comme leur chef et leur inspirateur. Pour lui, songeant sans cesse à sa patrie, il aurait voulu la voir avancer d'une marche plus rapide vers la vérité; il ne se lassait donc pas de stimuler le zèle de ses amis de France, les pressant de provoquer partout des disputes publiques.

Ce rôle incontestable de Farel, cette impulsion qu'il ne cessait de donner aux évangélistes de France, le fait que depuis la mort de Zwingli il se trouve évidemment le chef de la Réforme française, ont conduit plusieurs historiens à lui attribuer la composition des Placards. On crut y reconnaître et son style et sa bouillante intrépidité et sa sainte indignation contre le papisme (1). Mais, tout en payant un juste tribut d'admiration à ce zèle infatigable, à cette ardeur que rien n'arrêtait, tout en cherchant à justifier la violence de ce manifeste par les nécessités de la lutte, on n'a pu toutefois

(1) Merle d'Aubigné, *Réform. au temps de Calvin* (Genève, 1864-69, in-8°, t. III, p. 135.)

s'empêcher de reconnaître que les Placards ne provinrent pas uniquement « d'un mouvement de l'esprit et qu'il y eut bien quelque emportement de la chair (1). » Nous sommes heureux de pouvoir consigner ici, que, pour nous, Farel n'est point l'auteur des Placards ; les documents publiés par M. Herminjard dans le troisième volume de la *Correspondance* nous le prouvent d'une manière évidente. Nous allons donc essayer de le montrer, espérant qu'on voudra bien, en faveur de l'importance du fait que nous signalons, excuser ce qui dans ces lignes peut ressembler à une digression.

On sait qu'en 1534, à la suite de l'emprisonnement de Gérard Roussel, les évangélistes de Paris ne savaient trop quelle conduite tenir : les uns voulaient que la communauté fit hardiment et ouvertement profession de sa foi ; les autres étaient d'avis de continuer à tenir secrètes leurs assemblées religieuses et à gagner silencieusement de nouveaux adhérents. Ne réussissant pas à se mettre d'accord, ils envoyèrent un des leurs, nommé Féret, auprès des réformés de la Suisse qui conseillèrent la publication d'un manifeste. Telle fut l'origine des Placards que Féret rapporta de Neuchâtel, et qui, affichés dans tout Paris, presque dans la France entière et jusqu'à la porte de la chambre du roi, eurent pour conséquence une terrible persécution (2).

Remarquons d'abord que Farel n'était point à Neuchâtel au moment de l'arrivée de Féret dans cette ville, mais bien à Genève, où il s'efforçait de faire abolir la messe (3) ; il préparait peut-être alors une nouvelle édition de son *Sommaire* qui parut au mois de décembre 1534 à Neuchâtel (4). Il ne vit donc pas le député de Paris, et si celui-ci se fût réellement adressé à notre Réformateur pour avoir un exposé de la foi réformée, ce dernier l'aurait sans doute renvoyé à son *Sommaire* qui offrait un tout plus complet et dont le style, bien plus modéré que celui des Placards, n'eût peut-être pas attiré sur la France de si tristes conséquences.

Est-il vraisemblable que Farel se soit laissé entraîner à composer un écrit aussi violent que les *Articles sur les abus de la messe* (5), alors qu'il suivait avec le plus vif intérêt les démarches tentées pour amener une conciliation entre catholiques et protestants (6). « Farel,

(1) Merle d'Aubigné, *Réform. au temps de Calvin*, t. III, p. 135.

(2) Ibid., t. III, p. 121-135.

(3) Herminjard, t. III. N° 482, n. 7 et 8, et N° 486, n. 2.

(4) Préface du *Sommaire*, édit. Genève, 1867, p. vii.

(5) Lettre à Du Bellay de septembre 1535. Herminjard, t. III, N° 530.

(6) Les Placards avaient pour titre : *Articles véritables sur les horribles*,

nous dit M. Merle d'Aubigné, croyait qu'un sujet ne devait pas s'élever contre son seigneur, mais que si le roi de France commandait une chose défendue par le roi du ciel, il fallait obéir à celui qui était le maître de l'autre (1). » Sans doute, mais nous voyons par sa conduite à Aigle, qu'il sait à l'occasion user de ménagements, comprendre les difficultés d'un gouvernement, et qu'il a appris à patienter. Disons en outre, que l'auteur des Placards, en déclarant que dans la Cène « Jésus nous est donné en nourriture éternelle, » nous semble presque émettre une idée calviniste, idée que Farel ne partageait point alors, ou tout au moins dont nous ne trouvons aucune trace ni dans *La Manière et Fasson*, ni dans l'édition du *Sommaire* de 1534, ni dans ses lettres. Enfin, nous ne pouvons admettre que Farel ait publié un écrit de cette importance sans consulter ses amis, sans au moins leur en parler, et il n'y a dans sa correspondance aucun indice de ce genre.

Qui donc doit être regardé comme l'auteur des Placards ? Un petit traité de *la Sainte Eucharistie* dont les *Articles véritables* ont été presque textuellement extraits, nous mettra sur la voie, puisque son auteur expose dans la préface les raisons qui l'ont engagé à les écrire et à les répandre. « Ce traité, dit M. Herminjard (2), n'est point l'œuvre de Farel. L'exposition aisée, le style vif et rapide, l'usage même de certains mots particuliers à l'auteur du susdit traité, tout révèle une autre origine. Ce n'est pas non plus la manière facile, mais prolixe, de Pierre Viret. Aussi acceptons-nous sans réserve le témoignage d'un collègue, d'un ami intime de Farel, qui atteste que « ces Placards avaient été faits à Neuchâtel, en « Spisse, par un Antoine Marcourt (3). »

A l'arrivée de Féret, Marcourt, qui était alors un des pasteurs les plus marquants de Neuchâtel, crut pouvoir extraire du traité qu'il allait publier sur l'Eucharistie, les articles contre la messe, et les faire imprimer sans prendre l'avis de ses collègues. De là le silence complet sur cette affaire, dans les deux lettres que Fr. du Rivier et G. Grivât écrivent à Farel le 8 octobre et le 14 décembre 1534 (4). Ajoutons que Marcourt semble avoir fait de l'Eucharistie une étude spéciale, puisqu'il est l'auteur d'un autre traité, intitulé *Déclara-*

grands et impossibles abus de la messe papale. Ils furent affichés dans la nuit du 18 octobre 1534.

(1) Merle d'Aubigné, *Réform. au temps de Calvin*, t. III, p. 128 et 124.

(2) Herminjard, t. III, N° 485, n. 4.

(3) Actes et gestes de Froment. Manuscrit orig. Archives de Genève. Cité par M. Herminjard : t. III, N° 485, n. 4.

(4) Herminjard : t. III, N° 482 et 487.

tion de la messe, qui parut cette même année 1534, et fut réimprimé en 1544. Farel y renvoie les lecteurs du *Sommaire* (1).

CORRESPONDANCE

PROTESTANTISME ET FÉODALITÉ

AU XVI^e SIÈCLE

A Monsieur le Rédacteur du BULLETIN.

Cher Monsieur,

En ma qualité de Français, je ne sais pas de langue étrangère. Il m'est donc impossible de lire l'ouvrage que M. J.-B. Loutchitzki a publié en russe sur *l'Aristocratie féodale et les calvinistes en France*, au XVI^e siècle. Je le regrette sincèrement. La question est très-intéressante. Puis, l'auteur l'a envisagée sous un point de vue nouveau, si j'en juge d'après les indications qu'il a pris la peine de donner, *ad usum Gallo-rum*, dans l'avant-dernier *Bulletin*. A la vérité, certaines de ses assertions me semblent contestables. Par exemple, il affirme que le protestantisme, à l'origine, n'a compté dans le midi de la France qu'un nombre restreint d'adhérents. Jusqu'ici, le contraire avait été admis sur la foi de Calvin lui-même et de plusieurs de ses correspondants qui attestent les rapides progrès de la nouvelle croyance dans les provinces méridionales. Je lis dans une note des *Lettres françaises* (t. II, p. 392), qu'une seule année (1559) vit s'organiser soixante Eglises entre la Durance, le Rhône et la mer. Je lis encore dans une lettre du Synode de Valence à Calvin : « En ceste province où mille ministres ne suffisoient pas, à peine y en a-t-il quarante. » (*Ibid*, p. 333, en note.) Ces passages, et bien d'autres encore, ne sont-ils pas la meilleure preuve de l'importance numérique du protestantisme dans le midi ? Je n'insiste pas sur ce point. Sur d'autres, quelques réserves semblent au moins indispensables.

Si M. Loutchitzki reconnaît que le mouvement protestant est issu de causes morales, il dit aussi que la plupart de ceux qui s'y associèrent se proposaient de réagir contre les progrès de la centralisation monar-

(1) *Sommaire*. Genève, 1867, p. 44.

chique. L'occasion était bonne ; seigneurs et bourgeois de la saisir. Que dans la conjuration d'Amboise, il y ait eu, selon le mot de Brûlart, « plus de malcontentement que de huguenoterie, » et que dans les rangs des calvinistes insurgés ou contre Charles IX ou contre Henri III, des ambitieux se soient mêlés aux *zélés*, aux croyants, je l'accorde. Il me paraît toutefois que parmi les nobles, Coligny, sur lequel M. Jules Tessier vient d'écrire des pages excellentes, n'était pas le seul à chercher le moyen de rester en même temps fidèle à son roi et à son Dieu. D'Andelot, la Noue, Duplessis-Mornay et bien d'autres partagèrent ses sentiments. Selon le langage du temps, ils mettaient l'honneur de Dieu au-dessus de toute ambition humaine.

Pour la bourgeoisie, à une époque où les développements du commerce et de l'industrie avaient déjà fait d'elle l'armée de l'ordre, elle ne s'affolait pas de séditions aussi facilement que M. Loutchitzki le pense ; comme l'atteste le recueil de Crespin, elle avait compté beaucoup de martyrs avant que de chercher son salut dans la révolte. Sans doute, quand la lutte fut engagée, les protestants se sont donné une organisation séparée de celle du pays ; ils ont eu des lois pour le gouvernement civil, la justice, la discipline militaire, la levée des impôts. Seulement, dès que Henri III eut révoqué les ordonnances meurtrières de 1585, « ils ployèrent, comme le raconte Th.-A. d'Aubigné, leurs attentes dans le paquet de celles du royaume, » et aussitôt après l'avènement de leur coreligionnaire Henri IV, on les voit renoncer aux tribunaux, aux conseils, aux assemblées établis en 1588. Si cinq ans plus tard « ils se remirent en leur distinction, » c'est que Henri IV, de rechef devenu catholique, prétendait les réduire à une condition à peine meilleure que celle résultant de l'édit de Poitiers, et inférieure à celle où auparavant l'édit de Beaulieu les avait placés.

Dans la dernière partie de sa préface à l'usage des Français, M. Loutchitzki insiste sur l'antagonisme de l'élément consistorial à l'égard de l'élément aristocratique. Cet antagonisme, il l'explique par la divergence des idées politiques : les pasteurs auraient voulu organiser la société comme l'Eglise, c'est-à-dire démocratiquement. Tout autre, comme cela se conçoit, était le but des grands. Cette thèse est-elle aussi vraie qu'ingénieuse ? Je pose la question, je ne la résous pas, faute de pouvoir prendre connaissance des arguments de l'auteur et des documents qu'il a joints à son livre. Mais je demande si, appliquée aux premiers temps de la Réforme militante, l'assertion de M. Loutchitzki est juste, comme peut-être elle le serait, se rapportant à une époque postérieure ? En général, on croit ceci : pendant presque tout le XVI^e siècle, l'opposition des ministres procéda non de l'esprit de système, mais bien de l'oubli où les chefs

d'armée, entre autres le prince de Condé, avaient laissé les droits du grand nombre. Et pour citer une circonstance entre plusieurs, est-ce que en dehors de toute théorie préconçue, les pasteurs n'étaient pas, en 1563, fondés à se plaindre du prince de Condé, qui, à Amboise, n'avait pas fait accorder aux villes et aux pauvres gens, pour l'exercice du culte, les mêmes facilités qu'aux riches et aux nobles ? Les uns comme les autres, pourtant, avaient été à la peine.

Ces réserves formulées, il me resterait, cher Monsieur, à remercier M. Loutchitzki d'avoir dirigé ses études et les efforts de sa critique vers la partie de notre histoire nationale dont se préoccupent spécialement les lecteurs du *Bulletin*; mais après la bienvenue que vous avez souhaitée à ce jeune savant étranger, je n'ai moi-même rien à ajouter.

Agréez, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments dévoués.

L. ANQUEZ.

Paris, 31 janvier 1873.

LA RELIGION DU PÈRE DE MALHERBE

*A M. le Président de la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME
FRANÇAIS.*

Caen, le 14 novembre 1872.

Monsieur le Président,

Le *Bulletin* publié en 1862 a reproduit, page 1, le rapport que j'avais présenté au Conseil presbytéral de notre ville sur la découverte de registres remontant à l'origine du protestantisme à Caen, et il a fait suivre cet article d'une demande de renseignements sur le père du poète Malherbe.

Les loisirs succédant à une vie très-occupée m'ont engagé, non-seulement à lire attentivement ces registres, mais encore à en tirer des extraits, dont le sort des registres de l'Eglise primitive de Paris démontre l'utilité, et j'ai découvert de cette manière, sur le père de Malherbe, quelques renseignements que je suis heureux de pouvoir vous adresser.

Racan raconte que le poète était né à Caen, vers 1555, d'un père simple assesseur, « qui s'était fait de la Religion un peu avant de mourir. »

Nos registres établissent que ce père se nommait François de Malherbe, seigneur d'Igny, qu'il se qualifiait d'écuyer, magistrat, conseiller

pour le roi au siège présidial de Caen, et qu'il avait épousé Louise le Valloys.

Ce n'est pas dans ses dernières années seulement que François de Malherbe avait embrassé le protestantisme. Sa conversion remontait à l'établissement même de la Réforme à Caen, puisque, d'après ces registres, quatre enfants nés de son mariage avaient été baptisés devant l'Eglise réformée :

Pierre, le 9 octobre 1561.

Josias, le 15 décembre 1562.

Marie, le 27 décembre 1566.

Et Jeanne, le 9 mars 1568.

De plus, d'après ces mêmes registres, François de Malherbe a présenté, en qualité de parrain, au baptême, dans la même église, quatorze enfants aux dates suivantes :

19 mars 1563.

27 mars 1563.

1^{er} février 1566.

1^{er} mai 1566.

11 juillet 1566.

29 décembre 1566.

23 février 1567.

5 septembre 1568.

7 mai 1595.

18 février 1596.

3 juin 1596.

1^{er} janvier 1602.

20 mai 1603.

Et 11 février 1606.

Et j'insiste d'autant plus sur le fait du parrainage que si, dans certains cas, le père de l'enfant baptisé pouvait, rigoureusement parlant, n'être pas protestant (quelques annotations des registres permettent de le penser), il n'en était pas de même du parrain, qui n'était admis qu'après avoir fait la cène ou avoir promis de la faire.

Nous pouvons donc tenir pour constant, malgré l'assertion de Racan, que dès l'année 1561, et non dans les derniers temps de sa vie, le père du poète Malherbe avait embrassé le protestantisme, et que le poète lui-même, né cinq ans trop tôt, n'a dû qu'à cette circonstance de n'avoir pas reçu le même baptême que ses frères et ses sœurs.

Il est présumable, malgré cette circonstance, que l'éducation première du poète a été soumise aux idées de la Réforme. Aurait-il pu en être autrement d'un enfant de cinq ans placé au milieu d'une famille composée d'un père et d'une mère zélés partisans de la foi nouvelle, de parents maternels ayant embrassé avec ardeur le protestantisme; de quatre frères et sœurs baptisés protestants; d'oncles et de tantes appartenant tous à la même religion? A moins que le poète n'ait été élevé hors de sa famille, il est impossible qu'il n'ait pas reçu alors le cachet des opinions religieuses qui y étaient professées.

Je mets d'autant plus d'empressement, Monsieur, à répondre à votre demande, que c'est reconnaître bien faiblement le service que votre prédécesseur a rendu à notre Eglise, en lui permettant de recouvrer des registres aussi précieux et qu'elle avait tout lieu de croire anéantis. Veuillez agréer,

SOPHRONYME BEAUJOUR.

SÉANCES DU COMITÉ

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE DU 10 DÉCEMBRE 1872.

Présidence de M. *Schickler*. — Le secrétaire énumère les articles contenus dans le prochain numéro du *Bulletin*, et invoque l'active collaboration de ses collègues pour l'année 1873.

M. *Schickler* sera heureux d'exploiter le chapitre des *Questions et réponses* au profit de la géographie protestante, et de la carte des anciennes Eglises où il y a tant de lacunes à combler et de points douteux à éclaircir.

Bibliothèque. — Le secrétaire présente au Comité la *Bibliotheca novi Testamenti* de M. Ed. Reuss, ainsi que plusieurs ouvrages de M. le pasteur Eug. Arnaud, qui s'occupe avec tant de zèle de l'histoire de la Réforme dans le Dauphiné. M. W. Martin demande à cette occasion que le bureau désigne un rapporteur pour chaque ouvrage qui lui est adressé. Ce rapporteur sera chargé de préparer un compte-rendu pour le *Bulletin*. Cette proposition est adoptée.

Correspondance. — Madame Merle d'Aubigné, veuve du célèbre historien dont le protestantisme déplore la perte récente, remercie le Comité pour les témoignages de sympathie qu'elle en a reçus. Désirant s'associer aux hommages rendus à l'illustre défunt, la Société a décidé dans sa précédente séance, par un vote unanime, qu'une Notice serait consacrée à la vie et aux écrits de M. Merle d'Aubigné. Cette notice sera lue dans la séance annuelle, le 29 avril prochain.

Supplément de la France protestante. — M. *Henri Bordier* présente deux volumes contenant la lettre A et B de la table générale de tous les noms renfermés dans l'ouvrage de MM. Haag. Il y joint une feuille

d'essai du supplément, dont un exemplaire a été transmis à chacun de ses collègues, afin de provoquer des observations utiles.

C'est, dit-il, une grande tâche de continuer l'œuvre des frères Haag. La création d'un comité spécial semble nécessaire, au double point de vue littéraire et financier. Il faut, en effet, un certain nombre de rédacteurs et une caisse particulière pour réaliser l'engagement pris envers la mémoire des auteurs de la *France protestante*. Des dépenses ont déjà été faites pour cet objet; d'autres sont imminentes; un fonds spécial serait une garantie, un encouragement pour tous.

M. *Bordier* se résume en formulant les trois propositions suivantes : 1^o délégation d'un comité spécial pour l'achèvement de l'ouvrage de MM. Haag; 2^o désignation de cinq membres devant en faire partie, trois pris dans le Comité, deux au dehors; 3^o le sous-comité réglera souverainement les questions de son ressort.

M. *Bonnet* remercie M. *Bordier* de l'initiative qu'il a prise pour la réalisation d'un vœu cher à tous. Mais une question se pose tout d'abord : Est-ce la Société qui continuera l'œuvre interrompue, ou bien une commission indépendante placée sous son patronage? Peut-être y aurait-il des inconvénients à ce que la Société fût engagée directement dans une entreprise de cette nature, tandis qu'il ne peut y avoir que des avantages à ce qu'une commission distincte, plus libre dans ses allures, en prenne la responsabilité devant le public. Cette formule : « Sous les auspices de la Société de l'Histoire du Protestantisme français » lui paraît concilier toutes les convenances.

La délibération continue sur ce sujet. M. le comte *Jules Delaborde* partagé le sentiment du secrétaire : La Société doit prêter son appui moral et financier tout en dégageant sa responsabilité. C'est aussi l'opinion de M. *Gaufrès*. M. *Read* insiste sur la nécessité de marquer le lien entre la Société et la commission formée sous ses auspices, afin que celle-ci ne paraisse pas une « génération spontanée. »

Le secrétaire demande, vu l'heure avancée, que la question soit remise à huitaine.

Le président exprime, au nom de tous ses collègues, des remerciements à M. *Bordier* pour le zèle et le dévouement dont il a fait preuve dans l'élaboration du projet qui demeure à l'ordre du jour.

P. S. — A l'occasion du doute exprimé sur l'authenticité du testament olographe de Coligny, nous avons reçu de M. Labouchère une lettre, avec *fac-simile*, sur les diverses signatures de l'amiral, qui sera prochainement insérée dans le *Bulletin*.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LA RÉFORME AU CHATEAU DE SAINT-PRIVAT (1)

L'assemblée de Moulins (mars 1566) laissa entrevoir les funestes tendances que la cour avait rapportées de l'entrevue de Bayonne. L'esprit de persécution et l'esprit de tolérance s'y rencontrèrent face à face dans la personne du cardinal de Lorraine et du chancelier de l'Hôpital, à l'occasion des plaintes du clergé contre les réformés de Dijon qui, privés du libre exercice de leur culte par les clauses restrictives de l'édit d'Amboise, refusaient d'envoyer leurs enfants aux écoles catholiques et d'appeler un prêtre au chevet des mourants de leur confession, crime irrémissible aux yeux du fanatique prélat, qui avait vainement poursuivi l'établissement de l'inquisition en France, scrupule des plus légitimes aux yeux du grand magistrat qui s'inclinait devant le droit sacré de la conscience. L'altercation fut si vive entre le chancelier et le cardinal que la séance fut suspendue. Catherine de Médicis évita de se prononcer : l'affront d'un désaveu fut épargné à

(1) *Bulletin* de novembre et décembre 1872.

l'Hôpital; mais sa victoire fut plus apparente que réelle : « Chacun, dit un narrateur contemporain, faisait bonne mine; mais l'un des deux a rendu sa cause meilleure que l'autre, qui n'a la faveur telle qu'il pense près de ceux de qui il s'assure. C'est une terrible chose que la cour. Ce qui s'est vu autrefois ne règne plus (1). » Les belles ordonnances de justice datées de Moulins ne consolèrent pas l'Hôpital des échecs de la politique généreuse dont il était le représentant. Il sentait son crédit baisser de jour en jour, et voyait la France entraînée vers un abîme de maux, peut-être de crimes, dont il n'osait sonder la profondeur. « Quand cette neige sera fondue, disait-il tristement, en passant la main sur sa barbe blanche, il ne restera que de la boue. »

Déjà l'on pouvait observer dans l'attitude des partis les signes précurseurs de l'orage qui allait éclater sur notre malheureuse patrie. La paix n'existait plus que de nom, et l'émeute, l'assassinat, étaient les sinistres préludes de la seconde guerre civile qu'un intervalle si court sépare à peine de la troisième. « Catholiques et protestants, dit un éminent historien, étaient comme deux nations ennemies en présence sur le même sol (2). » L'intolérance était égale des deux côtés; mais tandis que les excès commis par les protestants étaient sévèrement châtiés, ceux des catholiques trouvaient, dans la mollesse des magistrats, dans la complicité des officiers royaux, une impunité à peu près absolue. S'il faut en croire le véridique de Thou, plus de trois mille huguenots avaient péri, victimes de guets-apens ou de soulèvements populaires, sans que la justice recherchât ou punit les coupables (3). Sur un signe du Vatican où siégeait un nouveau pontife, un inquisiteur couronné, l'inflexible Pie V, les confréries religieuses se ramifiant dans les corps de métiers, et couvrant le pays d'un vaste réseau, prêchaient ouvertement la guerre sainte.

(1) *Le Cardinal de Lorraine et le Chancelier*, mémoire de la Bibl. nat., coll. Dupuy, t. LXXXVI, f° 158.

(2) Henri Martin, *Histoire de France*, t. IX, p. 301.

(3) *Hist. univ.*, l. XXXIX, *passim*, et La Popelinière, l. X, f° 384.

« Les chaires, dit un écrivain non suspect, retentissaient d'invectives contre les sectaires, de réflexions séditieuses sur la paix, d'exhortations à la rompre. On avançait hardiment ces maximes abominables, qu'il ne faut pas garder la foi aux hérétiques, et que c'est une action juste, pieuse, utile pour le salut de les massacrer (1). » Coligny lui-même, menacé du fer des assassins, adressait à Catherine de Médicis ces graves paroles : « On congnoist assez, Madame, que tout ce qui se faict aujourd'huy n'est que pour tant provoquer et offenser ceulx de la religion que l'on leur face perdre patience, et de là prendre occasion de leur courir sus pour les exterminer (2). »

La révolte des Pays-Bas contre le despotisme de Philippe II précipita le cours des événements. La marche sur nos frontières d'une armée commandée par le duc d'Albe, l'appel à l'intérieur de nouveaux régiments suisses, les explications équivoques de la cour, parurent l'indice d'un plan concerté entre les gouvernements de France et d'Espagne pour l'extermination de l'hérésie. Les chefs du protestantisme français tinrent conseil à Valery et à Châtillon. Coligny, longtemps irrésolu, donna le conseil le plus hardi : enlever le roi durant son séjour au château de Montceaux en Brie, chasser les Suisses, et gouverner sous le nom de Charles IX arraché à la fatale influence de sa mère. Le secret du complot fut si bien gardé qu'il faillit réussir. Charles IX, averti à temps, ne rentra dans Paris que sous la protection des piques suisses, harcelé jusque sous les murs de sa capitale par l'armée huguenote qui, malgré son infériorité numérique, n'hésita pas à engager l'action, aussi glorieuse que peu décisive, connue sous le nom de bataille de Saint-Denis. Elle coûta la vie au dernier chef du triumvirat, le vieux connétable de Montmorency.

(1) Anquetil, *Esprit de la Ligue*, t. I, p. 273.

(2) *Bulletin*, t. IV, p. 330. Cette lettre écrite de Tanlay, et attribuée par erreur à d'Andelot, n'était que l'éloquente expression de plaintes sans cesse répétées par Coligny. L'original autographe, signé *Chastillon*, est dans la collection Colbert, t. XXIV, f° 161. Voir le *Bulletin* du 15 janvier 1873, p. 47.

La retraite de Meaux, trompant l'espoir des réformés, s'était accomplie le 29 septembre 1567. Le même jour devait éclater dans les provinces un soulèvement général du parti aux cris de : « Mort aux papistes ! Monde nouveau ! » Jacques de Crussol arrivant en poste à Uzès, le 27 septembre, avec les ordres du prince de Condé, donna le signal de la prise d'armes qui produisit à Nîmes une commotion électrique (1). Les réactions se succédant coup sur coup dans l'ardente cité, tour à tour asservie à l'une et l'autre opinion alternativement proscrites, avaient déposé au fond des cœurs des ferments de haine et de vengeance qui n'attendaient qu'une occasion pour éclater au dehors. Les opprimés de la veille devinrent les proscripteurs du lendemain. Ce fut l'affreuse journée de la *Michelade*, fête de Saint-Michel, marquée par le soulèvement des huguenots et par le massacre des principaux chefs du parti catholique (30 septembre 1567). En remplaçant cet événement dans son cadre naturel, on n'a pas l'intention d'en atténuer l'horreur. On ne saurait lire les détails du drame effroyable qui eut pour théâtre la cour de l'évêché, sans admirer les victimes, sans flétrir les bourreaux, sans s'associer aux protestations, hélas ! bien vaines, du consistoire débordé par les passions populaires que l'on n'irrite pas impunément (2). En ce jour néfaste, le protestantisme nîmois perdit le prestige et comme le bénéfice des longues persécutions qui avaient consacré son berceau. De nos jours encore, au pied de la vieille cathédrale témoin du massacre nocturne, près du puits qui servit de tombe aux victimes, on croit entendre leur plainte à demi étouffée. On oublie presque Vassy, Sens, Orléans, Auxerre, Toulouse, Orange..., tout le cortège des

(1) Antoine de Crussol, devenu duc d'Uzès en 1565, n'aspire plus dès lors qu'au rôle difficile de pacificateur du Languedoc.

(2) Un écrivain catholique que je m'honore d'avoir eu pour maître et de compter pour ami, M. Germain (*Hist. de l'Eglise de Nîmes*, t. II, p. 121), reconnaît que le consistoire intervint, le 1^{er} octobre, pour arrêter le massacre, ce qui n'empêcha pas le parlement de Toulouse de faire figurer dans l'arrêt de condamnation, rendu le 18 mars 1569, les quatre ministres de l'Eglise réformée. Dans la crise de 1567, tout pouvoir avait du reste passé au conseil des Messieurs, espèce de comité de salut public qui se substitua au consulat et au consistoire.

lugubres immolations, pour ne se souvenir que du crime de la Saint-Michel ! (1)

Aucun des membres de la famille de Faret ne figure parmi les représentants assez nombreux de la noblesse locale inculpés dans le massacre du 30 septembre (2). Les troubles de 1567 n'en devaient pas moins inaugurer une ère nouvelle, singulièrement militante, dans l'histoire du manoir de Saint-Privat. Il était depuis longtemps signalé comme un des principaux asiles de la croyance réformée dans le diocèse d'Uzès. Il en devint à cette époque une des forteresses les plus redoutées. Aux moyens de défense que lui prêtait la nature, dans une gorge étroite où coule un torrent profond que resserre de son mur à pic la gigantesque falaise du *Mal-Pas*, il joignit toutes les précautions que la prudence pouvait suggérer pour rendre son accès plus difficile. Par les soins de Jacques Faret, un ravelin fut ajouté au fossé qui protégeait les abords du grand portail du côté du midi. Les autres portes furent murées, à l'exception d'une seule que l'on ne pouvait franchir qu'en s'effaçant et en pliant les genoux. Les murs se hérissèrent d'arquebuses et de pièces d'artillerie braquées dans toutes les directions. La sentinelle ne cessa de veiller sur les tours, mêlant ses avertissements nocturnes aux psalmodies religieuses, et au bruit du torrent qui s'épanche en bruyantes cascades. Des compagnies inspectées par de Grille, sénéchal

(1) On peut lire dans Ménard, t. V, p. 10-21, et Preuves, p. 24-60, les détails circonstanciés du massacre, qui ne compta pas moins de quatre-vingts victimes, parmi lesquels figuraient le consul Gui Rochette, l'avocat François de Gras, le prieur des Augustins, Jean Quatrebar, le vicaire général Jean de Paberan, etc. L'évêque Bernard d'Elbène n'échappa que par miracle à la mort. « Il est à remarquer, dit Ménard, que la fureur des religionnaires, durant toute cette tuerie, ne retomba pas sur les femmes des catholiques. Elles demeurèrent toutes dans la ville sans qu'il leur fût fait aucun mal. Ils n'en voulaient qu'aux prêtres, aux religieux et aux chefs de famille; et encore, parmi ces derniers, ne prenaient-ils pour victimes que ceux qui les avaient inquiétés, ou qui s'étaient trop déclarés contre eux dans les occasions. Ce fut là le grand motif qui les dirigea dans le choix des victimes. » (P. 22.) Les archives de la préfecture du Gard possèdent les pièces originales du procès intenté, l'année suivante, par le parlement de Toulouse contre les auteurs du massacre. (Vol. coté 807 et 808.) Il en existe une copie à la bibliothèque de la ville.

(2) Pierre Suau, dit le capitaine Bouillargues, paraît avoir été l'âme du complot. Mais à son nom, l'histoire doit ajouter ceux de Calvières, Montcalm, Saint-Côme, de Brueys, etc....

beaucairois, et par d'Acier lui-même, qui faisait de fréquentes apparitions à Saint-Privat, le mirent à l'abri de toute surprise, comme l'attestent de nombreux témoins, notamment Jehan Roques, dit Teyssier, qui s'exprimait ainsi en mars 1569 : « Est le dict chasteau tellement fort qu'il y faudroit deux mille coups de canon pour l'abattre, et se pourroit difficilement parce qu'il est entre deux montagnes et au fond d'icelles (1). »

De telles précautions n'étaient pas superflues à une époque où les troubles continuels et les alternatives de la lutte entre les partis amenaient à Saint-Privat de nombreux fugitifs. Le catholicisme comptait d'ailleurs des chefs importants dans le voisinage. En remontant de quelques milles le cours du Gardon, on rencontrait le château de Collias, résidence de la famille d'Albenas-Castries, notoirement hostile à la Réforme. Dans une autre direction, sur l'arête des coteaux qui se prolongent au couchant du côté de Nîmes, le manoir démantelé des anciens seigneurs de Ledenon domine au loin le paysage. Il servait de point de ralliement aux populations catholiques de Saint-Gervazy, de Bezouce et de Saint-Bonnet, disséminées dans la plaine. Un sentier serpentant à travers des gorges brisées et très-propres aux embuscades, conduit en moins d'une heure de Saint-Privat au hameau de Ledenon qui paraît avoir été, à cette époque, un des champs de bataille des deux croyances. Le temps a fait ici moins de ruines que les idées dont le choc est empreint sur ces pans de mur à demi écroulés, et portant les stigmates de la guerre civile. La culture a repris son œuvre réparatrice : sur les pentes mûrit le raisin qui donne un vin renommé. Aux pampres se mêle le pâle feuillage de l'olivier, plus d'une fois, hélas ! coupé à la racine par la fureur des partis. Au delà commence l'âpre désert des *Garri-gues*, qui rappelle, dit-on, les stériles régions de la Judée.

(1) Ce même témoin ajoute naïvement : « Il seroit bien requis et nécessaire qu'il fust abbatu pour le service du roy et profit de ses subjets catholiques. *Il y a trente ans de temps...* que ce a esté comme est encores, le réceptacle, retraicte et garnison de ceux de la nouvelle religion. » Sans prendre cette déposition au pied de la lettre, on doit y voir une preuve de l'antiquité de la Réforme au château de Saint-Privat. (Arch. dép. du Gard, série 9, 441, n° 11.)

Sur ce sol fouetté par les bises ou calciné par l'ardent soleil du midi, les passions sont extrêmes comme les croyances; l'homme ne sait ni aimer ni haïr à demi. La population indigène, obstinément attachée à la foi catholique, était sans cesse en armes, car elle avait tout à craindre des agressions combinées des religionnaires de Nîmes et de Saint-Privat. Elle ne fut pas seule à en souffrir, et l'histoire s'étonne d'avoir à enregistrer parmi les victimes de ces luttes locales de paisibles religieuses, déjà fugitives de Nîmes, et qui ne purent trouver un sûr asile au prieuré de Ledenon.

Au pied du mont autrefois aride, aujourd'hui changé en riante promenade, que couronne la Tour-Magne, près de la source de *Nemausa*, dont l'eau si pure alimentait jadis des thermes romains, s'élèvent les ruines d'un temple admirable entre tous pour le charme de poésie et de tristesse qu'on y respire. Le polythéisme croulant laissa son autel désert. Une congrégation de religieuses vint y chercher un abri au moyen âge. L'abbaye de Saint-Sauveur de la Fontaine s'installa sous les voûtes du temple de Diane, dans ces jours de ferveur qui précédèrent les sombres appréhensions de l'an mille. Mais rien ici-bas n'est sans tristes retours : le relâchement pénétra plus tard dans cette pieuse maison. Il ne fallut pas moins que l'intervention du parlement de Toulouse pour réprimer ses scandales sans cesse renaissants (1). Vint le souffle de la Réforme, qui purifia et dispersa cette colonie monastique. Le couvent tomba, ainsi que d'autres édifices vénérés, sous le marteau démolisseur. Quelques-unes des religieuses demandèrent leur admission à la cène selon le rite calviniste (2). D'autres, demeurées fidèles à leur vœu, s'enfuirent à Ledenon dont le prieuré se rattachait à leur vieille abbaye. Elles n'avaient pas prévu l'orage qui devait les poursuivre jusque dans cet obscur asile. L'année 1567 fut

(1) Ménard, t. IV, p. 116. (Archives de l'hôtel de ville, Délibérations du conseil, f° 195, verso.)

(2) *Ibidem*, p. 321.

particulièrement fatale aux édifices catholiques de la contrée. Les églises de la campagne ne furent pas plus respectées que celles de la ville. On vit des magistrats mettre la main à cette œuvre de destruction. Un mot du conseiller Jean de Sauzet, qui présidait à la démolition du couvent de Sainte-Claire de Nîmes, rappelle le zèle farouche de Knox : « Ceci fait beau voir !... Il faut abattre les nids pour que les oiseaux n'y retournent plus (1). »

Dans une de ces expéditions qui désolaient presque chaque jour le territoire nîmois, deux bandes sorties, l'une de la ville, et l'autre de Saint-Privat, se rencontrèrent à Ledenon. Elles bloquèrent le château, et assiégèrent l'église paroissiale qui ne put résister à leurs attaques. La passion iconoclaste se donna libre carrière à l'intérieur de l'édifice, et brisa l'autel ainsi que les images vénérées. La toiture fut enlevée par des mains profanes, et le sanctuaire demeura ouvert à tous vents (2). La maison claustrale attenant à l'église, et qui servait de refuge aux religieuses de Saint-Sauveur, n'eut pas meilleur sort, et fut démolie malgré leurs plaintes et leurs protestations répétées. Les cloches qui donnaient aux catholiques l'ordinaire signal de la prière, allaient être rompues, « lorsque, dit un témoin, survint le seigneur de Saint-Privat, en compagnie de M. de Grille, sénéchal de Beaucaire, et de plusieurs autres en grande troupe, environ cinquante ou soixante, lesquels portaient arquebuses et pistoles à l'arçon des selles de leurs chevaux (3). » Jacques Faret voyant les soldats occupés à cette triste besogne, demanda qu'on lui laissât une cloche *pour sonner le prêche* (4). Ce vœu fut accueilli, et la cloche de l'église de Ledenon, transportée le jour même, avec un riche butin, au château de Saint-Privat, y servit à sonner la retraite, et à annoncer les offices du culte réformé. Des scènes analogues se produisirent à Remoulins, qui eut

(1) Ménard, t. V, p. 28.

(2) Déposition de Pierre Cappon de Saint-Gervazy.

(3) Déposition d'Antoine Rocques.

(4) *Ibidem.* (Arch. dép. du Gard, série 9, 441, n° 11.)

aussi sa maison claustrale démolie par ordre d'Honorat Faret. Ainsi se vengeaient les religionnaires de l'interdiction passagère de leur culte. Des documents conservés dans les archives de Clausonne attestent que, durant ces temps agités, le seigneur de Ledenon fut plus d'une fois bloqué avec sa femme et ses enfants, qu'il vit son domaine ravagé par l'incendie, et que ne se sentant pas assez protégé par les épaisses murailles de son château, il alla chercher un abri, au delà du Rhône, sous la protection du vice-légat, à Avignon (1).

La paix de Longjumeau (23 mars 1568) ne fut qu'une courte trêve entre les partis. Le jour même où elle fut signée, Crussol-d'Acier, accourant au secours d'Aramon assiégé par les catholiques, livra, dans la plaine de Montfrin, un furieux combat aux troupes de Joyeuse, et dut se replier sur Remoulins après avoir perdu l'élite de ses soldats (2). Il ne posa les armes qu'en frémissant et fut le premier à les reprendre, lorsque peu de mois après (25 août), il reçut l'appel de Condé et de Coligny qui, menacés par les trames perfides de la cour, quittèrent précipitamment le château de Noyers en Bourgogne, en donnant rendez-vous à leurs partisans sous les murs de la Rochelle. Rien ne put arrêter l'élan des religionnaires du Midi (ils étaient plus de vingt mille!) qui, sous la conduite de d'Acier et de Mouvans, allèrent se ranger sous la bannière des princes dans la désastreuse campagne de Jarnac et de Montcontour (13 mars — 30 octobre 1569). Mouvans périt dans une obscure rencontre. D'Acier pris à Montcontour, après avoir fait des prodiges de valeur à Cognac, à Poitiers, ne dut la vie qu'à la cupidité du comte de Santa-Fiore, un mercenaire italien, qui désobéit aux ordres formels du pape en épargnant son prisonnier pour en tirer une grosse rançon. Echappé, trois ans après, au massacre du 24 août 1572, d'Acier ne se piqua pas d'une plus longue fidélité à la cause qu'il avait jusqu'alors

(1) Lettre de M. le baron Gustave de Clausonne, du 2 août 1871.

(2) Dom Vaissète, t. IX, p. 41. Le chapitre xvii du livre XXXIX est consacré au combat de Montfrin, revanche catholique de la bataille de Saint-Gilles.

servie. Etrange mobilité des hommes que ne soutiennent pas, dans les vicissitudes des événements, d'austères convictions ! Elle parut en un double et frappant exemple : « Là, dit Lestoile, se vit une étrange métamorphose, c'est à scavoïr du maréchal Dampville qui, aux derniers troubles formel catholique, portant les armes pour le roy contre les huguenots, estoit pour lors un de leurs principaux chefs, et au contraire le seigneur d'Assier, formel huguenot aux derniers troubles, estoit à ceste heure-là formel catholique, portant les armes pour le roy contre les huguenots et leurs adhérents (1). »

Pendant que se débattait sur les rives de la Charente le sort de la Réforme française, Nîmes offrait le spectacle des plus tragiques péripéties. La paix de Longjumeau avait remis la cité révoltée à la merci de la clémence royale. Les huguenots virent leur temple démoli, leurs ministres dispersés. Des milliers de fugitifs prirent le chemin des Cévennes. Au sein de la ville l'ascendant n'en resta pas moins à l'opinion pros-crite, malgré les amendes, les confiscations et les sentences capitales qui frappaient ses chefs. « Les exilés, dit un moderne historien, étaient menaçants. Qui croirait que dans un obscur village des Cévennes, ces échappés des potences royales met-taient aux enchères par-devant notaire, les biens des ecclésiastiques situés dans le diocèse dont ils étaient expulsés, et qu'il se trouva des acquéreurs, comme pour le champ où campait Annibal ? (2) » Tant d'assurance annonçait la prochaine rentrée des huguenots proscrits. Le 15 novembre 1569, une surprise nocturne leur livra la ville, et le sang coula de nouveau dans ces luttes fratricides. Le château tenait encore, et ce fut Saint-Romain, l'ancien archevêque d'Aix, qui en fit le siège pour le compte des réformés. Un concours inoui de succès et de revers allait bientôt amener, dans la métropole nîmoise, l'homme sur lequel étaient fixés alors tous les yeux, l'amiral Coligny.

(1) *Journal du règne de Henri III.* Coll. Michaud et Poujoulat, t. XIV, p. 48.

(2) D. Nisard, *Histoire de Nîmes*, p. 98, 94. Ces ventes s'accomplirent à Anduze trois mois durant. Voir les détails dans Ménard, t. V, p. 48 et 49.

Un éloquent historien, racontant les prodigieuses campagnes de Jules César dans notre patrie, s'exprime ainsi : « J'aurais voulu voir cette blanche et pâle figure, fanée avant l'âge par les débauches de Rome, cet homme délicat et épileptique, marchant sous les pluies de la Gaule, à la tête des légions, traversant nos fleuves à la nage, ou bien à cheval entre les litières où ses secrétaires étaient portés, dictant quatre, six lettres à la fois, et domptant en dix années la Gaule, le Rhin, l'Océan du Nord (1). » Non moins digne des regards de la postérité est la retraite du glorieux vaincu qui, déployant dans le malheur des ressources inespérées, et se relevant plus redoutable après chaque désastre, grandissait par les revers mieux que d'autres par la victoire. Coligny semble inaugurer en effet un nouveau genre de grandeur, qui ne doit rien à la fortune, et doit tout à la fermeté du caractère, à l'indomptable vigueur de l'âme soutenue par une foi supérieure au succès. Le secret de sa force est dans ces lignes du Discours composé dans la captivité de l'Ecluse en Flandre, après la double catastrophe de Saint-Quentin : « Tout le reconfort que j'ay c'est celui qu'il me semble que tous les chrétiens doivent prendre que tels mystères ne se jouent point sans la permission et volonté de Dieu, laquelle est toujours bonne, sainte et raisonnable, et qui ne fait rien sans justes occasions, dont toutefois je ne sais pas la cause, et dont aussi peu je me dois enquerir, mais plustost m'humilier devant luy en me conforment à sa volonté (2). » C'est le même sentiment qui le soutient dans la déroute de Montcontour, lorsque malade, grièvement blessé, il rencontre un de ses gentilshommes, Lestrange, qui le regardant fixement, et la larme à l'œil, lui adresse ces simples mots : *Si est-ce que le Seigneur est très-doux !* « lesquels, dit d'Aubigné, le mettent au chemin des bonnes pensées et des fermes résolutions pour l'avenir. » Ni la mort de sa

(1) Michelet, *Histoire romaine*, t. II, p. 287.

(2) Discours où sont sommairement contenues les choses qui se sont passées durant le siège de Saint-Quentin, en 1557. Collection Petitot, t. XXXII de la 1^{re} série.

pieuse compagne, Charlotte de Laval, victime de son zèle charitable dans les hôpitaux d'Orléans, ni celle de son frère d'Andelot, modèle accompli de toute vertu, enlevé à Saintes par un mal mystérieux qui laissa soupçonner le poison, ni sa tête mise à prix, ni le souvenir de quatre enfants en deuil au foyer brisé de Châtillon, ne peuvent ébranler ce grand cœur, saignant par tant de blessures, dont la moindre n'est pas l'intime souffrance de la guerre civile qu'il doit poursuivre sans relâche tout en la détestant (1).

Coligny fit son entrée à Nîmes vers le 10 avril 1570, accompagné du jeune roi de Navarre, et ce fut dans la vieille cité romaine devenue l'un des boulevards de la foi réformée, qu'il fit part à ses compagnons du hardi projet qu'il avait conçu pour dicter la paix à la cour, et conquérir la liberté de conscience, noble prix de tant de labeurs et de sacrifices (2). Tenter après une défaite ce qu'il eût fait après une victoire, remonter vers le Nord en ralliant toutes les forces vives du protestantisme français dans le Midi, et reporter la guerre sous les murs de Paris qui croit le parti huguenot abattu sans retour, tel est le plan qu'il expose à ses lieutenants étonnés. Des fleuves à franchir, de vastes régions à traverser au milieu des masses ennemies, jusqu'à ce que l'on rencontre les renforts allemands, rien ne l'arrête. Quelques milliers d'hommes d'élite, tous à cheval, et compensant par la rapidité de leur marche le défaut de canons, suffisent à ses yeux pour l'exécution d'un projet dont les chances étaient dans sa hardiesse même, comme le prouva l'événement. Dès le 16 avril, aux portes de Nîmes, sur la route qui mène au Rhône, point de jonction avec les religionnaires de Provence et du Dauphiné, l'amiral se heurte aux avant-postes ennemis qui prétendent lui barrer le passage. Plus heureux qu'à Lunel, qui lui a par deux fois opposé une résistance invincible, il em-

(1) A Nîmes, il retrouva la tombe de d'Andelot, vaillant soldat qui ne devait pas même obtenir le repos dans la mort. Voir sur les vicissitudes de ces héros quelques restes le *Bulletin*, t. III, p. 229 et suivantes.

(2) Henri Martin, t. IX, p. 264.

porte d'assaut Marguerites et Bezouze, et s'avance vers Remoulins, pendant qu'un de ses lieutenants, le comte de Mansfeld, occupe Uzès. Le voisinage du château de Saint-Privat donne un solide point d'appui à la petite armée protestante sur les bords du Gardon. Après avoir pris Castillon, chefs et soldats, dit de Thou, vont visiter le pont du Gard, et si Coligny, cédant à une noble curiosité, voulut contempler aussi le vieil aqueduc romain, s'il se rendit de sa personne à Saint-Privat, comme tout autorise à le croire, jamais l'antique manoir des Faret ne reçut en ce siècle plus illustre visiteur (1).

Nous ne le suivrons pas dans sa marche victorieuse vers la Loire, ni dans les négociations de la paix de Saint-Germain, ni dans ses patriotiques projets interrompus par la mort. Coligny est la dernière grande apparition de cette période historique qui se déroule, avec le premier âge de la Réforme, autour du château de Saint-Privat, et dont la Saint-Barthélemy marque le terme. Presque tous les éminents personnages que nous avons vus se succéder dans cette étude, rois et ministres, prélats et courtisans, héros et martyrs, sont entraînés, comme par un courant irrésistible, vers le lugubre dénoûment qui doit arracher ce cri au plus vertueux des contemporains : *Excidat illa dies xvo* ! Si les généreuses pensées qui animaient l'Hôpital, et que consacra un moment l'édit de janvier, ce premier essai de tolérance, avaient prévalu dans notre patrie, combien autre eût été le cours de ses destinées ! L'historien n'aurait pas à retracer cette longue série d'attentats qui déshonorent nos annales. La néfaste nuit du 24 août ne serait pas demeurée l'énigme et l'effroi de la postérité. Au lieu d'un entr'acte brillant, mais éphémère, dans

(1) De Thou et La Popelinière s'accordent pour affirmer que l'armée protestante occupa deux points sur le Gardon, *Castillon* et *Saint-Privat*, peu distants l'un de l'autre. Mais tandis que le premier exigea une attaque en règle, et fut vivement défendu par les catholiques, le second dut s'ouvrir avec empressement à l'armée des princes, qui put s'y ravitailler à l'aise avant de continuer sa marche vers le Vivarais. Il y a sur l'itinéraire de Coligny dans le Languedoc des divergences et des obscurités qui ne sont qu'imparfaitement éclaircies dans la Note de Dom Vaissète, t. IX, p. 455 et suivantes.

le drame des guerres civiles, le règne de Henri IV aurait été le couronnement d'une ère de grandeur et de prospérité sans égale. Hélas ! il n'en fut rien, et quarante ans de luttes sanglantes furent le douloureux prix de la liberté de conscience passagèrement consacrée par le disciple couronné de l'Hôpital. Déjà, en 1563, dès les premiers troubles, on put pressentir l'irréparable atteinte qu'allait recevoir la fortune de notre patrie : « Une année de guerre civile, dit Michel de Castelnau, avoit apporté à la France tant de malheurs et calamités, qu'il estoit presque impossible qu'elle s'en pût relever, car l'agriculture, qui est la chose la plus nécessaire pour maintenir tout le corps d'une république, et laquelle estoit auparavant mieux exercée en France qu'en aucun autre royaume, comme le jardin du monde le plus fertile, y estoit toutefois délaissée, et les villes et villages, en qualité inestimable, estant saccagés, pillés et brulés, s'en alloient en déserts. Les pauvres laboureurs chassés de leurs maisons, spoliés de leurs meubles et bestial, pris à rançon et volés, aujourd'huy des uns, demain des autres, de quelque religion ou faction qu'ils fussent, s'enfuyoient comme bestes sauvages, abandonnant tout ce qu'ils avoient pour ne demeurer à la miséricorde de ceux qui estoient sans mercy... *Le pis estoit qu'en ceste guerre les armes que l'on avoit prises pour la défense de la religion anéantissoient toute religion* (1). »

Comme contraste avec cette amère conclusion trop justifiée par les faits, on aimerait à citer quelques traits choisis, à évoquer quelques scènes pures empruntées à la vie des châtelaines de Saint-Privat durant une époque si profondément troublée. Mais les documents intimes qui nous initient à ce qu'eut de meilleur le passé font ici complètement défaut. On ne sait rien de Sibylle de Forli, première femme de Jacques Faret, ni de la seconde, Hippolyte Grimaldi, qui professèrent l'une et l'autre la foi nouvelle dont elles transmirent le dépôt

(1) *Mémoires*, édition Le Laboureur, t. I, p. 153, 154.

à leurs enfants. Le même mystère entoure Sara de Guerry, épouse de Pierre Faret, qui déploya un grand zèle au service de la Réforme sous la minorité de Louis XIII (1), et sa belle-fille, Jeanne de Launay-d'Entraigues, contemporaine des grandes luttes qui ont illustré le nom de Rohan (2). Ce fut dans le manoir de Charles Faret, son époux, que s'accomplit le dernier acte de la paix d'Alais, qui devait clore les guerres de religion.

Le 30 juin 1629, le roi, accompagné du tout-puissant cardinal, vainqueur de la Rochelle, vint coucher à Saint-Chaptes. Le 1^{er} juillet, il reçut la soumission de la ville d'Uzès; le 3, il fit passer le pont du Gard à son armée, et alla loger à Bezouze où fut rédigé l'acte de pacification définitive. Le 7 juillet, il reçut à Saint-Privat, dans la chambre qui porte encore le nom de Louis XIII, la soumission des habitants de Nîmes, ainsi que les otages livrés en garantie de la foi jurée. Ils étaient au nombre de douze, et leurs noms se lisent encore au bas de la proclamation de Bezouze, suivis de ces mots de l'impérieux cardinal :

« Les nommés ci-dessus sont les otages de la ville de Nîmes que le Roy veut avoir.

« Faict à Saint-Privat le 7 juillet 1629.

« Le cardinal DE RICHELIEU. » (3)

Ainsi vint se terminer, dans le château que nous avons pris pour cadre de notre étude, une période mémorable de notre histoire, et la victoire de la monarchie sur le grand parti religieux dont le malheur des temps avait fait un parti politique, un Etat dans l'Etat, parut ne rien coûter à la liberté de conscience. Durant plus de soixante ans, le protes-

(1) Haag, *France protestante*, t. V, p. 72. Article Faret.

(2) Son contrat de mariage, célébré selon le rite calviniste, porte la date du 9 novembre 1619. (Arch. de Saint-Privat, n° 240.) Celui de Sara de Guerry est du 16 mai 1590. (*Ibid.*, n° 545.)

(3) Ménard, t. V, p. 588, et Preuves, p. 314. — Charvet, p. 80.

tantisme fut encore professé dans la noble demeure qui avait été un de ses premiers asiles au siècle précédent. Le 6 mai 1636, messire Charles Faret, seigneur de Fournès, lègue par testament 250 livres aux pauvres de la religion réformée dudit lieu (1). Son petit-fils Charles, second du nom, épouse, en 1683, Anne de Ginestous suivant les formes de la religion réformée, « dont ils font et veulent faire profession (2). » Mais déjà l'édit de Nantes, ce monument de la sagesse de Henri IV, solennellement reconnu par Richelieu, n'existe plus que de nom. L'heure de la Révocation va sonner, ouvrant une nouvelle ère d'épreuves pour les protestants français et de ruines pour notre pays. L'exil, le gibet, les galères, telle est la triple perspective offerte à ceux qui, selon un mot de Louvois, « ont la sotte prétention de professer une autre religion que celle de Sa Majesté. » Charles Faret ne fut point un de ces sublimes révoltés qui pratiquèrent, au péril de leur vie, la fière maxime : *Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes!* Il s'inclina silencieusement, tout en gardant au fond du cœur la croyance qu'il n'osait professer au grand jour. Le clergé ne s'y méprit pas, car il refusa plus tard d'inhumer en terre sainte le nouveau converti qui avait donné trop peu de gages de la sincérité de sa foi catholique. L'arrière-petit-fils de Jacques Faret, le petit-neveu d'Honorat, descendit donc dans la tombe privé des prières de l'Eglise romaine, emportant avec lui la croyance qu'il avait reçue de ses pères, et qui avait été l'âme de plusieurs générations (3).

(1) Testament du 8 novembre 1636. (Arch. de Saint-Privat.)

(2) *Ibidem*. Contrat du dernier octobre 1683. N° 398.

(3) Le testament de Charles de Faret (du 8 août 1714) est conservé aux archives de Saint-Privat. Il y recommande son âme à Dieu, « le Père tout-puissant, le suppliant de lui faire miséricorde et la recevoir dans son saint Paradis, quand elle sera séparée de son corps, par le mérite de la mort et passion de notre Seigneur J.-C. » C'est le langage et la doctrine de la Réforme.

JULES BONNET.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

RÉVOLUTION DES PAYS-BAS

DEUX LETTRES DE TH. DE BÈZE AU MINISTRE TAFFIN

(1566)

Les deux lettres qui suivent sont la meilleure réponse à l'accusation si souvent répétée contre les réformateurs, d'avoir prêché l'insurrection contre les gouvernements établis. Certes, s'il y eut jamais un gouvernement odieux, une insurrection légitime, ce fut dans les Flandres soumises à la double tyrannie de l'inquisition et de Philippe II. Le disciple de Calvin n'en réproouve pas moins, comme l'eût fait son maître, l'emploi des armes pour la cause de la religion. Trop fidèle aux théories développées dans un livre célèbre, il n'admet pas même la liberté religieuse au profit des nombreuses sectes répandues dans les Pays-Bas. On a regret de le dire, il invoque la persécution contre plusieurs d'entre elles.

Rappelons brièvement la situation des Pays-Bas à l'époque où ces lettres furent écrites. Le 5 avril 1566 avait eu lieu, à Bruxelles, la grande manifestation des 400 nobles confédérés demandant par l'organe de Henri de Brederode, à la régente Marguerite, l'abolition de l'inquisition et des édits connus sous le nom de Placards. On leur répondit en les flétrissant du nom de *Gueux* qui devint le cri de guerre des Flamands. Le sac de la cathédrale d'Anvers fut le signal du soulèvement des provinces. L'arrivée du duc d'Albe et l'institution du *Conseil des Troubles* allaient précipiter le cours des événements.

Jean Taffin, le correspondant de Th. de Bèze, exerçait le ministère à Anvers, au moment où éclata la révolution. Il devint plus tard aumônier du prince d'Orange, et mourut en 1602 pasteur de l'Eglise française d'Amsterdam. Il a écrit plusieurs ouvrages sur le baptême et l'incarnation. Sa devise était : « A Dieu ta vie ; en Dieu ta fin. » (Brandt. *Hist. Ref. Belgicæ*, II, p. 30.)

I

A monsieur Taffin.

Très cher frère, combien que vos lettres ne m'ayent rien annoncé que je n'aye attendu, toutesfois il ne se peut pas que prévoyant comme tout le mal qui est commis sera attribué à ceux qui en sont innocens sans que nul bien leur en advienne, si non d'autant que le Seigneur tourne le tout au salut des siens, il ne se peut faire que je ne sois grandement contristé de ce que dès le commencement l'on ne s'est séparé, à quelque prix que ce fust, d'une telle entreprise, car c'est une ruse de Satan assez accoutumée que de nous allescher soubz ombre de je scay quel avantage. Et plust à Dieu qu'on s'en fust aperceu de bonne heure, car quant à cette modération dont vous m'escrivez, premierement elle est entièrement contre Dieu, puisque par icelle on consent à n'avoir nul exercice de la religion, et mesme à la mort des ministres et bannissement des fideles, et pour le cas quelle fust tellement dressée que l'exercice de la religion y fust comprins, si cette liberté s'estend à tant d'horribles et plus que très exécrables sectes qui pullulent en ces pays là de jour en jour, qui est celuy qui ne deubst plus tost souhaiter la persécution en peine de souffrir mille morts que de consentir à une telle et si malheureuse liberté? Toutesfois à vous dire ce que j'en pense, je crois qu'il n'en sera rien du tout, et que ceux-là estant escartés soubz belles promesses qui se sont si légèrement assemblés, et sans avoir interrogué la bouche du Seigneur, seront chastiés comme ils le méritent.

Vray est qu'il faudra que les enfans de Dieu s'y trouvent enveloppés. Mais, quoy qu'il en soit, la patience des Saints vaincra. Je ne suis des plus habiles en telles affaires, et pense m'estre hazardé peut estre plus qu'il ne falloir quand j'en'ay envoyé mon avis par delà sans en estre requis. Mais si fault il qu'il m'eschappe encores ce point qui est en somme, sauf meilleur avis, que pour éviter l'ire de Dieu pour les choses passées et pour l'advenir, deux choses seroyent requises : La première que ceulx qui suivent la vraye religion remonstrassent à ceulx qui pourchassent telle et si malheureuse liberté, combien ils se font de tort et à tout le pays en cui-

dant bien faire, et qu'on leur baille quand et quand le remède; certainement que pour le moins ils déclarent expressément qu'ils ne comprennent en ladite requête les anabaptistes, memnonites, davidistes, et en général aucunes sectes d'hérétiques, sinon seulement les catholiques qu'on appelle et ceulx qui sont de la confession imprimée et présentée cy devant à Sa Majesté, requerans tout au contraire que toutes autres sectes, quelles quelles soyent ou puissent estre cy après, soyent chastiées à toute rigueur de justice comme ennemies de Dieu et du repos des hommes. La seconde que si les dessus dit requérants ne veulent entendre et modifier ainsy leur requête, les fideles déclairent expressément de bouche et par escrit à qui il appartiendra, qu'ils n'ont esté et ne sont en rien consentans à telles entreprises, recommandans leur innocence à Dieu et à la Maiesté Royale, et se préparans à souffrir tout ce qu'il plaira à Dieu leur imposer en l'espérance certaine que Dieu bénira leur affliction, qui leur sera tousjours plus aggréable que de veoir toutes hérézies et blasphemes régner avec impunité, dont il fault nécessairement qu'une ruine et destruction totale soit mise à la fin.

Au reste, tres chers frères, vous n'estes à savoir comme le Seigneur a besogné à Augsbourg. Il reste à le prier qu'il destourne les tempestes de l'advenir comme les passées. Nostre bon voysin y est connu, et pensons bien que selon les hommes, il fera ce qu'il voudra contre les absens et si mal vouluz; mais c'est au Seigneur de conclure auquel nous nous arrestons du tout. Les Eglises Piedmontoises ont plus de besoin de prières que jamais. De vostre costé les plus aveugles peuvent bien veoir les fosses qu'on a toutes préparées et les engins tendus, mais il est en Dieu d'y faire tomber ceulx qui ont dressé le tout contre les nôtres, ainsy qu'il a faict jusques à présent. Vous m'excuserez, s'il vous plaist envers messieurs et frères Des Massures et Ferrot, si pour ceste heure je ne leur escriis par exprès, m'assurant que leur communiquerez la présente avec mes recommandations à leur bonne grace et de toute la bonne compagnie de par delà, laquelle je prie Nostre Seigneur Dieu et père vouloir maintenir en sa sainte et digne garde. De Geneve ce 7 de juin 1566.

Au dos : A monsieur Taffin, pour les affaires des Pays-Bas.

II

Au ministre Taffin.

Très cher frère, estant de retour de mon voyage de Suisse auquel je n'ay pas beaucoup faict, ay trouvé vos lettres qui m'attendoient avec le porteur d'icelles, et pour response je ne vous puis dire autre chose sinon qu'outre que ce m'est une chose impossible de m'escarter d'icy, je ne puis estimer que ma personne ne fust infiniment plus dommageable que profitable pour la haine en laquelle vous scavez que je suis envers plusieurs, de sorte que mon seul nom seroit pour redoubler la rage des ennemis. Mais il y a un point d'avantage lequel je vous diray franchement, c'est que ma conscience ne peut porter que je me mesle en sorte quelconque d'une telle entreprise de laquelle je vous ay escrit pièce mon advis. Car encores qu'il soit à désirer sur toutes choses que l'évangile se presche en liberté, et qu'il nous faille renoncer à toute prudence de la chair, toutesfois vous scavez que l'esprit de discrétion nous est nécessaire. Et quant à moy je ne puis encores penser qu'il ait esté possible de choisir un temps plus incommode pour se mettre en avant que celui qu'on a choisy. L'expérience monstrera ce qui en est, et Dieu veuille qu'en cela je sois trompé. Cependant au lieu que plusieurs s'en resjouissent, je ne me puis garder d'en gémir, pour ce que je ne vois que trois issues de cette confusion qui sont toutes trois bien lamentables, c'est à savoir ou la fuite, ou la souffrance, ou la guerre.

Quant à la première, je ne scay s'il fut oncques une telle calamité pour un coup que ceste là, attendu mesmes que par ce moyen toutes ces maudites sectes seront semées par le monde. Quant à la croix et souffrance, Dieu y seroit glorifié ; mais je ne doute point qu'il n'advienne que la plus part des plus hardis ne se trouvent bien mal disposés, quand se viendra à l'effect, dont s'en suivront infinis scandalles, et qui nuiront peut estre davantage que n'a profité par aventure tout ce qui a esté faict depuis quarante ans. Quant à la guerre, je n'y voy fondement quelconque, et pourtant outre les destructions infinies qui s'en en suivront, si n'en puis espérer qu'une très malheureuse issue, joincte qu'en une telle meslinge et

confusion qui sera toujours rejectée sur les nostres, il ne seroit mesme possible de faire rien qui vaille, quand mesme la guerre seroit juste, ce que je ne puis veoir ny congnoistre.

Il y a encores un aultre inconvéniement tout évident. C'est que le mal ne fauldra de s'espandre jusques aux nations voysines, estans les princes par cet exemple confirmés de plus en plus en la fausse opinion que leur ont imprimée nos adversaires, que leurs estats ne seront jamais paisibles qu'ils ne nous aient exterminés comme séditeux et rebelles. Nostre bon Dieu et Père en la puissance duquel il est de tirer la lumière des ténèbres, veuille bien pourveoir à tant de maulx et inconvéniens et pardonner à ceulx qui par leur indiscretion se sont précipités avec leurs frères en si grands dangers. Je ne leur ay point escrit. parce qu'il n'est plus temps comme il m'a semblé, ayant trop mieulx attendre en patience l'issue que Dieu envoyera, que les troubles. Davantage en reprenant ce qu'ils ne scauroient plus changer, quand ils le voudroyent, encores moins les voudrois-je encourager en une chose que ma conscience ne peult approuver.

Je vous diray davantage qu'en ceste défense que j'ay leue imprimée contre les placards, il y a des choses très mal digérées et puisées mot à mot de Castalio, de sorte que je crains bien qu'il n'y ait de l'ordure en plusieurs qu'on estime bien nets, et de les prescher maintenant, il n'y auroit ordre, attendu que la nécessité les contraindra bien de penser ailleurs, qui est ce que j'ay toujours craint, à savoir que ne se contentant de s'avancer petit à petit on perdist tout en un jour ce qu'on a acquis à si grande peine et à si longtemps. Le Seigneur y vueille pourvoir etc. Ce 14 d'aoust 1566.

Au dos : *A monsieur Taffin pour les affaires des Pays-Bas.*

(Minute originale. Bibl. de Genève, vol. CXVII.)

MÉMOIRES DE MONTBONNOUX OU BONBONNOUX

BRIGADIER DES CAMISARDS

DANS LA TROUPE DE CAVALIER (1)

Comme je n'aurois jamais fini, si je voulois vous rapporter tous les chocs et combats dans lesquels je me suis trouvé, je n'ai dessein de vous raconter que ceux dans lesquels j'ai le plus risqué. Quelques femmes, Martine de Massiliargues, et quelques autres qui nous apportaient des souliers et du linge, ayant été arrêtées par quelques troupes qui alloient de Durfort à Anduze, quelqu'un nous ayant donné avis (nous étions campés alors au pré de la maison de la Canau, par dessus le Monestié, vieille Eglise dans la paroisse de Tornac) nous ne balançames pas de prendre le parti de les arracher au funeste sort qui les attendoit. Nous courumes sur les troupes, nous les mîmes en fuite, et nous arrachâmes d'entre leurs mains nos prisonnières. Mais nous prévalant trop de notre victoire nous nous avisâmes de nous séparer pour poursuivre les fuiards dispersés; quelques-uns se ralliant, foncent sur un de nos escadrons dans lesquels je me trouve; mes gens prennent la fuite sans que je m'en aperçoive; les soldats viennent après; un sergent me crie : *Arrête*; il croit de me tenir; je m'échappe en sautant un fossé; je me foule le pied; à peine puis-je marcher; on tue quelques uns de mes camarades. Nous perdîmes cinq de nos gens dans ce combat. Le nommé Fauchier de Canaule âgé d'environ 70 ans fut du nombre, il n'étoit pas armé, il n'étoit avec nous que pour prier Dieu. Lors que je me crois perdu, un de nos détachemens qui se trouve a Boryene vient au bruit du fusil, le sabre à la main, met en fuite ceux qui nous poursuivent, en écharpe le plus grand nombre et sans le chateau de Tournac qui se prête favorablement à eux, c'en étoit fait; aucun de ces soldats n'échappoit. C'est ainsi que finit ce combat où je me trouvai dans les plus grands embarras où je me fusse trouvé encore.

(1) Voir le *Bulletin* dernier, p. 72.

Un jour nous nous étions rendu grand matin aux Roques d'Aubais, dans ce lieu qui depuis ce tems là nous a servi si souvent de temple. Trahis sans doute par quelqueun de ceux qui se disoient nos freres, nous y fumes visités par les Dragons du Regiment de St Cernin; ils voulurent nous envelopper et nous presser contre la riviere du Vidourle; ils s'en trouverent mal : nous nous séparames en trois troupes; je fus à celle qui alla droit à la venue d'Aubai; les Dragons venoient à nous bride abbatue; mais notre bonne contenance et une décharge que nous fimes fort à propos les met bien tôt en déroute. Un autre escadron de dragons fond sur une partie de nos gens qui étoient sans armes, parce qu'ils ne faisoient que d'arriver. Mais ces gens pleins de courage, et armés de frondes et pierres, firent merveilles, (c'étoit 60 ou 80 hommes de Blausac qui vinrent tous à la fois joindre la troupe et la recruter) secourus par nos gens qui n'étoient pas loin, ils mirent en fuite cet escadron. L'ennemi fuyant, nous le poursuivimes assez loin et nous en tuames. Il y resta même un officier de distinction qui nous crioit : Je suis de la foi. Mais de la foi ou non, il perdit la vie. Je ne me souviens pas que nous y perdissions personne.

La veille de notre grande défaite qui arriva à Nage, nous descendions de Sérignac et de Montmirail; lorsque nous fumes près de St Mamert, un de mes camarades à cheval comme moi, voulut par simple curiosité que nous fissions le tour du village. Cette curiosité risqua de nous en coûter cher. On tira sur nous avec cette poudre qui ne fait point d'éclat mais qui n'empêchoit pas que les balles ne sifflassent bien autour de nos oreilles; heureusement elles ne firent que du bruit. Lorsque nous eumes rejoint nôtre troupe, quelques uns de nos freres nous dirent que le frère Cavalier avoit fait la prière, et qu'après il avoit dit : « Il y a de l'interdit au milieu de nous (on entendoit ici quelque butin qu'on avoit fait mal à propos à St. Genié). Si on le rend nous pourrons passer tranquillement quelques jours dans le païs bas; mais si on le garde, je vous déclare que demain avant midi nous serons mal traités! » Il ne fut que trop bon prophète, ainsi que vous l'allez voir dans un moment.

Ce soir la nous fumes coucher à Caveyrac, nous logeames chez le particulier. La garnison se contenta de tirer de tems en tems quelques coups, mais elle ne se mit pas en devoir de nous attaquer, ni de nous empêcher de renverser les murailles. Le lendemain matin

nous sortimes sur les dix heures et Cavalier nous fit faire à quatre cents pas du village des évolutions. Des là nous allâmes nous camper dans un enfoncement, sur la hauteur qui est entre Langlade et Uchaud, et au dessous du grand chemin de Nîmes à Calvisson. C'est là que Grandval avec des Dragons nous vinrent attaquer; nous courûmes sur eux; ils prirent la fuite; nous en tuâmes une dizaine. Sans réfléchir à l'artifice qu'ils nous tendoient par leur fuite précipitée nous les poursuivîmes au delà de Boissière. Mais quelle ne fut pas notre surprise de voir camper tout près de nous un Régiment, en ordre de bataille, derrière lequel nos Dragons feurent se retrancher. Il ne nous fallut pas exhorter d'arrêter nos pas; nous le fîmes cependant, sans laisser paroître aucune émotion. Je me souviens qu'en attendant que tous nos gens feussent rassemblés, je descendis de cheval, et me mettant derrière lui je fis ma prière. Le régiment, sans changer de place, nous faisoit signe du chapeau de nous avancer à lui. Mais d'autres desseins rouloient alors dans notre tête. A petit pas nous fîmes un petit détour, et nous tournâmes le dos à ce fatal régiment. Il vint après nous sans temoigner cependant de l'empressement à nous poursuivre. Il savoit bien ce qui nous attendoit devant nous. Mon cheval harrassé je leur l'abandonnai à la descente de Boissière. Nos gens saisis de terreur ne pensent plus qu'à fuir. En vain quelques uns de nous, dont j'étois du nombre, veulent les rallier. Désormais toute exhortation est inutile. Dabord des nouveaux dragons se présentent à nous, là où le chemin de Soulorgues se joint à celui de Nîmes, proche Nage. Les dragons étoient sur le chemin de Nîmes, et se mettent en devoir de nous arrêter; nous tirons sur eux et nous nous ouvrons un passage, mais c'étoit pour nous jeter dans un nouveau danger; car nous ne tardâmes pas à trouver des nouvelles troupes et en bon nombre sur le penchant de la montagne qui regarde vers Calvisson. Quelle desolation ne fut pas ici la nôtre! Enveloppés de tous côtés et dispersés, nous ne pouvions que perir; une furieuse décharge se fait sur nous; Cavalier nous dit ici : *Attendez-moi*. Je l'attends; nous descendons dans la plaine de Calvisson tirant vers St Cômes; nous trouvons ici encore des nouveaux dragons, au bas de la montagne dans la plaine; ils veulent nous arrêter; nous tirons sur eux. J'exhorte un de mes camarades qui fait mine de tourner vers les dragons (André de Bracassargues) de ne pas tirer son coup. Je ne

sais s'il le fit, mais je sais que je ne l'ai plus vu depuis alors. Ceux de nos gens qui étoient à cheval, ne pouvant sauter un fossé, font le tour d'une pièce de terre que je traversai; je trouve sur mes pas Moïse dont le cheval s'étoit acculé; il étoit fort embarrassé, mais il ne me vint pas en pensée de l'aider à se tirer de là, il s'en tira pourtant. A deux cens pas de là je trouvai un de nos gens étendu par terre et blessé à la cuisse, David, le cadet, du Caila. Je déplorai son sort, mais les soldats toujours à mes cotés ne me permirent pas de lui donner même une parole de consolation. Bien tôt après je vois de nos gens qui s'efforçant de monter un fossé qui étoit autour d'une pièce de terre, se culbutoient les uns les autres, et se servoient mutuellement d'obstacle, tant leur précipitation étoit grande. Craignant que si je les suivais, je n'éprouvasse un même sort, je me mis dans la tête de franchir un large fossé. Je le fis, et bien m'en valut, car les dragons me suivoient de bien près, et mon large fossé me servit d'une puissante barrière pour me mettre à couvert de leur sabre, la seule arme qu'ils eussent alors en état pour me faire du mal. C'est ainsi que j'échappai de cette fatale journée, la plus funeste qui nous fut encore arrivée. Hors du peril je me joignis à deux ou trois de nos fuyards, avec qui nous passâmes à Sincens, et où nous demandâmes de l'eau qu'on nous donna et que nous buâmes à la hâte. Au dessus du village nous rencontrâmes quelques autres fuyards, en sorte que nous fumes au nombre de huit. Notre terreur étoit si grande qu'étant près de la tour de Pintard, errant à travers champs, mes gens prirent des genévres pour un détachement. Un peu plus hardi qu'eux je m'offris d'aller decouvrir de quoi il s'agissoit, et leur donnai pour signal que si je tirois c'étoit les ennemis. Je ne fus pas longtemps à m'apercevoir que la peur avoit métamorphosé les arbres en soldats, et que ce qu'on avoit cru être un détachement n'étoit que de gros genévres. Comme je m'en retournois vers mes gens, mon fusil se tira de lui même; quel moyen pour diminuer leur terreur? Mais ce qu'il ne fit pas, je le fis par mes cris. Arrivés à Vic, nous y rencontrâmes plusieurs de nos réchappés. Le lendemain nous nous rendîmes à Pierredon où nous joignîmes Cavalier et où le plus grand nombre de réchappés se rendit aussi. Quel spectacle! Les uns avoient le bras coupé, d'autres le visage balaféré. Les autres étoient blessés en divers endroits. La femme de Clary qui se trouva à Nage par occa-

tion, fut blessée au cou et les soldats pour lui arracher ses bagues lui coupèrent les doigts : elle mourut deux jours après à Pierredon.

Dans la même semaine, ayant passé le Gardon, nous allâmes à Hyouset où nous esperions de prendre quelque rafraîchissement. Nous avons tué un bœuf ; mais nous en primes la peine pour d'autres. Les troupes qui nous suivoient à la piste, parurent bien tôt. Nos crumes d'abord qu'ils ne découvriraient point le lieu de notre retraite qui étoit un enfoncement, et qu'ils nous laisseroient à côté. Mais nous fumes trompés dans notre attente ; les Miquelets, peuple toujours empressé à chercher plus d'une sorte de proie tombèrent sur nos gens. Cavalier et moi nous étions un peu au dessus sur le sommet de la montagne, et tout près d'une caverne où nous avions partie de nos blessés. Nos gens prirent la fuite. Les Miquelets et les troupes se mirent après eux. Nous délogeâmes aussi. Nos blessés qui ne pouvoient pas nous suivre, demeurèrent dans leur caverne et furent bientôt découverts par des médecins qui pansèrent leurs plaies d'une étrange sorte ; ils les firent tous périr. Les troupes peu satisfaites d'avoir tué et massacré tout ce qui eut le malheur de tomber entre leurs mains, firent mettre encore le feu au village d'Hiouzet.

J'ai omis de vous parler ci dessus d'un autre combat où nous fîmes très mal notre devoir, et où nous aurions eu occasion de bien battre l'ennemi, si nous avions su profiter de notre avantage. Je veux parler du combat que nous eumes dans le vallon de Brueis entre Augebiau et Font-Couverte proche d'Uzès. Comme nous étions sur le point de diner, et que je faisois les portions de ma brigade, nos sentinelles vinrent nous avertir que nos ennemis alloient être à nous. Nous les vîmes paroitre descendant par un défilé si étroit que si nous avions su nous en prévaloir, nous aurions pu les détruire l'un après l'autre sans qu'aucun eût pu échapper. Mais au lieu de cela nous fumes saisis d'un tel étourdissement que nous primes la fuite. A peine tuâmes nous quelque soldats. Si j'avois été secondé, je me sentoie un grand courage. J'exhortois tous ensemble nos gens à se battre et l'ennemi à s'avancer. Mais autant que d'un côté on étoit peu docile à ma voix, autant de l'autre on étoit empressé à répondre à ma fière bravade. Je fus bientôt obligé de changer de ton, de chercher à me sauver comme les autres. L'embaras n'étoit pas petit ; j'avois mis la baïonnette au bout de mon fusil, poursuivi

de bien près, embarrassé dans des broussailles, je jettai mon justaucorps, je tirai ma baïonnette, et faisant marcher la crosse de mon fusil par devant, je gagnai une montagne où je vis un dragon qui ne m'aperçut pas heureusement. Ainsi échappai-je de ce combat que je ne me rappelle jamais sans que je ne rougisso de honte d'avoir si mal fait notre devoir.

Le régiment de la marine qui avoit été taillé en pièce proche de Ners intrigua beaucoup la cour, et donna occasion au Roi de ménager quelque accommodement avec Cavalier et les autres chefs. On employa pour cela le Sr Lacombe de Vezénobre, chez qui Cavalier avoit été autrefois en service en qualité de petit berger, et Mr Deigalliers d'Uzès. Cavalier ne tarda pas à être docile aux propositions qui lui furent faites. Il y eut un rendez vous entre Mr de Lalande et lui sur le Pont d'Arène à une lieue d'Alaix. Il prit environ 60 hommes avec lui dont j'étois du nombre. Nous laissâmes la troupe devant l'Eglise du lieu de Massane. Lors que nous fumes proche du rendez-vous, Cavalier nous fit cacher dans un espèce de vallon, et ne prit avec lui que sept ou huit cavaliers. Mr de Lalande qui menoit quelques troupes avec lui, les laissa un peu à coté. Cavalier en fit encore de même de ces sept ou huit hommes qu'il avoit à cheval, et Mr de Lalande et lui se parlerent tête à tête. Quelles furent leurs délibérations, c'est ce que nous ne sumes jamais à fond, Cavalier nous en faisant un mystère. Il nous dit seulement en nous approchant : « Enfants, si vous avez des parens prisonniers, déclarez le moi, et je vous promets de vous les faire revenir bientôt. »

Après s'être dit de part et d'autre tout ce qu'ils voulurent, Mr de Lalande fit un présent aux hommes qui étoient à cheval aux cotés de Cavalier, et souhaita de voir le reste de ses gens qui étoient avec lui. Cavalier detacha un de ses hommes qui nous vint avertir du desir de Mr de Lalande et nous rengea de quatre en quatre. Mr de Lalande venant à cource de cheval contre nous suivi d'un des notres, Franceset de Beauvoisin, nous jetta une poignée de louis d'or en nous criant : *Enfans, voila pour boire à la santé du Roi!* Mais paroître et disparaître fut pour ce lieutenant général une même chose, parce qu'il ne se fioit pas à nous; il y a apparence, mais je n'en sai rien; risquoit il en effet? Point du tout. Ces louis d'or feurent assez mal reçus; je puis vous protester pour moi que je ne les vis qu'en l'air et que je ne daignai pas me baisser pour en prendre un, les regardant

comme un espèce d'interdit auquel je n'aurois pas voulu toucher. Ils furent ramassés cependant au nombre d'environ 70.

Le nommé la Roze qui étoit à coté de moi, en trouva un encore après qu'on les eut ramassés ; il voulut le rendre à Cavalier qui lui dit : Gardez le. On remit tout entre les mains de Cavalier, qui le donna à Mr Lacombe en faveur des pauvres de Vézenobre.

Lors que Mr de Lalande et Cavalier eurent fini leur entretien ils se séparèrent. Mr de Lalande retourna à Alaix d'où il étoit venu et Cavalier nous ayant rejoint, nous allames coucher à Vézenobre où nous fûmes logés chez les habitans par billet, tout de même que si nous avions été des troupes réglées. Après souper, nous nous rendimes publiquement au Temple de ce lieu qui n'avoit pas été demolli comme les autres du Royaume, où nous fumes suivis des paysans du lieu, et où nous fimes un exercice de piété accompagné du chant des Psaumes et de la Prédication. Moïse y fit l'office de Prédicateur. Le lendemain nous nous rendîmes à St Jean de Leirargues où nous rencontrames (non pas sans dessein, mais je ne saurois vous dire quel) Mr Deigalliers suivi d'une cinquantaine de volontaires bien armés qu'on lui avoit donné à Uzès, pris des chères Bourgeois de cette ville. Après que Cavalier se fut entretenu en particulier avec ce gentilhomme d'Uzès, ils se séparèrent et nous allames joindre notre troupe que nous avions quittée à Massane, et fumes coucher à Lédignan. Je ne sais si c'étoit par prudence ou pour quelque autre raison ; Cavalier ordonna à la troupe de camper dehors, nous, au nombre d'une douzaine, l'accompagnant dans le bourg où il soupa avec les Officiers des Troupes réglées qui étoient là en garnison, pendant que nous étions à la porte du logis où dans la chambre en qualité de ses gardes de corps.

Le lendemain nous fumes diner à Lezan où nous campames autour du bourg dans les prairies les plus voisines des murailles. Nous fumes dans le bourg demander au Commandant de la Garnison les choses nécessaires pour le diner. Il nous meina dans une tour où l'on avoit enfermé tout le pain des habitans, et nous ayant demandé ce que nous en souhaitions, il nous donna tout celui que nous voulumes avec le vin et autres choses nécessaires. Le repas fini nous fimes la prière publique, où plusieurs des habitans du bourg, au scû et au vû de la garnison, assistèrent. Dès là nous fumes à Tornac, à Durfort, à Anduze, à Canaule, à Sauve, à Quissac.

Ici Castanet fit une prédication à cent pas au dessous du pont, où assisterent plusieurs des habitants du lieu. Partout on nous fournisoit les munitions nécessaires pour la bouche. De Quissac nous nous rendîmes à Calvisson. C'était le lieu marqué par M^r de Lalande où nôtre troupe devoit attendre les ordres de la Cour. Nous y séjournâmes neuf jours, pendant lesquels nous eûmes l'étape, et nous fîmes l'exercice divin et la nuit et le jour et où assistoient indifféramment catholiques et protestans qui venoient de tout le circonvoisins avec une grande affluence. Nos exercices de piété consistoient en chant, psaumes, prières, lectures et prédications. Nous jouissions d'une profonde liberté, ce n'est pas que nous n'eussions quelque crainte que l'on ne nous jouât quelques mauvais tour à nous ou à notre commandant, qui fut absent l'espace de sept jours. C'est pour quoi pendant la nuit, nous nous assemblions du côté de l'église à la porte du Bourg, où nous faisions bonne sentinelle. Cavalier après s'être fait longtemps attendre, arriva enfin, mais non pas sans avoir traité avec le Marechal de Villars. Dès qu'il arriva à la troupe nous voulûmes savoir quels étoient les articles du traité qu'il venoit de faire ; mais ne jugeant pas à propos de nous le dire, nos principaux le pressèrent (Ravel, Jonquet, Clary, etc., qu'on appelloit Anciens, au nombre de douze qui assistoient dans tous les Conseils) en sorte qu'il fut obligé de déclarer qu'à Nîmes on faisoit des habits rouges, et qu'on nous destinoit pour le Portugal. Quelle proposition pour des gens qui s'attendoient à entendre dire qu'on accordoit à toutes les Eglises de France liberté de conscience ! Autant que cette proposition nous surprit, autant elle nous revolta, et oubliant tout d'un coup que Cavalier nous avoit commandé, et que nous lui avions obéi à peu près comme à Dieu lui même, nous lui tournâmes le dos et marchant sous la conduite de Ravel, nous gagnâmes le chemin des Cévennes. A cette résolution la surprise de Cavalier égala pour la moins la nôtre. Au désespoir de se voir ainsi abandonné, il vint après nous. Nous ayant joint à trois quarts de lieues de Calvisson, il nous demanda la grace d'attendre qu'il eût écrit une lettre. J'ai toujours cru qu'il écrivit de là au Marechal de Villars pour lui donner avis de ce qu'il venoit d'arriver. Pendant qu'il étoit occupé à l'écrire nous fîmes la prière publique. Ce fut Moïse qui fit la prière. En vain il nous dit : *Hé bien vous le voulez ainsi, défendez vous bien, vous aurez bientôt les Dragons sur vous ; c'est ce que j'en-*

tendis distinctement entre S^t Etienne et Combas de sa propre bouche, nous ayant suivi jusques au dessus de Canne inutilement. Il voulut arracher de force d'entre les mains de Pierre de Galargues une belle jumant. Pierre de Galargues avoit gagné cette jumant à la grande journée de Nage, par complaisance l'avoit cedée à Daniel Gui; mais à Calvisson Pierre de Galargues jugea à propos que puisque Daniel Gui suivoit Cavalier, il pouvoit reprendre sa jumant. Comme Pierre n'étoit pas d'avis de se dessaisir d'un bien qu'il regardoit comme sien, Cavalier osa le prendre par les cheveux; c'est qui nous surprit beaucoup. Cependant après quelques contestations, nos exhortames le dit Pierre de céder enfin ce qu'on lui demandoit; c'est ce qu'il fit. Cavalier après cela prit son chemin du coté d'Anduze avec 27 ou 28 hommes qui trouverent bon de le suivre, et nous primes le nôtre du coté de Bragassargues. Comme j'étois à la tête de la troupe, je n'entendis point les dernieres paroles qui se dirent de part et d'autres; le soir même nos gens me rapporterent que Cavalier avoit dit en se separant : *Qui m'aime, qui me suive*; et que là dessus plusieurs par un retour de tendresse pour lui, avoient fait mine d'aller après lui; ce qui étant appercû par Moïse il avoit crié : *Vive l'Epée de l'Eternel*, et que la voix de Moïse avoit produit un si subit changement dans ceux qui l'entendirent, qu'il n'y en eut aucun de tous ceux qui avoient paru vouloir suivre Cavalier, qui ne lui tourna à l'instant la face. C'est ici la dernière fois que j'ai vu le commandant pour lequel j'eus toujours une grande consideration. La première fois nous étions du coté de S^t Maurice de Cazevielle dans un enfoncement, où nous faisons collation, et où nous menions plus de bruit qu'il n'auroit souhaité. Après nous avoir exhortés de nous taire, et voyant que nous parlions toujours, il monta à cheval et nous dit qu'il nous abandonneroit. L'autre fois nous étions du côté d'Aigue-Vive, où après avoir coupé un arbre où l'on avoit pendu un protestant et brulé l'Eglise, quelqu'un du lieu s'en plaignit que quelqu'un de nous avoit pris quelque paire de soulier sans le paier. Cavalier après nous avoir fait de reproches, dit qu'il nous quitterait. Deux fois il nous avoit menacés de nous abandonner pour n'avoir pas promptement obéi à certains ordres particuliers qu'ils nous donnoit; mais nous ne lui avions pas sitôt donné des marques de notre repentir qu'il se rendoit à nos empressemens. Et je n'ai jamais effacé de ma memoire une de ses paroles qui me

toucha beaucoup : Craignant que le temps devint si mauvais que nous ne pussions pas subsister dans notre patrie : Il nous dit : Mes Enfants, si nous en venons jamais là, je vous promet de vous conduire tous dans le pays étranger. Nous étions du côté de Vézénobre lorsqu'il nous fit cette promesse.

Le jour que nous quittâmes Cavalier, nous fumes souper à Durfort; quelques jours après nous joignîmes Rolland... ensorte que tout ce qu'il y avoit alors de Camisards étoit ici réuni. Tous ensemble nous formâmes le dessein d'aller souper au Pont de Montvert croyant que les Miquelets en eussent decampé. Pour aborder le Bourg nous divisâmes nos troupes en trois corps. Jeannin prit du côté du nord; partie de nous autres primes le côté du levant, et l'autre du midi. Nous mîmes en devoir d'approcher ainsi le Bourg. Mais nous apprîmes bientôt qu'il étoit gardé plus que par des paisans; car des Miquelets, en se trainant derrière quelque muraille, et tirant quelques coups d'escoupete à la troupe de Jeannin, nous apprîrent qu'il n'étoient pas aussi loin que nous l'avions cru d'abord. Je dis à Roland que de se battre contre les murailles, il n'y avoit à gagner pour nous. Clary me dit que si j'avois peur, je n'avois qu'à aller faire sentinelle; je le prit au mot et je montai sur la hauteur. Nos plus échauffés du pays bas et qui ne bravaient pas toujours avec toute la prudence nécessaire le danger, s'avisèrent d'attaquer un corps de garde; ils s'en rendent maîtres, et au lieu de poursuivre leur pointe, s'amusent à manger. Pendant ce temps là le miquelet alarmé prend courage, se rallie, fait bientôt changer de mets à des gens qui avoient un peu trop témoigné d'empressement d'en goûter. Ils prennent la fuite. Cinq ont le malheur de trouver la mort où ils cherchoient la vie. Cette triste aventure nous fit aisément renoncer au dessein d'aller boire les eaux fraîches du Pont de Montvert. Nous crûmes qu'il valoit encore mieux se coucher ce jour là sans souper, que de l'acheter au prix de nos cinq infortunés. Ayant quitté Jeannin, nous redescendîmes dans les Cévennes.

Ici vient se placer la partie des *Mémoires* publiés par M. Frosterus, et commençant par ces mots : *Notre état devenait tous les jours plus triste* (1)..... Les dernières pages qui suivent sont inédites, et se rap-

(1) *Les Insurgés protestants sous Louis XIV*, p. 84 à 150.

portent aux deux années durant lesquelles Bonbonnoux fut le collaborateur d'Antoine Court.

Les autres événemens de ma vie vous sont assez connus ; j'en rapporterai cependant quelqu'autres. Vous n'aurez pas oublié sans doute que vous ayant quitté un jour à la Bastide, j'eus le malheur d'être arrêté par trois soldats, et que toute mon adresse ne peut m'empêcher qu'ils me conduisissent à la Tour de Vauvert où l'on m'enferma prisonnier. Le peril étoit grand et il ne paroissoit pas que j'en dusse échapper. Vous et Mr Betrine craignites tout pour moi. Mais Dieu qui jusque là m'avoit accordé sa protection d'une maniere distinguée, voulut encore ici m'en faire éprouver les puissans effets. D'abord que je fus en prison, je m'acquis l'amitié de deux grenadiers qui y étoient renfermés. L'eau de vie ou le vin que je leur fis boire les ayant mis de belle humeur, et ayant trouvé sous leurs mains un manche de bois je ne sai de quel instrument, et de la longueur de trois pieds, ils s'en saisissent et frappent à droite et à gauche, tantôt la muraille de la prison et tantôt la porte. Un coup si à propos donné au bord d'un trou deja commencé vers le milieu de cette porte, est bientôt assez grand pour qu'une personne y puisse passer, véritablement avec quelque difficulté. Cependant le soleil fournissoit sa carrière et les ombres de la nuit alloient bien tôt nous envelopper. J'en pris occasion d'en dire à mes soldats : Nous avons affaire à des gens bien cruels. Ils ont la dureté de nous traiter en criminels et de nous laisser pourrir dans notre propre corruption. Il me parait que nous ne fairions pas mal d'essayer de sortir par ce trou, et de nous aller décharger de nos plus pressantes nécessités. Nous pourrions ensuite revenir nous enfermer. A tout ceci mes soldats gardent un profond silence, et me persuadent par là qu'ils ne sont pas éloignés d'approuver ma proposition. J'essaie le trou, et je dis : Nous pouvons sortir, si nous le voulons : ils gardent encore le silence, et je continue mon manège, laissant dans la prison pour prévenir leurs doutes une petite veste blanche que j'avois. Je sors, et je fais semblant d'aller au lieux secrets, où je fis un court séjour ; je reviens sur mes pas, et je trouve un de mes soldats qui s'escrime à la porte pour faire comme moi ; mais soit qu'il fut plus gros où qu'il ne sût pas trouver le biais, il s'escrimoit, mais inutilement. Cependant je gagne le degré ; mon soldat l'aperçoit et me dit : Où

allez-vous? Je vas prendre garde que personne ne nous surprenne, lui dis-je; bientôt je suis à la rue, et je ne tarde pas à être hors le bourg. C'est là que pénétré de reconnaissance, je levais les yeux et les mains vers le Ciel en le remerciant de tout mon cœur de l'insigne délivrance qu'il venoit de m'accorder. Quelle ne fut pas votre surprise lorsque vous me vites arriver le lendemain matin dans la maison où vous étiez! Aussi ravi que ces fidèles qui étoient assemblés dans la maison que S^t Pierre aborda lors que l'Ange l'eut délivré de la prison d'Hérode, vous aviez peine à vous persuader que ce que vous voyiez fut une réalité, et peu s'en fallut que vous tinsiez le même langage à la fille qui vous dit : *Bonbonnoux est-ici*, que les fideles dont je viens de parler à celle qui leur annonça que S^t Pierre étoit à la porte. Mes soldats paierent leur silence par l'ennui d'être attachés quelques jours, et la demoiselle en la compagnie de qui j'avois été arrêté, en fut quitte pour declarer en termes d'une femme qui ne craint plus d'être contredite, à un détachement qui vole vers sa maison pour me chercher, des qu'on s'est aperçût de ma fuite, que je n'étois pas son domestique, qu'elle ne savoit plus où j'étois, et que si je lui avois appartenu, elle auroit si bien fait que ceux qui m'avoient pris, m'auroient bientôt libéré, et continuant à feindre une femme en colère, elle ne paroit se faire aucune peine de prendre l'argent que l'officier lui donne pour le paiement d'un vin que ces soldats avoient bû et quelle leur auroit donné en tout autre occasion avec beaucoup de civilité. Ainsi se termina, comme vous savez, cette aventure qui m'exposa au plus eminent danger, me menant seulement à deux doigts du supplice, et pour laquelle vous ne refusates pas les marques de l'affliction la plus amère, aussi bien que les transports de la plus parfaite joie.

Je pourrois ajouter un grand nombre d'autres épreuves et auxquelles désormais vous avez eu votre bonne part. Vous vous rappellerez sans peine que pendant l'espace de plus de douze années que j'ai eu le plaisir d'être à votre compagnie, nous avons été exposés cent fois aux durs frimats de l'hiver et aux brulantes chaleurs de l'été, aux pluies, aux neiges, aux orages et aux tempêtes. Vous vous rapellerez facilement aussi les déboires que nous avons essuïés pour planter l'Evangile dans les lieux d'où la persecution l'avoit entièrement chassé, ou dans ceux où la superstition du catholique, ou le phanatisme du réformé visionnaire l'avoit extremement abbatardi.

Vous n'aurez pas oublié les dangers que nous avons tant de fois courus et les afflications que nous avons tant de fois essuïées. Vous vous souviendrez sans doute du jour qu'une de nos hôtes fut tellement effraïée que, quoi que vous sortissiez de trembler un rude accès d'une fièvre qui fut long tems opiniâtre, et que vous fussiez encore dans le plus haut degré de chaleur de cette fièvre incommode, et que par dessus tout cela il fit une nuit fort obscure accompagnée de pluie, il vous fallut absolument sortir de la maison de cette bonne femme et aller chercher ailleurs un autre asile, heureux encore, si tout couvert de votre sueur au dedans et de la pluie au dehors, nous eussions trouvé un bon lit pour reposer; mais vous vous souviendrez que sans un artifice que nous imaginâmes, nous n'aurions pas même peu entrer dans une chambre, y ayant des obstacles que le Maître du logis trouvoit insurmontables. Vous vous souviendrez aussi j'espère de ces deux autres événements causés de même par la frayeur de ceux qui nous logeoient où qui devoient nous fournir des retraites. Je veux dire de ce qui nous arriva une fois à St Hippolite, et l'autre en descendant du Pompidou. Dans le premier l'Intendant venoit d'arriver dans la ville. Les portes venoient d'être fermées. La garnison venoit d'être répandue sur les remparts et dans les rues, lors qu'une personne effraïée vint annoncer cette nouvelle à notre hôte qui plus intéressé dans cette affaire que ne l'étoit l'expositeur, par les conséquences qui en pouvoient résulter et qui paroissoient toutes naturelles, participa bientôt à la frayeur, et cette frayeur allant toujours en augmentant, elle parvint bien tôt à ce degré que représentant à notre hôte tout le danger auquel il étoit exposé si nous étions arrêtés dans sa maison, il nous dit quoique avec beaucoup de repugnance, que nous ne pouvions pas demeurer chez lui. En vain voulumes nous tenter d'entrer dans la maison de quelqu'autre fidele, la terreur étoit telle, que ceux la même de qui nous avions éprouvé les plus tendres douceurs, n'eurent pas le courage ni de nous recevoir dans leur logis, ni de nous laisser reposer dans leurs jardins, où j'étois d'avis que nous restassions, puis qu'il n'étoit pas possible que nous trouvassions ailleurs à nous loger : Et après toutes nos perquisitions, s'il vous en souvient, il nous fallut aller camper dans la maison d'un catholique le plus bigôt de la ville (véritablement à son insçu et par l'entremise d'un de ses fils qui depuis quelque temps nous paroissoit trouver

du gout à notre religion) et la plus voisine d'un corps de garde. Tout le redoutable appareil qui avoit causé cette fraieur, avoit d'autres objets en vue que la Religion. Mais il servit à nous faire éprouver combien le danger est capable de prévaloir sur les plus affectueuses dispositions du cœur, sur les devoirs de la charité, de la justice et de la reconnaissance et que ceux qui veulent porter la croix du Seigneur Jésus et qui sacrifient leur vie pour le salut de leurs frères, ne sont pas toujours assurés de trouver des personnes qui en reconnaissance, aient le courage de sacrifier leur maison ou leur liberté dans le besoin.

L'autre événement dont je parle nous arriva au Castagnier. Nous venions d'une Assemblée où j'avois fait l'office de prédicateur. J'étois couvert de sueur, quoique gelant de froid. Nous voulions entrer dans une maison. Mais la frayeur, ou quelque autre raison de cette espèce nous en ferma la porte de celui qui y habitoit. Après avoir longtems attendu dans un lieu où le vent de bise se faisoit sentir, nous fumes obligés de porter nos pas ailleurs, et assez loin de là, si nous voulumes trouver une maison pour loger. Le matin de cette déplorable nuit, je commençai d'éprouver que de telles corvées, mêlées de tels accidents, peuvent avoir des suites funestes pour des corps qui n'ont pas la dureté de l'acier. Une douleur des reins qui me fit pousser des cris, et qui me tint tout courbé, se saisit de moi un peu avant mon lever; l'acreté de cette humeur se repartit bien tôt, et s'empara presque de la moitié de mon corps. Vous savez de quelle grosseur étoit venu un de mes genoux, et la peine que vous prites un soir que nous revenions d'une assemblée où vous aviez peine pour me reconduire dans une de nos retraites, et celles que vous essuiâtes dans diverses maisons où je me transportai pour faire quelques remèdes. Cela se changea en un rhumatisme, dont j'ai ressenti à diverses reprises les dangereuses attaques. J'ai employé tous les remèdes dont on se sert pour m'en délivrer, mais inutilement. Je ne doute plus que je n'en aie pour le reste de mes jours, et que le tombeau seul m'en délivre. La volonté du Seigneur se fasse! Je m'estime encore beaucoup heureux d'avoir reçu à son service une semblable écharde; quelque facheuse même qu'elle puisse être pour un homme qui comme moi n'a ni feu ni lieu, et qui ignore encore où il passera le reste de ses jours.

Je me suis trouvé outre les dangers dont j'ai fait la description,

dans plusieurs alarmes; mais Dieu m'a fait la grâce de les soutenir avec fermeté; loin de me laisser intimider, j'ai presque toujours rallié ceux qui ont été autour de moi. Vous vous souviendrez de tout ce que je fis pour vous seconder, et dans l'Assemblée surprise à Nîmes, dans celle du Chêne courbé et dans celle de la Grand-Place; comme dans la première, je fus toujours à droite et à gauche, encourageant nos pauvres frères effraîés; comme dans la seconde et dans la troisième, je fus moi même découvrir ce qui nous alarmoit, et comme ayant appris que les soldats n'étoient pas loin, je fus vous prendre dans l'assemblée pour nous retirer en bon ordre, et où pour le dire en passant vous me parutes non seulement avoir beaucoup de courage, mais témoigner trop de l'intrépidité; sentimens qui ont toujours paru en vous, et qui m'ont fait craindre plus d'une fois qu'il ne vous fussent un jour funestes.

L'année dernière je me trouvai encore dans une de ces alarmes. Mr Roux devoit prêcher et administrer la S^{te} Cène. On étoit prest à verser le vin dans la coupe, lors que le Troupeau et le Pasteur prend la fuite. La précipitation fut grande, et je fus entraîné par la foule plus de quatre pas de ma place avant que de pouvoir m'affermir sur mes pieds. Selon ma coutume, je voulus voir qui nous faisoit peur avant que de prendre la fuite, et n'ayant pas tardé à découvrir que c'étoit une vaine terreur, je ne sais par qui donnée, je n'oubliai rien par ma voix à rassembler le troupeau dispersé. Je reussis, et si je ne rappelai pas toutes les Brebis, j'en rappelai la plus nombreuse partie. Chacun, revenu de sa frayeur, s'assembla au tour de la Table, comme autant d'aigles mystiques pour y recevoir les fruits de la mort du Seigneur. Ainsi s'acheva notre sacré exercice.

C'étoit le courage que le Seigneur m'inspiroit qui m'a fait entrer tant de fois avec mes livres dans les Bourgs et dans les Villes. Quelque fois je les tirois de mon petit sac pour les mettre dans mes poches ou dans mon sein; quelques fois les enveloppant dans mon mouchoir, je les couvrois avec des herbes, et les portois ensuite à la main en forme de salade.

J'ai toujours eu cette sainte assurance que des compagnes d'un si digne caractère, me procureroient toujours beaucoup de plaisir et ne m'exposeroient jamais à aucune disgrâce; ma confiance ne m'a point trompé. J'ai passé et repassé avec mes livres; j'ai été même

arrêté avec quelques uns, sans que l'ennemi me les ait découvert, et sans qu'ils m'aient jamais exposé à rien de fâcheux. J'ai toujours eu une grande tendresse pour mes frères et surtout pour ceux que le Seigneur a daigné appeler à prêcher l'Évangile. Si je n'ai pas toujours donné à ces derniers de marques de la tendre affection que j'ai eu pour eux, les occasions où les moyens m'ont manqué et non la volonté. Ceux qui ont été dans le besoin ont partagé avec moi, autant que je l'ai pu obtenir sur eux, le peu que j'ai eu à ma disposition. Je ne dis pas ceci pour en tirer de la gloire, à Dieu ne plaise, mais je le dis pour ma consolation et pour exciter en moi la reconnaissance que je dois à Dieu d'avoir produit chez moi ces dispositions chrétiennes. Mon amour pour les pasteurs a sur tout parté lorsque je les ai su entre les mains de l'ennemi. Quel déchirement de cœur n'ai je pas éprouvé toute le fois que j'en ai appris la funeste nouvelle ! J'ai déploré en eux le malheur de l'Eglise, et j'ai été sensiblement touché des cruautés auxquelles ils ont été exposés.

(Collection Court, t. K, n° 17.)

BIBLIOGRAPHIE

LA VIE MILITAIRE ET RELIGIEUSE AU MOYEN AGE, par le Bibliophile JACOB (P. LACROIX). Paris. F. Didot.

Nous croyons devoir consacrer quelques lignes aux chapitres de cette publication illustrée qui s'appliquent aux hérésies, surtout à l'inquisition. M. Lacroix aura fait le pari d'accumuler dans un espace donné le plus d'injures possible contre les protestants, et cela sans le moindre accent de conviction : il a gagné sa gageure.

Deux exemples nous suffiront entre vingt pour faire apprécier l'ouvrage et les intentions de l'auteur. Le bibliophile Jacob accuse d'immoralité les Vaudois et les Albigeois : tant d'austérité peut surprendre de la part d'un écrivain qui n'a pas toujours publié, on le sait de reste, des ouvrages d'édification. Mais passons, et voyons un peu ce que nous allons apprendre sur l'inquisition aux Pays-Bas, l'épisode le plus monstrueux de l'histoire du fanatisme dans les temps modernes : quelques lignes bien peu sévères pour Philippe II

et le duc d'Albe, puis des détails et des gravures pottt montrer que la vraie inquisition a été celle des Gueux contre les catholiques. Nous apprenons de même que la véritable inquisition en France a été l'inquisition protestante, témoin le martyrologe réformé, et sans doute aussi la Saint-Barthélemy!... Mais nous ne consentons pas à prendre plus longtemps au sérieux les plaisanteries du Bibliophile.

Seulement nous dirons aux personnes pieuses, mais peu éclairées, dont on veut ainsi flatter les passions : Supposez que vous lisiez un chapitre sur la Terreur, dans lequel, après une page indulgente sur Carrier, Lebon et les autres proconsuls, on montre que la véritable Terreur a été celle exercée par les Vendéens et les royalistes du Midi contre la Convention. Vous diriez, n'est-ce pas, que c'est le comble de la mauvaise foi, si ce n'est du grotesque, et vous auriez raison.

ÉDOUARD SAYOUS.

ISABEAU MENET, PRISONNIÈRE A LA TOUR DE CONSTANCE (1735-1750).

L'opuscule dont nous inscrivons le titre est une touchante page ajoutée au martyrologe réformé du siècle dernier. La sombre légende de la tour d'Aigues-Mortes semblait épuisée avec l'histoire de Marie Durand et de ses compagnes. Mais la voix d'une captive dont on ne savait que le nom, s'élève à son tour de cette tombe anticipée, pour nous apporter un témoignage d'autant plus émouvant qu'il émane d'une jeune femme qui sut immoler ses plus douces affections à la courageuse confession de sa foi chrétienne. C'est une sœur de Perpétue et de Blanche Gamond, dont M. Alexandre Lombard vient nous retracer la pathétique histoire, puisée dans de précieux papiers de famille.

Le récit de notre correspondant genevois nous transporte d'abord dans ces monts du Vivarais, qui fournirent tant de témoins de la foi réformée : « Sur la montagne qui domine au nord les gorges de la vallée de l'Errieux, petite rivière dont les eaux viennent se verser dans le Rhône, entre les bourgs de la Voulte et de Beauchastel, se trouve la commune de Bruzac. Cette commune s'étend sur un plateau élevé reposant sur des assises calcaires, et comprend deux localités qui, selon les traditions populaires, ont servi autrefois de lieux de réunions ; l'une se nomme *Prat*, l'autre *Venouse*. La pre-

mière de ces localités offre d'assez riches pâturages ; de là probablement son nom. L'autre est plantée de châtaigniers et de chênes séculaires. C'est dans un de ces lieux élevés et déserts que se tint une assemblée le 29 mars 1735.

« Les nombreux protestants des bourgs et villages voisins, Saint-Fortunat, Vernoux, Boffres, Saint-George, Saint-Laurent-du-Pape, toutes localités célèbres dans les annales des Eglises de la contrée, y étaient arrivés de nuit et par groupes détachés. Ils portaient avec eux le simple appareil de leur culte, c'est-à-dire une chaire mobile, une serviette pour la cène, quelques livres de psaumes et la Bible.

« Dans le nombre des personnes présentes se trouvaient deux jeunes époux (mariés le 19 avril 1734). L'un était François de Fiales, autrement dit Fiales ou Fialais, famille dont les descendants habitent encore la commune de Saint-George, et dont les propriétés patrimoniales étaient dans la paroisse même de Bruzac ; l'autre était Isabeau Menet, sa femme, d'une famille de riches propriétaires du pays, résidant à Beauchastel. Sa jeune sœur, Jeanne, à peine âgée de quinze ans, les accompagnait.

« Soit vigilance des troupes à une époque voisine des solennités de Pâques, soit trahison, l'assemblée fut surprise, et quelques-uns des assistants furent arrêtés ; parmi eux les époux Fiales et la jeune Menet.

« Les personnes saisies furent conduites à l'antique citadelle du Pont-Saint-Espirit, sur les bords du Rhône, et y furent préventivement détenues pendant bien des mois. Cette détention leur laissait toutefois quelques heures d'une certaine liberté. C'est ce qui ressort des termes de la première des lettres d'Isabeau. Puis, soit par redoublement de sévérité, à la suite des évasions dont il va être question, soit afin de faire place à d'autres captifs, Isabeau fut envoyée à la Tour de Constance. Ce fut dans cette nouvelle prison que, selon les traditions conservées dans notre famille, elle donna le jour à un fils qu'elle nomma Michel-Ange. Tandis que le premier de ces noms se rattache sans doute à quelque réminiscence de parenté, l'autre porte un touchant caractère de tendresse maternelle.

« Cet événement eut lieu en 1736, et ce ne fut que plusieurs mois plus tard que fut rendu le jugement de M. de Bernage, intendant du Languedoc. D'après cet arrêt, qui date du 1^{er} mars 1737, François Fiales fut condamné aux galères à perpétuité, et Isabeau à être enfermée pour le reste de ses jours dans la Tour de Constance. Leurs biens furent confisqués au profit du roi, abstraction faite d'un

tiers en faveur de l'enfant, né postérieurement l'incarcération.

« C'est ainsi que deux nouveaux noms furent ajoutés à la liste des martyrs. »

Deux, et non pas trois, grâce à l'évasion de Jeanne Menet, qui, trompant la surveillance de ses gardiens, s'était enfuie du Pont-Saint-Esprit, et avait trouvé un asile à Genève, où elle épousa plus tard François-Augustin Lombard, descendant de réfugiés calabrais du XVI^e siècle. Des lors (mars 1737) commence pour Isabeau la plus douloureuse réclusion, car elle se voit séparée à jamais d'un époux qui ne tarde pas à succomber à l'épouvantable régime des galères, ne léguant pas même un nom au cimetière des forcats de Cette ou de Marseille. Sa jeune femme devenue mère, peu de mois après son entrée dans la Tour de Constance, ne pourra pas même conserver auprès d'elle l'enfant qui lui rappelle les courtes joies de sa vie. Faut-il s'étonner qu'à la longue, sous le poids de tant d'épreuves accumulées, malgré l'admirable piété qui l'anime et dont ses lettres font foi, la captive ait fléchi et que sa raison se soit égarée? Elle dut à l'excès de son malheur de ne pas expirer entre les murs d'un cachot. Elle revit, après quatorze ans de captivité, le pays où elle était née; dans quel état? Ces mots écrits à côté du nom d'Isabeau Menet sur la liste des prisonnières en 1750, le disent assez : *Rendue folle à son père!* (1)

Quelques lettres datées de sa prison nous initient aux sentiments de la captive, aux amitiés qui adoucirent pour elle l'horreur du cachot, aux consolations supérieures qui la soutinrent. Parmi ses compagnes de captivité, toutes coupables comme elle d'avoir assisté aux saintes assemblées, elle a trouvé des amies, une surtout, cette Marie Durand, sœur d'un martyr, qui ne recouvra la liberté qu'après trente-huit ans de réclusion qui avaient blanchi ses cheveux et courbé son corps avant l'âge: « J'ay icy, écrit Isabeau à sa sœur, une bonne amie qui est Mademoiselle Durand. Elle vous ressemble beaucoup... C'est cause qu'en entrant icy nous nous sommes toujours appelées sœurs l'une et l'autre. Elle vous embrasse de tout son cœur. »

Ces lignes donnent le ton de la correspondance où Isabeau Menet a mis toute son âme aussi tendre que pieuse, sans aucune trace d'irritation contre ses persécuteurs. M. Alex. Lombard a reproduit avec une religieuse exactitude les quelques lettres dont il possède les originaux. Nous en reproduirons, à notre tour, ici quelques

(1) L'acte de libération signé par le commandant d'Aigues-Mortes, le 4 mars 1750, se tait sur cette circonstance qui nous est révélée par la liste publiée dans le *Bulletin du Prot. franç.*, t. VI, p. 393.

fragments, formant une sorte de journal dont on a seulement modifié l'orthographe.

« Ma très-chère sœur, j'ay receu en son temps votre chère lettre en date du 9 may, par laquelle j'ay ressenti, je vous assure, un extrême plaisir d'apprendre que vous jouissez d'une parfaite santé. Je fais des vœux très-ardents à ce grand Dieu pour qu'il luy plaise vous la continuer et vous comble de ses plus rares faveurs... Je vous suis bien obligée des vœux que vous formez au ciel pour moy et de l'exhortation que vous me faites à la persévérance. — Soyez assurée, ma chère sœur, que je les mettray en effet, que toutes les promesses ni les menaces du monde ne seront pas capables de me faire abandonner le dépôt de la foy. Je m'estime fort heureuse que Dieu me trouve digne de souffrir persécution pour son saint nom. Ainsy j'espère que ce bon père de miséricorde ne me dénierà pas le secours nécessaire pour supporter les épreuves qu'il lui plaira m'imposer.

« Je vous diray que nous sommes vingt-deux, et que nous avons deux heures le matin et deux heures le soir que nous allons en la basse cour du Fort, et le reste du soir et toute la nuit nous sommes enfermées dans nostre tour...

« Je vous souhaite à tous un million de bénédictions. Soyez toujours bien obéissante à mes chers oncles ; suppliez-les de se souvenir de moy et de mon cher époux. Je vous recommande d'estre toujours bien sage ; soyez honnête et modeste ; ne négligez pas le service de Dieu, puisque vous en avez si bien l'occasion. Portez l'honneur et le respect à nos chers oncles et à nostre chère tante. Faites en sorte de vous procurer leur amitié. Cela vous tournera à honneur.

« Vous me dites que si j'ay besoin de quelque chose, vous me l'enverrez. Je vous prie de m'envoyer un fichu de soie des plus fort et un mouchoir d'indienne qui soit beau et carré avec deux peignes d'ivoire. Je vous demande pardon si je vous donne ceste peine. J'espère de vostre bonté que vous m'accorderez ceste grâce (1).

« Je me recommande à vos ferventes prières. Soyez assurée que vous avez bonne part dans les miennes. Mon fils qui se fait grand a une dent, et vous embrasse dans son innocent langage. »

Cette première lettre est sans date. La seconde, datée de la Tour

(1) M. Alex. Lombard, qui a parfaitement apprécié la correspondance d'Isabeau Menet, p. 61, 62, dit ici avec un tact délicat : « Les soins du corps que révèle la demande d'un fichu « qui soit beau, » et de deux peignes d'ivoire, sont en quelque sorte du bien à rencontrer. La nature humaine a ses légitimes exigences, et l'on aime à en entrevoir l'indice au milieu des plus sublimes dévouements. Ne

de Constance, le 23 décembre 1739, n'est ni moins ferme ni moins expressive :

« Je ne cesse de faire des vœux au Seigneur pour vostre conservation de tous, afin qu'il soit apaisé envers nous, et envers tout son peuple dont nous avons extrêmement besoin, car nous l'avons irrité à courroux. C'est la cause que son Eglise est agitée de toutes parts. Dieu veuille par sa grâce lui donner la tranquillité de son esprit et la réjouir dans ses tristesses !...

« Soyez toujours persuadée que je n'ay autre sentiment que de suivre Jésus-Christ, car les souffrances du temps présent ne sont pas à contrepeser à la gloire qui nous doit estre révélée dans le ciel. Bienheureux seront ceux qui les considéreront, et qui détesteront le monde et les choses du monde pour rechercher cette perle d'un si grand prix. Qu'importe que nous soyons les haïs du monde, pourvu que nous soyons de son bon grain, son froment savoureux qu'il doit mettre dans son grenier... Allons à luy puisqu'il nous a promis qu'il nous aidera en ce temps oportun. Soyons luy fidèles jusques à la mort, afin que nous puissions acquérir cette couronne d'immortalité bienheureuse.

« Je n'aurais pas tant tardé à vous escrire ; mais c'est qu'on m'avait donné l'épreuve de mon cher espoux *en me disant qu'il estoit mort...* Comme il est en bonne santé, grâce soit rendue à Dieu, cela m'a mis d'huile dans mon cœur, de ce que je ne saurois luy rendre tant de grâce comme il luy a pleu me faire ; car après la douleur j'avois ressenti de la joye. Le Seigneur veuille nous rassembler quand bon le semblera, afin que nous puissions le prier avec plus d'ardeur que nous n'avons jamais fait...

« Je vous remercie bien de la bonté que vous-avez eu pour moy de m'envoyer les deux mouchoirs que je vous avois prié et je vous suis bien obligée. Si je pouvois faire quelque chose pour vous... je le ferais du meilleur de mon cœur. Mais comme vous savez, je suis esclave, puisque telle est la volonté du Seigneur. Ainsi je ne puis pas faire grand'chose, comme je le souhaiterois. »

Quatre ans s'écoulent entre cette lettre et celle qui suit (26 décembre 1743), quatre ans marqués pour la pauvre captive par un redoublement d'épreuves qui lui font écrire dans sa détresse :

« Je vous prie, ma chère sœur, de me recommander aux prières de l'Eglise, car j'en ay grandement besoin aux afflictions où je me

savons-nous pas gré à l'apôtre des gentils de nous avoir parlé du manteau et des parchemins qu'il a laissés chez Carpus ? »

vois réduite. Le Seigneur me fasse la grâce de prendre le tout venant de sa main ! »

Plus de doute désormais : Isabeau est bien veuve de l'époux dont une première fois elle a pleuré la perte, et l'éloignement de son enfant qu'elle doit confier à des mains amies, ajoute encore à la tristesse de son veuvage. Ces souvenirs chéris se confondent dans une ardente supplication : « Je vous prie, ma chère sœur, au nom de Dieu, de vous souvenir de moy dans vos saintes prières, de même que de mon cher enfant, lequel je vous donne... pour le recommander à mon cher père et mère qu'ils aient soin de son salut, afin de luy faire reconnoître *que son cher père est mort pour la profession de l'Evangile*. Je me fie que vous en aurez le soin de le tirer devers vous, comme vous m'avez promis, car je peux dire, après Dieu, qu'il m'estoit de grande consolation à mon entour, quoique jeune. » Voilà bien l'accent maternel, et l'intime, l'inconsolable douleur, même au sein de la foi et de la plus chrétienne résignation. Désormais les regards de la mère ne se reposeront plus sur l'enfant chéri dont les innocentes caresses avaient le pouvoir de distraire et de dissiper les plus sombres pensées. Le sacrifice suprême est accompli : on sait le reste !

Le pieux biographe d'Isabeau Menet ne s'est pas borné à recomposer la touchante destinée de son héroïne. Il a joint au volume sorti des presses de Jules Fick, un dessin de la Tour de Constance, une carte de la commune de Bruzac et des environs, ainsi que des notes instructives que l'on recommande aux continuateurs de la *France protestante*. La famille Menet, dans ses diverses branches, s'est alliée aux plus honorables du Refuge. Une descendante de l'avocat François Menet, frère d'Isabeau, est devenue la marquise Massimo d'Azeglio. Michel-Ange Menet, né dans la prison d'Aigues-Mortes, se voua au commerce dans la maison de ses oncles, MM. Torras, négociants riches et considérés de Turin. De Jeanne, sa sœur, mariée à François-Augustin Lombard, naquirent deux fils, dont l'un, Gedéon-Guillaume, fut le père d'une personne distinguée dont le souvenir n'est pas effacé dans la société genevoise, Madame de Roches. M. Alex. Lombard, bien connu lui-même par le zèle éclairé qu'il déploie au service d'œuvres philanthropiques et chrétiennes, a bien mérité des amis de notre histoire en leur offrant quelques pages qui sont la meilleure part de son héritage domestique. J. B.

CORRESPONDANCE

ÉDITIONS DU PSAUTIER

M. le pasteur Douen, qui travaille depuis plusieurs années à une histoire du Psautier, prie instamment les lecteurs du *Bulletin* de vouloir bien lui adresser le plus tôt possible une copie exacte du titre de *tous les psautiers en vers, sans exception*, qu'ils ont entre leurs mains, avec l'indication de la date et du format. Il serait aussi désirable qu'on désignât les éditions qui ont une préface.

La bibliographie du Psautier, qui forme déjà plusieurs chapitres respectables dans le beau livre de M. Bovet, est encore fort incomplète ; c'est dans le but d'en combler les lacunes que M. Douen fait appel au concours obligeant de tous les amis de l'œuvre historique. Il mentionnera le nom des possesseurs d'éditions rares.

En réponse à la question de M. Douen on reproduit l'extrait suivant d'un article de M. le pasteur Arnaud dans l'*Évangéliste* du 20 février, où sont énumérées diverses éditions du Psautier omises dans le catalogue de M. Bovet. Ce sont les suivantes :

1. — Les Pseaumes mis en rime française par Clément Marot et Théodore de Bèze. Pseaume IX. Chantez au Seigneur qui habite en Sion, et annoncez ses faits entre les peuples. — Au milieu de la page, un frontispice carré, formé de feuilles d'acanthé ; dans l'intérieur la porte large et la porte étroite, avec cette légende autour : Entrez par la porte étroite, car c'est la porte large et chemin spacieux qui mène à perdition. Mat. 7. — Par François Perrin, pour Antoine Vincent. M. D. L. XII. Avec privilège du Roy. In-8° ; etc. (Bibl. de M. E. Arnaud.)

2. — Psaumes en vers et musique, en regard de la prose au milieu de la Bible, dans « La Sainte Bible contenant le Vieil et Nouveau Testament ou la Vieille et Nouvelle Alliance, » etc. Lyon, Claude Ravot, 1566, in-folio (Catalogue de la Soc. bibl. prot. de Paris, n° 50).

3. — Les Pseaumes de David, musique à tous les versets, à la suite de « La Sainte Bible qui contient l'Ancien et Nouveau Testament, nouvelle édition revue et corrigée, à Amsterdam, chez les Wetsteins, 1710, » in-18, dans un beau frontispice signé De Broca (Bibl. de M. E. Arnaud).

4. — Les Psaumes de David, à la suite de la Sainte Bible, version de Martin, revue et corrigée par Samuel Scholl, pasteur de l'Eglise fran-

quoise de Bienne. Bienne et Yverdon, 1746, in-folio (Bibl. de M. E. Arnaud).

5. — Psaumes de David et Cantiques corrigés dans les paroles et dans le chant, par Charles Bourrit, pasteur, etc. Genève et Paris, MDCCCXXI, in-8°. Musique au premier verset, une seule partie (Bibl. de M. E. Arnaud). — M. Bovet est donc mal renseigné quand il avance (p. 290) que le travail de Bourrit parut en 1823.

6. — Les Psaumes de la pénitence paraphrasés en vers français. Grenoble, 1631, in-4° (Bibl. de Grenoble).

7. — Paraphrase du Psaume CXLVIII, etc., en vers français, par A. Godeau. Paris, 1637, in-4° (Bibl. de Grenoble).

8. — Paraphrase des Psaumes de David en vers français, par Antoine Godeau, nouvellement mis en musique, etc., par Antoine Lardenoir. Paris, 1654, in-12 (Bibl. de Grenoble).

9. — Essai de traduction nouvelle en vers français des Psaumes de David, par J^s - L^r. Ch. de Genève (Constantin). Paris, V^e Smith, 1848, in-8° (Bibl. de M. E. Arnaud).

Notons en terminant une transcription inexacte (p. 290) du titre de la révision de Le Camus, qui doit s'écrire ainsi : « Les Psaumes du roi et prophète David, mis en vers français, etc. (Bibl. de M. E. Arnaud) (1).

E. ARNAUD, pasteur.

GÉOGRAPHIE PROTESTANTE

QUESTIONS ET RÉPONSES.

M. le pasteur Anzière, de Gênerargues, nous envoie les réponses suivantes à plusieurs des questions posées dans le *Bulletin* du 15 janvier :

1. — Le *Bresolles* en question n'est, je crois, ni celui de l'Ain, ni

(1) Nous ajoutons aux éditions omises dans le catalogue de M. Bovet la suivante : « Les Psaumes de David, mis en rime française, etc. Charenton, Estienne Lucas, M.DC.LXVIII » (à la suite du Nouveau Testament.) In-18. (Bibl. de M. Matth. Lelièvre.)

M. Bovet mentionne d'innombrables traductions du Psautier de Marot et Bèze, mais il paraît ignorer que le culte anglican de langue française qui se célèbre dans les îles anglo-normandes de la Manche, a adopté tel quel le Psautier réformé. Plusieurs éditions en ont été imprimées dans les îles à la suite du *Prayer-Book*, traduit lui-même en français. Voici le titre détaillé de l'une de ces éditions :

La Liturgie, ou formulaire des prières publiques, etc., selon l'usage de l'Eglise-Unie d'Angleterre et d'Irlande, avec le Psautier ou les psaumes de David. Nouvelle édition, revue et corrigée sous la direction du Comité de district, en l'île de Guernesey, de la Société pour la propagation des connaissances chrétiennes. — Un beau vol. in-8°. Guernesey, H. Brouard, imprimeur-libraire, MDCCCXXXV. Les paroles ont été légèrement retouchées, mais la musique est celle du Psautier français.

(Note de la Rédaction de l'*Evangeliste*.)

celui de l'Allier, mais bien *Brezolles* du département d'Eure-et-Loir (province de Normandie, colloque d'Alençon). Ce qui me le fait supposer c'est qu'en 1572 cette Eglise avait pour pasteur Matthieu Cartaut père (votre Hartault), qui se réfugia alors en Angleterre, d'où il revint pour desservir l'Eglise de Dieppe (1575 à 1603) et que le fils de celui-ci, Moïse Cartaut, desservit à son tour Saint-Lô (1603) et Dieppe (1603 à 1631). Un autre Moïse Cartaut, probablement le petit-fils du premier, desservit également Dieppe de 1660 à 1685. Vous voyez que toutes ces Eglises appartiennent à la province de Normandie.

4. — Votre *Térieux* et le *Férieux* d'Aymon, ou encore *Térin* et *Mérues* ne sont autre chose que *Meyrusie*, département de la Lozère (province des Cévennes, colloque de Sauve), qui pendant vingt-cinq ans, de 1562 à 1587, eut pour pasteur François Thérond, lequel assista comme député du Bas-Languedoc et Cévennes au synode de 1579 à Figeac. Haag, à la page 171 de ses Pièces justificatives, écrit Téraud, ministre à Térieux.

5. — *Puech de Gotan* doit être *Puch de Contant* dans le Lot-et-Garonne (province de Guienne, colloque du Condomois), qui eut pour pasteurs Mermet fils (1603), Pierre Castagnier (1620), Jean Laguchay (1626), Du Luc (1637), Pierre Lafitte (1660 à 1681), Du Casse jeune (1681).

6. — J'ignore quel est le *Neuvy* en question. Il est probable qu'il faut le chercher parmi ceux qui appartiennent aux provinces les plus rapprochées de celle de Saintonge, puisque son pasteur se réfugia en 1572 à la Rochelle et que la liste donnée par Haag (Tome II, p. 193) montre qu'en effet les cinquante pasteurs qui s'y trouvaient avec lui venaient surtout des environs. Serait-ce celui des deux Sèvres ?

CHRONIQUE

UNE LEÇON D'HISTOIRE

À LA FACULTÉ DES LETTRES DE BORDEAUX

Nous reproduisons sans commentaire l'extrait suivant du journal *la Gironde* du 24 janvier dernier :

Un de nos abonnés nous écrit :

« J'assistais jeudi dernier à un cours de M. Combes, professeur d'histoire à la Faculté des lettres. Sous le prétexte de parler du procès d'Anne Dubourg, il apprécia à sa façon les doctrines des

protestants, dont il expliqua les réformes par les moyens les plus ignobles — le vol, le pillage, l'assassinat, — et qu'il traita de communistes (pourquoi pas de communards ? le mot est à la mode). Mais passons là-dessus ; c'est l'opinion de ce monsieur, et personne ne voudrait le forcer à en changer.

« Mais voici qui est plus grave : un instant après, M. le professeur Cornbes parla des anabaptistes et des excès qu'ils commirent à Mulhouse, « cette chère ville qui vient de nous être enlevée si malheureusement. » Je n'ai trouvé à relever qu'une petite inexactitude dans ce récit lamentable, c'est que M. le professeur d'histoire a confondu tout le temps Mulhouse, en Alsace, avec la ville de Mülhausen, en Thuringe, où Thomas Münzer, le chef des anabaptistes, s'était réfugié. J'ai, pour plus de certitude, vérifié le fait dans une histoire d'Allemagne que je possède.

« Sachant, Monsieur le Rédacteur, l'importance que vous attachez à tout ce qui touche de près ou de loin à la question de l'instruction publique, j'ai pensé que vous ne seriez pas fâché de savoir jusqu'où va la science des cléricaux de notre Faculté des lettres, dont l'enseignement (au moins celui de certains d'entre eux) ne déparerait pas un collège de jésuites. »

SÉANCES DU COMITÉ

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1872.

Présidence de M. *Schickler*. — M. *Bordier*, retenu par une indisposition, témoigne son regret de ne pouvoir assister à une réunion spécialement consacrée au supplément de la *France protestante*.

M. *Coquerel*, absent à la dernière séance, demande quelques éclaircissements qui lui sont donnés par le Président.

La délibération est rouverte sur la part de responsabilité qui doit revenir au Comité dans la continuation de l'œuvre de MM. Haag. Le Secrétaire trouve cette responsabilité trop engagée par la composition même de la Commission spéciale, où doivent figurer d'office, avec M. Bordier, le Président et le Trésorier de la Société, et seulement deux membres choisis au dehors.

M. *W. Martin* répond qu'il faut un lien entre la Société et la Commission, et qu'il est difficile d'exprimer ce lien autrement.

M. *Gaufres*. — Ne pourrait-on choisir un plus grand nombre de membres au dehors, de manière à modifier le caractère de la Commission ?

M. Douen. — Puisque l'on veut dégager pleinement la responsabilité du Comité, pourquoi ne pas instituer hors de son sein une commission tout à fait indépendante ?

M. Coquerel rappelle ce qui se passe pour les thèses de théologie, et la formule usitée : *La Faculté n'entend approuver ni désapprouver les opinions du candidat*, qui nous mettrait à l'abri de toute critique.

Le Secrétaire trouve cette formule insuffisante et même regrettable.

M. Read voit dans les anciens rapports de la Société avec les auteurs de la *France protestante*, des indications utiles et un exemple à suivre pour le supplément.

M. Schickler croit à la nécessité d'une commission spéciale, et demande comment on pourrait procéder à sa création.

Selon M. Bonnet, cette commission doit compter plus de membres pris hors du Comité que dans son sein.

M. Read propose que la composition du Sous-Comité soit laissée à M. Bordier, qui est le meilleur juge. M. Martin demande que la Société confirme à M. Bordier le mandat qu'il a déjà reçu à cet égard.

Le Secrétaire adhère à cette proposition, et témoigne la plus entière confiance en la sagesse de M. Bordier, dont il ne peut que regretter l'absence à cette délibération.

Ce premier point éclairci, une autre question se présente, l'étendue à donner au supplément. Si l'on veut y faire entrer, comme le titre l'indique, toutes les familles qui ont souffert pour la foi protestante, n'est-il pas à craindre que l'on ne s'engage dans un labeur infini et des dépenses sans terme ?

M. Coquerel est sur ce point d'une opinion opposée à celle du Secrétaire. Nous devons, dit-il, à l'œuvre, à nos pères, de ne rien omettre du passé, de ne pas laisser perdre une miette de notre vieille histoire. Il applaudit donc à la formation d'un supplément largement conçu, qui aura plus tard lui-même son supplément.

M. Bonnet. — Quelques limites sont cependant nécessaires, si l'on veut que le supplément ne soit pas trop onéreux à la Société.

M. Gaufrès signale les inconvénients de la formule proposée; elle ne lui semble même pas très-juste, car il y a autre chose dans notre histoire que des familles qui ont souffert pour leur foi; il y a des savants, des industriels, des politiques, etc. Mieux vaut supprimer une formule qui engagerait trop en un certain sens.

M. Read fait observer que s'il ne s'agit que de donner des listes de noms, les objections disparaissent, et l'on se retrouve d'accord.

M. Douen ne comprendrait pas qu'après avoir dégagé avec tant de soin la responsabilité du Comité, on prétendit exercer une sorte de censure sur l'œuvre.

M. Delaborde. — Il n'est question de rien de pareil; mais la Société, sous les auspices de laquelle on se place, garde naturellement le droit de donner quelques avis. Il n'y a là ni censure, ni épée de Damoclès, comme paraît le craindre M. Coquerel; il n'y a que des rapports de courtoisie et de bienveillance mutuelle dont M. Bordier nous donne le meilleur exemple.

P. S. — A la suite de cette délibération et de celle du 14 janvier, d'importantes décisions ont été prises. Elles seront prochainement communiquées aux amis de notre œuvre.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LE PROCÈS DU PRINCE DE CONDÉ

(NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1560)

L'aspect d'Orléans, à la fin d'octobre 1560, était sinistre. François II y avait fait son entrée, le 18 du même mois, moins en monarque qu'en conquérant. Les Guises avaient concentré dans l'enceinte de la ville toute une armée, également menaçante pour les états généraux, dont la session devait bientôt s'ouvrir, et pour les habitants, surtout pour ceux qui professaient la religion réformée. On se préparait à sévir contre ces derniers avec une rigueur qui fit bientôt pressentir le rude traitement subi plus tard par leur coreligionnaire et protecteur Groslot, premier magistrat de la cité. Dans chaque rue, à chaque carrefour, sur chaque place, était établi un corps de garde. Un régime de compression et de terreur planait sur la population.

A mesure que Condé et son frère s'étaient approchés, de

nombreux émissaires des Guises (1) sillonnant la route pour retourner en toute hâte à Orléans, y avaient signalé les progrès de la marche des deux voyageurs. Avertie de leur présence sous les murs de la ville, la cour éprouva une âpre satisfaction, à l'idée de tenir enfin la proie qu'elle convoitait depuis si longtemps.

Quel accueil que celui réservé aux deux princes ! Du portereau jusqu'au logis du roi sur la place de l'Etape (2), ils sont contraints de s'avancer entre deux haies d'hommes d'armes et d'archers, dont ils essuient les insultants propos ; l'accès de la demeure royale par la grande porte d'entrée leur est insolennement refusé ; ils mettent pied à terre, se résignent à pénétrer par une porte basse, et se présentent dans une salle où se tient le roi, entouré des Guises et de toute la noblesse de cour. Leur attitude, à la fois respectueuse et digne, contraste avec la réception glaciale qui leur est faite. Le roi ne tarde pas à les conduire dans la chambre de la reine mère. Les Guises se sont prudemment abstenus d'y suivre leur neveu, qu'ils ont d'ailleurs muni d'instructions suffisantes pour jouer le rôle convenu entre eux et lui (3). À la vue des princes, Catherine de Médicis verse des larmes d'une sincérité suspecte (4). Le roi déclare alors à Condé qu'il l'a fait venir pour savoir de lui la vérité sur les actes de haute trahison qui lui sont imputés ; le prince, tête levée, repousse en termes énergiques l'accusation dont il est l'objet, n'y voit qu'une odieuse calomnie, forgée dans l'ombre par les Guises qui fuient en ce moment sa présence, et il déclare qu'il saura bien se justi-

(1) La correspondance des Guises témoigne de l'ardeur avec laquelle ils épiaient la marche des princes. (Voir leurs lettres des 15 et 23 octobre 1560. Bibl. nat., ms. f. fr., vol. 3157, f^{os} 62 et 74.)

(2) « Le Roy alla loger en la maison du feu chancelier d'Alençon, père du bailli (Grosloir), en la place appelée l'Etape. » (R. de La Planche, *ouvr. cité*, p. 617.)

(3) « Le cardinal (de Lorraine) et son frère se servent du roy comme d'un personnage sur un échafaud, luy faisant faire, dire et ordonner tout ce que bon leur semble. Or, rien ne leur semble bon, sinon ce qui revient à leur ambition et prouffit particulier. » (*Juste complainte des fidèles de France*, etc., etc. Brochure in-32. Avignon, 1560, p. 25.)

(4) « Larmes de crocodile, » dit R. de La Planche. (*Ouvr. cité*, p. 621.) — Voir aussi *Pièces et documents*, n° 16.

fiar (1). « La prison d'abord, la justification ensuite (2), » réplique François II. Vainement Antoine de Bourbon conjure-t-il le roi d'entendre les explications que son frère est prêt à fournir, et de le laisser en liberté, ou tout au moins de le confier à sa vigilance ; il répondra de lui sur sa propre tête : le royal esclave des Guises, se tournant alors vers deux capitaines des gardes que ses oncles ont appostés là, leur commande de s'emparer du prince. Celui-ci, sans rien perdre de sa fermeté, se laisse emmener par eux, en adressant à l'imprévoyant et crédule cardinal de Bourbon ces paroles accablantes, mais méritées : « Monsieur, avec vos assurances, vous avez livré votre frère à la mort (3). » Le malheureux prélat éclate en sanglots, et demeure anéanti. Bientôt Condé est incarcéré dans une maison voisine, munie de fenêtres grillées. Les approches en sont défendues par des pièces d'artillerie braquées sur trois rues. Ordre est donné d'imposer au prisonnier une captivité des plus strictes, et de ne laisser communiquer avec lui qu'un homme de service (4).

Quant au roi de Navarre, s'il n'est pas, comme son frère, jeté en prison, il n'obtient d'autre liberté que celle d'aller du logement qu'on lui assigne, à l'habitation du roi. A peine lui reste-t-il quelques-uns de ses serviteurs. Il doit demeurer, jour et nuit, sous la surveillance de gardes et d'espions (5).

Trente-six heures après l'arrestation de Condé a lieu celle de sa belle-mère (6). Carouges et Renouart, gentilshommes

(1) *Mém. de Condé*, t. II, p. 376. — Castelnau, *Mém.*, t. I, p. 61.

(2) « Al qual el rey respondió que para que tambien el podiesse justificarse, avia determinado de mandarle tener preso. » (Pap. de Simancas, série B, l. I, n° 201 à 204. Dépêche de Chantonay à Philippe II, du 4 novembre 1560, citée par M. Mignet dans le *Journal des Savants*, année 1889, p. 38.)

(3) Le président de La Place, *Comment.*, p. 112.

(4) Le président de La Place, *Comment.*, p. 112. — R. de La Planché, *ouvr. cité*, p. 622. — Désormeaux, dans son *Histoire de la maison de Bourbon*, publiée en 1782, dit (t. III, p. 448) : « La prison dans laquelle fut conduit le prince était une maison voisine de la place de l'Étape... Elle existe encore ; elle est située dans la rue des Carmélites. On a laissé subsister de gros barreaux de fer aux fenêtres de la chambre où couchait le prince. »

(5) R. de La Planché, *ouvr. cité*, p. 622, 623. — « On avait assigné pour demeure au roi de Navarre un hôtel situé sur la place de l'Étape, adossé à celui où était logé le roi. » (Désormeaux, *ouvr. cité*, t. III, p. 449.)

(6) Le président de La Place, *Comment.*, p. 113. — De Thou, *Hist. univ.*, t. II,

de la chambre, « serviteurs très affectionnez de ceux de Guise et ayant singulier plaisir d'exécuter leur commandement à toute rigueur, » ont fait preuve de zèle en franchissant une grande distance avec une célérité telle qu'ils ont pu envahir à l'improviste le château d'Anisy, en Picardie, qu'occupe la comtesse de Roye (1). Là, « sans aucune forme ne figure de justice, » ils fouillent sa demeure de fond en comble, explorent jusqu'aux moindres objets qui lui appartiennent, compulsent ses papiers, s'en saisissent et l'arrachant elle-même brutalement à son intérieur, ils l'entraînent jusqu'à Saint-Germain-en-Laye, où ils l'enferment dans le château. « Ordre est donné au capitaine de l'y recevoir prisonnière et la tenir en si étroite garde que nul ne parlera à elle, fors que les juges que le roy y enverra (2). »

Voilà comment est traitée la belle-mère d'un prince du sang, la nièce d'un connétable, la sœur des Châtillon, une femme éminente, qui a prodigué à la reine mère des conseils inspirés par un dévouement éclairé, et qui a, plus d'une fois, reçu d'elle le nom d'amie ! mais qu'attendre de l'amitié de Catherine de Médicis, dominée par les Guises ? Ne l'a-t-on pas vue se faire un grief contre Madame de Roye, de ce que, peu de jours avant son arrestation, elle lui a écrit en termes pressants, pour obtenir un sauf-conduit en faveur de sa fille, qui désirait se porter à la rencontre du prince de Condé ? (3)

Les rigueurs exercées contre Madame de Roye n'arrêtent pas

p. 830 : « Madeleine de Mailly de Roye, belle-mère du prince de Condé, (était une) dame d'un génie élevé et d'un grand courage. Son zèle pour les intérêts de son gendre l'avait rendue odieuse aux Guises, contre qui elle se déchaînait sans cesse, en présence de la reine mère, avec trop de liberté. »

(1) Voir *Pièces et documents*, n° 15.

(2) R. de La Planchette, *ouvr. cité*, p. 624.

(3) On lit dans une lettre adressée d'Orléans, le 10 novembre 1560, au sénat de Venise par les ambassadeurs Gio. Micheli et M. Surian (archives générales de Venise, recueil *des dépêches* des ambassadeurs, *France*, 1560-1562, *senato 111, secreta*) : « È stata dapoi ritenuta di ordine di S. M^{te} Madamma di Rogia, madre della moglie del detto principe (di Condé), stimata donna di gran spirito, la qual ardì alli di passati di scriver una lettera alla regina madre, dimandandogli un salvo-condotto per la detta sua figliuola, per condursi al marito quando era col re di Navarra, la qual littera fù stimata piena d'arrogantia, et non senza sospicione che ella havesse intelligentia et participatione dell' imputatione data al detto principe. »

le courage d'une femme qui, elle du moins, est sa véritable amie. Au risque de se voir, à son tour, traitée comme la comtesse, Jacqueline de Longwic, duchesse de Montpensier, se prévaut de la familiarité bien connue de ses relations avec Catherine de Médicis (1), pour plaider, en sa présence, la cause du prince de Condé, de sa belle-mère et de son frère. Elle lui conseille de se défier de la puissance des Guises, de ne pas attendre que la mort du roi de Navarre et du prince l'ait portée au comble, et d'opposer aux Lorrains factieux la noblesse de France, qui, s'il le faut, prendra contre eux les armes (2).

Cependant, que devient Éléonore de Roye ? Les douloureux pressentiments qui n'ont cessé d'agiter son âme, ne se justifient que trop tôt : elle apprend, à La Ferté-sous-Jouarre, la double arrestation de son mari et de sa mère, tombe évanouie (3), et ne se relève que pour éprouver d'indicibles angoisses, qu'elle parvient à surmonter, grâce à son énergie morale. Convaincue que le sort du prince et de la comtesse doit se décider à Orléans, elle prend aussitôt la résolution de se rendre dans cette ville pour tenter de les sauver tous deux. Elle doit s'arracher aux caresses et aux pleurs de ses enfants : elles les serre une dernière fois sur son cœur, les bénit et part. Après un trajet fatigant, périlleux même, à peine a-t-elle atteint une localité de la Beauce, sise à dix lieues en deçà d'Orléans, qu'un émissaire de la cour « lui fait défense de par le roy de passer outre, sur peine de rébellion et d'estre atteinte et convaincue de crime de lèse-majesté (4). » Ainsi contrainte de s'arrêter, sans toutefois reculer devant la menace, elle adresse immédiatement à Catherine de Médicis des réclamations énergiques et réitérées. L'attente avec ses anxiétés si cruelles, ne la trouble point, car elle sait « posséder son âme

(1) *Relat. de l'amb. vénit. J. Michiel, d^e Tommaseo*, t. I, p. 433 : « Le duc de Montpensier ne se mêle pas des affaires, mais en revanche sa femme le fait bien pour lui. Elle est gouvernante et première dame d'honneur de la reine, très-familière avec elle, et elle en obtient tout ce qu'elle veut. »

(2) De Thou, *Hist. univ.*, t. II, p. 832.

(3) Désormeaux, *ouvr. cité*, t. III, p. 454.

(4) R. de La Planche, *ouvr. cité*, p. 697.

par la patience. » Une lettre de la reine mère l'autorise enfin « à venir à petite compagnie solliciter les affaires de son mari ; ce qu'elle fait. Estant donc arrivée à Orléans, elle recourt à tous ceux qu'elle estime amis : mais on ne fait moins de conte que de la moindre damoiselle de France. Le roy de Navarre mesmes n'ose parler à elle, pour crainte qu'il a de soy mesmes. Bref, il ne se présente ni courtisan, ni citadin si hardy de la saluer seulement, soit en public ou privé, tant elle est de près observée (1). »

Abandonnée de tous, va-t-elle faiblir sous le poids de son isolement ? Non, car elle porte en elle un cœur chrétien, que soutiennent ces divines paroles : « Invoque-moi, au jour de la détresse, et je te soulagerai. » Le Dieu des miséricordes a entendu sa prière et l'assiste. Aussi demeure-t-elle inébranlable, plus résolue que jamais à parler, à agir et à affronter tous les obstacles.

L'accès de la prison dans laquelle est confiné le prince lui reste interdit ; elle ne peut, quant à présent, ni lui écrire, ni recevoir de lui une seule ligne. Elle sait seulement que, dépourvu de tout conseil, de toute assistance, il s'est trouvé aux prises avec divers personnages, chargés, les uns de le circonvenir par leurs propos captieux, les autres, de lui faire subir un ou plusieurs interrogatoires. Mais, qu'ont dit ces personnages ? Qu'ont-ils fait ? Qu'a dit et fait le prince lui-même ? Elle l'ignore.

Mais il est sans défenseurs. Il faut donc lui assurer sans retard une défense. Les circonstances sont telles, qu'il ne lui est pas permis de choisir un avocat pour assister son mari ; elle se soumet donc à l'obligation de présenter au roi une requête tendant à obtenir de lui une nomination d'office. Le roi désigne Anne de Terrières, seigneur de Chappes, Pierre Robert, François de Marillac, et Claude Mangot, avocats au parlement de Paris. De Terrières et Mangot étant absents de

(1) R. de La Planche, ouvr. cité, p. 698. — Castelnau, *Mém.*, t. I, p. 57.

la capitale, Robert et Marillac viennent seuls à Orléans.

Leur présence dans cette ville est déjà pour la princesse un premier soulagement. Elle en éprouve un autre, à l'ouïe de la récente arrivée à la cour, d'une femme vénérable sur le caractère et la sympathie de laquelle elle peut compter ; car elle sait que, dès son entrée à Orléans, le 7 novembre, Renée de France, duchesse de Ferrare, émue des scènes dont elle a été témoin, en dépit des hommages qu'on lui prodigue (1), s'est fait un devoir de reprocher fortement au duc de Guise, son gendre, l'incarcération de Condé, et lui a dit « que, si elle eût été là, elle l'eust empêchée ; que cette playe saignerait longtemps après, d'autant que jamais homme ne s'estoit attaqué au sang de France, qu'il ne s'en fût trouvé mal (2). » Cette voix courageuse sera-t-elle entendue ? Etendant au loin ses généreux efforts, Eléonore de Roye cherche à obtenir pour son mari et sa mère des appuis à la fois religieux et politiques, hors de la France, en s'adressant directement à l'électeur palatin, Frédéric III, et, par l'intermédiaire de ce prince, sincère ami des protestants français, à Elisabeth, reine d'Angleterre, qui annonce des intentions bienveillantes à leur égard (3).

Quelle était à ce moment la situation du prince au point de vue judiciaire ? Les Guises avaient la prétention de faire condamner Condé comme coupable de lèse-majesté divine et humaine, en d'autres termes, au double titre d'hérétique et de criminel d'Etat ; pour ouvrir la voie à une accusation d'hérésie, ils n'imaginèrent rien de mieux, dès qu'il fut en prison, que de lui envoyer un prêtre, qui, pénétrant dans sa chambre, lui déclara qu'il venait par ordre du roi, célébrer la messe devant lui. Le prince l'éconduisit, en répondant qu'il s'était

(1) Les ambassadeurs vénitiens Gio. Micheli et M. Surian écrivaient d'Orléans, le 10 novembre 1560 : « Entrò già terzo giorno in questa città la duchessa di Ferrara incontrata con molto honore non sol da tutta la corte, ma da sa Ma^{te} medesima uscita più d'un grosso miglio per riceverla, et è alloggiata in palazzo e riconosciuta et trattata come figliuola di re. »

(2) Le président de La Place, *Comment.*, f° 113. — R. de La Planché, ouvr. cité, p. 635.

(3) *Calendars of State papers, foreign series*, vol. 1560-1561, p. 429. Frédéric, count palatine of the Rhin, to the queen, 7 december 1560.

rendu à Orléans, non pour y entendre la messe, à laquelle il avait depuis longtemps renoncé, mais pour se laver de l'outrage d'une injuste accusation (1).

Battus de ce côté, les Guises se retournèrent d'un autre. Connaissant l'indomptable fermeté de leur prisonnier, et alarmés de la persistance avec laquelle il flétrissait, en termes non équivoques, leur conduite, ils tentèrent d'acheter son silence, au prix d'avances captieuses qu'ils lui firent faire par un de leurs agents, pour arriver à une sorte de réconciliation. Le prince renvoya cet agent, en lui enjoignant de dire à ses maîtres (2) : « Qu'il avoit reçu tant d'outrages, qu'il ne restoit autre voye d'accord, sinon de vuidier leurs querelles à la pointe de la lance et de l'espée : et combien qu'il fust enserré en leurs liens, et qu'il semblast en apparence n'en devoir jamais sortir sans recevoir une mort ignominieuse, si est-ce qu'il espérait tant de la bonté et miséricorde de Dieu, qu'il leur feroit réparer l'injure par eux faite à un prince du sang, lequel estant venu au mandement et sous la parole et assurance du roy, avoit esté si honteusement emprisonné à leur pourchas et sollicitation, afin de commencer en luy à esteindre le sang royal : mais que cela n'aviendroit point qu'il ne les eust fait conoistre coupables des crimes à luy par eux imposez, et que le roy n'avoit de si grands ennemis que la maison de Lorraine. »

Une dernière voie restait ouverte, celle de la violence déguisée sous de fausses apparences judiciaires : les implacables ennemis du prisonnier y poussèrent aussitôt quelques-unes de leurs créatures. Là où la plus élevée des juridictions régulières eût seule été compétente pour informer et statuer, ils font arbitrairement intervenir une juridiction exceptionnelle, et nomment commissaires-instructeurs le président Christophle de Thou, Barthélemy Faye et Jacques Viole, conseillers, auxquels ils adjoignent Bourdin, procureur général, et Dutillet, greffier.

(1) Castelnau, *Mém.*, t. I, p. 53. — R. de La Planche, *ouvr. cité*, p. 638.

(2) Castelnau, *Mém.*, t. I, p. 54. — R. de La Planche, *ouvr. cité*, p. 691, 692.

Chargés de procéder à l'interrogatoire de Condé, ces divers personnages se rendirent dans sa prison. Le prince, interpellant de Thou personnellement, lui fit sentir combien il trouvait étrange qu'un homme tel que lui, affidé des Guises, osât venir l'interroger, alors « qu'il devoit, plus que tous les bonnets ronds du royaume, s'abstenir de ce négoce (1). » Il ajouta, en s'adressant aux autres commissaires, qu'il refusait de répondre, « parce qu'il n'avoit d'autres juges que le roy, accompagné de ses princes, séant en la cour du parlement de Paris, les chambres assemblées (2). » Les assistants voulant passer outre, il interjeta d'abord « un appel de son emprisonnement devant le roy séant en sa cour de parlement, suffisamment garnie de pairs de France, » seule juridiction compétente. Dès le lendemain, le conseil privé, transformé pour la circonstance en tribunal supérieur, au mépris des attributions souveraines du roi, des pairs et du parlement réunis, déclara l'appel non recevable, sans avoir d'ailleurs entendu ni même cité devant lui le prince. Condé attaqua cette décision comme entachée d'un excès de pouvoir flagrant; sa réclamation fut écartée, et injonction lui fut faite de répondre aux commissaires. Ces derniers retournèrent près de lui. Dédaignant de répondre à une seule de leurs questions, il protesta contre leur présence; et, par un nouvel appel interjeté, déclara persévérer dans l'appel précédent. Le conseil privé rejeta le second appel toujours sans avoir entendu le prince. Chaque fois que les commissaires revinrent à la charge, Condé répéta la même déclaration, que le conseil privé se garda bien d'accueillir. Une dernière décision de ce conseil ordonna au prince de répondre enfin aux commissaires, sous peine, cette fois, en cas de refus, d'être réputé atteint et convaincu du crime de lèse-majesté; elle prescrivit, en outre, le recolement et la confrontation des témoins.

(1) R. de La Planche, *ouvr. cité*, p. 698.

(2) Castelnau (*Mém.*, t. I, p. 55, 56) démontre péremptoirement la justesse de cette opinion du prince. — Voir aussi *Le Laboureur*, addit. aux *Mém.* de Cas-

Tel était l'état des choses, au moment de l'arrivée de Robert et de Marillac à Orléans.

Les deux défenseurs délibèrent entre eux sur ce que requiert désormais une situation que la fermeté et la judicieuse résistance du prince ont, à elles seules, maintenue jusqu'à présent, mais qui n'en demeure pas moins périlleuse. Ils demandent, en premier lieu, communication du procès-verbal relatant les opérations des commissaires, leurs paroles et celles du prince. Une communication proprement dite de cet acte leur est refusée : il leur en est simplement donné lecture par Dutillet, en présence des commissaires et du procureur général.

Robert et Marillac demandent, en second lieu, permission de conférer avec le prince : d'incroyables difficultés s'élèvent, et l'on méconnaît à tel point, vis-à-vis d'eux, les droits sacrés de la défense, qu'on va jusqu'à « limiter les propos dont ils useront envers leur client » et ordonner que « Robertet, secrétaire d'Etat, et le greffier Dutillet seront présents à leur communication » avec Condé.

On n'a pas encore épuisé la série des incidents qui montrent à quel point fut poussé le mépris des formes protectrices du droit. Les paroles suivantes sont empruntées au récit d'un contemporain (1) : « Les advocats allèrent faire la révérence à Monsieur le prince, lequel déclara, qu'encore qu'il cogneust Robert (2), pour avoir esté à son conseil de longtemps, et qu'il s'assurast bien de Marillac, pour la bonne opinion qu'il avoit de lui (3), toutesfois il supplioit le roy de permettre de prendre

telnan, t. I, p. 518 à 520, et B. de La Roche-Flavin, *les Parlements de France*, in-folio, 1617, liv. XIII, chap. xviii, p. 712.

(1) *Mém. de Condé*, t. II, p. 381, 382. — Le président de La Place, *Comment.*, f^o 115, 116.

(2) « M^r Pierre Robert estoit homme d'une belle présence, voix et action, disoit assez heureusement, et se faisoit plus estimer par son sens naturel que par son estude et son travail... S'estant fait de la religion prétendue réformée, il fut employé par M. le prince de Condé au faict de la déclaration de son innocence; depuis lequel temps il fut tousjours recherché par ceux de ceste religion, ce qui luy cousta la vie, car il fut tué le jour de la Saint-Barthélemy. » (Loisel, *Dialogue des advocats*, 1632, t. I, p. 220.)

(3) « On faisoit plus d'estime de François de Marillac, Auvergnat (que d'autres advocats), en ce qu'il estoit fort en la réplique; mais il fut ravi au milieu de son aage. » (Loisel, *Dial. des advocats*, t. I, p. 221.)

plus grande assurance d'eux par le moyen du roy de Navarre, Monsieur le cardinal de Bourbon, ses frères, et de Madame la princesse, sa femme; et pour cest effect, leur permettre de communiquer avec eux, en telle compagnie et en telle distance qu'il plairoit à Sa Majesté adviser; ce qu'il requéroit principalement pour l'obéissance qu'il vouloit garder au roy de Navarre, sans lequel il ne vouloit rien faire. — Sur ces propos, la compagnie se départit. Et après que Robertet et Dutillet eurent récité au roy la requeste que luy faisoit Monsieur le prince, la communication qu'il requéroit luy estre octroyée avec Monsieur le roy de Navarre et Monsieur le cardinal de Bourbon, ses frères, lui fut refusée tout à plat, et permis seulement à Madame la princesse de l'assurer par lettres, que Robert et Marillac luy estoyent distribués pour conseil, et qu'il pouvoit communiquer avec eux en assurance: de laquelle réponse Madame la princesse advertit Monsieur le prince par lettres qui luy furent présentées, le mesme jour après le disner par Robertet et Dutillet; et là se trouvèrent Robert et Marillac pour communiquer avec luy, en la présence du mesme secrétaire et du mesme greffier, accompagnez du seigneur de Brezay, capitaine des gardes. »

Ainsi, que d'entraves déjà apportées à la défense du prince! S'agit-il des moyens d'incompétence soulevés par lui, contre les commissaires instructeurs et de la juridiction souveraine qu'il invoque pour le jugement de sa cause: le conseil privé le repousse, sans l'avoir entendu. L'autorité royale, méconnaissant le droit qu'avait la princesse de choisir des défenseurs pour son mari, prétend-elle lui en désigner d'office: ce n'est qu'en resserrant d'avance dans un cercle infranchissable les quelques paroles qu'ils pourront adresser à leur client. Condé réclame-t-il l'assistance de ses frères, de sa femme: on la lui refuse. Veut-il s'entretenir avec ses défenseurs: il ne le peut qu'en présence d'un secrétaire d'Etat, d'un greffier, et d'un capitaine des gardes, dont il doit subir le contrôle. Eh bien, sous le coup de tant d'excès de pouvoir, de dénis de jus-

tice et de restrictions brutales accumulés, le prince ne faiblit pas un instant. Quelle fermeté, au contraire, dans le langage qu'il tient à ses défenseurs, alors que Robertet, Dutillet et Brezé sont là pour épier son attitude, ses paroles, l'accent de sa voix, et jusqu'au jeu de sa physionomie ! « Adonc, continue le récit auquel nous nous sommes reporté, Monsieur le prince commença à déduire sommairement et néanmoins très-disertement que l'affliction qu'il souffroit ne luy estoit point envoyée de Dieu pour l'offense qu'il eust faite contre la majesté du roy, mais bien pour l'esprouver en son adversité : et quant à luy, ayant l'esprit libre et la conscience entière, il ne pensoit estre prisonnier, encore que sa personne fust arrestée ; mais beaucoup plus estimoit-il ceux-là prisonniers, lesquels, avec la liberté du corps, sentoyent leur conscience asservie et affligée d'une perpétuelle souvenance de leurs vices et de leurs forfaits. Et, à ce propos, il alléguoit plusieurs mémorables histoires, en très-bons termes, et avec visage constant et assuré : ce qui ne se peut rencontrer en ceux qui sentent leur conscience chargée de quelque meffait et qui ont l'esprit troublé de confusion et de suspicion que leurs offenses ne soyent descouvertes. »

Ayant terminé son allocution, le prince écrit à sa femme, remet à ses défenseurs des notes et mémoires pour le soutien de sa cause, et les charge verbalement d'un message affectueux pour le roi de Navarre et le cardinal de Bourbon ; puis, lorsque Robertet se retire, il le prie « de présenter ses humbles recommandations à la majesté du roy et de la royne mère. »

Dans la lettre qu'il vient d'adresser à Eléonore, sa femme, Condé l'exhorte à ne point se laisser abattre par leurs communs malheurs, et s'efforce de relever ses espérances, par la conviction dans laquelle il est, qu'au moment où tous l'abandonnent, Dieu daignera protéger son innocence (1).

Profondément émue à la lecture de ces lignes, auxquelles il lui est hélas ! interdit de répondre, la princesse implore avec

(1) De Thou, *Hist. univ.*, t. II, p. 838.

ferveur la protection divine. Quelque rude que soit l'épreuve qui déchire son cœur, si douloureux que soit son isolement au sein de la cour, elle persiste dans ses démarches et ses supplications en faveur de son mari et de sa mère. Fatigues, humiliations, dédains, souffrances physiques et morales, rien ne l'arrête, dès qu'il s'agit de ces deux êtres si chers. On la voit souvent agenouillée et en pleurs devant le roi (1). Dans son dévouement, que d'énergie ! dans son abnégation, que de grandeur ! dans sa détresse, quel touchant appel à la commisération de tout cœur noble et généreux ! Mais le jeune monarque est prémuni contre tout attendrissement : les Lorrains font bonne garde autour de lui. Il n'a pour la princesse de Condé que regards courroucés et paroles amères.

(1) Castelnau, *Mém.*, t. 1, p. 56, 57.

(*La suite prochainement.*)

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

L'ANCIENNE ÉGLISE RÉFORMÉE DE MONTDARDIER

(1576-1583)

DE L'ŒUVRE DANS LA PAROISSE

L'Eglise réformée de Montdardier, tout en s'occupant avec zèle de l'évangélisation dans les paroisses limitrophes, ne négligea point la sienne propre, et il lui fallut parfois déployer dans cette œuvre un esprit plein de fermeté, en même temps que de douceur, pour vaincre les résistances de certains membres, qui avaient de la peine à se soumettre à la discipline ecclésiastique. C'est cette œuvre difficile, mais grande, que nous montrerons ci-après.

ALPH. FALGUIÈRE.

Du ministre, comme représentant de l'Eglise à divers colloques et synodes, etc.

Le 5^{ème} may 1577 a esté arresté au concistoire le compte de l'argent que a despencé monsieur Vatillien, nôe ministre avec Moise De la Combe au colloque de Durfort, allant au synode d'Uzès, que ont despencé en soume trente ung soul et sept deniers.

Le 25^{esme} desembre 1577 a esté arresté au concistoire que monsieur le ministre, avec m^e Barral et mestre Salze iroient mardi prochain au Vigan.

Le dimanche 22^{esme} juing 1578, arresté en concistoire que m^e Barral iroit avec nôe ministre à Sumoigne (Sumène), au coloque et que m^e Salze demanderoit argent à monsieur de Mondardier pour le paiement du susd. ministre.

Le 24 d'aoust 1578 arresté au concistoire que le sieur Vatillien ministre, paiera ce que l'Esglise de Montdardier a esté cotizée pour

sa part de cent livres que les Eglises de la province donnent pour marier la fille de m^r Arnail (1), feu ministre.

Item a esté arrêté que si l'Eglise de Valleraugue (2) envôyoit query le sieur ministre, il y poroit aler, s'y l y se trove bien et sy bon luy semble, sans toute fois le contraindre autrement.

Du maître d'école.

Le quatriesme de septembre 1577, le concistoire aiant entendu que m^e Pierre Causse, mestre d'escolle venant au dict lieu de Mondardier, n'a apourté attestatoire de sa vie passée et d'autre costé qu'il est soussoné de quelque larcin faict à Gange, a arrêté qu'il ne sera reseu a la cène jusques a se qu'il en sera purgé et faict aparoitre qu'il n'est riende se qui est dict cy deseü.

Election des anciens. — Leur serment. — Une de leurs œuvres.

Le 22^{esme} desembre 1577 a esté arrêté en concistoire que mercredi on feroit les censures, et que dimanche prochain l'on hausmanteroit (augmenterait) le concistoire.

Le 23 feувrier 1578, a esté arrêté en concistoire que Pierre Procailrol, dict Martin (Estyenne Solier), Estyenne Jourdan et mestre Jean Bonhome seront déclarés au peuple come ils ont esté esleu pour estre du concistoire.

Le neufvième mars 1578, nous, Jean Bonhome (Estyenne Solier). Pierre Martin et Estyenne Jourdan, estant de nouveau només et appelés au concistoire de l'Eglise du present lieu de Mondardier, après avoir entandu la confession de foy accourdée aus Eglises de France et articles de la discipline ecclésiastique par la lecture que nous en a esté faicte, nous avons promis et promettons tous ainsi que les deseü nomez et signez ont promis tous garder et observer. En foy de quoy nous qui savons escripre nous sommes signez le dit an et jour quedeseü. — Soulier (Bonhome), Pierre Martin, qui fait un carré long.

Le premier de septembre 1577, a esté ordonné au concistoire que Pierre Gries donneroit la coupe a la cène, que monsieur le Baile et

(1) Le pasteur Arnail, étant mort à la date de 1568, avait laissé le nombre de six filles. Voir dans le *Bulletin* du mois de mars 1873 la liste de pasteurs citée par M. Teissier d'Aulas.

(2) Il est à peu près certain que le pasteur Vastilien passa vers la fin de l'année 1578 à l'Eglise de Valleraugue; il ne figure plus à cette époque sur les registres du concistoire.

m^e Salze bailleroient le pain et le vin, et mestre Estyenne de La Combe doneroit les marques.

Le 22^{ème} desembre 1577 a esté arresté au concistoire que mestre Estyenne De La Combe donneroit la coupe et Jean d'Olivet doneroit le pain et le vin pour la cène.

Des diacres. — Leur œuvre.

Arresté le sisième avril 1576 au concistoire que tous les dimanches au matin, les diacres diront les comandements de Dieu au peuple devant le preche.

Le 13^{ème} may 1576 arresté que les comandements se diront après le preche a raison que y aura plus grande assistance.

Le 26^{ème} juillet arresté au dit concistoire que m^e Baralis diacre bailhera a Bourrier cinq soulz de l'argent des puvres.

Le sixiesme juing 1578 arresté que m^e Salze sinifierait a Focrant Olivet que le concistoire trouvoit bon que l'argent du légat de sa fame fuz converty en drap et toile et que le suzdit Salze, m^e Bonhome, m^e Anthoine Barral et m^e Pierre Maistre y seroient appelés a la distribution au nom du concistoire.

Le dimanche 29^{ème} juing 1578 a esté dict en concistoire qu'il seroit remontré a monsieur le bailhe qu'il ne devoit distribuer le légat de sa belle fille, sans l'assistance de ceuls qui avoient esté ordonés ne a ceuls du preche.

Le dimanche item estaient défailant au concistoire sire Jean Olivet (Estyenne Solier), Bonhome et Loys Finielz. A esté arresté que mestre Salze, diacre, rendroit compte de son rante de Blandas et parleroit à m^e Martial pour recouvrer l'argent du voyage et à monsieur de la Jurade (1).

Du 4^{ème} aoust a esté aussi ordonné que le rolle des puvres sera mis en évidence au concistoire.

Instruction religieuse.

Le dixhuictieme d'aoust 1577, le concistoire a arresté que ceux qui de lon tamps ont esté reseus en l'Eglise et ne veulent faire la

(1) La Jurade était une terre appartenant à la famille seigneuriale de Montdardier. Celui qui portait ce nom était le fils aîné de M. de Montdardier, Jean de Ginestous. Le fils aîné de celui-ci, Charles de Ginestous, et père du pasteur François de Ginestous, le porta aussi. La Jurade était située dans la paroisse de Blandas.

cène ayant esté bien et suffisamment admonestés leur sera signifié par mestre Pierre Maistre, qu'il ne leur sera permis de présenter enfans a baptême qu'ils n'oient esté catéquisés et n'oient pris la cène, lesquels sont ici només et premièrement la fame de Toueau de Combarneux, Paisquaire, la fame de Pierre Roquairol, Anthoinette, fille du Traidou et autres.

Le second jour du mois de marc 1578, arresté en concistoire que dimanche prochain il sera signifié au peuple de se venir quaterquizer.

Censures ecclésiastiques à l'égard du mariage, et précautions à l'égard de ceux qui venaient se marier en ladite Eglise.

Le 22^{esme} avril 1576 a esté arresté en concistoire que Claude la fame de Gissard Vassas sera appelée au dit concistoire pour icelle estre interrogée si elle pora gagner son mary a bénir leur mariage de tant que ne sont donez aucune religion ny avant, laquelle demande à estre reseue a la cène de nôe S^r Jésus-Christ, et pour l'appeler a esté esleu m^e Anthoine Barral diacre a dimanche prochain, que à promy faire son devoir.

Le 13^{esme} may arresté en concistoire suyvant le raport de m^e Anthoine Valze come charge lui avoit esté donnée a avoir a admonester et a appeler par troys foyz la fame de Gissard Vassas venir respondre au dit concistoire la cause de sés excuses et effortz qu'elle a faict de espouser a la religion.

N'estant pas veneue, a ceste cause, suyvant le dict mépris le concistoire la déclare inhabile et indigne a resevoir la cène de nôe S^r Jésus Christ et que dorénavant lui sera refuzée jusques a ce que autrement l'on cognoitra en elle vray repentance contription et amandement.

Nous Pierre Mahistre (Sire Jehan Olivet), m^e Anthoine Barral, m^e Anthoine Salze (m^e Estyenne de La Combe), m^e Loys Finielz et Pierre Gros, anciens de l'Eglise de Mondardier sousignez ou marqués, ayant veu les témoignages et attestatoire donnés par Estyenne Bonhomme notere de Guersac (1) en Gévaudan et m^e Vivens docteur en droit et notere de la ville du Vignan, natif de Guersac, produits

(1) Quesac, ou Quersac, était à deux lieues de Baniols en Gévaudan.

par Jean Bonhomme du lieu de Baniols en Gévaudan, habitant a présent a Mondardier, l'une escripte du premier IXbre 1576 l'autre en date du 15 desembre 1576 par lesquelles attestatoires et témoignages on constate, assure et certifie que m^e Jean Bonhomme (1) fils de Guyon Bonhomme et de Jeane Fabresse n'est point fiancé ne marié en son pais de Gévaudan ne ailleurs que avec Marceline Salze du dict Mondardier, par quoy nous soubz signés avons entendu telle attastatoire et cogneu aussi le dict m^e Bonhomme par l'espace de cinq ans. Avons arresté et conclud que son dict mariage avec la dicte Marceline Salze sera solapnisé et ratifié en la présante Eglise de Mondardier selon l'ordre accoustumé par la réformation. En foy de quoy avons signé la présante et marqué.

Fait à Mondardier ce (19 désembre 1576).

MAISTRE, ancien et greffier.

JEAN OLIVET, ANTONY BARRAL, SALZE.

Censures contre ceux qui assistaient au culte catholique ou conservaient des doctrines romaines.

Le 16^{esme} feubvrjer 1577 a esté arresté en concistoire que Jehan Vassas, Paisquaire et la fille du Traidou seront appelés au dict concistoire pour avoir pouté les enfans à batesme à la papauté, et appelés par mestre Barralis.

Le 3^{esme} jour de mars au dit an arresté que m^e Barralis tornera appelé pour la seconde foy en concistoire, Jehan Vassas et la fille del Traidou.

Le 10^{esme} du dt moys arresté en concistoire que m^e Barralis tournera appeler pour la troisieme foy Jehan Vassas et la fille del Traidou avec son mary pour savoir d'eux les raisons susdictes.

Le 24^{esme} du dict mois le dict m^e Barralis a rappourté avoir appelé pour la troisieme fois le susdict Vassas, la fille del Traidou et son mary, et le mary d'Icelle del Traidou lui a respondu que n'avoient en rien offensé le concistoire, et quant au dict Vassas, n'a rien respondu.

(1) D'une famille de notaires, Jean Bonhomme, avant de venir à Mondardier, avait exercé trois ans à Aumessas comme praticien notaire, et à Mondardier il remplaça le notaire Pierre Martial. Pendant plusieurs générations, on continua cet état. Cette famille s'est éteinte au commencement de ce siècle. (*Archives consist. de Mondardier.*)

Le 28 avril 1577 arrêté en concistoire que touchant le faict de Vassas paiscaire et la fille del Traidou, il est remys a la discreption du Synode premier que se tiendra.

Le 4^{ème} septembre 1576 s'est prezantée Marquése Aguze, fame de m^r Martin Aguze, en concistoire, laquelle estant interrogée par le subz dict ministre au nom du dt sy elle estoit allée a nostre dame de Parlague pour appourter son vœu, afin d'avoir santé de quelque maladie qu'elle avoit, a respoundu qu'elle y avoit esté pour ce et qu'elle y estoit allée pour avoir santé, disant aussi au dict ministre, que s'il estoit malade il voudroit chercher le moyen de quelque saint. Et sur cela le dt concistoire a arrêté que d'austant que en cela il y avoit une pure defanse de Dieu et vraye idolatrie de recourir aux créatures plustot que a Dieu et veu que cela en pouroit prendre scandale a toute l'Eglise, a ordonné que cela méritoit réparation publique et privation de la cène ce que lui a esté signifié présentement par le susdict ministre. Et de son consantement elle a accourdé de se venir présenter dimanche prochain devant le preche.

Censures contre les joueurs, chasseurs ou autres effets,

Le 19^{ème} may 1577 le dict ministre a rappourté que come la charge lui avoit esté baillée, il auroit exhorté le susdict Anthoine Aguze de venir au concistoire pour son faict de jeu, suivant la polise d'iesluy, lequel a respondu qu'il n'y viendrait poinet, proferant plusieurs outrages contre le dict concistoire, sans exepster aueung des antiens et qu'il savoit bien la puissance que le dict concistoire avoit, et que quant on lui defandroit les preches, qu'il n'en souffriroit pas beaucoup de tant ; que le Vigan n'estoit guère loing pour y aller combien que le dict ministre ne luy tint tel propos.

A esté ordonné par le diet concistoire que le susdict Aguze seroit de rechef exorté par m^r Anthoine Salze de venir mercredy prochain au dit concistoire ou à faulte de ce il sera privé de la cène. Ensemble donne (dame) Ricarde sa fame et donne Jehane de Genestous par la troisieme foyz ; autrement en seront aussi privées comme deseu.

Pour le regard de ce Anthoine Aguze et de donne Ricarde, sa fame se sont présentés et faict repentance et quant a donne Jeanne ne s'est point prezantée et a plus forte raison privée de la cène.

Le 26^{ème} mars 1576 a esté arrêté que m^r Anthoine Salze appe-

lera Jeanne de Ginestous pour se trouver au consistoire vendredy prochain a l'yssue du presche.

Le vendredy 21^{esme} jour du moys de mars au dit an mil..... (1578), Jeane de Ginestous c'est prezantée au concistoire pour estre ouye. Laquelle a dict et déclaré qu'elle avoit grandement failly de n'avoir oubey a l'Esglise quant elle avoit esté appelée cy devant donc elle se repentoit, recquérant estre reseue a la communion de l'Esglise et des sacrements.

Le concistoire aiant ouï la dicte de Ginestous et remonstré à icelle de Ginestous que il falloit qu'elle se réconcilliat avec sa partie, à savoir avec donne Catherine Ricarde fame à Anthoine Aguze, du différant que entre elles avoient eu cy-devant et se désistat des fréquentations qu'elle faict journellement.

Et que en cela il falloit qu'elle en fist aparoir par ses actions. Le concistoire a ordonné qu'elle attendra a participer au saint sacrement de la sainte cène jusques à la pantecoste prochaine sy elle faict apparoir par ses actions d'avoir la repentance qu'elle dict avoir, mesmemant que le tamps de Pasques estoit si prochain de lacquelle le concistoire cognoitra.

Le 25^{esme} mars 1578, le concistoire aiant ouï le rappord de m^e Jean Bonhome, savoir d'avoir appelé pour la quatriesme foyz Bertrand Villeméjeane pour se trouver au concistoire, lequel Villeméjeane lui avoit cy devant promys par deux foyz de venir au dict consistoire, lui auroit respondu qu'il n'y viendrait point au dict consistoire parce que l'on en voulait à lui, mais bon si bien lui samblait, il y viendrait avec les cartes, et inviterait monsieur le ministre et autres du concistoire à jouer. A ceste cause le concistoire aiant veu l'obstination du dict Villemejeanne et avec les paroles qu'il a prononcé contre Dieu et l'esglize, dès apresent et jusques que sera venu a recognoitre sa faulte a repentance, l'a privé et prive du sacrement de la sainte cène et présanter aulcung enfant a baptesme, ce que lui sera sinifié et inthimé par le susdict m^e Bonhome.

Le vingt troizieme jour de feuvrier mil cinq cens septante huigt mestre Estyenne de La Combe, s^r de la Guardie, a référé au concistoire qu'il avoit appelé Jehan Aguze pour se trouver au concistoire come charge luy en avoit esté bailhée d'iceluy, mais l'aiant exorte de tout ce que Dieu lui avoit donné ne la peu Induire de obeir au subz dict concistoire, et n'est point venu combien que ce fuz pour la

quatrième fois qu'il avoit esté appelé, a savoir deux fois par le sire Jean Olivet, et deux fois par le suz dict De La Combe come charge leur en avoit esté balhée par intervalle de tamps de huigt et de quinze jours, toutefois n'a voulu aulcunément ne par luy ne par l'autre, combien que tous deux aie faict leur debvoir, come ilz l'ont rapourté tous deux come aper par les procédures que en ont esté teneues. La dessus le concistoire voyant que le suz dict Jean Aguze n'a voulu obeir et venir au dt concistoire pour répondre a ce que de reson et que lui estoit inpropère come il aper par cy devant, et que il demeueroit pertina en son obstination et que les amonitions faictes par cy devant ne lui profitoient de rien, a ordonné que le suz dict Jean Aguze seroit privé des sacrements, a savoir de la comunion de la cène, et de prézanter enfans au baptesme afin de l'humilier et pour descharger l'esglize de tout blame et ceuls qui en seroient avertis aprenent à craindre Dieu. Et ce jusques a ce que Dieu lui fera la grace de se repentir, de quoy le concistoire en jugera.

Le 28 mars 1572 Jean Aguze s'estant aussi prezanté au concistoire a déclaré qu'il se repantait de bon cœur de ce qu'il n'avoit oubey a l'Eglise et au concistoire en y suscitant de grands troubles, promettant dorénavant d'obeir à l'Eglise et se dézister des dits troubles recquerant d'Estre reseu a la comunion de l'Eglise et des saints sacrements.

Le concistoire aiant ouï le dt Aguze, et considéré que le temps de Pasques est court pour communiquer (communier) à la ste cène, qu'il aura patience jusques à la pentecoste, de communiquer aux saints sacrements, pendant lequel temps l'on verra plus amplement sa repentance par ses actions de lesquelles le concistoire cognoitra.

Le 15 avril 1577 a esté arresté en concistoire que m^e Francois Martial (1), Martin Aguze, Guitard Janel (2), Jean Aguze, Pierre Villeméjeane, Fulcrand Olivet, Gulhem Aguze, seront admonestés

(1) La famille Marcial, de Montdardier, avait fourni quantité de notaires; M^e Marcial fut notaire à Ganger. Son frère Pierre Marcial, notaire de Montdardier, céda son étude à Jean Bonhome.

(2) La famille Aguze, famille des plus considérables de Montdardier, comptait des notaires en l'an 1300. Elle donna quantité de notaires à cette localité jusqu'à la Révolution; et après cette famille, étant descendue au Vigan, joua un grand rôle dans la magistrature. Nos anciens se souviennent encore de Louis-Jacques Aguze-Lavalette, qui fut subdélégué de l'intendant de Blainvillers, au Vigan, et l'homme le plus considérable du Vigan. Au XVII^e siècle, cette famille fournit quantité d'anciens à l'Eglise réformée de Montdardier.

par m^r Anthony Barral pour estre allés à la chasse quant le presche du soir se disoit.

Le sixieme feuvrier 1578, le concistoire a arresté que le suz dict de La Combe appelleroit Bertrand Villermejeans pour ce qu'il a joué aux cartes avec Estyenne Jourdan et Pierre Martin dict Roquerol au corps de garde (1) la nuit et mesme qu'il rognait les cartes.

Item a esté remonstré a Estyenne Jordan, Pierre Martin dict rocaïrol et a m^r Jehan Bonhomme la faulte qu'ils avoient faict d'avoir joué aux cartes, lesquels ont promys tous trois ne plus jouer pour l'advenir.

Le sonneur de cloches.

Le second jour du mois de mars 1578 m^r Estyenne Solier a promy qu'il feroit sonner la clôche (2) d'ici à Pasques et cependant que on y porveu.

Le neufviesme mars mestre Estyenne de La Combe a promy fere sonner la cloche pour le presche pour 35 solz l'année.

LE REFUGE HELVÉTIQUE

LES CANTONS ÉVANGÉLIQUES DE LA SUISSE ET LES RÉFORMÉS FRANÇAIS AU XVIII^e SIÈCLE.

(Notes extraites du Recueil officiel des anciens Recès fédéraux.)

On sait que dans l'ancienne Confédération suisse, indépendamment des diètes générales comprenant les députés des treize cantons et ceux de leurs principaux alliés, il se tenait un grand nombre de diètes particulières, soit conférences, dans lesquelles siégeaient les représentants des États, reliés entre eux d'une manière plus intime, par des traités spéciaux, par la possession en commun de certains territoires ou par la conformité des croyances religieuses. C'est ainsi que les délégués des cantons catholiques, d'une part, et ceux des États réformés, de l'autre, se réunissaient, soit pendant la session des diètes générales convoquées

(1) Montdardier possédait une forteresse considérable qui commandait une route fréquentée, de Lodève au Vigan, et même pour se rendre en Auvergne on la prenait souvent.

(2) Nous aurons à faire sur cette cloche des révélations curieuses. Elle fut refondue pendant le ministère de François de Ginestous, à Montdardier.

ordinairement au mois de juillet (à Baden, avant 1712, dès lors à Frauenfeld), soit dans l'intervalle de ces sessions. Le lieu de réunion était Lucerne pour les catholiques, Aarau pour les réformés.

Les délibérations de ces diètes spéciales et confessionnelles ont trouvé place à juste titre dans le *Recueil officiel des anciens Recès*, entrepris par les ordres des autorités fédérales, et qui, sans être encore achevé, forme déjà un précieux monument historique. Les comptes rendus des diètes évangéliques n'intéressent pas seulement l'histoire de la Suisse; ils se rattachent à l'histoire générale du protestantisme, car les États réformés soutenaient des relations constantes avec les autres États protestants, et avec leurs coreligionnaires disséminés dans les pays catholiques. Le volume comprenant les années 1681 à 1712, qui probablement jettera du jour sur les réfugiés venus en Suisse après la révocation de l'édit de Nantes, n'a point encore paru. Les volumes subséquents, confiés à d'autres rédacteurs, sont imprimés et renferment la mention des secours occasionnellement accordés par les délégués des cantons aux réformés français désignés par le nom d'*Eglise sous la croix*, notamment aux galériens pour cause de religion.

Des notes sur ce sujet, transmises à un des membres du comité par un de nos amis de Genève, nous ont paru, malgré leur caractère fragmentaire, de nature à fournir quelques renseignements précis, et à faciliter ainsi des investigations spéciales sur une période de notre histoire, qui est maintenant l'objet de nombreux travaux.

Septembre 1712.

On décide d'adresser aux puissances évangéliques, avant la conclusion de la paix européenne, une lettre de recommandation en faveur des héros de la foi, qui se trouvent sur les galères françaises.

Juillet et août 1713.

Sur la nouvelle que 136 confesseurs de l'Evangile, qui étaient sur les galères françaises, sont sur le point d'arriver en Suisse, par Genève, on décide de les accueillir et de les entretenir en les répartissant entre les cantons.

(Il est question dans cette même diète du marquis de Rochede et du zèle qu'il a déployé à la délivrance des galériens.)

8-11 avril 1714.

On annonce de Genève que dernièrement 44 frères en la foi qui avaient été envoyés aux galères, vrais martyrs vivants, sont attendus

dans cette ville. Au lieu de les répartir comme précédemment entre les différents Etats, on décide de se charger de leur entretien jusqu'à Bâle, et de leur remettre un viatique pour se rendre en Hollande, Angleterre, etc. Ceux qui veulent rester en Suisse seront répartis.

23 mai à 3 juin 1714.

On annonce l'arrivée à Genève des galériens français qui avaient été annoncés : 43 adultes et 5 enfants, en grande partie des Cévennes, du Languedoc et du Dauphiné. Huit continuent leur voyage au delà de la Suisse ; il est alloué 100 écus à chacun d'eux. Les autres sont répartis entre les neuf Etats évangéliques. — S'il provient des renseignements sur les frères en la foi délivrés des galères et se trouvant hors de la Suisse, on devra les recommander à la reine d'Angleterre, au roi de Prusse, aux Etats-Généraux et au landgrave de Hesse-Cassel.

Juin et juillet 1715.

Jean Musseton, qui a été vingt-cinq ans sur les galères, pour cause de religion, donne des avis satisfaisants sur l'état des Eglises piémontaises au milieu desquelles il séjourne ; on lui donnera une pension annuelle de 100 écus.

Juillet 1716.

A la nouvelle que la plupart des puissances évangéliques ont intercédé auprès du gouvernement français pour la délivrance des frères en la foi qui se trouvent sur les galères, on décide d'envoyer une lettre au Régent et à sa mère, la duchesse veuve d'Orléans.

23-26 avril 1719.

Quatre nouveaux galériens étant arrivés à Genève, on accorde à deux d'entre eux, Combette et Lacroix, un viatique ; les deux autres sont laissés à Genève. On recommande aux Etats évangéliques et à Genève de veiller soigneusement à ce que des déserteurs ordinaires des galères ne se mêlent pas à ceux qui ont souffert pour leur foi.

17 avril 1730.

Berne présente la demande de secours d'Antoine Court, pasteur fidèle de l'Eglise opprimée de France, qui, pour échapper à la fureur

de ses ennemis (sa tête avait été mise à prix) avait dû quitter la France avec sa femme et quatre enfants.

Berne est autorisé, sous réserve de ratification, à soutenir quelque temps cette famille sur le fonds commun.

Juillet 1732.

André Jaquet de Saint-Imier, qui a été délivré des galères par l'entremise des Etats évangéliques suisses, demande leur intercession et un secours en argent pour 25 autres galériens, retenus pour motif de religion. Il est décidé de s'occuper de ce sujet lors des négociations sur le renouvellement du traité avec la France, et d'accorder à ces infortunés, sous réserve de ratification, un secours de 200 florins.

Juillet et août 1737.

Berne recommande quatre hommes échappés des galères.

Juillet 1738.

On alloue à deux galériens, Guillaume Bock et Paul Bias, une somme annuelle de 150 florins. (Il en est question dès lors dans plusieurs diètes.) Dans celle de juillet 1746, Berne rapporte que Bias est mort à Lausanne, laissant un fils mineur sans ressources, lequel demande la prolongation, en sa faveur, pour un an, de la pension allouée à son père. Quant à Bock, voyez la diète de juillet 1760.

Juillet 1746.

Le pasteur Court a remis deux mémoires relatifs aux Eglises réformées de France sous la croix. Les propositions contenues dans ces mémoires sont regardées comme exagérées et impraticables. Zurich est d'avis que, s'il s'agit de secourir les pasteurs, il faut procéder avec la plus grande prudence et secrètement, si les Etats ne veulent pas s'attirer des désagréments et accroître les dangers qui menacent les Eglises réformées de France. Zurich regarde comme étant plus utile, que chaque Etat donne des secours à ceux qui en ont besoin, s'il en est informé par des personnes sûres. La députation de Berne rapportera cette proposition à son gouvernement.

Juillet 1748.

On donne une pension annuelle de 60 florins à Daniel Voulard, du Dauphiné, pasteur de l'Eglise sous la croix. Il s'était enfui avec femme et enfant à Lausanne. Cette pension, qui lui est allouée pour trois ou quatre ans, appartenait auparavant au pasteur défunt Paul Favre.

Juillet 1752.

Les Etats avaient reçu des nouvelles relatives aux persécutions endurées par les réformés de l'Eglise sous la croix. Déjà 100 personnes des deux sexes sont arrivées dans le pays bernois romand; on en attend une nouvelle troupe. Ils ont été soignés à Lausanne et on leur a donné de l'argent pour le voyage : 8 florins par homme; 6 florins par femme et 5 florins par enfant. Ils se rendent en Irlande.

Juillet 1753.

La diète remercie les députés de Berne et de Bâle pour les soins charitables dont ces deux villes ont fait preuve à l'égard de nouveaux émigrés de France se dirigeant vers l'Irlande.

Juillet 1759.

Blanchon, ministre sous la croix, demande un secours; il ne peut nourrir sa nombreuse famille dans son ministère pénible et dange-reux. Zurich et Berne lui donnent une pension annuelle de 150 écus. (Il en est de nouveau question à la diète de 1760).

Juillet 1760.

La députation bernoise donne connaissance à celle de Zurich des circonstances lamentables où se trouve le réfugié Jean la Font, qui est parvenu à se délivrer des galères; elle propose de donner à cet infortuné un secours, au lieu d'attendre la mort de Guillaume Bock, qui a quatre-vingt-quatre ans, pour le faire participer aux secours de celui-ci. La députation de Zurich prend la chose *ad referendum*.

Juillet 1761.

Secours donné au pasteur réfugié Costa. — (Les recès de 1767 et 1768 apprennent que Costa a obtenu la place de pas-

teur d'Aubonne : en conséquence, la subvention lui est retirée).

Il est en outre fréquemment question, dans les diètes évangéliques, de secours accordés à des Eglises françaises réformées en Allemagne et en Alsace.

On mentionne, entre autres, le pasteur Aslmont (de 1714 à 1725), à Erlangen, le pasteur Bettex (1714 à 1718), à Mariakirch, le pasteur français de Bischwyler (1714), Abraham Champrenaud ; enfin, en 1739, le pasteur de la communauté française de Stuttgart, Jaques Boyer, dit Dubosc, venant de France.

MÉLANGES

BARBE HOLLANDE

MARTYRE DE VALENCIENNES

L'esprit d'indulgence ferait des frères, celui
d'intolérance peut former des monstres.

(VOLTAIRE.)

Nous empruntons à un recueil intéressant, *les Archives du Nord*, de M. Arthur Dinaux, le récit suivant que nous avons préalablement soumis à notre collègue, M. Charles Frossard, si familier avec l'histoire du protestantisme dans la Flandre française sous la domination espagnole : « M. Dinaux, nous écrit-il, est un littérateur de mérite et un historien sérieux. Son recueil, *les Archives du nord de la France*, est fort estimé ; j'ai eu souvent à en profiter pour mes recherches. Je ne me porte pas garant de l'exactitude de tout ce qu'il dit. Je n'ai pas toujours lu les noms valenciennois comme lui. Il s'aventure peut-être dans certaines appréciations : *Tison* ou *Tichon* était-il un peintre de mérite ? *Pierre Contrart* était-il ancêtre du fondateur de l'Académie ? *Visien*, qualifié de son temps de marchand, était-il un écrivain distingué ? M. Dinaux n'en est probablement pas bien sûr ; mais la couleur générale est vraie, et il y avait certainement à Valenciennes des *Hollande* protestants ; ainsi *Jehan de Hollande*, cousturier, fut exécuté à Va-

lenciennes le 1^{er} juin 1568 pour fait d'adhésion à la religion, etc. »

L'année 1566 avait vu les succès des protestants dans les Pays-Bas, l'année suivante voit leurs revers ; Valenciennes et Tournay retombent entre les mains des catholiques et bientôt l'on reçoit en Belgique le duc d'Albe, envoyé du roi d'Espagne, avec les pouvoirs les plus étendus dont il n'use, hélas ! que trop largement. A la fin de 1568, il établit à Bruxelles une nouvelle cour de justice, espèce de cour prévôtale, à laquelle il donne le titre de *Conseil des troubles*, et que l'histoire a flétri depuis du nom de *Conseil de sang*. A la tête de cette assemblée, dont tous nos contemporains qui ont connu les tribunaux révolutionnaires pourront seuls se faire une juste idée, il met un féroce Espagnol, Juan de Vargas, qui paraît concevoir le projet de pacifier les Pays-Bas en les dépeuplant, ainsi qu'en usèrent jadis au Pérou ses dignes concitoyens. Ce *cœur de rocher*, comme le surnommèrent les Wallons, ne se servait que de la langue latine à laquelle il semblait communiquer quelque chose de sa barbarie ; tantôt il répond à ceux qui implorent sa pitié en prouvant leur innocence, ces dures et accablantes paroles : « Tous les habitants de ces provinces méritent la mort : les hérétiques, pour avoir pillé les églises, et les catholiques, pour ne les avoir pas défendues. » Une autre fois, des épouses, des mères se jettent à ses pieds pour demander miséricorde : « La miséricorde, dit-il, est au ciel ; sur la terre, il n'y a que justice. » A côté de lui, parmi des juges cruels, on voit siéger un infâme jurisconsulte, nommé Jacques Hessels, qui dort constamment pendant les audiences : il faut l'éveiller chaque fois qu'il doit émettre son avis, et cet être indigne du nom d'homme, n'a jamais d'autre vote à proférer que *la mort !* Dans ce tribunal de sang, les procédures ne conservent plus aucune ombre de justice, on foule aux pieds et le droit et la forme ; on voit souvent de pauvres innocents condamnés par méprise, et lorsque l'erreur est reconnue, Vargas s'oppose à ce qu'on suspende l'exécution, en disant d'un air moqueur : « *Il est salutaire au condamné de mourir innocent.* »

L'an 1569 avait commencé d'une manière sinistre pour la ville de Valenciennes : ses antiques et nombreux privilèges suspendus ; ses magistrats naturels révoqués ; ses habitants les plus éclairés émigrés ; son commerce anéanti ; les réunions interdites ; sa population de 50,000 âmes réduite à la moitié ; telle était la position de cette ville malheureuse qui avait cru à la clémence de *Sa Majesté Catholique* le roi Philippe II. Cette clémence d'un monarque bigot et irrité

n'avait consisté qu'à faire dresser des échafauds sur tout le sol des Pays-Bas. Le duc d'Albe, qui ne pouvait suffire à les alimenter tous avec son seul *Conseil des troubles* de Bruxelles, s'était complu à déléguer dans quelques villes importantes des commissaires munis de pleins pouvoirs, pour rendre ce qu'ils appelaient la *justice* ; c'est-à-dire confisquer les plus belles propriétés et faire rouler des têtes patriciennes sur les places publiques.

La gouvernante des Pays-Bas ne voulut pas être spectatrice des cruautés que l'on exerçait dans ces belles provinces ; elle partit pour l'Italie : ce ne fut plus alors que fureur et que sang : les gibets, les roues, et les arbres des grands chemins de la Flandre pliaient sous le poids des cadavres ; ils ne suffisaient même pas à la rage des suppôts de la catholique Espagne : on démolit les temples et les conventicules des réformés, et les poutres qui en provenaient servirent pour pendre ceux qui les avaient bâtis, de sorte que l'air, dit un historien du temps, qui a été destiné à la respiration des vivants, devint le cimetière des morts.

L'arrivée des commissaires du duc d'Albe à Valenciennes avait été de funestes étreintes pour les habitants de cette ville. Dès le 17 janvier, dix honorables bourgeois sont décapités ; le lendemain, vingt autres subissent le même sort ; et que l'on ne croie pas qu'il figurât quelque malfaiteur parmi ces victimes : ici, c'est un Pierre Conrart, ascendant du fondateur de l'Académie française ; là, c'est un Claude Vivien, homme érudit et écrivain distingué ; Jean Leclercq, riche fabricant de ces beaux tapis de Flandre, recherchés par tous les princes de l'Europe ; Jacques de Horny dit Tisson, peintre distingué, qui promettait d'ajouter encore à l'éclat de l'école flamande ; tout ce qui avait quelque réputation de richesse, de savoir, de talent, était sûr d'attirer les soupçons des sicaires du duc d'Albe, et un soupçon coûtait la vie. Le 19 janvier, vingt bourgeois, dont un vieillard de soixante et dix ans, terminent leurs jours sur l'échafaud ; le 28, sept autres sont encore exécutés. Bientôt les condamnations ne se succèdent plus avec assez de rapidité au gré du féroce duc d'Albe ; il apprend que ses troupes viennent d'essuyer un échec en Frise, et à la réception de cette nouvelle, il commande un massacre général des prisonniers enfermés pour cause politique ; cet ordre coûta la vie à plus de dix-sept cents personnes. Ce fut encore ainsi qu'aux 2 et 3 septembre 1792, la populace parisienne, apprenant l'entrée des coalisés sur le territoire français, massacra les détenus qu'elle soupçonnait de faire des vœux pour les succès des ennemis de la France. En mal comme en bien, il n'est donc rien de nouveau....

En peu de jours, les commissaires du duc d'Albe causèrent un tel effroi à Valenciennes, que tous ceux qui possédaient quelques moyens pécuniaires abandonnèrent leurs foyers, et portèrent leurs pas, soit en France où les partisans de Luther se trouvaient encore respectés, soit en Hollande et en Allemagne où ils étaient triomphants. Les bourreaux furent désappointés en voyant tant de victimes se dérober à leurs coups ; ils cherchèrent par tous les moyens à reconquérir leur proie : le 16 février 1569, on publia un édit qui rappelait tous les émigrés valenciennes, et qui leur accordait, pour rentrer dans la ville, un délai de vingt jours, passé lequel, leurs biens devaient être confisqués. Le nom du duc d'Albe apposé au bas de cette ordonnance en détruisait tout l'effet ; personne ne rentra : tant on craignait une *amnistie* proposée par un tel homme.

Il est bon de vouer à l'exécration publique les noms des juges cruels qui firent couler le sang pendant trois ans à Valenciennes, sous le prétexte avoué de rétablir la religion, mais évidemment pour confisquer les biens des plus riches bourgeois. Ce tribunal, qui condamnait à mort *vingt* personnes dans une seule audience, était composé du sieur de la Hamayde, Prévot le Comte, de Valenciennes ; Jean Delvalle, d'Arras ; Pierre Corouelle, d'Arras ; Antoine Lebrun, de Mons ; et Samson Levillain ; le colonel Blondeau commandait les troupes wallonnes chargées d'assurer l'exécution des jugements. Le duc d'Albe, craignant que quelque mouvement de pitié en faveur de parents ou d'amis ne s'élevât dans le cœur des juges, les avait pris dans les cités voisines ; en les choisissant tout à la fois étrangers à la ville et à toute compassion, il était sûr d'arriver à son but.

Malgré la désolation qui régnait à Valenciennes durant cette funeste époque qu'on pourrait qualifier de *terreur catholique*, l'amour, ce sentiment qui surmonte tous les obstacles, se faisait encore sentir dans quelques jeunes cœurs étrangers aux orages politiques et religieux. La jeune et jolie Barbe Hollande, douée de mille qualités physiques et morales, n'avait pas manqué d'adorateurs, quoiqu'à peine âgée de dix-sept ans. L'un d'eux avait su trouver le chemin du cœur de cette jeune Valenciennaise et avait mérité d'obtenir sa main. Le mariage était fixé au carnaval de l'an 1569, et le lundi gras, 6 février, la bénédiction nuptiale devait être donnée. Barbe Hollande avait été élevée dans les principes calvinistes ; atterrée par les exécutions journalières, elle cachait soigneusement sa croyance, et suivait par terreur, ainsi que beaucoup de bons protestants, les rites catholiques avec une apparente piété. Son âge, son sexe, ses intérêts de fortune ne lui avaient pas permis d'émigrer comme

tant d'autres habitants; elle s'accommoda aux exigences du temps, en allant tous les jours à la messe, en faisant de riches présents aux moines, afin qu'ils rendissent témoignage de la solidité de ses principes catholiques. Jouissant des dons de la fortune, sa mère tenait table ouverte pour les ecclésiastiques qui étaient alors plus choyés et plus craints qu'ils ne le furent jamais. Ces précautions devenaient nécessaires à qui voulait conserver ses jours, car le duc d'Albe envoyait dans toutes les villes des espions qui parcouraient les rues, afin d'observer l'air et la contenance des habitants, et le moindre signe équivoque suffisait pour légitimer une arrestation qui ne tardait pas à conduire au dernier supplice. C'était aussi alors le temps des *suspects*.

Barbe Hollande devait donc se donner à l'époux de son choix le lundi 6 février 1569. Le dimanche, veille de ses noces, elle alla en grande pompe avec toute sa famille faire ses dévotions à l'église de Notre-Dame de la Chaussée, sa paroisse. Cette cérémonie préparatoire était indispensable alors pour recevoir la bénédiction nuptiale et pour faire preuve de catholicité; elle répugnait à la jeune et zélée protestante; mais d'une part, la terreur des temps, d'un autre côté, le désir de s'unir à son amant, lui firent surmonter son dégoût et un pressentiment qui l'oppressait malgré elle. Le curé Michel confessa la jolie Barbe et la fit communier: cette cérémonie se passa silencieusement et avec une dévotion apparente de la part de tous les assistants; la jeune fiancée, qui venait d'approcher de la sainte table, se retira un instant avec recueillement dans un endroit écarté de la nef, éclairé seulement par la lumière douteuse qui traversait des vitraux chargés de peintures, et où elle semblait absorbée dans ses pensées les plus intimes. Tout à coup un jeune enfant de chœur crie au sacrilège! il s'agite, il remplit le sanctuaire de ses exclamations, il affirme qu'il a vu la jeune Barbe Hollande rejeter de ses lèvres l'hostie sacrée qu'il montre sur le parvis. En un instant, tout s'émeut, tout se trouble; le nombreux clergé de la paroisse, les subalternes de l'église, les bonnes âmes qui l'emplissent ordinairement au jour d'une solennité, crient anathème contre la jeune fille; des sbires l'arrêtent, l'arrachent des bras de sa tendre mère, de son bien-aimé, de ses parents, de ses amis, l'entraînent et la plongent dans un affreux cachot.

Voyez-vous cette jeune et intéressante personne, à l'entrée d'une vie brillante, au moment où elle allait en goûter les douceurs, passant des plus douces pensées aux horribles idées que sa situation funeste lui suggère? Elle connaît l'inhumanité des hommes auxquels

elle va avoir affaire ; elle sait qu'il n'y aura pas de pardon pour elle ; elle voit toute la profondeur de l'abîme dans lequel elle est plongée. Heureusement pour elle, son supplice ne sera pas long ; son procès est bientôt instruit : il n'y a qu'un témoin, ce témoin est un enfant, mais c'est plus qu'il n'en faut pour les juges du duc d'Albe. La sentence ne se fait pas attendre. Barbe Hollande est condamnée à mort : *Elle sera brûlée, après avoir été étranglée par la main du bourreau !!!*

C'est le 10 mars 1569 que ce cruel et inique jugement est exécuté sur la place publique de Valenciennes. Le domicile de la jeune victime, disposé naguère pour une fête, est tendu de noir ; les parents, les amis, rassemblés pour des festins, pour une noce, se trouvent tous réunis pour de si tristes funérailles ; la pauvre mère, devenue insensible par l'excès même de son malheur, ne peut supporter un tel coup ; elle perd la raison, et croit toujours assister à une fête nuptiale, alors qu'on la revêt des habits de deuil qui ne doivent plus la quitter.

Tandis que le supplice s'apprête, rien n'égale la stupeur générale, le morne silence du peuple, et l'air sombre de tous les assistants à cette terrible mort. On avait coutume de bâillonner les condamnés pour les empêcher de parler en public ; mais parce qu'il était arrivé que les efforts des exécutés avaient fait sortir les bâillons, on avait inventé une machine infernale pour étouffer jusqu'à la moindre plainte sur les lèvres des martyrs. Comme on craignait l'effet du supplice de Barbe Hollande sur une populace nombreuse, on essaya cette nouvelle torture sur la jeune Valenciennaise : elle consistait à tirer au dehors, entre deux petits crocs, la langue du patient ; on en brûlait alors le bout avec un fer chaud ; elle s'enflait, devenait immobile et rendait un son confus, à peu près semblable à celui du taureau d'airain du tyran de Sicile.

Depuis plusieurs mois le peuple de Valenciennes se repaissait du spectacle d'horribles exécutions ; il avait vu tomber, avec émotion sans doute, les têtes de ses magistrats, des patriciens, des plus illustres chefs des anciennes compagnies armées de la ville ; il avait déploré la perte de ces riches fabricants qui alimentaient tant de familles, de ces nobles bourgeois fiers de leurs privilèges qui les assimilaient aux plus puissants seigneurs de la contrée ; mais il ne manifesta jamais une douleur semblable à celle qu'il fit éclater, lorsqu'il vit l'affreux spectacle de la jolie figure de Barbe Hollande torturée par les hideuses mains d'un indigne bourreau. Les victimes qui l'avaient précédée au tombeau étaient plus illustres peut-être, plus utiles à la patrie, mais ici c'était la beauté, et l'on peut hardiment

ajouter, l'innocence qui était martyre. Cette tête, défigurée par la strangulation, souillée par le sang et la poussière, on l'avait vue peu de jours auparavant brillante d'attraits, de jeunesse, ceinte du bandeau nuptial et couronnée de fleurs; chacun s'était intéressé à l'union, au bonheur de la jeune fiancée, et l'on avait vu les flambeaux de l'hymen se changer si promptement en torches funéraires, sa couche nuptiale en bûcher ardent, que l'intérêt s'était accru pour elle de toute l'immensité de son malheur; jamais, non jamais, tant de larmes ne furent répandues; elles eussent seules suffi pour éteindre ces feux qui achevaient d'anéantir la dépouille mortelle d'une si belle victime.

Voilà quels étaient en Flandre les actes du lieutenant général du pieux Philippe II! En moins d'une année, il trouva le moyen de rendre désertes plus de cent mille maisons et de peupler tous les Etats voisins des sujets de son maître. Pendant ce temps, d'ignobles flatteurs lui faisaient élever, dans la citadelle d'Anvers, une statue de bronze, où on lui donnait les titres les plus pompeux, et quelques mois après, un homme, qu'on dit *infaillible*, un vicaire de Jésus-Christ, de ce Dieu dont la morale est si douce et si consolante, lui fit présent du chapeau et de l'épée que les souverains pontifes bénissent tous les ans aux fêtes de Noël, et qu'ils réservent ordinairement aux princes chrétiens qui témoignent le plus grand zèle pour l'Eglise et lui rendent les services les plus importants. Si c'est la servir que de désoler les provinces, dépouiller les peuples et faire couler des torrents de sang humain, personne ne méritera jamais mieux qu'Albe cette marque d'estime.

A. D.

JACQUES AUSILIARGUES

OU VINGT-CINQ ANS DE LA VIE D'UN PASTEUR INCONNU

L'existence du pasteur dont nous allons nous occuper nous a été révélée par un manuscrit des archives départementales de l'Hérault. C'est un volume format in-12, de moyenne épaisseur et dont un tiers est en blanc; mais les deux autres tiers sont écrits d'une écriture fine et très-serrée. Il ne contient pas moins de 624 bap-têmes, précédés de quelques pages de comptes, où sont notées, au jour le jour, les dépenses de celui qui en était détenteur. Ces notes, à deux reprises, embrassent un espace de huit ou dix mois.

XXII. — 12

Voici d'abord ce qu'on trouve au frontispice du manuscrit.

Le registre s'ouvre, selon l'usage, par cette parole du Ps. CXXIV, v. 8 : « Notre aide soit au nom de Dieu qui a fait le ciel et la terre. Ainsi soit-il. »

Vient ensuite une invocation où des mots grecs et latins se trouvent entremêlés. La voici : *Deus pater ἀγῶνιστῆς, Jesus Christus ἐπιστάτης et καταρχῆς Spiritus sanctus benedicat laboribus meis, quos referam ad nominis sui gloriam, ad salutem meam et Ecclesiarum edificationem. Amen. »*

Au bas de cette première page, nous lisons encore le précieux renseignement que voici : « Le 26^{me} septembre 1630 je partis de la carrière où est la maison et habitation de mon pauvre père auquel Dieu doit longue et heureuse vie. J'en partis, dis-je, le jeudi 26 après dîner pour aller à Genève où je arrivai le dimanche 20 à 2 heures après midi du mois d'octobre. »

En tête de sa note de dépenses, nous voyons que son premier soin fut « d'aller au presche rendre grâces à Dieu de la faveur qu'il lui avait despartie en son voyage. » Ce voyage avait duré vingt-quatre jours. Il est établi, par les notes dont nous venons de parler, que le séjour, à Genève, de notre voyageur, se prolongea pendant plusieurs années. Toutes ces circonstances nous ont naturellement induit à penser que le voyageur dont il s'agit était un proposant qui se rendait dans la cité de Calvin pour y faire des études théologiques.

Guidé par cette présomption, nous avons ouvert le livre du Recteur à la date indiquée, c'est-à-dire en 1630, et nous y avons trouvé cette annotation : *Jacobus Ausiliargueus Vallifranciscensis Cebennas*. Le nom de l'auteur du manuscrit était dès lors connu. C'est Jacques Ausiliargues des Vallées françaises, en Cévennes. Et, depuis, nous avons en effet trouvé plusieurs fois cette signature reproduite dans le manuscrit, mais cela sans parafe et sans aucun signe qui fit connaître que c'était une signature.

Après être arrivé à la connaissance du nom de l'auteur du manuscrit, nous devons tâcher de pénétrer un peu dans son histoire.

Nous n'avons pour cela que les notes de dépenses dont nous avons parlé et les procès-verbaux des nombreux baptêmes qu'il administra.

Commençons par les notes.

A quelle époque remonte l'existence du registre dont il s'agit ? L'auteur le commença-t-il dès son arrivée à Genève, ou bien en 1637, lorsqu'il y inscrivit les plus anciens baptêmes ? Malgré ce que

cette opinion peut avoir d'in vraisemblable au premier abord, nous nous prononçons pour la première de ces deux suppositions. Voici nos motifs : D'abord, le registre est bien plus un carnet qu'un registre ; il est relié en parchemin, attaché avec des cordons en cuir, ses dimensions permettent de le porter facilement dans la poche, et les huit pages de notes qui le commencent portent l'indication des dépenses depuis le jour même de l'arrivée à Genève. Je sais que ces notes pourraient avoir été transcrites plus tard, mais je suis entièrement détourné de cette supposition par la circonstance que ces notes sont peut-être ce qu'il y a de plus mal écrit dans le registre, qu'elles portent des ratures, et que l'encre n'est pas toujours la même, ce qui rend probable que les dépenses étaient notées à mesure qu'elles étaient faites,

Quant aux renseignements contenus dans ces notes, ils ont aussi leur intérêt.

L'auteur nous apprend qu'à son arrivée à Genève, il logea au logis du Sauvage, et qu'il paya pour les trois repas qu'il y prit 1 livre 11 sols 3 deniers.

Le mardi 22, il loua une chambre chez Lefèvre, à raison de « trois quarts d'escu, » et compta 2 livres 8 sols.

Pour les neuf derniers jours des mois d'octobre, novembre et décembre 1630, janvier, février et le commencement de mars 1631, ensemble 4 mois et 20 jours, la dépense totale fut de 66 livres 10 sols, soit 43 livres par mois et 8 sols 8 deniers par jour.

La note se termine par ces deux lignes qui expliquent pourquoi elle n'est pas continuée : « Et ce a esté le même jour 9^{me} de mars que Dieu m'a fait la grâce d'entrer en condition chez M. Lefort. » Il est probable que la condition dont il s'agit était une place de précepteur.

La prière composée de mots grecs et latins que nous avons déjà transcrite, et dans laquelle l'auteur demande à Dieu de bénir ses travaux, fait connaître que ces deux langues n'étaient pas étrangères à l'auteur. Une annotation nous apprend que, le 24 mars 1631, il commença « d'étudier en hébreu. » Cette remarque ne doit pas nous surprendre, attendu que nous savons que l'étude de l'hébreu faisait partie du programme des études théologiques dans les académies françaises. Notre manuscrit nous apprend que, malgré l'existence de ces facultés qui prospéraient alors dans notre pays, il y avait néanmoins des étudiants français qui allaient faire leurs études à Genève. Le livre du Recteur établit que le fait dont il s'agit, n'était pas unique.

Les notes dont nous venons de parler sont suivies d'autres notes plus courtes que nous transcrivons en entier.

Mémoire de ce que j'ay dépendu chez Pellard.

1 ^o Durant le synode	6 liv.
2 ^o Durant trois mois que je vins depuis Genève . . .	6 liv.
Item, 12 sols qu'il bailla pour moi à Mr Charles. . .	12 s.
Item, pour un gouter avec Mr Perreau.	3 fl.
Item, avec Bouquet	2 fl.

Il est vray que de ce dessus j'ay disné une fois chez Mr Dupres à Farge.

J'ay demeuré deux jours à Genève et ay soupé une fois chez le châtelain *Marchant*. Or pour cela j'en ay eu deux florins par prest 2 fl.

Item, luy dois pour un gouter avec Mr Jappé. 1 fl.

Or de tout ce dessus il a receu de Louis Leurat de Colonges 5 fl. et de la vefve d'Aymé Deloches de Corans 5 fl. et 3 florins de Judith Gremeset de Colonges qui est en tout. 13 fl.

Et de la ay aussi disné le jour de la cène à Farges chez Dupred (?) et le vendredy, avant la cène de Colonges je souppé chez M^{me} Dufour.

Item, le dimanche 18 septembre j'ay disné chez le syn-dique de Farges.

Or le sieur Pellard a aussy receu de Deidier Ducre, de Colonges. 5 fl.

Et de Thibaud Leurat, de Colonges 4 fl.

Et de Louys Bonjean, de Colonges 4 fl. 6

Et de M^{me} Dufour. 25 fl.

Il est vray que de cela j'en ay reçu un taler (thaler). 8 fl. lorsque j'allai à Genève où j'allay le mercredi matin et y demeuré jusqu'au vendredy.

J'ay disné le dimanche devant qu'aller au colloque chez le curial de Farges et allay au colloque le mardy 4 octobre et y demeuray jusqu'au vendredy au soir 1^{er} du même mois. (C'est évidemment 11^e qu'il faut lire.)

Item, j'allay souper chez Mr Bouquet le jour qu'on baptiza sa fille qui estait un vendredy et allay aussy souper le dimanche suivant chez Mr de Gicron et le vendredy devant qu'aller au colloque, je soupay chez M^{me} Debon.

- J'ay reçu de Corans par les mains de Pierre Cosset 34 florins ce 27 9^{bre} 1633.

Quelques annotations sont ici nécessaires. La plupart nous seront fournies par le travail si bien fait de M. Th. Claparède. (*Histoire des Eglises réformées du pays de Gex.*) En dehors de cette source, nous devons faire remarquer que le florin était ainsi nommé d'une fleur dont il portait l'empreinte. Il y avait des florins dont la valeur variait dans un grand nombre de pays. Celui de Genève, dont il est ici parlé, équivalait à 0 fr. 46 c. de notre monnaie. Le thaler, qui est représenté dans le compte par 8 florins, équivalait à 3 fr. 68 c. C'était donc le thaler de Prusse. Le curial était le secrétaire du châtelain ou juge de première instance.

Le synode auquel se rendit Ausiliargues était incontestablement celui qui fut tenu à Collonges en 1633. Ce n'était qu'un synode provincial. Pellard était sans aucun doute un aubergiste de Collonges. Les 6 livres dépensées « durant trois mois qu'Ausiliargues vint depuis Genève » indiquent qu'il ne s'agissait là que de plusieurs visites faites dans cet intervalle de temps. M. Perreau, qu'Ausiliargues invita à goûter, était probablement le même que François Perreaud, pasteur de Toiry, et ce M. Jappé, qu'il reçut une autre fois à sa table, devait être le pasteur Jean Jappé, qui fut longtemps placé à la tête de l'Eglise de Chaley. Il y avait aussi un pasteur du nom de Dupré dans le pays. Quoique le nom du lieu où se tenait le colloque ne soit pas indiqué dans le manuscrit, il est facile de suppléer à ce silence, attendu que c'est à Gex que devaient se faire ces réunions.

Il résulte des notes d'Ausiliargues, notes qui pourront donner lieu à bien d'autres questions :

1^o Qu'à une date qui n'est pas clairement indiquée, mais qui paraît se rapporter à la pâque de 1633, ses études étaient terminées, puisqu'il assistait aux séances des synodes et colloques, et qu'il administrait les sacrements ;

2^o Qu'il exerça son ministère en France, mais dans une région très-voisine de Genève, et qui ne peut être que le pays de Gex. Y fut-il pasteur en titre ? Les tableaux dressés par M. Claparède ne permettent pas de l'affirmer ; mais il paraît certain qu'il résida trois mois dans ce pays, et que, pendant trois autres, il y fit de fréquentes visites. Peut-être même y resta-t-il jusqu'en 1637. C'est du moins l'époque où nous le retrouvons ailleurs.

Quant aux sommes qui étaient payées, soit à Ausiliargues lui-même, soit à son aubergiste, on en découvrira facilement la provenance, si l'on considère qu'à la suite d'embarras et de démêlés très-clairement exposés par M. Th. Claparède, « les cotisations des

paroissiens pour le traitement de leurs ministres, en usage dans la plupart des Eglises du royaume, étaient désormais la seule ressource par laquelle il pût être pourvu à la subsistance des pasteurs du pays de Gex. » Ces sommes étaient donc le produit de collectes particulières, et peut-être ce thaler, qui est égaré dans la note au milieu d'autres monnaies, est-il l'indice de l'intérêt que portaient à ces Eglises quelques coreligionnaires étrangers.

En 1637, Ausiliargues rentra dans ce pays de Gévaudan d'où il était parti sept ans auparavant. Tout d'abord, il exerça ses fonctions pastorales simultanément à Saint-Julian et à Grizac (1). Le premier baptême administré par lui est du 27 février, et le dernier, du 4 juillet 1638. Ces procès-verbaux, comme au reste tous ceux du recueil, sont très-bien dressés. On y trouve l'indication du jour de la naissance et du baptême, les noms du père et de la mère, du parrain et de la marraine, ainsi que la désignation du lieu de leur résidence et du temple dans lequel le baptême a été célébré. Mais, contrairement à l'usage, le pasteur officiant n'y est jamais nommé. Cela se conçoit, puisque c'était toujours le même, et que le registre était exclusivement tenu par lui. Ces actes n'étaient suivis d'aucune signature.

Les baptêmes administrés dans l'espace de dix-sept mois, tantôt à Saint-Julian, tantôt à Grizac, mais le plus souvent à Saint-Julian, sont au nombre de 44.

Il est à remarquer que, tandis qu'Ausiliargues tenait un registre de baptêmes pour les Eglises de Saint-Julian et Grizac, il en tenait aussi un autre tout à fait distinct, bien que sur le même carnet, pour l'Eglise de Cassagnas. 8 baptêmes seulement sont ainsi notés à part : le premier est du 27 décembre 1638, et le dernier, du 8 juin de la même année. Pendant plus de six mois, le même pasteur fit donc les baptêmes de trois Eglises.

Ici se trouve une lacune de près de trois ans, pendant lesquels aucun baptême n'a été inscrit ; mais le registre est repris le 31 août 1641 pour les Eglises de Saint-Julian et Grizac seulement. Il est continué, cette fois, jusqu'au 20 novembre 1646, et porte 150 baptêmes. Plus, 4 pour l'année 1647. Le dernier est du 9 mai.

Pendant toute cette période de six ans, dont nous venons de par-

(1) « Grizac. C'est, dit-on, le nom d'un bourg du Gévaudan situé près du mont Lauzerre, et où prit naissance le pape Urbain V. Mais nous ne trouvons aucun bourg de ce nom dans le dénombrement du Gévaudan. Apparemment que l'on aura voulu dire Grézac de Freissinet, qui existe effectivement à quelque distance de la montagne de Lauzerre. » (*Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France*, par M. l'abbé Expilly.)

ier, Ausiliargues n'était plus le pasteur exclusif de Saint-Julian et de Grizac; la paroisse de Cassagnas, qu'il avait desservie temporairement, avait été adjointe à la sienne. On agrandissait sans doute les Eglises pour diminuer le nombre des pasteurs qu'il était difficile de payer. Voici ce que nous lisons en tête du registre qu'il ouvrit à part pour cette dernière paroisse : « Mémoire des enfants qui ont été baptisés en l'esglise de Cassagnas par moy sousigné pasteur de ladite esglise depuis le 1^{er} septembre 1641. » Ce registre va jusqu'au 14 septembre 1646, avec 2 baptêmes évidemment supplémentaires, pour 1647 et 1648. Il contient en tout 97 baptêmes.

En 1646, le pasteur Ausiliargues changea d'Eglise et fut envoyé dans les Eglises de Monoblet et de Saint-Félix, entre La Salle et Anduze. Le registre qu'il ouvrit pour ces deux Eglises commence le 24 décembre 1646, et finit le 9 novembre 1650. Nous trouvons encore, à la fin de ce registre, 2 baptêmes, dont l'un a été célébré dans le temple de Valleraugue et dont la date est en blanc, et un autre inscrit certainement après coup, puisqu'il est d'une date plus ancienne que d'autres qui le précèdent. Il est du 8 janvier 1650. Ce registre contient 105 baptêmes.

Ici se trouve encore une lacune de deux ans et demi.

Après un intervalle de six ou sept ans, Ausiliargues rentre dans le Gévaudan, et a, cette fois, dans son Eglise, la paroisse même où il a vu le jour. Il est nommé pasteur de Valfrancesque et Saint-Roman. Son entrée en fonctions est du 25 juin 1653. Il resta dans cette Eglise jusqu'au 19 avril 1665. C'est du moins la date du dernier baptême qu'il y administre. La durée de son ministère dans cette dernière Eglise serait donc de treize ans environ. Il y baptisa 264 enfants.

Notre manuscrit nous abandonne ici. Avant de nous en séparer définitivement, nous devons faire ressortir son caractère personnel. A l'époque dont il s'agit, les registres des baptêmes étaient régulièrement tenus dans toutes les Eglises. C'était la seule constatation possible de l'état civil. Ausiliargues tint donc des registres dans chacune des Eglises dont il fut successivement pasteur, et quand il passait d'une localité dans une autre, l'Eglise qu'il quittait ne lui aurait pas permis d'emporter ses registres. Le baptême qu'il couchait sur son carnet n'était donc que la copie du registre officiel. Nous devons à cette heureuse habitude de posséder encore le registre personnel, après que l'officiel a été perdu.

Ausiliargues devait être âgé de quarante-cinq environ lorsqu'il cessa de tenir son registre. Que devint-il depuis ? Il serait difficile

de le dire. En effet, les synodes nationaux ne donnent pas de tableaux de la résidence des pasteurs après 1637 ; et les synodes du désert ne reprirent cet usage que dans le cours du dix-huitième siècle. Ausiliargues ne peut pas non plus figurer sur les listes de pasteurs qui sortirent de France lors de la révocation de l'édit de Nantes. Le reste de la vie de notre pasteur demeurera donc couvert de ténèbres, à moins que quelque découverte imprévue ne vienne se joindre à celle qui s'est faite pour nous d'une façon si inopinée. Nous devons du moins à Ausiliargues le moyen d'élucider bien d'autres questions. Que de clartés historiques peuvent jaillir de ces 624 actes de baptême !

Nous allons, en terminant, donner comme spécimen un de ces actes de baptême. On verra par celui-là comment étaient dressés tous les autres, et il nous révélera de plus le nom d'un autre pasteur du Gévaudan, qui, malgré ses hautes alliances, n'était guère plus connu que celui dont nous venons de nous occuper :

« Jehan Louys de Preaux d'Appeylly. Item. Le mardy 9^{me} de may est né un fils au sieur Jacques Alexandre de Preaux (1) d'Appeylly, ministre en l'esglise de Molezon et Pompidou et Da^{lle} Jehane Sirieyre, mariés, demeurant au Mazaribat, et a esté présenté en baptême au dit lieu par Jehan Sirieyre, seigneur de la Saigne et Da^{lle} Silvie Sirieyre à la place de dame Louyse de Montgomeri, marquise de Clinchant, et a esté nommé Jehan Louys, le mardy 25 de may 1662. »

PH. CORBIÈRE.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS PROTESTANTS INÉDITS DU XVI^e SIÈCLE. — LE SYNODE GÉNÉRAL DE POITIERS EN 1557, etc.

Sous ce titre, le zélé explorateur des archives du Dauphiné, M. le pasteur Arnaud, a réuni divers documents d'un réel intérêt pour l'histoire ecclésiastique. Le plus important, sans contredit, est celui intitulé : *Articles politiques pour l'Eglise réformée selon le saint Evan-*

(1) Plusieurs de Preaux ou Despreaux étaient pasteurs dans le pays de Gex au même temps qu'Ausiliargues. Il faut croire que celui dont il est ici question aurait été attiré dans le Gévaudan par son ancien collègue.

gile, fait à Poitiers, 1557. En lisant cette pièce remarquable à beaucoup d'égards, et sous le charme de sa découverte, M. Arnaud a cru à l'existence d'un Synode général tenu dans cette ville deux ans avant le Synode constituant de Paris, et il n'a pas reculé devant une conclusion qui, si elle était justifiée, serait toute une révolution dans notre chronologie synodale.

Dès le premier jour, nous avons exprimé quelques doutes (*Bulletin*, t. XXI, p. 339, en note) que la lecture de la pièce en question n'a fait que confirmer. Reconnaissons tout d'abord que le document publié pour la première fois par M. Arnaud est d'une incontestable valeur, car il jette de vives lumières sur la période de préparation qui précéda le Synode de Paris. Malgré les rigoureuses persécutions de François I^{er} et de Henri II, bon nombre d'Eglises étaient en train de se constituer vers le milieu du XVI^e siècle. Elles avaient l'élan, l'héroïsme de la foi nouvelle; il leur manquait l'ordre, la discipline. Avec son admirable génie d'organisation, Calvin pourvoit à tout, et ses lettres nous le montrent présidant partout à ce travail de constitution intérieure qui peut seul assurer la durée de la Réforme. C'est ainsi qu'il écrit le 9 septembre 1555 aux fidèles d'Angers : « Nous avons este joieux d'avoir entendu *que desjà vous avez dressé quelque ordre et police*, pour corriger les scandales et vous tenir en bride. Gardez que cela ne s'abolisse, mais plustost taschez de l'avancer, et que chascun de vous se rengenue doucement pour monstrier que l'esprit de mansuetude règne au milieu de vous. » (*Lettres françaises*, t. II, p. 72, 73.)

Mêmes conseils adressés, le même jour, aux fidèles de Poitiers qu'il a déjà prémunis contre des périls intérieurs provenant de la fausse doctrine : « Je vous prie de mettre tel ordre entre vous que les vices ne soient point nourris ni soufferts. Pour ce faire il sera besoin de surveillance; c'est qu'il y ait gens députés pour se donner garde comment un chacun du troupeau se gouverne, afin de redresser ceux qui seroient en train de se fourvoyer, de corriger les délinquans, d'admonester ceux qui seroient mal avisés, et par ce moien prévenir tous scandales. » (*Ibidem*, p. 68, 69.)

Docile à ces sages conseils, la congrégation de Poitiers se donne dès 1555 une première organisation : « En ceste mesme année, dit Bèze, la peste aiant chassé de la ville les plus grands ennemis de la religion, la petite assemblée prit courage, et y fut dressé l'ordre de l'esglise par un nommé Chrestien, au grand bien de tout le pays, lequel tost après ceste esglise fournit de ministres en plusieurs endroits. » (*Hist. eccl.*, t. I, p. 401.)

Le règlement de 1555 avait été un premier pas ; celui de 1557 en marque un second dans la voie d'une organisation régulière, mais restreinte, conforme aux besoins de l'Eglise de Poitiers et des Eglises voisines disposées à se régler sur ce modèle. Parmi les articles constitutifs de ce règlement, quelques-uns visent, sans la nommer, une Eglise particulière ; mais tous sont plus ou moins empreints d'un caractère spécial, nettement défini, qui ne dépasse pas l'horizon de la paroisse, et qui exclut toute préoccupation de gouvernement applicable à la généralité des Eglises réformées. En veut-on la preuve ? Il suffit de citer les articles suivants :

« Les anciens et diacres seront tenus de *s'enquérir diligemment des personnes de leur quartier* ayant procès, et faire que par admonitions particulières, ils taschent de mettre les personnes d'accord, et à ce appelleront l'un des ministres, si besoin est. »

« Que les anciens et diacres chercheront lieux convenables pour faire les prédications ordinaires, feront convoquer et appeler le peuple pour assister à icelles, viendront les premiers avec les avertisseurs à l'heure déterminée *pour prendre garde que d'autres n'entrent es lieux dits où les prédications se feront.* »

Ici viennent se placer des prescriptions relatives aux « escholiers de l'université » que l'on doit visiter dans leurs études, afin « qu'ils ne soit desbauchés et batteurs de pavé. » Les anciens et diacres ont charge « *d'entretenir et garder tout ce qui est de l'ordre et de la police de l'Eglise,* et s'emploieront fidèlement en tout ce qu'il leur sera enjoint. »

Que l'on compare maintenant ces articles avec les articles correspondants de la discipline rédigée deux ans après par le Synode de Paris, et l'on appréciera la différence des deux règlements, et des assemblées dont ils émanent : l'une limitant son mandat à une Eglise particulière, et peut-être aux paroisses voisines ; l'autre s'adressant à tous les membres de la famille réformée, avec ce langage impératif qui convient aux organes des intérêts les plus généraux, et n'admet pas de contradiction :

1. « Que *nulle Eglise ne pourra prétendre principauté ou domination sur l'autre* (1).

3. « Que dans les *Synodes généraux assemblés selon la nécessité des*

(1) Voici comment s'exprime à cet égard le règlement de Poitiers : « Pour autant que toute primauté est dangereuse, et aspire à une tyrannie comme on en voit l'exemple en la papauté, à ceste cause on se donnera garde de résoudre chose qui touche les autres Eglises sans le consentement d'icelles et en estre requis, ce qui se pourra faire en Synode légitimement assemblé, là où pourront assister ceux qui seront députés d'une chascune Eglise. »

Eglises, il y aura une censure de tous ceux qui assisteront, amiable et fraternelle, après laquelle sera célébrée la Cène de notre Seigneur Jesus-Christ.

4. « Que les ministres et un ancien ou diacre pour le moins de chaque *Eglise* ou province, s'assembleront deux fois l'année.

9. « Que les ministres d'une *Eglise* ne pourront prescher en une autre sans le consentement du ministre d'icelle, ou du consistoire en son absence.

21. « L'office des anciens sera de faire assembler le peuple, rapporter les scandales au consistoire, et autres choses semblables, selon qu'en chaque *Eglise* il y aura une forme couchée par écrit, selon les circonstances des lieux et des temps, etc.... »

Il est superflu d'insister sur le caractère général de ces dispositions, qui contrastent si fort avec les articles du règlement essentiellement local de Poitiers. Il demeure évident que les membres de cette *Eglise* n'ont pu et voulu faire qu'une œuvre restreinte, à certains égards préparatoire, et digne à ce titre de notre attention, mais sans rapports avec celle du Synode de Paris qui seul eut mission d'agir et de parler pour tous, en rédigeant une confession de foi et une discipline. L'initiative de l'*Eglise* de Poitiers n'en est pas moins remarquable. Elle nous aide à comprendre l'opportunité de la réunion qui se tint l'année suivante (1558) dans cette ville, et que l'on peut considérer comme le prologue du Synode de Paris. Les ministres de la capitale, Chandieu et ses collègues, avaient beaucoup à apprendre dans une *Eglise* qui avait déjà résolu pour sa part le problème ecclésiastique. Aussi, dit Bèze, les ministres présents « se firent mutuellement part de l'ordre et discipline entre eux observée, » et ils furent ainsi amenés à remarquer « quel bien ce seroit s'il plaisoit à Dieu que toutes les *Eglises* de France dressassent d'un commun accord une confession de foi et une discipline ecclésiastique. » Telle fut précisément la mission du Synode qui se réunit le 25 mai suivant à Paris, dans les circonstances que chacun sait.

M. Arnaud est bien près de conclure comme nous, car il écrit (p. 83 de sa brochure) que n'était l'article d'un Synode tenu à Montélimar le 6 mars 1552, lequel donne le titre de général au Synode réuni à Poitiers en 1557, il n'oseraient voir dans les actes de cette assemblée que le règlement particulier de l'*Eglise* de cette ville. Mais le Synode provincial de Montélimar, bien que présidé par Farel, a pu se tromper en donnant à la réunion de Poitiers un caractère qui ne fut pas le sien, et cette erreur est rendue évidente par le langage de Th. de Bèze, qui aussitôt après la mention des conférences prépa-

raitoires de Poitiers, s'exprime en ces termes : « Ce rapport étant fait à l'Eglise de Paris, après infinies incommodités surmontées, étant les Eglises averties par lettres de ce qui estoit mis en avant touchant le Synode national, pour avoir leur avis, fut conclu que le dit Synode seroit tenu à Paris POUR LE COMMENCEMENT, non pour attribuer quelque prééminence ou dignité à ceste Eglise-là, mais pour estre la plus commode pour recevoir secrètement beaucoup de ministres et anciens. Ainsi le Synode se tint à Paris, etc.... »

Tel est le témoignage de Th. de Bèze. Où trouver un contemporain mieux au courant que lui des affaires ecclésiastiques de la réforme française ? L'opinion d'un Synode obscur du Dauphiné peut-elle prévaloir sur les faits si connus, si constants, qui forment pour ainsi dire la trame irréductible de cette première période de notre histoire ? M. Arnaud est certainement de notre avis à cet égard, et nous sommes heureux de le remercier de ses doctes recherches, de ses utiles publications, tout en faisant sur un point des réserves indispensables.

J. B.

CORRESPONDANCE

LE BÉARNAIS FARIE

Mas Grenier, par Verdun (Tarn-et-Garonne).

Monsieur,

Un de mes amis, M. Ch. S., m'ayant communiqué ces jours-ci, à Nîmes, les deux numéros de votre *Bulletin* qui parlent de M. Farie (1), je m'empresse de vous transmettre les renseignements que vous demandez. Je suis d'autant plus en mesure de vous les donner exacts, que descendant de M. Farie, je possède une grosse liasse de lettres qui traitent à peu près exclusivement de sa captivité.

M. Farie du Lugat est né et mort à Mauvesin, chef-lieu de canton du département du Gers ; ce qui a fait croire à M. Soulice qu'il était de Garlin, c'est qu'il s'était marié avec Mademoiselle Marie de Moncade, de Garlin, et qu'il partit de cette ville pour Paris, où il fut arrêté en sortant de chez un apothicaire, dans le mois de juillet 1691. Il resta à Vincennes jusqu'au mois d'octobre 1714. Voilà les seules choses vraies

(1) *Bulletin* de 1872, p. 487, 581.

dans le récit de Constantin de Renneville. Je possède une lettre de M. Paul Farie, frère du prisonnier, qu'il lui écrivait de Corte, où il s'était réfugié, et dans laquelle il envoie à son frère copie de l'article du livre de M. de Renneville. Après avoir fait cette citation, il lui dit combien tout cela est en désaccord avec ce que lui avait écrit son frère; il lui offre même de faire parvenir une rectification à M. de Renneville.

M. Farie a écrit cent fois qu'il n'avait jamais su pourquoi il avait été arrêté, et il est mort en 1734 sans l'avoir su; il n'a pourtant obtenu son élargissement qu'après avoir abjuré la religion protestante. Il a fait toute sa prison à Vincennes, et n'a été transporté à la Bastille que la veille de son élargissement.

Pendant son séjour à Vincennes, M. Farie se mit en communication avec le comte de Thun, prince de Saltzbourg, qui était logé au-dessous de lui; ils s'écrivaient par la cheminée, sur des ardoises, et se lièrent d'une étroite amitié. Dans les derniers temps de la vie du comte de Thun, ils obtinrent de se voir tous les jours. Le comte de Thun mourut à Vincennes. Il s'était marié en France avec Mademoiselle Philiberte de Thubi, et en avait eu trois enfants. Lorsque M. Farie fut rentré à Mauvesin, la comtesse douairière de Thun eut, ainsi que ses enfants, une longue correspondance avec M. Farie; les frères de son mari contestaient à ses enfants la principauté de Saltzbourg et l'héritage de leur père, se basant sur ce que le mariage du comte de Thun n'était pas valable. M. Farie leur envoya un acte passé devant le notaire de Mauvesin, par lequel il attestait que le comte de Thun lui avait affirmé plusieurs fois qu'il était marié régulièrement avec Mademoiselle de Thubi, et qu'il voulait que ses deux fils et sa fille fussent ses héritiers, le chargeant d'ailleurs d'en déposer s'il était mis en liberté avant lui. Cette pièce déterminait le gain du procès, et les jeunes comtes furent mis en possession des biens de leur père.

La famille de M. Farie ne sut que vers 1702 qu'il était prisonnier à Vincennes; jusqu'à cette époque, on l'avait cru mort. Son fils fit alors plusieurs voyages à Paris; il se servit surtout d'un certain M. de Maurisset, fort gros seigneur intéressé dans les affaires du roi: c'est ainsi qu'il le qualifie. Il obtint, après avoir présenté dix placets, d'avoir des nouvelles verbales de son père, et enfin d'avoir connaissance du registre des élargissements, dans lequel il, vit que Farie, accusé de..... et convaincu de religion, serait élargi à la paix, ce qui eut lieu par lettre du roi du 9 octobre 1714.

M. Farie rentra à Mauvesin avec la bourse moins garnie, dit-il, que le jour de son arrestation; il se retira dans sa propriété du Lugat, où il vécut encore vingt ans, s'occupant d'agriculture et de l'éducation de

ses petits-enfants ; on prétend dans le pays que, pendant ces vingt ans, sa porte et ses fenêtres furent toujours ouvertes.

Si ces détails vous semblent présenter quelque intérêt, prenez-en ce que vous voudrez pour votre journal.

Veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

L. PÉRIÈS-LABARTHE.

Ci-joint la copie de la lettre du roi :

De par le Roy.

Sa Majesté ayant bien voulu accorder la liberté au nommé Fary, lequel, en conséquence de ses ordres, est actuellement détenu au château de Vincennes, à condition toutefois qu'aussitôt qu'il sera sorti du dit château, il se rendra en la ville de Mauvaisin, au diocèse de Lombes. Sa Majesté ordonne et enjoint au dit Fary qu'aussitôt qu'il sera sorti du dict château de Vincennes, il ayt à se retirer en la dite ville de Mauvaisin, lui deffendant très expressément d'en sortir ensuite, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, sous peine de sévère punition ; enjoint Sa Majesté au sieur d'Argenson, conseiller ordinaire en son conseil d'Etat, lieutenant général de police en la ville, prévôt, vicomté de Paris, de tenir la main à l'exécution de la présente.

Fait à Fontainebleau, le 9 d'octobre 1714.

LOUIS.

Le présent ordre du roi m'a été notifié par M. Langlade, au château de Vincennes.

Ce 16 octobre 1714.

FABE.

VARIÉTÉS

UN DESCENDANT DE RÉFUGIÉS FRANÇAIS

EN AMÉRIQUE

La révocation de l'édit de Nantes, qui dispersa l'élite du protestantisme français sur tant de rivages de l'ancien et du nouveau monde,

fournit aussi aux jeunes colonies américaines des citoyens éminents. Les noms de Jean Bayard, de Jean-Louis Gervais, de François Marion, de Henri et de Jean Laurens, de Jean Jay, d'Elie Boudinot, des deux Manigault ne sont point oubliés dans leur patrie adoptive. A ces noms, il faut joindre celui d'un marin habile, d'un savant distingué dont les Etats-Unis déplorent la perte récente.

Le lieutenant Maury, dont les travaux ont rendu à la science météorologique et à la navigation des services inappréciables, vient de mourir à Lexington (Virginie). Matthieu-Fontaine Maury était né le 14 janvier 1806, dans le comté de Spott-Sylvania (Virginie), d'une famille française qui avait émigré en Amérique après la révocation de l'édit de Nantes.

Le *Courrier des Etats-Unis* donne sur la carrière scientifique du lieutenant Maury les détails suivants :

« En 1825 il entra dans la marine et fut nommé « *midshipman* » à bord du *Brandywine*, chargé de ramener le général Lafayette en France. A son retour, le jeune Maury fut transféré sur le sloop de guerre *Vincennes*, avec lequel il fit le tour du globe. C'est pendant ce voyage de quatre années qu'il commença son *Traité sur la navigation*, publié quelques années plus tard, quand son auteur fut devenu lieutenant de la frégate *Potomac*.

« En 1839, M. Maury se retira du service actif par suite d'un accident qui devait le laisser estropié jusqu'à la fin de ses jours, et fut chargé de la direction du « *Depot of Charts and Instruments*. » Travailleur infatigable et doué du génie de l'organisation, il révéla promptement à l'Amérique et au monde entier les immenses ressources qu'il était permis de tirer du poste, jusque-là insignifiant, qui lui avait été confié. Tout en jetant les bases du « *Naval Observatory* » et du « *Hydrographic Office*, » il publia cette magnifique série de cartes coloriées indiquant les vents et les courants océaniques, cartes qui, révélant des lois physiques auparavant inconnues, ont sauvé du naufrage des milliers de navires et économisé au commerce maritime une somme estimée au bas mot à 5 millions de dollars par an.

« C'est M. Maury qui fut l'instigateur de la conférence internationale de Bruxelles en 1853, à laquelle on doit d'immenses progrès en météorologie. La création du « *Signal Office* » à Washington, qui rend aujourd'hui des services incontestés, est aussi un résultat des lois physiques qu'il a été le premier à déterminer. En 1856, il publia la *Géographie physique de la mer*, œuvre qui a été traduite dans presque toutes les langues. »

NÉCROLOGIE

M. G. DE CLAUSONNE. — M. P.-A. LABOUCHÈRE

Le mois dernier a été marqué pour la Société de l'Histoire du Protestantisme français par un double deuil. Elle a perdu, le 7 mars, un de ses membres les plus éminents et les plus fidèles, dont le nom était comme synonyme de sagesse, d'intégrité et d'honneur, M. le baron Gustave Fournier de Clausonne, ancien membre du consistoire de Nîmes, président honoraire à la cour d'appel, secrétaire perpétuel de l'académie du Gard, qui s'est éteint, à l'âge de soixante-quinze ans, au milieu des regrets et des respects universels. « Sa vie tout entière, dit *le Courrier du Gard*, n'a été qu'une longue suite de bienfaits, dominée par cette vertu si éminemment chrétienne, la charité. Il était l'ami dévoué, le tendre et délicat consolateur de ceux qui souffrent, de ceux qui pleurent. Son inépuisable charité se traduisait sous les formes les plus variées. Non content de donner de sa bourse, il se donnait lui-même. C'est ainsi qu'il n'a jamais cessé, durant de longues années, d'apporter à une modeste école normale le tribut quotidien de ses savantes et paternelles leçons. » On peut dire de M. de Clausonne qu'il fut, dans les plus hautes comme dans les plus humbles sphères, le représentant d'un christianisme plus actif que théorique, dont la devise se résume en deux mots : *Transiit benefaciendo* ! Noble héritage qui sera dignement porté par ses enfants.

Nous étions encore sous l'impression de cette grande perte, lorsque nous avons appris, presque en même temps (1), la maladie et la mort d'un des amis les plus dévoués de notre Société, M. Labouchère, le sympathique auteur de plus d'un tableau consacré à la glorification de la Réforme. Descendant d'une des familles françaises du Refuge qui ont le plus honoré leur patrie d'adoption, M. Ant. Labouchère débuta, pour ainsi dire, dans la vie par les affaires et les voyages. Il visita les États-Unis, la Chine ; « mais, dit-il, plus il allait, plus il voyait, et moins il se sentait d'aptitude au négoce. » L'art était sa véritable vocation, et en vrai fils de huguenot, il cultiva l'art religieux. C'est à cette inspiration que l'on doit *Luther à Worms* et *Luther traduisant la Bible*, en compagnie de Mélanchthon, Cruciger et Pomeranus ; *le Colloque de Calvin*, *Olympia Morata à Ferrare*, etc. Un des derniers sujets qui aient occupé son pinceau, c'est Jeanne d'Albret présentant son fils, le jeune roi de Navarre, à l'armée protestante, après le désastre de Jarnac, scène traitée avec autant de vérité que de succès. On aimerait à voir reproduit par la gravure ce tableau qui couronne une vie de purs labeurs. Né en 1807, M. Labouchère venait d'accomplir sa soixante-cinquième année. Il y a peu de semaines, il adressait au *Bulletin* une communication qui a été comme son dernier adieu à une œuvre qu'il a toujours aimée.

J. B.

(1) 23 mars.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

La Société de l'Histoire du Protestantisme français a tenu sa vingtième séance annuelle le 29 avril, dans le temple de l'Oratoire, sous la présidence de M. le comte J. Delaborde. Autour des membres du comité se groupaient les amis de l'œuvre, fidèles à leur vieille et toujours vive sympathie. Nous avons remarqué parmi eux MM. les pasteurs Matter, Martin-Paschoud, Dhombres, Zipperlen, Weber, Lods, Etienne Coquerel, Bénézech, Robineau, Appia, Roller, Maurice Vernes, etc. Après une prière de M. le pasteur Appia, M. le président a rappelé avec éloquence les travaux de la Société pendant l'exercice écoulé, le souvenir des amis qu'elle a perdus, les vastes explorations qui lui restent à faire dans le double intérêt de la science et de la vie chrétienne. Deux orateurs lui ont succédé. M. E. Sayous a retracé les destinées du protestantisme naissant dans une Eglise sœur de la nôtre, celle de Hongrie et de Transylvanie, et fait connaître des disciples de Calvin, des émules de Bèze trop oubliés jusqu'ici parmi nous. M. M.-J. Gaufres a esquissé ensuite le système d'instruction secondaire établi par Calvin à Genève en 1559, transplanté ensuite dans plus de trente collèges en France, et qui fleurit sous l'édit de Nantes pour succomber à la Révocation.

À la fin de la séance, M. Roller a offert à la Société un portrait d'Aonio Paleario sur lequel on trouvera plus loin quelques détails, et la séance s'est terminée par une prière de M. le pasteur Dhombres.

RAPPORT DE M. LE COMTE J. DELABORDE

SUR LES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ

Messieurs,

Vous regretterez avec moi, j'en suis certain, l'absence de l'honorable président dont la parole, à la fois chaleureuse et précise, répand toujours sur des séances telles que celle-ci un intérêt particulier. L'autorité des lumineuses et utiles allocutions que, d'habitude, il vous adresse, découle de la plus pure des sources, d'un dévouement éclairé, persévérant, à l'œuvre qu'il poursuit en commun avec des collègues d'autant plus habitués à l'entourer d'estime et d'affection, qu'ils sont plus intimement initiés aux généreuses inspirations de son cœur et aux tendances élevées de son esprit. Si je n'écoutais que le sentiment qui m'anime, je me laisserais aller à vous parler de tout ce dont la Société de l'Histoire du Protestantisme français lui est redevable; mais je craindrais de blesser sa modestie. Je m'impose donc sur ce point un silence discret. Je me l'impose également en ce qui concerne les membres si éminemment recommandables de notre comité. Qu'il me soit permis toutefois, alors qu'il s'agit de notre cher président et d'eux, de déclarer ici, qu'à l'honneur de siéger dans leurs rangs s'est constamment allié, pour moi, le privilège de constater l'étendue des services journallement rendus à l'histoire du protestantisme français par de sagaces investigations, par de saines vues critiques, par une science solide, et par des compositions non moins distinguées en la forme, que substantielles au fond.

D'un hommage que j'éprouvais le besoin de rendre à des hommes que j'honore, je passe à l'exposé de la situation

de notre Société depuis la clôture de sa dernière assemblée générale.

Et d'abord, cette situation s'est trouvée singulièrement affirmée par l'éclatant encouragement qui ressort de la résolution suivante, formulée à l'unanimité des voix, le 21 juin 1872, dans une réunion solennelle :

« Le Synode des Eglises réformées de France réuni à Paris, s'inspirant des exemples de nos pères qui, dans les anciens synodes, ont toujours encouragé *l'œuvre historique*, témoigne sa vive sympathie à la Société de l'Histoire du Protestantisme français pour l'œuvre de restauration filiale qu'elle poursuit depuis vingt ans, et qui lui donne de si justes titres à la reconnaissance des Eglises de notre patrie. »

Une si haute approbation nous émeut profondément. Elle imprime en quelque sorte une consécration nouvelle au culte des pieux souvenirs, que nous professons avec ardeur. Oui, c'est bien une œuvre de restauration filiale que nous avons entreprise. Plus est grand le respect qui s'y attache, plus nous sommes décidés à la poursuivre avec énergie, en suppliant Dieu de daigner faire reposer sa bénédiction sur nos humbles efforts.

De diverses parts nous ont été adressés des encouragements individuels auxquels nous attachons un grand prix ; et nous nous empressons d'exprimer ici notre sincère gratitude aux amis de notre œuvre qui, sous une forme ou sous une autre, nous sont venus en aide.

Hélas ! la mort a maintenant mis un terme au concours sympathique de plusieurs de ces amis qui nous étaient chers à tant de titres.

Il en est un, M. Merle d'Aubigné, de qui une voix des plus autorisées parmi nous devait, Messieurs, vous entretenir dans cette séance même. Le digne et zélé secrétaire de notre Société, M. Jules Bonnet, avait revendiqué l'honneur de retracer à grands traits, dans l'une de ces notices qu'il

sait si bien rédiger, les travaux de l'illustre historien de la Réformation. La maladie a tout à coup interrompu sa rédaction, et le retient loin de nous. Nous souffrons, ainsi que lui, d'une séparation qui, pour n'être que momentanée, n'en impose pas moins à ses nombreux amis une privation réelle. Nous appelons de nos vœux les plus chaleureux le rétablissement de sa santé et l'achèvement d'un travail dont la publication excitera, nous n'en doutons pas, un vif intérêt. Il est un titre d'honneur désormais inséparable de la mémoire de M. Merle d'Aubigné, et ce titre le voici : Sa piété s'est constamment attachée à mettre en relief une maxime qu'il importe plus que jamais de professer aux yeux du monde, en le conviant à s'y soumettre, et devant laquelle, lorsqu'on a le bonheur d'être devenu chrétien, on s'incline avec respect et reconnaissance, à savoir : Que Dieu règne dans l'histoire. Honneur donc, oui, pour toujours honneur à l'écrivain d'élite qui a replacé l'histoire sur sa véritable base. De quelle dignité, en effet, n'est-elle pas empreinte, lorsque la foi chrétienne l'éclaire et la vivifie ? et quel noble ministère n'accomplit-elle pas, lorsque, embrassant dans l'ensemble de ses aspirations et de ses tendances les générations qui se pressent à la surface de la terre, elle leur apprend à tourner leurs regards vers le ciel où réside le juste et miséricordieux arbitre de leurs destinées !

La mort de M. Merle d'Aubigné avait été précédée par celle d'un homme d'Etat qui, dans le cours de sa longue carrière politique, avait noblement soutenu une cause sur la légitimité et le développement historique de laquelle insistent fréquemment les publications de notre Société, en d'autres termes, la grande cause de la liberté religieuse : j'ai nommé M. le comte Pelet de la Lozère. Nous avons perdu en sa personne un correspondant qui, du fond de sa retraite, nous prouvait, par d'intéressantes communications, le cas qu'il faisait de nos travaux, et qui a naguère bienveillamment doté notre Bibliothèque de divers ouvrages tirés de

la sienne. Dans une publication récente (1), due à une touchante initiative, se révèle sous son vrai jour, et tel que nous l'avons connu, l'homme de foi et de devoir, le penseur sérieux, dont la mémoire demeurera en vénération parmi nous.

Il y a un an, dans cette enceinte, un chrétien dont le cœur aimant et l'esprit pratique appréciaient judicieusement ce qui est vrai, simple et bon, disait, en parlant de la Société de l'Histoire du Protestantisme français : « Il faut aimer cette Société parce qu'elle prêche très-bien, en retraçant de grands exemples. » L'homme excellent qui, ici comme partout ailleurs, enseignait l'amour d'autrui, parce qu'il savait lui-même aimer dans l'acception évangélique de ce mot, était M. le pasteur Vallette. Quel ami cordial et fidèle n'avons-nous pas perdu en lui ! Nous accueillons avec émotion la fraternelle exhortation que je viens de rappeler, comme un précieux legs en faveur de notre œuvre.

Ainsi que l'annonçait, il y a quelques jours, le Bulletin de notre Société, « le mois dernier a été marqué pour elle par un double deuil. Elle a perdu, le 7 mars, un de ses membres les plus anciens et les plus fidèles, dont le nom était comme synonyme de sagesse, d'intégrité et d'honneur, M. le baron Gustave Fornier de Clausonne, ancien membre du consistoire de Nîmes, président honoraire à la cour d'appel. »

Le 28 du même mois, succombait à Paris un autre ami dévoué de notre Société, M. Labouchère, dont le nom a aussi sa synonymie, celle de la véritable bonté de cœur alliée à l'aménité d'esprit, ainsi qu'au culte du vrai, du bon et du beau, dans le triple domaine du sentiment, de la pensée et de l'art. A ne parler que de celui-ci, rappelons que sa mission n'est jamais plus belle que lorsqu'elle s'applique à la religion chrétienne et à son histoire. M. Labouchère en était fortement convaincu, et il a su, grâce à la réalité d'un talent

(1) *Le comte Pelet de la Lozère. — Pensées morales et politiques*, précédées d'une notice sur sa vie et ses écrits, par E. Dhombres, 1 vol. in-8. Paris, 1873.

dans l'expression duquel la dignité s'unit à la délicatesse, traduire, dans divers tableaux consacrés à la glorification de la Réforme, les sentiments élevés dont il était animé. Les scènes vivifiées par son habile pinceau demeureront comme autant de pages mémorables de cette noble histoire, qu'ainsi que nous il chérissait, et au développement de laquelle il se plaisait à concourir, non-seulement en artiste, mais encore en archéologue. De là les utiles communications, qu'à ce titre, il adressait à notre Société. Sa libéralité pour elle était étendue; elle datait de loin et s'est accrue à la dernière heure : il lui a légué tous ceux des livres de sa bibliothèque qui concernent le protestantisme.

Permettez-moi de vous parler maintenant de notre Bulletin historique et littéraire. A peine ai-je besoin d'énoncer que nous nous attachons avec un soin constant à ce qu'il justifie cette double qualification. S'il y a, d'une part, utilité manifeste à insérer dans ce recueil, comme dans un fidèle répertoire, des documents inédits et originaux, tirés de sources diverses, souvent distantes les uns des autres, et d'agglomérer ainsi de nouveaux matériaux destinés à entrer dans la structure du vaste monument à ériger, que nos descendants décoreront un jour du nom d'histoire complète du protestantisme français; il importe également, d'autre part, de projeter, par voie de commentaire ou de discussion, la lumière sur quelques-uns de ces documents, de les rapprocher de pièces et de faits déjà connus, de faire jaillir de la combinaison des uns avec les autres un portrait, une biographie, un récit, où l'étude, soit analytique, soit synthétique d'un sujet historique quelconque, lié aux annales de notre Réformation; en un mot, de répandre, à l'aide d'une juxtaposition efficace, la vie et le mouvement, en regard d'une simple coordination de textes inédits, qui perdrait peut-être quelque peu de l'intérêt dont elle est digne, si elle demeurait isolée.

Une main toujours active, soit qu'il s'agisse de satisfaire

aux exigences incessantes d'une correspondance étendue, soit qu'il y ait lieu de tracer une notice, un compte rendu, ou l'une des meilleures études historiques, règle, avec le concours d'une commission de rédaction, la marche de notre Bulletin. Signaler cette main, d'étroite et douce association, que nous aimons à serrer, c'est, par cela même, acquitter une dette de reconnaissance envers le dévoué secrétaire de notre Société, M. Jules Bonnet.

Nous avons à remercier aussi ceux de nos correspondants qui, cette année encore, ont bien voulu nous adresser pour le Bulletin des documents ou des études que nous avons été heureux d'y insérer.

La place réservée aux questions et réponses a été plus d'une fois utilisée. Il en a été de même de celles qu'ont occupées la correspondance, les communications diverses et les comptes rendus bibliographiques.

Laissez-moi, Messieurs, faire appel à votre bienveillance, et vous prier de propager activement la lecture de notre Bulletin; nous le croyons digne d'une telle faveur et nous présentons que vous voudrez bien la lui accorder.

Notre Bibliothèque, qui a déjà rendu de réels services, est appelée à en rendre de plus grands encore. Tout en étant, certes, bien loin, en ce temps de petits commencements, d'affecter les larges proportions d'une institution de premier ordre, elle n'en est pas moins, quant à son organisation et à son fonctionnement, douée dès à présent d'une vitalité qui, sous l'influence de l'intérêt général qu'elle a éveillé et qui se soutient, nous autorise à présager pour elle un heureux développement. Sans rien perdre de la modestie qui lui sied et qui, en chaque chose d'ailleurs, est toujours de bon goût, elle se divise, ainsi que la première de nos grandes bibliothèques publiques, en cinq départements distincts, savoir : 1° des imprimés, 2° des manuscrits, 3° des estampes, 4° des médailles, 5° des cartes et plans.

De ces départements, un seul jusqu'à présent, celui des im-

primés, a acquis une consistance véritable, qui tend de jour en jour à s'accroître, grâce aux dons généreux de divers amis de notre Société (1).

Parmi les plus récents, et les plus importants de ces dons, j'en citerai un qui émane de notre honorable président, celui de la collection des réformateurs espagnols, devenue très-rare quoique moderne, et le don par le ministère de l'instruction publique de la collection du *Dictionnaire topographique et Répertoire archéologique* des départements. Ce don provenant d'un ministère français avait été devancé naguère par celui que nous avait adressé le gouvernement anglais, de la première partie d'une magnifique collection intitulée : *Calendar of state papers*, dont la série, dite *foreign affairs*, contient une foule de documents précieux pour l'histoire de la réformation française au XVI^e siècle.

De leur côté, MM. Bordier et Vernes d'Arlandes ont bien voulu, chacun par le versement d'une somme de 250 francs, aider notre Société à acquérir le fonds Sainte-Beuve, relatif à Port-Royal.

Nous avons reçu aussi de M. Lesens, de Rouen, de nombreux dons de livres.

Tandis que notre Bibliothèque s'accroissait, deux bibliothèques publiques venaient d'être détruites, l'une à Saintes, l'autre à Strasbourg. Animés du désir de les reconstituer, au moins en partie, leurs anciens administrateurs ont adressé en France de pressants appels à la sympathie des institutions

(1) Donateurs de livres, du 16 avril 1872 au 15 avril 1873 : MM. le Rév. Agnew, J. Bonnet, H. Bordier, le pasteur Bost, de Verviers ; comte de Clervaux, le pasteur Dégremont, Franklin, Froment, Ch. Frossard, Halphen, W. Martin, le pasteur Maulvault, de Guernesey ; Alfr. Monod, le pasteur Théod. Monod, le pasteur Paumier, le pasteur Petit, le pasteur Quiévreux, Rossignot, Ch. Read, Ch. Sagnier, F. Schickler, le pasteur Vallette, Vernes d'Arlandes ; Mesdames Schickler et Thuret.

Comme auteurs : MM. le vicomte d'Adhémar, le pasteur Arnaud, Batsillard, le pasteur Bersier, Fél. Bovet, le pasteur Colombier, Combes, de Coninck, le pasteur Coquerel, le pasteur Dhombres, le pasteur Douen, d'Ebeling, Fallot, Alf. Franklin, Halphen, H. Heyer, Labouchère, Alf. Lagarde, Al. Lombard, Loutchitzki, Marchegay, J. Mareschal, W. Martin, Onokine de Kasan, Pétavel, le pasteur Cam. Rabaud, Racine-Braud, Rahlenbeck, R. Reuss, de Richemont, le doyen Stanley, de Westminster.

et des personnes qui pourraient les pourvoir de livres. Nous nous sommes fait un devoir de répondre à ces appels par l'envoi d'un certain nombre de volumes, tant à Saintes, en mémoire de Bernard de Palissy, qu'à Strasbourg, par reconnaissance pour la généreuse hospitalité accordée, il y a trois siècles, à l'une des premières Eglises de la réformation française, et par amour pour l'admirable cité, au nom de laquelle, comme à celui de la noble Alsace, demeure indissolublement attachée la pensée grandiose du plus pur, du plus inébranlable patriotisme. Une barbarie, grossièrement affublée du manteau de la religion, méthodique dans son expansion farouche, et froidement calculatrice jusque dans l'effusion du sang et les ravages de l'incendie, a sciemment anéanti, avec la bibliothèque de Strasbourg, d'inappréciables trésors historiques : nous ne le savons que trop ; mais ce que nous savons aussi, c'est qu'il est deux choses essentiellement indélébiles, sur lesquelles planent la justice et la miséricorde suprêmes : le cœur humain et l'histoire. Ce que nous savons encore, et ce que nous proclamons avec une sainte émotion, c'est que Strasbourg et l'Alsace, par la dignité et la fermeté morales que le Dieu de l'Evangile leur a mises au cœur, ajoutent en ce moment une magnifique page à l'histoire du protestantisme français, de celui que vous qualifierez avec nous, Messieurs, de véritable protestantisme, parce qu'il ne relève que de Dieu ; à la différence de je ne sais quel protestantisme dégénéré, que certains adeptes d'outre-Rhin ont abaissé naguère au niveau de leurs passions hostiles.

Je reviens à notre Bibliothèque.

Le département des manuscrits n'est encore qu'à l'état de formation : toutefois ses débuts sont encourageants. Il s'est accru, cette année, de divers documents que nous ont envoyés M. le pasteur Puyroche, de Lyon, et M. Chatoney, de Rochefort.

Nous avons acquis pour ce même département plusieurs pièces provenant de la collection de M. Luzac, à Amsterdam,

entre autres l'autobiographie de Pierre Dumoulin, un volume inédit de pensées de Jurieu, le texte d'une discipline ecclésiastique, et des lettres autographes de Duplessis-Mornay, de Rohan, de Catherine de Bourbon, de Court de Gébelin, etc., etc. Presque toutes ces pièces ont eu pour premier possesseur M. le pasteur Marron.

A nos manuscrits s'ajouteront bientôt, en copies, de nombreuses lettres des Basnage, que M. Lesens veut bien s'occuper, à Rouen, de faire transcrire pour nous.

En outre, nous tenons de M. Lombard, en *fac-simile*, une reproduction des lettres d'Isabeau Menet.

Le département des estampes possède déjà, en portraits et en sujets divers, des pièces d'une certaine importance. A ces pièces sont récemment venues s'ajouter celles que lui ont données M. le comte de Clervaux et MM. Frossard et Rossignol.

Le fonds du département des médailles tend à s'accroître. M. le comte de Clervaux a récemment contribué à l'augmentation de la collection de méreaux.

Le département des cartes et plans, moins favorisé que les autres jusqu'à ce jour, est appelé, nous le pressentons, à se concilier un bienveillant intérêt. Il s'agit de voir se ranger peu à peu, dans ses cadres, non-seulement les documents topographiques applicables, soit à l'ensemble des Eglises protestantes de notre patrie, depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours, soit à telle ou telle de ces Eglises en particulier, mais aussi les documents de même nature qui concernent les nombreuses parties de notre territoire, et même parfois des territoires étrangers, sur lesquelles se sont accomplis des faits appartenant, ici, à l'histoire générale du protestantisme français, là, à la biographie de certains personnages, à leurs possessions territoriales, à leurs résidences, à leurs entreprises, à leurs voyages, à leurs missions; ailleurs, à des fondations, à des institutions, à des établissements de divers genres. Il existe, à ces points de vue distincts, et à quelques autres en-

core, une incontestable abondance de matériaux disséminés, qu'il est essentiel de réunir et de classer. Leur coordination sera d'une haute utilité : vous en demeurerez convaincus, ainsi que nous, Messieurs; et nous vous prions, comme nous prions tous les amis de notre œuvre, de nous venir en aide sur ce point de même que sur tant d'autres.

De ces autres points, il en est un que j'effleurai en passant : celui de l'extrême exiguité des ressources financières de notre Société. Elles se limitent aux seuls éléments suivants : 1° une somme qui n'atteint même pas deux mille francs, provenant de collectes faites dans les Eglises (1); 2° une somme quelque peu supérieure à ce chiffre, collectée à domicile; 3° le modeste produit des abonnements au Bulletin. Les charges qui grèvent notre Société excèdent de beaucoup ses ressources; et pourtant elle ne désespère pas de l'avenir, car elle compte sur un redoublement de sympathie de la part des amis et correspondants, à la générosité desquels elle fait appel en ce moment. Je n'ajouterai rien à cet égard.

J'ai hâte d'arriver à certains faits qui s'appuient sur une forte initiative prise par notre Société.

De ce nombre est la pieuse fête de la Réformation, qui a été célébrée cette année, de même que les précédentes, dans nos Eglises, et que l'Eglise de Genève vient de recommander aux Eglises de Suisse.

De ce nombre encore est la mise au concours d'un sujet que nous désirons voir traité avec l'ampleur qu'il exige naturellement : *Théodore de Bèze considéré dans sa vie et ses écrits*. Prorogé une première fois, ce concours l'est encore jusqu'à l'échéance du 31 décembre prochain, à raison de l'importance exceptionnelle du sujet, que doivent embrasser de patientes recherches, suivies de sérieuses méditations.

Il est une grave question, depuis longtemps soulevée-

(1) Les Eglises d'Anduze, Bayonne, Bédarieux, Bernis, Calmont, Castres, Cavelrac, Cette, Clairac, Clermont-Ferrand, Ganges, Garrigues, Lyon, Mazamet, Milhan, Montpellier, Nantes, Nîmes, Niort, Paris, Puy-laurens, Rouen, Saint-Cézaire, Saint-Hippolyte.

parmi nous, que nous n'avons cessé de suivre avec sollicitude : celle du *Supplément de la France protestante*. Cette question, mûrement approfondie, vient d'entrer dans une phase nouvelle, grâce surtout au dévouement et à la persévérance de celui de nos honorables collègues qui, au double titre d'homme de cœur et de savant, s'est résolûment identifié avec l'œuvre capitale qu'il s'agit d'aborder et de conduire à bonne fin. Amour du vrai, sympathie chaleureuse, volonté énergique, érudition, perspicacité, nobles labeurs : rien de sa part ne fera défaut, car je sais de qui je parle. Que notre cher et très-honoré collègue, M. Bordier, me permette donc de lui adresser ici, tant au nom de notre Société, qu'au nom des protestants de France, l'expression d'une sincère gratitude.

Par ses soins s'est dernièrement formé, en vue du vaste travail complémentaire à entreprendre, un comité dont la présidence lui a été, comme elle devait l'être, décernée par acclamation. Ce comité a pour vice-présidents MM. Raoul de Cazenove et le baron de Portal, pour secrétaires MM. Alfred Franklin et William Jackson, pour trésorier M. Alfred André, pour archiviste M. William Martin. Il ne m'appartient pas, Messieurs, de vous entretenir de ses délibérations. A lui seul sont réservés le droit et le soin de se mettre directement en communication avec le public, par la voie qu'il jugera convenable d'adopter, et de porter à sa connaissance les décisions qu'il a prises : je me bornerai à énoncer qu'elles sont tout à la fois graves et larges.

L'œuvre soit de supplément proprement dit, soit de refonte générale, à laquelle le nouveau comité va se livrer, œuvre essentiellement biographique, loin de se détacher du domaine de l'histoire du protestantisme français, aura au contraire pour effet direct d'en vivifier fréquemment les principaux aspects. A cet égard, je prendrai la liberté d'insister un instant sur l'extrême importance que nous devons tous assigner aux travaux de biographie protestante, vraiment dignes de ce nom.

Quiconque a sérieusement à cœur de retracer la vie de telle ou telle personnalité, célèbre ou non, de notre protestantisme, doit creuser le terrain des recherches à une tout autre profondeur qu'à celle des livres ; il lui faut, de toute nécessité, pénétrer la couche compacte et parfois résistante des manuscrits, en extraire patiemment les matériaux, trop souvent négligés, que leur poussière recouvre, les rapprocher les uns des autres, et faire surgir de leur contact la lumière et la vie ; à un tel labeur, consciencieusement accompli, correspondront toujours de salutaires résultats. Mais combien sont rares encore les cœurs et les esprits qui se consacrent à ce pieux labeur ! et pourtant, quel pressant devoir que celui de mettre en relief tant de nobles et pures existences, qu'une incurie répréhensible laisse plongées dans un oubli immérité ? Ces grands hommes, en qui nous saluons les plus fermes représentants du protestantisme français, alors que nous nous attachons, de préférence, à certains côtés de leur vie publique, les avons-nous jamais contemplés de près ? les connaissons-nous donc tout entiers ? les connaissons-nous surtout dans leur vie privée ? Et ces dignes compagnes sur lesquelles ils s'appuyaient, ces femmes admirables, dont le cœur recélait des trésors de tendresse, d'abnégation, de bonté, d'héroïque énergie, les connaissons-nous, elles aussi, comme chrétiennes, comme épouses, comme mères ? Sommes-nous initiés aux scènes de piété, d'affection, de dévouement, dont tant de foyers domestiques furent les témoins ? Avons-nous, en pénétrant jusque dans les rangs les plus humbles de la société protestante d'autrefois, étudié, çà et là, la simplicité, la droiture des caractères, l'élévation des sentiments, les habitudes laborieuses, la pureté des mœurs, au sein d'une foule de familles ? Avons-nous enfin étudié la condition de l'enfance parmi les protestants, son éducation, la direction religieuse qui lui fut imprimée, et les fruits remarquables qu'elle porta, notamment sous le coup d'incessantes et monstrueuses persécutions venues du dehors ? Non, nous n'avons encore rien fait

de tout cela comme nous le devons faire. Eh bien, Messieurs, après avoir confessé nos torts, cherchons à les réparer.

Ce que je dis de la biographie, je l'applique aux diverses branches de l'histoire de notre protestantisme. Ennemi des exagérations, je crois demeurer dans les limites de la vérité et des possibilités pratiques, en affirmant que toute personne douée de quelques lumières et animée d'une franche volonté peut, de loin comme de près, indirectement comme directement, concourir, dans une certaine mesure, au développement de cette histoire si belle, si féconde en hauts enseignements. Aimons-la d'une affection filiale, cette vénérable histoire de nos pères; entourons-la de nos hommages, de notre sollicitude; sachons en reproduire les aspects touchants, en faire briller les splendeurs, et la mettre ainsi en complète évidence! Je n'ajoute qu'un seul mot : héritiers d'un passé glorieux, demeurons convaincus qu'en évoquer le souvenir, c'est servir, sur notre terre de France, la grande, l'impérissable cause de la dignité morale, de la famille, de la civilisation et du patriotisme, parce que c'est, avant tout, servir sous le regard et par la bonté de Dieu, la cause de son saint Evangile.

ÉTUDES HISTORIQUES

L'ÉTABLISSEMENT DE LA RÉFORME EN HONGRIE

La Hongrie est le plus protestant des pays catholiques : sur les treize millions d'habitants que comptent aujourd'hui la Hongrie proprement dite et la Transylvanie, nous n'avons pas moins de trois millions deux cent mille coreligionnaires (1), le quart de la population, et cette importance numérique est encore dépassée par le grand rôle des réformés et des luthériens dans la littérature et dans les différents partis politiques. La ville de Debreczin a été plusieurs fois surnommée la Genève magyare. Son plus grand pasteur est communément appelé le Calvin magyar; il a été le correspondant de Théodore de Bèze; à côté d'une Eglise luthérienne remarquable à tous les points de vue, mais deux fois moins nombreuse, il a fondé une grande Eglise sur le modèle de l'Eglise réformée de France. On nous pardonnera peut-être de quitter, en apparence du moins, le champ habituel de nos études, et de rétablir entre deux minorités protestantes qui ont souffert pour la cause de l'Evangile et de la liberté un fil interrompu depuis trois siècles (2). Il est une autre excuse que nous devons présenter à la Société, mais sans inquiétude. La réforme d'ori-

(1) Le recensement de 1870 indique : 1,113,508 évangéliques de la Confession d'Augsbourg, 2,031,243 évangéliques réformés, 54,822 unitariens. Il n'y a presque point de protestants dans les provinces annexes, Croatie, etc.

(2) Voir Lampe : *Historia Ecclesiae reformatae in Hungaria*, in-4°. Trajecti ad Rhenum, 1728. — Anon. *Geschichte der Evangelischen Kirche in Ungarn*. Berlin, 1854; livre intéressant et complet pour l'Eglise d'Augsbourg, nul en ce qui concerne les réformés. — Surtout un ouvrage récent, écrit en hongrois, et par là malheureusement inaccessible à presque tous les lecteurs français, Balogh, *A Magyar Protestáns Egyház története...* (Histoire de l'Eglise protestante hongroise), Debreczin, 1872; c'est là que nous avons puisé presque tous nos renseignements sur Melius.

gine allemande, venue la première, ne peut être laissée de côté, et nous n'avons garde de nous en plaindre : si l'Eglise de la confession d'Augsbourg n'est pas l'objet habituel de nos travaux, nous saisissons avec plaisir l'occasion de jeter un coup d'œil fraternel sur une partie peu connue de son histoire.

Au commencement du XVI^e siècle, la société ecclésiastique de tous les pays était tombée dans une décadence que nul ne conteste : les préoccupations temporelles du haut clergé, l'ignorance du bas clergé étaient universelles. Dès 1515, Gosztonyi, évêque hongrois que l'on pourrait comparer à l'évêque de Meaux Briçonnet son contemporain, s'était vivement inquiété de ce marasme religieux et dans l'espoir d'y trouver un remède était entré en correspondance avec un docteur de l'université de Paris, Josse Clichtov (1) : « Bien peu de prêtres, lui écrivait-il, comprennent exactement et complètement ce qu'ils lisent et ce qu'ils chantent. » Le théologien français se montrait également effrayé de « cette redoutable maladie qui déjà s'étend au loin et a presque envahi la chrétienté, car... si l'on ne comprend pas le sens des paroles qui s'adressent à Dieu, l'esprit de celui qui prie demeure oisif et il ne fait aucun effort pour s'élever vers le Seigneur. » Clichtov rédigea donc une explication des hymnes de l'Eglise pour l'envoyer à Gosztonyi, mais rien n'indique que les efforts de l'évêque réformateur aient amené de sérieux résultats. Le célèbre roi Mathias Corvin n'était plus là pour tenir tête à des prélats ambitieux devenus tout-puissants pendant la minorité de Louis II, et les indulgences prodiguées par l'archevêque de Gran, primat du royaume, ne soulevèrent aucune opposition (2). Les précurseurs de la Réforme avaient eu peu de succès ; les hussites avaient été combattus et traqués de toutes parts.

(1) La lettre de Clichtov, théologien d'origine flamande, qui écrivit plus tard contre Luther, se trouve dans le 1^{er} volume de M. Herminjard, p. 20-22. Elle est instructive d'un bout à l'autre.

(2) Elles entraînaient même de grandes multitudes à une fausse croisade qui dégénéra bientôt en jacquerie, et qui, suivant l'auteur de la *Gesch. der Ev. Kirche*, ne contribua pas peu à indisposer la noblesse contre le clergé.

Il y avait pourtant un sentiment de malaisé et d'attente qui se fit jour lorsque arrivèrent en Hongrie les propositions de Luther. Même avant la complète rupture du moine saxon avec la cour de Rome, les bûchers s'élevèrent en plusieurs villes pour le châtimement des nouveaux hussites, mais ils ne purent arrêter les nombreux Allemands établis dans le pays, par exemple la grande colonie saxonne d'Hermanstadt (1), ni ceux qui dans leurs fréquents voyages apportaient au pays magyar les doctrines de Wittemberg. Des villages entiers quittaient l'Eglise romaine, les mineurs de Transylvanie suivaient l'exemple des mineurs du Harz, et les professeurs de l'université de Bude étaient exilés pour leurs opinions (2). Bientôt le roi Louis II et le haut clergé obtinrent de deux diètes successives la condamnation des hérétiques à la peine du bûcher et à la confiscation de leurs biens (3). Trois causes empêchèrent une véritable terreur de s'abattre sur les populations luthériennes : la bataille de Mohacz (1526) qui coûta la vie au jeune roi et l'indépendance à la Hongrie presque conquise par les Turcs, la rivalité des nobles et des évêques, et le fier caractère de la reine Marie.

Cette sœur de Charles-Quint offre plusieurs traits de ressemblance avec l'aimable reine Marguerite, sœur de François I^{er}. L'une et l'autre ont eu de la sympathie pour la Réforme naissante, l'une et l'autre ont essayé de la protéger contre la colère de leurs frères, et par moments y ont réussi. Marie de Hongrie, et du vivant de Louis II, et pendant les premières années d'un veuvage noblement supporté, n'a point caché son attachement à la cause du pur Evangile. Grande chasseresse, célèbre comme telle parmi toutes les princesses de l'Europe, elle portait jusque dans le fond des forêts un Nouveau Testament, et couvrait de ses notes et de ses réflexions les marges

(1) Les personnes qui voudraient suivre ces progrès de la Réforme, en se rendant compte des diverses populations qui l'adoptaient, consulteront avec fruit la carte ethnographique de l'Autriche, de M. Kiepert.

(2) Grynnæus et Vingteim, plus tard professeurs, l'un à Bâle, l'autre à Wittemberg.

(3) Lampe (p. 59-64) donne le texte des décisions de la diète de Rakos, 1525.

du saint Livre. Son confesseur Jean Henckel, devenu luthérien, prêchait devant elle dans Augsbourg, pendant la fameuse diète d'où sortit la nouvelle confession de foi; Luther lui envoyait des psaumes traduits et la félicitait de son zèle (1).

Cependant la Hongrie, périodiquement ravagée par les Turcs, subissait encore les prétentions rivales de deux rois, Ferdinand d'Autriche et Jean Szapolya, qui d'abord se disputèrent le pays et plus tard se le partagèrent. Cette triste situation, pleine de misère et de confusion, n'arrêta point les progrès de la Réforme. Les deux rivaux commencèrent à la persécuter afin de se créer des partisans dans le clergé catholique, mais tous deux s'aperçurent qu'ils se créaient encore plus d'ennemis dans la noblesse et la bourgeoisie : ils éteignirent donc les bûchers et cessèrent de remplir les prisons. Les Turcs méprisaient aussi bien les réformés que les catholiques : ils ont brûlé de grands collèges protestants, et retenu dans une dure captivité les Perényi, les Magocai, puissants magnats dévoués à la nouvelle Eglise; ils ont envahi des temples pendant la prédication et emmené prisonnier le pasteur. Mais la politique ottomane n'avait garde de faire pencher la balance en faveur de l'une ou de l'autre communion; il en résultait une tolérance relative dans les régions occupées par les lieutenants de Soliman-le-Magnifique.

Au milieu de ces circonstances à la fois tragiques et favorables paraît en 1531 le premier réformateur luthérien qui n'ait pas été d'origine allemande. Mathias Devay était un étudiant de Wittemberg et un ami personnel de Luther, mais il était Magyar de race et de langue, et la nouvelle doctrine prit avec lui pour la première fois un caractère national. Son éloquence semble avoir été entraînante et imagée : « Sans la foi, disait-il, l'homme ne peut pas plus faire de progrès que la plante sans soleil ne peut verdier. » Les succès de Devay le firent d'abord persécuter par les deux rois. Jean Szapolya le

(1) Depuis 1530, la reine Marie, devenue gouvernante des Pays-Pas, ne témoigna plus extérieurement aucune sympathie pour la Réforme.

jeta dans un cachot de la forteresse de Bude où se trouvait aussi le maréchal ferrant des écuries royales, soupçonné par le capricieux tyran d'avoir mal ferré son cheval favori. Devay convertit si bien ce compagnon de captivité que celui-ci remis en liberté refusa d'abandonner en prison celui auquel il devait la paix de son âme. Touché de ce dévouement, Szapolya leur ouvrit à tous deux la porte de la forteresse.

Un peu plus tard Devay, prêchant dans la Hongrie du nord, fut conduit devant Ferdinand d'Autriche, enfermé dans les prisons de Vienne et interrogé par l'évêque (1). Près de subir le dernier supplice, il dut sa liberté à la prudente politique de Ferdinand, et retourna dans le pays gouverné par son premier persécuteur Szapolya, qui, débordé par les progrès de la Réforme en Transylvanie, avait renoncé à toute lutte. C'est alors qu'il traduisit en langue hongroise les épîtres de saint Paul : dans tous les pays saint Paul, cet interprète inspiré de l'œuvre du Christ, a été le libérateur des consciences ; sur les ruines de la justice des œuvres et des pouvoirs magiques du sacerdoce il a fait luire le soleil de la grâce, qui est aussi le soleil de la liberté ; sorti de l'ombre du sanctuaire, mis à la portée des populations religieuses, il les a rendues à elles-mêmes ; il a été au XVI^e siècle, comme pendant sa vie, l'Apôtre des nations.

Ces traductions partielles ou générales de l'Écriture sainte, chaque jour plus nombreuses, répandaient comme partout l'instruction, car la lecture de la Bible était désormais le premier devoir du fidèle, et bientôt l'enseignement élémentaire indispensable pour ce pieux exercice ne suffisait plus à l'ardeur d'apprendre qui enflammait les esprits. Les grandes familles protestantes établissaient des écoles dans leurs domaines, les Nadasdy suivaient l'exemple des Perényi ; sous ces protections puissantes l'imprimerie pouvait en toute liberté répandre avec la Bible des écrits de polémique, soit en latin soit

(1) Voir dans Lampe (p. 72-88) la discussion de Devay, prisonnier, avec l'évêque de Vienne.

en hongrois, car malgré le soin qu'apportaient les propagateurs de la Réforme à l'enseignement des langues anciennes, la langue nationale, maintenant employée dans le culte, commençait à grandir et devenait littéraire. Cependant les rapports étaient toujours fréquents avec les docteurs luthériens; Mélanchthon en particulier suivait avec une grande attention les progrès de la Réforme en Hongrie et correspondait avec ses principaux représentants. Lorsqu'un jeune Magyar, se destinant au ministère évangélique, voulait compléter ses études, il se rendait à Wittemberg (1).

Devay et ses disciples avaient donc produit un grand et sérieux mouvement. On peut se demander comment il se fait que le clergé catholique leur ait opposé si peu de résistance. La vérité est que les évêques et les moines, surpris et comme étourdis par cette marche rapide de la nouvelle croyance, se bornaient à réclamer, le plus souvent sans succès, l'exécution des lois contre les hérétiques, et, dans de rares controverses, se montraient inférieurs aux protestants. Cela fut particulièrement visible dans une discussion qui eut lieu en 1537 : le ministre évangélique Szantai, prisonnier pour sa croyance, tint tête victorieusement à plusieurs ecclésiastiques sur la question de l'eucharistie. Lorsqu'un évêque requit auprès de Ferdinand la condamnation d'un homme qui prêchait la communion sous les deux espèces, le roi, qui partageait sur ce point la doctrine luthérienne, fit venir secrètement Szantai, et après l'avoir entendu se déclarer fidèle à l'enseignement des prophètes de notre Seigneur et des apôtres, le fit conduire en lieu de sûreté (2). Plus tard Ferdinand, qui a hésité toute sa

(1) D'après M. Balogh, le nombre des étudiants hongrois à Wittemberg a varié de quatorze à dix-huit pendant presque tout le XVI^e siècle : en 1592, le luthéranisme exclusif de l'Électeur de Saxe mit fin à cette petite colonie, composée surtout de calvinistes. — Les plus grandes écoles luthériennes furent celles de Temesvar et d'Edenburg (en hongrois Soprony). — Citons comme ouvrages luthériens le *Sommeil des Saints*, de Devay, son *Manuel de la Foi*, et le récit de sa captivité, la grammaire d'Erdösi, les traductions bibliques de Pesthi, l'histoire de Cranmer et celle d'Athanase, par Sztarai, etc.

(2) Nous avons réduit à ses éléments vraisemblables le récit un peu partial et suspect de la *Gesch. der Ev. Kirche*, d'après un écrit du temps.

vie comme bien des princes de cette époque, renouvela ses édits persécuteurs (1). Il était trop tard : les menaces royales ne réussirent qu'à provoquer la réunion de plusieurs assemblées religieuses, où fut proclamée la nouvelle foi chrétienne et organisée la nouvelle Eglise (2). Vers 1560, Mélancthon mourant pouvait voir sa doctrine adoptée par une grande partie des Hongrois, et suivre sans jalousie les premiers progrès de la Réforme venue de France et de Genève.

En effet, depuis le milieu du siècle les idées de Zwingle gagnaient du terrain à la fois sur le catholicisme romain et sur le pur luthéranisme, et bientôt à leur tour elles cédaient la place au calvinisme (3). Nous n'avons pas à raconter ici les longues discussions qui aboutirent à l'établissement de la petite Eglise unitarienne de Transylvanie encore florissante aujourd'hui, et qui, apaisées plus tard entre calvinistes et luthériens, laissèrent exister côte à côte ces deux grandes Eglises, de plus en plus rapprochées par des relations fraternelles inaltérables depuis longtemps. Notre but est seulement de montrer comment s'organisa la communion réformée proprement dite, et de mettre en lumière la figure presque absolument ignorée du Calvin magyar, Pierre Juhasz de Horhi.

Si la réforme allemande avait surtout pénétré dans les districts où florissaient des colonies allemandes, si elle avait été longtemps prêchée par les seuls Allemands, si par conséquent l'on peut expliquer ses progrès par les affinités de race et de langue, aucune explication de ce genre n'est possible pour la marche rapide et victorieuse de la réforme française en Hongrie. A peine connue dans quelques villes en 1555, elle était

(1) La conduite vacillante de Ferdinand a été appréciée diversement ; le jugement de la *Gesch. der Ev. Kirche* est très-sévère. Elle nous apprend toutefois que ce prince a communiqué sous les deux espèces dans sa chapelle.

(2) Les principales assemblées de ce genre ont eu lieu en 1545, 1548, 1550, 1552, 1558 : il en est sorti plusieurs confessions de foi presque identiques entre elles et à la confession d'Augsbourg.

(3) En Hongrie, le zwinglianisme a frayé la voie au calvinisme, qui l'élimina bientôt. Devay lui-même, dans un séjour à Bâle, avait été gagné aux idées suisses. — On peut compter parmi les réformés Szegedi, qui écrivit une *Assertio vera de Trinitate*, et un *Speculum romanorum pontificum*, tous deux publiés à Genève. — Les assemblées luthériennes se montrèrent souvent hostiles aux calvinistes.

devenue dix ans plus tard la croyance de ces populations purement magyares qui habitent la grande plaine arrosée par la Theiss. Voilà donc un peuple qui n'appartient même pas à la grande race indo-européenne, et qui adopte cette doctrine protestante soi-disant particulière à la famille germanique; bien plus, il l'adopte dans sa rigoureuse spiritualité, telle que l'ont formulée des Latins d'Occident. On commençait à répéter le proverbe : La foi de Calvin c'est la foi hongroise. En bien des occasions, pendant les trois siècles qui nous séparent de cette époque, la cause des réformés s'est confondue avec celle de la nationalité elle-même.

Pierre Juhasz de Horhi, qui traduit son nom en celui de Melius, a été non pas le premier ni le seul (1), mais bien le principal organisateur de cette grande Eglise; en étudiant sa vie et son œuvre nous étudierons la fondation même de cet édifice religieux. Rien de plus légitime que de comparer Melius à Calvin : lui aussi avait une connaissance approfondie de l'Ecriture, des littératures anciennes et des Pères de l'Eglise; lui aussi avait résolument rejeté la croûte des siècles pour saisir dans sa pureté le roc primitif et incorruptible de l'Evangile; lui aussi, car il faut tout dire, méconnaissait à l'égard de ses adversaires les devoirs de la charité : il appelait les unitariens du nom de « Servétiques », ce qui n'avait rien de très-rassurant. Mais lui aussi a consumé sa vie dans les soucis de la nouvelle Eglise, et il est mort à trente-six ans, bien plus jeune que le réformateur de Genève, dévoré par la triple ardeur de la science, de la lutte et de la foi.

Cette courte existence a été bien remplie : Melius à peine âgé de vingt-cinq ans dédiait au conseil de la ville de Debreczin une série de discours récemment prononcés sur ce monument incomparable de la métaphysique chrétienne, l'épître aux Colossiens. Il dédiait aux négociants de son pays

(1) Kalmancsai, son prédécesseur, avait déjà rendu de grands services. — Le ministère de Melius à Debreczin a duré de 1558 à 1572, année de sa mort. *Juhasz* signifie berger, en hongrois, et *melon* signifie brebis, en grec.

des sermons sur la médiation du Christ. Nous surprenons ici une ressemblance de plus avec le grand réformateur : le pasteur de Debreczin voulait faire de cette ville une Genève magyare, il voulait pénétrer de la doctrine réformée les conseils de la cité et les mœurs de la bourgeoisie marchande. Mais il n'avait garde de négliger les grandes familles qui se dévouaient à la même cause, les Török, les Magocsi, les Massai ; sans aucune servilité à leur égard, bien au contraire avec une haute et digne familiarité, il fêtait le retour de Gaspard Magocsi, délivré de sa prison turque, en lui offrant une collection de discours prononcés d'après les apôtres, les prophètes et les Pères de l'Eglise, surtout Origène et Chrysostome, saint Jérôme et saint Augustin. Il traduisait toujours sur le texte même, latin, grec ou hébreux. Bientôt il donnait en langue hongroise une traduction complète des Rois, de Samuel et du livre de Job.

Melius était grand partisan de la langue vulgaire et de son emploi dans tous les exercices du culte ; il y voyait une puissante excitation au travail intellectuel et un moyen de fortifier la piété. Fidèle au précepte de saint Paul, il recommandait aux prédicateurs et à tous les fidèles de lutter sans cesse avec les armes de l'Écriture, et paraphrasant les célèbres et magnifiques paroles de l'Apôtre sur cette lutte spirituelle il s'écriait : « Si tu veux lutter contre le péché, contre le diable, contre le corps, contre les malédictions de la loi, habille-toi des mérites de Christ, saisis le glaive de Christ, saute sur le cheval de Christ, et que le Saint-Esprit soit ton capitaine. »

Ce n'étaient pas là des paroles sans effet : l'imprimerie inconnue jusque-là dans la plaine hongroise naissait peu à peu pour ainsi dire du travail religieux de Melius. Toutefois lorsqu'on voulait répandre une publication dans plusieurs contrées, on s'adressait à ces nombreux libraires et imprimeurs de Genève qui employaient plusieurs milliers d'ouvriers au service du protestantisme européen (1). C'est aussi à Genève que ve-

(1) Plusieurs de ces ouvrages ont disparu, par exemple, ceux auxquels Melius

naient assez fréquemment les jeunes candidats au ministère (1), du moins quand ils n'allaient pas à Heidelberg ou à Utrecht. Ils pouvaient d'ailleurs achever leur instruction dans les grandes écoles de Debreczin ou de Varad (2), celle-ci protégée par Nicolas Telegdi, correspondant de Théodore de Bèze et félicité par lui de son zèle. Enfin c'est le catéchisme de Calvin que les pasteurs hongrois mettaient dans les mains de l'enfance.

La réforme d'origine française marquait plus fortement encore son influence dans les grandes assemblées où la naissante Eglise réformée de Hongrie déclarait sa foi. En 1563 fut adoptée la confession dite de Théodore de Bèze, celle que l'Eglise réformée de France avait rédigée au milieu des supplices et qu'elle venait de présenter au jeune Charles IX ; tous les ecclésiastiques réunis au synode de Thorda mirent leur signature au bas de ce document (3). Quatre ans plus tard le synode national de Debreczin était présidé par Melius. L'organisation synodale rappelait celle de nos pères : le pays protestant était partagé en dix-sept circonscriptions qui envoyaient des délégués à l'assemblée suprême. La convocation était motivée par le péril des temps que l'on traversait. Les délibérations de ce mémorable synode aboutirent à l'adoption de la confession de Debreczin ou « livre canonique » en soixante-quatorze articles « tirés, disait-on, de la Parole de Dieu et de la loi naturelle pour conserver l'ordre dans l'Eglise et former la vie chrétienne dans toutes les choses nécessaires. »

Ce qui montre bien l'importance que les Hongrois ont tou-

écrivait à Jean II, prince de Transylvanie, faisait allusion : « Hæc omnia S. M. V. ex tribus meis libris clarius intelliget. »

(1) Une quarantaine de noms magyars figurent dans le *Livre du Recteur*, le premier sous la date de 1563.

(2) En allemand, Gross-Wardein.

(3) Bèze écrivait plus tard (1596) : « In mea confessione, jam dum edita, et postea tum hic a summis viris, tum Heidelbergæ quum catechismus illius ecclesiæ scriberetur, imo et a Polonicis ecclesiis in communi synodo probata..... » Recueil Bretschneider, p. 143. — Les Eglises de Pologne étaient souvent confondues, en Occident, avec celles de Hongrie : la confession de Czenger (1570), dirigée contre les unitariens, est appelée *Confessio polonica* dans le *Corpus et Syntagma confessionum fidei*, publié à Genève en 1614.

jours attachée et qu'ils attachent encore aux décisions du synode de Debreczin, c'est la fête du 24 février 1867, célébrée juste trois siècles plus tard : « Cette confession, a dit le professeur Toth chargé de prononcer le discours, est le sceau et le gage de la réforme magyare, le miroir fidèle de l'enseignement chrétien à cette époque; elle convient encore aujourd'hui, nous devons la tenir en honneur et la graver dans nos mémoires. » Les soixante-quatorze articles méritent cet éloge par une qualité bien rare dans les déclarations théologiques du XVI^e siècle : ils laissent une porte ouverte au progrès, ils ne se regardent pas comme absolument définitifs. La préface déclare que, dans les cérémonies comme dans l'exposition de la doctrine, les Eglises du Christ ont toujours usé de liberté, et qu'il faut louer ceux qui savent améliorer l'enseignement de la Parole de Dieu. Sans doute, ajoute-t-elle, la liberté consiste à améliorer avec le Christ et non pas sans lui, et il faut demeurer fermes sur les principales branches de la foi; mais « nous ne rougissons pas d'étudier toujours et d'entendre toujours de meilleures choses... Nous reconnaissons la faiblesse de notre esprit et la nécessité de progrès continuels. »

Au milieu de ces grandes occupations ecclésiastiques, Melius n'oubliait ni la famille, ni la patrie, ni l'édification. Il écrivait une liturgie dans laquelle il s'occupait non-seulement du culte public, mais des visites aux malades, des nouveaux-nés qui étaient tous à ses yeux des « fils de roi, » du ménage, dont le chef devait « élever dans la crainte et la connaissance de Dieu sa compagne, ses enfants, le peuple de sa maison, dont il est le prédicateur naturel. » Jamais la famille protestante, premier noyau de l'Eglise, n'a été mieux comprise. Mais la patrie tout entière devait former une grande famille chrétienne : aux yeux de Melius, Dieu était le seul vrai souverain de tous les pays, et un peuple qui n'a pas l'amour et la crainte de Dieu était un peuple condamné et perdu. Ne croyons pas toutefois qu'il envisageât avec un désespoir chagrin les malheurs de la Hongrie. Il faisait pré-

céder un recueil de sermons sur saint Jean, prononcés pendant une invasion terrible, d'une invocation confiante et toute biblique adressée au Dieu puissant par « le pauvre et indigne pasteur des brebis de Debreczin. » — « Tu nous portes comme une tendre mère, lui disait-il, tu nous défends comme la prunelle de ton œil, tu ne laisses pas perdre une goutte de nos larmes, tu comptes nos cheveux et nos os, tu ne laisses rien perdre. »

Nous sommes loin d'avoir donné une idée complète de cette vie si courte et si glorieusement remplie. Melius trouvait encore le temps de composer des chants sacrés, de former un grand herbier avec un essai de classification des plantes, et de prendre une part active à toutes les discussions. Sa polémique la plus importante a été dirigée contre les unitariens : c'est elle qui l'a mis en rapport avec Théodore de Bèze (1). Le successeur de Calvin lui a écrit deux fois de Genève : il encourageait Melius à être toujours plus « un bel exemple » pour ses frères en croyance ; il le félicitait d'avoir composé des ouvrages extrêmement utiles pour l'Eglise. Quelques mois plus tard, il priait Dieu « de bénir toujours plus les efforts de Melius pour faire triompher le Christ de tous ses blasphémateurs. » Lorsque le pasteur de Debreczin mourut d'épuisement précoce après tant de travaux, Théodore de Bèze le qualifia dans une lettre à Telegdi d'« athlète vigoureux, digne d'une mémoire éternelle ; » il appelait cette mort prématurée « une grave blessure pour toutes les Eglises. » Le conseil de Debreczin, avec une austère simplicité, notait sur ses registres la mort de Melius, « grand savant digne de respect, » et tous les citoyens témoignaient jusqu'au bout les plus grands égards à sa veuve et à ses deux filles.

Heureusement les Eglises calviniste et luthérienne étaient

(1) Voir dans Lampe la lettre de Melius à Jean II (p. 263-268) ; celles de Bèze à Melius (p. 268-271), et la lettre de Bèze à Telegdi (p. 272-274). — Les lettres de Melius à Bèze n'ont pas été retrouvées.

assez fortement constituées pour n'avoir rien à craindre de la mort de leurs fondateurs. Leurs discussions même ne les affaiblirent point : ce n'est pas la diversité qu'il faut craindre, c'est la trompeuse unité d'un cadre hiérarchique, illusion de plus d'une Eglise même protestante au XVII^e siècle. Les Eglises de Hongrie avaient compris que le péril n'était pas dans une foi vivante et libre, mais dans l'autorité humaine se mettant à la place de la dignité des consciences et de l'action de Dieu sur les âmes. Elles sont restées vivantes en même temps que régulièrement et sagement ordonnées. Leur organisation, à la fois solide et sans étroitesse, a pu traverser des persécutions plus que séculaires. Le XVII^e siècle a été pour elles comme pour nos pères une époque de continuelles épreuves, et les forçats protestants de Léopold ramaient sur la Méditerranée en même temps que les forçats protestants de Louis XIV. Pour elles comme pour nos pères le XVIII^e siècle a eu des alternatives de tolérance et de persécution, et l'ère de la liberté a été la même dans les deux pays ; seulement nos frères de Hongrie se sont retrouvés beaucoup plus nombreux que nous et le sont encore. Puisse cette conformité de destinées établir entre eux et nous un lien de sympathie et de mutuel intérêt.

ÉDOUARD SAYOUS.

MÉLANGES

UN PORTRAIT D'AONIO PALEARIO

M. Roller, pasteur à Rome, a déposé sur le bureau, au cours de la séance annuelle, un portrait photographié d'après un vieux tableau portant pour souscription : *Aonius Palearius*.

Ce tableau a été trouvé à Veroli, petite ville des montagnes des Abruzzes, où ce réformateur est né et où il a laissé des souvenirs qui sont presque une légende. Des moines ayant maltraité ce portrait, le souvenir est resté dans le pays d'une protestation énergique de la population, qui aurait exigé sa conservation.

C'est le photographe Spina qui, devenu évangélique à Rome, et voyageant dans la province, reçut communication du mystérieux dépôt oublié dans l'ancien séminaire. Dans l'impossibilité de le reproduire d'après l'original, le photographe dut en faire d'abord une copie au pastel. Il transcrivit ensuite du mieux qu'il put l'inscription qui mentionne en mauvais latin, mal orthographié, l'éloquence de Paleario, et constate qu'il fut brûlé sous Paul V, pour avoir été impliqué dans les erreurs des hérétiques.

M. Jules Bonnet avait chargé M. Roller de vérifier l'authenticité de ce portrait. Pour arriver à une certitude, il faudrait : 1^o étudier la forme des lettres de l'inscription ; 2^o pouvoir déterminer nettement si la peinture a bien tous les caractères techniques des tableaux du XVI^e siècle.

Ce dernier point nécessiterait un voyage à Veroli même et l'expertise d'un connaisseur *spécial*.

Quant à l'inscription, elle offre des caractères qui conviennent mieux à la fin du XVII^e siècle qu'au XVI^e. Ce fait est-il le résultat d'une imperfection dans la copie faite par M. Spina ? Ou bien faut-il supposer avec lui et avec quelques personnes compétentes, que l'inscription a pu être ajoutée un siècle après la facture du portrait, alors qu'il passa de la maison d'un parent ou d'un ami de Paleario, dans la bibliothèque publique du pays ? C'est ce qu'il est encore impossible de dire aujourd'hui. En attendant plus ample informé, nous ne pouvons qu'admettre des probabilités.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

FINANCES DES ACADEMIES ET COLLEGES

Les académies protestantes de France étaient entretenues sur des fonds de provenances diverses. C'étaient d'abord des fonds municipaux, impôt sur les farines à Die, impôt sur le sel à Montpellier. A ces ressources se joignirent des allocations faites par les synodes sur les sommes octroyées aux Eglises par Henri IV et Louis XIII, sous l'Edit de Nantes. Ces allocations varièrent selon les temps : les académies reçurent d'abord chacune 1,111 livres, les collèges 300 livres par an. Mais ces sommes ne tardèrent pas à être irrégulièrement payées par le gouvernement et bientôt même entièrement supprimées. Les Eglises alors eurent à pourvoir à leurs besoins par des souscriptions dont la cinquième partie, le *quint denier*, fut affectée aux écoles. Les Eglises, pauvres, souvent agitées par la guerre civile, versaient irrégulièrement leurs souscriptions. Les académies veillaient elles-mêmes aux recouvrements avec une efficacité variable. Le document suivant nous montre l'académie de Die, réclamant par l'organe de son recteur Dize, ce qui lui est dû par l'Eglise d'Aulas; le recteur appuie sa réclamation sur des pièces officielles, des décisions synodales, dont l'une est relative au collège d'Anduze. Nous devons cette communication déjà ancienne, ainsi qu'un grand nombre d'autres, à M. le pasteur Teissier, d'Aulas.

LETTRE

DU RECTEUR DU SÉNAT ACADEMIQUE DE DIE POUR RÉCLAMER LES
SOMMES DUES PAR L'ÉGLISE D'AULAS POUR L'ENTRETIEN DE
CETTE ACADEMIE, SUIVIE DES EXTRAITS DES DÉCISIONS DES
SYNODES AU SUJET DE L'ENTRETIEN DES ACADEMIES, ET DE
CELLE DE DIE EN PARTICULIER.

(Mss. des archives du consistoire d'Aulas, 2^e liasse, n° 8, A.)

A Die, ce 2 mars 1648.

Messieurs et tres honores freres

Ce nous est chose facheuse de renouveler nos sollicitations pour
le payement des sommes que vous debues a l'Académie qu'il a pleu

au Seigneur d'establiir et conseruer miraculeusement en ce lieu; mais l'extreme necessité qui la menasse de ruine nous force a rompre selon (*sic*) silence que nous auons fait depuis quelques années et vous supplier d'ouïr avec vne Compassion Chrestienne les plaintes que ce corps languissant verse dans votre sein. Ce serait chose sapperflue de vous représenter le meritte de l'affaire puisqu'aucun de vous n'ignore qu'une Académie de ceste sorte est vn champ sacré ou mille plantes s'esleuent pour remplir l'Eglise et la république de fructs extremement nécessaires à nostre conseruation et que c'est un grand moyen pour empescher que la jeunesse n'aille humer comme autrefois ce mauuais air d'une discipline semblable à celles des Commetes qui ont vne lumière accompagnée de malignité. C'est ce qui a meu les Synodes nationaux a prendre tous expédients possibles pour ne perdre vn joyau si précieux et puisqu'ils ont jugé que vous fourniries annuellement la somme couchée en l'article si joint nous n'oserions croire que vous soyes dans le dessein de rendre leur zele inutile, au contraire nous espérons que vous donneres ordre au payement des arrerages, en sorte qu'il ne s'en fasse plus amas au grand préjudice du public comme il est arriué jusques à présent. Monsieur Eustache pasteur de l'Eglise reformée de Montpellier prendra la peine de retirer vos subuentions en vertu de procuration qui lui a esté baillée par nous. Au nom de Dieu consideres l'importance de la chose afin que comme vostre charité vous portera a offrir ses saintes premices vous voyez vne benediction abondante sur la masse des biens qu'il vous a donné en ses largesses; c'est là le souhait ardent que nous faisons et de vous pouuoir tesmoigner que nous sommes

Messieurs et tres honorés frères

Vos bien humbles et très affectionnés ser-
uiteurs, les Recteur et conseillers du
Sénat Academique et pour tous

DIZE, *Rect.*

Au dos il y a :

A Messieurs, Messieurs les Pasteurs et Anciens de l'Eglise reformée de Aulas, à Aulas.

Nota. — Cette lettre était cachetée en cire rouge, le cachet formé d'une couronne de laurier; au milieu de cette couronne, deux let-

tres, dont une effacée (la cire étant brisée) et l'autre étant ainsi 3, ce qui ferait penser que c'était un B; au-dessous de ces deux lettres, un petit cœur.

EXTRAITS DES DÉCISIONS DES SYNODES AU SUJET DE L'ENTRETIEN
DES ACADÉMIES ET DE CELLE DE DIE EN PARTICULIER.

(Mas. des archives du consistoire d'Aulas, n° 8, B.)

Des Académies.

La compagnie procedant à l'exécution de l'Arresté du Synode National tenu à Charanton Au mois de Septembre 1631 contenant les sommes de ce que chaque Prouvince doit contribuer Annuellement pour la subsistance et entretenement des Académies, par lequel ceste prouince est obligée à cent huictante sept liures dix sols tous les ans pour l'Académie de Die et cinquante livres pour celle de Nimes a ordonné que dorenavant les dites sommes seront imposées sur les Eglises de ceste prouince avec les Gages des Pasteurs et autres frais Ecclésiastiques suivant l'ordre et permission que sa Majesté nous en donne tant par ses edicts que par la créance qu'en exposa Monsieur de St Marc commissaire député au dernier Synode National tenu à Alençon au mois de May 1637. Et afin qu'aucune Eglise ne soit surchargée et que les despartemens s'en fassent esgalement seront deputés de ceste prouince vn Pasteur et vn Ancien de chaque Colloque qui verifient sur la tarife de la Prouince a quoy reuient la quotité de chasque Eglise pour les arrerages deubs au dictes Académies depuis dix ans en ça qui finiront au mois de Septembre prochain, Laquelle portion chasque Consistoire sera tenu de remettre entre les mains d'un Pasteur qui sera esleu en chasque Colloque pour recevoir lesdictes quotités Et après les faire tenir à Ceux qui auront charges des dictes Académies de Recevoir lesdictes Sommes, Et en cas que quelque Eglise se rendroit Refusante le Pasteur d'icelle assemblera vn ou deux Pasteurs voisins pour luy remonstrer son debuoir. Et pour faire lad. verifcation ont esté Nommés les sieurs Pierre Baudouin pour le Colloque d'Anduze, Barjon et de La Roque pour le Colloque de St Germain, Blanc et Ducros pour celui de Saulue, Lesquels ayant procédé à ladicte vérification ont Rapporté qu'il est deubt à ladicte Academie de Die pour dix années qui finiront au mois de Septembre prochain à rai-

son de cent huitante sept liures dix sols pour chaque année La somme de Mil huit cents septante cinq Liures Et à celle de Nîmes à raison de cinquante liures par an, la somme de cinq cents liures Lesquelles Sommes, à icelles joncte la somme de deux cents liures deüe au Sieur de La Croix, suiuant la Conuention faicte entre luy et les députés du Synode de Sumaine, Reuenant à la somme de deux Mille cinq cents septante cinq Liures sauf les solutions et payements qui en ont esté faicts lesquels seront precontés aux Eglises qui les auront faicts : Et ensuite ayant verifié la Tariffe a quoi il revient pour Liure de la Tariffe ont Trouué qu'il faut faire et departir sur sept liures dix sols par liures N'y ayant que dix ou douze liure de surplus. La compagnie ayant entendu le Rapport desdits depputés la Approuué et Ordonné que chaque Pasteur prendra vn billet de la quotité de son Eglise pour en Procurer le Payement au plus tôt.

Extrait des actes du Synode de la Prouince des Seuaines et Gevaudan : Vincent modérateur, Reboutier Adjonct, Pelet recueillant les Actes dudit Synode, Bouton secrétaire, Montgros.

De l'Académie de Die.

La Recepte des sommes deües à l'Académie de Die sera faicte par les Consistoires des Eglises d'Anduze, de Sumène et de St Etienne ausquels les Eglises de chasque Colloque d'icelle seront obligés de porter de jour en jour Lesd^{es} quotités en desduisant les payements de solutions des sommes qu'ils feront apparoir par quittance. Et les Pasteurs sont exortés de tenir la main au payement d'icelles à point de en répondre en propre personne au Prochain Synode.

Extrait tiré des Actes du Synode de la Prouince des Ceuaines et Bas Geuaudan tenu à La Salle le 20 d'Aoust et jours suivants 1641 : Vincent modérateur, Reboutide adjonct, Pelet recueillant les Actes du Synode, Bouton secrétaire.

ORDONNANCE DU SYNODE TENU A GANGES EN L'ANNÉE 1644 DE
L'ENTRETEENEMENT DU COLLÈGE D'ANDUZE.

(Mss. des archives du consistoire d'Aulas, n° 20, 3^e liasse.)

Pour la subcistance de l'Escolle d'Anduze.

L'Eglise d'Aulas qui est en presage par la tariffe six liures doit pour

ladite subcistance de la présente année mil six cent quarante quatre suivant le despartement dix neuf liures dix sols sy. 19 l. 10 s.

DUBRAC *Moderateur.*

A. BOUTON *Adioinct.*

EXTRAITS

DU JOURNAL D'UNE VISITE ÉPISCOPALE DU DIOCÈSE DE NISMES
EN 1674 ET 1677, ÉCRIT PAR JEAN MÉNARD, PROMOTEUR DE
L'OFFICIALITÉ, PRIEUR DE SAINT-JEAN DE SERRES.

Le 1^{er} mai 1674, M. Séguier, évêque de Nismes, a commencé la visite du diocèse. J'ai fait durant le cours de cette visite, en qualité de promoteur, toutes les réquisitions nécessaires pour la décence des églises (1).

Tournée du 1^{er} au 28 mai 1674.

Saint-Césaire.	Catholiques en très-petit nombre.
Caveirac.	Catholiques, pas plus de 35 ou 40 communicants; les huguenots y sont en très-grand nombre.
Clarensac.	Fort belle église catholique rebâtie aux dépens des huguenots. Catholiques, pas plus de 25 communicants.
Saint-Cosme.	Catholiques, de 9 à 10. Chapelle déserte, service dans une chambre.
Maruejols.	Eglise ruinée. « Le service se fait dans une méchante chambre. »
L'Anglade.	Point d'église. « Il n'y a que 5 catholiques. »
Saint-Dionise.	Point d'église. « Près de 30 catholiques. »
Boissières.	Point d'église. « Que 8 communicants. »
Nages.	Fort jolie église. 12 ou 15 catholiques.
Milhau.	Assez belle église; près de 200 communicants.
Uchau.	Point d'église, « car il n'y a que quelques restes d'une vieille église hors du village,

(1) Dans les Preuves du tome V^e de l'*Histoire civile, ecclésiastique et littéraire de la ville de Nismes*, par M. Ménard. Paris, 1754, in-4^o.

- près d'une maison que le vicaire du lieu a évincée et tirée des mains des huguenots... »
 Les catholiques y sont seulement au nombre de 8 familles ; il y a 34 communiant...
 Le cimetière n'est point clos ; il étoit aux huguenots ; le vicaire du lieu y a élevé une croix de pierre de taille.
- Vestric.** « Le service se faisoit en un petit lieu bas et obscur. » 12 communiant.
- Vergèze.** « Pour église, un lieu bas et très-peu décent. » Seulement 12 ou 14 communiant.
- Codognan.** Petite église fort jolie, rebâtie. Dans la paroisse, 40 ou 42 catholiques.
- Mus.** « Fort jolie église rebâtie sur les ruines de l'ancienne. » Les catholiques ne sont pas plus de 10 ou 12.
- Aigues-Vives.** Point d'église. Le service dans une chétive chambre de louage. « Les catholiques n'y sont pas plus de 3 ou 4. Il n'y a point de cimetière en ce lieu ; les huguenots, qui y sont en grand nombre et fort méchants, l'ont usurpé. »
- Calvisson.** Très-belle église, « quoique ce ne soit que la moitié de l'ancienne, réparée. » 50 ou 60 communiant.
- Sincens, Bizac, Li-vières.** « On ne fait point de service en aucun de ces lieux : il est vrai qu'il y a très-peu de catholiques. »
- Congenies.** Fort jolie église, rebâtie. « Les catholiques n'y sont pas plus de 7 ou 8 : les huguenots y sont en grand nombre. »
- Sommières.** « Église de Saint-Pons, qui étoit autrefois un temple des huguenots. 7 ou 800 communiant. »
- Saint-Amant.** « Lieu bas, mal propre, qui sert d'église. »
- Montredon-Salinelle.** Église. 20 communiant.
- Aspères.** Nef rebâtie, presbytère détruit. Au moins 80 communiant.

- Saint - Etienne de Très-jolie église réparée. Environ 24 catho-
 Scattes. liques et 15 communians.
- Sauvagnargues. Eglise. 50 ou 60 communians.
- Aujargues. Petite chapelle « bâtie sur les restes d'une
 fort belle église. Il n'y a pas plus de 10
 ou 12 communians ; tout le reste est hu-
 guenot : le village est fort grand... »
- Ville-Vicille. On rebâtit l'église paroissiale.
- Gaillan. Eglise. 80 ou 100 communians.
- Carnas. « Méchant village. » Ancienne église ; environ
 130 communians.
- Saint-Clément. Petite église ; 50 ou 60 communians.
- Lecques. Petite chapelle rebâtie ; environ 30 commu-
 nians.
- Aubais. « Eglise qui servoit apparemment de prêche
 autrefois... Le nombre des catholiques est
 de 200... Le vicaire loge dans la maison des
 quatre prêtres, qui sont maintenant réduits
 à deux. »
- Gaverne. « Il n'y a qu'une église toute seule, bâtie de
 neuf. Comme l'on prétend qu'il n'y a point
 d'habitans catholiques dans la dixmerie,
 si ce n'est quelques domestiques, on n'y
 fait point de service. Cependant les habi-
 tans, ou ceux qui ont du bien dans le ter-
 ritoire, demandent un prêtre avec instance. »
- Junas. « Fort joli village, mais tout huguenot, hor-
 mis de 5 ou 6. Il y a une ancienne église
 qui devoit être relevée. »
- Aigues-Mortes. Réception solennelle de l'évêque, canon, pro-
 cessions. Eglises nombreuses. « Il peut y
 avoir dans cette ville 2,500 catholiques, et
 7 ou 800 huguenots. »
- Saint-Laurent d'Ai- « Fort grand lieu et fort beau bénéfice... Il y
 gouze. a très-peu de catholiques ; tout le reste est
 huguenot. « Très-jolie église. Le cime-
 tière est ouvert de tous côtés : les hugue-
 nots en ont même usurpé la moitié. »

Aimargues.

Procession. Belle église. 4 ou 500 catholiques.

Tournée épiscopale du 13 au 30 octobre 1674.

- Alais.** 2,500 catholiques environ; couvents; église collégiale nouvellement bâtie.
- Anduse.** « On se sert pour église d'une chapelle d'emprunt. Il y a environ 100 catholiques communians et 3,500 huguenots. Les cordeliers ont commencé à bâtir un petit couvent hors la ville. »
- Saint-Hipolite.** « On se sert pour église d'une chambre basse de louage... Il n'y a que deux ou trois maisons de catholiques; tout le reste est huguenot au dernier point. »
- Sauve.** Abbaye; fort jolie église. « Le nombre des catholiques y est fort petit, et celui des huguenots fort grand. »
- Montpezat.** Eglise détruite. « Les catholiques y sont en très-petit nombre, et il y a beaucoup d'huguenots. »
- Parignargues.** Endroit bas et obscur sert d'église.

Tournée épiscopale du 8 juillet au 26 septembre 1675.

(Après une mission de quinze jours à Anduze.)

- Bagars.** L'église n'est rebâtie que jusqu'à la nef. Il n'y a presque point de catholiques.
- Saint-Martin d'Arènes.** Chapelle obscure dans l'enceinte du château. « Il n'y a de catholiques que quelques domestiques du château et le meunier. »
- Vèzenobre.** Eglise rebâtie de neuf. « Le nombre des catholiques en est fort petit; tout le reste est huguenot. »

- Saint-Hilaire de Bret-** Eglise ancienne presque toute démolie. « Il y
mas. a environ 14 catholiques communicants et
 300 huguenots. »
- Sendras.** Paroisse d'abbaye; belle église ancienne. « Il
 y a plus de 300 catholiques communicants et
 14 maisons de huguenots. »
- Soustelle.** « Petit lieu, dans les Cévennes, fort scabreux.
 Fort petite église; il peut y avoir 40 catho-
 liques et 24 maisons d'huguenots. »
- Saint - Paul de la** « L'église fut démolie par les huguenots en
Coste. 1621, mais le prieur l'a rebâtie à ses dépens
 et l'a rendue très-belle. Il a si bien travaillé
 pour le spirituel et pour le temporel, qu'il
 a converti la plupart des catholiques qui y
 sont maintenant, quoiqu'en petit nombre. »
- Saint-Jean du Pin.** Il n'y a plus que le presbîtere. « Environ
 15 maisons de catholiques et 18 d'huguenots. »
- Brouzenc.** Petit bénéfice rural.
- Saint - Christol de** « On voit par ses ruines que l'église a été fort
Vermeil. belle; le service se fait dans une cave. »
- Ledignan.** L'église ancienne entièrement démolie. « Le
 nombre des catholiques n'est que de cinq
 ou six; tout le reste est huguenot. »
- Saint-Benezet.** « Il n'y a point de catholiques; l'ancienne
 église est presque entièrement ruinée. »
- Maruejol - lez - Gar-** Ancienne église non réparée; service dans
don. une cave. « Il n'y a presque point de catho-
 liques. »
- Cassagnoles.** « Les catholiques y sont en très-petit nom-
 bre. » L'ancienne église est démolie, mais
 réparable.
- Cardet.** « Il n'y a de catholiques que quelques domes-
 tiques. L'ancienne église est détruite; le
 service se fait dans une cave fort obscure
 de la maison du curé. »
- Lézan.** « Le service se fait dans un lieu bas de la mai-
 son du vicaire. Il y avait autrefois une fort
 belle église, dont on pourroit réparer le

- presbitère, d'autant mieux qu'étant réparé, le temple des huguenots, qui est tout contre, et même bâti dans le fond de l'église, seroit emporté. Il n'y a guère plus de 10 communians dans cette paroisse. On enterre les catholiques dans la vieille église; les huguenots ont usurpé l'ancien cimetière. »
- Saint-Pierre de Civinac.** Fort belle ancienne église. « Le nombre des catholiques y est fort petit. »
- Saint-Bausile de Tornac.** Bénéfice de 4,000 livres de rente; église fort belle; 2 ou 3 moines. « Très-peu de catholiques. »
- Saint-Martin de Vibreac.** Petite chapelle. « Les catholiques y sont en très-petit nombre. »
- Durfort.** Jolie nouvelle église. « Le nombre des catholiques y est fort petit. »
- Saint-Jean de Serres.** Jolie église. « Le nombre des catholiques y est assez grand. »
- Canaules ou Saint-Nazaire des Gardies.** « Service dans la cave d'une maison de louage. Il y a très-peu de catholiques. »
- Ribaute.** Fort jolie église. « Le cimetière des huguenots va jusque sur le seuil de la porte de l'église. »
- Massane.** Point d'église, « si ce n'est une vieille masure. Les catholiques n'y sont pas plus de 8 ou 10. »
- Gaujac.** « Une des plus belles et des plus anciennes églises du diocèse, il peut y avoir 7 ou 8 catholiques. »
- Boisset.** « La paroisse s'étend jusqu'au pont d'Anduze, et même au delà de la rivière : il n'y a néanmoins que quelques catholiques. »
- Généralgues.** « L'ancienne église a besoin de grandes réparations. Le service se fait dans une sale basse... Il n'y a que quelques catholiques. »
- Saint-Sébastien d'Aigrefeuille.** Chapelle à moitié ouverte... « Il y a fort peu de catholiques. »

- Mialet.** « Grande paroisse dans les Cévennes, mais presque toute huguenote, n'y ayant que très-peu de catholiques... Le service se fait dans une petite chambre... L'ancienne église est démolie. »
- Saint-Jean de Gardonnenque.** L'ancienne église est abattue. « Il n'y a pas plus de 20 catholiques communians. »
- Peyrolles.** Eglise fort obscure. « Il n'y a point de catholiques. »
- Toiras.** Service dans un lieu bas. « Il y a très-peu de catholiques. »
- Corbez.** Petite chapelle à côté de l'ancienne église. « Il n'y a que quelques catholiques. »
- Saint-Félix de Palhères.** Belle église. « Il peut y avoir 15 ou 20 catholiques. »
- Masnoblet.** Eglise toute neuve, « Il y a peu de catholiques, quoique le lieu soit grand. »
- Aulas.** « Fort beau lieu muré... Il n'y a que 20 ou 25 communians. »
- Mollières.** Eglise ancienne. « Il y a cinq maisons de catholiques et cent de huguenots. »
- Mandagout.** « Cette paroisse est composée de près de 4,200 personnes, dont la moitié est catholique, en sorte que l'église ne se trouve pas assez grande. »
- Pommiers.** Fort jolie église. « 94 communians et 15 maisons huguenotes. »
- Avèze.** « Service dans un petit lieu bas de la cour du château. « 20 communians; tout le reste est huguenot. »
- Saint-Bressou.** (Par un chemin effroyable). Grande église. 60 ou 80 communians; paroisse toute catholique.
- Roquedun.** (L'évêque ne peut y aller, le lieu étant presque inaccessible). Petite église champêtre; 25 communians.
- Mondardier.** Ancienne église; paroisse de 16 ou 20 hameaux : 200 communians.

- Roques.** Fort jolie église. « Les paroissiens sont tous catholiques et en grand nombre. »
- Blandas.** Vaste église; paroisse de deux lieues d'étendue; 3 à 400 communians.
- Le Vigan.** Petite ville assez jolie. « Le service se fait dans un temple qui a été aux huguenots. Il n'y a que 70 communians. »
- Bez.** « Les paroissiens sont tous catholiques; le nombre des communians est de 540 pour le moins; l'église est belle... C'est une des meilleures paroisses du diocèse. »
- Sparron.** Petite église. « Tout y est catholique; il y a 25 communians. »
- Arigas.** Eglise trop petite; paroisse toute catholique: près de 600 communians.
- Aumessas.** « Il n'y a que 25 communians... L'église tombe en ruine. »
- Arre.** Eglise assez jolie. Environ 140 communians catholiques.
- Alzon.** « C'est un grand bourg où il y a 1,200 catholiques. » Fort belle église.
- Vissec.** « L'ancienne église, qui étoit dans l'enceinte du château, fut entièrement démolie lors des troubles de la religion. Les habitans en ont fait une petite qui n'est pas assez grande pour un lieu où il y a bien 200 communians. »
- Campestres.** Ancienne église. 400 communians.
- Luc.** Qui n'est proprement qu'une métairie, quoique prieuré régulier. Eglise en ruines. « Il n'y a de catholiques que les domestiques qui sont au château ou dans une métairie des chevaliers de Malte, au nombre de 25 ou 30. »
- Dourbies.** Grande paroisse, belle église.
- Trève.** Jolie petite église. Plus de 400 communians.
- Lanuejol.** Belle église; plus de 400 communians.
- Saint - Sauveur des Poursils.** Eglise assez jolie; 160 communians.

- Revens.** Jolie église; paroisse toute catholique: 120 ou 130 communicants.
- Meirueis.** « C'est une petite ville presque toute huguenote. Les jésuites de Toulouse en sont prieurs... L'église est assurément la plus belle du diocèse... Le nombre des communicants, en y comprenant ceux des hameaux de la paroisse, peut être de 200... Il y a près de Meirueis une petite paroisse qu'on appelle Aire; on n'y fait point de service, mais on donne 10 écus au curé de M... pour y administrer les sacremens. »
- Gatuzières.** Eglise démolie. Environ 20 ou 25 communicants.
- Bonheur.** Une maison et un reste d'église. Six prébendiers ont 200 livres de rente chacun « pour y sonner, dit-on, la cloche pour ramener les passans égarés, lorsqu'il y a des brouillards ou de la neige. »
- Valeraugue.** Prieuré affermé 4,800 livres. « Le service se fait dans un lieu qui a autrefois servi de prêche. »
- La Rouvière.** Eglise assez bien bâtie; près de 300 communicants.
- Saint-André de Manguencoules.** Belle église; 7 ou 800 communicants.
- Saint-Julien de la Nef.** Point d'église. « Il n'y a que deux ou 3 catholiques, mais la communauté est obligée, par arrêt, d'en bâtir une. »
- Sumène.** Grand lieu où il y a 800 communicants et autant de huguenots. « Le service se fait dans un prêche. »
- Saint-Martial.** Eglise assez bien bâtie; plus de 400 communicants.
- Saint-Roman.** « Le service se fait dans un lieu qui a servi de temple aux huguenots; mais les habitans et le chapitre veulent relever l'ancienne église. Il y a 200 communicants. »

- Saint - Laurent - le - Minier.** « Il n'y a que 2 ou 3 catholiques... L'église est belle... Il n'y a de cloche que celle de l'horloge, dont les catholiques et les huguenots se servent indifféremment. »
- Baussels.** Ancienne église. « La paroisse est composée de quelques métairies; il y a environ 35 communicans qui sont presque tous domestiques. »
- La Cadière.** Belle église; bénéfice, cure de 500 livres de rente. « Il n'y a que 7 ou 8 catholiques. »
- Ferrières.** Ancienne église. Environ 35 communicans.
- Pompignan.** Belle église. 600 communicans.
- Corconne.** « Cette paroisse est sans difficulté la plus catholique du diocèse. Il y a 400 communicans. »
- Ceirat.** Eglise ancienne. « Il n'y a pas plus de 10 ou 12 communicans. »
- Aguzan.** Petit prieuré de 80 ou 100 écus de rente; église ancienne. « Il n'y a que 2 catholiques. »
- Cezas et Cambo.** Eglise assez jolie. « Il y a environ 50 catholiques communicans; le reste est huguenot... Le prieur va quelquefois dire la messe à l'église de Cambo, quoiqu'il n'y ait point de catholiques. »
- Cros.** Prieuré de près de 1,000 livres de rente. Belle ancienne église toute détruite, « Toute la paroisse est huguenote. »
- Cognac.** Eglise démolie; le service se fait dans une cave; prieuré de 500 livres.
- La Sale.** Prieuré, cure de 1,500 livres de rente. « Cette paroisse, quoique fort grande, n'a pas plus de 50 ou de 60 catholiques, presque tous pauvres. Il y a deux chapelles : elles ont toutes deux beaucoup de rentes et de censives. »
- Saint-Bonnet.** Petite chapelle bâtie sur les fondemens de l'ancienne église, « Il n'y a dans toute la paroisse que 2 ou 3 catholiques. »

- Endorgues.** Prieuré simple de 1,000 livres de rente. « Il n'y a point de catholiques, quoiqu'il y ait une église assez jolie et assez grande. »
- Saint-Marcel de Font-fouillouse.** Vaste église... « Il n'y a que 5 familles catholiques; tout le reste est huguenot. »
- Saint-André de Valborgne.** Ancienne et fort grande église. « Les catholiques ne sont guère plus que 3 ou 4. »
- Saumane.** Ancienne église. « Il n'y a point de catholiques. »
- Saint-Martin de Corconac.** Ancienne et assez jolie église. « Toute cette paroisse est huguenote. »
- Sainte-Croix de Carderle.** Petite église. « Tout ce lieu est huguenot. » 7 ou 800 livres de rente.
- Vabres.** « L'église qu'on a réparée depuis peu est assez jolie. Il n'y a point de catholiques. » Bénéfice de 200 livres de rente, en censives.
- Conqueirac.** Bénéfice de 1,100 livres de rente. Eglise ancienne. « Il n'y a qu'une seule maison catholique. »
- Montolieu.** Assez jolie église. « Toute la paroisse est catholique; elle est composée de 50 communicans. »

Tournée du 26 au 31 mai 1677.

- Bernis.** Ancienne église, « ni couverte, ni pavée; le service se fait dans un cavot... Cette paroisse a 100 communicans et 400 huguenots. »
- Aubort.** Eglise en bon état.
- Vauvert.** « C'est une paroisse où il y a près de 2,000 habitans; mais il n'y a que 200 catholiques. Le prévôt y a bâti une belle maison presbytérale, dans laquelle il fait faire le service divin, en attendant qu'il ait bâti une église, ce qu'il prétend faire au plus tôt. »
- Générac.** Bénéfice de 2,000 livres de rente. « On se sert

- d'un ancien prêche pour église. Il y a 200 catholiques et 300 huguenots. »
- Massillargues.** Prieuré fort considérable, église fort belle. « Il y a 260 communians; mais les huguenots y sont en bien plus grand nombre et traitent fort mal les catholiques. »
- Beauvoisin.** Eglise bâtie de neuf; le bénéfice vaut 2,200 livres de rente. « Il y a 20 ou 25 communians et 300 huguenots. »

BIBLIOGRAPHIE

IOANNIS CALVINI OPERA quæ supersunt omnia Ediderunt G. Baum, E. Cunitz, E. Reuss, theologi argentoratenses. Vol. X. Brunswick, 1872. (Genève, librairie Georg.)

Nous empruntons au *Journal de Genève* du 27 février dernier l'article suivant, dû à la plume de M. Ch. Dardier, juste hommage rendu à la belle édition des œuvres de Calvin publiée par les soins de trois théologiens bien connus de Strasbourg. C'est deux, et non pas trois, qu'il faudra dire désormais, s'il est vrai que, depuis le tome VII, M. Baum a cessé de prêter un concours actif à l'œuvre. La tâche de ses deux collègues, MM. Reuss et Cunitz, n'en est que plus méritoire, et nous sommes heureux de recueillir la promesse qu'ils ont déposée dans une lettre particulière : « Nous corrigeons en ce moment la dernière feuille du XI^e volume, qui embrasse la correspondance des années 1540-44. On y trouvera surtout une série de lettres officielles des magistrats de Strasbourg, Zurich, Genève, etc., relatives au retour de Calvin à Genève, en 1541, et dont nous possédons les originaux aux archives de Saint-Thomas. » La Rédaction du *Bulletin* n'attend que ce nouveau volume pour porter un jugement d'ensemble sur cette grande publication, qui répond si bien à nos meilleurs vœux.

MM. les professeurs de Strasbourg poursuivent cette belle publication avec une ardeur que rien n'arrête. Nous n'avons pas la prétention de juger ce monument qu'ils élèvent à la gloire de notre grand réformateur, et qui, plus durable que l'airain ou le marbre, passera avec leur nom à la postérité la plus reculée: il est, d'ailleurs, suffisamment connu et estimé de tous ceux qui s'intéressent aux choses de l'histoire et de la littérature du protestantisme. Mais le X^e volume vient de paraître, et nous nous empressons de l'annoncer,

ne fût-ce que pour montrer aux savants éditeurs qu'on suit le progrès de leur œuvre avec une sympathie pleine de gratitude et de respect (1).

La première partie de ce volume contient :

1° Les *Ordonnances ecclésiastiques et autres*, onze pièces plus ou moins considérables, composées de 1537 à 1561, qui ne se trouvent pas dans Bèze ;

2° Des *Conseils* dogmatiques, polémiques ou de droit civil, dont la plupart étaient inédits ;

3° L'*Apologie* de Jacques de Bourgogne, seigneur de Falais et de Bredam (1546.)

En lisant les deux premières séries de ces documents, les Prolégomènes qui les introduisent et les notes qui les commentent, on arrive à se convaincre que les magistrats de Genève n'étaient pas précisément à la dévotion de Calvin pour ce qui concernait les affaires de la cité : on ne faisait pas toujours ce qu'il voulait. M. Amédée Roget l'a prouvé récemment par de nombreux exemples puisés aux sources mêmes.

Toutefois, l'influence que le réformateur possédait depuis son rappel à Genève, son talent organisateur, dont il donnait chaque jour de nouvelles preuves, ses grandes connaissances dans tout le domaine de la jurisprudence lui assurèrent une part des plus importantes dans les affaires civiles et politiques, non moins que dans celles de l'Eglise. Il fit partie de la commission qui fut nommée dans ce but le 21 novembre 1541, le lendemain de l'adoption des Ordonnances, et il dut y prendre une part considérable, car le 11 septembre 1542 il fut, par ordre du Conseil, déchargé de tous les sermons de la semaine pour avoir plus de liberté de vaquer à cette tâche ; et deux mois plus tard, le 17 novembre, on le gratifia « d'ung bossot de vin vieux de celluy de l'hospital, » parce qu'il « prend journellement plusieurs poienes pour la ville. »

Quelques précieux fragments écrits de la propre main du réformateur et conservés à Gotha autorisent à conclure que beaucoup d'autres parties encore de la législation politique et juridique de Genève doivent être sorties de sa plume.

La cité qui longtemps s'honora de porter son nom a donc été marquée de sa forte et rude empreinte ; et qu'on maudisse son intervention comme un malheur, ou qu'on l'accepte comme une bénédiction, c'est là un fait qui nous semble désormais acquis à l'histoire.

La seconde partie du volume commence la publication de la

(1) Les premiers volumes ont été naturellement consacrés au chef-d'œuvre du réformateur, l'*Institution chrétienne* : les deux premiers contiennent cet ouvrage en latin (l'édition princeps de 1536, le *petit livret* primitif en six chapitres, et les éditions successives de 1539 à 1559) ; les deux autres, en français (traduction des principales éditions latines).

Le V^e volume contient le Commentaire du traité de Sénèque de *Clementia*, la *Psychopannychie*, et plusieurs opuscules ou traités théologiques. Les volumes VI, VII et VIII contiennent les autres opuscules, le dernier, en particulier, les actes du procès de Bolsec (1551) et tout ce qui se rapporte à Michel Servet, à son jugement et à sa condamnation (1553). Le IX^e volume contient la fin des *Traité*s et tout ce qui a pu être trouvé de *Confessions*, *Préfaces* et *Discours*.

correspondance calvinienne, véritable *trésor* qui nous fait connaître le fond de l'œuvre du réformateur aussi bien pour le moins que ses plus grands ouvrages; car ces lettres confidentielles, écrites au jour le jour et sans la moindre préoccupation de la postérité, nous permettent de pénétrer dans l'intimité de cette vie de patients labeurs, de lutttes incessantes, d'austérité et de foi.

Nous avons ici les lettres écrites par Calvin ou à Calvin de 1528 à la fin de 1539.

A notre avis, cependant, ce recueil n'aurait dû commencer que par la lettre de Calvin à Daniel (sept. 1530). Le jeune homme de Noyon (*noviodunensis juvenis*) dont il est question dans la lettre de Bucer à Farel (mai 1528), et qui venait de s'enfuir d'Orléans à Strasbourg pour échapper à la persécution, ne peut pas être Calvin, par la raison qu'il embrassa les idées nouvelles quelques années plus tard seulement, et qu'il ne courait alors, par conséquent, aucun danger pour ce motif. — On est autorisé à croire qu'il s'agit de son cousin Pierre Robert Olivétan, qui sous l'habile direction de Capiton et de Bucer, fit des progrès assez rapides dans l'étude du grec et de l'hébreu pour être capable d'entreprendre plus tard la traduction de la Bible en français (1).

Les lettres de Calvin sont pour la plupart conservées à Genève ou dans le reste de la Suisse, et c'est là que MM. les professeurs de Strasbourg sont venus les copier. Mais ce n'a pas été sans peine. L'écriture du réformateur, en effet, n'est pas très-nette; à première vue, elle paraît hérissée (*horrida*) et difficile surtout dans ses lettres françaises; quant aux lettres latines, le style, qui est un chef-d'œuvre d'élégance et de limpidité, en facilite quelque peu la lecture.

Les lettres de Farel sont encore plus difficiles, soit parce que l'encre a jauni, soit parce que les caractères, très-petits (*minutissimi*), fatiguent la vue. Viret, Bèze, Myconius, Haller, ont une écriture qu'on peut appeler belle en comparaison de celle des autres, mais Bullinger et Bucer écrivent très-mal, et Grynée surtout, auquel ses correspondants reprochaient déjà d'écrire comme s'il ne voulait pas être compris. Que doit-ce donc être pour les lecteurs d'aujourd'hui! Et nos éditeurs ne veulent pas qu'on l'ignore; ils le disent dans une page pleine d'abandon et de poésie que nous demandons la permission de traduire :

« Il faut s'être essayé à un travail de ce genre, pour se faire une
« idée des soins et des fatigues que, dix années durant, ce trésor
« épistolaire nous a coûté à recueillir. Non-seulement, en effet,
« pendant ce long intervalle, nous avons réservé chaque jour à cette
« œuvre tous les moments que nous pouvions enlever aux autres
« occupations, mais encore le temps des vacances académiques que
« les autres professeurs, une fois leur tâche de chaque semestre
« accomplie, consacrent à un doux repos ou à des voyages sur mer
« ou dans les montagnes pour réparer leurs forces épuisées, nous

(1) Herminjard, *Correspondance des Réformateurs*, t. III, p. 44, n. 20.

« qui sommes pourtant déjà vieillissants, et auxquels la courte
 « mesure de la vie ne permettait pas de nourrir un long espoir;
 « nous l'avons employé, ce temps, à secouer la poussière des bi-
 « bliothèques de cette Helvétie, d'ailleurs si attrayante; et lorsque
 « toi, bienveillant lecteur, dans ce délicieux coin de terre qui te platt
 « par-dessus tous les autres, tu voguais sur les eaux limpides du bril-
 « lant Léman et jouissais du spectacle vivifiant de ses verdoyantes
 « rives; nous, dès la première heure du matin jusque bien avant
 « dans la soirée, courbés sur de vieux manuscrits difficiles à déchif-
 « frer, nous détournions à regret nos yeux de la majesté des Alpes,
 « comme si nous eussions été non moins indifférents et insensibles
 « aux splendeurs de la nature, que paraissent l'avoir été les hommes
 « du XVI^e siècle; et nous n'avions point, pour nous égayer et faire
 « compensation, leurs controverses farouches et leurs colères dès
 « longtemps ensevelies. Aussi bien, c'est avec un visage sévère que
 « la Muse de l'histoire a l'habitude de venir au milieu de ses sœurs,
 « et le culte que demande Clio n'a rien de joyeux et d'amusant.
 « Mais si elle refuse la joie à ses adorateurs d'aujourd'hui, la posté-
 « rité, juste juge, les en dédommagera un jour en honorant leurs
 « travaux. » (P. xxx.)

Disons-le, cependant, malgré ces rudes fatigues, le séjour de l'hospitalière cité n'a pas été précisément sans douceur pour ces travailleurs austères. Ils parlent avec une reconnaissance attendrie de l'accueil empressé et cordial qui leur a été fait par les professeurs de la Faculté, par les pasteurs de l'Eglise et par bien d'autres personnes distinguées de Genève, et c'est avec regret qu'ils leur ont dit adieu.

Ces Messieurs, du reste, n'ont pas besoin d'en appeler à la *postérité* pour que leur œuvre soit appréciée comme elle le mérite : elle le sera, elle l'est déjà par les contemporains, et ils vivront assez longtemps, nous l'espérons, pour constater par eux-mêmes que pleine justice leur est rendue.

Parmi les pages inédites qui se trouvent dans le X^e volume, on remarquera certainement (p. 30-36 de la seconde partie) la fin du discours composé par Calvin et prononcé par le recteur de l'université de Paris, Nicolas Cop, le 1^{er} novembre 1533. On n'en connaissait jusqu'à présent que le premier tiers, d'après le manuscrit autographe conservé à la Bibliothèque de Genève. Mais nos éditeurs ont eu la bonne fortune de le trouver en entier aux archives de Saint-Thomas de Strasbourg : c'est une copie contemporaine, sur laquelle une autre main a mis cette suscription : *Discours de je ne sais qui*.

Le latin, d'une pureté toute classique, rehausserait la gloire du réformateur comme écrivain, si cela était nécessaire; mais ce qui nous intéresse plus encore, c'est qu'on voit dans ce document la preuve évidente qu'à cette époque la conversion de Calvin était à peine commencée, bien loin qu'elle fût déjà accomplie : il devra faire de grands progrès dans la connaissance de la vérité évangélique pour devenir le plus grand théologien de son siècle. Ces progrès, il les réalisera dans ce *nid paisible* que lui ménagera à Angou-

lème l'amitié du chanoine Louis du Tillet, au commencement de 1534.

Nos éditeurs font, d'ailleurs, les plus grands éloges de la *Correspondance des Réformateurs* publiée par M. Herminjard. Ils déclarent que cet ouvrage, « le plus distingué, le plus savant et le plus riche qu'ils connaissent, devrait se trouver dans toutes les bibliothèques, et qu'il doit être étudié par tous ceux qui veulent connaître à fond l'histoire du XVI^e siècle. » Ils expriment seulement un vœu auquel personne ne refusera de s'associer, à savoir que cet ouvrage soit bientôt heureusement terminé.

Nous nous faisons un devoir d'ajouter qu'ils citent aussi avec éloges d'autres noms dont ils ont pu utiliser les savants travaux : M. Jules Bonnet, M. Amédée Roget, M. L. Vulliemin, l'éminent continuateur de Ruchat, Kampschulte, de Bonn, l'auteur d'une excellente vie de Calvin, dont la science historique déplore la récente perte; les frères Haag, les auteurs de la *France protestante*, et quelques autres encore. Ils savent trop bien ce qu'il en coûte d'entreprendre de semblables recherches, pour qu'ils ne rendent pas hommage à leurs doctes devanciers.

Nous voulions simplement annoncer le présent volume; et nous avons été entraîné malgré nous par l'intérêt du sujet. Un mot cependant encore en finissant : ce mot sera à l'adresse des heureux possesseurs de quelque lettre inédite de Calvin ou de l'un de ses amis : « Qu'ils soient assez généreux pour faire un instant sortir de prison ces précieux autographes qu'ils tiennent enfermés avec un soin jaloux, et qui pourtant ne demandent pas mieux que de paraître au grand jour. » Nous réclavons cette faveur au nom des éditeurs; nous frappons à ces portes trop longtemps fermées. Puisseons-nous voir se réaliser en cette circonstance la promesse de l'Evangile : *Quiconque demande, reçoit; et l'on ouvre à celui qui heurte!*

CHARLES DARDIER.

ERRATA. — M. Alph. Falguière nous signale, dans le premier article relatif à l'Eglise de Montdardier, deux erreurs que nous nous empressons de réparer : P. 66, l. 9, lisez : *Martin* au lieu de *Martiz*; p. 68, note 4, lisez : *Pommiers* au lieu de *Pamiers*.

Dans le dernier article sur *la Réforme au château de Saint-Privat*, p. 102, l. 21, lisez : gorges *boisées* et non *brisées*. Enfin, *Mémoires de Montbonnoux*, p. 128, l. 1, lisez : *douze* années au lieu de *deux*.

Nous avons reçu de M. le pasteur Auzière et de M. Fr. de Rougemont des communications qui trouveront place dans notre prochain numéro.

Paris. — Typ. de Ch. Meyneis, 13, rue Cujas. — 1873.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LE PROCÈS DU PRINCE DE CONDÉ (1)

(NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1560)

Maîtres de l'esprit du roi, par leur nièce, Marie Stuart, les Guises ont hâte d'en finir avec Condé. Il n'est que trop vrai qu'ils ont d'avance résolu sa mort, et qu'ils tiennent en réserve de nombreux suppôts prêts à prononcer la sentence ; mais il faut un semblant d'instruction contradictoire pour arriver à une condamnation capitale. Or, quelque menaçante que soit la dernière décision qui a enjoint au prince de répondre, ils appréhendent qu'une fois encore il ne refuse d'obéir. C'est alors que leur imagination perversie enfante de toutes les combinaisons la plus odieuse, en substituant aux commissaires-interrogateurs qui déjà ont procédé, l'un des deux avocats du prince, Robert. Ordre lui est donné de dénaturer son ministère et de passer du rôle de défenseur à celui de juge ; il doit demander à Condé s'il a quelque chose à dire sur les accusations diri-

(1) Voir le *Bulletin* du 15 avril dernier, p. 145.

grées contre lui, recueillir ses réponses par écrit et les lui faire signer (1).

Robert est incontestablement un honnête homme ; mais il manque de cette énergie, qui, seule, pourrait le maintenir à la hauteur de ses devoirs envers une noble infortune. Sa raison se trouble, sa conscience s'égare ; il oublie qu'il se trouve dans une de ces crises où il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes ; et, enfreignant ses obligations professionnelles, il commet la double faute de provoquer les réponses du prince et de lui faire signer l'écrit dans lequel elles sont consignées (2). Condé devient ainsi victime de sa confiance en un défenseur auquel il a remis le soin de son honneur et de sa vie.

Aussitôt se forme, sous la présidence du roi, une assemblée composée de membres du conseil privé, de chevaliers de l'ordre, la plupart de création récente, et de quelques pairs de France. Ce tribunal improvisé, pour qui la seule comparution du prince serait un sujet d'effroi, refuse de le tirer de sa prison pour l'entendre, ne recourt même pas à une confrontation de témoins, que la dernière décision du conseil privé a cependant ordonnée, et se contente de jeter un coup d'œil superficiel sur les pièces du procès. Il n'en ressort rien qui prouve la culpabilité de l'accusé quant au chef de haute trahison ou de *lèse-majesté humaine*. Le seul fait qui soit établi, et que d'ailleurs il a nettement reconnu, est son adhésion à la religion réformée, que l'on qualifie de crime de *lèse-majesté divine*. C'est assez pour motiver dans les derniers jours de novembre, une sentence qui condamne à mort Louis de Bourbon, fixe au 10 décembre suivant, lors de l'ouverture de la session des états généraux, l'exécution capitale, et décide que cette exécution aura lieu devant le logis du roi (3).

L'inique sentence est promptement signée par le roi et par

(1) Castelnau, *Mém.*, t. I, p. 55.

(2) Voir *Pièces et Documents*, n° 17.

(3) R. de La Planche, *ouvr. cité*, p. 696.

tous les courtisans qui, de concert avec lui, l'ont rendue ; mais trois hommes, dont le caractère tranche avec la lâcheté générale, n'y ont pas encore apposé leurs noms : l'un, le comte de Sancerre, refuse sa signature, au péril de ses jours ; les deux autres, le chancelier de l'Hospital et Dumortier, ajournent la leur, au risque de compromettre leur position officielle. Les passions déchaînées de la royauté et de la cour s'arrêteront-elles devant l'obstacle que crée la courageuse résistance de ces hommes de cœur ?

Eléonore de Roye n'ose le présumer, car elle sait jusqu'où peuvent aller les passions attisées par les Guises. La voilà donc face à face avec l'accablante réalité qui domine sa destinée, et cependant, alors que la fatale nouvelle de la condamnation de son mari vient de briser son âme, elle trouve encore dans sa foi, son dévouement, assez de force pour tenter un suprême effort. Maîtres du corps de leur victime, les ennemis de Condé peuvent lui arracher la vie ; mais ils ne peuvent atteindre son âme : eh bien, c'est au sort de cette âme immortelle qu'Eléonore regarde : c'est de cette âme, indissolublement unie à la sienne, qu'elle veut demeurer le fidèle soutien jusque sur le seuil de l'éternité. Aussi, voir une fois encore le prince, lui parler, l'entendre, affermir son courage en face de la mort, lui adresser, en femme chrétienne, un dernier adieu : voilà ce à quoi elle aspire ! Se rencontrera-t-il un être assez dépourvu de pitié, pour lui refuser cette consolation dans son immense douleur ? On ne saurait le concevoir, et pourtant que de déceptions lui réserve la déplorable réalité des faits !

Il existe, à la cour, un homme qui, naguère servile adulateur de Diane de Poitiers, n'a puisé à son école et à celle d'autres femmes dissolues que des leçons de dégradation morale, et, par cela même, de dédain et d'aversion pour toute femme vertueuse. Les désordres de la vie privée de cet homme, son orgueil, son insatiable ambition, l'ont habitué à la dureté, à la cruauté même envers quiconque ne plie pas le genou devant lui. Abusant d'un pouvoir usurpé, affranchi de tout

contrôle dans son exercice, il a, pour sa part, largement contribué à pervertir l'esprit et le cœur du débile François II. Il inspire, il surveille les actions, les paroles du jeune monarque, et réprime chez lui, au besoin, tout penchant à une commisération qui contrarierait les desseins de sa politique machiavélique. Cet homme, c'est un prélat, le cardinal de Lorraine. C'est lui qui va se montrer insultant, impitoyable et lâche vis-à-vis d'une femme qui n'a pour arme que l'infortune; incapable qu'il est, dans l'abjection de ses sentiments, de comprendre et de respecter ceux qui animent le cœur d'Eléonore de Roye.

Ecoutons ici quelqu'un qui connut de près les déchirantes angoisses de la princesse (1) : Ce qui se passait « luy fit juger que c'estoit fait du prince. Et à tant luy faloit trouver tous moyens de le voir une seule fois avant que mourir, *et luy donner courage*, puisque la tyrannie estoit ainsi rigoureusement exercée en son endroict, et qu'elle ne luy pouvoit autrement servir. Cela luy fut refusé : et ne peurent toutes ses importunes requestes envers la roynemère avoir aucun lieu. C'enon obstant elle s'enhardit un jour d'entrer en la salle du roy, devant la majesté duquel elle se jeta à genoux, le suppliant très ardemment avec larmes et soupirs incroyables, que tant seulement on lui monstrast une seule fois son seigneur et mary : non qu'elle voulust autrement parler à luy, ou luy donner aucun signe, ains pour avoir cest heur de le voir encores une fois de sa vie ; mais tant s'en faut que pour ses gémissemens et pleurs ledit seigneur fust esmeu à pitié, que cela l'aigrit et anima davantage, voire jusques à luy reprocher que le prince estoit son plus grand et mortel ennemy, et que luy ayant voulu oster la vie avec le royaume, il ne pouvoit de moins que de s'en venger. Sur cela, comme elle entroit en défenses, et ne se lassoit d'importuner le roy : le cardinal (qui de sa part craignoit que Sa Majesté ne fust esmeue à pitié et compassion) voulant aussi monstrier son ani-

(1) R. de La Planche, ouvr. cité, p. 698, 699.

mosité, chassa ceste princesse fort rudement, l'appelant importune et fascheuse, et disant que qui luy feroit droit, on la mettroit en un cul-de-fosse elle mesme. Ceux qui virent son ennuy et passion, disoyent d'une commune voix, que jamais n'en avoit esté veu ni ouy parler d'une telle. Car ceste pauvre dame affligeoit tellement son corps jour et nuict et sans cesse aucune, que plusieurs de ses ennemis mesmes en avoyent pitié, et en faisoient récit ès privées compagnies. »

Ce n'est pas tout encore. Pour des hommes tels que les Guises, à qui rien ne coûtait en fait d'indignes traitements et de cruautés, la distance de l'outrage au meurtre était courte : ils eurent, une fois de plus, l'idée de la franchir en projetant de faire tomber la tête de la princesse elle-même, avant celle du prince, tant ils tenaient à se délivrer, par un coup décisif, des entraves qu'apportait à la réalisation de leurs plans sanguinaires cette femme énergique qui, dans la défense de son mari, savait si bien unir l'action à la parole. « La princesse, dit à ce sujet un contemporain digne de foi (1), leur estoit une espine au pied : car elle n'avoit faute d'esprit, de langue, ni de courage, pour remontrer l'injustice de laquelle on usoit en ceste cause (de Condé), tellement que ceux de Guise furent en quelque délibération de s'en desfaire, quelques jours devant l'exécution du prince. »

Ils voulaient aussi se défaire de bien d'autres personnes, par divers genres de mort ; car ils avaient organisé un vaste système de compression morale et matérielle, qui devait entraîner finalement, ici par l'assassinat, là par des condamnations arbitraires, la perte de la vie pour des hommes considérables, tels que le roi de Navarre, les Châtillons, et le connétable, unis à Louis de Bourbon par des liens de famille. C'est trop peu dire encore, à la proscription du prince et de ses parents, ils se proposaient d'ajouter celle de tous les protestants français, à quelque rang de la société qu'ils appartenissent. L'histoire a

(1) R. de La Planche, ouvr. cité, p. 700.

conservé la trace de ces projets atroces, dans le détail desquels nous nous abstenons d'entrer ici.

Tramés de longue date, ces desseins avaient été, en dernier lieu, définitivement arrêtés à Orléans, théâtre désigné de l'exécution sanglante qui devait inaugurer tant d'autres forfaits. Ils étaient parfaitement connus de Coligny, à Châtillon-sur-Loing, au moment où il reçut du roi, vers la fin de novembre, l'ordre de venir à la cour. Sans illusion sur le sort qui l'attendait à Orléans, l'amiral, après avoir adressé à sa digne compagne de touchantes et mémorables recommandations, se rendit dans cette ville. Une prison qui, à cette époque, fut nommée l'*Amirale*, lui était destinée ; mais, comme il entraînait dans les vues de ses ennemis de ne s'emparer de sa personne qu'après la mort de Condé, ils le laissèrent libre, pour le moment. Incapable, en face du danger, de reculer devant l'accomplissement d'un seul de ses devoirs, Coligny se déclara prêt à rendre raison de ses convictions religieuses, dont on se faisait contre lui un grief, parla courageusement en faveur de son neveu, le prince de Condé, de sa sœur, la comtesse de Roye, et soutint de sa sympathie, de ses pieuses exhortations, Eléonore, qu'il aimait d'une affection paternelle. Il entoura aussi de constants égards et aida de ses virils conseils le roi de Navarre. Le cardinal de Châtillon, arrivé à Orléans en même temps que Coligny, et exposé aux mêmes dangers que lui, se montra digne de son frère, en s'associant à sa mission de dévouement vis-à-vis de chacun.

D'heure en heure cependant tout s'assombrissait autour de la princesse de Condé. Ses jours et ceux de ses oncles étaient menacés ; les tentatives de meurtre dirigées contre Antoine de Bourbon se succédaient avec rapidité ; trente ou quarante des plus experts bourreaux, appelés des villes voisines, et portant tous à dessein le même costume, parcouraient les rues d'Orléans ; déjà même se dressait, en face de la demeure royale, le triste échafaud sur lequel, à quelques jours de là, Condé devait être immolé.

Réduite à l'impossibilité d'échanger avec le prince un suprême adieu, épuisant jusqu'à la coupe des plus amères souffrances que puisse éprouver le cœur d'une femme aimante, qui porte le dévouement jusqu'aux dernières limites de l'abnégation, Eléonore de Roye appelait par d'ardentes prières la miséricorde d'en haut sur son mari, sur ses enfants, sur sa mère, sur elle-même, lorsqu'un événement soudain vint changer le cours des choses et la relever de son abattement, en faisant luire à ses yeux l'espoir d'une délivrance inespérée.

En effet, au prologue, déjà presque terminé, des scènes tragiques qui se préparent sous la direction des Guises, se substituent tout à coup des scènes d'un autre genre, qui vont se dérouler avec une rapidité saisissante.

Le roi, dont la santé avait toujours été faible, tombe subitement malade ; sa vie ne tarde pas à être en danger, bientôt même les ravages du mal sont tels, que les médecins se reconnaissent impuissants à en triompher. Le duc de Guise éclate en imprécations, et menace de les faire tous pendre ; plus habile à se contenir, le cardinal de Lorraine ordonne maints offices, processions et pèlerinages. Le moribond s'agite sur sa couche, contemple avec effroi la mort qui s'avance, et promet « à Dieu et à tous les saints et saintes de paradis, spécialement à Nostre-Dame de Cléry, que s'il leur plaist luy renvoyer santé, il ne cessera jamais tant qu'il n'aura entièrement repurgé le royaume de ces meschans hérétiques, et veut que Dieu le fasse promptement mourir, si seulement il espargne femme, mère, frères, sœurs, parens, amis, qui en seroyent tant fust peu soupçonnez (1). » Reine ambitieuse avant d'être mère, plus fréquemment enfermée dans son cabinet qu'assise au chevet d'un lit d'agonie, Catherine de Médicis s'occupe avant tout de concentrer le pouvoir entre ses mains. A la vue des Guises, qui tremblent maintenant devant elle, l'idée lui vient de neutraliser d'avance leurs menées ultérieures par

(1) R. de La Planche, ouvr. cité, p. 736.

l'appel des Bourbons. Elle promet à ceux-ci la vie sauve, à la charge par eux d'accepter son autorité comme régente, et de se résigner à la situation secondaire qu'elle leur assignera. Le roi de Navarre accède à ce qu'elle exige de lui, dès qu'elle assure que son frère échappera à la mort. Atterrés de l'engagement pris par la reine mère, les Guises la conjurent de retenir du moins en prison Condé, qui, disent-ils, « est en volonté de leur courir sus. » On double alors les gardes à la prison du prince, « et défenses sont faites, sur peine de la vie, que nul quel qu'il soit, luy parle sans l'express congé de la royne (1). »

Tout change alors de face : voyant que l'état du roi est désespéré, ce même duc, ce même cardinal, devant qui tout pliait jusqu'à présent, courbent enfin la tête, en dissimulant leur secret espoir de la relever bientôt. Non moins égoïstes et durs, comme parents, que lâches, comme hommes d'Etat, ils se montrent sans respect pour la douleur de leur nièce, Marie Stuart, et sans sympathie pour la touchante sollicitude dont elle entoure son jeune époux (2), en qui ils ne voient pas même un neveu, alors qu'il n'est plus qu'un instrument usé, désormais impropre au service de leurs détestables passions, et dont ils se détournent avec dédain. Ne songeant qu'à leur sûreté personnelle, ils vont se renfermer et barrer dans leurs « logis, pleins de crainte et frayeur incroyable (3). » Homme de cœur, sujet fidèle, Coligny n'a pénétré dans la demeure de François II, que pour rester près de lui. Il compatit en chrétien aux souffrances physiques et morales de son souverain, aux pleurs de la jeune reine, dont il honore le dévouement ; il s'émeut à la pensée de l'éternité dont une âme angoissée va franchir le seuil, et adresse à Dieu de secrètes prières pour le soulagement de cette âme. Le 5 décembre, François II est au plus mal ; à peine, depuis quarante-huit heures, peut-il articuler

(1) R. de La Planche, ouvr. cité, p. 753, 754.

(2) *Cal. of state pap. foreign series*, vol. 1560-1561, p. 421. Throckmorton to the queen. Orléans, 6 décembre 1560.

(3) R. de La Planche, ouvr. cité, p. 754.

quelques paroles ; à midi, on le croit mort ; cinq heures plus tard, il rend le dernier soupir.

Au moment où il va quitter la froide dépouille de celui qui fut son roi, l'amiral jette sur elle avec attendrissement un dernier regard, et adresse à ceux qui entourent la couche funèbre ces paroles, éminemment significatives dans leur brièveté : « Messieurs, le roi est mort, cela nous apprend à vivre (1). »

Rien ne saurait exprimer l'émotion qui pénétra le cœur d'Éléonore de Roye lorsque, dans la soirée du 5 décembre, elle acquit la certitude que les jours de son mari seraient épargnés. Son bonheur, cependant, ne fut point sans mélange, car elle ne put obtenir immédiatement, ni la mise en liberté du noble captif, ni l'autorisation de le voir. Froissée de ce double échec, elle courut alors à la rencontre de son grand oncle, Anne de Montmorency, qui, sur le pressant appel que Catherine de Médicis lui avait adressé par l'intermédiaire de Lansac (2), accélérât sa marche vers Orléans. Elle le vit à Artenay (3), et se plaignit à lui du refus qu'elle venait d'essuyer. Son désir le plus cher en ce moment était de voir aplanir, au plus vite, les obstacles qui la séparaient encore du prince. Le connétable s'efforça de la rassurer. Le 7 décembre (4), il était avec elle à Orléans, où il ressaisissait, d'une main ferme, ses prérogatives de chef de l'armée.

Par son influence, unie à celle des Châtillons et du roi de Navarre, Condé vit bientôt s'ouvrir devant lui les portes de sa prison ; mais, ayant souci de son honneur plus que de sa liberté, il refusa de sortir, tant qu'il ne saurait pas à qui s'en prendre de son incarcération, et qu'on ne lui aurait pas formellement réservé la faculté de poursuivre, devant qui de droit, la déclaration de son innocence et la mise à néant de la con-

(1) Bibl. nat., mss. Colbert, vol. 488. Vc, f° 749.

(2) Lettre de Catherine de Médicis au connétable, du 5 décembre 1560. (Bibl. nat., mss. f. fr., vol. 8157, f° 110.)

(3) Le président de La Place, *Comment.*, p. 116.

(4) *Cal. of state pap. foreign series*, vol. 1560-1561, p. 438. Throckmorton to the council. Orléans, 9 décembre 1560.

damnation à la peine capitale prononcée contre lui. Ce prince, dont l'énergie et le sang-froid ne s'étaient pas un seul instant démentis, sous le coup d'une aussi odieuse condamnation, se montra vraiment grand, en ne voulant accepter ni la liberté, ni la vie, comme une grâce, et en ne demandant que justice.

On lui réserva l'exercice d'un recours en déclaration d'innocence, mais en se gardant bien de lui faire connaître les véritables auteurs du guet-apens qui avait abouti à ce drame judiciaire. On tremblait sans doute pour eux, comme ils tremblaient eux-mêmes, à la seule idée de la rigueur avec laquelle il leur demanderait compte de leur conduite. Aussi n'y eut-il qu'une voix, surtout parmi les plus compromis, pour rejeter la responsabilité de l'indigne traitement qu'avait subi le prince sur le roi qui venait d'expirer, et dont il était facile d'incriminer les intentions et les actes, alors qu'il n'était plus là pour démentir de mensongères assertions. Respectueux envers le grand silence imposé par la mort, généreux envers un souverain duquel il avait eu lieu de se plaindre, il sut honorer la mémoire de François II, en refusant d'admettre l'irresponsabilité personnellement invoquée par chacun, et voulut demeurer prisonnier.

Les nobles cœurs se comprennent toujours. La princesse, dont la grandeur d'âme égalait, si elle ne surpassait même celle du prince, approuva la détermination de celui-ci : toutefois, elle s'attacha à en tempérer la rigueur lorsqu'elle put enfin pénétrer dans sa prison et lui donner de judicieux et tendres conseils, qu'appuyèrent ceux de ses oncles, du roi de Navarre et de quelques amis dévoués. Elle ne tarda donc pas à obtenir de lui qu'il échangeât l'austère régime de sa détention à Orléans contre celui d'une captivité mitigée, plus apparente que réelle, sous forme de résidence dans l'un des domaines qu'Antoine de Bourbon possédait en Picardie.

Le 24 décembre 1560, les deux époux quittèrent Orléans (1)

(1) *Cal. of state pap. foreign series*, vol. 1560-1561, p. 471. Throckmorton to the queen. Orléans, 31 décembre 1560.

et prirent le chemin de Ham, où Condé devait séjourner quelque temps pour aller de là résider à La Fère. Dans chacune de ces localités, le prince rencontra chez les divers personnages chargés d'entourer sa personne, non la gêne d'une étroite surveillance, mais les égards et les bons offices d'une déférence réelle. On rapporte, en effet, que (1) « ceux qui estoient de sa garde luy dirent qu'ils estoient nés ses serviteurs, et qu'ils ne luy estoient pas donnez pour le garder, mais pour le servir et l'accompagner partout où il lui plairoit leur commander. »

Non moins dévouée comme fille que comme épouse, Eléonore de Roye avait tenté, dans l'intérêt de sa mère de même que dans celui du prince, des efforts qui, après être demeurés trop longtemps infructueux devaient trouver leur complète récompense : le jour vint, où au bonheur d'avoir reconquis son mari et rejoint ses enfants, s'ajouta celui de voir Madame de Roye rendue à son affection. La comtesse avait, elle aussi, refusé d'accepter la liberté comme une grâce, et n'était sortie du château de Saint-Germain, que sous la réserve du droit d'exercer, comme son gendre, un recours en déclaration d'innocence.

Il était temps qu'Eléonore de Roye pût enfin goûter un peu de repos d'esprit et de cœur, après les indicibles angoisses qu'elle avait ressenties. Son âme se retrempa dans la retraite, sous la bienfaisante influence de la vie de famille dont il lui fut permis de jouir de nouveau. Mais ses forces physiques presque épuisées ne se rétablirent qu'en partie et difficilement. Sous le coup de tant d'émotions accumulées en quelques mois, sa santé avait reçu une irréparable atteinte, et c'est au séjour d'Orléans que remonte l'origine de la maladie, qui devait, peu d'années après, moissonner dans sa fleur, une princesse dont on peut dire qu'elle fut presque martyre de la piété conjugale.

C^{te} JULES DELABORDE.

(1) Le président de La Place, *Comment.*, p. 116.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

QUATRIÈME GUERRE DE RELIGION

(1572 — 1573)

LETTRÉS EXTRAITES DES MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE
IMPÉRIALE DE SAINT-PÉTERSBOURG, PAR M. JEAN LOUTCHITZKI

I

Documents concernant le Languedoc et la Guienne après la Saint-Barthélemy.

On ne connaît bien l'histoire d'une lutte religieuse, politique ou militaire, qu'en écoutant les organes des deux partis. Les pièces que nous publions ci-dessous sortent toutes du camp catholique. Elles proviennent de la volumineuse correspondance française des XVI^e et XVII^e siècles, conservée à la bibliothèque de Saint-Petersbourg, et dont l'importance a été si souvent et si généralement appréciée. Dans ces lettres, les chefs militaires chargés d'empêcher le soulèvement, puis de rétablir l'ordre dans les provinces du sud et de l'ouest, rendent compte au roi, à la reine mère et au duc d'Anjou, des difficultés qu'ils rencontrent, des ressources qui leur seraient nécessaires ou des négociations qu'ils ont entamées.

A la nouvelle de la Saint-Barthélemy, La Rochelle fut « la première sur ses gardes, » et les villes du midi suivirent bientôt son exemple. Un historien contemporain, La Popelinière, dépeint avec une grande vérité ce qu'il appelle « l'estat des vaincus et le comportement des victorieux, » les justes sujets de terreur qu'avaient les protestants, « la plupart craignant la mort et tous en général la perte de leurs biens, qu'ils voyoient desirer de tous endroicts, » tandis que les catholiques, mûs par le zèle religieux, l'envie, la vengeance, l'ambition ou le désir de repos, « estimoient tous en général estre suffisamment dispensés (par exemple des grans qui avoient autorisé les mâtines de Paris) de la faute qu'ils pourroient commettre, si avec la vie ils faisoient perdre les

biens et le souvenir mesme de la France à ceux qu'ils disoient auteurs et nourriciers de tant de guerres civiles. » Le même auteur nous donne sur les intentions du roi des renseignements qui s'accordent en entier avec nos extraits, et pourront leur servir d'introduction : « Pour ce toutefois qu'à nouvelles occurrences nouveaux conseils, le Roy sachant la résolution des confédérez réfugié tant en estranges pais que en aucunes places de son Royaume, pour fermer les portes à ses commandemens, changea de desseins et fit estat d'employer tous ses moyens à les ramener à leur devoir. Il y procéda diversement. Premier que pratiquer la voye de fait, il voulut sonder si les remonstrances, promesses entremeslées de menaces et la créance qu'aucuns de leurs chefs restez et gardez à cet effect avoient autrefois eu parmi eux, ne pourroit lui moiennier ce qu'il ne vouloit gagner par force qu'après tous les autres moiens perdus et hors d'espoir... D'autant néanmoins qu'il ne vouloit faillir à son dessein d'abolir la Religion Protestante en son royaume et le nettoier de toutes séditions, il dressa les préparatifs d'une guerre future, en cas que la douceur de ce premier moien ne lui feict moyennier ce qu'il eust bien voulu avoir sans les fraiz, peine et hazard de la rigueur des armes. »

Et plus loin : « Le Roy cependant, ayant sceu la résolution de tout ce party : ne trouva rien plus expédient au bien de ses affaires que d'envoyer vers chacune ville en particulier : leur remonstrer par ses gouverneurs (ausquels il enjoinct se retirer chacun en son gouvernement) le devoir d'obéissance qu'elles doivent toutes rendre à S. M., le bien qui leur en pouvoit avenir et les inconvéniens du contraire. Pour quelque chose que fust avenue en ce Royaume, qu'il falloit oublier le passé pour se bien porter à l'avenir... Voulans toutefois pourvoir aux moyens de rigueur en cas que la douceur de ces remonstrances ne les peust fléchir à sa dévotion : commanda à ses gouverneurs de Province d'assembler cependant le plus d'hommes qu'ils pourroyent pour ranger les confédérez à son désir... Biron fut déclaré par le Roy gouverneur de la Rochelle, Saintonge et pais d'Onis, et le comte de Lude gouverneur en Poitou pour remettre La Rochelle au devoir de sa première obéissance. Le marquis de Villars, nouvellement pourveu de l'estat d'Amiral et gouverneur de Guyenne, fut envoyé de court affin de tanter tous moiens pour rendre Montauban et telles autres places à la submission catholique. Pour mesme fin le maréchal D'anville s'achemina à son gouvernement de Languedoc pour enlever Nismes et autres places qui se rendoient confédérées des mains de ceux qui s'y attribuoient desjà quelque importance. »

LÉTTRES DE VILLARS (1).

1.

Au duc d'Anjou.

6 octobre 1572.

Monseigneur! Je vous escrivis d'Angoulesme ce que j'y avois aprins, entre autres choses que Monsr. d'Arjeau m'avoit dict que le viscomte d'Aubeterre retiroict plusieurs souldats dans son chasteau, comme d'autres pareillement m'avoient adverty; qui fust cause que j'envoyé vers le sr. viscomte pour savoir ce que y estoit et pour y recepvoir garnison de gens non soupsonnés. Il m'envoya quatre ou cinq, abillés comme gentilshommes, avecques force remonstrances, comme sa femme scait trop faire, et de langaige gracieulx me remonstrant qu'il n'avoict avecques luy que sa famille, qu'il estoit parent de feu ma femme, qu'il me prioit me vouloir fyer en luy, qu'il n'avoict jamais esté que très humble serviteur et fidelle de Sa Ma^{te}. Touttefays, Monseigneur, il a toute sa vye pourté les armes contre le Roy, comme vous scavez très bien. Je ne luy voulus accorder ce qu'il demandoit, et luy dis resoluement que je y voulois mectre vingt hommes pour éviter à tous inconveniens; qu'ils luy garderoient sa place seurement, sans qu'il luy coustast rien, luy assurant que ceulx qu'il se doubtoit qui se voulussent emparer de sa maison pour l'en déposséder, qui sont les srs. de Pompadour, de Caumont et dame d'Acton (?) n'y entreront point, et que son droict luy seroit gardé, estant la justice en France ordonnée pour faire droict à ung chascun. Enfin, Monseigneur, ils me promirent recepvoir l'enseigne de ma compagnie avec vingt gentilshommes d'icelle; qui fust cause que je l'y envoye incontinent. Lequel enseigne arrive pour y entrer, trouve environ soixante hommes en armes, comme il vous plaira veoir par la protestation qui m'en a esté envoyé, que je vous envoye presentement par ce porteur (avec le double de la lettre qu'on m'en escript). Monseigneur, il me semble que l'on doibt très bien chastier ce fou, et mesmement sa

(1) Honorat de Savoie, marquis de Villars, comte de Tende, avait été en 1569 lieutenant général du Languedoc, où il s'était signalé par ses rigueurs. Lieutenant général de Guyenne en 1570, maréchal en 1571, il reçut à la mort de Coligny sa charge d'amiral de France.

femme, qui ne s'amuse qu'à causer, de sorte que les autres temeront de prendre exemple. A ceste occasion, Monseigneur, je mande à Mons. d'Arjeau (?) qui est à Angoulesme, de fere acheminer auidict Aubeterre huict ou dix compaignies du Sr. Strosse et de celles de Clermont qui sont auprès de luy, ruinant tout le pays, pour s'en emparer, s'il peult; et me semble, Monseigneur, s'il plaist au Roy et à Vous, luy en faire une bonne depesche et commandement de prendre l'artillerie d'Angoulesme et chastier ces rebelles, les faisant pendre aux fenestres du chasteau, qui seroict très bien faict (ils le méritent), sans y espargner le metre et la metresse de la maison qui est plus folle que son mary. Il est temps d'en uzer de ceste façon, si vous voulez vous deffere de ceste vermine. Cela fera passer aux autres à leurs consciences (1). Et n'estoit, que je tiens pour certain, que Voz villes de Montauban, Milhau, St Anthoin en feroient de mesmes, je m'y fusse acheminé. A ce que je puys panser, il faudra uzer de force, si l'on en veult estre hobey. Il seroict bon de fere une despesche à Mons. de Biron pour m'envoyer de l'artillerie avecque son ecquipaige en bonne cantité : telles places ne se prennent point autrement, estant sûr y trouver à chascune pour le moins quatre mil arquebusiers estrangers. Desia en ay-je tous les jours advertissements, qu'ils se fortifient et envytaient, y ayant envoyé le baron de Paulin et deux autres qui ne sont encores reve-nus. Et ne vous veulx sceler, Monseigneur, qu'on m'a dict que le frère de Monsr. de Terride, qu'on a sauvé à Paris, est à Montauban, disant merveilles et faisant fort le brave (2). Oultre plus aucuns de ceulx qui sont retournez avec moy par le commandement du Roy, ne font ce qu'ilz avoient promis, que ne pourroit estre cause que de remuer mesnaige par dessa (3). Monseigneur, je Vous supplie très-humblement croire qu'il ne tiendra point à bonne volonté que je ne remets ce pays à l'obeyssance qu'il doit

(1) C'est ainsi qu'en effet Villars fit pendre Falgues aux fenêtres du château de Terride; voir lettre 13.

(2) « Les vicomtes de Paulin et de Montclar étoient redevables de la vie au marquis de Villars, qui les avoit fort exhortés d'engager les habitants de Montauban à entrer dans des vues de paix, et à la considération de leur bienfaiteur, ils n'oublièrent rien pour y réussir, excusant du mieux qu'ils purent ce qui s'étoit passé à Paris, et louant fort la bonté et la clémence du Roi. Mais Sérignac, vivement touché de l'atrocité de cette fatale journée et du péril où il s'étoit trouvé, n'eût pas de peine à réfuter leurs raisons, et tout ce qu'il dit à ce sujet fut écouté avec grand plaisir. » — (DE THOU.)

(3) « Faisans la pluspart de tels ambassades par quelques protestans reservez des matines de Paris à tels et autres effects. » (LA POPELINIERE.)

à son Roy. Je crains que les moiens me deffaillans, principalement artillerie, faictes moy bailler, Monseigneur, s'il vous plaict, vingt et cinq canons au moins avecque force poudre et boulets, et vous cognoistrez que je feray plus avecque cest équipaige à ung moys, que je ne saurois fere à ung an avec petit nombre d'hommes que l'on me trouvera par dessa, tant de cheval que de pied. Il est vray que je ne fay estat de la gensdarmierie que des compagnies de Messieurs de Montpesat, de la Valette, de Montesquieu, de S^t Sulpice et la mienne; celle du Roy de Navarre sera pour encore, ce me semble, mieulx en sa maison qu'à la campagne, n'estant commandée que des huguenaux. S'il plaisoit au Roy et à Vous, Monseigneur, d'en dire ung mot au Roy de Navarre qu'il remete le (*illisible*), vous ferez beaucoup pour vostre service. C'est ung homme de bien auquel l'on a hosté cest estat pour vous avoir suyvy en dernières guerres avecques les armées. Voyla l'occasion de son mal! Il devroit, ce me semble, estre recogneu. Monseigneur, apres avoir sceu la response de Voz villes de Rouergue et Quercy, je ne faudray vous envoyer ung gentilhomme expres pour vous fere entendre le tout; par lequel, s'il vous plaict, vous me commanderez resolutement, comme il vous plaira que je m'y conduise. Cependant je m'acheminera y Agen pour estre plus près d'eux, et essayeray de fere mectre en pieces quelques souldatz qu'on m'a mandé s'assembler le long de la rivière de Dordonne...

Votre très humble et très obeissant sujet et serviteur,

VILLARS.

(Bibl. imp. de Saint-Petersbourg. Lettres de Villars, n° 11. Originale.
Sign. autographe.)

2.

Au Roi.

Agen, 7 octobre 1572.

Sire, à ce que j'ay peu entendre par les advisemens qu'on m'a donnés de divers endroits depuis deux jours que je suis arrivé en ce pays d'Agenois, Je me doute que ceulx de voz villes de Montauban, S^t Anthonin et Milhau sont délibérés ne recevoir aucune garnison, parce que, à ce qu'on m'a escript, ilz se renforcent et fortifient. S'il est ainsi ilz pourront donner beaucoup de fascherie en ce pays et brasser plusieurs entreprinses grandement

préjudiciables au service de Vostre Majesté, si promptement n'y estoit proveu. J'ay envoyé vers eulx, pour scavoir leurs desseins et la façon qu'ils ont délibéré se gouverner, dont j'atans responce de jour à l'autre. Et advenant que les affaires requissent à les contraindre et uzer les forces, vous scavez, Sire, que pardessa il n'y a des compaignyes prestes que celles de Monsieur Montpesat, sr. de la Valette et la mienne, et que je n'ay point des gens de pied. S'ilz sont resolus de tenir fort dans lesdictes villes il y faut aler une bonne troupe de bons hommes. Suppliant très-humblement Vostre Majesté d'y voulloir adviser, s'il est vostre bon plaisir, et croire que je n'ay faulte de bonne volonté et que je uzeray en cela et en autre chose qui dépendroict de vostre service, de la plus grande diligence qu'il me sera possible. Sire, s'il en fault venir là, je vous supplie me bailler ung bon nombre d'artillerie, car sans cela on ne fait que perdre le temps. Sire, achevant ceste lettre j'ay eu advisement du cousté d'Angoumois, comme ceulx d'Aubeterre n'ont voulu recepvoir la garnison qu'ilz m'avoient promis, dont je Vous envoye l'acte du reffus, et ce qu'il y a un bon nombre des hommes dedans, qu'est occasion que j'ay escript à Mons. d'Argeau (?) pour y fere acheminer huict ou dix compaignies de gens de pied des Srs. Strosse et de Clermond qui sont aux environs, et qu'il tinst l'artillerie d'Angoulesmes preste. Sire, je serois d'advis, s'il estoit vostre bon plaisir, que Vostre Majesté luy en fist une bonne despesche et luy commander d'y advenir le canon, s'il est besoing, car il est nécessaire pour vostre service de chastier tels faicts, avant leur donner moyens de rainestre. Cela servira d'exemple aux autres. Je m'y fusse acheminé, n'eust esté que je crains que ceulx de voz villes de Montauban, Milhau et St. Anthonin, veulent fere de mesmes, par les advisemens que j'en ay tous les jours. J'ay envoyé vers eulx; incontinent que j'auray eu la responce je ne faudray par ung gentilhomme expres en advertir Vostre Majesté, et vous feré entendre comment toutes les choses se passent par dessa. Atendant avoir cest honneur de recepvoir voz commandemens, je supplieray Dieu,

Sire, vous donner une très parfaite santé, etc.,

VILLARS.

(Bibl. imp. de Saint-Pétersbourg. Manuscrits. Lettres de Villars, n° 12. Originale. Sign. autographe.)

3.

Au Roi.

Agen, 15 octobre 1572.

Sire, depuis Vous avoir despesché le sr. de Cornusson, j'ay eu continuel et certain advertissement que ceulx de la nouvelle opinion qui vous occupe⁽ⁿ⁾ Montauban et aultres villes en Rouergue et Quercy et font chacung jour de mal en pys, prennent villes et chasteaux, saccagent, pillent et tuent les catholiques, et par leur force resjoient (?) aux Montauban ceulx qui sy veulent retirer de leurs adjoincts, de sorte qu'il n'y a plus moyen de rompre leurs entreprinses que par armes, qui est cause que j'ay donné charge aux Srs. de Cambriac et de St. Privat et leurs gens pour garder lesdicts pays à la grande requeste de ceulx qui craignent tomber entre leurs mains; et pour cest costé aux srs. de St. Ormes, Bois Jourdan et autres d'en faire le semblable, tellement que j'estime faire dedans peu de jours jusques à cinquante compaignyes bien completes, avec lesquelles et la gendarmerye je m'attends vous faire obeyr et recognoistre Vostre Majesté. Toutefois, Sire, le principal me manque qui m'est très nécessaire, assavoir les deniers et l'artillerie. Quant aux deniers, j'y procéderay suivant les instructions qu'il vous a pleu me bailler, et avec le plus grand mesnagement qu'il me sera possible. Mais, Sire, pour entreprendre d'avantage ce qui s'en fera, et pour ma descharge à l'advenir, (qu'il vous plaise) m'octroyer sur ce voz lettres patentes et commissions en bonnes formes. Et vous supplie très humblement, Sire, ne trouver excessif le nombre de cinquante compaignyes, pouvant assurer à Vostre Majesté qu'il vient tant de gens de ce pays de Sevens et d'ailleurs que quant lesd. cinquante compaignyes seront bien despartytes, il m'en demourra bien peu de reste, aussi qu'il en faut promptement veoyr la fin. Et quant à l'artillerie, avecques cinq ou six pieces qui sont icy desia je pourray les desemparer de plusieurs places et chasteaux qu'ils tiennent, pourveu qu'elles soient équipagées et bien garnys de ce qui leur fault. Sur quoy il vous plaira, Sire, commander à Mr. de Biron vostre volonté. Je n'ay icy commissaire de pouldre ni boulets, et feroys tousiours quelque exécution en attendant qu'il fust pourveu de plus grand nombre des pièces, qui est fort nécessaire

pour ne tenir les choses en longueur, quant il sera besoing assaillir Montauban et autres villes, à quoy ne faudra moyens de trente canons pour les chastier comme ilz méritent. Ilz ont tant de loisir pour se fortifier qu'il sera difficile en venir à bout, si n'est par ce moyen, aussi qu'il se fera plus d'expéditions en ung mois que en un an. Estant pareillement nécessaire pour cest effect me faire pourveoir de bons mineurs anglois. Il ne fault espérer recouvrer l'artillerie de Navarrins pour avoir trop attendu à la demandé, Vous priant de croire, Sire, que je voy y dessa si bon nombre de seigneurs et gentilhommes bien affectionnez à vostre service, et entre autres M. de la Valette, que les affaires sont conduictes comme il est de besoing et qu'il ne manque rien de ce qui est requis. J'ay opinion que bientost vostre Majesté en recevra part et me tiendra à vostre bonne volonté en diligence. Sire! je ne veux oublier le soulagement que je reçois de la part du Sr. de Masparolte, maistre des requestes de vostre hostel, en plusieurs négociations et affaires qui se présentent continuellement tant pour le fait des finances que pour les vivres, dont je luy ay baillé la superintendance, vous assurant qu'il est fort affectionné et fidele serviteur de vostre Majesté, et ne laisse bailler (?) à aultre dont j'eusse eu plus d'assurance de la fidélité et diligence. Et de ma part, je vous supplie très humblement, Sire, de croire que je n'espargneray la vye ne chose qui soit en ma puissance, priant Dieu, etc.

VILLARS.

Depuis la presente escripte led. Sr. de Masparrault a trouvé si bon credit en ce pays que sur sa responce il nous a fait recouvrer vingt cinq mille livres qui nous aydera à commencer de dessa nostre equipage et en bailler une partie aux capitaines, afin qu'ils aient occasion de vivre et contenir selon l'art militaire, à quoy je tiendrai soigneusement la main.

(Lettres de Villars, n° 13. Originale. Sign. autographe.)

4.

Au duc d'Anjou.

15 (16) octobre 1572.

Monseigneur! je vous ay fait entendre par le Sr. de Cornusson la mauvaise volonté de vosres villes de Montauban, St. Anthonin

et Milhau, lesquelles à mon advis ne changeront jamais que par force, continuant tous les jours apeller leurs voisins, prandre prisonniers et surprendre le plus qu'ilz peuvent des places, où ilz se fortifient. De s'amuser, Monseigneur, à leur faire des remonstrances, ce n'est que peine perdue, ce couvrant de ce qui est faict tres mal à propos à Thoulouse, Bourdeaux, Dax, St. Severe et Bazas à ceulx de leur damnée oppinion, lesquels je ne plains point. J'eusse bien voleu puisqu'ils avoient à le faire qu'ilz n'eussent attendu mon arrivée par dessa, et croy qu'on la faict faire exprès pour leur donner deffiance de moy. Ce fust le lendemain que j'arrivais qu'ilz jouerent leur jeu qui les a tant effrayé qu'ils tiennent pour certain que je l'ay faict par le commandement du roy (1). Monseigneur ! ne jaisse d'assurer le plus qu'il m'est possible la noblesse et aultres, leurs baillant tous les jours des sauvegardes. De vray, beaucoup ne bougent de leurs maisons ; d'aultres se retirent à ces trois malheureuses villes qui m'ont contrainct fere lever des forces, environ cinquante enseignes de gens de pied, sans lesquels ils acheveroient de prendre vostre pays de Rouergue et Quercy et estandre en avant en la Gascoigne et le Languedoc comme ils font tous les jours. Les forces assemblées je ne fauldray incontinent m'approcher près d'eulx que je garderoy bien de cestandre tant qu'ilz font. Ils se vantent de me venir combatre. Je vous assure, Monseigneur, qu'il ne tiendra qu'a eulx, ayant icy une si grande et bonne noblesse pleine de bonne volonté et affection au service de sa Majesté et de vostre, Monseigneur, que je ne doubte point avec l'ayde de Dieu que je ne leur rompe leurs entreprises. Entre aultres seigneurs, cappitaines et gentilshommes, Mr. de la Valette y est qui ne désire rien tant que de continuer toute sa vye ce qu'il a commencé à sa jeunesse, qui est de bien servir ceste couronne. Vous suppliant très humblement, Monseigneur, avoir souvenance de ce que vous escrivis d'Angoulesme touchant l'estat de senechal d'Armagnac que tient maintenant Fontraille, frère de Montemar. Ce faisant, vous assurerez pour toute sa vye la ville de Leyctoure qui est cause de

(1) « Pendant que toutes ces lettres s'escrivoient de part et d'autre, arriva le massacre de Bordeaux (3 oct.) qui acheva de renverser tous les projets de conciliation, car les plus pacifiques en furent si irrités qu'ils jugèrent qu'il ne falloit plus songer à la paix, et ceux qui avoient toujours été pour le parti de prendre les armes furent plus que jamais confirmés dans leur premier sentiment. »

(DE TAOU.)

mettre toute la Gascoigne en repos comme elle est à présent. Monseigneur ! s'il vous plaist, ayez souvenance de cest homme de bien qui a si bien et longuement servy, et de lui fere donner trois estats de conseiller au siège présidial dud. Leyctoure qui sont tous de ces fascheux crestiens. Je voy aussi souvent Mr. de Montluc qui dict à la coustume, et me semble qu'il se porte fort bien, selon l'age qu'il a (1). Monseigneur, je me sens assez fort avecque ceste noblesse et ce que je fay lever, pour les fere resserrer dans leurs villes, non pour les y forcer. Je n'ay canons, poudres, boulets, commisere ny canoniers. Faites moy bailler, s'il vous plaist, 30 canons. Dans deux moys, si lyver ne m'empesche (et qu'il ne leur vient des forces estrangeres, comme ilz disent), j'espère vous remectre les places qu'ils tiennent occupées, entre voz mains. Monseigneur, je vous supplie ne trouver ma demande exeessive : mon intention est d'abrégier ceste guerre et ne leur bailler loysir de se recognoistre. Sur tout que poudre et boulets ne me manquent ; de pionniers j'y pourvoyray. Avec cela et des mineurs anglois j'espère que vous en verrez bientost la fin. Monseigneur, suyvant ce qu'il a pleu à sa Majesté me respondre à mes articles, je fay lever de l'argent sur le pays de Guienne pour la solde des gens de pied. Sans cela l'on ne peut rien faire. Et pour autant qu'on pourroit trouver mauvais à l'advenir ce que je fays, je vous supplie très humblement, Monseigneur, qu'il m'en soit baillé commission suffisante, et croire s'il vous plaist, Monseigneur, que je les feroys mesnager le plus fidellement qu'il me sera possible, pour le moins vous asseurer que je ne feray en nulle façon du monde mon proffict, me tenant tant

(1) « Pendant ces malheureuses guerres, M. l'admiral de Villars qui estoit lieutenant du Roy en Guyenne, fit ce qu'il peut à mon advis : aussi n'y avoit-il pas beaucoup à faire, car les Huguenots estoient escartez comme perdriaux... »

(*Mémoires de Montluc.*)

Dans le tome V des *Commentaires et Lettres de Montluc*, que M. de Ruble a récemment publié pour la Société de l'Histoire de France, se trouvent deux intéressantes lettres du maréchal se rapportant à cette guerre, et provenant également de Saint-Petersbourg, où M. de Laferrière les a copiées. La première, de janvier 1578, adressée au duc d'Anjou, « encores que je saiche bien que M. l'admiral et M. de Montpezat vous advertissent de tout ce qui se passe en ce pays, » conclut à l'urgence des mesures de rigueur : « Il va une infinité de gens à la messe, gentilshommes et autres, encores que les édicts soyent trop doux ; car ceste dolceur leur fait croire aux malicieux que le roy a peur. » — Dans la seconde, La Rochelle, 4 mai 1578, Montluc se justifie auprès du roi des reproches de Villars, qui l'aurait accusé « d'avoir escript aucunes lettres à Montauban là où il y avoit quelques propos de lui ; mais Sire, je supplie très humblement V. M. de croire que je n'ay de ma vie escript nulle lettre à personne qui vous fut rebelle comme sont ceux de Montauban, etc. »

obligé au service de Leurs Majestés et au vostre Monseigneur, que ma vye ny mon bien ne ceront jamais espargnés. Mr. de Caylus est arrivé icy, lequel j'ay incontinent renvoyé en son gouvernement pour prouvoir a ce qui se presente. Lequel je m'assure, y uzera de toute diligence avec fidélité... Etc.

VILLARS.

(Lettres de Villars, n° 15. Orig. Sign. autographe. Sous le n° 14, la même lettre est adressée à la reine mère.)

5.

A la reine mère.

Agen, 16 octobre 1572.

Madame, Ayant à toutes heures advertissement de ce que les malins continuent fere en Quercy et Rouergue, s'estandant à la Gascogne et Languedoc, je me suys résolu, Madame, de leurs empescher le plus qu'il me sera possible, suyvant ce que j'ay mandé à Voz Majestés par deux de mes despeschés, ce que je fay escrire presentement au Roy, estant sûr, Madame, que la lettre vous sera leue qui me gardera de vous en importuner par ceste-cy. Madame, vouyant que les rebelles qui sont conduicts par Serinhac (1) se fortifient d'hommes et autres choses, j'ay esté contrainct lever des forces plus qu'eulx, qui ne peult estre sans grande despance : suppliant très humblement Vostre Majesté ne le trouver mauvais. Je me suys deliberé d'en venir à bout ou n'y bouger jamais. J'envoye à Monseigneur la façon que je desire fere vivre les gens de guerre, qui est, ce me semble, le plus qui se peult fere au soulagement du public qui en a très grand besoing. Si Voz Majestés trouvent bon ceste police, je l'entendray ; sinon j'en uzera comme il vous plaira me le commander. Aussi, Madame, il me semble que vos subjects ont bonne volonté à ce coup de veoir la fin de ces miseres et guerres, et se veuillent d'en sortir pour jamais. Ce voulant essayeré de fere levée d'argent pour le moins de deux cents mille francs pour entretenir ceste petite armée pour deux moys. Si j'estois assez heu-

(1) Jean de Lomagne, seigneur de Sérignac, frère du sieur de Terride, « homme de condition et d'une des meilleures maisons du pays, » dit de Thou. (Voir article Lomagne dans la *France protestante*.)

reux, Madame, pour l'achever à ung moys il demeureroit cent mille francs entre les mains du trésorier : de quoy pourriez fere l'estat. Vostre Majesté sait que sans argent l'on ne fait rien. Outre cela le foible seroit du tout ruyné. Payant les soldats je m'efforceray de les bien poulicer et garder d'aller à la picourée ; autrement ils feront plus de dommage six fois que led. lieu ne se monstra ayant fait de par dessa (?). Si avez à fere de ces forces, je vous les conduiray où il vous plaira, Madame. J'en suivray vostre commandement et suppliray Dieu, etc.

Vostre très humble et très obéissant subject et serviteur

VILLARS.

(Lettres de Villars, n° 16. Orig. Sign. autographe.)

6.

Au duc d'Anjou.

Agen, 17 octobre 1572.

Monseigneur ! je continueré le plus souvent qu'il me sera possible à vous tenir advisé de ce que ce fait de par dessa, vous suppliant me fere cest honneur de croire, Monseigneur que je ne seray jamais en repos que je n'aye remis entre vos mains toutes voz villes que vos désobeissans subjects de Quercy et de Rouergue vous tiennent. Pour ce fere, Monseigneur, pour Dieu, faictes moi bailler l'artillerye que je Vous ay demandé par deux de mes despeschés, avec cela que la munition ne me faille et, s'il vous plaist, les mineurs anglois. Et vous cognoistrez que je ne désire rien tant en ce monde que de bien servir ceste couronne et vous Monseigneur, qui en estes si proche. Il y a de pardessa une si grande et bonne noblesse toute plaine de courage et de bonne volonté que j'accompagneray pour le moins de dix mil hommes de pied que je ne doute point avec l'ayde de Dieu que je n'achève bientost mon entreprise. Toutefois j'ay affere à Cerinhac qui est le grand cappitaine des mutins, estimé ainsi par ceulx qui le cognoissent qu'un novice. Toutefois il ne lesse d'avoir quantité de bons soldats. Monseigneur ! à l'occasion des levées que je fay fere, aucuns gens d'armes se sont mis à pied. Des cappitaines vous supplient très

humblement leur permectre enroller entre deux monstres, veu que sommes de par dessa aux armes. Le reste pour la despence, j'en adverty la Roynes particulièrement et vous envoie, Monseigneur, ung mémoire comme je me delibere fere vivre lesd. soldatz, si Leurs Majestés et Vous le trouvez bon. Il me semble qu'il n'est excessif, et que ce sera au grand soulagement du foible qui en a grand besoing. Etc.

VILLARS.

(Lettres de Villars, n° 17. Orig. Sign. autographe.)

7.

Au Roi.

Agen, 18 octobre 1572.

Sire, par vostre lettre du quatriesme de ce moys Vostre Majesté trouve bon que je me suys acheminé en ce pays d'Agenois, où aussy est venu Mr. de Montpesat ; cognoissant le lieu le plus propre à vostre service qu'à Bourdeaux, où toutes choses sont en seurté. Par icelle, Sire, j'ay cogneu le contentement qu'avez de Mr. de la Valette, qui est avec grande occasion. Certainement il vous a faict de très grands services, mesmement en ce temps d'avoir assuré Letoure pour le service de Vostre Majesté, estant la place de toute la Gascoigne de plus grande conséquence aux affaires qui se présentent (et mérite bien qu'il vous plaise avoir souvenance de luy fere du bien plus qu'il n'a). Quant aux désordres qui se sont faicts en Saintonge, je m'asseure, Sire, que le seigneur Strossy y saura si bien prouvoir que, je croy, Vostre Majesté en aura contentement. Sire ! il n'y a rien plus certain que grande quantité de ceulx de la nouvelle oppinion font demonstration de ce repentir de ce qu'ils ont faict par le passé. Depuis que je suys en ces quartiers, ceulx de Brageyron, Sainte Foy, Thoueix et Clayran, où il n'y avoict point de catholiques ou si peu que rien, la plupart vont à la messe et se contiennent en leurs maisons sans vouloir adhérer aux foux de Montauban. Au contraire, aulcuns d'eulx m'advertissent de ce qu'ilz peuvent aprendre qui soit contre le service de Vostre Majesté. Une partie de ceulx de Nérac et du Mas d'Agenois et plusieurs autres places du Roy de Navarre en font de mesmes et ne tient à per-

suader tous les autres à prendre exemple sur eulx, baillans pour cest effect ordinairement des sauvegardes suyvant ce qu'il a pleu à V. Majesté me commander, desquelles j'ay baillé une si grande quantité que je ne say le nombre. Toutefois j'en tiens le registre pour chastier ceulx qui en abusent, tumbant entre mes mains. Sire, par les deux dernières despesches que j'ay faictes à V. Majesté, je vous ay amplement fait entendre la mauvaise volonté de ceulx de voz villes de Montauban, St. Anthonin et Milhau, comme ils continuent ce cours : piller et surprendre voz places ; que le Sr. de Serinhac commande aux Montauban, le Baron de Panat en Milhau et le viscomte de Gourdon (*Omission dans la lettre.*) De leurs grands cappitaines le sieur Serinhac qui est dict sieur de Terride, les gens par son commandement font des mandemens à voz bons subjects, et fait toute demonstration de guerre. Sire ! pour empescher leurs desseins, je me diligente d'assembler des forces suyvant ce qu'il a pleu à V. Majesté me commander et bailler par instruction pour leur courir sus et tailler en pieces, ce que je feray au plustost que j'en auray les moyens. Et ne fault point que j'espère avoir rien d'eulx par douceur. Ilz se font à croire que j'ay fait jouer le jeu à Thoulouse, Bourdeaux et autres lieux, que sans cela ils avoient délibéré d'envoyer vers moy pour hobeyr aux commandemens de V. Majesté. Toutefois, Sire, j'ai sceu tout le contraire : leur deliberation a toujours esté de se conduyre comme ceulx de la Rochelle. Ilz sont bien foux de prendre exemple à ceulx-là ! Ilz n'ont point de porte derrière et sont enclavez de tous costez, de sorte que, s'il plaict à V. Majesté, me faire prouvoir d'artillerie avec ce que je Vous ay demandé par mes précédentes despesches, j'espère d'en avoir bientost la raison et les chastier avec leurs cappitaines qu'on a sôvé à Paris, que V. Majesté en aura contentement. Quelque chose qu'ils facent, il en revient tous les jours quantité. Il me semble, Sire, pour le repos de V. Majesté et soulagement de voz subjects que ne pouvez prendre meilleur resolution que celle qu'il vous a pleu me mander de ne souffrir plus à l'advenir qu'une religion en vostres reaulmes. Ce faisant, Sire, en peu de temps votre justice et ministres seront seurement hobeyz et honorés, de façon que par ce moyen Dieu nous rendra le bon temps qui s'est si longuement perdu à l'occasion de ces malheureux hereticques. Et ne fauldray, Sire, de suivre de tout mon pouvoir de leur huser de remonstrances,

à la mesme sorte que V. Majesté me le commande, priant Dieu de bon cœur qu'ils me veulent croire. Sire ! j'ay veu par vostre lettre la délibération qu'il vous plaist de prendre d'hoster les abus qu'on a fait entendre à V. Majesté que le feu dernier admiral permettoit estre fait, tant de luy que des officiers, qui est faire chose bien raisonnable. De quoy je ne puis pour encore randre bonnes raisons pour ne les avoir entendues, aussi que je n'ay esté sur les lieux pour le scavoir (1). Suppliant très humblement V. Majesté ne vouloir permectre qu'il y soit touché que je n'aye esté au lieu de ma charge, Et entendu quelle elle est, avec les moyens que j'auray de vous y bien et loyalement servir, croyant, Sire, puyssqu'il vous a pleu m'honorer de l'estat qu'il vous plaist, que je l'exerce à mesme autorité qu'ont fait mes prédécesseurs, m'assurant qu'ilz n'eussent sceu avoir meilleur volonté de vous y bien servir que j'ay et auroy toute ma vye, ayant trop obligation à V. Majesté pour y faire faulte. Je ne fauldray, Sire, au premier commandement que je recepvray de V. Majesté, me transporter sur les lieux de ma charge pour vous rendre raison de tout. Ce pendant, Sire, je seroy occupé par dessa pour vostre service a l'ocazion de ces foux mutins; je Vous supplie derechef très humblement qu'il ne soict rien depesché pour cest affaire qu'au préalable je ne soys ouy. Ce faisant, Sire, il ne sera rien perdu pour vostre service qu'un peu de temps, que j'espère vous recouvrer, et s'il y a moyen a propos pour vostre d. service, je seray le premier qui vous en advertira. Sire, je n'eusse failly, suyvant le commandement que j'ay receu presentement de V. Majesté, de communiquer avecques Mr. de la Garde pour le fait de Brouage. A ce qu'il m'a mandé, il est party de Bourdeaux pour se randre à V. Majesté. Sire, à l'ocazion de ces gens de pied que j'ay fait lever, plusieurs gens darmes ont leyssé leurs cappitaines lesquels supplient V. M. leur permectre, veu la nécessité du temps, d'enroller entre deux monstres, affin que les compagnies soient toujours bien complectes. Je prieray Dieu, Sire, etc.

Vostre très humble et très obeissant subject et serviteur

VILLARS.

(Lettres de Villars, n° 18. Orig. Sign. autographe.)

(1) Villars, succédant à Coligny dans la charge d'amiral, craint qu'on ne profite du changement pour en diminuer les privilèges et l'autorité.

8.

Au Roi.

Agen, 22 octobre 1572.

Sire, je crains merveilleusement d'importuner V. M. de vous écrire si souvent. L'occasion se présente, voyant ceux de Montauban et aultres lieux leurs confédérez, si obstinez que quelque chose que je leurs puy remonstrer, ils ne veulent se remectre à ce qu'ils doibvent. Je leur ay souvent faict entendre le mescontentement que V. M. avoit de ce qui est faict par dessa, à mon advis mal à propos (1). Encores qu'ils eussent touiours mauvaise volonté de se convertir, disant qu'ils ayment mieulx mourir ensemble, deffandant leurs vyes le plus qu'ils pourront, que de se mectre entre les mains de leurs meurtriers. Sire ! j'ay receu au soir la lettre qu'il vous a pleu m'escire, laquelle je ferai entendre à plusieurs de leur opinion, et croy qu'elle en contient beaucoup. De vray les sauvegardes que je baille à toutes heures servent bien. La pluspart de la noblesse huguenote ne bouge (2), où Mons. de la Caze sert de beaucoup; auquel j'ay envoyé une des lettres que j'avois en blanc de V. M. A laquelle il fait response, à ce qu'il me mande, et assure vous estre tres fidelle subject et serviteur; vous assurant, Sire, que jusques icy il s'est conduit sagement. Il promet continuer, comme beaucoup d'autres font, de sorte que n'ay (à) nommer avecques les séditeux que quatre ou cinq gentilshommes de ce gouvernement que je cognoisse; le reste sont personnes de paix. L'on tient que Serinhac est leur chef. Sire, l'on m'envoya hier les doubles des lettres de Thoulouse que je Vous envoie, par lesquelles V. M. cognoistra qu'ils attendent les forces de Poytou. Et me semble, Sire, qu'il seroit bon que M. du Lude s'en print garde et leur fere donner une venue. Ils ne vont que de nuit. J'advertiray des *Borciers* (?) qu'il a pleu à V. M. mectre en Perigort qu'il advise s'il en pourra atraper sur les passages : et feray le semblable en Limousin au comté de Vantadour ou à son lieutenant, ne sachant s'il y est. Pour

(1) Il s'agit encore du massacre de Bordeaux.

(2) « Il y avoit une autre sorte de Réformés qui ne vouloyent ni fuir, ni armer; que l'amour du foyer et l'horreur des guerres faisoit déclamer sur l'injustice de leurs confrères, sur le commandement d'obéir aux Rois mesmes lascheux, etc. » (D'AUBIGNÉ.)

le moins n'en ay-je ouy parler. Sire ! je fay ce que je puy d'assembler des forces pour empescher ces mutins de tant estandre, et esperé bientost en garder. S'il eust pleu à V. M. de remectre *Les Borciers* (?) lieutenant, l'on s'en feust peu aydé. Aussi Sire l'effroi de ce qui est faict à Bourdeaulx et ailleurs a esté si grand que grande quantité de vos subjects se sont retirés en Béarn et ont faict semblant de faire courses sur la frontière de Bigorre, de façon que les villes de Tarbes et Baiguières m'ont envoyé demander le gouverneur et garnison. Ce que je leur ay incontinant baillé. — J'ay grande faulte d'artillerye, sans laquelle l'on ne les peut gueres offencer. Il y a six canons à Bourdeaulx, dont l'un est esvantré, les autres mal montés, et quasi point de munitions. Si j'avois des commissaires, j'eusse envoyé audit Bourdeaulx et à Bayonne pour les faire mettre en estat de vous en pouvoir servir et les faire advenir icy. Je ne scay où en prandre. Cependant les affaires vont à longueur, qui est à mon très grand regret, supplyant très humblement V. M. commander qu'ils y soient en diligence pourmenés (?). Avecques ce peu d'artillerye j'essayeray de reprendre tous ces forts et chasteaux qu'ils ont surpris et me louter si près de Montauban que je les garderay bien de se promener si loing qu'ils font, en attendant qu'il ayt pleu à V. M. de me bailler moyen de forcer les trois villes qu'ils tiennent en Rouergue et Quercy qui sont fortes, où il ne fault rien hoblyer ny espargner. Sire ! le visconte de Lavedan, qu'il vous pleust sauver à Paris, a ung chasteau nommé Malause, près de Montauban, duquel les rebelles se sont saysis; d'autant que V. M. luy avoit baillé sauvegarde, je n'y avois mis garnison. Ceulx de dedans font mille larcins sur vos bons subjects. Je ne veux dire que le visconte le face fere. Toutefois il le scait et ne m'a rien mandé depuis qu'il est par dessa, que sera cause, Sire, que je ne suys delibéré d'employer la compagnie du Roy de Navarre pour vostre service, de laquelle il a chargé de Luysne ou de Gueydon. Etc.

VILLARS.

(Lettres de Villars, n° 19. Orig. Sign. autographe.)

(La suite au prochain numéro.)

MÉLANGES

LES COLLÈGES PROTESTANTS

I

COLLÈGE DE GENÈVE.

« Le lundi cinquième jour de juin MDLIX, suyvant l'arrest faict en Conseil ordinaire, mes tres honorés Seigneurs Syndicques Henri Aubert, Jehan Porral, Jehan François Bernard et Barthelemi Lect, avec plusieurs des Seigneurs Conseillers et moi secrétaire, se sont transportés au Temple de St Pierre, la ou estaient assemblez les ministres de la Parolle de Dieu, scavans docteurs, escoliers, et gens de lettres en grand nombre. Et étant faicte la prière à Dieu selon l'exhortation et remontrances chrestiennes de spectable Jehan Calvin ministre de la Parolle de Dieu : par le commandement de mes susdits Seigneurs, les loix, ordres et statuts du College, avec la forme de la Confession qu'auront à faire les escoliers qui voudront estre receus en cette Université et College, ensemble la forme du Serment qui se doit prester par le Recteur, maistres et lecteurs en icelui, ont été publiées et leues a haulte voix, afin que chacun en soit adverti pour les observer. Puis apres a été déclarée et publiée l'élection du Recteur, faite selon lesdites Lois par les Ministres et confermée par mes tres honorés Seigneurs Syndicques et Conseil, de spectable Théodore de Beze, ministre de la parolle de Dieu et bourgeois de cette cité. Lequel, après cette déclaration, a fait une oraison exhortative, escripte en langue latine, pour heureux commencement de l'exercice de son office. Iceluy ayant fini son dire, le susdit spectable Calvin a rendu grâces a Dieu autheur de ce bien, et exhorte chascun de son devoir à user d'un tel benefice. Et finalement, ayant remercié mesdits tres honorés Seigneurs de leur bonne volonté, cette heureuse journée a été finie par actions de graces et prières de tous a notre Dieu et Père : a l'honneur et gloire duquel soient rapportées toutes choses (1). »

C'est en ces termes mesurés, mais plein de saveur et de sens, que

(1) L'Ordre du collège de Genève et *Leges academicae*.

le secrétaire du conseil de Genève, Michel Roset, rend compte de l'inauguration du collège fondé et organisé sous l'influence de Calvin. Pendant six mois on avait vu le réformateur, au sortir d'une longue fièvre quarte, se rendre tous les jours sur le chantier où travaillaient les ouvriers, stimuler leur ardeur, ne leur laisser aucun répit, hâter l'achèvement d'un édifice destiné à recevoir l'établissement auquel s'attachaient ses meilleures espérances.

Avant d'exercer cette pression morale sur les maçons de Genève, Calvin l'avait exercée sur la Seigneurie. Il lui avait longtemps représenté la nécessité d'établir une école qui retint la jeunesse de la ville et la dispensât de chercher le savoir dans des pays où elle était exposée à compromettre ses mœurs et sa foi. Il lui avait fait remarquer combien il était contradictoire que Genève, foyer de la lumière évangélique, fût tributaire des nations voisines sous le rapport des études. L'éloquence de Calvin se brisait toutefois contre un obstacle dont la gravité échappe rarement aux conseils et aux assemblées : les fonds manquaient. Calvin en trouva ; il alla redire aux Genevois dans leurs maisons ce qu'il avait répété à leurs magistrats ; il reçut leurs souscriptions et ne tarda pas à déposer devant le conseil la somme assez ronde de dix mille florins. Quelques mois après l'édifice était terminé.

Les plâtres n'en étaient pas secs que le Collège s'ouvrit. Six cents écoliers avaient assisté à la séance d'inauguration. Dès le lendemain, les cinq cents environ qui appartenaient à la basse école étaient répartis dans les sept classes du collège. Voici le genre de vie qui les y attendait :

Quatre jours par semaine, les lundi, mardi, jeudi et vendredi, ils se rendaient au collège, à six heures du matin en été, à sept heures en hiver. Chaque régent les attendait dans sa classe. La leçon commençait par la prière. C'était celle du catéchisme, et les élèves la disaient à tour de rôle. La prière était suivie de l'appel ; les maîtres devaient savoir les motifs du retard des enfants, ou, le lendemain, de leur absence, et prendre garde aux mensonges qu'ils pouvaient faire à cette occasion. La classe se faisait ensuite jusqu'à sept heures et demie. A ce moment elle était interrompue une demi-heure pour laisser aux élèves le temps de déjeuner. Ce déjeuner spartiate, le même pour tous, n'était guère qu'un morceau de pain pris sur le pouce et précédé d'une prière. En hiver il n'interrompait pas la leçon plus courte d'une heure, et les enfants le mangeaient sans bruit pendant la lecture du texte qu'ils avaient à expliquer.

De huit heures à neuf heures la leçon continuait : elle était terminée par une autre prière, l'Oraison dominicale, également récitée par les élèves à tour de rôle et accompagnée « de quelque brève action de grâce. »

A neuf heures, les écoliers rentraient chez eux, car ils étaient tous externes, et logeaient soit chez leurs parents, soit dans les familles qui voulaient bien les recevoir. Divisés en deux bandes, conduites chacune par un régent, ils regagnaient en ordre leurs demeures où ils avaient jusqu'à onze heures pour dîner et se reposer.

De onze heures à quatre heures, leur présence était requise dans les classes ou la cour du collège. Les exercices de l'après-dîner étaient ainsi répartis : De onze heures à midi, chant des psaumes. Tous les collèges protestants avaient un maître de musique pour former les jeunes gens au chant d'Eglise, selon la tradition du moyen âge ;

De midi à une heure, classe. La leçon était sans doute employée à revoir les matières étudiées le matin.

De une heure à deux heures, goûter dans la cour et devoirs écrits ;

De deux heures à quatre heures, classe, comme le matin, sauf qu'elle ne se terminait point par la prière.

Car à quatre heures avait lieu, au son de la cloche, la réunion générale des élèves de toutes les classes pour l'exercice le plus important de la journée et le plus caractéristique des collèges protestants. Chaque classe s'y rendait conduite par son régent et l'assemblée était présidée par le principal, premier fonctionnaire de l'établissement, qu'il administrait sous la haute surveillance du recteur. Tout collège protestant avait ainsi une grande salle, appelée salle commune et quelquefois *salle basse*. La réunion de quatre heures avait deux objets distincts, mais unis entre eux comme la religion et la morale : on y traitait les questions de discipline, on y faisait les exercices religieux.

Les fautes de la journée étaient signalées par les divers régents, lorsqu'elles méritaient cette publicité et qu'elles comptaient parmi les « délits notables. » Elles étaient, selon les cas, l'objet de simples « admonitions » ou de châtiments dans lesquels le fouet avait au besoin son rôle ; ces châtiments devaient être administrés « avec une gravité modérée, » et tiraient surtout leur efficacité morale de la présence des condisciples et des maîtres. Les prières venaient ensuite : trois élèves récitaient successivement en français l'Oraison

dominicale, la Confession de foi, les Dix Commandements. Cette confession de foi, étendue et minutieuse, était celle de l'Eglise de Genève. Elle avait été dressée par Calvin l'année même de la fondation du collège et devait être signée, non par les écoliers, mais par les étudiants de l'Académie, c'est-à-dire les jeunes gens qui, ayant fait au collège leur cours complet d'études, suivaient les leçons publiques dont il sera bientôt question. Destinés à devenir étudiants à leur tour, et en tout cas membres de l'Eglise, les élèves apprenaient tous les jours ce qu'ils auraient à professer et signer plus tard. Après ces récitation, le principal donnait congé aux enfants « en les bénissant au nom de Dieu, » et ils se retiraient comme le matin en deux bandes, conduites par des régents.

Ces régents étaient ceux de quatrième, cinquième, sixième et septième. Ils faisaient deux à deux, et par semaine, ce service de la conduite des écoliers à la sortie des classes.

Tel était l'ordre des exercices au collège de Genève et dans les nombreux établissements français qui se fondèrent sur ce modèle; ainsi se passaient les quatre jours de classes, les lundi, mardi, jeudi, vendredi. Quel était donc l'emploi des mercredis et des samedis?

La matinée du mercredi, milieu de la semaine, était spécialement consacrée, dans les anciennes Eglises réformées, au culte public. Pasteurs et fidèles trouvaient trop longue une période de sept jours sans assemblée religieuse solennelle (1). Le culte à Genève se célébrait dans trois temples, les élèves du collège se rendaient dans celui de ces édifices qui se trouvait dans leur quartier. Ils étaient, à cet effet, distribués en quatre groupes à la tête desquels étaient les quatre régents des classes inférieures. Le régent se rendait au temple de bonne heure, muni de la liste de ses écoliers. Il les attendait dans la partie de l'édifice qui leur était assignée et où eux seuls pouvaient s'asseoir. A la fin du service il faisait l'appel, s'il le jugeait bon, notait ceux qui « avaient été nonchalants à écouter la parole de Dieu » et les réservait pour le lendemain aux sévérités de la salle commune qui, à coup sûr, ne leur était pas indulgente.

Après leur dîner, c'est-à-dire à onze heures, les écoliers ayant chanté des psaumes le matin au culte, n'avaient pas à répéter cet

(1) Il y avait culte, à Genève, tous les matins, avant la séance du Conseil, c'est-à-dire à six heures en été, à sept heures en hiver; culte encore, dans la matinée, les lundi, mercredi et vendredi; mais le service du mercredi, célébré dans deux temples, était plus développé. On y lisait des « prières solennelles, » composées par Calvin, « pour toutes nécessités des hommes et pour détourner les verges de Dieu. » En somme, il se prêchait à Genève vingt-cinq sermons par semaine, dans les trois temples de Saint-Pierre, de Saint-Gervais et de la Madeleine.

exercice au collège jusqu'à midi. Ils le remplaçaient par un autre qui va montrer sous un nouveau jour le système d'éducation de nos pères : « ils faisaient leurs questions, étant arrangés par décuries selon leurs classes. » Ces questions ou disputes, empruntées à l'ancien usage de l'université de Paris, et soigneusement maintenues par les protestants qui faisaient un si grand usage de la parole dans le culte et les assemblées délibérantes, avaient le double mérite de cultiver de bonne heure la réflexion et le langage. Appliquées aux sujets traités dans les leçons, elles permettaient aux maîtres, présents à ces exercices, de voir ce que les élèves avaient réellement compris de leur enseignement ; et aux écoliers de compléter, de corriger au besoin, leurs notions en les comparant à celles de leurs condisciples. Ils parlaient latin, langue des classes, comme le français était la langue du culte et des prières.

L'heure devait s'écouler vite pour des enfants plus désireux sans doute d'obtenir leur tour de parole que sûrs d'y parvenir. Six, huit, dix groupes écoutaient ainsi la harangue d'un jeune orateur, surveillé de loin par le maître et de plus près par le décurion. Car un moniteur présidait sous ce nom à chaque décurie et la division des élèves en dizaines était une mesure fondamentale qui, appliquée à tous les classements, facilitait la discipline et généralisait l'émulation.

De midi à trois heures, les élèves avaient permission de « s'ébattre » dans la cour du collège, « mais sans licence. » De trois à quatre heures, deux fois par mois, la première classe avait « déclamation » dans la salle commune ; elle y renouvelait avec plus d'appareil l'exercice oratoire qui était aussi un exercice de dialectique. Peut-être la seconde et la troisième assistaient-elles à ces discours solennels. Les classes moins avancées faisaient avec leurs maîtres des travaux appropriés à leur degré de développement.

Les mercredis où il n'y avait pas déclamation, c'est-à-dire aussi deux fois par mois, il y avait composition. On composait toujours en thème. Fait en une heure, sans le secours d'aucun livre, le travail des élèves était corrigé et rendu le lendemain ; il donnait lieu à un classement qui, grâce au système des décuries, inspirait un intérêt général. Le premier de chaque dizaine était décurion, et, à ce titre, investi d'une certaine surintendance sur son groupe ; chacun des autres pouvait aspirer à le remplacer à son tour, alors même que les plus hauts rangs de la classe lui étaient inaccessibles. Une classe nombreuse et non subdivisée n'offre, au contraire, les ressources de l'émulation qu'à un petit nombre d'élèves.

Les exercices du samedi présentaient de l'analogie avec ceux du

mercredi. Le matin, pas de classe : les élèves repassaient chez eux ce qu'ils avaient appris pendant la semaine. Plus d'un indice montre à quel point on tenait, dans les collèges protestants, à ce que tous les élèves comprissent bien ce qui leur était enseigné. On y consacrait souvent à revoir autant de temps qu'à voir. Un programme détaillé de 1582 nous montre qu'à Nîmes, en quatrième, par exemple, il y avait quatre heures par semaine consacrées à l'étude de la grammaire latine, et quatre autres à la révision des mêmes leçons ; quatre heures aux explications d'auteur, et quatre à leur répétition. A Bâle, Gryncœus avait résisté au désir de suivre la carrière de l'enseignement, parce que l'instituteur était obligé de dire deux fois la même chose. On peut juger par là que la révision faite personnellement le samedi matin par les élèves n'excluait pas des révisions en classe sous les soins du régent, et je suis porté à penser que la leçon d'une à deux heures, les jours de leçons, était affectée à cet usage.

De onze heures à midi, dispute comme le mercredi.

De midi à trois heures, récréation. Ces deux longues récréations des jours de demi-congé étaient les seules occasions qu'eussent les écoliers de parler latin entre eux familièrement et à loisir, et de passer un peu de temps ensemble autrement que sous la discipline du maître. Les mœurs religieuses du XVI^e siècle ne leur permettaient pas de consacrer les dimanches aux devoirs de famille ou aux relations d'amitié. Remarquons ici que l'usage des demi-congés du mercredi et du samedi s'est maintenu dans les pays protestants : seulement c'est l'après-midi et non le matin que les classes vaquent.

De trois à quatre heures, récitation et explication familière de la leçon de catéchisme qui devait être faite le lendemain. Pour les élèves des deux classes supérieures, cette récitation était remplacée par la lecture du Nouveau Testament en grec : évangiles pour la seconde, épîtres pour la première.

Si tel est l'emploi de la semaine, il est aisé de prévoir quel sera celui du dimanche. Les *Lois de l'Académie* le vouent « à ouïr et à méditer et recorder les sermons. » Trois fois dans la journée, les écoliers sont donc convoqués au temple, dans l'ordre que nous avons expliqué, pour le sermon du matin, le catéchisme du milieu du jour et le sermon de l'après-midi. A ces trois services, à la leçon du catéchisme de la veille, au sermon du mercredi, aux prières quotidiennes de la salle commune et des classes, s'ajoutait, la semaine avant la sainte Cène, une exhortation dans la salle commune, avec explication sur la communion. On y recommandait aux jeunes gens « la crainte de Dieu et la concorde. »

Ce genre de vie ne souffrait guère d'interruption. Il n'y avait qu'un congé de quelque importance, celui qui durait trois semaines à l'époque des vendanges. Plus tard, ce congé fut prolongé, et l'on donna aussi quelques jours à Pâques et à Noël.

Le mécanisme ingénieux de ce système d'éducation était mis en mouvement par un ressort puissant, qui en était la pièce maîtresse. Je veux parler des *Promotions*. Trois semaines avant le 1^{er} mai, l'un des professeurs publics, c'est-à-dire de l'Académie, dictait dans la salle commune, à tous les élèves du collège, un thème, le même pour tous, plus court néanmoins pour les élèves plus jeunes. Aussitôt la dictée finie, les écoliers se retiraient chacun dans leur classe, et là, sous la surveillance d'un autre régent que le leur, pour multiplier les précautions contre les fraudes possibles, passaient cinq heures à traduire leur texte en latin. Ils ne devaient avoir aucune aide, ni des condisciples, ni du régent, ni de leurs livres. Chacun était livré à ses seules ressources et combattait, comme disent les statuts latins, *proprio Marte*. Le devoir fini, le régent recueillait les compositions de la classe qu'il avait présidée, les classait selon l'ordre des dizaines, et les remettait au principal.

Le lendemain et les jours suivants, le recteur, assisté des professeurs publics, corrigeait les thèmes de chaque classe, marquait les fautes sur les copies, appelait devant lui et ses collègues les écoliers par décuries, les entendait devant leurs régents et fixait le rang auquel chacun d'eux devait être avancé.

Ce travail de classement était achevé le 1^{er} mai. Ce jour-là (ou le 2, si le 1^{er} se trouvait un dimanche), tout le collège s'assemblait au temple de Saint-Pierre. Là, dans l'appareil que nous avons déjà décrit, en présence d'un des syndics ou d'un conseiller, des ministres, des professeurs, du principal et des régents, le recteur, en une brève harangue, recommandait l'observation des lois de l'Académie, dont il faisait donner lecture solennelle. Puis, les deux élèves les plus avancés de chaque classe recevaient du syndic ou du conseiller « quelque petite étrenne, » et du recteur des paroles d'encouragement. Les écoliers de première et de seconde lisaient ensuite quelque morceau de prose ou de poésie latine de leur façon, et la compagnie se retirait après avoir reçu les remerciements du recteur et entendu la prière.

Ce jour-là, il y avait congé pour tout le collège. Le lendemain, le nouveau classement entra en vigueur, et la nouvelle année scolaire commençait. Dans toute sa durée, les compositions bi-men-

suelles pouvaient faire passer les élèves d'une décurie à l'autre ; mais il n'y avait pas de passage à une classe supérieure. Deux exceptions étaient pourtant prévues par les lois de l'Académie. Les régents devaient signaler au principal les écoliers dignes d'un avancement exceptionnel, et le principal en dressait la liste ; à la rentrée d'octobre, le recteur et les professeurs publics venaient présider à ces promotions, s'ils les approuvaient. Enfin, en toute saison, des progrès extraordinaires pouvaient être récompensés par une promotion extraordinaire.

Impossible de concevoir une organisation à la fois plus forte et plus souple, plus favorable à l'autorité et aux progrès, plus résistante et plus articulée ! Nous avons, dans toute cette population académique, le spectacle, non d'une foule, mais d'une armée, avec ses groupes similaires, sa hiérarchie, ses chefs responsables, son état-major, et même l'autorité supérieure d'où partent des ordres souverains ; avec son double système d'avancement, par ordre du tableau et par ordre de mérite. L'Eglise et l'Etat, représentés, l'une par la Vénérable Compagnie des pasteurs, l'autre par le Grand Conseil de la république, envoient, dans les occasions solennelles, leurs délégués au temple de Saint-Pierre, proclament le recteur qu'ils viennent de nommer ou de confirmer, et les lois qu'ils ont approuvées, investissent ce haut magistrat d'une sorte d'autorité princière, indiquée par son titre de *Rector magnificus*, lui prêtent leur appui dans l'accomplissement de la tâche auguste dont ils lui ont remis la responsabilité et l'entourent d'un conseil d'hommes éminents, les professeurs publics, qui l'assistent dans tous les actes importants ; — à son tour, le recteur remet l'administration du collège au principal, qui, avec les sept régents, veille à l'ordre, aux études, aux mœurs, à la piété, et fait concourir au progrès général les meilleurs élèves dans la personne de ces décurions, déjà honorés d'une part de responsabilité dans l'œuvre commune.

Mais si l'autorité est forte, elle n'est ni despotique ni cassante : elle est paternelle et modérée, car elle est religieuse ; elle s'applique avec une admirable abnégation à favoriser les progrès et le travail, à faciliter l'avancement, à stimuler le zèle, en tout temps, en toute occasion, dans les rangs les plus humbles, comme les plus élevés de chaque classe. Il y a trente ou quarante ans, la méthode d'enseignement mutuel s'était répandue dans nos écoles primaires et avait conquis d'illustres sympathies qu'elle a su conserver. A quel mérite les devait-elle surtout ? Aux facilités qu'elle donnait pour créer et entretenir l'émulation. Des cercles nombreux et progressifs recevaient suc-

cessivement l'enfant, et lui assuraient chacun un progrès, sans le retenir au delà ni au deçà du temps nécessaire, sans l'obliger à régler sa marche sur ceux qui étaient plus ou moins intelligents. Or, n'était-ce pas là la vertu du système des décuries, rendu plus efficace encore par les solennités classiques et religieuses des promotions ? S'il rendait l'avancement toujours possible, il ne le rendait jamais nécessaire : à la fin de chaque année scolaire, il n'y avait de promus à la classe suivante que les élèves reconnus capables d'y entrer. Les autres ne songeaient même pas à s'étonner de la vétérance qui leur était si naturellement imposée. Nous pratiquons aujourd'hui, chacun le sait, un système absolument contraire, et je laisse à juger s'il est meilleur. On soumet à un examen de pure forme les élèves les plus faibles de certaines classes, et c'est merveille s'ils n'échappent pas tous à la nécessité de redoubler.

Mais quelles études faisait-on dans un collège organisé avec tant de puissance et de douceur ? Quel programme suivaient les régents de ses diverses classes et à quel but conduisaient-ils tous ensemble leurs élèves ? Il est aisé de répondre à ces questions. Aujourd'hui les collèges (nommés lycées par le premier et le second empire) donnent un enseignement qui est censé complet : faire ses classes signifie apprendre tout ce qu'il est convenable de connaître pour être un homme éclairé, les facultés et les écoles supérieures n'étant qu'une préparation aux carrières spéciales. Sage ou non, cette idée n'était point celle qui prévalait à Genève, ni dans les autres établissements protestants. Les études classiques ne faisaient qu'y préparer aux études académiques, aux cours publics, dont elles n'étaient, pour ainsi dire, que l'introduction et l'entrée.

Prenant l'enfant dès l'A, B, C, vers cinq ou six ans, elles le gardaient, dans leurs sept classes consécutives, jusque vers quinze ou seize ans, lui faisant progressivement franchir le *degré élémentaire*, lecture, écriture, correspondant à la classe de septième ; le *degré* que j'appellerai *grammatical* (sixième, cinquième, quatrième) puisqu'il embrassait les diverses parties de la grammaire latine, la prosodie et le commencement de la grammaire grecque ; les *humanités* (troisième et seconde), qui joignaient à l'achèvement de la grammaire grecque l'explication de quelques auteurs faciles grecs et latins, l'histoire romaine avec Tite-Live, l'histoire grecque avec Polybe ou Hérodien, les poètes avec Virgile et Homère et les éléments de la dialectique ; enfin la *rhétorique* (première) étudiée théoriquement dans un précis, mais surtout pratiquement dans les oraisons de Cicéron et de Démosthènes, ou dans les discours poétiques de Virgile et d'Homère. Elles

donnaient ainsi à l'élève la connaissance théorique et pratique du latin, qu'il devait parler exclusivement avec ses condisciples au sortir des premières classes, qu'il devait écrire dans de fréquents exercices, dans lequel il avait à déclamer et à argumenter selon toutes les règles de la dialectique et de l'art oratoire. Or le latin était la langue du savoir, des études, la langue de la république des lettres, la seule dans laquelle l'enseignement supérieur pût se donner ou se recevoir. La connaissance du grec ajoutait sans doute un charme et une variété de plus à cette langue des savants, mais celle-ci était par elle-même l'instrument et le véhicule de toute science. C'est aussi à son étude que les collégiens consacraient la plus grande partie de leur temps. A la fin de leur première, ils la possédaient assez bien pour sortir de la basse école et entrer dans les cours publics (1).

Il y avait dans les anciennes universités un usage antique, bizarre, d'un sens profond malgré les abus auxquels il donnait lieu ; le sévère génie de Calvin l'avait banni de l'Académie de Genève, mais Jean Sturm avait été obligé de le tolérer à Strasbourg : c'était le rite de la Déposition (*depositionis ritus*). L'étudiant qui terminait les études préparatoires, analogues à celles que nous venons d'énumérer, était affublé, dans une réunion de ses nouveaux condisciples, d'accoutrements grotesques, de cornes notamment, et dans ce costume était en butte aux plaisanteries souvent licencieuses, aux quolibets saugrenus, voire aux horions de la bande joyeuse. Tous ces désagréments qu'il subissait représentaient la discipline, la gêne, les règlements minutieux, les exercices puérils et pénibles des premières études pendant lesquelles l'étudiant était privé de sa liberté. Tout à coup ces étranges insignes étaient déposés, les plaisanteries pré-

(1) Nous trouvons dans le *Journal du ministre Merlin*, publié par M. Crotet, et reproduit par M. Gaberel dans son *Histoire de l'Eglise de Genève*, quelques renseignements sur le collège entre les années 1573 et 1582. Les programmes des études y avaient subi de légères modifications. On y expliquait en cinquième les *Colloques* de Cordier. Les promotions avaient été reculées d'un mois et tombaient, les principales en juin, les autres en novembre. Les élèves étaient souvent pensionnaires chez leurs régents, dont plusieurs, tous peut-être, habitaient le collège. La grammaire latine suivie dans l'établissement était celle de Bèze ; la grammaire grecque, celle de Chenard. Dans toutes les classes, on faisait des thèmes, auxquels s'ajoutaient, en seconde, des vers latins et des chries (amplifications oratoires) ; en première, des vers grecs et des oraisons *sortatinentes* (?) Les études du jeune Merlin furent plusieurs fois interrompues par la peste et la guerre, fléaux communs à cette époque, et dont les collèges souffraient partout. En 1573, à sept ans et demi, il était en cinquième ; trois ans plus tard, en quatrième ; deux ans plus tard, en troisième, où il passa un an et demi, bien que, aux promotions, il eût été le onzième de la classe. Il passa de même deux ans en seconde, où il obtint le premier prix, qu'il eut aussi en première au bout d'un an. On voit par là que les études, commencées à cinq ou six ans, se prolongeaient bien jusqu'à seize, âge ordinaire de la première communion.

naient fin, le récipiendaire prononçait le serment solennel de se vouer aux nobles études, d'observer les lois et règlements auxquels étaient soumis les étudiants libres, et dès lors, sorti de l'enfance, il prenait rang parmi les hommes, il était admis dans la société des savants et des lettrés. C'est une pareille émancipation qui se prononçait, au temple de Saint-Pierre, le jour des Promotions, pour les écoliers admis aux cours publics.

Nous n'avons pas à décrire ces cours, suffisamment connus d'ailleurs, et dont le détail nous écarterait de notre objet, l'étude de ce qu'était l'enseignement secondaire chez les protestants du XVI^e et du XVII^e siècle. Bornons-nous à rappeler qu'ils retenaient cinq ans au moins les étudiants, et qu'ils étaient donnés à Genève par cinq professeurs : un de grec, un d'hébreu, un de philosophie (arts), deux de théologie : ceux-ci étaient Calvin et Théodore de Bèze ; les leçons se donnaient à l'*Auditoire* ou dans le cloître de Saint-Pierre.

Soumis au même recteur, et dirigés dans le même esprit, les deux établissements n'en formaient qu'un sous le nom d'Ecole ou d'Académie. Les cours publics formaient l'Académie proprement dite, dont les maîtres s'appelaient, comme on a vu, *professeurs*. tandis que ceux de la basse école, école privée ou collège, portaient le titre plus modeste de régents.

L'établissement pris dans son ensemble embrassait donc tous les degrés de l'enseignement ; il contenait à la fois une école primaire, un lycée et une faculté. L'école primaire (septième) était même si considérable que dès la première année il fallut la dédoubler. Deux cents enfants s'y trouvèrent réunis. Il est vrai qu'on avait pris les mesures nécessaires pour obtenir cet étonnant succès : on avait supprimé toutes les *petites écoles* de la ville, sauf deux ou trois dans les quartiers écartés, mesure qui fut renouvelée partout où s'établirent des collèges protestants. D'un autre côté, le nom de Calvin et l'éclat incomparable de l'Eglise de Genève attiraient autour de la chaire des réformateurs un nombre considérable d'étudiants : c'est dire que Genève avait une université analogue à la vieille université de Paris, et c'est bien là ce qu'avait voulu Calvin.

Trois caractères avaient distingué la vaste institution du moyen âge : elle embrassait toutes les études à leurs divers degrés ; elle les subordonnait à la théologie, qui en était le couronnement et le but ; elle devait au monopole de cette science supérieure, d'être l'organe officiel de l'Eglise. L'idéal, au moyen âge, était qu'il n'y eût dans le monde qu'une université, comme il n'y avait qu'un pape et qu'une

Eglise. Ce rêve de l'unité scolaire se brisa en même temps que celui de l'unité religieuse. C'est à partir du schisme d'Occident, des conciles de Bâle et de Constance, et aussi de la guerre de Cent ans que les universités se multiplièrent. Ordinairement destinées à fonder un enseignement rival, elles n'avaient parfois d'autre objet que de soustraire un prince à la nécessité d'envoyer ses sujets aux écoles d'un ennemi. Les académies protestantes eurent ce double but; mais si elles élevaient chaire contre chaire, et théologie contre théologie, elles n'en reprenaient pas moins en sous-œuvre le plan catholique d'une science subordonnée à la religion, d'une école tenue par les mains de l'Eglise; du cercle entier des connaissances humaines soumis, comme le pouvoir civil, à la royauté du dogme. En un mot, dans la question de l'école, comme dans celles de la doctrine et du gouvernement ecclésiastique, le protestantisme fut une réforme, et non une révolution. Si cette réforme eût prévalu en France, les établissements scolaires qu'elle fonda et fit un moment prospérer, se seraient sans doute progressivement transformés pour s'adapter aux besoins de chaque époque, mais ils auraient suivi dans leur évolution historique le fil de leur logique interne et de leur tradition : nous aurions des universités comme celles d'Oxford, d'Upsal ou de Tubingue, nous n'aurions pas les écoles *spéciales* créées par la Révolution française.

Celle-ci, en effet, s'est résolument écartée de la voie traditionnelle. Au lieu de réunir en un seul établissement, ou en une fédération d'écoles, tous les degrés de l'enseignement et tout l'ensemble des études pour le subordonner à une étude supérieure, elle a isolé chaque spécialité; elle a ouvert pour les ingénieurs, les professeurs, les officiers, les marins, des institutions séparées, sans rapports ni entre elles, ni avec une science régulatrice. Sans chercher la raison ni mesurer la portée de cette sorte de décentralisation scolaire, il suffit de remarquer qu'elle est aussi opposée à l'esprit de la Réforme qu'à celui du moyen âge catholique.

Elle prévaut aujourd'hui et son règne ne fait que s'étendre en France et en Europe. Elle tend à s'emparer de plus en plus de l'opinion publique en se formulant en un principe simple et absolu : l'Ecole séparée de l'Eglise. Est-ce là un principe vrai et organique destiné à présider à une longue et féconde évolution, comme l'a fait le principe contraire, ou est-ce simplement une maxime de sagesse pratique, née de nos divisions religieuses et accommodée à un état transitoire? Sans doute, quand il n'y a plus entente dans la société civile ou religieuse, l'équité veut que le gouvernement ne soit pas

remis à une des opinions en lutte, et qu'on remonte pour le fonder à des principes généraux, abstraits mais communs. La tâche s'impose, mais elle est ardue, comme on sait; et s'il est possible, on doit l'espérer, de la mener à bonne fin, que de fois n'a-t-on pas, au cours de l'entreprise, à regretter les admirables facilités que donnaient l'alliance ancienne entre l'école et le culte et la hiérarchie qu'elle établissait dans les études? Tandis qu'aujourd'hui l'enseignement public n'a prise que sur l'esprit des jeunes gens, qu'il n'essaye pas de se souder aux sentiments profonds qui nous rattachent à la vie religieuse, sociale, politique, parce que ces sentiments ne sont pas les mêmes chez tous, dans la Genève protestante du XVI^e siècle, il y plongeait toutes ses racines, et échappait ainsi au danger de superposer à la vie intime du citoyen et du chrétien un assemblage incohérent de notions abstraites, de principes sans applications, source intarissable de déclamations et de phrases. L'écolier qui, à la fête des Promotions, avait reçu la récompense de ses travaux scolaires des mains des plus hauts magistrats de la république et les exhortations chrétiennes d'un Calvin ou d'un Bèze; qui voyait les dignités, les vertus, les talents dans tous les genres concourir au même dessein, conduire l'Etat, l'Eglise, l'Ecole dans les mêmes voies, se sentait saisi dans tout l'ensemble de ses facultés, entraîné à la poursuite d'un idéal concret, pratique, sans discordances ni lacunes, et trouvait sa voie dès le début de sa carrière. Tant d'hommes éminents sortis des académies protestantes attestent l'efficacité d'un système d'éducation qui reliait en un faisceau toutes les facultés de l'esprit et de l'âme et leur imprimait la même direction.

Cette direction était à la fois pratique et morale. Quand le savoir n'est pas un but, mais un moyen, que les idées tirent leur valeur, non de leur éclat propre, mais des facilités qu'elles donnent pour le service de Dieu, l'école, seuil de l'Eglise, prend le même caractère et vise à l'application plus qu'à la théorie. Toutes les études s'en ressentent. C'est dans le catéchisme latin et français que les enfants, à Genève, apprenaient à lire dans les deux langues; c'est dans les auteurs latins qu'ils vérifiaient leurs règles de grammaire, énoncées avec toute la simplicité possible; c'est dans les historiens qu'ils étudiaient l'histoire, dans Cicéron, la rhétorique. L'un des principaux exercices de la classe consacrée à cet art, la première, consistait à exposer dans sa nudité l'idée première d'un discours, puis à la revêtir peu à peu de tous les ornements, de tous les développements qui pouvaient la faire valoir et la rendre persuasive.

Point de théorie sans application, point de précepte sans exemple, point de science sans art.

L'art par excellence était la morale, à laquelle, en dernière analyse, tout venait se subordonner. Armée de sa sanction religieuse, elle remplaçait avec avantage la discipline, qui a son dernier mot dans la pénalité. On a pu voir, par quelques-unes de nos citations, combien le devoir et les commandements de Dieu étaient présents à la pensée des législateurs de l'Académie. Les statuts qu'ils édictent ne se bornent pas à prescrire ce qu'il faut faire, mais les dispositions dans lesquelles il faut le faire : « Que les ministres et les professeurs élisent en *bonne conscience* gens suffisants pour enseigner. » Qu'en lisant, ceux qui enseignent « gardent une gravité modérée en toute leur contenance; qu'ils ne fassent point d'invectives contre les auteurs qu'ils expliquent; s'il y a quelque chose couché trop obscurément, qu'ils en avertissent modestement leurs écoliers; surtout qu'ils leur enseignent à aimer Dieu et haïr les vices. Qu'ils nourrissent entre eux concorde mutuelle et vraiment chrétienne. Que le principal soit un homme craignant Dieu, d'un esprit débonnaire, et non point de complexion rude ni âpre, afin qu'il donne bon exemple aux écoliers en toute sa vie, et porte tout doucement les fâcheries de sa charge. » Que dans les disputes théologiques « toute sophisterie, curiosité impudente et audace de corrompre la parole de Dieu, semblablement toute mauvaise contention et opiniâtreté, soient bannies. Que les points de doctrine soient traités saintement et religieusement d'une part et d'autre des disputants. » Tous ces ordres se résument dans le serment prêté par le recteur, les professeurs et les régents, « de procurer, selon leurs forces, que les écoliers vivent paisiblement, en toute modestie et honnêteté, à l'honneur de Dieu, et au profit et repos de la ville. » Ne semble-t-il pas que Calvin ait voulu inscrire sur la porte de l'Académie la grande parole de Moïse : « Sainteté à l'Eternel! » Et, en effet, dans la théocratie que relevait le protestantisme du XVI^e siècle, l'Etat, l'Eglise, l'Ecole étaient comme illuminés par la présence de Dieu.

M.-J. GAUFRÈS.

(Suite.)

BIBLIOGRAPHIE

ORIGINE ET PROGRÈS DE LA RÉFORMATION A LA ROCHELLE,
1 vol. in-12. 2^e édition.

M. Louis de Richemond qui rendait si pertinemment compte, il y a quelques mois, dans le *Bulletin* (t. XXI, p. 584,) du curieux ouvrage de M. Callot sur Jean Guiton, a bien mérité lui-même du protestantisme rochelais par la publication d'un journal inédit du siège de 1628 qui complète, à certains égards, celui déjà connu de Pierre Mervault, et par une savante étude consacrée aux origines de la Réformation dans cette ville. En tête de ce dernier travail se place une biographie très-instructive consacrée à l'un des plus éminents pasteurs de l'Eglise de La Rochelle, Philippe Vincent, qui, comme orateur, écrivain, député, joua un rôle important dans la première moitié du XVII^e siècle.

Les scènes terribles du siège dont il fut témoin, semblent avoir imprimé à son éloquence un cachet plus austère : témoin ce fragment d'un sermon prononcé en 1646, où s'élevant contre la danse, il s'exprimait ainsi : « Certes, il y a peu de gens qui en voyant des tombeaux n'en sentent de l'esmotion, fussent-ils des plus estrangers ; mais quant à nous, nous avons dansé et sauté sur les nostres propres, au milieu de cette pauvre ville, qui n'a endroit où ne soit tresbuché plusieurs morts, et qui toute n'est qu'un cimetière de nos proches et de nos intimes. »

Dans un autre de ses écrits, une paraphrase en vers sur les Lamentations de Jérémie, les malheurs de Jérusalem lui inspirent un mélancolique retour sur la cité rochelaise :

Ne m'allez plus chercher ces grands tours eslevées
Jusques au ciel doré ;
Ne demandez non plus ces voûtes exaltées
Où Dieu fut adoré !

Nos maisons, nos palais, nos murs, nos forteresses,
Le temple renommé,
Tout ce que nous avons entassé de richesses,
Le feu l'a consumé.

Entre autres ouvrages qui attestent sa rare activité, Philippe Vincent avait composé un livre de *Recherches sur les commencements*

et les progrès de la réformation en la ville de La Rochelle, publié longtemps après sa mort et devenu fort rare aujourd'hui. M. L. de Richemond en a tiré profit dans son travail, en y joignant le fruit de ses recherches personnelles sur la période antérieure à l'édit de Nantes. « Sous ce régime, dit-il, La Rochelle compte six pasteurs; toutes les paroisses de l'Aunis ont leur temple et leur ministre. Après les agitations des guerres civiles, commence pour La Rochelle une ère de prospérité. Les études y sont florissantes; l'activité intellectuelle qui y règne, jointe aux développements imprimés au commerce et à l'industrie, lui mérite le nom d'*Amsterdam française*. » Temps de prospérité trop court qui va faire place au martyrologe de la Révocation! Le précieux dépôt des archives de La Rochelle confié aux soins de M. L. de Richemond ne peut que lui réserver de nouvelles révélations. Nous applaudissons à ses doctes travaux qu'anime un sentiment de filiale piété supérieur à tout éloge.

J. B.

LETTRES DE FLANDRINE DE NASSAU, abbesse de Sainte-Croix de Poitiers, à sa sœur Charlotte-Brabantine de Nassau, duchesse de la Trémoille, etc. Brochure grand in-8°.

M. Paul Marchegay, auquel nous devons la publication de tant de précieuses correspondances tirées des archives de Thouars, vient d'ajouter à ces rares trésors une collection épistolaire d'un vif intérêt, soixante-cinq lettres de Flandrine de Nassau à sa sœur la duchesse de la Trémoille. Par quel étrange retour la fille de Charlotte de Bourbon, cette évadée du cloître de Jouarre, et du libérateur des Pays-Bas, passa-t-elle ses jours dans un monastère, sous le voile de religieuse qu'avait déposé sa mère? « La princesse d'Orange, dit Dreux du Radier, n'avait eu que des filles, au nombre de six, qui se sont illustrées par leurs vertus. Ayant promis d'en envoyer une en France pour y être élevée, celle qui était destinée au voyage tomba malade, et Flandrine prit sa place. Elle fut confiée à Madeleine de Longwy, tante maternelle et cousine de la princesse, et abbesse du Paraclet d'Amiens, probablement à cause de son penchant pour la réforme religieuse... Quand cette dernière se fut ouvertement retirée de l'Eglise romaine, l'enfant passa sous la direction d'une sœur de sa mère, Jeanne de Bourbon, qui l'emmena à Jouarre, puis à Sainte-Croix de Poitiers, dont elle était restée abbesse. Ce fut dans ce dernier monastère que la jeune princesse,

après avoir été instruite par l'abbé de Saint-Hilaire de la Celle, abjura, à l'âge de neuf ans, le 15 août 1588, la religion professée par tous les membres de sa famille paternelle. » Une abjuration si précoce décida de son avenir. Elle prit le voile et fit profession peu d'années après, devint à son tour abbesse de Sainte-Croix, et y mourut le 10 avril 1640.

Ce changement n'altéra pas les rapports de Flandrine avec sa belle-mère, Louise de Coligny, princesse d'Orange, et avec ses belles-sœurs, auxquelles l'unissait une tendre amitié. Du fond de son couvent, elle échangeait avec elles de fréquentes lettres. Celles que publie M. Marchegay, sans offrir des renseignements nouveaux sur l'histoire contemporaine, ont leur attrait sérieux et piquant. Comme le dit très-bien le docte éditeur, « le principal mérite de cette correspondance intime, écrite au courant de la plume, et entretenue pendant plus de trente années, consiste dans son style aimable et naturel, ainsi que dans les sentiments d'affection gracieuse et profonde, parfois flatteuse et un peu intéressée de la très-catholique abbesse de Sainte-Croix de Poitiers pour la protestante zélée, mais fort tolérante duchesse de Thouars. » Tolérante, c'est bien le mot, n'en déplaise au chanoine Claude Allard, dans son *Miroir des âmes religieuses*, et en dépit des mensongères accusations portées contre la duchesse de la Trémoille par Berthre de Bournis-seaux, dans sa prétendue histoire de la ville de Thouars (Niort, 1824, in-8°), notamment p. 181, où il dit que Charlotte-Brabantine de Nassau était luthérienne, et persécuta toute sa vie avec fureur les faibles restes du catholicisme à Thouars. Rien de plus opposé au caractère de l'aimable duchesse, dont l'esprit tolérant, élevé, se reflète, comme en un pur miroir, dans les lettres de sa sœur. « Je sais que vous m'aimez, lui écrit la comtesse de Fiesque, une de leurs amies, et de plus vous savez que je vous honore et estime, hors la religion, autant que personne du monde, et *jusques à vous tenir pour sainte* sans ce manquement. Je prie Dieu qu'il le vous oste de tout mon cœur. »

C'est aussi la prière de la très-dévote Flandrine, et son insistance à cet égard, si pur qu'en soit le motif, semble voisine de l'indiscrétion : « Voilà tout ce qui me peine, car pour le reste je l'ay mis entre les mains de la providence divine, et prie Dieu pour eux toujours depuis, comme il me commande, et pour vous ma chère madame. *Nous avons employé ces jours pour vostre conversion, ayant fait les prières des quarante heures, ayant toujours eu cinq ou six religieuses en prières les unes après les autres ; car véritablement*

je suis touchée jusques au plus profond de mon cœur de vous voir en un estat où vous ne pouvez faire vostre salut. »

La lettre LXI, dont on reproduit ici un fragment, est une controverse en règle sur la présence réelle et les vœux monastiques, où la duchesse de la Trémoille n'a pas le dernier mot : « Saint Pol dit que la virginité est préférable au mariage, que la vierge n'est point divisée, qu'elle n'a affaire que pour les choses de Dieu. Vos ministres vous disent tout le contraire, et le font de mille autres choses. Aussy disent-ils qu'ils ne font que rébellion et méchanceté, en leur profession de foy, et disent mieux qu'ils ne pensent, car ils se sont rébellés contre la sainte Eglise leur mère ; aussy ne peuvent-ils avoir Dieu pour père... Ils se perdent et vous perdent tous.

« Je ne vous les eusse pas allégués, si vous n'eussiez commencé, et je vous en dirois bien davantage, si j'avois plus de temps, car j'endurerois mille morts pour la vérité de ma créance, qui est si claire que *si vous n'estiez point opiniastre*, vous la verriez plus claire que le jour ; mais l'opiniastreté empesche la grâce de nostre bon Dieu, lequel peut tout, et est toute nostre espérance. »

En regard de ces fragments et de plusieurs autres (p. 74, 76, 89, 90), où la ferveur catholique de Flandrine se donne libre carrière, on aimerait à citer les répliques de sa sœur, et à exhumer, dans la sincérité de leur accent, ces controverses domestiques qui semblent n'avoir rien coûté à la charité. Les lettres de la duchesse de la Trémoille n'ont pas impunément franchi les grilles d'un cloître, qui les a dérobées sans retour à notre juste curiosité. Mais quel témoignage plus frappant de l'esprit de tolérance dont elle était animée que ces fraternelles controverses poursuivies durant tant d'années, sans diminuer en rien l'affection des deux sœurs ! Exemple touchant de respect pour la vérité, et d'harmonie au sein des professions les plus opposées !

Les lettres de Flandrine de Nassau méritaient, à plus d'un égard, de voir le jour. Le calme de la vie monastique semble avoir répondu à tous les besoins de son cœur : « Ne suis-je point heureuse de n'avoir qu'à prier Dieu, que de le louer et bénir de ses miséricordes, que d'admirer sa bonté ? *C'est un paradis anticipé que je ne changerais pas pour tous les royaumes de la terre.* » Les mérites prétendus des saints ne lui font point oublier qu'auprès de Dieu « *tout cela n'est rien que des atomes et du néant.* » Ailleurs, elle saura trouver des mots éloquentes pour justifier, aux yeux de sa sœur, la conversion de deux gentilshommes qui venaient d'abjurer le protestantisme : « Je les vous ay oüy louer jusques au troisième ciel. Qu'en

direz-vous ? Mais c'est tout un. C'est Dieu qui sera notre juge : *tout le reste, soit louange, soit mépris des créatures, ce n'est pas grand chose*. Notre bon Dieu seul est celui qui jugera équitablement ; voilà le seul jugement que nous devons craindre. » A cette hauteur, les formules terrestres s'effacent, et les diversités qui séparent les âmes sincères font place au respect.

J. B.

CORRESPONDANCE

LA FAMILLE DE BOTZHEIM

*A la Rédaction du Bulletin de la Société de l'Histoire
du Protestantisme Français.*

Messieurs,

Vous avez publié au mois d'août passé un récit de la Saint-Barthélemy qui a vivement intéressé vos lecteurs. L'authenticité ne peut en être contestée. Mais on met en histoire un certain prix à posséder des renseignements positifs et quelque peu détaillés sur l'auteur de tout document nouveau. Je crois donc ne pas perdre absolument mon temps et ma peine en rédigeant la note suivante.

La famille des de Botzheim, qui est originaire du village du même nom (Boltzheim, Blotzheim) en Alsace, et qui apparaît dans les annales du temps en 1281 parmi les premières familles nobles du pays, était réduite à la fin du XV^e siècle à un seul membre, Micaël. Un manuscrit de son petit-fils Bernhard raconte que, étant très-avancé en âge, il reçut dans son château d'Ortenberg (qui a, tout récemment, passé aux mains de M. de Bussièrès) la visite de l'empereur Maximilien, *nostris moribus viz credibile et singularis clementiæ imperatoris signum*. Marié trois fois, il y eut six fils. Il mourut en 1520.

L'aîné de ses fils, Johan, est cité par Doellinger (*Réformation*, t. III, p. 575), « comme l'un des savants humanistes de son temps que leurs études classiques faisaient incliner vers les idées nouvelles. Chanoine à Constance, il était encore en 1520 ami de Luther. Il n'abandonna complètement la cause des réformateurs que pendant les troubles de la grande guerre des paysans. » Erasme lui a, dit-on, dédié un de ses ouvrages : je n'ai pu vérifier la chose. Il mourut en 1535.

Son frère Wilhelm (né en 1490, mort en 1531) épousa une proche parente du célèbre cardinal Hosius, « d'une ancienne famille (ajoute Bernhard) qui est maintenant (1574) en grand honneur dans la Pologne et la Lithuanie. » Il fut fait prisonnier par les paysans et si maltraité qu'il en mourut dans son château d'Ullenberg (Alsace), qu'ils avaient pillé et saccagé.

Wilhelm eut cinq fils dont trois périrent sur les champs de bataille. Les deux autres furent Wilhelm II (1525-1557) l'ancêtre de la seule branche des de Botzheim qui subsiste encore en Allemagne et qui ne comptait naguère qu'un seul représentant, — et Bernhard (1521-1596), l'auteur d'un manuscrit qu'il termina en 1574 et qu'il a intitulé *Urkunden des uralten adeligen Geschlechts der Botzheim*. Il dit que s'il ne possède pas peu de fiefs et de propriétés par la grâce de Dieu, le Dieu tout-

puissant l'a doté d'une nombreuse postérité (*copiosam prolem*) cinq fils et six filles encore en vie. « Mes fils, » dit-il en terminant, « qui m'ont causé de grandes dépenses, sont allés en pays étrangers *ad studia* et pour apprendre les langues. » — Il fut chancelier de l'électeur palatin et conseiller de S. M. I. Ferdinand 1^{er}.

Or, de ses six fils, l'aîné, *Johann Wilhelm*, était né en 1550 et avait pour frère *Johan Bernhard*, né en 1552. Ils étaient donc âgés de vingt-deux et de vingt ans lors de la Saint-Barthélemy, et l'on ne peut douter que J. Wilhelm ne soit l'auteur du récit imprimé dans le *Bulletin*. Il fut juge à Spire et *Kaiserlicher Reichshofrath*. Il fut trois fois marié et eut une très-nombreuse famille. Il mourut en 1599 : il a été inhumé à Brunswick. — Jean Bernhard était maréchal de cour du duc Wilhelm de Saxe-Weimar. Il mourut en 1631. Le jour même de ses funérailles le duc fit frapper une médaille avec la tête du prince et celle du maréchal et, au revers, ces mots : « *Treuer Herr, treuer Knecht*, » bon maître, bon serviteur.)

Vous me demanderez, Messieurs, comment un Suisse, un Neuchâtelois peut être si exactement renseigné sur l'histoire et la généalogie d'une famille alsacienne devenue allemande. C'est que le dernier des Botzheim a épousé une de mes filles, et que mon fils aîné, étant en séjour chez son beau-frère, a recherché à ma demande et retrouvé sans peine à la date voulue les deux frères J. Wilhelm et J. Bernhard.

Recevez, Messieurs, l'expression de ma considération très-distinguée

FRÉD. DE ROUGEMONT.

Neuchâtel, 16 avril 1873.

JACQUES AUSILIARGUES

Monsieur le Rédacteur,

Ausiliargues n'est pas le nom proprement dit du pasteur dont M. Corbière a si heureusement découvert le carnet. Son nom est *Jaques Pelet*, sieur d'*Ausiliargues*. Dans Aymon, tome I^{er}, p. 299, il est désigné ainsi : *Pelet de la Carrière*, et Haag, pièces justificatives, p. 347, répète la même désignation. Nous voyons, par la communication de M. Corbière, que La Carrière était le hameau où il est né, et ce hameau devait se trouver dans la paroisse de Valfrancesque.

Que devint Ausiliargues depuis le moment où s'arrête son manuscrit ? Il nous est facile de répondre à cette question de M. Corbière. Il était mort dans l'intervalle écoulé entre le 19 avril 1655, date de son dernier baptême, et le 29 juin de cette même année. Ce jour-là le synode des Cévennes, réuni à Sumène, décida que « l'edit Saint-Roman et Valfrancesque payeront l'année de viduité à la vefve dudit sieur Dauxilargues, conformément et à prorata de ce qu'elles avoient accoustumé de donner suivant le service qu'elles en avoient reçu. »

Quant à *Jaques Alexandre de Preaux d'Apeillyz*, il fut pasteur au Pompidou et Molezon de 1661 à 1684. Peut-être était-il parent de *Pierre de Preaux*, pasteur à Collonges en 1619, à Saconnay en 1620, et à Crosset, 1626 à 1637 ? Sa signature, que j'ai en ce moment sous les yeux, est d'*Apeillyz*. Il fut modérateur du synode des Cévennes, tenu le 24 juin 1666 à Alais.

L. AUZIÈRE, pasteur.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

UN MARTYR VÉNITIEN

J'ai raconté l'histoire de la Réforme à Venise, et les alternatives de faveur et de disgrâce qu'elle subit au XVI^e siècle (1). J'ai retracé les dévouements obscurs et les sacrifices ignorés qu'inspira l'Évangile renaissant dans la cité des Doges, passagèrement devenue l'asile de la liberté de conscience proscrite dans les autres Etats de la Péninsule. A côté des martyrs dont le pieux annaliste réformé nous a légué la mémoire, j'ai noté ceux dont la destinée demeure enveloppée d'un profond oubli. « Que devint, disais-je, Baldassare Altieri?... *Quel fut le sort de Fra-Galateo, si longtemps détenu dans les prisons de Saint-Marc?* » Un opuscule récemment découvert en Italie répond à cette question, et dissipe le mystère qui s'attachait à l'une des plus intéressantes victimes de la persécution pontificale.

(1) *Bulletin*, t. XIX-XX, p. 145, 189 et 449.

C'est le premier numéro de la *Rivista Cristiana* de Florence qui nous apporte cette révélation, empruntée à une ancienne notice, œuvre du Bolognais Eusebio Salarino, très-dévoué lui-même à la cause de la Réforme. Je dois me borner aujourd'hui au rôle de traducteur (1).

« Girolamo, surnommé Galateo, naquit à Venise, vers la fin du XV^e siècle, et fut, dès son enfance, religieux de l'ordre de Saint-François, dans le couvent des Mineurs. Ses progrès dans les lettres sacrées furent si rapides que très-jeune il fut reçu docteur en théologie. Estimant n'avoir reçu un titre aussi honorable que pour imiter le semeur de la parabole, et répandre le grain de la parole divine dans le monde inculte des âmes, il se consacra de toutes ses forces à la prédication du pur Evangile, en rejetant bien loin derrière lui, comme une ivraie de Satan, les rêveries de la sagesse humaine. Mais comme en tous temps la doctrine de la croix est folie et scandale pour ceux qui périssent, Galateo ne tarda pas à être suspect. Il se vit accusé d'hérésie, à la suite de prédications qu'il avait données à Padoue, et bientôt plongé à Venise dans les plus affreux cachots.

« Alors se trouvait dans cette ville, en qualité de légat, l'évêque de Chieti (2), qui recherchant avec ardeur le chapeau de cardinal, jugea ne pouvoir trouver une meilleure occasion pour l'obtenir, que de poursuivre et de perdre un de ces hérétiques que les papes tiennent pour leurs plus grands ennemis. S'étant donc fait attribuer cette cause par le souverain pontife, il condamna Galateo, sans avoir pu le convaincre d'erreur, et il ne tint pas à lui que ce fidèle confesseur ne fût livré aux flammes du bûcher. Mais le sénat vénitien, ne voulant pas être l'instrument d'une procédure étrangère, se contenta de retenir

(1) L'opuscule en question est conservé à la Bibliothèque royale de Monaco, *Polémique*, vol. 1086. Copie en a été prise par le docte Antonio Cicogna, de Venise, mort il y a peu d'années, et l'une des gloires de sa ville natale. Cette copie est aujourd'hui au musée Correr.

(2) Jean-Pierre-Paul Caraffa, plus tard pape sous le nom de Paul IV. Voir la lettre de ce personnage que j'ai citée, d'après un manuscrit du *British Museum*. (*Bull.*, XIX-XX, p. 451). Elle nous reporte à l'année 1532, et confirme pleinement la vérité du récit de Salarino.

Galateo en prison. Il y passa sept ans avec une telle patience et dans un si profond mystère que son souvenir s'effaça de la mémoire de presque tous ceux qui l'avaient connu.

« Mais par un effet de cette divine providence qui se plaît à se glorifier dans ses saints, et à faire éclater la malice des adversaires, il advint qu'un noble, nommé Antonio Paulucci, entendit parler de Galateo, et ému de pitié en sa faveur, intercédâ si vivement auprès du sénat qu'il obtint que le prisonnier fût élargi, et transféré, sous sa garantie, dans sa propre maison où il demeura trois ans. A l'époque où l'on travaillait ainsi à sa délivrance, Galateo, apprenant que ses ennemis redoublaient d'efforts pour le perdre, écrivit sa défense, en forme de profession de foi, adressée aux sénateurs de Venise en qui il avait trouvé plus de justice et de clémence que chez ces dignitaires ecclésiastiques qui ont sans cesse à la bouche le mot de miséricorde et de charité.

« On en vit la preuve dans l'acharnement avec lequel ces derniers, ne donnant nulle trêve à leur haine, évoquant les accusations anciennes, ou en suscitant de nouvelles, poursuivirent Galateo, et firent tant qu'il fut de nouveau mis en prison. Tel était alors son état d'exténuation et de faiblesse qu'il semblait plus une ombre qu'un être vivant. Aussi, dans la onzième année de sa captivité totale, et la cinquantième de son âge, saisi d'une petite fièvre, il rendit, le 7 janvier 1541, son esprit à Dieu, avec une merveilleuse ferveur et constance. Ses adversaires, comme pour mieux montrer la haine qu'ils lui portaient de son vivant, la déployèrent contre ses restes. Ils ne voulurent pas qu'il fût enseveli en lieu saint, mais ils le firent transporter dans l'île du Lido où les juifs et les hommes réputés infâmes ont leur sépulture. Mais le monde tout entier n'est qu'un temple à la gloire de Dieu, comme il le dit lui-même par la bouche de son prophète : « Quel temple m'édifieriez-vous, puisque je remplis la terre et le ciel ? »

« Galateo avait écrit, outre son apologie, un traité de la virginité de Marie, un autre de la confession, enfin des com-

mentaires et éclaircissements sur diverses portions des saints écrits. »

A la notice de Salarino viennent se joindre les extraits suivants des Diaires manuscrits de Sanuto, cette source si précieuse à consulter pour l'histoire secrète de Venise :

15 mai 1530. « Ce matin est parti l'évêque de Chieti se rendant à Padoue pour interroger Fra-Galateo, de l'ordre de Saint-François, retenu en prison comme hérétique, et condamné par le magistrat du lieu à rétracter publiquement ce qu'il a dit du haut de la chaire. Or ledit évêque se rend à Padoue avec commission du pape pour annuler la sentence et instruire un nouveau procès. La Seigneurie a écrit au recteur de le loger dans le palais du capitaine de la ville. »

Une nouvelle sentence est prononcée; le doge y adhère, mais le conseil des Dix en suspend l'exécution, ce qui fait dire à Sanuto :

16 janvier 1531. « Le sérénissime doge avec les conseillers et capitaines des Dix, étant absent Pandolfo Morosini, ont conféré dans une chambre avec l'évêque de Chieti sur l'affaire de Fra Hieronimo Galateo, accusé d'avoir prêché les erreurs luthériennes à Padoue, et ledit évêque a rédigé la sentence portant qu'il soit dégradé par le patriarche dans l'église de Saint-Marc; à quoi le doge et les conseillers ont consenti, et bien des paroles ont été échangées sur ce sujet (1). »

18 janvier 1531. « Après le dîner s'est réuni le conseil des Dix avec la *Zonta*, et la première cause examinée a été celle de Fra Hieronimo condamné à la dégradation. Les capitaines ont demandé que le sérénissime doge fit appeler l'évêque de Chieti pour lui annoncer qu'il avait paru bon au conseil des Dix et à la *Zonta* de suspendre la sentence rendue, afin que rien de tel ne pût se faire à l'avenir sans délibération des corps compétents, et la suspension a été prononcée à la suite

(1) « Et venne in collegio a dir questo dove fu assai parole. »

d'une excellente délibération, parce que c'est une affaire d'Etat (1). »

19 janvier 1531 : « Ce matin l'évêque de Chieti est venu dans la chambre du sérénissime où étaient les conseillers et capitaines des Dix, et le sérénissime lui a communiqué la décision du conseil de suspendre la dégradation de Fra Hieronimo pour un bon motif. L'évêque a répondu en louant cette résolution, et il se dit très-satisfait (2). »

Ainsi la Seigneurie avait maintenu son droit de juridiction, et le prélat persécuteur, toujours acharné à sa proie, comptait bien n'y rien perdre. La sombre prison des puits rendait rarement ses victimes ! Fra-Galateo ne rentra dans cet enfer que pour languir et mourir, laissant comme unique trace de son passage sur la terre la confession de foi pieusement recueillie par Salarino : « Cette apologie, dit ce dernier, me fut communiquée à l'époque de sa rédaction, par un grand personnage de cette cité de Bologne, et je l'aurais alors publiée, si je n'avais craint de nuire à l'auteur et de redoubler la fureur de ses adversaires. Aujourd'hui qu'il n'est plus, je ne veux frauder sa mémoire, ni l'honneur du Christ, ni l'attente des gens de bien, en retenant cette lumière sous le boisseau (3). »

Écoutons, avec le respect qui lui est dû, cette voix d'outre-tombe qui excita peut-être de tardifs regrets dans le cœur de ses juges : « Nuit et jour, Messieurs, une seule pensée m'agite : mettre mon innocence dans tout son éclat, et puis-qu'il ne m'est pas permis de faire une profession de vive voix, je veux du moins la déposer dans cet écrit destiné au conseil suprême de la république. En lui est toute ma confiance, parce que si la justice divine reluit encore quelque part sur la terre, c'est dans le sein de cet illustre sénat qui préside aux destinées de la patrie. Né Vénitien, et nourri pour ainsi dire

(1) « E fu preso di sospende..... *per esser materia di stato.* »

(2) « Ezzo monsignor disse che anche lui laudava e rimase satisfatto. »

(3) L'œuvre de Galateo fut imprimée à Bologne le 2 février 1541 « per Luca Fiorano e suoi fratelli. »

dans les bras de Vos Seigneuries, si je parviens à vous démontrer mon innocence, je croirai avoir donné satisfaction au monde entier. Depuis longtemps je me serais acquitté de ce devoir, si mes ennemis m'en avaient laissé la liberté... Daignez donc, Messieurs, lire les pages que je vous adresse, et vous n'aurez pas de peine à reconnaître si les choses que je dis dans toute la sincérité de mon cœur, doivent être bannies de la république, ou reçues à bras ouverts, et acceptées comme apostoliques, catholiques et chrétiennes. »

Ici commence l'exposition des doctrines professées par Galateo, et qu'il est prêt à signer de son sang. Il admet la grâce souveraine de Dieu, et s'incline devant le mystère de la prédestination, qui n'exclut pas l'exercice de la liberté morale, « car nous ignorons le dessein de Dieu à notre égard, et nous devons tout présumer de son amour (1). » Le libre arbitre consiste à choisir le bien, à le désirer, avec le secours de la grâce qui nous est nécessaire pour l'accomplir. « Quand le premier homme sortit des mains du Créateur, il reçut en partage la liberté qu'il aliéna par le péché. Aujourd'hui il est infirme, misérable, et pareil au voyageur laissé pour mort sur la route par les brigands. Vient le bon Samaritain qui le relève, le met sur son cheval, le transporte dans une maison hospitalière et le rappelle à la vie. Comment, ô Jésus, un tel malade pourrait-il s'enorgueillir de sa guérison ? (2) A Dieu ne plaise que je nie le libre arbitre ! Mais nous ne pouvons le retrouver qu'en Christ, selon la parole de saint Jean : *Si le Christ vous affranchit, vous serez véritablement libres* ; ni les hommes ni les anges ne peuvent rien contre cette déclaration, car celui qui l'a faite est plus grand qu'eux tous. »

Comme tous les réformateurs du XVI^e siècle, Galateo repousse la doctrine des bonnes œuvres, avec la signification méritoire qu'y attachait l'Eglise romaine. Les œuvres sont la com-

(1) « Sempre però dobbiam sperare bene et aspettar bene da lui, se per grazia sua faremo la sua volontà. »

(2) « O Jesu mio, mo di che s'insuperbisce questo infermo ! »

séquence de la justification, qui dépose dans les âmes le germe d'une vie nouvelle. « Comment l'homme justifié par la foi ne porterait-il pas les fruits de la foi qui sont les œuvres bonnes et saintes ? La foi est un don de Dieu, et tous les dons divins fructifient en nous (1). Notre foi ne peut donc ressembler à un arbre stérile, qui ne porte pas de fruits. C'est seulement en ce sens que l'on peut dire que les bonnes œuvres sont *nécessaires*. Ainsi s'accordent les enseignements en apparence contradictoires de saint Jacques et de saint Paul. Nul ne saurait être chrétien, s'il ne réalise en lui la vie du Christ par l'observation de ses commandements. Le chrétien doit justifier ce beau nom par ses actes, à l'exemple de ce grand Scipion qui ne fut surnommé l'Africain qu'après avoir conquis l'Afrique ? (2) »

Même spiritualisme dans la question des sacrements réduits à deux, le baptême et l'eucharistie. La pénitence n'est pas un acte extérieur et matériel ; c'est un acte de repentir sincère et une sorte de renouvellement intérieur par le changement de la volonté qui passe du bien au mal. La confession n'a de prix que ramenée à son institution primitive. Elle revêt plusieurs formes, selon qu'elle s'adresse à Dieu, aux frères, au monde, au pasteur, et n'est nullement obligatoire. « C'est pour ainsi dire une consultation de l'âme qui, tourmentée par le sentiment de ses péchés, et se défiant de la miséricorde de Dieu, s'épanche au dehors, et trouve un soulagement dans la parole du confesseur qui lui retrace l'infinie richesse des miséricordes divines, laquelle surpasse toutes nos fautes ; or cette foi dans la parole de Dieu qui ne peut mentir entraîne la rémission de nos péchés (3). » Il y a loin de cette confession aux pratiques en usage, et à l'ignorance de certains confesseurs qui par leurs questions indiscretes enseignent trop souvent aux créatures des péchés qu'elles ignorent, et les induisent ainsi en tentation.

(1) « La fede è dono di Dio, e tutte le cose del Signore fructificano. »

(2) « Non se chiamò Scipione Africano finchè egli non ebbe soggiogata l'Africa. »

(3) « Et questa fede della parola del Signore che non può mentire fa che i peccati gli siano rimessi. »

« S'élever contre la confession tyrannique et mercantile, qui taxe les péchés et prétend les abolir à prix d'argent, ce n'est pas faire acte d'hérésie (1). »

Galateo ne s'exprime pas avec moins de liberté sur les vœux, l'intercession des saints, le purgatoire qu'il ramène aux seuls mérites de Jésus-Christ. Sa définition du baptême et de l'eucharistie semble plus voisine de Luther que de Calvin, mais demeure éloignée de l'interprétation catholique de toute la distance qui sépare un divin mystère accepté par la foi de la vertu magique du sacrement. Il professe le plus profond respect pour les décisions de l'Eglise conformes au témoignage des saints écrits. Il ne touche qu'en passant à la papauté, dont le prestige était singulièrement affaibli pour les contemporains d'Alexandre VI et de Jules II. Il hésite à se prononcer sur la légitimité d'un pouvoir que tant de scandales ont rendu suspect aux âmes pieuses. « Je le confesse, dit-il, mon ignorance est grande à ce sujet (*in questo articolo non so molto!*) mais si le pape est un fidèle interprète de la parole de Dieu, je crois au pape; sinon, je le repousse, fût-il un ange du ciel! (2) »

Par la souveraine importance qu'il attache à la divine Parole, Fra-Galateo est un vrai fils de la Réforme. Par là s'expliquent aussi les redoutables inimitiés qu'il attira sur sa tête, dans une Eglise fille de la tradition : « Il est vrai, dit-il, que partout où je prêchais, je portais en chaire avec moi la Parole de Dieu, non pour dénigrer qui que ce fût, mais parce que j'avais vu et je vois encore dans quel dépérissement sont tombées les brebis du Seigneur, privées du céleste aliment. Le peu que l'on prêche n'est que fables, inventions humaines, vaine philosophie, tandis que la Parole est négligée, et que le saint livre est la pâture des belettes et des rats dans la poussière des bibliothèques... O mon Jésus, tu le vois, par tant de négligence à cet égard, nous avons encouru la malédiction dont parle l'a-

(1) « Non conosco per questo esser eretico. »

(2) « Altramente, anchora che fosse un angelo del cielo, non credo nulla. »

pôtre; nous avons été livrés à notre sens pervers, et nous avons perdu le goût de la vérité. Aussi vrai que Dieu m'a fait miséricorde, j'ai voulu faire connaître le mystère de la croix, et ramener les âmes dans le droit chemin qui mène à la vie. Pour prix de mon zèle, j'ai été sept ans enseveli dans un cachot, et mon innocence ne m'a servi de rien. « Mais bien-
« heureux, a dit le Christ, ceux qui souffrent pour la justice,
« car le royaume des cieux est à eux (*perche di quelli è regno dei cieli*). »

La conclusion de cette apologie est une invocation aux Seigneurs de Venise pour qu'ils prennent en main la cause de la réforme religieuse dans leur Etat : « Regardez, Messieurs, cette primitive Eglise où l'on ne prêchait que Christ et son Evangile dans toute sa pureté : combien ses progrès furent rapides et ses institutions florissantes ! Voyez au contraire le déclin de la foi et de la charité qui accompagne de nos jours l'oubli de la sainte Parole ! De quelle effroyable corruption de la doctrine et des mœurs ne sommes-nous pas témoins ? Le zèle de la religion est tellement éteint dans les âmes qu'il n'en reste plus aucun vestige, et l'on peut dire avec le prophète Jérémie : La fille de Sion a perdu toute grâce, toute beauté; les béliers sont devenus comme des boucs. Les ennemis sont entrés dans le sanctuaire et l'ont profané; les vierges et les jeunes hommes ont été traînés en captivité; les prêtres et les anciens ont déshonoré l'objet de leur culte. Il n'y a plus ni loi, ni précepte, ni justice. Tout est corrompu. O Eglise autrefois si sainte, aujourd'hui si avilie ! (1) C'est à vous, Messieurs, qui avez reçu de Dieu l'autorité dans ce bel et grand Etat, sur terre et sur mer, de rendre à la Parole son libre cours, et de revendiquer votre part de l'héritage du Christ crucifié. Que celui, de qui procède toute bonne pensée, vous inspire ce saint désir ! (2) »

Ainsi s'élevait du fond d'un cachot la prière de ce juste qui

(1) « O Chiesa, o Chiesa, o Chiesa !... »

(2) « Il Signore, che opera tutte le cose in tutti, vi spinga a compiacergli ! »

ne trouva que de faibles échos au dehors. Perdu pour ses contemporains, son témoignage ne l'est pas pour l'histoire. Il ajoute un nom à ceux de Guirlanda, de Ricetto, de Segà, de Spinola, et de Baldo Lupetino, qui forment la chaîne des confesseurs vénitiens au XVI^e siècle. Il montre la même constance aux prises avec la variété des épreuves et la diversité des supplices. Les puits de Saint-Marc et les abîmes de la mer ont également recélé ces victimes d'une double intolérance, politique et religieuse, et ajouté leurs mystères à celui de l'éternel silence. Plus heureux que les amis qu'il précéda dans la voie du martyre, Fra-Galateo n'a pas quitté ce monde sans lui laisser un adieu, un suprême appel. Il est de ceux qui, quoique morts, parlent encore (1).

J. B.

(1) Voir pour plus de détails l'excellent article de M. Emilio Comba, dans la *Rivista Cristiana* de janvier 1878, p. 18-32.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

QUATRIÈME GUERRE DE RELIGION

(1572 — 1573)

LETTRÉS EXTRAITES DES MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE
IMPÉRIALE DE SAINT-PÉTERSBOURG, PAR M. JEAN LOUTCHITZKI

LETTRÉS DE VILLARS (1).

9.

Au duc d'Anjou.

Agén, 24 novembre 1572.

Monseigneur, vous entendrez, s'il vous plaist, par les lettres que j'escrrips à Leurs Majestés en quel estat sont les affaires de par dessa, ayant par trop grand regret que je ne puy y pourveoir si diligemment que désire et comme je cognois estre nécessaire. Monseigneur, que puy-je faire sans artillerye? rien qui vaille, que recevoir honte et donner cœur et courage aux ennemys du Roy et vostres. Je presse, j'escrrips à Mr. de Byron, aux capitaines des villes et chasteaulx où il y en a — ils me secourent si lentement et de si peu que en toutes choses je n'ay que quatre canons de Bourdeaulx, dont il y en un esvantré, avec si peu de poudre et de boulets que s'il ne vous plaist d'en faire une bonne despesche à Mr. de Byron, la fin de mon entreprinse viendra en nulle utilité pour le service de S. M. avecques cela une grande despence à ses subjects. Et ne doute point, Monseigneur, qu'on s'en prenne à moy de ce que je ne pourray may. Et avoyr opinion qu'on sceut prendre sur eulx la moindre place qu'ils tiennent sans artillerye, l'on se tromperoyt. Ils les fortifient tous les jours, y mettent fortes garnisons, et croy,

(1) Voir le *Bulletin* du 15 juin dernier, p. 232.

si l'on continue à ces longueurs, qu'ils fortifient Caussade de façon qu'elle se deffandra. On y use d'extreme diligence pour la mettre en deffence. Il n'y a qu'un moys quelle ne valoyt rien. Monseigneur, ils tiennent des propos si meschants et malheureux qu'il ne fault s'attendre qu'ils facent rien de bon que par force, vous asseurant que si ces beaux bailleurs de mandemens, tenants voz places par force et le langaige qu'ils tiennent, tumbent entre mes mains, qu'ils seront chastiez comme ils le méritent, et mys entre les mains de Chicot qui a desia esté à la guerre et failly d'estre prys. Vous suppliant, Mgr, de commander de me fournir promptement ce qui est nécessaire pour vous bien servir, de quoy j'ay plus denvye que de chose du monde. Vous cognoistrez, Mgr., que lequipage que j'ay, duquel je vous envoie un estat, n'est quasi rien. Au surplus je ne puy avoyr pour le plus que de deux cents chevaux des ordonnances qui n'est nombre suffisant pour la garde du camp. Il est vray que la noblesse de ce pays est grande et plaine de bon courage qui viendront volontiers, estant au siège d'une ville en ce temps d'hiver près de leurs maisons. Je ne doute que beaucoup auront affaire pour leur y en retourner. Si vous trouverez bon que je levasse deux compaignyes de chevaux legers, l'on en tireroyt service, vous suppliant, Mgr., croire que je m'efforceray en tout ce qui me sera possible de vous donner occasion de vous contenter de mon service, pour le moyns je vous feré de très bon cueur, duquel je supplie le Créateur, etc.

Vostre tres humble et très obéissant subject et serviteur

VILLARS.

(Lettres de Villars, n° 28. Orig. Sign. autographe.)

10.

Au Roy.

Agen, 24 novembre 1572.

Sire! par vostre lettre du 7 de ce moys V. M^{te} me commanda pourveoyr à vostre ville de Domme qui avoyt failly destre surprise le 18 octobre. Sire! Tout incontinant que jen avoys este adverty, je n'avoys failly dy remedier, et suivant Vostre commandement y ay renvoyé. Je croy que les plus grand coups sont ruez. Toutefois pour eviter pareils dangers, je y commetray quelque capitaine digne

de telle charge, comme j'eusse faict à beaucoup daultres places, nestoyt l'excessive despence qui se faict et dont V. M^{te} a eu plusieurs plainctes pour les troubles passés. Toutefois en une nécessité il fault fermer les yeux et y faire comme les occasions se presenteront. Jay aussi faict entendre vostre volonté, Sire, à M^r de Caumont, ladvertissant faire ses debvoirs de se saisir des entrepreneurs, comme aussi jay faict à dautres de Perigort qui nespargnient aucun moyen. Il est tres-difficile dempoigner ou prendre de Greffe pour le peu de sejour quil faict en chascun lieu, avec ce quil y a quelques gentilshommes se disant catholiques qu'on soubçonne le favoriser et retirer en leurs maisons, comme ilz faisoient aux derniers troubles. La dernière nouvelle que jay de luy et de Vivens est quilz sont à Cadenet, qui est à M^r d'Assier, avecques le vicomte de Gourdon. Jay promesse de tant de gens et mesmes d'aucuns de sa troupe de le mettre entre mes mains que jen espere bonne issue et y sera tres-bien receu. Cependant ceulx de Sarlat m'ont asseuré dobeyr à voz commandements pour la saisie des biens dud. Vivens. Sire! Quant au comte de Ventadour jespère asseurer V. M^{te} que depuis que jay veu M^r de Montpezat il ne s'est aucunement meslé du Lymousin. Ce qu'il en a faict, fut au commencement quil pleust à V. M^{te} l'envoyer en ce pays, estant ledict comte de Ventadour à Lymoges où il advisa ceulx du pays de se tenir sur leurs gardes. Et depuis ne sen est meslé et nen a nulle envye, encores que led. comte est si mal sain et de si loingtain pays quil en pourroit advenir inconvenient que ny donneroyt ordre, comme je feray, tant qu'il plaira à V. M^{te} me continuer le pouvoyr que jen ay, lequel, je croy, Sire, que ne me voudrez diminuer. Aussy mettray-je peine de vous bien servir. Quant à sa compagne, puisquil vous plaist la retenir pour la Rochelle, je m'en passeray bien, ne layant demandee sinon pource quelle ne faisoit aucun service en la garnison, et pareillement des Suisses, me sentant assez fort pour combattre vostre ennemy, en campagne, pourveu que la noblesse volontaire de ce pays ne se lasse. Mays, Sire, Vous scavez que ceulx qui sont sans soule viennent et sen vont quant il leur plaist, si est ce que je les retiendray le plus que je pourray comme meilleurs de Vos forces, ne pouvant avoyr avecques les six compaignes qui sont en ce pays qui sont deux cinquante (?) chevaux pour le plus qui est à peine suffisant pour fere les gardes ordinaires. Voz ennemys font

estat de mille tant bons que mauvais, mays pour cela je ne lairray de les combattre s'ilz me veulent attendre. Sire! le vicomte de Lovedan ma escript quil est bien marry dequoy les mutins se sont saisis de son chasteau de Malause. Touthoys ils sont dedans et tiennent la Garonne en si grande subjection qu'elle nest point navigable, mais jespere bien tost les aller veoyr. Sire! Je ne Vous puy celer que je nay peu avoyr que quatre canons de Bourdeaulx, et pour tirer quelque cent quarante coups. V. M. scait quavecques si peu dequipaige je ne puy faire grand exploict encores que de bonne volonté et diligence il ny manque aucune chose. Et sil Vous plaist, Sire, faire une bonne despesche à M. de Byron pour me pourvoyr d'artillerie et toute aultre munition necessaire, V. M. cognoistra que ma vye nesera espargnée pour vous rendre tout ce pays obeysant, et n'auroy contentement de moy mesme que je n'en aye chassé toute ceste vermine. Sire! Votre procureur général à Bourdeaulx m'a envoyé le double des informations faictes contre Pardaillan que je ramenay de Paris par commandement de V. M., et mayant fait tant de belles promesses, je trouvoys fort estrange quil eust usé de telles et si malheureuses parolles, bien ma ton dict quil avoyt esté avecques le sieur de Mirambeau, mays depuys il a esté de pardessa et ne lay voulu veoir, mays luy ay mandé se retirer vers V. M. et se justifier de ce dont il est chargé quil desadvient fort assurément. Je ne veulx du tout croire le premier (illisible) qui peult este mis pour quelque autre occasion, pour maintenant faire le bon varlet, mais si Pardaillan a esté si malheureux davoyr selleument songé ce qui est porté par lad. information et davoyr voulu surprendre la ville et chasteau de Blays, il luy fault un bourreau pour le punir exemplairement. Cependant jay adverty le lieutenant du S^r de Lansac de prendre soigneusement garde à sa charge. Sire! Par voz mesmes lettres il Vous plaist me commander de n'employer par desa pour la despense que le tresorier extraordinaire de voz gueres, mais Sire, ce qui en a esté fait est pource que pendant la levee des deniers imposés pour le service de V. M. un nommé la Ville, a fait avances de vingt cinq mille francs, sans lesquelz je me fusse trouvé bien court et le peuple eust beaucoup enduré par les gens de guerre non payés, aussy que ceulx du pays ne veullent eulx mesmes bailler les payeurs ne voulantz que les deniers se distribuent que par leurs mains : encores que le Feb-

vre soyt homme de bien comme jestime, touteffoys je croy quil n'eust voulu faire ceste advance qui estoit fort necessaire et pour laquelle le Sr de Masparrault y a pris grande peine comme il faict encores à le bien mesnager. Quant led. la Ville et ceulx dud. pays demoureront comptables pour en rendre les comptes où il plaira à V. M^{te} le commander, Vous suppliant treshumblement croire que je n'en toucheray un seul lyard que ce quil plaira à V. M. me ordonner par moys, n'estant raisonnable Sire, que je supporte toute la despense qu'il me fault faire n'ayant pris et ne voulant prendre aucune chose que à ma bourse, et sil plaist à V. M., Sire, par voz derniers commendementz je scauray ce quil Vous plaira m'ordonner et pareillement permettre que la despense se continue comme elle a commencé, car sans lad. advance j'auroys bien peu de moyen, n'ayant encores esté rien receu des deniers imposez sur les seneschaussez, mayz seulement quelque peu de ce qui avoyt particulièrement esté imposé sur ceulx de la nouvelle opinion, où je ne feray plus toucher sans Vostre permission, puisquil a pleu à V. M. le me deffendre, si esse que cestoyt argent content et sans mener bruiet, lequel on eust peu rendre cy apres, quant V. M. l'eust trouvé bon. Sil Vous plaist, Sire, Vous me ferez entendre si je doibtz continuer ce qui me semble tres necessaire de peur de demourer en arriere de plusieurs commoditez. Ceulx de Pons doibvent servir d'exemple de leur bonne volonté, et quel besoing il est de leur oster tous moyens de favoriser voz ennemys. Sire! La compaignye du Roy de Navarre et celle de M. de St Sulpice ayant faict monstre, se trouve de deniers revenants pour payer celle du jeune Monluc, ce qui a esté faict, la paye de cent hommes ordonnez pour Bayonne, lesquels je nay faict leve n'en voyant occasion, à cause que du coste d'Espagne il ny a rien à craindre, encores que le vicomte d'Ortez m'en ayt fort pressé. S'il plaisoyt à V. M. me faire delivrer ces deux parties qui sont en mains des tresoriers, cela mayderoyt aux fraiz continuels qu'il fault faire. Attendant sur le tout voz commandementz, je prie Dieu, Sire, vous donner en tres parfaicte santé trèsheureuse vie, etc.

Vostre treshumble et tresobeissant sujet et serviteur,

VILLARS.

(N° 26. Orig. Sign. autog.)

11.

A la reine mère.

Agen, 24 novembre 1572.

Madame ! Par ceste despesche V. M. entendra, s'il luy plaist, en quel estat sont les affaires de desa tant par les lettres que j'en escripts à voz M^{tes} qu'à Monseigneur. Madame ! Je crains merveilleusement que trouviez mauvais les longueurs dont ont use en ce pays et que à la fin lon ne sen pleigne à moy. Toutefois, Madame, je nen puy mays : les forces sont prestes destre employées qui ne peuvent rien faire sans artillerye, comme jay adverty voz M^{tes} par toutes mes despesches, et quelque diligence que jaye peu faire, je nay encores peu avoir que quatre canons de Bourdeaulx, dont lun est esvantré et si peu de poudre et boulets que ce n'est quasi rien, comme, Madame, vous verrez, s'il vous plaist, par l'estat que presentement jenvoye à voz M^{tes}, et s'il vous plaisoit, Madame, faire une bonne despesche à M. de Byron que promptement il me fist fournir ce qui m'est necessaire, jauroys opinion de vous bien servir, ce que je desire sur toutes choses. Et me semble, Madame, que la longueur dont on use en ce faict donne courage à voz ennemis de demourer en leur obstination et de prendre cueur, estants conduicts par des ministres qui leur despeignent ce quilz veulent avecques toutes les mutineries desquelles ils se peuvent advisé, leur faisant entendre que forces leur viennent de tous costez, avecques aultres langages si scandaleux que je tiens pour certain qu'on aura rien deulx que par force, et que je n'ose, Madame, vous declarer, tant sont pleines de mauvaise volonté. Madame ! S'il vous plaist voz M^{tes} auront esguard à ce que j'escripts au Roy pour le faict des finances, autrement, Madame, jen seroy souvent court, et faudra rembourser ce que La ville a avancé pour le desir quil a de vous faire service, qui sera comptable de ce quil mangera comme seroit un aultre tresorier. Aussi sil vous plaist que je continue de lever sur ces mutins, ce sera argent plus content que nest celui qui se leve par les seneschaussez, il n'en a encores esté rien receu. Et m'ostant ceste commodité, je seray souvent despourveu du principal. Et toutefois, Madame, il ny sera plus toucher sous permission de voz M^{tes}, ny

pareillement, Madame, je ne prendray rien pour moy que ne le mandez, asseurant V. M^{te} que toutes les despences que jay faictes jusques à aujourd'huy, ont esté prises à ma bourse, et bien payé tout ce que jay pris à mes hostes, (ne) voulant vivre comme daultres ont faict par le passé. Et en cest endroit je priray Dieu, etc.

Vostre tres humble et tres obeissant subject et serviteur

VILLARS.

(N° 27. Orig. Sign. autog.)

12.

Au Roi.

Agen, 29 novembre 1572.

Siré ! Je vous ay escript cy devant et donné entendre au long les raisons qui me avoient meu et constrainct à commettre ung nommé Laville à la recepte particuliere des deniers necessaires à l'entretenement de gens de guerre à pied estants en larmee que V. M. a faict mettre pour la reduction des villes de Montauban et aultres de ce gouvernement en l'obeissance de Vostre dicte M., et pensoye, veu l'impossibilité quasy qui y est de faire aultrement, que Vostre M. en fust demouré contente et satisfaicte ; mais ce jourdhuy ung commis du tresorier extraordinaire de guerres, nommé Jeannyn (?), me a apporté une lettre de Vostre Majesté par la quelle me mandez que je fisse mettre tous les deniers que avoys receus ledict de la Ville et qui se leveront cy a près es mainz dudict Jeamyn, ensemble tous les rolles, ordonnances et acquits de la depence ja faicte par mes ordonnances et mouvements. Sire ! Je ne eusse failly incontinent à executer voz commendements sil eust esté en ma puissance, car tant sen fault que ledict la Ville aye entre ses mains aucuns deniers de ceulx qui ont esté imposé par le pouvoir qu'il a pleu à Vostre M. men donner, que au contraire tous les scindiqs et depu- tez de ce gouvernement viennent tous les jours à moy pour soy excuser et chercher des moiens de ne rien paier et nen a esté encores receu ung seul denier. Ains au quotraire ledict la Ville a avancé pour vostre service du sien plus de vingt cinq mil livres ou denvi- ron et davantage. Je delibere faire faire monstres a toutes les com- pagnyes de gens de pied pour le payement desquels il ne fault point

faire estat de moins que de quatre vints quinze mil livres ou d'environ, sans ce que despend de l'artillerie, comme les gaiges des officiers, quatre cens pionniers que jay fait lever et tant de partyes inopinees, tellement, Sire, que je me trouve merueilleusement perplexe, nayant les moyens de satisfaire ausdictes despences. C'est la raison pour laquelle je faicts administrer ces deniers que vous avez permys dimposer avec le plus estroit mesnage que je puy, et sans tant de multitude d'officiers et qui est ung poinct. Je me ayde des deniers du dict de la Ville; il nous secourt pour le service de Vostre M^{te}, sans lequel secours il nous seroit impossible de pouvoir faire ladicte monstre desdictes compaignyes. J'espere, Sire, à la fin vous faire cognoistre et à tous M^{rs} de Vostre conseil que voz finances ne se peuvent plus fidellement menager que elles sont pardeca, y prenant beaucoup de plus garde que ez miens propres. Qui est la cause, Sire, que je desireroys quil pleust à Vostre M^{te} laisser achever ce que avons commencé pour Vostre service, suyvant vos desseings lesquels ne tendent que à bon mesnage, joinct la difficulté et quasi impossibilité à changer lordre commencé. En attendant responce, resolution et lintention de Vostre M., jay ordonné que le dict la Ville en tiendroict la charge nonobstant le commandement à luy fait par ledict Jeamyn, suivant une missive que Vostre M. lui escripvoit, à laquelle il estoit tout prest dobeyr, mais linconvenient du retardement du service de Vostre Majesté me a fait passer oultre, attendant Vostre resolution, Vous suppliant, Sire, de ne le trouver mauvais et croire que je nay rien devant les yeux que de faire ung signalé service à Vostre M^{te} ou de mourir à la peine, moienant quil Vous plaise me ayder de moyens necessaires comme je vous ay plus amplement fait entendre par le S^r Masparaulte, et despuis par une aultre despesche. Sire ! Je Vous pry croire que le S^r de...? (*illisible*), auquel jay commis la superintendance des finances qui se manient pardeca pour le service de Vostre M^{te}, y fait si exact et bon devoir pour tenir la main à ce que soyez fidellement servy en cest endroict et toutes aultres choses concernant Vostre service, que Vostre dicte M. se peult asseurer que toutes choses seront conduictes seurement et fidellement selon lintention dicelle, et penseraye luy faire tort et à ce que je veois quil fait pardeca au pres de moy, si je ne priays Vostre M. de le vouloir recognoistre en son endroict. Il y a longtemps quil vous fait service en maintes et grandes charges tant de hors

que dedans Vostre Royaulme. Je lay ouy plaindre que il neust jamais aucune recompense. Je Vous puis asseurer, Sire, que il est tres fidelle serviteur de Vostre M., et croys que son service vous sera ung jour agreable. Je seroys fort marry de le vous asseurer tel; si je ne le cognoissois. Ainsy, Sire, je me suys aperceu que depuys quelque temps ceulx de loppinion nouvelle se tiennent plus rogues et fiers que ilz navoient accoustument, mesmes ceulx qui avoient abjuré depuys peu de jours, tellement que je faics donner ordre en tous endroicts que ilz ne puissent rien attenter. De nouveau le Sr de la Vallete me a adverty que ceulx de Lettore portent en visage et façon de faire contenance que ilz pregnent quelque esperance de pouvoir remuer mesnage. Jay advisé avec ledict Sr. de la Vallete de y commettre ung gentilhomme, homme de bien et asseuré au service de Vostre M., le quel se nomme le cappitaine Bernardet, et parce que il est archer de voz gardes soubz la charge de Monsieur le Vidame de Mans, il Vous plaira trouver bon dordonner que ledict Sr. Vidame tiendra ledict Bernardet excusé du service, tant et si longuement quil sera employé a ladicte charge, qui sera l'endroit que je piray Dieu, etc.

Vostre tres humble et tres obeissant subject et serviteur

VILLARS.

(N° 31. Orig. Sign. autog.)

13.

Au Roy.

Au camp de l'Arrezet. Novembre 1572.

Sire ! A mon très grand regret je nay encores peu executer du tout la bonne volonte que jay eu toute ma vye au service de V. M^{te}. Toutefois en douze jours quil y a que je suys en vostre armée, jay reprins troys places qui tenoyent le navigage de Garonne et grands chemins de terre, tellement occupez que les marchands de Tholoze et Bourdeaux ne pouvoient librement traffiquer. La derniere que jay prise, est Terride qui a cousté soixante-six coups de canons si soudainement tirez que ceulx de dedans s'en sont estonnez et en parlementant ont esté forcés de sorte que jay faict pendre

aux fenestres celui qui y commandoyt, Vous asseurant, Sire, que si les capitaines m'eussent eu (1), tout eust esté taillé en pièces, réservés quatre ausquels lon avoyt promis la vye. L'argent en a fait plus sauver que je neusse voulu, et par adventure aucuns qui pourront encôres faire du mal. Et maintenant toute la Gascoigne est en vostre obeyssance. Ce suffisant porteur, Sire, vous comptera pour le moyens ce quil a veu. Et en puys je asseurer V. M. que M. de la Vallete vous y fait de si bonne volonté et que j'en reçois si grand soulagement que je ne le doy celer, ce qui me fait supplier tres humblement V. M., Sire, quil vous plaise avoir esguard à son long et continuel service et luy departir du bien des rebelles qui portent les armes par desa. Il le merite de longtems et a deux fils avecques luy qui, suivantz les mesmes veois du père, donnent grande et bonne assurance d'eulx. Il y a aussy en ceste petite armée bon nombre de noblesse et y en arrive chascun jour qui meritent bien destre recognens, et s'il playsoyt à V. M. de leur faire part des biens de ces mutins et de ce que jespere reduire soubz vostre obeyssance, cela leur feroyt continuer la bonne volonté quilz ont à vostre service. Quant à moy, Sire, je ne vous demande aultre chose sinon quil plaist à V. M. avoyr mon service pour agréable, me baillant moyen de contenter ceste noblesse et quelle cognoisse que à ma remonstrance vous leur faciez du bien et de l'honneur que fera que vous en tirerez service et contentement. Aussy, sil ne vous plaist avoyr esguard à ma supplication, je me tiens pour certain quilz se refroydiront comme il est raisonnable. Or, puys, Sire, que je ne vous demande rien pour moy, mais pour le service de V. M. et sur les biens de voz rebelles, sil vous plaist, mectroyez pour lad. noblesse ma requeste, et me semble, Sire, que le bien que leur ferez, sera mieulx employer que à d'autres qui n'ont continuer, comme eulx, à faire service à V. M. à leurs despences. Sire ! Ayant remis toute la Gascoigne en votre obeyssance, je remectray la dame de Terride en sa possession. Toutefois pour éviter pareil inconvenient, je laisseray là et à Belleperche de bonne gardes, et je passeray en Quercy et Rouergue pour y reprendre le plus des villes que je pour-

(1) Probablement *m'eussent cru*. Rapprochons ces lignes de celles de La Popelinière racontant la prise de Terride : « Ils parlementèrent et rendirent la place. Le payement du capitaine Fargues et autres qui avoient parlementé et rendu la place fut une corde qui les soustenoit des fenestres du chasteau en bas, pour quelque desplaisir fait à la Valette. »

roy avecques l'artillerie et peu de munitions que jay, esperant bien trouver jusques à vingt pièces, pourveu que les quatre canons qui sont dedans le Charles (?) me soyent baillés comme jay cydevant escript à V. M. Et croy, si jay de la munition que bientot je feray penser voz ennemis à leurs consciences. Aucuns d'eulx m'ont demandes saufconduit pour aller à la Rochelle et à Nismes, que je ne leur ay voulu accorder. S'ilz envoyent vers moy, comme on m'a dict qu'ilz veulent faire, je ne faudray incontinent, Sire, d'en advertir V. M., combien je nespere rien d'eulx qui soyt bon, et croy qu'ilz ne veulent que me faire perdre le temps que je desire si bien employer. Pour fin de la présente, je supplie treshumblement V. M., Sire, avoyr souvenance de ma toute juste requeste pour ceste brave et affectionnée noblesse et de celle que cydevant je vous ay presentee pour les petits enfants de M. de Montpesat et pour M. de Genesat (?) touchant la compaignye laquelle, Sire, vous ne pourriez plus dignement employer, pour donner à luy et aultres occasion de s'affectionner de bien en mieulx à vostre service. Sire ! Lesieur de Lamothe-Rouge a esté par dessa pour le gouvernement de l'artillerie. Il vous playra lexcuser en ses aultres charges. Et en ceste endroict je priroy Dieu, etc.

VILLARS.

P. S. Sire ! Depuys la presente escripte M. de Montal est venu acompagné de quarante ou cinquante gentilshommes en bonne volunté de vous faire treshumble service. Aussi est arrivé M. de Goas avecques la compaignye preste à faire service. Et de rechef, Sire, je vous supplie treshumblement avoyr souvenance de M. Genesac (?), car il le mérite. Aussi Mons. de Montfermeil m'a advisé comme il avoyt repris Terridé (1), suivant la commission que je lui avoyz donné.

(N° 35. Orig. Sign. autog. — La même lettre, n° 36 et 37, est adressée à la reine mère et au duc d'Anjou.)

(1) Dans la lettre à la reine-mère, au lieu de Terridé, on lit *château de Villandreault*, qui paraît plus exact.

14.

Au Roy.

D'Agen, 3 decembre 1572.

Sire ! Je receus hier celle qu'il a pleu à V. M. mescripre pour le capitaine Paulliac, et long temps auparavant, Sire, pour la nécessité du temps et pour prouvoyr promptement à plus grands maux, j'avoys desparty les regiments des gens de pied de l'armee levee pour cest effect, aux Srs. de Saint-Oriens, Bois-Jourdan et de St-Pourgeat, en reservant un pour led. capitaine de Paulliac encores quil ne fust icy lors dud. despartement, tellement que faisant ce que V. M. me commande, Sire, ce seroyt rompre ce qui a esté faict et recommencer lad. armee qui est toute presteet jusques icy a esté bien conduite par les dessusdicts qui ne (sauraient) estre denomméz en leur charge sans un grand malcontentement, qui me faict treshumblement vous supplier mexcuser, Sire, si j'ay differé obeyr à voz commandements, jusques à ce que je vous en eusse faict entendre loccasion. Cependant je ne perdray une seule occasion de bien faire, ayant delibéré me mettre lundy prochain aux champs avecques l'artilherye qui a esté fort longue à mettre en equipage. J'ay bien des moyens de recouvrer assez par dessa, mais je crayns fort demourer court de pouldre et boulets, s'il ne vous plaist, Sire, comme pardevant jay treshumblement supplyé V. M. commander à M. de Byron de m'en secourir, dont encores je vous fais treshumble requeste.

Sire ! Ne voulant, pendant que je seray aux champs, laisser aucune suspicion de donner aux villes et mesmement à Lectore qui importe à vostre service et repos du pays de Gascogne, jay pour beaucoup de bonnes considerations faict garder par les officiers dud. lieu pareil reglement quil vous a pleu estre faict pour les vostres qui sont de la nouvelle opinion, jusques aultrement en fust ordonné par V. M., laquelle je supplie treshumblement que led. reglement tienne pendant les affaires presentes, et par mesme moyen y vouloir continuer le nombre de soixante soldats quil vous avoyt pleu ordonner pour la garde de lad. ville, pour un temps qui expire le 20 de ce moys, et envoyer commission pour cest effect, vous asseurant, Sire, quil en est autant de besoing quil fut oncques. Pour les nouvelles qui viennent chascun jour des entreprises qui se font

sur voz villes, mesmes que presentement jay esté adverty qu'on avoyt voulu surprendre la ville d'Angoulesme et que les auteurs sont les srs de Lynardz et Bonneval, dont j'attands plus certaines nouvelles de M. d'Argiens, lequel comme je croy y aura donné bon ordre et la veule sœur (?). Dautant que cela est faict en ce gouvernement, s'il vous plaist, Sire, ainsy me le commander, j'en feray faire telle punition sur les personnes que les aultres y prennent exemple, sans avoyr esguard que lung d'iceulx est mon allyé bien proche, et vous asseure, Sire, que voyant leur mauvaise volonté, comme ilz la demonstrent, on doibt leur oster tous moyen de se prevaloir ou favoriser voz ennemis, comme je feroiy, puisqu'il a pleu à V. M. le permettre. M. de la Vallette est icy avecques moy, bien deliberé vous faire treshumble service, avecques lequel j'espere bien tost maprocher de voz ennemys et que Vostre M. en recepvra contentement, à quoy je delibere employer ma personne et tous mes moyens de pareille devotion que je prie Dieu, Sire, vous donner en tresparfaicte sante tresheureuse et treslongue vye

Vostre tres humble et tres obeissant subject et serviteur

VILLARS.

P. S. Sire ! Depuis la presente escripte jay advisé pour beaucoup de bonnes raisons que les soixante hommes qui sont à Leictore ne sont suffisantz pour la garde d'icelle en ce temps, et à ceste cause a y deliberé y laisser une compagnie de gens de pied.

(N° 33. Orig. Sign. autog. — Le même jour, deux lettres presque identiques au duc d'Anjou et à la reine mère, n° 39 et 40, leur recommandant Luzignan et La Caze. Celle au duc d'Anjou renferme ce *Post-scriptum* :)

P. S. Depuis la présente j'ay entendu de Luzignan (que) la noblesse qui est dedans Montauban ne desire rien plus que destre en vostre bonne grace et qu'il vous plaise oublyant ce qui est passé, vous asseurer qu'ilz seront tres affectionnéz à vous faire tres humble service, comme le sieur de Luzignan vous fera Monseigneur plus amplement entendre.

MÉLANGES

CATALOGUE DE DOCUMENTS

CONCERNANT L'HISTOIRE DE LA RÉFORME FRANÇAISE CONSERVÉS
AUX ARCHIVES DE STUTTGART

A Monsieur le Rédacteur du BULLETIN.

Nîmes, 11 mai 1873.

Dans un récent voyage en Allemagne, j'ai pensé faire chose utile à l'œuvre poursuivie par la Société de l'Histoire du Protestantisme français, en établissant avec soin le catalogue des pièces intéressant l'histoire de la Réforme, contenues dans le fonds français des Archives royales du Wurtemberg. Elles se rapportent à une des époques les plus agitées de notre histoire, et font revivre les lointains épisodes des guerres civiles. Leur étude montre une fois de plus le rôle si important du protestantisme dans notre patrie, en même temps qu'elle révèle, avec une entière évidence, la perfidie et l'ambition de la maison de Lorraine, et montre de quels sentiments français et chrétiens étaient animés les chefs des réformés. Combien nations et souverains changent avec les temps ! La France n'eut pas alors d'ami plus sérieux, plus dévoué que le duc Christophe de Wurtemberg : il apportait à servir ses intérêts le zèle le plus pur, l'esprit le plus élevé. Il n'était rien qu'il ne voulût tenter pour amener la paix dans notre malheureuse patrie alors si divisée.

Le duc Christophe avait vécu à la cour de France pendant sa jeunesse. Il s'était lié avec les Montmorency et les Guises, et ces relations se continuèrent pendant toute sa vie. On sait le rôle joué par le duc pendant la Réforme et quel zèle il montra pour la cause de l'Évangile. Cette influence qu'il avait acquise par son esprit aussi loyal que pieux, il ne voulait pas seulement en faire profiter l'Allemagne, mais aussi la France.

Dès l'année 1557, nous le voyons adresser au roi de France une lettre, admirable par les sentiments qui l'inspirent, en faveur des prisonniers pour l'Évangile. A dater de ce moment, il se trouve mêlé à tous les événements qui agitent le royaume ; il entretient une correspondance incessante avec le roi de Navarre ; il cherche à établir des

rapports suivis entre les Eglises d'Allemagne et de France, et il envoie des députés pour mieux préciser les points à débattre, et faciliter l'entente.

En 1561, on le voit nouer des relations suivies avec François de Lorraine et le prince de Condé. Les princes envoient sans cesse des députés à Stuttgart, et communiquent au duc les moindres détails sur les affaires de la religion. C'est le prince de Condé qui lui fait tenir l'arrêt déclaratif du parlement de Paris sur son innocence, comme plus tard il lui enverra la plaquette originale de la convocation du colloque de Poissy. On comprend dès lors tout l'intérêt des correspondances qui nous permettent de suivre pas à pas l'histoire si tragique de cette époque.

Mais Christophe espérait les plus grands résultats du colloque de Poissy, et sur la demande du roi de Navarre, il avait chargé trois des théologiens les plus savants du Wurtemberg de chercher à amener une conciliation sur le terrain de la confession de foi d'Augsbourg. Il faut lire les détails nombreux donnés par ces envoyés du duc pour comprendre à quel point il s'intéressait aux affaires religieuses. Avec quelle émotion j'ai retrouvé dans les archives, les feuilles volantes sur lesquelles furent imprimés immédiatement après avoir été prononcés les deux discours de Théodore de Bèze ! Il ne m'a été que trop aisé de constater l'insigne fausseté du cardinal de Lorraine, en le voyant démentir la parole qu'il avait donnée. Les théologiens en fournissent la preuve, car ils envoient au duc Christophe le journal exact de ce qui est arrivé à Poissy. Il faudrait pouvoir faire connaître les remarquables mémoires du duc sur la question religieuse en Europe, montrer combien son esprit était ferme, et avec quelle netteté il envisageait l'avenir de la Réforme. On est heureux de pouvoir rencontrer dans quelques lettres de Montluc, l'évêque de Valence, un langage digne de celui du prince de Wurtemberg.

Christophe ne se laissa pas décourager par le peu de succès du colloque de Poissy. Toujours zélé pour la cause de l'Évangile, il se tourna du côté des Guises, espérant pouvoir arriver à une entente avec le cardinal. On devine qu'il est ici question de la fameuse entrevue de Saverne, dont tous les détails sont conservés dans un long mémoire dû au duc lui-même. (*Bull.*, t. IV, p. 184.)

C'était sur la demande des Guises qu'il avait accepté l'entrevue à Saverne ; ceux-ci lui avaient envoyé Rascalon, une de leurs créatures, équivoque personnage qui, après la mort du duc, passera au service de la reine mère, pour être plus tard complètement désavoué par l'évêque de Rennes. Rascalon avait proposé au duc de venir courir un

cerf en Lorraine; en réalité il s'agissait des affaires de la religion. Christophe félicita hautement François de Lorraine de son zèle pour la pure religion, et lui envoya la confession d'Augsbourg. On sait à quoi aboutit la conférence que le récent historien de Christophe, le savant professeur d'histoire de la faculté de Tubingue, le docteur Bernard Kugler, appelle avec tant de raison, *la Comédie de Saverne*. A peine un mois s'était-il écoulé, que François de Guise donnait le signal des guerres civiles par le massacre de Vassy. En éprouva-t-il quelque honte? On serait tenté de le croire, car dès le 17 mars 1562, il écrivit une longue lettre au duc pour le prier de ne point croire ce qu'on dirait sur son compte. Il lui envoyait quelque temps après le Discours au vray sur ce qui était arrivé à Vassy, petite pièce justificative qu'il avait inspirée. Mais Christophe n'était pas aisé à tromper, car il avait pris des renseignements à Vassy même, et il put, d'après les rapports qu'il reçut, porter un jugement en connaissance de cause sur la conduite du duc de Guise. Le cardinal de Lorraine comprit ce qui s'était passé dans l'esprit du duc, et le pria humblement dans une longue lettre (tant il tenait à son estime) de ne point douter de l'innocence de son frère, et de lui conserver son affection.

Malgré cette triste expérience, le duc, d'accord avec le comte palatin, essaya encore d'agir sur les Guises, en proposant la réunion d'un concile qui trancherait les difficultés. Le cardinal de Lorraine ne craignait pas d'avouer lui-même qu'il désirait « une fructueuse réformation; » ce n'était sans doute qu'un calcul pour se ménager, au milieu des vicissitudes de la politique, alors plus versatile que jamais, les bonnes grâces du duc de Wurtemberg. Rascalon paraît de nouveau sur la scène; il apporte à Stuttgart l'assurance que le projet d'un concile national sera fortement appuyé par la cour de France. Mais les troubles recommencent; Christophe doit renoncer à ces tentatives, non sans avoir blâmé de la manière la plus sévère la duplicité des Guises. Les chefs réformés sont sans cesse en rapport avec la cour de Stuttgart. Les dépêches de Condé se succèdent, en même temps que les agents du duc en France lui adressent les relations les plus détaillées des événements quotidiens. Au mois de décembre 1562, la courageuse Madeleine de Mailly, la belle-mère de Condé, part pour Strasbourg avec la procuration des chefs protestants pour intéresser à leur cause les princes de l'Allemagne. Les Archives possèdent de nombreuses lettres de cette noble femme, qui s'emploie avec le plus grand zèle pour la Réforme. Mais Guise est assassiné par Poltrot; d'odieuses accusations s'élèvent contre l'amiral; Madame de Mailly fait justice de ces calomnies, tout en suppliant le duc de se méfier de Rascalon, qui

du jour au lendemain vient de passer du service des Guises à celui de la reine mère, et vient d'être accrédité auprès de la cour de Stuttgart comme envoyé de France. Mais une lettre de la princesse de Condé avertit sa mère de la paix qui vient d'être conclue à Orléans. La joie renaît dans les cœurs, comme le témoignent les lettres du prince de Condé, de l'amiral, de d'Andelot, du prince de Croy au duc Christophe. Madame de Mailly continue cependant son œuvre, comme le prouve son entrevue avec le duc de Wurtemberg le 22 mai 1563; œuvre que poursuivra après elle, auprès des princes du Saint-Empire, le sieur de Barthé, envoyé de l'amiral et de d'Andelot.

Ainsi se déroulaient des négociations qui, malheureusement, ne devaient point aboutir. Il y aurait, nous le croyons, une page intéressante de l'histoire diplomatique de la Réforme à écrire d'après ces documents. Le docteur Kugler a déjà utilisé ces précieuses ressources dans son *Histoire du duc Christophe*, mais l'auteur a naturellement écrit pour l'Allemagne son remarquable ouvrage, et en se plaçant à un point de vue français on pourrait envisager d'une manière nouvelle les rapports de la France et de la cour de Stuttgart pendant les guerres de religion. Dans le catalogue que je joins à ces quelques pages, je n'ai noté, comme vous pourrez le voir, que les pièces en langue française, celles en langue allemande sont beaucoup plus nombreuses, car les envoyés du duc ne rédigeaient le plus souvent que de cette manière leurs communications.

Il faudrait pouvoir les utiliser dans un travail d'ensemble sur les précieux matériaux conservés aux archives de Stuttgart, car ils abondent en détails vifs, précis, sur l'histoire des guerres civiles; mais un tel travail ne peut être entrepris que par un homme connaissant à fond le XVI^e siècle, et qui, grâce à cette connaissance, saura trouver aisément ce qu'on ose appeler, je crois, le joint des événements. Mais on peut dire déjà que la figure du duc de Wurtemberg se détacherait avec une rare noblesse du milieu de cette foule de personnages divers et d'agents plus ou moins suspects de la cour de Catherine de Médicis. Il aimait la France avec désintéressement, et seules les duperies et les fourberies des Guises purent lui faire abandonner la belle tâche qu'il poursuivait de réconcilier les partis. Ce prince à l'esprit ferme, au cœur loyal, a droit à un souvenir reconnaissant, et je m'estimerai heureux si de plus habiles que moi se sentent appelés à tenter un travail qui aura sa place marquée dans l'histoire de notre réformation française.

FRANCK-PUAUX.

1^{er} Carton. A.

1. Copie des supplications des prisonniers pour la religion en France. (En allemand.) 1557. (P. 2, b.)
2. Confessio ecclesiarum gallicarum. 8 octobre 1557. (P. 3, b.)
3. Même pièce. (Autographe.) 22 octobre 1557. (P. 4, b.)
4. Copie d'une lettre du duc en faveur des prisonniers. (Latine.) (P. 9.)
Data calendis decembris, anno 1557. Très-belle lettre d'un sentiment aussi pieux qu'élevé. (P. 18.)
5. Réponse de Henri II à cette lettre. (Copie.)
6. Copie d'une lettre d'Antoine de Navarre au comte Palatin, électeur du Saint-Empire. Paris, 14 octobre 1559. (P. 44.)
7. Lettre du Roy François aux eschevins de Metz. (Copie.) (P. 47, b.)
8. Lettres de M^{es} Eschevins et Treize de Metz au Roy. (Copie.) Affaires religieuses. (P. 47, c.)
9. La harangue de par la noblesse de toute la France au Roy Très chrestien Charles neuf. (Copie.) 1561, 25 janvier. (P. 49, a.)
10. Copie d'une lettre du duc de Wurtemberger au Roi Antoine de Navarre sur les affaires de la Religion. 10 avril 1561. (P. 54.)
11. Copie. Instructio generalis ad verbum pour le délégué du duc auprès du roi de Navarre. (P. 56, b.)
12. Copie. Lettre latine d'Hotomanus au duc. 8 juin 1561. (P. 72.)
13. Instructio legati ad regem Navarræ. 12 juin 1561. 12 feuilles grand in-4°. (P. 73.)
14. Capita deliberationis. Points de la discussion à préciser avec le roi de Navarre. (Latin.) (P. 74, b.)
15. Lettre au Roi de Navarre. (Française.) Copie. 17 juin 1561. (P. 75.)
16. Lettre de François de Lorraine. (Signature.) Curieuse, marquant que ceux de la religion ne font non plus de cas de leur confession et forme d'Eglise que de celle du pape. Paris, 2 juillet 1561. (P. 78, a.)
17. Copie de la lettre de François de Lorraine au comte Palatin. (Intéressante.) Paris, 2 juillet 1561. (P. 77, a.)
18. Journal d'une conversation de Balduinus avec la Roynne mère. 15 juillet 1561. (P. 80.)
19. Copie d'une longue lettre du duc à François de Lorraine. 25 juillet 1561. (P. 82, b.)
20. Copie d'une lettre du duc au Roy de Navarre. 25 juillet 1561. (P. 83, b.)
21. Copie d'une lettre du Roy de Navarre au comte Palatin. 15 juin 1561. (P. 90, b.)

22. Copie d'une lettre du Prince de Condé au comte Palatin. 29 juin 1561. (P. 90, c.)
23. Documents latins sur les points religieux en discussion avec le cardinal de Lorraine. (P. 92, b.)
24. Lettre d'Hotman, originale, entière de sa main, au duc. 8 août 1561. Strasbourg. (P. 97, a.)
25. Lettre de Balduin au Duc. Heidelberger. 10 août 1561. (P. 100, b.)
26. Pièce intéressante sur les questions religieuses. 13 août 1561. (P. 105, b.)
27. Lettre autographe de Vezniès. (?) 14 août 1561. Mission auprès de l'Admiral de France. 14 août 1561. (P. 106, a.)
28. Réponse faite au seigneur de Vezniès de la part de Monseigneur le Duc. Août 1561. (P. 107.)
29. Copie d'une lettre latine au Roy de Navarre. 28 septembre 1561. (P. 146.)
30. Lettre d'Hotman, autographe, au duc de Wurtemberg. Heidelberger, 27 septembre 1561. (P. 142, a.)
31. Lettre de M. de Villevielle, gouverneur de Metz, au duc de Wurtemberg. (Autographe.) 19 septembre 1561. (P. 139.)
32. Copie d'une lettre de Loys de Bourbon au comte Palatin. 19 septembre 1561. (P. 137, b.)
33. Nouvelles de France. (Sans nom d'auteur.) 16 septembre 1561. (P. 136, b.)
34. Supplications au Roy de la part de tous ses humbles, etc., qui désirent vivre selon la pureté de l'Evangile. (P. 136, n.)
35. Nouvelles du colloque de Poissy. (Sans nom d'auteur.) Trois grandes pages. (P. 133, a.)
36. Lettre de M. de Villevielle au duc. 19 septembre 1561. (P. 139, a.)
37. Nouvelles de France. Réconciliation du Prince de Condé et du duc de Guise. (Sans date et sans nom d'auteur.) (P. 133, c.)
38. Rapport de l'envoyé du Prince de Condé au duc de Wurtemberg sur la délivrance du Prince. (Sans nom d'auteur.) (P. 127, b.)
39. Lettre de Loys de Bourbon. (Signature.) 16 juillet 1561. (P. 126, h.)
40. Copie de lettres escriptes de France et envoyées à Strasbourg. (Sans nom d'auteur.) (P. 126, j.)
41. Copie du décret du Roy sur l'Edit ou pacification d'Amboise. 8 septembre 1561. (P. 126, d.)
42. Copie des demandes faites au Roy par ceux de la Religion. 8 septembre 1561. (P. 126, b.)
43. Arrest de la cour de Parlement de Paris déclaratif de l'innocence de Messire Loys de Bourbon, Prince de Condé. A Paris, de l'imprimerie de Robert Estienne, imprimeur du Roy. M. D. LXI. Avec Privilège du-

- dict seigneur. — Magnifique exemplaire en parchemin, 3 pages titre. (P. 125, e.)
44. Journal de la réconciliation de Guise et de Condé. 7 septembre 1561. (P. 125, c.)
45. Lettre d'Antoine de Bourbon au Duc. (Signature.) St Germain en Laye, 7 septembre 1561. (P. 125, a.)
46. Lettre d'Antoine de Bourbon au Duc de Wurtemberg. (Signature.) St Germain en Laye. 31 aug. 1561. (P. 123, a.)
47. Lettre de Loys de Bourbon au duc de Wurtemberger. (Signature.) St Germain en Laye. 30 aug. 1561. (P. 122, a.)
48. Convocation du colloque de Poissy. Plaque originale. — Par le Roy. Robertet. — De l'imprimerie de Vascosan, imprimeur du Roy, avec Privilège. (P. 110, b.)

2° Carton. B.

1. Lettre du duc au Roi de Navarre, au Roy et à la Roynie mère dépeschant un gentilhomme. 2 octobre 1561. (P. 2, 3, 4.)
2. Lettre du duc de Wurtemberg au Roy de Navarre sur les différences de la confession de foi d'Augbourg et de la confession des Eglises de France. (Latine.) 5 octobre 1561. (P. 5, a.)
3. Copie des Instructions données aux Théologiens du Duc envoyés à la cour du Roi de Navarre. 13 octobre 1561. (En latin.) (P. 6, a.)
4. Lettre du Maréchal de Villevielle, affaires religieuses à Metz. (Autographe.) 12 octobre. (P. 11, a.)
5. Copie d'une lettre d'Antoine de Navarre au Duc des Deux-Ponts, de Saint-Germain-en-Laye. Le 31 août 1561. Mission de Hotman. (P. 14, b.)
6. Rapport des Théologiens envoyés en France au Duc. (Allemand et latin.) Poyssy, 4 novembre 1561.
7. La Harengue de Théodore de Besze, ministre du S. Evangile, prononcée au nom des Eglises réformées et ministre d'icelles : En l'assemblée des Cardinaux, Euesques et Prélats de France tenans le concile national à Poissy, le 9 de septembre 1561. Avec une déclaration faite par luy-mesme sur certains poincts de la Religion, proposez en sa Harengue, à la Roynie : « Soyez toujours appareillez à répondre à chacun qui vous demanderaison de l'espérance qui est en vous. » (1. Pierre III.) MD. L. XI. 48 p. in-16, non coupées. (P. 16, d.)
8. Seconde Harangue de M. Théodore de Besze ministre du St Evangile prononcée à Poissy en pleine assemblée des Prélats de France en la présence de la Roynie mère et Princes du sang, le vingt sixiesme jour du mois de septembre 1561.

PSAL. XXI.

Ta main sçaura bien attraper
Ceux qui ton los et pris
Auront mis en mespris.

1561.

16 pages in-16, non coupées. (P. 16, h.)

9. Confession de la foy catholique contenant en brief la réformation de celle que les ministres de Calvin présentèrent au Roy en l'assemblée de Poissy, adressée au peuple de France, par F. Claude de Saintes, docteur en théologie. A Paris, 1561, chez Claude Frany en la rue Saint Jacques à l'enseigne St Martin. Avec privilège. (Copie manuscrite.) (P. 16, i.)
10. Copie d'une lettre des Théologiens envoyés à Paris. 4 novembre 1561, (P. 17, a.) Avec une longue note sur les discussions religieuses. Pièce 17, b-17, c. (Pièce en allemand et en latin.)
11. Copie des lettres des mêmes au roi de Navarre. (Latine). Saint-Denis, 25 octobre 1561. (P. 17, d. et P. 17, 8, e.)
12. Copie d'une lettre de Catherine de Médicis au Duc. Saint-Germain-en-Laye. Le 25 novembre 1551. (Intéressante.) (P. 19.)
13. Lettre du roi Charles au Duc, le priant de se reposer des affaires sur sa mère. Même date. (P. 21).
14. Copie d'une lettre du Roi de Navarre exprimant un vif regret que les théologiens du Duc fussent arrivés trop tard pour le colloque de Poissy. Même date. (P. 23, a.)
15. Lettre de Villevielle. 28 novembre 1561. (P. 23.)
16. Relation des théologiens du Wurtemberger à propos de leur mission en France. Décembre 1561. « Ducem Guisium, sæpius dixisse Regi Navaræ ante Synodum Possyacam fratrem suum cardinalem esse confessionis Augustinæ, et quod eam laudaret, sed in Synodo Possyaca publice illam damnasse, quod Rex Navaræ testari possit, Regina matre et principibus qui conventu interfuerint, et hoc ex cardinali audiverit. » (Très-long mémoire allemand-latin, fort intéressant.) (P. 28, a. b.)
17. Copie des lettres des théologiens du Duc de Wurtemberg au Roi de Navarre. Poissy, 9 novembre 1561. (P. 28, h. et 28, r.) et Poissy, 13 novembre 1561. (P. 28, l. et P. 28, n.)
18. Discours des choses advenues en l'assemblée tenue à Poissy par le commandement du Roy sur le fait de la Religion depuis le 17 août 1561. Long mémoire, 50 grandes pages, caractère très-fin. Suit la discussion jour par jour.
19. Lettres patentes du Roy sur le fait de la police et réglemant qu'il

veult estre tenu entre ses subjects, à Lyon, par Benoist Rigaud. 1561. Avec privilege. Sans doute opusculé connu, mais très-curieux : « Défendons par cesdites présentes, sur peine de la hart, qu'ils n'ayent doresnavant à s'entreiniurier, reprocher, outrager, offencer, ne prouquer l'un l'autre, pour le faict de la Religion, ne par autre propos tendant à sédition : mesmement par ces motz de Papistes ou Huguenots. » (P. 30, d.)

20. Longue délibération du Duc en réponse au Roy de France. Affaires religieuses. (P. 36, c.)
21. Confession de foy faicte d'un commun accord par les fidèles qui conuersent es pays bas lesquels desirent viure selon la pureté de l'Euangile de Nostre Seigneur Jésus-Christ. 1. Pierre III. Soyez toujours, etc. MDLXI. Suit une Remonstrance aux magistrats des Pays-Bas assavoir Flâdres, Braban, Hainault, Artois, Chastelenie de l'Isle et autres régions circonuoisines. Une epistre. 35 pages in-32, (P. 43.)
22. Lettre de Villevielle au Duc. 28 décembre 1561. (P. 44.)
- 22 bis. Remarquable et long mémoire du Duc adressé au Roy de France sur la question religieuse en Europe. 30 décembre 1561. (P. 45, b.)
- 22 ter. Copie d'une lettre du Roy de Navarre au comte Palatin. 19 novembre 1561. (P. 51, b.)
23. Très-long journal d'un grand intérêt rempli de détails sur le séjour de deux envoyés du Duc à la cour de France à propos de la Reine de Navarre, l'un d'eux écrit : « Constat et illud quod ipse vidi domum ipsius Reginae uxoris suae cura ac prudentia sic esse institutam formatam ac moderatam ut Ecclesiae typum longe pulcherrimum gerat. » (P. 51, c.)
24. Scriptum exhibitum Regi Navarræ. 2 novembre 1561. Affaires de la confession de foy d'Augsbourg. (P. 51.)
25. Lettre de Villevielle et nouvelles envoyées par le même. 12 janvier 1562. (P. 52, a. P. 52, b.) 2 mars 1562. (P. 75.) 21 mars. (P. 82.) 30 mars. (P. 83.)
26. Très-belle lettre de Montluc, évêque de Valence ; il déplore dans un langage très-élevé les troubles religieux. 23 janvier 1562. (Autographe.) (P. 61, a.)
27. Mémoire envoyé par Auguste Duc de Saxe sur la question religieuse au roy de France. (P. 63, c.)
28. Lettre de Rambouillet au Duc. (P. 68.)
29. Responsio data christianissimi Regis Franciæ Carol. IX legato nobili Duci de Rambouillet Cubiculario Regio. Scripta Neoburgi ad Danubium. 15 januarii anno reparatae salutis humanæ 1562. Wolfangus Comes Palatinus. (P. 71, b.)

30. Réponse du duc Christophe à l'envoyé de France Rambouillet.
28 février 1561. (P. 74, 5.)

3^e Carton. C.

1. Lettre de Rascalon envoyé du duc François de Guise, priant Christophe de Wurtemberger de se rendre à une partie de chasse aux environs de Nancy. (Entrevue de Saverne.) Date, 15 novembre 1561. (Autographe.) (P. n° 7.)
2. Lettre de François de Lorraine au Duc Chr. de W. au sujet des affaires de la Religion. (Signature.) 19 octobre 1561, de St Germain en Laye. (P. n° 7.)
3. Très courte lettre d'Antoine de Bourbon au duc Chr. de W. (Signée.) Datée de St Germain en Laye. 17 octobre 1561.
4. Belle lettre du duc de W. en réponse à François de Lorraine. Il le félicite de vouloir se faire instruire de la religion et lui envoie la confession de foi d'Augsbourg. Stutgardt, 22 novembre 1561. (Français. Copie.) (P. 4, a.)
5. Lettre de François de Lorraine, de St Germain en Laye. 19 octobre. Ecrite de la même écriture, mais je n'ai pas reconnu la signature habituelle du Duc. (P. 5, b.)
6. Lettre de Rascalon au sujet de l'entrevue de Saverne. 7 novembre 1561. (Autographe.) (P. 5, d.)
7. Lettre du Duc de Wurtemberger au Roi de Navarre. 7 décembre 1561. (Copie.) (P. 8, a.)
8. Lettre de François de Lorraine indiquant Saverne pour lieu de l'entrevue. Thionville, 30 décembre 1561. (Signature.) (P. 9, a.)
9. Lettre du Duc de Wurtemberger fixant la date définitive de l'entrevue et priant François de Lorraine d'amener le Cardinal. 10 janvier 1562. (P. 11, a.)
10. Lettre (très-courte) du duc de Lorraine pour assurer Christophe qu'il se trouvera à Saverne le jour indiqué. (Signature.) (P. 23, a.)
11. Copie d'une lettre du duc de Lorraine au duc des Deux-Ponts au sujet de l'entrevue. (P. 25, a.)
12. Relation manuscrite de la main du duc de l'entrevue de Saverne. (P. 27, b.) Ecriture difficile, heureusement la copie existe. (P. 27, d.)
13. Lettre du duc de Wurtemberg au Roi de Navarre. 27 février 1562. (Copie.)
14. Très longue lettre du duc de Guise au duc de Wurtemberger à propos du massacre de Vassy. (Signature avec post-scriptum de la main du Duc), suppliant Christophe de ne pas croire ce que l'on racontera du massacre. (Très-belle pièce.) 17 mars 1562. (P. 32, a.)

15. Lettre du duc Christophe à propos du massacre de Vassy. (Copie. (39, a.)
16. Copie d'une lettre du duc de Guise au comte Palatin. 19 octobre 1561. (P. 40, d.)
17. Nouvelles de Chalons en Champagne sur le massacre de Vassy, 4 pages manuscrites, sans nom d'auteur. (P. 46, d.)
18. Lettre du duc de Guise au duc de Wurtemberger. (Signée. Long post-scriptum de sa propre main. Il se défend contre les calomnies dont il se dit l'objet.) Daté 10 avril 1562. (P. 53, a.)
19. Discours av vray et en abrégé de ce qui est dernieremét aduenü à Vassi y passant Monseigneur le duc de Guise. A Paris. MDLXII.
Par Guillaume Morel, imprimeur du Roy par priuilege expres dudit Seigneur. Titre, et 15 pages in-12. (P. 59.)
20. Lettre du duc Christophe à Montluc, évêque de Valence. (Latine) Copie originale de la main du duc. 15 avril 1562. (P. 60.)
21. Lettre du duc à la Reine mère. (Copie originale.) 15 avril 1562. (P. 61, a.)
22. Lettre du duc au Roi de Navarre. (Copie.) 15 avril 1562. (P. 62, a.)
23. Longue lettre du Roi Charles au duc sur la situation politique. (Très intéressante.) (Signature et plus bas Bourdin.) (P. 63, a.)
24. Courte lettre de Catherine de Médicis. (Signature seule et plus bas Bourdin.) Les deux du 17 avril 1562. (P. 64, a.)
25. Ad Reginam DOM. Catharinam viduam, etc. (Copie d'une lettre de Wolfgang.) (P. 73, f.)
26. Ad Regem Galliæ ut veram doctrinam Evangelii amplectatur. Neuburgi 12 aprilis 1562. (Wolfgang.) (P. 73, g.)
27. Ad Regem Navarræ, du même. (P. 73, 1.) Copie de plusieurs pièces émanant du Triumvirat, documents probablement connus. (P. 76 et suivantes.)
28. Copie de lettres au Roi de Navarre, à la Reine mère, au Prince de Condé. (Les trois du duc de Wurtemberger.) (P. 87, 88 et 89.)
29. Sur les préparatifs de la guerre civile. 8 may 1562.
30. Lettre du comte Palatin et du duc de Wurtemberger au duc de Guise, par laquelle il s'offre pour procéder à une entente entre les partis. (Copie.) 8 may 1562. (Pièce 90.)
31. Copie d'une lettre du duc Christophe en faveur de Condé, adressée à la reine-mère. 16 mars 1562. (P. 96, b.) Copie d'une longue lettre de Charles IX au duc des Deux-Ponts, en date du 17 avril 1562. (P. 100, d.) Copie d'une lettre de Catherine de Médicis au même. (P. 100, e.) Copie des deux requestes présentées au Roy et à la Roynne de la part

du duc de Guise et des seigneurs connétables et maréchal de Saint-André, par le triumvirat. Avec la réponse faite par Monseigneur le Prince de Condé sur icelles. 19 mai 1562. (P. 104, a.) Lettre d'Antoine de Navarre avec signature. 20 mars 1562. (Pièce 105, a.) Très-longue lettre entièrement de la main du Cardinal de Lorraine, très-curieuse : il souhaite de tout son cœur « quelque bonne assemblée sainte réunion des églises et fructueuse réformation, et vous supplie Mosieur croire que je le sans et pense ainsi. » Il se défend contre les accusations « car, dit-il, du côté de Messieurs mes frères et de moy, il ne sortira rien indigne du sang d'où nous sommes issus. (Signée.) Paris, 22 mars 1562. (Pièce 109, a.) Lettre de François de Guise au duc. (Signée.) Avec un long post-scriptum. 16 mai 1562. Même sujet que la précédente. (P. 110.) Lettre de Rascalon envoyé du duc de Guise, assurant que le projet d'un concile national a été proposé devant la Roynne-mère et devant le Roi de Navarre, qui ont trouvé que par ce moyen on pourra mettre en repos la France ; il annonce son arrivée à Stuttgart. Paris, 23 mai 1562. (P. 111, a.)

4^e Carton. D.

1. Recueil de nouvelles sur les événements qui se sont passés en France en l'année 1562. (En allemand.) Ce Recueil se compose de nombreuses pièces et serait intéressant à consulter, car il est dû à l'envoyé du duc Christophe à la cour de France.
2. Détails sur la guerre civile. (Latin sans nom d'auteur.) 5 août 1562. (P. 15, g.)
3. Copie d'une lettre du duc de Wurtemberg à M. Doysell. Affaires de la religion. 12 août 1562. (P. 18, a.)
4. Copie d'une lettre du comte Palatin à la Roynne mère. 20 août 1562. (P. 25, b.)
5. Copie d'une lettre de la Roynne mère au comte Palatin. 19 juillet 1562. (P. 25, c.)
6. Lettre de Charles IX au duc accréditant un envoyé. Signature et plus bas Bourdin. 27 août 1562. (P. 28.)
7. Lettre de Catherine même sujet. (Signature et plus bas Bourdin. 27 août 1562. (P. 29.)
8. Mémoire de ce qui a été remontré à Rascalon de la part de Monseigneur le Duc de Wurtemberg. 6, 7, 8 septembre 1562, 16 pages. (P. 41, b.)
9. Mémoire de l'envoyé de France au duc sur les sentiments du Roy et de la Roynne. 19 septembre 1562. (P. 45, a, et P. 46, a.)
10. De l'Estat de la France. 20 septembre 1562. 3 pages. (P. 50.)

11. *Extrait d'une lettre de Monsieur l'Amiral à Monsieur d'Andelot du 25 décembre 1562.* (P. 51, b.)
12. *Arrêté du Roy. 22 septembre 1562.* (P. 51, c.)
13. *Mémoire du Duc pour l'envoyé du Roy de France. (En latin.) Très-remarquable, et blâmant avec rigueur la conduite des Guises. 2 octobre 1562.* (P. 55.)
14. *Lettre de Louis de Bourbon au Duc. Signature. 3 octobre 1562.* (P. 36, a.)
15. *Copie de la défense du Prince de Condé. Octobre 1562. (Pièce 60, a. et P. 60, c.)*
16. *Lettre de Madeleine de Mailly au Duc. 14 octobre 1562.* (P. 61, a.)
17. *Extrait des nouvelles qui ont esté mandées de Monseigneur le Prince de Condé à Monsieur d'Andelot, escript d'Orléans. 28 septembre 1562. 1 page.* (P. 61, b.)
18. *Lettre de Madeleine de Mailly au Duc. 10 novembre 1562.* (P. 67, a.)
19. *Copie du Mémoire envoyé par le Cardinal de Lorraine au Roy de Navarre. 10 novembre 1562.* (P. 67, b.)
20. *Lettre de Madame Madeleine de Mailly demandant des secours au Duc. (Autographe.) 13 novembre 1562.* (P. 70.)
21. *Duplicata de la dépêche envoyée par le Prince de Condé et collationnée à l'original, signé Chastillon. Escripte au camp de Hormoy. 18 décembre 1562.* (P. 71, a, et 71, b.)
22. *Procuration des princes protestants à haute et puissante dame Magdaleine de Mailly dame de Rey. (18 novembre 1562. Copie. (Pièce 73.)*
23. *Lettre de la princesse de Condé (signature) demandant l'appui du duc en faveur de son mari. Décembre 1562.* (P. 75.)

5^e Carton. E.

1. *Copie de lettres du duc Christophe à la Reine mère, au Roy, au Roy de Navarre, au Prince de Condé. 9 juin 1562.* (P. 20, 21, 22, 23.)
2. *Instructions pour l'envoyé du duc en France. 12 juin 1562.* (P. 28.)
3. *Lettre de Vezines envoyé de Condé au duc des Deux-Ponts. 12 juin 1562.* (P. 30, c. P. 30, d.)
4. *Pastores ecclesiarum Galliarum congregati Aureliæ in Synodo Nationali. Au duc de Wurtemberg. 4 may 1562.* (P. 30, f.)
5. *Lettre du duc au cardinal de Lorraine. 13 juin 1562.* (P. 31, a.) (Copie.)
6. *Copie de la lettre du duc de Wurtemberg au duc de Guise. 13 juin.* (P. 32, a.)
7. *Lettre de Louis de Bourbon. (16 juin 1562. (Signature.)* (P. 40.)

8. Lettres de Chastillon et Andelot au Duc. Aureliæ, 15 Calend. Julias 1562. (Signature.) (P. 41.)
9. Ordonnance du Roy et de Monsieur le Côte de Brissac, Mareschal de France, Lieutenant général et Gouverneur de sa Maïesté en la ville de Paris sur le faict de la Police de ladicte ville. Publiée à son de trompe le XVIII^e jour de Juin M. D. LXII. A Paris par Jehan Dallier libraire demeurant sur le Pont St Michel à l'enseigne de la Rose blanche. 4 pages. (Pièce intéressante prescrivant à chaque habitant de Paris de faire sa déclaration de foi auprès du capitaine du quartier.) (P. 42.)
10. Lettre du Roi Charles au duc de Wurtemberger. 20 juin 1562. (P. 54, a.)
11. Recueil de pièces allemandes donnant presque jour par jour des nouvelles de la guerre civile. Juin et juillet 1562. (P. 54 et suivantes.)
12. Extraict d'une Lettre escripte de la main du duc de Guÿse au cardinal de Lorraine. 16 juin 1562. (P. 65.)
13. Lettre de Loys de Bourbon au Comte Palatin et au Duc de Wurtemberger. 7 juin 1562. Lettre remarquable : Condé se déclare prêt pour maintenir la pure parole de Dieu à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang. (P. 68, b.)
14. Edict du Roy sur les articles faicts par la faculté de Théologie, plus autre Edict touchant la juridiction des Prélats et inquisiteurs de la Foy, alenootre des personnes laycs et ecclésiastiques, chargées ou accusées d'hérésie. Paris, 1562. Avec Privilège. 40 pages. (P. 68, e.)
15. Lettre de François de Lorraine au duc de Wurtemberger. (Signature de Bloye.) 5 juillet 1562. (P. 72, a.)
16. Copie d'une lettre du même au comte Palatin. Même date. (P. 73.)
17. Lettres du Roy de France et de Catherine au Duc. (Signature.) 15 juillet 1562. (P. 82. P. 83.)
18. Mémoire sur l'état de la France. Juillet 1562. (Sans nom d'auteur.) Intéressant. 10 pages. (P. 84, b.)
19. Copie d'une lettre d'Hottman. 11 juillet 1562. (P. 92, p.)
20. Mémoire sur les affaires religieuses présenté au duc par le chevalier de Villegaignon. (Signature.) 25 juillet 1562. (P. 101, a.)
21. Longue lettre de François de Lorraine au Duc, 24 juillet. Du camp de Bloy. (Signature et longue apostille de la main du duc.) (P. 100, a.)

Ce carton renferme un grand nombre de correspondances en majeure partie allemandes, quelques-unes latines ou françaises dues aux envoyés du duc en France, et dont l'étude pourrait jeter quelque lumière sur l'histoire de cette époque.

6. Carton. P.

1. Lettre de Madelains de Mailly, (Signature.) Strasbourg, 6 février 1563, (P. 6.)
2. Recueil des derniers propos tenus par Messire François de Lorraine à l'heure de son trépas. (Copie de l'original imprimé.) (P. 8.)
3. Lettre de Madeleine de Mailly. (Autographe.) Strasbourg, 27 février 1563, (P. 10, b.)
4. Pièce de vers sur la mort de Guise. 27 février 1563, (P. 10, c.)
5. Lettre de Madeleine de Mailly. 3 mars 1563. Strasbourg. (Signature.) (P. 13.)
6. Lettre de Catherine de Médicis accreditant Rascalon auprès du Duc. 3 mars 1563. (P. 14, a.)
7. Lettre de Madeleine de Mailly, 5 mars 1563. Strasbourg. Cette lettre, comme les précédentes, a trait aux négociations à entamer avec les princes allemands. (P. 15, a.)
8. Copie de l'engagement pris par le Landgraf de Hesse vis-à-vis des réformés. (P. 15, b.)
9. Lettre de Rascalon au Duc. 23 mars 1563, (P. 16, a.)
10. Récit de l'audience accordée à Rascalon par le duc. (Très-intéressant.) Mars 1563. (P. 17, c.)
11. Lettre de Loys de Condé au Duc. 16 mars 1563. (Signature.) (P. 18, a.)
12. Protestation de Condé. (P. 20, a.)
13. Lettre d'Andelot au duc. 14 mars 1563. D'Orléans. (Signature.) (P. 21, a.)
14. Lettre de Madeleine de Mailly avertissant le duc de se mettre en garde contre Rascalon. De Strasbourg, 15 mars 1563. (P. 22, a.)
15. Copie des instructions données à l'envoyé du duc près la Reine mère. Mars 1563. (Très-importante.) (P. 23, b.)
16. Lettre de Madeleine de Mailly. Strasbourg, 26 mars 1563. (P. 28, a.)
17. Lettre de M^{lle} de Rey à sa mère lui annonçant la paix. (Autographe.) 3 de mars 1563. (P. 28, b.)
18. Extrait des nouvelles de la paix qu'on a envoyées d'Orléans à Madame de Rey. Mars 1563. (P. 29.)
19. Lettre de Loys de Bourbon au duc au sujet de la paix. (Signature.) 31 mars 1563.
20. Lettre du Prince Anthoine de Croy au Duc le remerciant de l'assistance donnée aux Eglises. (Autographe.) Caen, mars 1563. (P. 36, a.)

21. Lettre de l'Amiral à propos de la paix. D'Orléans des premiers jours d'avril 1563. (Signée.) (P. 37, a.)
22. Lettre d'Andelot au duc. 1^{er} avril 1563. (Signée.) (P. 38, a.)
23. Lettre du duc au Prince de Condé. 5 avril 1563. (Copie.) P. 41, a.)
24. Lettre de Madeleine de Mailly défendant l'amiral contre ceux qui l'accusent d'avoir fait tuer Guise. (Strasbourg, 5 avril 1563. (P. 42, a.)
25. Protestation faite par celui qui a tué M^r de Guise. Pièce jointe à la précédente.) (P. 42, c.)
26. Lettre de Madeleine de Mailly. Strasbourg, 11 avril 1563. (P. 43, a.)
27. Lettres de Charles et Catherine de Médicis au Duc. 14 avril 1563. (P. 45, a. P. 46, a.)
28. Copie des instructions données à M. de Rambouillet, envoyé du Roi près le duc. 14 avril 1563. (P. 47, a.)
29. Lettre de Madeleine de Mailly au Duc. Strasbourg, 25 avril 1563.) P. 48, a.)
30. Copie d'une lettre du duc à M^e de Mailly fixant une date pour une entrevue. (P. 49, b.)
31. Lettres de Madeleine de Mailly au Duc. Strasbourg, 7 mai 1563. (P. 54, b.) et 10 mai 1563. (P. 63.)
32. Convention entre le Landgraf de Hesse et de Ramboillet (Latin.) Intéressant. On y lit à propos de l'armée allemande employée par les huguenots : « Sed et Dominus de Andeloth aperte protestatus est et celsitudini suæ sancte promisit, se exercitu illo germanico nullo pacto adversus regem, sed multo magis pro tuenda regis dignitate ac recuperanda libertate usurum, et si quis aliquid adversus Regis personam, vel in detrimentum ipsius status machinaturus esset, operam sese daturum, ut hunc ipsam manibus suis confederet. » (P. 58.)
33. Responsum legato Principis Condensis. 13 mai 1563. (P. 60, b.)
- 33 bis. Mémoire des propos tenus entre Monseigneur le duc de Wurtemberg et ma dame de Roye concernant le fait de la Religion en France. 22 mai 1563. (P. 65, a.)
- 33 ter. Réponse du duc des Deux-Ponts à l'envoyé de Condé. 22 mai 1563. (P. 66, b.)
34. Ce que Madame de Roye doit proposer à Messieurs les princes du Saint Empire. Strasbourg, 15 mai 1563. (P. 69, b.)
35. Des conditions nécessaires pour rétablir la paix en France. (Latin.) (P. 69.)
36. Lettre de Madeleine de Mailly. 8 juin 1563. Nancy. (P. 75.)

37. Double de l'instruction donné au secrétaire Millet près le Duc et fait au bois de Vincennes. 4 juin 1563. (P. 76, b.)
38. Double de la déclaration que Monseigneur le Prince de Condé a fait pour Monsieur l'amiral en la présence de la Roynie. 17 juin 1563. (P. 78.)
39. Lettre de Condé au duc. Juillet 1563. (Signature.) (P. 86.)
40. Lettres de l'Amiral et de d'Andelot au Duc. De Chastillon. 12 septembre 1563. (Signées.) (P. 96 et 97.)
41. Instructions au sieur de Barthé des propos qu'il doit faire entendre aux très illustres du Saint Empire vers lesquels il est mandé de la part de Messieurs l'Admiral de France et d'Andelot. Chastillon, 12 septembre 1563. (P. 98.)
42. Longue dissertation sur le rôle de l'amiral dans les guerres civiles et surtout à cause de l'assassinat du duc de Guise par Poltrot. Copie sans doute d'un mémoire de l'amiral. Le 5 mai 1563. (P. 98, b.)
43. Lettre du Roi Charles au Duc. 23 septembre 1563. (P. 99.)
44. Lettre du Prince Antoine de Croy au Duc. Septembre 1563. (P. 101.)
45. Lettre de Madeleine de Mailly. Muret, 2 octobre 1563. (P. 103.)
46. Lettre de Louis de Bourbon. Muret, 6 octobre 1563. (P. 104.)
47. Lettre d'Hottman. Chastillon, 3 octobre 1563. (Autographe.) (P. 109, b.)
48. Copie d'une lettre de Condé au Landgrave de Hesse escrit à La Ferté. 11 octobre 1563. (P. 109.)

7^e Carton. G.

1. Lettre du Roi Charles au duc. 1567. 15 février. (P. 1.)
2. Lettre de Catherine de Médicis. Même date. (P. 2, a.)
3. Lettre du Marquis de Bussy au Duc. 18 juin 1563. (P. 20.)
4. Bruits et émotions en France. 5 octobre 1567. Sans nom d'auteur. 2 pages manuscrites. (P. 37 et 38.)
5. Copie d'une lettre de Louis de Bourbon au Duc. 7 septembre 1567. (P. 39.)
6. Supplication du Prince de Condé au Roy. (Copie.) Octobre 1567. (P. 40.)
7. Mémoire sur l'état de la France. 1567 (P. 41.)

Je ne cite pas un grand nombre de lettres de Catherine et de Charles IX accreditant des ambassadeurs.

8. Lettre du Prince de Bouillon. Sedan, 14 octobre 1567.

P. 9. Instructions sur les affaires de France. 1567. (P. 55, a.)

- B^e 10. Discours de Lignerolles envoyé de la cour de France près le

- duc. 6 novembre 1567. Pièce importante, signée par Lignerolles sur la demande du duc. (P. 69, b.)
12. Long mémoire latin sur les causes qui ont fait prendre les armes au Prince de Condé. 10 novembre 1567. (P. 75, c.)
 13. Mémoire de l'Evêque de Rennes pour le duc. 12 novembre 1567. (P. 76, a.)
 14. Responsum Ducis ad petitiones Episcopi Rennensis legati Regii. 15 novembre, anno 1567.)
 15. Relation très-intéressante (latine) du voyage et de la mission de Aurelius de Vergeryo à la cour de France. 19 novembre 1567. (P. 91.)
 16. Copie d'une lettre de l'Evêque de Rennes à Georges-Frédéric, électeur de Brandebourg, 23 nov. 1567. (P. 101, b.)
 17. Lettre du même au duc. 4 nov. 1567. (P. 108, a.)
 18. Longue lettre de Charles IX. 9 novembre 1567. (P. 110, a.)
 19. Longue lettre de l'Evêque de Rennes au Duc. 16 décembre 1567. (P. 114.)
 20. Du même au Duc. 25 décembre 1567. (P. 117.) 8 janvier. (P. 125, a.)
 21. Journal de la cour de France. 30 janvier 1568. 1 page. (P. 138, b.)
 22. Copie de la Résolution de la volonté du Roy de France sur le fait et négociation de la paix a traicter avec le prince de Condé et ceux de sa suite. 30 janvier 1568. (P. 138, c.)
 23. Copie de la Response du prince de Condé et ceux de sa suite aux articles de la Résolution du Roy sur le fait et négociation de la paix. 30 janvier 1568. (P. 138, d.)
 24. Longue lettre de l'Evêque de Rennes au duc. 1^{er} Feb. 1568. (P. 140.)

8^e Carton. H.

1. Lettre du duc à la duchesse douairière de Guise. 6 fév. 1568. (P. 1.)
2. Lettres de la duchesse de Guise. 8 feb. 1568. (P. 2.) 14 mars. (P. 19.)
3. Exemplum literarum ad serenissimum Regem Franciæ pro pace in Regno Galliæ restituenda. 14 Feb: 1568. (P. 14, c.)
4. Copie de la lettre du Roy de France responsive à celle de S. M. I. sur le fait de la capitulation et traité de paix à faire par le Roy avec ses subjects rebelles, en date de Paris du 22 mars 1568. (P. 24, b.)
5. Double du traité que le Roy a envoyé à Monsieur le Prince de Condé. (P. 25, b.)

6. Lettre de l'amiral. (Autographe.) Ochatillon, 13 juin 1568. (P. 31, a.)
7. Lettre de D'Andelot. (Signature.) Même date. (P. 32, a.)
8. Lettre de Loys de Bourbon. 22 juin 1568. (P. 33, a.)
Ces trois lettres recommandent le sieur de Francourt, envoyé des princes à la cour de Wurtemberg.
9. Lettres de Charles IX et de Catherine de Médicis envoyant un ambassadeur. 25 juin 1568. (P. 34 et 35.) Du 17 août. (P. 42 et 43.) Du 14 octobre. (P. 60 et 61.)
10. Dépêche de De Lus agent de la cour de France au Duc. Circa 18 Jul. 1568. (P. 37.)
11. Lettre très-curieuse de l'Evêque de Rennes déclarant que Rascalon n'a jamais été chargé d'une ambassade près le Duc. « Leurs Majestés, dit-il, s'esbahyssoient grandement de la témérité du personnage. » 19 août 1568. (P. 44, b.)
12. Deux petits billets de Condé et de l'Amiral signés, 23 août 1568. (P. 45, a. P. 46, a.)
13. Lettre de l'Envoyé des Princess Francourt au Duc, Heidelberg, 4 septembre 1568. (P. 52.)
14. Discours des affaires de France. Long mémoire du même. 4 septembre 1568. (P. 53.)
15. Instruction au sieur de Masparault conseiller du Roy et maître des Resquêtes ordinaires de son hostel envoyé présentement en Allemagne. 14 octobre 1568. (P. 62, b.)
16. Longue lettre de De Lus. 20 octobre 1568. (P. 63.)

9^e Carton. J.

1. Mandata a nobis Henrico, etc. Segurio Pardiliano. Instructions du Roi de Navarre à son envoyé près les princes d'Allemagne. Long mémoire latin concluant à la nécessité d'une convocation d'un Synode entre les Eglises de France et d'Allemagne. De Nérac, 15 décembre 1584. (P. 1 et P. 2.)
2. Lettre du Roi de Navarre au Duc. (Signature enlevée.) Mais cette apostille de la main du Roi. « Je vous pry Mons^r mon cousin fere paretre en ceste si importante occasion combien vous desyres l'avancement de la gloire de Dieu et le byen de la France laquelle je veux croire que tous les princes du St Empire ne laisseront perdre ny les fidelles qui sont en foule. 24 août 1585. (P. 6.)
3. Déclaration et protestation du Roy de Navarre, de Monsieur le Prince de Condé, et de Monsieur le duc de Montmorency : sur la paix faicte avec ceux de la maison de Lorraine chefs et principaux auteurs

de la ligue au préjudice de la maison de France. Imprimé à Bergerac MDLXXXV. Exemplaire très-rare in-32 pages. (P. 8.)

4. *Henricus Dei gratia Rex Navarra. Illustrissimo Principi ac Domino Wilhelmo Landgravio Hassiæ et consanguineo nostro clarissimo.* (Pièce importante.) La reine mère le presse d'abjurer; mais il entend demeurer fidèle à la profession de foi évangélique de sa jeunesse : « Repetitis colloquijs eo res redijt, ut si desertæ religionis nostræ ad Papisticam serio transire, atque hanc ingenue amplecti statuerem omnia pro arbitrio meo postulata Regem concessurum multis spon-sionibus polliceretur. Si secus faxim, non est quod quidquam pacis unquam me expectare oporteat. At, cum D. O. Max. beneficio in puriore et orthodoxa religione sim à puero educatus, creveritque et crescat in dies semper uberius domus Domini apud me zelus, extrema quælibet omnia subire, et perpeti mihi satius est, quam ne latum quidem unguem ab affirmata in me pietate discedere... »

Cels. Vre. fidelissimus consanguineus.

Tanquam filius.

HENRICUS.

Datum Rupellis decimo quinto Die January MD octingesimo septimo. 15 janvier 1587. (P. 56, b.)

5. Lettre de Jacob Ségurius au duc Louis de Wurtemberg à propos des démarches faites par la Reine mère auprès d'Henri de Navarre, 22 février 1587. Il demande des conseils. (P. 54.)
6. Lettre de Henri de Navarre. La Rochelle. Même date que la précédente. Adressée au duc Wilhelm de Hesse, (Signé.) (P. 53),

GÉOGRAPHIE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

Lorsqu'au mois de janvier dernier j'adressais ici un appel au nom d'une Géographie du Protestantisme français, j'étais loin de me douter que cette œuvre d'une incontestable utilité était non-seulement entreprise ailleurs, mais déjà en sérieuse voie d'exécution. Un travailleur, savant et infatigable, avait depuis bientôt trente ans consacré à des recherches du même genre tous les moments que n'absorbaient point les devoirs de son ministère. Il ne se contentait pas d'appliquer son activité chrétienne à une seule Eglise : il a voulu retrouver pour toutes celles de sa patrie les témoignages de leur existence passée, reconstituer leurs annales, enregistrer les noms de leurs conducteurs successifs.

Il m'a été donné de voir l'œuvre de M. Louis Auzière, et je me sens pressé de lui rendre cet hommage public. Sans doute les lacunes sont encore nombreuses, les listes de pasteurs incomplètes; la tâche est loin d'être terminée. Mais ce qui est fait est déjà si considérable, qu'il ne s'agit point d'élever le monument; il ne faut plus que l'achever. Depuis les fondations jusqu'au sommet, chaque étage a des vides qu'il est essentiel de combler; mais c'est sur une charpente solidement établie que l'on peut édifier les matériaux.

Ces matériaux, nous les demandons avec un redoublement d'insistance, depuis que les manuscrits de M. Auzière nous sont connus. Nos lecteurs l'ont compris: il n'a pu être dans notre pensée de poursuivre une œuvre parallèle, séparée et certainement inférieure à la sienne. Il y avait mieux à faire: c'était de diriger nos affluents vers la grande rivière, d'unir des efforts produits isolément par une inspiration identique, et, grâce à cette union, d'atteindre plus rapidement au but désiré.

J'ai offert à M. Auzière une collaboration, tardive, il est vrai, mais que cependant il a bien voulu accepter, et désormais c'est en notre double nom que seront posées les *Questions géographiques*. Plusieurs de celles qui devaient figurer au *Bulletin* étaient heureusement résolues par lui: qu'il en reste pourtant à élucider! Le moment est venu surtout, plus vite que nous n'osions l'espérer, de réclamer de nos amis des documents indispensables, et de nature diverse, sur lesquels nous nous réservons d'attirer prochainement leur attention. Les garanties de succès deviennent beaucoup plus sérieuses, puisqu'il y a déjà un résultat acquis: nous comptons sur la sympathie et l'auxiliarité de tous ceux qui s'intéressent à nos Eglises et à leur douloureux, mais glorieux passé.

FERNAND SCHICKLER.

BIBLIOGRAPHIE

LE COMTE PELET DE LA LOZÈRE. — PENSÉES MORALES ET POLITIQUES, précédées d'une notice sur sa vie et ses écrits, par E. DHOMBRES.

Un hommage a déjà été rendu dans le *Bulletin* (t. XIX-XX, p. 396) à M. le comte Claramond Pelet de la Lozère, que la Société de l'Histoire du Protestantisme français eut, dès ses premiers jours,

l'honneur de compter parmi ses membres les plus dévoués. Il appartenait à une pieuse sollicitude, qui veille près de sa tombe, de nous révéler plus complètement cette âme scrupuleuse et austère par la publication des pensées où elle déposa le fruit d'une longue vie. C'est à M. le pasteur E. Dhombres qu'est échue la tâche de retracer dans une introduction les phases d'une existence presque séculaire, mêlée aux principaux événements de l'histoire contemporaine. Il s'en est acquitté avec une rare délicatesse, avec un talent sobre et pur, qui semble une harmonie de plus, et une sorte de convenance morale, en un tel sujet. On en jugera par ces lignes, qui sont comme les premiers linéaments d'un portrait aussi juste qu'expressif :

« Il est des hommes qui se révèlent aisément et laissent voir leur for intérieur à la plupart de ceux qui les approchent. Ce sont des natures simples, faciles, abandonnées, qui s'expriment et en quelque sorte se déploient sans cesse par leurs actes, par leurs paroles et jusque par ces traits mobiles de la physionomie, miroir transparent de leurs impressions.

« Il en est d'autres qui sont essentiellement réservés et contenus : leur parole brève et sobre ne dit jamais que ce qu'ils veulent dire, leurs actes eux-mêmes donnent rarement toute leur mesure ; leurs sentiments ne paraissent que sous le contrôle d'une vigilance sévère. Ce n'est pas dissimulation, c'est possession d'eux-mêmes, quelquefois répugnance naturelle ou même voulue à s'exprimer au dehors. Quand il s'agit surtout de la manifestation des sentiments les plus intimes... ces natures fortes redoublent de réserve, et une sorte de pudeur virile couvre de ses voiles les émoions qui les agitent. De tels hommes n'ont de confidents qu'eux-mêmes et Dieu. Souvent ce n'est qu'après leur disparition de ce monde qu'on peut les bien connaître : on retrouve alors des notes, des lettres, des mémoires ; on recueille çà et là des souvenirs qui ouvrent pour ainsi dire le sanctuaire de leur âme, et font apparaître une nouvelle individualité sous l'ancienne, en sorte que la mort (chose étrange !) devient la véritable révélatrice de la vie. »

C'est à cette catégorie de personnalités discrètes, qui mettent autant de soin à se réserver que d'autres à se produire, qu'appartenait M. le comte Pelet de la Lozère, et les actes de sa vie publique, si honorable d'ailleurs et si belle, trouvent leur complément dans le recueil de pensées où se révèle un moraliste moins sensible que Vauvénargues, moins amer que Larochevoucauld, qui a su parfois atteindre l'originalité sans sortir de la juste mesure. Ce n'est pas ici

le lieu d'apprécier en détail des pensées qui se rapportent aux sujets les plus divers. On reconnaîtra l'auteur à celle-ci : « Craignez la faveur du prince plus que sa disgrâce ; par la première, vous ne vous appartenez plus ; par la seconde, vous rentrez en possession de vous-même. » M. le comte Pelet a fait plus d'une fois cette expérience, dans son rapide passage aux affaires. Les bouleversements dont il fut témoin, dans sa carrière si longue, n'ont-ils pas justifié les maximes suivantes : « Ce sont les mœurs d'une nation, plus que ses institutions, qui la gouvernent. — Le suffrage universel, dirigé par le pouvoir absolu, peut devenir le suffrage d'un seul. — Une révolution peut régénérer un peuple ; plusieurs révolutions le dépravent. »

On ne lira pas ce volume, qui est comme le testament d'un homme de bien soutenu dans les épreuves de la vie par une foi supérieure, sans remercier Madame la comtesse Pelet-Otto d'avoir consenti à distraire de ses trésors domestiques des pages dignes de la grande publicité, et M. le pasteur E. Dhombres d'avoir été l'exécuteur si fidèle de ce dessein.

J. B.

CORRESPONDANCE

ÉDITIONS DU PSAUTIER

Nos lecteurs se souviennent que, dans le *Bulletin* du 15 mars, M. le pasteur Douen (Paris, 5, rue des Beaux-Arts) priait tous les amis de l'œuvre historique de vouloir bien lui adresser copie du titre de *tous les Psautiers en vers sans exception* qui se trouveraient à leur portée, dans le but de compléter la bibliographie du Psautier publiée par M. Bovet.

Voici le nom des personnes qui l'ont jusqu'ici honoré de leurs bienveillantes communications :

MM. Gonin, Maurice Vernes, Olivier Barbier, Gustave Ponvert, et les pasteurs Théod. Monod, A. Coquerel fils et Eschenauer, de Paris :

MM. les pasteurs Cuvier, de Nancy ; Delbart, de l'île de Ré ; Cadiot, de Bédarieux ; Tachard, d'Uchaud ; Nogaret, de Bayonne ; Maillard, de La Mothe-Saint-Héraye ; Dupin, de Saint-André de Sauveterre ; Foucault, de La Rochelle, et H. Baird, de New-York. Total, seize communications comprenant environ cinquante éditions.

Comme il n'est point de pasteur qui ne puisse signaler plusieurs éditions en usage dans son Eglise, qu'on juge par là du nombre considérable de Psautiers qui sortiraient de l'oubli, si cet appel était plus généralement entendu et compris.

Il ne s'agit point seulement, comme on pourrait être tenté de le croire, d'éditions rares du XVI^e siècle, mais de toutes les éditions, sans exception, qui ont été publiées jusqu'à nos jours. Telle qui passe pour commune et ne méritant aucune attention, est peut-être du grand nombre de celles qui ont échappé à des recherches toujours bornées, malgré leur étendue, et qu'il importe le plus de faire connaître.

Nous croyons devoir le répéter, le but qu'on se propose n'est pas uniquement de signaler les éditions rares qui ont une valeur intrinsèque, mais en même temps et surtout de découvrir, autant qu'il est possible, combien de milliers de fois le Psautier versifié a été réimprimé, soit au nord, soit au midi, soit par des protestants, soit par des catholiques.

Il n'est donc nullement nécessaire de posséder des connaissances spéciales pour prendre utilement part à la composition de ce vaste chapitre de l'histoire du Psautier; il suffit d'un peu de peine et de beaucoup de bonne volonté. Les résultats déjà obtenus permettent d'espérer une plus ample moisson de précieux renseignements. O. D.

LIVRES CONDAMNÉS EN 1682

Un arrêt du parlement de Grenoble, du 1^{er} juillet 1682, porte que les livres intitulés *Entretiens d'un père et de son fils*, et *Préservatif contre le changement de religion*, soient lacérés et brûlés en place du Breuil, et que le livre *Traité de la Vérité* sera supprimé pour toujours.

Les « Entretiens » seraient-ils le « Discours en forme de dialogue entre un père et son fils, » de Josué de La Place, qui aurait revêtu un autre titre? — Le « Préservatif » est sans doute l'ouvrage anonyme de Jurieu, qui porte le même titre, et qui parut à Rouen en 1680. La 3^e édition, que nous possédons, est de 1682. — Quant au « Traité, » qui subit une moindre peine, que peut-il être?

Un arrêt du même parlement de Grenoble, du 4 juillet 1682, condamne le livre intitulé *Discours contre les révoltez, imprimé au Désert*, à être lacéré et brûlé sur la place du Breuil. Quel est ce « Discours? » Il serait d'autant plus nécessaire de le savoir qu'en 1682, il n'y eut aucune révolte parmi les protestants, si nous sommes bien informé : ces derniers n'ayant contrevenu aux arrêts qui leur défendaient de s'assembler dans les églises interdites, qu'après la réunion secrète de Toulouse de janvier 1683, et en suite de ses décisions. Cette mention, « imprimé au Désert, » est également curieuse, le terme de « Désert » ne paraissant avoir eu cours qu'après la révocation de l'édit de Nantes.

E. ARNAUD, pasteur à Crest (Drôme).

CHRONIQUE

MONUMENT DE KNOX

Le 24 novembre 1872, l'Ecosse a célébré le troisième anniversaire séculaire de la mort du réformateur John Knox, sur la tombe duquel ses disciples purent graver ce mot : *Ci git l'homme qui ne trembla jamais devant un homme*. Les habitants d'Edimbourg viennent de décider d'élever au réformateur une statue colossale qui reposera sur un piédestal en granit où seront représentés les divers réformateurs du continent. Mais le vrai monument de Knox, c'est cette petite maison de la Canongate qu'il habita, et où se lisent ces trois mots : *Θεός, Deus, God*.

MISSION FRANÇAISE

Sous ce titre paraît à Londres, sous la direction de M. le pasteur Marzials et de M. Albert Cadix, son suffragant, une revue mensuelle, d'un intérêt à la fois littéraire et philanthropique, car elle a pour but de soulager les misères de nos compatriotes. Les premiers numéros contiennent une étude des plus instructives sur un *prédicateur de l'Eglise du Refuge au XVII^e siècle*, Ezéchiel Mermet, à laquelle nous aurons lieu de faire prochainement quelques emprunts. C'est comme un écho de plus de la France protestante à l'étranger.

NÉCROLOGIE

M. LE PASTEUR MARTIN PASCHOUD

Il y a quelques semaines, lors de notre assemblée générale, M. le pasteur Martin Paschoud, dont la santé trop souvent altérée se relevait à peine d'une nouvelle atteinte, avait à cœur de témoigner par sa présence du constant intérêt qu'il portait à nos travaux. Hélas! cette marque de sympathie devait être la dernière. Le 24 mai Dieu rappelait à lui son serviteur, et moins d'un mois après notre réunion, dans ce même temple de l'Oratoire, les nombreux amis du vénérable pasteur, réunis autour de sa dépouille mortelle, offraient à sa mémoire un suprême tribut de regret et d'affection.

M. Joseph-Martin Paschoud, né à Nîmes le 14 octobre 1802, quitta l'Eglise de Lyon pour celle de Paris au commencement de 1837, et obtint comme prédicateur un rang distingué. Trente ans plus tard il devenait président du Conseil presbytéral. Dans une Revue plus exclusivement tournée vers le passé, nous ne nous arrêtons pas sur une carrière pastorale appartenant tout entière au dix-neuvième siècle; mais comment ne pas rappeler ici la vivacité de l'intelligence, les brillantes facultés de l'esprit, les précieuses qualités du cœur qui ont rendu M. Martin cher à ses amis, sympathique à ceux qui ne l'approchaient qu'incidemment? Comment ne pas proposer en exemple aux générations cette ardeur infatigable qui par la volonté savait triompher de la faiblesse de sa constitution, de la souffrance même, dès qu'une idée grande et généreuse réclamait son appui? Aux époques douloureuses que le monde traverse, nommer l'*Alliance chrétienne universelle*, la *Ligue de la Paix*, n'est-ce pas aspirer à des hauteurs morales qui paraissent inaccessibles? M. Martin Paschoud, confiant en son Dieu dans les plus tristes jours, n'a jamais voulu désespérer de l'humanité.

Dans le *Disciple de Jésus-Christ* qu'il a si longtemps dirigé plus d'une fois il avait recommandé notre œuvre historique. Sa digne veuve, continuant sa pensée, vient d'offrir en souvenir de lui, à la Bibliothèque du Protestantisme français tous les livres qui lui ont appartenu.

F. SCHICKLER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

JEAN SLEIDAN (1)

Dans les pittoresques montagnes de l'Eifel, qui s'étendent entre Cologne et Aix-la-Chapelle, s'élève, au sein d'une riantة vallée, aujourd'hui traversée par le chemin de fer, la petite ville de Schleiden, dominée par les ruines de l'antique manoir des comtes de Manderscheid, dont le nom figure dans le catalogue des évêques de Strasbourg. Ce fut à Schleiden que naquirent deux des plus grandes illustrations scientifiques du XVI^e siècle (*die zwei Eifelländer*), Jean Sleidan, le premier

(1) La notice suivante est empruntée au dernier numéro d'un excellent recueil que nos malheurs nous ont rendu plus cher, la *Revue d'Alsace*. On a seulement complété l'article de M. le pasteur Jules Rathgeber par quelques fragments de la correspondance inédite de Sleidan avec Calvin. (*Réd.*)

Il n'existe pas de biographie complète de Sleidan. Voici les principaux ouvrages qui traitent de cet éminent historien : *Joh. Sleidans Commentare über die Regierungszeit Karls V, historisch-kritisch betrachtet von Dr THEODOR PAUR*. Leipz. 1843. — *HERZOGS Real-Encyclopædie für protestantische Theologie und Kirche*, XIV. Band, Artikel « Sleidan, » p. 480-483. — Vers la fin de 1862, M. PHILIPPE WELTZ, bachelier ès-lettres et ès-sciences, a soutenu à la Faculté de théologie de Strasbourg une thèse sur Sleidan, sous le titre de : *Etude sur Sleidan, historien de la Réforme*.

historien de la Réforme, et Jean Sturm (1), l'éminent pédagogue et le premier recteur du Gymnase de Strasbourg.

Jean Sleidan naquit en 1506, une année avant son compatriote Jean Sturm. Son père se nommait Philippe et sa mère Elisabeth, et longtemps il porta lui-même le nom de *Philippsohn*. Il avait encore deux frères et quatre sœurs, que son père, dans sa position peu aisée, eut de la peine à élever; il est probable toutefois que les comtes de Manderscheid lui vinrent en aide, du moins pour son fils Jean, qui, après avoir été commensal, finit par devenir précepteur dans cette famille noble. Sleidan fréquenta jusqu'à l'âge de treize ans l'école de sa ville natale; en 1519 ses parents l'envoyèrent à Liège, où il séjourna trois ans. Il y avait à Liège à cette époque une école célèbre, fondée par les *Frères de la vie commune* (2). Cette association, fondée à Deventer par Gérard Groot (1376), différait des associations monastiques, en ce qu'elle n'exigeait pas de vœux perpétuels. Les membres qui en faisaient partie, vivaient d'après une règle commune et se consacraient à l'instruction de la jeunesse. L'esprit d'un mysticisme de bon aloi animait cette communauté qui, la première, rompit avec les traditions de la scolastique, et prépara dans les Pays-Bas et sur les bords du Rhin, le terrain à la renaissance des lettres. Dire qu'Erasmus de Rotterdam fut un des élèves formés à cette école, c'est en proclamer la haute importance au XV^e et au début du XVI^e siècle.

A Liège il existait depuis 1496 une école florissante des Frères de la vie commune : c'était le *Gymnase de Saint-Jérôme*. Cet établissement, unique en son genre, se composait de huit classes. Les élèves y suivaient un cours d'enseignement complet, depuis les premiers éléments de la lecture et de l'écriture jusqu'à l'étude de la rhétorique et de la philosophie.

(1) Voyez sur Jean Sturm la savante monographie du professeur CH. SCHMIDT : *La vie et les travaux de Jean Sturm, premier recteur du Gymnase et de l'Académie de Strasbourg*. Strasb. 1855.

(2) Voyez, pour de plus amples détails sur cette association, le livre de DELPRAT : *Die Bruderschaft des gemeinsamen Lebens*. Deutsch von Mohnike, Leipz. 1840.

Ce fut à Liège que Sleidan acquit ce style latin si correct et si élégant, qui fit l'admiration de ses contemporains. Il avait pris pour modèle Jules César, qu'il regardait comme le premier des historiens, et dont il vantait la pureté et l'élégant langage. De Liège, Sleidan se rendit à Cologne, où il suivit des cours de littérature grecque et latine. Ce fut à Cologne qu'il publia vers 1523 une collection d'épigrammes latines, sous le nom de *Sleidannus*, qu'il adopta à cette époque. Il se détacha insensiblement des scolastiques, et se rallia à la phalange, de jour en jour plus nombreuse, des humanistes ou amis des auteurs classiques de l'antiquité. La santé de Sleidan ne paraît pas avoir été très-forte; peut-être le zèle avec lequel il se livrait à l'étude contribua-t-il aussi à affaiblir sa constitution. Il tomba dangereusement malade à Cologne, et, quand son ami Jean Sturm vint le voir, il le trouva dans un état déplorable. Il l'engagea vivement à l'accompagner à Louvain, où il fut rétabli par les soins d'un médecin renommé. Mais celui-ci lui recommanda de ménager ses forces; Sleidan suivit ce conseil, et accepta en 1523 la place de précepteur auprès du jeune comte François de Manderscheid. Il resta plusieurs années à ce poste, et, après avoir fait l'éducation de son élève, il l'accompagna en France, où il retrouva son ami Sturm à l'Université de Paris.

Sleidan passa quelque temps dans cette ville, qui brillait alors d'un vif éclat dans la république des lettres; mais en 1532 il se rendit à Orléans, où il se livra à l'étude du droit; en 1535, après avoir obtenu le grade de licencié en droit, il quitta Orléans pour revenir à Paris. Là il retomba assez dangereusement malade; son ami Sturm, avant de partir pour Strasbourg, le recommanda au cardinal Jean du Bellay, évêque de Paris. Ce prélat distingué, qui protégeait les lettres qu'il cultivait lui-même avec succès, et qui correspondait avec Mélanchthon, fit une pension à Sleidan. Ce dernier, par reconnaissance, lui dédia un extrait latin de l'historien Froissart : *Joa. Froissardi Historiarum epitome — cura Joa.*

Sleidani. Grâce à l'intervention du cardinal du Bellay, Sleidan fut nommé en 1540 interprète de l'ambassadeur de France à la Diète de Haguenau.

Voici quel était le rôle assigné à l'ambassadeur français Lazare du Baif à la Diète. Il s'agissait de gagner secrètement les envoyés du landgrave de Hesse et d'engager les Etats évangéliques de l'Allemagne à conclure une ligue avec le roi de France. C'est ce qui ressort clairement des documents qui se trouvent aux archives de Weimar, et qui ont été mis en lumière par M. le professeur Schmidt (1). Cette mission ne réussit pas, car les Etats protestants de l'Allemagne, et à leur tête l'électeur de Saxe, étaient méfiants à l'égard de François I^{er}, qui, tout en les engageant à s'allier avec lui contre Charles-Quint, persécutait cruellement leurs coreligionnaires dans son royaume. Mais si Sleidan ne fut pas heureux dans sa mission, il entra en rapport avec le landgrave Philippe de Hesse, qui apprit à l'estimer et le recommanda à la ligue de Smalkalde, qui le nomma en 1541 son ambassadeur, son interprète et son historiographe, avec un traitement annuel de 250 florins d'or. Sleidan quitta le service de la France et vint s'établir en 1541 à Strasbourg, où depuis trois ans demeurait son ami, le recteur Jean Sturm. Il gagna bientôt l'amitié du stettmeister Jacques Sturm, fut nommé syndic de la ville et s'attira l'estime et l'affection de ses nouveaux concitoyens.

Selon toute vraisemblance, Sleidan se rattacha, dès son arrivée à Strasbourg, franchement à la Réforme. En effet, il publia en 1542 un écrit dans lequel il montre une vive opposition à l'Eglise romaine. Cet écrit contient deux discours adressés l'un à l'empereur, l'autre aux princes allemands. Il est intitulé : *Orationes II una ad Carolum V altera ad Germaniæ Principes*. Il en parut deux éditions, une allemande, en 1542, sous le nom de *Baptiste Lasdenius*, anagramme de

(1) Voyez sa *Vie de Jean Sturm*, p. 49 et suiv.

Jean Sleidan, et une latine en 1544. Le but de ces discours est la défense du protestantisme; la Réforme est une œuvre providentielle; s'y opposer, c'est faire une tentative inutile et contraire à la volonté de Dieu; car malgré l'opposition du pape et de l'empereur, l'Evangile triomphera par la seule puissance de la Parole divine.

La prise de la ville d'Ofen (en Hongrie), par les Turcs, inspira à Sleidan de vifs regrets; il les exprima dans un traité latin, intitulé : *De capta Buda a Solimanno, anno 1542*.

Trois ans après, en 1545, Sleidan publia une traduction latine de l'*Histoire de Philippe de Commines*, intitulée *Philippi Cominæ et de rebus gestis Ludovici XI Galliar. regis et Caroli Burgundiæ ducis Commentarii — cura Jo. Sleidani; Argent. 1545*. Il dédia cet ouvrage aux chefs de la ligue de Smalkalde, à l'électeur Jean-Frédéric de Saxe et au landgrave Philippe de Hesse.

En 1543, Charles-Quint et le roi d'Angleterre Henri VIII s'étaient alliés pour faire la guerre à la France, mais l'empereur s'était bientôt retiré de la lutte, parce que ses intérêts en Allemagne lui commandaient la neutralité. François I^{er}, qui craignait une nouvelle guerre avec Charles-Quint, aurait voulu faire sa paix avec l'Angleterre. Il s'adressa à la ligue de Smalkalde pour la prier d'intervenir en sa faveur à Paris et à Londres. L'électeur de Saxe ne se fiait pas aux promesses du roi, mais le landgrave de Hesse, gagné par le cardinal du Bellay, intercédait pour le roi de France, de sorte que la ligue envoya une députation à Paris; parmi les délégués se trouvaient Jean Sleidan et un gentilhomme originaire de Metz, Jean de Niedbruck. Les ambassadeurs, après avoir pris leurs instructions à Paris, se rendirent en Angleterre; grâce à leurs efforts, les négociations commencèrent au camp d'Ardres; elles furent longues et pénibles, et aboutirent enfin à la paix.

Nous avons nommé parmi les délégués de la ligue de Smalkalde un noble messin, Jean de Niedbruck (*Hans von Metz*); il paraît qu'en passant par Metz, Sleidan apprit à connaître

sa fille Jola, qu'il épousa en 1546. Trois filles issurent de ce mariage; la tradition prétend, sans doute à tort, que Sleidan était tellement absorbé par ses occupations littéraires et ses travaux politiques, que souvent il ne se rappelait plus leur nom.

En 1548, Sleidan publia une traduction latine du livre de Commynes sur Charles VIII, sous le titre de : *Ph. Cominzi de Carolo VIII, Gall. rege et bello Neapol. Commentarii; Jo. Sleidano interprete. Argent.* 1548. Deux ans plus tard parut de lui, également en latin, une traduction d'un traité français écrit en 1515 par Claude de Seyssel, évêque de Marseille et ambassadeur de Louis XII auprès du pape Léon X. Le titre de l'ouvrage latin est *Claudii Sesellii de republica Galliarum et regum officiis*. Il est dédié au roi d'Angleterre Edouard VI et divisé en trois parties : *Religion, justice et politique*. Les deux dernières parties sont parfaites, dit Sleidan; quant à la première, il faut se rappeler le temps où l'auteur vivait. Le second ouvrage, publié par Sleidan en 1550, est une analyse de la philosophie de Platon; il est intitulé : *Summa doctrinarum Platonis de republica et legibus* (1). *Argent.* 1550. Sleidan, qui avait une grande prédilection pour Platon, dédia son livre à Guillaume Paget, conseiller du roi d'Angleterre.

Au mois de novembre 1551, Sleidan fut chargé par le magistrat de Strasbourg de représenter la ville au concile de Trente. Ce concile, convoqué sur les sollicitations de Charles Quint par le pape Paul III, avait ouvert ses séances en 1545. Il avait posé de prime abord, comme articles de foi non discutables, *l'infailibilité de l'Eglise romaine, l'autorité de la Vulgate et celle de la tradition*. Les protestants avaient refusé de participer sous ces conditions au concile; mais après la perte de la bataille de Mühlberg (14 avril 1547), la dissolution de la ligue de Smalkalde et la promulgation de l'Inté-

(1) Il parut de ce livre, en 1554, une traduction allemande intitulée : *Summa oder Inhalt der Platonischen Lehre, von der Regierung des gemeinen Nutzens*, von GEORG LAUTERBECK. Eisleben, 1554.

rim (1548), ils durent se soumettre aux volontés de l'empereur et se faire représenter au concile de Trente, qui tenait surtout à y voir de nombreux adhérents de la Confession d'Augsbourg.

Les Etats allemands n'étaient pas tous à même de s'y faire représenter. L'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse étaient au pouvoir de l'empereur; l'électeur Joachim de Brandebourg déclara qu'il se soumettrait à toutes les décisions du concile : les villes libres impériales avaient adopté, contraintes par la force, sauf Magdebourg, l'Intérim qu'on leur avait octroyé; il n'y eut guère que Maurice de Saxe, le duc Christophe de Wurtemberg et les villes libres de la Souabe qui cédèrent aux ordres de l'empereur et se décidèrent à envoyer des ambassadeurs à Trente.

Sleidan fut chargé de représenter Strasbourg et les villes souabes au concile. Il partit pour Trente le 3 novembre 1551, et passa par Tübingue où il vit le duc de Wurtemberg, dont il prit les instructions. Sleidan ne se faisait aucune illusion sur le résultat de sa mission, et il exprima ses convictions dans ses lettres au magistrat. Les députés protestants demandèrent qu'on les autorisât à présenter au concile leur confession de foi et qu'on leur accordât un sauf-conduit identique à celui des Hussites à Bâle. On leur refusa ces deux points, et le temps se passa en négociations d'autant plus stériles, que les protestants demandaient une discussion publique et libre, tandis que les Pères du concile exigeaient une soumission préalable et absolue aux décrets de l'assemblée. Comme le temps se perdait en tergiversations, Sleidan profita de ses loisirs pour faire avec un député saxon un voyage à Venise (3-16 février 1552). Cependant, au mois de mars, des bruits de guerre se répandirent à Trente; on craignait un conflit entre Charles-Quint et Maurice de Saxe. Les ambassadeurs saxons, qui n'avaient aucune connaissance des projets de leur maître, furent dans la plus grande anxiété, et quittèrent enfin Trente le 13 mars. Quinze jours après, le 28 du même mois, Sleidan, convaincu

de l'inutilité de sa mission, partit également. Il passa par Inspruck et la Bavière, et revint à Tubingue, où il rendit compte au duc Christophe de l'état des choses en Tyrol.

Durant le voyage de Sleidan, les hostilités avaient éclaté, et Maurice de Saxe s'avancait à marches forcées sur Inspruck, où il s'en fallut de bien peu qu'il ne fût prisonnier l'empereur. A la nouvelle de ces événements imprévus, les Pères du concile se dispersèrent effrayés.

A son retour à Strasbourg, Sleidan fut immédiatement chargé d'une nouvelle mission diplomatique. Lorsque, au mois d'octobre 1551, le roi de France Henri II eut déclaré la guerre à Charles-Quint, tout le monde en fut étonné, car jamais l'empereur n'avait paru si puissant; ce qu'on ignorait, c'est que Maurice de Saxe avait signé le 8 octobre un traité avec le roi de France, traité qui fut renouvelé le 15 janvier 1552 à Chambord. Il y était stipulé qu'on délivrerait l'Allemagne de l'oppression de la maison d'Autriche, et qu'on remettrait en liberté le landgrave de Hesse et l'électeur de Saxe, dont l'électorat resterait toutefois à Maurice. Henri II promit de payer des subsides; par contre, les princes allemands s'engageaient à aider le roi de France à recouvrer le Milanais, et déclaraient qu'ils ne s'opposeraient pas à ce que le seigneur roi prît sous son patronage des villes impériales qui n'étaient pas de langue allemande, telles que Cambrai, Metz, Toul, Verdun et autres semblables, qu'il les gardât même, en qualité de vicaire du Saint-Empire, les droits de l'empire restant réservés.

Henri II entra en campagne au printemps de l'année 1552; il publia un manifeste fort curieux (voy. SLEIDAN, p. 599), orné d'une estampe, où l'on voyait un bonnet phrygien entre deux poignards. Il y déclarait que son seul but était l'affranchissement de l'Allemagne, et invitait tous les patriotes allemands à le seconder. Il commença par s'emparer des trois évêchés lorrains : Metz, Toul et Verdun. Contrairement aux avis du maréchal de Vieilleville, qui lui conseillait la pru-

dence, le roi, plus docile aux conseils du connétable de Montmorency, déclara les villes de bonne prise et les réunit à la France. De là il se dirigea, par le col du Haut-Barr, vers la ville épiscopale de Saverne, où il établit son quartier général (1). Strasbourg y envoya, le 3 mai 1552, trois députés : Pierre Sturm, le frère du célèbre stettmeister, Frédéric de Gottesheim et Jean Sleidan. Ils accompagnèrent un convoi de vivres que la ville envoyait au roi. Mais le connétable de Montmorency se montra peu satisfait; il voulait que ses soldats pussent entrer librement dans la ville et acheter ce dont ils avaient besoin. Les délégués revinrent à Strasbourg communiquer ces nouvelles au conseil des Treize (2). La situation était critique; ouvrir les portes aux troupes royales, c'était leur livrer la ville. Les députés revinrent à Saverne annoncer au connétable qu'il était impossible de satisfaire à sa demande, que la ville fournirait à l'armée française tous les vivres nécessaires, mais que l'entrée lui en resterait interdite. Le roi, auprès duquel les trois députés eurent le lendemain une audience, fut vivement contrarié de cette réponse; mais lorsqu'il vit de près, sur les hauteurs de Hausbergen, les préparatifs de défense des Strasbourgeois, qui auraient pu soutenir un siège en règle, et lorsqu'un boulet de canon, lancé à *une* lieue de distance (3), vint siffler au-dessus de sa tête et tomber à côté de la tente royale, il jugea prudent de ne pas pousser les choses jusqu'au bout et de revenir sur ses pas. Il se dirigea sur Haguenau, où il entra sans difficulté, et sur Wissembourg, où il fut bien reçu par la bourgeoisie. Quand il apprit que Maurice de Saxe venait de faire sa paix avec

(1) Voyez, sur l'expédition de Henri II en Alsace, les Mémoires de François Rabutin et ceux du maréchal de Vieilleville, dans la *Collection de Mémoires de M^{rs} HAUD ET POUJOLAT*, t. VII et t. IX. Comparez aussi STRONEL : *Vaterländische Geschichte des Elsasses*, t. IV, p. 85 à 94.

(2) Le Conseil des Treize était le ministère des affaires étrangères de la petite république.

(3) Ce boulet fut lancé par le plus grand canon que possédaient alors les Strasbourgeois, renommés au XVI^e siècle pour leur artillerie; ce canon se nommait *la Mésange (die Meise)*; de là est venu aux Strasbourgeois le surnom de *Meisenlocker*. L'artillerie de Strasbourg (*Strassburger Geschütz*) était fort renommée au moyen âge.

l'empereur, il déclara que l'Allemagne étant libre, le but de son expédition était atteint; sur cela il rentra en Lorraine.

Sleidan fut chargé en 1554 d'une dernière mission. Il représenta la ville de Strasbourg au Convent (*Conventus*) de Naumbourg, où des théologiens saxons et hessois s'étaient réunis pour s'entendre sur la marche à suivre à la prochaine Diète de l'empire. La convention de Passau venait d'être conclue, et la paix de religion était à la veille d'être signée à Augsbourg. Il s'agissait de savoir si l'on maintiendrait ou non l'Interim; il fut convenu qu'on le rejetterait et qu'on admettrait, comme par le passé, la Confession d'Augsbourg comme base doctrinale.

Au milieu de ces nombreuses missions diplomatiques, Sleidan trouva encore le temps de travailler à l'ouvrage capital de sa vie, à l'histoire de la Réforme sous le règne de Charles-Quint. Cet ouvrage est intitulé : *Commentarii de statu religionis et reipublicæ Carolo Quinto Cesare*. Le mot de *Commentaires* est emprunté à César et a le même sens que chez l'historien romain. Sleidan entreprit son travail d'après le conseil de quelques hommes distingués (*Epist. dedic.*). D'après son propre témoignage (*Apologia*), il commença à en réunir les matériaux dès 1540, mais n'entreprit la rédaction définitive qu'en 1545. C'est le récit des événements religieux et politiques du règne de Charles-Quint que renferme l'histoire de Sleidan. Après sa nomination d'historiographe de la ligue de Smalkalde, Sleidan fut chargé d'écrire l'histoire de la religion renouvelée.

En 1545, il envoya le premier livre, qui s'étend jusqu'à la disputation de Leipzig, aux Etats protestants réunis à Worms; ceux-ci l'engagèrent vivement à continuer son travail. Le stettmeister Jacques de Sturm de Sturmeck (1), qui mourut le 30 octobre 1553, put encore lire les seize premiers livres de cet ouvrage. On présume que cet homme d'Etat

(1) Voyez sur Jacques Sturm l'excellent article que lui a consacré M. EHRENLEHN, dans ses *Mélanges de littérature et d'histoire alsatiques*. Strassb. 1870.

illustre, qui fut mêlé, pendant plus de trente ans, aux principaux événements de son temps, et qui représenta sa ville natale dans quatre-vingt-onze diètes et assemblées politiques, fut le collaborateur de Sleidan, ou du moins lui fournit de précieuses indications. Sleidan puisa principalement aux archives de Strasbourg, riches en documents sur la Réforme, mais il ne négligea aucune source étrangère.

On peut juger de l'exactitude qu'il porta dans la composition de cet ouvrage par le soin scrupuleux qui présidait à ses recherches. C'est ainsi qu'il écrivait à Calvin, le 28 décembre 1553, pour lui demander des renseignements sur le massacre des Vaudois de Cabrières et de Mérindol. Même requête au sujet de Michel Servet et d'un martyr des Pays-Bas, frère de M. de Falais : « Je vous supplie, écrit-il au réformateur, de ne pas refuser votre appui à une œuvre d'une utilité si générale. » Il revient encore sur ce sujet dans une lettre du 2 avril suivant : « J'ai reçu votre livre sur Servet, auquel j'ai fait les emprunts nécessaires. Dès que vous aurez reçu la relation du drame vaudois par le personnage dont vous me parlez, soyez assez bon pour me la faire parvenir. Mon ouvrage serait presque terminé jusqu'au temps présent, si je n'attendais encore divers renseignements avant de le mettre sous presse. Il est intitulé : *De l'état de la religion et de la république sous le règne de Charles V.*

« Le ministre Garnier m'a dit dernièrement que vous préparez à Genève une histoire des martyrs de notre temps. Donnez-moi quelques détails à ce sujet. C'est une œuvre des plus recommandables dont j'attends impatiemment la réalisation. Autant que je l'ai pu, j'ai fait entrer dans mon récit les persécutions exercées contre les fidèles. J'aimerais connaître exactement l'acte audacieux et criminel des cordeliers d'Orléans, commis, si je ne me trompe, en 1533. Ne pourriez-vous me gratifier d'une relation de cet événement? Excusez la liberté peut-être indiscrette dont j'use à votre égard. » Calvin fit mieux qu'excuser son intègre correspondant; il dicta pour

lui la relation désirée dont nous possédons le texte original, et ne laissa échapper aucune occasion de lui adresser des communications utiles (1).

L'histoire de Sleidan se composait primitivement de vingt-cinq livres; le vingt-sixième, qui s'étend depuis février 1555 jusqu'en septembre 1556, fut trouvé dans ses papiers et publié après sa mort. Le succès de l'ouvrage fut immense; la première édition, qui parut en printemps 1555, chez les héritiers de Wendelin Rihel, fut promptement épuisée et suivie dans la même année de trois autres. Dans l'espace de deux siècles, de 1555 à 1786, il parut de l'histoire de Sleidan *quatre-vingts* éditions (2); la dernière est celle qui fut publiée en trois volumes par le pasteur Chrétien-Charles Am Ende, prédicateur à Kaufbeuren; Francfort-sur-Mein, 1785 et 1786. Il parut aussi des continuations de l'histoire de Sleidan par Israël Achatius, Pforzheim, 1557; par Gotthard Arthusius, Francfort-sur-Mein, 1618; par Michel-Gaspard Lontorp, Francfort-sur-Mein, 1621; enfin par Osée Schadaeus, Strasbourg, 1625.

Le succès de l'ouvrage de Sleidan fut tel, qu'on le traduisit dans la plupart des langues de l'Europe; il en parut des éditions allemandes, françaises, hollandaises, italiennes, anglaises et suédoises. Plusieurs écrivains appartenant à l'Eglise romaine publièrent à leur tour des histoires de la Réforme dirigées contre celle de Sleidan; parmi eux nous citerons : l'*Histoire du luthéranisme*, par le Père Maimbourg, auquel le baron Vite de Seekendorf répondit par son célèbre *Commentarius de lutheranismo; Francof. et Lipsiæ*, 1692. Parmi les traductions allemandes, nous citerons celles d'Osée Schadaeus, l'auteur du *Summum Argentoratensium Templum*, et de Conrad Lautenbach, d'abord pasteur à Hunawirh, et plus tard

(1) *Sleidanus Calvinus*; correspondances inédites de la Bibl. de Genève. (Vol. 109 et 118.) Pour l'*Esprit des Cordeliers d'Orléans*, etc..., voir le *Bulletin*, t. III, p. 88 et suivantes.

(2) A la bibliothèque de l'Université de Leipzig se trouve la collection complète de toutes les éditions et traductions du chef-d'œuvre de Sleidan; elle se monte au chiffre de cent trente in-folios.

à Francfort-sur-Mein. Disons en passant que la traduction allemande de Michel Beuther, professeur à Deux-Ponts, qui continua l'histoire de Sleidan jusqu'en 1566, se rencontre parfois dans les villages protestants de l'Alsace.

L'ouvrage de Sleidan est écrit en latin; son style est clair et coulant; il suit l'ordre chronologique; il entre en matière par le récit de la vente des indulgences en 1517; il raconte ensuite, année par année, ce qui s'est passé; c'est donc presque une chronique, mais une chronique tellement fidèle, que l'empereur Charles-Quint, après avoir lu cette histoire, se prit à dire : « Ou il y a quelqu'un de mes conseillers qui me trahit, et qui lui découvre mes desseins, ou il faut qu'un esprit familier les lui apprenne (1). » Ce propos nous semble plus digne de foi qu'un autre attribué au même prince, qui aurait appelé Paul Jove et Sleidan *ses menteurs*, « parce que le premier avait dit trop de bien, et le second trop de mal de lui (2). »

Sleidan publia son dernier ouvrage en 1556. C'est un abrégé de l'histoire universelle en trois livres; il est écrit en latin et intitulé : *De quatuor summis imperiis*. Il est dédié au duc Ebrard de Wurtemberg, et destiné, comme le dit l'auteur, à servir de guide à la jeunesse dans l'étude de l'histoire. Ce petit livre jouit longtemps d'un grand renom dans les écoles, et eut un grand nombre d'éditions. Ce qu'il y a de remarquable, c'est la division de l'histoire inaugurée par Sleidan; elle est empruntée au prophète Daniel et comprend les quatre empires d'Assyrie, de Perse, de Grèce (d'Alexandre le Grand) et de Rome. L'histoire moderne, d'après ce plan, n'est que la continuation de l'histoire romaine; l'empereur, qui est l'héritier et le successeur des empereurs romains, possède une dignité supérieure à celle des autres souverains. Dans ce livre, Sleidan fait l'exégèse du prophète Daniel; il y trouve le

(1) Voyez ANTOINE TEISSIER : *Les Eloges des hommes sçavans tirés de l'histoire de Mr. de Thou*. (P. 108-111.)

(2) Le grave de Thou, l. XVII, rend hommage à l'exactitude, à la fidélité de Sleidan, et cet éloge du plus impartial des historiens catholiques est significatif.

pape et les Turcs, qu'il combat, sans toutefois tomber dans les violences de langage de la polémique du XVI^e siècle.

Sleidan ne put mener son œuvre à fin; il mourut de la peste le 31 octobre 1556; sa femme l'avait précédé d'une année dans la tombe, et le chagrin qu'il ressentit de cette perte ne contribua pas peu à accélérer sa fin. Ils ne laissèrent aucun descendant mâle.

Jean Sleidan occupe un rang distingué parmi les savants du XVI^e siècle. Il est le père de l'histoire de la Réforme, et son ouvrage restera classique, grâce à l'exactitude du récit et à l'élégance du style. Comme diplomate, Sleidan joua également un rôle éminent; son extérieur était agréable; il parlait avec une grande facilité et était estimé de tous les hauts personnages de l'époque, à cause de sa fermeté de caractère et de sa modération. Il était aussi en rapport avec les hommes les plus marquants de son temps; il correspondait avec Luther, avec le docte Mélanchthon, avec le pieux Vergerio, avec l'austère Calvin, avec Jean du Bellay (1), avec Martin Bucer, dont il traduisit en latin le catéchisme allemand, avec l'humaniste Peutinger de Nuremberg, avec les deux Sturm (le stettmeister Jacques et le recteur Jean), avec Pierre-Martyr Vermigli, avec Paul Fagius, avec le savant Roger Asham (2). Tous ces hommes illustres professaient pour Sleidan la plus sincère amitié et la plus vive estime.

Jean Sleidan, de même que son compatriote Jean Sturm, furent deux illustrations de la ville de Strasbourg au XVI^e siècle. Ils ouvrirent, l'un comme historien, l'autre comme pédagogue, des horizons nouveaux à la science. Tous les deux furent aussi mêlés, comme diplomates, aux événements les plus importants de leur temps. Tous les deux ayant habité la France, avaient de hautes relations à Paris, et

(1) La Société historique de Göttingue a publié, dans ses *Neueste Forschungen*, Gœtt., 1870, une vingtaine de lettres adressées par Sleidan au cardinal du Bellay.

(2) Les lettres de Sleidan à Asham parurent dans la collection épistolaire de ce grand homme, publiée à Hanau en 1802, sous le titre : *ROGERI ASHAM, Familiar. Epistolarum, libri tres*. Hanoviae 1802.

jouèrent, dans l'histoire politique du XVI^e siècle, un rôle important. Grâce à eux, Strasbourg fut, pendant des années, le trait d'union entre la France et l'Allemagne. François I^{er} en particulier, ainsi que Henri II, professaient une haute estime pour Sleidan, qu'ils connaissaient personnellement et qui leur rendit des services signalés.

Deux ans sont à peine écoulés depuis le jour (14 juin 1870) où fut inaugurée à Strasbourg la statue de Jacques Sturm de Sturmeck, qui depuis a été, à deux reprises, gravement endommagée. L'illustre stettmeister aurait mérité non-seulement cette modeste distinction dans la cour du Gymnase protestant, mais une place d'honneur au milieu de la cité, dont il fut l'ornement et l'une des gloires les plus pures. Comme celle de Sturm, la mémoire de Sleidan doit être tirée de l'oubli. Puisse bientôt un monument littéraire, digne de l'historien du XVI^e siècle, être élevé en son honneur, et rappeler ses mérites à une génération qui, au milieu des préoccupations du siècle, en a complètement perdu le souvenir !

J. RATHGEBER.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

QUATRIÈME GUERRE DE RELIGION

(1572 — 1573)

LETTRES EXTRAITES DES MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE
IMPÉRIALE DE SAINT-PÉTERSBOURG, PAR M. JEAN LOUTCHITZKI (1)

LETTRES DE DAMVILLE (2).

1.

Au Roi.

4 octobre 1572.

Sire ! M'acheminant en mon gouvernement suivant le commandement que m'en avez fait, j'ay trouvé en ce lieu les porteurs qui ont esté dépeschés par les estats de vostre pays de Languedoc devers V. M. pour lui faire entendre tant la tenue d'iceux en vostre ville de Béziers, que de tout ce qu'il se est passé. Mesmement quelques articles auxquels ils ont fait difficulté que plus amplement ils feront entendre à V. M. si elle l'a pour agréable, avec remonstration très humble des pertes, ruynes et sterillités de tous vivres qu'ilz ont souffert en tout vostre pays depuis trois ou quatre ans en-ça, qui leur cause grande incommodité pour ne pouvoir bonnement satisfaire au vouloir et intantion de V. M., ainsi qu'eulz mesmes désireroient, et qu'ils en ont la volonté bonne, fait que je les ay bien voulu accompagner de ce petit mot pour très humblement supplier V. M. qui luy plaise y ayant esguard importer à tout vostre pauvre pays de Languedoc de vostre grâce et bonté accoustumée pour leur donner de tout plus le moyen de continuer le très humble service qu'ilz vous doibvent comme très humbles et très obeïssens subjects, etc.

Vostre très humble et très obeïssant subject et serviteur

DAMVILLE (3).

(Msc. de la bibl. imp. de Saint-Pétersbourg, vol. 103, n° 45. Orig.
Sign. autographe.)

(1) Voir le *Bulletin* du 15 juin, p. 252, et du 15 juillet, p. 299.

(2) Henri I^{er}, connu, jusqu'à la mort de son frère François, 1579, sous le nom de Damville, et devenu alors duc de Montmorency, était le second fils du connétable Anne et de Madeleine de Savoie de Tende, sœur de Villars. Depuis 1563, il occupait le gouvernement de Languedoc, et avait été nommé, en 1566, maréchal de France. En 1574, il se mit à la tête des Politiques.

(3) Cette lettre, écrite dans un tout autre esprit que celles de Villars, rappelle

2.

Au Duc d'Anjou.

De Beaucaire, 24 novembre 1572.

Monseigneur, le Sr de Masparrault, porteur de la présente, après avoir esté, suivant le commandement de Sa M^{te}, vers M. l'admyral, mon oncle (1), m'est venu trouver en ceste ville de Beaucaire, où il m'a rendues les lettres qu'il auroit pleu à Sa M. m'escryre le 4 du present, me donnant par icelles advis des desportemens des Rocheloyz et du recueil qu'ils avoient faict au Sr de Vigen qui estoit allé vers eulx de sa part, et de plusieurs aultres leurs actions contre le debvoir qu'ilz luy ont. Tendant la fin de sa lettre à ce que pendant que Vous, Monseigneur, serez à l'entreprise que Vous avez faicte contre eulz, je poursuive si vivvement ceulx qui se sont rebellez en mon gouvernement qu'il n'en puisse sortir aucuns pour aller à leur secours, et qu'au mesme temps que vous ferez vostre effort, s'en face de mesmes en mondict gouvernement, sur quoy je n'ay voullu faillir de représenter à Sa M. et à Vous, Monseigneur, que desia vous ay faict entendre par le Sr de Lombez, qui est en somme que je n'ay pas à faire en ung seul endroict pour l'appugnation des rebelles en mond. gouvernement, car ilz occupent pour le moingts de soixante à quatrevingts villes ou forts, leurs forces y sont grandes et tous les jours les accroissent. Je n'ay pas le moyen d'y résister, si ce n'est qu'il plaise à Sadicte M^{te}, me le donner, la suppliant très humblement se souvenyr que comme je luy ay escript, qu'à mon gouvernement je n'ay trouvé que cinq compagnies de gens de pied de soixante hommes chascune, sous le regiment de M^r de S. Geran qui encores en avoit tiré les meyllieurs hommes avec luy en Brouage. Depuis y estre arrivé je me suis efforcé en tout ce qu'il m'a esté possible de faire croistre lesd. compaignyes et d'en assembler quelques nouvelles avec celles des Corses que j'y ai faict entrer pour la conservation de ce qui reste sous son obeysance. Si j'eusse eu les moyens, Monseigneur, de recouvrer deniers, je serois maintenant prest à me mettre en campagne, comme est M^r l'admiral, mais ne m'en ayant esté donné aucun, je suis tousjours attendant sur ce la vollunté de Sad. M^{te} et la vostre, et les commandemens qu'il vous plaira me faire par led. Sr de Lombez, sellon lesquels et pourveu qu'il luy plaise et à vous m'accorder de ses finances ou pouvoir d'en recouvrer ailleurs, je n'auroy pas faulte d'hommes, car j'espère avec l'ayde de Dieu et de tous les bons serviteurs de S. M. et vostres, qui sont de deca, donner taus d'empeschemens ausd. rebelles et les tenyr de si près qu'ilz n'aurent pas loisir de penser à la Rochelle, mais sans moyens je ne puis rien, n'estant l'importance des affaires

les paroles de d'Aubigné : « Le duc d'Amville n'étant sauvé du massacre que par l'absence de son frere, il alla faire en Languedoc contre les Réformés par office ce qu'autrefois il faisoit par passion. »

(1) Villars.

concernans Sa M. de deça si petite qu'il ne m'y faille pour le moins une armée de dix ou douze mille hommes de pied et une baterye de 18 ou 20 pieces d'artillerie. Ce que j'auray bientost assemblé, ayant recu vos commandemens et les moyens de ce faire. Et viendrait bien à propos, Monseigneur, qu'il plaise à Sad. M. me renvoyer promptement led. Sr. de Lombez, afin d'accelerer, s'il estoit possible, ce que j'auroys à faire, au moins que j'eusse le remede pour me mettre en campagne du costé de deca, pendant que Monsieur l'amiral y seroit du costé de Montauban, car en ce faisant, ceulx de son gouvernement ne viendroient au myen, ny ceulx du myen n'yrolent point au sien. Et m'assure que luy et moy les esbranlerons de telle facon qu'ilz penseront à leur faict. Led. Sr. de Masparrault a traversé d'un bout à l'autre mond. gouvernement et recongneu à l'œil tout ce que je vous ay escript, des actions desd. rebelles, qui ne pourroit avoir esté myeulx à propos à ce qu'il puisse vous en rapporter à la vérité ce qui en est; à la suffisance duquel me remectant et attendant tousjours avec une extresme devotion au service de Sad. M. le retour dud. Sr. de Lombez, je finiroy la présente en priant Dieu, etc.

DANVILLE.

(Vol. 103. n° 47. Orig. Sign. autographe.)

3.

Au Duc d'Anjou.

Lunel, 24 janvier 1573.

Monseigneur! par mes lettres du 10 du présent je fis entendre à Sa M. et à Vous, qu'estant lors le mauvais temps modéré je m'acheminois à Montpellier en l'assemblée des estats de mon gouvernement pour la négociation avec eulx des finances qu'il a pleu à Sa M. m'ordonner, pour Incontinent après me joindre aux troupes que j'avois jectées parmy les ennemys et qui s'estoient logées au lieu de Cauvisson. Suivant cela Monseigneur, estant avec moy les S^{rs} de Joyeuse, de Suze, de Mondragon, de Lombez, de Crillon, S^t Just, Labarttalan et plusieurs aultres fidels serviteurs du roy et de Vous, tant de ce pais que de ceulx du contat d'Avignon que M^r le cardinal d'Armagnac m'avoit envoyé, et partant de Beaucaire, estant adverty que lesd. ennemys assemblez en nombre de deux cens chevaux et xv cens hommes de pied faisoient quelque semblant de vouloir combattre mes troupes, je me serois acheminé en toute dilligence au lieu où ilz estoient pour estre de la partie, mais estant advertis de mon arrivee, ilz deslogèrent de nuit et depuis la campagne m'est demeurée. Après cela je me rendis au Montpellier en lad. assemblée des estats où je les ay troués en si bonne devotion au service de Sad. M. et Vostre, que non seulement ilz m'ont offert pour icelluy leurs biens, mais aussi leurs propres vies, estant im-

possible de reconnoistre un peuple plus fidel et obéissant à son roy qu'ilz sont et veullent estre, de manière qu'après m'avoir accordé les trois cens mil livres que Sad. M. m'avoit ordonnés sur eulx, à deux termes; le premier au 15 de fevrier prochain et l'autre en may, encores que ce ne soit argent contant, comme il est nécessaire pour bien fabriquer une armée et rendre la discipline au soldat telle quelle est requis, si est-ce, Monseigneur, que je fais en cela de nécessité vertu et ne laisse de mettre tout ce que je puis ensemble, ayant desjà aud. lieu de Cauvissou trois cens bons arquebusiers qui se renforceront d'heure en heure, esperant dans le 25 de febvrier quilz seront quarante enseignes, ensemble que j'ay fait lever en mond. gouvernement les vingt soubz la charge du S. de Savignac du costé de la Gascoigne, et le reste en ce quartier de deça, attendant les Corses et les forces des provinces de Daulphiné et Lionnois qu'il a pleu à Sad. M. et à Vous m'ordonner que je réserve pour forcer Nysmes. Et affin, Monseigneur, que Sa M. et Vous saichent s'il leur plaict qu'il ne tient maintenant à moy que je ne face quelque chose pour son service et le Vostre, Vous serez informé que je suis tousjours actendant l'artillerie de Lion que je n'ay peu encores recouvrer, combien que l'on m'ait assuré que Mr de Mandelot l'avoit fait mettre sur l'eau, et ne scay à quoy il tient qu'elle n'arrive. Quant à celle de Narbonne, il la fallu remonter tout à neuf, et tousjours les ouvriers sont après pour me la rendre le plustost qu'il me sera possible en Aigues-mortes pour led. siège de Nysmes, et si cependant j'eusse eu celle de Lion avec les deux coullevrynes que j'ay empruntées d'Avignon, j'eusse forcé dix ou douze forts des environs de lad. ville et d'autant eslargy le pais, et peut-estre attiré l'ennemy au combat, pour tout à une fois rendre ce pais soubz l'obeissance de Sad. M. et Vostre. Mais en actendant, Monseigneur, suivant mes dernières instances, je Vous supplieray très-humblement de commander aud. Sr. de Mandelot de m'envoyer les deux compagnies de Lionnois et de mesmes aux Srs. de Gordes et de Garces que toutes les quatre de Provence et autres quatre de Daulphiné que Sad. M. m'a pareillement ordonnées, me soient bailliés pour ne retarder l'exécution de mes entreprinses qui commencent de réussir et continueront avec l'ayde de Dieu de bien en mieulx, s'estans ceulx qui estoient dans le chasteau de Cauvissou (1) après avoir attendu longuement mes troupes dans le bourg aux environs, l'une moitié par crainte et l'autre moitié par famine renduz il y a deux jours à vie sauve, estant en nombre environ six-vingts hommes qui ont tous prins les armes pour Sa M^{te}, excepté le cappitaine et quatre soldats qui sont en vollunté de s'y mettre. Voilla, Monseigneur, ce que j'ay bien voulu Vous représenter des choses qui concernent led. service de Sa M. et Vostre par la commodité du Sr. St-Roman, présent porteur, affin qu'il Vous plaise, comme je Vous en supplie très-humblement, de ne m'imputer sur la persuasion qu'aucuns pourroient Vous faire qu'il y ait de la négligence en moy, me faisant cest honneur de considérer que les moyens

(1) Calvissou.

qu'on m'a donnés n'estoient pas deniers contans et qu'une armée de dix ou douze cens hommes n'est pas si tost assemblée avec une batterye de 20 pièces d'artillerie, oultre ce qu'il m'a esté nécessaire d'avoir pour préalablement munyr de gens de guerre les villes restans soubz son obéissance, en nombre de plus de deux cens en mon gouvernement pour les conserver. A quoy la grace à Dieu, j'ay pourveu du mieulx qu'il m'a esté possible, et espère que mes actions Vous feront paroistre que je n'ay rien oublié de la moindre chose du fidel devoir et subjection que j'ay au service de Sad. M. et Vostre. Suppliant en cest endroit le Créateur Vous donner en toute prospérité, Monseigneur, etc.

Je ne veulx oublier à vous dire que le chasteau de Covisson n'estoit pas de si peu d'importance qu'il n'est cousté pour le moingts 20 coups de canon.

(Vol. 103, n° 48. Orig. Sign. autographe.)

4.

Au Duc d'Anjou.

15 mars 1573.

Monseigneur, despeschant le Sr Scapole, chevalier de l'ordre du Roy, vers Sa M. pour luy rendre compte de mes actions et deportemens à son service, je n'ay voulu faillir par mesme moyen de Vous faire entendre que tout aussitost que Sad. M. m'escripvit que Vous Monseigneur, estiez party pour Vous achemynier à la Rochelle, affin de destourner les rebelles de ce pais d'y aller au secours et de favoriser Vostre entreprinse et aussi pour commencer de rompre leurs desseings et tout a ung coup les attirer au combat, comme ilz faisoient lors semblant d'y voulloir venyr. Saichant qu'ilz avoyent retirés les meilleurs hommes de leurs troupes soubz quatre enseignes et une cornette de cavallerye dans la ville et chasteau de Sommières, l'une des plus fortes places qu'ilz ayent en ce pays à leur dévotion, et d'ailleurs désirant satisfaire de tout mon pouvoir au commandement qu'il Vous a pleu me faire, je vins assiéger lad. ville et chasteau (1). Il y a ung moys tout entier ou après avoir faict faire deux bresches, l'une au chasteau et l'autre à la ville, j'ay faict livrer deux assauts aud. chasteau et ung à la d. ville, où par la grande résistance de ceulx de dedans il nous a esté impossible de pouvoir entrer. Toutefois nous avons le courage meilleur que jamais, et espère avec l'ayde de Dieu que nous en viendrons à bout, encores que la pluspart des forces des d. rebelles tant de Guyenne que de ce pays sont campés à trois petites lieues d'icy en nombre

(1) « D'Anville avec ses nouvelles forces essaya Uzès en vain : se fit recevoir dans Calvisson et Saint-Geniers, et puis, voyant les fauxbourgs de Nîmes brûlez, par où il jugea la résolution des habitans, il choisit Sommières pour passer sa cholère. » (D'AUBIGNÉ.)

de trois à quatre cens hommes de pied et quelques chevaux, et feignent de nous voulloir combatre et de ravictuailler la d. ville. Et ne faudray par homme expres de Vous advertir de ce qui en réussira. Cependant Vous supplieray très-humblement, Monseigneur, me fere cest honneur de me tenyr au rang de Vos plus fidels serviteurs, ne désirant rien tant que de Vous complaire, faire très-humble et agréable service avec telle affection et devoir que Vous le pourriez espérer de personne du monde, et en ceste vollunté, après Vous avoir très-humblement baisé les mains, je prieray le Créateur, Monseigneur, qu'il Vous maintienne en parfaite santé, etc.

Votre très-humble et très-obeissant serviteur,

DANVILLE.

(Vol. 103, n° 44. Orig. Sign. autographe.)

LETTRE DE VILLARS.

II

Documents concernant le siège de La Rochelle.

Le 18 novembre 1572, Villars écrivait au duc d'Anjou :

Monseigneur,

Il a pleu à Sa Majesté m'advertir de la delibération que vous avez prise touchant le faict de la Rochelle. C'est la plus belle resolution qui se pouvoit prendre, car telle manière de gens ne se veulent traicter aultrement qu'à coups de canon. J'espère, Monseigneur, que Dieu me fera ceste grace que pendant que netoirez ce pays-là, je donneray ordre par dessa que l'obeissance demeure à Sa M^{te}. Cela s'entend si je suys aydé des moyens sans lesquels je ne puy rien faire, asscavoir d'argent, des boulets et de pouldre, comme je mande plus amplement à Sa M^{te}, vous suppliant, Monseigneur, y vouloir tenir la main et croire ce que j'ay dict, etc.

VILLARS.

(Bibl. imp. de Saint-Pétersbourg, lettres de Villars, n° 24.)

C'est sur La Rochelle, en effet, que devaient se concentrer les principaux efforts de la quatrième guerre de religion. N'avait-elle pas été la première à s'effrayer des suites probables de la Saint-Barthélemy ? Ne se refusait-elle pas résolument à laisser entrer dans ses murs le gouverneur royal Biron et les troupes qui l'accompa-

gnaient? Après deux mois de pourparlers, la nouvelle des massacres de Bordeaux avait rompu les négociations, et l'on « commençait à se préparer sérieusement à la guerre. » Pour emprunter encore les paroles de l'historien de Thou : « La cour, voyant que rien ne pouvoit engager les Rochelois à recevoir Biron, à moins qu'ils n'eussent des sûretés plus fortes que des paroles, donne ordre à ce seigneur de leur déclarer la guerre, s'ils ne le reçoivent sur le champ et sans aucune condition, et de les traiter comme des rebelles et des ennemis de l'Etat. » (De Thou, liv. LV et LVI.) Arrière, vol. I, et d'Aubigné retracent le siège avec une profusion de détails et une exactitude dont nos documents font foi. Nous y renvoyons les lecteurs, en nous contentant de rappeler qu'au moment où Biron écrivait les lettres que nous publions, il commandait l'armée d'investissement en attendant l'arrivée du duc d'Anjou; que depuis le commencement de l'année « on assiégeait la ville par terre et par mer, » et que dans La Rochelle se trouvait La Noue, fidèle à la fois à son double rôle de médiateur, au nom du roi, et de défenseur de la liberté de conscience, La Noue auquel, même à cette époque particulièrement difficile de sa vie, de Thou rend encore le beau témoignage que « jamais on n'interpréta mal ni ses paroles ni ses actions. »

LETTRES ET DÉPÊCHES ORIGINALES DE BIRON (1).

(Bibl. imp. de Saint-Petersbourg, vol. 78.)

1.

Au Roi.

10 janvier 1572, Devant la ville de La Rochelle.

Sire! Le seigneur de Gadaigne ariva icy le quatriesme de ce moys et avec luy le commis du tresorier qui pourtoit vingt mille livres pour le payement de la monstre qu'il vous avoit pleu me commander fere aux gens de pied, Le lendemain la monstre se fist avec grand regret daulcungs capitaines s'atandans d'estre advertis deux ou trois jours devant, et l'ordre y a esté si bien tenu et y heu l'œil et uzé de stratageme pour les surprendre, qu'il se retrouve bon nombre des payés... autres, au grand mescontentement de daulcungs. Les deniers revenans seront pour parfaire à plus près la somme du payement desd. compagnies qui sont en nombre de vingt-six. Il n'est venu argent que quarante-six mille livres, assavoir : unze mille livres dediés pour celles de Beaumont, huit mille livres qu'estoient pour prester aux nouvelles et vingt-sept mille livres susdictes dernières. Il resteroit pour le payement desd.

(1) Armand de Gontaut, baron de Biron, nommé, en 1569, grand-maître de l'artillerie, et en 1577, maréchal de France.

vingt-six compagnies six mille livres. Ceste monstre donne occasion à ung chacun de se resouldre à faire service à V. M. et de patrie, et s'en mestre en reigle, ordre et militie, car je vous promects, Sire, sans icelle tout s'aloit desahander et en dangier qui eust porté grand prejudice à vostre service qui est si bien acheminé. Et venant lad. monstre à propos, l'on a faict avec les soldatz qu'ils ne fairont point d'instance du payement que sur la fin du moys, combien que leur but et project estoit le vingtiesme. Mais les compagnies de M. de Lude ont faict une grande querimans, ne faisant monstre comme les aultres vingt-six, et disoient que à la monstre qu'ils ont faicte, l'on leur a faict entendre que c'estoit pour le moys de decembre, à quoy leur a esté remonsiré que celle qu'ils ont faicte, ce n'as esté que le xvi du passé qui sont quatorze jours après les aultres qui ne sont entrés en ce camp que xix, et qu'ils ne peuvent mieulx faire que d'atandre le temps comme les aultres. Ils ont protesté qu'ils ne peuvent plus retenir leurs soldatz, qu'ils ont prins Marans. Toutefois ils en estoient à trois lieues, quand il fust habandonné. Mais l'on y fera ce que l'on pourra, comme aussi à la compagnie de St-Martin qui est entré en ce camp avec cinq cens hommes, et ne sçavons comment l'entretenir. C'est une grande compagnie desbordée. Toutefois il y en a qui ont mine d'hommes, et promect led. St-Martin de fere merveilles. L'on le logera où il demande. L'on leur sera baillier quelque pain, en attendant la venue de Monseigneur. Et seroit bon aux ungs et aux aultres leur fere prester quelque argent d'icy à quelques jours atandans la monstre, plustost que de les laisser desbander. Comme aussi à trois compagnies nouvelles qui sont à trois lieues de ce camp. Mais j'atans que mondiot seigneur sera venu, avant que soit le temps pour en ordonner. Les entrepreneurs munitionnaires ont demandé de mes gensdarmes pour estre aux chasteaux et passaiges avec quelques hommes pour tenir le reste. Ce que j'ay faict.

Sire, comme je vous ay mandé par mes précédentes du 30 du passé, il est très nécessaire que les forts de la Poincte de Correils et au milieu de celle de Chef de Boys soient faicts avec des navires eschoués dans le port, mis de telle fasson qu'il y eust tousiours les gens dessus. Et se deffendroient l'ung l'autre par les moyens dead. forts. Aultrement c'est argent quasi perdu que les navires qui y sont, d'autant que les navires entrent et sortent comme ils veulent de la Rochelle. Si les compagnies de vostre garde estoient arivées et que M. de la Garde fut prest, comme il entreprend de le garder et faict provision d'y mettre ce qui est nécessaire pourveu que l'on le fortifie, j'entreprendray de mettre en deffense dans douze jours celui de Correils, mais le sr. de la Garde est en Retz. (sic). L'on n'a peu quérir les hommes en Brouage pour le front. Aussi il faut bien pancer pour la fortification car de la fortifier tout, il faudroit beaucoup plus d'argent que celluy que V. M. y a envoyé. Ce qui est faict et se fera ne costera gueres et se faict par trois cents pionniers. L'argent se trouvera entier encores. Le mauvais temps a gardé que l'on n'a peu regaster la Fontaine qu'ils ont rabilliee. Ce sera demain si l'ordre que ay mis se tient. Il sera mis au magasin

du Roy mille tonneaux de vin, mais chacun y veult mettre la main. Je me remettray du tout aux srs. genneraulx de Chastelier et Beaulieu, car jay assez daultres affaires. Le genneral des vivres fait ce qu'il peult, mais les entrepreneurs sont des trompeurs, car ce qui leur est ordonné et commandé le soir, le lendemain après ils ne le tiennent. Les gens darmes commencent à vouloir se desbander, à l'exemple de ceulx de Mr. de la Vauguion et de son enseigne qui s'en est allé depuis mes dernières, disant que tout ce qu'il avoit mené de la compagnie s'en estoit allé. C'est ung très mauvais et pernitieux exemple. Les cheffz des gens darmes qui sont icy supplient V. M. qu'il luy plaise ordonner qu'ilz fassent monstre, attendu qu'ils n'en ont fait que une l'année passée, et si ont servy et en y a tels qui a quasi quatre mois qui sont en ce pays. V. M. y gaignera beaucoup en leur faisant faire monstre, ne payant que ce qui se trouvera present, et ceulx qui ont prins la mallady au camp. Se monstrera aussi par la qui serve, l'on est payé. Et servira dung bon exemple pour ceulx qui viennent après en ce camp. Il n'y a nul prevost en ceste armée que celluy de lartillerie qui est assez empesché. J'ai recherché de fere quelque entreprinse à la Rochelle; si je pouvois parler avec ceulx à qui j'ay intelligence, pour les instruire je ferois quelque chose. Mr. de Pugalhiard est arivé icy qui a mené quelques hommes qui promettent beaucoup. L'on les a instruits. Les Roches-Baritault ny Landereau ne sont en ces quartiers, et vont demure à Maran sinon jusques à ce qu'il n'y ait heu rien plus. Ils dressent quelques navires pour aller sur mer. C'est une chose assurée qu'au mois de novembre il y avoict douze mille pièces de vin et trente mille boysseaulx de bled à Lusson. Aujourd'huy il n'y a nul habitans, voire l'on en a apporté les portes et fenestres des maisons. Lesd. srs. de Pugalhiard et Beaulieu et plusieurs aultres temoigneront ce. L'on cuydoit trouver et fe. une parlye des magazins de vostre armée à Lusson. Mr. de Pons a dressé une compagnie de deux cens hommes de pied qu'il tient à Pons; il fait plusieurs pilleries et emprisonnements et est cause qu'il y a cinquante valians homnies retirés à la Rochelle. Il dict qu'il a levé ces deux cens hommes sous la permission de M. l'admiral, lequel me mande que en ce il a esté surprins et que j'en fisse comme seroict pour l'utillité de vostre service et du peuple. Il ne veult hoster ceste garnison qui fait mille insolances et sous le pretexte que l'on le veult thuer; il y en a bien d'aultres à qui l'on en veult davantage. Je luy voullu baillyer commission de soixante hommes pour la garde de son chasteau et ville. Voiant que ne luy en voulois baillyer davantage, il l'est allé demander aud. seigneur admiral et le pis (est) que sous une sauvegarde qu'il a obtenu dud. sr. admiral par surprinse, ainsi comme il ma mandé, ne veult que ses tenantiers contribuent aux munitions de vostre armée et portent vivres en Brouage pour de l'argent : non seulement ses tenantiers mais ceulx qui sont de l'entiere baronnerie de Pons qu'ils disent qui ne sont esté froullés. Brief, il semble à la pluspart que ceste guerre que V. M. fait pour chastier voz rebelles et desobeissans, n'est faite que pour le profit et pillage particulier. Ilz gardent leurs (*illisible*)

et ont des sauvegardes, mais c'est affin qu'il n'y ayt que eulx à les pilioter. V. M. m'a baillié en charge ce pays : je ne puis moins fe. que vous en advertir.

Il y a des marchans de Hambourck et de Lubec qui me sont venus trouver et demander passeport pour sortir de la Rochelle, disans qu'ilz ont esté prins par les Rochelois et retenuz par force, et contraincts prandre du vin au lieu du scel qu'ils estoient venuz quérir. Je leur ay dict qu'ilz me fissent apparoir leur dire. Ilz mont porté ung passeport du mere de la Rochelle donant de certification de ce dessus que j'anvoys à V. M. pour monstrier de leur insolance et affin que V. M. voye comme il est servy. L'argent qu'il vous a pleu ordonner pour l'artillerie pour le moys de decembre, dont il y en a quarante mille livres à Tours, il y a vingt cinq jours qu'il est prest. Tonteffoys le commis ne le voullu porter, ains est venu querir en ce champ deux charrettes pour les porter. Il a espargnié en ce quarante livres, de sorte que pour le moys de decembre il n'est venu aulcuns deniers et a fallu vivre d'emprunts jusques à ceste heure : qu'est une chose très pernitieuse en ung tel equipaige d'artillerie que l'argent ne vienne à temps.

Sire! presentement est arivé ung des principaulx bourgeois de la Rochelle, nommé Coveliers, qui a este prisonnier deux moys. Le maire le faisant sortir de prison, luy dict que le conseil avoit ordonné que luy et sa famille sortist de la ville. Il m'a faict entendre qu'il ny a chose qui puisse plus fâcher les Rochelois que leur fermer le passaige de la mer, mais il nous mect des moyens en avant qui ne se peuvent faire. Je vous envoie ung portraict de ce que j'estime que devoit et se peult feire, ayant heu ladvis de gens entendus à la mer qui l'on trouvé bon. Mais il fault eschouer de grands navires dans le cours de l'eau. Je natans sinon les compagnies de vostre garde et celles du Gua pour faire le fort à la pointe des Correilles, affin que, arrivant Monseigneur, il n'y aye à faire aultre chose que assoir les pièces et faire les tranchées. Et c'est une chose très nécessaire de copper la mer, car aux jours passés ils y sont entrés six ou sept navires chargés de prises, ou il y avoict du bled. Ils sont sortis environ de six ou sept vingts d'hommes pour aller courir sur mer. Ce seroict ung grand service de les pouvoir garder d'entrer. Comme aussi jay besoin des forces estrangeres. Javoys mandé fere avancer lesd. compagnies, mais le bruict court quelles sont este contremendées de ne venir pour encores. Cependant je fays provision de ce que j'estime estre necessaire et mesmes pour les mineurs, lesquels lon ma adverty que pour s'excuser quand ilz ne peuvent ou ne veullent faire quelquechose, ilz demandent des choses impossibles. Je leur ay faict mettre par mémoire tout ce qu'ilz pouvoient demander, afin qu'ilz ne trouvent nulle excuse.

Sire! Je ne vouldrois faillir aucunement à voz commandements, mais il est intervenu une grande plainte parmy les gens de pied à cause des lieutenans; leur ayant faict entendre vostre intention; mesmes Mr. de Strosse qui s'en est grandement plainct lequel vous en escript, comme il m'a dict. M. le general Chastellier et moy

adviserons de fere ce que pourons pour vostre service, nous aprochans tousjours de vostre intention et commandement. Le seigneur abbé de Gadaigne m'a faict entendre particulièrement vostre intention que je suivray de point en point de ma vye, de ma payne et travail. J'ay faict entendre aux maire et eschevins de la ville de la Rochelle le retour dud. sr. de Gadaigne avec la responce de V. M. à leurs lettres qu'ilz desiroient tant, que Mr. de la Noue m'avoit mandé quelsques jours auparavant. Mais la responce qu'ilz m'ont faicte, de m'envoyer ung ostage pour led. sr. de Gadaigne qu'ilz ne le pouvoient faire, mais que je leur envoyasse les lettres de V. M. avec le double des instructions que l'on luy pouvoit avoir baillées, signées de sa main, qu'ils monstrent par là une tres mauvaise volunté et que s'ils avoient moyen de fere pye qu'ilz le feroient et qu'ilz ne viendront jamais à quelque recognoissance qu'ilz ne mayent parlez de plus hault. Je ne laisse pour cella d'uxer de tous moyens d'artifices pour leur fere cognoistre le devoir en quoy ils se doibvent mettre, comme vous dira led. sr. de Gadaigne qui m'a trouvé en mesure. (?) Je escript ce matin aud. Sr. de la Noue et au mere pour voir si nous pouvons recouvrer quelque ostage pour faire aller à la ville sellon vostre intention led. Sr. de Gadaigne. Je pryé Dieu, etc.

Vostre très humble et très obeissant subject et serviteur

BIRON.

(N° 26. Orig. Sign. autog.)

2.

Au Roi.

10 janvier 1573.

Sire! Je suis contrainct de vous escrire ceste lettre pour les grandes plainctes et indignités que nous ayons du cappitaine St. Martin. Et vous prie, (?) Sire, que m'ayant envoyé pour assiéger la Rochelle, je suis assiégé dud. St. Martin et de ses gens, car il n'y a (*illisible*) qui ne soit vollé, ny homme qui sorte du camp. Au demeurant il tient de si estranges propos que il ne tient que peu que ne luy fasse mettre la main dessus. Il escript des lettres bien estranges. Et vous assure, Sire, que j'ay plus de peur de luy que de ceulx de la Rochelle, qu'est cause que je le loge à part par le conseil et advis des cappitaines qui sont icy. Je passerois oultre n'estoict qu'il nous a apporté des lettres de vous, de la Royne et de Monseigneur. Il est très nécessaire d'y mettre quelque ordre. J'en advertis V. M. de bonne heure. Il y a trois jours qu'il est à une lieue de ce camp et nous mande qu'il viendra nous trouver s'il ne pleust. Je pryé Dieu, etc.

BIRON.

(N° 29. Orig. Sign. autog.)

3.

Au Duc d'Anjou.

10 janvier 1573.

Monseigneur!

Je suis esté contrainct encores ce coup de fe. une longue lettre au Roy pour lui représenter et à tous beaucoup de choses qui interviennent, et ne se peult faire sans quelque prolixité. Je ne vous feray des redites sur ce que je fais entendre à S. M., me remettant sur lad. lettre à laquelle il vous plaira y considérer.

Monseigneur! La longue expérience que j'ay des affaires de la guerre, me fera vous donner advis et conseil sur les forces que vous avez devant ceste ville. Et ayant entendu que ne amenez (qu')ung corps, assavoir des Suysses, et que ne faictes estat que de cinquante et sept enseignes françoyses, je vous veulx bien advertir, Monseigneur, qu'il ne vous fault faire estat que de cent hommes par enseigne, car à la monstre en passe volans, mallades et absans. Il y a des compagnies qui n'en ont gueres d'avantaige. Et quand ils auront faict des gardes, il y en aura de mallades, d'autres qui se absenteront et yront à la picourée. De sorte que je ne fays estat que de cent hommes par compagnie. Il faudra aux tranchées pour la garde des deux batteries pour le moins quinze cens hommes, et mesmes quand on se logera dans le fossé que seroit quinze compagnies. Il en faudra trois pour la garde de vostre logis, deux pour la garde des munitions et trois ou quatre en garde aux aultres advenues du camp, que seront vingt quatre compagnies de garde. De sorte que voz gens de pied n'auront que la nuict franche, que ne le scauroient supporter. Monseigneur! l'importance est là où vous serez et ce que vous assaliez, car prenant la Rochelle, nul ne vous pourra resister, la faillant tout se essaiera de vous resister, parquoy il falloit tendre seulement à la prinse de ceste ville, car tout le demeurant, ce n'est que amusement, d'autant que ceux dans les provinces n'ont guères moyen de prandre places de resistance. Je vis hyer ung double de commission pour faire recouvrer des pouldres à Mr l'admiral : d'Angers, Tours, Chinon, Nantes, Brest, S^t Malo. Ces forteresses sont si esloignées l'une de l'autre que ledict seigneur ne scauroit avoir lesd. pouldres que à la fin de mars, avant que lon les ay assembler de lieu à l'autre, charger et descharger à la mer incertaine, les mener contremoult, la Riviere de Garonne et d'autres difficultés que les gouverneurs de places font communément. Et je juge que si avez les forces nécessaires que demy mars vous avez prinse la Rochelle et puis vous despartirez de vostre corps d'armée, ce que seroit nécessaire à ung chascung, ou vous mesme feriez ung petit voyage pour pollir la France et remettre ung chascung en son devoir et en paix et repos que vous sera une couronne de réputation pour adjouster avec les aultres. Car Mr l'admiral a levé quatre (1)

(1) En marge, de la main de Biron : « vingt. »

compagnies; appres qu'il aura prins quelques chasteaux et petites villetes alantour de Montauban, des aultres forteresses qui seroit pour les brider, en attendant que les commissions (viendront) qui luy sont necessaires à prandre Montauban, Milhau, Penlourans, S^t Anthonin, où il y faudra à toutes dix mille coups de canon, et il n'en scauroit avoir pour tirer trois mille. Il vous pourroit envoyer vingt compagnies des belles et complettes que pourrez mender au maittre de camp Gohas. Vous excuserez, Monseigneur, de l'advis de vostre tres humble et tres obeissant serviteur. Monseigneur ! Le mauvais temps a fort araité nostre atalage. Le lieutenant de Poitiers n'a pas ou n'a peu faire ce qu'il nous a promis. Tou-teffoys les pieces seront en ce camp pour le plus tard et bon nombre des munitions au 18 de ce moys. Et si le charroy des villages eust esté aussi grand comme lon le m'avoit promis, tout y fust esté le 17. Mais il faudra que led. charroy fasse deux voyages. Ils ne se peuvent plaindre veu que lon les paye. Il vous plaira, Monseigneur, escrire aux officiers de Chastellerault qui ont assez froidement fait leur devoir, et s'ilz font ung aultre voyage, tout sera prest au vingtiesme. Cependant seroit bon faire venir quelques forces davan-taige. Monseigneur ! Vous nous avez envoyé pour assieger la Ro-chelle, et puis envoyé le cappitaine S^t Martin pour assieger le camp. Il tient des terribles propos et dangereux et qui font craindre ung chascung. L'on luy mis la main dessus, mais il a apporté du Roy, de la Royné et vostres, etc.

Vostre tres humble et tres obeissant sujet et serviteur

BIRON.

(N^o 81. Orig. autog. signé.)

4.

Au Duc d'Anjou.

12 janvier 1573.

Monseigneur,

Je loue Dieu qu'en la charge qu'il a pleu au Roy et à Vous me baillyer en ceste armée, toutes choses sont allées suyvant vostre intention et service. Et n'y a esté rien obmis, et esperois que toutes choses estoient si bien acheminées que la vostre armée trouveroit quasi tout prest. Mais ce que je me suis tousiours crainct, j'ay cuidé voir ung commencement, qu'est qu'il y auroit des gens si peu affec-tionnés au service du Roy et de Vostre que quand il viendrait le temps de parachever l'œuvre, qu'ilz ne craindroient point d'essayer de me faire faire une escorne et y allast-il des vostres services, comme j'en suis quasi en cella. Car quelques ungs de la gendarmerie s'estoient delliberé de se retirer, disant qu'ilz n'ont fait qu'une monstre de l'an passé et que leur cartier est escheu. Mais

ilz alleguent tousiours exemple de ceulx de Mr. de la Vauguion qui n'ayant demeuré que douze jours au camp, s'en sont allés sans congé ny de moy, ni de leur enseigne, nommé St. Martin, comme il dict. Mais à la verité il en est cause, d'autant que luy quelques jours auparavant disoit qu'il s'en yroit avec la compagnie de son cappitaine. Cella donna ung très mauvais exemple aulx siens, et luy qui depuis s'en est allé, et aulx aultres gendarmes. Monseigneur ! A vous dire la verité, je suis esté en tres grande payne de ceste gendarmerye, bien que aulcungz des chefz m'ont promis de demurer avec leur troupe qu'ilz ont. En attendans d'aultres compagnies pour les refroischir, j'atans la compagnie de Mr de Savoye, qui a quinze jours qu'ung homme darmes d'icelle me vint trouver pour entendre de moy ce que lad. compagnie auroit affaire. Je leur mendede s'en venir incontinent en ce camp, mais n'en ay heu nouvelles. Je croy que ce sera pareil effaict comme on a faict des compagnies du sieur du Gua, lesquelles estant, il y a douze jours, à douze lieues d'icy, l'on les avoit faict reculer en arrieres. Je n'en pouvois avoir aucunes nouvelles jusques au soir bien tard. Si fussent esté icy, il y a huit jours que les forts de Thadou et de Chef de Boys fussent esté parachevés, mais je ne scay comment y mettre la main, si je n'ay des forces, car aultrement j'auroy assez affaire à me conserver avec l'artillerye et munitions. Il fault, Monseigneur, monstrier en ce quelque exemple de punition de ceulx qui s'en vont de si mauvaise fasson ; aultrement ceulx qui auront la charge de Vous, voire peult estre vostre grandeur, sy trouveroit en necessité.

Monseigneur ! Je vous ay desja adverty que ne venant les Suysses comme j'ay estimé tousiours que m'envoyez, que n'avois assez de forces, avec celles que pouvois avoir des françoys à pied. Il fault estimer que avec cinquante et quatre enseignes, il ne se trouvera six mille hommes quand ils auront demeuré dix jours aulx tranchées, et fault pancer qu'il y en aura de blessés et mallades et des poltrons qui s'en yront. Monseigneur ! Il vous plaira y pourvoir, quand on laisseroit six ou sept enseignes de gens de pied et quelque cavallerye devant Xanserre. Les regimens de Gonhas et de Sarieu vous y ayderont beaucoup, et leurs personnes pour executer ce qui leur sera commendé et à qui mieulx mieulx. Et ne fault que la poison de quelque particulier soit occasion de faillir en ceste entreprinse. Ce n'est pas que je veillys divertir mur et bon conseil de ce que a este advise, mais aussi je veulx bien donner adviz de ce que je pance estre necessaire pour vostre service. Monseigneur ! Il est tres necessaire que s'il y a quelsques compagnies de gens d'armes par les chemins, de les faire acheminer, car c'est la force, d'autant que dans la ville il y a quelque cavallerye, et ne sont si foibles comme aucungz ont voulu faire entendre, car ilz sont sortis quatre vingt et cent chevaux, et encores hyer au soir sortirent environ huit centz hommes de pied. Mais nostre cas n'estoit prest pour leur faire une escorne. Je vous supplie tres humblement, soyez pour fort : il y aura des compagnies qui ne serviront que de monstre. Je vous en advertis, Monseigneur. Vous savez que ne lay faict ce fault par le

passé et ne fault pour ce retarder vostre venue, car nous avancerons les affaires dans quinze jours. Des forces seront tres utiles, etc.

Vostre tres humble et très obeissant sujet et serviteur

BIRON.

Monseigneur! Depuis cette escripte, nous sommes allé rompre ce que les Rochelois avaient racoutré à leur Fontaine, là où lesd. Rochelois ont fait sortie de huit centz hommes. Il y a eu une grosse et forte escarmouche. Et y a-t-on fait perte d'ung coste et de l'autre, comme vous voirez par lettre que j'escris au Roy et discours que luy en fays. Depuis j'ay advisé d'envoyer ce porteur express vers le Roy, Roynne et Vous, Monseigneur, pour quelque indignité qui m'a esté faite sur la libéralité et Leurs Mtés et Vous. Je vous supplie tres humblement, Monseigneur, vouloir m'ayder qu'il ne m'arrive ceste escorde et desfaveur.

(N° 82. Orig. autog. signé.)

8.

Au Roi.

15 janvier 1573.

Sire!

Vous ayant escript l'autre lettre hier au matin, je entrepris d'aller rompre la Fontaine qui alloict à la Rochelle, selon le commandement qu'il Vous a pleu me faire, que fust cause que je retardis ce paquet pour y adjouster ce que y seroict executé. En fin, apres avoir mis la main à l'œuvre et diffiere ce que les ennemis y avoient rabillys, il est sorty ung grand nombre d'hommes de la Rochelle, lesquelz ont commansé deux fortes et grandes escarmouches, l'une du costé de la Fon, et l'autre du coste des molins, tirant vers la porte de Cognier. Du coste de la Fon ilz sont esté aplusiérffoys repoussés; de sorte que noz soldatz sont esté jusques sur la contre escarpe, et moy ay eu le loisir de voir jusques au pied de la muraille du coste de la tour qui fait le coing du pay (?) de Cognier. Tirant vers la Tour de la vielle Fontaine et bastion de l'Evangille; venant sur les trois heures du soir, ceulx de la Rochelle se résolurent de venir gagner les molins, là où il ne se trouva que quelques troupes de ceulx que Mr. de Lude a levez. Et fust si roide qu'il a esté tué ung des cappitaines, et ung aultre prins, estans habandonnez de leurs soldatz. Mr. de Puygaillard si est trouve qui a fort rassuré ces affaires, non sans grand dangier de sa personne; ou depuis Mr. de Strosse y arriva qui fist faire une si bonne charge aux ennemis qu'il les fist reculler. Et depuis les ennemis essayerent d'en faire une aultre avec toutes leurs forces, ou il y est mort ung de leurs cheffz qui menoit sa troupe, comme auparavant

il avoict esté thué trois ou quatre rondeliers du coste de la Fon. Et à dire la verite, il sembloit qu'ilz ne se vouloient acoster de ce coste de la Fon. Et cognoissoient bien qu'il y avoit des gens pour leur respondre. Comme aussi il y avoict des cappitaines et compagnies que Mr. de Strosse avoict levees que à toutz les coups qu'ilz faisoient semblant de sortir hors de leur fossé, ilz estoient repoussez. Lad. Fontaine qui a este gâtée, c'estoit là où estoit le bassin de toutes les aultres. Et suis assuré qu'ilz ne scauroient reffaire de trois semaines, quand ils avoient tout loisir, ce que nous avons gasté. Et d'aultre part que j'estime qu'il y a beaucoup de leurs morts et blessés. Mr. de Strosse a six ou huit mosquetz qu'il baillye avec hommes bien ingambes et fortz, qui depuis que font croq, sur ung cheval ou ung homme, ilz ne sen part plus (?).

Sire ! En escrivant ceste, j'ay entendu que les Suysses ne viendront avec Monseigneur. Je advertis V. M. que les forces de cinquante et quatre compagnies françoises ne sont assez suffisantes pour assieger la Rochelle, car il ne fault estimer que apres quelques jours que ilz auront demuré au siege qu'il y en aura des blesses et mallades et y en a desia, et de poultrons qui s'en yront, de sorte qu'il ne fault fre estat que de cent hommes pour enseigne que son cinq mille quatre centz hommes pour en assieger quatre mille en une place forte. Parquoy il est necessaire d'y pourvoir en ceste entreprinse. Où est Monseigneur, est la difficulté et importance. Ceste parachevee, les aultres ne font plus de résistance, ceste faillie, tout resistera.

Vostre tres humble et tres obeissant sujet et serviteur

BIRON.

(N° 34. Orig. autog. signé.)

6.

Au Roi.

Camp devant La Rochelle, 26 janvier 1573.

Par ma despesche derniere où il y avoict lettres du 12 au 15, je fis entendre à V. M. bien au long tout ce qui se passoit en vostre armée. J'ay faict tant avec les cheffz de la gendarmerye qu'ilz ont retenu partye de leurs gendarmes, sauf quelques ungz qui sen sont allés du tout. Et si V. M. ordonne qu'il soict faict monstre à ceulx qui sont demurez, comme il est bien raisonnable, et que les aultres qui ny sont, perdent leur argent, si ne sont venuz mallades dans le camp, elle y gaignera 25 ou 30 mille livres, outre ce que sera ung bon exemple de mesmes de casser les premiers qui s'en sont allés et quelques cheffz.

Sire ! Par messusdictes, je vous mandois que j'estimois les forces trop petites au nombre de cinquante et quatre compagnies pour la

prinse d'une telle place que la Rochelle, ne venans les Suisses que eussent..... (1) au moins pour la garde de Monseigneur, du camp, des munitions et de l'artillerie, comme à la verité ce seroit trop peu desd. cinquante et quatre enseignes, veu que les compagnies françoises sont trop petites et..... à qui ne sont que la paye de six vingtz hommes. Et en ayant donné adviz à Monseigneur, il a semble à d'aulcuns que s'estoit pour le faire arrester, d'entrer pour encores au camp (2), et que je ne pouvois tenir les promesses que j'avois faictes. V. M. se souviendra que je n'ay peu ou poinct promis, mais que j'ay uzé tousjours d'adviz, bien assuré que l'artillerie seroit en ce camp au 26^{me} comme elle est, et preste à este assyé quand sera ordonné de faire la batterie. Ce que j'en mendois n'estoit pour le retardement de Monseigneur, mais pour donner advis à V. M. et à Monseigneur pour y pourvoir et sercher des forces plus grandes pour exécuter une si grande entreprinse que celle de la Rochelle. Mais ayant envoyé Monseigneur le Seigr. de Beaulieu, général des vivres, pour scavoir de sa venue ou retardement en ceste armée, et depuis M. le comte de Retz qui a proposé l'oppignon d'aulcuns qui estoient auprès de Monseigneur, qu'estoit qu'il retardast quelques sepmaines ou mois à venir, attendant les Suisses ou aultres forces, appres avoir remonstré et bien digeré l'importance du retardement ou avancement de Monseigneur sur vostre service et sa reputation, l'on est joint à mon oppinion qu'il est nécessaire que Monseigneur vint au camp, pourveu qu'il y eust nombre de gensdarmerye plus que celle qui est en ce camp avec les cinquante et quatre enseignes, attendant de plus grandes forces, comme il est très nécessaire d'en avoir et de bons hommes, bien que Monseigneur sera plus fort avec dix mille hommes, estant la Rochelle comme elle est, que s'il y avoict d'autre cents hommes estrangiers avec 20 mille. Et diray sur ce à V. M. ce mot que le mesnagier n'est extime exquis quand avec beaucoup il faict beaucoup, mais quand avec peu il faict beaucoup, et que les grands cappitaines ont plus faict par la dilligence ou surprinse que par la force mise en longueur. Aussy et la presence de Monseigneur, la repputation de sa valleur et grandeur vault dix mille hommes. J'en escript à Vostred. Mte de ceste fasson pour ce qu'il y en aura quelzques ungs qui vous auront ou voudront faire trouver mauvais ce que j'en avois mandé à Monseigneur.

Sire! comme je vous avoys méné par plusieurs de mes précédentes, la nécessité que cestoit de faire ung fort à la pointte de Taddon, ce que j'eusse faict desia si j'eusse heu les forces, mesmes les enseignes du Gua qui sont arrivées et celles de vostre garde qui ariveroict demain, auxquelles avons trouve moyen de leur prester de l'argent; si l'on ne les eust faict reculler le fort fust faict desia, comme il est très nécessaire, attendu les nouvelles que nous avons d'ung nombre de navires qui sont résolus de donner secours aux

(1) Arraché dans le manuscrit.

(2) Allusion aux accusations portées contre Biron. Voir Brantôme, Œuvres, t. X, p. 105 à 108.

Rocheloyz d'hommes et de vivres. Nous faisons tout ce que nous pouvons, et espere avant la venue de Monseigneur, il sera parachevé, et que arivant Monseigneur en ceste armée le 4 du prochain, tout sera prest comme il le desire et me commande pour l'avancement. Bien diray-je que si l'on n'eust voulu resserer l'argent que V. M. avoict donné, que le fort fust faict et les navires et barques qu'il fault mettre au port pour garder le passaige assis et eschoués, vostre artillerye assise en baterye. Mais quelsques-ungs qui veulent gagner temps en perdent beaucoup, et l'espargne d'une bougie vient à la despance d'ung grand flambeau. Vostre Mté. me pardonnera que je vous dis ce petit mot, car la guerre se faict à l'œil.

Sire! depuis ce dessus escript, je suis allé monstrier à Mr. le conte de Retz et à son ingénieur où j'ay délibéré de fere fere le fort de la poincte de Tadon. Mais led. ingénieur est au contraire oppignon que nous tous et demande à faire des choses don l'on n'a aulcung moyen. Il fault faire la robbe selon le drap.

Nous commencerons demain, qu'est vingt-huictiesme à la fortification et y ferons ce que se trouvera pour vostre service, et selon que fust résolu hyer à ung conseil tenu, où fust appellé Mr. de la Garde, affin qu'il ne manque rien en ceste entreprinse, que j'ay tant désiré, comme je mende particulièrement par ung memoire à Monseigneur. Ceulx de la Rochelle firent ung salve sur nous qui estions allés recognoistre lad. poincte de Tadon, mais ils nurent le meilleur. Il se fist quelque chose et se cuyda faire une plus grande. Je ne vous en diray oultre, Sire, pource que le cas me touche.

Vostre très humble et très obeissant sujet et serviteur

BIRON.

(N° 47. Orig. autog. signé.)

7.

Au Duc d'Anjou.

27 janvier 1573.

Monseigneur!

Pour vous faire entendre au long ce qui se passe en ceste armée depuis le partement du Sr. de Beaulieu, je vous envoie le seigneur de Beaumont qui vous representera les resolutions qui ont esté tenus au conseil ce jourdhuy, où se trouva M. de la Garde, tant pour les fortz que pour mettre à fond les navires et barques au port de la Rochelle que pour l'arivee de mer, sur quoy je me remettray. Monseigneur, je vous veulx advertir comme Mr. de la Noue commande absolument à la Rochelle et donne le mot du guet et a faict serment au corps de ville de leur estre fidelle chef. Hyer nous allasmes visiter la poincte de Tadon. Au retour ceulx de la Rochelle nous vinrent faire des bravades que ne voulds endure. Ils

n'y gaigniarent rien, et en y a ung de leurs principaulx prins. Et depuis leurs gens de pied se mirent en route, que ne s'en falust gueres que l'on leur fist une grande escorne. Ce sera une aultre fois. Led. Br. de Beaumont le vous comptera plus particulièrement. Les cappitaines Lescure et Aullin m'ont fort presse. Je leur ay baillie ung escript par la presse qu'ils me faisoient, car ils ne disent rien de nouveau ou qui vaille, demandant des choses qui ne se peuvent recouvrer, car l'on n'a le moyen de trouver si grand nombre de navires ny argent pour payer ceulx que l'on a.

Monseigneur! Nous sommes bien foible de cavallerye. S'il vous plaist commander que la compagnie de Mr. de Lude qui estoit de tout jours desdiée d'estre en ce camp, y vint, et celle de M. de Mortemar, ce nous aydroit beaucoup à faire les fortz; aultrement nous aurons beaucoup de payne et non sans dangiers que quelques ungs ayent une escorne. Il vous plaira, Monseigneur, et je vous en supplie tres humblement, que lesd. compagnies viennent en ce camp. Et à vostre arivée, vous trouverez que tout sera parachevé jusques à l'assiete de l'artillerye qui se fera dans deux jours, apres que aurons prins la resolution, où faire les bateries, comme vous pouvez entendre par led. seigneur de Beaumont et par le memoire que luy ay baillié.

Vostre tres humble et tres obeissant sujet et serviteur,

BIRON.

(N° 57. Orig. autog. signé.)

8.

Au Duc d'Anjou.

3 février 1573.

Monseigneur, Je parlès à deux hommes qui sont sortis de La Rochelle et à d'aulcungs quy sont fidentes, quy m'ont asseuré qu'il y a heu dispute entre les habitans de la Rochelle pour se remettre en l'obeissance du Roy; puis qu'il y a en ha heu quy ont emis ces propos avant que l'on les serre de près. J'estime que les forts fets et nous logés, partie en la contre escarpe, partie en fosse, que ceulx quy ont heu l'audasse de mettre en avant de se remettre en obeissance entreprendront d'en parler plus hault. Il y a des gentils-hommes quy m'ont mandé que vulluntiers ils sortiront, mes qu'ils aient assurance de leurs personnes. Je pourveoiré le mieulx que je pourray sellon l'intention du Roy et vostre. Etc.

BIRON (1).

(N° 61. Orig. autog. signé.)

(1) Le 9 février, le duc d'Anjou arrivait au camp. La paix avec les Rochelois ne fut signée que le 6 juillet, et Biron fit son entrée dans la ville le 10.

Lettres de Louis de Montpensier (1).

(Bibl. imp. de Saint-Petersbourg. Msc., vol. 41.)

1.

A la Reine mère.

Camp devant La Rochelle, 16 avril 1573.

Madame,

Pour ce qu'un espion venant d'Angleterre avoit asseuré Monseigneur vostre fils de l'embarquement du comte de Montgomery, et que sans faillir il devoit faire voile le dixiesme de ce mois pour estre rendu icy, dedans huit jours après, s'il avoit tousjours le vent a propos comme il en a. Mondit seigneur a ce matin esté donner ordre à son armée de mer et faire monter sur les vaisseaux les soudars qu'il y falloit encores pour combatre ce secours. Toutefois il ne s'est rien apparu. Cependant il est sorty deux hommes de la ville, l'un se disant marchand, et l'autre soudart, lesquels se sont rendus à nous et disent que tout le jour de batterie que celluy de la myne, ils perdirent beaucoup de leurs meilleurs hommes, mesmes le jour de ladite myne en fut tué vingt-cinq ou trente par l'effect dicelle dont il y en avoit sept ou huit gentilshommes et encores beaucoup d'autres par nostre artillerie et harquebuses, tellement qu'il reste bien de la jeunesse qui auparavant faisoit la pluspart de l'exécution. Il a entre autres esté tué les deux plus séditeux de ladite ville qu'ils plaignent infiniment : l'un ministre nommé le Nort et l'autre cappitaine, appelé le Fort. Et commencent à s'estonner, tenans langage que devans lundy ou mardy ils nont leur secours, ils entreront volontiers en capitulation pour recevoir ce que on leur a cy-devant présenté, si on le leur veult bailler. Ce que de ma part, voyant leur opiniastreté, la peine quilz nous ont donner et tant de gens de bien qui ont esté tués et blessés, je ne suis pas d'avis leur soit accordé, comme je m'asseure ne sera aussi mondit seigneur et beaucoup gens de bien de cette armée, au moins qu'il ne leur en soit beaucoup rabatu, joint que les dessusdits asseurent qu'ils n'ont pas vivres principalement de bled que pour cinq ou six semaines au plus; en plus ils appetissent tous les jours d'hommes tant de ceulx qui meurent que de ceulx qui sortent; aussi les ayant par une extrémité, l'honneur demeurera à mons dit seigneur et serons du tout hors de cette misère dont je supplie (Dieu) nous voulloir bien toust faire la grace et qu'il vous donnet, Madame, en bonne santé très heureuse et très longue vie.

Vostre tres humble et tres obeissant subject et serviteur,

MONTPENSIER.

(1) Louis II, duc de Montpensier, avait accompagné le duc d'Anjou. Les lettres 1 et 2 se rapportent à la tentative sans issue de Montgomery, qui se contenta de prendre Belle-Isle au lieu de pénétrer dans La Rochelle. Voir de Thou, liv. LVI.

P. S. Madame je voy Messieurs voz enfans si affectionnés contre cette ville pour en avoir la raison que je ne pense pas que eulx ny les gens de bien qui les assistent soient jamais d'advis d'en partir sans quelle soit reduitte à la volonté du Roy. De ma part j'en suis logé là quil fault vaincre ou mourir car de ladite ville dépend len-tier repous ou le trouble universel de ce royaume. Au reste, Madame, je vous supplie encores ceste fois tenir la main que Mr. d'Amont soit envoyé en Bretagne.

(N° 51. Lettre orig. autog.)

2.

A la Reine mère.

Devant La Rochelle, 21 avril 1573.

Madame, je vous escripvy par ma dernière lettre comme Monseigneur vostre fils, estant adverty de l'embarquement du conte de Montgomery avoit sabmedi dernier esté donner ordre à son armée de mer; mais le soir il fut adverty qu'il ne s'estoit rien apparu le long de toutes les coustes de Bretagne. Tellement qu'on pensoit que ce secours fust delaisé ou différé, et de faict la pluspart des soudarts estoient descendus de dessus les vaisseaux et deux de nos gallaires allées en Brocaille aux provisions. Toutefois Dymanche à une heure ou deux après mydy l'on vint rapporter nouvelles à Mond. seigneur que le dict secours estoit arryvé, ce qui le feict incontinent monter à cheval pour l'aller recongnoistre, ce qu'il peult faire à ung quart de lieue de son logis, d'où nous vismes jusques à cinquante cinq vaisseaux aller avec vent et marée en une aussi belle ordonnance et résolution qu'il seroit possible de dire, et en peu d'heures se rendirent à l'emboucheure du canal pour aller au port de la Rochelle et à demye lieue pres de la ville et estoit le vaisseau amiral le premier avecques son patache suyvy de fille de douze ou quinze autres gros vaisseaux portant tous la croix rouge dans leurs banyeres, et après eulx tout le reste de leur armée. Mais au destour dudict canal, ils furent salués de six pièces de nostre artillerye que nous avions faict amener, dont le dict amiral fut percé d'un coup de bande en bande, ce qui le feist tourner tout soudainement la teste et prendre le large, et tirent seulement luy et le dit patache quelques coups dont il en en passa ung par dessus nous et tomba entre tout plein de chevaux dont il y avoit nombre de quinze cens ou deux mille avecques forces gens de pied, de quoy et de nos vaisseaux aussi qui tindrent fort bon contenance ils commencerent à s'estonner et se recullèrent d'environ demye lieu, ou ils abatirent leurs voiles et moillerent l'ancre, comme il leur fut besoin faire pour ce que pendant qu'ils temporiserent à nous recongnoistre, ils perdirent la marée et le vent se tourna contre eulx,

ce que j'estime plus ung miracle de Dieu que autrement, car s'ils eussent voullu poursuyvre leur fortune d'abordée, ie ne fais doubte qu'il n'en fust passé..... la (1) pluspart. Les ayant hier après le retour de la marée Monseigneur envoyé escarmoucher avecques deux gallaires et quelques petits vaisseaux, ils se recullerent encores d'une lieue ou deux et leur fut tiré quelque dix ou douze coups de nosdictes gallaires, dont ung de leurs vaisseaux fut touché d'ung et la voile d'ung autre percée, aussi d'ung autre coup. Tout le reste du jour il ne se feist rien, sinon par nos deux galleres qui retournoient de Brouage qu'ils ne sceurent tant harasser qu'elles ne se rendissent avecques les autres, ce que voyans et qu'il nous estoit venu tout plain de vaisseaux de renfort qui venoient comme s'ils nous eussent esté envoyés du ciel. Tellement qu'ils nous estimoient pour le moins aussi forts qu'eulx, et considerahs d'ailleurs nostre pallissade et que les marées se sont bessées et le vent du tout changé à l'opposite, ils se sont ce matin retirés ung peu devant jour. Monseigneur les a faict suyvre par une gallaire cinq ou six lieues, mais elle les a perdus de veue, et ont reprins le chemin qu'ils estoient venus à leur grand honte et confusion, qui est une euvre de Dieu que je reputé venir du bon heur de mondict Seigneur et me faict espérer de le voir bien toust victorieux de la Rochelle. Il vous advertit de tout plus amplement qui me gardera dalonger davantage mon discours, aussi que j'ai bien besoing de repouser n'ayant dormy il y a trois nuicts. Je feray donc fin en suppliant nostre Seigneur vous donner Madame une santé, etc.....

Vostre très humble et tres obéissant sujet et serviteur

MONTPENSIER.

(N° 52. Orig. autog.)

3.

Au Duc d'Anjou.

Champigny, 15 may 1573.

Monseigneur ! M'ayant depuis mon arrivée en ce lieu esté rapporté que nonobstant le commandement qu'il vous avoyt pleu faire aux officiers de Chastellerault d'informer les presches et conventicules de la nouvelle opinion faictes en lad. ville et ressort d'icelle depuis les deffences que le Roy en a faict publier et procéder à l'encontre des auteurs d'icelles selon qu'il est porté par ses ordonnances, ils permettoient non seulement de les faire, mais aussi y prestoient faveur et consentement. Je m'estoys despesché de leur en escrire de façon qu'ils ont assez peu juger que je n'estoys pour

(1) Fragments arrachés dans le manuscrit.

endurer si près de moy ung tel mepris des volontés et intentions de Sa M. et de Vous, m'assurant que jen seroyz bien advoué et de lung et de l'autre. Mais ils sont venus et en particulier le lieutenant, aecompagné des eschevins qui m'ont monstré un procès-verbal et information de lad. recherche où il ne se trouve aucune chose de contenu en une accusation, et oultre proteste qu'ils ne le voudroient nullement du monde permettre, mais au contraire empescher de tout leur pouvoir, avec promesse de tenir très estroictement la main (comme je les en ay priés) de remédier à telles et telles entreprises si quelques ungs s'avancent tant que de les faire, qui me font croire qu'il n'est rien dud. rapport, de quoy je n'ay voulu faillir à vous advertir tant pour mon devoir que pour la descharge desd. officiers. Et m'assurant qu'il vous plaira bien m'en croire, je supplieray en cest endroit Nostre Seigneur vous donner, etc.

Vostre tres humble et tres obeissant subject et serviteur

MONTPENSIER,

(N° 53.)

MÉLANGES

UN NOUVEAU RÉCIT DE LA SAINT-BARTHÉLEMY

PAR UN BOURGEOIS DE STRASBOURG

Strasbourg, 2 juin 1873.

Monsieur le Directeur,

L'intérêt avec lequel vous recevez d'ordinaire les communications relatives au passé souvent glorieux, et toujours attrayant du protestantisme français, m'enhardit à vous signaler un ouvrage dont la publication, commencée il y a trois ans déjà, vient de toucher à son terme, et qui renferme une foule de renseignements curieux sur l'âge héroïque de la Réforme de notre pays. C'est la *Correspondance de Frédéric le Pieux*, électeur palatin, publiée par M. Kluckhohn, professeur à l'université de Munich, pour la belle collection de documents inédits qui paraît sous le patronage de l'Académie royale de Bavière. Cette publication, faite avec un grand soin et une

scrupuleuse exactitude, malgré quelques petits défauts qu'il serait oiseux d'énumérer ici, embrasse les années 1550 à 1576, date de la mort de l'électeur Frédéric, et renferme, outre des centaines de lettres ou de rapports donnés *in extenso*, l'analyse de pièces encore plus nombreuses que l'espace assigné au savant éditeur l'a empêché de reproduire en entier. Les questions théologiques et politiques y tiennent une place également considérable; les discussions religieuses occupant plus d'espace dans le premier volume, les négociations politiques dominant dans les deux volumes suivants. Je ne vous parlerai naturellement ici que des parties de l'ouvrage qui intéressent plus particulièrement le protestantisme français, bien que la mine ne soit pas moins riche pour l'histoire religieuse et politique de l'Allemagne à la même époque. Frédéric le Pieux n'était pas seulement le prince protestant, de quelque importance dans l'empire, le plus proche voisin de la France; mais il avait encore des raisons toutes particulières pour s'intéresser aux huguenots, ayant embrassé les doctrines réformées. Aussi se mêla-t-il activement aux discussions, puis aux guerres civiles qui éclatèrent après la mort de Henri II, dans les contrées voisines, soutenant la cause calviniste de ses conseils et de son influence politique. Son fils aîné, Jean-Casimir, fit plusieurs campagnes en France; son fils cadet Christophe mourut pour les libertés des Pays-Bas, sur le champ de bataille de Moorwyck, avec les frères du Taciturne, en 1574.

On ne parcourra pas sans fruit la longue série des communications officielles, officieuses ou secrètes, entre la cour de France, les mécontents politiques et religieux et la cour de Heidelberg. Je ne puis ni ne veux vous fournir ici l'inventaire complet de ces richesses; permettez-moi seulement de vous signaler quelques-uns des documents les plus curieux. Dans le premier volume je citerai plus spécialement la relation des théologiens Diller et Boquin sur le colloque de Poissy (p. 215), les promesses de conversion faites au nom de Catherine de Médicis par ses ambassadeurs (p. 236), les rapports détaillés sur le massacre de Vassy (p. 268), le message de Pierre de Weyda sur la conférence de Bayonne (p. 590), le récit des docteurs Junius et Lauek sur leur légation à Paris, en 1566

(p. 731). Dans le second et le troisième volume (réunis par une pagination suivie), je mentionnerai le rapport de l'ambassadeur wurtembergeois Vergerius sur sa mission auprès de Catherine de Médicis, en novembre 1567 (p. 130); les rapports de l'envoyé palatin Wenceslas Zurleger, de la même année (p. 153); les discussions financières à propos des reîtres conduits en France par Jean-Casimir en 1567-1568 (p. 215), et la longue lettre envoyée de Londres par le cardinal Odet de Châtillon sur la bataille de Jarnac et la mort par empoisonnement de son frère d'Andelot (p. 335). On pourrait citer encore la lettre de Guillaume d'Orange sur l'expédition du duc Wolfgang de Deux-Ponts en France, en 1569 (p. 341); la série de documents relatifs au massacre de la Saint-Barthélemy, dont je vous reparlerai tout à l'heure; la belle lettre de Jacqueline d'Entremont, veuve de Coligny, qui, se croyant à la veille d'être conduite à Rome dans les cachots de l'Inquisition, écrit en novembre 1573 à l'électeur, du fond de sa prison, pour lui recommander ses enfants et confesser sa foi.

Un point bien curieux aussi, bien que peu réjouissant pour le protestantisme français, c'est la négociation de Henri de Condé avec Frédéric le Pieux, ou plutôt avec son fils Jean-Casimir, terminée par le traité de Strasbourg, du 1^{er} juin 1574, par lequel les protestants de France promettaient les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun au jeune comte palatin, pour le cas où il mènerait à leur secours une armée suffisante. Le dernier biographe des Condés, M. le duc d'Aumale, a parlé d'une façon très-hâtive de ces arrangements secrets, qui ne reçurent d'ailleurs aucun commencement d'exécution, et s'est prononcé sur l'outrecuidance du prince allemand avec une sévérité qu'il aurait mieux fait de montrer à l'égard du prince français qui sortait de son rôle, tandis que la conduite de l'autre était fort naturelle, à son point de vue, s'entend (p. 719).

Le volume est riche, en outre, en traits épars qui dépeignent admirablement la civilisation d'alors, les mœurs des cours princières d'Allemagne, les bizarres discussions théologiques échangées entre têtes couronnées, etc. Mais ce serait abuser de l'hospitalité que je vous demande que d'entrer dans les détails. Si vous le permettez, je vais choisir dans les vo-

lumes une pièce, afin de la traduire et de donner ainsi à vos lecteurs une idée de l'intérêt que présente la publication de M. Kluckhohn. Je l'emprunte au groupe de documents relatifs au massacre du 24 août 1572. C'est la relation d'un bourgeois de Strasbourg, que ses affaires avaient amené dans la capitale et qui se vit ainsi spectateur forcé d'une partie des horreurs de la Saint-Barthélemy (1). Cette narration d'un témoin relativement impartial mérite quelque attention par elle-même, et sa qualité de Strasbourgeois lui vaudra, j'espère, un accueil amical dans votre recueil.

RÉCIT D'UN TÉMOIN OCULAIRE SUR LA SAINT-BARTHÉLEMY

Déposition notariée, faite à Heidelberg le 7 septembre 1572 (2).

Un citoyen de Strasbourg dépose qu'il a quitté Paris le dernier août... Il a vu que le vendredi matin (22 août) l'amiral, quittant la cour pour se rendre en son hôtel, afin d'y déjeuner, a reçu en chemin une lettre, et, pendant qu'il continuait sa marche, en la lisant, il a reçu un coup de feu sur le premier doigt de la main droite et sur la main gauche, de telle sorte que la balle est sortie non loin du coude. L'amiral s'est fait conduire à son hôtel et s'y est fait panser. Dans l'après-midi, le roi et ses frères se sont rendus chez lui, l'ont plaint avec véhémence, comme s'ils éprouvaient de vifs regrets, et le roi en particulier lui a promis avec force serments (ou jurons) qu'il ne laisserait point un pareil acte impuni. Pour ce qui regarde la vieille reine, il n'a point appris qu'elle soit allée chez l'amiral.

Dans l'après-dînée du samedi, l'amiral ayant voulu se faire amputer le bras, le roi lui a fait dire d'attendre encore, qu'il avait envoyé querir un médecin tout particulièrement habile, qui serait chez lui avant le dimanche matin et qui lui viendrait en aide.

Le samedi, vers le soir, tout le monde était de très-bonne humeur à la cour; lui-même, le narrateur, y a été pendant plus d'une heure, et de là est rentré très-tranquillement et sans encombre à son domicile. Tous les grands seigneurs de la religion sont rentrés

(1) Voyez aussi la curieuse version de l'envoyé de Charles IX, Galeazzo Fregoso, sur le massacre; il y détaille longuement la fameuse conjuration de Coligny, rééditée depuis par M. Gandy. (P. 505.)

(2) Frédéric III tâcha de réunir les documents les plus exacts sur le massacre, afin d'éclairer les princes allemands sur les mensonges officiels de la cour de France.

de même, après minuit, ainsi que cela s'était fait tous les soirs de la semaine précédente, chacun en son logis. Mais une heure et demie environ après que chacun eut quitté la cour, le duc de Guise et quelques-uns de son parti ont attaqué la maison de l'amiral, et, malgré ses plaintes et ses prières d'épargner son grand âge, l'ont massacré. On dit même que Guise l'a tenu de ses mains, pendant qu'un autre le perçait de son épée, puis l'a jeté dans la cour.

Après cela ils ont pénétré dans la maison du gendre de l'amiral, l'ont également égorgé, puis M. de Rochefoucault et son fils, et ainsi de suite tous les chefs de la religion.

Vers le jour, entre trois et quatre heures, ils ont sonné le tocsin avec deux petites cloches, qu'ils appellent cloches d'alarme, et le bruit s'est aussitôt répandu que le roi avait permis d'égorger tous les huguenots et de piller leurs maisons.

Alors a commencé le massacre par tout Paris, de sorte qu'il n'y avait point de ruelle dans Paris, quelque petite qu'elle fût, où l'on n'en ait assassiné quelques-uns, et le sang coulait dans les rues comme s'il avait beaucoup plu.

Lui, le narrateur, logeait chez un bourgeois, mais il n'a pu quitter son domicile que le matin, après avoir reçu de la part du duc d'Aumale le mot de passe et les insignes des catholiques, qui lui garantissaient sa liberté. C'est alors qu'il a vu qu'on retirait de nouveau de l'eau le corps de l'amiral qu'on y avait jeté; que l'un lui coupait une oreille, l'autre lui crevait un œil, d'autres encore lui coupaient le nez et les parties sexuelles, d'autres enfin les orteils. Enfin il en vint un qui déclara qu'il pourrait gagner 6,000 couronnes avec sa tête; après quoi la tête fut séparée du tronc et emportée, bien qu'elle fût terriblement fracassée par la chute. Des vauriens ont ensuite saisi le corps par les pieds, l'ont traîné par la ville et pendu à Montfaucon.

Le jeudi il a vu une femme d'une grande beauté, c'était une comtesse, qu'on déshabillait toute nue sur le pont des Moulins. Elle était richement vêtue et parée brillamment de précieux colliers et bracelets, et dans un état de grossesse très-avancée, tellement qu'on voyait son fruit s'agiter dans son sein. Après lui avoir arraché ainsi ses vêtements, ils l'ont renversée, en lui arrachant ses cheveux, l'ont percée de coups, tandis qu'elle les suppliait d'une façon pitoyable d'épargner au moins son enfant et de l'en délivrer d'abord, puis d'agir avec elle à leur guise; puis ils l'ont jetée dans la rivière, la tête la première, et, pendant qu'elle y tombait, on voyait encore remuer l'enfant.

Ce même jour il a vu également un compagnon orfèvre, qui s'était sauvé sur les toits, abattu à coups d'arquebuse, puis jeté en bas de la maison. Encore le samedi 30 août, il a vu traîner à la rivière trois corps de personnes qu'on venait de tuer, bien que depuis le mercredi le roi eût fait annoncer chaque jour, à son de trompe, qu'on ne devait plus égorger personne, mais mener les huguenots en prison, afin qu'il pût en agir avec eux selon sa volonté. Ils ont jeté le sire de Larochehoucalt avec son fils tout nus dans la rue, l'y ont laissé traîner, sans recouvrir ses parties, tout le dimanche jusqu'au soir, et puis l'ont jeté à la rivière. Les portes de la ville ont été fermées depuis dimanche jusqu'à mercredi; ce jour-là elles ont été rouvertes, mais personne n'en pouvait sortir sans un passe-port du roi ou du duc d'Aumale.

Le mardi, le roi a déclaré carrément et ouvertement au Parlement que cela s'était fait par son ordre et bon vouloir; qu'il avait déjà eu l'intention d'agir ainsi il y a quatre ans, mais qu'il ne l'avait pu, ayant dû faire la paix avec les huguenots contre son gré, parce qu'il était encore trop jeune, mais que maintenant il avait voulu leur montrer qu'il était roi dans son pays, que c'était à lui de commander, et qu'il entendait désormais être le maître.

Le dimanche, jour où le massacre a commencé, le lundi et les jours suivants, le roi n'a point du tout voulu s'en occuper, mais a joué à la paume et s'est livré à d'autres distractions, comme s'il ignorait tout ce qui se passait.

Beaucoup d'étudiants de l'Université et de jeunes garçons, parmi lesquels un bon nombre d'Allemands, ont été égorgés, car personne n'était à l'abri du massacre, si bien que beaucoup de papistes connus ont été tués; seulement on leur a montré quelque respect, en faisant inhumer ceux que l'on a pu reconnaître.

Le dimanche, au commencement du massacre, trois gentilshommes et une dame qui logeaient à l'auberge des Trois-Rois se sont retirés, à travers une écurie, dans une chapelle appelée chapelle des Orfèvres; là ils se sont défendus aussi longtemps qu'ils ont eu de la poudre et des balles, en tirant au dehors et blessant beaucoup d'assaillants. Mais lorsqu'ils n'eurent plus de munitions, on a forcé les portes de la chapelle, et ils furent tués en pièces.

Le jeune comte de Hanau (seigneur alsacien) a été attaqué dans son domicile, mais protégé par le roi et conduit à l'auberge de la Croix-de-Fer, où le roi lui a promis de lui envoyer un sauf-conduit; c'est là que lui, narrateur, a parlé, le 30 août, avec le serviteur de Sa Seigneurie.

Le roi de Navarre va de nouveau avec le roi entendre la messe; le prince de Condé a refusé de faire la même chose, sur quoi le roi l'a menacé de lui faire trancher la tête; mais Condé a déclaré qu'il préférerait souffrir ainsi plutôt que d'aller à la messe. Il n'a plus que deux personnes attachées à son service, et le roi de Navarre également. Huit jours avant le mariage du roi de Navarre, le prince de Condé est allé assister à un service religieux dans un temple à dix lieues de Paris. A Meaux, on doit aussi avoir tué un grand nombre de personnes.

A Châlons, on doit avoir dit aux huguenots de se tenir tranquilles, et on a promis de les protéger; mais ils se méfient et s'enfuient par eau, et tant qu'ils peuvent. A Orléans, ils se sont tous constitués prisonniers, attendant les ordres du roi; à Vassy, on doit en avoir massacré plusieurs.

Toutes les routes vers l'Allemagne sont très-peu sûres, à cause des bandes désordonnées qui se réunissent partout, et, sans le passe-port du duc d'Aumale, lui, narrateur, n'aurait jamais réussi à passer, car il a été arrêté bien des fois et obligé de se légitimer. Le roi doit avoir fait chercher et expédié le vendredi, après l'attentat commis (sur Coligny), vingt-quatre courriers, sous prétexte de faire rechercher le meurtrier; mais on croit que c'était pour faire exécuter de semblables massacres dans les principales villes du royaume.

Il y a dans Paris, au cimetière des Innocents, une image de la Vierge, et près d'elle une aubépine qui doit avoir sué du sang, le dimanche matin, après le commencement des assassinats. Lui, narrateur, a fort bien vu le sang, mais il ne sait pas si la chose s'est faite naturellement ou par fraude; il y a foule en cet endroit, et l'on y dit maintenant trois messes par jour. Deux cavaliers s'y sont trouvés par hasard, et, s'ils n'avaient pris la fuite (ils se moquaient sans doute du miracle), ils auraient été jetés à bas de leurs chevaux avec les os des morts qu'on leur jetait de toutes parts.

Si vous ne jugiez pas cette communication trop dénuée d'intérêt pour figurer dans votre *Bulletin*, je pourrais de temps à autre vous en adresser de semblables. Veuillez, en tout cas, Monsieur, me tenir compte de l'intention et voir surtout dans cet envoi un faible témoignage de gratitude pour l'honneur que m'a fait la *Société de l'Histoire du Protestantisme*, en voulant bien m'associer, comme correspondant, aux

travaux de la commission qui se propose de continuer et d'achever la belle œuvre de MM. Haag, cette *France protestante* qu'on a si justement nommée le *livre d'or* du protestantisme français. Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments respectueux,

ROD. REUSS,

Bibliothécaire de la ville de Strasbourg.

CORRESPONDANCE

UN VILLAGE FRANÇAIS DANS LA FORÊT-NOIRE

Stuttgart, 11 juin 1878.

Cher Monsieur,

Je n'ai nullement la prétention de vous donner un détail que vous ne connaissiez pas, sur les réfugiés protestants du Wurtemberg ; mais peut-être ne sera-t-il pas sans intérêt pour vous de faire avec moi une petite visite à un village français de la Forêt-Noire.

Je parcourais tout récemment en compagnie, d'un ami, le baron de G... consul général des Pays-Bas, les environs de Willbad, Teinach, Liebenzell, et me rendais, pour y passer quelques jours, dans un château, situé au-dessus de la petite ville de Calw dans la vallée de la Nagold.

Dès le lendemain de mon arrivée on me ménageait une surprise, et l'on me présentait au vieux jardinier de la maison, un compatriote. Un compatriote jardinier, égaré au milieu de la Forêt-Noire, au service d'un Allemand et parlant français avec une légère pointe méridionale, c'était assez extraordinaire, n'est-ce pas ; mais enfin, cela était possible, et j'aurais peut-être fort peu sujet de m'étonner quand je connaîtrais l'histoire de mon vieux compatriote. « Il y a longtemps que vous habitez le pays, mon brave ? » — « Mon Dieu, Monsieur, quelque chose comme cent *septante*-quatre ans. Si Monsieur veut visiter notre village, qui n'est qu'à dix minutes du château, il en verra beaucoup d'autres comme moi. »

Neu-Hengstett possède en effet une population d'environ quatre cents habitants ; tous descendant, sans presque aucun mélange, des premiers réfugiés qui ont fait sortir ce village du milieu des sapins de la Forêt.

Noire. Vous ne sauriez croire combien le type français a conservé au travers des âges sa pureté primitive; vivant depuis tantôt un an au milieu de visages allemands, j'ai dû mieux qu'un autre être frappé du contraste. Physionomie ouverte, le regard vif et point timide, l'œil généralement noir ainsi que les cheveux, le teint coloré, révélant une population qui boit du vin et a peu de goût pour la bière, et enfin notre langue encore parlée par les anciens avec un joli accent méridional et des expressions du temps, tels sont les divers traits qui caractérisent encore aujourd'hui ces bonnes gens, et que j'ai eu, pendant ma courte visite, le loisir de noter sur mes tablettes.

Ils n'ont pas non plus adopté le costume des habitants de la Forêt-Noire, et mon vieux jardinier, avec sa casquette plantée sur l'oreille, avait par moments un air tout à fait gaulois. En sortant du village, je rencontrai une troupe de garçons faisant des cabrioles à rendre jaloux vos bambins nimois. D'autres villages plus éloignés parlent encore, m'a-t-on assuré, non plus autant le français, mais le patois des vallées du Piémont et du Dauphiné d'où ils sont originaires.

Nos vieux compatriotes sont particulièrement estimés dans le pays, où on les distingue aujourd'hui encore comme Français. Ils sont avisés, bons travailleurs, bons enfants, mais fiers et chatouilleux sur le point d'honneur; ils n'ont pas oublié qu'ils ont été accueillis aux mauvais jours, et gardent en même temps parmi eux comme une tradition de supériorité qu'ils continuent de mériter. Notez bien que beaucoup de mes observations, je les recueille de la bouche même d'un aimable hôte qui connaît à fond le pays. Causez avec un Allemand dans l'intimité, il ne fera aucune difficulté de vous avouer que nous sommes toujours, en dépit de nos misères, la grande nation, et qu'il y a un je ne sais quoi, dans notre sang français, qu'ils sont incapable de s'assimiler.

Jusqu'en 1830, tous ces villages français du Wurtemberg (et ils sont au nombre de 14), ont eu des pasteurs et des instituteurs français. Depuis cette époque seulement ils ont accepté la confession luthérienne et des pasteurs allemands; la prédominance lente mais forcée de la langue allemande sur leur langue maternelle, a été la seule raison de ce changement. Je savais qu'à Francfort, Berlin et d'autres villes, les colonies françaises ont gardé jusqu'à nos jours le culte réformé à l'usage de notre langue, mais je ne m'attendais pas à constater le même fait dans de petits villages perdus dans la Forêt-Noire. L'ancien maire de Neu-Hengstett, mort il y a quelques années, plus qu'octogénaire, n'avait jamais pu apprendre à parler l'allemand. La jeune génération ne parle plus un mot de français, mais possède une facilité inouïe pour le rapprendre. « Dix-huit de nos jeunes gens, me disait un vieillard, du nom de Monod,

ont fait le siège de Paris ; cinq ont été tués à Champigny, tous les autres sont revenus parlant le français qu'ils ont presque compris de suite à leur entrée en France. » Ajoutez qu'à cette qualité ils ont dû d'être constamment envoyés les premiers en reconnaissance ou en éclaireurs, en somme peu épargnés. Pauvres jeunes gens, condamnés à combattre l'ancienne patrie sous le drapeau de la nouvelle ! C'est le triste sort des émigrés de tous les temps.

Jusqu'en 1830 les Eglises s'organisaient elles-mêmes, unies par un lien commun ; aujourd'hui encore, elles possèdent un fonds spécial, un fonds de privilège, affecté à l'entretien de leurs églises et de leurs écoles. Il a paru ici, en 1847, une histoire intéressante et fort bien faite de cette secte des *Valdenses* réfugiés dans le Wurtemberg ; je vais tâcher de me la procurer, quoiqu'elle ait été tirée à fort peu d'exemplaires et qu'elle soit par conséquent très-rare.

Si les noms de toutes ces familles pouvaient avoir quelque intérêt pour vous, je les ai relevés sur le vieux registre de la mairie. Je vous donnerai quelques-uns des plus connus.

Je copie la suscription :

« Régistre des familles évangéliques vaudoises-dauphinoises, etc., jusqu'ici dispersées dans le duché de Wurtemberg et ailleurs, désirant trouver un asile et seconde patrie dans ce pays, au nombre de six cents ou environ, pour lesquelles ont été assignés les bailliages de Maulbronn, Lienberg, etc., dans le cas qu'elles y puissent trouver leurs subsistances, dans les lieux et places désertes et incultes provisionnellement promises ; 16 octobre 1698 et 1^{er} avril 1699.

Signé par Arnand, Pastre, Muret et d'Ollimpie (1).

Voici, par ordre alphabétique, quelques noms de famille au hasard :

Ayasse (12 familles), Alexandrin (1), Appius et Appia (2), Barral (15), Brousse (1), Blanchot (2), Castang (5), Colloumbet (2), Claparède (2), Chambella (1), Concourde (2), d'Etaing (1), Durand (1), d'Artois, d'Indot (4), d'Estample (1), Echallot (1), de Félice (3), de la Fontaine-Fourmayron (2), Garnier (2), Gaïmar (6), de la Gouille (2), Gonin (2), de l'Abbadice (3), de la Plume (1), Muret (4), Martin (4), Montesquieu (1), Monod (2), Morel et Borel (2), Nicanor (1), Olivetan (2), d'Ollimpie (1), Perdrix (1), Pomaret (1), Pis-Vache (1), Rim du Puy (4), Rivoli (4), Sardino (1), Sandos (1), Talmon (20), Tirebouche (2), de la Trétaberne (1), Tenaille (2), Tourn-Bonœur (1), Vive-l'âme (1), Vulp (1), Voulpi-

(1) Voir le Mémoire de ce ministre, et son voyage pour remédier aux nécessités des réfugiés sur la route d'Allemagne, *Bull.*, t. XVIII, p. 278, 324.

net (2), etc. — Ces noms, qui ne sont pas cités par Ch. Weiss dans son *Histoire des réfugiés*, ne seront peut-être pas déplacés dans le *Bulletin*.

Votre tout dévoué,

Th. G. L.

ISABEAU MENET

A l'occasion d'un article sur cette touchante héroïne du protestantisme en Vivarais (*Bulletin* de mars dernier, p. 134), nous avons reçu de M. Alexandre Lombard les lignes suivantes :

« Comme il arrive souvent, aussitôt la publication consommée, les lumières nouvelles surgissent de tous côtés. C'est ainsi que M. le pasteur Ducros, de Loriol, m'a transmis deux importants renseignements. L'un est relatif à la date de l'emprisonnement d'Isabeau à la tour de Constance, lequel eut lieu, non en 1736, comme j'avais cru pouvoir l'inférer d'un renseignement fourni par M. Corbière, mais en avril ou mai 1737, et après la naissance de Michel-Ange, laquelle eut lieu au fort Saint-Esprit, le 1^{er} février 1737, selon l'acte que j'ai sous les yeux.

« L'autre renseignement concerne l'époux d'Isabeau, le galérien Fiales, entré au bagne de Marseille le 23 mai 1737, et mort en galère et à l'hôpital le 24 avril 1742. Il était inscrit sous le n° 13,729. Peut-être trouverait-on sous ce numéro quelques renseignements à son sujet. Je me permets de vous signaler la chose. J'ai l'acte d'entrée et celui de décès signé par Vincent de Lusignan, conseiller du roi. Mais ce qui ajoute de l'intérêt à ces détails, c'est un papier non daté, écrit et signé par le même de Lusignan, et qui porte ces mots :

Le fils de François Fiales recevra la montre de son père décédé emportant mon estime et mon regret.

Signé : DE LUSIGNAN.

« Cet hommage d'un involontaire agent de la persécution à une de ses innocentes victimes a bien aussi son prix, et vous ne serez pas étonné d'apprendre que la montre est conservée comme une relique par un des membres de la famille.

« Agréez, etc.

« ALEXANDRE LOMBARD. »

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LES PROTESTANTS A LA COUR DE SAINT-GERMAIN

LORS DU COLLOQUE DE POISSY

Après avoir, sous les règnes de François I^{er}, de Henri II, et durant la première partie de celui de François II, traversé la phase du martyre, les protestants français, dont le nombre se trouvait singulièrement accru en 1560, entrèrent, vers cette époque, dans une seconde phase, celle de la revendication pacifique mais ferme du principe de la liberté de conscience et de culte, consacré par les enseignements de Jésus-Christ. Ils avaient jusque-là plié sous le poids d'une législation et d'une juridiction également meurtrières, avec une abnégation qui, tout en honorant la ferveur de leur zèle, n'en laissait pas moins voilés à leurs regards les droits imprescriptibles de la conscience chrétienne. Uniquement préoccupés du soin d'affirmer leur foi et d'en démontrer la sainteté dans les cachots, au milieu des bûchers et des tortures, ils

avaient héroïquement affronté la mort, mais sans qu'une seule fois l'idée leur fût venue de transporter sur le terrain du droit un débat trop circonscrit dans la sphère de la théologie. En un mot, quarante années environ d'indicibles souffrances avaient pesé sur ces pieuses victimes de l'intolérance, sans qu'aucune d'elles eût pensé à invoquer un principe supérieur aux lois, aux juges et aux bourreaux qui les frappaient impitoyablement.

Vint enfin le jour où se posa, en Europe, pour les sectateurs de la Réforme, cette grave question : en vertu de quel droit l'État, le sacerdoce et la magistrature, incriminant leur croyance, et en prohibant la profession, les vouaient au dernier supplice. La solution ne se fit point attendre : un généreux écrivain démontra avec force, d'une part, l'inanité de ce prétendu droit, et, de l'autre, la réalité de celui que possède tout homme, de professer librement la religion de son choix. C'était déjà beaucoup, sans doute, que, dans un livre destiné à faire autorité, en dépit de l'ardente polémique à laquelle il donna lieu, et du scandale passager qu'il souleva, Castalion eût théoriquement fixé les bases de la liberté religieuse (1); mais il y eut plus encore, alors qu'au sein des agitations et des désordres de la cour de France, s'éleva la voix calme et pure d'un chrétien demandant à la fois que la plus précieuse des libertés publiques fût admise en principe, et qu'elle cessât de trouver dans les faits quotidiens un douloureux démenti. Ce chrétien était Gaspard de Coligny, l'homme des grandes initiatives, au XVI^e siècle. Obéissant à une noble inspiration, il eut, le premier, même avant l'Hospital, l'honneur de tenter, au nom de l'Évangile, d'inaugurer dans sa patrie le régime de la liberté de conscience et de culte. De là, au milieu des scènes de carnage dont Amboise fut le théâtre, en 1560, et qui révoltèrent son grand cœur,

(1) *De Hæreticis, an sint persequendi*, etc., etc., 1 vol. in-12. Magdeburgi, 1554.
— Voir le beau travail sur Sébastien Castalion, que M. Jules Bonnet a inséré dans ses *Nouveaux Recits du seizième siècle*, p. 55 à 109.

les conseils qu'il donne à Catherine de Médicis, et qu'il réitère, au terme de la mission dont il vient de s'acquitter en Normandie; de là aussi, quelques mois plus tard, l'énergie avec laquelle il se constitue l'interprète des protestants, dans la mémorable assemblée de Fontainebleau; de là encore ses nouveaux efforts en leur faveur, dans le cours de la session des états généraux à Orléans; de là enfin, en 1561, la fermeté de son attitude dans la pratique ostensible du culte réformé, à la cour et à Châtillon, de même que sa courageuse opposition à toute mesure persécutrice, et sa persévérance à réclamer pour ses coreligionnaires le droit de se réunir publiquement, pour rendre à Dieu le culte qui lui est dû. Encouragés par la puissante initiative de Coligny (1), le chancelier de l'Hospital, la noblesse et le tiers état se prononcèrent, à leur tour, dans le même sens que lui. La solennité d'un tel concours de réclamations eut pour effet immédiat, dès le début de 1561, de contraindre la royauté, non point, il est vrai, à entrer franchement dans la voie de la liberté religieuse, mais du moins à faire quelques pas vers un but qui ne fut atteint que plus tard, à savoir : la reconnaissance officielle de la religion réformée.

Le colloque de Poissy fut l'une des dernières étapes du chemin parcouru pour arriver à la promulgation de l'édit de janvier 1562. Nous nous proposons aujourd'hui, non de tracer le tableau du colloque lui-même, mais uniquement de grouper ensemble divers faits extérieurs qui, par leur simple rapprochement, serviront à faire apprécier l'accueil que reçurent les protestants à la cour de Saint-Germain, sous l'in-

(1) L'un des plus nobles hommages qui aient été rendus à l'initiative de l'amiral est consigné dans les lettres que Calvin lui adressa, le 16 janvier 1561 (*Lettres françaises*, t. 2, p. 371, 372), et en mai de la même année (*Ibid.*, p. 397, 398). — De son côté, l'électeur palatin, Frédéric III, écrivait à Coligny (Voir *A. Kluckhohn, briefe Friedrich des Frommen, Kurfürsten von der Pfalz*, 1868, in-8, t. 1, p. 179) : « Gratulamur tibi, quod præ cæteris posthabitis omnibus iis rebus quas mundus amat, suspicit et admiratur, totus in propagatione gloriæ Dei acquiescas; nec dubitamus quin Deus his tuis piis conatibus felicem et exoptatum successum sit daturus, quos nos arduis ad Christum precibus juvare non cessabimus. »

fluence des préoccupations qui durent se mêler à la tenue de la célèbre assemblée dans laquelle les cultes catholique et réformé se trouvèrent pour la première fois en présence.

I

AVANT LE COLLOQUE

Le mouvement des esprits était grand, à Saint-Germain, alors qu'on touchait presque à l'époque fixée pour l'ouverture du colloque. En dépit de ses velléités de tolérance, la cour y montrait, au point de vue religieux, l'antagonisme des idées, des sentiments et des actions dont la lutte solennelle, autant que tragique, allait bientôt s'engager sur un autre théâtre.

Les situations y étaient nettement tranchées, et s'y présentaient sous un triple aspect : ici, le catholicisme et ses traditions autoritaires ; là, le protestantisme et ses légitimes revendications ; ailleurs, une tendance intermédiaire avec ses fluctuations politiques et religieuses ; d'un côté, le connétable de Montmorency, le duc de Guise, et les cardinaux de Tournon et de Lorraine, champions du parti catholique ; de l'autre, Coligny, haute personnification de la cause protestante ; puis, à un rang secondaire, le prince de Condé et son frère le roi de Navarre, simples soutiens de cette cause, le premier avec droiture, le second avec ambigüité ; enfin, à la tête du parti des *moyenneurs* ou *politiques*, un homme d'Etat qui puisait à la fois dans l'Evangile et la philosophie le respect de la liberté de conscience, le chancelier de l'Hospital, suivi d'un prélat ondoyant, habile, rompu aux affaires publiques, et secouant avec aisance le joug de Rome, sans rompre avec elle, comme le firent d'autres prélats, Montluc, évêque de Valence.

Aux deux premières de ces catégories se rattachaient, au sein de la cour, qu'elles avaient suivie à Saint-Germain, ou avec laquelle elles correspondaient, quelques femmes d'un rang éminent. Telles étaient, du côté des champions du

catholicisme, Madeleine de Savoie, femme du connétable, et Antoinette de Bourbon, duchesse douairière de Guise ; du côté des soutiens de la cause protestante, Jeanne d'Albret, reine de Navarre ; Renée de France, duchesse de Ferrare ; la noble compagne de Coligny, Charlotte de Laval ; sa sœur, l'énergique Madeleine de Mailly, comtesse de Roye, naguère prisonnière dans ce même château de Saint-Germain où maintenant elle pouvait, tête levée, s'unir à ses coreligionnaires, dans la profession d'une foi épurée. Citons enfin les deux filles de la comtesse, Eléonore de Roye, princesse de Condé, et Charlotte de Roye, comtesse de Larochehoucault ; la marquise de Rothelin, Madame de Crussol, et la comtesse de Senninghen.

Au milieu de ces divers personnages, et se tournant successivement vers les uns et les autres, selon les circonstances, apparaissait Catherine de Médicis, adonnée avant tout au culte du pouvoir, portant dans le maniement des questions religieuses moins de conviction que de calcul, et subordonnant aux seules vues d'une politique égoïste et versatile sa conduite vis-à-vis des catholiques, des protestants et des chefs du tiers-parti.

Depuis plusieurs mois elle tolérait, elle protégeait même, à sa cour, la noblesse protestante, dont elle jugeait opportun d'opposer l'énergie morale, le crédit et le dévouement aux intrigues agressives et à l'ambition démesurée des Lorrains et du triumvirat. Aussi, comme le plus sûr moyen de se concilier l'appui des nobles protestants était de témoigner une sorte de respect pour la profession extérieure de leur foi, les avait-elle autorisés à pratiquer leur culte, jusque dans les résidences royales, alors qu'ils l'y accompagnaient. Le spectacle insolite que l'on avait vu se produire au palais de Fontainebleau, au printemps de 1561 (1), se reproduisait avec plus

(1) *Mém. de Condé*, t. II, p. 5, 11, 13. — Lettres des 4 et 17 avril 1561, de Michel Surian, ambass. vénit. (*Archiv. gén. de Venise*. Francia, 1560-1562, *senato III, secreta*) : « Alla corte si predica publicamente al casa di mons^r Armi-

de suite et d'éclat, en août, au château de Saint-Germain. Le culte réformé s'y célébrait, portes ouvertes, dans les appartements du roi de Navarre, du prince de Condé et de Coligny. Il se célébrait aussi dans les habitations que possédaient, en ville, diverses personnes de la cour. Là, comme au château, des prédicateurs distingués s'adressaient journellement à des auditeurs attirés, les uns par une conviction déjà affermie, les autres par le désir de s'éclairer sur de graves questions, d'autres enfin, soit par la curiosité, soit par cet unique motif, qu'il était de mode alors, parmi les courtisans, de favoriser au moins extérieurement le protestantisme.

Le mouvement religieux auquel semblait céder la cour excitait chez les coryphées du parti catholique une indignation qui se traduit naïvement dans la correspondance de leur allié secret, Perrenot de Chantonnay, ambassadeur d'Espagne en France : « La religion, écrivait-il à son gouvernement (1), va pardeça à son train accoustumée....., il se fait toutzjours quelque presche en la maison de quelque seigneur et dame de la court, quelque chose que j'en crye. Le payement est toutzjours que l'on n'en sçait riens, et l'on s'en fera informer; mais cela s'écarte toutzjours jusques à recommencer. Et présente-t'on continuellement resquestes pour des temples, et ceulx de Sourbonne au contraire..... Les choses sont de telle sorte que je n'en attends aucun bien; et s'est presché plus hardiment ces jours passez dedans le château de Saint-Germain qu'il ne fut onques devant l'édict (2), de manière que les prédicans y sont autant asseurez que les prêcheurs catholiques. »

De son côté, de l'Aubespine écrit, de Saint-Germain, le 29 août 1561, à son frère, alors ambassadeur de France en

raglio queste opinion nova et con un gran concorso di gentilhomini et signori, et non se li fa niuna prohibition ne impedimento, etc., etc. »

(1) Lettres des 9 juillet et 31 août 1561 (*Mém. de Condé*, t. II, p. 13, 16).

(2) L'édit de juillet 1561, dont il s'agit ici « défendait, sous peine de confiscation de corps et de biens, tous conventicules et assemblées publiques où se feroient presches et administrations de sacremens en autre forme que selon l'usage receu et observé en l'église catholique. » Cet édit reposait sur une base tellement fragile, que, dès le moment même de sa promulgation, le gouvernement se garda bien de songer à l'appliquer strictement.

Espagne (1), au sujet des doléances et des menaces de Chantonnay : « Ceux-là (les intolérants), à toutes heures, font comparoître ce beau *Chantonnée* qui vient se plaindre de ce que l'on fait en France au fait de la religion et depesché ce qu'il entend que l'on fait..... Et encore envoya hier ledit *Chantonnée* son petit secrétaire dire à ladite dame (Catherine de Médicis) que son maître ne se pouvoit plus tenir d'escripre à son roy ce qu'il en voyoit et oyoit, et qu'il avoit couvert les choses tant qu'il avoit peu, mais à ceste heure n'en vouloit-il plus rien dissimuler. Elle le rembarra fort et ferme et luy manda qu'il écrivist ce qu'il voudroit, asseurant que son maître la croiroit mieulx que luy. »

En dépit des obsessions du triumvirat et de ses adhérents, français ou étrangers, la cour était donc devenue, en août 1561, une sorte de milieu neutre dans lequel l'élément protestant contre-balançait l'élément catholique, et aspirait à une reconnaissance officielle, dont on s'accordait à envisager comme signe précurseur le prochain colloque de Poissy.

Ce fut alors qu'arrivèrent à Saint-Germain, à peu de jours d'intervalle les uns des autres, des hommes d'élite que les Eglises réformées envoyaient au colloque, à titre de ministres ou de députés. Ils étaient partis sur la foi de saufs-conduits (2) qui n'avaient pas laissé leurs amis sans appréhensions sur les difficultés d'un trajet à accomplir, ça et là, au milieu de populations hostiles. Tous cependant réussirent à franchir sans incident fâcheux la distance plus ou moins longue qui les séparait de la résidence royale.

(1) Bibl. nat., mss. f. fr., vol. 6, 618, f. 4 et 10. — Voir aussi Toimaseo, *Rélat. des ambass. vénit.*, t. II, p. 88.

(2) Voici le texte de l'un de ces saufs-conduits, applicable à Pierre Martyr et daté de Saint-Germain-en-Laye, 30 juillet 1561 : — « Charles... avons permis et permettons au sr *Pietro Martyr*, demourant à *Surich*, qu'il puisse et luy loyse venir en cestuy nostre royaume avec ses gens et serviteurs en tel nombre qu'il advisera et en iceluy séjourner, résider et demourer pour le temps et espace de quatre moys et apres iceulx se retirer hors iceluy où et ainsi que bon luy semblera, le tout seurement, librement et saüvement. Et à ceste fin luy avons pour ledit temps donné et baillé, donnons et baillons bon et loyal seureté et sauf conduit par ces présentes... Vous mandons et ordonnons... lui faire au demourant bailler et administrer par les lieux où il passera, vivres, logis, chevaux et tout

Les premiers ministres qui parvinrent à Saint-Germain furent Augustin Marlorat, de Rouen; François de Saint-Paul, de Dieppe; Jean Malot, de Paris; François de Morel, dit de Collonges, de Montargis; Claude de Laboissière, de Saintes; Jean Boquin, du Château-en-Saintonge; Nicolas Thobie, d'Orléans; Nicolas des Gallars, seigneur de Saules, ancien ministre de l'Eglise de Paris. Bientôt se joignirent à eux Nicolas Folion, dit Lavallée, Jean Viret, Jean de l'Espine et Jean-Raimond Merlin. A quelques jours de là, Théodore de Bèze arriva de Genève. Jean de Latour et Pierre Martyr, partis, l'un du Béarn, l'autre de Zurich, ne purent se réunir à leurs collègues qu'un peu plus tard.

Certaines circonstances particulières, dans lesquelles s'étaient trouvés récemment placés plusieurs de ces ministres, attiraient fortement sur eux l'attention de la cour et du public. Marlorat venait de faire paraître en faveur des protestants français un récit remarquable qu'il avait adressé à la reine mère (1). Jean Malot, peu de jours auparavant, avait assisté à son lit de mort la première dame d'honneur, *la privée amie* de cette princesse, Jacqueline de Longwic, duchesse de Montpensier, qui n'avait trouvé à l'heure suprême de consolations que dans l'Evangile. François de Morel occupait près de Renée de France, duchesse de Ferrare, le poste d'aumônier. Jean-Raimond Merlin était depuis quelques mois attaché en la même qualité à la maison de Coligny (2). Nicolas des Gallars avait momentanément quitté, sur l'invitation formelle de l'amiral (3), l'Eglise française qu'il desservait à Londres. Théodore de Bèze se présentait investi de la confiance toute spéciale de Calvin, qui n'avait consenti qu'à

ce qui lui sera nécessaire, en payant raisonnablement. » (Baum, *Th. Beza*, append., p. 36).

(1) *Remonstrance à la Royne mère du roy par ceuz qui sont persécutés pour la parole de Dieu. En laquelle ilz rendent raison des principaux articles de la religion, et qui sont aujourd'huy en dispute.* S. l., 1562, in-8.

(2) Merlin, surnommé M^r de Monroy, « avoit été envoyé en la maison de M^r l'admiral, en cour, qui avoit escrit pour avoir un homme en tel lieu. » (Reg. de la C^{ie} de Gen., ann. 1561.)

(3) *State papers foreign*, ann. 1561, p. 209. — Throc Morton to the queen,

regret à s'en séparer (1). Jean de Latour était en haute estime près de son auguste protectrice, Jeanne d'Albret.

La petite phalange des ministres ne tarda point à se fortifier du concours que lui prêtèrent divers laïques envoyés par les Eglises réformées. Au nombre de ces députés figuraient Barbanson, Battier, Bléreau, de Chamon, de Falme, Dubois, Dumas, Gabert, Gervault, Laroche, Lebarbier, Moineville, de Pienne, Précréan, Raguier, Raucout. Ministres et députés, tous ces fermes témoins de la vérité évangélique, parvenus sans bruit dans la royale cité, qui s'étonnait sans doute de leur présence, furent accueillis par leurs coreligionnaires avec un sympathique empressement.

Les ministres furent, dans l'intérêt de leur propre sûreté, logés ensemble à Saint-Germain, près du château, d'abord dans une maison appartenant au cardinal de Châtillon, puis dans l'hôtel même de la duchesse de Ferrare (2). Les députés des Eglises trouvèrent, comme les ministres, et en divers logis, une hospitalité fraternelle. Quant à l'accueil que les uns et les autres reçurent de la cour proprement dite, le curé chroniqueur, Claude Hatton, croyait, dans sa stupéfaction, ne pouvoir mieux le caractériser qu'en disant (3) : « Qu'estant arrivez à la court ils y furent mieux accueillis que n'eüst esté le pape de Rome s'il y füst venu. »

Ceux des ministres qui, les premiers, s'étaient rendus à Saint-Germain, se concertèrent de suite pour assurer par une

28 July, Paris : — « The admiral is informed that there is a french minister in the french church at London, of whom he has a very good opinion. He has sent to bring him hither, and has required Throckmorton to accompany his messenger with his letters to the queen to give the said minister a passeport; which he has done. The minister's name is m^r de Sau or Sault. » — *Ibid.*, Throckmorton to Cecil, 28 July 1561.

(1) Calvin au roi de Navarre (*Lettres*, t. II, p. 424, 425) : « Nous vous prions, sire, qu'il vous plaise prendre en garde une partie de nos thrésors en la personne de celui qu'il n'est besoing de vous recommander. » Août 1561.

(2) Beze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 490. — Langueti epist. 11, p. 140. — Ap. Baum, *Th. Beza*, t. II, p. 194 : « Ipse cardinalis castillioneus palam suscepit eos hospitio, in aula et omnia necessaria eis subministrat. » — P. Martyr (*ibid.*) écrivait : « Hospitem habuimus cardinalem Castilionem; nostrum eramus in eadem domo. In aula item aderant legati missi ab ecclesiis, quos deputatos vocabant. Atque tum illi tum nos minime sumptu regis sed ab ecclesiis deputati hic vivimus. »

(3) *Mémoires*, t. II, p. 155.

démarche officielle la dignité et la liberté de leur situation au colloque. En effet, dès le 17 août, Marlorat et François de Saint-Paul, au nom de leurs collègues, présentèrent au roi un écrit énonçant « les conditions équitables qu'ils requéraient estre observées en la conférence ou dispute touchant le faict de la religion (1). » A cet écrit était antixée la confession de foi adoptée par les Eglises réformées du royaume. Le roi promit de communiquer la requête à son conseil et de faire connaître aux réclamants, par son chancelier, la décision qu'il aurait cru devoir prendre.

Ce préliminaire accompli, les ministres ne restèrent point inactifs : ils profitèrent de leurs rapports journaliers avec une foule de personnes de la cour, de la bourgeoisie ou du peuple, pour propager parmi elles la connaissance des vérités évangéliques, soit dans le cours d'intimes entretiens, soit par la voie de la prédication; chaque fois qu'elle leur était accessible, soit enfin au moyen d'une incessante dissémination d'écrits religieux.

Sur ce dernier point, laissons parler Claude Hatton, qui, du fond de sa retraite de Provins, épiait, en curé vigilant, leurs moindres actes : « Ilz avoient faict venir de Genevve, raconte-t-il (2), une grande quantité de livres, pensant qu'en leurs livres fust toute la science du monde; fault noter qu'avec les livres de leur théologie de Genevve, ilz avoient faict venir, par permission des gouverneurs, soubz le nom du roy, grand autre nombre de petitz livretz, comme les psalmes marotiques et Bédiens, qu'ilz appelloient les psalmes de David; traduitz en langue françoise par Clément Marot et ledit Théodore de Bèze, mis en chant de musique pour une partie

(1) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 494. — Voici ces conditions : « 1^o Que les évêques, abbés et autres ecclésiastiques ne soient point nos juges; attendu qu'ils sont nos parties. — 2^o Qu'il vous plaise, Sire, présider au colloquie; assisté de la royne vostre mère, du roy de Navarre et autres princes du sang, et personnes notables de bonne vie et de sainte doctrine, non ayans interests à la cause, afin que bon bon ordre y soit gardé, et toute contention et confusion empeschée. — 3^o Que tous différends y soient jugés et décidés par la seule parole de Dieu contenue au vieil et nouveau testament, pour ce que nostre foy ne peut estre fondée que sur icelle, etc. »

(2) *Mémoires*, t. I, p. 160, 161.

seulement. Lesquelz psalmes ilz chantoient en leurs preschés tous ensemble, tant hommes, femmes, que petits enfants. Oultre lesditz psalmes; feirent venir aultres livretz intituléz *le Catéchisme de la vraye religion, le Bouclier de la foy, le Baston de la foy*, et aultres infinis livres pleins de la doctrine de leur prétendue religion; imprimés à Genesve et à Lyon en Dauphiné, tous bien rellezz en peau de veau rouge et noire; les aucuns bien dorez, desquelz ilz feirent présens aux princes et princesses de la court, jusques à la personne du roy, et le reste desditz livres furent exposez en vente à la court et en la ville de Paris, par permission du roy. Il passa par là ville de Provins quatre charrettes pleines desditz livres, que l'on menoit à la court, enfoncés dans de grandes tonnes de bois de sapin, etc., etc. »

Sur ces entrefaites, Théodôre de Bèze, qui, en six jours, s'était rendu de Genève à Paris, en passant par Montargis, où il avait salué la duchesse de Ferrare (1), arriva, le 23 août 1561, à Saint-Germain. Dans une longue et mémorable lettre, adressée de cette dernière ville, le 25, à Calvin (2); il fait de sa réception à la cour un récit animé auquel nous empruntons les passages suivants :

« J'arrivay en ceste court il y à deux jours, où je vous puis asseurer que j'ay esté reçu avec un fort grand accueil de tous les plus grands qui ne me baillèrent loisir de souper pour les aller trouver. A l'entrée, je trouve le chancelier que sçavez qui vouloit avoir l'honneur de m'avoir introduict. Forcé me fut de le suyvre; mais ce fut avec un tel visage qu'il cognut assez que je le cognoissois. Cela ne dura guères, car il n'y avoyt que trois pas au cabinet, à l'entrée duquel je trouve monsieur (l'amiral?), que je n'eus pas loisir de saluer, que voicy le roy de Navarre et monseigneur le prince qui se jettent sur moy avec une fort grande affection, ce me sembla.

(1) Beza Calvino, 23 août 1561, ap. Baum, append., p. 44.

(2) Ap. Baum, append., p. 45 à 54. — Bibl. de Genève, vol. 117. — Il importe de rapprocher de cette lettre ce qui est dans l'*Hist. eccl.* de Bèze, t. I, p. 492 à 498.

De la je voy auprès de moy le cardinal de Bourbon et puis le cardinal de Chastillon qui me tendoient les mains... Quant au roy de Navarre, la somme du propos fut que j'avoys grand peur que bientost il ne fust pas si joyeux de ma venue s'il ne se déliberoit à faire aultrement. Il se print à rire, et je luy respondy que c'estoit à bon escient qu'il y faloit penser. Ce propos fut environ de demie-heure, qu'il fut nuict, et s'en allèrent chez la royne, et moy avec une troupe cent fois plus grande que je n'eüsse désiré fus conduit chez madame la princesse et madame l'admiralle que je trouvai merveilleusement bien disposées. — Le lendemain, qui fut hier, au matin, je fis une exhortation au logis de monsieur le prince, en laquelle grande et honorable compagnie se trouva, mais non pas le prince, car il estoit empesché après son apointement avec celui que savez (le duc de Guise)... Après disner estant mandé par luy en son cabinet, il m'en faict tout le discours, etc., etc. — Ce mesme jour-là nostre requeste a esté accordée, que nous serons ouys, et que nos parties ne seront nos juges; mais il y a encore de l'enclouure... Après souper, le mesme jour d'hier, sur les neuf heures, estant mandé en la chambre du roy de Navarre, je fus bien esbahy que je trouvay la royne mère, le seigneur roy, monseigneur le prince, monsieur d'Estampes, les cardinaux de Bourbon et de Lorraine, madame de Cursol et une autre dame encore; je fus comme surprins par faulte d'en estre adverty; mais, grâces à Dieu, cela n'empescha qu'en peu de paroles je ne luy desclairasse la cause de ma venue. A quoy elle me respondit très humainement. Adonc le cardinal prenant la parole, et commençant par belles louanges, adjousta qu'ainsy que j'avois affligé la France, je la pourrois maintenant soulaiger. Je ne luy laissay passer ce mot d'affliction, de sorte qu'il ne mist guères à changer propos. On m'enquist de vostre âge, estat, et je respondy ce qui en est. On s'est plainct des livres diffamatoires : je ne fus desgarny de juste et véritable défense. — (Vient ensuite un entretien sur la cène et la transsubstantia-

tion.) — ...Quelques menus propos furent sur cela poursuivis touchant l'accord et union, et me semble que la royne s'en alla fort satisfaite, comme je sçay que depuis elle ne l'a dissimulé. Et le cardinal, en s'en allant : Je vous adjure, dit-il, que vous ayez à conférer avec moy, et vous trouverez que je ne suys pas si noir qu'on me fait. — Sur ces entrefaictes, la royne se despart avec la compagnie, après que je l'eus remerciée et supplyée de poursuivre en ceste bonne volonté. Voilà le jour d'hier jusques à onze heures du soir que j'eus une exhortation en la chambre, y assistant outre ledict seigneur roy et monseigneur le prince et madame, monsieur l'amiral et madame l'amiralle, monsieur de Montbrun, le secrétaire Bourdin et madame de Cursol qui a esté prophète; car, tenant le cardinal par la main, elle lui dit tout hault : Bon homme pour ce soir, mays demain quoy? Or, est-il que tout ce matin il n'a cessé de se vanter qu'il m'avoit convaincu et réduit à son opinion; mais j'ay bons tesmoins et bons garants, Dieu mercy, de tout le contraire. — Ce jourdhuy j'ay presché chez monsieur l'amiral qui m'a retenu à disner. Après disner est survenu monsieur le cardinal de Chastillon et monsieur de Montmorency, *quos video optimè esse affectos*, comme de fait les choses sont esbranlées d'une merveilleuse force... Monsieur Martyr est attendu avec fort grand desir, comme je l'ay cognu par les paroles de la royne mesme, etc., etc. »

Th. de Bèze ne cessa pas de prêcher quotidiennement chez le prince de Condé, en présence de nombreux auditeurs (1). D'autres prédicateurs se firent également entendre, au château de Saint-Germain, chez plusieurs des hôtes qui y étaient alors fixés (2).

(1) Beza Calvino, 30 aug. 1561, ap. Baum, append., p. 58 : « Ego quotidie concionem habui in principis ædibus tanto hominum concursu ut pœnè opprimeremur. » — Dans son dépit, Cl. Hutton (t. I, p. 156) caractérisait ainsi la prédication de Th. de Bèze : « ... Le dit monta en chaire, qui, d'une langue diserte et bien affilée, par ung beau et propre vulgaire françois, triompha de cacqueter, ayant la mine et les gestes attrayans les cœurs et vuloir de ses auditeurs. Le roy de Navarre et la royne mère le voulurent ouyr prescher et furent à son presche, où ilz prindrent grand goust, encores qu'à cause de leur charge ne se voulussent déclarer huguenots hérétiques. »

(2) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 497, 498.

Cependant on s'attendait à voir arriver d'un moment à l'autre Jeanne d'Albret. La reine de Navarre n'était plus la jeune femme qui, naguère encore, sans grand souci des nouveautés religieuses, « aimoit bien autant, dit Brantôme, une danse qu'un sermon. » En effet, dans l'été de 1560, Théodore de Bèze, envoyé à Nérac, l'avait conquise par ses instructions à la foi réformée; quelques mois plus tard, alors que les jours d'Antoine et de Louis de Bourbon étaient en danger, son zèle grandit dans l'épreuve. Soutenue par le dévouement de deux fidèles ministres de l'Evangile, Boismormant et Henry, elle « s'était sentie touchée au vif de l'amour de Dieu et y avait eu son recours avec toute humilité, pleur et larmes, comme à son seul refuge, protestant d'observer ses commandemens; de sorte qu'au temps de sa plus grande tribulation, elle avait fait profession de la pure doctrine (1). » Aussitôt Calvin, qui ne laissait jamais échapper l'occasion d'affermir grands et petits dans la foi nouvelle, lui avait adressé ce pieux message (2) : « Madame, je ne vous sçaurois assez exprimer combien j'ay esté resjoui..., voyant comment Dieu avoit puissamment besogné en vous, en peu d'heures... Je vous prie de priser la miséricorde de Dieu comme elle mérite, non seulement à ce qu'il vous a pour un coup retiré des ténèbres de mort pour vous faire voir la clarté de vie en son fils, lequel est le vray soleil de justice, mais aussi de ce qu'il vous a imprimé la foy de son évangile au fond du cœur, en y donnant une racine visve, pour produire les fruits qu'elle doit. » Ces fruits, l'âme émue de la jeune reine aspirait à les montrer au sein de la cour de France, vers laquelle elle s'avancait résolument en chrétienne.

On venait d'apprendre, non sans une vive émotion, qu'en traversant Orléans elle s'était rendue à une assemblée tenue par les protestants de cette ville et qu'elle y avait fait publiquement une profession solennelle de sa foi (3). Le 29 août,

(1) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 326.

(2) *Lettres franç.*, t. II, p. 365, 366.

(3) *State pap. foreign*, ann. 1561, p. 361. — Throckmorton to the queen,

le roi de Navarre, le prince de Condé et l'amiral se rendirent au-devant d'elle. Peu après, elle entra au château de Saint-Germain, accompagnée de ses enfants, suivie du ministre Jean de Latour, et se jeta dans les bras de sa sœur chérie, la princesse de Condé, de la comtesse de Roye, de Madame l'amirale et de la comtesse de Larochehoucault.

A peine était-elle arrivée, que l'ambassadeur d'Angleterre, sur la recommandation pressante d'Elisabeth, vint la complimenter au nom de cette dernière (1), et que le célèbre jurisconsulte Dumoulin lui adressa, le 7 septembre, du fond de sa modeste retraite, l'hommage suivant, trop peu connu jusqu'ici, que l'histoire ne dédaignera pas d'enregistrer : — « Ma très honorée dame, il y a une trop plus haute et préexcellente cause, qui attire et oblige à vous tous loyaux serviteurs et amateurs de Dieu et de Jésus-Christ son fils, seul sauveur, médiateur et rédempteur, roy des roys, seigneur des seigneurs : c'est le grand et très chrestien zèle et amour que avez à sa très sainte et vivifiante parole, et les grands dons que par son Saint-Esprit il a mis et fait reluire et fructifier en vous (2). »

La satisfaction qu'éprouvait Théodore de Bèze de voir affermie désormais dans la foi la jeune reine qu'il avait, en Béarn, amenée à l'Evangile, ne lui faisait pas perdre de vue un devoir instant que lui imposait l'approche du colloque. Le 8 septembre, il se joignit à ses collègues pour obtenir enfin du monarque une réponse à la requête présentée le 17. Cette

11 september : « ... The queen of Navarre has arrived at court. At Orléans she went to the assembly of the protestants, and there publicly and solemnly presented the confession of her faith. She refused the popish churches, and has used this manner in all her journey hitherwards. »

(1) *State pap. foreign*, ann. 1561, p. 286. — The queen to the queen of Navarre. — *Enfield*, 1^{er} septembre 1561.

(2) Voir *Caroli Molinzi opera omnia*, 1684, in-f°, t. II, p. 1020, la dédicace du Traité de l'origine, progrès et excellence du royaume et monarchie des Français en date du 7 septembre 1561. Le passage ci-dessus cité de la dédicace est suivi de ces mots : « Pour manifester publiquement mon humble, ancienne et efficace affection, ce petit mien labour est inscrit et dédié à vous et à vostre royale majesté, qui sçait bien de longtemps ma jurisprudence et anciennes études des Escritures saintes et des histoires et choses politiques avoir esté employées pour la défense de la vérité et parole de Dieu et pour la république et couronne de France, laquelle aussi vous aimez, honorez et obligez à vous grandement. »

réponse fut favorable : elle portait notamment que les ecclésiastiques et les prélats catholiques ne seraient point les juges des ministres.

On touchait au moment suprême : quelques heures encore, et le colloque allait s'ouvrir.

Pénétrés de la dignité de leur mission, simples et graves dans leur attitude, les ministres et les députés des Eglises, que soutenaient les prières et les encouragements fraternels de leurs nombreux coreligionnaires, étaient prêts à rendre témoignage à la vérité en présence de l'assemblée convoquée à Poissy. La cour, les prélats, les hauts dignitaires de l'Etat, les ambassadeurs des puissances étrangères, avaient les yeux fixés sur eux. Ce fut alors que des Gallars, qui était en relations suivies avec le représentant de l'Angleterre, lui adressa en toute hâte les lignes suivantes (1) : « ...Demain, s'il plaît à Dieu, nous irons avec le roy et les princes à Poissy, où sont les prélats, puis nous retournerons en ce lieu même (Saint-Germain), sur le soir, avec le roy. Ce jour mesme sont venus les docteurs de Sorbonne, tendant en sens contraire à ce que ne fussions ouys; mais ils n'ont pas obtenu ce qu'ilz demandoient... M. Martyr est à Bry-Comte-Robert, à demi-journée de Paris (2); celui qui l'estoit allé quérir est icy et nous l'amènera mercredi. Voylà où nous en sommes. »

C^{te} JULES DELABORDE.

(La suite au prochain numéro.)

(1) Des Gallars à Throckmorton, Saint-Germain-en-Laye, 8 septembre 1561 (Rec. off. *Stat. pap. franc.*, vol. XXI; op. Laferr., *R. des Missions scientifiques*, p. 361). — Voir aussi *Calend. of st. p.*, ann. 1561, p. 294.

(2) Le 9 septembre, P. Martyr arriva à Paris, d'où il se rendit de suite à Poissy. — *Stat. pap. foreign*, ann. 1561, p. 361. Throckmorton to the queen, 14 sept. 1561. — « On the 9th inst. Peter Martyr come to this town to attend the assembly at Poissy. Although he had no acquaintance with Throckmorton, yet for the zeal what he bears to the queen, he sent to vitit hein; adding that of he had tarried any time in this town hewould have dove the office heinself. »

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

CINQUIÈME GUERRE DE RELIGION

(1574)

LETTRES EXTRAITES DES MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE
IMPÉRIALE DE SAINT-PÉTERSBOURG, PAR M. JEAN LOUTCHITZKI (1)

Négociations entre Biron et La Noue.

« C'est une des remarques de La Noue, dit son biographe Amyraut, que de son temps en France on n'estoit point trois mois en guerre sans parler de paix, ny trois mois en paix sans parler de guerre, tant les esprits estoient susceptibles d'émotions et les affaires de changemens, et tant les manières du gouvernement estoient peu constantes. »

La cinquième guerre civile avait éclaté à la fin de février. Conduits de nouveau par La Noue, « qui aimoit la paix, dit de Thou, mais qui aimoit encore mieux sa religion, » les Rochelois s'emparaient en peu de jours de plusieurs villes importantes de la Saintonge et du Poitou, et Catherine de Médicis ne tarda pas à entamer avec eux des négociations. « La cour alarmée de ces rapides progrès chargea Strozzi, Biron et Pinard de venir faire des propositions d'accomodement aux magistrats de La Rochelle. Les députés, s'étant arrêtés à Esnandes, firent remettre à ces magistrats une lettre du Roi... La lettre du Roi ne produisit aucun effet. Les Rochelois, plus ingénieux à se faire des sujets d'inquiétude qu'à trouver des raisons de se ramener, se défioient de toutes les démarches de son conseil. On redoutoit toujours certaines allures sourdes qui, plus dangereuses que la foudre, éclatoient sans être annoncées par les éclairs. On croyoit entrevoir dans le fond de la conduite tout le contraire de ce qui étoit mis en avant. Ces soupçons furent alors autorisés par le péril auquel La Noue venoit d'être exposé. Deux scélérats étoient venus secrètement en Poitou pour se défaire de lui, mais ils avoient manqué leur coup. La Noue, le président de Juye

(1) Voir le *Bulletin* du 15 juin, p. 252, du 15 juillet, p. 299, et du 15 août, p. 352.

et Choisi furent députés (le 15 avril) vers les envoyés du Roi, auxquels ils déclarèrent qu'étant liés d'intérêt avec les protestants du royaume, ils n'étoient pas maîtres de faire un traité particulier, qu'il falloit que la paix fût commune pour tous ou que la guerre devint générale. »

(DE THOU.)

Les deux lettres que nous publions racontent dans les plus grands détails la suite de ces conférences, qui, n'ayant pas abouti, furent reprises, après la mort de Charles IX, par les mêmes négociateurs, et se terminèrent par la conclusion d'une trêve pour les mois de juillet et d'août 1574. Il serait superflu d'insister sur l'intérêt exceptionnel de ces documents.

LETTRES ET DÉPÊCHES ORIGINALES DE BIRON.

(Msc. de Saint-Petersbourg, vol. 78.)

1.

Au Roi.

Samedi, 24 avril 1574. D'Ernandes.

Sire! Pour ce qu'il a esté faict un pouveau maire à la Rochelle (1) et que avant-hier qui fut jeudi, il y eut encores assemblée en leur hostel de ville, comme il est accoustumé, tant pour festoier led. nouveau maire que pour regarder à aucunes leurs affaires, où estoit le Sr de la Noue et autres des principaulx gentilshommes qui sont avec luy, ledict Sr de la Noue et Sr de Mirambeau ne peurent pour ceste occasion venir ced. jour de jeudi en ce lieu, comme ilz nous avoient promis qu'il ne feust bien tard et ne se passa pour ce jour la, dautant quilz avoient a se retirer en lad. ville; autrechose entre nous, si nest qu'apres nous estant, eulx et moy, Biron saluez, nous arretasmes que hier qui fut vendredi ilz reviendroient icy de bonne heur et nous aporteroient par escript le mémoire de leurs requisitions, comme il avoit esté advisé [à] ces deux conférences faictes avec nous, Strpsse et Pinart, ainsi que V. M. aura veu par ma despesche du 17 de ce mois. Ilz ne faillirent pas de se trouver led. jour d'hier en ce lieu, y étant venu, outre lesd. Srs de la

(1) Guillaume Texier.

Noue et de Mirambeau, M^r de Frontenay qui a esté aussi despesché par eulx, affin qu'ilz soient trois de leur part, comme nous sommes trois de la vostre, Sire. Les premiers propos de nostre conférence ont esté par moi, Biron, commencez, et leur ay dict, comme j'avois eu commandement de V. M. pour m'adjoindre et vacquer en ceste négociation, et ay desclaré la droicte et sincere intention, de laquelle il a pleu à V. M. aussi mescrire et que j'avois encores entendu par mes collegues, que voulliez proceder avec eulx pour pacifier ces malheureux troubles, et leur ay par mesme moyen dict en quoy j'avois entendu qu'estoit ceste négociation.

Et encores leur a esté sommairement déduict par nous, Strosse et Pinart, et apres que nous avons eu tous trois particulièrement, prié lesd. S^{rs} de la Noue, de Frontenay et de Mirambeau que le mémoire qu'ilz nous devoient bailler de leurs requisitions feust le plus modéré qu'ilz pourroient. Icelluy S^r de la Noue a commencé à parler et a sommairement représenté les deux difficultés qui se meurent à nostres deux dernieres conferances : l'une sur ce qu'ilz n'avoient aucune charge, ny procuration pour ceulx de Languedoc et qu'ilz consideroient aussi que le conte de Montgomery, vers lequel V. M. avoit envoyé pour la mesme occasion qu'estions de deca, n'avoit voullu faire aucune responce qu'il n'en eust conféré à eulx et aux autres ; que touteffois considérant les raisons que leur avions dictes du grand prejudice que faict la longueur en telles matieres, quilz s'esvertueroient de faire pour tous ceulx generalmente de leur religion : et l'autre estoit sur ce que avions differé admettre en nostre conference le president et ung bourgeois, député des habitants de la Rochelle, pour y intervenir, et que premier que passer oultre, il estoit besoing que le feissions responce, ce qu'avions delibéré de faire pour lesd. de la Rochelle. Car ilz estoient jointz ensemble et inséparablement pour estre de leur religion, et davantage par nouvelle paction faicte entre eulx, dont ilz nous avoient baillé ung extrait que vous envoyons, Sire. Et sur ce led. S^r de la Noue et les autres (ont) fort incisté et dict tout ce quilz ont peu pour nous faire consentir à recevoir en nostre négociation lesd. deputez de la Rochelle. Sur quoy Sire, moy Biron, leur ay promptement et clairement faict congnoistre comme de Vostre part ny de ceulx qui ont charge de Vous, Sire, et commandement sous Vostre auctorité par deça, il n'avoit esté aucunement innové à l'edict dernière-

ment conclud devant la Rochelle, et leur ay représenté et deduict amplement plusieurs poincts, en quoy ceulx de lad. Rochelle enfroignoient, ce que moy, Vostre lieutenant general par deca, avois suporté douloureusement, esperant tousjours que iceulx de la Rochelle se comporteroient autrement quilz n'ont pas faict jusques icy. Et premier que leur faire responce sur l'intervention qu'ilz requeroient qu'admissions iceulx deputez en nostre conferance, nous nous sommes nous trois retirez à part pour regarder ce que nous ferions en cella. Et apres entre nous représenté et considéré plusieurs particularités pour ne desmouvoir et divertir aucunement ces gens icy de la volonté qu'ilz ont, comme ilz nous asseurent et disent fort expressément, et faire une bonne et ferme paix, leur avons déclaré que nous oirions volontiers lesd. deputez de la Rochelle, combien qu'il n'en feust point de besoing. Aussi que n'en avions aucune charge de Vous, et que traictant de general de tous ceulx de la religion, ce seroit les y comprendre, comme tous aultres voz subjects de ce royaume. Et sur ce ilz ont appelé et faict venir led. président et bourgeois de lad. ville de la Rochelle qui ont reprins les mesmes raisons qu'avions desja dernièrement sceues deulx, lesquelles V. M. a veues par nostre dernière depesche selon que moy, Pinart, les avois particulièrement entendues dud. président, me promenant avec luy hors nostred. conferance, il y a deux jours. Sur quoy, moy, Biron, n'ay voulu laisser passer cella plus outre que ne leur aye encores vifvement remonstré les contraventions qu'ilz ont tousjours faictes de lorsque l'eedict fut faict à l'entretenement d'icelluy, dont ilz se sont excusez le mieulx quilz ont peu; touttefois sans raison valable. Mais pour ne rien alterer ny aliener en nostre conferance avec lesd. S^{rs} de la Noue, de Fontenay et de Mirambeau, nous avons remis doucement (après que lesd. deputez ont esté sortis) icelluy S^r de la Noue sur son propos, affin qu'il nous feist veoir les memoires que pensions qu'ils eussent faict escrire de leurs requisitions. Mais au lieu de les nous bailler, il est entré en assez long discours, parlant tousjours fort honnestement et reverrement de V. M. et du desir qu'ilz ont tous de faire tout ce qu'ilz pourront pour la pacification de ces troubles, et que puissiez congnoistre le grand désir qu'ilz ont aussi de Vous estre et demourer à jamais très humbles, très obéissans et très fidelles subjects et serviteurs, et demployer leurs vies pour

Vostre service comme ilz sont bien délibérés de faire fort franchement, et de Vous faire de tres grans et signallés services, quand il Vous plaira les honorer de vos commandemens, protestant par mesme moyen qu'ilz n'ont jamais eu nulle mauvaise intelligence et intention de l'entreprinse de S^t Germain en Laye dont le S^r de Mirambeau ayant encores après repris le propos de lad. entreprise de S. Germain, comme aussi à led. S^r de Frontenay, ont de rechef discouru là-dessus tous trois, les ungs apres les aultres, et faict mesme protestation de leur justification en cella. Et led. S^r de la Noue, continuant son propos, nous a représenté les occasions qu'ilz avoient de rechercher plus que jamais en ceste paix, de bonnes seuretés plus grandes qu'ils n'eurent oncques. Considéré ce qui s'est passé depuis l'eedict du mois d'Aoust, mille soixante dix, qu'ilz supplioient V. M. de leur continuer, se persuadant qu'il n'a poinct esté par Vous révoqué, mais que avez toujours eu intention de le leur rebailier et permettre, comme sur ce ils interpretent à leur faveur et advantage une déclaration que feist V. M. après la S^t Barthelemy. Sur quoy nous n'avons pas failly, sans l'interrompre en son discours, de luy représenter et mettre entre deux l'eedict dernièrement faict devant la Rochelle qui exclud celluy de lad. année de MDLXX. Sur quoy ilz nous ont incisté tous trois fort instamment, et disoit icelluy S^r de la Noue entre autres raisons que ce qui a autant aidé en deux ans que duroit led. eedict de LXX, à restore Vostre royaume (comme il commençoit bien fort destre des grandes guerres et calamités passées) a esté led. eedict et les facultez que leur aviez accordées par icelluy, et s'asseuroient que le leur continuant avec encores aucuns articles qu'il estoit besoing y adjoûter pour les choses depuis advenues, leur accordant aussi les seuretés qui sont en cella nécessaires, que tout se porteroit beaucoup mieulx en Vostre royaume et que la paix y continueroit à jamais. Il est apres entré à particularizer lesd. seuretez, après avoir faict aucunes comparaisons à ce propos que tant plus une chose est bien en plusieurs endroits, plus elle est ferme et de durée. La première desd. seuretez est, que V. M. les baillast une ville en chacune province de ce royaume, pour retirer ceulx de la religion, s'il advenoit que l'on les voullust faire desplaisir et courre sus; que les princes du sang, aultres princes et principaulx seigneurs signent l'entretenement de ce qui les sera promis, les gouverneurs et lieu-

tenants generaux, principaulx gentilshommes des provinces et habitans principaulx des villes; que lors les baillast en otages des enfans daucuns princes et seigneurs, qu'ilz en bailleroient les leurs; que V. M. consignast de sa part, qu'ilz feroient de la leur, une bonne somme de deniers en mains d'un prince de Germanie, à qui consentiroit demployer tous ces deniers-là à la levée et paiement dun nombre de reistres, pour estre employes contre le party qui romproit la paix, que le tout seroit verifié en courtz de parlement, bailliages et seneschaussés de ce royaume. Sur quoy, apres qu'il a eu achever, nous leur avons a tous trois bien fait congnoistre par beaucoup de raisons, que chacun de nous leur a deduictes, quil ny avoit aucune apparence à ce qu'ils demandoient et quil ne falloit pas quilz sy attendissent, mais que en bon cueur Vous veulliez leur accorder la liberté de leur conscience et de pouvoir aller et venir par tout Vostre royaume seurement et librement, que nous estions tres asseurez et quil seroit porté par le traicté que ferions selon la charge et pouvoir qu'il Vous avoit pleu nous en donner, qu'ils ne seroient en quelque façon que ce feust, recherchez de la liberté de leur conscience, et seroit interdit à tous voz officiers et à toutes autres personnes de les rechercher en leurs maisons, ny molester pour le passé, ny pour l'advenir en quelque facon que ce soit. Et pour le regard des villes qu'ils demandoient, que la Rochelle, Montauban et Nismes seroient en mains des habitans d'icelles, suivant le dernier eedict conclud à la Rochelle, ilz se sont montrez lors fort esloingnez d'espérance de la paix. Touttefois reprenant encores particulièrement par chacun de nous les raisons, que leur avions deduictes et les persuadans tout ce quil nous a esté possible pour les ramener à se condescendre aux offres que leur avons dictes pour regard de leur liberté de conscience, et à parler particulièrement sur chacun des articles qu'ils demandoient pour leurs seuretés, affin d'en oster ce qui ne seroit raisonnable et y laisser aussi ce qui seroit licite pour leur seureté, comme nous savions très bien et particulièrement moy, Strosse, leur ay très expressement asseuré que la leur vouliez bailler, et que ne leur reffuseriez encella toutes les honnestes conditions qui se pourroient advisé avec Vostre réputation et honneur, incistons encores nous trois envers eulx par toutes lesd. remonstrances que avons peu, qu'il falloit quilz moderassent leursd. requisitions et quilz nous les baillassent par escript

aujourd'huy matin. Ce qu'ilz nous ont promis faire, tenant néanmoins tousjours quilz voullioient avoir l'exercice libre et publicq de leur religion, et nous promettans de venir de bonne heure, affin que emploions tout le jour à cest affaire, pour lequel, Sire, Vous pouvez croire et estre asseuré que nous n'oublirons rien de ce quil nous sera en cella possible pour Vostre service et pour avoir bien-tost une bonne paix, s'ilz veullènt venir et s'en condescèndre à ce quil Vous a plu nous en commander selon les instructions et pouvoir que V. M. nous en a faict expédier et envoyer. Mais nous craignons bien quil soit malaisé, se monstrans ces gens icy plus fermes et entiers quilz n'estoient lors que moy, Biron, conferoy avec led. S^r de la Noue, ainsi que V. M. a veu par le discours de ce que je luy en ay représenté que Madromet Vous porta. Toutefois, Sire, Vous pouvez croire que nous n'oublirons rien de tout ce que nous verrons et pourrions penser pour servir par raisons et dextérité à amener une bonne paix sil est possible. Et ne faudrons dedans peu de jours apres ceste depesche de Vous faire entendre, Sire, ce qui pourra réussir de nostred. negociation.

Cependant nous prions Dieu, Sire, donner à V. M^{te} parfaite santé, etc.

Vostre tres humble et tres obeissant sujet et serviteur

BIRON

P. S. — Nous oublions à Vous dire que ledict S. de la Noue après le discours des seuretez quilz demandent, nous a aussi parlé quilz desiroient voluntiers quil pleust à V. M. admettre auprès d'elle aucuns seigneurs qui leur soient favorables pour leur donner un accez à faire les remonstrances quilz avoient à faire quand il sen présentera occasion à Vous, Sire, et à Vostre Conseil pour lentretenement de ledict qui sera faict de ceste paix, et quil Vous pleust aussi, Sire, faire tenir les estats generaulx de Vostre reaulme trois mois apres la publicquation dicelle paix pour la y faire aprouver.

(N^o 67 et 68, duplicata.)

2.

Au Roi.

26-27 avril 1574. Ernandes.

Sire, Nous Vous escrivismes samedi dernier au matin, bien amplement tout ce qui s'estoit passé en la conférence qu'avions eu le jour de devant avec Mess^{rs} de la Noue, de Frontenay et de Mirambeau, deputez de ceulx de la religion, estans de decà et Vous envoiasmes nostre depesche par la voye de la poste. Mais craignant qu'elle ayt esté surprise par ceulx de Luzignan ou autres de leur party, nous en mettrons ung dupp^{te} avec ceste-cy, par laquelle Sire, nous vous dirons que led. jour de samedi nous nous assemblasmes encores en ce lieu avec leed. S. de la Noue et de Mirambeau qui nous apportèrent par escript (comme ils nous avoient promis) ce quilz nous avoient verbalement proposé de leurs requisitions en nos precedantes conferances. Et en lizant en leur presance led. mémoire, nous leur feismes toutes les remonstrances quil nous fust possible sur chacun article dicelluy, les trouvant en leurd. demandes très-déraisonnables pour plusieurs raisons que leur dismes. Entre autres quilz ne pourroient rien demander davantage quand vous n'auriez rien de prest et quilz eussent une grande et puissante armée avec tous les advantaiges quilz peuvent desirer, ce quilz n'ont pas. Mais que savions très-bien quilz estoient foibles de tous costés, et au contraire que Vous, Sire, aviez de grandes forces, comme ilz pouvoient bien savoir. Car oultre ce quilz voient icy pres deux que conduisoit Monseigneur de Montpensier, il y avoit Monsieur de la Vallette, de de la Garonne et les autres seigneurs qui sestoient assemblez pour Vostre service en autres endroitz de la Guienne et d'avantage par toutes les provinces de Vostre royaume, et puis oultre tout cella, Vous dressiez encores une grosse armée, ou Vous voulliez estre en personne, sans les forces bonnes et grandes que Vous aviez donné ordre d'avoir encores en Languedoc, oultre celles qui y sont; que toutes ces choses les devoient bien faire penser à eulx, que touteffois nous les asseurions que s'ilz se vouloient contenter de conditions raisonnables que les leur accorderiez volontiers pour le desir qu'aviez de veoir Vostre royaume a repos par u ne bonne e

ferme paix. Et après toutes les autres plus vives remontrances que puissiez penser, lesquelles chacun de nous leur feist, ainsi que voyions estre apropos pour leur represanter le tort quilz se faisoient de demourer si entiers en leursd. demandes, les persuadant tousjours par mesme moyen a eulx se contenter d'avoir liberté de conscience, leur religion avec assurance de n'en estre en quelque facon que ce soit molestez ny recherchez, et que leur accorderiez aussi toutes choses raisonnables qui se pourroient par eulx honnestement requérir pour la seureté de leurs personnes et biens, en posant les armes, se desportant de toutes associations dedans et dehors le royaume et remettant en Vostre obeissance les villes, chastaux, places et isles par eulx occupez. Nous ne peusmes rien gagner sur eulx, quelque raison que peussions dire et contester durant pres de quatre heures que demeurasmes ensemble, Nous renconstrans tousjours par leurs plus communes et grandes raisons quilz ne Vous demandoient, Sire, que le moyen de pouvoir servir à Dieu librement en leur religion avec seureté de leurs vies, affin d'avoir moyen de les pouvoir employer pour Vostre service, et que jamais ilz ne quitteroient les armes qu'ilz n'ayent cella bien assuré, et deussent-ilz les ungs apres les autres tous mourir (comme ilz y estoient resolués ceste fois); et parmy leurs discours se representoient a chacun coup la journée de St-Barthélemy, de sorte, Sire, que voians que nous les pouvions ramener à aucune autre condition, quelques moyens que peussions proposer, nous nous separasmes et puis apres avoir parlé encores en particulier a eulx, nous nous rassamblasmes et leur réitérasmes toutes les remontrances quil nous sembloit estre a propos, leur representant comme lorsque les articles du dernier edict furent accordez devant la Rochelle, ilz se fussent bien contentez de moins qu'ilz ne demandent a present pour leur religion, et que si Vous eussiez voullu lors accorder permission en chacun baillage ou senechaussé à deux de ceulx dentre eulx qui ont haulte justice et sont tousjours demeurez huguenots, quilz eussent esté bien contents et l'eussent très voluntiers accepté. Et sur ce moy, Biron, que leur feré ceste proposition (ainsi qu'avions advisé tous trois ensemble) n'oublia pas de représenter bien particulièrement, principalement aud. Sr de la Noue luy et le Sr de Reniez, député de Montauban, s'estoient à peu pres laissez entendre lors desd. articles de la Rochelle, quilz nen voullotent pas davantage que ce

que leur offrons à présent, les prians pour ceste occasion de regarder, si le leur accordant a present par vous, ainsi, Sire, ils auroient pas grande occasion de sen contanter, veu le grand nombre de baillages et sénésschaussés quil y a en ce royaume. Mais Sire, apres avoir assez longuement demouré et debatue dune part et dautre sur ce, voians qu'ils n'estimoient que bien peu lad. offre, nous nous laschames encores pour deux gentilshommes davantaige qui estoient quatre en chacun desd. baillages et sénésschaussés, et voians qu'ilz demeuroient tousjours entiers et fermes pour avoir le contenu en leur mémoire et quilz nous remettoient incessamment devant les yeulx quilz scavoient très bien que ceux de Montauban, Languedoc et Daulphiné les desavoueroient silz faisoient autrement, et nous remonstrant aussi fort vivement que leur baillant seulement à quatre la faculté de faire baptesmes et mariages en chacun baillage, ce seroit les mettre en combustion les uns avec les autres, pource que chacun deulx les voudroit tousjours avoir, nous declairant par mesme moyen quilz ne se contenteroient jamais de cella, mais quil falloit quil pleust à V. M. leur accorder le reste de l'exercice de leur religion avec lesd. mariages et baptesmes, et nous disant au demourant fort instamment que si nous voulions, il se pouvoit a present faire une bonne paix generale pour tout ce royaume et qu'il ne tiendrait qu'à nous, pour ce que chacun la desiroit. Apres avoir beaucoup temporisé pour veoir s'ils se voudroient contenter desd. quatre maisons de gentilshommes en chacun baillage, pour faire lesd. baptesmes et mariages, nous nous convismes à leur accorder sous Vostre bon plaisir, Sire, pour tous ceux dentre eulx, qui ont haulte justice et qui sont demourez tousjours continuans en leurd. opinion iceulx baptesmes et mariages. Mais pour tout cella il ny eust ordre de pouvoir rien faire diminuer de leursd. requisitions, reprenant tousjours leurs communes raisons quilz vouloient servir à Dieu librement et que ce n'estoit que leur donner une partie de l'exercice de leur religion, en ce que leur offrons et ung moyen pour les atraper encores et les mettre en plus grande peine et danger quilz ne feurent oncques, mais quilz almoient mieulx mourir les armes à la main que de tumber plus en ces inconveniens là, protestans lesd. S^{rs} de la Noue et de Mirambeau que s'il n'estoit question que deulx, qu'ilz sen yroient hors du royaume et almeroient mieulx mourir que de déplaire à V. M^{te}, et que cecy es-

loit la cause generale a tant de gens, dont il y en avoit beaucoup en ces quartiers qui estoient si entiers et si fermes a avoir l'exercice entier de la religion et la seureté de leurs vies, qu'ilz ne pouvoient faire autre chose en cella, dont ils estoient infiniment marris pour le desir et affection quilz ont au repps de ce royaume; et nous ont fort instamment requis le faire ainsi entendre à V. M^{te}. Nous les priasmes aussi de reprendre led. mémoire et de regarder à le modérer le plus quilz pourraient pour l'envoier à V. M^{te} et que leur envoierions aussi de nostre part par escript (comme ils nous avoient requis); ce que leur avons offert sous Vostre bon plaisir (comme nous feismes hier matin). Ainsi quil plaira à V. M^{te} veoir par ung semblable double que mettrons en teste despesche avec le mémoire de leursd. demandes. Et si ce que nous avons entendu quant ilz montroient nostre mémoire en leur assemblée à la Rochelle, beaucoup d'entre eulx demeuroident du tout fermes (1)... rien diminuer de leurd. memoire, et protestoient de nouveau quilz ne devoient jamais laisser les armes et rendre ce quilz tiennent quilz n'eussent l'exercice libre de leur religion et leurs seuretés bien bonnes. Et aujourd'hui lesd. Sr de la Noue et de Mirambeau nous ont rapporté leursd. memoires, estans accompagnez daucuns gentilshommes de leur party, entre lesquels estoit le jeune Pardaillan qui a esté longtemps pour eulx en Angleterre; et par icelluy mémoire que nous avons encores releu en la presance desd. Srs de la Noue et de Mirambeau nous avons veu quilz ny ont rien diminué, si ce n'est qu'au lieu de deux bonnes et seures villes quilz demandoient par led. premier mémoire, pour leur retraicte en chascun gouvernement, ilz n'y en ont mis qu'une, par celluy quilz nous ont rapporté ced. jourd'hui. Sur lequel, Sire, nous les avons encores tatez et meus par tous les moyens quil nous a esté possible et essayé tout ce qui se peult pour les faire condescendre aux offres que leur avons faites et baillées par nostre escript. Mais il n'a esté possible. Nous ayans pour la fin de tous nos propos discouru que tous ceulx de la noblesse qui sont de deca vous supplioient, Sire, de considerer que avez bien accordé aux habitans de la Rochelle, Montauban et Nismes de faire presche publicquement aux lieux à eulx appartenant ou chascun est receu, et que refusant à la noblesse semblables condi-

(1) Arraché dans le manuscrit original.

tions, c'est les désespérer, veu que leur avez cy-devant accordé par tant d'eeditz. Nous ayant aussi enfin fait cognoistre que s'ilz diminuent quelques choses de leurs demandes, qu'ilz sont très-assurés quilz seroient desavoués de leurs confreres et associez. Sur quoy, Sire, nous les avons priez que puisquilz craignoient tant désaveu de ceulx de Languedoc, de Vous faire paroistre pour leur particullier la bonne affection et grant desir quilz nous ont tant de fois dict quilz ont de faire chose qui vous soit agreable et quilz ne le pourroient mieulx monstrier que d'accepter pour eulx et ceulx des provinces de deça l'offre que leurs faisons; mais ilz nous ont encores respondu quilz estoient tous associez et quilz ne se pouvoient aucunement separer, aussi quil ne seroit pas apropos, que au contraire préjudiciable pour eulx, quilz feissent la paix de deca et que la guerre se continuast devers Montauban en Languedoc et Daulphiné, et nous vouloient aussi bien dire quilz ne scavoient pas encores de quoy se vouldroit contenter le Conte de Montgommery, mais que pour faire quelque chose de bien solide, il estoit besoyn sil plaisoit à V. M^{te} leur donner la paix (laquelle ilz dient (*sic*) desirer de bon cuer); quil Vous pleust leur faire bailler des passeports pour envoyer par eulx gens entendus et capables à Montauban en Languedoc et Daulphiné et aussi devers led. Conte de Montgommery, pour scavoir les conditions dont ilz se vouldroient contenter et leur apporter charge et procuration à ceste fin; autrement quilz ne pouvoient rien faire, sestans neanmoins led. Sr. de la Noue, estant pris à part et parlant avec nous seul, laisse entendre que silz avoient moyen d'envoyer vers le Montauban et Languedoc ou que leurs deputez feussent icy, comme necessairement il le faudra, et traicter par deca si l'on veult la paix, quil feroit en sorte que tous se mettroient à raisonnables conditions, dont estimons qu'il scait le but. Mais nous ne l'avons peu scavoir de luy quelque prière que luy en ayons sceu faire. Voilà, Sire, tout ce que nous avons peu tirer d'eulx et comment nous nous sommes separez, delibérans nous, Strosse et Pinart, de nous acheminer demain ou mercredi, dedans lequel temps nous espérons le retour du courrier que vous avons envoyé et depesché le 18 de ce moys, et yrons repasser ou sera Mons^r de Montpensier, affin de luy faire entendre (ainsi quil Vous a pleu nous recommander), nostre parlement, comme nostre négociation n'a peu réussir, et après nous rendre vers Vous le plustost

quil nous sera possible. Cependant Sire, nous prions Dieu donner à V. M^{te} une bonne santé, etc.

Vostre tres humble et tres obeissant sujet et serviteur,

BIRON.

26 avril.

P. S. — Sire, depuis ceste lettre escripte , moy, Pinart, ay receu la depesche quil a pleu à V. M^{te} me faire escrire le 16 de ce moys, laquelle Monsr. de Montpensier avoit envoyé avec une lettre quil escrivit à Nous, Strosse et Pinart, et à Msr. le Conte du Lude pour la nous faire tenir. Mais elle a esté surprinse entre Niort et ce lieu par ceulx de la religion qui la nous entremirent toute ouverte ce matin et nous ont prié de nous eslargir à leur bailler des passeports pour envoyer a Montauban et en Languedoc, Daulphiné et Suisse et devers le Conte de Montgommery, affin quilz puissent scavoir la dernière et finale resolution de leurs conferances et prendre charge deulx pour traicter icy ou envoyer à la court, sil plaist à V. M^{te}; quelques-uns d'entre eulx qui auroient charge de tous pour négocier une bonne paix, si avez agreable quilz y envoient, Estimant lesd. de la religion qui sont par deca, que Mess. de S^t Sulpice et de Villeroiy ne feront en Languedoc non plus qu'a faict M^r de Torcy en Normandy, et quilz s'asseurent quilz auront par deca lauctorité pour le tout, soit pour traicter icy ou envoyer à la court pour ce faire.

Esript à Ernaudes, le mardy au soir, 27 d'avril 1574.

(N^o 69.)

MÉLANGES

LES COLLÉGES PROTESTANTS (1)

II

LEUR SITUATION EN FRANCE.

Les Eglises réformées de France avaient les yeux fixés sur Genève, leur métropole spirituelle, qui leur envoyait avec une inépuisable

(1) Voir le *Bulletin* du 15 juin, p. 269.

sable abnégation conseils, règlements et ministres. L'année même où Genève établissait son Académie, les communautés françaises inauguraient leur organisation synodale et s'unissaient par le double lien de la discipline et de la confession de foi. Une société ne s'organise ainsi que pour assurer sa durée, et elle n'y parvient qu'en transmettant à sa jeunesse l'héritage de sa foi et de son esprit.

L'idée des collèges protestants est donc contemporaine du premier synode national, et elle remonte à Calvin aussi bien que les vues théologiques et ecclésiastiques des réformés français. En 1559, le réformateur genevois suivit du même regard, dirigea de la même main les débuts de notre vie ecclésiastique et de notre système d'éducation : la même pensée éclatait à Genève dans la séance inaugurale de l'école, et se cachait à Paris, une semaine plus tôt, dans les conférences rapides et décisives du premier synode.

On n'a pas retrouvé l'acte authentique de la naissance de nos collèges, ni la preuve qu'ils remontent au delà de la conjuration d'Amboise. Mais il est déjà question en 1562 du collège de Vendôme, en 1563 de ceux d'Orthez et de Metz, et celui de Châtillon est peut-être antérieur. Celui de Nîmes, fondé sous François I^{er}, en 1538, fut protestant de très-bonne heure. Mais toutes ces flammes allumées au foyer de l'académie genevoise, furent terriblement secouées par l'orage de la persécution, qui se déclancha dès leur origine et ne parvint à les éteindre qu'après cent vingt années de fureur et de violence.

Trente-cinq établissements au moins se formèrent à l'image de celui de Genève. Huit comprenaient à la fois une académie et un collège : Montauban, Montpellier, Saumur, Nîmes, Sedan, Orthez, Orange et Die ; les autres étaient de simples collèges, avec un appareil de classes plus ou moins complet.

Pour assurer leur prospérité, il fallait à ces écoles ce qu'il faut toujours à des institutions de cette nature, des hommes, de l'argent, de la sécurité : les hommes se trouvèrent à grand'peine ; l'argent manqua bientôt ; la sécurité manqua plus encore. Jamais plus belle idée n'essaya donc de se réaliser dans des conditions plus contraires.

I. — Les hommes capables d'enseigner étaient loin d'abonder dans une Eglise nouvelle, proscrire et dépourvue encore de tradition religieuse et scolaire. Ils sont rares ceux qui, passant d'un culte ancien à un nouveau, sont en état de créer un système d'enseignement et de suppléer par le génie ou l'instinct à l'expérience du passé. Les premiers collèges ne purent donc être nombreux,

ni pourvus de toutes leurs chaires. Ce n'est qu'au bout de quelques années qu'il vint de Genève des professeurs capables d'enseigner la théologie et les langues et que les établissements purent se multiplier.

L'édit de Nantes leur permit de s'élever à leur nombre normal ; mais alors même les fondateurs des collèges eurent bien de la peine à trouver un personnel. Ils le firent venir en partie de Suisse, de Hollande, d'Ecosse, s'adressant exclusivement, comme on voit, aux Eglises calvinistes, soit qu'ils craignissent l'influence des idées luthériennes et anglicanes ou que les leurs fussent repoussées. Quand on parcourt la liste des hommes qui ont enseigné à Saumur, par exemple, on voit que, de 1600 à 1684, il y eut des Français, et certes bien illustres, Michel Bérard, Louis Cappel, Moïse Amyraud, Josué de la Place, les hellénistes Benoit et Tanneguy-Lefèvre, celui-ci père de Madame Dacier ; des Ecossais, Trochorège, Craig, Duncan, Cameron, Doull ; un Hollandais, le célèbre Gomar ; un Genevois, le cartésien Chouet : on avait d'ailleurs appelé sans succès Dujon (Junius), de Leyde ; Bucanus, de Lausanne. Même mélange de nationalités à Die, qui n'avait pu obtenir Chamier, du synode de Gap, ni Laurent de la vénérable compagnie de Genève, mais qui avait emprunté à l'Ecosse John Sharp, Anderson, Macolle ; à Bâle, Jean Steck ; à Lausanne, Lefèvre ; à l'Italie (c'est-à-dire à Genève remplie de réfugiés italiens), Visconti, Ferrari ; au Béarn, Olhagaray ; de France, elle avait eu Crégut, De Rodon et bien d'autres.

On voit par ces exemples que les chefs des académies s'y prenaient comme Charlemagne pour pourvoir aux besoins de l'enseignement et cherchaient au loin ce que leur refusait le voisinage. Deux circonstances leur venaient en aide : la communauté d'opinions religieuses entre les diverses Eglises réformées permettait à des Hollandais, à des Ecossais de signer la confession de foi imposée à tous les professeurs et régents ; et l'emploi du latin, comme langue des études dans toute l'Europe, dispensait les maîtres étrangers du long stage rendu aujourd'hui nécessaire par la différence des idiomes nationaux. Grâce à cette double communauté de la langue savante et de la foi réformée, les études purent fleurir dans nos académies et nos collèges.

Si les Ecossais prirent une si grande part à l'enseignement qui s'y donnait, c'est que la rancune religieuse de Jacques VI, devenu Jacques I^{er} d'Angleterre, voulut leur imposer le système anglican contraire à leurs traditions et à leurs mœurs. Nombre d'entre eux préférèrent l'exil au sacrifice de leurs convictions, et bien en prit à

nos académies qui n'auraient pu vivre sans leur concours. L'entêtement du fils de Marie Stuart fut une heureuse fortune pour elles. En un seul jour, Pierre Cheiron, principal du collège de Nîmes, accueillit les services de quatre Ecossais, dont l'un était Thomas Dempster, auparavant professeur aux collèges de Montaigu et de Navarre. Nîmes, comme Die et Saumur, puisait aussi à la source intarissable de Genève; il avait essayé de faire venir de cette ville Isaac Casaubon; il parvint du moins à attirer le jurisconsulte Pacius. Montpellier, plus heureux, eut deux ans Casaubon.

Ainsi fut résolue, avec un succès remarquable, cette question du recrutement professoral, tranchée aujourd'hui administrativement par la création des écoles normales. Les premiers temps furent naturellement les plus pénibles quand la tradition n'était pas fixée, que les académies n'avaient pas encore fonctionné. Mais nos pères parvinrent à triompher des obstacles par l'énergie d'une conviction à laquelle nous aurions dû rester plus fidèles : c'est que la question des maîtres est, en éducation, la première de toutes. Elle prime celle même des méthodes à laquelle nous attachons aujourd'hui la principale importance. Nous nous figurons qu'un bon règlement et une bonne méthode suffisent à placer l'enseignement dans les meilleures conditions possibles. C'est que nous oublions le côté moral de l'éducation, cette *pars divini* des études, ce feu sacré que l'âme de l'élève ne peut puiser que dans l'âme du maître. Jamais un cuistre ne parviendra à le communiquer, quel que puisse être son savoir. Philippe de Macédoine apprit l'art de la guerre chez Epaminondas; son fils apprit auprès d'Aristote la politique et les sciences. Nos pères s'instruisaient de même sous les maîtres les plus célèbres de leur temps, sous les yeux de leurs plus grands hommes. A Saumur, la jeunesse de l'académie voyait sans cesse en Duplessis-Mornay l'éclat du courage et de la vertu; à Châtillon-sur-Loing, les enfants du collège avaient sous les yeux, aussitôt que la guerre civile apaisait ses fureurs, ce Coligny, « qui n'avait au cœur que la gloire de la France »; et ces grands hommes de bien ne croyaient pas déroger en se mêlant familièrement aux jeunes générations.

II. — Ces vues si hautes et si sages étaient traversées chez nos pères par l'inévitable souci des nécessités pratiques et des questions financières. Il fallait bâtir des collèges, entretenir les édifices, payer les professeurs, quelquefois les attirer de loin à grands frais. Tout cela était relativement facile dans les villes gouvernées par des gentilshommes protestants : Châtillon, Montargis, Sedan, Orthez, Orange.

Là la noblesse huguenote fut à la hauteur de sa mission : elle comprenait que les privilèges et les richesses lui avaient été donnés pour le bien public, et non pour d'égoïstes satisfactions. Les collèges et les académies s'élevèrent donc aisément sous le regard des Coligny, des Mornay, des Jeanne d'Albret, des ducs de Bouillon, des princes d'Orange. Mais partout ailleurs la question se présenta hérissée de toutes ses difficultés. Ce n'est qu'à partir de l'édit de Nantes qu'elle put être résolue. Les villes autorisées à ouvrir des collèges eurent aussi l'autorisation de lever des impôts spéciaux pour les entretenir ; le consulat de Montpellier établit ainsi une taxe de 12 deniers par quintal de sel, taxe déjà introduite à Nîmes, et celui de Die préleva 4,400 livres par an sur le produit du poids public des farines.

Le livre de M. Arnaud sur l'académie protestante de Die, et les pièces manuscrites qu'il a bien voulu nous communiquer jettent un jour complet sur l'état financier de cet établissement, dont l'histoire est, à peu de chose près, celle de tous les autres. Die et Montélimar se disputaient la possession du collège autorisé en Dauphiné par lettres patentes de Henri IV. Die appuya ses prétentions et les fit triompher par l'abondance des sacrifices qu'elle s'imposa. Elle fit bâtir le collège et sur la rente de 4,400 livres reconnue nécessaire à son entretien, elle en promit pour sa part 4,400, la province de Dauphiné se chargeant des 3,000 autres. Un acte notarié fixa le détail de ces engagements réciproques, qui n'étaient d'ailleurs que provisoires. L'intention des contractants était de constituer ensemble un fonds de 66,000 livres dont 45,000 seraient fournies par la province, et 21,000 par l'Eglise. Idée excellente, s'il eût été possible de la réaliser. Malheureusement la somme ne put être trouvée et la rente elle-même fut étrangement compromise par le concours funeste de la mauvaise volonté et de la mauvaise fortune.

Bientôt, en effet, les catholiques de la ville s'élevèrent contre un impôt qui ne servait que les intérêts protestants, et leurs réclamations, écoutées par Louis XIII, firent réduire les 4,400 livres à 300. Ce n'était là pour eux qu'un premier succès. En 1629, le roi, sur leurs instances, défendit de rien prendre pour le collège sur les fonds publics, et l'Eglise ne paya plus annuellement que 30 livres pour son école.

Quant aux trois mille dont s'était chargée la province, elles ne furent pas non plus régulièrement versées. En vain les synodes avaient-ils exhorté les Eglises dauphinoises à former leur fonds de 45,000 livres : les Eglises étaient ou trop pauvres ou trop peu généreuses pour tenir la promesse faite en leur nom ; en vain les dépu-

tés de ces mêmes Eglises aux synodes nationaux avaient-ils demandé l'aide de toutes les autres, pour parvenir à constituer leur capital : ils n'avaient obtenu que des allocations intermittentes : mille livres du synode national de Privas (1612) ; trois mille de celui de Tonneins (1614) ; autant de celui de Charenton (1631).

Pendant ce temps les professeurs criaient misère, et on l'eût fait à moins : les arriérages qui motivaient leurs plaintes en 1636 s'élevaient ensemble à plus de six mille cinq cents livres, et il y en avait qui n'avaient rien reçu de leurs traitements depuis plus de trois ans. Or ces traitements, à peine suffisants pour une année, ne pouvaient s'allonger jusqu'à en défrayer trois. Le professeur de théologie avait 600 livres ; celui de septième, 110. Aussi ces malheureux menaçaient-ils sans cesse la province de leur démission qui aurait entraîné la ruine de l'académie, c'est-à-dire le malheur le plus redouté.

Pour le prévenir, les synodes provinciaux prenaient des résolutions héroïques, et toujours inefficaces. Tantôt, leurs membres donnaient l'exemple de souscriptions généreuses, destinées à former le terrible capital. A Die, en 1630, ils versèrent ainsi, par des dons de cent livres, de trois cents livres, et même de mille, une somme de 5,282 livres ; à Livron, en 1649, une autre somme de 1,510 livres. Tantôt, ajoutant à ces sacrifices pécuniaires celui de leur amour-propre de province, ils offraient aux synodes nationaux l'abandon de leurs droits de propriété sur l'académie, pourvu que celle-ci fût entretenue sur les deniers généraux des Eglises. Longtemps repoussée, cette demande fut à la fin accueillie ; mais il était trop tard.

Quand le synode d'Alençon, en 1637, admit l'université de Die au partage des deniers affectés aux autres académies du royaume, il y avait déjà huit ans que le gouvernement avait cessé de payer aux Eglises la somme autrefois assignée à leur entretien par Henri IV. Cette somme aurait dû pourtant être sacrée ; elle avait été accordée aux protestants à titre d'indemnité pour les dîmes qu'ils payaient au clergé comme les autres citoyens. Forcé fut bien de s'en passer et de recourir à des expédients. On imagina celui du « quint denier. » Le synode de Charenton (1631) décréta que « jusqu'à ce qu'on pût recueillir les fruits des libéralités de S. M., on mettrait en réserve le cinquième denier de toutes les charités, dont on tirerait une certaine somme qui serait employée à l'entretien des universités et collèges, et cela, par voie d'avance ou de prêt seulement, et qu'on en ferait la restitution aussitôt qu'on aurait reçu les sommes accordées

par S. M. » L'espoir énoncé dans les termes de cette résolution était bien faible et ne devait pas se réaliser : on poursuivit donc avec vigueur l'application de la mesure projetée : on chargea un consistoire par province de recueillir le produit du cinquième denier et de le faire parvenir aux académies et aux collèges selon le partage qu'en avait fait le synode.

Les professeurs de Die auraient donc pu couler désormais des jours assez tranquilles, si les Eglises avaient payé la quote-part à laquelle elles avaient été taxées. Mais elles n'en firent rien. Aux synodes qui suivirent ce fut un concert de plaintes des académies et des collèges contre les retards de toutes les Eglises; les listes des arrérages étaient effroyablement longues. Les synodes eurent successivement recours aux menaces et à la persuasion pour faire restituer ces malheureux deniers. Un canon pathétique adopté à Alençon, en 1637, suppliait « toutes les Eglises, et les seigneurs, les gentilshommes et les particuliers de préférer le service de Dieu, la gloire de son saint nom et l'établissement de l'ordre dans sa maison à toutes les considérations humaines, consacrant à sa majesté divine, selon chacun ses facultés, leurs offrandes volontaires; d'égaliser entr'eux les charges nécessaires à la subsistance des académies et collèges, usant en cet exercice de charité de piété, de support envers les plus faibles. » Ce canon fut lu dans toutes les Eglises, à plusieurs reprises, à plusieurs années d'intervalle, et sans doute il provoqua quelques dons généreux. Le synode suivant (Charenton, 1645) en inscrivit plusieurs avec reconnaissance : ceux du maréchal et de la duchesse de Châtillon, de l'Eglise de Paris, des provinces de Normandie, du Bas-Languedoc; mais les charges écrasantes des guerres civiles et des guerres étrangères, le découragement que répandaient parmi les protestants les mesures iniques de la cour, l'épuisement moral amené par tant de longs efforts toujours insuffisants rendaient la position presque désespérée. N'est-ce pas là le sens de la mesure adoptée par le synode provincial de Guillestre, fixant à chaque professeur ou régent l'Eglise spécialement chargée de son entretien, et l'autorisant à aller demander lui-même son paiement, ou l'envoyer querir aux frais de l'Eglise débitrice, et en cas de refus l'appeler en justice devant la chambre de l'Edit?

III. — Cette chambre, hélas ! évoque une autre série de souvenirs qui ne sont pas d'un ordre plus riant. Le grand acte de 1598 avait étendu les bienfaits de la liberté religieuse à ceux des protestants qui ne vivaient pas sous l'égide de seigneurs de leur religion. Les villes

réformées étaient autorisées à dresser des écoles : elles s'empresèrent de profiter d'une liberté qui comblait leurs vœux en assurant l'avenir de leur foi. On a vu même que l'équité de Henri IV accordait aux Eglises, sur les deniers publics, les fonds nécessaires à leur entretien et à celui de leurs collèges; mais cet heureux temps ne devait pas durer. L'avènement de Louis XIII inaugura une période de troubles, de vexations, de dénis de justice dont les écoles eurent cruellement à souffrir. On se figure aisément les dangers que pouvaient courir l'académie de Saumur, quand le gouvernement de la ville eut été déloyalement enlevé à Duplessis-Mornay; celle de Montauban pendant le siège célèbre de 1621, le collège de La Rochelle après les horreurs qui signalèrent celui de 1629. Un roi qui promène ses armes, victorieuses ou impuissantes, sur le sol de la patrie, n'y fait pas fleurir les études.

C'est ce que les Béarnais purent apprendre en 1620. Le légat du pape ayant persuadé à Louis XIII qu'il ne pouvait plus longtemps souffrir la résistance de cette province à ses édits et à son culte, vint à la tête de forces nombreuses rétablir les évêques sur leurs anciens sièges et dans leurs anciens bénéfices. L'académie d'Orthez ne pouvait survivre à cette agression : elle fut supprimée et ses professeurs se dispersèrent dans les autres académies du royaume. L'un d'entre eux, Charles, se retrouva l'année suivante, à Montauban, devant le même Louis XIII, aux armes duquel il encouragea la résistance de ses nouveaux concitoyens.

Ce que la guerre épargnait succombait sous les édits. Il plut au roi de fermer le collège de Niort, l'année même où il annexait le Béarn, et de n'en pas vouloir souffrir d'autres dans la province de Poitou. Il lui plut d'autoriser l'ouverture de maisons de jésuites, presque partout où il y avait des collèges protestants : à Die, à Castres, à Nîmes, à Montpellier, à Montauban, à Sedan, et dans le voisinage de toutes nos autres écoles. Par privilège spécial, Saumur n'eut pas de jésuites : on crut plus politique de lui donner des oratoriens, et un moment, Amyraud d'un côté, Thomassin de l'autre, enseignèrent simultanément la théologie dans la ville illustrée par le long séjour de Duplessis-Mornay.

On peut aisément se figurer ce que la concurrence des Révérends Pères ajouta d'ennuis à toutes les difficultés déjà attachées à la charge des régents réformés. Les jésuites de Die attiraient furtivement les élèves du collège, essayaient sur eux leurs séductions ordinaires, leur faisaient boire du lait frais dans les fermes voisines; ils réussirent à en convertir un ou deux, qu'ils enlevèrent et firent

transporter à leur collège de Vienne. Grand émoi dans toute la province, vives réclamations de la part des familles lésées, déboires sans fin pour l'académie. Mais l'institut de Loyola en réservait de plus amers à nos établissements.

On n'ignore pas qu'il avait l'oreille et dirigeait la conscience du roi. Le 19 octobre 1631, Louis XIII déclara que dans les villes mixtes où les consulats étaient exclusivement protestants, cette magistrature serait désormais partagée entre les deux cultes. Au point de vue des théories modernes cette décision était inattaquable. Au moment des guerres civiles, les villes protestantes s'étaient d'autant plus aisément donné des magistrats de leur culte que les catholiques ou s'étaient généralement retirés, ou n'avaient garde de se montrer. La paix les fit revenir; l'équité leur assura donc leur part dans les magistratures municipales : des quatre consuls deux furent désormais catholiques. Mais il y a toujours des gens plus royalistes que le roi, ceux justement qui ont intérêt à outrer la pensée royale. Les catholiques de Castres furent d'avis que les collèges devaient être aussi bien « mi-partis » que les consulats et demandèrent la moitié des chaires de celui de leur ville. Résistance des protestants qui trouvaient inique le partage d'un collège fondé et entretenu de leurs deniers, autorisé pour eux seuls par lettres patentes. Il y avait justement des juges à Castres, ceux de la chambre de l'Edit. Ces magistrats, au nombre de dix-huit, étaient naturellement neuf de chaque religion. Les neuf magistrats catholiques déclarent bien fondée la prétention de leurs coreligionnaires, et la jugent conforme à la pensée du roi. Les neuf autres sont tout aussi unanimes à la repousser et ne peuvent comprendre qu'en disant « consulats » le roi ait par cela même entendu « collèges. » Mais comment départager des juges si exactement mi-partis? L'affaire fut portée au conseil du roi, et un arrêt, daté de Chantilly le 23 juillet 1633, donna raison aux catholiques de Castres et ordonna le même partage pour Nîmes, Montauban, et les autres villes religieuses du royaume. Il est superflu de dire que les catholiques du Midi, ayant à leur tête Cohon, évêque de Nîmes, avaient appuyé par d'infatigables démarches l'opinion de leurs amis. Toutes les instances épuisées, la « mi-partition » fut définitivement ordonnée. Voici comment elle fut mise en pratique dans les collèges protestants du Languedoc, celui de Nîmes notamment.

Le principal, les régents de physique, première, troisième, cinquième, et le portier durent être catholiques; les régents de logique, seconde, quatrième et sixième restèrent protestants : partage inégal et inique en dépit des apparences et où se devine l'influence

des jésuites. En effet, le principal était non-seulement logé au collège et maître des bâtiments et du portier, mais chargé de rédiger le plan des études, d'en surveiller l'exécution, de fixer les jours fériés. Il choisissait donc les auteurs qu'on devait expliquer dans les classes, faisait chômer les fêtes catholiques, et espionner les professeurs protestants qui ne pouvaient plus parler librement à leurs élèves. Grâce à l'habileté machiavélique de ce partage, les collèges protestants devenaient non pas mixtes, mais catholiques, et les réformés trouvaient dans leurs collègues non des égaux, mais des supérieurs dont ils avaient tout à craindre. Cette mesure ruinait donc moralement l'enseignement secondaire dans les Eglises protestantes, et il n'est pas surprenant que le courage leur ait manqué pour continuer des sacrifices désormais frappés de stérilité. Deux autres choses s'expliquent aussi à merveille : l'une que, victimes d'une mauvaise foi qui affectait impudemment les formes de la justice, les protestants aient couru aux armes sous le successeur de Henri IV comme ils l'avaient fait sous ses prédécesseurs et que tout le Midi se soit soulevé à la voix de Rohan ; l'autre, que Louis XIV ait cru simplement remplir une formalité en révoquant l'édit de Nantes, devenu lettre morte moins d'un demi-siècle après sa promulgation.

La révocation ne fut, en effet, au point de vue des écoles, que l'acte mortuaire des derniers établissements protestants. Sous le feu roulant des édits destructeurs, et sous la pression des difficultés intérieures, la plupart avaient déjà cessé de vivre. Die, Saumur, Puy-laurens, respiraient encore : on leur prouva que c'était à tort. Die dans les lettres patentes de son établissement, avait bien été autorisée comme académie, mais non comme académie protestante ; comment laisser durer une institution dont la naissance était à ce point illégitime ? Saumur avait eu autrefois le tort d'accroître ses bâtiments d'un « espace usurpé sur la cour de la maison de ville. » Puy-laurens devait bien avoir quelque crime analogue sur la conscience. Sedan, supprimé quatre ans plus tôt n'avait-il pas osé recevoir des étudiants étrangers à la principauté ? De tels forfaits sont irrémissibles sous le règne d'un Louis XIV, pour des académies protestantes ; on le leur fit bien voir.

C'est à ces difficultés, à ces injustices, à ce système raisonné d'extermination que succomba la tentative d'instruction publique, organisée par les protestants du XVI^e et du XVII^e siècle. Quels résultats n'eût point produits l'institution genevoise, transplantée sur le sol français, au milieu d'un peuple si admirablement doué, sous le souffle puissant de la foi réformée, si elle eût pu se dévelop-

per dans des conditions normales de succès, si au lieu d'un Saumur nous en avions eu huit ou dix, si tous les collèges avaient pu prospérer ? Quelle supériorité n'aurait point prise en France la minorité protestante, et en Europe la théologie réformée ? Cette grande expérience à laquelle le règne de Dieu semblait intéressé, échoua misérablement par la faute de trois rois successivement déserteurs de la foi protestante, des principes d'équité proclamés par un édit réparateur, de la sincérité morale qui devait au moins reconnaître à leurs souffrances l'existence des persécutés. Il était sans doute impossible de surmonter ces insurmontables obstacles ; mais tous ceux que les forces humaines pouvaient vaincre, nos pères en avaient triomphé. Ils avaient trouvé des maîtres pour leurs enfants, ils avaient consenti pour leur éducation aux plus grands sacrifices, à des sacrifices sans espoir ; ils avaient même su corriger par leur sagesse et leur énergie un grave défaut de leur organisation scolaire ; l'intermittence et l'irrégularité des réunions synodales qui avaient sur leurs écoles l'autorité souveraine réservée dans l'organisation genevoise, à la vénérable compagnie des pasteurs. Il convient maintenant d'étudier de plus près quelques-uns de ces établissements trop longtemps et trop injustement oubliés.

M.-J. GAUFRÈS.

VARIÉTÉS

ÉRASME ET LE SAINT-OFFICE

Le bibliophile curieux d'étudier, à un moment donné de l'histoire, quelques-unes des manifestations de l'esprit humain a parfois, il faut en convenir, de singulières bonnes fortunes et toujours de précieuses distractions, notamment dans les loisirs forcés où le condamnent la difficulté des temps. Il peut, tout en espérant mieux, pour alimenter son activité et pour l'épancher plus utilement au dehors, répéter encore, avec une résignation vraiment chrétienne, le mot du poète :

Deus nobis hæc otia fecit.

On nous permettra peut-être de parler ici, quelque jour, de livres à autographes, découverts dans nos fouilles, tels qu'un joli Dio-

gène Laërce, revêtu de la signature fort authentique de Jean Daillé, le précepteur des fils de Duplessis-Mornay, de trois ou quatre *libri amicorum*, à belles gravures sur bois, interfoliés, chargés de citations, devises, emblèmes, musique, armoiries, miniatures du XVI^e siècle, signés de savants plus ou moins connus de villes célèbres et en particulier des universités de Tubingue, Altorf, etc., et où circule la sève de la renaissance, ce renouveau de la civilisation antique entée sur l'Evangile.

Pour aujourd'hui, nous voudrions entretenir les amis des documents relatifs de près ou de loin à la Réforme, d'un volume curieux et rare, véritable trouvaille, dirions-nous en style consacré, faite il y a peu de jours, sur les quais.

C'est un fort bel exemplaire des *Apologies d'Erasme*, édition de Bâle, chez J. Froben, février 1522, in-folio, richement relié aux armes du Marquis de Morante, recteur de l'université de Madrid (n^o 5269, 3^e partie du Catalogue de vente, Paris, 1873).

Cet ouvrage intéresse l'histoire du protestantisme à plus d'un titre. Et d'abord, à cause de son auteur, le savant et spirituel humaniste de Rotterdam, qui était, quand il l'écrivait, au plus beau moment de sa tendance réformatrice, mais qui, hélas! fut trop craintif, trop *dilettante*, pour pousser aux conséquences des principes de fidélité et de liberté évangéliques qu'il revendiquait. En second lieu, par la nature des sujets moraux et religieux qu'il traite. Troisièmement, en raison des nombreux témoignages qu'il renferme en faveur de divers réformateurs, notamment de Lefèvre d'Etaples lui-même, auquel il adresse sa troisième Apologie pour le réfuter, comme nous le verrons tout à l'heure sur un point de critique sacrée. Enfin, et voilà l'important pour nous et le plus piquant pour nos lecteurs, parce que notre exemplaire a été soigneusement *expurgé conformément aux décisions du Saint-Office*, qui a condamné l'auteur. C'est ce qu'établissent plusieurs notes latines et espagnoles inscrites et signées maladroitement sur le très-beau frontispice à la Holbein qui décore ce livre.

Nous y lisons, entre autres, en haut :

Autor damnatus, sed cum expurgatione permissus (1).

Et plus bas :

Opera omnia Erasmi caute legenda, tam multa enim insunt correctione digna, ut vix omnia expurgari possint (2).

(1) Auteur condamné, mais permis avec expurgation.

(2) Toutes les œuvres d'Erasme doivent être lues avec précaution, car elles renferment tant de choses dignes de correction que l'on peut à peine les expurger.

Enfin, à la marge, et pour bien rassurer les candides lecteurs contre toute infection :

Esta expurgado per comission del. S. Off. conforme al Catalogo del anno 1612. Ex Cuenca 7 de Oct. de 1613.

DON FRANÇ. DE ALARCON (1).

Viennent, au verso, quantité de signatures des possesseurs successifs de ce volume, tous Espagnols et jaloux de mettre leur responsabilité à couvert en attestant l'innocuité de cet exemplaire indignement maculé.

En effet, les passages censurés ont été largement, brutalement passés à l'encre, deux d'entre eux avaient été recouverts en outre de gros papier fortement collé. Nous avons réussi à raviver le texte de manière à ce que, tout en gardant, comme témoignage de l'ineptie du sacré tribunal, la trace de ses corrections, nous ayons du moins la satisfaction de lire couramment ce qui avait éveillé de si jalouses et mesquines susceptibilités.

Or tout se réduit à quelques jugements anodins de critique littéraire ou sacrée, à des paroles bienveillantes pour deux ou trois réformateurs, en particulier pour l'illustre Œcolampade (Hausschein) de Bâle, et enfin à quelques traits de satire méritée contre moines et clergé. Moins il y a matière à condamnation, plus nous en devons tirer d'avantage.

Nous allons relever ici, un à un, ces passages, et voir le plus libre, le plus savant, le plus fin des enfants de la Hollande au XVI^e siècle aux prises avec l'Inquisition qui nous a coûté tant de larmes.

1^o Dans la première de ses Apologies (fol. A. a, 3), contre un certain Jac. Stunica, un oracle pour Rome, à ce qu'il paraît, qui l'attaquait sur son édition du Nouveau Testament; Erasme se justifie d'avoir fait quelque cas de l'opinion, de la science de son ami, « de son Thésée, Œcolampade, qui, « pour être Allemand, dit-il, n'en est pas, pour cela, plus digne de dédain que moi, pour être Batave. J'ai préféré lui laisser que lui dérober sa part de louange. » C'est un tort pour le Saint-Office.

2^o Plus loin (fol. B. b.), pour une simple faute typographique au sujet d'un nom propre, son adversaire l'accusant, lui et Œcolampade, de ne savoir pas l'hébreu. Erasme s'en défend et montre le

(1) Ce livre a été expurgé par la commission du Saint-Office conforme au catalogue de 1612, etc.

prix qu'il doit faire d'une collaboration telle que celle du célèbre professeur de Bâle. Cela méritait évidemment la censure.

3^o (Fol. F. f. 2) : Une misère, une chicane à propos de la célébration des fêtes de Pâques et de Pentecôte aux temps apostoliques.

4^o (Fol. G. g. 3) : Crime capital, cette fois ! Erasme s'attaque « au célibat forcé des prêtres inconnu aux apôtres » et s'enhardit à affirmer « qu'il est bon nombre de réfractaires qui vivent moins chaste-ment que s'ils étaient mariés. » La preuve n'en était pas difficile à trouver.

5^o Dans son long plaidoyer contre Lefèvre d'Étaples (p. 55), à propos du passage du Psaume VIII cité au chap. II de l'épître aux Hébreux (Tu l'as fait un peu moindre que les anges, etc.). Erasme, témérité grande, s'avise de dire : « Il se peut que cette épître ne soit pas de saint Paul, et que, cependant, elle soit meilleure encore que les épîtres de saint Paul. » Jugement qui s'explique de la part d'un humaniste consommé, sensible à la beauté du style et des développements oratoires.

6^o P. 157. Ici le spirituel écrivain manque décidément de tout respect pour saint Jérôme qu'il traite de rusé (*vafér*), pour avoir écarté systématiquement tous les doutes sur l'authenticité paulinienne de l'épître aux Hébreux, « afin que, digne d'ailleurs, par elle-même, de tout crédit, elle fût lue avec plus de fruit par tous les fidèles.

7^o P. 134. A propos du premier verset de l'Ev. de saint Jean qu'il traduit : *In principio erat sermo*, au lieu de *verbum*, Erasme se permet de jouer sur le nom d'un pédant carmélite qui l'accuse gravement d'avoir voulu corriger l'Apôtre. Il l'appelle *camelita* (chame-lier) *ob animi stuporem*, « à cause de sa stupidité, » Mais passons sur cette peccadille.

8^o Réponse d'Erasme aux critiques d'Edouard Lens (illustre inconnu) sur sa traduction des 4 Évangiles.

A la page 305, il se défend de l'inculpation d'avoir attribué au mariage un caractère indélébile et lance, en fuyant, un trait acéré contre les thomistes.

9^o P. 322 ; Subtilités scolastiques sur le mariage consenti ou consommé. L'auteur les repousse. Puis il a l'audace bien justifiée par la postérité d'accorder au jugement d'Œcolampade plus de crédit qu'à celui de son adversaire, le susdit Lens. En vérité, c'est trop : Erasme méritait qu'on le pendît, quitte à voir après.

10^o Enfin, P. 354 : Long paragraphe sur l'unité d'essence dans la triplicité des personnes divines. Il nous est impossible de découvrir ce que la plus rigoureuse des orthodoxies aurait à y relever.

Voilà, qu'on se le dise bien, ce qui a fait d'Erasme un *autor damnatus* ! Et ce même hérétique qui n'a jamais fait, que nous sachions, de *Retractationes*, est mort à Bâle, en 1536, au moment qu'il allait être promu au cardinalat !

O Rome infailible, ce sont là de tes coups !

Et c'est là l'esprit que certains fanatiques, assistés de certains *habiles*, voudraient faire revivre pour ranimer la foi dans notre noble et malheureuse patrie, saignant par tant de blessures ! Ce qu'il y aurait de plus inexplicable, c'est que des huguenots, descendants de tant de nobles victimes et héritiers des plus belles, des plus coûteuses conquêtes de l'esprit humain, pussent, aujourd'hui même, pactiser avec des abus réprouvés au nom de l'Evangile, et faire cause commune avec les *filz des croisés*. « A la loi et au témoignage dans la liberté glorieuse des enfants de Dieu ! » Telle doit être notre devise, tel notre cri de ralliement.

A. ESCHENAUER
ex-pasteur à Strasbourg.

PRÉMÉDITATION DE LA SAINT-BARTHELEMY

Un ingénieux écrivain qui s'est voué, non sans succès, à l'élucidation des grands problèmes historiques, M. Jules Loiseleur a consacré dans le *Temps* (14-24 août 1873), une étude fort intéressante à la Saint-Barthélemy : « Ce grand problème, dit-il, devait nécessairement prêter à de sérieuses controverses. De sa solution, en effet, dépend l'appréciation morale de l'attentat et le degré de culpabilité de ses auteurs. La croyance à un complot savamment ourdi par la cour, a pour elle presque tous les historiens des trois derniers siècles. Elle a été embrassée dans le nôtre par MM. de Sismondi, Audin, Haag, Dargaud, de Bouillé, Sir James Makintosh et plusieurs autres. M. de Félice, dans son *Histoire des protestants de France*, introduit une distinction. Il admet la préméditation chez Catherine de Médicis, mais non chez son fils. Plus longue assurément serait la liste des historiens qui la repoussent pour l'un comme pour l'autre. Parmi ceux qui se prononcent dans ce sens, qu'il nous suffise de citer M. Léopold Ranke, pour qui elle est très-invraisemblable ; M. Soldan, professeur à l'université de Giessen, qui la nie absolument ; M. Henri Martin, qui n'y voit qu'un roman inventé par les panégyristes italiens de Catherine, et accepté par le

ressentiment des huguenots; M. Georges Gandy, qui la combat avec une chaleur passionnée dans une étude plus remarquable par l'érudition que par l'impartialité; M. Henri White, enfin, auteur d'une remarquable *Histoire des guerres religieuses de France sous le règne de Charles IX*. L'examen que M. Alfred Maury a consacré à cet ouvrage dans le *Journal des Savants* (de mars à septembre 1874), est peut-être ce qui chez nous et sur cette matière a été écrit de plus dégagé de toute préoccupation théologique ou philosophique, et par suite de plus approchant de la vérité. Il est du reste digne de remarque que cette thèse de la non-préméditation ait trouvé des défenseurs parmi des écrivains qui professent les doctrines les plus opposées, et aussi bien chez les protestants que chez les catholiques. »

M. Loiseleur reprend à nouveau cette étude dans une discussion très-serrée, où la psychologie vient en aide à l'histoire, pour mettre à nu les secrets mobiles de Catherine de Médicis et de Charles IX. Il ne néglige aucun témoignage, et il en évoque de nouveaux empruntés à de récentes publications étrangères. Voici ses conclusions, qui nous semblent d'ailleurs assez conformes à celles de notre collègue M. A. Coquerel, dans son savant *Précis de l'histoire de l'Eglise réformée de Paris* :

« Les sentiments les plus étroits, l'égoïsme, le soin du pouvoir à retenir, la peur des représailles, tels furent les vrais mobiles de la Saint-Barthélemy. C'est un crime politique, dans le sens le moins noble du mot, et plus privé encore que politique. Ceux qui le commandèrent n'eurent pas même l'excuse de l'exaltation religieuse : ils allumèrent froidement des passions qu'ils ne partageaient pas. Exclusivement préoccupés de leur sécurité et de leurs intérêts les plus immédiats, ils laissèrent tout à fait sur l'arrière-plan ceux de leur pays et de leur foi et ne songèrent qu'après coup à les invoquer, sauf à renoncer presque immédiatement à cette excuse.

« Ce coup d'Etat ne fut point préparé longtemps à l'avance : c'est bien, comme le dit Tavannes, « une résolution de nécessité, un conseil né de l'occasion. » Il n'y eut de prémédité que la mort de Coligny et de cinq ou six de ses capitaines. D'accord sur la question principale avec M. Soldan et ceux qui, dans ces dernières années, ont brillamment repris sa thèse, je m'écarte en ce point de leur opinion. Cette idée de précipiter la chute du parti calviniste en frappant sa tête, on a pu en suivre, dans cette étude, l'origine et la longue incubation, le développement intermittent mais progressif.

« La mort de Jeanne d'Albret fut naturelle; mais le traité de

1570, le mariage de Navarre et surtout l'insistance pour que ce mariage fût célébré à Paris cachaient une arrière-pensée. Complètement abandonné par le roi après l'arrivée de Coligny à la cour, mais toujours secrètement caressé par Catherine, ce projet éventuel n'allait pas au delà du meurtre de l'amiral et de ses amis les plus influents, et c'était là un parti extrême, entièrement subordonné à leurs agissements ultérieurs et qu'on n'adopterait qu'en cas d'absolue nécessité. La reine se réservait d'opter, selon les circonstances, pour l'alliance ou la lutte avec l'amiral, et elle arrangeait les choses de façon à ce que rien n'entravât cette option. Si ce n'est pas là cette formelle intention qui est l'essence de la préméditation, c'en est au moins le prélude. C'est une préméditation sous condition suspensive.

« La préméditation véritable et, pour employer les termes mêmes de notre Code pénal, le dessein formé d'attenter à la personne ne se précisa qu'à la suite de la scène de Montpipeau. C'est après que Charles IX eut violé les promesses faites dans ce château, c'est sous l'imminence du coup qui allait la précipiter du pouvoir, que Catherine regarda enfin bien en face la pensée qui l'obsédait depuis longtemps. Jusque-là elle avait éventuellement creusé la mine et veillé seulement à ce que rien, au cas où il faudrait la faire jouer, n'en contrariât l'explosion. Elle la charge à ce moment et se résout à sacrifier l'amiral. Si ce meurtre eût réussi, elle n'en eût pas voulu d'autres. Les conseils de Philippe II, tels qu'ils résultent de sa lettre du 5 août, furent alors sa règle de conduite. Le témoignage de Salvati, l'étude attentive et plus précise peut-être qu'aucune de celles qui existaient en France jusqu'à ce jour, des conseils tenus dans la journée du 23 août ne laissent aucun doute sur ce point. Cela ne veut pas dire que Catherine ne soit pas responsable de tout le sang versé, car elle dut mesurer et accepta toutes les suites possibles de son attentat; mais enfin, s'il eût pu réussir sans que sa participation fût découverte, elle ne fût pas allée plus loin.

« S'il en était autrement, le meurtre commandé à Maurevel serait la plus lourde des fautes, la plus inexplicable des conséquences. Ainsi que le disait l'évêque de Valence, Montluc, lorsqu'il essayait de disculper le duc d'Anjou aux yeux des Polonais, il eût été bien plus simple et bien plus sûr d'envelopper Coligny dans l'extermination générale. C'est au fond la même idée qu'avait déjà exprimée Cavalli. Pourquoi s'exposer à mettre en fuite ceux qu'on voulait perdre? Pourquoi surexciter leur méfiance quand on devait au contraire l'endormir?

« Si subite qu'ait été la détermination née de la tentative avortée de Maurevel et du danger immédiat qu'elle créa, on n'y arriva cependant que par gradations. Catherine n'avait pas besoin d'une extermination générale dont, mieux que personne, elle apercevait les périls ; il lui suffisait de se débarrasser de l'homme qu'elle avait manqué et de ceux qui eussent été assez influents pour prendre sa place ou pour venger sa mort. Mais, en pareil cas, il est difficile de s'arrêter à moitié chemin. Plus logiques qu'elle, ses détestables conseillers lui représentèrent « qu'il ne fallait point offenser à demi, » et que, si l'on rompait les lois, il fallait les violer entièrement, » sa sécurité future étant à ce prix. Le fatal consentement fut donc donné ; il le fut par la reine d'abord, qui se mit de suite à l'œuvre, puis par son fils, après une heure et demie de résistance. De ce moment, l'un et l'autre furent solidaires du grand forfait et condamnés à en porter le poids aussi longtemps que dureront chez les hommes le sentiment du juste et l'horreur des noires perfidies.

« Le 6 septembre 1572, don Diego de Cuna écrivait à Philippe II : « La mort de l'amiral fut préméditée ; celle des autres fut subite (1). » Voilà, en deux lignes, la vérité sur cette question tant agitée de la préméditation.

« Si cette thèse est en harmonie avec le caractère des principaux auteurs de cette lugubre tragédie, à la fois violents et timorés, irrésolus et faciles à entraîner, non pas inutilement cruels, mais indifférents à la moralité des moyens et prêts, pour leur utilité, à accepter les plus grands crimes, elle ne l'est pas moins avec la nature humaine, qui ne va pas d'un bond aux partis les plus extrêmes et n'y arrive que progressivement.

« Ajoutons qu'elle concilie des faits nombreux, en apparence contradictoires et non moins embarrassants pour ceux qui rejettent d'une façon absolue le système de la préméditation, que pour ceux qui le soutiennent, sans distinguer entre des velléités intermittentes et des actes suivis. Elle n'agréera sans doute ni aux uns ni aux autres ; ni à ceux qui voudraient grossir encore l'énormité du forfait, ni à ceux qui la diminuent le plus possible. L'important est qu'elle satisfasse les esprits modérés et impartiaux, dégagés de toute préoccupation dogmatique et qui cherchent, dans une thèse d'histoire, la vérité, quelle qu'elle soit, et non un aliment à leurs passions. »

(1) Capefigue, *Hist. de la Réforme*, etc., d'après les archives de Simancas ; B 34. — Subite en ce sens qu'elle ne fut préméditée que la veille de l'exécution.

SÉANCES DU COMITÉ

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE DU 11 FÉVRIER 1873.

Présidence de M. *Schickler*. — Sur un vœu exprimé par M. A. Coquerel fils, le Comité s'est enquis d'un volume illustré sur la Renaissance, publié par M. Paul Lacroix, et où la vérité historique est audacieusement travestie. A propos des institutions militaires et religieuses, l'auteur y traite de l'inquisition; mais il affecte de ne parler que de l'inquisition protestante, comme si le mot et la chose n'étaient pas essentiellement catholiques.

M. *Read* donne des renseignements puisés à bonne source sur l'origine et le but de cette publication, qui semble peu digne de la maison Didot. M. *Ch. Frossard* a examiné les estampes où la Réforme est traitée en hors-d'œuvre, à côté de la sorcellerie, et où abondent les injures à l'adresse de l'hérésie luthérienne, qui a établi l'inquisition en Allemagne et en Angleterre! Aucune de ces estampes n'est nouvelle : elles sont empruntées à d'anciens recueils. Comme de juste, l'auteur a choisi de préférence les plus mauvais portraits des réformateurs, placés en regard des gravures où l'on voit les cruautés exercées par les protestants contre les catholiques. Les Etats généraux de Hollande s'étaient montrés animés d'un autre esprit en proscrivant des images du même genre représentant des scènes de carnage plus authentiques, où les catholiques étaient les bourreaux des réformés.

M. *Bordier* s'unit au sentiment de ses collègues. Une réfutation est nécessaire; mais il la faut courte, incisive. Parler longuement d'une telle œuvre serait jouer le jeu de l'auteur, qui semble avoir cherché un succès de scandale.

MM. *Frossard* et *Sayous* s'entendent à ce sujet : l'un d'eux rédigera quelques lignes pour le *Bulletin*.

Correspondance. — M. A. Labouchère adresse au Comité un *fac-simile* de la signature de *Coulligny*, avec quelques renseignements y relatifs. On fait observer à ce sujet que les noms propres étaient loin d'avoir au XVI^e siècle la fixité qu'ils ont acquise depuis. Dans un même testament, le même nom est souvent orthographié de plusieurs façons différentes.

M. Louis de Richemond annonce diverses communications relatives

aux protestants de la Saintonge et de l'Aunis ; M. Gaullieur, une notice sur l'Église de Montbazillac.

Bibliothèque. — M. Read présente sa nouvelle édition des *Tragiques* de d'Aubigné. Le président énumère divers dons de Madame Thuret, et de MM. Frossard, Paumier, Rossignol, etc.

Supplément de la France protestante. — M. Bordier informe le Comité que la commission nommée pour l'achèvement de l'ouvrage de MM. Haag s'est réunie, et que les difficultés de diverses natures contre lesquelles on avait à lutter sont, en partie du moins, aplanies. On a étudié la question d'un sous-comité, et reçu de nombreuses adhésions de Paris et de la province.

On peut compter jusqu'à présent sur le concours de MM. Alfred André, Ch. Baudin, G. Brolemann, R. de Casenove, Théod. Claparède, Ch. Dardier, Franklin, Ch. Frossard, W. Jackson, P. Marchegay, Gabriel Monod, Michel Nicolas, baron Portal, Ch. Read, Rod. Reuss, L. de Richemond, F. Schickler et Maurice Vernes.

SÉANCE DU 11 MARS 1873.

Présidence de M. Schickler. — Le secrétaire annonce que l'état de sa santé va l'obliger à s'éloigner pour un temps de Paris, mais il continuera de s'occuper de la rédaction du *Bulletin* avec le concours de ses collègues.

Exposition de Vienne. — Le projet d'y faire figurer notre Société a subi quelques vicissitudes. En dernier lieu, sur des assurances données au président, il a cru devoir prendre l'initiative de mesures qu'il soumet à ses collègues. Elles consistent dans l'envoi de quelques volumes de nos collections, avec une pancarte portant l'indication de notre Société comme reconnue d'utilité publique, avec le nom du président honoraire, du président, etc. Le secrétaire exprime le vœu que cette exhibition ne soit pas onéreuse à la Société.

Supplément de la France protestante. — M. Bordier rend compte de ce qui a été fait dans la commission spéciale instituée pour cet objet. Elle a élu un président, M. Bordier lui-même, deux vice-présidents, MM. de Portal et de Cazenove, un archiviste, M. W. Martin, et décidé la réimpression de l'ouvrage entier de MM. Haag, avec l'addition des nouveaux articles. Cette décision donne plus d'importance à la question financière, confiée aux soins de MM. Alfred André et Brolemann, élus l'un et l'autre trésoriers.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LAMBERT DE BEAUREGARD

UNE VICTIME DES DRAGONNADES

« Il y a environ six ou sept ans que je considérois et faisois réflexion sur la conduite qui se tenoit en France pour y abolir les privilèges que l'Edit de Nantes octroyoit aux Réformés de ce Royaume, et voiant d'un côté que le Roy, à la poursuite du Clergé, faisoit rouler impétueusement et sans relâche quantité de nouvelles déclarations par lesquelles cet Edit s'anéantissoit entièrement, et d'un autre côté, je voyois, à mon grand regret et déplaisir, les fréquentes révoltes de plusieurs de nos frères ; les uns par crainte du mal à venir, les autres par les promesses et offres qu'on leur faisoit de leur faire donner des charges lucratives, soit en la justice, en la police ou dans les armées. Et certes, la diminution de nos privilèges, le démolissement de nos temples, les menaces qui nous étoient faites de la destruction entière de notre party, les

insultes que la racaille nous faisoit à l'instigation des prêtres dans les villages où il nous falloit passer pour aller au Prêche, tout cela comme autant de tonnerres grondans présageait la tempête qui est depuis arrivée : tellement que je n'étois pas sans souci pour ma famille, me voyant obligé à chercher les moyens de les bien affermir en notre Religion. C'est ce qui me mit dans la pensée de faire l'écrit contenu en ce Cahier, ou du moins un semblable, ayant fait celui-ci conforme à celui-là tout autant que ma mémoire me l'a pu fournir, afin de leur faire connoître, selon le peu d'intelligence que j'avois dans cette matière, les erreurs plus grossières et malignes pratiquées en l'Eglise Romaine, et leur donner à comprendre que l'on ne pouvoit pas entrer dans cette Communion sans quitter le party de Jésus-Christ pour entrer dans le party de son ennemi qui est l'Antechrist, et par conséquent (quitter) le salut.

« Si cet Escrit vient par hasard, contre mon intention, à tomber entre les mains de quelques autres que de ceux de ma famille et de mes particuliers amis, ils se moqueront de moi et diront que je veux faire l'entendu ; que ce n'est point à moi d'écrire sur ces matières, lesquelles il faut laisser écrire aux personnes éclairées et qui sont du métier, plus capables de cela que ceux qui comme moy ne savent pas un mot d'autre langue que de la leur maternelle : en quoi ils ne diront que la vérité et qui ne soit venu en ma pensée premier qu'en la leur.

« Mais je ne saurois qu'y faire. Je ne l'ai fait que pour moy et pour ma famille, et j'ai cru que pour mon particulier, en le lisant de temps en temps, je m'en nourrirais mieux étant fait de ma main que s'il étoit d'une autre main, et que mes enfants en seront de même ; que la préoccupation de l'amitié qu'ils auront pour moi leur fera même trouver des grâces en la rudesse de mon esprit. Bref, nous sommes dans un temps que nous avons besoin de nous exciter, chacun selon son goût, pour nous tenir debout, et en un temps, dis-je,

que nous voyons les adversaires de la vérité courir terre et mer pour faire des prosélytes : qu'ils font un fonds de deniers pour nous acheter ou pour nous persécuter, joignant la peau du lion à celle du renard [afin de] nous atteindre ; et il faut avouer qu'ils ne réussissent que trop en leur dessein, Dieu le voulant ainsi à cause de nos péchés. Les révoltes de plusieurs nous avertissent de notre devoir. Prions Dieu de bon cœur qu'il nous garde de suivre ces tristes exemples et que, nous inspirant les moyens de nous tenir debout, il nous préserve de ces funestes chûtes. »

C'est ainsi que débute le manuscrit d'un réfugié dauphinois, dont le nom rappelle un des plus cruels épisodes des dragonnades. Les lignes qu'Elie Benoît consacre à sa torture, la note dans laquelle MM. Haag le citent après avoir parlé de ses filles, compagnes de fuite et de prison de l'héroïque Blanche Gamond, quoique insuffisantes comme renseignements, témoignent cependant de la profonde impression produite par les souffrances de cette famille. C'est donc pour le *Bulletin* une véritable bonne fortune que de pouvoir reproduire la relation originale de Pierre Lambert de Beauregard, précieusement conservée par ses descendants avec quelques autres de ses écrits. Une copie, faite avec le soin le plus scrupuleux, respectant non-seulement les incorrections du style, mais jusqu'aux nombreuses fautes de l'orthographe, est devenue la propriété de M. Gaiffe, et notre zélé coreligionnaire a tenu à placer dans la Bibliothèque du Protestantisme français ce naïf et fidèle écho des douleurs du passé.

La double nature de ces manuscrits ne nous permettrait guère de les imprimer en leur entier. La théologie y prend une place presque plus considérable que l'histoire. Comment s'en étonner ? Les controverses ont joué un rôle trop grave dans la vie du protestant, qualifié d'*opiniâtre*, pour que la pensée ne lui en soit pas constamment demeurée présente. Avant la Révocation, il nous l'apprend lui-même dans les lignes qu'on vient de lire, il rassemblait tous les arguments propres à le

fortifier contre les doctrines romaines, et lorsque, dans son complet naufrage, il eut perdu jusqu'à cet écrit, témoignage visible de la foi enracinée dans son cœur, il s'efforça de le recomposer pour la consolation et l'affermissement des siens.

Les pièces diverses dont est formé le recueil de Lambert ont été recopiées par lui à des époques différentes : il en résulte que le récit de ses souffrances, quoique inséré vers la fin du manuscrit, peut être complété par quelques-unes des réflexions qui le précèdent. En reproduisant intégralement cette *Relation*, nous nous contenterons d'indiquer les résultats de ses préoccupations purement théologiques, mais nous glanerons au passage tout ce qui aide à reconstituer la page la plus dramatique de sa vie.

On ne possède que peu de renseignements sur l'origine du réfugié. En 1810, un de ses arrière-petits-fils écrivit de Suisse au descendant d'une branche restée en France après la Révocation, pour lui demander de faire à ce sujet quelques recherches précises. La réponse de M. Génissieu, géomètre à Saint-Antoine, est annexée au manuscrit et fournit quelques détails positifs.

« En 1593, écrit-il, existait M. Buhe de Lambert, qui, entre autres immeubles très-considérables situés sur plusieurs communes voisines, possédait un domaine sur le canton de Chapponay, et qui dépendait alors de Montrigaud, avec un assez vaste contenu de forêts : c'était sur ce domaine, dit de *Beauregard*, qu'il faisait sa résidence ordinaire. Il est à une demi-lieue au nord de cette commune.

« M. Pierre de Lambert-Beauregard I^{er} lui succéda, et possédait la majeure partie de ses biens en 1616. Celui-ci avait une maison dans notre bourg, où il habitait une partie de l'année. Il passait la belle saison à son domaine de *Beauregard*.

« A son décès, dont je ne puis vous dire l'époque, il laissa pour son héritier M. Pierre de Lambert de Beauregard, II^e du

nom, et qui était marié à Marguerite Bernoin, que vous avez rappelée dans votre lettre. Comme vous le savez, ils étaient tous protestants et éprouvèrent des persécutions à la fin du XVII^e siècle, à tel point qu'ils furent contraints de faire abjuration ou d'abandonner leur patrie (abominations causées par la révocation de l'édit de Nantes). En parcourant les registres de l'état civil de cette époque, j'ai par hasard découvert celui des abjurations qui furent faites, à la diligence de nos moines. Il contient précisément celle de Marguerite Bernoin, femme du sieur Lambert de Beauregard. Cet acte forcé est du 16 octobre 1685; mais je n'y ai point trouvé celui de son mari, qui a éprouvé, suivant la tradition, des cruautés horribles. Il eut d'abord, dit-on, une garnison de dragons à discrétion, qui dévorèrent ses denrées, ses bestiaux, et généralement tout ce qu'il avait chez lui. Ils le traduisirent ensuite de chez lui dans les prisons de Valence, où on lui fit brûler les pieds pour le forcer à se convertir (quels moyens!), mais ce fut inutilement; il fut inébranlable, malgré toutes ses souffrances. On assure même que pendant sa détention, il écrivit un mémoire pour justifier sa foi et ses principes, duquel mémoire je me rappelle avoir vu, il y a longtemps il est vrai, quelques fragments chez M. Cuchet, mon cousin germain, qui possède aujourd'hui les biens de Beauregard; mais je les crois égarés maintenant, du moins il m'a dit n'avoir pu les retrouver. Dans ce même registre se trouve encore l'abjuration de demoiselle Suzanne Lambert, femme du sieur Pierre Agéron Laverne, marchand à Saint-Antoine, sous la date du 19 du même mois d'octobre. Et je pense que c'est à cette dernière que sont échus les biens de M. Pierre Lambert, II^e du nom, qui était sans doute son frère. Ce qui me le fait présumer, c'est que M. Etienne Charmeil, mon aïeul maternel, avait épousé demoiselle Elisabeth Agéron La Verne vers la fin du XVII^e siècle, duquel mariage il eut trois filles, Cécile, Marie et Angélique; cette dernière était ma mère, qui se maria avec Saint-André Génissieu, veuf, qui n'eut que moi de ce ma-

riage, de sorte qu'en qualité d'héritier de ma mère, je possède une petite portion du domaine de Beauregard.

« Peut-être auriez-vous désiré quelques instructions sur le rang qu'occupaient MM. Lambert dans ce pays. Je ne pourrai rien vous dire de précis à cet égard. J'ai oui dire qu'ils se prétendaient nobles; cependant, je n'ai découvert, jusqu'à ce moment, aucun titre qui leur attribue cette qualité. Tout ce que j'ai vu à ce sujet est une lettre écrite par M. Lurigné, procureur-syndic de Saint-Antoine, à M. Théophile de Lambert, cousin de Pierre, où dans l'adresse il le qualifiait de gentilhomme, ce qui fait présumer que son cousin l'était aussi. Ils employaient l'un et l'autre le *de* dans leur signature. Sur le tout, ce qu'il y a de certain, c'est que cette famille était de la plus ancienne bourgeoisie de notre pays, qu'elle vivait dans une honnête aisance, jouissant d'une assez grande quantité d'immeubles (1). »

Ces derniers mots justifient la prière du réfugié demandant au Seigneur de n'avoir « aucun regret du bien assez considérable qu'il a abandonné, dans les espérances de posséder un jour cette meilleure substance que Dieu réserve dans le ciel à ses véritables enfants. »

(1) Nous recevons, au moment de mettre sous presse, les détails supplémentaires suivants :

« Pierre Lambert de Beauregard, martyr des honteuses persécutions du gouvernement de Louis XIV, est la souche de la famille qui s'est fixée en Suisse, dans le canton de Vaud. Elle y a formé deux branches, l'une établie à Yverdon, où elle possède le droit de bourgeoisie, dès le 27 mars 1700; l'autre est actuellement représentée à Lausanne par M. Rodolphe Lambert, docteur en médecine. C'est lui qui conserve le précieux Mémoire autographe de Pierre Lambert-Beauregard, dont il descend par quatre générations.

« Cette famille n'a pas cessé en Suisse de se concilier la considération publique, par l'intégrité et la noblesse de son caractère.

« Lors de l'émancipation du canton de Vaud, en 1803, Louis Lambert, d'Yverdon, fut désigné par le vœu de ses concitoyens pour occuper la place éminente de conseiller d'Etat; il la remplit d'une manière distinguée jusqu'à sa mort.

« Dans la carrière des armes, la famille Lambert a produit plusieurs militaires élevés par leur mérite à des grades supérieurs dans les armées françaises. Louis, fils de Jean Lambert, seigneur de Saint-Christophe, prit une part brillante à la sanglante guerre d'Espagne (1808-1814), en qualité de lieutenant-colonel. Napoléon l'avait nommé officier de la Légion d'honneur.

• Lausanne, le 12 septembre 1873.

« Du Mont,
• Bibliothécaire cantonal. »

Aux biens matériels dont Lambert de Beauregard accepta si chrétiennement la perte, il avait joint des richesses d'un ordre plus élevé, et que nul ne pouvait lui ravir. Depuis de longues années, les empiétements successifs du catholicisme l'avaient porté à préparer ses armes pour le combat dont il prévoyait l'imminence. Il les cherchait dans les assertions des premiers Pères de l'Eglise, dans les contradictions des conciles et des pontifes ; il les trouvait surtout dans l'Evangile. Et c'est ainsi qu'il composa l'écrit dont nous avons reproduit plus haut l'Introduction, et qu'il intitule :

Bref discours pour donner à mes Enfants quelques idées de la Divinité de la Religion, et pour leur donner à connaître les raisons pourquoi il faut qu'ils aillent au prêché et non à la messe, avec un petit Catéchisme des points que j'ai cru être les plus nécessaires pour le même dessein.

Après avoir établi d'abord que « Dieu est une essence éternelle, incompréhensible, infinie en tous ses attributs, » Lambert retrace en peu de mots la création, la dispensation de la loi morale et de la loi cérémonielle que le Christ devait venir abolir pour établir le culte en esprit et en vérité.

« Mais, dit-il, comme les peuples et les anciens docteurs auxquels Dieu avoit donné sa loi, avec défense d'y ajouter ni diminuer, l'avoient outrepassée par leur tradition, ainsi que J. C. leur reproche, de même nous pouvons dire avec vérité que la plus grande partie des Chrétiens, et particulièrement ceux de l'Eglise Romaine, ont autant et plus corrompu et surchargé par leur tradition la Religion Chrétienne et Spirituelle établie par J. C. et par ses apôtres, laquelle consistoit principalement à l'intérieur. Car elle est maintenant parmi eux, plus corporelle et remplie de cérémonies que celle des Anciens Juifs, étant toute réduite à l'extérieur, en mines et au bout des doigts : une haire, une besace, un capuchon, un scapulaire, des grains bénits ; les Saints et les Saintes, au lieu du Tout-Puissant, autels au lieu d'Ames, sacrifices au

lieu de foy et de repentance. Et ainsi on l'a tellement déguisée qu'on auroit peine à la reconnoître; car tout ainsi que comme une sage fille elle étoit au commencement vêtue simplement et sans façon, elle est maintenant, ainsi qu'une fille vaine et volage, vêtue d'une robe bigarrée de toutes couleurs. Ce qui ne s'est pas fait tout à la fois, ains peu à peu..... » Et il passe alors en revue l'institution des reliques, de la doctrine du purgatoire, des indulgences, de la confession et de la messe. La question de la messe et de la présence réelle l'occupe longuement : il accumule les arguments et insiste sur ce que « entre tous les attentats que les hommes ont eu l'audace de commettre contre la doctrine du S^t Evangile de J. C. publiée par lui et par ses apôtres, il n'y en a point de plus pernicieux ni de plus favorable à l'esprit malin pour établir la plus part des faux dogmes représentés ci-dessus, que celui d'avoir eu l'audace de défendre la lecture de la parole de Dieu. Car comme ceux qui veulent piller une maison, après l'avoir percée, tâchent d'éteindre la lumière afin de pouvoir faire leur coup sans être aperçus, de même après que cet esprit malin a eu éteint la lumière de cette parole, il lui a été fort aisé, à la faveur de quelques siècles ténébreux, d'introduire dans l'Eglise le venin de toutes ces mauvaises doctrines. »

Mais c'est surtout à l'autorité usurpée par le siège romain qu'il consacre l'ardeur de sa controverse, et après s'être étonné du nombre de siècles écoulés « sans que les fidèles aient osé paroître à découvert; » il rappelle successivement Bérenger, Valdo, Wiclef, Huss, Luther et Zwingle. Sans refuser au catholicisme la qualité de religion chrétienne, il lui oppose la supériorité de la Réforme, et trouvant que les « papistes » en appellent en dernier ressort à l'Eglise, il attaque dans sa conclusion ce retranchement suprême par un *Bref Discours sur la Controverse de l'Eglise*, emprunté, de son propre aveu, aux ouvrages de Du Moulin, de Jurieu, de Claude et de Pajon. A ces écrits succède le *Catéchisme familial de tous les points*

que j'ai cru être les plus nécessaires pour l'instruction de ma famille.

Mais tandis que Lambert de Beauregard s'efforçait ainsi de consolider par avance sa foi et celle des siens, il devenait de plus en plus l'objet de la méfiance de ses voisins catholiques, et le passage suivant, qui vient après les *Discours* et le *Catéchisme*, indique clairement la position qu'il avait prise et la réputation de controversiste qu'il s'était attirée :

« Au même temps que je fesois ces écrits, il y avoit un moine de l'Abbaye de Saint-Antoine qui me sollicita de conférer avec lui de la Religion, sur un point dont il avoit déjà disputé avec un ministre, de la manière et sur le sujet que je dirai ici brièvement. Ce moine que l'on nommoit le père Ange voulut un jour convier un homme de ce même lieu à disputer, lui disant qu'il lui vouloit faire voir que les protestants n'ont point de chef ni de fondement en leur Religion, et que ceux de l'Eglise Romaine ont pour fondement et pour chef de la leur l'Evêque de Rome incapable de s'égarer du droit chemin. Et comme l'autre lui répondit que pour conférer de Religion il se devoit être adressé à quelqu'un qui fût du métier, que néanmoins, s'il lui vouloit donner ses raisons par écrit, il les enverroit à un homme qui lui feroit réponse, le père Ange qui ne demandoit pas mieux, se croyant invincible sur cette matière, lui donna incontinent son écrit, sur lequel il fut bientôt vivement répondu par le ministre et aussi promptement répliqué par le moine. Cette réplique ayant été envoyée au ministre et l'ayant un peu échauffé, il y répondit en sorte qu'il y mit quelque parole de mépris qui auroit pu piquer son adversaire. L'entremetteur de cette pratique me faisoit voir toutes ces lettres auxquelles je prenois plaisir, jusques à ce que je vis que les fers s'alloient échauffer : car, comme nous savions par expérience la malice de cette sorte de personnes qui sollicitent ceux de notre Religion à disputer, pour leur tendre des pièges et leur faire de mauvaises affaires, je ne fus pas d'avis que cette dernière se tendit, afin de faire finir

cette dispute; laquelle n'avoit encore roulé que sur ce que le Ministre soutenoit que l'Eglise n'avoit point d'autre chef que J. C., ni autre fondement que sa parole, sans avoir encore rien parlé du pape. Le père Ange qui croyoit avoir vaincu et imposé silence à son adversaire, duquel il n'avoit pas eu de réponse à la sienne dernière, tourna son visage vers moi pour s'en féliciter, et pour m'obliger à l'écouter, discourant là-dessus, me voulant même faire lire les lettres réciproques qui s'étoient envoyées, lesquelles j'avois déjà vues. Mais je n'étois pas d'humeur à cela, et je lui dis avec beaucoup de froideur que je n'étois pas venu au lieu où nous étions pour parler de Religion. Nous étions alors dans un domaine qui appartient à leur Abbaye, où ils m'avoient fait attirer par le syndic de leur ordre, sous prétexte de leur servir d'arbitre à une affaire de peu d'importance qu'ils pouvoient bien faire sans moi; et après le dîner, il s'en prit à moi de la manière que je viens de le dire, me disant, lorsque je vins à m'excuser sur mon incapacité, que je n'étois pas si ignorant comme je me fessois et, qu'encore que je n'eusse pas étudié et appris la langue latine, il savoit bien que j'avois eu quelquefois plus de complaisance avec d'autres que je ne voulois avoir avec lui. Tellement que me voyant pressé de sa part et sachant, d'autre côté, que je pouvois lui dire des choses sur cette matière qui lui pourroient donner de la peine, particulièrement sur la qualité que l'Evêque de Rome s'attribuoit d'être le fondement et chef de l'Eglise, je lui dis là-dessus, qu'il ne pourroit pas raisonnablement disconvenir qu'il ne fût vrai que, pendant la durée de la domination des Empereurs Romains, les Evêques de Rome n'avoient aucune autre primauté sur les autres Evêques que celle d'ordre... Sur quoi je lui alléguai un livre attribué à St Denis l'Aréopagite, etc... De quoi lui ayant allégué encore un passage d'un Concile tenu en Numidie, dont je parlerai à la suite, il me dit franchement qu'il n'avoit jamais ouï ni eût parler de ce concile; et moi lui ayant dit qu'il ne manqueroit pas de le trouver dans la Bibliothèque de leur

Abbaye, je lui dis en outre que je ne voulois plus parler de cette affaire jusques à ce qu'il eût vu ce Concile ; tellement qu'après l'avoir averti qu'il s'étoit tenu du temps de S^t Augustin, je fis finir la dispute.

« Il se passa assez de jours avant que j'eusse de ses nouvelles, pour me faire croire qu'il avait oublié notre conférence et qu'il me vouloit laisser en repos : mais finalement je reçus de sa part une longue lettre où, d'un côté il fit beaucoup d'efforts pour répondre à ce peu de raisons que je lui avois allégué, et d'autre côté il tâcha, par plusieurs autres allégations de divers pères et conciles, les uns anciens et non suspects, et les autres tirés de la lie des derniers siècles desquels les réformés ne font plus d'état que si on leur alléguoit des passages de l'Alcoran de Mahomet :

« Je ne rapporterai pas ici toutes les allégations et raisonnements qui furent faits, de part et d'autre, en trois longues lettres qui me furent écrites de sa part et en deux lettres que je lui écrivis presque aussi longues que les siennes. Je dirai seulement, en général, que le tout se passa avec toute la douceur, le respect, la civilité et déférence l'un pour l'autre que l'on puisse imaginer ; et comme je lui avois témoigné dans le préambule que j'étois si ennemi de toutes disputes et débats, de quelque nature qu'ils fussent, que si n'eût été le respect que j'avois pour lui, je n'aurais du tout rien écrit, il me dit sur la fin de la sienne dernière qu'il n'étoit point nécessaire que je lui fisse de réponse, parce que sa lettre n'étoit qu'une réponse à la mienne dernière, et c'est ce qui fit finir notre conférence. »

Lambert ajoute à l'exposé de cette controverse, que nous avons beaucoup abrégé, que « néanmoins, pour l'édification et l'instruction de ses enfants, » il en rapportera encore quelques particularités assez considérables. Nous laisserons entièrement de côté cette longue analyse de ses principaux raisonnements. Les ayant repris un à un, de plus en plus frappé de leur justesse, échauffé par la discussion soutenue, le fer-

vent huguenot se sentit « obligé » à une courte réflexion qu'il joignit aux dites lettres, dans laquelle il insista, non sans véhémence, sur la malice des légats de l'évêque de Rome, sur les décrets frauduleux des conciles, les fausses épîtres ou décrétales. Ces réflexions, qu'il ne comptait pas rendre publiques, furent cependant une des causes de ses malheurs.

« Je joignis le tout, dit-il, en un cahier pour le laisser à mes Enfants après moi ; et je n'aurois jamais pu deviner que tout cela que j'avois fermé dans une garde-robe avec plusieurs livres, me fût enlevé de force par une compagnie de Dragons accompagnés de quelques moines, pour être porté à l'Abbaye de Saint-Antoine.

« Monsieur l'Abbé, en feuilletant mes livres, y ayant remarqué ce cahier écrit de ma main, eut la curiosité de le lire ; et il m'a été rapporté qu'il ne sortit pas de cette lecture sans donner des témoignages d'aigreur contre moi ; disant qu'il m'avoit toujours porté beaucoup d'amitié, mais maintenant, s'il ne tenoit qu'à lui de me tirer de la potence moyennant un denier, il ne le donneroit pas. Et de fait, je crois avoir ressenti quelque effet de sa menace par les avis que le Curé du lieu, qui est des moines de son abbaye, a donné contre moi et à l'intendant et à Monsieur De Latrousse qui commandoit les Dragons en Dauphiné, lesquels ont fait souvent redoubler ma persécution, m'ayant fait livrer deux fois à la cruauté des gens de guerre. »

Quelques jours après, en effet, les dragons étaient envoyés à Saint-Antoine.

La relation de Pierre Lambert nous fait assister aux péripéties de sa persécution. Ces Mémoires ont un caractère bien frappant, quand on songe aux actes barbares qu'ils racontent, c'est l'excessive modération de la victime. Tandis qu'il ne manque jamais de consigner la plus légère marque de bienveillance dont il fut l'objet, même de la part de l'archevêque, qui le fait soigner et panser après l'avoir si longtemps laissé

souffrir, il s'arrête le moins possible sur ses épreuves; s'interrompant, par exemple, dans le récit d'une agonie de six heures, en disant avec sa candeur accoutumée : « Mais il serait trop long de particulariser toutes les ignominies qu'ils me firent ce soir-là; » et se contentant de nommer les Basses-Fosses, où son fils contracta sa maladie mortelle, et cette maison où La Rapine contraignit ses filles à l'abjuration. Les *Basses-Fosses* de Valence, l'*Hôpital-Général*, dirigé par La Rapine, notre long martyrologe protestant n'a pas de souvenirs plus épouvantables que ceux-là. Le père, dont les enfants ont été plongés dans ces lieux de torture, se borne à en rappeler le nom; mais d'autres nous ont révélé ces scènes d'horreur, ces raffinements de cruauté auxquels on voudrait ne pas croire. Avant même que les Mémoires de Blanche Gamond nous eussent fait pénétrer au fond de ces abîmes, le Recueil retrouvé par M. Pelet (1) avait fourni de hideux détails sur les souffrances des demoiselles de Cros, auxquelles l'une finit par succomber dans cet Hôpital-Général, dont une des codétenues de l'héroïque Blanche lui disait : « Je souffrirais bien la roue, mais si on voulait m'envoyer à La Rapine, je changerois. »

Ne revenons pas sur ces scènes navrantes; elles sont une honte pour l'humanité, et s'il est du devoir de l'historien d'en consigner le souvenir, il lui suffit de l'évoquer sans s'y appesantir de nouveau. Un détail seulement semble rectifier ou compléter une des données de MM. Haag. Selon eux, les filles de Lambert auraient été arrêtées en même temps que les demoiselles de Cros, d'Audemard et de la Farelle, « conduites à Valence et livrées, ainsi que leurs compagnes de captivité, au féroce d'Hérapine, et aux six furies qui, sous le nom de sœurs, se faisaient les actives exécutrices des ordres de ce monstre de cruauté. » M. Fraissinet a retrouvé, en effet (*Bulletin*, t. VIII, p. 298), à la date du 4 mai 1686, la mention

(1) *Bull.*, t. XI, p. 386. Voir aussi *Bull.*, t. III, et les Mémoires de Blanche Gamond, *Bull.*, t. XVI.

du procès extraordinaire fait au parlement de Grenoble contre Théophile Lambert, Isabeau et Marguerite Lambert. Rappelons que la tentative de fuite de Blanche Gamond est du 30 mars, et son arrestation du 2 avril de cette même année. Mais dans ce cas, ou il s'agirait d'autres filles de Pierre, ce qui est peu probable, ou elles auraient été conduites déjà une première fois à l'Hôpital-Général au sortir du couvent de Romans; ou bien plutôt faudrait-il tenir compte d'une certaine confusion dans l'ordre des souvenirs du vieillard. Ce qui reste acquis, c'est que Théophile, à l'issue de ce procès, fut retenu dans les Basses-Fosses, d'où sa mort put seule l'empêcher de passer aux galères, et que ses sœurs, plus heureuses que lui, parvinrent plus tard à quitter la France. Dans un des fragments du Recueil, on lit en effet les lignes suivantes :

« De tout quoi, néanmoins, Dieu m'a fait la grâce de me développer, et de venir en ce lieu contre leur attente où ayant joint deux de mes Enfants de dix que j'en avois, lesquels à la réserve de mon aîné qui est mort à Grenoble et de mon cadet qui s'est séparé pour aller ailleurs chercher les moyens de pouvoir gagner sa vie : les autres qui avoient été ballottés durant plusieurs mois, et tirés d'un couvent ou d'une prison à l'autre, m'y sont tous venus joindre un à un, deux à deux; tellement que Dieu a permis que toute ma famille, qui avoit si longtemps été séparée et éparse en divers lieux, s'est venue assembler en celui-ci. »

C'est à Yverdon, où il s'était définitivement établi après avoir traversé Genève, que Lambert écrivait ces lignes : il était donc enfin parvenu au port du salut. Il eut alors à cœur de laisser aux siens le mémorial de ses épreuves. Il rédigea sa Relation, recomposa les deux discours de controverse, y joignit quelques prières qui ne manquent pas d'élévation chrétienne et une *Remontrance aux Réfugiés*, dans laquelle il les engage très-pathétiquement à laisser en France leurs déréglemens et leurs vices, et à faire paraître un amendement sé-

rieux. Après avoir recopié le tout, il l'envoya à M. Miquely, de Genève (1), avec la lettre suivante :

« S'il est bien vrai qu'il y a deux degrés d'âge en l'homme auxquels ils doivent être supportés, à savoir en la simplicité de l'enfance et en la vieillesse qui radotte, j'ai besoin de votre support en ce dernier; et vous serez étonné qu'un homme, qui n'a jamais eu l'honneur de vous parler, ose prendre la liberté de vous écrire pour vous donner de l'importunité, en un sujet qui vous donnera sans doute matière de vous moquer de ma témérité : mais en voici en peu de mots les motifs. C'est d'une part la bonté avec laquelle vous employâtes vos soins pour faire donner un habit à une de mes filles qui arriva vêtue en garçon, en la ville de Genève, il y a environ dix-huit mois; et la bénignité avec laquelle elle fut reçue chez vous : et d'autre part j'ai appris que vous avez fait une alliance qui me donne l'honneur de vous appartenir; feu ma mère étoit cousine-germaine du père de Monsieur Peccat (Pérréal). Sur ce fondement j'oserai vous dire que j'ai fait un écrit qui a eu le bonheur de plaire à une famille que j'ai fort nombreuse, composée de plusieurs enfants qui en voudroient avoir le chacun une copie, qui seroit une besogne bien pénible pour un homme caduque comme je le suis. Sur cette difficulté, un de mes fils qui va à Genève, s'est avisé de me le demander, se flattant de cette pensée que peut-être il trouveroit quelque libraire qui le feroit imprimer à ses frais, et que nous en pourrions avoir, chacun d'eux, un exemplaire à bon prix. Mais je n'ay pas voulu le lui donner que sous la condition de vous prier, de ma part, de prendre une heure de votre loisir pour le voir; m'assurant que vous ne refuserez pas cette grâce et que vous lui en direz votre sentiment; et après vous avoir prié d'excuser mon importunité, j'oserai, avec votre permission, vous présenter et à Madame Miquely, mes très humbles respects, aussi bien que ceux de toute ma fa-

(1) Descendant d'une famille de réfugiés lucquois, du XVI^e siècle, si bien représentée de nos jours par M. Jean-Louis Micheli. (Néd.)

mille, vous priant de croire que je veux être, le reste de mes jours, votre très humble, très obéissant et obligé serviteur.

« Yverdon, le 15 mars 1688. »

La réponse ne se fit pas attendre, mais elle trompa les espérances du vieillard. En date du 22 mars 1688, M. Miquely lui écrivait :

« La lettre, Monsieur, dont vous m'avez honoré et que Monsieur votre fils m'a rendue, a satisfait partie de l'ardent désir que j'avois de connoître, plus particulièrement que par une réputation publique, une personne si illustre par ses souffrances et par les flétrissures du Seigneur Jésus. J'avois eu de la peine à me consoler d'avoir perdu l'occasion, à votre passage par cette ville, de vous témoigner l'admiration où j'étois de votre piété et du zèle ardent qui vous avoit fait supporter si courageusement le feu de la persécution. J'étois fâché de n'avoir pas été assez heureux pour vous offrir et pour vous rendre mes très-humbles services ; jugez donc avec quel plaisir j'ai lu les obligeantes choses que vous me dites à mon égard particulier, quoique je sois convaincu de n'avoir en aucune manière mérité les remerciements que vous me faites. Je ne procurai qu'un fort petit secours à Mademoiselle votre fille, et je peux vous assurer qu'il me resta beaucoup de regret qu'elle me fût échappée par un trop prompt départ, sans avoir fait davantage pour elle ; je voudrois de tout mon cœur réparer à son égard et au vôtre, par tous les offices dont vous me jugerez capable, ce que je n'ay pas encore fait et que j'ay toute l'inclination imaginable de pouvoir faire. Ainsi, Monsieur, vous ne devez pas douter que je n'embrasse avec un plaisir extrême l'occasion que vous me fournissez de contribuer à votre satisfaction et à celle de votre vertueuse famille, en disposant quelqu'un de nos libraires à mettre au jour l'ouvrage que vous avez bien voulu soumettre à mon jugement, et dont vous me faites l'honneur de me demander mon sentiment. Je vous le diray avec la sincérité dont j'use

avec mes amis. La première partie de votre écrit, qui traite en abrégé des principaux dogmes de la foy et entre dans les controverses, marque assurément la solide connoissance que vous avez de l'Ecriture Sainte et de l'Histoire Ecclésiastique, et tous ceux qui liroient ce que vous dites là-dessus verroient que ce grand zèle avec lequel vous avez soutenu la cause du Seigneur Jésus étoit fort éclairé; votre Catéchisme est fort propre à insinuer les vérités fondamentales de notre Sainte Religion; enfin la relation que vous faites du procédé injuste et cruel qu'on a tenu contre vous est si touchante dans toutes ses circonstances qu'elle arracheroit des larmes aux plus insensibles. Aussi vous puis-je assurer que nous ne l'avons pas pu lire à yeux secs, vu que je suis entré dans une très-grande participation de toutes vos glorieuses souffrances et que j'y ai admiré votre constance qui, pour s'être ressentie après de rudes combats de l'infirmité de la chair, ne laissera pas que de remporter la Couronne : puisqu'après avoir si courageusement repris haleine, vous témoignez de si belles dispositions et une résolution inviolable d'être au Seigneur Jésus fidèle jusques à la mort. Ainsi votre écrit mériteroit sans contredit, à l'égard de toutes ses parties, de voir le jour, et je souhaiterois de tout mon cœur qu'on le mît en lumière dans cette ville; mais deux ou trois raisons me font douter que cela se puisse faire si aisément. Nos libraires, en premier lieu, n'aiment guère d'hasarder quelques avances pour des ouvrages dont ils ne peuvent pas se promettre comme tout, aisément le débit; mais la principale considération est celle de l'exacte politique que cet Etat est obligé de garder avec la France, qui fait que notre magistrat ne trouveroit pas bon qu'il sortît de la presse de nos libraires rien qui traitât de l'état présent des choses de la Religion; et par cet endroit-là, comme on n'ose rien imprimer qui n'ait été examiné par messieurs les Scholarques, Inspecteurs sur l'Académie, je doute fort que l'on pût obtenir permission pour votre ouvrage. Enfin je prends la liberté de vous dire qu'il y auroit à repasser

sur divers endroits pour l'orthographe; de sorte que je crois, Monsieur, que vous trouverez beaucoup moins de peine à le faire imprimer en Suisse. Je voudrois de tout mon cœur en cela et en tout autre chose contribuer à la satisfaction que vous souhaitez et à celle de votre vertueuse famille, qui a si bien suivi vos traces. Je ne doute pas que ce ne vous soit un contentement indicible de voir toutes ces chères personnes recueillies auprès de vous, dans un doux asile et un port agréable que Dieu vous avoit préparé après la tempête : mais vous en attendez un plus assuré, quand vous aurez heureusement achevé la navigation de cette pauvre vie. Je prie Dieu de tout mon cœur de vous soutenir et fortifier jusques à la fin, etc. »

Tout en rendant un juste hommage au pieux réfugié, son correspondant se trouvait dans l'impossibilité de satisfaire à son ardent désir. Ce n'est pas un des côtés les moins tristes de l'intolérance du *grand roi* que cet acharnement de Louis XIV à poursuivre, en dehors de ses Etats, ceux qui avaient l'impardonnable audace de préférer l'exil et la misère au parjure ordonné et récompensé par lui. La cité du Léman peut se glorifier d'avoir, à ce moment même, excité son courage en protégeant ceux qui osaient lui résister. « Sachez que le Roi a 9,000 hommes sur la Saône qui seront dans un moment ici; avis à vous, Messieurs de Genève! » écrivait l'intendant du pays de Gex, et le Roi à son résident : « Vous déclarerez aux gens qui gouvernent Genève qu'ils doivent faire sortir de leur ville tous mes sujets de la R. P. R.; » — et quelques mois plus tard : « Dites à ces Messieurs de Genève qu'ils se repentiront bientôt de m'avoir dé-plu (1). »

Ce sont là des paroles hautaines. Vis-à-vis d'un voisin aussi puissant, il eût été plus que téméraire de ne pas réprimer des manifestations trop éclatantes. Mais si la Relation du martyr

(1) Gabori, *La Suisse romande et les Réfugiés de l'Edit de Nantes*.

dauphinois ne pouvait s'imprimer à Genève, les habitants de l'hospitalière cité ne consentirent cependant jamais à refuser aux pauvres réfugiés français dont « tant de milliers traversaient leur pays » cette *bonté* et *charité* qui faisaient couler des yeux de Lambert de Beauregard des larmes d'émotion et de gratitude.

Après un délai presque de deux siècles, son vœu sera réalisé. Si le vieillard n'a pas eu l'inébranlable énergie de Blanche Gamond, si, dans une heure d'épuisement et de fièvre ardente, il a prononcé le mot que la torture n'avait pu lui arracher, en est-il moins digne de nous servir d'exemple par sa longue constance, sa droiture et sa candeur, son zèle à sonder les Ecritures et à se rendre compte de sa foi, sa chrétienne résignation, par l'élan enfin qui le portait à résumer les effusions de son âme dans ces touchantes paroles de sa prière : « Et sur toutes choses, ô Père éternel, fais que je ne puisse jamais oublier la grande offense que j'ai commise contre toi, lorsque par mon infirmité et faiblesse j'ai malheureusement succombé à la tentation... Bon Dieu, apaise, s'il te plaît, nos ennemis envers nous. Pour ce faire convertis-les à toi et leur donne la connaissance de ta sainte vérité; afin que par ce moyen nous puissions un jour tous ensemble, d'un même cœur et d'une même bouche, te servir et adorer (1). »

(1) Voir plus loin la Relation originale de Lambert de Beauregard.

F. SCHICKLER.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

RELATION

DE CE QUI A ÉTÉ FAIT SOUFFRIR A MOY PIERRE LAMBERT
BAUREGARD, POUR LA RELIGION EN LA 69^e ANNÉE DE MON
AGE (1).

(Manuscrit original appartenant à M. le D^r Lambert, de Lausanne. Copie certifiée conforme, offerte à la Bibliothèque du Protestantisme par M. Galfé.) (2).

En l'année 1685, sur la fin du mois de septembre, il (y) eût ordre de logement pour une compagnie de Dragons du régiment Dauphin au lieu de S^t Antoine de Viennois en Dauphiné, commandée par Monsieur de Ribier, icelle compagnie complète de tous ses Officiers et de trente-six Dragons. Au jour de l'arrivée il n'en fut point logé chez moy, d'autant que ma maison d'habitation n'est pas dans le Bourg du dit lieu et qu'elle en est éloignée d'une demi-lieue, et le lendemain on m'envoya dire d'aller parler aux Officiers de cette communauté, où étant, on me dit que si je voulois changer de Religion on ne logerait point de Dragon chez moy, à défaut de quoi il y aurait un billet de douze Dragons tout prêt pour me les envoyer : sur quoi aiant répondu que je ne quittterois pas ma religion et ceux du dit Bourg au nombre de huit habitans aiant tous changé ce même jour, les uns plus tôt les autres plus tard, on m'envoya le lendemain toute cette compagnie en trois billets séparés. Le Capitaine, le Lieutenant et le Maréchal du Logis ne voulurent pas demeurer chez moy, mais il me les fallut nourrir dans une Hôtellerie dans ledit Bourg.

(1) Quelques fragments de ce Mémoire inédit ont été publiés, en 1848, dans la *Feuille religieuse du canton de Vaud*.

(2) En respectant scrupuleusement le texte, nous n'avons cependant pas hésité à suivre le conseil de M. Miquely, et à repasser sur l'orthographe, c'est-à-dire à en corriger les trop nombreuses imperfections, et à y introduire la ponctuation nécessaire. La copie, déposée à la Bibliothèque, reste d'ailleurs à la disposition des lecteurs.

Voilà donc 36 Dragons dans ma maison et 35 chevaux dans mes écuries lesquels y séjournèrent dix-huit jours avec tout le dégât que l'on peut imaginer être fait par des personnes irritées contre un homme que l'on appelle opiniâtre parce qu'il ne veut pas abandonner sa religion ; tellement que durant tout ce tems là il n'y eût aucun repos ni le jour ni la nuit ; les reniements de Dieu horribles, les paroles sâles et les injures contre moy n'y furent pas épargnées par des personnes de cette nature, bien souvent échauffées par le vin ou dépitées par la perte qu'ils fesoient de leur argent en jouant aux cartes et aux dés.

On peut juger à peu près du dégât qui me fut fait de mes effets mobiliers durant ces 18 jours par ce nombre d'hommes et de chevaux, outre huit ou dix hommes ou femmes qu'il fallut avoir des voisins pour les servir et encore de plusieurs autres qui venoient d'assés loin ou par curiosité ou pour désir de profiter du désordre qui se fesoit des dits effets, lesquels j'étois obligé de vendre incessamment à vil prix afin d'avoir le moyen de trouver de tous les jours 48 livres au Capitaine pour autant de rations et 5 livres pour la dépense de bouche des officiers, qu'est en tout 53 livres par jour, sans y comprendre le foin et l'avoine pour leurs chevaux, au nombre de sept, que j'étois obligé de faire charrier dans leur logis.

Il est vray que je ne dirai pas que personne de ma famille ait été battu parmi cette confusion ; mais nous n'avons pas néanmoins été exemptés des peines corporelles, car dès le lendemain de l'arrivée, le maréchal du logis vint visiter si ses Dragons faisoient bonne chère ; et aiant trouvé qu'ils n'étoient nullement à plaindre, il ordonna qu'il falloit séparer toute ma famille ; tellement que je fus mis dans une chambre avec mon aîné, éloignez l'un de l'autre de tout l'espace de la dite chambre, et mes 4 filles dans une autre avec ordre que chaque chambre fût toujours gardée par deux Dragons et qu'on nous empêchât à tous de dormir : tellement que nous voilà tous prisonniers, et les Dragons avec tout ce monde qui étoit avec eux, tant pour les servir que pour le désir de profiter du désordre, rendus maitres de tout, pouvant tailler et rogner à leur fantaisie.

Pendant tout ce tems je ne manquois pas d'être visité des moines et de plusieurs autres de l'Eglise Romaine, pour nous solliciter à changer de Religion, auxquels je disois que leurs sollicitations m'étoient plus à charge que toute la dépense des Dragons. Après qu'ils

eurent perdu le tems, après environ cinq ou six jours, ils s'aviserent de faire prendre ma femme, qu'ils jugeoient la plus timide, à quatre dragone qui la traînoient par force au dit Bourg, où elle fut si fort épouvantée de menaces et tellement tiracée d'un lieu à l'autre qu'enfin elle succomba et fit abjuration ; et pour ce qui est de mes quatre filles elles furent aussi conduites au dit bourg où on les mit dans quatre maisons séparées, où elles furent persécutées de ces moines, de telle sorte qu'il y en avoit un qui les menaçoit de leur couper le nez, les oreilles, et de leur faire appliquer la fleur de lis sur les joues ; mais voyant que tout cela ne les pouvoit pas ébranler ils les firent traduire à Romans où ils en mirent deux au couvent des Ursulines et les autres chez les Dames de St Just ; mais après qu'elles y eurent séjourné sept semaines, et souffert la visite de toute sorte de moines sans être ébranlées, ils les firent traduire à Valence en un détestable lieu appelé la rapine, où après avoir été quelques jours entre les mains d'un homme impitoiable qui ne leur donnoit presque rien qu'elles pussent manger et qui les faisoit chaque jour aller par force à la messe, elles se résolurent de faire abjuration et dissimuler jusques à ce qu'elles pussent trouver occasion de sortir du Royaume.

Maintenant il faut que nous parlions de mon fils et de moy qui étions restés dans notre maison, et de ce qui nous arriva dans la suite où il se rencontra que Monsieur l'intendant et Monsieur de Latrousse étant à Valence, et aiant résolu d'aller ensemble à Grenoble, ils mandèrent au Capitaine des Dragons qui étoient chez moy de nous conduire à Saint-Marcelin, afin qu'ils eussent moyen de nous parler en passant, ce qui fut exécuté, et nous fûmes présentés à Monsieur de Latrousse premièrement et puis ensuite à Monsieur l'intendant, lesquels l'un après l'autre nous sollicitèrent beaucoup, nous promettant de me décharger des Dragons si nous voulions changer de Religion, et au contraire nous menaçant de nous les laisser jusques à ce qu'ils eussent dissipé tous nos biens si nous (ne) voulions pas changer : à quoi aiant répondu que nos consciences ne nous pouvoient pas permettre de faire ce changement, ils montèrent dans leurs carrosses pour continuer leur voyage, et nous à cheval pour retourner à notre maison, où les Dragons continuèrent leur dégât jusques à ce que le Capitaine vit qu'il n'y avoit plus de quoi faire cinquante-trois livres, ce que je lui

d'avois donner enaue jour; tellement qu'il résolut de décamper, par ordre qu'il reçut de Monsieur Latrousse, lequel accompagna cet ordre d'une lettre au Capitaine de nous conduire, mon fils et moi, à Grenoble.

Nous fûmes ensuite présentés par ce Capitaine à Monsieur l'intendant, lequel nous sollicita derechef en présence de beaucoup de noblesse qui étoit alors dans sa chambre; mais à cette sollicitation il n'eût pas plus de satisfaction qu'à celle qu'il avoit faite auparavant. Il eût pourtant la bonté, après que par son ordre nous eûmes assisté à une conférence qui se tint alors en sa présence entre Monsieur de Grenoble et le ministre Gautier sur la controverse de la mission de Monsieur Calvin, de nous donner permission de nous retirer dans notre maison.

Nous voilà cependant déchargés des Dragons et retirés dans notre maison par permission de Monsieur l'intendant; à quoi joignant l'article de l'Edit du Roy donné à Versailles qui portoit que ceux qui n'avoient pas changé pourroient vivre en France sans être inquiétés par le fait (de) la Religion sous quelques conditions portées par le dit article, je croyois ma condition tolérable pour reprendre un peu d'haleine et chercher un peu de loisir, un lieu de retraite pour l'exercice de ma Religion : mais je n'eus pas demeuré quinze jours en cet état, que je vis entrer chez moi un lieutenant de cavalerie accompagné de six Cavaliers, lesquels me firent, et à tous ceux de ma famille, bien mal passer notre tems; et comme ces gens étoient venus par la pratique du curé de S^t Anthoine, ce curé ne manqua point de venir de bon matin le lendemain, pour avec ces cavaliers achever de me dépouiller de tous mes moyens, car il savoit que j'avois encore mon cheval et 40 beaux moutons que j'avois achetés de quelques-uns de mes amis, qui les avoient achetés à vil prix pour me les conserver. Tant (il) y a que ce soir là je fus *arrangé* par ces Cavaliers de 23 livres que j'avois encore d'argent monnoyé, de mes moutons et de mon cheval qu'il fallut vendre à ce Curé pour payer au lieutenant les frais de son voyage, tant pour être venu de bien loin avec ces Cavaliers, que pour conduire mon fils et moy à Vienne et retourner d'où il étoit venu.

Nous fûmes donc conduits chez Monsieur l'Archevêque de Vienne où nous fûmes traités assez amiablement. Il nous dit d'abord qu'il y avoit dans ce lieu quelques personnes de notre condition et de

notre Religion, lesquelles estoient en prison; mais que nous ne serions pas traités de cette manière; qu'il savoit que nous étions honnêtes gens, et que quand nous lui aurions promis de ne pas quitter la ville de Vienne, nous lui tiendrions parole, et que tant seulement il vouloit exiger de nous deux choses : la première, c'est que nous serions mon fils et moy logés séparément et espoir de nous joindre pour conférer ensemble, et l'autre condition que nous souffririons la visite de quelques Religieux pour conférer avec nous de Religion. En suite je fus logé chez un prêtre, et mon fils dans une hôtellerie, assez éloignés l'un de l'autre, avec libéralité de nous promener dedans et dehors de la Ville tant qu'il nous plairoit.

Parmy ceux qui furent destinés à nous visiter et conférer avec moy, il y eût un prêtre appelé Lapaire qui eût une charge particulière de me voir tous les jours. C'étoit un homme que l'on croyoit être le plus versé en controverse de tout Vienne, ce que je crois être vray, car il savoit bien tous les détours et toute la chicane enseignée par le père Véron, pour interroger et se servir de l'autorité de l'Eglise pour s'empêcher de répondre précisément aux interrogats qui luy seroient faits. C'est un homme qui a extrêmement bonne opinion de luy : il n'a pas manqué de me faire ses éloges avec beaucoup de témoignage de l'amour de soy-même, et y revint fort souvent, prenant beaucoup de plaisir d'être écouté sur cette matière. Il est d'ailleurs incommode à ceux qui ont à faire avec luy, ayant la voix forte et un babil sans fin, et redisant fort souvent les mêmes raisons, lesquelles pour être souvent dites n'en étoient pas meilleures; interrompant à tous moments ceux qui ont à faire avec luy, en sorte que bien souvent on ne peut luy dire la moitié de ce qu'on veut (1).

(1) Un fragment qui précède la *Relation* nous fournit encore sur cette controverse les détails suivants :

« Cela me fait ressouvenir qu'au tems que les réformés furent si cruellement traités en France, je fus, par ordre de l'intendant, relégué dans la ville de Vienne entre les mains de l'Archevêque qui me donna à un prêtre, auquel il ne croyoit rien défaillir en science pour la controverse, et lui donna charge de conférer amiablement avec moi de la religion jusques à ce qu'il m'eût déterminé de faire abjuration. Cela me fait ressouvenir, dis-je, que conférant avec cet homme, lorsque je lui produisois des passages de l'Ecriture Sainte un peu trop pressants à son gré sur les points de notre conférence, il lui échappa plusieurs fois de dire que, à la vérité, il étoit malaisé de les convaincre par l'autorité et tradition de l'Eglise; que c'étoit là le centre où il falloit puiser la religion et non dans l'Ecriture; « autrement nous serions obligés, disoit-il, à nous abstenir de sang et de choses étouffées, ainsi qu'il a été commandé, voire ordonné au 13^e chapitre des Actes des Apôtres, par un concile assemblé à Jérusalem à ce sujet. »

Me voilà donc à Vienne, logé chez un prêtre nommé Monsieur Champuis qui avoit beaucoup de complaisance pour moy. Inquiété néanmoins d'être obligé de répondre à tous allans et venans, car j'étais visité de toutes sortes de moines, soit Jésuites, Capucins, Carmes, Récollets, pères de l'Oratoire et autres, ce qui dura pendant plus de six semaines sans aucun avancement.

Ce qui commença à troubler notre commerce et à m'attirer la persécution, ce fut que je dis un jour à un père de l'Oratoire assez modéré, qui me venoit voir souvent, que je m'étonnois comme ceux de son parti se vouloient servir des moyens desquels ils se servoient pour faire leurs prétendues conversions, assavoir par la violence exercée par des Dragons et autres gens de guerre, lesquels on n'avoit pas honte d'appeler des Missionnaires, et qui faisoient cette mission avec des violences, des blasphèmes et reniements épouvantables : que jamais les Chrétiens orthodoxes n'en avoient usé de la sorte. A cela il me répondit tout froidement que St Augustin avoit été de cet avis d'employer les édits de l'Empereur contre les Hérétiques opiniâtres, et notamment contre les donatistes Africains, et ensuite il ne manqua pas d'avertir Monsieur l'Archevêque des propos que nous avions tenus sur ce sujet ; ce qui fit que ledit seigneur Archevêque donna à ce Monsieur Lapaire, dont j'ai ci-dessus parlé, le livre de Saint Augustin où il y a deux longues éptres, l'une écrite à Boniface, lieutenant de l'Empereur, et l'autre à un certain Ecclésiastique dont j'ai oublié le nom, dans lesquelles il traite de cette matière, avec charge de m'exhorter à le lire. Je ne manquai pas incontinent de m'attacher à cette lecture, dans laquelle je remarquai plusieurs choses très-considérables que je pouvois dire pour faire voir que nous ne devons pas être traités en France de la manière que les Donatistes étoient traités en Afrique, quoiqu'il soit bien vray que nous étions traités d'une manière beaucoup plus cruelle ; car toute a persécution faite à ces Donatistes ne consistoit qu'à les priver de

Et lorsque je voulus lui dire : Si St Paul n'avoit pas quelque temps après levé cette défense, quand au 25, 26, 27^e v. du X^e chap. de sa première aux Corinthiens il nous dit de manger de tout ce qui se vend à la boucherie sans nous enquerir pour la conscience, et que si quelque infidèle nous convie, que nous mangions de tout ce qui sera mis devant nous, sans nous enquerir pour la conscience ; en ce cas, disois-je, serions-nous encore obligés de nous abstenir ? Sur quoi il me répartit, tout en colère : « Qui est St Paul qu'il puisse lever une défense faite « par tout un Concile ? » Cet emportement contre l'Apôtre fait croire qu'il ne le croyoit pas divinement inspiré. »

leurs charges en la République par les édits de l'Empereur, et à trouver les moyens de les affaiblir par le ravissement de leurs biens, sans toucher à leurs personnes.

Ayant fait cette remarque et plusieurs autres que je diray à la suite, je ne me sentis pas la force de les pouvoir dire de bouche à Monsieur Lapaire, tant à cause de la liberté de ma mémoire qui ne me permet pas de faire un discours de longue haleine sans en oublier le plus souvent la moitié, qu'à cause de l'impatience de l'homme à qui j'avois affaire, lequel m'auroit interrompu à tous moments; tellement que je me résolus à le mettre par écrit en forme de lettre que je lui envoyay.

Cette lettre portoit en substance qu'il y avoit plusieurs différences entre l'affaire des Donatistes et entre ceux de la Religion en France; car : premièrement l'histoire témoigne que les Donatistes étoient les premiers qui avoient exercé la violence contre les orthodoxes; — secondement les Donatistes s'étoient eux-mêmes séparés de communion des orthodoxes pour un sujet d'importance très-petite; qu'ils pouvoient même demeurer dans leur opinion sans se séparer de Communion, témoin S^t Cyprien, ce savant évêque et martyr, lequel étoit du même sentiment que les Donatistes, comme il se voit par les disputes qu'il a eues avec Etienne, évêque de Rome, sur un même point qui est la rebaptisation des hérétiques, et qui néanmoins est mort dans la Communion des Orthodoxes. — Tiercement les Donatistes n'avoient pas des édits des Empereurs qui leur permissent l'exercice de leur Religion; et au contraire ceux de la Religion en France sont en différend pour la Religion avec les Catholiques presque du tout au tout et ne peuvent être accusés d'avoir fait le Schisme puisqu'ils ont été chassés et excommuniés par ceux de l'Eglise Romaine.

Ils n'ont pas été les premiers qui ont usé de violence contre ceux de l'Eglise Romaine. Ils sont nés et nourris dans la Religion qu'ils professent sous le bénéfice de plusieurs édits, et notamment par celui de Nantes fait par Henry le Grand qui a été déclaré authentique, perpétuel et irrévocable, lequel a été approuvé par Louys le Juste avec promesse de le faire observer, et encore approuvé sous la même promesse par notre grand et invincible Monarque. Sur la fin de cette lettre j'ajoutai, parlant au dit Sieur Lapaire comme ennuyé et de si longues conférences. « Enfin, Monsieur, il faut que je

vous disse que j'ay une si grande vénération pour la S^{te} Ecriture, que (je) trouve ma Religion si conforme à icelle, que je l'ay par ce moyen si fort attachée dans mon cœur et dans toutes mes entrailles que quand je voudrois moy-même entreprendre de me l'arracher du cœur avec toutes mes forces, je ne pourrois pas venir à bout. C'est pourquoi je vous prie d'avoir la bonté de dire à Monsieur l'Archeveque que je le supplie très humblement de m'excuser si un obstacle invincible à moy-même m'empêche de luy donner la satisfaction qu'il désire de moy, et que je le prie de considérer qu'il est bien dur à un homme de bien de faire une chose contre sa conscience ; et vous savez, Monsieur, aussy bien que moy, qu'il n'y a que Dieu qui puisse changer les cœurs. »

J'ay cru que ce peu de mots ajoutés à cette lettre m'avoient attiré la persécution, parce qu'ils ont sans doute appris par là que la douceur de ces conférences ne pourroit jamais obtenir de moy pour me faire abandonner ma Religion et qu'il falloit changer de méthode. Et de fait, incontinent je vis après entrer dans ma chambre Monsieur Duplessys-Bellieures, Colonel du Régiment d'infanterie logé à Vienne, avec un courroux qui paroissoit fort extraordinaire, me demandant si c'étoit moy qui ne voulois pas changer de Religion, et alors il me répondit qu'il ne donnoit que trois jours pour y songer. Sur quoi je dis qu'il n'étoit pas nécessaire de me donner trois jours, parce que après trois jours il en seroit la même chose. Il m'avoit trouvé que je tenois à la main une prière que je venois de faire et mettre par écrit afin de l'apprendre par cœur pour la dire jour et nuit : c'étoit une prière que j'avois composée selon le temps et l'occasion, et selon les principes de ma religion. Il se mit à la lire et en la lisant il témoignoit qu'il y avoit quelque chose qui ne luy plaisoit pas. Après il me fit fouiller, pour voir si on me trouvoit encore quelque papier qui me pût rendre plus criminel, et ils trouvèrent que j'avois encore le brouillard de cette lettre dont je viens de dire la substance, croyant de me faire de ces deux pièces une grande affaire à la Cour, et c'est de quoi on m'a menacé de plusieurs fois.

En même tems le dit sieur Colonel me donna à garder à quatre grenadiers, leur commandant d'empêcher que personne ne me parlât, et que je ne sortisse pas de cette chambre et que l'on m'empêchât de dormir. Ce fut en ce moment que commença ma rude persécution, car jusques à minuit je fus tourmenté de la plus

étrange façon que l'on se puisse imaginer, soit pour me tirer et faire tomber rudement à terre, disant que c'étoit ainsy qu'ils me vouloient faire danser, me tirant les bras tantôt en avant tantôt en arrière, de telle sorte qu'il me sembloit à tous moments qu'ils me les arracheroient du corps; et quelquefois, après avoir fait bien tourner jusques à ce que j'étois étourdy ils me lâchoient et j'allois tomber lourdement à terre ou contre la muraille; et lorsqu'ils s'étoient lassés en cet exercice, ils avoient un Crucifix de bois, sur une table, au devant de laquelle me faisant agenouiller par force, ils me disoient que c'étoit là le bon Dieu, qu'il falloit l'adorer. Jusques alors j'avois tout souffert sans dire mot. Mais alors je leur dis tout doucement : « Dieu est Esprit, il n'est pas de bois. » Ils me répondirent que Dieu étoit esprit mais que c'étoit là son image; qu'il falloit l'adorer. Je leur dis encore que Dieu avoit défendu d'adorer les images. Mais il seroit trop long de particulariser toutes les ignominies qu'ils me firent ce soir là : tant il y a que jusques à minuit, durant plus de six heures, ils ne cessèrent jamais un seul moment de me tourmenter de toutes les voyes qui se pouvoient imaginer les plus rudes et les plus ignominieuses; tellement qu'il y eût un des assistants qui avoit la façon d'un honnête homme lequel, s'approchant de moy, me dit qu'il s'étonnoit de mon obstination et qu'il se seroit fait Turc devant que d'avoir souffert la moitié de ce que j'avois souffert ce soir là. A quoi je luy répondis que ce ne me seroit pas un exemple à suivre et qu'il falloit bien être préparé à des plus rudes épreuves.

Le lendemain, par ordre du Capitaine, il y eût dix-huit de ces grenadiers qui eurent charge de me garder alternativement et de se relever de trois en trois heures. Cet ordre fut bien gardé le jour, mais non la nuit, car ils ne se relevèrent point et il y en avoit toujours cinq qui venoient dans ma chambre pour coucher, tellement que durant douze ou quinze jours que cet ordre dura, je fus tourmenté plus ou moins selon l'honnêteté ou la malice de ceux qui me gardoient et qui, à l'exception de la nuit, ne manquèrent pas de se relever de trois en trois heures : cependant il n'y avoit que la nuit de dangereuse pour moy, car de jour toutes sortes de Moines me venoient visiter, pour savoir si après toutes ces épreuves je ne serois point de meilleure composition, lesquels auraient empêché l'insulte qu'on m'aurait voulu faire en leur présence.

Mais on s'ennuyoit de mon obstination de telle sorte, qu'un jour de dimanche on me rapporta que ce vénérable Monsieur Delapaire avoit donné à dîner à ce Capitaine des grenadiers, et je soupçonnay d'abord que cette confidence ne se passeroit sans quelque dessein qui seroit funeste pour moi. D'effet, ce même jour je vis entrer dans ma chambre cinq grenadiers, deux Flamands, un Piémontois et deux François, qui ne firent pas grande cérémonie pour se mettre en train de me tourmenter. Ils commencèrent environ à six heures et jusques à minuit, comme l'autre fois, six heures durant je fus encore plus tourmenté que l'autre fois, en telle sorte que, quoi que ce fût en hiver, ces gens quittèrent leur casaque pour la chaleur et lassitude, et moy qu'eux tous ensemble vouloient tourmenter je devois être bien las.

Après qu'ils eurent vu que tout ce qu'ils m'avoient fait, n'étoit pas capable de me faire obéir à leur dessein, ils m'allèrent doucement prendre par la main, me conduisirent proche du feu où ils me déchaussèrent mes souliers et mes bas; et cependant que deux me firent choir à la renverse et me tenoient les bras, s'étant même l'un d'eux mis sur mon estomac, les autres m'approchèrent les pieds à quatre doigts près de la braise qui étoit bien vive et qui me fit alors souffrir une grande douleur; et quand je remuois pour retirer mes pieds et qu'ils s'échappoient de leurs mains, mes talons tomboient dans la braise. Cependant il y en eût un qui s'avisa de mettre chauffer la pelle du feu jusques à ce qu'elle fût toute rouge, et ensuite me la frottèrent contre la semelle des pieds jusques à ce qu'ils jugèrent que j'en avois assez, et après cela ils eurent encore la cruauté de me chausser, par une grande force, mes bas et mes souliers, et à la vérité je crois que Dieu soulageait mon tourment, car à la réserve d'un petit moment comme l'on approcha mes pieds de la braise, en tout le reste, même lorsque l'on frotta la pelle toute rouge contre la semelle de mes pieds et encore quand on me chaussa mes souliers et mes bas, ce que je trouve des plus merveilleux, je ne sentis pas des douleurs capables de me faire crier.

Je suis obligé de dire icy la grâce que Dieu me fit incontinent que je fus retiré du feu, qui est de le requérir de bon cœur de pardonner à ceux qui m'avoient maltraité; et c'est ce que je prononçai tout haut, étant en leur présence, et par eux soutenu à cause que je ne pouvois pas marcher, leur disant qu'ils avoient servi d'instru-

ment en la main de Dieu pour me châtier ou pour m'éprouver, et que pour ainsy ce n'étoit pas à eux à qui je me devois adresser pour en tirer vengeance, quand même je le pourrois; mais que je devois m'adresser à Dieu pour m'humilier, devant luy demander pardon de mes péchés. Cela ne les toucha nullement, car au contraire ils se moquèrent de moy en me poussant contre mon lit, où étant monté, il y en eût deux, assavoir les deux Flamands qui montèrent avec moy où ils me persécutèrent encore jusques à ce qu'ils furent endormis, en me disant que si je ne voulois invoquer la Vierge ils m'écorcheroient le lendemain tout vivant.

Le lendemain, aussitôt qu'il fut jour, mes gardes furent relevés par d'autres qui savoient bien que j'avois été brûlé, mais me trouvèrent sur le lit chaussé de mes bas et de mes souliers; tellement que l'ordre qu'ils avoient reçu d'empêcher que personne me parlât n'ayant pas été changé, ni eux ni ceux qui vinrent après eux jusques au marty à inidi ne voulurent pas souffrir que personne s'approchât de moy; tellement que me voilà plus de deux fois 24 heures que je demeurai sans que personne ne s'approchât pour visiter mes plaies où la gangrène commença à s'attacher : mais Monsieur Duplessy, ayant été averti de ce qui s'étoit passé, et ayant querellé le Capitaine des grenadiers sur ce sujet, envoya le Chirurgien-Major du Régiment avec un autre Chirurgien de Vienne, lesquels, ayant vu mes plaies qui faisoient horreur à ceux qui les vouloient regarder, me donnèrent le premier appareil. Après quoi on me fit porter sur une chaise à l'hôpital général où je fus bien couché et mal nourry. Car il est bien constant qu'en huit jours que j'y dettie tray, je n'y mangeai pas une livre pesant pour tous les alimens que je pris là dedans; parce que l'on ne m'y présentoit que du gros pain que l'on mettoit bouillir avec de l'eau, sans sel ny autre chose pour le morlifier, et on appeloit cela des bouillons qui m'étoient présentés le matin; et lorsque j'en eus goûté une gorgée et que je l'eus repoussé, disant qu'il n'y avoit point de sel, on me répondit que l'on ne mettoit point de sel aux bouillottes de l'hôpital : après quoi je ne leur osai jamais rien demander. Il est vrai que je buvois souvent de l'eau froide que je trouvois fort bonne, et c'est de cela que (je) me nourris presque tout le tems que je demeuray à l'hôpital.

Tout ce brûlement et autres incommodités qui me tenoient

étendu à la renverse n'empêchèrent pas qu'on ne me vint persécuter à changer de Religion : car beaucoup de ceux qui avoient conféré avec moy me venoient tâter le pouls pour savoir si après cette épreuve je ne serois point radoucy, et quelques-uns pour me consoler à rebours, me disoient qu'il ne falloit pas que je crûsse que quand je serois guéri de mes plaies on me laissât encore en repos ; que le Roy vouloit absolument que tous ses sujets fussent de sa Religion et qu'il étoit bien assez fort pour n'en avoir pas le démenti ; que je fisse donc mon compte d'être toujours poussé plus fortement jusques à ce que je fusse converti — et lorsque je voulus dire quand je serois plus fortement persécuté Dieu me retireroit de leurs mains, et que cela approcheroit le jour de ma délivrance et de mon repos, on me répondit incontinent : « Vous ne mourrez pas ; le Roy ne veut faire mourir personne ; on empêchera même que vous ne mouriez. » Le chirurgien qui me pansoit contribuoit aussi à me donner de la terreur, (de sorte) que je n'avois aucune consolation de la part des hommes : et il arriva qu'après que j'eus séjourné cinq ou six jours à cet hôpital, sans prendre autre nourriture que de l'eau froide, je me trouvay si vide d'estomac et de cerveau que durant la nuit j'avois des visions et étois dans des rêveries qui me faisoient dire beaucoup d'extravagances, m'étant la plupart du tems avis que j'étois toujours entre les mains des grenadiers, qu'ils me faisoient mille niches où que je voyois et parlois à ma femme et à mes enfans : tellement que l'on disoit à Vienne que j'avois perdu le sens. Ces rêveries ne me tenoient que la nuit, car pour le jour j'ai su depuis de ceux qui m'avoient visité en ce tems là, que je n'avois rien perdu de la vigueur que j'avois auparavant à me défendre contre les sollicitations.

Mais une autre épine me poignoit. J'avois une si grande envie de mourir que j'avois peur de me rendre coupable d'avoir contribué à me faire mourir, et ainsi offensé Dieu qui nous a donné la vie à cause de la conserver jusques à ce que luy même la veuille retirer. Car il faut ici que je confesse ma faiblesse et que j'avoue que j'étois bien aise de ce qu'on ne m'apportoit rien à manger ; me flattant de cette pensée que je mourrois bientôt faute de prendre de nourriture ; et ainsy, flottant dans cet embarras du désir de mourir et de crainte d'offenser Dieu, je pris cette misérable résolution de dissimuler, sous l'espérance néanmoins que Dieu ne m'abandonneroit

pas et qu'il me donneroit le moyen de me relever de cette funeste chôte.

Comme je fis cette abjuration à l'entrée de la nuit, à l'heure que mes rêveries me tenoient, je voyois pas un de ceux qui étoient autour de moy. Il me sembloit que je voyois d'autres objets qui ne furent jamais. Je crois que je la signay pourtant, et un peu auparavant que je l'eusse signée, le Lieutenant du prévôt arriva sur le lieu avec un décret pour me mettre en prison de la part de Monsieur l'Intendant, sans que l'on scut le sujet pourquoi il falloit me mettre en prison : tellement que dedans la même chaise que l'on m'avoit porté à l'hôpital, je fus ce même soir porté dans la prison où je passai ce même soir avec mes rêveries ordinaires, parlant toute la nuit et jetant en bas la couverture et les draps de mon lit tout autant de fois qu'on les y remettoit, jusques à ce que l'on les eût attachés en ce lit.

Le lendemain matin que mes rêveries furent passées, je me trouvais étonné d'être dans la prison, et je ne savais pas pourquoi. Monsieur l'archevêque eût la bonté de m'y venir consoler, en me témoignant beaucoup de déplaisir de ce qui m'étoit arrivé; mais, en revanche, il promit d'écrire à la Cour, et que l'on me feroit beaucoup de bien. Il donna permission à mon fils, qui avoit été mis depuis huit jours dans cette même prison, de me venir servir, quoiqu'il n'eût pas fait abjuration, et ensuite il donna charge à la geôlière de me bien traiter et de prendre un grand soin de ma personne.

On me fit, dans quelques jours, voir la réponse que Monsieur l'Intendant avoit faite à Monsieur l'Archevêque, par où j'appris la cause de mon emprisonnement qui n'étoit pas celle que l'on croyoit à Vienne : car à Vienne on croioit que c'étoit à cause de la lettre et de la prière que j'avois écrites, dont il a été parlé cy devant; mais voici la teneur de cette réponse où Monsieur l'Intendant parle ainsy : « Je n'avois fait emprisonner le nommé Beauregard que à cause de sa grande obstination, qui est fort grande à la vérité; mais, puisqu'il est converty, on le pourra tirer de prison. J'en donneray l'ordre au Lieutenant du prévôt. »

Monsieur l'Archevêque prit encore beaucoup de soin pour que je fusse pansé comme il faut. Il fit visiter mes plaies à son médecin, accompagné de son Chirurgien et du Chirurgien-Major du Régi-

ment, pour résoudre de quelle sorte d'onguent je serois pansé et combien de fois le jour; et la charge en fut donnée au Chirurgien de Monsieur l'archevêque, fort habile et qui s'en acquitta dignement et fort délicatement, et j'eus beaucoup de plaisir d'être tombé entre ses mains.

J'ay dit cy derrière que j'avois soupçonné le Capitaine des grenadiers et ce curé Lapaire de m'avoir procuré les mauvais traitements qui me furent faits. J'en eus des indices assez évidents pour le regard de ce Capitaine, par la censure qui luy fut faite par le Colonel; et, au regard du dit sieur Lapaire, j'en ai eu encore de plus évidents, car les soldats qui m'avoient fait ce mauvais traitement ayant été mis en prison, le dit Lapaire se mit à solliciter pour les en faire sortir. Jusques là qu'il me vint prier de leur pardonner; que par ce moyen je témoignerois que j'étois bon Chrétien et que je sauverois la vie à des hommes qui étoient menacés d'être pendus au cas que je ne pusse guérir. A cela je lui répondis que c'étoit une chose que je n'avois pas tant attendue de leur pardonner, et que c'étoit une chose faite dès le moment que l'insulte m'avoit été faite, et que, s'il en vouloit de plus grandes assurances, j'offrois de les luy donner par écrit signé de ma main; ce que je fis incontinent, faisant venir mon fils auquel je dictay ce pardon en cette forme :

« Je soussigné, ayant ouï dire qu'il y a dans cette prison des soldats grenadiers qui souffrent beaucoup à cause de l'insulte qu'ils m'ont faite, déclare que je leur pardonne d'aussi bon cœur comme je veux que Dieu me pardonne mes péchés à mon dernier jour, et je supplie très humblement Monsieur Duplessy de les élargir et mettre en pleine liberté comme ils étoient auparavant. » En suite de quoi ils furent élargis, et il y en eût un qui me vint remercier.

Je demeuray donc dans cette prison 18 jours; et après que le Chirurgien m'eût assuré que j'étois hors de danger, puisque toute la chair brûlée étoit tombée en pourriture, et qu'il ne restoit plus qu'à faire garnir de chair nouvelle là où les plaies s'étoient approfondies par les écarts qu'il avoit faits de cette chair brûlée; tellement que, me voyant fort ennuyé de demeurer hors de chez moy, il me dit que si j'avois le courage de souffrir le branle d'une litière où l'on me pourroit mettre couché, il ne croyoit pas qu'il y eût aucun danger, et que je pourrois me faire panser à mon fils, qui avoit bien vu de quelle manière il s'y falloit prendre, et qu'il me donneroit de son

onguent pour un couple de mois. Suivant cet avis mon fils et moy nous retirâmes dans notre maison.

J'ay oublié de dire que, pendant ce séjour de la prison, on persécutoit mon fils pour luy faire faire abjuration, et (je) fus encore si malheureux que de le persuader de dissimuler comme moy, pour avoir le moyen de demeurer près de ma personne jusqu'à ce que je fusse hors de danger de perdre la vie, de laquelle on doutoit encore.

Mais d'abord que nous fûmes retirés, il protesta que jamais de sa vie il n'iroit à la messe, et qu'il se laisseroit plutôt traîner partout où l'on voudroit le faire souffrir, et incontinent il se présenta une occasion. Il entreprit avec trois de ses sœurs de sortir hors du Royaume, par le moyen d'un guide qui les assuroit de les conduire sans péril, ce qu'il ne put pas néanmoins faire; car ils furent tous quatre arrêtés en Savoie et conduits à Grenoble devant l'Intendant, lequel, l'ayant interrogé où c'est qu'il alloit lorsqu'il fût pris, il luy répondit: « qu'il alloit chercher la pâture de vie et le repos de sa conscience, lequel il ne pouvoit trouver en France. » Monsieur l'Intendant lui demanda encore s'il avoit fait abjuration et d'où il étoit. Il luy répondit qu'il avoit fait abjuration et qu'il étoit de Saint-Antoine: sur quoi il lui demanda s'il connoissoit le nommé Beaugerard qui est aussy de ce lieu. « Il faut bien que je le connaisse, dit-il, puisqu'il est mon père. — Et que fait-il cet homme? — Monseigneur, il tient le lit. Il est estropié. On luy a brûlé les pieds à Vienne. — Il n'est pas vray, répliqua Monsieur l'Intendant. Monsieur l'Archevêque m'a bien écrit qu'il est converty, mais il ne m'a pas marqué qu'il ait été brûlé. »

Après quoi il fut conduit dans les bas lieux de la prison.

Il y a quelques personnes qui ont blâmé la réponse que mon fils avoit faite à Monsieur l'Intendant, et laquelle il fit ensuite d'une même substance au commerce qui luy fut donné par la Cour pour luy faire son procès, disant que pour se tirer de prison il devoit avoir usé d'une politique plus modérée: mais je fus plus satisfait, quand on me dit la substance de cette réponse, que si je l'eusse vu hors de prison par une lâche réponse de politique et de déguisement.

Il est arrivé que ce pauvre garçon est tombé malade dans cette prison, et ses amis, desquels il en avoit beaucoup de Catholiques Romains, et qui avoient par leur crédit fait retarder le jugement de son procès avant la maladie, d'autant que par ce jugement il ne

pouvoit éviter les Galères, luy firent encore ce service de le faire sortir de ces basses fosses, pour le mettre dans un hôpital servy par des Moines qui le firent servir avec tant de soin qu'ils le mirent en état qu'on pouvoit espérer la guérison; ce qui facha et luy et ses amis, parce qu'en guérissant de cette maladie il ne pouvoit espérer que de retourner dans ces bas lieux, pour être ensuite jugé et être condamné aux Galères, chose qui leur étoit beaucoup plus fâcheuse que la mort.

Comme je fus averty de cette maladie, j'envoyai à Grenoble une de mes filles pour le visiter et savoir ce qu'il deviendrait. A la fin, cette fille eût la liberté de (le) voir toute une semaine et parler à luy tous les jours seul deux heures durant : mais, parce que l'on menaçoit la ville de Grenoble de gens de guerre pour en faire sortir tous ceux de la Religion qui s'y étoient retirés, elle fut contrainte, par le conseil de ses amis, de s'en revenir et de prendre congé de son frère. Et alors ce pauvre garçon luy dit : « Ma sœur, ne manqués pas de dire à mon père que je le prie de m'aimer toujours et de prier Dieu pour moy, sur l'assurance que je ne mourrai jamais qu'en homme de bien de la Religion réformée que j'ai professée jusques à présent. Peut-être que l'on pourroit bien faire de moy comme l'on a fait d'un autre qui est mort en ce même lieu, duquel on a fait publier qu'il étoit mort de la Religion Romaine et qu'il avait demandé l'extrême onction ; ce qui n'est pas vray, car j'ai vu le contraire, son lit n'étant qu'à deux pas du mien ; et avant que partir, allez assurer les prisonniers qui sont aux basses fosses de la même chose. »

Du depuis j'ay appris qu'il étoit mort dans cette constance qu'il s'étoit promise; et depuis que je suis en ce lieu de sûreté, il m'a été rapporté qu'il y a un habitant de cette ville qui le vit en cet état; et en rapporte cette circonstance que un de ses parents Catholiques-Romains le voulut solliciter à changer de Religion, et qu'il le repoussa avec de si fortes raisons qu'il le fit pleurer avec luy : cet homme s'appelle Cornand, proche la porte de Cornevin.

Il ne reste plus qu'à dire la cause qui a précipité ma retraite. Je diray donc qu'étant retiré dans ma maison, où j'ay demeuré environ trois mois dans le lit, et je n'y eus pas demeuré environ () semaines que je fus accablé de menaces que l'on me fesoit de toute part, disant que je ne tenois pas les choses que j'avois promises et

que, au contraire, depuis mon retour de Vienne ma femme ni mes filles n'alloient point à la Messe, ni même la plus grande partie des Circonvoisins. Jusques là qu'il y eût (un) gentilhomme de Moras, appelé Monsieur de Vitrolles, lequel je connoissois familièrement en telle sorte que je le croyois être de mes bons amis, qui me vint trouver un jour dans mon lit avec des paroles foudroyantes de menaces, qu'il avoit sans doute étudiées pour me donner de la terreur. Il commença pourtant de s'insinuer avec des paroles de douceur, disant qu'il avoit toujours été mon ami dès le temps qu'il m'avoit connu, et qu'il étoit venu en cette qualité pour me rendre des bons services si je le voulois écouter. Que Monsieur l'Archevêque de Vienne ayant eu avis qu'au lieu d'édifier les nouveaux convertis par des bons exemples, je corrompois tout le voisinage par les avis que je donnois, et que l'on me considéroit comme un chef de parti, cela l'avoit obligé d'écrire à la cour et de m'accuser de toutes ces malversations ; et que c'étoit une chose résolue, qu'on étoit déjà en chemin pour venir faire de ma maison un exemple le plus tragique qui se fut vu il y avoit bien longtemps. Mais il apportait un remède à cela, et qu'il n'y avoit homme en France plus capable de me servir que luy, pourvu que je voulusse ce qu'il me conseilleroit qui étoit d'avouer tous les dogmes de l'Eglise Romaine par écrit. Qu'il savoit bien qu'il ne me pouvoit pas persuader, mais qu'il s'agissoit de le faire par dissimulation, comme je voudrois. Et (il) faut avouer que cet homme, m'ayant pris dans un tems que j'étois un peu débile, me donna de la frayeur et me fit voir tout à coup une image affreuse des maux dont il me menaçoit. Mais après que j'eus un peu repris mes forces, je le repoussay avec une telle vigueur que je luy donnay de l'épouvante et l'obligeay à me demander excuse, et dire qu'il n'étoit pas venu pour me faire changer de Religion, mais plutôt en qualité d'ami pour le salut de moy et de toute ma famille.

Depuis ce tems les menaces continuelles qu'on me faisoit ordinairement et le conseil de mes amis me firent prendre la délibération de me dérober de nuit de ma maison, pour venir à Lion, afin d'y être à couvert des menaces de mes voisins : où, avec l'aide de Dieu, je vins heureusement, et de là, comme par miracle, en ce lieu, étant bien certain que, quand je partis de chez nous, je n'avois pas été guère plus loin que du lit à la table ou vers le feu. Au reste, je ne saurois assez louer Dieu de ce que, me regardant en ses mi-

séricordes, il luy a plu de me retirer de l'abîme où ma faiblesse m'avoit malheureusement précipité; le priant de toute mon âme, me vouloir tellement affermir que je sois capable de confesser le Seigneur jusques à la mort, et de n'avoir aucun regret au bien assez considérable que j'ay abandonné, dans les espérances de posséder un jour cette meilleure substance que Dieu réserve dans le ciel à ses véritables enfants. Et j'épands encore mon cœur devant luy à ce qu'il luy plaise d'étendre sur le reste de ma famille, assavoir sur ma femme et sur les cinq filles que j'ay encore laissées dans cette Egypte spirituelle, la même miséricordieuse bonté par laquelle il m'en a tiré, moy, trois de mes fils et une fille. Nous l'en glorifions toute notre vie, quelque incommode qu'elle puisse être par la perte de nos biens; à quoi je n'ajoute rien, si ce n'est qu'on peut ajouter foy à ce récit, fait et écrit de ma main, et lequel je déclare devant Dieu contenir vérité, l'ayant dressé à la prière de quelques gens de bien qui ont cru que cela ne seroit pas sans quelque sorte d'utilité. Ainsy je l'ay signé, allant en Suisse l'année mil six cent huitante six, le 30^e jour du mois de juillet.

DÉTAILS COMPLÉMENTAIRES

TIRÉS DES AUTRES MANUSCRITS DE LAMBERT DE BEAUREGARD

...Lorsque j'entrepris d'hasarder ce peu de vie qui me restoit pour sortir de France, contre toutes les apparences de pouvoir traverser les écueils qui se rencontroient sur ma route, je n'avois ni le dessein ni l'espérance de venir en ce Pays pour y vivre à mon aise; ains tant seulement d'y venir mourir avec le repos de ma conscience. Car je savois bien que si j'étois surpris de mort en France, qu'aux heures de mon agonie je serois plus vivement sollicité et persécuté pour me faire abandonner ma Religion. Les exemples bien récents de deux personnes mortes depuis peu, m'en donnoient des avertissements bien dangereux à négliger, et toutes fois bien édifiants pour en profiter.

Le premier de ces exemples étoit celui de la mort de mon aîné, lequel ayant été mis dans les bas lieux des prisons de Grenoble pour n'avoir pas voulu adhérer aux sollicitations qu'on lui faisoit de renoncer à la vérité qu'il connoissoit fort bien, et étant tombé ma-

lade par le mésaise qu'il souffrait dans ces basses-fosses, il en fut tiré et logé dans un hôpital servi par des moines, auquel lieu une de mes filles ayant eu permission de le voir et de lui parler en particulier, il lui dit : Ma sœur, dites à mon père, etc.

.
Et il arriva bientôt que le pauvre garçon mourut dans la constance qu'il s'étoit promise, qui fut cause que après sa mort on le jeta dans la rivière de l'Isère, quoique j'aye dit ailleurs, sous un faux rapport, qu'il avoit été enterré dans un jardin.

L'autre exemple, plus funeste que celui que je viens de réciter, arriva en la ville de Lion, lors même que j'étois caché dans icelle en attendant l'occasion d'un garde qui put me fournir un cheval et me conduire en la ville de Genève : et ce fut en la personne de la femme de Monsieur de la Rolandière, qui est un Gentilhomme de Dauphiné, un de mes meilleurs amis qui a autant de connoissance de la Religion que nul autre que je connoisse. Cette Demoiselle, sa femme, étant allée à Lion pour même dessein que moi, y tomba malade, et lorsque son hôtesse vit qu'elle empirait, et que apparemment elle ne guériroit pas, elle fut obligée d'en aller avertir le Curé de la paroisse qui ne manqua pas de venir vers elle avec beaucoup de monde, pour la solliciter à se confesser et ensuite recevoir le viatique. Mais elle s'en défendit fort vigoureusement, quoiqu'elle commençât bientôt d'agoniser et qu'elle fût en l'âge de 75 ans. On s'avisa même de la tirer du lit et de la mettre sur une chaise, en lui criant à haute voix qu'il falloit obéir, et que autrement on traîneroit son corps sur une claie, et qu'on la jetteroit à la voirie pour être mangée par les bêtes. A quoi elle répondit que l'on fît ce que l'on voudroit; que même, si on ne vouloit pas attendre de la traîner qu'elle fût morte, que l'on la traînât toute vive et que l'on la jetât à la voirie toute vive : que pour tout cela elle ne renierait jamais son Sauveur. Tellement qu'étant morte bientôt après, on ne manqua point de la traîner et puis ensuite de la jeter dans le Rhône. Son mari est maintenant dans la ville de Arau, où il est entretenu par leurs Excellences, ayant échappé à la France après que, à cause de sa résistance, on lui eût fait dissiper tous ses effets mobiliers par les Dragons ou autres gens de guerre, et qu'on l'eût fait souffrir, dans les prisons et basses fosses, les plus rudes et ignominieuses tourments que l'on ait pu imaginer.

Ces exemples donc, joints à l'extrême passion que j'avois de mourir entre les mains de quelques gens de bien pour m'aider à bien mourir, me firent, comme j'ai déjà dit, aborder en ce lieu ; où, à la vérité, j'ai trouvé une nation qui surpasse la réputation qu'elle a d'être la plus fidèle confédérée de toute l'Europe, qui fait que tous les princes ses voisins ont toujours recherché son alliance avec empressement. Et quand je me souviens de la bonté et charité pratiquées par plusieurs Bourgeois et dames de cette ville envers les pauvres français qui se sont réfugiés, à quoi j'ai beaucoup participé, quand je me souviens encore de tant de moyens que cette nation et la ville de Genève ont employés pour assister tant de milliers de pauvres françois qui s'y sont réfugiés et qui ont traversé leur Pays pour aller plus loin, je ne puis empêcher mon cœur de se fondre et les larmes couler de mes yeux.

BIBLIOGRAPHIE

PROCÈS DE BAUDICHON DE LA MAISONNEUVE, ACCUSÉ D'HÉRÉSIE A LYON, 1534, publié pour la première fois d'après le manuscrit original, par J.-G. BAUM. In-12.

Le *Bulletin* a publié (t. XV, p. 113-124) un chapitre de l'*Histoire de la Réformation*, par M. Merle d'Aubigné, consacré à ce curieux épisode de la réforme française à ses premiers jours. M. le pasteur Gaberel avait déjà reproduit dans son *Histoire de l'Eglise de Genève* divers extraits du manuscrit original conservé aux archives de Berne, si riches en documents relatifs à la révolution religieuse du XVI^e siècle. Ce manuscrit est devenu l'objet d'une intéressante publication de M. Baum, aidé des soins intelligents d'un docte imprimeur genevois, M. Jules Fick.

Le procès de Baudichon de la Maisonneuve, contemporain de la fameuse année des Placards, se recommande déjà par sa date. « En glanant, dit M. Baum, pour la correspondance de Calvin, à la Bibliothèque nationale de Paris, j'avais acquis la certitude que ce document est une pièce échappée comme par miracle à la destruction. En vain m'étais-je informé, personne n'avait pu m'indiquer

l'original ou la copie d'un seul procès en hérésie, pas même des plus célèbres, ceux de Berquin et d'Anne Du Bourg par exemple. La Révolution doit avoir tout anéanti, et, à moins d'inopinées découvertes dans les archives départementales, nous demeurerons réduits aux maigres extraits des martyrologes, Crespin en français et en latin, Rabus en allemand, Jean Knox en anglais et en latin, les anabaptistes en anglais et en allemand. Ces ouvrages, devenus de gros in-folio grâce aux persécutions, donnent moins les procès eux-mêmes que les éléments dogmatiques de la foi courageusement confessée devant les juges. L'essentiel pour les lecteurs du XVI^e siècle, c'était la polémique dramatisée et non pas les traits qui font revivre l'époque aux yeux de l'historien. Le procès de Baudichon de la Maisonneuve méritait donc à tous égards une publication intégrale. »

Ce sentiment ne peut qu'être partagé par les lecteurs du charmant volume sorti des presses de M. Jules Fick. On sait comment Baudichon de la Maisonneuve, riche marchand de Genève, fort mêlé aux mouvements de la Réforme naissante dans sa patrie, et venu pour la foire à Lyon, y fut arrêté le 28 avril 1534 pour délit de prosélytisme, livré par ses juges au bras séculier, et n'échappa au bûcher que grâce à l'énergique intervention des Bernois. Le procès inquisitionnal abonde en détails curieux qui font revivre hommes et choses, et les interrogatoires des témoins fournissent plus d'une révélation à l'histoire.

Les débuts de la réforme genevoise ne sont-ils pas dépeints au vif dans le passage suivant ? C'est le frère Coutellier, de l'ordre des Mineurs, qui parle : « Ung jour que fut comme luy semble le second dimanche de caresme, après ce que ledict déposant eut fait la prédication au dict couvent des frères mineurs, en présence et audience de très grande multitude de peuple, incontinent à l'issue d'icelle prédication survint le dit Baudichon avec certains ses complices, lesquels de leur autorité privée commencèrent à déclarer aux gens qu'ils feroient prescher publiquement le dit *Farellus*, le jour mêmes, et pour ce feroient sonner et convoquer le peuple à la cloche, comme il est de coustume, et de fait à l'heure même allèrent sonner la dite cloche, laquelle ils sonnèrent par trois coups. Et bientost après le dict jour, en la même église et chaire en laquelle avoit presché le dict déposant, le dict *Farellus* fit son sermon publiquement, semant sa maudicte doctrine. Et depuis tous les jours du dict caresme, le dit *Farellus* fit ses sermons en la dite église et chaire, les apres dinées, publiquement, et au son de la cloche,

estant le dict *Farellus* vestu en homme séculier, avec une cappe à l'espaignolle et ung bonnet à rebras. Esquels sermons assistoit tousjours entr'autres le dict Baudichon comme capitaine et directeur, faisant faire silence et donnant ordre à faire renger les gens. »

Le dialogue suivant, au logis de la *Coupe d'or* à Lyon, montre les vives controverses dont cette ville était le théâtre bien avant 1534. Simon de Montberban, marchand de Vienne, « dit que un jour qui fut par la foire des Roys, il y a environ ung an et demi, en icelle hôtellerie en pleine table, ainsi qu'on parloit d'un Cordelier (Etienne Renier), lequel environ deux ans auparavant avoit comme hérétique esté dégradé et brulé à Vienne, avoir entendu par le dict Baudichon que le dict Cordelier soutenoit que n'estions tenus jeuner ne faire abstinence de chair par caresme, quatre-temps, ne autrement, iceluy Baudichon se mit à dire qu'on ne trouvoit cela avoir esté défendu par Jesus-Christ en l'Evangile, et que l'église ne pouvoit avoir fait défense sur ce, ne autre chose, sur peine de péché mortel...

« Dit en oultre que depuis un autre jour, lequel comme luy semble fut la foire d'aoust dernier passée, en la dicte hotellerie de la *Coupe* le dict déposant parlant au dit Baudichon, luy demanda quand il retourneroit à Geneve, disant le dict déposant qu'il entendoit aller visiter le corps de mons. Saint-Claude, et par ce ferait compagnie une partie du chemin au dict Baudichon. Lors le dict Baudichon se print à dire celles ou semblables paroles : « Vous estes bien fol de là aller. Allez-vous voir une charoigne, un pendu de forches, et baiser les pieds d'une charoigne qui a esté dépendue des forches? » Desquelles paroles fut fort mal content le dict déposant. »

Un autre jour, Baudichon, soupant à la même hôtellerie avec des marchands auvergnats et avignonnais, dit que « c'estoit folie de se confesser aux prêtres, et de prier les saints, pour ce qu'ils n'ont aucune puissance de nous aider; *qu'il nous faut prier un seul Dieu, lequel peut nous sauver ou damner.* » Ce propos scandalisa fort l'assistance. Un des convives déclara même au marchand genevois « que s'il estoit en leur pays, on le feroit brusler. » Sur quoi Baudichon se mit à rire. Cette menace faillit cependant devenir une réalité, quand il comparut devant l'official, qui lui demanda compte des propos qu'il avait prononcés. Baudichon n'était pas de l'étoffe des confesseurs qui, dans cette même ville de Lyon, bien peu d'années après, scellèrent courageusement leur foi de leur sang. Il refusa de répondre, alléguant sa qualité de citoyen de Genève. « Et

pource que luy avons remonstré qu'il est cause de sa longue détention, en ce qu'il est refusant respondre de sa foy, l'exortant y penser pour son salut spirituel et temporel, a dit que quand il devoit demeurer toute sa vie prisonnier, il n'en respondra jamais par devant nous, pource que ne sommes ses juges. »

Heureusement pour Baudichon, les seigneurs de Berne, alors étroitement unis à ceux de Genève, prirent fait et cause pour lui. Ils parlèrent haut et ferme, et, après plusieurs mois de captivité, l'aventureux marchand, qui ne se sentait vocation pour le martyre, vit s'ouvrir les portes de sa prison, et rentra dans sa maison de la *rue Basse-du-Marché*, un des berceaux de la réforme genevoise.

J. B.

CORRESPONDANCE

LA PRÉMÉDITATION DE LA SAINT-BARTHELEMY

A Monsieur le Rédacteur du BULLETIN.

Vous avez déjà signalé aux lecteurs du *Bulletin* une série d'articles que M. Jules Loiseleur a publiés dans le journal *le Temps* (nos des 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23 et 24 août) sur la préméditation de la Saint-Barthélemy. J'ai lu, pour ma part, ces articles avec un vif intérêt, et je suis heureux de me rencontrer, dans mes appréciations, avec un écrivain qui, dans l'étude d'autres problèmes historiques, a fait preuve d'une grande sagacité.

L'examen des documents et, en particulier, des *relations* des deux ambassadeurs vénitiens, témoins de l'événement, m'a amené et m'amène chaque jour davantage aux conclusions formulées par M. Loiseleur sur la question de la préméditation et sur la part prise par chacun des auteurs de la lugubre tragédie. Pas plus que lui, je ne crois à cette longue préparation et à cette dissimulation dont quelques auteurs du temps ont voulu faire honneur à Charles IX ou charger sa mémoire. Pour moi, il est de toute évidence que, jusqu'à la conférence tenue entre celui-ci, Catherine et Anjou, dans la soirée du 23 août, le roi, subissant l'ascendant de Coligny et plein d'enthousiasme pour les perspectives de gloire qu'il lui avait fait entrevoir, était sincère dans son désir de venger l'attentat dont l'amiral avait été victime la veille. La scène entre

ces trois personnages est très-bien rendue par l'ambassadeur vénitien Michiel et par Tavannes. Charles IX, harcelé par sa mère, refuse longtemps de consentir au massacre, et s'il cède enfin, c'est surtout à une considération que M. Loiseleur met bien en relief, la participation de sa mère à l'arquebusade tirée le 22, participation qu'il n'est plus possible de cacher, une fois le coup manqué.

Quant à Catherine, elle est bien, avec son exécrable fils, le duc d'Anjou, l'auteur véritable du crime. L'avait-elle longuement préparé? — Voulait-elle, dès le commencement, faire un massacre général des protestants? — A ces deux questions, je n'hésite pas à répondre : Non. L'idée de se débarrasser de Coligny existait bien chez elle à l'état latent, et, comme le dit très-bien M. Loiseleur, « cette idée, Catherine est trop naturellement irrésolue, trop peu audacieuse, trop dépourvue d'initiative pour l'embrasser tout d'abord ; mais elle flotte dans l'air qui l'entoure ; la régente en est comme pénétrée ; elle lui arrive à la fois d'Espagne, d'Italie, de son entourage, de Philippe II, du duc de Ferrare et des Guises, » — et j'ajouterai, du Vatican. Ni l'heure, ni le moyen ne sont fixés longtemps à l'avance. Cette idée vague ne prend un corps qu'à partir du moment où Catherine voit que, par suite de la grande influence prise par l'amiral sur l'esprit du roi, ce pouvoir, auquel elle tient plus qu'à tout au monde, va lui échapper. Comme on retrouve bien l'astucieuse Italienne dans la manière dont elle prépare alors le coup ! Tout est arrangé pour en faire retomber la responsabilité sur les Guises et détourner sur cette maison toute la haine du parti huguenot et des politiques.

Je crois, avec le nonce Salviati, que « si l'amiral était mort subitement (de l'arquebusade du 22), on n'en tuait pas d'autres, » ou bien, avec l'ambassadeur vénitien Correr, « qu'il aurait suffi de se débarrasser de cinq ou six têtes et pas davantage. » Tout semble prouver que le massacre général n'était pas prémédité, et que ce ne fut qu'un expédient de la dernière heure : les ordres donnés aux hommes de Paris le 23 seulement, les hésitations, les ordres contradictoires envoyés dans les provinces, les dates si différentes des massacres dans les différentes villes.

Ici je désire placer une observation. M. Loiseleur, qui me fait l'honneur de souvent citer ma traduction des *relations* de Michiel et de Cavalli, croit que je n'ai pas traduit exactement une phrase de ce dernier. Il lui fait dire : « Si, avant le coup d'arquebuse, on avait eu la pensée d'exterminer les huguenots, il était facile de le faire sans s'exposer follement à mettre en fuite ceux qu'à tout prix on voulait perdre. » De mon côté, j'ai traduit : « Si, avant l'arquebusade, on avait eu la

pensée de les détruire, la chose était tout aussi facile après, *comme l'événement le prouva*, sans qu'on eût à craindre de voir une bonne partie d'entre eux s'en aller à cause de la blessure. » Le sens est très-différent; mais, sans me prétendre infailible, je crois l'avoir rendu exactement dans ma traduction, que je me suis efforcé de rendre aussi littérale que possible. Je n'ai malheureusement pas ici le *texte italien* pour pouvoir vérifier.

Après la citation, M. Loiseleur ajoute : « N'est-il pas clair que frapper le chef des calvinistes deux jours avant l'heure fixée pour l'extermination générale eût été la plus insensée des combinaisons ! C'est à peu près comme si l'on tirait un coup de fusil dans une compagnie de perdreaux, au moment où l'on médite de la prendre au filet. » L'argument paraît juste; mais, tout en restant d'accord avec M. Loiseleur sur la question de la préméditation, je répondrai qu'en effet, Coligny mort et par suite le parti décapité, les protestants rassemblés à Paris n'avaient plus qu'à se disperser de tous côtés, mais que, le coup manqué, leur devoir et leur honneur les obligeaient à rester autour de leur chef pour le défendre contre de nouvelles entreprises et pour réclamer justice. C'est ce qu'ils firent bruyamment et avec force menaces. Ces cris et ces menaces, voilà toute la conspiration que la cour imagina pour se justifier et à laquelle M. Loiseleur ne croit pas plus que l'ambassadeur Michiel, mais voilà aussi la cause des terreurs de Catherine et d'Anjou. « La peur ! dit-il. Telle est la véritable explication de la Saint-Barthélemy. »

Je pourrais encore parler du rôle et de la part de la cour de Rome dans ce grand crime, trop atténués peut-être par M. Loiseleur, qui ne s'est pas assez rappelé les sauvages excitations de Pie V (1); mais ce qui précède doit suffire, sinon pour montrer avec quelle sagacité l'auteur discute les documents et les témoignages, du moins pour indiquer les questions qu'il aborde. Je ne saurais donc trop engager les lecteurs protestants à lire attentivement ses articles, qu'il serait désirable de voir réunir en brochure.

WILLIAM MARTIN.

Trouville, 30 août 1878.

(1) Voir les extraits de sa correspondance avec la cour reproduits dans le *Bulletin*, t. IV, p. 147 et suiv., et si bien commentés par M. Bungener.

LE PASTEUR JACQUES AUSILIARGUES

Monsieur le Rédacteur,

Le *Bulletin* a publié, il y a quelques mois, les curieuses et intéressantes recherches de M. le pasteur Corbière sur Jacques Ausiliargues, et, plus tard, une communication de M. Auzière les a complétées en faisant connaître le nom patronymique de ce personnage si inopinément retiré de l'oubli. Permettez-moi d'ajouter, à mon tour, une indication à celles qui vous ont été transmises au sujet de la famille de Jacques Ausiliargues.

M. Auzière a montré que ce dernier doit être identifié avec le pasteur que Aymon et Haag désignent sous le nom de *Pelet de la Carrière*, et qu'il appartenait, par conséquent, à la famille Pelet. Haag, après avoir mentionné le fait qu'il desservit successivement plusieurs Eglises des Cévennes, ajoute : « C'était sans doute un frère cadet de Claude ; en tout cas, il était de la même famille. » Le Claude de Pelet dont il s'agit était, suivant la *France Protestante* (t. VIII, p. 164), le chef de la noble famille languedocienne de ce nom.

L'*Armorial de la Noblesse du Languedoc*, de La Roque, fournit la confirmation de la conjecture de M. Haag en ce qui concerne la parenté de Claude et de Jacques. Il résulte toutefois de cet ouvrage que Jacques devait être non le cadet, mais l'ainé de son frère. La Roque nous apprend, en effet, que Isaac de Pelet, seigneur de La Carrière, épousa en premières noces Jacqueline de Bringuier, et qu'il eut de ce mariage deux fils : Jacques (sans doute le sieur d'Ausiliargues qui nous occupe) et Antoine. Il ajoute que Isaac se remaria, le 2 août 1610, avec Anne de Chapelain. De cette seconde union naquirent Claude, qui continua la descendance, et deux filles.

Ainsi que Jacques l'a noté dans le carnet retrouvé par M. Corbière, Isaac de Pelet habitait le hameau de La Carrière, dans les Cévennes. Il est permis de conjecturer que, de même que son fils et les descendants de celui-ci, il professa la foi réformée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments respectueux.

TH. CLAPARÈDE.

ARCHIVES BÉARNAISES

M. H. Bordier annonce au Comité que l'*Histoire de la Navarre au XVI^e siècle*, écrite par Nicolas de Bordenave, ministre de Jeanne d'Albret, et dont la Société de l'Histoire de France a confié la publication à M. Paul Raymond, archiviste des Basses-Pyrénées, sera prochainement terminée. Près de la moitié du volume, dont il est chargé de contrôler les épreuves en qualité de commissaire responsable, est imprimée. A l'occasion des rapports que nécessite ce travail, M. Raymond a bien voulu lui transmettre un grand nombre de renseignements qui sont de nature à intéresser le Comité et parmi lesquels on peut citer des aujourd'hui les deux notes suivantes :

I. — Les archives communales de différentes communes du département des Basses-Pyrénées possèdent des registres de l'état civil des protestants. Ainsi l'on conserve :

A Pau, un registre des baptêmes et mariages des protestants de Pau, Billères, Bizanos, Jurançon, Idron, Mazères, Meillon, Gelos, Saint-Faust, Aresgy, Sendets, Laroin, Serres-Castet, Lèzons, Artigueloutan, Qusse, Saint-Castin. Registre in-4^o de 145 feuillets et des années 1571 à 1581.

A Nay, quatre pièces contenant les baptêmes des protestants de Nay et paroisses voisines, de 1668 à 1682.

A Orthez, neuf registres (427 feuil.) de baptêmes, mariages et sépultures, des années 1573 à 1790.

A Salies, deux registres in-4^o (645 feuil.) de baptêmes et mariages des années 1568 à 1683.

II. — La pièce suivante est tirée des registres secrets du Parlement de Navarre. (Archives départementales des Basses-Pyrénées, B 4540.)

« Le samedi matin, 22 juillet 1688, sont entrés Messieurs Dalon, premier président; Lasalle, Claverie, Belloc, Amade, Bordes, Bordères, Labourt et Seney, conseillers.

« M. de Seney, conseiller, a esté commis pour se transporter incessamment en la ville de Salies et à celle de Belloc pour informer contre des nouveaux convertis qui ont fait une assemblée nocturne et exercice de la R. P. R. au bois de Belloc, dont il y a quatre hommes es prisons royales de Pau, nommés Saint-Aurance dit Juson, Lausalot dit Piarrau, Arricades dit Pédesclaux, de Salies, et Casaillet dit Goaillet, de Lahontan. (L'arrêt de commission est sur le registre.)

« Le mercredi matin 28 juillet 1688, sont entrés Messieurs Dalon, premier président, d'Esquille, président, Foydeau, intendant, Lasalle, Amode, Belloc, Bordès, Bordères, Labourt et Senay, conseillers,

« M, le président d'Esquille et M, de Foydeau, commissaire départy, ayant esté appelés extraordinairement pour procéder au jugement du procès des nommés Saint-Aurance, Lausalot, Arricades dit Pédésclaux, de Salies, et Casailot, de Lahontan, a esté pris arrêt de condamnation à mort contre Saint-Aurance, Lausalot et délibéré contre les autres comme au registre, les prévenus étant accusés d'avoir fait une assemblée nocturne ou d'avoir assisté à la dite assemblée qui estoit de trois ou quatre cens personnes, quelques unes estant armées d'espées et de fusils et d'avoir chanté les psaumes et fait d'autres exercices de la R. P. R. dans le bois de Bellocq, pour raison de quoy l'exécution de l'arrêt a esté renvoyée sur le lieu.

« Le second jour d'août 1688, jour de lundi au matin sont entrés Messieurs Dalon, premier président, Lasalle, Oroignan, Bordès et Bordères, conseillers.

« M. de Lasalle, conseiller, a référé à la Cour qu'en conséquence de l'arrêt de la cour du 28 juillet, il fit donner la question aux nommés Pierre Saint-Aurance et Jacob Lausalot, de Salies, condamnés à mort, comme il couste du procès verbal dudict jour signé de lui, de M. de Serroy et de M. de Mesplès, avocat général, qu'il a remis au greffe.

« Mortier, greffier de la Cour, et Tolon, huissier, estant revenus de leur commission concernant l'exécution de l'arrêt de la Cour faite à Salies contre Saint-Aurance et Lausalot ont référé que l'arrêt avoit esté plainement executé sans qu'il yst connu dans l'esprit des peuples d'autres sentiments que ceux d'une grande obeissance à l'autorité du Roy et celle de la Cour, et que les condamnés estoient morts repentants et bons catholiques, ayant reconnu leur faute, et ont déclaré en mourant que ce qu'ils avoient dit à la question estoit véritable, suivant le procès verbal fait par ledit Mortier, greffier, et par luy remis au greffe de la Cour. »

NÉCROLOGIE

M. L. TRONCHIN. — M. A. MAURY.

Il y a huit ans, je payais dans le *Bulletin* un juste tribut de regrets au colonel Henri Tronchin de Lavigny, représentant d'une des plus

illustres familles du Refuge en Suisse. Pourquoi faut-il que je sois appelé sitôt à m'acquitter du même devoir envers son fils, M. Louis Tronchin de la Rive, colonel fédéral et membre du grand conseil vaudois, qui s'est éteint, le 2 septembre dernier, à peine âgé de quarante-neuf ans? M. L. Tronchin était l'héritier des précieux documents conservés à Bessinges, et il en savait faire un usage éclairé, témoin l'intéressante communication qu'il nous adressa (*Bull.*, t. XIX-XX, p. 158). Chargé, durant le néfaste hiver de 1870, de commander sur la frontière de l'Est un des corps d'observation suisses, il vit de près nos malheurs, et le douloureux ébranlement qu'il en ressentit, joint à l'excès des fatigues, fut le germe de la maladie qui l'a enlevé à une compagne digne de lui, à une mère vénérée, qui s'étonne de lui survivre. Noble ami sur la tombe duquel nous aimons à déposer un hommage, un souvenir ému!

Un autre deuil, bien sensible à celui qui écrit ces lignes, devait marquer le mois qui vient de s'écouler : un laïque de l'Eglise de Nîmes, aussi distingué par les dons de l'intelligence que par les qualités du cœur, M. Adolphe Maury est mort le 10 septembre à Vals, dans sa cinquante-quatrième année. Celui que je pleure n'était ni un écrivain, ni un lettré; c'était un esprit largement ouvert à tout ce qui est bon et beau. Chef d'une importante industrie, et fils de ses œuvres, il représentait, avec une rare noblesse, cette élite du travail qui est une des gloires du protestantisme français. Il aimait passionnément notre histoire, et le *Bulletin* occupait une place d'honneur sur les rayons de sa bibliothèque de famille, à côté des meilleures productions de la littérature contemporaine. D'autres ont dit ce qu'il fut comme diacre, président de la Société des Amis des pauvres, et membre auxiliaire de la plupart de nos sociétés religieuses. Je n'essayerai pas de dire ce qu'il était pour ceux qui l'ont connu, aimé de bonne heure, et ne savent pas se résigner à sa perte. De la génération du réveil nîmois, qui compta tant d'âmes choisies, Léon Noguier, Edouard Levat, Jules Dussaud, Ernest Constant....., il demeurait l'un des derniers, et sa disparition ravive bien des deuils qui seraient trop amers sans les consolantes certitudes de la religion. Devant ces tombes si prématurément ouvertes, on a besoin de dire avec le poète chrétien : *Ils ne sont pas perdus; ils nous ont devancés!*

J. B.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LES PROTESTANTS A LA COUR DE SAINT-GERMAIN
PENDANT LE COLLOQUE DE POISSY (1)

II

La dénomination de colloque, affectée à l'assemblée qui devait se tenir à Poissy, impliquait naturellement, aux yeux des gens sensés et impartiaux, l'idée d'une réunion dans laquelle les représentants du catholicisme et du protestantisme, appelés à conférer entre eux, sur un pied d'égalité, exposeraient, de part et d'autre, leur foi et leurs principes en matière d'organisation ecclésiastique et de culte, ouvriraient sur ces graves sujets une libre discussion, et rechercheraient si les deux religions, mises en présence, pouvaient entrer dans des voies de conciliation aboutissant, si ce n'est à une unité réelle, du moins à un sérieux rapprochement.

Cette idée, simple et juste, que, pour leur propre compte,

(1) Voir le *Bulletin* de septembre dernier, p. 385.

les protestants se faisaient du colloque, et sur laquelle s'étaient implicitement appuyés leurs ministres dans les requêtes qu'ils avaient présentées en août et septembre 1561 pour la sauvegarde de leurs droits, n'était partagée ni par le gouvernement, ni par les prélats catholiques. Le gouvernement, en imprimant au colloque le caractère d'une sorte de concile national, tendait à y ériger les prélats, non-seulement en éducateurs, mais même en juges spirituels des ministres protestants; et, quelque sympathie qu'il éprouvât en secret pour ceux-ci, il ne les reléguait pas moins au rang de chrétiens égarés, que les pères du concile national, conviés par lui à la douceur et à la charité, avaient pour mission de ramener dans le droit chemin, et de censurer, en cas de résistance. Quant aux prélats, qui, pleins de répugnance pour le colloque, ne se résignaient à y figurer que sur l'injonction formelle du souverain, ils envisageaient cette assemblée, non comme une réunion de deux ordres de croyants entrant en relation les uns avec les autres, dans un esprit de support mutuel, mais comme un tribunal de circonstance, duquel les ministres relevaient, à titre d'hérétiques (1).

Le triple point de vue sous lequel était ainsi considéré le colloque se produisit, dès son ouverture, au grand jour de la publicité.

Nous l'avons déjà dit, nous n'entrerons nullement dans le détail des séances du colloque (2). Si donc nous croyons devoir relever quelques-uns des faits qui s'y accomplirent et certaines paroles qui y furent prononcés, c'est uniquement parce que ces faits et ces paroles se rattachent à l'appréciation générale de l'accueil que les protestants reçurent alors à la cour de Saint-Germain.

(1) « Neque enim obscurum esse, *quid illi molirentur, nempe ut quasi rei ad dicendam causam citati mox ab eis damnamur*. Paratos quidem nos esse veritatem intrepide tueri, sed ea conditione ut illos pro adversariis non pro iudicibus habereamus. » — Beza ad Calvinum, 12 septembre 1561, ap. Baum, *append.*, p. 60.

(2) On consultera avec fruit, quant aux détails de ces séances, indépendamment des publications anciennes, l'intéressante monographie de M. H. Klippel, sur le colloque de Poissy, ou *Etude sur la crise religieuse et politique de 1561*. Paris, 1869, 1 vol. in-12.

Le 9 septembre 1561, le roi, suivi de sa cour, se rendit à Poissy. Le grand réfectoire du couvent *des Nonnains* de cette ville venait d'être transformé en salle de séance royale : le monarque enfant y prit place sur un trône, ayant à ses côtés sa mère, son frère, sa sœur, le roi et la reine de Navarre, et derrière lui les princes du sang, les princesses, les membres du conseil, les grands dignitaires de la couronne, ainsi que plusieurs seigneurs et dames. Dans la longueur de la salle étaient assis, à droite et à gauche, les cardinaux, archevêques et évêques, près desquels se groupaient divers théologiens et « autres gens, mesmement de robbe longue. »

Tenus à l'écart du cortège royal, et partis de Saint-Germain à dix heures du matin, sous l'escorte d'une centaine de cavaliers, les ministres et députés des Eglises arrivèrent à Poissy vers dix heures et demie. Le duc de Guise, chargé de surveiller l'accès de la salle du colloque, les accueillit avec une urbanité affectée, et, à midi, les fit introduire par les archers de la garde, que commandait un officier (1). Entourés de ces archers, ils durent demeurer debout, derrière une balustrade qui les séparait de l'enceinte réservée à l'assemblée. Au manque d'égards qu'attestait trop clairement la place qu'on leur avait assignée, ils répondirent par une attitude pleine de calme et de fermeté. Ils avaient pour eux l'apanage d'une dignité morale dont l'assemblée tout entière subit alors l'ascendant.

Un profond silence s'étant établi, le roi dit aux prélats : « Messieurs, je vous ay fait assembler de divers lieux de mon royaume pour me donner conseil sur ce que vous proposera mon chancelier, vous priant de mettre toute passion bas, afin que nous en puissions recueillir quelque fruit qui tourne au repos de tous mes sujets, à l'honneur de Dieu, de l'acquit des consciences, et du repos public : ce que je désire tant, que j'ay délibéré que vous ne bougiés de ce lieu jusqu'à ce que vous y ayés donné bon ordre, que mes sujets puissent

(1) Beza ad Calvinum, 12 septembre 1561, ap. Baum, *append.*, p. 61.

désormais vivre en paix et union les uns avec les autres, comme j'espère que vous ferés, et ce faisant me donnerés occasion de vous avoir en la mesme protection qu'ont eu les roys mes prédécesseurs (1). »

Le chancelier, s'adressant, comme le monarque, aux prélats, les entretint d'abord de la nécessité des réformes à apporter dans les affaires religieuses. « Et d'autant, ajouta-t-il, que la diversité des opinions estoit le principal fondement des troubles et séditions, le roy avoit accordé un sauf-conduit aux ministres de ladite secte, espérant qu'une conférence avecques eux amiable et gracieuse pourroit grandement profiter. Et pour ceste cause, il prioit toute la compagnie de les recevoir comme le père faict ses enfans, et prendre la peine de les endoctriner et instruire. Et s'il advenoit le contraire de ce qu'il avoit espéré, et qu'il n'y eüst moyen de les réduire, ny de se réunir, pour le moins ne pourroit-on dire cy-après, comme l'on a faict par le passé, qu'ils ayent esté condamnés sans les ouyr. Et de ceste dispute bien et fidèlement recueillie d'une part et d'autre, la faisant publier par tout le royaume telle qu'elle auroit esté faicte, le peuple pourroit comprendre qu'avec bonnes, justes et certaines raisons, et non par force ny par autorité, ceste doctrine auroit esté réprouvée et condamnée. Promettoit sa majesté que, comme ses prédécesseurs roys l'avoient esté, aussy seroit-il en tout et partout protecteur et défenseur de son église. »

Voilà, en substance, au dire des historiens (2), ce que portait la harangue de l'Hospital; mais le texte même de cette harangue nous apprend quelque chose de plus. Le chancelier y annonce aux prélats (3) « qu'ilz sont là assemblez afin de procéder à la réformation des mœurz et de la doctrine;.... qu'il ne convient attendre le concile général et universel qui se pourra faire, mais non sitôt que les affaires (de France) le

(1) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 500.

(2) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 501, 502. — De Laplace, *Comment.*, l. VI.

(3) *Œuvr. compl.* de Michel de l'Hospital, t. I, p. 485 à 489.

requièrent;..... qu'ilz ne doibvent doubter d'aussy bien faire, et possible mieux *en ce concile national*, qu'au général;..... qu'il n'est besoing aussy de plusieurs livres, ains de bien entendre *la parole de Dieu et se conformer à icelle le plus que l'on pourra*. Oultre plus, qu'ilz ne doibvent estimer ennemys ceulx qu'on dict de la nouvelle religion, qui sont chrestiens comme eulx, et baptisez, et ne les condamner par préjudices, mais les appeler, chercher et rechercher, ne leur fermer la porte, ains les recevoir en toute douceur, et leurs enfans, sans user contre eulx d'aigreur et opiniastreté. » Le chancelier termine par l'admonestation suivante : « Que les prélatz poient bien de quelle importance est de *les laisser juges en leur cause*; et pourtant essayent se monstrier sans répréhension. S'ilz jugent bien et sans affection, ce qu'ilz discernent sera gardé; mais s'il y a de l'avarice ou ambition, ou faulte de crainte de Dieu, rien ne s'en tiendra. Finalement, ilz doibvent bien remercier Dieu du loisir qu'il leur donne de se reconnoistre, et qu'en faisant aultrement, s'asseurent qu'il y mettra la main, et eulx mesmes, les premiers, sentiront son jugement avecques infinis maulx et calamitez. »

On le voit : dans la pensée du gouvernement, le colloque avait bien le caractère de concile national ; la situation des ministres était bien celle d'accusés devant leurs juges ; étranges juges, au demeurant, que ceux auxquels il fallait, de prime abord, montrer d'une main ferme et presque menaçante le chemin du devoir !

Dès lors, que devenait la promesse, verbalement faite, le 8 septembre, par la reine mère aux ministres (1), qu'il leur serait donné acte, *quand besoin serait*, de leur demande tendant à obtenir que les prélats ne fussent pas leurs juges, et que la parole de Dieu seule servît, en tous points indistinctement, à résoudre les questions qui seraient discutées dans la conférence ?

(1) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 499.

Théodore de Bèze, que ses collègues avaient chargé de prendre en leur nom la parole, était trop judicieux pour rappeler en public à la reine mère sa promesse, pour mettre en relief la contradiction que lui infligeait le gouvernement, dont le chancelier s'était constitué l'interprète, et surtout pour récusar directement les prélats comme juges. Unissant au tact de l'homme politique et de l'orateur la fidélité du chrétien, il affirma de suite sous quels auspices lui et ses frères en la foi entendaient ouvrir la conférence, en adressant au roi ces simples paroles (1) : « Sire, puisque l'issue de toutes entreprises et grandes et petites dépend de l'assistance et faveur de nostre Dieu, et principalement quand il est question de ce qui appartient à son service, et qui surmonte la capacité de nos entendemens, nous espérons que vostre majesté ne trouvera mauvais ni estrange si nous commençons par l'invocation du nom d'iceluy. » S'agenouillant aussitôt avec les autres ministres, Bèze prononça une admirable prière, qui étonna une partie de ses auditeurs et émut l'autre. Nous en détachons ce seul passage, destiné à prouver qu'il s'agissait pour lui et ses collègues, non d'une justification à présenter, mais d'une mission à accomplir dans le colloque : « Qu'il te plaise, ô Dieu, que nous puissions et de cœur et de bouche *mettre en avant chose qui puisse servir* à l'honneur et gloire de ton saint nom, à la prospérité et grandeur de nostre roy et de tous ceux qui luy appartiennent, avec le repos et consolation de toute la chrestienté, et nommément de ce royaume. »

Se relevant après cette prière, qui, à elle seule déjà, était un éclatant témoignage rendu à la vérité chrétienne, Bèze parla au roi du respect et de l'attachement que lui avaient voués ses sujets protestants, réfuta les calomnies dirigées contre eux, insista sur la pureté de leurs sentiments et de leurs actes, sur leur amour de l'ordre et de la paix ; puis, avec une rare noblesse de langage, il fit sentir aux prélats, qu'il

(1) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 502, 503.

voyait en eux, non des juges, mais des émules dans une commune recherche de la vérité, et que le colloque devait être pour eux ce qu'il était pour lui et ses collègues, savoir une pure conférence sur les matières religieuses. « Nous présumons, leur dit-il (1), selon la règle de charité, que vous, messieurs, avec lesquels nous avons à *conférer*, vous efforcés plutôt avec nous, selon notre petite mesure, à esclarcir la vérité qu'à l'obscurcir davantage, à enseigner qu'à débattre, à peser les raisons qu'à les contredire, bref, à plutôt empêcher que le mal ne passe plus outre, qu'à le rendre du tout incurable et mortel. Telle est l'opinion que nous avons conçue de vous, messieurs : vous prians, au nom de ce grand Dieu qui nous a icy assemblés, et qui sera juge de nos pensées et de nos paroles, que nonobstant toutes choses dites, écrites ou faites par l'espace de quarante ans ou environ, vous vous despouilliés avec nous de toutes les passions et préjudices qui pourroient empêcher le fruit d'une si sainte et louable entreprise, et espériés de nous, s'il vous plaist, ce que moyennant la grâce de Dieu vous y trouverés, c'est à savoir un esprit traictable et prest à recevoir tout ce qui sera *prouvé par la pure parole de Dieu*. — Ne pensés que nous soyons venus pour maintenir aucune erreur, mais pour découvrir et amender tout ce qui se trouvera de défaut, ou de nostre costé ou du vostre. N'estimés que nous soyons tant outrecuidés, que nous prétendions de ruiner ce que nous savons estre éternel, c'est à savoir l'église de nostre Dieu. Ne cuidés que nous cerchions les moyens de vous rendre pareils à nous en nostre pauvre et vile condition, en laquelle, toutesfois, grâce à Dieu, nous trouvons un singulier contentement; nostre desir est que les ruines de Jérusalem soient réparées; que ce temple spirituel soit relevé; que ceste maison de Dieu, qui est bastie de pierres vives, soit remise en son entier; que ces troupeaux tout espars et dissipés par une juste vengeance de Dieu

(1) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 506, 507.

et nonchallance des hommes, soient ralliés et recueillis en la bergerie de ce souverain et unique pasteur. — Voilà nostre dessein : voilà tout nostre desir et intention, messieurs ; et si vous ne l'avés crû jusques icy, nous espérons que vous le croirés, quand nous aurons en toute patience et mansuétude conféré ce que Dieu nous aura donné. Et pleust à nostre Dieu que, sans passer plus outre, au lieu d'argumens contraires, nous puissions tous d'une voix chanter un cantique au Seigneur, et tendre les mains les uns aux autres, comme quelquesfois est advenu entre les armées et batailles toutes rangées des mescréans mesmes et infidèles ! »

Ayant ainsi restitué au colloque son véritable caractère et déterminé la nature des rapports qu'il établissait entre les prélats et les ministres, Bèze présenta un large et lumineux exposé de la croyance des Eglises réformées de France, en s'appuyant sur la confession de foi de 1559, dont il développa disertement les articles. Il remit ensuite au roi le texte de cette mémorable confession, en énonçant (1) que « sur elle se faisait la présente conférence. »

Voilà bien le terrain de la discussion nettement défini ! Serrés ainsi de près, et instantanément dépouillés par la force des choses, de l'exorbitante prérogative de juges, qu'ils pardonnaient à peine au chancelier de leur avoir concédée, alors qu'ils se l'étaient arrogée d'eux-mêmes, les prélats, qui ne pouvaient, sans se déconsidérer entièrement, fuir le débat, cherchèrent à le déplacer, ou tout au moins à en restreindre la portée. Incapables de fournir une réfutation immédiate, ils eurent recours à un échappatoire, en réclamant un ajournement, non sur le ton de la réserve, mais sur celui de l'invective. En effet, à peine Th. de Bèze avait-il fini de parler, que « le cardinal de Tournon, tout tremblant de courroux, print comme primat et président de l'assemblée, au nom d'icelle la parole, s'adressant au roy....., le suppliant leur vouloir don-

(1) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 520.

ner jour pour (répondre); y adjoustant que, sans le respect qu'ils avoyent eu à sa dicte majesté, ils se füssent levés en oyant les blasphemes et abominables parolles qui avoient esté proférées, et n'eüssent souffert qu'on eût passé oultre. Et que ce qu'ils en avoyent faict avoit esté pour obéir au commandement de sa dicte majesté, la priant très-humblement de persévérer dans la foy de ses pères, invoquant la Vierge Marie et les benoists saints et saintes de paradis qu'ainsi peust-il estre (1). »

A ce moment, Catherine de Médicis crut-elle, au moyen de quelques paroles qu'elle prononça, s'acquitter de la promesse qu'elle avait faite aux ministres, et maintenir implicitement à la réunion le caractère de conférence que Th. de Bèze venait de lui attribuer expressément? c'est ce qu'il est impossible de savoir. Toujours est-il que, blessée au vif par l'emportement et le langage atrabilaire du cardinal de Tournon, elle lui répondit de suite (2) : « Que l'on n'avoit rien faict en cela que par la délibération du conseil et advis de la cour de parlement de Paris, et que ce n'estoit point innover ou muer, ains pour appaiser les troubles procédans de la diversité d'opinions en la religion, et remettre les forvoyés au vray chemin. »

Ainsi se termina la première séance du colloque. Le discours de Bèze avait porté coup, et arraché à l'arrogant cardinal de Lorraine cette exclamation, qui était à elle seule un éloge (3) « A la mienne volonté que celui-là eüst esté muet, ou que nous eüssions esté sourds ! » Sans perdre de temps, les prélats, prenant conseil de théologiens et de canonistes, convinrent qu'il ne serait répondu à Bèze que sur deux points, l'Eglise et la Cène. Chargé par eux de parler, le cardinal de Lorraine se réserva de le faire de manière à se dégager, le plus possible, des liens d'une discussion, même circonscrite, en s'efforçant de mettre les ministres aux prises avec d'autres

(1) De Laplace, *Comment.*, liv. VI. — Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 521, 522.

(2) De Laplace, *Comment.*, liv. VI. — Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 522.

(3) De Laplace, *Comment.*, liv. VII. — Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 525.

antagonistes que les représentants du catholicisme. De leur côté, Bèze et ses collègues, dans une nouvelle requête, présentée au roy, insistèrent une fois encore pour que les prélats ne s'érigeassent pas vis-à-vis d'eux en juges, et pour que le colloque demeurât à l'état de conférence. La seconde séance fut alors fixée au 16 septembre.

Plusieurs jours avant qu'elle n'eût lieu, le petit groupe des ministres se trouva sensiblement fortifié par l'arrivée de Pierre Martyr à Saint-Germain.

Les magistrats de Zurich ne s'étaient décidés qu'avec peine à laisser partir pour la France ce grand docteur, qu'ils vénéraient à raison de sa piété, de son immense savoir et de sa longue expérience des hommes et des choses. Un diplomate sympathique au culte réformé, dont le fils suivait à Zurich même des cours de religion et de littérature, Coignet, chargé d'affaires de France en Suisse, résidant à Soleure, avait, de concert avec sa femme, veillé sur le départ de P. Martyr. Tous deux, pendant quinze jours que dura son voyage, l'entourèrent de délicates prévenances et de soins assidus. Le 9 septembre, il atteignit enfin Paris, où l'attendait une cordiale réception, dans la splendide demeure d'un haut dignitaire de la cour, protestant zélé. Le lendemain, il se rendit à Saint-Germain, où il se savait impatiemment attendu, et y vit de suite les ministres et les députés des Eglises. Aux témoignages de déférence et d'affection qu'il reçut d'eux tous, ne tardèrent pas à se joindre ceux d'estime et de bienveillance que s'empressèrent de lui accorder le roi de Navarre, le prince de Condé, l'amiral, Jeanne d'Albret, Eléonore de Roye et Charlotte de Laval. Ces trois femmes éminentes lui parurent aussi dévouées que leurs maris, si ce n'est plus encore, à la cause de l'Evangile. Telle fut pour lui l'impression du premier moment. Bientôt il put se convaincre que ces appréciations, complètement justes quant à Antoine et à Louis de Bourbon, cessaient de l'être en ce qui concernait l'amiral, dont la piété éclairée et active ne le cédait en rien à celle de sa noble compagne.

Le 12, le célèbre Florentin alla saluer la reine mère. Satisfaite, avant tout peut-être, de rencontrer en lui un compatriote formulant les plus hautes pensées dans l'harmonieux idiome de l'Italie, qu'il maniait avec une supériorité remarquable, elle lui manifesta, dans le cours d'un entretien de plusieurs heures, une confiance à laquelle il répondit par la franche expression de son opinion sur la crise religieuse de l'époque, sur la difficulté d'opérer au sein du clergé une réformation sérieuse, et sur la voie à suivre pour assurer l'affermissement de la vraie religion en France. Le roi de Navarre et le chancelier vinrent se mêler à l'entretien. Ils y glissèrent, ainsi que Catherine, au sujet de la confession d'Augsbourg, quelques mots auxquels P. Martyr opposa cette double considération : que l'Écriture sainte suffisait à tout, et que la confession d'Augsbourg n'était point de mise parmi les prélats catholiques, qui l'avaient d'avance frappée de réprobation (1). Après maints propos échangés sur divers sujets, P. Martyr prit congé de Catherine, qui lui exprima le désir de s'entretenir plus d'une fois encore avec lui, mais en secret (2).

Le 16 septembre, peu d'instantes avant l'heure à laquelle devait avoir lieu le départ du cortège royal pour Poissy, Catherine apprit que le parti catholique voulait interdire à P. Martyr, à raison de sa qualité d'étranger, l'accès du colloque : elle ordonna aussitôt qu'il y fût reçu. Les ministres, de même que huit jours auparavant, partirent de Saint-Germain, sous escorte. P. Martyr les suivit, sur une monture docile que Condé, par ménagement pour son grand âge, avait fait mettre à sa disposition. Le prince avait voulu en outre que son propre secrétaire accompagnât le vénérable vieillard. A peine celui-ci eut-il mis pied à terre que le duc de Guise, qui, cette fois encore, pour maintenir l'ordre, se tenait, avec

(1) A quelques jours de là, Calvin (*Lett. franç.*, t. II, p. 427, 24 septembre 1561), écrivait à Coligny : « ... Surtout je vous prie, monseigneur, tenir la main que la confession d'Augsbourg ne vienne en jeu ; laquelle ne seroit qu'un flambeau pour allumer un feu de discordes. »

(2) Martyr *Senatui turicensi*, 18 sept. 1561, ap. Baum, *append.*, p. 62.

la force armée, à la porte du colloque, le prit par la main et l'introduisit dans la salle. François de Lorraine pliait alors et se montrait obséquieux, en attendant qu'il jetât le masque, à Vassy !

La séance fut, le 16 comme le 9, présidée par le roi. Le cardinal de Lorraine y prit la parole. Désertant le terrain d'une conférence sur le pied de l'égalité entre interlocuteurs, il se posa en prétendu éducateur des ministres qui, à l'en croire, « avoient montré quelque désir d'apprendre et estre instruits, rentrans en ceste leur patrie, et la maison de leurs pères. » Or, en quels termes prit-il à partie, dans cette singulière maison paternelle, *les égarés*, qui n'y étaient pas venus précisément comme autant d'enfants prodiges de la parabole ? Loin de passer en revue et de combattre chacun des articles de la confession de foi de 1559, sur laquelle Bèze avait, à juste titre, demandé que la discussion s'établît, il ne parla que de l'Eglise et de la Cène, se retrancha dans la thèse de l'immutabilité absolue de la foi, thèse à l'adoption de laquelle il convia pompeusement le roi, sa famille, sa cour (1), et termina son rôle d'éducateur, en jetant à la face des ministres, cette âpre apostrophe (2) : « Si vous aimez vostre opinion ainsi seule, devenez par effect solitaires ; si de nostre foy et de nos actions vous voulez si peu approcher, soyez aussi de nous plus esloignés, et ne troublez plus les troupeaux desquels vous n'avez nulle charge, ny nulle légitime administration selon l'autorité que nous avons de Dieu. »

Le vieux et intraitable cardinal de Tournon alla plus loin encore ; il dit au roi (3) : « Que si ceux qui s'estoient séparés et divisés de l'église se vouloient recongnoistre, ou soubcrire à ce que le sieur cardinal de Lorraine avoit exposé, ils seroyent recueillis, et plus amplement ouys ès autres poincts

(1) Hub. Langueti *Epist.* lib. 2, *epist.* LVI : « Epilogus autem orationis Cardin. Lotharing. Ostendit eum nugari tantum et ludere ; hortatus est enim regem, matrem ipsius, et principes regii sanguinis, ut in majorum suorum religionem permanerent nec quicquam in ea mutari paterentur. »

(2) De Laplace, *Comment.*, liv. VII. — Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 351.

(3) De Laplace, *Comment.*, liv. VII.

où ils disoyent aussi vouloir estre instruits ; autrement que toute audience leur devoit estre déniée, et que sa majesté les devoit renvoyer et en purger son royaume. De quoy il la supplioit très humblement au nom de la dicte assemblée des prélats, afin qu'on ne veist n'y eût en ce royaume très chrestien qu'une foy, une loy, et un roy. »

Th. de Bèze insista avec énergie pour obtenir l'autorisation de répondre sur-le-champ au cardinal de Lorraine. Il se prévalait « du bruit qui se faisoit que les prélats avoyent délibéré de ne traicter plus, ce jour passé, avec lui et ses collègues, *que par comdamnations et excommunications* (1). » On lui refusa la parole, et l'on décida que le colloque, réduit désormais, quant au personnel de ses membres, à des proportions exigües, serait repris à une époque qui serait ultérieurement indiquée, « mais non plus en public, ains en lieu privé tant seulement. »

Le 24 septembre, s'ouvrit à Poissy, dans une pièce du couvent des Nonnains, en présence de la reine mère, de la reine de Navarre, des princes du sang, et des membres du conseil privé, une sorte de conférence, à laquelle, du côté des protestants, les ministres seuls purent prendre part. Les délégués des Eglises réformées en furent expressément exclus. Le roi n'y parut pas.

Nous dirons plus loin quelques mots de ce qui se passa dans cette réunion. Retraçons d'abord certains faits dont Saint-Germain fut le théâtre, dans le cours du mois de septembre.

A l'issue de la séance du 16, dans laquelle les cardinaux de Lorraine et de Tournon s'étaient fait entendre, P. Martyr, interrogé par Coligny, Condé et diverses autres personnes sur ce qu'il pensait de cette séance, s'expliqua en toute liberté et y dévoila les manœuvres du parti catholique. Dans un entretien particulier qu'il eut, le 17, avec Catherine de Médicis,

(1) De Laplace, *Comment.*, liv. VII.

il usa d'une égale liberté de langage. Th. de Bèze, que cette princesse avait aussi appelé près d'elle, se prononça dans le même sens et avec la même fermeté que P. Martyr. Catherine parut à tous deux animée de bonnes intentions, et aspirant à l'établissement de la concorde entre catholiques et protestants; mais, habituée à ne suivre que ses impressions, trop souvent contradictoires, elle ne savait pas toujours aviser, même au plus pressé, en fait de mesures à prendre, au jour le jour, dans les circonstances qui s'imposaient à elle. L'amiral, en conseiller fidèle mais parfois peu écouté, ne s'en apercevait que trop. Il éprouvait, à ce sujet, des regrets qu'il exprima à P. Martyr, dans une visite qu'il lui fit.

P. Martyr habitait, à Saint-Germain, la maison du cardinal de Châtillon. Le 19 septembre, il était occupé, dans un cabinet de travail, à écrire aux magistrats de Zurich, lorsqu'on lui annonça l'homme d'élite que, ce même jour, il qualifia, dans sa correspondance, *d'admirallius, vir inter ceteros heros pietate illustris* (1). Coligny lui parla, entre autres choses, des instances réitérées qu'il avait faites près de la reine mère pour que la marche du colloque fût équitablement réglée et affranchie d'entraves. Ni lui, ni P. Martyr ne présageaient rien de bon de l'arrivée en France du cardinal de Ferrare, légat du pape, qu'on s'attendait à voir paraître à la cour, le jour même. La suite des événements prouva que leurs appréhensions étaient fondées. Le légat, en effet, escorté d'évêques, et de jésuites que dirigeait le fougueux Lainez, général de leur ordre, ne s'acquitta que trop ponctuellement du mandat que lui avait conféré le saint-siège, de provoquer la rupture des conférences de Poissy et de ne reculer devant aucuns moyens pour nuire aux protestants.

Les appartements que l'amiral et sa femme, le prince et la princesse de Condé, le roi et la reine de Navarre occupaient au château de Saint-Germain étaient autant de centres

(1) Petrus Martyr Senatui turicenti. *Ex ædibus cardinalis Castilionei, ad S. Germanum, 19 septembre 1561.*

d'activité religieuse vers lesquels convergeaient tour à tour la noblesse protestante, les ministres et délégués des Eglises, et nombre d'autres personnes, de conditions diverses, auxquelles le seul titre de coreligionnaires assurait d'avance, de la part de leurs hôtes, un bienveillant accueil.

Coligny et Charlotte de Laval consacraient sans relâche leur temps et leurs forces à l'accomplissement des devoirs que leur imposait la profession de l'Evangile. Non moins infatigable dans le cabinet que sur les champs de bataille, l'amiral entretenait en France et à l'étranger une vaste correspondance dont la meilleure partie était toujours, pour sa belle intelligence et pour son grand cœur, celle qui se rattachait à l'avancement du règne de Dieu sur la terre. De Saint-Germain il adressait aux amis de la cause évangélique d'intéressantes communications sur les événements du jour; et, bien que dans ses exposés, il s'effaçât avec une rare modestie devant tel ou tel de ses compagnons d'œuvre, il recevait parfois, d'hommes qui savaient apprécier ses principes et ses actes, une approbation éclatante et de puissants encouragements.

Écoutez, par exemple, Calvin lui dire, dans une lettre expédiée de Genève à Saint-Germain, le 24 septembre (1) : « Ce vous est une bonne instruction, Monseigneur, quand il n'y a ne fond, ne rive en ceux qui sont agitez de la vanité du monde, de ficher tant plus profond vostre ancre au ciel, comme nous en sommes exhortez par l'apostre... Je me tiens assuré que celui qui vous a si bien disposé à son service et a desployé une telle vertu de son esprit en vous, ne laissera pas son œuvre imparfaite, qu'il ne vous tienne la main jusques en la fin. » Puis, comme Calvin ne séparait pas, dans ses pensées, la femme du mari, il ajoutait, en s'adressant à Madame l'amirale (2) : « Je n'ay pas laissé de remercier Dieu de ce qu'il a tellement continué sa grâce en vous,

(1) *Lett. franç.*, t. II, p. 427.

(2) *Lett. franç.*, t. II, p. 431.

qu'au milieu de beaucoup de tentations et grandes difficultés, vous avez constamment perseveré en son service, voire pour estre un exemple et patron à ceux qui estoient trop foibles et timides. »

De même que l'amiral et sa femme, le prince et la princesse de Condé déployaient, au service de la religion réformée, une ardeur qu'un contemporain (1) qualifiait d'incroyable. Mais qu'était intrinsèquement l'ardeur de l'un, comparée à celle de l'autre? Peu riche, de son propre fonds, en fait de convictions religieuses, entraîné par un zèle sincère sans doute, mais superficiel, et plus impétueux que soutenu, Condé étendait sur les protestants un protectorat dans l'exercice duquel un esprit éclairé et ferme lui venait en aide. Les opinions qu'il émettait devant eux, les conseils qu'il leur donnait, l'appui qu'il leur accordait, se ressentaient, la plupart du temps, de la douce et pénétrante influence acquise sur lui par l'incomparable compagne que Dieu lui avait donnée, par cette Eléonore de Roye, à laquelle protestants (2) et catholiques (3) ont, de son vivant et après sa mort, décerné les plus purs éloges. Elle et lui, durant leur séjour à la cour, lors du colloque de Poissy, rendirent à leurs coreligionnaires, de tous rangs, d'importants services.

Autour de la princesse et du prince de Condé se groupaient alors, au château, dans le cercle de l'intimité, leur mère et leur belle-mère, Madeleine de Mailly, comtesse de Roye; leur sœur et belle-sœur, Charlotte de Roye, comtesse de Larochehouc; leur beau-frère, le comte de Larochehouc; leur neveu et leur nièce, le prince et la princesse de Porcien, qui tous s'asso-

(1) Joh. Guil. Stuckius ad Conr. Hubertum, 18 septembre 1561, ap. Baum, *append.*, p. 65.

(2) *Mém. de Condé*, t. II, 380. — Regnier de la Planche, *Hist. de l'Etat de France*, édit. de 1576, p. 55, 608, 697. — Epistre d'une damoiselle françoise à une sincère amie, dame estrangère, sur la mort d'excellente et vertueuse dame Léonor de Roye, princesse de Condé, in-12, 1564, p. 2.

(3) Le Laboureur, *addit.* à Castelnau, t. I, p. 382. — Maimbourg, *Hist. du Calvinisme*, in-4, 1682, p. 124. — Dormay, *Hist., de Soissons*, t. II, liv. VI, ch. 37, p. 454. — De Thou, *Hist. univ.*, t. III, p. 390, 413. — Désormeaux, *Hist. de la maison de Bourbon*, t. III, p. 214.

ciaient avec énergie aux efforts de Louis de Bourbon et surtout d'Eléonore.

A ne parler que de la comtesse de Roye, comment ne pas évoquer ici le souvenir de sa piété et de ses privilèges de mère chrétienne, quand on y est naturellement convié par Calvin lui-même? Le grand réformateur lui écrivait (1), le 24 septembre 1561 : « Madame, j'ay bien occasion de glorifier Dieu de la grande vertu qu'il a mise en vous pour avancer le règne de nostre Seigneur Jésus-Christ, en faisant protestation franche et pure de suyvre la vérité de l'Evangile en la vie en la mort, comme c'est toute nostre félicité que d'estre disciples de ce grand maistre et subjects de ce souverain roy qui nous a esté envoyé du ciel pour nous retirer de perdition à l'espérance du salut éternel qu'il nous a acquis..... Il y a encores un aultre bénéfice de surcroist, que tant Madame la princesse, que Madame sa sœur, vos filles, vous tiennent compagnie à tendre et aspirer au droit but de nostre vie, s'adonnant d'un commun accord et se desdiant à l'obéissance de la pure vérité. » L'histoire autorise certains rapprochements : elle ne dédaignera pas de juxtaposer ici au langage élevé que Calvin tenait, en 1561, à la comtesse de Roye, les humbles vers dans lesquels, en cette même année, le médecin de cette femme éminente rendait hommage à sa haute culture intellectuelle et morale, en lui dédiant la traduction de sermons prononcés par l'un des plus célèbres compatriotes de P. Martyr (2).

Si, comme il le constate, la comtesse de Roye « ne cessait à lire maint ouvrage plein de bonne pasture, » il en était de

(1) *Lett. franç.*, t. II, p. 434, 435.

(2) Sermons de B. Occhin (Ochino) en françois, nouvellement mis en lumière à l'honneur de Dieu, profit et utilité de tous fidèles chrestiens desirans vivre selon la loy du Seigneur et ses saints commandemens. 1 vol. in-12, 1561.

« Je n'ay certes de quoy pour vous faire un présent,
Sinon tant seulement (ô illustre personne)
Que ce petit livret, que mon âme vous donne...
Or doncques soit receu d'un bon cœur et loial,
Pour jamais enrichir vostre sens très royal. »

même de ses filles et d'une autre jeune femme que nous signalerons, dans un instant, comme tenant, elle aussi, dignement sa place au château de Saint-Germain, à titre de princesse chrétienne.

Telle était également la constante habitude de l'amiral. Sa prédilection pour les saines lectures, et particulièrement pour certains écrits de Calvin, se conciliait, à la cour comme ailleurs, avec ses devoirs d'homme d'Etat et de chef de famille. Les douces joies du foyer domestique que la rigueur des circonstances lui permit trop rarement de goûter, surtout dans la dernière partie de son héroïque carrière, ne lui furent pas refusées, lors du colloque de Poissy. S'il était, à cette époque, privé de la présence de son frère d'Andelot, de cet autre lui-même, qu'un deuil récent retenait en Bretagne (1), il jouissait du moins de la présence à ses côtés de Madame l'amirale et de ses enfants, de celle du cardinal de Châtillon, de la comtesse de Roye, de ses filles, de Condé et de Laroche-foucault. Profondément attaché à sa sœur, avec laquelle il vivait dans une étroite communauté de pensées et de sentiments, Coligny étendait à ses deux nièces l'affection qu'il avait vouée à leur mère. Charlotte de Laval suivait, à l'égard de toutes trois, son exemple. Aussi, d'incessantes communications avaient-elles lieu, au château, entre les divers membres, si fortement unis les uns aux autres, d'une famille dont l'amiral était le chef vénéré. Toutes les pensées, échangées par ces belles âmes au sein d'une confiance réciproque, avaient pour but le soulagement des maux qu'endurait la France, l'éloignement des périls qui la menaçaient, et le pacifique triomphe de la liberté religieuse. Le meilleur moyen de soutenir celle-ci était d'assurer, autant que possible, le maintien et la fréquence des réunions pour l'exercice du culte. De là l'empressement avec lequel Coligny et Charlotte de Laval,

(1) Il venait de perdre sa femme, en août 1561. — Un touchant récit de la mort de celle-ci se lit dans l'*Histoire ecclésiastique de Bretagne*, par Philippe Lenoir, p. 67, 68.

Condé et Eléonore de Roye ouvraient, dans le château de Saint-Germain, l'accès de leurs demeures aux prédicateurs évangéliques, dont la parole attirait un nombreux concours d'auditeurs.

Cet empressement était si bien partagé par Jeanne d'Albret, de qui il nous reste à parler, que son entrée au château de Saint-Germain devint, en quelque sorte, le signal d'un redoublement de pieuse activité (1). L'envieux et ridicule Perrenot de Chantonay, qui s'imaginait, à la plus grande gloire de l'Espagne, rabaisser la jeune reine de Navarre en ne lui concédant d'autre qualification que celle de *Madame de Vendôme*, écrivait (2), le 6 septembre 1561 : « Elle est arrivée à la court, vivant à sa façon de laquelle elle ne délibère changer aucune chose ; » singulière façon de vivre, en effet, aux yeux de l'affidé de Philippe II, que celle d'une reine qui, transformant son habitation en une maison de prière, favorisait les prédications quotidiennes, auxquelles assistaient, avec elle, presque tous les jeunes princes et toutes les jeunes princesses, ainsi qu'une foule de nobles personnages ; qui passait ses journées, en compagnie de plusieurs d'entre eux, à invoquer le nom de Dieu, à chanter des psaumes, et à combiner les moyens de servir efficacement les grands intérêts de la religion (3) ; qui comme épouse, s'efforçait d'affermir par ses judicieux et virils conseils l'esprit chancelant et le cœur léger d'un prince incapable par lui-même de se tenir au niveau de la situation à laquelle en fille de roi, elle l'avait légalement élevé ; qui, comme mère, présidait avec une sollicitude éclairée à l'éducation de ses enfants ; qui comme amie, plaçait ses premières affections dans les familles de Coligny et de Condé ; qui, comme souveraine, choisissait

(1) Hub. Langueti *Epist.* LVI, lib. II. « Causam religionis omnium maxime promovet regina Navarræ, quæ recens venit in aulam. Ab ejus adventu facta est magna inclinatio. »

(2) *Mém.* de Condé, t. II, p. 17.

(3) Hub. Langueti *Epist.* LVI, lib. 2. « Apud reginam Navarræ quotidie habentur conciones, ad quas accedunt omnes fere juniores principes, inasculi et foemellæ, et præterea innumeri ex nobilitate qui per totum diem cum ipsa psalmos canunt, orant et tantum curant ea quæ ad religionem pertinent. »

pour officiers de sa maison des hommes graves et sûrs, et pour filles d'honneur, attachées à sa personne, non des coryphées d'*escadron volant*, comme une de Rouet, ou une de Limeuil, mais des chrétiennes non moins distinguées d'esprit que de cœur, telles, par exemple, qu'une Georgette de Montanay, qui savait si bien, dans l'élan de son amour pour sa royale maîtresse, la venger par ses vers, d'un Chantonnay ou de tout autre détracteur (1). Aux mesquines assertions de l'ambassadeur d'Espagne à l'égard de Jeanne d'Albret opposons les constatations d'un appréciateur impartial, qui se réfèrent à la date de septembre 1561. « Les sermons, dit-il (2), continuaient au château de Saint-Germain, en plusieurs endroits sans aucun tumulte, où se trouvait très grand nombre de gens de toutes qualités, et s'accroit d'abondant ceste liberté, par l'arrivée de la royne de Navarre dès lors très affectionnée à la religion jusques à confermer tous les autres et principalement le roy de Navarre, son mary, tant par paroles que par exemple de toute vertu, comme à la vérité il se peut et doit dire, que si de nostre siècle il y a eu une dame douée de grande piété, c'estoit celle-ci, comme depuis elle l'a bien monsté jusqu'à la fin. »

Il était naturel que le mouvement religieux qui se manifestait dans les hautes régions de la cour, à Saint-Germain, s'étendît, en une certaine mesure, à la population enfantine qui vivait au château. Les enfants de Jeanne d'Albret, de Madame l'amirale et de la princesse de Condé, s'en ressentaient

(1) *Emblemes chrestiens*, par damoiselle Georgette de Montanay. 1 vol. in-4.

SONNET A LA REINE DE NAVARRE.

« L'excellent bruit, la renommée heureuse
Que l'éternel te donne en terre et cieus
Fait de dépit crever tel envieux...
Console-toy donc, ô Reine, au Seigneur,
Qui de Satan rejette la louange.
Si le mauvais dit bien du bon, estrange
Est bien tel loz, et tourne à deshonneur.
Leur blâme aussi te rend, en plus d'honneur,
Lumière en terre, au ciel en gloire d'ange. »

(2) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 498.

directement, en goûtant les bienfaits d'une éducation franchement chrétienne. Quant aux enfants de Catherine de Médicis, ils subissaient dans la leur le contre-coup des habitudes versatiles et de la politique tortueuse de leur mère, qui, sans plan d'éducation bien arrêté, tantôt stimulait personnellement dans tel ou tel sens la direction de leur intelligence et de leur cœur, tantôt les abandonnait aux mains inexpérimentées et routinières de leurs gouverneurs et de leurs gouvernantes (1). Elevés dans le catholicisme, ils n'en étaient pas moins en contact journalier avec le petit prince de Navarre et sa sœur, avec la jeune Louise de Coligny et ses frères, avec le petit marquis de Conti, et quelques autres enfants protestants dont les parents entouraient, au château, la reine mère. Tout en jouant ou se promenant avec ces enfants, ceux de Catherine les entendaient parler, ça et là, de ce qui se passait et se disait dans leurs familles, des personnes, ministres ou autres, qui y étaient accueillies, des livres qui y étaient lus, des prédications, des prières, du chant des psaumes ; trois des enfants de Catherine, le jeune roi en tête, venaient même d'assister à l'ouverture du colloque, où s'étaient déroulées, sous leurs yeux, des scènes toutes nouvelles pour eux. Il était à peu près impossible que le concours de ces diverses circonstances ne jetât pas quelque trouble dans leurs idées et n'amenât pas parfois entre eux des divergences d'impressions, des témérités de langage, et même des altercations. On le vit bien lorsque la petite Marguerite de Valois eut à lutter contre les procédés de conversion, tout à la fois incisifs et grotesques, que son frère d'Anjou, néophyte éphémère, s'avisa d'employer vis-à-vis d'elle. Laissons

(1) Peu de mois avant l'ouverture du colloque de Poissy, les Etats tenus à Paris avaient émis le vœu suivant : « Les Etats desirent que gouverneurs soient donnez ausdits princes, tels que pour la sincérité et intégrité de leurs vies, le roy et messieurs ses frères puissent prendre une bonne et saine instruction : donnant au roy pour gouverneur *Monsieur l'admiral et Monsieur le président Ferrier*. » (Nég. s. fr. 11, p. 333.) — La duchesse de Ferrare, dans un entretien avec l'ambassadeur d'Angleterre, qualifiait très-sévèrement le gouverneur qu'avait alors le roi : *A very beast and ill affected to religion*. Lettre du 26 février 1561. *State papers foreign*, 1561, p. 565.

parler sur ce point la victime enfantine, devenue femme :

« Je feis résistance, dit-elle (1), pour conserver ma religion, du temps du sinode de Poissi, où toute la cour estoit infectée d'hérésie, aux persuasions impérieuses de plusieurs dames et seigneurs de la cour, et mesme de mon frère d'Anjou, depuis roi de France, de qui l'enfance n'avoit peu éviter l'impression de la malheureuse huguenoterie, qui sans cesse me crioit de changer de religion, jettant souvent mes heures dans le feu, et au lieu me donnant des psalmes et prières huguenotes, me contraignant les porter; lesquelles soudain que je les avois, je les baillois à Madame de Curton, ma gouvernante, que Dieu m'avoit fait la grâce de conserver catholique, laquelle me menoit souvent chez le bonhomme, monsieur le cardinal de Tournon, qui me conseilloit et fortifioit à souffrir toutes choses pour maintenir ma religion, et me redonnoit des heures et des chappelets, au lieu de ceux que l'on m'avoit bruslés. Mon frère d'Anjou et ces autres particulières âmes qui avoient entrepris de perdre la mienne, me les retrouvant, animez de courroux m'injurioient, disants que c'estoit enfance et sottise qui me le faisoit faire; qu'il paroissoit bien que je n'avois point d'entendement; que tous ceux qui avoient de l'esprit, de quelque aage et sexe qu'ils fussent, oyants prescher la vérité s'estoient retirez de l'abus de cette bigotterie; mais que je serois aussi sotté que ma gouvernante. Et mon frère d'Anjou, y adjoustant les menaces, disoit que la royne ma mère me feroit fouetter, ce qu'il disoit de luy-mesme, car la royne ma mère ne sçavoit point l'erreur où il estoit tombé; et soudain qu'elle le sçeut, tansa fort luy et ses gouverneurs, et le faisant instruire le contraignist de reprendre la vraye, sainte et ancienne religion de nos pères, de laquelle elle ne s'estoit jamais départie. Je luy respondis à telles menaces, fondante en larmes, comme l'aage de sept à huit ans où j'estois lors y est assez tendre, qu'il me fist fouetter, et qu'il me

(1) *Mémoires de Marguerite de Valois*, édit. de 1842, in-8, p. 6.

fiât tuer s'il vouloit; que je souffrirois tout ce que l'on me feroit faire, plus tost que de me damner. »

Le jeune roi demeura, paraît-il, étranger aux querelles religieuses que d'Anjou suscitait à sa sœur : mais que pensait-il, en secret, alors qu'ostensiblement il suivait les pratiques du catholicisme ? nul ne l'a su. Toutefois, une confidence qu'il fit à Jeanne d'Albret, à une époque à peu près contemporaine de celle des démêlés de Marguerite avec d'Anjou, nous révèle (1) des idées assez arrêtées, de sa part, sur un point fondamental du culte catholique.

Dans le trajet qu'il avait à parcourir en allant entendre la messe, il était, d'habitude, accompagné par le petit prince de Navarre, jusqu'au seuil de l'église. Là, les deux enfants se séparaient; l'un entrait, suivi du roi de Navarre, l'autre retournait immédiatement près de sa mère, sur la recommandation formelle de celle-ci (2). Il y avait là, pour le petit roi, matière à réflexion.

Visitant un jour Jeanne d'Albret, et se trouvant seul avec elle, il se mit, tout en arpentant son salon et en parlant de mille futilités qui pouvaient occuper un enfant de son âge, à entamer tout à coup avec elle l'entretien suivant :

— Bonne tante, expliquez-moi, je vous prie, comment il se fait que le roi, mon oncle, votre mari, aille, chaque jour, à la messe, tandis que vous n'y allez pas, et que mon cousin, votre fils, le prince de Navarre, n'y va pas non plus ?

— Sire, le roi, mon mari, va ainsi à la messe parce que vous y allez, et que dans un sentiment de juste déférence envers vous, il croit, en cela, obéir à vos ordres.

— Non, ma tante, je ne lui ai point donné d'ordre à cet égard, et je ne désire nullement qu'il agisse de la sorte. Au

(1) *Calend of State pap. foreign*, ann. 1561, p. 445. Trockmorton to the queen, 26 novemb. 1561.

(2) Huberti Langueti *Epist.* lib. 2, epist. LVI, 30 septembre 1561 : « Regina Navarræ hoc est sua virtute consecuta, ut etiam summe eam venerentur pontificii, quamvis ad ipsorum sacra nec accedat, nec patiatur suos liberos, aut ullum ex sua familia accedere. Filius ejus regem deducere solet usque ad fores templi, et, eo ingresso templum, ad matrem redire. »

contraire, si la messe ne vaut rien, comme je l'entends dire, il peut fort bien se dispenser d'y assister, sans que cela m'offense aucunement; car si j'étais maître de mes actions, comme il l'est des siennes, et que je pensasse de la messe ce qu'il en pense, je n'y assisterais certainement pas.

— Eh bien ! qu'en pensez-vous donc ?

— La reine ma mère, M. de Cépierre et mon précepteur me disent qu'elle est chose excellente, que j'y vois Dieu journellement; mais j'entends dire par d'autres que Dieu n'y est pas présent, et que la chose est loin d'être bonne. Et certainement, tante, à ne vous rien cacher, si ce n'était pour faire plaisir à la reine ma mère, moi-même je n'y assisterais pas. C'est pourquoi vous pouvez résolument continuer comme vous avez commencé, et le roi mon oncle, votre mari, peut également agir, en cette matière, selon sa conscience, sans me causer le moindre déplaisir. Assurément, tante, lorsque je serai mon maître, je quitterai la messe. En attendant, gardez, je vous en prie, tout ceci pour vous, et ayez soin que rien n'en parvienne aux oreilles de ma mère.

Après avoir raconté à Trockmorton et à Thomas Challoner, ambassadeur d'Angleterre en Espagne, qui étaient venus la voir à Saint-Germain, cet entretien que l'un d'eux a consigné dans sa correspondance avec Elisabeth, Jeanne d'Albret ajouta : « N'y a-t-il pas, en ceci, pour nous tous un grand encouragement ? Mais, hélas ! je ne puis me défendre de certaines appréhensions, à la vue de ce royal enfant. Il me semble qu'il a de trop bonnes inclinations, trop de bon vouloir, et de trop riches qualités pour rester au milieu de nous (1). Je le rapproche, par la pensée, du feu roi Edouard d'Angle-

(1) Au dire de Bedford et de Throckmorton (*Cal. of State pap. foreign*, 26 febr. 1561) : « The Duchess Ferrara comforted herself with the fact of the king being for his age, one of the to wardest princes in the world, and hawing a very good wit, and being like to do great things, if well instructed. » — Th. de Bèze, dans ses lettres des 3 et 5 octobre 1561, adressées à l'électeur palatin et à Calvin (ap. Baum, *append.*, p. 90, 95), qualifiait le jeune roi de *prince d'une singulière espérance*. — Hubert Languet (*Epist.* LX, lib. 2), disait de lui le 17 octobre 1561 : « Faxit Deus ut diu rex sit superstes, nam in dies meliorem spem de se præbet. »

terre, dont j'ai entendu vanter la supériorité d'esprit et de cœur, et qui a été enlevé si jeune.

« Je ne doute pas, Monsieur l'ambassadeur, dit Jeanne d'Albret à Challoner en terminant, que les détails que je viens de vous communiquer n'intéressent à un haut degré votre souveraine : toutefois veuillez ne pas lui faire connaître de quelle source vous les tenez et priez-la de ne point les divulguer. »

L'histoire, moins scrupuleuse en ceci que la pieuse reine de Navarre, n'a pas les mêmes motifs de tenir secrets des détails qui contiennent une piquante révélation. La suite de ce récit nous en réserve de nouvelles. Nous n'avons pas encore épuisé la série des faits extérieurs, concernant les protestants, qui se produisirent à la cour de Saint-Germain, pendant le colloque. Il nous reste à retracer désormais plus particulièrement ceux qui s'accomplirent à dater du 24 septembre 1561.

C^{te} JULES DELABORDE.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

COLLECTION DES PROCÈS-VERBAUX

DÉS ASSEMBLÉES POLITIQUES DES RÉFORMÉS DE FRANCE
PENDANT LE XVI^e SIÈCLE

Sous le titre ci-dessus, nous nous proposons de publier un certain nombre de documents inédits qui se rapportent au développement des institutions politiques des réformés de France, depuis 1562, époque où se tint leur première assemblée, jusqu'à la proclamation de l'Edit de Nantes. Nous n'insisterons point sur la valeur de ces documents ; ils permettent d'étudier à fond une des phases les plus remarquables de l'histoire du protestantisme français.

M. Anquez, le premier, entreprit d'exposer l'histoire des assemblées politiques ; mais son intéressant et savant ouvrage ne s'occupe que de celles postérieures à la Saint-Barthélemy. Le fonds de Brienne et la collection de la Bibliothèque Mazarine ne contiennent rien d'antérieur à 1572, et ne comprennent que les procès-verbaux des assemblées *générales*, dont quelques-uns même y font défaut, celui, par exemple, de l'assemblée de Montauban en 1584. Tout ce qu'on savait jusqu'ici sur les réunions qui ont précédé la Saint-Barthélemy et sur les assemblées *provinciales* du midi de la France se réduisait aux renseignements fournis par les mémoires du temps et aux fragments publiés par Dom Vaissète dans son *Histoire du Languedoc*. Il y avait donc là une sérieuse lacune à combler. Un récent séjour dans le Midi, particulièrement à Nîmes (août-octobre 1872), nous a mis à même de découvrir, dans les archives départementales du Gard, toute une série de procès-verbaux, dont la plupart étaient demeurés complètement inconnus : plusieurs se rapportent à des assemblées dont, croyons-nous, on ne soupçonnait même pas l'existence. Signalons, notamment, six procès-verbaux antérieurs à la Saint-Barthélemy ; l'assemblée générale de Montauban, 1584 ; douze procès-verbaux d'assemblées provinciales tenues à Saint-Pierre de la Salle, 1572, Anduze, 1573 et 1579, Nîmes, Montpellier, etc. Le tableau

chronologique ci-annexé permet d'entrevoir ce que nos recherches peuvent fournir de lumières nouvelles à l'histoire des assemblées. Nous croyons posséder maintenant la collection à peu près complète de tous les procès-verbaux qui se soient conservés jusqu'à nos jours.

Nous commencerons par la publication du premier de ces actes, celui de l'assemblée tenue à Nîmes en 1562. On en connaît les causes et l'histoire, Dom Vaissète les ayant parfaitement exposées dans son tome VIII ; il a d'ailleurs publié à ce sujet un document (*Preuves*, p. 569 : Election par les religionnaires du Languedoc du comte de Crussol), que nous n'avons pas retrouvé dans les archives départementales. Celui que nous reproduisons, et dont les premières lignes sont malheureusement perdues, complète en grande partie les renseignements de Dom Vaissète. Il renferme la liste des membres qui composaient l'assemblée, ainsi que de nombreux détails sur les mesures politiques qui y furent prises.

M. de Lamothe, archiviste du Gard, a bien voulu nous aider dans nos recherches : nous le prions d'agréer nos remerciements les plus chaleureux.

JEAN LOUTCHITZKI.

TABLEAU CHRONOLOGIQUE

DES ASSEMBLÉES POLITIQUES DES RÉFORMÉS DE FRANCE PENDANT LE XVI^e SIÈCLE.

I.

Avant la Saint-Barthélemy.

- | | |
|---------|--|
| 1562. | Assemblée tenue à Nîmes (2-12 novembre). |
| 1563. | — — à Bagnols (31 mars). |
| 1567. | — — à Montpellier (30 octobre). |
| 1569. | — — à Nîmes (1 ^{er} décembre). |
| 1570. { | — — à Nîmes (14 février). |
| | — — à Anduze (23 juin) (1). |

II.

Depuis la Saint-Barthélemy jusqu'à l'Edit de Nantes.

1572.

Assemblée tenue à Saint-Anthonin (entre 10 et 18 octobre) (2).

(1) Les procès-verbaux de ces assemblées se trouvent dans les archives du Gard.

(2) Voir, sur cette assemblée, Vaissète, IX, 79. Cf. *Mémoires* de Gaches (Bibl. Nat., S. f., n° 374, f° 242) et lettres de Villars (*Bulletin*, juin 1873, n° 7 et 8). Elle ne concernait que le Lauragais et le Bas-Querci.

Assemblée tenue à Millau (entre 10 et 18 octobre) (1).

— — à Saint-Hippolyte (24 octobre) (2).

— — à Peyresegade (1^{er} novembre) (3).

— — à Saint-Pierre de Salle (Cévennes, 11 novembre) (4).

1572-3 (?).

Assemblée tenue à Nîmes (?) (5).

1573.

Assemblée tenue à Anduze (février) (6).

— — à Millau (26 avril) (7).

— — à Réalmont (mai) (8).

— — à Millau (transférée à Montauban, août) (9).

— — à Anduze (26 octobre) (10).

— — à Millau (décembre) (11).

1574.

Assemblée tenue à Montauban (26 janvier) (12).

— — à Montauban (6 avril) (13).

(1) Voir Vaissète, I. c.; *France protestante*, art. Castelpers; Ganjal, *Études histor. sur le Rouergue*, II, 434-5 (d'après les mémoires d'un calviniste de Millau).

(2) Elle est indiquée dans le procès-verbal de l'assemblée tenue à Saint-Pierre de Salle. Voir plus bas.

(3) V. Vaissète, IX, 78-79; *France protest.*, art. Rabastens. On lit dans les *Mém. de Gaches*: « Cependant on entreprit de faire une assemblée secrète à Peyresegade, fauxbourg de Viane, où Portes vieux commandait de la part de la Crousette. »

(4) Archives du Gard, C. 845.

(5) L'acte rédigé par l'assemblée a été publié plusieurs fois (V. Menard, *Histoire de Nîmes*, V, preuves, n° XVII. Popelinière, *Hist. de France, Mémoires de l'état sous Charles IX*, etc.). On l'attribue à un synode de Béarn, à l'assemblée de Nîmes ou à celle de Millau. D'après notre avis, c'est à l'assemblée de Nîmes qu'il a dû être rédigé, parce que : 1° l'acte ne pouvait émaner d'un synode : jamais aucun synode des Églises réformées n'a fait d'actes politiques. De plus, on ne trouve pas l'indication d'un synode tenu vers cette époque en Béarn (V. Posy-davant, *Histoire des troubles en Béarn*, où sont indiqués tous les synodes de Béarn); 2° si l'opinion que l'assemblée a eu lieu à Millau était juste, nous en trouverions une indication dans les mémoires d'un calviniste de Millau, ce qui n'a pas lieu. D'un autre côté, les résolutions prises dans les assemblées de Guienne et à celle dont il s'agit ici ne sont point identiques. S'il existe une conformité complète entre les résolutions des assemblées, ce n'est qu'entre celle d'Anduze (février 1573, arch. du Gard) et celle que nous attribuons à Nîmes.

(6) Archives du Gard, C. 633.

(7) V. Mémoires manuscrits d'un calviniste de Millau, Ganjal, o. c., II, 427.

(8) V. *Mémoires de l'état*, II, 177; Popelinière, II, I. XXXVI; *Mém. de Gaches*, etc.

(9) Mss. de Brienne, 220; Mss. de la bibl. Mazarine, n° 1504, vol. IV.

(10) Archives du Gard, C. 845.

(11) L'acte de l'assemblée est publié dans Haag, pièces justific., n° XXXVIII; Popelinière, *Histoire de France*; Mss. de Brienne, 220; Mss. Mazarine, 1504.

(12) Cette assemblée est indiquée dans les archives de Montauban, série GG, sect. T.

(13) « Assemblée des Estatz particuliers de la province de Montauban, tenue au

Assemblée tenue à Montauban (8 mai) (1).

— — à Millau (juillet-août) (2).

1575.

Assemblée tenue à Nîmes (décembre 1574 — janvier 1575) (3).

— — à Millau (avril) (4).

1576.

Assemblée tenue à Montpellier (mai) (5).

1577.

Assemblée tenue à Lunel (février) (6).

— — à Montpellier (transférée à Montagnac, mars) (7).

— — à Pézenas (avril) (8).

— — à Seyne (9).

1578.

Assemblée tenue à Sommières (10).

1579.

Assemblée tenue à Anduze (novembre) (11).

1580.

Assemblée tenue à Nîmes (12).

châu royal, presidant le seigneur de Brousee en l'absence de M. de Terride, et acistans M^r Scorbiac et Satur, licenciés et consuls de ladicte ville, Bonencontre, licencié et scindic, Causse, bourgeois, deppute par ladicte ville, Barrié et Tosque, consul de Bruniquel, Asper et Pegories, consuls de Caussade, Reynies, consul de Villemur, Coderc, consul de Negrepelisse, et Capelle, consul de Vieulle. » *Ib.*

(1) « Assemblée a este tenue à Montauban, presidant Terride, general de ladicte Province, austour les sieurs de la noblesse et depputez des villes et consulatz de ladicte province. » *Ibid.*

(2) Mss. Brienne, n° 220, f° 45 et s.; Mss. Mazarine, n° 1504; Popelinière, II, f° 329; Serres, Comm., I, XIII, p. 14; Vaissète, IX, 99; Duplessis-Mornay, *Mém.*, I, 74; Licques, *Histoire de la vie de messire Phil. de Mornay*, 25.

(3) Mss. Brienne, Mss. Mazarine; Serres, 53; Popelinière, II, 262-271; Vaissète, IX, preuves, n° XL; de Thou, I, LX.

(4) « En ce même mois furent tenus les Etats calvinistes de Millan qui décidèrent que la tour de Saint-Georges de Luzençon... serait abattue. Du Ram, gouverneur de Saint-Rome de Tarn, fut chargé de cette opération. » Gaujal, II, 427, d'après les mémoires d'un calviniste de Millau.

(5) Archives du Gard, C. 924.

(6) Vaissète, IX, 129. Cf. les documents qui se trouvent dans les mss. Brienne, 207, f° 371, etc.

(7) *Ibid.*

(8) L'acte de l'assemblée est publié *in extenso* dans l'*Histoire de Languedoc*, IX, preuves, XLIII, p. 557 et s.

(9) Archives du Var, B. 16.

(10) Archives du Gard, C. 845.

(11) Archives du Gard, C. 846; Mss. Brienne, n° 10. Cette déclaration est publiée dans l'*Hist. de Languedoc*, IX, preuves, XLIX, 568.

(12) Archives du Gard, C. 846.

Assemblée tenue à Castres (avril) (1).

— — à Sommières (2).

— — à Alais (3).

1581.

Assemblée générale tenue à Montauban (4).

1582.

Assemblée tenue à Saint-Jean d'Angely (5).

1584.

Assemblée générale tenue à Montauban (6).

— tenue à Nîmes (juillet) (7).

— — à Sommières (octobre) (8).

1586.

Assemblée tenue à Montauban (juillet) (9).

1588.

Assemblée générale tenue à la Rochelle (10).

(1) *Mém. de Gaches et Faurin. Cf. Vaissète, IX, 157.*

(2) *Vaissète, IX, 161.*

(3) *Ibid.*

(4) *Mss. Brienne, n° 220; Mss. Mazarine, 1504.*

(5) *Ibid. Cf. Vaissète, IX, preuves, LII; Mss. de Baluze, n° 238.*

(6) *Archives du Gard, C. 866.*

(7) *Archives du Gard, C. 865.*

(8) *Archives du Gard, C. 865.*

(9) Registres des actes administratifs de la municipalité et des délibérations du conseil général de Montauban. Manuscrit appartenant à M. Devais aîné, t. 2. « Conseil général du 16 juillet. Les consuls ont remontré que la semaine passée, M^{rs} du conseil du Roy de Navarre, assamblèrent en ceste ville les Eglises circonvoisines. Il leur feust proposé qu'il y avoit icy plusieurs villes à garder, et pour ce fere, estoit besoing d'avoir quelques compagnies entretenues aux despens du pays, pour assalhir ou deffandre quand seroit besoing. Leur feust proposé aussi que les compagnies des sieurs de Touvenay, de Chapes et Dautereau avoient esté nourries en ceste ville aux despens du public et que pour remplacer ce qu'avoit esté forn pour ladicte nourriture estoit besoing que lesdictes villes entrassent en contribution pour le remboursement... De mesme leur feust proposé qu'il estoit nécessaire que lesdictes villes, chascune en son endroit, eussent provision de poudres... Et à ces fins falloit egalizer dans lesdictes villes et plat pays la quantité desdictes poudres... Et s'estans assemblés les deputes des villes circonvoisines sabmedy dernier, au present chau d'aultant qu'ilz disoient n'avoir charge que d'entendre la proposition que leur seroit faicte sans rien resoldre auroit esté arreste que chascung enverroient à sa ville pour avoir l'advis des communautes comment on se devoit gouverner. Et ce jourd'hui matin lesdicts deputes s'estans de rechef assamblez au present chau pour resoldre desdictz pointz, ceulx de Negrepelisse ne s'y estans peu trouver, leur auroient escript leur intention. Et ung chascung ayant dict leur advis, sauf lesdictz consuls de Montauban, touz conclurent à ce qu'il falloir que pour la garde du pays il y ayt trois compagnies de gens de pied, trente salades et cinquante argoletz, norris et soldoyés aux despens dudit pays, que revlendroist pour mois environ deux mil escuz, etc. »

(10) *Mss. Brienne, n° 220; Mss. Mazarine, n° 1504.*

1589.

Assemblée tenue à Nîmes () (1).

1590.

Assemblée tenue à Lavoulte (2).

1593.

Assemblée générale tenue à Mantes (3).

1594.

Assemblée générale tenue à Sainte-Foy (4).

— tenue à Montpellier (5).

1595.

Assemblée tenue à Sommières (6).

— générale tenue à Saumur (7).

1596.

Assemblée générale tenue à Loudun (8).

1597.

Assemblée générale tenue à Vendôme.

— — — à Saumur.

— — — à Châtelleraut.

ASSEMBLÉE DES RÉFORMÉS DU LANGUEDOC

(2-13 NOVEMBRE 1562)

..... Ils ont enivrés (9) et comme ensorcellés par leurs faulx propos de plusieurs folles opinions, et encores se recognoissent que le nombre quils ont changé est petit, ont bien entrepris d'appeller et introduire au pays et à leur faction les estrangiers avec lesquels ont assenblé non pas des troupes, mais des camps, guerroyé comme

(1) Archives du Gard, C.

(2) Archives de l'Ardèche, C. 727. Il ne reste que « les frais des journées des députés assemblés à Lavoulte.

(3) Mss. Brienne, 220 ; Mss. Mazarine, n° 1504.

(4) *Ibid.*

(5) Archives du Gard, C.

(6) Archives du Gard, C.

(7) Mss. Brienne, 220 ; Mss. Mazarine, 1501

(8) *Ibid.* Même source pour les trois assemblées suivantes.

(9) Archives du Gard, C. 915. L'état de ce document laisse beaucoup à désirer.

enemys, forcé, et saccagé et bruslé villes et villaiges avec massacres, ravissemens contre hommes, femmes et petits enfans; tesmoing pour led. pays Languedoc, Orange, d'ung costé, qui est en frontière et sur l'entree dud. pais, et Limous, de l'autre, et puis les horribles carnaiges faicts en plain jour es villes d'Arles, Aramon, Villenove et Beaucaire, le detestable et prodicatoire insuld (*sic*) qui fut faicte à Carcassonne et Castelnaudory contre une grand assemblée d'hommes, femmes et enfans prians Dieu et oyans sa parolle ung jour de dimenche, hors desd. villes suivant ledict, ou furent tués de troys à quatre cens personnes; les execrables sedition complotée, conduite, executée par la plus grande party des presidens et commissaires de la court du parlement de Thle [Toulouse], outre tous leurd. habitans de leurd. ville, et les manans et habitans desd. villes et dioceses n'ont pu aultre chose conjecturer de l'intention desd. entrepreneurs et factieulx, sinon unne ligue et monopolle pour accabler de fond en comble tous ceulx de la vraye relligion, lesquels le Roy et son légitime conseil des plus grands et notables personnaiges de ce Royaulme avec ladvis et imstante requeste desd. estats generaulx admis par la publication de ses edicts en sa protection et sauvegarde, et par ce moyen jecteron led. Royaulme en unne miserable combustion; pour ceste cause ont ils esté constraints et forcés de prendre lesd. armes ordonnés pour résister à telles violences, et avec ce ils se sont maintenus quelque temps, comme ils ont pu, non touteffoys sans grande perte de plusieurs bons hommes et de la plus part de leurs biens; mais encores l'obstination de leurs enemys est si grande qu'il n'est possible de les ensuivre en leurs tanniers, ains journellement se renforcent et endureissent en machinations et entreprises de facon que s'il n'est saigement et dilligement obvyé à leur malice et leurs conseils preveneus par biens (?) et prompts empêchemens, led. pays est en grand danger d'une prochaine calamiteuse ruyne, laquelle touteffoys se pourra facilement éviter avec ung bon ordre et conduite des forces à ce necessaires, avec un tel chef qui puisse estre obey et suivy par tout ou il sera requis pour le service du Roy et defence dud. pais. Donques affin que chascun soyt bien persuadé des causes de ceste juste résistance et defence civile, et que le Roy venu à sa Majorité puisse par sa prudence cognoistre que ses bons subjects desd. villes et diocèses n'ont prins les armes pour passion ne affec-

tion mauvaise, quils ne sont rebelles, ny seditieux, et n'ont leurs cueurs aucunement desvoyés de l'amour et fidelité de vraye subjection, laquelle ils doivent à leur prince, lesd. villes et diocèses ont bien voleu dresser ceste sainte assemblée, en laquelle d'ung commun, libre et volontaire conçentement, déclarent et protestent devant Dieu, et les hommes, quils sentent desja bien avant les mauix et callamités de unne guerre civile delaquelle leurs ennemys sont seuls auteurs et obstinés nourrisseurs; que cest à leur grand regret quils ont prins et portent encores les armes, protestant que avec leur sang ils vouldroient pouvoir empescher les miserables effects dont ceste guerre nous menasse, scaichant principalement quil est mal aisé de reigler les mauvays soldats, et contenir les mains et la volonte du bon que est à bon droict irrité contre si barbare tiranye. Aussi plus que leurs forces et armes ne tendent à aultre fin que à la gloire de Dieu, service du Roy sous le gouvernement de la Royne, sa mère, mays quelle soit en sa liberté, repos et deffences de la patrie, laquelle avec très humble servitude et hobeissance ils veulent et entendent conserver à Sa M^{te}, et y exposer jusques à la dernière goutte de leur sang.

Et tant que touche le chef et conducteur desd. forces et conservation, combien que Monseigneur le conte de Crussol ayt esté sy souvent requis (1), sommé et supplié d'en prendre la charge par les principault desd. ville et diocèses par elles expressement et expetialement constitués et dellegué ausd. fins, et que en celle il se soyt assez frivollement excusé par plusieurs sutirfuges dont les affaires n'ont faict de s'empirer, si est que lad. assemblée, ayant esgard à tant de graces dont Dieu la doué, soit en magnanimité ou esperiance civile, militaire, et plusieurs autres rares vertus de noblesse, que aussy à ses estats et dignités de conseiller au privé conseil du Roy, chevallier de son ordre et cappitaine de cinquante hommes d'armes qui seront à très tous grandes et fortes occasions de le faire révéler et obeyr, lad. assemblée en confirmation plus ample desd. délégations et sommations, a de rechef et tant que besoing est, de nouveau esleu et nommé led. seigneur conte de Crussol pour chef, deffenseur et conservateur desd. villes et diocèses et

(1) Sur le rôle d'Antoine de Crussol, plus tard duc d'Uzès, voir Haag, *France protestante*, et Dom Vaissette, t. VIII, p. 392 et suiv. Le même volume, *Preuves*, p. 575, contient sa lettre d'excuses à la reine mère.

leurs adherens, de present ou pour l'advennir, aud. pays de Languedoc pour les garder et conserver au Roy durant les troubles, et jusques à sa majorité, promect et jure devant Dieu aud. Seigneur Conte pour tous les habitans desd. villes et dioceses de luy rendre prompte obeissance en ce qui concerne led. conservation et se somect à son chastiment et correction en cas de rebellion ou negligence et en cas de reffus ou excuse proteste.

Et pour autant que la division emporte dicipation de toutes choses, et n'y a vraye union en ce monde que des chrestiens non faincts et craingnans Dieu, déclaire que lesd. villes et diocèses et leurs adherans sont des maintenant et demeureront assotiés par ensemble et avec leurs chefs en personnes, forces et volontés, desirent d'avoir et contracter semblable assotiation avec tous leurs circonvoisins qui retiennent mesme fidélité au Roy et à la patrye, et voudront singullierement estre tenneus par Monseigneur le prince de Condé et tous aultres pour comprins en l'assotiation qu'il a contractee à Orleans le onsiesme jour d'april dernier pour le service de Sa Majesté, et supplient led. Seigneur prince que aultres provinces circonvoysines.

Il est escript es proverbes que le peuple tombe pour faulte de conseil, mais en la multitude de gens que conseil est la delivrance; celle est cause que lad. Assemblée nomme et présente aud. Seigneur conte pour son conseil au gouvernement et reiglement de leurs police concernant les troubles, assavoyr : Monseigneur François d'Airebaudouze (1), seigneur d'Andouze et président pour le Roy en la court des aides à Montpellier, le seigneur de ²St Ravy (2), conseiller du Roi et general dans lad. court, Guillaume de ³Cuntour, conterrolleur general des finances aud. Montpellier, Guillaume Roques (3), seigneur de Clauzonne et conseiller du Roy en siege presidial de Nismes, André Daragouze seigneur de Boussargues, ... (4) seigneur de la Roche, viguier pour le Roy à Uzes... (5) Anthoine du Sollier de

(1) Haag, *Fr. prot.*, t. I, p. 18. Ce seigneur fut condamné à mort par le parlement de Toulouse en mars 1569. Un des membres de cette famille, Pierre d'Airebaudouze, était ministre de l'Eglise de Nismes.

(2) On ne sait que peu de chose sur ce personnage, condamné à mort par contumace comme le précédent.

(3) Roques (Guillaume), sieur de Clauzonne, un des notables du parti réformé dans le Midi. Voir l'article de la *Fr. prot.*, et Ménard, *Histoire de Nimes*, t. V p. 71 et suiv.

(4) Omission dans le manuscrit.

(5) *Idem*.

Privas, Anthoine Fabre de Nonay, Pierrè de Pratta de la ville d'Agde, et pour greffier de conseil a este nommé M^{re} Estienne Rouchon, habitant de Nismes, que recepvra seulement les actes de deliberations et expéditions dud. conseil, sans se mesler aucunement des expéditions que appartiennent aux secretaires dud. seigneur conte, assavoyr celles que deppendront de son seul commandement.

Led. Seigneur deffenseur ne trouvera point mauvais s'il luy plaict que nul traicté d'accord se face ou entreprenne avec les ennemis en général ou en particulier, sinon de son vouloir et advis de l'ung ou de deux de son conseil qu'il choisira, et l'accord ne se conclue sans délibération de unne assemblée générale desd. villes et diocèses; davantoige quant il luy plaira de mettre ung gouverneur ou cappitaine à la garde dez forteresses, villes ou aultres de conséquence, qu'il le comunique à son conseil, non pas pour estre en cela astraint à leur advis, mais pour estre informé devant que les mettre s'il y a aucune cause de sobçon; car par ce bon office il demonstrera estroict lien et conjunction qu'il a avec le corps de sa patrie comme chef, et oultre ce il donera tant plus grand repos et assurance à la craincte d'ung puple souvent trop meticulleux et de legiere inpression.

Sera supplié de ne tennir en son service et suyte, ains loin de soy, tous papistes et tenporiseurs de quel estat et condition qu'ilz soyent, car par son exenple, oultre ce qui en cella il se confirmora à la parole de Dieu et rendra tant plus entiere et sainte conversation, il pourra estre cause que plusieurs froids et tiedes se echaufferont pour l'evangile que leur sera (?) d'estre esthonés de lui, comme privés de sa faveur; et les aultres de sa suite seront par la enseignés de fere semblable séparation de telles gens, la plus part dangereux et pour le moins inutiles, qu'est moindre faulte aujourd'hui en ceste necessité publicque que de laisser brusler le prochain et ses maysons sans y acourir. Davantoige si led. Segneur conte aprenne et accepte unne tant sainte observation, il en donne tacitement unne loy et commandement à tres tous.

Par mesme consideration et pour monstrier à nous ennemis en temoignage devant Dieu et toute l'eglize que nous sommes adversaires capitaulx dez meschans, comme nous sommes le peuple dung Dieu saint haissant l'iniquité, affin qu'il marche et assiste au

milieu de nous, sera pareillement supplié led. défenseur avant recevoir aucun gouverneur ou cappitaine, de s'en donner attestation de vie et de meurs de l'église dont ils seront, ou d'autre à laquelle il diroit estre cogneu, pour l'admettre ou rejeter en la quallité qu'ils seront treuvés par l'ad. attestation; touteffois prouveu que led. seigneur en ay tesmoignage soufisant, l'assemblée s'en deinct à sa bonne discretion, et les cappitaines observeront le semblable encore plus estroitement et rettenir les soldats.

(Suite.)

BIBLIOGRAPHIE

LES *TRAGIQUES* D'AGRIPPA D'AUBIGNÉ

Sous ce titre : *Agrippa d'Aubigné et ses nouveaux éditeurs*, M. Eug. Despois a publié, dans la *Revue politique et littéraire* du 2 août dernier, un remarquable article sur la récente édition des *Tragiques*, donnée par notre collègue M. Ch. Read. Après avoir retracé les vicissitudes qu'a subies la renommée de d'Aubigné, et montré ce qu'elle doit de nos jours à la critique éclairée de Sainte-Beuve et de Mérimée, le dernier éditeur du *Baron de Fœneste*, M. Despois continue en ces termes :

Deux éditions nouvelles, bien autrement sûres et plus importantes, de deux ouvrages de d'Aubigné avaient précédé celle du *Baron de Fœneste*. Ce sont celles des *Mémoires* et des *Tragiques*, données par M. Lalanne (1) : la première était mieux qu'une édition

(1) On s'était aperçu depuis longtemps de la falsification du texte des *Mémoires* ; elle avait été signalée dès les premières éditions, en 1732, dans un journal très-bien fait, le *Journal littéraire*, qui s'imprimait en Hollande. On peut même conclure de cet article l'existence d'un manuscrit différent de ceux de Paris et de celui de Genève. (V. t. XIX, p. 244.) L'auteur de cet article parle du manuscrit sur lequel on a fait la première édition de façon à faire croire qu'il l'avait vu, il critique les changements que le premier éditeur s'était permis en reproduisant le texte de d'Aubigné, il affirme que dans ce manuscrit l'auteur parlait à la première personne : or, dans les manuscrits de Paris et de Genève, d'Aubigné parle à la troisième personne, sauf dans la préface. Le même journal dit ailleurs, 1730, t. XVI, p. 502, une chose assez curieuse à propos de la seconde édition qu'il annonce : « On attendait depuis longtemps la publication de ces mémoires, et cet ouvrage aurait été rendu public dès le temps de la paix de Ryswick si l'un des plénipotentiaires de France, en ayant eu le vent, n'avait trouvé moyen de l'empêcher en donnant quelques louis d'or au sieur Du Mont, qui s'était chargé de gâter cet ouvrage en le mettant en plus nouveau français. La copie dont on s'est servi pour cette édition (la seconde) n'est peut-être pas tout à fait exempte de ce défaut. » On sait en effet qu'elle était loin d'en être exempte, puisque c'est celle qu'on avait réimprimée depuis et que remplace heureusement celle de M. Lalanne : mais on voit que notre temps n'a pas le privilège de ces scrupules, et qu'il se trouvait même en 1782 des gens pour protester contre cette altération des textes.

nouvelle, c'était une restitution faite sur les manuscrits. Malheureusement l'éditeur n'avait pu consulter l'exemplaire autographe qui est à Genève, dans la famille Tronchin; il avait reproduit le manuscrit qui se trouvait à la Bibliothèque du Louvre et pu le comparer avec trois autres copies qui sont à la Bibliothèque nationale et à celle de l'Arsenal : il ne trouva entre ces quatre textes que des différences d'orthographe; des passages cités d'après le manuscrit autographe de Genève, soit par M. Sayous, soit par M. Théophile Heyer (1), qui l'ont eu entre les mains, semblent prouver que les copies consultées par M. Lalanne sont exactes, sauf les fautes de copiste. Il y en a une assez curieuse qu'on pouvait déjà rectifier à l'aide d'un passage cité par M. Sayous, avant la publication récente de M. Heyer. D'Aubigné dit, en se plaignant de la rudesse de ses précepteurs, qu'ils étaient des *Œbalies* (disait le texte reproduit par M. Lalanne), et l'éditeur avouait ne pas savoir ce que cela signifiait. — Des *Orbilies*, dit le manuscrit Tronchin, et il est clair que c'est une allusion à cet Orbilius, le maître d'Horace, *plagosum Orbilium*, ce digne précurseur du frère Tempeste qui, au temps de Rabelais, « fut grand fouetteur d'enfants au collège Montaigu. »

M. Lalanne a reproduit scrupuleusement le texte du manuscrit qu'il avait sous les yeux; c'est l'usage actuel, fondé en toute raison quand il s'agit surtout d'un texte très-ancien; les variétés d'orthographe, les erreurs même peuvent avoir là un intérêt philologique, et quand, ce qui arrive souvent, le texte n'offre pas d'autre intérêt, il est bon de lui laisser celui-là. Mais d'Aubigné se lit pour les idées et les sentiments qu'il exprime, pour les faits qu'il raconte; et, en pareil cas, on peut trouver un certain inconvénient dans ces fautes d'orthographe si fidèlement reproduites, qui agacent l'attention du lecteur et la détournent du fond, si intéressant chez d'Aubigné : on perd ainsi un des bénéfices de la découverte de l'imprimerie, lequel a été de rendre la lecture plus facile et plus coulante qu'elle ne l'était dans les manuscrits. On comprendrait à la rigueur ce calque rigoureusement fidèle quand il s'agit de reproduire des imprimés d'autrefois; on la concevrait encore s'il s'agissait de donner en quelque sorte le *fac-simile* d'un manuscrit *autographe*; mais le texte qu'a suivi M. Lalanne est une copie, où les erreurs sont manifestes et ne peuvent être attribuées à d'Aubigné. Quel intérêt y a-t-il donc à imprimer le *Pré-aux-Clers* sans *s*, et ailleurs le *Pré-aux-Clecs*, par respect pour le texte? ou bien encore à donner le mot

(1) *Agrippa d'Aubigné. Notice biographique avec pièces et lettres inédites, recueillies par Théophile Heyer. Genève, 1870.*

bracelets écrit dans la même phrase *bracelets* ou *braselets* ? Je sais bien que c'est la mode actuelle et l'on n'ose guère ne s'y point conformer ; seulement on ne se pique pas, même en ce genre, d'une logique absolue ; car je ne vois pas pourquoi on ne reproduirait pas exactement l'orthographe des manuscrits du XVII^e et du XVIII^e siècle, quand on les a, avec leurs erreurs, leurs abréviations, et qui sait même ? avec leurs ratures et leurs surcharges, ce qui offrirait un certain intérêt, quand il s'agit de grands écrivains. Il arriverait seulement ainsi qu'on aurait à peu près autant de peine à déchiffrer les imprimés que les manuscrits, ce qui ne serait pas un petit inconvénient. A coup sûr cette vénération exagérée pour les textes reconnus défectueux vaut mieux que le sans-gêne des anciens éditeurs ; mais encore ne faut-il pas la pousser trop loin.

M. Lalanne n'en a pas moins rendu un grand service aux admirateurs de d'Aubigné en donnant pour la première fois le texte exact de ses *Mémoires* et en l'éclaircissant par des notes excellentes et par la citation de quelques passages de ses *Histoires*, où les mêmes faits sont racontés avec plus d'étendue.

Cette édition, vraiment nouvelle, fut la première en date (1854) de ces réimpressions qui allaient attirer sur le grand écrivain l'attention des lecteurs et provoquer divers travaux recommandables sur d'Aubigné ; les circonstances, du reste, étaient favorables à cette résurrection. M. Sainte-Beuve et d'autres avaient popularisé le nom seul du vieil écrivain ; mais ses œuvres restaient presque inabordables pour le plus grand nombre. Tout à coup, dans les premières années de l'empire, — et M. Sainte-Beuve le remarque, — « il y a comme un concours ouvert sur d'Aubigné, » et, on peut le croire, les mêmes raisons qui indisposaient alors M. Sainte-Beuve contre l'inflexible proscrit lui valaient ailleurs des sympathies. La fière attitude du vaincu, de l'exilé du XVI^e siècle, semblait un exemple qui avait alors son à-propos ; on était heureux de rencontrer dans le passé un ancêtre qui avait eu le droit de dire :

Ainsi jamais je n'ai ployé ;
Rien que le ciel ne me maîtrise.
Je tourne, mort et foudroyé,
Le visage à mon entreprise (1).

On pourrait voir dans les *Tragiques* comme une édition anticipée

(1) Ces vers sont tirés d'une pièce de d'Aubigné qui fut imprimée avec plusieurs autres à Ronen, en 1626, dans un recueil intitulé *le Séjour des Muses ou la Creme des bons vers*. On y trouve aussi quelques pièces de son fils Constant d'Aubigné, le père de Madame de Maintenon.

des *Châtiments*, et l'on y trouvait des vers qu'on eût dit faits pour le lendemain du 2 décembre :

Ce n'est qu'un coup d'Etat, que d'être bien parjure.

Il était dans la destinée de d'Aubigné de revivre à deux siècles de distance comme un vengeur et un justicier.

L'édition des *Tragiques* donnée par M. Lalanne avait eu un succès assez rapide pour rendre nécessaire une nouvelle édition ; c'est celle que nous donne aujourd'hui M. Charles Read. Elle se recommande par des mérites particuliers, dont la beauté de l'impression est le moindre. D'abord elle a été entreprise après une révision faite sur les manuscrits de d'Aubigné qui sont à Bessinges, près de Genève. Elle précise en outre l'histoire des diverses éditions des *Tragiques*, et établit nettement que l'édition de M. Lalanne est bien la troisième. — Enfin, M. Charles Read a joint à cette édition un commentaire sobre et précis et des sommaires qui permettent de suivre avec un peu moins de peine la pensée de d'Aubigné souvent assez embrouillée.

Il faut bien en convenir, la lecture suivie des poésies de d'Aubigné n'est jamais un plaisir sans mélange. C'est bien à lui, comme au vieux satirique latin, que peut s'appliquer le jugement d'Horace : *Ut flueret lutulentus...* La clarté, la netteté est ce qui lui manque le plus, et cette qualité modeste, mais indispensable, est un des mérites qu'il aurait pu envier à Régnier, son contemporain. Tout en nous félicitant de la réimpression de ses poésies, nous devons reconnaître qu'il est de ceux qui gagnent plus à être cités que lus d'un bout à l'autre. A côté de vers splendides, d'une énergie et d'une couleur incomparables, il y a souvent du fatras, des redites, des retouches de dates différentes et des additions qui ne contribuent pas peu à ajouter encore quelque embarras à la confusion de la rédaction première. Ce poème, au dire de d'Aubigné lui-même, a été composé en 1577, et l'on y trouve, à côté de passages qui se rapportent en effet à cette date, des allusions à des faits beaucoup plus récents. S'il s'agissait d'un auteur ancien, on crierait à l'interpolation, et l'on éliminerait ces passages comme non authentiques ; ces interpolations sont pourtant du fait de d'Aubigné, puisque c'est lui qui a publié les *Tragiques* sous cette forme, et elles étaient à peu près inévitables dans une œuvre gardée si longtemps en manuscrit. Mais ces incohérences historiques ne seraient rien ou du moins ne pourraient être sensibles que pour un

bien petit nombre de lecteurs. Ce qui nuit à l'effet de tant d'admirables morceaux, ce sont de singulières recherches de style et des affectations de haute science qu'on n'attendrait pas d'un homme d'ée. Ce mélange de défauts choquants et de qualités sublimes se retrouve partout dans les poésies de d'Aubigné. Un écrivain bien connu par des publications intéressantes pour l'histoire de la Réforme, M. Jules Bonnet, a donné, dans le *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme* (1), un *Discours par stances avec l'esprit du feu roi Henri IV*. Il se compose de plus de cinquante stances; il se trouve de beaux vers dans presque toutes, et pourtant on rencontre bien peu de stances que l'on puisse citer en entier. En voici une du moins qui me semble d'une beauté parfaite. D'Aubigné y reproche comme ailleurs à Henri IV son ingratitude envers ses plus fidèles serviteurs :

Où est le sein ami qui chauffa ta froidure,
La main qui t'arracha de la prison obscure,
Et l'ami qui te fit goûter la liberté?
Tout cela est errant, exposé aux orages;
D'opprobres tu payas les fidèles courages,
Et tes libérateurs de la captivité.

Par l'inobservance de certaines règles de la versification qui commençaient à être généralement admises (les *hiatus* par exemple qu'il prodigue), comme aussi par le vocabulaire, d'Aubigné semble beaucoup plus ancien que ses contemporains. Il y cependant chez lui des coupes, rares ailleurs, que la poésie actuelle a heureusement retrouvées. Voici d'autres vers de lui sur Henri IV, que je trouve dans le recueil cité plus haut (2).

Henri le Grand, — si grand que la paix ni la guerre
Ne lui ont fait souffrir maîtres ni compagnons, —
Trouve au ciel le repos qu'il n'eut point sur la terre,
Guerrier sans peur, vainqueur sans fiel, roi sans mignons.

M. Charles Read a indiqué quelques rapprochements curieux entre ces coupes expressives affectionnées par d'Aubigné et qu'on trouve dans Victor Hugo; il a signalé même tel vers des *Châtiments* qui semble une imitation directe des *Tragiques*; voici deux passages qui suffiraient pour prouver combien la même image peut gagner à être concentrée et fixée en un seul vers. Le vieux poète avait dit :

(1) 1866, p. 52 et 227.

(2) *Le Séjour des Muses*.

Je vous en veux à vous, apostats dégénères,
Qui léchez le sang frais tout fumant de vos pères
Sur les pieds des tueurs.....

Voyez la même image chez Victor Hugo :

Prosternez-vous devant l'assassin tout-puissant,
Et léchez-lui les pieds pour effacer le sang.

En admettant même qu'il y ait imitation, et non la simple et naturelle rencontre qu'explique le spectacle des mêmes et éternelles bassesses, quelle supériorité de netteté et de précision chez le poète moderne !

Quant à la monotonie d'inspiration qu'on a reprochée à d'Aubigné, c'est, ce me semble, un reproche qu'il ne mérite point. Dans son remarquable travail sur *la Satire* au XVI^e siècle, M. Lenient a cité de lui des vers qui font songer à Molière ; il aurait pu multiplier ces citations. Il y a surtout des vers dignes d'un moraliste dans les personnifications des vices divers que présente la troisième satire, où la magistrature du temps est dépeinte avec une singulière énergie, avec ses affectations d'austérité extérieure et ses défaillances prudentes ou intéressées. C'est le triomphe des péchés capitaux, revêtus d'un costume décent. Il y a là des vers tout aussi dignes de devenir proverbes que ceux de Rénier et de Boileau :

L'Ambition se tue en se faisant connaître.

..... L'Hypocrisie,

Qui parle doucement, puis sur son dos bigot
Va, par zèle, porter au bûcher un fagot.

..... La Vengeance au teint noir, pâlissant,
Qui croît, et qui devient plus forte en vieillissant.

Au dernier rang se tient la misérable Crainte :

Sa pâlissante vue est des autres éteinte ;

Son œil, morne et transi, en voyant ne voit pas ;

*Son visage sans feu a le teint du trépas.

Alors que tout son banc en un amas s'assemble,

Son avis ne dit rien qu'un triste *oui* qui tremble.

Elle a sous le tetin la plaie où le malheur

Ficha ses doigts crochus pour lui ôter le cœur.

Nous retrouvons le *oui* docile et fatal des plébiscites dans ce *oui* des parlements approuvant la Saint-Barthélemy. Pour les chefs, pour ceux qui, par leur caractère ou leur profession, doivent l'exemple, la responsabilité est lourde en pareil cas. M. de Montalembert a écrit un jour ces mots graves : « Il n'y a qu'un être au

monde qui soit plus vil que le bourreau : c'est son valet. » C'est à cette valetaille, quelle que soit sa livrée, que d'Aubigné réserve ses meilleurs coups et les flétrissures de sa plume vengeresse. C'est là surtout ce qu'il attaque dans sa *Confession de Sancy* (1). Il a le mépris hautain et amer de l'homme de cœur; mais il a aussi la verve comique, le sentiment du ridicule, le don de la raillerie. On se le représente trop volontiers comme un sectaire farouche, comme un puritain lançant toujours l'anathème; il y a chez lui (notamment dans *Fœneſte*) des gaillardises gauloises qui effarouchaient un peu à Genève; et dans les *Tragiques*, quand il parle des débordements des princes et princesses au temps des Valois, parfois il dépasse Juvénal en l'imitant. Sans doute la colère est la note qui domine dans ses satires; ce n'est pas pour rien qu'il les a intitulées les *Tragiques*; il les écrivait au lendemain de la Saint-Barthélemy ou en face des palinodies honteuses dont tant de nobles chefs donnaient le honteux exemple.

Le vent de la faveur passe sur ces courages !

On conçoit donc qu'il y ait chez lui *bien de la mauvaise humeur*, et l'on ne saurait (comme M. Sainte-Beuve dans la seconde moitié de sa carrière) lui en faire un sérieux reproche. Serait-il vrai néanmoins, ainsi que le prétendait M. Saint-Marc Girardin, qu'on ne trouve jamais chez lui « un sentiment tendre ou gracieux ? » Lisez ces vers sur les derniers martyrs :

Le printemps de l'Eglise et l'été sont passés.
Encore éclorez-vous, fleurs si franches, si vives,
Quoique vous paraissiez dernières et tardives.
On ne vous lairra point, simples de si haut prix,
Sans vous voir et flairer au céleste pourpris.
Une rose d'automne est plus qu'une autre exquise;
Vous avez éjouï l'automne de l'Eglise !

On rencontrerait ailleurs, dans ses petites poésies, bien des passages qui n'ont ni l'âpreté, ni l'énergie tendue des *Tragiques* :

(1) Voici comment il fait parler Sancy, au sujet des variations qu'on lui reproche, et qui ne sont, en effet, qu'apparentes : « Philosophons un peu sur cette question. Ce n'est pas changer que de suivre toujours le même but. J'ai en pour but, sans changer, le profit, l'honneur, l'aise et la sûreté. Tant que le dessein des huguenots a été conforme à ces quatre fins, je l'ai suivi sans changer. Quand, au contraire, j'eus dommage, honte, peine et danger, c'eût été inconstance de changer de desseins si diamétralement opposés. J'ai donc suivi mon but. Je n'ai échangé que de moyens, etc. » (L. II, ch. 6.)

Mes volages humeurs, plus stériles que belles,
S'en vont; et je leur dis : Vous sentez, hirondelles,
S'éloigner la chaleur et le froid arriver.....

Et il leur conseille d'aller *nicher ailleurs*. — Il me semble que cela est aussi doux et aussi charmant que les vers les plus gracieux de Desportes. Il est bien certain toutefois que ce n'est point un languoureux; il avait vu le *reître noir foudroyer les masures de France*, et la guerre civile ajouter ses horreurs à celles de l'invasion; il vivait en des temps terribles, et il en sentait toutes les angoisses. C'est son honneur comme homme, et c'est ce qui l'a fait revivre comme un contemporain associé à nos douleurs dans des temps trop souvent pareils à ceux qu'il a décrits.

EUGÈNE DESPOIS.

CHRONIQUE DE LA BIBLIOTHÈQUE

Le chapitre que nous ouvrons intéressera sans doute tous nos lecteurs. De près ou de loin, ils ont généralement applaudi à la fondation de la Bibliothèque, et nous ont souvent adressé de visibles témoignages de leur sympathie. Grâce à leurs dons, d'une importance diverse, mais qui prennent à nos yeux une valeur égale, nos richesses se sont accumulées dans des proportions si considérables, que cette branche cadette de notre œuvre en est devenue rapidement une des principales. De jour en jour, sa place au sein du protestantisme s'accroît davantage; elle a pu ouvrir ses portes à un public studieux; elle est entrée en relations avec des Bibliothèques sœurs dans les divers pays de l'Europe et jusque sur le continent américain. Il ne s'écoule guère de semaine où elle ne s'augmente de quelque précieuse relique du passé, de quelque utile et savant travail moderne, et souvent ce sont des collections entières, présents de col-laborateurs dévoués, ou legs d'amis rentrés dans leur repos, qui sollicitent de nouveaux rayons.

Aussi les lignes forcément écourtées que lui consacrent le discours annuel et les extraits des procès-verbaux ne sont-elles plus en rapport avec son importance. S'il n'est pas temps encore d'en écrire l'histoire, l'heure cependant semble venue d'en enregistrer la chronique. Elle pourra être de quelque utilité aux bibliographes de l'avenir. Quant à son avantage immédiat, n'est-il pas incontestable? Nos lecteurs y trouveront peut-être des renseignements qu'ils chercheraient vainement ailleurs : le titre d'un livre auquel ils ne songeaient point d'avance leur inspirera plus d'une fois le

désir de le consulter, et d'autre part, les bibliothécaires, en payant au nom de la Société une dette de gratitude envers ses bienfaiteurs, saisiront l'excellente occasion de joindre à leurs remerciements des invitations nouvelles. On ne craint point de révéler des lacunes quand on peut espérer les voir un jour se combler.

Comment, en effet, serait-il possible qu'il n'y en eût pas, et pendant longtemps encore, dans un ensemble à la fois si vaste et si varié? S'il est des divisions déjà bien remplies, il en est d'autres, avouons-le sans honte, pour que nos amis se le rappellent au besoin, il en est où les cadres seuls sont tracés. Ne serait-il pas nécessaire d'indiquer quels sont ces cadres et de montrer combien de sujets divers peuvent et doivent trouver place dans une Bibliothèque du protestantisme?

Resserrer les liens qui déjà unissent à la nôtre tous les membres de la Société, et grouper en même temps les éléments du catalogue futur, tel doit être le double but de notre causerie mensuelle.

Dans sa séance du 10 novembre 1865, le Comité de la Société de l'Histoire du Protestantisme français votait la création d'une Bibliothèque destinée à réunir « les livres anciens et nouveaux, et, autant que possible, les collections de toute nature, manuscrits, gravures, médailles, qui peuvent servir à la reconstitution de nos annales. » Il répondait ainsi à un besoin réel, faciliter l'étude du passé, préparer l'histoire de l'avenir, et suivait l'exemple donné à plusieurs reprises par nos anciens synodes.

Dès l'origine de la Société, 1852, une des nombreuses marques d'intérêt dont elle fut l'objet avait été l'envoi, par des auteurs protestants, de quelques-uns de leurs ouvrages; et la première pierre d'attente du département des manuscrits avait été posée le jour où l'amiral Baudin et M. Charles Baudin, son fils, consentaient à se dessaisir en sa faveur du précieux Registre des écrous des chiourmes de Marseille. (Voir *Bull.*, I, p. 52 et 70.) Des documents multipliés étaient venus depuis s'y joindre ainsi que des médailles et des méreaux : il importait de les coordonner d'une manière définitive.

Quelques jours après cette décision, un don d'une importance exceptionnelle en faisait encore ressortir l'opportunité. M. Bouvier-Pusey, de Londres, nous offrait sept volumes de manuscrits provenant de Jean Hotman, sieur de Villiers, fils du célèbre jurisconsulte. Ce recueil renferme une foule de pièces qui intéressent notre histoire, et, parmi les lettres autographes, il en est une de la main même de Calvin et une autre du roi Henri IV.

Nos débuts, cependant, étaient bien modestes. « Nous voulons fonder une Bibliothèque, » disait M. Guizot en présidant l'assemblée

annuelle de 1866, et, après avoir parlé de celle établie en Angleterre par M. Williams et uniquement consacrée à l'histoire des dissidents anglais et de leurs œuvres, l'illustre orateur ajoutait : « Notre champ, Messieurs, est bien plus vaste, et notre Bibliothèque est à peine commencée ; elle n'a pas encore un local qui soit à elle et où elle puisse s'étendre ; elle n'existe que grâce à l'hospitalité que lui donne le président de votre comité... Mais, avec du temps, avec du zèle, avec votre concours, elle peut et doit prospérer. » Le nombre des volumes ne dépassait pas encore deux cents, parmi lesquels la première acquisition faite par le comité, la *France Protestante*, de MM. Haag. L'année suivante, il approchait de cinq cents. Ce résultat était dû, en grande partie, aux envois d'auteurs et d'éditeurs, parmi lesquels nous devons citer les belles réimpressions dues aux soins de M. Révilliod. Quelques dons *ad hoc*, provoqués par la généreuse initiative du docteur Jules de Seynes, nous avaient permis d'affronter l'importante vente Hassize et d'y glaner plusieurs volumes rares dans le double champ de la théologie et de l'histoire. (Voir *Bull.*, XV, p. 56 ; — XVI, p. 47, 94, 144.) Enfin, parmi les dons individuels, nous avons reçu, en souvenir de feu M. le pasteur Delhorbe, un magnifique exemplaire de l'*Institution chrétienne* ; de M. Teissier, d'Aulas, une *Liturgie du Désert*, et du pasteur Vallette, de Jussy, sept Traités en lettres gothiques, 1534, véritable joyau que nous nous réservons d'étudier un jour dans nos chroniques.

Une circulaire du 11 juillet 1867 appelait l'attention sur l'institution naissante et en précisait le caractère. « Toutes les branches de notre littérature protestante, histoire, théologie, recueils épistolaires, sermons, controverse, doivent y occuper une place... » Et, à côté des ouvrages de nos coreligionnaires, elle insistait sur l'intérêt qu'offrait pour nous la critique aussi bien que l'éloge des écrivains étrangers à notre culte.

La première réponse à cet appel était de nature à nous remplir de joie. Le 23 octobre, M. le pasteur Th. Monod, au nom du presbytère de l'Eglise évangélique réformée, présentait la collection de Journaux et Rapports, unique dans son genre, rassemblée pendant de longues années par feu M. le pasteur Frédéric Monod, et formant à elle seule toute une bibliothèque considérable. Il y attachait seulement la condition de veiller à ce qu'elle fût complétée, continuée et distinguée par le nom de son créateur. (*Bull.*, XVI, p. 568.)

Le ministère de l'instruction publique commençait, à la même époque, à nous accorder plusieurs des publications historiques imprimées aux frais de l'Etat : les doyens des deux facultés de théo-

logie promettaient de réserver un exemplaire de chacune des thèses soutenues devant elles à l'avenir, et l'Eglise wallonne de Leyde, persévérante dans sa sympathie de la première heure, envoyait les doubles de sa Bibliothèque.

En janvier 1868, l'Eglise de Paris perdait un de ses conducteurs, M. Ath. Coquerel père. Plusieurs de ses catéchumènes, « animés par le désir de lui consacrer un signe permanent de leur respectueuse reconnaissance, voulurent conserver les volumes rassemblés par lui avec tant de soin et un goût si éclairé. » Ils nous remettaient ce fonds dont ils stipulaient d'avance l'inaliénabilité.

Aussi le rapport annuel renferme-t-il ces lignes : « L'an dernier, la Société ne possédait guère que 500 volumes ; elle en compte aujourd'hui plus de 7,000. Nous pouvons le dire hautement, la Bibliothèque du Protestantisme français existe. »

Cette existence, il est vrai, imposait de nouveaux devoirs, rendus plus impérieux encore par l'acquisition des volumes et manuscrits laissés par notre regretté collègue, M. Eugène Haag. Le choix d'un local devenait indispensable. Le comité y tint sa première séance dès le 11 juin, et le 5 février 1869, il avait la satisfaction d'ouvrir au public le cabinet de travail plus d'une fois annoncé et promis. Il lui donnait le nom officiel de *Bibliothèque du Protestantisme français*, « pour attester, » est-il dit dans nos procès-verbaux, « que si elle est la propriété particulière de la Société qui l'a fondée, elle est aussi la propriété morale des protestants de France appelés à l'accroître par leurs dons généreux et à en tirer profit pour leur histoire. »

Dans l'intervalle, une collection de premier ordre, réunie à Londres par M. Baynes et plus spécialement consacrée au Refuge, nous avait été vendue dans les conditions les plus désintéressées : M. de Triqueti complétait plusieurs lacunes dans la série des rapports par l'adjonction de près de 600 brochures, et M. Rossignol nous aidait à commencer le département des gravures et photographies. C'est à ce moment qu'il faut reporter la rédaction du Règlement et du Catalogue par cartes, selon l'ordre alphabétique, complété depuis par le Catalogue par ordre de matières. Ces soins furent confiés à une commission de six membres, prise au sein du Comité.

Une chronique rétrospective ne saurait contenir les noms de tous les bienfaiteurs : ils sont inscrits dans les rapports annuels et au dos de la carte du Catalogue correspondant à l'ouvrage donné par eux.

Rappelons cependant qu'en avril 1869, M. E. Scherer plaçait sur nos rayons 590 volumes, relatifs surtout à la théologie et dont la description figure au *Bulletin* (XVIII, p. 299).

1870. — Tandis que ses richesses s'accroissaient ainsi rapidement, la Bibliothèque étendait le cercle de ses relations, entrait en rapport avec ses aînées et en recevait des réponses pleines d'encouragements et de sympathie. Les Bibliothèques de Bonn, Boston, Dresde, Hartward College, Leyde, Moscou, Newton Centre, Nuremberg, Philadelphie, Savannah, Tubingue, Vienne et Wernigerode lui adressaient leurs félicitations.

Un fonds considérable, plus de 40,000 rapports sur les œuvres religieuses du protestantisme français et étranger, recueillis par feu M. le pasteur Scheler et donnés par son fils, venait s'unir au fonds Fr. Monod, et à l'assemblée annuelle, M. Durand-Dassier déposait dans nos archives un trésor de famille, les Actes originaux des Synodes du Désert.

Le 13 juillet, la reconnaissance d'utilité publique semblait consolider définitivement notre œuvre. Une année terrible, dont les émotions douloureuses résonnent encore au fond de tous les cœurs, devait à la fois nous apprendre la vanité des prévisions humaines et nous rappeler l'inscription de ce tableau, qu'une balle, pénétrant dans notre salle de travail, effleura sans le détruire : « En la crainte de l'Eternel est une ferme assurance. »

Ne revenons sûr ces navrants souvenirs que pour bénir Dieu une fois encore d'avoir daigné protéger l'humble sanctuaire de nos études. Fermée depuis le mois d'août 1870, la Bibliothèque ne se rouvrit en public qu'à la fin de 1871. C'est de Suisse et d'Angleterre que les dons commencèrent à lui revenir. Le gouvernement britannique lui accordait la collection des Calendars, extraits des papiers d'Etat de Henri VIII à Elisabeth; la Société des Unitaires et celle des Amis lui remettaient une série presque complète de leurs publications; l'Université de Cambridge, son Catalogue.

1872. — De la 18^e à la 19^e assemblée générale, deux années s'étaient écoulées; années difficiles, pendant lesquelles notre Bibliothèque accusait néanmoins une augmentation de 400 volumes, de 600 gravures, portraits de pasteurs luthériens offerts par M. Frossard, de manuscrits synodaux acquis à la vente Delprat de la Haye, de cinq volumes de documents statistiques sur le Refuge en Prusse, recueillis par M. Dieterici, et d'un portrait à l'huile d'Ancillon, présenté par M. le pasteur Cuvier en souvenir de l'Eglise de Metz.

Devenue plus riche, la Bibliothèque pouvait à son tour venir en aide à celles qui avaient cessé de l'être; elle contribuait, par sa modeste offrande bibliographique, à la reconstitution de deux bibliothèques éprouvées, celle de Saintes et celle de Strasbourg.

L'achat de la collection Sainte-Beuve sur le Jansénisme et Port-Royal est le fait majeur de l'exercice. La Commission ayant récemment décidé de publier un Inventaire de tous ces fonds spéciaux, nous nous bornerons à inscrire le relevé numérique de celui-ci, 837 volumes et 32 manuscrits.

L'approche du Synode fit sentir l'utilité qu'il y aurait à réunir, à mesure qu'elles apparaîtraient, toutes les brochures relatives à cette assemblée. Une mesure semblable, prise au moment du Concile du Vatican (1870), n'a pu recevoir qu'un commencement d'exécution.

Le 22 juin, le Synode, par un vote unanime, se rendait l'interprète de la reconnaissance des Eglises envers la Société de l'Histoire du Protestantisme français : la fondation de la Bibliothèque est un des motifs invoqués à l'appui de cette distinction exceptionnelle. En rappelant ce vote, qui n'est pas moins un stimulant qu'une récompense, nous terminerons ce coup d'œil rétrospectif. Avec l'année 1873, nous serons encore dans la chronique du présent.

Un des Bibliothécaires.

CORRESPONDANCE

ÉDITIONS DU PSAUTIER^{*}

Notre travail sur *Marot et le Psautier huguenot* touchant à sa fin, nous prions une dernière fois les lecteurs du *Bulletin* de vouloir bien nous faire parvenir sans retard copie des titres, avec indication du format, de tous les psautiers en vers qui sont à leur portée, et particulièrement des éditions du XVI^e siècle.

Nous adressons en même temps nos remerciements à MM. les pasteurs Vidal, de Bergerac; — Dupin de Saint-André, de Sauveterre; — Charruaud, de Saint-Maixent; — Sarrut, de Mazamet; — Arnaud, de Crest; à MM. Racine Braud, de Fontainebleau; — Mairesse, de Caen; — Georg Becker, de Lancy, — et Alphonse Vivier, de la Rochelle (celui-ci nous a envoyé pour sa part quarante-sept titres), pour les obligeantes communications qu'ils nous ont adressées.

La partie de *Contra* du psaume 10 de Marot : *D'où vient cela, Seigneur?* harmonisé à cinq voix par ORLANDE DE LASSUS, nous manque. Nous serions fort obligé à la personne qui nous en procurerait une copie exacte. Il en est de même de deux parties du psaume 138 du *Dodécacorde* de CLAUDIN LE JEUNE, dont nous ne possédons que la *Basse-contre*, la *Taille* et la *Cinquième*.

Nous désirerions encore obtenir copie de toutes les parties musicales du psaume 25 des psautiers de GALLOT, 1830, COURT-NAEF, 1853, L. NAGEL, 1858, et, chose beaucoup plus rare, un ou deux psaumes de SWELINCK. Il nous manque aussi la partie de *Contra*, du psaume 25 de Oruppi, musique chiffrée.

O. DOUEN.

Paris, 5, rue des Beaux-Arts. — 25 octobre 1873.

Paris. — Typ. de Ch. Meyrueis, 13, rue Cujas. — 1873.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LES PROTESTANTS A LA COUR DE SAINT-GERMAIN

PENDANT LE COLLOQUE DE POISSY (1)

Des protestants français ne devaient pas seuls être appelés par les circonstances à la cour de Saint-Germain, lors du colloque de Poissy. On a déjà vu que des protestants anglais, Trockmorton, Challoner, et un protestant florentin, P. Martyr, y figurèrent aussi. Il était, en outre, réservé à des luthériens allemands d'y faire une apparition, sous d'assez étranges auspices, peu connus jusqu'à ce jour.

Longtemps avant que ne s'ouvrit la séance du 24 septembre, le cardinal de Lorraine, fidèle au plan qu'il avait conçu, non-seulement de restreindre, autant que possible, le champ de la discussion, mais même de le transformer, « s'estoit avisé (2), à toutes aventures, d'un subtil moyen, qui estoit de faire venir en diligence quelques ministres allemands

(1) Voir les numéros précédents du *Bulletin*, p. 385 et 481.

(2) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 527.

de la confession d'Augsbourg, lesquels il délibéroît de mettre en teste aux ministres de France sur le différend de la Cène, afin de les diviser et d'échapper au travers avec tous ceux de son parti. » Gardant secrète sa tactique, il dépêcha à Vieilleville, qui commandait alors à Metz, « un sien espion à gages, nommé Rascalon, lequel de pource coquin l'avoit fait valet de chambre du roy (1). » Rascalon était porteur d'une lettre ainsi conçue (2) :

« Cognoissant que nous avons icy faute de quelques docteurs, gens sçavans qui entendent et puissent parler clairement, et défendre la confession d'Auguste, chose qui seroit fort à propos pour servir aux affaires qui s'offrent et se traittent de présent pardeça : et ayant pensé que d'Alemagne s'en pourroit recouvrer aucuns, et que vous en avés bien le moyen, j'ay avisé de vous depescher ce porteur en extrême diligence : Vous priant, incontinent la présente reçeue, mettre peine de savoir où il y en a des plus clairvoyans, sçavans et mieux estimés pour ce faire, qui soient gens entiers et francs en ceste opinion : et depescher gens exprès devers eux, et sans y rien espargner, ne remuer, jusqu'à trois ou quatre des plus excellens, et les envoyer secrètement et sans bruit pardevers moy, le plus tost et en la plus grande diligence que faire se pourra, car vous ne sçaurés rien faire qui ne soit plus agréable. »

Que fit Vieilleville ? on l'ignore. Toujours est-il que, si la séance du 24 eut lieu sans qu'un seul théologien allemand fût encore arrivé, le cardinal de Lorraine eut du moins recours à un expédient qui le mit en mesure d'invoquer, à l'appui de ses menées, une auxiliarité germanique.

Dans cette séance, Bèze avait réfuté, sur la thèse de l'Eglise, le discours prononcé, huit jours auparavant, par le cardinal ; après lui avaient parlé Despence, homme grave et modéré (3), et de Saintes, *petit moine blanc*, arrogant et

(1) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 527.

(2) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 527, 528.

(3) Ce fut à Despence que le chancelier de l'Hôpital dédia une épître sur la poésie chrétienne, qui contient son *hymne de Noël*. Voy. l'épître & du liv. 1^{er} des

stérile déclamateur; Bèze venait de répliquer lorsque, « là-dessus, raconte-t-il (1), monsieur le cardinal, au lieu de poursuivre la conférence, nous mit en avant un petit formulaire de la matière de la Cène qu'il avoit extrait d'une plus grande confession faicte et signée par les ministres du duché de Wirtemberg, l'an 1559, nous disant que si nous ne voulions signer cela, il ne passeroit plus oultre. Nous insistasmes au contraire qu'on disputast sur toute nostre confession de poinct en poinct, maye ce fut en vain, qui fut cause que nous demandasmes delay de deux jours pour respondre. »

A cette déviation du débat par l'introduction imprévue de l'élément germanique, Bèze et ses collègues opposèrent, le 26, une réponse péremptoire. Ils la terminèrent par ces paroles adressées à la reine-mère, qui perçaient à jour la trame ourdie par le cardinal, et le prenaient, tout habile qu'il croyait être, dans ses propres filets (2) : « Madame, pour vous monstrier en brief quel desir nous avons de servir à Dieu et mettre Vostre Majesté en son repos, s'il plaist à messieurs les preslats disputer sur nostre confession, nous en sommes prests. S'ils ayment mieux accepter la confession d'Augsbourg toute entière, nous serons encore plus près d'appointement. Car nous nous trouvons d'accord de la plus part, et quant à ce qui reste, on nous trouvera toujours prests d'esconter raison et la parole de Dieu. S'ils ne veulent ny l'un ny l'autre, ce n'est pas raison qu'ils se servent de la confession d'Augsbourg pour augmenter les discordes. Car nous savons que l'intention des très illustres princes d'Allemagne n'est pas telle, ny la nostre aussy, veu que leurs Eglises et les nostres sont de bon accord contre ce que messieurs les preslats maintiennent; et ce qu'il y a de reste de différent s'accordera bien entre nous quelque jour, Dieu aydant, par autre moyen. Mais si messieurs les preslats ont quelque meilleure confession de leur

poésies latines de l'Hospital. Voy. aussi Haag, *France protestante*, v° Espence (Claude d').

(1) Lettre du 3 octobre 1561 à l'électeur palatin, ap. Baum, *app.*, p. 89.

(2) *Ibid.*, même lettre.

doctrine, qu'ils la mettent en avant, et nous sommes prêts d'opposer au contraire ce que nostre Seigneur nous a appris par sa parole. »

Le cardinal de Lorraine, piqué au vif, fit une réponse équivoque, entama la question de la Cène, et appela à son aide Despençe. P. Martyr, qui jusqu'alors avait gardé le silence, répondit à ce théologien. Ne sachant pas le français, il parla en italien; ce dont Charles de Lorraine se fit contre lui, par boutade, un grief auquel Despençe, pour sa part, eut le bon goût de ne pas s'associer, discernant, au contraire, à P. Martyr des louanges méritées. On rapporte, en effet (1), que, « ainsi que Pierre Martyr, excellent en doctrine et ayant singulièrement traité ceste matière (de la Cène), continuoît de parler fort doctement, et jusques à ravir en admiration toute l'assistance, le cardinal dit qu'il ne vouloit avoir affaire à autres qu'à ceux de sa langue : non toutesfois qu'il n'entendist très bien la langue italienne, et que Martyr ne feust clairement entendu. Despençe lors donna ceste louange à Martyr, qu'il n'y avoit eu homme de ce temps qui eust si amplement et avec telle érudition escrit du faict du sacrement que luy. » Lorsque l'Espagnol Lainés, général des Jésuites, osa, immédiatement après, dans une harangue furibonde, insulter les ministres, en les traitant de loups, de renards, de singes, etc., etc., et donner contre eux à Catherine de Médicis des conseils de violence qui mécontentèrent fortement cette princesse (2), le cardinal de Lorraine ne reprocha point à ce digne suppôt du légat, comme à Martyr, de s'exprimer en langue italienne. Bèze et Martyr parlèrent de nouveau, mais la discussion ne put aboutir. C'était précisément ce que désiraient la plupart des prélats.

A l'issue de cette séance, qui venait de clore brusquement la série des conférences générales, auxquelles allaient succéder

(1) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 599.

(2) Journal de Despençe, 26 septembre 1561, ap. Klipffel, *Coll. de Poissy*, p. 131.

désormais de simples conférences particulières, le roi de Navarre jugea opportun d'appeler à Saint-Germain des théologiens allemands. Il était au courant des artifices employés par les Guises pour capter, par un étalage de belles paroles que démentaient d'ailleurs leurs actes, les bonnes grâces des princes d'Allemagne; il demeurait convaincu que le cardinal de Lorraine, qui, du fond de l'âme, repoussait la confession d'Augsbourg, ne l'avait invoquée que pour la jeter dans la discussion comme un brandon de discorde, et que le but de cet astucieux prélat était d'inciter par là les deux grandes fractions du protestantisme à engager entre elles une lutte qui tournât à leur détriment mutuel. « Quand je m'aperçus, nous apprend Antoine de Bourbon lui-même (1), en parlant de Charles de Lorraine, quelles étaient les intentions perverses de cet homme, j'éprouvai le vif désir de voir intervenir au débat les docteurs qui, mieux que tous autres, étaient aptes à confondre ses manœuvres au sujet de la confession d'Augsbourg. » Il est permis de croire que ce désir était en outre inspiré par le chimérique espoir que la confession d'Augsbourg, doctement exposée et débattue, pourrait servir à opérer un rapprochement entre protestants et catholiques. Quoi qu'il en soit, le roi de Navarre, pour invoquer en ce moment l'appui de la théologie germanique, n'eut qu'à se reporter à une ouverture qui lui avait été faite naguère, et dont il se reprochait peut-être de n'avoir pas jusque-là suffisamment tenu compte.

Le 12 juin 1561, Christophe, duc de Wurtemberg, lui avait envoyé un ambassadeur (2), chargé d'annoncer que rien ne semblait plus urgent à son souverain, que de convoquer immédiatement, en France, un synode national, aux délibérations duquel seraient invités à prendre part divers docteurs, surtout des docteurs allemands, afin de combattre les erreurs

(1) A. Kluckhohn, *briefe Friedrich des Frommen, Kurfürsten von der Pfalz*. erster Band, n° 144, p. 219.

(2) Bernhard Kugler, *Christoph Herzog zu Württemberg*. Stuttgart, 1872. zwölfter Band, p. 303, 304.

du papisme, en leur opposant la pure doctrine de l'Évangile. Christophe offrait son active coopération pour l'accomplissement de cette œuvre sainte. Calvin avait dissuadé Antoine de Bourbon de suivre les conseils venus d'outre-Rhin, en lui écrivant : « Nous avons entendu que le duc de Wurtemberg vous sollicite à procurer que la confession d'Augsbourg soit reçue en France : mais, au nom de Dieu, pensez comme la confession de foy que les Eglises de France ont juré de suivre et maintenir a esté ratifiée, et quand il n'y auroit signature telle de sang des martyrs, puisqu'elle est extraite de la pure parole de Dieu et qu'elle a été présentée au roy et à son conseil, vous ne la pouvez rebouter ny mesme obscurcir, que Dieu ne s'y oppose et vous monstre par effect qu'il veut estre crû et ouy. Touchant la confession d'Augsbourg, comment le duc de Wurtemberg vous ose-t-il prier de la recevoir, veu que luy et ses semblables en condamnent l'auteur, qui est Melancthon ? Toutesfois nous le laissons à part, veu qu'on luy a fait jouer un personnage pour parler de ce qui luy est du tout incongneu. Le faict est tel que ceux qui se renomment de ce party-là sont comme chiens et chats (1). » Le roi de Navarre, paraissant n'attacher qu'une médiocre importance aux vues de Christophe, s'était contenté de répondre à l'ambassadeur wurtembergeois, qu'il attendait la grande ambassade que les princes allemands se proposaient d'envoyer en France. Il savait, en effet, que, depuis le mois de janvier 1561, l'électeur palatin soutenait, avec les principaux membres de l'assemblée qui avait siégé à Naumbourg, d'actives négociations pour qu'on se décidât à envoyer une ambassade à la cour de France, afin d'appuyer près d'elle la cause des réformés ; mais il ignorait alors que cette ambassade ne pouvait pas avoir lieu, à raison du refus que feraient le Palatinat et la Hesse de prendre parti pour la confession d'Augsbourg contre le calvinisme (2). Du reste, ni lors de la réponse qu'il avait faite à l'envoyé de

(1) *Lett. franç.*, t. II, p. 421, 422. Août 1561.

(2) A. Kluckhohn, *Briefe Friedrich des Frommen*, introduction, p. Lxv.

Christophe, ni depuis, Antoine de Bourbon n'avait exprimé le moindre désir que des théologiens allemands fussent députés au colloque projeté. Son silence à cet égard avait excité un certain mécontentement. En effet, un agent diplomatique de l'électeur Auguste de Saxe, n'avait pas tardé à entendre dire, dans Paris, que le duc Christophe, son fidèle allié Wolfgang, comte palatin du Rhin, duc de Deux-Ponts, et les ducs saxons, éprouvaient un véritable dépit de ce qu'on n'eût pas ménagé l'accès du colloque à des représentants éminents du luthéranisme, tels que Jean Benz, Nicolas Gallus et Mathias Flacius (1).

A la vue de l'attitude prise, au colloque, par le cardinal de Lorraine, le roi de Navarre se souvint des théologiens allemands qu'il avait laissés dans un oubli momentané, et dépêcha aussitôt un personnage de confiance vers l'électeur Frédéric et le duc Christophe pour les prier d'envoyer à Saint-Germain des théologiens de renom.

Tandis que le roi de Navarre mettait ainsi à exécution la résolution que lui avait inspirée la séance du 24 septembre, Th. de Bèze, rendant compte de cette même séance à l'électeur palatin, lui disait : « Monseigneur, Vostre excellence peult aisément appercevoir par ce discours comme Satan, l'ancien adversaire des Eglises de Dieu, se voyant n'estre le plus fort en se servant de la papauté, tasche de brouiller les Eglises de France et d'Allemagne par ceulx qui n'ayment ny les unes ny les aultres. Cela seroit un grand malheur non-seulement pour les enfants de Dieu, mais aussi pour ce royaume que Dieu veuille conserver après tant de travaux et afflictions qu'il a soustenues. Cela estant bien considéré selon l'excellente prudence que Dieu vous a donnée et à tant d'aultres très illustres princes d'Allemagne, nous nous asseurons que vous sçaurez bien descouvrir et empescher toutes les faulses

(1) Huh. Langueti *Epistol.* lib. 2, épist. LVII : Duces Saxonie, Bipontinus et Virtembergensis aggre ferunt huc non esse acceritos Illyricum, Gallum, et Brentium, etc.

et malheureuses entreprises et menées de ceux qui voudroient bien nous ruiner les uns par les autres et en faire leur triumphe, quoy qu'ils sachent bien se déguiser en toute sorte (1). »

Th. de Bèze ne se borna point à soutenir de sa parole savante et spirituelle une lutte au terme de laquelle il n'entrevoyait guère d'autre succès à obtenir qu'un peu de justice à l'égard de ses coreligionnaires de la part d'un monde ignorant, qu'on avait jusqu'alors abusé sur leur doctrine (2); il fit plus, en se décidant à passer de la parole à l'action, dans une circonstance caractéristique, qui suivit de cinq jours la séance du 24 septembre.

Un mot d'abord sur les faits généraux desquels se dégage une situation toute nouvelle.

Les protestants français, quelles que fussent les rigueurs insensées de la législation, alors en vigueur, qui les atteignait non-seulement dans la manifestation de leur croyance, mais jusque dans les actes les plus importants de la vie domestique, n'en étaient pas moins résolus à se prévaloir, chaque fois que cela leur devenait possible, de la tolérance qui leur était accordée en 1561, en avançant, par la pratique, la consécration du principe de la liberté religieuse, qu'ils ne cessaient de revendiquer, depuis un an, par l'organe de leurs généreux protecteurs à la cour. C'est ainsi, qu'en ce qui concernait la profession extérieure de leur foi et sa propagation, ils se réunissaient pour l'exercice public de leur culte, et travaillaient activement à la dissémination des saintes Ecritures et de divers livres, soit de piété, soit de controverse. C'est ainsi encore, qu'en ce qui concernait leur vie de famille, ils s'attachaient à faire intervenir publiquement le ministère des pasteurs dans la célébration de leurs mariages et dans l'administration du baptême de leurs enfants. Mais, si leurs efforts

(1) Lettre du 3 octobre 1561, ap. Baum, *app.*, p. 90.

(2) Beza Calvino, 27 septemb. 1561, ap. Baum, *app.*, p. 75 : Ne mireris nos esse tam verbosos; scito nos studio id facere, quoniam ex hoc colloquio nullam majorem fructum speramus quam ut cognita ac perspecta nostra causa, qui per ignorantiam nos damnabant, saltem sequiores nobis fiant : neque est, Dei gratia, cur nos laboris poeniteat.

sur ce double point, accomplis en exécution des articles 33 et 34 de la discipline ecclésiastique du 28 mai 1559 (1), avaient réussi, dans certains cas isolés, à peine en était-il resté quelque trace. L'histoire, en effet, ne mentionne qu'un très-petit nombre de baptêmes administrés (2) et de mariages bénis (3) par des pasteurs, de mai 1559 à septembre 1561. Ce fut à cette dernière époque seulement, que s'offrit l'occasion de détacher, avec éclat, du ministère des ecclésiastiques catholiques, au nom des familles protestantes, l'accomplissement d'actes religieux qui, de droit, rentraient dans les attributions exclusives des pasteurs. Cette occasion fut, d'accord avec la reine de Navarre et d'autres membres éminents de l'Eglise réformée, saisie avec empressement par Th. de Bèze. Sans faiblesse comme sans jactance, à proximité des regards de la cour et de l'assemblée des prélats, il tint à honneur de procéder solennellement, avec une publicité exceptionnelle, à la célébration du mariage de protestants appartenant l'un et l'autre à de grandes familles de France.

Des deux fiancés, sur l'union desquels il devait appeler la bénédiction divine, l'un était le cousin de Jeanne d'Albret, Jean de Rohan, seigneur de Fontenay, second fils de René, premier du nom, vicomte de Rohan, et d'Isabelle d'Albret, fille de Jean, roi de Navarre; l'autre était la nièce de la duchesse d'Etampes, Diane de Barbançon, fille de Michel de Barbançon, seigneur de Cany, et de Péronne de Pisseleu (4),

(1) *Art. 33* : « Les mariages seront proposés au consistoire, où sera rapporté le contract du mariage passé par notaire public, et seront proclamés deux fois pour le moins en quinze jours : après lequel temps se pourront faire les espousailles en l'assemblée. Et cest ordre ne sera rompu sinon pour grandes causes, desquelles le consistoire connoistra. » — *Art. 34* : « Tant les mariages que les baptêmes seront enregistrés et gardés soigneusement en l'église, avec les noms des pères et mères et parrains des enfants baptisés. »

(2) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 391, 387, 393.

(3) En 1559, « Léopard visita l'isle d'Oléron et y fit les premières espousailles selon la façon reçue en l'église réformée. » (Bèze, *H. eccl.*, t. I, p. 306.) « En 1560, les ministres Labergerie et Desmeranges, violemment séparés de leur troupeau d'Orléans, ayant entendu qu'il y avoit quelques enfans à baptiser et quelque mariage à faire, retournèrent tout soudain et dès lors recommencèrent l'exercice du ministère. » (*Ibid.*, p. 391.)

(4) Voir la correspondance de Calvin avec cette dame, *Lettres franç.*, t. I, p. 281, 295 et 325.

sœur aînée d'Anne de Pisseleu, femme de Jean de Brosse, dit de Bretagne, duc d'Etampes.

Le 29 septembre 1561, devait se tenir à Saint-Germain une assemblée générale des membres de l'ordre de Saint-Michel, précédée d'une messe, dite *messe de l'ordre*, à laquelle Louis de Bourbon, Coligny et quelques autres *chevaliers* notables désiraient ne point assister (1); aussi, ce jour fut-il précisément celui qui, de concert avec eux et Jeanne d'Albret, fut choisi pour la célébration du mariage de Jean de Rohan et de Diane de Barbançon, à Argenteuil (2).

Dans ce bourg arrivèrent, au jour et à l'heure fixés, la reine de Navarre, le prince et la princesse de Condé, l'amiral et sa femme, le comte et la comtesse de Laroche-foucault, le duc de Longueville, ainsi que plusieurs seigneurs et dames de haut rang, qui venaient entourer de leur sympathie et de leurs vœux les jeunes fiancés et leurs parents.

Bientôt, s'adressant à un auditoire profondément recueilli, Bèze inaugura la solennité du jour (3), par ces paroles : « Notre aide soit au nom de Dieu qui a fait le ciel et la terre ! Amen. »

Il caractérisa ensuite, en traits saisissants, d'après la parole divine, l'institution du mariage chrétien, et ajouta :

« Vous doncques, Jean de Rohan, et vous, Diane de Barbançon, ayans la connoissance que Dieu l'a ainsi ordonné, voulez-vous vivre en ce saint estat de mariage que Dieu a si grandement honoré ? Avez-vous un tel propos comme vous

(1) Hub. Langueti *Epistol.*, lib. 2, epist. LVII : In die Michaëlis (1561) plerique ex equitibus non accesserunt ad eam missam quæ dicitur Ordinis : Eo ipso die unus ex familia de Rohan celebravit nuptias in pago vicino aulæ, Beza ministro et habente concionem.

(2) Estienne Pasquier, *Lettres*, liv. IV, lett. XI, « A la Saint-Michel dernière, la royne de Navarre, à la veue de tout le peuple, a fait solemniser, à l'usage de Genève, le mariage d'entre le jeune Rohan et la Barbançon, au bourg d'Argenteuil, par Bèze. »

(3) Pour retracer les principaux détails de cette solennité, nous nous référons scrupuleusement à un très-rare petit manuel de 56 pages in-12, sans indication de lieu d'impression, intitulé : « La forme des prières ecclésiastiques, avec la manière d'administrer les sacremens et célébrer le mariage : et la visitation des malades, par Jean Rivery. 1561. »

tesmoignez icy devant sa sainte assemblée, demandant qu'il soit approuvé? »

« Ouy, » répondit chacun des deux comparants.

Bèze alors continua en ces termes :

« Je vous pren tous qui estes icy présens, en tesmoins, vous priant en avoir souvenance : toutesfois s'il y a aucun qui y sache quelque empeschement, ou qu'aucun d'eux soit lié par mariage avec autre, qu'il le die. »

Personne n'ayant élevé la voix, Bèze reprit :

« Puisqu'il n'y a personne qui contredise, et qu'il n'y a point d'empeschement, nostre Seigneur Dieu confirme vostre saint propos qu'il vous a donné : et vostre commencement soit au nom de Dieu qui a fait le ciel et la terre! Amen. »

Après quoi, Bèze s'adressant à l'époux :

« Vous, Jean de Rohan, lui dit-il, confessez icy devant Dieu et sa sainte congrégation, que vous avez pris et prenez pour vostre femme et épouse Diane de Barbançon, icy présente, laquelle promettez garder, en l'aimant et entretenant fidèlement, ainsi que le devoir d'un vray et fidèle mary est à sa femme : vivant saintement avec elle, luy gardant foy et loyauté en toutes choses, selon la sainte parole de Dieu et son saint Evangile? »

« Ouy, » répondit Jean de Rohan.

Se tournant ensuite vers l'épouse, Bèze lui dit :

« Vous, Diane de Barbançon, confessez icy devant Dieu et sa sainte assemblée, que vous avez pris et prenez Jean de Rohan pour vostre légitime mari, auquel promettez obéir, luy servant et estant sujette, vivant saintement, luy gardant foy et loyauté en toutes choses, ainsi qu'une fidèle et loyale espouse doit à son mari, selon la parole de Dieu et le saint Evangile? »

« Oui, » répondit Diane de Barbançon.

Bèze termina par l'allocution et la prière suivantes :

« Le Père de toute miséricorde, qui de sa grâce vous a appelez à ce saint estat, pour l'amour de Jésus-Christ son fils,

qui par sa sainte présence a sanctifié le mariage, faisant là le premier miracle devant ses apostres, vous doint son Saint-Esprit, pour le servir et honorer ensemble, d'un commun accord! Amen.

« Escoutez l'Evangile comme nostre Seigneur veut que le saint mariage soit gardé, et comme il est ferme et indissoluble, selon qu'il est escrit en saint Mathieu, au XIX^e chapitre. » (Suit la lecture du texte.) « Croyez à ces saintes paroles que nostre Seigneur Jésus a proférées, comme l'évangéliste les récite : *et soyez certains que nostre Seigneur Dieu vous a conjoints au saint mariage* : parquoy vivez saintement ensemble, en bonne discrétion, paix et union, gardans vraye charité, foy et loyauté l'un à l'autre, selon la parole de Dieu.

« Prions tous d'un cœur Dieu nostre père :

« Dieu tout-puissant, tout bon et tout sage, qui dès le commencement as préveu qu'il n'estoit point bon que l'homme feust seul : à cause de quoy tu luy as créé une aide semblable à luy et as ordonné que deux fussent un, nous te prions et humblement requérons, puisqu'il t'a plu appeler ceux-cy au saint estat de mariage, que de ta grâce et bonté leur veuilles donner et envoyer ton Saint-Esprit, afin qu'en vraye et ferme foy, selon ta bonne volonté, ils y vivent saintement : surmontans toutes mauvaises affections, édifiens les autres en toute honnesteté et chasteté : leur donnant ta bénédiction ainsi qu'à tes fidèles serviteurs, Abraham, Isaac et Jacob; qu'ayans sainte lignée ils te louent et servent, apprenans icelle et la nourrissans en ta louange et gloire, et à l'utilité du prochain, en l'avancement et exaltation de ton saint Evangile. Exauce-nous, Père de miséricorde, par nostre Seigneur Jésus-Christ ton très cher fils! Amen.

« Nostre Seigneur vous remplisse de toutes grâces et en tout bien vous doint vivre ensemble longuement et saintement. »

La solennité ainsi accomplie à Argenteuil, et qualifiée par

les contemporains *de mariage à la mode de Genève* (1), doit demeurer dans l'histoire comme un fait mémorable, tout à l'avantage de la cause protestante. En effet, si, d'un côté, comme cela se conçoit aisément, ce fait souleva l'indignation du parti catholique, qui cria au scandale (2); de l'autre, il n'encourut nullement la censure du gouvernement, dont la sage réserve fut interprétée par les pasteurs dans le sens d'un encouragement tacitement accordé à l'exercice de leur ministère. C'est ce qu'atteste Estienne Pasquier (3), lorsqu'il dit, au sujet du mariage célébré, le 29 septembre, à Argenteuil : « Cet acte, ainsi fait presque aux portes de Paris et de Saint-Germain-en-Laye où le roy séjournait, n'ayant esté controulé, a grandement accru le cœur des ministres. »

Le jour même où, dans la matinée, il avait béni ce mariage, Th. de Bèze, de retour à Saint-Germain, y assista (4) à l'ouverture de conférences particulières, qui s'entamèrent entre lui, Martyr, des Gallars, Marlorat et de l'Espiou, d'une part, et Jean de Montluc, évêque de Valence; du Val, évêque de Séés, et trois docteurs, Despençe, Salignac et Boutelier, d'autre part.

Le fait de la brusque interruption de la discussion générale et publique, au colloque, à la date du 26 septembre, avait été immédiatement exploité par les prélats comme impliquant la défaite des ministres; mais ceux-ci avaient d'avance réduit à sa juste valeur le triomphe prétendu de leurs adversaires, en écrivant, antérieurement au 26 septembre, aux fidèles de l'Eglise de Rouen (5) : « à grand'peine sommes-nous entrés au combat, et toutesfois nos contredisans pressent desjà la victoire. Cela nous fait plustost rire que pleurer et juger

(1) *Journal* du chanoine Bruslart, *Mém. de Condé*. t. I, p. 54. Est. Pasquier, *Œuvres compl.*, liv. IV, lettre xi. « *Cal. of State pap. foreign*, ann. 1561, p. 380. Throckmorton to the queen, 9 october : « M. de Beza married them publicly after the manner of Geneva. »

(2) *Journal* de Bruslart, loc. cit. « qui fust un grand scandale, et contre la religion chrestienne. »

(3) *Œuvr. compl.*, liv. IV, lettre xi.

(4) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 606.

(5) Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 590.

pour certain que l'haleine leur faudra devant qu'ils soient à mi-chemin. Nous ne sommes pas icy venus pour faire monstre de ce que Dieu nous a donné de sçavoir, mais pour maintenir modestement sa vérité, dont nous sommes résolus par sa parole, et pour nous apprendre encores davantage s'il nous est monsté. Mais nous pouvons dire devant Dieu, qu'outre ce qu'il n'a tenu à quelcun de nos contraires que nous n'ayons oublié toute modestie, on ne nous a encores baillé moyen de rien apprendre, mais bien d'estre confirmés en ce que nous avons toujours soupçonné qu'il adviendrait, c'est à sçavoir que les plus sages se tairoient, les moyeneurs seroient bien empêchés, les fols parleroient le plus haut, et ceux qui se vendent enflieroient leur cornemuse : le surplus qui est encor en la main de Dieu, déclarera comme nous nous asseurons de quel costé est la vérité que nous avons maintenue jusques icy en bonne conscience. »

Ce fut également en bonne conscience que Bèze et ses quatre collègues soutinrent la cause de la vérité évangélique, dans les conférences particulières. Les hommes avec lesquels ils eurent, cette fois, à discuter, étaient honorables, savans, mesurés, et animés d'intentions conciliantes (1). Ces conférences aboutirent à la rédaction, en commun, d'un formulaire sur la sainte Cène, qui, présenté, le 4 octobre, aux prélats assemblés à Poissy, fut rejeté par eux, le 9 du même mois, comme insuffisant, captieux et plein d'hérésie. A ce formulaire ils en opposèrent un autre, rédigé à leur instigation par les docteurs de Sorbonne, et pressèrent le roi de contraindre les ministres à y souscrire, sous peine, en cas de refus, d'être immédiatement expulsés du royaume. La mesure était comble : les ministres répondirent à l'intolérance des prélats par un refus formel.

Ainsi se termina le colloque de Poissy. S'il ne put amener entre les deux religions une conciliation que la nature des

(1) Bèze lui-même n'hésitait pas à les qualifier de « gens doctes et traitables. » (Lettre du 3 octobre 1561 à l'Electeur palatin, ap. Baum, *app.*, p. 26.)

choses rendait d'avance impossible, il offrit cependant cet avantage, de faire ressortir, dans une certaine mesure, la nécessité d'une reconnaissance officielle du protestantisme devant la législation du pays. Sans obéir de suite, il est vrai, à cette nécessité, le gouvernement crut devoir, du moins, persévérer, à l'issue du colloque, dans les voies d'une tolérance de fait que, depuis plusieurs mois, il avait généralement suivies.

Il donna une première preuve de ses intentions à cet égard, en s'abstenant de toutes mesures coercitives vis-à-vis des ministres. Il fit plus : il les laissa libres de reprendre en pleine sûreté le chemin de leurs Eglises respectives ou de prolonger, s'ils le préféraient, leur séjour à Saint-Germain.

Quelques-uns quittèrent de suite cette ville; d'autres différèrent leur départ.

Merlin les avait devancés tous, dès le 6 octobre, pour retourner à Genève, sur la demande de Calvin (1), qui, le 24 septembre, avait prié l'amiral de consentir à se séparer momentanément de son excellent aumônier. On aime à entendre Coligny parler de Merlin dans des termes tels que ceux-ci : « Je vous renvoye M. de Montroy, présent porteur, lequel j'ay tousjours retenu auprès de moy, et vous diray que j'ay reçu aultant de contentement de luy en ses exhortations et bonnes mœurs que d'homme que j'aye jamais ouy, n'est-ce que je vous prieray encores que s'il y avoit moyen que vous en peussiez passer, me vouloir accommoder; j'entendz que je essaye de recouvrer quelque ministre de pardeçà, et où je ne le pourrois faire, que vous fèussiez content de me le renvoyer et pour résider auprès de moy, car voulant faire la profession que je veulx faire, je seroys bien marry de demeurer sans en avoir ung. Ce faisant vous m'obligerez de tant plus à vous servir (2). »

Au moment même où les ministres venaient de refuser de

(1) *Lettre. franç.*, t. II, p. 429, 430.

(2) Lettre du 6 octobre 1561. Archives de la ville de Genève, n° 1715.

souscrire le formulaire que l'assemblée des prélats prétendait leur imposer, le prince de Condé, s'adressant aux magistrats de Zurich, s'empessa de rendre aux qualités éminentes de P. Martyr l'hommage suivant (1) : « Magnifiques seigneurs, encores que le roy monseigneur, la roine sa mère et tous les plus grands de ceste compagnie vous facent assés suffisant et ample tesmoignage par les lettres qu'ils vous escrivent, du bien et contentement qu'ils ont reçu de monsieur Martir, lequel vous avez si libéralement envoyé pardeçà afin d'aider par son docte savoir à esclarcir les doubtes et différentz dont nostre relligion est aujourd'huy perturbée en ce royaume, si ma-il semblé, pour le lieu auquel il a pleu à Dieu, dès ma naissance, me y faire tenir et appeler, mon devoir de ma part ne vous caller de combien en moy mesme je ressens la commune utilité que apporte sa honorable vieillesse pour la tranquillité et concorde que chascun doit attendre en devoir réussir, etc., etc. »

Martyr, de son côté, vivement touché de l'accueil qu'il avait trouvé à la cour de Saint-Germain, n'oubliait pas les personnes recommandables qui lui en avaient facilité l'accès. Aussi, vers l'époque à laquelle Condé parlait de lui aux magistrats de Zurich, exprimait-il à ces derniers combien il était sensible aux remerciements qu'ils avaient adressés, à son sujet, à Coignet, représentant de la France en Suisse. Il le leur dépeignait comme un personnage distingué, non moins rempli d'estime et de dévouement pour eux, que de bienveillance pour lui (2).

Cependant quel parti avaient pris l'électeur palatin et le duc de Wurtemberg relativement aux théologiens de renom que le roi de Navarre les avait priés, en septembre, d'envoyer à Saint-Germain ?

Chacun de ces princes avait déferé de suite aux désirs d'Antoine de Bourbon ; Frédéric III, en envoyant son prédicateur

(1) Lettre du 10 octobre 1561, ap. Baum, *app.*, p. 101.

(2) Nam præterea quod mihi omnia ejus officia præsto semper fuerunt, illum judico vestræ dignitatis atque amplitudinis cum observantissimum, tum amantissimum. (Lett. 17 octob. 1561, ap. Baum, *app.*, p. 106.)

de cour, Michel Diller, et un Français, Pierre Boquin, professeur de théologie à Heidelberg, frère de Jean Boquin, que les Eglises de Saintonge avaient député au colloque de Poissy ; et Christophe, en députant trois théologiens, Jacques Beurlin, chancelier de l'université ; Balthazar Bidunbach, prédicateur de la cour, et le docteur Jacques Andrea, auxquels il avait adjoint, comme auxiliaire, le conseiller Melchior de Salhausen, connaissant la langue française.

Partis d'Heidelberg et de Stuttgart dans les premiers jours d'octobre 1561, ces divers personnages n'arrivèrent à Paris que le 19 du même mois, alors que le colloque de Poissy et les conférences particulières avaient pris fin. Nous verrons bientôt quels rapports ils soutinrent avec la cour de Saint-Germain et les protestants éminents qui s'y trouvaient encore.

(Suite.)

C^{te} JULES DELABORDE.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

COLLECTION DES PROCÈS-VERBAUX

DES ASSEMBLÉES POLITIQUES DES RÉFORMÉS DE FRANCE
PENDANT LE XVI^e SIÈCLE

ASSEMBLÉE DES RÉFORMÉS DU LANGUEDOC (1)

(2 ET 3 NOVEMBRE 1562)

Mais lad. assemblée supplie treshumblement led. seigneur de faire au plus tost publier bonnes ordonnances militaires, reigler les gouverneurs de celles villes qu'ilz n'entreprennent sur la justice et police, en se contentant du fort de la guerre, concernant les gardes des lieux ou ilz seront ordonnés, sans se ingérer, ne joindre à la charge des magistrats, censeurs et administrateurs publics, sinon pour donner main forte, quand sera besoing; Ils se contentent des gaiges du cappitaine sans en prendre augmentation, et de la pluralité ou diversité d'estatz et charges que pareillement dez cappitaines membres et soldats dez companyes, ayant gaiges à solde raysonable en argent, affin quilz paient leur poste et n'abusent dors en advant de la munition des vivres et ustencilles, que lesd. cappitaines sont reduictes à certain nombre de soldats chacun y comprennent les membres, et senble que se sera assez de troys cens, et où seroit besoing avoir ou solder des forces et de aultres provinces, led. seigneur conte pourra adviser et pourvoir à aucune solde plus grande.

Entre aultres des ordonnances necessaires, l'assemblée treuvera bon que, les mareschaulx de logis et fourriers des conpanhyes se-

(1) Voir le *Bulletin* du 15 novembre, p. 506. On reproduit ici la seconde partie de cet important document, qui ne laisse pas moins à désirer que la première.

ront tenus, se advenait plus qu'ils n'ont acostamé ; et des qu'ils seront arrivés, bailler rolle par eulx signé des soldats et membres, par noms et surnoms, à l'ung des consuls du lieu où la compaignie sera dressée pour loger, duquel rolle led. conseil pourra detennir double et après le rendre auxd. Mareschaux ou fourriers ; surtout qu'ils ne parlent jamais sans commissaires, autrement ne seront receus aucune part que se soyt. Il fault aussy reigler les postes qui sont aud. pays et bien tost.

Aussí led. conte sera adverty pour y pourvoir que le temps et la urgente nécessité au comencement de ses troubles a comme constraint de permeetre la prinse de plusieurs chevaux et jumens pour dresser compaignies de cavalherie, et y avoit ordonnance que le preneur feust tennu sans cédulles et obligé de les rendre, quant il laisseroit le service ; toutefois l'on n'a seu empescher quil ne ait esté commis plusieurs fraudes et larrecins. Par ainsin il est besoing de rechercher lesd. prises tant de soldats qui seront tenus les declairer et se obliger, que dez cappitaines qu'ils sont remis de faire rolle et en faire rendre raison à la fin de service, sauf que chevaux que seront morts ou de toutes folles (?) aud. service, le pais aura esgard à la reconpance, en faisant duement aparoir de mort ou entrer follement par atestation du cappitaine ou lieutenant ou enseigne, et inhibé de prendre desormais sur peine destre puni tout comme larrons, et ce tant qu'il touche les compaignies de cavalherie, mais quand aux autres, gens de pied, seront tennus rendre tous les chevaux et jumens qu'ils ont prins sur mesme peine d'estre punys comme larrons.

Sera supplié led. seigneur de meetre et ordonner en chacune diocèse ung lieutenant de prevost des mareschaux oultre celui de sa suite à la nomination de la dioceze, par laquelle aussy luy sont assignés archiers en nombre suffisant et gaiges, oultre ce et par dessus lesquels ils ne puissent rien prendre sur peine de leurs vies, et qu'ils sont tenus de procéder suivant les edicts.

Seront dressés forces sur l'eau des lieux nécessaires au despens du pays, comme en Agde, Maguellonne, Moguël, St Gilles, la Carbonniere, Forgues et autres semblables. Reduities pareillement les communes en forme de fognage, assavoir de chacune ville et villaige tant d'hommes et tels, en faire estat et rolle, et apres les despartir et mettre en compaignies, et quant on les mandera et leverá,

leur sera déclaré, combien de jour l'on les veult employer, et fait au feu du temps que on leur décelaira payment senblable, et que cella soit fait dans quinzaine, et l'estat aporté à Mondict seigneur le conte et son conseil.

Dresser par tous feux, toque-feus, et aultres signes et advertissements, les guets et gardes de jour et de nuict entretenue soigneusement tant à la frontiere que aultres lieux, de consequence, et en donner quelque reiglement singulierement que chacun ait à se pourvoir d'armes et constraincts les aysés (?) d'en prendre plus que autres.

Fère munition de pouldres et boulets, et contracter avec les Maistres pouldriers et des Martines (?) à ce que durant le temps que sera convenu, ils ne puissent travailler pour aultre que pour le pays et que on saiche de combien ils doibvent rendre chacun jour.

Sera nécessaire de promptement pouvoir aux garnisons, assavoir en quels lieux et de combien d'hommes, et sera supplié led. seigneur conte de ne admettre en aucune garnison plus d'ung chef et cappitaine, quelque soit le nombre de soldats, avec inhibition et defence de bons desd. garnisons de sustraire et tirer les soldats les ungs des autres, et mesmes les habitans du lieu de la garnison.

L'assemblée au nom du pays veult et accorde que les villes et forteresses de consequence sur la frontiere, telles que led. seigneur advisera, soyt pour l'advenir ou dès le jourdhuy fortifiées au despens du pays de toutes choses necessaires; et quant à la ville du Pont St Esprit et Roquemaure, est d'avis que ceulx qui ont commencé de fornir et contribuer à la fortification, continuent, en condition que ce quilz en feront pour l'advenir, contant du jourdhuy deuzième novembre, leur sera alloué en deduction de leur cotité et portion de la contribution de la contribution presente, et soyt supplié Monsieur le conte de pourvoir aux lieux que ne se peuvent bonnement garder sans grande despence, et peuvent estre à nos ennemis, de s'y treuver et approcher de nous.

Et à cause des grandes differens quil y a des prinses qui se font sur l'ennemy, a esté arresté que l'artilherie et munitions de pouldres et boulets que on prendra, apartiendront au pais qui en fait les frais; les chevaux et jumens aux preneurs; le bestail, comme beufs, vaches, mullets, brebis et autres semblables, la moytié au soldat et l'aultre moytié au pays, sauf que s'ils [seulement] reccouvres,

ayans este prins à ceulx de la religion refformée, le quart en apartiendra aux preneurs et le demeurant sera rendu aux Maistres, et cela aura lieu passer vingt et quatre heures après la prinse dans lesquelles les preneurs ne pourront rien pretendre au bestail recouvert.

En chacune diocèse sera estably ung conterrolleur de monstres pour les companhies lesquelles y payeront.

Sera fait estat de la munition des divers necessaires esd. garnisons et villes closes, lesquelles les bleds retirés des villaiges ouverts seront aportés, et inhibé la traict des bleds et des selz, mesmes en terrois des ennemys sur peyne de la vie.

Il y a quelque fois dè rebelles qui constraintent de mener grande force à leurs villes pour les faire obeyr, et quant on est là, ilz se rendent avec condition (?) de payer les frays desd. forces, lesquels ilz expovent entre les habitans au sol la livre. L'assemblée supplie led. seigneur conte de ne permectre que les pupilles et fidelles desd. villes sont comprins en lad. cothisation.

Pour la sinple police.

L'assemblée declare, attendeu que ce pouvre pays de Languedoc est follé et rongé jusques aux os, qu'il luy seroit du tout enposible de se preserver et maintenir sans prendre les deniers et biens que on apelle de main morte, assavoir les benefices, chapistres, couvens, comanderyes, frayries et generalmente toute sorte de biens temporels procédens de fundations pour cause pie, hormis les collèges des loys et des artz, servent à l'instruction de la jeunesse et aultres fondations, servans seulement d'aumosne et hospitalité, ce que on fera avec une telle règle et forme que le Roy en sa majorité en aura tousjour ung bon et loyal compte ; par ainsin l'on ne treuvera point mauveys si le pays s'en saizit, et mesmes si d'aventure la nécessité constraint d'emprunpter les deniers de la recepte générale du Roy, se chargeant les paier et rendre responsable au Roy de tous les susd. deniers au present article mentionne.

CHARLES DE BARGÈS *president.*

ARIFFON.

Il sera donc estably ung recepveur general en chacune diocese

pour les deniers especifiés au précédent article avec ung controleur, lesquelz se tiendront en la ville capitale et seront nommés par le diocèse.

Et de mesmes sera estably aultre recepveur en chacune ville capitale du diocèse pour semblable nomination pour la recepte des deniers précédens de la contribution presente, arrestée et accordée par ceste Assemblée pour le secours urgent du pays.

Quant aux deniers qui ont esté prins et emprumptés des receptes ordinaires du Roy, extraordinaires ou des gabelles, il en sera rendu bon et loyal conte en chacune diocèse, et déclaration que ceux qui ont esté employes pour la défense du pays, au payement de la gendarmerie, led. pays les prend dès maintenant sur soy pour en respondre au roy, quand il appartiendra. Les restes qui sont desd. receptes se porteront à la bourse du recepveur général du Roy, sans ce que aucuns deniers du pays de Viveroyz ny Gavaudan soient aportés à Lion.

Et d'autant quil seroit trop estrange que les papistes céditieux et aultres retirés es terres des ennemys du Roy et du pays, jouissent des biens desquelz ilz font et entretiennent ceste guerre civile de laquelle..., a esté advisé que justement ont peu mettre les biens et gouvernement de séquestro soubz la main du Roy, jusques à ce que par luy majeur autrement y soit proveu, et ce pendant les employer à la defence et conservation dud. pays, en quoy sy en esgard d'en soullaiger ou subvenir en quelque partye les fidelles soubjects de Sa Mté, qu'ils soyent reduits en povreté pour estre prins de leurs maisons et des familles et de leurs biens estant de la vraye Religion et pour ne prester l'espaule à la tiranye.

Tous recepveurs particuliers et generallyment tous ceux qui seront redevables esd. receptes et sequestres seront constraintz au payement par emprisonnement de leurs personnes, comme pour les propres deniers et affaires du Roy.

Les arrentemens et admodiation desd. biens temporel, de main morte, commenderyes ou fondations pour cause pris ensemble des ceditieux fuitifs seront baillés et delivres à la chandelle, comme les fermes du Roy, des criées faictes sur les lieux et la deslvrance en lad. ville capitale, et autrement proceder tant pour la claustrure dez comptes des rentiers que pour les conditions et pactes pour 'adveñnir; tout ainsin qu'il est contenu en articles faictz et ar-

rester quant à ce que par les depputtés à la presente assemblée, desquelz articles chacun diocesain pour son regard prendra et emportera double, signé par Ariffon, greffier de lad. assemblée, et sera envoyé l'estat desd. admodiations pour tous dellaic dans le moys à compter du jourduy devers led. sieur conte et son conseil. Et quant aux arrentemens ou baulx à fermes faicts naguères pour et au nom du pays, ceux qui ont la solemnité requise et acte du magistrat, tiendront, les autres seront mis en cryes de nouveau (?) où serait quil apareust de l'evidente utilité dud. pays.

L'assemblée déclare quelle ne peult tenir pour valables et legitimes les inféodations et bailhs à nouve qui ont este faicts des biens et temporel depuis les Estats d'Orléans en ça et atendeu les tennir comme en deppos de justice jusques que le Roy majeur en ayt sur ce declairé sa volonté, sans prejudicioier aux droicts dez prettendeus feudataires, et mesmes declaration faicte quant aux dons que ont este faicts desd. biens et temporels sur pretexte de reconpenses ou autrement, esperant touteffoys dans peu de reconnoistre raisonablement les services notables qui ont este faicts en ceste guerre. Aussy entant lad. assemblée se saisir au nom du pays dez scels de Pecquais, inhibe et defent à tous d'en faire propre et particulier profit, et ne en prendre sans licence dud. seigneur et son conseil, enjoignant à ceulx qui n'ont prins les remectre ès grainiers de la ville plus prochaine à ce ordonnée, sur peine d'en rendre conte et d'en respondre comme de chose usurpée.

Il pout advenir sur l'avant de tels affaires quil sera besoing de les communiquer et faire determiner aud. pays, ce que ne se peult faire par assemblée generale sans grands frais. A ceste cause a esté arresté pour les savior, de députer deux hommes de chacune diocèse pour représenter led. pays et se assembler en cas de necessité pour deliberer et prouvoyr aux occurences, comme d'inposition des deniers et des mutations des choses, important l'estat public. Les deux hommes seront nommés par chacune diocèse.

Aussi est il besoing quil y ait en chacune diocèse et ville capitale ung nombre de bons et notables personaiges, selateurs du nom de Dieu, repos et utilité public, qui travaillent toutes choses laissées à faire et executer, et mettre effect, les choses et poinctz arrestés ex presents articles ; quant à la police civile et prompt levée des deniers, à quoy aussy chacune diocèse pourvoira pour les mestre

bien tost en la charge, et se pourront nommer surintendens de telle diocese.

Lesd. surintendans orront, arresteront, affiniront les comptes de toutes led. receptes et administrations ensemble de tous ceulx qui ont mangé et levé deniers durant les troubles, s'il n'en a este rendu compte soufisament, en quoy sont aussy comprins les biens, meubles, denrees, ornemens des temples, cloches, reliques, vestemens, boys, pierre et generalmente toute aultre chose qui ait este prise de ceux qu'on apelloit ecclesiastiques, en quelque sorte et par quel pretexte que se soyt.

Et quant à ceulx qui ont pilhé et derobé les temples et maisons particulés ou privés desd. villes, qui ont recherché lesd. maisons soubz pretexte de treuver idoles, ornement ou armes, et mesme munition de guerre et metaulx, sans la presence continuelle et autorité du magistrat, avec deu inventaire, l'assemblée veult et entend quilz seront mis et poursuyvis en justice despens du pays, et enjoinct aux surintendens, scindics des dioceses, de y faire debvoir ét dilligence que le pays n'ait occasion de leur en faire reproche.

Prouvoiront aussy les surintendens de mesmes dilligences à ce que les consuls des villes et villaiges s'acquient sur toutes choses du faict de l'hospitalité, et de faire constituer pension oneste et raisonnable à ceulx de l'église refformée [qui] vivoient en l'église Romaine d'office, prebende ou benefice, ayant esgard a leur qualité, aaiges et industrie et aux moyens quilz ont de vivre, d'aultre part ensemble à ce que devra estre donné aux familles des seditieux sur les séquestres.

Les consuls, conseillers et accessours des villes et lieux refformés retiendront ou reprendront entièrement leur administration politique accostumé et l'exerceront primitivement à tous aultres qui en ont usé pour la necessité de temps, ou en deffault desd. consuls ou leur consentement durant les troubles, se donnans garde de ne recevoir et traicter ou manier leurs affaires publiques aucun papiste ou tenporiseur nommé cy dessoubz sera mieux declairé, touteffois l'assemblée ordonne que si les Eglises desd. lieux ou aultres delleguent aucuns pour se trouver ausd. assemblees du pays, lesd. delegués y pourront assister sans donner opinion deliberative pour ne innover de cest endroit chose que pourroit plus tost troubler que proufficter.

En chacune diocèse seroient deputés homes expertz pour estimer, evaluer à prix raisonnable les marchandises necessaires, dequelles l'on ne se peult passer, et led. seigneur conte sera supplié de faire entretenir la taxation qui en sera faicte et régler aussy les hostaliers.

Sera faict criée de prendre les soubs (?) tant de la grande que petite croix que aura apercevoir de l'entree, et sur le refus sera par chacune ville et par les consulz depputé homme en chacune rue auquel on se retirra pour juger s'ilz sont recepables et sans aucune procedure sera tennu chacun de lesd. prandre sur peine arbitraire.

A la première assemblee dud. pays qui se fera les troubles apaisés, sera eu esgard aux fraiz, folles et fournitures du passé concernant la generallité du pays, affin quil en soit faicte imposition et despartenant.

Que les remonstrances qui ont esté faictes par les deputés du pais de Viveroys, assavoyr quilz sont aud. pais en extreme necessité de ministres de la parole de Dieu, et que les villes qui en sont prouveuz de pluzieurs, ne tiennent conte de les en accommoder, au moins pour quelque temps, a esté accordé que attendu la urgente necessité qui est en pluzieurs lieux du pais de Languedoc, les villes capitales dez diocèses ou ja pluzieurs ministres, se contenteront de deux, et pour quelque peu de temps, lesquels ils pourront choisir et des aultres accommoder les Eglises qui en ont besoing. Quant aux aultres villes et lieux dud. pais, n'en retiendront que ung durant ceste necessité ou sinon que pour la grandeur de la ville, nombre des habitans il en falleust ung autre, lesquels ils pourront tennir à leurs despens et conciderer que les frais lesquels ilz vous convient souffrir pour la guerre, sont insupportables, l'on ne trouvera estrange si le pays retrenche ou taxe les gaiges desd. ministres, ordonnant à ceulx qui ne sont mariéz que leurs gaiges ne pourront excéder la somme de six vintz livres, à ceulx qui le sont et n'ont familbes la somme de 150 l., et aux aultres qui ont familbes deux cent l. d'oultre l'habitation, en quoy on n'entend enpescher les villes et lieux chacun en son endroict de pensioner à leurs despens les ministres plus avantageusemenf, voire l'assemblée les exhorte au nom de Dieu d'avoir esgard à ce que leur fera besoing; d'avantaige aussy n'entend il par ceste taxation d'annuler les gaiges

de ceux qui se sont contenté jusques icy de moins; et quant aux diacres quilz serviront de faire les prieres lors leurs residencee, seront contens de la somme de vingt cinq l. et les aultres qui seront sur les lieux et ni a ministre, la somme de 15 l. tz. Or y a il grande difficulté pour le faict de la justice, comment on se doit gouverner es appellations resortans au parlement de Tholose, car, attendu que led. parlement est regi par presidens et conseillers auteurs de unne cruelle, sanguinère sedition contre le pays, rebelles aux edicts du Roy, ministres, fauteurs et executeurs des deliberations et mandemens dez ennemis, conspirateurs et perturbateurs de l'estat et liberte du Roy et gouvernement de la Reyne, sa mère, et finalement ou repos general de ce royaume, nous ne pouvons justement ni en sauve conscience parmettre que les causes des bons et fideles sujets de Sa Mté lesquels ilz haissent capitalement, soient décidés par eulx tant pour le tort et consequence mauvaise que nous ferions à l'autorite du Roy, laquelle ilz ont proffané et mise sous les pieds en ce sien bascaige (?) quilz deussent religieusement respecter plus tost que ensanglanter son nom de telles cruautés, que aussy ne prejudicier aux privileges, surté et tranquillité du pays auquel a esté ordonné led. parlement en justice et repos, en oppression publique et tiranie manifeste.

Mais aussy l'on ne veult entreprendre de dresser comme novel ressort, enpescher ne supprimer la voye ordinaire de la justice, ains, au contraire, user de toutes causes, de tous moyens aimables pour reconcilhier toutes les parties, et entend qu'il sera possible les mener, faire condescendre à conprimer et arbitrage suivant en ce l'equitté d'ung edict que a esté publié à Paris, n'a pas longtems, pour couper broche aux procès.

Et seroit bon que tous officiers et juges reformés soient adjurés et requis au nom de Dieu de faire venir devant eulx et en leurs conseils les parties, les admonester et mettre en voye d'accord et faire tout ce qu'il leur sera possible pour les apointer.

Mesmes ils pourront en sincère conscience les contraindre de compromettre et prendre arbitres avec submission de peynes et conditions que les arbitres sont tenus dans ung dellay de donner et prouver la sentence desisive des differens des parties et quelle soit executoire.

Et quant aux matieres criminelles, les juges présidiaux ref-

formés ont l'édicte des prevosts, des mareschaux, desquelz il peuvent tirer anple presdiction. Et tous ces poincts meritent d'estre pesés et recogneus par lesd. juges qui ont quelque sentiment de Dieu et de sa orainte. En quoy aussi les advocats et consultants doibvent murement penser, s'ils ne sont de tout acharnés à l'avarice, car cest eulx qui tiennent les clefs du procès, et le Roy en saura ung jour fort bon gré aux ungs et aux aultres, quant avec la perte de leurs profits et commodités, ilz auront ainsin nourry et maintenu son peuple en toute paix et concorde aux grands esparagnes des biens et des vyes de ses bons soubjects.

Il y aura quelque difficulté quant aux pupilles, veves, et autres personnes incapables, debiles de conseil; mais il y a aussi moyen de leur pourvoir par tuteurs ou curateurs, parens ou amys qui seront tennuz de prendre leur defense.

Sera supplié led. Seigneur conte que par toutes lesd. villes ou diocèses, soyt par cry public, à voix de trompe, faire inhibition et defense à toute personne de quel estat et condition quelz soient, de se entre injurier, oultrager et provoquer aux armes en débat de parole ne de faict, sur peine d'estre punnis comme seditieux.

Selon que le rapport, plainote a esté faiote en plaine assemblee par les délégués de Messieurs de la noblesse, il s'est engendré en quelques lieux une de gens ou de tout perverses, ou bien superficiellement instruits en la religion, quils pencent que par l'évangille ils sont admenés à une liberté terrienne et affranchissement. Le vassal et soubject de son seigneur, et les feudataires de la prestation censuelle, pour ne paier aucuns debvoirs de fief et seigneurie, ce que pourroit bien vennir plus avant, si on ne previent telle peste de libertins par bons remedes de justice, et pour ceste cause l'assemblée exhorte singulierement les juges, officiers et magistrats enquerir contre telles gens diligemment et les punir comme seditieux perturbateurs de l'estat public, soit pour leur propos escandaleux, et pour le refus de payer sur ceste occasion, et au surplus sur la contrainte judiciaire de payer les droicts et pouvoirs seigneuriaux, feudataires ou censives, ensemble decimes aux fermiers ou rentiers des benefices, faire et administrer bonne et brieve justice.

L'assemblée treuve fort dangereux de contraindre les papistes par menaces et excommunication d'aller aux saintes assemblees et s'y faire recevoir pour prandre la vraye religion, car on se meet

en grand hazart d'estre trompé par leur ypocrizie, en ce mesme-ment que on ne y sauroit donner garde peu à peu après leurs reception, de se fier aucunement à eulx, et se meslans tout bonnement avec nous orront et verront nos affaires sans nous en prendre garde; mais on ne doit tennir mauvais si les ayant longuement attendues, repris, aprouvés et admonestés, nous laissons leur obstination à la main de Dieu, et cependant les ostans de milhieu de nous, en sorte quils ne puissent rendre nos ennemys plus forts de leurs mains, de leur bien, ni de leur conseil et secretes menées; par ainsin semble à lad. assemblée quil vault mieulx les chasser du pais, et faire retirer les ungs en Avinhion, les autres en Arles, et les autres en Narbonne et de la jusques à Tholose, ou autre part hors de nous, en quoy les surintendens adviseront sellon les occasions, ayant regard à ceulx qui ont este tousjour modestes et sans soubcon.

Et ne fault faire esception ne difference de personnes. soit officiers du Roy ou aultres, mais led. Seigneur conte au lieu des officiers du Roy et sez seigneurs juridictionnels qui n'auroient d'aultres compositions en leurs charges, de nombre souffisent pour la faire et l'exercer, comme il apartient pour ce, en leur lieu subroger personnes approuvées et nommer par les autres officiers et consuls dud. lieu de leurs charges par provision durant ceste necessité jusques à la majorité du Roy, ce que aura lieu aussi quant aux officiers temporels desd. ecclesiastiques, contennant les aultres qui sont fidelles en leurs charges et gaiges accostumer.

Pareillement il y a aucuns gentilshommes ou aultres qui sont esté et demeuré avec nos ennemys, voyre porté les armes contre le pais ou par ignorance ou par crainte d'estre reprins de faire le contraire, et maintenant font dire et déclarer aux Eglises quils recognoissent leurs faultes et son prests à se reduire, L'Assemblée treuve bon les recepvoir, et apres quils auront monsté à l'Eglise leur repentence et intention de vivre desormais soubz la refformation de l'evangille et hobeissance du Roy leur faire un tel traictement quils ne sont refroidis et empirés par nostre rudesse; et ce pendant se prendre bien garde d'eulx pour ung temps, ce que on laissera à la direction des Eglises des lieux ou ils seront pour en prendre toutes assurances necessaires en l'advís desd. surintendans.

Pour la commodité du pays et des particulliers qui tiennent argent desd. ecclesiastiques à pension d'argent, a este arresté que lesd. pensions seront rachaptés le prix principal, bailhé es mains de recepveur de chacune diocèse, duquel le pays des maintenant se charge pour les rendre à qui apartiendra, sauf que celuy qui les bailhe et racheptera pourra retennir le quart du princ à son proffict.

Les mandemens de bailher argent se feront par l'ordonnance dud. conseil sous le comandement dud. Seigneur conte.

Les surintendans seront tennus de veunir de deux en deux mois ou de trois au plus tard devers led. Seigneur conte et son conseil pour rendre et donner raison du debvoir quils auront fait en leurs charges et executions de presens articles et sufra quils en envoient ung d'eulx.

Pour ce que M^{rs} de la diocèse de Castres et aucuns de la noblesse ne sont venus, combien quils ayent este apelés et convoqués, a esté arresté quil leur sera mandé double des présens articles pour les ratifier avec missive pour les prier et exhorter de se trouver à la prochaine assemblee au lieu auquel ils seront apelés et mandés par Mond. Seigneur le Conte pour adviser à ce qu'il faudra faire pour l'honneur de Dieu et service du Roy et repos du pays.

Et à ces fins, a este enjoinct à M^r le Blanc, Seigneur de la Rovièrre, scindic du pays, de faire tennir le double desd. articles par tout ou il apartiendra au despens du pays.

Sur l'issue et fin de lad. Assemblee a esté mis en avant, si lon entend retennir le Seigneur de (1), en la charge de commissaire aux fortifications du pont St. Esprit; a este arresté et conclud quil demeurra et continuera en ses charges.

Et la mesmes sont venus les sieurs Despondilhan et de Montpeirous, procureurs, especialement constitués par unne partie de la noblesse, comme de leur pouvoir et procuration ont fait foy, et pour au nom desd. constituans, ont présenté certains articles de remonstrances et requisitions (comensans?....) Ont requis communications desd. presens articles et insertion pour réseption desd. les leurs pour deliberer sur ce quils auront à faire, ce que leur a esté accordé, et apres avoir eu communication ont demandé de pouvoir nommer et eslire deux personnaiges de la noblesse pour estre

(1) Nom effacé.

du conseil du pays, ordonné aud. S^r le Conte ou bien tels que led. Seigneur conte pourra nommer pour eulx,

A este arresté et accordé que Mond. Seigneur le Conte pourra nommer d'eulx, l'ung desquels sera et servira aud. conseil alternativement, s'en accordans l'ung l'autre, et incontinent par Mond. Seigneur le conte ont este nommés et choisis Jacques de Faret... Seigneur de Privat et (1)... de Porcelet, escuyer, Seigneur de Malians de Beaucaire.

Ainsin que dessus est conteneu es precedens articles, a esté delibéré, arresté et conclud par l'assemblée generale des estats dud. pais de Languedoc, lequel pays demeurera responsable de tout le conteneu en dessus à la Majeste du Roy.

CHARLES BARGÈS, *président*.

Et pour plus de tesmoignage et assurance a esté ordonné par lad. assemblée que d'entre les delégués particuliers dud. pays, nous soubsignes et de légués signerons les presents articles de nos seings manuels et accostances. Ce treisiesme novembre 1562.

Suivent les signatures :

Charles de Bargès, president envoie par les estats particuliers de Vivares et pour la part de la noblesse dud. pays; de St. Pons David, délégué de Montpellier; Bertrand, consul de Nîmes; (illisible) consul d'Allès; de St. Albans, le délégué de Viviers; Lerminey, consul de Beaucaire; de la Tour, de Chavaron, envoyé pour la ville de Florac; de la Rays, consul de St. Esprit; Sibert, consul de Bagnols; Virtales, consul de Beziers; D... (2), consul de Vans; De Montvert, pour le pays de Lozere et Sévènes, de Mende; Auchénign, député pour Beziers; André, accessoir d'Uzès; Ayméric, consul d'Agde; A... (3), ministre, pour Castres.

(1) Mot qui manque.

(2) Mot effacé.

(3) Illisible.

LE REFUGE HELVÉTIQUE

LETTRE ÉCRITE PAR UN MINISTRE DE GENÈVE

EN NOVEMBRE 1685 (1)

Il y a déjà quelque temps que les protestants français cherchaient un asile ici et en Suisse. Ce ne fut cependant que par degrés qu'ils s'y retirèrent entièrement, ce côté-ci de la France ne leur offrant pas les mêmes convenances que l'Angleterre et la Hollande. Cependant leur nombre s'accrut avec leurs persécutions. Et il faut rendre cet honneur à Genève que, bien que d'abord (et lorsque nous pensions qu'il n'y avait pas pour nos frères protestants une absolue nécessité de fuir) nous parûmes leur faire une froide réception, aussitôt que nous eûmes des causes trop réelles d'y croire, Genève, soit dit sans vanité, exerça envers ces fugitifs une charité qui doit la recommander à la postérité. Je vous en donnerai tout à l'heure une preuve incontestable.

Dès les premiers troubles de Montauban et la consternation des autres provinces, Genève n'a jamais manqué à secourir, soit en argent, soit en nature, tous ceux qui ont eu recours à elle. Pendant plus de deux mois de suite, il ne s'est point passé un seul jour que Genève ne reçût et ne soutînt 30, 50, et jusqu'à 80 et 90 personnes de tout âge, et des deux sexes de toutes conditions. Si, d'un côté, c'est une consolation que la charité de Genève, il faut aussi que nous reconnaissions qu'il était impossible de ne pas être affligé du spectacle que présentaient ces malheureux si dignes de pitié; car les passages étant gardés, ils arrivaient la plupart à pieds, déguisés, et dans le plus déplorable état; tandis que s'ils avaient abandonné leur Dieu ils auraient pu être du nombre des heureux de ce monde. Les femmes et les filles revêtaient des habits d'hommes, leurs enfants étant enfermés dans des coffres comme des hardes, d'autres sans aucune précaution dans leurs berceaux et attachés au cou de leurs pères et mères; les uns passant d'un côté, les autres de l'autre, et tous s'arrêtant soit aux

(1) C'est au *Synodicon* de Quick (t. I, p. 142) que nous empruntons cette intéressante pièce, qui ne porte aucune signature. Est-ce une conjecture téméraire de l'attribuer à Bénédicte Pictet ou à Calandrin, ces pieux protecteurs des réfugiés?

barrières de la ville, soit aux églises, versaient à la fois des larmes de joie et de tristesse. Quelques-uns demandaient : Où sont nos pères, nos mères ? d'autres demandaient leurs femmes et leurs enfants, n'en ayant eu aucunes nouvelles depuis qu'ils avaient quitté leurs maisons. Enfin chacun était si touché de tant de misères qu'on ne pouvait s'empêcher de pleurer. Il y en avait qui, ayant à peine franchi la première barricade, se prosternaient à genoux, chantant un psaume d'actions de grâces de leur heureuse délivrance, quoique ces pauvres créatures n'eussent même pas un morceau à manger et fussent exposées à se coucher sans souper, si le Seigneur, dans son extrême bonté, n'y eût pourvu pour eux. Nous passâmes ainsi deux mois, chaque jour nous offrant avec des aventures nouvelles d'éminentes preuves d'abnégation.

En voici quelques exemples : Une dame de haute naissance, mère de 10 enfants, dont le mari, M. Darbaud, avait abjuré la vérité à Nismes (1), abandonna ses 18 mille livres de rentes sans même avoir pu réunir les ressources nécessaires pour défrayer sa route, et, malgré tous les obstacles opposés par son mari et l'évêque, parvint à enlever avec elle neuf de ses enfants, dont le plus jeune avait à peine sept ans. Lorsqu'elle arriva, il ne lui restait que deux écus pour se soutenir elle et sa famille. Il y a deux jours que je fis mes adieux au baron d'Aubaye, qui a abandonné pour suivre l'Evangile 25 mille livres de rentes, n'ayant de fonds que trente pistoles. J'ai donné des lettres de recommandation au baron de Témelac, qui est banni pour vingt-huit ans. Ce noble a abandonné aussi huit mille livres de bonnes rentes. Il est parti avec fort peu de chose, cherchant un emploi qui puisse subvenir à son existence n'importe où il pourra. Le seigneur de Bougi (2) est parti il y a huit jours avec huit ou dix gentilshommes pour l'Allemagne. Je ne puis vous citer un nombre infini d'autres personnes dont les noms me sont inconnus. Six ou sept qui arrivèrent il y a cinq jours semblent être les serviteurs d'un commandeur de Malte portant sur la poitrine la grande croix. Il arriva aussi une autre troupe plus considérable qui, ayant rencontré au passage une multitude de pauvres gens avec leurs femmes, leurs enfants, arrêtés par les gardes, leur

(1) Voir *Bull.*, t. XXI, p. 478, l'Élégie à Madame d'Arbaud, avec la Réponse de cette dame à son mari. Nous apprenons ici quelques détails de plus

(2) En marge : L'un des plus illustres seigneurs du Languedoc.

firent forcer la sortie avec eux et les conduisirent ici avec leurs bagages pour les mettre en sûreté.

La ville de Lyon a donné d'illustres exemples de l'empire de la conscience; pas plus tard qu'hier, nous en eûmes un exemple frappant. Une femme et son fils, pour s'assurer la possession d'un bien de cent mille écus, retournèrent au papisme. Mais après cette apostasie ils furent tellement tourmentés jour et nuit dans leur conscience qu'ils n'eurent ni paix ni repos qu'après avoir quitté leurs biens et leur habitation. D'autres qui ont failli de la même manière sont tellement tourmentés par leur conscience qu'ils saisissent la première occasion de s'échapper, apportant en cette ville leur abjuration *écrite*. Elle consiste en un certain papier sur lequel est écrit le nom de ce nouveau papiste converti, avec le cachet de l'évêque et celui du magistrat de l'endroit; en vertu de cet acte, on est dispensé de loger les dragons, et libre d'aller, de venir, de trafiquer quand et où bon vous semble. Parmi nos nouveaux convertis, ce papier s'appelle *la marque de la bête*. J'en ai vu plusieurs copies.

Mais il ne faut pas vous imaginer que ces fugitifs soient tous venus à Genève. La Suisse en a recueilli un bien plus grand nombre que nous. Ils sont arrivés chaque jour de tous les points, les uns d'un côté, les autres de l'autre. Quelques-uns semblaient tomber des nues, c'est-à-dire du haut des montagnes, soit de la Franche-Comté, soit de Chablais; nul ne peut dire par quelle route ils arrivaient. Hier même, malgré les gardes des différents passages et le danger des galères, nous n'eûmes pas moins de cinquante réfugiés. Un grand président qui avait été laquais en sortant de sa maison, épiant M. de Cambiaquet, qui passait sur le pont, s'arrêta immédiatement et l'embrassa revêtu de sa livrée. Quatre jeunes demoiselles de Grenoble, habillées avec des vêtements d'hommes, après être restées quatre ou cinq jours dans les forêts et les montagnes, sans autre provision ni défenses qu'un petit pain et leurs bras, et voyageant seulement la nuit, sont arrivées il y a peu d'heures dans ce brave équipage. Nous n'aurions jamais fini si je vous écrivais toutes les histoires que je sais.

Il y a à peu près 15 jours, une crainte panique des dragons s'était répandue dans le pays de Gex (où les Protestants sont au nombre de 17,000, la plupart très-pauvres). Nous vîmes arriver à nos

portes 500 chariots de meubles et de marchandises, suivis d'une multitude innombrable qui se pressait de tous côtés frappée de terreur. De ce côté-là de la Suisse et des montagnes, leur nombre devenait si considérable que le pays s'en effrayait. Le gouverneur vint s'en plaindre aux magistrats. Mais ils répondirent qu'ils ne pouvaient pas fermer les portes de la ville aux sujets de Sa Majesté, que s'ils l'avaient fait le peuple se serait inévitablement soulevé contre eux. Cependant on signifia à ces pauvres gens qu'ils eussent à quitter la République, afin de ne point l'exposer, et ils obéirent de suite.

Comme il est notoire que le gouverneur est l'ennemi acharné des magistrats de la cité de Genève, il ne manquait pas, bien que sans cause, de faire grand bruit de cette affaire, et comme aussi notre Résident (1) est attendu d'ici à 3 ou 4 jours, nous engageâmes généralement, mais avec beaucoup de douceur, la plus grande partie des Français à se retirer le plutôt possible : ce qu'ils firent de leur propre mouvement, sans délai, non pas sans chagrin de notre part à nous, qui perdions à cette première fois quantité de saintes gens dont la société nous réconfortait beaucoup. A son arrivée, le Résident nous dit qu'il n'avait reçu aucun ordre à l'égard de cette affaire, et que contrairement il avait à traiter les réfugiés comme des amis particuliers. Mais trois jours après arrive une lettre par laquelle le Roi, en colère, commande à son Résident d'insister pour que nos magistrats chassent de la ville tous ses sujets rebelles en leur enjoignant de retourner dans leur demeure respective. Mais remarquez les conséquences fâcheuses de ceci.

Le Conseil là-dessus s'assemble, et après divers débats il résout à la douleur et au regret général des citoyens, de faire une proclamation par laquelle tous les Français auraient à s'en aller immédiatement. A peine est ordre donné, il est accompli. Non sans renouvellement de chagrin pour leurs cœurs, car n'étant point partis la première fois ils avaient espéré rester.

Cette proclamation, publiée après nos prières du soir, surprit et accabla ces pauvres gens, qui regardèrent cette expulsion comme un second bannissement de leur pays natal.

En même temps notre Résident informa le Roi de la soumission

(1) M. de Chauvigny, chargé de surveiller la petite république et de lui imposer

de Genève à ses ordres, et cela de la manière la plus nette. Il envoya aussi le mémoire des magistrats relatif aux plaintes particulières et aux accusations du gouverneur de Gex. Ces magistrats, entendant se conformer sincèrement aux ordres de Sa Majesté, envoyèrent les dizéniers pour engager chacun des réfugiés à partir par la première occasion. Cet ordre exécuté, avec trop de sévérité par les sous-officiers, causa une nouvelle rumeur parmi le peuple. Chacun d'eux, cependant, prit un bateau sans délai, craignant de pires nouvelles et des ordres plus cruels qui les forçassent à retourner dans leurs propres maisons. Mille personnes nous quittèrent donc en trois jours. Ce qui produisit un très-mauvais effet sur le peuple de la Suisse, qui ne pouvait pénétrer les causes qui portaient notre République à rendre en cette occasion obéissance semblable à Sa Majesté. Il y a quelque chose de plus cruel : le Roi nous a envoyé une lettre foudroyante dans laquelle il approuve les mesures du gouverneur de Gex pour prévenir tout commerce entre sa ville et Genève. Ainsi non-seulement aucune provision ne peut être importée dans la ville, mais encore aucun des habitants de Genève ne peut aller chercher d'herbes ni de blé de ses jardins ou granges. Bien plus, il ordonne d'expulser, de suite, de la ville tous les ministres qui s'y sont établis depuis trois ans, les considérant comme une troupe de séditieux conspirant entre eux et cabalant pour brouiller son Royaume. Il demande aussi compte de ce qu'on a fait de ses sujets qu'il avait ordonné qui fussent dépêchés vers leurs foyers, et dit que s'il n'obtenait pas satisfaction entière à tous ses commandements, *il les ferait se repentir de l'avoir offensé.*

En un mot, nous n'eûmes jamais de lettre si osée et si menaçante. En vérité, sans nos magistrats, le peuple, qui s'en est fort ému, aurait tout rompu. Les Suisses auront une assemblée générale cette semaine. Vous avez ainsi un compte fidèle de notre présente situation.

Nous attendons impatiemment la réponse du Roi à la lettre qui l'informerait de notre prompt obéissance à ses ordres. Mais nous craignons tout ; parce qu'ayant une fois commencé il n'y aura pas de bornes à ses exigences. Les Suisses s'empressent de se rendre à

sur les volontés hautesaines du grand roi. (Ch. Weiss, Hist. des Réfugiés, t. II, p. 195.)

leur assemblée, et le peuple paraît très-résolu à défendre ses libertés et sa religion : chacun est prêt à marcher au premier signal. En même temps les Suisses se sont montrés merveilleusement charitables. Le pays de Vaud est partout plein de Français fugitifs. Depuis trois semaines on a calculé que plus de 17,500 personnes s'étaient rendues à Lausanne. Zurich écrit d'admirables lettres à Berne et à Genève, leur demandant de lui envoyer ces pauvres gens, afin qu'ils les reçoivent comme leurs propres frères, non pas seulement dans leurs pays, mais encore dans leurs propres maisons et dans leurs cœurs mêmes.

Il nous tarde de savoir si le Roi ne fera pas aux Suisses les mêmes demandes qu'à Genève. Mais on espère qu'on ne cédera pas un pouce à Sa Majesté, qu'ils maintiendront leurs droits et leur souveraineté. Cependant, comme l'esprit de bigotterie s'est glissé dans les cantons catholiques, à la face même des Protestants, cela trouble un grand nombre de personnes.

Votre, etc., etc.

N. N.

Genève, novembre 1685.

MÉLANGES

LES REGISTRES

DES BAPTÊMES, MARIAGES ET DÉCÈS DES PROTESTANTS DE
MONTAUBAN, DU 17 DÉCEMBRE 1564 A LA FIN DE 1793

La place considérable qu'occupe la ville de Montauban dans l'histoire du protestantisme français, donne à ces registres un intérêt de premier ordre. Il m'a semblé qu'il y aurait quelque utilité, non pas seulement à en signaler l'existence, mais encore à en donner une description un peu détaillée.

Cette précieuse collection se trouve au bureau de l'état civil de la mairie de Montauban. Elle se compose de deux séries bien distinctes. L'une, antérieure à la révocation de l'Edit de Nantes, va du

17 décembre 1564 (1) au ... septembre 1685; elle ne présente de lacunes que du 14 février 1683 au 10 juin 1684; l'autre, incomplète dans une de ses parties, commence au 30 mai 1737 et finit avec l'année 1792.

Je vais décrire séparément chacune de ces deux séries; je montrerai ensuite par quelques exemples de quel secours peuvent être ces registres pour notre histoire religieuse.

PREMIÈRE SÉRIE.

Les Registres du 17 décembre 1564 au 7 septembre 1685.

Cette série se compose de cinquante-sept volumes de format oblong, de dimensions quelque peu différentes, en moyenne, de quatorze centimètres de hauteur sur cinq de largeur, et d'une épaisseur variant depuis le registre des sépultures de 1565 à 1580, qui n'a que trente-sept feuillets (2), jusqu'au registre des baptêmes de 1642 à 1647, qui en a deux cent cinquante-cinq. Je ne m'explique pas pourquoi ce format singulier et commode fut adopté; mais il y eut sans le moindre doute des raisons à ce choix, et ce qui peut le faire supposer, c'est que, à très-peu d'exceptions près, il est également celui des registres des Eglises voisines qui nous ont été conservés (3).

Ces registres étaient tenus par le secrétaire du consistoire (4). Un certain nombre portent, sur le feuillet de garde, les noms et les signatures de ceux qui y ont inscrit les actes qui y sont contenus, et parfois aussi l'indication de l'espace de temps pendant lequel chacun d'eux s'est acquitté de cet office.

Du 17 décembre 1564 à la fin de 1667, il y a des registres distincts pour les baptêmes, les mariages et les sépultures. Savoir : vingt-six pour les baptêmes, huit pour les mariages et cinq seulement pour les sépultures, et encore ceux-ci sont-ils de beaucoup

(1) L'inventaire sommaire des fonds conservés aux Archives nationales (colonne 110) indique un registre des baptêmes à Montauban, à partir de 1556, TT, 253. Mais cette pièce ne se trouve pas dans le carton, soit qu'elle soit passée par accident dans un autre, soit qu'elle ait entièrement disparu. Jusqu'à présent, on n'a donc pas des registres montalbanais antérieurs à ceux qui se conservent à la mairie de Montauban.

(2) Le registre de 1685 en a moins encore; mais il est incomplet. Il ne va que jusqu'au 14 février. Les circonstances malheureuses dans lesquelles se trouvait en ce moment l'Eglise de Montauban ne permirent pas de le continuer plus loin. Il n'y a pas lieu, par conséquent, de le prendre pour un des deux termes de comparaison.

(3) Albias, Bruniquel, Réalville, etc.

(4) Les fonctions de secrétaire étaient annuelles. A Montauban, elles furent confiées le plus souvent à des notaires et des procureurs.

plus minces que les autres. Il y a là une disproportion qui étonne au premier abord; mais il suffit d'examiner ces registres d'un peu près pour s'en rendre compte.

Si le nombre des registres des mariages n'est pas même le tiers de celui des registres des baptêmes, ce n'est pas uniquement par suite de ce fait général que, de tout temps, et par la nature même des choses, le nombre des mariages est inférieur à la moitié de celui des naissances; il faut encore tenir compte de ce fait que, à cette époque, la mortalité des enfants était effrayante. Le célibat, il est vrai, était à peu près inconnu aux protestants du seizième et du dix-septième siècle, et les veuvages n'étaient pas d'ordinaire de bien longue durée parmi eux; on en trouve de nombreuses preuves dans nos registres. Mais ces deux circonstances réunies l'une à l'autre ne fournissent pas une compensation suffisante à l'effet produit par l'excessive mortalité des enfants.

Ajoutez que, tandis que les inscriptions des baptêmes contiennent à peu près toutes les indications nécessaires à des pièces de ce genre, celles des mariages sont d'une extrême brièveté. En général on s'est contenté d'y donner les noms et prénoms des conjoints; bien rarement on y trouve les noms des parents ou la profession de l'époux; jamais celle de l'épouse. Une ligne suffit souvent à des actes aussi laconiques, et dans plusieurs des huit registres des mariages, les lignes se pressent les unes contre les autres.

Ces diverses circonstances expliquent comment huit registres ont pu suffire à inscrire les mariages contractés à Montauban du 17 décembre 1564 à la fin de 1667, quand il en a fallu vingt-six pour l'inscription des baptêmes administrés pendant cette même période.

Bien que ces huit volumes soient désignés sous le nom de Registres des mariages, ils ne sont en réalité que la liste des annonces des promesses de mariage lues chaque dimanche du haut de la chaire; seulement dans quelques-uns d'entre eux, et parfois aussi dans les autres, mais rarement, on a inscrit après coup, en note ou sur la marge, la date de la célébration du mariage.

Pour rendre plus sensible la description que je viens de donner de ces huit registres, je crois convenable d'en mettre quelques extraits sous les yeux du lecteur. Je prends ces citations dans des registres de dates différentes.

« Dimanche 6^e jour du mois de février 1575, les annonces suivantes ont esté faictes par trois dimanches :

« Entre Arnaud Delprat boucher de Montauban d'une part, et Raymonde Alecloup d'autre (1).

« Entre Guillaume Campagne, marchand de Montpezat en Quercy, et Jehanne Gauside, de Montauban (note ajoutée) ont espousé ledit jour.

« Entre Anthoine Dalcamp de la paroisse du Fau et Jehanne Faure dudit lieu (en note) ont espousé ledit jour.

« Entre Jehan de Monteil bourgeois de Moissac et dam^{lle} Françoisse de Sabonnières de l'Isle en Jordain (en note) le 10 avril 1575 ledit mariage a esté sanctifié.

« Entre André Ricard, tysseran de Montauban et Anthoinette Vidalle, de Puygaillard (en note) ont espousé le 30 mars 1575.

« Entre Jehan Auzelli, de Montauban et Jehanne Dupuy dudit Montauban (en note) ont espousé le 13 mars 1575.

« Entre Arnaud Carryer de Montauban et Jehanne Sartre, de Gassefas (en note) ont espousé le 12 février 1575. »

« Dimanche 1 avril 1612, annonces achevées :

« Entre Jacques Chendre et Marthe de Dumas.

« Entre Pierre Arbussi, bourgeois, et dam^{lle} Susanna de Béraud. »

Registre des mariages de 1607 à 1623, fol. 38 verso

« Annonces achevées le 7 octobre 1637.

« Entre Jean Maridou, sarger, et Jeanne de Bagel,

« Entre Bernard Bardeau et dam^{lle} Abigaïl de Béraud. »

Registre des mariages de 1623 à 1648, fol. 92.

Des actes de mariage aussi peu explicites paraîtront peut-être de peu d'utilité; et quand j'aurai ajouté que les mêmes prénoms reviennent très-souvent dans une même famille ou pour mieux dire dans les diverses branches d'une même famille, qu'il y avait, par exemple, à côté du professeur Pierre Ollier, un Pierre Ollier qui était maçon, un autre Pierre Ollier qui était homme de loi, qu'on rencontre presque au même moment Pierre Béraud, professeur, Pierre Béraud, bourgeois, Pierre Béraud, marchand (2); que, en même temps que le pasteur Pierre Charles, vivait un autre Pierre Charles qui était maître sarger, on sera tenté de croire qu'à se servir de ces registres, on s'expose à de continuelles confusions. Ce

(1) *Registre des mariages de 1567 à 1579, fol. 70, verso, et 71.*

(2) Ces deux derniers moururent la même année, à vingt et un jours seulement de distance, et dix ans à peine après le premier.

serait cependant une erreur. On a en effet pour se reconnaître au milieu de ces homonymes, et pour suppléer à l'insuffisance de ces actes de mariage si peu complets, les registres des baptêmes et ceux des sépultures, les premiers surtout; il est facile de les comparer et de trouver dans les uns les détails et les indications qui manquent dans les autres. Enfin en dernier ressort, et pour les cas les plus obscurs, on n'a qu'à consulter les registres des notaires de Montauban, dont les archives municipales de Montauban possèdent une très-riche collection. Pour les consulter, il est vrai, il faut s'armer d'un peu de patience; mais comme on n'y a recours que pour des personnages qui ont quelque intérêt historique, ce n'est, en définitive, que rarement qu'il est nécessaire d'y avoir recours (1).

Les cinq registres des sépultures laissent encore plus à désirer que ceux des mariages. Et d'abord, les actes y sont tout aussi laconiques, si ce n'est même davantage. C'est surtout le cas pour les plus anciens. On n'y trouve d'ordinaire que le prénom et le nom du défunt : « Le 12 août 1578, M. Jacques Bertrand. » — « Le 3 septembre 1578, Paulle de Laporte. » — « Le 1 octobre, Françoise du Bois. » — « Le dernier dudit mois, Claude Barthe. » — « Du 4 novembre, Pierre Molis (2). »

Souvent même on n'a inscrit que le nom : « Le 4 novembre 1577, M. d'Olier, le vieux, demeurant à la maison d'Arbussi (3). » C'était assez, sans doute, pour les contemporains qui connaissaient tous ce M. d'Olier, le vieux; mais, deux générations plus tard, on ne savait plus rien probablement de ce personnage; à plus forte raison, à trois siècles de distance, nous est-il à peu près impossible de lui assigner une place dans la famille des Ollier, qui a été aussi nombreuse que considérable à Montauban (4).

De temps à autre, on rencontre des actes de ce genre : « Le 23 juillet 1644, est la sépulture d'ung enfant de M. Daniel Yvon, banquier (5). » — « Le 22 juillet 1645, la vefve de M. Estienne de Brassard, avocat, est décédée, et son corps fuct ensevely le lende-

(1) Je ne saurais recommander à ceux qui font des recherches sur les temps anciens de notre histoire religieuse des documents plus précieux à consulter que les registres des notaires. Pour ma part, je dois à ceux de Montauban, sur les professeurs et les élèves de l'académie de cette ville, ainsi que sur un grand nombre de pasteurs, des renseignements qu'on ne trouverait nulle autre part, et qui sont d'une parfaite authenticité.

(2) *Reg. des sépultures de 1565 à 1580*, fol. 55.

(3) *Ibid.*, fol. 53, verso.

(4) Cette famille existe encore aujourd'hui et appartient tout entière à notre culte.

(5) *Reg. des sépultures de 1628 à 1656*, fol. 24, verso. Daniel Yvon est le père du célèbre mystique, Pierre Yvon.

main, 23 dudit mois (1). » — « Le 3 novembre 1635, est décédée une fille de M. Bertelier, ministre (2). »

On en trouve même plusieurs qui sont encore moins explicites : « Le 2 aoust 1567, une sépulture à la maison de Pierre Pujet (3). » — Le 28 septembre 1567, il y a eu une sépulture à la maison de Arnaud Bernard, à la rue des Couteliers (4). » Des actes de ce genre ne peuvent nous être de la moindre utilité.

En second lieu, et ceci est bien autrement regrettable, tous les décès n'ont pas été enregistrés. On n'en saurait douter, quand on cherche en vain dans ces registres la mention des décès d'hommes qu'on sait très-positivement être morts à Montauban, ou encore quand on ne voit que cinq décès inscrits pour toute l'année 1633, sept pour 1634, six pour 1623, six pour 1640, neuf pour 1645, etc. Le fait devient manifeste, quand on trouve à peine quelques dizaines de décès pour des années affligées de la peste. Des mémoires contemporains nous apprennent, par exemple que, en 1630, ce fléau fit, en quelques mois, plus de trois cents victimes; il n'y a cependant que trente-trois décès inscrits dans nos registres, pour toute la durée de cette année.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que ce ne sont pas uniquement les gens du commun dont les décès n'ont pas été enregistrés (5). On y cherche en vain la mention de ceux d'hommes aussi connus et aussi remarquables que Jean Caméron (6), Pierre Béraud, Pierre Ollier, Guillaume Duncan, etc. Il faudrait se résoudre à ignorer à quelle date ils sont morts, si on n'avait la ressource des registres des notaires. A cette époque, quiconque se trouvait atteint d'une maladie grave, s'empressait de faire son testament. Dans les temps de peste, ces actes abondent dans les registres des notaires. Il est vrai qu'une maladie, quelle qu'en soit la gravité, n'est pas toujours mortelle, et qu'un testament ne suffit pas, à la rigueur, pour donner la date d'un décès; mais il est bien rare qu'on ne trouve pas dans les registres des notaires quelques actes de division des biens ou d'arrangement quelconque dans une famille qui a perdu un de ses

(1) *Registre des sépultures de 1628 à 1656*, fol. 27, verso.

(2) *Ibid.*, fol. 33.

(3) *Reg. des sépultures de 1565 à 1580*, fol. 9, verso.

(4) *Ibid.*, fol. 11.

(5) Les décès des nombreux habitants de la banlieue, laboureurs, vignerons, métayers, brassiers, ne sont pas inscrits dans les registres de 1565 à 1667. Les inhumations se faisaient probablement dans les propriétés particulières où ils résidaient, et on jugeait inutile d'en faire des déclarations au consistoire.

(6) Il ne serait pas impossible que Jean Caméron fût mort, non dans la ville, mais dans quelque village ou quelque campagne des environs.

membres, et, dans les actes de ce genre, la date précise de la mort du défunt est toujours mentionnée (1).

Les lacunes que j'ai signalées dans les registres des sépultures sont donc, en définitive, moins regrettables qu'on serait tenté de le croire au premier moment. J'ajouterai qu'elles s'expliquent par les usages de ce temps. Tandis que les baptêmes et les mariages, se célébrant au temple, au commencement, et plus habituellement à l'issue du service divin, étaient aussitôt enregistrés, les sépultures, qui n'étaient en quelque sorte qu'une cérémonie de famille, n'étaient connues et, dans tous les cas, inscrites sur les registres, qu'autant que les parents, ou des amis autorisés par eux, venaient en faire la déclaration au pasteur au moment où il descendait de chaire, et, à cette époque, on ne paraît pas avoir généralement compris l'utilité, pour ne pas dire la nécessité de cette déclaration.

Les registres des baptêmes sont à peu près irréprochables. Au commencement, la rédaction des actes n'a pas encore toute la perfection désirable. On n'y indique guère que les noms du père et du parrain, le prénom de l'enfant, et la date de son baptême; on n'y mentionne ni la date de sa naissance, ni les noms de la mère et de la marraine. En voici un exemple : « Du 23 may 1565, une fille de M. M. Michel Berauld, ministre de la parole de Dieu; parrain, M. Aymery Duperne, diacre; imposé nom Lydie (2). Mais peu à peu ces actes deviennent plus détaillés. Dès 1580, on jugea convenable d'y faire mention des noms de la mère et de la marraine. Ces actes se présentent alors sous cette forme : « Du 25 novembre 1597, une fille de M. M. Théophile Béraud (3), docteur, et de damoiselle Catherine de Prat, marriez; Parrain, M. M. Michel Béraud, ministre de la parole de Dieu; marr., dam^{lle} Arnauld de Thierry; imposé nom Susanne, » Bientôt après, on sentit la nécessité d'indiquer la date de la naissance de l'enfant; et, depuis ce moment, les actes de baptême furent rédigés sous cette forme : « Le 28 juillet 1597, ung filz de noble Isaac de Bar, et de dam^{lle} Anthoïnette d'Assailhet, mariez, né le 15 du présent; Parr., noble Pierre de Bar; marr., dam^{lle} Jeanne de Caumont; imposé nom Pierre (4). » — « Du 23 février 1603, ung filz de Raymond Carrié et de dam^{lle} Marie de Gauside, marriez, né le 1^{er} du présent; Parr., Anthoïne

(1) *Reg. des baptêmes de 1564 à 1567*, fol. 48, verso.

(2) Théophile Béraud est le fils aîné de Michel Béraud.

(3) *Reg. des baptêmes de 1590 à 1598*, fol. 70, verso. Susanne Béraud épousa Pierre Arbussi le 8 avril 1612, et fut la mère des deux professeurs de l'académie, Joseph et Théophile Arbussi.

(4) *Reg. des baptêmes de 1596 à 1604*, fol. 84, verso.

Garrissoles ; marr., Marie de Carrié ; imposé nom Anthoine (1). »

Dans les registres des baptêmes de 1604 au 10 janvier 1608, il est fait mention du pasteur qui a baptisé l'enfant. Je rapporterai deux actes de ce genre : « Du 28 mars 1607, ung filz de Jehan Louis, docteur en médecine, et de dam^{lle} Magdelaine de Tenans, marriez, né le 21 ; Parr., Mr M. Jehan Tenans, ministre de ladite Eglise, marr., Maria de Momin ; baptisé par M. Constant. Imposé nom Jehan (2). » — « Du 22 may 1607, ung filz de M^r Dominique Vacher, procureur, et de dam^{lle} Abigaïl de Béraud, mariez, né le 18 apvril ; Parr., M^r M. Ambroise Coustaud, ministre de la parole de Dieu, et, en son absence, par M^r Pierre Béraud, ministre de la parole de Dieu ; marr., Anne de Momin ; baptisé par M. Tenans. Imposé nom Ambroise (3). »

(Suite.)

DÉCOUVERTE DES SÉPULTURES

DR CLAUDE DE LA TRÉMOILLE, MARIE DE LA TOUR-D'Auvergne
ET ISABELLE DE LA TRÉMOILLE (4).

A l'angle sud-est du beau château dont Marie de la Tour-d'Auvergne, femme de Henri de la Trémoille, a doté la ville de Thouars, se trouve un petit caveau dans lequel on pénètre par un escalier communiquant avec les appartements de la duchesse. Il est voûté en pierres de taille, pavé de dalles, et, chose assez singulière, pourvu d'une cheminée. On disait dans le pays que la célèbre protestante

(1) *Reg. des baptêmes de 1601 à 1606*, fol. 82, verso. Marie Gauside était veuve de Guillaume Garrissoles, qui mourut jeune encore en juillet 1593, quand elle épousa en secondes nocces Raymond Carrier. Le parrain, Anthoine Garrissoles, était né de son premier mariage, et devint le célèbre théologien qui fut professeur à l'académie de Montauban de 1628 à 1651. L'enfant dont on a ici l'acte de baptême se consacra aussi au ministère évangélique. Il desservit, pendant plus de quarante ans, l'Eglise réformée de Segonzac, dans l'Agennois. Anthoine Garrissoles légua par testament une de ses maisons à « Antoine Carrier, son frère utérin et son filleul. » (5^e *Protocole de Jacob Dumon, notaire*, fol. 669, verso.)

(2) *Reg. des baptêmes de 1606 à 1607*, fol. 76. Jean Sonis, docteur en médecine, était un frère du professeur Bernard Sonis ; Madeleine de Tenans, une fille du professeur Jean de Tenans, et la marraine, Marie Momin, la femme de Bernard Sonis.

(3) *Reg. des baptêmes de 1606 à 1607*, fol. 96, verso. Abigaïl de Béraud, une des filles de Michel Béraud, était née à Montauban le 15 septembre 1569. Le parrain, Ambroise Constant, était pasteur à Montflanquin. Il avait épousé, le 24 avril 1605, Lydie, fille de Michel Béraud, dont j'ai donné plus haut l'acte de baptême.

(4) Extrait du *Bulletin de la Société de statistique, sciences et arts du département des Deux-Sèvres*, n° du 1^{er} janvier 1873.

que nous venons de nommer avait été enterrée en cet endroit, et comme le mur extérieur du caveau, bâti sans précautions sur la terre, était presque toujours écroulé, on ajoutait que le fantôme de la morte le renversait parce qu'elle ne voulait pas être renfermée dans son tombeau. Sans tenir compte de la précieuse indication qui depuis deux siècles se transmettait de génération en génération, nous avons dit ailleurs (1) que Marie de la Tour-d'Auvergne avait été inhumée dans le caveau sépulcral de la chapelle collégiale de son château. Il était impossible en effet de songer à révoquer en doute le récit suivant consigné dans un registre manuscrit de la maison la Trémoille, contemporain de la duchesse (2) :

« L'an 1665, le 24 may, mourut au chasteau de Thouars, Marie de la Tour-d'Auvergne, duchesse de la Trémoille, âgée de 64 ans ; et le lendemain son corps fut porté sans pompe et sans cérémonie, ainsi qu'elle l'avait désiré, dans le lieu où reposent les corps des ducs de la Trémoille, au-dessous de la sainte chapelle dudit chasteau. Cette princesse, qui avait été l'honneur de sa maison et un exemple de vertu singulière, ne fut pas moins regrettée après sa mort qu'elle avoit esté honorée et estimée pendant sa vie, la noblesse du voisinage et tous les habitants de la ville, sans distinction de religion, estans allés en foule arosar son tombeau de leurs larmes et tesmoigner au duc, son mary, la douleur et le regret qu'ils avoient d'une perte si considérable. »

Une découverte inattendue vient de donner raison à la tradition. Le 3 avril dernier, des ouvriers, occupés à creuser les fondations du mur qu'on était obligé de relever si souvent, ont mis à jour trois cercueils de plomb contenant les restes de Claude de la Trémoille, l'ami de Henri IV, de Marie de la Tour, et d'Ysabelle (3) de la Trémoille, fille de cette dernière (4). Ces sépultures, placées sous le dallage du caveau, n'étaient pas à plus de vingt-cinq centimètres de profondeur. Elles étaient pour ainsi dire juxtaposées dans l'ordre suivant et la tête à l'ouest : Claude près du mur dont nous avons parlé, Marie et Ysabelle.

Auprès de ces deux dernières, du côté du château, se trouvait une boîte en plomb de 45 centimètres de longueur, sur 27 centimètres de largeur et 20 centimètres d'épaisseur. Elle était entièrement desoudée et contenait de la chaux et des débris de bois. Elle avait

(1) *Histoire de Thouars.*

(2) Bibl. de Niort, n° 817.

(3) Nous suivons l'orthographe de l'inscription.

(4) Ces cercueils sont maintenant déposés dans le caveau de la chapelle du château de Thouars. Ils y ont été transportés le mercredi 30 avril dernier.

servi sans doute à renfermer les entrailles de Marie de la Tour.

Des inscriptions, gravées sur des plaques de cuivre vissées au bout des cercueils, du côté de la tête, révèlent les noms des trois personnages qui avaient reposé en paix jusqu'à ce jour à l'abri de leur ancienne demeure seigneuriale. Ils sortent du tombeau au moment où le château devient un pénitencier, comme s'ils venaient protester contre cette fâcheuse transformation.

Le cercueil de Claude de la Trémoille est en bon état. Au moment de la découverte, le dessus, qui est fortement bombé, a été troué dans deux endroits par la pioche des travailleurs; mais on n'y remarque que cette petite détérioration. Il a 1 mètre 82 centimètres de longueur et 44 centimètres de largeur vers le milieu (1). La plaque de cuivre, qui mesure 22 centimètres sur 10, présente une particularité assez singulière : elle est gravée des deux côtés. L'inscription est la même, mais on trouve en plus, sur la face intérieure, quelques petits fleurons et un chien couché dans l'attitude des barbets emblèmes de la fidélité qu'on voit ordinairement sur les tombeaux. L'inscription, écrite en caractères romains, est ainsi conçue :

CLAVDE DE LA TREMOILLE
QVI MOVRVT
LE 24 OCTOBRE
1604 (2).

Le cercueil de Marie de la Tour ne tient plus; toutes les soudures ont cédé, probablement par l'action du temps, car rien ne démontre qu'il ait été ouvert de force. On dit cependant qu'il a pu être disloqué, il y a quelques années, par suite de sondages faits dans le caveau. Sa longueur est de 1 mètre 90 centimètres et sa largeur de 58 centimètres. Au moment de l'exhumation, on voyait distinctement la tête, les bras, les vertèbres et les jambes du squelette, et quelques parcelles d'un cercueil de bois. On remarquait aussi que le crâne avait été scié par une main habile, dans le but sans doute de faire l'embaumement ou l'autopsie. Au contact de l'air, ces osse-

(1) Claude de la Trémoille était d'une taille au moins moyenne. Son corps, contracté par la goutte et l'agonie, n'a pu sans doute être enseveli les jambes étendues. C'est ce qui explique la petite dimension de son cercueil, par rapport à celui de Marie de la Tour. On avait pensé qu'il pouvait y avoir une armure à l'intérieur de ce cercueil, mais on s'est assuré qu'il renfermait seulement la dépouille mortelle du seigneur de Thouars.

(2) Le manuscrit n° 817 de la bibliothèque de Niort, et un autre petit manuscrit qui est entre nos mains, indiquent le 23 octobre comme date du décès de Claude. Moreri le fait mourir le 25. D'après le P. Anselme, il serait né en 1566, tandis que le manuscrit n° 817 ne porte que 1567.

ments jaunis sont tombés en poussière. La duchesse a fait une saisissante apparition dans une des salles grillées du pénitencier. Eten-
due, à côté de son beau-père et de sa fille, sur un lit de fer de
détenu, remplaçant le lit orné de rideaux de velours violet à franges
d'or doublés de moire d'argent, dans lequel elle couchait pendant son
existence, elle a disparu pour toujours afin de n'être pas empri-
sonnée dans son propre château. Elle ne veut pas être renfermée :
c'est la continuation de la légende.

L'inscription est gravée en belle cursive sur une plaque de 20 cen-
timètres sur 12 1/2. Elle est disposée de la manière suivante :

Marie de la Tour d'Auvergne
régne duchesse de la (1) Tré-
moille mourut à Thouars
ars le xxiii^{me} may
M. VI. LXV.

Nous croyons que la boîte qui renfermait les entrailles a été dé-
tournée par le temps comme le cercueil ; mais nous ne pouvons ce-
pendant nous empêcher de faire remarquer que c'est la sépulture la
plus récente qui est seule en mauvais état (2).

Quant au cercueil de la jeune Ysabelle, il n'a que 1 mètre 25 cen-
timètres de longueur. Il est aussi bien conservé que celui de Claude.
L'inscription, écrite en cursive, comme celle de Marie de la Tour,
couvre une plaque de 21 centimètres sur 12. Elle est ainsi conçue :

Ysabelle de la Trémoille
fille de Henri duc de
La Trémoille mourut à
Thouars le xiii^{me} mars
M. VI. XL.

Ysabelle ou Elisabeth (3) était née à Vitré le 18 juillet 1628 (4).
Elle avait par conséquent onze ans et huit mois au moment de son
décès. C'était la première fille du duc Henri.

La découverte de la sépulture de Marie de la Tour peut facile-

(1) La lettre à a presque entièrement disparu.

(2) Marie de la Tour-d'Auvergne, fille de Henri de la Tour, duc de Bouillon, prince souverain de Sedan, et d'Isabelle de Nassau, naquit le 17 janvier 1601. Elle épousa, en 1619, Henri de la Trémoille, duc de Thouars, son cousin germain. Le contrat est du 19 janvier. Cinq enfants naquirent de ce mariage.

(3) On la désigne sous l'un ou l'autre nom.

(4) P. Anselme et manuscrit n° 317 de la bibliothèque publique de Niort.

ment se concilier avec le récit de ses funérailles. La duchesse protestante, qui avait eu à souffrir du fanatisme religieux, aura prescrit, par un acte de dernière volonté, de déposer ostensiblement sa dépouille mortelle dans le caveau de la famille la Trémoille, et de la rapporter la nuit et secrètement dans l'endroit où on vient de la trouver. Les choses se sont très-certainement passées ainsi : quelques jours après la cérémonie funèbre, le corps a été changé de place. Une note du curé de Notre-Dame-du-Château, inscrite sur le registre de la paroisse, à la date du 15 septembre 1672, prouve du reste qu'à cette époque il y avait de grandes précautions à prendre quand il s'agissait de l'enterrement d'une personne appartenant à la religion réformée. Voici en quels termes est rédigée cette note relative aux obsèques du prince de Tarente, lequel avait été tour à tour catholique et protestant, et mourut deux jours après avoir abjuré : « Il a été porté avec ses pères, au caveau de la basse-église, tranquillement et sans clergé, à raison que la basse-église seroit encore profanée. »

Il résulte de cette déclaration que quelques fanatiques avaient violé ou tenté de violer les sépultures des membres de la famille de la Trémoille qui avaient professé la religion réformée.

Nous serions tenté de supposer que les corps de Claude de la Trémoille, de Marie de la Tour et d'Ysabelle n'ont été transportés dans le caveau secret qu'après cet événement. Mais la prédilection de la duchesse pour cette partie du château nous fait rejeter cette idée. Nous sommes porté à croire que cette chambre des morts, réservée aux membres de la famille seigneuriale qui n'étaient pas catholiques romains, devait exister avant la construction du château actuel, bâti, comme on sait, dans l'emplacement de l'ancien. Claude et Ysabelle ont dû y être inhumés aussitôt après leur décès. Il est probable que Marie de la Tour venait souvent prier sur la tombe de sa fille. Peut-être est-ce dans cet endroit qu'elle faisait l'exercice de sa religion.

On pourrait trouver dans ce caveau quelques autres sépultures, notamment celle de Henriette de la Trémoille, petite-fille de Marie de la Tour. Voici ce que nous lisons au sujet de la mort de cette enfant, dans le manuscrit dont nous avons parlé :

« L'an 1665, le 3 juin, mourut au chasteau de Thouars, Henriette de la Trémoille, seconde fille d'Henry-Charles de la Trémoille, prince de Tarente. Elle estoit seulement aagée de deux ans et onze mois (1), mais elle avoit des qualifés de corps et d'esprit qui estoient

(1) Elle était née à Paris le 4 juillet 1662.

infiniment au-dessus de son âge. Son corps fut porté le lendemain au soir, à la clarté des flambeaux, auprès de celui de la duchesse de la Trémoille, sa grand'mère. »

Quant à Charlotte-Brabantine de Nassau, femme de Claude de la Trémoille, morte à Château-Renard, près Montargis, ou à Châtillon, le 19 août 1634, il est peu probable qu'elle ait été enterrée à Thouars.

Certains indices font supposer qu'un autre caveau voûté doit se trouver auprès de celui dont il s'agit ; mais les murs du château sont si mauvais en cet endroit qu'il est impossible de vérifier le fait dans ce moment.

L'exhumation de Marie de la Tour ayant éveillé l'attention publique sur son compte, nous croyons devoir donner ici le portrait de cette grande dame du XVII^e siècle, fait par elle-même, en 1657, au moment où ses enfants, le prince de Tarente et Charlotte de la Trémoille, mettaient à la mode en France cette manière d'écrire déjà adoptée en Hollande. La duchesse ne s'est point flattée ; on peut dire même qu'elle s'est traitée avec la plus grande sévérité. Mais, dans la dédicace de l'édition des Portraits publiée en 1659 sous les auspices de Mademoiselle de Montpensier, Segrais lui rend justice en ces termes :

« Madame la duchesse de la Trémoille fit son portrait peu de temps après, et ce bel ouvrage qui a couru toute la France et en a été l'admiration, a été avec celui de Votre Altesse Royale, qui fut fait en même temps, le modèle le plus parfait que se soient proposé ceux qui en ont voulu faire depuis..... Je puis dire aussi qu'il fallait avoir, avec les grandes et excellentes qualités de Madame la duchesse de la Trémoille, un esprit et un sens de la maison de Bouillon pour faire un ouvrage qui, sans flatterie, pût ressembler au sien. Ce n'est pas dans son portrait qu'il faut admirer ce qu'elle écrit : c'est dans sa personne, où les grandes qualités, jointes aux plus agréables, font voir l'adorable union d'une vertu toute héroïque avec toutes les grâces d'esprit et avec toute la capacité qu'on peut acquérir. »

PORTRAIT DE MADAME LA DUCHESSE DE LA TREMOILLE

FAIT PAR ELLE-MÊME (1).

« Puisque la suffisance d'un peintre dépend principalement de bien faire ressembler un portrait à son original, on ne sauroit dou-

(1) *La galerie des Portraits de Mademoiselle de Montpensier*. Didier, 1860. Page 85.

ter que ce soit le but que je me propose, dans le dessein que j'ai de faire ici le mien. Son ébauche vous apprendra, qu'étant jeune, je passois pour n'être ni fort belle, ni fort laide, et pour avoir plus d'agrément que de beauté. J'avois les yeux petits, un peu penchant aux deux bouts, d'un beau bleu et assez vifs, le nez fort laid, la bouche petite, et les lèvres fort rouges, le teint beau, le tour du visage entre le rond et l'ovale, le front trop grand, les cheveux d'un blond châtain, fort déliés et assez longs ; et pour la taille, je l'avois des plus belles, soit en sa forme, soit en sa hauteur. Je n'étois ni maigre, ni grasse, mais ayant plus de penchant vers la maigreur que vers l'embonpoint. Voilà ce qui se peut dire du passé, il faut le retoucher, pour en faire voir le changement. La taille, que j'avois belle, s'est courbée par l'âge et par ma négligence ; mon teint, qui était blanc et délié, s'est jauni par mes maladies ; mes dents, qui étaient assez blanches, se sont noircies ; le blond de mes cheveux s'est blanchi, et la petite vérole a achevé la laideur de mon nez. Une personne qui consulteroit plus soigneusement son miroir que je ne fais le mien, en diroit peut-être davantage. Il me suffit que ce soient les principaux traits et fort fidèlement représentés ; il est temps de passer à la description de choses plus essentielles.

« J'ai l'esprit assez fort et pénétrant, mais peu vif, et sans aucun brillant ; la mémoire si diminuée qu'il ne m'en reste que pour me souvenir du bien que l'on me fait. J'écris mieux que je ne m'exprime, et je me sens exempte de beaucoup de foiblesses qui sont comme naturelles aux femmes. Je cède difficilement à la force, mais volontiers à la raison ; je m'attache fort au solide, je donne peu aux apparences, et si ma santé répondoit au reste, je me sentirois assez capable des ménagemens qui me seroient commis. Ma volonté va droit au bien, mes inclinations m'en détournent quelquefois. Mes premiers mouvements sont prompts et rudes, mais ils ne vont pas loin ; aussi partent-ils plutôt d'impatience que de colère, à laquelle je ne me sens avoir nulle pente ; ce n'est pas que le ressentiment des injures ne soit assez vif en moi, mais je le modère par la crainte de faire du bruit sans effet, qui est un procédé pour lequel j'ai beaucoup d'aversion.

« J'ai toujours craint, plus que la mort, de faire aucune tache à ma réputation, et mon humeur a toujours été si éloignée de la galanterie, que je n'ai jamais eu besoin de la combattre ; mais quand il en auroit été autrement, j'ai tellement fait un capital d'être véritablement ce que je voulois paraître, que je n'aurois rien épargné pour parvenir à ce but ; et en cela ma physionomie n'a pas démenti

mes inclinations. J'ai pris peu de soin à m'ajuster, et en mes habillements j'ai toujours également plaint le temps et la dépense, et je ne me suis jamais regardée en mon miroir, qu'avec cette pensée que dans peu d'heures je déferois tout ce que je faisois. Je me contentois que mes habits fussent propres et modestes, et j'étois bien aise qu'ils devançassent mon âge, plutôt que d'en être devancés. J'ai moins aimé la lecture que je ne fais présentement, et les livres qui sont plus selon mon goût, après ceux de dévotion, ce sont ceux qui règlent les mœurs par les exemples et par les préceptes. La lecture des romans m'a toujours été insupportable, parce qu'ils n'apprennent que ce que je voulois ignorer.

« Je n'aime l'oisiveté ni en autrui, ni en moi ; l'une me donne du dégoût, et l'autre du chagrin, et c'est ce qui m'a le plus portée au jeu ; car ce que j'y hasarde fait bien voir que je ne l'aime pas comme jeu, mais comme un moyen qui m'ôte l'ennui de ne rien faire.

« Je me plais fort en la compagnie de gens d'esprit, mais surtout de ceux qui s'attachent au bon sens et à la raison ; toutes les finesses et les subtilités qui s'en éloignent me sont d'un mauvais goût.

« Je n'ai nul savoir, et ne sais que ce qu'on ne peut ignorer sans honte.

« J'entends la raillerie assez pour ne me piquer pas mal à propos de celles qui s'adressent à moi. Je crains fort de me commettre, et condamne l'humeur de ceux qui aiment à rompre en visière ; néanmoins je la tolérerois, si elle ne s'adressoit qu'à des personnes présomptueuses, ennemies de la correction, et ignorantes de leurs défauts ; ce que je blâme si fort en autrui, qu'incessamment j'y fais des réflexions, et ne vois jamais faillir personne que je ne me tâte, pour ne me croire pas innocente des fautes dont je reconnois les autres coupables, et pour éviter surtout l'erreur de ceux qui attribuent à la vertu ce qui vient du vice, n'y ayant rien où j'apporte tant de soin qu'à me bien connaître.

« J'aime fort ma commodité et peut-être trop peu celle d'autrui : les compliments et la contrainte, ce sont mes fléaux, et ne trouvent de place en moi qu'aux dépens de mon amitié et de mon estime.

« Je me sens le naturel plus tendre que je ne le fais paroitre, et surtout vers mes proches ; mais j'avoue qu'il est moins étendu qu'il ne devroit être, et que ma charité s'arrête quelquefois où elle devroit passer.

« Je ne me sens pas sensible au mépris ; mais cela peut venir de ce que je ne crois pas le mériter.

« Ceux qui me connaissent peu me croient glorieuse, parce que mon abord est froid et peu caressant, et que ma réputation ne m'ôte rien de l'ambition que l'on me sait être naturelle, mais la vérité est que je hais fort la sotte gloire. Je dis la même chose de la flatterie, et sans autant d'aversion pour elle, que j'applaudis à la complaisance ; et si je suis quelquefois chiche de la mienne, c'est qu'elle ne s'excite que par un degré d'estime dont je trouve peu de personnes dignes ; en cela j'avoue que je suis trop délicate.

« Je hais la menterie comme un vice bas et de valet ; mais je ne saurois dire si cette haine m'est naturelle, ou si elle me vient de l'éducation que j'ai reçue d'un père qui nous en a toujours imprimé l'horreur avec tous les soins imaginables ; et cela a pris de si fortes racines en moi, que j'aperçois dans mes récits une affectation à affoiblir plutôt les choses qu'à les grossir, quand elles passent pour assez extraordinaires.

« Je ne me sens point de pente à la médisance, et je la souffre avec peine, si sa délicatesse n'aide à la faire digérer. J'ai toujours eu en moi une extrême timidité, et sans elle j'aurois profité de mille occasions que la posture où j'étois à la cour me présentait à toutes heures, pour l'avantage de ma maison et de ma personne.

« Mon humeur est franche ; je ne retiens que ce que la prudence m'empêche de faire éclater, et une des choses que je souhaiterois avec plus de passion, ce seroit de trouver une personne également amie et raisonnable, qui voulut établir avec moi ce commerce, de nous dire aussi librement nos mauvaises qualités que les bonnes, et d'être assurée d'une fidélité entière à ne nous en rien cacher ; car j'aime en mes amies de la vérité, et non de la flatterie.

« Je garde mieux un secret qui m'est confié que les miens propres.

« Je donne ma confiance à qui me donne la sienne, et que je sais capable d'en bien user.

« Je suis constante et ferme en ce que je promets, et mes amis peuvent s'assurer que j'ai pour eux la dernière fidélité, et que rien ne me touche plus sensiblement que le plaisir de les obliger.

« Je rends l'équité autant que je puis, et qu'elle m'est connue, et loue volontiers ceux qui en sont dignes.

« Je ne suis point envieuse des grâces méritées, mais j'en souffre avec peine l'injuste distribution.

« Je supporte facilement les fautes de mes domestiques, quand

elles ne procèdent ni d'infidélité ni de défaut d'affection ; je les demande doux et aimant la correction, et qu'ils attendent de moi leur récompense, quand même je n'en serois jamais sollicitée par eux.

« Je fais un jugement assez juste de l'humeur et de la portée de l'esprit de ceux avec lesquels j'ai quelque commerce, et je pourrois assez facilement séparer le bien du mal, et me servir utilement de l'un et me garantir des effets de l'autre.

« Je ne suis ni méfiante, ni soupçonneuse, ni bizarre, ni moqueuse, mais assez curieuse et dépîte ; mon humeur est égale et sans emportement, ayant plus de penchant vers la gaieté que vers la tristesse ; aussi étais-je née fort saine et d'un bon tempérament ; mais divers déplaisirs et le soin de beaucoup d'affaires ont prévalu sur l'un et sur l'autre, et m'ont rendue sujette à beaucoup d'incommodités.

« J'apporte une extrême application à tout ce que je fais, et je m'y donne tout entière.

« Je ne m'éloignerois pas du faste et de la dépense, pourvu qu'ils eussent des fondements solides, sans quoi je les improuve totalement.

« Je ne me sens pas libérale au point que beaucoup le sont, mais je ne suis pas aussi dans une avarice choquante.

« Mon intérêt ne me fera jamais rien faire contre mon honneur et ma conscience ; mais cela à part, je le cherche où je suis et n'y épargne rien.

« J'oublie facilement les offenses qui me sont faites, quand je les sais suivies d'un véritable repentir. L'ingratitude est celle qui s'efface le plus difficilement de ma mémoire ; aussi est-ce un vice bas, et qui ne peut loger que dans des âmes extrêmement lâches, et dont on ne voit que peu de personnes se repentir ; mais ce qui me choque le plus, c'est quand il arrive que mes bonnes intentions sont mal interprétées et que je reçois des reproches où j'aurais à attendre des remerciements.

« La passion où j'ai le plus de pente est celle de l'ambition ; néanmoins, j'y mets autant que je peux cette borne, de ne la pousser que par de bons et légitimes moyens, et je ne puis assurer qu'elle ne se termine point en ma personne, et que son objet principal est la maison où je suis entrée.

« Quant à ce qui est de la piété, je m'y trouve fort défaillante ; mais néanmoins avec des sentiments fort épurés pour le service de Dieu, et une résolution ferme de les préférer à tous les avantages de la terre. »

Nous avons donné, dans l'*Histoire de Thouars*, p. 259, le portrait de Claude de la Trémoille. Nous y renvoyons ceux de nos lecteurs qui voudraient avoir des renseignements sur ce personnage.

IMBERT.

BIBLIOGRAPHIE

VIE DE FRANÇOIS TURRETTINI, théologien genevois,
par E. DE BUDÉ.

M. Eug. de Budé, auquel nous devons une excellente biographie de Jean Diodati, le traducteur de la Bible en italien, continue ses études sur les membres de cette émigration lucquoise qui donna tant de citoyens distingués à la république de Genève. Au premier rang brille François Turretini, qui, comme orateur, théologien et diplomate, occupe une grande place dans l'histoire de sa patrie adoptive au XVII^e siècle (1623-1687). Fils du célèbre professeur Benedict, il marcha dignement sur les traces de son père, qui, prenant congé de son fils, sur son lit de mort, avait dit : « Celui-ci est marqué du sceau de Dieu ! » Après de fortes études à Leyde, à Paris, à Saumur et à Montauban, et un court ministère à Lyon, François Turretini débuta non sans succès dans les chaires genevoises. « Son éloquence, dit M. de Budé, mélange heureux de force et de douceur, commandait en même temps l'attention et le respect. Ses auditeurs, qui admiraient en lui la dignité de sa personne autant que le charme de sa voix, étaient comme suspendus à ses lèvres ; son langage était si délicat qu'on l'eût dit frappé au coin du plus pur atticisme. Pasteurs et professeurs en étaient émerveillés, et loin d'en être jaloux, reconnaissaient en lui un maître. »

Comme théologien, Fr. Turretini a déposé les fruits de son savoir dans un grand nombre de thèses écrites en latin ; mais il a surtout attaché son nom au *Consensus*, ce formulaire de l'orthodoxie calviniste déjà battue en brèche par l'esprit nouveau que représentait l'école de Saumur. Quelque jugement que l'on porte sur ce vénérable monument de l'ancienne foi helvétique et sur l'âpreté des controverses auxquelles il donna lieu, il faut reconnaître que les grands jours de Genève ont été ceux où les doctrines de la Réforme y brillaient de tout leur éclat. Le protestantisme français peut récla-

mer bien des pages intéressantes dans la correspondance de Turretini avec des hommes tels que Morus, Merlat, Daillé, Ancillon, Lemoigne, etc. Notre gratitude est donc acquise à M. E. de Budé pour ce nouvel et docte essai de sa plume. Comme il le dit avec trop de modestie, « lorsqu'on retrouve, dans les garde-meubles cachés d'une vieille demeure, le portrait d'un aïeul vénéré, quelque imparfaite que puisse être la ressemblance de ses traits, quelque faible que soit le pinceau qui les fixa sur la toile, bien vite on s'en empare, et le dépouillant de la couche poudreuse dont le temps l'avait couvert, on le suspend à une place d'honneur. » Cet hommage est dû à plus d'un membre de la famille distinguée que l'on peut comparer, comme celle des Pictet, à une dynastie. J. B.

CORRESPONDANCE

LA FAMILLE HEURTELEU

A M. le Rédacteur du BULLETIN.

Nantes, le 24 octobre 1873.

Cher Monsieur,

Voudriez-vous m'aider, par l'intermédiaire du *Bulletin*, à chercher des renseignements sur une famille originaire de France et peut-être de Bretagne, maintenant en Angleterre, depuis la révocation de l'Edit de Nantes? Le nom de cette famille était *Heurteleu*, devenu depuis, en Angleterre, *Heurtley*.

Une lettre, que possède le docteur Heurtley, et qui a été écrite par le marquis du Bordage à M. Heurteleu, semblerait autoriser la pensée que cette famille avait vécu aux environs de Rennes, peut-être au Bordage ou à Ercé. Toutes mes recherches ont été jusqu'ici absolument infructueuses.

Je fais appel, à ce sujet, à tous ceux qui s'occupent de recherches historiques, et qui savent par expérience combien est précieux en ces matières le concours d'autrui.

Recevez, cher Monsieur, mes plus affectueuses salutations.

VAURIGAUD, pasteur.

SEANCES DU COMITÉ

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX

SEANCE DU 13 MAI 1873.

Présidence de M. *Schickler*. — M. le président donne lecture d'une lettre de M. *Jules Bonnet* informant le Comité qu'il a reçu de M. Franck Puaux un catalogue très-bien fait de documents historiques français conservés aux archives de Stuttgart, et qui fourniront de précieux matériaux au *Bulletin*.

Dans un récent voyage à Stuttgart, un des membres du Comité, M. *Gaufres*, a obtenu de M. Schlossberg, l'un des conservateurs des archives, la promesse de faire dresser une table des documents en langue allemande qui offrent, dit-on, encore plus d'intérêt que les documents en langue française.

France protestante. — Le Comité apprend avec reconnaissance que M. Raymond, archiviste des Basses-Pyrénées, a envoyé pour le Supplément des pièces fort intéressantes extraites des registres de l'état civil de diverses localités de son département, en date de 1571, 1582, etc.

Le travail relatif au Supplément est activement poursuivi, sous la direction de M. *Bordier*, qui a pu compléter l'article Amyraut au moyen de précieuses indications bibliographiques fournies par M. Taschereau.

Legs Labouchère. — C'est avec une vive émotion que le Comité apprend le don que cet excellent ami de notre œuvre lui a fait, par acte de 1870, de tous ses livres protestants ainsi que de plusieurs médailles. Madame Labouchère a demandé que ces 185 ouvrages, dont quelques-uns ont une grande valeur, restent réunis, et compte y joindre plus tard un volume de précieux autographes des protestants célèbres, qui fait partie de la collection en 20 volumes que son mari a destinés à la Bibliothèque de Nantes, sa ville natale. Elle est venue elle-même choisir la place du meuble qui contiendra toutes ces pièces, et en a apporté le catalogue, ainsi qu'une fort belle médaille de Jeanne d'Albret, et une de Bèze qui se portait au cou.

M. le pasteur Souché, de Lusignan, demande l'origine du nom de *méthodiste* déjà employé par le Père Véron. Selon M. *Redd*, on doit trouver la réponse dans l'ouvrage d'Elie Benoit.

M. Leclerc, auteur de l'*Histoire de l'Eglise de Hanau*, offre une co-

pie des Mémoires d'une dame protestante échappée d'un couvent et réfugiée à Hanau. M. le président lui a transmis pour terme de comparaison les Mémoires de Blanche Gamond.

Dons faits à la Bibliothèque par MM. d'Adhémar, Recolin, Frossard, Tachard et Delaborde. Ce dernier a offert, de la part de Madame la comtesse Delaborde, les œuvres complètes de Mademoiselle de Montenay, dame d'honneur de Jeanne d'Albret, volume de la plus grande rareté, avec planches, et auquel il ne manque que trois ou quatre feuillets.

SÉANCE DU 10 JUIN 1873.

Présidence de M. *Schickler*. — Le secrétaire remercie ceux de ses collègues qui ont bien voulu le remplacer en son absence. Il énumère les articles contenus dans le prochain numéro du *Bulletin*. Il y a fait entrer le rapport de M. Franck Puaux, qui conserverait son intérêt alors même que les communications promises par la direction des archives de Stuttgart ne recevraient pas leur exécution.

M. *Gaufrès* annonce que le gouvernement wurtembergeois se proposant de faire de ces documents l'objet d'une publication nationale, ne pourra nous accorder les communications partielles sur lesquelles nous avons compté.

Le secrétaire demande que dans la réponse à la direction des archives, on insiste pour obtenir la communication des quelques pièces d'un intérêt tout français, que nous avons depuis longtemps signalées.

M. le président veut bien se charger de cette réponse.

M. le comte *Delaborde* attire l'attention de ses collègues sur un volume de documents relatifs au règne de l'électeur palatin Frédéric III, publié par M. Kluckhohn, et contenant de nouveaux détails sur la cour pendant les conférences de Saint-Germain.

M. *Schickler* rend hommage à la mémoire d'un ami de la première heure, M. le pasteur Martin Paschoud, qui témoignait, il y a peu de semaines, par sa présence à notre séance annuelle, l'intérêt qu'il portait à nos travaux.

Géographie protestante. — M. le président rend compte d'un voyage qu'il a fait dans le Midi pour se mettre en rapport avec M. le pasteur Auzière, dont les travaux poursuivis depuis vingt ans sont une œuvre tellement magistrale, qu'on ne peut y apporter qu'un modeste tribut de collaboration. Les synodes du Bas-Languedoc, en deux volumes, sont une des sources principales consultées par M. Auzière.

This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

NOV 16 1935

Mail

9/9/53

NOV 16 1953

7639172

NOV 16 1953
CANCELLED
1707

3553003

NOV 10 1971 H

CANCELLED



044 098 669 054